Étude de la dynamique du mouvement social urbain chilien : " pouvoir populaire " et Cordons industriels durant le gouvernement de Salvador Allende (1970-73) "

Franck Gaudichaud

▶ **To cite this version:**

Franck Gaudichaud. Étude de la dynamique du mouvement social urbain chilien : " pouvoir populaire " et Cordons industriels durant le gouvernement de Salvador Allende (1970-73) ". Science politique. Université Paris VIII Vincennes-Saint Denis, 2005. Français. NNT : . tel-00788830

HAL Id: tel-00788830

https://theses.hal.science/tel-00788830

Submitted on 15 Feb 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris VIII – Vincennes - St Denis

UFR Science Politique

Thèse pour obtenir le grade de Docteur en Science Politique

Titre

Etude sur la dynamique du mouvement social urbain chilien

« Pouvoir populaire » et Cordons industriels durant le gouvernement de Salvador Allende

(1970-1973)

Volume I

Présentée et soutenue publiquement par

Franck Gaudichaud

Sous la direction de monsieur Michael Löwy

Année 2005

A Rocio, qui a toujours su m’accompagner et me soutenir durant ces années de recherche partagées entre le Chili et la France

A Frankie, qui aurait été heureux de voir ce travail abouti

Ce doctorat est dédié aux familles de détenus-disparus chiliens

Remerciements

Ce travail n'aurait pu être mené à bien sans le concours de dizaines de personnes, que je voudrais remercier chaleureusement :

Tout d'abord, Michael Löwy, Directeur de recherche au CNRS et professeur émérite de l'Université Paris VIII, qui a accepté d'être mon directeur de thèse

Le professeur Jacques Chonchol et les membres de l'école doctorale de l'Université ARCIS (Santiago) qui m'ont accueilli, comme doctorant étranger, pendant deux ans et permis de mener à bien cette étude, ceci en tant que lauréat d'une bourse « Lavoisier » (Ministère des Affaires étrangères)

Plusieurs professeurs et chercheurs chiliens, dont particulièrement Augusto Samaniego, Mario Garcés, Luís Vitale, Patricio Quiroga, Fernando Casanueva, Tomás Moulian, Luís Corvalan Marquéz, Ráphael Sagredo qui m'ont été d'une grande aide, grâce à leurs écrits et/ou à leur appui au cours de mon investigation

Hugo Cancino Troncoso, Miguel Silva, Peter Winn et Jorge Magasich ont contribué à ce travail, grâce à leurs études « pionnières » sur l'Unité populaire et son mouvement social

Les chiliennes et chiliens qui ont eu à cœur de m'ouvrir la porte de leur mémoire et de leur expérience, permettant ainsi la réalisation d'une enquête orale, qui a débuté au sein de la communauté chilienne de Bordeaux pour se conclure à Santiago du Chili

Rocio Gajardo Fica, ma compagne, qui sait à quel point elle a encouragé mon travail par son attention, son amour et sa patience

Jean-Paul Salles, ami et professeur d'histoire à l'Université de La Rochelle, qui a passé de nombreuses heures à relire et commenter cette thèse

Ma mère, Nicole Miron, qui a su prendre elle aussi de son temps, afin de réaliser un ardu travail de relecture et de correction

Ma famille, en particulier mon père, mes deux frères, leurs compagnes, Alexis et mes grands-parents, qui m'ont toujours encouragé et m'ont logé à plusieurs reprises au cours de mes diverses allées et venues entre la France et le Chili

De nombreuses personnes et amis (ils se reconnaîtront) ont également facilité - d'une manière ou d'une autre - ce travail, dont particulièrement tous ceux qui, au Chili, ont permis mon intégration sociale dans ce beau pays et, par la même, une meilleure compréhension de mon objet d'étude : parmi eux, je dois beaucoup au grand dirigeant syndical Héctor Velásquez (syndicat MADECO), aujourd'hui décédé

Les échanges avec l'historienne grecque Eugenia Paliéraki ont été particulièrement fructueux, tout comme a toujours été très chaleureux l'accueil de la famille Lusson lors de mes multiples déplacements à Paris

L'équipe de la revue *Dissidences*, source d'inspiration et d'émulation scientifique

Pierre Cours Salies et Maria-Emilia Tijoux, acteurs du développement des échanges académiques entre l'Université Paris VIII et l'Université ARCIS (Chili)

Mes collègues de l'Université de La Rochelle pour l'année 2004-2005, en particulier Remy Lucas, Marielle Juhel et Isabelle Rousseau du Département de LEA, université où j'ai pu donner – à mon grand plaisir – des cours magistraux d'histoire de l'Amérique latine en tant qu'ATER en Civilisation latino-américaine

Les employés de plusieurs centres d'archives et bibliothèques, dont tout spécialement Fabiola Rodríguez de la BDIC - Paris, mais aussi ceux de l'Institut des Hautes Etudes d'Amérique latine (IHEAL), du CEDETIM, des bibliothèques universitaires de Bordeaux, Nanterre, Saint Denis et La Rochelle, de la bibliothèque nationale de Santiago, des Archives nationales chiliennes et de la bibliothèque du Congrès à Santiago, auxquels ont peut ajouter les centres de documentation des ONG chiliennes « ECO » (dirigée par Mario Garcés) et « PIRET » (dirigée par Patricio Garcia)

Carte du Chili

Sommaire

Remerciements **3**

Carte du Chili **5**

Sommaire **6**

PREAMBULE **10**

INTRODUCTION GENERALE .....

Pour une étude socio-historique de la dynamique politique du « pouvoir populaire » chilien **16**

Intro. – I) Mouvement social et pouvoirs populaires : une brève mise en perspective _____ **18**

Intro. – I – 1) Rappel théorique _____ 18

Intro. – I – 2) A la recherche d'un des « *trésors perdus de la tradition révolutionnaire* » _____ 23

Intro. – I – 3) Retour sur les pouvoirs populaires latino-américains _____ 29

Intro. – II) L'Unité populaire et le mouvement révolutionnaire chilien. Etat de la question épistémologique _____ **34**

Intro. – II – 1) Un océan bibliographique _____ 34

Intro. – II – 2) La fausse dichotomie entre facteurs externes et internes _____ 37

Intro. – II – 3) Aperçu des différentes écoles d'analyse sur l'UP _____ 41

Intro. – III) Sources pour une étude du « pouvoir populaire » _____ **48**

Intro. – III – 1) Difficultés de la recherche des sources dans le Chili actuel _____ 48

Intro. – III – 2) La mémoire et l'oubli. L'importance de l'enquête orale _____ 54

Intro. – IV) Mouvement social urbain et pouvoir populaire au Chili (1970-1973) : synthèse d'une problématique _____ **64**

Intro. – IV – 1) La « *Révolution par en bas* » ? _____ 64

Intro. – IV – 2) Une dynamique à reconstruire… _____ 71

PREMIERE PARTIE

Le Chili de l'Unité populaire 76

Chapitre I) Un important héritage historique ____ 77

I – 1) Un Etat de compromis ? Les fondements des relations entre mouvement ouvrier, partis et Etat ____ 77

I – 2) La décomposition du projet populiste de la « Révolution en liberté » ____ 84

Chapitre II) Quelques éléments du mouvement social urbain en 1970 ____ 88

II – 1) La réalité socio-économique en 1970 : pauvreté, dépendance et contradictions de classes ____ 88

II – 2) Une classe ouvrière importante, mais fortement fragmentée ____ 94

II – 3) Organisation, forces et limites de la structuration syndicale chilienne ____ 97

II – 4) Les mobilisations collectives des « pauvres de la ville » : le mouvement *pobladores* ____ 103

Chapitre III) Voie pacifique et « pouvoir populaire » ? Stratégies de transition au socialisme selon la gauche chilienne ____ 109

III – 1) Les principaux partis de gauche, leur discours et leur stratégie ____ 109

III – 2) « La voie chilienne au socialisme ». Formation et programme de l'Unité populaire ____ 127

III – 3) La participation des travailleurs : « pouvoir populaire institutionnalisé » contre « pouvoir populaire constituant » ? ____ 134

DEUXIEME PARTIE .....

Vers le débordement ? .....

De l'échec des comités de l'Unité populaire à l'Assemblée de Concepción 142

Chapitre IV) Pouvoir populaire et mesures en faveur de la participation sociale selon le gouvernement Allende ____ 144

IV – 1) Les comités de l'Unité populaire et la mise en place de la participation des travailleurs ____ 144

IV – 2) « Bataille de la production » et redistribution des richesses. Un âge d'or de courte durée ____ 166

IV – 3) Les JAP : entre « pouvoir populaire » et « dictature de la faim »? ____ 183

Chapitre V) Crise de l'économie politique et radicalisation du mouvement ouvrier ____ 197

V – 1) Tensions au sein de l'Aire de propriété sociale (APS) ____ 197

V – 2) L'accélération des mobilisations collectives des salariés ____ 222

V – 3) La CUT dans la tourmente du débat politique et de la lutte des classes ____ 236

Chapitre VI) Les premiers signes de débordement ____ 252

VI – 1) Deux pôles au sein de l'Unité populaire ? ____ 252

VI – 2) *Pobladores* et pouvoir populaire local : un véritable laboratoire d'expériences ____ 258

VI – 3) L'Assemblée de Concepción : révolte dans la révolution ____ 272

TROISIEME PARTIE .....

Genèse et développement des Cordons industriels 281

Chapitre VII) Du « Cordon en soi » vers le « Cordon pour soi » à Maipú-Cerrillos : esquisse des conditions d'une expérience de classe _____ 282

VII – 1) « Les Cordons en soi » ou la colonne vertébrale du Chili _____ 284

VII – 2) Maipú : la commune pionnière du pouvoir populaire _____ 290

VII – 3) Le Cordon de la révolte _____ 305

Chapitre VIII) L'octobre rouge chilien _____ 320

VIII – 1) La Crise au sommet. La « révolution par en haut » dans l'impasse _____ 320

VIII – 2) Les réponses de la base : les tentatives de coordination de classe… _____ 338

VIII - 3) Les réponses de la base : l'auto-organisation ouvrière _____ 356

Chapitre IX) La normalisation civilo-militaire _____ 384

IX – 1) Normalisation civilo-militaire et démobilisation des Cordons industriels _____ 384

IX – 2) Vers l'affrontement entre le « pouvoir populaire » et le gouvernement ? _____ 405

Chapitre X) Débats politiques, organisation et construction subjective du pouvoir populaire 429

X – 1) Quelles relations entre « pouvoir populaire », gouvernement et partis de gauche ? _____ 430

X – 2) La polémique sur la place des Cordons industriels au sein de la « voie chilienne » _____ 452

X – 3) Les organismes de « pouvoir populaire » : organisation interne, verticalisme et dynamique participative _____ 466

X – 4) Champ culturel et pouvoir populaire _____ 483

QUATRIEME PARTIE .....

Le pouvoir populaire entre recherche d'alternatives et menaces de coup d'Etat 506

Chapitre XI) Des mobilisations collectives sans alternative politique ? _____ 507

XI – 1) L'accélération de la crise de l'Unité populaire _____ 507

XI – 2) Le pouvoir populaire, un mouvement d'ampleur nationale _____ 522

XI – 3) Les *pobladores* et le mouvement social urbain en 1973 _____ 544

Chapitre XII) Le « tancazo » et ses suites _____ 559

XII – 1) Le "Tancazo" : répétition générale ou test des résistances ? _____ 559

XII – 2) Le Parti communiste et les Cordons industriels en 1973 _____ 550
XII – 3) Dernières mobilisations des Cordons industriels et gouvernement civilo-militaire _____ 560

Chapitre XIII) Panorama et derniers débats du pouvoir populaire en 1973 _____ 582
XIII – 1) Panorama du « pouvoir populaire » urbain à la mi-1973_____ 582
XIII – 2) Esquisses d'une géographie politique du pouvoir populaire urbain _____ 598
XIII – 3) Vers le coup d'Etat _____ 612

Chapitre XVI) La révolution désarmée _____ 625
XVI – 1) La contre-révolution en marche_____ 626
XVI – 2) La question de la défense armée _____ 641
XVI – 3) Le coup d'Etat : « *Demain, quand commencera le combat…* » _____ 656

CONCLUSION GENERALE .....

Le « pouvoir populaire » urbain, une clef pour comprendre la dynamique du mouvement social chilien.....678

Chronologie 708

Sources et bibliographie 717

Annexes 737

Table des Tableaux 805

Table des Cartes.....806

Table des photos et illustrations 806

Glossaire et Acronymes 810

Index des noms cités.....814

Tables des matières des deux volumes 821

PREAMBULE

Un essai d'auto-analyse…

« *Avant nous avions la crainte que le processus de passage au socialisme soit en train de céder pour arriver à un gouvernement de centre, réformiste, démocrate bourgeois qui tendait à démobiliser les masses ou les poussait à des actions insurrectionnelles de type anarchique, par instinct de conservation. Mais désormais, en analysant les derniers événements, notre crainte n'est plus celle-là ; maintenant nous avons la conviction que nous sommes sur une pente qui nous conduira inévitablement au fascisme* » : c'est en ces termes que la coordination provinciale des « Cordons industriels » de Santiago s'adresse, le 5 septembre 1973, au premier mandataire du Chili, le président Salvador Allende. Il s'agit d'une lettre rendue publique, 6 jours exactement avant le coup d'Etat qui mettra fin à une expérience extrêmement importante pour l'histoire du mouvement ouvrier international : celle de l'Unité populaire. Cette lettre se termine ainsi : « *Nous vous prévenons, camarade, avec tout le respect et la confiance que nous vous portons encore, que si vous ne réalisez pas le programme de l'Unité populaire, si vous ne faites pas confiance aux masses, vous perdrez l'unique appui réel que vous possédez comme personne et comme gouvernant, et vous serez responsable de mener le pays, non à la guerre civile, qui est déjà en plein développement, mais à un massacre froid, planifié, de la classe ouvrière la plus consciente et la plus organisée d'Amérique latine* »[1].

Ces paroles résonnent encore, plus de 30 ans après. Elles sont l'expression d'une fraction significative du mouvement social chilien qui pendant deux années a tenté de développer ce qui s'appelle alors le « pouvoir populaire ». C'est justement ce phénomène sociopolitique, longtemps ignoré par la recherche, que j'ai cherché à comprendre. Afin de mener à bien cette étude centrée sur la dynamique du « pouvoir populaire » chilien, il a fallu envisager ce pays avec des yeux désabusés, au travers du regard froid de la science politique. Car, aujourd'hui encore, on peut percevoir les reflets du miroir déformant que renvoie ce « pays allongé », comme l'a nommé le grand poète et militant, Pablo Neruda.

Avant toute chose, il m'a semblé nécessaire d'effectuer un minimum de retour sur soi, de cette auto-analyse indispensable au chercheur dans l'approche de son objet d'investigation[2].

---

[1] Coordinadora provincial de Cordones Industriales, Comando Provincial de abastecimiento directo y Frente único de trabajadores en conflicto, "Carta al presidente Salvador Allende", Santiago, 5 de septiembre 1973 (reproduit en Annexe Nº 32).

[2] Ceci dans le sens où l'entendait Pierre Bourdieu comme « objectivation du sujet objectivant » : « *C'est-à-dire le positionnement du producteur de savoir social dans une position déterminée et l'analyse de la relation qu'il maintient, d'un côté, avec la réalité qu'il analyse et avec les agents dont il investit les pratiques ; et, de l'autre, celles qui l'unit ou le fait s'affronter avec ses pairs et les institutions du jeu scientifique* », tiré l'introduction de Alicia Gutiérrez à l'ouvrage de P. Bourdieu : *El sociólogo y las transformaciones recientes de la economía en la sociedad*, Buenos Aires, Libros del Rojas, 2000.

Pour ce faire, je tenterai de répondre à quelques questions simples et essentielles : **pourquoi, ai-je choisi de consacrer ce doctorat au Chili contemporain et plus précisément à l'Unité populaire ? Pourquoi un tel sujet, lié au mouvement ouvrier, au mouvement social urbain et au « pouvoir populaire » ?**

Une première remarque tout d'abord : le Chili contemporain a souvent intéressé, voire fasciné intellectuels, hommes politiques et militants européens. Cet intérêt lui vaut d'ailleurs plusieurs qualificatifs caricaturaux et fortement ancrés dans les imaginaires collectifs, tels que « Suisse de l'Amérique latine ». Au-delà de tels clichés, fortement imprégnés de conceptions europeocentrées, il est évident que le Chili possède une *certaine* proximité sociologique avec la France et ceci notamment par la structuration de son mouvement ouvrier. Comme le remarque M. N. Sarget, ce qui singularise ce pays par rapport au reste de l'Amérique Latine, est précisément ce qui le rapproche des pays latins de l'Europe du Sud : « *le développement de l'extraction minière a généré une classe ouvrière et des organisations syndicales et politiques imprégnées des mêmes idéologies proudhoniennes, anarcho-syndicalistes et marxistes ; elles se structurent selon des clivages comparables à ceux des organisations européennes de même type et sont affiliées aux mêmes internationales* »[3]. De même qu'en France, le Chili a connu un Front populaire à la fin des années trente, et, les courants démocrates-chrétiens qui s'y sont constitués, se réclament de la pensée de Jacques Maritain et d'Emmanuel Mounier. Ces apparentes similitudes et surtout le poids symbolique du Chili en France ont sûrement eu une influence dans le choix de mon sujet d'étude. Cependant, ma motivation principale est essentiellement liée à mon intérêt pour l'étude des mouvements révolutionnaires internationaux. La présence en Amérique latine, et particulièrement au Chili, d'un mouvement ouvrier fortement organisé est un facteur essentiel du changement social dans le sous-continent[4]. Le souhait de ce doctorat est aussi de chercher à comprendre quels phénomènes historiques et sociaux ont conduit à l'une des plus brutales répressions politiques de la seconde moitié du vingtième siècle. Assurément, le Chili de 1973 s'inscrit dans l'histoire mondiale des « révolutions manquées », des transformations sociales écrasées, aux côtés de l'Allemagne de 1918-19 jusqu'à Djakarta de 1965, en passant par la guerre civile espagnole des années trente…

---

[3] M. N. Sarget, *Histoire du Chili de la conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, Coll. Horizon Amériques Latines, 1996, p. 8. Il faut noter cependant que le Parti socialiste chilien, fondé en 1933, a longtemps refusé de s'affilier à l'Internationale socialiste, qu'il jugeait trop modérée. Il ne s'y incorpore finalement qu'en 1996.

[4] Voir R. J. Alexander, *El movimiento obrero en América Latina*, México, Ed. Roble, 1967, pp. 15-27.

C'est justement la violence du coup d'Etat du 11 septembre 1973 qui a fait tomber nombres de mythes, souvent diffusés d'ailleurs par les principaux partis de gauche au niveau international : l'Unité populaire est même présentée un temps comme les prémisses du « Programme commun » de la gauche française. Par la suite, de « pays symbole », le Chili devint « pays laboratoire »[5], celui de la junte du Général Pinochet et des "Chicago Boys", formés par la théorie monétariste de l'économiste néolibéral Milton Friedman. Depuis, ce petit pays (un peu plus de 750.000 km2 pour 9.340.000 d'habitants en 1970), coincé derrière la Cordillère des Andes, continue de fournir au monde des archétypes, souvent entrés dans le livre de la mémoire collective par la porte du réductionnisme historique. Telles ces photos jaunies qui continuent de montrer Salvador Allende en héros solitaire, défendant, depuis le palais présidentiel en flamme, le respect d'une légalité qui lui a permis d'atteindre l'exécutif ; combattant par les armes de manière désespérée, pour une transition au socialisme qu'il voulait non violente…

De mon DEA consacré aux « rapports entre le gouvernement de l'Unité populaire et le mouvement ouvrier chilien »[6] jusqu'à l'achèvement de ce doctorat, j'ai essayé de me départir de trop de simplifications, sans nier pour autant l'importance historique de telles images dans notre imaginaire collectif. Ceci m'a été facilité par le fait que, depuis quelques années, s'ouvrent au Chili, de nouveaux espaces de débats et de recherche. Cette ouverture difficile s'effectue dans un pays qui a vécu plus de 17 ans de dictature militaire, jalonnée de violations des droits humains fondamentaux, d'assassinats politiques et de mesures économiques liberticides. Ce retour partiel sur l'histoire, sur la mémoire, a été permis par le maintien des investigations au Chili, en parallèle avec la réactivation du mouvement social pendant, et après, la dictature. Dans cette brèche ouverte, toujours béante, il reste beaucoup à entreprendre, beaucoup à apprendre[7]. En ce sens, je pense que mes préoccupations ne sont absolument pas isolées ou purement individuelles, mais plutôt le produit social de ce « besoin de savoir », inhérent au développement humain, à sa construction et à son émancipation[8].

---

[5] La première expression est empruntée à la thèse de P. Mouterde et P. Guillaudat sur *Luttes de classes et mouvements sociaux au Chili de Pinochet*, la seconde au colloque qui s'est tenu à Bruxelles en 1998, intitulé : *Chili, un pays laboratoire* (voir références dans les bibliographies en fin d'ouvrage).

[6] F. Gaudichaud, *Les rapports entre le gouvernement de l'Unité populaire et le mouvement ouvrier chilien (1970-1973)*, Bordeaux III, DEA, UFR d'histoire, 1999.

[7] Voir à ce sujet: M. Garcés Duran, « Por que la memoria y la historia es un tema relevante en el Chile de hoy » in *Guía metodologíca para la memoria y la historia local*, Santiago de Chile, ECO, septiembre del 2001.

[8] C'est pourquoi, j'adhère pleinement au *Manifeste* paru durant l'été 1999, dans le contexte de ce qui a été appelé « l'affaire Pinochet ». Ce texte declare notamment : « *La historia no solo es pasado, sino también, y*

De fait, le choix de mon sujet n'est pas « neutre », et n'en a pas l'ambition. Il est lié à mes centres d'intérêts personnels depuis plusieurs années. En effet, comme je l'admettais, en 1998, dans l'introduction de mon DEA, j'ai été poussé vers ce sujet également par mon implication en ce qui concerne les problèmes sociaux de l'Amérique latine[9]. Cette expérience a alimenté mes réflexions sur les diverses mobilisations sociales en faveur de la démocratie, de la redistribution des richesses et de l'égalité dans les rapports Nord-Sud, qui ont agité le continent latino-américain au cours du XX° siècle. Parallèlement, mes recherches se sont tournées de longue date vers le mouvement ouvrier international et les différents processus révolutionnaires. En témoignent, par exemple, mon travail de maîtrise consacré à la Révolution Culturelle chinoise et sa perception dans la presse française[10], et surtout, mon intégration au comité de rédaction de la revue *Dissidences - Bulletin d'études des mouvements révolutionnaires*[11].

L'idée de réfuter l'existence d'une neutralité axiologique absolue en science politique ne signifie pas, pour autant, que l'objectif de ce doctorat soit de faire une hagiographie des mobilisations collectives chiliennes, bien au contraire. J'ai essayé d'utiliser cette « *sympathie critique* » que j'ai pour mon sujet, comme une force dans mon investigation (ainsi que le conseille l'historien Henri-Irenée Marrou)[12]. J'ai tenté d'éviter l'écueil qui a tant marqué les essais d'approches scientifiques du mouvement ouvrier : celui d'une histoire dogmatique et figée. Egalement loin de mes intentions, ces recherches sur le mouvement social qui, auréolées d'un sceau universitaire durement acquis, ont tendance à s'enfermer dans des études micro-centrées, séparées de leur contexte. En m'éloignant de « ces visions ésotériques »[13], je m'essaye à une approche critique de l'Unité populaire, en m'intéressant justement à l'une de

---

principalmente, presente y futuro. La historia es proyección. Es la construcción social de la realidad futura » (S. Grez, G. Salazar (compiladores), *Manifiesto de Historiadores*, Santiago, LOM, 1999, p. 19).

[9] J'écrivais notamment : « *En effet, j'ai séjourné à plusieurs reprises en Amérique Latine, notamment en Bolivie, au Chili, au Pérou. La création et la participation à l'association* Agri-Terre-Monde *se trouve en partie à l'origine de ces voyages, avec comme objectif un travail social auprès des enfants de la rue. La richesse de cette expérience qui fut également à la hauteur de son échec, a conforté en moi l'idée que toute sortie du sous-développement pour ces pays, sera portée par un mouvement social d'une bien plus grande ampleur que l'action micro-économique des ONG* » dans F. Gaudichaud, *Les rapports entre le gouvernement de l'Unité populaire et le mouvement ouvrier chilien (1970-1973), Op. Cit.*, p. 4.

[10] F. Gaudichaud, *La Révolution Culturelle vue à travers la presse française*, Bordeaux III, maîtrise d'histoire, UFR d'histoire, 1997.

[11] Consulter : www.dissidences.net. Ce collectif de chercheurs m'a été d'une aide précieuse dans le développement de mes outils d'analyse, que tous ses membres en soient chaleureusement remerciés.

[12] H. I. Marrou, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, Points-histoire, 1975.

[13] E. Hobsbawn, « Labour history and ideology », *Journal of social history*, 1974. (cité par Georges Haupt, « Por que la historia del movimiento obrero? », *El historiador y el movimiento social*, Madrid, Siglo XXI, 1986, pp. 9-34 [Paris, F. Maspero, 1980]).

ses richesses et contradictions majeures : *la dynamique du mouvement social vu depuis « la base »*. **Cette approche m'a été en grande partie permise par un séjour au Chili, durant plus de deux années, au cours de laquelle sont tombés, peu à peu, nombre de mes propres préjugés. Ce voyage s'est effectué grâce à l'invitation que j'ai reçu de la part de l'école doctorale d'Etudes des Sociétés Latino-américaines de l'université ARCIS (Santiago), dirigée par Jacques Chonchol. Ce travail de terrain m'a permis d'accéder à une meilleure connaissance des sources, de rencontrer nombre de chercheurs et de réaliser des entretiens avec certains des acteurs historiques eux-mêmes**[14]. Bien loin de *subjectiviser* ma vision scientifique, cette expérience m'a donné au contraire l'indispensable *distance intellectuelle* par rapport à mon sujet.

[14] Ce séjour a pu avoir lieu, matériellement, en tant que lauréat d'une bourse de recherche internationale « Lavoisier » (Ministère des Affaires étrangères).

INTRODUCTION GENERALE

Pour une étude socio-historique de la dynamique politique du « pouvoir populaire » chilien

« […] *toute connaissance et interprétation de la réalité sociale est liée, d'une façon directe ou indirecte, à une des* visions sociales du monde*, à une perspective globale socialement conditionnée ; - c'est-à-dire ce que Pierre Bourdieu désigne, dans une expression heureuse, « les catégories de pensée impensées qui délimitent le pensable et prédéterminent le pensé ». Et que, par conséquent, la vérité objective sur la société n'est pas concevable comme une image mais plutôt comme un* paysage *peint par un artiste ; et que, finalement, ce paysage sera d'autant plus vrai que le peintre sera situé à un* observatoire *ou belvédère plus élevé, lui permettant une vue plus vaste et plus étendue du panorama irrégulier et accidenté de la réalité sociale* »

Michael Löwy, *Paysages de la vérité. Introduction à une sociologie critique de la connaissance*, Paris, Anthropos, 1985, p. 14

La première étape de mon analyse est consacrée à une longue introduction générale. Celle-ci possède une grande importance dans la cohérence de ce doctorat car elle est l'occasion de présenter quelques outils théoriques et les questions épistémologiques qui s'y rapportent tant en ce qui concerne le mouvement social chilien, que l'appréhension des sociétés latino-américaines. Cette introduction cherche à fournir un aperçu des orientations de cette recherche et des réflexions problématiques qui l'orientent. Ces quelques concepts et mises en lumière théoriques, loin de m'enfermer dans une vision limitative, doivent me donner quelques axes utiles pour avancer dans l'explication. Car, comme le remarque l'historien anglais E.H. Carr, le chercheur qui se veut objectif, part d'orientations clairement définies et présentées, qu'il vérifie, modifie ou infirme au fil de sa recherche : « *il est engagé dans un processus d'imprégnation des faits par son interprétation, et d'imprégnation de son interprétation par les faits* »[15]. **Dans cette partie introductive, je pose aussi la question des sources et la méthode d'investigation employée pour ce doctorat**. **La science politique telle que je l'ai assumée ici est celle qui a su opérer deux tournants épistémologiques majeurs au cours des dernières années : ceux de l'ouverture vers la sociologie et vers l'histoire. Cette façon parfois dite « hybride » de faire de la science politique est aussi celle qui nous permet d'aborder notre sujet du point de vue de la *transdisciplinarité*[16].** Une telle approche a d'ailleurs déjà largement fait ses preuves au travers d'auteurs tels que Charles Tilly et, en ce qui concerne l'Amérique latine, d'analystes éclairés comme Alain Rouquié[17]. Ainsi que le remarquait Fernand Braudel, toutes les sciences de l'homme peuvent parler un langage commun et c'est donc une science politique à l'épreuve de plusieurs paradigmes, ou encore une *science sociale et historique du politique*, que j'entends essayer d'utiliser ici[18].

---

[15] E. H Carr, *Qu'est-ce que l'histoire ?*, Paris, La Découverte, Coll. 10/18,1988, p. 78.

[16] Y. Déloye, B. Voutat, « L'hybridation de la science politique », *Faire de la science politique*, Paris, Belin, Coll. SocioHistoires, 2002, pp. 7-24.

[17] Voir : C. Tilly, *From mobilization to revolution*, Reading Mass, Addison-Wesley, 1976 et A. Rouquié, *Amérique latine. Introduction à l'extrême -occident*, Paris, Seuil, 1987.

[18] Car comme le note le sociologue Bernard Pudal, « *la science politique ne représente qu'une fraction des sciences du politique et que, en un certain sens, toutes les sciences sociales traitent du politique.* […] *D'un point de vue épistémologique, la science politique tient aussi sa légitimité des disciplines extérieures pour l'essentiel à son univers* » (B. Pudal, « Science politique : des objets canoniques revisités », *Sociétés Contemporaines*, Paris, N° 20, décembre 1994, p. 6-7 ; cité par Y. Déloye, B. Voutat, *Op. Cit.*, p. 14). Voir également : M. Grawitz, J. Leca (dir.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985.

Intro. – I) Mouvement social et pouvoirs populaires : une brève mise en perspective

Intro. – I – 1) Rappel théorique

Avant de s'attaquer au vif du sujet, il faut revenir sur quelques définitions et notions essentielles. Effectivement, les approches des mobilisations et conflits de classes sont toujours très controversés au sein des sciences politiques et sociales contemporaines. Comme tout « discours », le discours scientifique est le lieu de contradictions sociales, politiques et symboliques. Et puisque - comme le notait Pierre Bourdieu - « *parler veut dire* », il est indispensable de présenter quelles sont mes bases de travail et appartenances conceptuelles, d'autant plus lorsqu'il s'agit de notions polysémiques[19]. Indéniablement, l'approche des classes sociales et de l'action collective en Amérique latine continue à poser de nombreux problèmes théoriques[20]. Nous essayerons pour notre part d'engager notre problématique sur une description détaillée de la morphologie des mouvements sociaux que nous prétendons étudier. Notre conviction est qu'une telle approche passe par le rappel de la *construction historiquement déterminée des mobilisations collectives*. C'est ce contexte, structurel mais aussi culturel et subjectif, qui explique les expressions concrètes adoptées par tel ou tel mouvement social, ainsi que l'a souligné l'historien et politologue anglo-saxon Charles Tilly[21].

Ainsi, si j'utilise par la suites les catégories de « mouvement ouvrier » et de « mouvement social », c'est sans pour autant oublier celles de « classes sociales » et de « luttes des classes » : constatant la centralité du conflit capital/travail dans les sociétés contemporaines, nous pensons qu'il est possible d'articuler ces différèrentes notions d'analyses afin d'en restituer la complexité[22]. Ceci en nous démarquant de certaines analyses de sociologues ou politologues du « mouvement ouvrier », tel Alain Touraine qui croit déceler l'absence « *de l'acteur de classe* »

---

[19] P. Bourdieu, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982.

[20] Fernández, Florestán, Poulantzas y Touraine, *Las clases sociales en América Latina: problemas de conceptualización*, México, Siglo Veintiuno Editores, 1973.

[21] C. Tilly, *From mobilization to revolution*, Reading - Massachusetts, Addison-Wesley, 1976.

[22] Pour une réflexion générale et sociologique sur le concept de « mouvement social », on consultera entre autres : P. Ansart, *Les sociologies contemporaines*, Paris, Seuil, 1990 ; E. Neveux, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, Coll. Repères, 1996 ; F. Chazel, « Mouvements sociaux » in R. Boudon (dir.), *Traité de sociologie*, Paris, PUF, pp. 263-312 et L. Mathieu, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, Collection La Discorde, 2004.

en Amérique latine[23]. Dans son étude sur la conscience ouvrière, ce sociologue français affirme par contre que l'approche du mouvement ouvrier doit s'atteler aussi bien à la structure qu'aux formes d'action collectives, et nous sommes d'accord en cela avec lui. Tout mouvement social répondrait selon cet auteur à trois principes, appelés « *principes d'existence du mouvement social* »[24] :

- Le principe d'identité : qui le mouvement social prétend-il représenter ? Au nom de quels intérêts de classe, ou quel groupe social se mobilise-t-il ? Le problème à résoudre ici est celui de la définition du groupe social, ou fraction de classe, en lutte
- Le principe d'opposition : il s'agit d'identifier à quelle force sociale, à quels intérêts sociaux et politiques s'affronte le mouvement social
- Le principe de totalité : quels sont les idéaux avancés par le mouvement social, l'idéologie, les valeurs subjectives défendues. Ce que A.Touraine appelle le principe de totalité renvoie, selon lui, nécessairement à des notions universelles, reconnues par l'ensemble des membres d'une collectivité humaine

Ces trois principes généraux méritent en effet d'être étudiés, mais surtout appliqués à des cas concrets, comme celui du Chili des années soixante-dix. Pourtant, une telle stratification systémique du mouvement social n'est pas toujours convaincante du fait de son fonctionnement mécaniste et surtout, parce qu'elle place d'emblée la nécessité de la totalité comme caractéristique de tout mouvement social. Elle rejette ainsi de la catégorie de « mouvement social », toute mobilisation collective tronquée ; et nie une part de l'essence des mouvements sociaux en tant que reflet, même partiel, de contradictions objectives traversant la société. Ceci au profit d'une vision théorique *ex-catedra* d'un improbable mouvement social normalisé, qui proclame la fin de la centralité du rapport au travail, le décès du mouvement ouvrier et l'illusion de toute mobilisation qui chercherait à « *s'attaquer de façon plus globale et plus directe à la domination subie par les travailleurs* »[25]. Comme le remarque Pierre Cours-Salies, à force de « *chercher seulement des agents de classes sociales en lutte pour le contrôle du « système d'action historique » ou une « volonté collective »,* [on] *ne parvient pas à dire le sens fort de mobilisations et* [on] *s'efforce seulement de les disqualifier. Des mouvements sociaux sans concept, un concept sans mouvement social* »[26].

---

[23] Voir le paragraphe I - 1 pour une critique de l'approche tourainienne du mouvement ouvrier et de « l'Etat de compromis ».

[24] Outre les ouvrages déjà cités sur l'Amérique Latine, voir : A. Touraine, *Sociologie de l'action*, Paris, Seuil, 1965 ; A. Touraine, *La conscience ouvrière*, Paris, Seuil, 1966 et A. Touraine, F. Dubet, M. Wievorka, *Le mouvement ouvrier*, Paris, Fayard, 1984.

[25] A. Touraine, F. Dubet, M. Wievorka, *Le mouvement ouvrier*, *Op. Cit.*, p. 326.

[26] P. Cours-Salies, « Un Futur antérieur et un présent » dans P. Cours-Salies, M. Vakaloulis, *Les mobilisations collectives. Une controverse sociologique*, Paris, PUF, Actuel Marx, 2003, pp. 55-80.

Dans le cadre de ce doctorat, c'est au contraire la proposition de « *prolonger la problématique marxiste du mouvement social* », proposée par des sociologues français, qui est adoptée[27]. Cette problématique prend aussi comme possible base de travail, la définition proposée par l'école anglo-saxonne des mouvements sociaux et plus particulièrement par Sidney Tarrow pour qui un mouvement social est « *une contestation collective conduite par des individus solidaires et ayant des objectifs communs* »[28]. Cela nous permet d'isoler quatre dimensions essentielles :

- le caractère collectif du mouvement contestataire
- le partage de visées communes
- l'émergence d'une solidarité dans le groupe mobilisé
- l'affrontement avec le pouvoir et avec le capital

Il s'agit ainsi d'une « *dynamique propre d'un groupe social porteur de revendications importantes, durables et conflictuelles* »[29]. Cette définition renvoie à une tendance à l'autonomie de ce mouvement, à l'importance de l'opposition de classe et enfin aux revendications explicites et évolutives liées à des problèmes structurels (ou jugés comme tels) des sociétés contemporaines. Ces mouvements s'inscrivent dans le temps et sont amenés, le cas échéant, à négocier activement leurs revendications. Cette approche matérialiste constructive est notamment celle qui est développée sous plusieurs angles par les membres du collectif de recherche « Actuel Marx » (CNRS – France), dont parmi eux, Michel Vakaloulis qui nous rappelle, à juste titre, les liens qui unissent antagonisme social et action collective[30]. En ce sens, le mouvement social s'inscrit bel et bien dans un cadre qui se trouve à l'intersection des différentes composantes de la société (les champs économique, politique, social ou culturel), au sein desquelles il se développe et qu'il tend, en retour, à transformer[31].

Il ne fait pas de doute qu'au sein de tout mouvement social, il existe des différenciations d'identités collectives, de conscience de classe, de culture militante ou de formes de mobilisation. D'ailleurs, si Marx a toujours eu soin, au sein de son analyse du mode de

---

[27] S. Béroud, R. Mouriaux, M. Vakaloulis, « Le concept de mouvement social », *Le mouvement social en France*, Paris, La Dispute/Snédit, 1998, pp. 13-62.
[28] S. Tarrow, *Power in movement, social movements, collective action and politics*, Cambdrige University Press, 1994, pp. 3-4.
[29] S. Béroud, R. Mouriaux, M. Vakaloulis, « Le concept de mouvement social », *Le mouvement social en France*, Paris, La Dispute/Snédit, 1998, pp. 13-62.
[30] Les pistes avancées par cet auteur à propos du mouvement social français semble, là encore, dignes d'intérêt pour notre sujet : M. Vakaloulis, « Antagonisme social et action collective » dans M. Vakaloulis (dir.), *Travail salarié et conflit social*, Paris, PUF, Actuel Marx, 1999, pp. 221-248.
[31] Voir L. Mathieu, « Qu'est-ce qu'un mouvement social », *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, *Op. Cit.*, pp. 15-36.

production capitaliste, d'isoler trois grandes classes (classe salariale, capitalistes, propriétaires fonciers), ce n'est pas au détriment d'une analyse concrète de formations sociales historiquement déterminées. Il savait reconnaître minutieusement des sous-ensembles ou fractions distinctes et différenciés[32]. Ainsi, lorsque je me réfère à la *classe ouvrière* ou à la *lutte des classes* c'est, bien entendu, en ayant à l'esprit l'ensemble de ces précisions sur « *la diagonale des classes* » et les diverses figures du conflit social[33]. Comme l'écrit Daniel Bensaïd, il n'existe pas de définition classificatoire des classes sociales dans *Le Capital* et la lutte des classes n'a rien à voir avec une vision positiviste de l'histoire[34]. Néanmoins, il convient de préciser que, lorsqu'au cours de notre étude, j'utiliserai le terme de « classe ouvrière », c'est dans le sens générique du terme. Selon le sociologue Michel Verret, qui a consacré de nombreux ouvrages à cette catégorie sociale, il s'agit d'un groupe d'agents sociaux qui, privés de moyens de production et, par là de moyens de pouvoir et de savoir, se trouvent contraints[35] :

1) de vendre leur force de travail aux agents sociaux qui disposent du monopole de ces moyens
2) de la mettre en œuvre sous leur direction dans un procès de production coopératif à grande échelle, utilisant une technologie scientifique
3) de leur concéder, avec le produit de leur travail, la part non payée de celui-ci (plus-value)

Cependant une telle conceptualisation n'est opérante que si on la réintroduit dans une perspective d'une dynamique sociopolitique. Il faut aussi s'attacher à montrer comment se définissent les mouvement sociaux en fonction de modèles culturels dominants, hégémoniques[36]. En ce sens, les classes - comme le mouvement social - doivent être envisagés

---

[32] Voir par exemple : K. Marx, *La lutte de classes en France. 1848-1850*, Paris, Ed. Sociales, 1984.

[33] Afin de poursuivre cette réflexion, on peut lire avec profit les "essais sur les crises, les classes, l'histoire" de Daniel Bensaïd dans *La discordance des temps*, Paris, Les éditions de la Passion, 1995 (en particulier la deuxième partie, pp. 107-186).

[34] Il s'agit d'un « *antagonisme dynamique qui prend forme au niveau du procès de production d'abord, du procès de circulation en suite, de la reproduction d'ensemble enfin. Les classes ne sont pas définies par le seul rapport de production dans l'entreprise. Elles sont déterminées, au fil d'un procès où se combinent les rapports de propriété, la lutte pour le salaire, la division du travail, les relations aux appareils d'Etat idéologiques* » (D. Bensaïd, *Les irréductibles. Théorème de résistance à l'air du temps*, Paris, Textuel, Collection La Discorde, 2001, p. 30).

[35] Voir notamment : M. Verret, *Le travail ouvrier*, Paris, L'Harmattan, 1999 ; *La culture ouvrière*, Paris, l'Harmattan, 1996 ; *L'espace ouvrier*, Paris, l'Harmattan, 1995.

[36] Dans ses propositions conceptuelles à propos de ce qu'il nomme le "mouvement populaire urbain", R. Baño remarque: "*En el ámbito de nuestra América Latina, reducirse al clásico enfrentamiento entre burguesía y proletariado para explicar los movimientos revolucionarios triunfantes o fracasados suele mostrarse bastante insuficiente. Es necesario ver históricamente los grupos sociales y el conflicto, y esto requiere un análisis de los movimientos sociales en vista del modelo cultural imperante*". R. Baño A., *Conceptos y proposiciones acerca del movimiento popular urbano*, Doc. de Trabajo, Programa FLACSO, N°161, Santiago, Noviembre 1982.

comme un processus en permanente construction et redéfinition. Ainsi, comme l'explique Edwards P. Thompson, l'expérience vécue est essentielle pour comprendre la formation d'une classe ouvrière, c'est-à-dire que celle-ci est partie prenante de sa propre élaboration, qu'elle n'est pas une *chose* mais qu'elle *advient* : « *Une classe est une formation sociale et culturelle (trouvant souvent une expression institutionnelle) que l'on ne peut définir dans l'abstrait ou isolément, mais seulement dans ses relations avec d'autres classes ; et finalement, la définition ne peut s'élaborer qu'en fonction de la dimension temporelle, c'est-à-dire en termes d'action et de réaction, de changement et de conflit. Quand nous parlons d'une classe, nous avons à l'esprit une catégorie de population définie de manière vague, de gens qui partagent le même ensemble d'intérêts, d'expériences sociales, de traditions et le même système de valeurs, qui ont une disposition à se comporter en tant que classe, à se définir dans leurs actions et leur conscience, en relation à d'autres groupes en termes de classes* »[37]. Dans la même veine, Lilian Mathieu souligne qu'une classe n'est pas une donnée stable, « *produit par des mécanismes économiques mais le résultat d'un travail d'unification, de mobilisation et de représentation (notamment par la création d'organisations dotées de porte-parole) dont les membres sont eux-mêmes les principaux acteurs* »[38]. Quant au « mouvement ouvrier », Friedrich Engels, dans sa préface à la *Guerre des paysans en Allemagne*, remarque qu'il naît d'une triple opposition : refus de l'exploitation/de l'aliénation/de la domination. Cette *trilogie du refus* conduit ainsi à une triple lutte : économique/politique/idéologique, qui vise aussi bien les classes dominantes que l'Etat et l'action gouvernementale[39].

C'est en partant de ces diverses réflexions que j'ai choisi de m'intéresser à une fraction spécifique du mouvement social chilien, celle qui semble apparaître comme un des secteurs les mieux organisés et les plus radicalisés politiquement durant l'Unité populaire (1970-1973). Mon objectif étant de déterminer comment ce secteur a tenté de se présenter comme le conducteur du « pouvoir populaire » chilien, c'est-à-dire comme le vecteur du passage de la « classe en soi » à la « classe pour soi ». En bref, il ne s'agit pas de partir de la constatation de l'existence de classes sociales déterminées « objectivement » pour leur attribuer de supposées vertus révolutionnaires, mais de voir comment certains groupes sociaux empruntent des formes

---

[37] Voir la postface à la version française de E. P. Thompson, *The making of the English working class*, Londres, Penguin, 1968 (Paris, La Seuil / Galimard, Coll. Hautes Etudes, 1988). Pour une vision critique de l'approche "culturaliste" des classes sociales de l'école anglo-saxonne, voir J. Kaye et K. McClelland, *E. P. Thompson, critical perspectives*, Cambridge, Polity, 1990.

[38] L. Mathieu, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, *Op. Cit.*, p. 28.

de mobilisations collectives originales, pour défendre leurs intérêts et impulser le changement social.

Le but de ce premier chapitre est aussi de rappeler que la seule objectivité possible pour les sciences politiques ou sociales est celle de la clarification méthodologique, épistémologique. En ce sens, je me suis inspiré des remarques de Michael Löwy sur la formulation d'une approche critique de la connaissance[40]. D'ailleurs, toute science implique un choix, une orientation claire alors que l'idéologie positiviste qui croit pouvoir se dégager de tels présupposés ne fait que retomber dans l'ornière d'une neutralité axiologique fantasmée. A ce propos, les écrits de Pierre Bourdieu sont intéressants. Le sociologue français note que le chercheur « *est d'autant mieux armé pour découvrir le caché qu'il est mieux armé scientifiquement, qu'il utilise mieux le capital de concepts, de méthodes, de techniques accumulés par ses prédécesseurs,* […] *et qu'il est plus « critique », que l'intention consciente ou inconsciente qui l'anime est plus subversive, qu'il a plus intérêt à dévoiler ce qui est censuré, refoulé, dans le monde social* »[41]. Pour ma part, j'essaierai de peindre les divers « paysages de la vérité » de ce fameux pouvoir populaire chilien, tout en cherchant à m'approcher le plus prés possible de sa réalité historique, c'est-à-dire en éludant et décortiquant sa part mythifiée ou enfouie sous le voile du "Grand récit", qui drape encore aujourd'hui l'histoire de l'Unité populaire. En ce sens, il est patent que si toute connaissance est inévitablement relative à une certaine perspective et vision du monde, comme à un certain contexte historique, ce relativisme ne peut être absolu[42].

Intro. – I – 2) A la recherche d'un des « *trésors perdus de la tradition révolutionnaire* » : pouvoirs populaires constituants et auto-organisation

S'attacher à l'étude de certaines formes de « pouvoir populaire » dans une période de renforcement des mouvements révolutionnaires, suppose un travail de définition de termes.

---

[39] F. Engels, *Guerre des paysans en Allemagne*, Paris, Editions Sociales, 1974. Ce rappel théorique est présent dans l'introduction de S. Béroud, R. Mouriaux, M. Vakaloulis, *Le mouvement social en France*, *Op. Cit.*

[40] M. Löwy, *Paysages de la vérité. Introduction à une sociologie critique de la connaissance*, Anthropos, Paris, 1985.

[41] P. Bourdieu, *Questions de sociologie*, Paris, Editions de Minuit, 1980, p. 22.

[42] Car « *force est de reconnaître que certains points de vue sont relativement plus favorables à la vérité objective que d'autres, que certaines perspectives de classe permettent un degré relativement supérieur de connaissance que d'autres* » (in M. Löwy, *Op. Cit.*, p. 211).

Celui de « révolution » à lui seul mériterait de longs développements critiques[43]. Comme le souligne Pierre Vayssière, dans son étude comparative des révolutions latino-américaines, « *peu de mots du vocabulaire présentent autant de signes dialectiquement contradictoires : la révolution renvoie aussi bien au passé qu'au futur, à la destruction qu'à la construction, au temps court qu'au temps long, à l'utopie qu'à la politique, à la folie qu'à la raison* »[44]. Michel Raptis définissait la notion de « révolution » comme « *un moment de changement qualitatif brusque dans le processus évolutionniste, plus ou moins long, qui caractérise une situation objectivement révolutionnaire. Une telle situation met à l'ordre du jour le changement de régime social existant et son remplacement par de nouveaux rapports de propriété et de nouveaux rapports sociaux* »[45]. L'historien François-Xavier Guerra affirme quant à lui, suite à ses travaux sur le Mexique que « *la révolution est une mutation brutale qui touche tout le système social et ses références culturelles* »[46]. Quoi qu'il en soit, « l'anatomie » des phénomènes révolutionnaires reste encore aujourd'hui une entreprise difficile à réaliser[47]. D'ailleurs, Marx lui-même s'est toujours refusé à fournir une définition clef en main du concept de Révolution, pour au contraire, démontrer que toute crise révolutionnaire était le produit d'un contexte et de contradictions sociales spécifiques[48].

---

[43] A. Découflé, *Sociologie des Révolutions*, Paris, PUF, Coll. Que sais-je ? 1968 ; G. Rocher, « Le processus révolutionnaire », *Le changement social (Introduction à la sociologie générale)*, Paris, Seuil, Coll. Points, 1970, pp. 255-280.

[44] P. Vayssière, « À la recherche d'un concept perdu », *Les Révolutions en Amérique latine*, Paris, Seuil, Coll. Points, 1991, pp. 9-25. A consulter également pour une approche comparative des révolutions en Amérique Latine, F. Mires, *La rebelión permanente. Las revoluciones sociales en América latina*, México, Siglo XXI, 2001; C. Detrez, *Les mouvements révolutionnaires en Amérique latine*, Bruxelles, 1972; J. Petras, *América Latina: ¿reforma o revolución?*, Buenos Aires, Ed. Tiempo Contemporáneo, 1968.

[45] Document présenté au X° congrès latino-américain de sociologie, Santiago du Chili, août 1972 et publié dans *Quel socialisme au Chili ? Etatisme ou autogestion*, Paris, Ed. Anthropos, 1973, pp. 195-226. Michel Raptis était sociologue marxiste et militant de la « IV° Internationale » (organisation internationaliste trotskyste).

[46] Affirmation utilisée à propos de la Révolution française (F.X. Guerra, « Révolution française et révolutions hispaniques. Filiation et parcours », *Problèmes d'Amérique Latine*, Paris, N° 94, 1989). Intéressante également l'étude sémantique d'Alain Rey : A. Rey, *Révolution. Histoire d'un mot*, Paris, NRF-Gallimard, 1989.

[47] C. Brinton, *Anatomía de la revolución*, México, Ed. Fondo de Cultura Económica, 1985.

[48] C'est ce type d'analyse qui est aujourd'hui développé par des collectifs de recherche comme la revue *Dissidences* en France ou encore *Revolutionary History* en Angleterre.

Quant à la notion de « pouvoir populaire », il s'agit d'une notion floue et ambiguë dont on verra qu'elle possède des acceptions politiques, pratiques et symboliques hétérogènes. D'une manière générale, ce terme est agité par la gauche latino-américaine essentiellement suite à la révolution cubaine, date à laquelle la revendication du « pouvoir populaire » commence à se diffuser dans toute l'Amérique latine[49]. Il est en ce sens historiquement daté et limité géographiquement. Il correspond au contexte de ce que Tomás Vasconi nomme la « *longue décennie* » en Amérique latine : cette période s'étend du premier janvier 1959 avec la prise du pouvoir à la Havane par les « *Barbudos* » et se conclue au Chili avec le coup d'Etat du 11 septembre 1973[50]. A noter que c'est à peu prés à la même période, qu'en Europe, se déroule ce que Pierre Rosanvallon qualifie de « *l'âge de l'autogestion* »[51]. **La référence au « pouvoir populaire » désigne alors un mouvement universel, que l'on peut déceler dans l'ensemble des périodes révolutionnaires. C'est précisément cela qu'a mis en valeur la philosophe allemande Hannah Arendt dans son essai sur la Révolution et qu'elle qualifie joliment de « *trésor perdu de la tradition révolutionnaire* »[52].** Il consiste en la création de nouvelles formes de contrôle social, en quelque sorte d'un contre-pouvoir organisé puis, de nouvelles formes d'appropriations sociales, qui s'opposent à la formation sociale hégémonique. Concrètement, cela correspond à une remise en cause relative ou totale des formes d'organisation du travail, des hiérarchies, des formes de domination et, finalement, des relations de production. On pourrait parler alors du surgissement de formes d'autonomies et d'auto-organisations, provenant des classes dominées : c'est que Arendt nomme « *espace de la liberté* » ou encore « *autogouvernement représentatif* », en s'inspirant des révolutions françaises, états-uniennes et russes. Jean-Louis Robert parle quant à lui d'un « *temps long de l'autogestion* », qui s'étend sur deux siècles dans l'Europe industrielle et qui « *concerne autant le grand champ de l'utopie transformatrice, émancipatrice, anticipatrice, présente dans le mouvement social depuis le XIX° siècle, que la lutte quotidienne pour l'autonomie des micros groupes ouvriers dans l'entreprise, voire de celle de l'individu travailleur, à l'image de ce vieil*

---

[49] Voir par exemple L. Vitale, « La revolución cubana », *Historia social comparada de los pueblos de América Latina*, Chile, Ed. Ateli, 2000, Tomo III, vol. 2.
[50] T. A. Vasconi, *Las ciencias sociales en América del Sur y Chile: 1960-1990*, Santiago, Universidad ARCIS, 1995.
[51] Selon cet auteur, le mot « Autogestion » ne s'impose qu'après 1968 en France. P. Rosanvallon, *L'âge de l'autogestion*, Paris, Le Seuil, Coll. « Points Politique », 1976.
[52] Hannah Harendt, *Essai sur la Révolution*, Paris, Gallimard, 1985, pp. 317-417.

outilleur décrit par Robert Linhart dans L'Atelier »[53]. Ce temps long, existe également sur le continent latino-américain, mais avec ses spécificités, du fait d'une insertion différenciée et dépendante dans l'économie-monde. L'Amérique latine a été parsemée de-ci de-là, au fil des luttes sociales, par de multiples « *éclairs autogestionnaires* » avec des identités, des cultures militantes et une "géographie sociale" spécifiques à ce continent et à sa formation sociale.

Le philosophe-militant et politologue italien Toni Negri avance quant à lui le concept de « *pouvoir constituant* », notion qu'il lie à celle de « *liberté constituante* ». Il s'agit d'un pouvoir qu'il oppose au « *pouvoir constitué* », c'est-à-dire à l'ensemble des pouvoirs institués et régulés, pouvoir imposé « par en haut », notamment par les Etats et des dispositifs juridiques ou institutionnels. Une telle notion fait référence à l'auto-organisation de ce que Negri nomme les « *multitudes* » sociales, celles qui s'expriment lors des périodes révolutionnaires[54]. Mais finalement lorsque la pensée biopolitique de Toni Negri parle de « pouvoir constituant », de quoi est-il vraiment « constituant » et que sont réellement ces « multitudes », floues et mal définies ? **Pour ce travail, si nous avons choisi d'avancer la notion de « pouvoir populaire constituant », c'est avant tout, parce qu'elle révèle la scission de classe des sociétés capitalistes modernes et le « nouveau pouvoir » dont les classes dominées sont porteuses, durant les brefs moments de ruptures révolutionnaires qui ont traversé le vingtième siècle**. « *Le pouvoir constituant se réalise en "révolution permanente" et cette permanence conceptualise l'unité contradictoire de l'événement et de l'histoire, du constituant et du constitué.* […] *La dilatation de la capacité humaine à faire l'histoire au lieu de la subir* »[55]. Il s'agit de s'intéresser à une temporalité historique « *qui fait irruption, qui coupe, qui interrompt, écartèle tout équilibre préexistant et toute possibilité de continuité* »[56].

Le concept de *pouvoir populaire constituant* a donc l'avantage de dédramatiser la crise révolutionnaire et de lui restituer son rythme saccadé et chaotique. En ce sens, cette notion est à lier directement à celle, marxienne, de « double pouvoir » (voir également le paragraphe

---

[53] J. L. Robert, « Changer l'entreprise, changer le travail » in F. Goergi (sous la dir. de), *L'Autogestion. La dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004, pp. 321-332.
[54] A. Negri, *Le Pouvoir constituant*, Paris, PUF, 1997.
[55] D. Bensaïd, « Antonio Negri et le pouvoir constituant », *Espai Marx*, Brésil, janvier 2004 (tiré de www.espaimarx.org/3_19/htm).
[56] Citation de T. Negri, *Le Pouvoir constituant*, Paris, PUF, 1997, reprise par D. Bensaïd, « Antonio Negri et le pouvoir constituant », *Op. Cit*.

suivant). Et c'est là, où la notion - souvent fourre-tout - de Toni Negri trouve ces limites[57]. Car, la dualité de pouvoir issue d'un processus révolutionnaire, « *n'est plus un simple maillon dans l'enchaînement mécanique des causes et des effets, mais un fait constituant qui se donne à lui-même sa propre loi* »[58]. Si l'on tente d'embrasser du regard le XX° siècle, nous pouvons déceler plusieurs de ces moments d'irruption du mouvement social dans « l'arène du pouvoir ». On pourrait donc parler du surgissement d'embryons de « pouvoirs populaires constituants », la plupart du temps écrasés par plusieurs modalités de contre-révolution thermidorienne. L'histoire du mouvement ouvrier contemporain est marquée depuis ses origines par les thèmes de la coopération ouvrière, des conseils ouvriers, de l'autogestion et des multiples utopies émancipatrices qui les accompagnent[59]. Ainsi que l'a montré Ernest Mandel dans son anthologie consacrée aux « *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers et autogestion* », il y a bien un fond commun qui forme la trame des mouvements révolutionnaires[60]. Au cours d'une récente mise en perspective, les sociologues James Petras et Henri Veltmeyer tentent eux aussi de résumer les caractères principaux et communs que prennent de tels processus historiques[61]. Ils caractérisent le contrôle ouvrier et l'autogestion comme « *une expérience véritablement libératrice* », tout en notant que, « *historiquement, la réalisation des potentialités de l'autogestion des travailleurs a rencontré des succès limités et des échecs* ». Ces auteurs rappellent que le contrôle ouvrier donne un pouvoir aux salariés, dans le sens d'une démocratisation des relations sociales de production. Dans une vaste étude consacrée aux différents mouvements de participation et d'autogestion latino-américains, F. Iturraspe insiste

---

[57] Voir T. Negri, « Que faire aujourd'hui du « Que faire ? », *Le Passant Ordinaire*, Paris, N°36, septembre/octobre 2001 et T. Negri, « Le désir communiste et la restauration de la dialectique », *Le pouvoir constituant*, *Op. Cit.*, pp. 331-398.

[58] D. Bensaïd note que : « *Interprétant la notion stratégiquement déterminante de « dualité de pouvoir », qui caractérise chez Lénine la situation révolutionnaire, non comme fait constitutionnel, mais comme un fait constituant, Negri tend cependant à éluder la contradiction de la démocratie politique* » (« Antonio Negri et le pouvoir constituant », *Op. Cit.*) . Pour une excellente critique des théories sur le « contre-pouvoir » et « l'anti-pouvoir » dans les mouvements sociaux contemporains, mises en perspective avec l'histoire du XX° siècle, voir l'analyse d'Atilio Boron, « Poder, contra-poder, antipoder: notas sobre un extravió teórico-político en el pensamiento critico contemporeano », CLACSO, Buenos Aires, ponencia presentada al V encuentro internacional de economistas sobre globalización y problemas de desarrollo, Cuba, febrero 2003.

[59] Voir le site remarquable sur ce thème :

[60] E. Mandel, *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers et autogestion (anthologie)*, Paris, F. Maspero, 1973, 3 tomes.

[61] J. Petras et H. Veltmeyer, "Autogestión de trabajadores en una perspectiva histórica", *Produciendo realidad. Las empresas comunitarias*, Buenos Aires, Ed. Topia – La Maza, Colección Fichas, 2002, pp. 53-62.

sur ces aspects : « *Dans divers endroits, les travailleurs, acteurs primordiaux de la production, effectuent diverses expériences dans lesquelles ils participent et assument la gestion des entreprises : la participation, la cogestion et l'autogestion, dans leurs différents modèles et avec les diverses réalités de leur application, expriment un processus de socialisation qui ne se circonscrit pas seulement à la production, mais qui influence tous les niveaux de la société* ». Cet auteur oppose ainsi les notions d'autogestion et de « *démocratie économique* » à ce qu'il nomme « *hétérogestion* » et définie par des relations sociales qui se développent « *dans un encadrement hiérarchique, autocratique, autoritaire, contradictoire avec n'importe quel concept se réclamant de la démocratie* »[62]. Enfin, dernièrement, la sociologue argentine Joséfina Martínez a bien synthétisé ce phénomène, en l'appliquant à l'histoire actuelle de son pays[63].

C'est donc au sein de cette longue trajectoire historique, que l'on peut situer le concept du « pouvoir populaire » latino-américain. Si, en Amérique latine, le mot d'ordre du « *poder popular* » a souvent été agité au sein d'organisations politiques et syndicales se revendiquant du mouvement ouvrier, il a aussi signifié plusieurs expériences partielles d'auto-organisation de différentes fractions de classes, issues des secteurs ruraux ou du sous-prolétariat urbain. **La notion de *pouvoir populaire constituant* recouvre et s'alimente en partie de celles de contrôle ouvrier et d'autogestion, qui renvoient essentiellement à la revendication du contrôle des moyens de production, tout en l'élargissant à diverses fractions des classes populaires. Ainsi, dans le cadre de ce doctorat, nous adopterons comme hypothèse de départ que la notion de pouvoir populaire constituant renvoie à la définition proposée par l'historien chilien Luís Vitale** : « *C'est le résultat d'un processus de lutte, d'accumulation de forces, au cours duquel vont se mettre en relations les revendications immédiates avec les nécessités de créer une nouvelle société. Cela s'effectue dans une période d'ascension des luttes et peut s'initier à un niveau local jusqu'à atteindre un caractère national.* […] *Le pouvoir populaire peut s'exprimer, ainsi, à différents niveaux : être un organisme dans une phase embryonnaire qui réalise des tâches limitées de pouvoir local ou se convertir en un*

---

[62] F. Iturraspe (coord.), *Participación, cogestión y autogestión en América Latina*, ed. Nueva Sociedad, Caracas, 1986, tome I, introducción.

[63] J. Martínez, « Argentina: Fábricas ocupadas y gestión obrera directa. Apuntes para una reflexión histórica y teórica », Revista electrónica, *Rebelion.org*, Madrid, 18 de octubre de 2002.

puissant pouvoir populaire qui, commençant à exercer réellement le pouvoir dans une zone déterminée, en arrive à se présenter comme pouvoir dual à l'échelle nationale »[64].

Intro. – I – 3) Retour sur les pouvoirs populaires latino-américains

Au niveau international, un tel phénomène a pris plusieurs formes au cours du XX° siècle et une plus ou moins grande ampleur, en fonction des conjonctures historiques. Les soviets d'ouvriers et soldats de la révolution russe de 1905, et surtout de 1917, sont une de ces formes historiques (devenue emblématique). Ce « pouvoir constituant » a aussi été incarné par l'exemple historique de la Commune de Paris, celui du dépérissement partiel de l'Etat en tant que corps politique séparé de la sphère du social et de l'économique. On peut également en retrouver les traces dans les pré-révolutions allemandes de 1918-19, dans les occupations d'usines en Italie en 1919, à travers les conseils ouvriers Hongrois de 1919 et de 1956, les comités révolutionnaires des débuts de la guerre civile espagnole, les comités de grèves étendus de la France du Front populaire et de mai 1968, les soviets chinois des années trente, les formes de contrôle de la production en Indonésie (1945-1964) ou encore dans le grand projet autogestionnaire (mort-né) de l'Algérie indépendante[65]. La Yougoslavie autogestionnaire reste également l'une des « époques prestigieuses » et mythifiée de cette geste de l'auto-organisation des travailleurs : c'est d'ailleurs de cette expérience yougoslave que nous vient le terme "autogestion"[66]. Ainsi que le montre Marie-Geneviève Dezès, il a existé de nombreux modèles étrangers qui se sont transformés en autant de mythes, et ceci particulièrement en France[67]. Et des chercheurs - tels que le suisse Albert Meister - ont eu rôle central dans notre connaissance actuelle des diverses formes d'expériences autogestionnaires au niveau international[68]. Comme le note Hannah Arendt, « *le seul énuméré de ces dates ferait croire à une continuité qui, en fait, n'a jamais existé. C'est précisément cette absence de continuité, de tradition et d'uniformité*

---

[64] L. Vitale, *¿Que es el poder popular?*, Santiago, Ed. Sembrando, Folleto, 1994.

[65] Outre les ouvrages déjà cités de Pierre Rosanvallon, Ernest Mandel, James Petras, Franciso Iturraspe, Pierre Naville, on pourra y ajouter : S. Koulytchizky, *L'autogestion, l'homme et l'Etat*, Paris, Mouton, 1974 ; Y. Bourdet, A. Guillerm, *Clefs pour l'autogestion*, Paris, Seghers, 1975 ; C. Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975 et F. Goergi (sous la dir. de), *L'Autogestion. La dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.

[66] G. Guezennec, *La Yougoslavie autogestionnaire : bilan critique d'une époque prestigieuse*, Nonette, Editions Créer, 1991.

[67] M.G. Dezès, « L'utopie réalisée : les modèles étrangers mythiques des autogestionnaires français » in F. Goergi (sous la dir. de), *L'Autogestion. La dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, pp. 29-54.

[68] Ce sociologue a passé sa vie à étudier, analyser et théoriser sur les modes de construction et de dépérissement des groupes autogérés, travail dont il a tiré 19 ouvrages : voir l'article précèdent de M. G. Dezés et le colloque

organisée qui rend si frappante l'uniformité du phénomène. Parmi les caractéristiques de ces « conseils », figure naturellement la spontanéité de leur apparition »[69].

En ce qui concerne l'Amérique latine, malgré quelques tentatives (dont celle citée plus haut) une étude collective du contrôle ouvrier et de l'autogestion reste à faire pour le sous-continent. Car **il est évident que de telles expériences ne correspondent pas *mécaniquement* à celles qui se sont déroulées en Europe et notamment celles décrites par Lénine et Trotsky lors de la Révolution russe de 1917 : celle des *soviets* d'ouvriers et de soldats de Petrograd**[70].

Rappelons pour exemple, l'existence de conseils ouvriers et paysans au début des années trente à **Cuba**, suite à la chute du dictateur Machado et à la révolte d'une partie des officiers et des étudiants[71]. Certaines expériences de contrôle ouvrier ont d'ailleurs eu un écho direct au Chili à l'époque de l'Unité populaire car plus contemporaines (et peut-être aussi car plus proches géographiquement)[72]. C'est le cas du **Pérou** du Général Velasco Alvarado en 1967. Mais, ainsi que l'a montré Albert Meister, comme en Algérie, l'uniforme militaire et l'autogestion apparaissent comme peu compatibles[73]. Quelques années plus tard, un autre pays voisin du Chili, l'**Argentine**, connaît des formes de mobilisations populaires inédites et d'une ampleur sans précèdent. Dès 1969, Tucumán, Rosario, Cordoba tremblent sous l'importance des manifestations de rues. A Cordoba naît ce qui sera dénommé « *Cordobazo* » (journées des 29 et 30 mai 1969). Cette « rébellion populaire »[74] est d'ailleurs le prélude à de nouvelles mobilisations ouvrières dans les mois qui suivent. Ici, clairement l'ingrédient central n'est plus l'autogestion ou le contrôle ouvrier qui eurent peu de temps pour s'implanter face à la répression massive. Cependant, on y trouve là encore les mêmes traits d'auto-organisation du mouvement ouvrier, de contrôle des usines, de radicalisation politique et de remise en cause des

---

consacré à son oeuvre (Colloque organisé en mémoire de A. Meister, « Autogestion, disait-on », *Cahiers de l'Institut universitaire d'études du développement*, Paris, PUF, 1987, n°XIII).

[69] Hannah Harendt, *Essai sur la Révolution*, Paris, Gallimard, 1985, p. 388.

[70] A. Touraine, *La parole et le sang. Politique et Société en Amérique Latine*, Paris, O. Jacob, 1988, pp. 169-170.

[71] Voir L. Vitale, « De la Revolución mexicana a la cubana de 1933 », *Historia Social Comparada de los pueblos de América Latina*, *Op. Cit.*, Tomo III, Vol. 1, Capitulo VIII.

[72] Pour une introduction à une étude comparée de la « participation » populaire au Chili, Pérou et Bolivie, consulter : A. Quijano, "Poder y crisis en América Latina", *América Latina: Imagen y posibilidades*, Lima, Paginas, N° 109, junio de 1991, pp. 40-59.

[73] A. Meister, *L'autogestion en uniforme : l'expérience péruvienne de gestion du sous développement*, Toulouse, Privat, 1981.

[74] J. Carlos Cena (comp.), *El Cordobazo. Una rebelión popular*, Buenos Aires, La rosa blindada, 2000.

appareils syndicaux. Bien entendu, cette insurrection argentine possède de nombreuses spécificités propres[75].

La **Bolivie** a, aussi, connu plusieurs expériences de « pouvoir populaire constituant ». La révolution anti-oligarchique d'avril 1952 a montré la force des mouvements ouvriers et paysans boliviens ; et surtout les formes d'organisations armées (milices populaires) et de contrôle ouvrier dirigés notamment par la Centrale ouvrière bolivienne (COB)[76]. Le gouvernement du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) de Paz Estenssoro n'eut d'ailleurs pas d'autre choix que d'accepter tout d'abord le système de contrôle ouvrier sur les mines, revendication centrale de la COB depuis l'adoption des thèses de Pulacayo en 1946 [77]. L'expérience de « l'Assemblée du peuple » d'avril-mai 1971, et son échec (qui donne le pas à la dictature du Général Banzer), a un écho important sur les consciences chiliennes : la *Asamblea nacional popular* qui représente l'alliance ouvriers-paysans et les organes de "pouvoir populaire" ne parviennent pas imposer la législation révolutionnaire qu'ils avaient voté, ni même à contrôler le pouvoir d'Etat, laissé aux mains du Général Torres. Cette période a d'ailleurs été analysée avec intérêt par les hommes politiques chiliens, comme une prémisse et un avertissement pour la « transition chilienne au socialisme ». Le sociologue bolivien R. Zavaleta Mercado notait déjà l'importance des points communs et différences, qui unissent les formes d'expériences de pouvoir populaire et de contrôle ouvrier qui se déroulaient dans les deux pays andins[78].

Au début des années soixante-dix, et au-delà des importantes différences nationales, il s'agit bien d'un contexte global de luttes sociales latino-américaines, dans lequel l'histoire du « pouvoir populaire » chilien s'inscrit de manière logique. Comme l'écrivait, au début des années soixante-dix, Michel Raptis dans ses réflexions sur l'autogestion, « *nulle part encore, on n'est parvenu au type de société de transition du capitalisme au socialisme que prévoyait Marx dans* la Critique du programme de Gotha *et*

[75] Il faut rappeler que le mouvement ouvrier argentin est fortement marqué par le populisme péroniste et que ce pays vit alors sous un régime dictatorial depuis 1964, caractéristiques essentielles pour comprendre les mobilisations de cette période. L'une de ses caractéristiques est celle de la violence et l'action directe utilisée par le mouvement populaire argentin, brisant tout consensus que ce soit envers les bureaucraties syndicales ou les partis traditionnels.

[76] F. Mires, "Bolivia: la revolución obrera que fue campesina", *La rebelión permanente. Las revoluciones sociales en América Latina*, México, Siglo XXI, 2001, pp. 224-278.

[77] G. Lora, *Bolivie : de la naissance du P.O.R à l'Assemblée populaire*, Paris, EDI, 1972, pp. 3-23.

[78] R. Zavaleta Mercado, *El poder dual en América Latina*, México, Siglo 21, coll. Minima, 1974.

Lénine dans L'Etat et La révolution »[79]. Pourtant, encore aujourd'hui, ainsi que le rappelle à juste titre Anibal Quijano, un travail qui prétend étudier de tels phénomènes ne peut faire l'économie d'une réflexion sur les transformations des relations de production au niveau local, national et international[80]. D'un point de vue théorique, la question du contrôle ouvrier et des conseils ouvriers a fait couler beaucoup d'encre au sein des multiples composantes du mouvement socialiste international, comme parmi les organisations libertaires, sociales-démocrates, partisans de la cogestion libérale ou du socialisme de marché, etc… Il serait vain, ici, de chercher à faire le bilan d'un débat loin d'être clos. On peut faire remonter les origines de la philosophie politique qui s'est consacrée à la recherche du pouvoir local ou de la démocratie directe aux socialismes « utopiques » du XIX° siècle (particulièrement Fourrier et Owen), voire à des auteurs tels que Thomas More ou Campanella[81].

Ces courants de pensée se sont, par la suite, développés tout au long du XX° siècle. Celui qui a eu, historiquement, le plus d'influence (puis d'hégémonie au travers du phénomène stalinien) sur le mouvement ouvrier international, à savoir le « marxisme-léninisme », voit dans le « double pouvoir » une donnée essentielle de la transition au socialisme[82]. L'intérêt de ce concept a été par la suite reconnu par de multiples chercheurs afin d'étudier les phénomènes des grandes crises sociales et repris par d'éminents historiens ou politologues, à l'exemple de Charles Tilly[83]. Se basant sur l'expérience de la Commune de Paris, ainsi que sur les textes de Marx, Engels, Kautsky, Martov et d'autres contemporains, c'est Lénine qui systématise l'idée d'un pouvoir alternatif à l'Etat bourgeois, incarné en la figure du *soviet*[84]. Le concept de la « dualité de pouvoir » a été développé par Trotsky, suite à sa participation au soviet de Petrograd en 1905 et est plus amplement précisé dans son travail sur la révolution russe. Il s'agit de montrer comment, à un moment donné, le véritable pouvoir politique passe de l'Etat bourgeois aux mains des soviets et des classes dominées, qui se substituent à lui dans la

---

[79] Il ajoutait, « *De très importants problèmes, concernant le contenu économique, politique, culturel, moral même, de la société évoluant vers le socialisme ont surgi et sur lesquels l'accord est loin d'être unanime entre marxistes révolutionnaires et socialistes de toutes nuances* ». M. Raptis, "L'autogestion dans la lutte pour le socialisme", document présenté au X° congrès latino-américain de sociologie, Santiago, août 1972 (publié in *Quel socialisme au Chili ?*, Paris, Ed. Anthropos, 1973, pp. 195-226).

[80] Voir A. Quijano, "Poder y crisis en América Latina", *Op. Cit.*

[81] Voir M. Riot-Sarcey (dir.), *Dictionnaire des utopies*, Paris, Larousse, 2002.

[82] Voir la très bonne introduction théorique de Zavaleta Marcado sur la question du pouvoir dual, de l'Etat et du contrôle ouvrier au sein de la théorie marxiste (*El poder dual en América Latina*, *Op. Cit.*).

[83] C. Tilly insiste sur l'apport du concept de dualité de pouvoirs, avancé par L. Trotsky pour comprendre les phénomènes révolutionnaires contemporains, tant en y apportant certaines nuances (voir C. Tilly, *From mobilization to revolution*, Reading - Massachusetts, Addison-Wesley, 1976, pp. 190-193). Voir également le paragraphe I – 3 de notre introduction.

conduite de la société. Il s'agit d'une phase transitoire et éminemment instable : le dirigeant de l'Armée rouge parlait d'un « moment » qui peut durer de quelques semaines à quelques mois et pendant lequel coexistent et s'affrontent à mort l'ordre ancien et le nouvelle société[85]. Selon les bolcheviks, le soviet (conseil d'ouvriers et de soldats) est la première forme d'organisation dans laquelle se cristallise le « pouvoir ouvrier ». Il unifie plusieurs couches sociales autour de la classe ouvrière, et, assume progressivement des tâches qui étaient imparties à l'Etat jusque-là. **Selon cette théorie, le conseil ouvrier est le fondement de la démocratisation de la société.** Dans la même optique, le philosophe G. Lukacs parle de constitution d'un « contre-gouvernement »[86].

Le fonctionnement du « double pouvoir », tel qu'il est pensé par les marxistes « classiques », ne suppose pas seulement une appropriation politique par les soviets du pouvoir d'Etat, mais aussi une appropriation sociale ample et démocratique. On trouve là un dilemme irrésolu par les bolcheviks entre la planification nationale de l'économie socialisée, le rôle du parti politique et la supposée gestion ouvrière démocratique de la société[87]. Afin de mieux appréhender la position des marxistes sur de telles questions, il serait bien entendu judicieux de s'attacher à l'étude d'auteurs aussi importants que A. Gramsci, A. Pannekoek, K. Korsch, G. Lukacs, P. Naville, C. Castoriadis, etc… Rappelons, par exemple, que Antonio Gramsci, après avoir observé diverses formes de contrôle ouvrier en Italie (1919), conclue que : « ***Le soviet est une forme universelle****, il ne s'agit pas d'une institution russe, exclusivement russe, dans n'importe quel endroit où il y ait des prolétaires en lutte pour conquérir l'autonomie*

---

[84] Voir Lenin, *El estado y la revolución*, Santiago, Quimantú, 1972.

[85] Trotsky écrit notamment : « *La préparation historique d'une insurrection conduit, en période pré-révolutionnaire, à ceci que la classe destinée à réaliser le nouveau système social, sans être encore devenue maîtresse du pouvoir su pays, concentre effectivement dans ses mains une part importante du pouvoir de l'Etat, tandis que l'appareil officiel reste encore dans les mains des anciens possesseurs. C'est là le point de départ de la dualité de pouvoir dans toute révolution* » in L. Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, Paris, Seuil, 1950, p. 205.

[86] Dans leur « Considération théorique préliminaire » à l'étude du « pouvoir central de masse » durant l'UP, les analystes du CEREN résumaient cette position dans ces termes : « *Retomando la teoría marxista del Estado es necesario destacar a los menos dos premisas básicas sobre las cuales se apoyaba el fenómeno de la dualidad de poderes. La primera guarda relación con el carácter hegemónico y excluyente de todo estado y la necesidad que ellas mantienen de asegurar la estabilidad de su dominación. En secundo lugar, el reconocimiento de la inevitable destrucción del Estado burgués, dado precisamente su carácter de clase para poder construir en nuevo Estado socialista*." (F. Castillo, J. Larrain, R. Echeverría, "Las masas, el Estado y el problema del poder en Chile", *Cuadernos de le Realidad Nacional*, Santiago, N°16, abril de 1973, p. 53).

[87] Afin d'approfondir ces réflexions sur le marxisme, l'appropriation sociale et la démocratie voir par exemple : A. Artous *et al*., *Marx et l'appropriation sociale*, Paris, Syllepse, Les cahiers de critique communiste, 2003 ; *Marxisme et démocratie*, Paris, Syllepse, Les cahiers de critique communiste, 2003 et J. Texier, *Révolution et démocratie chez Marx et Engels*, Paris, PUF, Actuel Marx confrontation, 1998.

industrielle, la classe ouvrière manifeste sa volonté de s'émanciper ; le soviet est la forme d'autogouvernement des masses »[88].

Ce très bref rappel théorique permet aussi de comprendre le positionnement idéologique et discursif des militants et partis de la gauche chilienne dans les années soixante-dix, puisque comme nous le verrons, la révolution d'octobre 1917 reste une référence centrale de l'imaginaire politique de ces partis et particulièrement de ceux qui agitent la consigne du « pouvoir populaire ».

Intro. – II) L'Unité populaire et le mouvement révolutionnaire chilien. Etat de la question épistémologique[89]

Intro. – II – 1) Un océan bibliographique

S'aventurer sur les traces du mouvement social urbain durant l'Unité populaire suppose nécessairement de faire le bilan de ce qui s'est écrit sur le sujet. Dans les lignes qui suivent, je tente de faire une brève synthèse des diverses écoles et approches qui se sont essayées à l'analyse de l'Unité populaire[90]. Cette étude est initialement basée sur un travail de DEA, dont la partie centrale était dédiée aux sources et à une bibliographie commentée[91]. Elle s'appuie également sur le travail de Hugo Cancino Troncoso qui nous offre une « *évaluation panoramique* » des ouvrages consacrés au gouvernement de Salvador Allende[92]. Son évaluation

---

[88] Souligné par nous. A. Gramsci, « El programa de l'Ordine Nuevo », *Ordine Nuevo*, 14 al 18 de agosto de 1920 (in A. Gramsci, *Antología*, México, Siglo XXI, 1970, p. 98).

[89] Une version préliminaire de cette étude a été présentée à Santiago, au musée national B. Vicuña Mackenna, dans le cadre d'une « rencontre historiographique » sur le thème de l'Unité populaire et de la dictature militaire : *II Encuentro de Historiografía en Homenaje a Luís Moulian* : « El gobierno de la Unidad popular y de la dictadura militar ». Museo Nacional Benjamín Vicuña Mackenna. 4 septembre 2003. Santiago – Chili. Cette étude a été publiée, en français, dans : F. Gaudichaud, "Etudes et recherches sur l'Unité populaire et le mouvement révolutionnaire chilien : essai de bilan critique et perspectives », *Dissidences*, Nancy, N°14-15, janvier 2004, pp. 40-53.

[90] Nous utilisons dorénavant l'abréviation « UP » pour « Unité populaire ».

[91] F.Gaudichaud, "Sources et Bibliographie" dans *Les rapports entre le gouvernement de l'Unité populaire et le mouvement ouvrier chilien (1970-1973)*, Université Bordeaux III, Mémoire de DEA, UFR Histoire, 1999.

[92] H. Cancino, « Consideraciones criticas sobre la bibliografía acerca de la UP » dans *La problemática del poder popular en el proceso de la vía chilena al socialismo 1970-73*, Aarhus, Aarhus Universitet Press, 1988, pp. 2 à 17.

est assez complète en ce qui concerne la production effectuée à l'étranger, entre 1973 et 1988. Un long séjour au Chili a permis de l'actualiser, de découvrir des travaux inaccessibles en Europe ainsi que de suivre plusieurs séminaires consacrés à cette période (notamment à l'école doctorale de l'université ARCIS). En outre, il faut souligner l'existence de l'approche épistémologique de Gabriel Salazar dans plusieurs de ses textes et celle de Maria Angélica Illanes. Enfin, ce paragraphe doit beaucoup au travail de l'historien Luís Moulian qui a écrit un bilan historiographique sur les recherches chiliennes, pour la période 1964-1994[93].

Une première remarque : la masse extraordinaire de livres qui ont trait à l'Unité populaire. Le cas chilien a tellement été symbolique que le chercheur se trouve aujourd'hui face à une bibliographie démesurée[94]. **L'un des dangers, pour un tel sujet, est donc de se noyer dans cet *océan bibliographique*. Pour mener un premier bilan critique, il est donc indispensable d'opérer un tri préalable au sein de cette vaste bibliographie**[95].

On peut tout d'abord élaborer une première distinction historiographique en se basant sur le caractère scientifique de l'écrit. Plus exactement en remarquant le sérieux ou non des sources utilisées, la méthodologie employée. En effet, une importante partie de la bibliographique est formée de livres publiés dans la chaleur des événements du 11 septembre 1973. Parmi ceux-ci l'on trouve des **essais écrits dans un style sensationnaliste**, que nous avons largement laissés de côté, car ils apportent peu aux chercheurs (à moins d'effectuer une étude détaillée de cette vision de l'UP). Il existe également certains livres « de combat », rédigés par des militants et/ou acteurs de cette période, qui doivent aujourd'hui être considérés davantage comme des témoignages de positions politiques sur l'époque. Comme le note Hugo Cancino, l'objet de ces publications des années soixante-dix et quatre-vingt, était avant tout de « *de créer un sentiment de solidarité avec le peuple chilien* »[96]. Pour nous en tenir aux publications en français, on peut

---

[93] Luís Moulian, « Balance historiográfico sobre los treintas años de la historia chilena » dans VVAA, *Para recuperar la memoria histórica: Freí, Allende, Pinochet*, Santiago, Ed. Chile-America/CESOC, 1999, pp. 43 à 111; I. Figueroa, S. Sepúlveda, *Una mirada a las miradas sobre la asociatividad popular en Chile 1964-1973*, U. De Chile, Licenciatura en Historia, 1999; M. A. Illanes, "Reforma + Revolución. En torno a una historiográfica del movimiento de Trabajadores durante el Gobierno de la Unidad Popular", *La batalla de la memoria*, Santiago, Planeta/Ariel, 2002. A consulter également : Instituto de Historia, *Historiografía chilena. Fichero Bibliográfico 1959-1996*, Santiago, Universidad Católica de Chile, 1999.

[94] Max Nolff, dans un livre qui date de 1993, a pu recenser plus de 200 livres consacrés au seul personnage de Salvador Allende : M. Nolff, *Salvador Allende : el político, el estadista. Bibliografía comentada y temática de más de 200 libros*, Santiago, Coll. Estudio, 1993.

[95] De fait, je me contente de présenter ici les principales tendances d'analyse, quelques œuvres jugées les plus représentatives, tout en renvoyant à la bibliographie en fin d'ouvrage qui permet d'accéder aux références exactes de chaque travail cité et à une bibliographie plus étendue.

[96] H.Cancino, *Op. Cit.*, p. 2.

citer, en exemple, le livre de C. Lamour [*Le pari chilien*, 1972] ou celui, collectif, dirigé par A. Acquaviva qui nous donne le point de vue des Partis Communistes français et chilien [*Trois ans d'Unité populaire*, 1974][97]. Dans le même style, mais d'un point de vue ouvertement hostile à l'Unité populaire, on trouve le livre de Georges Dupoy [*la chute d'Allende*, 1983]. Il existe également le journal du sociologue français, Alain Touraine, qui nous livre ses réflexions au jour le jour, sur la vie politique chilienne [*Vie et mort du Chili populaire*, 1973]. Quant au travail de Robert Moss, il oscille entre le travail historique et l'essai idéologique anti-marxiste, tout en s'appuyant sur un corpus de sources très faible [*Chiles' marxist experiment*, 1973].

Aux côtés de ce genre « essai », se trouvent **les témoignages**. Selon Gabriel Salazar : « *En révisant la littérature qui, en principe, peut être classée comme science politique au Chili, on constate que celle-ci est composée de deux branches principales qui partent d'un tronc commun. L'une des ses branches peut être dénommée « essayiste » et l'autre « testimoniale ». La catégorie « essayiste » existe de longue date et s'est développée sur la base de l'apparition périodique « d'essais interprétatifs »* […]. *La catégorie testimoniale est plus volumineuse. Elle s'est développée du fait de la profusion d'édition de « mémoires », « autobiographies », « discours parlementaires », « écrits de presse et autres essais » - réalisés par les mêmes individus de l'élite- mais aussi « histoire de partis », « biographies » et textes ressemblants, écrits par leurs hagiographes* »[98]. Même s'il est abusif de réduire les écrits provenant des sciences politiques à ces deux seules « branches » comme le fait G. Salazar, une révision rapide de la bibliographie permet effectivement de rencontrer plusieurs témoignages appartenant à cette catégorie. Certains forment un corpus d'une grande valeur pour le chercheur. Cependant, il faut souligner que la distinction méthodologique n'est pas toujours aussi claire : certains ouvrages que l'on pourrait classer dans la catégorie « témoignages politiques » sont davantage que cela. En effet, tout au long des trente dernières années, différents intellectuels se sont essayé à une analyse globale de cette période. Parmi ces ouvrages se trouvent les livres d'analyse du conseiller catalan d'Allende, Joan Garcés [par exemple : *El Estado y los problemas tácticos del gobierno de Allende*, 1974]. Le livre de Carlos Altamirano, secrétaire général du PS [*Dialéctica de una derrrota*, 1977] est aussi un classique du genre, de même les études d'un des économistes de l'UP, Sergio Bitar [*Transición, Socialismo y Democracia : la*

[97] Pour l'ensemble des auteurs cités dans ce paragraphe et leur référence exacte, nous renvoyons à la bibliographie en fin d'ouvrage. Pour une liste plus complète sur la production de type « essais », voir celle fournie dans H. Cancino, *Op. Cit*., note 5, p. 40.

experiencia chilena, 1979] ou encore la compilation des œuvres de Pedro Vuskovic, un temps ministre de l'économie du gouvernement Allende [1993]. **Il serait absurde de négliger ces travaux sur le simple fait qu'ils sont écrits par des acteurs « engagés » de la période concernée : une telle attitude réduirait la bibliographie comme une peau de chagrin et oublierait en chemin plusieurs études essentielles. En effet, une grande partie de ces écrits a été effectuée (jusqu'à aujourd'hui) par des universitaires qui étaient, eux aussi, directement ou indirectement, partie prenante du processus politique de l'UP** (citons comme exemple, les analyses économiques de S. Ramos [1972] ou celles incontournables du sociologue Manuel Castells sur le mouvement pobladores [1973]). Il faut donc savoir les utiliser avec précaution puisqu'elles peuvent nous servir autant comme archives historiques (sur les représentations subjectives de l'époque par exemple) que, comme source de documentation. Là encore, les lignes de démarcation sur les études du mouvement révolutionnaire chilien peuvent apparaître comme floues, surtout pour le chercheur qui serait à la recherche d'une improbable neutralité axiologique (dont Pierre Bourdieu, comme d'autres, a montré qu'il s'agissait d'une chimère épistémologique). Pour résumer, le chercheur doit savoir évaluer ce type d'étude en se basant sur la méthodologie utilisée, la qualité du corpus de sources et l'honnêteté intellectuelle de l'auteur.

Intro. – II – 2) La fausse dichotomie entre facteurs externes et internes

D'une manière générale, si l'on s'attarde sur l'océan bibliographique concernant l'Unité populaire, deux angles d'approches se dégagent, inégalement développés par la recherche historique. Schématiquement, on peut distinguer une tendance qui insiste sur les facteurs externes et internationaux pour chercher la clef de la défaite de l'UP, alors que l'autre se centre sur une analyse interne du processus. Durant les années qui suivirent le coup d'Etat, il est frappant de constater que les éléments retenus par de nombreux analystes pour expliquer l'échec du processus révolutionnaire chilien, mettent surtout en avant l'intervention de l'impérialisme américain, et son rôle déstabilisateur pour le projet d'Allende. Cette explication est souvent mise en relation avec un élément interne : la trahison des officiers supérieurs qui se sont soulevés contre le régime constitutionnel, appuyés par la bourgeoisie monopoliste et la droite réactionnaire chilienne. Malgré quelques voix discordantes

---

[98] G. Salazar, « El pensamiento realizándose en la realidad: el caso de la ciencia "oficial" » dans *Violencia política popular en las "grandes alamedas", Santiago: 1947-1987*, Santiago, SUR, 1990, pp. 38-39.

précoces, comme c'est le cas d'Héctor Vega [*Critica de la Unidad popular*, 1975][99], très peu d'analystes se sont risqués à une étude critique du gouvernement d'Allende lui-même, alors que le peuple chilien vivait une répression politique sans précédent et que l'image d'Allende était fortement héroïsée, voire intouchable.

C'est donc la conception qui insiste sur **les facteurs externes** qui a eu le champ libre dans un premier temps : elle permettait (essentiellement aux responsables politiques en exil) de ne pas « remuer le couteau dans la plaie », ni même de trop revenir sur leurs propres pratiques et responsabilités politiques. Il s'agit pourtant inévitablement d'une vision réductrice et manichéenne de l'Unité populaire[100]. Certes, la présence de fonctionnaires de la CIA sur le sol chilien, la participation à l'assassinat du Général Schneider, le financement de la grève des camionneurs et des secteurs putschistes; plus important peut-être, le blocus économique international contre le Chili sont indéniablement essentiels et primordiaux dans l'explication du coup d'Etat. Dès 1974, l'écrivain et juriste chilien Armando Uribe a bien montré l'ampleur de cette intervention [*Le livre noir de l'intervention américaine au Chili*, 1974]. Aujourd'hui, après l'enquête du sénateur américain Frank Church (1975) et surtout, avec la récente déclassification de plusieurs archives du département d'Etat étasunien[101], l'historien possède d'une masse de documents plus solide pour mesurer exactement le poids énorme de l'ingérence impérialiste. Paradoxalement pourtant, cette avancée au niveau de la vérité historique a eu une répercussion négative sur le retour sur soi et les capacités de réflexions critiques de plusieurs secteurs de la gauche chilienne.

Face à cette vérité, certains en concluent rapidement que leur volonté de changement social fut une sorte d' « erreur historique », non du fait de ses limites mais parce que le contexte mondial ne s'y prêtait pas. Dans ce type d'argumentation, Carlos Altamirano, ancien secrétaire général du PS et intellectuel organique de la « rénovation » libérale de ce parti, est le plus emblématique. En 1989, il déclarait que, selon lui, la voie chilienne au socialisme proposée par l'Unité populaire n'était finalement « *pas viable* » parce que l'équilibre mondial et continental

---

[99] Il publie ce livre sous le pseudonyme de F. Rodriguez.

[100] Ainsi que le rappelle Fernando Mires: "*Durante mucho tiempo, gran parte de la izquierda chilena pudo afirmarse en la tierra en base a la explicación simple, relativa a que en principio, salvo algunos "errores", "nuestros objetivos" eran los correctos y todos nosotros éramos "democráticos" y/o "revolucionarios" hasta que la acción maléfica de la CIA y ITT hizo posible a la dictadura y al mismo Pinochet*" (F. Mires, "Rompiendo el silencio", *América Latina en Movimiento*, agosto de 1998 tiré de http://alainet.org/active/show_text.php3?key=35). Il s'agit d'une autocritique puisque F. Mires fut longtemps un des idéologues du Mouvement de la gauche révolutionnaire ou MIR.

ne le permettait pas et que le gouvernement nord-américain avait « *décidé* » d'imposer des régimes dictatoriaux en Amérique Latine[102].

Cette sorte de « révisionnisme » historique donne une image faussée de l'époque. D'une part, parce que le gouvernement Allende se doutait très bien des intentions des Etats-Unis[103], ainsi que d'une partie des manœuvres de la CIA (certaines furent révélées publiquement par le journaliste américain Jack Anderson dès 1972). D'autre part, parce qu'une telle approche balaie d'un revers de la main les raisons objectives du surgissement de l'Unité populaire, ainsi que le processus de polarisation politique qui l'accompagne dans l'Amérique latine des années soixante-dix[104]. Si l'on effectue un bilan, il semble que l'intervention des capitaux et de l'administration des Etats-Unis, comme la violence de la répression, aient eu tendance à occulter ou minimiser, du point de vue de l'analyse, les contradictions importantes apparues dans le projet mis en œuvre par la gauche chilienne.

Au niveau des facteurs externes, il existe un autre champ peu développé de manière scientifique : la restitution de l'époque de l'UP dans le cadre de la guerre froide. Le fait que l'Union Soviétique, malgré quelques déclarations « internationalistes » de circonstances et un maigre appui financier, soit toujours restée en retrait au nom de la doctrine de la coexistence pacifique est aussi essentiel en tant que facteur externe[105]. De plus, c'est bien le modèle de la « Révolution par étapes » et de la « voie pacifique au socialisme » (inspiré par la bureaucratie russe via le PC chilien), qui est expérimenté dans le Chili de l'UP. Malgré quelques autocritiques, le poids du post-stalinisme brejnévien sur la révolution chilienne reste peu abordé [voir José Rodríguez E., *Crisis y renovación de las izquierdas*, 1995]. Ainsi au sein des élites politiques de gauche des années 1970-73, il y a une vision (forcément) déformée de

---

[101] Voir les archives déclassées, sur le site : http://www.gwu.edu/~nsarchiv.

[102] L'ancien leader du PS va d'ailleurs encore plus loin dans son analyse, en regrettant que la gauche n'ait pas appuyé le programme du démocrate-chrétien Rodomiro Tomic, approche partagée aujourd'hui par beaucoup y compris chez les universitaires (P. Politzer, *Altamirano*, Santiago, Ed. Melquíades, 1989, pp. 118-119,).

[103] Carlos Altamirano nous l'a d'ailleurs confirmé en se remémorant un entretien entre le président chilien avec l'ambassadeur des Etats-Unis, ce dernier ayant déclaré que la première puissance du monde considérait qu'il serait « *inadmissible* » de voir ces mines de cuivre nationalisées sans indemnisation (Entretien avec Carlos Altamirano, Santiago, 11 mars 2002).

[104] voir le chapitre II.

[105] Cette recherche est désormais débutée par Olga Ulianova et Eugenia Fediakova, notamment grâce à l'ouverture des archives du comité central du PCUS (notamment la collection 89) : voir « Chile en los archivos de la URSS (1959-1973): documentos del comité central del PCUS y del Ministerio de Relaciones Exteriores de la URSS" dans *Estudios Públicos*, Santiago, N°72, 1998, pp. 391-476.

l'influence des facteurs externes sur l'UP, vision qui a été peu contredite, jusqu'à maintenant, par des études universitaires fouillées sur ce thème[106].

Néanmoins, **plusieurs auteurs se sont opposés à de telles simplifications, et ont souligné que comprendre cette période, c'était comprendre aussi les facteurs internes expliquant la lutte de classe au Chili**. Il s'agit là d'une deuxième ligne d'approche générale qui met l'accent sur une dynamique complexe de bouleversements sociaux et de conflits politiques, ainsi que sur les contradictions au sein du mouvement social lui-même (quoique de manière bien plus rare) [voir G. Smirnow, *La revolución desarmada*, 1977 qui critique de « l'intérieur » l'UP]. Mais là encore, le manque de recul historique peut-être, et sûrement une certaine mythification de la structuration de la gauche chilienne ont parfois conduit à des abstractions, séparant, souvent artificiellement, les tenants d'une ligne minoritaire (aile gauche du Parti socialiste, MAPU et MIR), présentée soit comme authentiquement révolutionnaire soit comme gauchiste ; à une tendance majoritaire, désignée comme authentiquement démocratique ou conciliatrice-réformiste (incarnée par le président Allende et le Parti communiste chilien). Aujourd'hui, l'historiographie a adopté un vocabulaire légèrement différent puisque l'on parle du « pôle gradualiste » qui est différencié du « pôle rupturiste »[107].

Quel que soit le vocabulaire employé, il ne s'agit pas de contester l'existence d'une telle opposition, au sein de la gauche, pendant l'Unité populaire puisqu'elle eut un impact central sur la lutte politique et sociale, mais plutôt d'en nier la validité toute puissante comme grille de lecture de l'UP et surtout comme axe problématique central des études à venir sur cette période. En d'autres termes, la recherche qui s'est attachée à décrire avec précision cette histoire, a eu un net penchant à confondre les divisions politiques et idéologiques des partis de gauche avec la *praxis* des conflits sociaux, qui, dès qu'on cherche à les appréhender en tant que tels, s'avèrent plus complexifiés. Aujourd'hui, l'un des points de départ pour les nouvelles investigations devrait prendre en compte cette remarque d'Alain Joxe, qui invite dès 1972, à « *regarder ce qui se passe au Chili, sans croire que le jeu politique représente immédiatement la lutte des classes* », alors que « *c'est presque au niveau de l'anecdote que la situation*

[106] Voir Hernán Vidal, "La guerra fría en Chile", introduction à *Presencia del MIR*, Santiago, Mosquito, 1999.
[107] Les conceptions de pôle « réformiste » versus pôle « révolutionnaire » ayant été qualifiées par la majorité des historiens comme trop polémiques et connotés politiquement.

chilienne est véritablement passionnante et que les réalités du terrain l'emportent sur les fictions et les luttes politiques verbales en vigueur dans les organes centraux de l'Etat »[108].

En effet, il est absolument nécessaire de savoir passer au-delà de ce « *masque mystificateur* » et de chercher à déterminer jusqu'à quel point l'intensité de la mobilisation sociale de cette période ne peut se réduire aux délimitations étroites, verticalistes et "substitutionnistes" que lui donnent les directions des partis de gauche. Il apparaît, entre autres exemples, que la classe ouvrière chilienne ne s'est pas retrouvée comme un seul homme derrière des objectifs politiques uniques et directement représentatifs des orientations majoritaires des grands partis ouvriers. Mais plutôt, que les mobilisations ouvrières se firent de manière contradictoire et ce avec leurs propres directions politiques historiques. Il faut donc aujourd'hui, sortir de la logique qui confond la superstructure politique du Chili, ses débats institutionnels et ses conflits idéologiques avec la réalité de la lutte sociale, à la base. L'anatomie des différents mouvements révolutionnaires internationaux[109], nous enseigne cette tendance de fond, que l'on essaiera de vérifier au Chili : dans de tels moments de bouleversements sociaux, de crise d'hégémonie, les différentiations qui existent au sein des organisations politiques et syndicales traditionnelles se trouvent chamboulées, voire en décalage avec la réalité du mouvement social, lui même traversé par des courants opposés. Cependant, sans évacuer le facteur externe (le sociologue Tomás Moulian lui donne par exemple peu d'importance dans *Anatomía de un mito*, [1997]), **il est désormais possible d'approcher l'Unité populaire de manière critique, « *rompre le silence* » en quelque sorte, qui entoure cette période et ceci en essayant d'éviter les fausses dualités[110].** La dichotomie facteur externe/facteur interne en est une assurément puisqu'il s'agit de facteurs agissants réciproquement, de manière combinée, jusqu'au coup d'Etat du 11 septembre 1973.

Intro. – II – 3) Aperçu des différentes écoles d'analyse sur l'UP

Comme tout les travaux en sciences sociales ou politiques, les études consacrées à l'Unité populaire se divisent en grands courants de pensées et d'analyses. L'historiographie de cette

---

[108] A. Joxe, "Le Chili entre le freinage et l'affrontement", *Politique Hebdo*, Paris, 1972, pp 71 à 95.
[109] C. Brinton, *Anatomía de la revolución*, México, Ed. Fondo de Cultura Económica, 1985.
[110] Nous empruntons cette formule à Fernando Mires qui appelle lui aussi, à revisiter de manière critique l'UP, car selon lui "*ha llegado la hora de hacer mas preguntas*". Nous ne partageons cependant pas l'ensemble de ses problématiques qui paraissent céder parfois plus à l'air du temps, qu'à un questionnement de fond ; ni même l'argument selon lequel « l'histoire des historiens » est encore impossible à faire au Chili (*Op. Cit.* dans http://alainet.org/active/show_text.php3?key=35).

période conflictuelle permet de mesurer à quel point, les approches restent tranchées. Celles-ci correspondent aux systèmes épistémologiques auxquels adhèrent leurs auteurs, eux-mêmes reflet et expression de leurs présupposés théoriques, méthodologiques ainsi que de leur position sociale et politique, passée ou actuelle[111]. **Dans une analyse éclairante et polémique, l'historien Luís Moulian distingue trois grands courants essentiels dans l'historiographie chilienne[112].**

Le premier est conservateur ou néo-conservateur, avec une vision proche de l'armée et des classes dominantes : ses représentants les plus connus sont Ricardo Krebs et Gonzalo Vial[113]. Ce dernier voit dans l'Unité populaire, l'apogée de la violence politique fomentée essentiellement par la gauche en faveur de « modèles ou utopies globales ». Il s'agirait de la culmination de la crise d'autorité du Chili, du fait d'une « *sobre-ideologización* » (sur-idéologisation), obligeant ainsi l'armée à intervenir. L'historien décrit la période 1964-1973 (il inclut le gouvernement démocrate chrétien) comme celle d'un désordre croissant. Celui-ci serait dû, pour partie aux réformes sociales, et de l'autre, à l'action des partis politiques, le tout considéré comme « projets globaux » déstabilisateurs de l'ordre social et de la République (notion empruntée à l'historien nationaliste Mario Gongora) [voir : fascicules publiés par le journal *La Segunda*, 1998-1999 et 2003 ; ainsi que *Historia de Chile*, 1981]. On pourrait ajouter à cette tendance, l'étude en quatre tomes du « militaire-historien » réactionnaire Luís Heinecke, qui se déclare en Introduction opposé à « l'idéologie des droits de l'homme » [*Chile : crónica de un asedio*, 1992][114].

La seconde tendance historiographique serait « meso-historique », c'est-à-dire proche de l'idéologie du christianisme social et des classes moyennes (incarnée par des historiens comme Sergio Villalobos ou Cristián Gazmuri). Ce courant est largement marqué par des descriptions empiriques et détaillées des événements (vision positiviste de l'histoire), laissant

---

[111] Voir G. Salazar, "Historiadores, historia, estado y sociedad. Comentarios críticos", *Nueva Historia*, Santiago, Vol. II, N° 7, 1983.

[112] Selon lui : « *Todos los trabajos históricos de este periodo se adscribieron a estas tendencias, presentando matices y compromisos distintos con los tres proyectos sociales, pero lo central es que ninguno quedo indiferente* » (*Op. Cit.*, pp. 44)

[113] L'historien Gonzalo Vial fut un fervent défenseur de la dictature et participant direct de celle-ci à ses débuts, auteur anonyme du *Libro blanco* de la junte militaire et « inventeur » du *plan Z*, qui servit de propagande au Général Pinochet pour justifier la répression du mouvement populaire.

[114] Ce dernier prend pour axe de départ que le marxisme est « intrinsèquement pervers » et violent. Il n'hésite pas à remonter au Manifeste communiste de 1848 pour s'expliquer et développe la théorie selon laquelle le 11 septembre 1973 ne fut pas un coup d'Etat dictatorial, mais une intervention militaire en faveur du maintien des institutions chiliennes (sic).

ainsi peu de place à l'interprétation et souvent de manière décontextualisée (voir la description de l'UP par C. Gazmuri dans le livre collectif *Nueva historia de Chile*). La « voie chilienne au socialisme » est vue comme un chemin conduisant de la voie institutionnelle, héritée de Frei, jusqu'aux velléités du pouvoir total, qui seraient incarnées par S. Allende. On pourrait ajouter à cette tendance, le chapitre XII de l'histoire générale de S. Collier et S. William publiée par la *Cambridge University*. Elle est aussi marquée au sceau de l'histoire essentiellement descriptive, bien que d'une moins bonne qualité que ses homologues chiliennes [*Historia de Chile : 1909-1994*, 1999].

Enfin le dernier grand type d'interprétation, marxiste, est lui centré sur la critique du capitalisme dépendant, la lutte sociale (avec un accent prononcé sur le rôle de la classe ouvrière comme agent moteur de l'histoire) et s'identifie plus ou moins avec l'expérience de l'Unité populaire. Son principal représentant (et ce malgré le fait que de nombreux universitaires chiliens aient essayé de lui nier toute légitimité scientifique) reste Luís Vitale, historien marxiste critique [*Para recuperar la memoria histórica*, 1999]. Luís Vitale a toujours cherché à souligner l'apport des mouvements et organisations révolutionnaires dans l'évolution du Chili, au prix parfois, d'une sur-valoration certaine[115]. Celui-ci voit dans l'UP, une période pré-révolutionnaire et dans le programme du gouvernement, un programme de caractère démocratique-bourgeois. Luís Moulian classe également parmi la catégorie « marxiste » l'historien Gabriel Salazar, tête de file de la « nouvelle histoire » et auteur de nombreuses études qui ont profondément renouvelé l'historiographie chilienne. Cette classification est, nous semble-t-il, sujette à critique puisque Gabriel Salazar n'utilise finalement que très peu de concepts venant du marxisme et s'est considérablement éloigné du matérialisme historique : par exemple, il a fait évoluer certaines notions centrales comme « classes sociales » vers celle de « classe politique civile », « classe politique militaire » et de « bas peuple », notions qui forment ses grands axes d'analyses. En ce sens, G. Salazar, lors de son long travail de doctorat réalisé en Angleterre, semble s'être largement imprégné du fonctionnalisme anglo-saxon et très peu des apports de l'école marxiste anglaise (comme par exemple, E.P. Thompson, E. Hobsbawn, P. Anderson, etc). Il décrit l'UP comme un régime de type national-populiste en crise [*Historia contemporánea de Chile*, 1999]. A partir des années quatre-vingt, apparaît une

[115] Voir les critiques que lui fait J. Rojas Flores dans "Los trabajadores en la historiográfica chilena: balance y proyecciones", *Revista de Economía y Trabajo*, Santiago, N°10, PET, 2000, pp. 47-117.

quatrième catégorie qualifiée de « libérale sceptique » par Luís Moulian, incarnée par A. Jocelyn-Holt [*Chile Perplejo*, 1999].

Les distinctions opérées par Luís Moulian peuvent, certes, être qualifiées de simplificatrices, elles ont pourtant le grand mérite de baliser le terrain épistémologique. Comme l'admet l'auteur lui-même, elles nécessiteraient d'être largement affinées et d'être moins catégoriques[116]. L'une des ses lacunes est de ne pas y intégrer les recherches étrangères. Ainsi, faut-il ajouter à cette présentation historiographique, l'important travail développé par l'école américaine fonctionnaliste, inspirée notamment de la théorie du « système social » de Talcott Parson[117]. Celle-ci, en ce qui concerne le Chili, est dominée par les recherches mises en place depuis l'Université de Columbia par l'équipe d'Arturo Valenzuela [*The origins of democracy : theorical reflections on the chilean case*, 1983 et *The breakdown of the democracy in Chile*, 1989]. Elle axe son interprétation sur le système de partis et le système politique de l'Unité populaire. Selon cet angle d'approche, l'explication centrale de cette période est à chercher dans la perte du consensus démocratique qui serait une caractéristique du Chili. Elle aborde la période en s'intéressant essentiellement aux stratégies des partis, leurs rapports aux institutions. Ces derniers sont abordés de manière quasi autonome, ce qui laisse souvent de côté la dynamique du mouvement social. Elle utilise les concepts « d'idéologisation du centre » ou de rupture de la « démocratie de consensus ». Cette école a eu une forte influence sur la production chilienne, surtout au niveau de la FLACSO (Faculté latino-américaine de sciences sociales) des années quatre-vingt et particulièrement à travers les ouvrages que le sociologue Manuel Garretón a consacré à l'UP [par exemple *El proceso politico chileno*, 1983]. Tomás Moulian, qui a travaillé avec M. Garretón, a lui aussi développé de telles analyses sur le sujet [*Democracia y socialismo en Chile*, 1983]. Cependant, cet auteur a connu une évolution qui l'a fait se rapprocher timidement de certains paradigmes marxiens, si bien que Luís Moulian le classe comme « historien de sensibilité marxiste » (bien qu'il s'agisse d'un sociologue...). Tomás Moulian a pourtant démontré qu'il est assez éloigné du matérialisme historique dans son analyse de l'UP, qui se réduit souvent aux champs institutionnels et aux partis politiques, sans toujours s'appuyer sur le développement de la lutte sociale. Ceci a abouti notamment à sa « conversation avec Allende », qui tend à réduire ce puissant moment historique, au seul

[116] Rappelons, par exemple, que tous les historiens conservateurs chiliens n'ont pas été aussi proches du régime militaire que ne le fut Gonzalo Vial ; que les historiens marxiens ont une vision plurielle, voire opposée de ce que fut l'UP ; enfin que les chercheurs ni marxiens et ni conservateurs ne peuvent pas tous être catalogués comme humanistes chrétiens…

personnage du président de la République mort en défendant la Moneda (le palais présidentiel) [*Conversación interrumpida con Allende*, 1998].

Les analyses fonctionnalistes ont souvent été critiquées comme a-historiques, par leur manque de contextualisation globale et leur tendance à chercher la clef de toute crise dans le système des partis lui-même. L'historien chilien Luís Corvalán Marquéz, dans sa récente « contribution à l'étude du contexte historique », essaie de pallier ce manque flagrant. Malheureusement, il reste finalement attaché à la théorie, peu convaincante et surtout peu explicative, de l'absence d'un centre modéré capable d'appuyer « la dépolarisation du cadre politique » [*Los partidos y el golpe del 11 de septiembre*, 2000]. Julio Faundez tente également d'éclairer l'action de la gauche chilienne en la réinsérant dans son passé (depuis 1932). Son dernier chapitre consacré au pouvoir populaire constitue un réel effort pour redonner sa dimension à ce sujet [*Marxism and democracy in Chile*, 1992]. En Amérique du Nord, c'est le sociologue James Petras qui, depuis les années soixante-dix, incarne une vision historico-sociale du Chili, matérialiste et totalisante. Cet auteur s'appuie sur l'action des masses populaires et des conflits de classes pour expliquer le déroulement des événements chiliens. Parfois en collaboration avec Maurice Zeitlin, il a contribué activement à diffuser une vision différente de l'UP (qu'il qualifie de projet réformiste), marquée par le marxisme critique. Il insiste sur la mobilisation et la radicalité politique ouvrières et étudie par exemple, la participation des travailleurs dans les entreprises [voir par exemple son article dans A. Valenzuela, 1976].

Toujours en termes systémiques mais sur une base épistémologique différente, il faut citer le travail de la sociologue française M. N. Sarget [*Système politique et Parti socialiste au Chili*, 1994]. Cette dernière se revendique de l'analyse systémique mise en place par D. Easton et J.W. Lapierre. Son travail dépasse largement le seul cadre de l'UP, cependant elle attache une grande importance à cette période. L'auteur l'aborde en termes « de rétroactions déstabilisatrices » du système politique, qui seraient issues de « processus exogènes et endogènes », à l'intérieur du « système social et bio-social chilien ». Malgré certaines limites (voir sa conclusion), l'intérêt est qu'elle donne une large part aux luttes sociales, dans ce qu'elle nomme « *le développement de la lutte de classe et le débordement du système politique* ». Elle ne reste d'ailleurs pas enfermée dans son schéma d'analyse, n'hésitant pas par exemple à utiliser des auteurs comme Henri Lefebvre. Autre exemple, celui de la thèse d'Ingrid

---

[117] T. Parson, *The Social System*, Glencoe, The Free Press, 1951.

Seguel-Boccara consacrée aux *Passions politiques au Chili durant l'Unité populaire* [1997]. Il s'agit d'une analyse qui se réclame notamment de l'analyse « socio-historique » de Norbert Elias, quoi qu'elle reste surtout centrée sur les représentations politiques, utilisant le concept « d'affects politiques », cher au sociologue français Pierre Ansart.

Je viens donc d'esquisser plusieurs types de distinctions historiographiques qu'il est possible d'effectuer lorsque l'on aborde l'Unité populaire : distinction quant à la méthodologie employée, distinction quant aux angles d'approches et paradigmes employés[118]. Il ne s'agit là que d'une présentation, tant il s'agit d'un vaste sujet qui mériterait d'être plus amplement développé. Il serait intéressant d'introduire d'autres notions que celles que nous esquissons, comme par exemple un classement bibliographique par matières traitées telles : les relations internationales [voir études de Olga Ulianova et Eugenia Fediakova, 1988], les mouvements paysans [P.Castex, 1977] ou pobladores [M. Garcés Duran, 1999], la politique économique [H.Vega, 1981] ou la monographie industrielle [P.Winn, 1986], la mémoire militante [J. Del Pozo, 1992], la violence politique [G.Salazar, 1990], etc… Une autre piste serait d'étudier en profondeur les différences d'appréhension de l'UP suivant le lieu d'investigation, en particulier du fait de l'important travail qui a été effectué par les intellectuels chiliens exilés. Il faudrait vérifier, de manière systématique, si l'exil favorise le retour critique sur cette période ou au contraire dans quelle mesure il permet une certaine mythification de celle-ci (aidé par le manque de sources comme par l'éloignement géographique).

Il est indéniable que la période de l'Unité populaire reste extrêmement riche et possède encore de nombreux champs non explorés ou peu développés par la recherche scientifique, telle l'histoire du « pouvoir populaire ». Au-delà des différentes tendances historiographiques générales que nous venons d'exposer, il est clair qu'il est également possible de déceler des ruptures d'analyses en suivant les différentes périodes qui ont marqué les sciences sociales. Celles-ci comme l'ensemble des activités humaines sont hautement dépendantes du climat social et politique dans lequel elles se développent et suivent, dans leur majorité, les évolutions idéologiques hégémoniques. Ainsi que conclut le sociologue Tomás Amadeo Vasconi, les sciences sociales en Amérique latine (comme en Europe) ont connu, aux cours des trente dernières années, une forte évolution : « *De sciences sociales compromises socialement et politiquement avec leurs sociétés, qui poursuivaient l'élaboration de paradigmes totalisants*

[118] Nous pouvons désormais esquisser les catégories épistémologiques suivantes : conservateur et nationaliste/libéral sceptique/mésohistorique empirique/fonctionnaliste/post-marxiste et systémique/marxiste critique et marxiste orthodoxe.

qui permettraient la compréhension globale des processus qui traversaient la région et donneraient la possibilité à la construction d'alternatives », elles adoptèrent « *d'autres caractéristiques, également transnationales, fascinées par les derniers courants européens et nord-américains: neostructuralisme, neofonctionalisme, etc…* »[119]. Cette réalité explique le fossé épistémologique qui existe entre l'appréciation scientifique dominante de l'UP pendant les années soixante-dix et celle d'aujourd'hui. Dans le même ordre d'idée, il faut rappeler à quel point le coup d'Etat de 1973 a eu de l'influence sur la compréhension et la production de l'histoire chilienne, et plus particulièrement sur celle des classes populaires, qui sont longtemps restées les parents pauvres de la recherche[120]. De fait, ainsi que le remarque James Petras, il s'agit d'une véritable « *métamorphose des intellectuels latino-américains* » que plus de dix ans d'une « transition démocratique » inachevée n'ont fait que confirmer[121]. Cette transformation, accompagnée dans les dernières années par l'évolution du contexte idéologique au niveau mondial (dans le sillage de la chute du mur de Berlin) explique, pour une grande part, le peu d'études détaillées du mouvement social et révolutionnaire chilien au sein d'une bibliographie aussi abondante, et particulièrement le fait que Cordons industriels et « pouvoir populaire » restent aujourd'hui encore des oubliés de l'histoire académique dominante.

Dans la conclusion à son étude historiographique, Luís Moulian écrivait : « *Nous voulons terminer l'analyse des dernières trente années comme problématique historiographique en disant que la qualité des travaux ici exposés est inégale, puisque l'on peut noter dans les études des historiens conservateurs et de la « mesohistoire » certains problèmes qui ont à voir avec leur posture de classes à l'intérieur de la structure sociale de la société chilienne, qui les rend réticents aux changements et très craintifs face à l'arrivée de nouvelles idées* […]. *Cela est différent avec l'historiographie marxiste qui avance des propositions qui s'établissent sur la base d'expériences passées, mais en ayant en vue les tâches de la construction d'une société plus juste et plus égalitaire* »[122]. On pourrait certes alléguer, et avec raison, que l'analyse marxiste n'a pas toujours été caractérisée par sa capacité à intégrer de nouvelles problématiques et concepts, notamment dans ses versions mécanistes, déterministes et structuralistes. Pourtant comme l'admet par exemple le sociologue français Guy Rocher,

---

[119] T. A. Vasconi, *Las ciencias sociales en América del Sur y Chile: 1960-1990*, Santiago, Universidad ARCIS, Centro de Investigaciones Sociales, non daté, p. 66.
[120] G. Salazar parle de la « rupture » historiographique de 1973 dans son introduction a *Labradores, peones y proletarios*, Santiago, SUR, 1985.
[121] Voir J. Petras, « The metamorphosis of Latin America's intellectuals », *Latin American Perspectives*, issue 65, vol. 17, n°2, 1990, pp. 102-112.

dans son introduction générale aux sociologies du changement social, l'approche marxiste et matérialiste permet l'explication la plus complète et systémique d'un processus révolutionnaire et cela de manière logique, sans éluder le contexte global d'une période donnée[123]. **Ainsi, si l'on peut mettre en valeur les propos de Luís Moulian, c'est dans le sens d'une nécessaire récupération d'une pensée historique marxiste vive et dynamique, dialectique et ouverte aux questionnements de ce début de siècle. Nous devons ainsi tenter de récupérer une pensée critique que certains « post-modernes » ont pu croire enterrée, afin de faire surgir certains « paysages de la vérité » parfois si mal en point, comme c'est le cas du mouvement révolutionnaire chilien**[124]. Pour ce faire, un examen des sources à disposition des chercheurs reste indispensable.

Intro. – III) Sources pour une étude du « pouvoir populaire »

Intro. – III – 1) Difficultés de la recherche des sources dans le Chili actuel

Pour tout travail en sciences politiques ou sociales, le premier critère d'objectivité scientifique est fondamentalement la recherche et l'usage de sources diverses et variées. Ce fait évident, et largement accepté, pose cependant de nombreux problèmes en ce qui concerne la période et la problématique choisie. **En effet, le coup d'Etat du 11 septembre 1973 et la répression politique qui suivit ont provoqué la destruction irrémédiable de nombreux fonds d'archives. Dans les jours et les mois qui suivirent l'intervention armée, cette destruction fut massive et ceci à plusieurs niveaux**. En ce qui concerne les archives gouvernementales, le bombardement de la Moneda a provoqué un incendie détruisant la majeure partie du fond, dont celui du Ministère de l'Intérieur et des archives du Ministère de l'Economie, ce qui constitue une perte considérable pour notre sujet. Les forces armées ont par la suite pratiqué de nombreux autodafés, non seulement de livres mais aussi de toute la documentation des syndicats, partis, organisations de quartier, etc… Enfin, les possesseurs de documentation eux-mêmes (les militants), devant le danger que représentait la possession de

---

[122] L. Moulian, *Op. Cit*, p. 110.
[123] G. Rocher, « Le processus révolutionnaire », *Le changement social (Introduction à la sociologie générale)*, Paris, Seuil, Coll. Points, 1970, pp. 255-280.
[124] Voir M. Löwy, *Paysages de la vérité. Introduction à une sociologie critique de la connaissance*, Paris, Anthropos, 1985 et *Dialectique et Révolution. Essais de sociologie et d'histoire du marxisme*, Paris, Anthropos, 1973.

tout papier « compromettant » aux yeux de la junte ont également fait disparaître leurs archives. Il faut noter cependant que cette disparition irréparable n'a pas été totale. Dans certains cas, qui restent exceptionnels, certains militants et syndicalistes ont essayé de sauver leurs archives, au risque d'y perdre la vie. Ce sauvetage s'est parfois effectué par le biais de valises diplomatiques, permettant à la documentation d'être envoyée à l'étranger. D'autres ont choisi, de les enterrer dans des jardins, de les intégrer à des travaux de maçonnerie ou de les mettre dans des caches, telles que celles destinées aux armes[125].

Dans le cadre de cette recherche, j'ai surtout travaillé sur les fonds présents en France et au Chili. En France, essentiellement avec les bibliothèques de l'Institut des Hautes Etudes d'Amérique latine (IHEAL) et la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC), auxquelles il faut ajouter quelques autres centres parisiens (tels que le CEDETIM) ou des bibliothèques de province (telle que la bibliothèque municipale de Bordeaux). Au Chili, ma recherche s'est orientée, outre les fonds privés, vers les Archives nationales (« Archivos nacionales del siglo XX »), de la Bibliothèque nationale et de la Bibliothèque du Congrès (auxquels ont peut ajouter quelques autres centres, tels que l'ONG ECO dirigée par l'historien Mario Garcès ou le PIRET dirigé par un autre historien, Patricio Garcia).

En dressant un bref bilan des possibilités de recherches sur les fonds de documentation existants, **trois types de sources peuvent être mis en lumière : les archives écrites ; la presse et la documentation audiovisuelle ; les recueils de témoignages**.

Au sein de **la catégorie *archives écrites***, dites « sources de première main », on peut distinguer les archives gouvernementales, les documents de la grande confédération syndicale chilienne, la Centrale Unique des Travailleurs (CUT), des syndicats, des partis politiques. Les archives nationales du XX° siècle (dont il a été noté plus haut le caractère très partiel) ont été très décevantes par leur apport, malgré les nombreuses semaines passées à essayer de « dénicher » le carton qui aurait pu être épargné par la dictature[126] et ceci malgré la

[125] En ce qui concerne notre sujet, le travail d'enquête orale a permis de détecter plusieurs personnes ayant effectué ce type de « sauvetage ».

[126] J'ai pu utiliser, les fonds suivants, qui m'ont été finalement d'une aide trés réduite : Ministerio de la economía, Dirección del trabajo, *Dictámenes*, 1972 / Ministerio de la economía, Dirección del trabajo, Dpto. de negociaciones colectivas, *Minutas*, 1972 / Ministerio de la economía, Dirección de la industria y del comercio, *Resoluciones*, 1971-1973 /

bienveillance des fonctionnaires qui, intéressés par mon travail et reconnaissant le caractère très partiel de la classification, m'ont même ouvert les portes du fond afin d'y effectuer un contrôle direct. Il faut ajouter à cela les archives de la Bibliothèque du Congrès qui constitue un fond relativement important. Etant donné qu'il m'a fallu faire des choix au risque de me perdre dans la masse de documents, j'ai choisi de ne pas approfondir l'examen des milliers de pages de débats parlementaires ou rapports au Congrès de cette période, jugeant que mon sujet était orienté avant tout vers l'étude des mouvements sociaux (alors que les débats au Parlement n'en constituent qu'un reflet indirect)[127]. J'ai par contre pu utiliser les coupures de presse de ce fond, normalement réservées aux parlementaires et qui fournissent une sélection d'articles de l'époque par thème (sélection assez limitée en ce qui concerne mon sujet).

Pour ce qui est de **la littérature «grise » et des publications syndicales ou gouvernementales**, le fond de la BDIC est particulièrement important. Il donne accès à plusieurs documents gouvernementaux, notamment émanant de la *Oficina de informaciones y radiodifusión de la Presidencia de la Republica*. De même en ce qui concerne la CUT, avec les textes des différents congrès nationaux ainsi que des tracts et matériaux de propagande. Des nombreux discours politiques effectués durant l'UP, certains ont été également publiés. Les plus emblématiques et les plus répandus sont ceux de Salvador Allende lui-même. La documentation des partis politiques et des syndicats a été très atteinte par la vague de destruction de l'après coup d'Etat. C'est aussi le cas des archives des différents syndicats formant les « Cordons industriels » ou encore des sections locales des partis : là encore **l'enquête orale m'a confirmé que de telles archives, notes internes et comptes rendus ont existé mais ont été très largement détruites**. Les archives qui ont été sauvées ont, par la suite, été éparpillées dans diverses bibliothèques internationales. De fait, entre les centres parisiens et chiliens, j'ai pu réunir nombre de tracts, rapports internes et déclarations publiques[128]. Cette nécessaire centralisation d'archives est désormais prolongée par une publication récente, qui fournit un outil de recherche incontournable. La publication monumentale (6 tomes, plus de

---

Ministerio de la economía, Dirección del trabajo, *Oficios secretos: resoluciones, minutas, memorandum*, 1973 – 1979 / Intendencia de Santiago, *Decretos*, 1970-1973.

[127] Cela n'enlève pas l'intérêt d'une telle étude détaillée dans une recherche future.

[128] L'un des exemples est celui du MIR : une consultation minutieuse du fond du CEDETIM (non classé) m'a permis de découvrir plusieurs documents internes du MIR, dont certains directement liés à mon sujet. Un premier effort de compilation des archives des partis et diverses organisations politiques de l'Unité populaire avait été réalisé par un institut vénézuélien, en 1975 : INDAL, *Chile: El dialogo o las armas*, Caracas, Dossier 11 et 12, 1975, 2 tomes.

500 documents et de 5000 pages) organisée par Víctor Farias permet une approche solide et documentée de l'Unité populaire[129]. Plusieurs de ces documents présentent par contre, un intérêt moindre puisqu'ils sont déjà connus et tirés de la presse nationale de gauche (largement accessible dans le fond des périodiques de la BDIC et de la BN de Santiago). Un des apports de cette compilation est aussi la publication de documents internes aux partis, voire confidentiels ou secrets.

Du fait de la disparition de la plupart des documents originaux provenant directement des Cordons industriels, l'une des voies pour les « récupérer » est la presse écrite, en particulier la presse militante locale. Par ce biais, il est possible aujourd'hui d'avoir accès de manière complète ou partielle aux tracts, appels, comptes rendus et résolutions des Cordons industriels par exemple[130]. De plus, le fond de la Bibliothèque Nationale (BN) de Santiago possède de multiples journaux militants, parfois publiées à un seul exemplaire[131].

La presse écrite nationale est également une source majeure. J'ai utilisé une gamme volontairement variée de cette presse afin de pouvoir comparer les versions, mais aussi, car d'un journal à l'autre les informations sont considérablement différentes, du fait des options idéologiques de chacune des lignes éditoriales[132]. J'ai privilégié la presse d'information plutôt que la presse de divertissement[133]. Parmi ceux-ci, j'ai utilisé certains journaux plus que d'autres pour l'intérêt qu'ils portaient à mon sujet. Si l'on s'en tient à la presse qui n'était pas directement affiliée à un parti politique, en voici trois exemples parmi de nombreux autres : *Chile Hoy, Punto Final,* et *El Mercurio*.

Chile Hoy : cet hebdomadaire est créé en avril 1972 et dirigé par Martha Harnecker, membre du PS. Il est constitué d'une équipe d'intellectuels de toutes les appartenances politiques de la gauche chilienne. Cette revue est axée sur la recherche d'une réflexion critique

---

[129] V. Farias, *La izquierda chilena (1969-1973): documentos para el estudio de su línea estratégica*, CEP, Berlin, 2000-2001, 6 tomos (voir ma note de lecture à ce propos dans *Dissidences-BLERM*, Nancy, N°11, juin 2002, p. 46).

[130] Ce sujet est traité dans le paragraphe consacré à la presse du « pouvoir populaire » (troisième partie).

[131] A ce propos, il est important de noter que la BN de Santiago est un outil de recherche essentiel. En ce sens, il serait erroné de continuer à entretenir la réputation qui la caractérise et selon laquelle elle serait « vidée » de tout ce qui touche à cette période Voir par exemple, les remarques d'Ingrid Seguel-Boccara dans *Les passions politiques au Chili durant l'Unité populaire (1970-1973) : un essai d'analyse systémique*, Paris, L'harmattan, 1997). Ces affirmations ne sont plus valides aujourd'hui et le fond concernant l'UP est l'un des plus complet et actualisé du Chili, avec celui de la FLACSO.

[132] Voir A. Mattelart, *Mass Média, Idéologies et Mouvement Révolutionnaire*, Paris, Anthropos, 1974.

[133] Bien que l'on puisse y trouver effectivement de nombreux traits politiques et certains traits de l'idiosyncrasie chilienne ainsi que l'a montré Ingrid Seguel-Boccara. Voir *Les passions politiques au Chili durant l'Unité populaire (1970-1973), Op. Cit.*.

sur les partis politiques, leur action auprès de la population et donne régulièrement la parole à des ouvriers ou *pobladores*.

Punto Final : revue bimensuelle proche du MIR et de l'aile gauche de l'Unité populaire. Apparue en 1971 avec l'arrivée d'Allende au pouvoir, elle se veut un organe de presse combatif. Elle donne une large place dans ses colonnes aux témoignages quotidiens des luttes. Le point de vue du MIR y est largement prédominant (le directeur de rédaction Manuel Cabieses est alors militant de ce parti).

El Mercurio : ce quotidien représente la bourgeoisie industrielle chilienne et plus largement les secteurs conservateurs. Il appartient à la banque A. Edwards qui contrôle plus de 60 entreprises et est le mandataire du groupe Rockefeller. Il s'agit du plus ancien quotidien d'Amérique Latine. En tant que premier quotidien d'information nationale (avec un tirage supérieur à 300.000 exemplaires), *El Mercurio* a une influence très importante auprès de l'opinion. Il développe régulièrement dans ses colonnes les thèmes du "chaos économique", de la pénurie, du désordre social et de la guerre civile[134]. La déclassification d'une partie des archives des services d'intelligence des Etats-Unis, a permis de confirmer qu'il fut financé par la CIA, qui le considérait comme un important outil de propagande contre-révolutionnaire[135].

Outres, ces quelques journaux, ont été aussi utilisés **les autres quotidiens nationaux**, la presse militante régionale, certains articles de la presse internationale et, bien entendu, très sollicités les organes de presse des partis politiques. Un périodique comme *El Siglo*, journal du Parti communiste ou encore comme *El Rebelde*, journal du MIR sont très utiles pour notre sujet. De même, le sont les revues théoriques des partis telle *Posición* pour le Parti socialiste. En bref, la presse est une des sources de base de ce travail[136]. **Les archives audiovisuelles** offrent elles aussi quelques informations dignes d'intérêt. Un film-documentaire tourné durant l'Unité populaire et d'une durée de 4 heures, comme *La Batalla de Chile* de Patricio Guzmán, représente une source d'archives exceptionnelle. Ceci notamment par l'importance quelle

---

[134] Voir El Mercurio, *Breve historia de la Unidad Popular*, Santiago, Ed El Mercurio, 1973.

[135] Selon le rapport du Sénat étasunien, connu comme « Informe Church » : « *Además de financiar a partidos políticos, la Comisión 40 aprobó grandes sumas de dinero para sostener una oposición en medios de comunicación y así mantener una campaña de propaganda de censura dura. La CIA gastó $1.5 millón en dar apoyo a El Mercurio, el periódico de más tirada del país y el más importante medio de propaganda contra Allende. De acuerdo con documentos de la CIA, estos intentos jugaron un papel importante en la puesta en escena del golpe militar del 11 de septiembre de 1973.*" Tiré de Senado de los Estados unidos, *Acción encubierta en Chile 1963-1973, Informe de la comisión designada para estudiar las operaciones gubernamentales concernientes a actividades de inteligencia*, Washington, 18 de diciembre de 1975 (édité en espagnol dans http://www.derechos.org/nizkor/chile/doc/encubierta.html)

[136] Voir la liste complète dans la bibliographie. Il faut souligner qu'a été publiée une compilation de presse fort utile : M. Gonzalez P., A. Fontaine T., *Los mil días de Allende*, Santiago, CEP, 1997.

donne aux Cordons industriels et au mouvement social, permettant par exemple d'assister directement à une assemblée à YARUR, puissante usine textile de Santiago[137].

En ce qui concerne **les recueils de témoignages** jusque là existants, j'ai déjà précisé dans l'étude historiographique de l'Unité populaire, leurs nombreuses limitations puisqu'il s'agit la plupart du temps de la présentation de la mémoire des « grands hommes ». C'est en partant de ce constat que j'ai choisi d'utiliser la méthode de l'enquête orale comme source supplémentaire. Cette longue enquête, qui pour certains points est essentielle à ce travail de doctorat, a d'ailleurs été largement reconnue au Chili comme à l'étranger et a fait l'objet de publication d'articles et d'un ouvrage co-édité par les Archives et Musées Nationaux chilien (DIBAM)[138].

[137] P. Guzmán, *La Batalla de Chile La Batalla de Chile*, Chile/Cuba/Venezuela, 1975-1979, 3 partes.
[138] F. Gaudichaud, *Poder Popular y Cordones industriales. Testimonios sobre la dinámica del movimiento popular urbano durante el gobierno de Salvador Allende*, Santiago, Ed. LOM-DIBAM, 2004 et F. Gaudichaud, "L'Unité populaire par ceux qui l'ont faite", *Le Monde Diplomatique*, Paris, septembre 2003 (publié en plusieurs langues, dont au Chili).

Intro. – III – 2) La mémoire et l'oubli. L'importance de l'enquête orale[139]

- Intérêts et motivation de l'enquête orale

Dans son livre sur « *la problématique du pouvoir populaire* », H.Cancino regrettait de n'avoir pu y incorporer davantage la dimension orale des sources historiques[140]. Depuis, l'histoire orale a acquis ses lettres de noblesse au sein des recherches contemporanéistes et, aujourd'hui, rares sont les chercheurs qui continuent à lui nier toute utilité[141]. Bien entendu cet accord, plus ou moins général, n'empêche pas l'existence de nombreuses divergences quant à son utilisation et à sa validité scientifique. L'historien chilien Mario Garcés définit ainsi ce qu'il entend par histoire orale : « *une histoire qui naît de la mémoire que les personnes gardent de leur passé et qui s'exprime normalement comme témoignage d'expériences significatives du passé individuel et collectif* »[142].

L'intérêt évident de l'enquête orale est d'avoir accès à une mémoire vive et ce d'autant plus, pour un sujet où les archives écrites posent problème ou sont en grande partie détruites. Le fait qu'il y ait désormais assez de recul historique a été également déterminant dans ce choix. Cette nécessité du recul historique et de l'importance de laisser passer les années, avant de s'appuyer sur l'enquête orale a été confirmée par les travaux de Paul Thomson. Ce dernier constate cette règle simple : les interlocuteurs du chercheur tendent à adopter un langage plus objectif et précis sur les périodes plus éloignées de leur vie d'adulte que sur celles proches du temps présent[143]. Les apports d'une mémoire vivante, l'apport des acteurs eux-mêmes plusieurs années après les faits sont extrêmement stimulants pour le chercheur. **Mon ambition, à une échelle modeste, a été d'utiliser ces enseignements afin de restituer la dimension complexe de la dynamique sociopolitique de l'Unité populaire.**

---

[139] Ce paragraphe a été publié en espagnol dans F. Gaudichaud, *Poder Popular y Cordones industriales. Op. Cit.*

[140] H. Cancino Troncoso, *La problemática del poder popular en la vía chilena al socialismo*, p. 12, Aarhus Universitet, Aarhus, Danemark, 1988.

[141] Voir D. James, "La historia oral y sus problemas: entrevista a Paul Thomson", *Entrepasados*, N°9, 1995, año V, pp. 43-50.

[142] M. Garcés, "La historia oral, enfoques e innovaciones metodologicas", *Ultima Decada*, Viña del Mar, CIDPA, N°4, Marzo del 1996, pp. 181-190. Selon Jody Pavilack, cette définition ne correspondrait pas à la pratique « académique » de l'histoire orale dont le but ultime est l'interprétation des entretiens et non l'animation de groupes de récupération de la mémoire populaire. Nous pensons comme le note Jody Pavilack que l'un des défis majeurs est « *de recréer le dialogue entre ces deux orientations de l'histoire orale, une que l'on pourrait dire plus théorique et l'autre plus pratique et en même temps plus politique* » (*La historia oral: trayectoria, innovaciones y la critica de los historiadores*, Ponencia presentada en el taller de historia oral y historia local, La Habana, Centro Martín Luther King, febrero del 2000).

En ce qui concerne l'UP, il reste beaucoup à faire dans ce domaine et ce de manière urgente puisque les acteurs historiques de cette période sont en train de disparaître peu à peu, laissant souvent dans l'oubli des parcours biographiques qui illuminent, à leur manière, le cours qu'a pris l'histoire dans ce pays. Une exception est celle du travail de doctorat de José Del Pozo[144]. Ma motivation principale a été d'essayer de récupérer certains de ces fragments de mémoire dispersés. Plus exactement, de **faire ressortir quelques témoignages, choisis et analysés pour leur intérêt illustratif d'une situation donnée ou parce qu'ils apportaient, au contraire, une vision différente de ce que la presse ou les documents apportaient. L'objectif est de réussir à glaner des informations qui, sans une enquête de terrain, restent tapies dans l'ombre. Cependant, l'intérêt ne s'arrête pas là. Il s'agit également de capter au travers de quelques dizaines d'entretiens, une part des représentations sociales de ces militants de gauche.** En quelque sorte, d'apprécier la part subjective de ces militants : comment construisent-ils au niveau idéologique et symbolique ce « poder popular » ? Un tel pari peut permettre de peser le poids de la subjectivité militante sur la réalité elle-même ; permettre de détailler, au-delà de l'étiquette pas toujours significative de « marxiste-léniniste », quelles idées-force les guident dans l'auto-justification de leur action politique et sociale ; **permettre enfin de tracer quelques traits importants de la part de rêves, d'utopies et de messianisme qu'il y a dans tout mouvement révolutionnaire.** Plusieurs chercheurs tels EP. Thompson[145] ou Pierre Bourdieu ont largement insisté sur la part subjective dans la construction même d'une classe sociale. Bien avant eux, Marx et Engels avaient déjà montré l'importance de la dimension symbolique dans la construction des classes sociales (avec notamment la notion de conscience de classe)[146].

De manière plus générale, l'enquête orale vient compléter l'étude de presse, les archives gouvernementales, les témoignages déjà publiés et les documents politiques des différents partis. L'intérêt est de s'appuyer sur ce que l'on peut dénommer « récits de vie », pour essayer d'aller plus loin dans l'analyse[147]. Cette volonté a été d'autant plus forte qu'elle a largement

---

[143] Voir P. Thomson, *The voice of the past. Oral History*, New York, Columbia University Press, 1988, pp. 123-124.
[144] J. del Pozo, *Rebeldes, reformistas y revolucionarios: una historia oral de la izquierda chilena en la época de la Unidad Popular*, Santiago, Ed. Documentas, 1992.
[145] Voir l'ouvrage « classique » de E.P Thompson, *The making of the English working class*, Londres, Penguin, 1963 [traduit en français : *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Gallimard-Seuil-Hautes Etudes, 1988].
[146] Voir par exemple les remarques de Marx dans *Contribution à la Critique de l'économie politique*, Paris, Ed. Sociales, 1966.
[147] Jean Poirier, *Les récits de vie : théorie et pratique*, Paris, PUF, coll. Le Sociologue, 1983.

porté ses fruits dans le domaine de l'histoire du mouvement ouvrier et populaire. C'est le cas des travaux de Joël Stillerman, Peter Winn et Mario Garcés en ce qui concerne le Chili[148]. Ce dernier souligne l'importance de lier histoire orale et histoire locale. Par ce biais, il pense qu'il est possible d'atteindre une représentation juste et concrète de l'histoire nationale globale. Il insiste pour dépasser le culte du « texte sacré » et de la source de « première main » chez certains chercheurs[149]. Il enrichit ainsi un corpus déjà existant et donne la possibilité par son travail à d'autres chercheurs d'y avoir accès[150]. Une telle entreprise suppose évidemment de s'interroger sur la part de représentativité et d'objectivité de telles sources.

- Objectivité de l'enquête orale ?

Quelle peut être la validité et l'objectivité d'une source ? C'est l'une des questions fondamentales de toute investigation. Ce problème prend une dimension difficile à cerner dans le cadre d'un entretien oral : la source est hautement subjective puisque fruit du discours d'un individu parlant sur sa propre vie. De plus, pour l'histoire d'événements aussi chargés politiquement et émotionnellement que le « pouvoir populaire » au Chili, il y a nécessairement **une imprégnation idéologique qui risque parfois de jouer un rôle de masque entre la réalité du vécu et sa reconstruction par l'enquêté**. C'est donc à juste titre que Paul Thomson qualifie le témoignage oral de « *matériel créé* »[151]. D'ailleurs, il est remarquable que plusieurs enquêtés aient parfaitement conscience de la faillibilité de leur mémoire et des risques de reconstruction qu'ils peuvent insérer dans leurs déclarations. Ainsi Miguel R., ex-militant du MIR et exilé depuis nombreuses années en France, explique : « *Il y a toujours un problème avec les vieux ou anciens militants, c'est qu'au bout de la vie on commence à mélanger le*

---

[148] Dans un autre registre, on peut citer le travail pionner de Ronald Fraser sur la guerre d'Espagne : *Blood of Spain. An Oral History of the Spanish Civil War*, New York, Pantheon Books, 1979. En ce qui l'histoire chilienne contemporaine, le doctorat de l'historien Pedro Milos sur les luttes sociales d'avril 1957 combine histoire orale et sources écrits afin de se livrer à une intéressante confrontation de points de vue entre histoire et mémoire, construction d'identités individuelles et collectives (*Los movimientos sociales de abril de 1957 en Chile. Un ejercicio de confrontación de fuentes*, Louvain-La-Neuve, Université Catholique de Louvain, thèse de doctorat en histoire, 1996). Enfin, il faut rappeler le long travail d'histoire orale et locale des *pobladores* réalisé depuis plusieurs années par ECO, dirigée par l'historien Mario Garcés (voir : M. Garcés Duran, *Guía metodologíca para la memoria y la historia local*, Santiago de Chile, ECO, septiembre del 2001).

[149] P. Winn va jusqu'à affirmer que cette création de nouvelles sources constitue une certaine forme "d'art" historique (voir « Oral history and the factory study: new approaches to labor history » in *Latin American Research Review*, Vol. XIV, N°2, 1979, pp. 130-140).

[150] Savoir si les transcriptions doivent être publiées au risque de perdre de leur richesse interne est un dilemme non résolu et qui dépend de chaque chercheur comme de la confidentialité des entretiens. Voir au sujet des « risques de l'écriture », P. Bourdieu qui affirme « transcrire, c'est nécessairement écrire, au sens de réécrire » tout en revendiquant l'intérêt scientifique de la transcription non phonétique (voir P. Bourdieu, « Comprendre » dans *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, pp. 1389-1447).

[151] P. Thomson, *Op. Cit.*, pp. 239.

conçu avec le vécu ; alors je pense que c'est un risque qui a des défauts et qui a ses avantages…toutes ces choses là avec le temps s'estompent, certaines prennent un certain relief intéressant, d'autres la mémoire cherche sinon à les cacher, du moins à les adoucir : donc c'est complexe, il y a des risques. Je te parlerai comme çà en sachant qu'il y a du conçu et du vécu »[152].

Vérifier l'exactitude d'un récit de vie est un enjeu complexe. Par exemple, on peut émettre légitimement des doutes lorsqu'un interlocuteur semble donner une place importante aux capacités critiques qu'il aurait eu dès 1970 vis-à-vis du gouvernement de l'Unité populaire ou encore, lorsqu'il s'engage davantage dans une autocritique des erreurs de son parti, plutôt que d'essayer de restituer ses propres motivations et espérances du moment[153]. Une telle attitude s'explique par le fait que les années ayant passé, l'enquêté a eu le temps de « digérer » une partie de son vécu et de le reconstruire en fonction des enjeux du temps présent, de l'évolution des mentalités contemporaines et des événements qui se déroulent dans son pays. Afin d'analyser de tels entretiens, après une longue période de dictature, le chercheur peut effectuer une « double lecture de chaque témoignage »[154]. C'est-à-dire une première lecture « classique » de reconstruction historique des événements passés et une seconde qui cherche à insérer l'entretien dans la vie même de l'enquêté afin de comprendre quelle déformation consciente ou inconsciente, il a pu donner à son récit de vie. Cette tâche est en grande partie spéculative mais des données sur le lieu de vie passé et actuel, son travail pendant l'UP et après, ses conditions de vie sous la dictature, sa qualité de militant (et s'il continue à l'être), son niveau de participation au niveau syndical permettent de tracer quelques lignes possibles de reconstruction du discours. L'accumulation de telles données offre, au moins, plusieurs gardes fous et instruments de recoupement. Dans cette lecture à plusieurs niveaux, il est nécessaire de

---

[152] Entretien avec Miguel R., Pessac, 25 janvier 2001.

[153] Selon J. Del Pozo, ce type de reconstruction ne pourrait se produire qu'avec les informateurs ayant une plus grande éducation politique et qui tendent à « rationaliser » leur récit du passé » (in *Op. Cit.*, pp. 17-18).

[154] Méthode employée par J. Stillermann dans son enquête auprès de 40 travailleurs industriels (résultats dans : "No estábamos preparados: trabajadores chilenos recuerdan la Unidad popular", *Alameda*, Santiago, N°1, abril-junio 1997, pp. 59-66). Cet auteur s'inspire notamment des travaux portant sur la mémoire ouvrière du fascisme, effectués en Italie, par des historiens tels que Alessandro Portelli ou Luisa Passerini.

garder à l'esprit les origines et la formation de l'informateur, qui servent aussi à mieux comprendre son positionnement pendant l'UP[155].

Certes, on peut émettre de nombreux doutes sur la validité d'une telle méthode. Pourtant, au vu des résultats obtenus, il serait erroné de surdimensionner outre mesure, ces risques de déformation/reconstruction[156]. Le meilleur moyen d'y pallier est, après tout, le même que pour des sources écrites : vérifier sa cohérence et son degré d'objectivité en la mettant en relief par rapport à nos connaissance actuelles de la période. Ensuite, vérifier sa validité en la croisant avec les remarques des différents interviewés appartenant au même milieu interpersonnel et donc susceptibles d'aborder des situations concrètes proches, voire similaires. Enfin, tenter de déceler des contradictions internes dans le discours de l'informateur lui-même[157]. Le caractère combiné et connexe des questions aide à faire ce travail de vérification, non seulement pour l'enquêteur mais également l'informateur lui-même. Il s'agit en quelque sorte d'une vérification en « temps réel » destinée à faire ressortir toute transposition du présent au passé par le biais de « questions de contrôle » (selon l'expression de J. Del Pozo). On peut alors parler, en suivant ainsi Pierre Bourdieu, « d'autoanalyse provoquée et accompagnée », où les questions ou suggestions de l'enquêteur, souvent réduites à une attente silencieuse, permettent « d'opérer un travail d'explicitation » des propos de l'enquêté[158].

D'une manière générale, il faut souligner la qualité de l'accueil que m'ont manifesté les enquêtés. Bien plus qu'une simple politesse convenue ou de l'hospitalité chilienne, cela révèle d'un désir de témoigner, de faire partager une expérience, de léguer

---

[155] J. Del Pozo, à la différence de J. Stillermann, s'est surtout intéressé à l'expérience pré-Unité populaire de l'informateur, dans le but d'établir avec quel degré de préparation politique ces personnes avaient vécu l'étape du gouvernement Allende. Il a, par contre, laissé de côté peut-être un peu rapidement, l'époque postérieure à 1973, qui s'éloignait de son objectif principal et dont il n'a pas considéré l'importance en termes de reconstruction possible des récits (voir *Op. Cit.*, pp.10-11).

[156] Ainsi, R. Silva Caceres qui a effectué une étude portant sur le « *comportement d'un groupe appartenant à la petite bourgeoisie chilienne pendant le gouvernent du président S. Allende* », reste sceptique sur l'objectivité d'une telle enquête : Voir *Mentalités, idéologie et comportement politique dans le Chili de Salvador Allende : étude de cas d'un quartier de Santiago*, Paris, 1986, pp. 13 et 27.

[157] Sur la technique de l'enquête orale, consulter : A. Blanchet et A. Gotman, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Paris, La Découverte, 1992 et F. Descamps, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001.

[158] Tiré de P. Bourdieu dans son paragraphe consacré à ce qu'il nomme « la résistance à l'objectivation » lors du travail d'enquête orale (in « Comprendre », *Op. Cit.*, p. 1408).

une mémoire. Là encore, le présent joue directement sur la manière de recueillir l'information. Le fait que nombre d'enquêtés vivent encore aujourd'hui avec le souvenir d'un passé non reconnu et dans une position sociale de dominé est un facteur important. **Lorsque l'on tente de redonner une voix aux « sans voix », celle-ci s'exprime d'une manière « fleuve » et parfois chaotique, comme si l'enquêté tentait de dire tout ce qu'il n'a pas pu crier jusqu'alors**. Cela explique d'ailleurs qu'il m'ait fallu parfois, malgré moi, arrêter des enregistrements, après plus de trois heures d'entretien et alors que mon interlocuteur me déclarait vouloir poursuivre son témoignage (aborder la période de la dictature, me conter son enfance difficile, etc…). Quoi qu'il en soit, la déformation *a posteriori* et le subjectivisme sont toujours plus ou moins décelables suivant le parcours de chacun. Chaque témoin essaie, de manière légitime et conséquente, de donner sa version des faits et de restituer, la plupart du temps avec la meilleure disposition, comment il perçoit les événements qu'il a vécus. **Il s'agit finalement de plusieurs éclairages sur l'Unité populaire qui, mis en commun, nous permettent de nous faire une idée riche et variée des enjeux de cette époque pré-révolutionnaire.**

- Méthode d'enquête utilisée : représentativité et questionnaire

Le problème de la représentativité est évidemment un écueil central de l'enquête orale[159]. De manière traditionnelle, il existe deux types d'enquêtes : quantitative et qualitative. Faire une liste de base sur un échantillon représentatif, afin d'obtenir des résultats du type quantitatif aurait sûrement été impossible dans le cadre de nos moyens, et même inopérant d'un point de vue méthodologique. La solution la plus simple et efficace est donc d'utiliser un réseau de relations interpersonnelles afin de débuter son enquête. Les premières connaissances fournissent les suivantes[160] et donnent peu à peu un ensemble cohérent. Le pendant d'un tel système, étant bien évidemment le risque de n'interroger que le même « type » de personnes. C'est pourquoi, j'ai effectué de manière volontaire et consciente, un « tri » destiné à orienter les entretiens vers des personnes diverses[161].

---

[159] Voir H. Saltalamacchia, « Historias de vida y movimientos sociales: el problema de la representatividad », *Revista Mexicana de Sociología*, México, Vol. 49, N°1, janv-mars 1987, pp. 255-277, (cité in J. Del Pozo, *Op. Cit*, Introduction).

[160] S.Beaud, F. Weber, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, Coll. Repères, 1998.

[161] Ainsi que le note Pierre Bourdieu, la seule manière de réduire au maximum de tels risques est justement de tenter d'opérer une « construction réaliste » de son enquête orale : « *Le rêve positiviste d'une parfaite innocence épistémologique masque en effet que la différence n'est pas entre la science qui opère une construction et celle qui ne le fait pas, mais entre celle qui le fait sans le savoir et celle qui, le sachant, s'efforce de connaître et maîtriser aussi complètement que possible ses actes, inévitables, de construction et les effets qu'ils produisent tout aussi inévitablement* » in « Comprendre », *Op. Cit*., p. 1392.

Dans son étude orale sur l'identité de classe dans les syndicats péruviens, Carmen Rosa Barbi a choisi de n'interviewer que des dirigeants syndicaux, en évitant toujours les entretiens avec des travailleurs de la base. Selon elle, seul le dirigeant est à même de fournir au chercheur un « nous », c'est-à-dire une vision collective de la vie dans l'usine[162]. Il m'a semblé au contraire, qu'il serait intéressant de faire des entretiens plus diversifiés. D'une part, car les phénomènes qui nous intéressent ici ont trouvé leur origine dans l'action de militants différents, tant politiquement que du point de vue de leur parcours personnel : différences de capital culturel, d'entrée en politique, de niveau de vie et même de classe sociale. D'autre part, parce que l'agitation politique autour du « pouvoir populaire » a aussi été le fruit de militants « extérieurs » à la classe ouvrière industrielle. Il était donc judicieux d'essayer de capter la vision de militants non-ouvriers.

J'ai également porté mon intérêt sur certains dirigeants politiques nationaux de partis de gauche de l'époque ou encore responsables du gouvernement (c'est le cas de Carlos Altamirano, Mireya Baltra ou Patricio Palma). Ces derniers enquêtés sont souvent placés "plus haut" dans l'échelle sociale du Chili de 1970-73 et apportent en ce sens un témoignage depuis une position de pouvoir fort différente à celle des ouvriers. J'ai surtout voulu réaliser quelques entretiens avec des ouvriers de base, cette volonté a été ardue à accomplir puisque ces personnes sont aujourd'hui difficiles à retrouver et rencontrer. **On aurait pu être tenté de ne livrer que le témoignage des militants politiques ou syndicaux qui durant l'UP ont le plus agité le drapeau du « pouvoir populaire », c'est-à-dire les fractions dites « rupturistes » de la gauche chilienne. Au contraire, il m'a semblé intéressant de fournir, en contre-point, le récit de dirigeants syndicaux communistes, car cela permet de comprendre que la notion même de « pouvoir populaire » n'était pas partagée de la même manière par tous les acteurs de la période.**

J'ai par contre consciemment écarté de mon matériel d'enquête des entretiens émanant de militants et dirigeants de la droite chilienne ou de la Démocratie-chrétienne, de militaires, cadres ou propriétaires des entreprises occupées. Il s'agit bien d'une enquête orale auprès des ouvriers et militants de gauche liés de prés ou de loin au « pouvoir populaire ». Pour des

---

[162] Selon elle, le dirigeant syndical, « *reflexiona desde un nosotros, desde una noción colectiva* » dans Carmen Rosa Barbi, *Identidad clasista en el sindicalismo: su impacto en las fábricas*, Lima, DESCO, 1989, p. 19.

raisons aussi bien matérielles que de choix scientifique, **j'ai choisi de faire surgir *la vision des militants de gauche sur le thème du pouvoir populaire urbain*.** L'enquête orale a donc laissé de côté un large pan du phénomène du « pouvoir populaire » et qui méritera dans l'avenir plusieurs études de terrain. Cette enquête ne prétend donc pas établir un échantillon d'entretien le plus divers et complet possible, comme ont pu le faire P. Winn, I. S. Boccara ou même J. Del Pozo au travers d'un doctorat centré sur l'histoire orale[163]. L'enquête suivante est donc beaucoup plus ciblée et spécifique. Elle constitue ici davantage un complément d'information et de point de vue, en même temps qu'un travail de mémoire collective. Plus largement, il s'agit de méthodes qu'il faudrait développer à moyen terme à plus grande échelle et ceci au niveau national comme de l'ensemble du sous-continent, puisque dans le cas contraire une source précieuse d'information disparaîtra an même temps que toute une génération de militants ouvriers[164].

Lors de son enquête, J. Del Pozo affirme que « *Le fait qu'une grande partie des informateurs aient arrêté de militer depuis plusieurs années, et le temps passé depuis les évènements qui ont été analysés dans l'entrevue, a sans nul doute contribué à créer les conditions exigées pour que les personnes voient les choses avec une certaine perspective et une vision sereine* »[165]. Il ajoute que sa position d'historien et de chilien exilé a dû contribuer à le faire accepter et à créer un climat de confiance. Pour ma part, et étant dans une position inverse («étranger» aux événements vécus et n'appartenant pas à la même génération), il ne m'a pas paru que cette affirmation soit une règle intangible. Au contraire, le fait d'être vu comme un interlocuteur «neutre» et extérieur à l'Unité populaire, semble être apparu comme un gage « d'objectivité » pour ceux qui témoignaient. **La suspicion étant encore de règle pour qui s'intéresse à cette époque, l'image du jeune chercheur, soucieux de récupérer une mémoire historique écartelée par la dictature, a souvent été acceptée avec bienveillance par les interlocuteurs.** Il est évident qu'en tant qu'étranger, on risquait de me considérer avec réticence sur mes intentions réelles[166]. Ces premiers obstacles furent dépassés grâce au réseau de contacts mis en place depuis la France, par le biais de la communauté chilienne et ensuite au

---

[163] Ouvrages déjà cités.

[164] Au début des années soixante, Víctor Alba qualifiait déjà comme "urgente" cette nécessité d'enquête orale, notamment auprès de dirigeants syndicaux (in *Historia del movimiento obrero en América latina*, México, Ed. Limusa Wiley, 1964, p. 317).

[165] J. Del Pozo, *Op. Cit.*, p. 19.

[166] Certains militants ont pu ainsi avoir une attitude réservée à mon encontre et envisageaient le fait que je sois titulaire d'une bourse de l'Etat français comme une preuve de mon travail « d'infiltration »…

niveau des syndicats de Santiago. Une fois connue, cette qualité d'observateur étranger m'a donné la possibilité de naviguer au-delà des tensions internes à ce milieu militant.

Une dernière remarque qui, même si elle semble évidente, a une grande importance : **derrière le mot « histoire orale », il y avant tout une relation sociale, une interaction entre deux personnes. Dans ce contact humain, l'importance du regard de l'interviewé sur l'enquêteur est essentiel pour le type d'informations qui sont enregistrées et accumulées.** La perception de l'un sur l'autre influe indéniablement sur l'enquête elle-même. Il s'agit de réussir à établir un lien de confiance suffisant, pour que la personne livre son histoire et sa mémoire. Ceci est d'autant plus difficile dans un pays qui a connu plus de 17 ans de terrorisme d'Etat. En effet, l'ensemble des enquêtés ont tous connu à des degrés divers, la répression : licenciements politiques, emprisonnements de courte ou longue durée, tortures physiques et/ou psychologiques, disparitions, tortures ou exécutions de proches, exils temporaires ou définitifs. **La mémoire que j'ai cherché à récupérer par ces entretiens est donc une mémoire malmenée et souvent traumatisée**[167]. **Cette dimension traumatique est un élément à prendre en compte dans cette enquête.** Ceci s'est parfois traduit au cours de l'enregistrement, par des instants tendus et intenses, où le flot des émotions était très difficile (ou impossible) à canaliser pour l'interviewé, comme pour moi-même. Néanmoins, cette barrière a été temporaire dans la plupart des cas, grâce à l'attitude exemplaire des enquêtés, soucieux de partager leurs souvenirs et aussi, par mes essais de garder une posture distante par rapport à ceux-ci[168].

En ce qui concerne le questionnaire, il a été basé sur une technique de questions semi-directives, c'est-à-dire sur une posture souple et ouverte entre la discussion pure et le questionnaire directif et fermé[169]**. Une telle option permet tout d'abord de voir quels sont les sujets, personnages, organisations ou événements qui surgissent spontanément selon la subjectivité de chacun. D'autre part, un tel questionnaire donne un aspect**

---

[167] A ce propos et tout en gardant les distances et différences nécessaires, le travail de Benjamin Strora sur la mémoire de la guerre d'Algérie, en France, pourrait être la base d'un début de recherche comparative entre différents types d'articulations entre mémoire et histoire, dans des périodes d'intenses tensions sociales et politiques. Voir : B. Stora, *La gangrène et l'oubli. La mémoire de la guerre d'Algérie*, Paris, La Découverte, 1991.

[168] Voir les remarques d'Antonia Garcia Castro dans sa thèse de sociologie sur les familles de disparus pendant la dictature chilienne (*Où sont-ils ? Comprendre une intrigue. La permanence des disparus dans le champ politique chilien : enjeux mémoriels, enjeux de pouvoir (1973-2000)*, Paris, Thèse de doctorat en sociologie, EHESS, 2001, p. 518).

[169] S. Beaud, F. Weber, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, Coll. Repères, 1998.

dynamique à la conversation, le chercheur essayant de partir de ce que dit et ressent l'informateur et non l'inverse. Les questions sont là pour maintenir une orientation générale autour du sujet et éviter de s'en aller « trop loin »[170]. J'ai choisi en général de commencer mon entretien par une grille de questions générales qui m'ont fourni les données indispensables pour connaître l'individu avec qui je parlais, ses origines sociales et lieu de vie, sa famille, son niveau d'étude et son parcours professionnel, sa formation politique présente et passée, ses activités syndicales, etc.[171]… Le questionnaire lui-même a été élaboré de manière évolutive, peu à peu et après avoir été « testé » sur plusieurs personnes appartenant à la communauté chilienne exilée en France. Il a également connu certaines modifications en fonction des diverses réactions ou semi-échecs que j'ai connu[172]. Surtout, j'insiste sur le fait que ce questionnaire était seulement un outil d'orientation et que bien souvent le seul fait de remplir la grille générale amenait l'informateur à parler de plusieurs sujets qui entamaient divers thèmes liés à mon travail. Dans de tels cas, au lieu de suivre « mécaniquement » mon questionnaire, je le laissais développer son argumentation, essayais d'en savoir plus et lorsque la conversation s'épuisait, je cherchais quelles questions préparées pourraient, soit relancer le dialogue, soit aborder un sujet jusque-là ignoré. Le but a été d'atteindre cette « *objectivation participante* » chère à Bourdieu, en tentant par le biais d'une « *communication non violente* » de comprendre l'interlocuteur : cela signifiait notamment essayer d'éviter au maximum les effets d'imposition et de violence symbolique entre moi-même et l'enquêté[173].

L'ensemble de ces entretiens a fait l'objet d'un enregistrement numérique à l'aide d'un lecteur/enregistreur minidisque. Cet appareil a l'avantage d'allier discrétion (par sa taille) à une qualité sonore exceptionnelle. Un tel matériel est d'une grande utilité pour le traitement des données et leur conservation (l'ensemble de ces archives sonore sera d'ailleurs déposé à la BDIC – Paris, ainsi qu'à la bibliothèque nationale de Santiago). **Enfin, précisons que cette**

---

[170] Sur de telles techniques, voir le résultat obtenu par une équipe de sociologues ayant travaillé en France sous la direction de Pierre Bourdieu au début des années 90 (in *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993).
[171] Le questionnaire de cette enquête orale est reproduit en Annexe N° 1.
[172] Sur l'expérience d'une « chercheuse » nord-américaine au Mexique et une réflexion autocritique quant aux questionnaires, on peut consulter : S. Eckstein, « On questioning the questionnaire: resarch experiences », *Latin American Research Review*, Vol. XIV, N°2, 1979, pp. 141-149.
[173] Selon Bourdieu, il s'agit d'un exercice spirituel « *d'oubli de soi* », destiné à éviter toute « *objectivation faussement complaisante* » (in « Comprendre », *Op. Cit.*).

enquête nous a permis de réunir une trentaine d'entretiens, dont une vingtaine ont été entièrement retranscrits et publiés au Chili[174].

Intro. – IV) Mouvement social urbain et pouvoir populaire au Chili (1970-1973) : synthèse d'une problématique

Intro. – IV – 1) La « *Révolution par en bas* » ?

En avril 1998, le journaliste Hernán Soto notait que « *jusqu'à maintenant l'histoire de l'Unité populaire et l'expérience révolutionnaire chilienne ont été centrés sur les aspects macro-politiques, économiques et institutionnels* »[175]. En effet, en s'attardant sur les ouvrages édités jusque-là, on peut voir à quel point la thématique du « pouvoir populaire » est restée à l'écart des investigations. On pourrait alors se demander si la raison essentielle de cette absence historiographique ne serait pas simplement le signe de son absence d'importance historique réelle ? **Ce questionnement a été abordé par quelques chercheurs tels P. Guillaudat et P. Mouterde qui notent que concernant ce fameux "pouvoir populaire", "*un bilan reste à faire*"[176]. Cette remarque répond comme un écho à celle que formulent déjà certains auteurs dès 1974**[177]**. L'historienne chilienne Maria Angélica Illanes insiste elle aussi sur la nécessité de reconstruire cette « histoire depuis en bas », mal connue et qu'elle qualifie de « *thème central de l'expérience chilienne de l'Unité populaire* »**[178]. Face au

---

[174] F. Gaudichaud, *Poder Popular y Cordones industriales. Testimonios sobre la dinámica del movimiento popular urbano durante el gobierno de Salvador Allende*, Santiago, Ed. LOM-DIBAM, 2004. En ce qui concerne la transcription, elle a été possible grâce à l'aide précieuse d'un petit groupe d'étudiants en histoire de la « Universidad de Chile ». Sur les difficultés et le travail que représente la transcription de dizaines d'heures enregistrement, voir P.Winn, *Oral History…*(*Op. Cit.*), p. 138.

[175] H. Soto, « Cordones Industriales », *Punto Final*, Santiago, N° 417, 9 de abril de 1998.

[176] Ils ajoutent, "*devrait entrer dans la discussion toute la question du rôle exact des organismes de double pouvoir et plus particulièrement des "Cordons industriels", comme moyen, dans la perspective d'une prise de pouvoir populaire et véritablement démocratique, d'accroître la participation ouvrière et populaire (il n'y avait en 1970 que 23 % de la force de travail syndiquée), d'unifier les différentes classes dominées, de mettre hors d'état de nuire les appareils répressifs de l'ex-classe dominante*" (P.Guillaudat, P. Mouterde, *Les mouvements sociaux au Chili 1973-1993*, Paris, L'Harmattan, Coll. Recherche et documents Amérique latine, 1995, p. 61).

[177] Ainsi, en France, Alain Joxe remarquait, en ce qui concerne le développement spectaculaire des Cordons lors de la grève patronale d'octobre 1972, que "*cet épisode fondamental de l'histoire du processus chilien et du mouvement ouvrier en général reste donc insuffisamment connu dans son détail d'autant plus que la presse française a en général fort mal couvert l'événement qui a été perçu, par exemple, en France sur le moment même, plutôt comme une grève prolongée des camionneurs que comme une victoire du contrôle ouvrier*" (A. Joxe, *Le Chili sous Allende*, Paris, Gallimard, Coll. Archives, p. 176).

[178] M. A. Illanes, "Reforma + Revolución. En torno a una historiográfica del movimiento de Trabajadores durante el Gobierno de la Unidad popular", *La batalla de la memoria*, Santiago, Planeta/Ariel, 2002.

renouvellement d'une telle constatation aujourd'hui, une interrogation se fait sentir : serait-ce qu'entre l'écrit historiographique de Maria Angélica Illanes qui date de l'année 2002 et les écrits d'Alain Joxe (1974) rien n'a été fait sur le sujet ? Non, cela serait abusif de l'affirmer. Quelques auteurs s'y sont attelés très tôt mais malheureusement de manière souvent isolée les uns des autres et avec un accès aux sources difficile.

Durant l'Unité populaire, ces thèmes sont apparus au cœur des préoccupations de nombreux analystes et militants : la production intellectuelle de revues comme les cahiers du CEREN (*Centro de Estudios de la Realidad Nacional*) par exemple, en témoignent. Le groupe d'universitaires qui apparaissent comme les pionniers dans ce domaine sont issus de la sociologie urbaine[179]. Ceux-ci ont effectué de nombreuses enquêtes de terrain dans les quartiers populaires (*poblaciones*)[180]. Par la suite, ils prirent conscience durant l'année 1972, du « *relatif épuisement du front de pobladores et de la nécessité de sa coordination avec les luttes industrielles et les autres organisations communales* », ce qui les amène à étudier les « Cordons industriels »[181]. Les deux documents qui sont le fruit de cette enquête, ne constituent pas un bilan complet des Cordons : ils sont davantage une systématisation de données statistiques et un début de réflexion sur le sujet[182]. Les auteurs ont essayé de pratiquer la technique de la « sociologie participative »[183]. Il s'agit de faire de la recherche un travail qui accompagne le processus politique étudié. Une telle méthodologie pose évidemment de nombreux problèmes, notamment de distanciation par rapport à l'objet d'étude[184]. La FLACSO (faculté latino-américaine de sciences sociales) a elle aussi accueilli en son sein une équipe s'intéressant au « pouvoir populaire ». D'après la documentation accessible aujourd'hui, cette volonté en est

---

[179] Il s'agit tout d'abord des chercheurs de l'Université Catholique de Santiago intégrant l'équipe du CIDU (*Centro de desarrollo urbano y regional*). Au sein de cette structure d'investigation, on trouve notamment le sociologue brésilien Eder Sader aux côtés de Manuel Castells, Monica Threlfall, Cristina Cordero, Rosemond Cheetham, Alfredo Rodríguez.

[180] E. Sader, Q. Santiago, *Algunas consideraciones en turno a las nuevas formas de poder popular en poblaciones*, Santiago, CIDU, Documento de trabajo N°57, 1972.

[181] C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, *Consejo comunal de trabajadores y Cordón Cerrillos-Maipú: 1972. Balance y perspectivas de un embrión de poder popular*, Santiago, CIDU, Documento de Trabajo N°67, 1973, p.2.

[182] Outre le document cité dans la note précédente, il s'agit de : R. Cheetham, A. Rodríguez, G. Rojas, J. Rojas, *Comandos urbanos: alternativa de poder socialista*, Santiago, CIDU, Documento de trabajo N°65, marzo de 1973.

[183] Sur la manière dont était envisagé ce travail d'intégration du chercheur au mouvement social, voir : E. Browne, G. Geisse, « Planificación para los planificadores o para el cambio social », *EURE*, Santiago, N°3, Vol.1, 1971.

[184] Pour les auto-critiques quant à la méthode employée, voir C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, «El objeto de estudio y algunos problemas referidos a su método» dans *Op. Cit.*, pp. 1 à 5.

restée à un travail essentiellement théorique sur les limites de l'Etat bourgeois pour toute stratégie de transition au socialisme[185].

En France, le premier auteur à publier sur le thème est sans conteste **Maurice Najman**, qui édite *Le Chili est proche*, dès 1974[186]. Ce titre constitue la seule présentation en français de textes concernant les débats autour du pouvoir populaire. M. Najman a été un observateur attentif du « pouvoir populaire ». Dès le coup d'Etat de septembre 1973, il a tenu à souligner dans la presse française que, selon lui, les organes de pouvoir populaire constituent la plus grande originalité du processus chilien[187]. La revue *Les Temps Modernes* s'est également attachée à publier et à traduire plusieurs études sur les luttes ouvrières qui restent aujourd'hui, trente ans après, des synthèses de qualité sur le sujet[188]. Elles posent la question du problème d'une définition de la réalité du Cordon industriel et même de sa propre dénomination étant donné que celle-ci a fluctué au gré des évènements. Selon les auteurs, pour comprendre le pouvoir populaire, il faut tout d'abord s'intéresser à la stratégie de la gauche chilienne elle-même. Le sociologue français Armand Matellart, qui était chercheur au Chili durant l'UP, a lui aussi été un observateur participant des Cordons industriels[189]. Outre ces quelques articles[190], il existe trois travaux importants sur le « pouvoir populaire » chilien. Deux d'entre eux sont issus

---

[185] A. Fausto, P. Frias, A. Opazo, *Perspectivas de Poder Popular en Chile: Informe Preliminar*, Área de movimientos sociales (circulación interna), Santiago, FLACSO, agosto 1972.

[186] Voir M. Najman, *Le Chili est proche : révolution et contre-révolution dans le Chili de l'Unité populaire*, Paris, Coll. Cahiers Libres, Maspero, 1974. Maurice Najman était journaliste et militant de l'organisation troskyste AMR (Alliance Maxiste Révolutionnaire).

[187] M. Najman, « Comment s'organisaient les bases du pouvoir populaire », *Le Monde Diplomatique*, Paris, octobre 1973.

[188] A. Wallon, « Perspectives actuelles de mouvement ouvrier au Chili », *Les Temps Modernes*, Paris, juin 73, pp. 1977-2005 ; A. Silva et P. Santa Lucia, « Les Cordons industriels : une expression de pouvoir populaire au Chili », *Les temps modernes*, Paris, janvier 1975, pp. 675 à 847 ; E. Sader, « Cordons industriels et pouvoir populaire au Chili en 1972 », *Les Temps modernes*, Paris, juin 1975, pp. 1777 à 1792,.

[189] Voir particulièrement : A. Mattelart, « Presse et ligne de masse dans les Cordons industriels de Santiago », *Mass Média, Idéologies et Mouvement Révolutionnaire*, Paris, Anthropos, 1974, pp. 233 à 267.

[190] Auxquels on peut ajouter un autre travail de P.S. Lucia : « The industrial class and the struggle for power in Chile » dans O'Brien (coord.), *Allende's Chile*, New York, Praeger Publischers, pp. 126-166, 1976 et le fascicule de présentation de P. Garcia, "Cordones industriales: una experiencia inédita de lucha social y política", *Materiales para la discusión N°20*, Santiago, Taller PIRET, 1991.

de recherches universitaires et l'autre d'une investigation individuelle, ce que l'on peut nommer une « recherche militante »[191].

Le mémoire de Licence de **Jorge Magasich** est écrit en 1980. A cette époque l'accès aux sources est beaucoup plus difficile qu'aujourd'hui (il utilise essentiellement la presse nationale, sans pouvoir se rendre au Chili). L'historien chilien a utilisé la technique des entretiens mais qui s'est soldée par un échec (il en utilise quatre). L'auteur centre son analyse sur la notion de « double pouvoir », questionnement qui ouvre et ferme son écrit. Son texte fournit surtout une bonne description des différents événements essentiels qui ont marqué le pouvoir populaire. J. Magasich livre des pistes de recherche stimulantes, malgré des limites importantes, dues en grande partie semble-t-il au problème de l'accès aux sources. Par exemple, il esquisse quelques lignes sur la « presse du pouvoir populaire », cherche à évaluer approximativement le nombre moyen d'ouvriers mobilisés dans les Cordons industriels, en notant le danger de confondre ceux existant « sur le papier », avec ceux en fonctionnement réel.

Hugo Cancino a consacré une partie importante de ses recherches au pouvoir populaire chilien et son livre a été pendant plus de dix ans la seule publication sérieuse consacrée au sujet[192]. Fortement influencé par les conceptions eurocommunistes qu'il revendique, cet auteur tente de démontrer « *que c'est dans le discours du président Allende, que l'on peut localiser, la conceptualisation la plus achevée d'un pouvoir populaire, non opposé ni situé dans une relation d'antagonisme avec les institutions de la démocratie représentative* » (conclusion). Dans son développement, H. Cancino donne une très large part à la dimension idéologique des divers partis, insistant sur ce qu'il nomme leur « matrice historique similaire » : le marxisme de la Troisième internationale. Ainsi que l'écrivait l'historien étasunien, Peter Winn : « *C'est là où Cancino passe de la critique au plaidoyer qu'il est le moins persuasif. La projection de Cancino, d'un Allende en tant que grand théoricien politique est largement basée sur une sur-interprétation* […]. *De plus, en le voyant comme un promoteur enthousiaste du pouvoir populaire, c'est oublier la permanente ambivalence d'Allende, incluant son manque de*

---

[191] Il s'agit du travail d'Hugo Cancino (déjà cité), de celui de J.Magasich, *Pouvoir formel et pouvoir réel au Chili 1972-1973*, Université Libre de Bruxelles, Faculté de philosophie et lettres, 1980 et du livre de Miguel Silva (également cité).

[192] H. Cancino, *La problemática del poder popular en el proceso de la vía chilena al socialismo 1970-73*, Aarhus Universitet Press, 1988. Avant cette publication, cet historien chilien avait été co-auteur d'un travail plus modeste, consacré au même sujet. H. Cancino T. y C. Castro B., *Poder obrero y popular en Chile, 1970-73*, I.S.A., Romansk Institut, 1981.

croyance dans les racines autonomes du mouvement et son insistance, pour contrôler par le haut « son » processus révolutionnaire»[193]. Du point de vue de l'utilisation des sources, ce travail reste le plus complet. L'auteur insiste pour revenir longuement sur les origines du mouvement ouvrier pour comprendre la problématique du pouvoir populaire.

C'est d'une manière très différente tant par la méthode employée que par les interprétations que **Miguel Silva** aborde les Cordons industriels[194]. Pour lui, il s'agit de décrire l'histoire de l'UP, « *du point de vue du «socialisme par en bas* » (prologue). Il affirme qu' « *Il s'agit, finalement, d'une discussion qui met en jeu le thème de la révolution et du socialisme* » (conclusion). Son développement est malheureusement assez confus et difficile d'utilisation. Ce travail est proche d'un travail de compilateur et il s'agit d'un effort très utile de présentation d'archives, nécessaire à toutes les recherches à venir. Cependant, comme le remarque Maria Angélica Illanes, « *le texte de Miguel Silva sur le mouvement ouvrier durant le gouvernement de l'Unité populaire est chaotique dans sa construction, faisant obstacle à n'importe quelle compréhension sur le processus populaire chilien.* […]. *Tout au long de ses presque 600 pages, il nous submerge dans l'incompréhension du processus et nous maintient dans l'angoisse de son obscurité, détériorant l'expérience et la compréhension historique de l'Unité populaire.* […] *Du point de vue du sens que porte son écrit, il est négatif pour la compréhension de l'historicité de l'Unité populaire* »[195]. Ce livre a néanmoins le mérite d'utiliser les apports de l'histoire orale par le biais d'une dizaine d'entretiens et il doit être considéré avant tout comme un intéressant outil de recherche.

Si l'on compare les conclusions de Miguel Silva avec celles de Hugo Cancino, on peut voir au premier coup d'œil qu'elles sont opposées. Telle opposition permet justement d'entamer une réflexion sur les différentes dichotomies analytiques qui traversent l'étude du pouvoir populaire chilien. A l'opposé de Hugo Cancino, le pouvoir populaire chilien et surtout les Cordons industriels incarnent, selon Miguel Silva, l'idée du « socialisme par en

---

[193] Compte-rendu de lecture paru dans la revue : *The hispanic american historical review*, Duke university Press, vol. 70, N° 3, 1988.

[194] Miguel Silva est le pseudonyme d'un citoyen anglais, vivant depuis de nombreuses années au Chili. Ex-militant du *Socialist Workers Party* (d'origine trotskyste) en Angleterre, M. Silva est aujourd'hui l'un des dirigeants de l'organisation *Surda* au Chili.

[195] M. A. Illanes, "Reforma + Revolución. En torno a una historiográfica del movimiento de Trabajadores durante el Gobierno de la Unidad Popular", *La batalla de la memoria*, Santiago, Planeta/Ariel, 2002.

bas » qu'il oppose catégoriquement au gouvernement d'Allende et aux partis, qui auraient défendu la vision de la « réforme par en haut ». On retrouve chez d'autres auteurs cette opposition épistémologique binaire et simpliste, laissant de côté la complexité dialectique de la lutte des classes. Par exemple, Gabriel Salazar défend l'idée que l'Unité populaire serait l'incarnation de « *la réforme pour le peuple, sans le peuple* »[196], quand Luís Corvalán Marquéz voit dans Allende la conséquence politique et l'honnêteté du révolutionnaire.

Peter Winn quant à lui propose une vision relativement différente du processus. Cet auteur a été l'un des pionniers de la rénovation de l'historiographie chilienne. Il a centré son doctorat sur l'étude du monopole textile YARUR en combinant, de manière novatrice, histoire orale et histoire locale[197]. Au travers d'une *histoire à échelle humaine*, cet auteur oppose ainsi la "Révolution par en haut" incarnée par le gouvernement, à la "Révolution par en bas" alors en gestation dans les usines nationalisées, dans les Cordons industriels et grâce à l'action des militants les plus radicaux. A noter que dans le sillage de Peter Winn, se sont réalisées deux études monographiques essentielles consacrées à la situation de grandes entreprises chiliennes (bien que sur une période plus ample que l'UP)[198].

Dernièrement, ce débat historiographique a été repris partiellement par l'historien **Augusto Samaniego**[199]. Celui-ci note la « crise sans retour » du mouvement syndical, et le débordement des structures politiques traditionnelles[200]. Par contre, il réfute avec force la théorie de la « Révolution par en bas » et affirme que « *la dialectique entre pratiques révolutionnaires par en bas et par en haut appartient au domaine des présupposés idéologiques* »[201]. Pour A. Samaniego c'est bien le "pôle rupturiste" (les militants les plus radicaux) qui aurait « parasité »

---

[196] Terme utilisé par l'historien chilien à l'occasion d'une conférence donnée à l'Université du Chili (Santiago) en 2003, dans le cadre de la commémoration des 30 ans du coup d'Etat.

[197] P. Winn, *Weavers of revolution, the YARUR workers and chile's road to socialism*, New York / Londres, Oxford University Press, 1986.

[198] P. Winn, *Weavers of revolution, the YARUR workers and chile's road to socialism*, New York / Londres, Oxford university press, 1986 ; J. Stillermann, *From solidarity to survival. Transformation in the culture and style of mobilisation of Chilean metal worker under democratic and authoritarian regimes, 1945-1995*, New York, New School for social research, P.D. of philosophy, 1998 ; J. Rojas, C. Rodríguez, M. Fernandez, *Cristaleros: recuerdos de un siglo, los trabajadores de Cristaletras Chile*, Santiago, Ed. Sindicato N°2 y Programa de Economía de trabajo, 1998.

[199] Historien, qui fut longtemps membre du comité central du PC, pour ensuite rompre avec celui-ci à la fin des années 80.

[200] Il a particulièrement centré son attention sur la grève d'octobre 1972 : A. Samaniego, "Octubre el rojo: fulgor y agonía de la unidad de los trabajadores", *Contribuciones Científicas y Tecnológicas*, Área ciencias sociales y humanidades, Santiago, USACH, N°130, abril 2002, pp. 1-22.

[201] A. Samaniego, "Octubre el rojo: fulgor y agonía de la unidad de los trabajadores", *Op. Cit*.

les possibilités d'une meilleure unification de la classe ouvrière, autour du gouvernement et de son programme[202].

En bref, dire que le phénomène du « pouvoir populaire » et plus particulièrement des Cordons industriels, ont été ignorés entièrement des chercheurs serait erroné. Ce que l'on peut par contre remarquer, est que les travaux existants n'ont eu que peu d'écho dans les cercles scientifiques. De même que les informations qu'ils fournissent n'ont pas été intégrées aux travaux récents. Autre facteur important : les quelques recherches existantes se sont effectuées de manière isolée et les auteurs semblent ignorer largement l'existence d'autres travaux sur le sujet…

Selon l'historien Mario Garcés, le défi épistémologique aujourd'hui reste de se questionner sur la réalité de « *la révolution par en bas ou le développement des luttes populaires durant le gouvernement de l'Unité populaire* » et ainsi de s'orienter vers une analyse des mouvements sociaux de cette période[203]. Sur cette base d'investigation, la discussion doit enfin réussir à dépasser les (faux) débats, où chacun cherche à s'ériger en grand inquisiteur de l'histoire afin de dire quelle tendance politique, quel phénomène socioculturel ou quel personnage auraient eu la faculté de *conduire le processus révolutionnaire vers la « victoire »*. Bien sûr, on ne peut en rester là et il est certain qu'il faut chercher des explications, des lignes d'approches, des axes de compréhension : notre intérêt est davantage de chercher à expliquer le pourquoi du coup d'Etat, en prenant pour angle d'approche la dynamique du pouvoir populaire urbain.

Il est aussi indispensable d'éviter les oppositions simplificatrices avec la « Réforme par en haut » incarnée par le gouvernement *versus* une « Révolution par en bas », pure et limpide, représentée par le « pouvoir populaire ». **Ainsi que le remarque l'historiographe Jorge Rojas Flores, parmi les auteurs qui ont cherché à revaloriser l'image du pouvoir populaire, beaucoup ont alimenté une version quasi mythologique de celui-ci[204]. C'est davantage à**

---

[202] Idem.

[203] M. Garcés, « El movimiento popular, la Unidad popular y el golpe », *Punto Final*, Santiago, N°552, 25 septiembre de 2003 et M. Garcés D., S. Leiva F., "Perspectivas de análisis de la Unidad Popular: opciones y omisiones", *Educación y Comunicaciones*, Santiago, Informe de Avance, octubre de 2004.

[204] « *Vistos como una manifestación de esta revolución desde abajo, los cordones industriales han sido estudiados por varios autores en el último tiempo (Miguel Silva, Patricio Guzmán,*

l'étude d'une dynamique contradictoire et diachronique entre l'action du gouvernement Allende et un éventuel « pouvoir populaire » en gestation qu'il faut s'attacher. Voici d'ailleurs l'hypothèse historiographique avancée par M. A. Illanes en ce sens : "*Durant l'Unité populaire se déchaîne un processus révolutionnaire et une lutte idéologique qui* […] *ne parvient pas à se transformer en une dichotomie simple, ni à se résoudre en oppositions clairement contradictoires à l'intérieur du régime de l'Unité populaire. Je crois que ne parvient pas à s'installer l'oppression d'en haut et la révolution d'en bas. Au contraire, il s'agit d'un processus de lutte révolutionnaire qui surgit des conditions même de la « révolution prisonnière »* [revolución cautiva] *dans laquelle les secteurs populaires n'ont pas perdu, jusqu'à la fin, l'initiative* […] »[205]. Il me semble qu'il y a là un axe d'approche intéressant, qui pourrait compléter les différentes pistes d'analyse que j'ai fournies au cours de cette première partie.

Intro. – IV – 2) Une dynamique à reconstruire…

L'objectif assumé de cette thèse est d'analyser ce qui se trame à la base, ce fameux « pouvoir populaire constituant » en gestation. Parti d'un travail de DEA centré sur l'analyse des « rapports entre le gouvernement de l'Unité populaire et le mouvement ouvrier chilien »[206], mon étude a évolué vers une approche spécifique du mouvement social de cette période (1970-1973), recentré sur les formes de « pouvoir populaire » urbain : **dans quelle mesure, en suivant l'historiographie actuelle, peut-on réellement parler du surgissement d'un phénomène de « Révolution par en bas » qui entrerait en contradiction avec le projet de l'Unité populaire ? Peut-on réellement déceler un phénomène de dualisation de pouvoir ou de « pouvoir populaire constituant »[207]** ?

---

etc.). Su aporte ha sido considerado de tal importancia (sobre todo en su relación con la constitución de un "poder popular") que se ha transitado en los límites del mito » in Jorge Rojas Flores, « Los trabajadores chilenos, desde la colonia hasta 1973 », *ICAL*, Santiago, 28 de diciembre de 2004 (in http://www.ical.cl/noticia.php?id=1014&sec=999&subsec=311221).

[205] Elle ajoute que, selon elle, le thème de l'histoire de l'Unité populaire et des Cordons industriels devrait être, plus exactement, celui de la non-insurrection armée de la voie chilienne. (*Op. Cit.*, p. 183).

[206] F. Gaudichaud, *Les rapports entre le gouvernement de l'Unité populaire et le mouvement ouvrier chilien (1970-1973), Op. Cit.*

[207] Voir une étude préliminaire dans : F. Gaudichaud, « Contrôle ouvrier et dualisation du pouvoir : le cas du Chili de l'Unité populaire », *Dissidences – Bulletin d'études des mouvements révolutionnaires*, Nancy, N°7, décembre 2000, pp. 3 à 8.

Afin d'y répondre, je prétends me pencher tout d'abord sur la stratégie et la tactique du gouvernement de l'UP, sa propre vision du « pouvoir populaire » et particulièrement la politique de "participation des travailleurs", engagée au travers de la constitution d'une « Aire de propriété sociale et mixte» (APS). Il s'agirait en quelque sorte de l'étude d'un « pouvoir populaire » envisagé initialement par le programme de gouvernement et la direction des partis de gauche. Paradoxalement, cet aspect a largement été délaissé par les chercheurs. Cela constitue pourtant une donnée centrale qui pourrait expliquer comment se complètent, ou s'opposent, mesures gouvernementales et créativité populaire. Cette nécessité est d'ailleurs confirmée par une enquête préliminaire effectuée par la FLACSO, en août 1972. Dans ce projet de recherche jamais mené à bien, une équipe de sociologues chiliens note l'importance d'une étude de l'APS et du « *processus d'incorporation des travailleurs* ». Selon eux ce travail devrait s'organiser autour de plusieurs niveaux de recherche dont l'étude de la structure du mouvement syndical et de l'organisation générale de l'APS, mais aussi par des d'approches plus spécifiques telles que l'enquête orale ou encore l'analyse d'un secteur géographique précis[208].

Cette orientation de la recherche, bien qu'elle soit aujourd'hui plus difficile à réaliser en l'absence de nombreuses archives et personnes concernées, me parait une base de travail tout à fait judicieuse et j'essaye, comme on le verra, de la développer. Par ailleurs, soulignons que **j'ai choisi consciemment de me centrer sur *le mouvement social urbain*, c'est-à-dire sur les mobilisations collectives issues du mouvement ouvrier des principales villes du pays, mais aussi celles des autres secteurs sociaux dominés de la ville, vivant dans les périphéries urbaines (les *pobladores*)[209]. Ce choix découle logiquement de la spécificité des luttes urbaines de l'Amérique latine contemporaine**[210]. Ceci ne signifie pas qu'il n'y a pas eu d'autres expériences intéressantes en ce sens à la campagne, bien au contraire[211]. Pourtant, il semble que la classe ouvrière industrielle ait développé un mouvement dont l'ampleur et la place essentielle au sein de l'économie permet de dégager un parcours intéressant de mobilisations collectives, en conjonction avec d'autres fractions de la population urbaine. Il faut donc essayer de **décrire, à partir de ces prémisses, la *praxis du pouvoir populaire urbain***.

---

[208] A. Fausto, P. Frías, A. Opazo, "La estrategia de Investigación" in *Informe Preliminar... Op. Cit.*, pp. 35 à 40.
[209] Voir le paragraphe sur les mobilisations revendicatives des pauvres de la ville.
[210] Voir M. Castells, *Luttes Urbaines*, Paris, Maspero, 1975 et R. Baño A., *Conceptos y proposiciones acerca del movimiento popular urbano*, Santiago, Doc. De Trabajo, Programa FLACSO, N°161, noviembre 1982.
[211] P.Castex, *Voie chilienne au socialisme et luttes paysannes*, Paris, Maspero, 1977.

Il se dégage alors deux axes d'analyse, fait confirmé par un autre travail de terrain mené à cette époque. Premièrement, celui d'une mise en perspective liée à la conjoncture politique nationale, « *puisque la lutte pour le pouvoir populaire ne peut se comprendre qu'à la lumière de l'affrontement national des classes en lutte* »[212]. Deuxièmement, celui d'une compréhension plus restreinte, liés aux luttes locales à l'échelle d'un territoire déterminé. En relation avec cette méthode, j'ai aussi choisi de suivre en partie la stratégie d'investigation établie (en mars 1973) par une autre équipe de sociologues chiliens, qui recherchaient une méthodologie adaptée pour l'étude des organes de « pouvoir populaire » (initiative frustrée par le coup d'Etat). Ce document de travail avance quatre points intéressants à poursuivre [213]:

1) Les facteurs qui interviennent dans la formation du pouvoir populaire au travers de deux organismes : les « Cordons industriels » et les « Commandos communaux » (conditions structurelles et conjoncturelles de leur développement)
2) La composition de ces organisations : composition sociologique, liens avec les différentes organisations sociales, liens avec les partis politiques
3) Leur structure interne : degré de démocratisation, orientation politique, représentation syndicale, représentation des différends secteurs de la classe ouvrière
4) Articulation des organes de pouvoir populaire avec le mouvement social : liens entre conflits locaux et nationaux, articulation des revendications spécifiques avec la politique générale, influence sur la scène nationale

Ces quelques lignes directrices voudraient de répondre à un corpus de questionnements multiples, dont de nombreux ne naîtront certainement qu'au fil de la recherche. Par exemple, de quelle manière une partie significative des salariés et habitants de ces grandes concentrations industrielles acquièrent une conscience de classe ? Quelle est la spécificité de leur positionnement dans l'espace urbain, mais aussi et surtout dans le champ politique ? Et sur quelles bases et quels types d'actions collectives se forme cette action collective, à la fois globale et locale, en faveur du « pouvoir populaire » ? Il est également indispensable d'opérer un "retour à l'histoire" afin de déceler des éléments permettant de parler, ou non, des origines historiques de ce phénomène. Aussi, voir en quoi la formation de la classe ouvrière chilienne a pu être un facteur déterminant. Bien sûr, je devrai revenir sur la position des différents partis de la gauche chilienne quant à la question de l'Etat ou de la participation et faire un bilan sur les débats qu'a pu provoquer la question du « pouvoir populaire ». L'enquête orale, quant à elle, a

---

[212] C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, "Factores que intervienen en la evaluación del comité coordinador en tanto embrión de poder", *Op. Cit.*, pp 5-9.

été destinée tout d'abord à reconstituer une part de la subjectivité de ce mouvement, sa part mythifiée aussi. Un autre objectif que j'ai voulu me fixer a été de savoir si l'on peut trouver dans la composition urbaine et sociale des quartiers entourant les Cordons industriels, certaines raisons objectives de leur apparition. Et par voie de conséquence s'il est possible de mettre en relief plusieurs parcours spécifiques du pouvoir populaire. Et finalement, les organismes de pouvoir populaire sont-ils représentatifs de l'état de conscience politique de la majorité du mouvement social ? Ont-ils permis un début d'unification des classes dominées urbaines au sein d'un « pouvoir populaire constituant » ? Certains aspects comme le ravitaillement, la production et la sécurité ont-ils été efficacement gérés par ces organismes ? De là, une telle recherche permet-t-elle d'éclairer sous un nouveau jour les raisons du "succès" rapide du coup d'Etat ? L'étude doctorale qui suit, est donc, centrée sur ces quelques mois tumultueux, cette période prérévolutionnaire, ces mille jours de l'Unité populaire (1970-1973). Comme signalé plus haut, tant du fait de ma formation que du sujet choisi, c'est à l'approche interdisciplinaire que j'ai eu recours : science politique, histoire et sociologie s'y côtoient, avec même quelques modestes notes de géographie urbaine et de philosophie[214].

Afin de faire ressurgir une compréhension contextualisée de cette dynamique sociale à reconstruire, j'ai essayé de montrer quel est le cadre au sein duquel elle interagit, de la lier également à l'histoire du mouvement ouvrier chilien et international[215]. C'est pour cette raison que j'inscrirai, dans un premier temps, cette problématique dans sa perspective historique et rappellerai la composition du mouvement social en 1970, les orientations de la gauche chilienne, la composition et le projet politique de l'Unité populaire. La deuxième partie est, quant à elle, consacrée aux initiatives prises par le gouvernement Allende en faveur de la participation populaire et à leurs limites. Elle s'attache aux premiers signes de débordement et

---

[213] R. Cheetham, A. Rodríguez, G. Rojas, J. Rojas, *Comandos urbanos, Op. Cit.* (voir particulièrement "Estrategia de Investigación, Anexo 1).

[214] Pour une réflexion sur une telle manière d'aborder les sciences politiques, je renvoie à l'ouvrage collectif déjà cité : Y. Déloye, B. Voutat, *Faire de la science politique*, Paris, Belin, Coll. SocioHistoires, 2002. Intéressant également : M. Grawitz, J. Leca (dir.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985.

[215] D'ailleurs, après une période de rejet de toute approche structurale ou marxienne, il semble que telles approches soient de nouveau « en vogue » au niveau académique : le succès du livre de Eric Hobsbawn consacré au « court vingtième siècle » (*L'âge des extrêmes*, Paris, Complexe, 1994) en témoigne, parallèlement à la reconnaissance de la qualité de travaux d'auteurs marxiens, ou utilisant certains éléments du matérialisme historique comme base, tels que Imanuel Wallerstein (Institut F. Braudel) ou les membres du collectif Actuel Marx, dirigé par Jacques Bidet (Paris X).

de créativité issus des luttes sociales urbaines et aussi aux orientations assumées par le mouvement ouvrier. La troisième partie essaye d'analyser la genèse et le développement des Cordons industriels. Je reviens également sur les tensions qui s'accumulent autour de cette question au sein de la gauche, ainsi que sur les dynamiques de « pouvoir populaire » impulsées autour des problèmes de ravitaillement des quartiers pauvres. Enfin la dernière partie s'attache à établir une présentation de la structuration générale de ces organismes. Elle essaye de faire la part des choses entre discours et praxis réelle du « pouvoir populaire », tout en présentant les dernières actions significatives et la position politique assumée par les directions de la gauche chilienne à la veille du coup d'Etat. En conclusion, je tente de faire un récapitulatif des résultats de cette recherche et évalue, dans quelle mesure, j'ai pu répondre à mes problématiques initiales.

En définitive, ces différents paragraphes entendent s'articuler en suivant le mouvement diachronique des mobilisations collectives en milieu urbain sous le gouvernement Allende. Il s'agit en quelque sorte d'une respiration saccadée, accidentée et conflictuelle de l'Unité populaire, centrée sur certains secteurs sociaux. A chaque fois, en filigrane, j'espère que le lecteur pourra retrouver des éléments de réponse aux questionnements qui forment le soubassement de mes interrogations sur cet épisode fondamental de l'histoire du XX° siècle.

PREMIERE PARTIE

Le Chili de l'Unité populaire

« *Chile vive una crisis profunda que se manifiesta en el estancamiento económico y social, en la pobreza generalizada y en las postergaciones de todo orden que sufren los obreros, campesinos y demás capas explotadas, así como en las crecientes dificultades que enfrentan empleados, profesionales, empresarios pequeños y medianos y en las mínimas oportunidades de que disponen la mujer y la juventud.* [...] *Lo que ha fracasado en Chile es un sistema que no corresponde a las necesidades de nuestro tiempo. Chile es un país capitalista, dependiente del imperialismo, dominado por sectores de la burguesía estructuralmente ligados al capital extranjero, que no pueden resolver los problemas fundamentales del país, los que se derivan precisamente de sus privilegios de clase a los que jamás renunciarán voluntariamente* »

Programa de la Unidad popular (Aprobado por los partidos: comunista, socialista, radical y social-demócrata, el movimiento de acción popular unificado (MAPU), y la acción popular independiente (API), el 17 de diciembre de 1969 en Santiago de Chile)

Chapitre I) Un important héritage historique

Les relations entre le mouvement ouvrier, les partis politiques et l'Etat, l'évolution du mouvement syndical, les conditions socio-économiques et politiques de son développement ainsi que la structure de la classe ouvrière sont des éléments qui expliquent la façon particulière dont les luttes sociales s'articulent au sein du mouvement général de la lutte des classes pendant l'Unité populaire[216]. Nous nous proposons de dégager, à grands traits, les fondements du mouvement social urbain chilien, ses orientations politiques, sa structuration syndicale et son niveau d'organisation.

I – 1) Un Etat de compromis ? Les fondements des relations entre mouvement ouvrier, partis et Etat

Même si certains on pu faire remonter les origines de la formation du prolétariat chilien au début du XVIII° siècle[217], sa véritable genèse se situe aux alentours du milieu du XIX°. Elle est directement liée à l'économie d'enclave et au développement du capitalisme minier dépendant[218]. Les premières formes d'organisations ouvrières sont celles des mutuelles : la première, née en 1854, est la « société typographique de secours mutuel ». Influencées par les théories proudhoniennes, ces sociétés de secours cherchent avant tout à apporter un certain mieux être au travailleur (financement de services médicaux, retraites, activités culturelles) tout en se gardant d'altérer les relations capital-travail ou d'afficher une filiation politique (même si elles sont assez proches du Parti démocrate, fondé en 1887). Les tentatives d'unification restent

---

[216] Outre les ouvrages spécifiques en notes de bas de page, ce paragraphe se base sur les études généralistes suivantes : L. Vitale, *Interpretación marxista de la historia de Chile*, Santiago, PLA, 1967, IV tomos; H. Ramírez Necochea, *Historia del movimiento obrero. Antecedentes siglo XIX*, Santiago, Ed. Austral, 1956 ; A. Witker, « El movimiento obrero chileno » in P. Gonzales Casanova (coord.), *Historia del movimiento obrero en América Latina*, México, Siglo XXI, 1984; V. Alba, *Historia del movimiento obrero en América Latina*, México, Ed. Limusa Wiley, 1964; R. J. Alexander, *El movimiento obrero en América Latina*, México, Ed. Roble, 1967 et enfin J. Godio, *Historia del movimiento obrero latinoamericano*, México, Ed. Nueva Imagen, Col. Nueva Sociedad, 1980, 2 tomos. Voir également, la bonne introduction génèrale de Mario Garcés et Pedro Milos (*Cuadernos de historia popular: serie Historia del movimiento obrero*, CETRAL/CEAL, Santiago, 1983).

[217] C'est le cas notamment de Luís Vitale qui n'hésite pas à parler de « prolétariat » dès l'époque coloniale, ce qui semble une utilisation abusive de ce terme puisqu'il ne s'agit alors que de formes salariales extrêmement embryonnaires, alors que le Chili reste un pays agricole et semi féodal, dont la majorité des travailleurs reste fixée à la terre (voir L. Vitale, *Interpretación marxista de la historia de Chile*, Santiago, PLA, 1967, Tomo II).

[218] P. Vayssière, *Un siècle de capitalisme minier au Chili : 1830-1930*, Paris, Ed. du CNRS, 1980.

d'ailleurs difficiles jusqu'au Congrès social ouvrier en 1900[219]. Quelques temps auparavant, en 1850, avait été fondée la Société des égaux par Arcos Artegui et Franscico Bilbao qui, malgré son rapide démantèlement sous les coups de la répression, témoigne d'une préoccupation de la part de certains intellectuels pour la « question sociale ». Ainsi que le démontre Manuel Barrera dans son étude historique des grèves au Chili, la classe ouvrière acquiert rapidement une pratique de l'action directe et organisée, multipliant les grèves et les conflits, parfois violents, avec l'Etat et le patronat tout en s'incorporant, peu à peu, au sein d'un processus d'organisation du mouvement syndical et des premiers partis ouvriers[220].

La première grande vague de grèves se produit dans le sillage de ce que Sergio Grez a nommé la « régénération du peuple » qui a cours jusqu'à la fin du XIX° siècle : les formes « primitives de révoltes », de rébellions et de banditisme social sont peu à peu remplacées par la grève générale[221]. A cette époque les ouvriers sortent de leur « marginalité totale » pour intervenir directement sur la scène politique nationale. On assiste alors à un processus, dont on peut comparer de nombreux éléments avec ceux décrits par Engels au XIX° siècle, en ce qui concerne l'éveil de la conscience ouvrière anglaise[222]. Ceci signifie donc une évolution de leurs formes d'organisation et le dépassement des limitations du mutualisme : « *la position de subordination sociale, la discrimination politique, la faiblesse matérielle n'empêchèrent pas que les ouvriers se soient constitués en organismes qui évoluèrent, à partir du milieu du siècle, de visées mutualistes à d'autres plus adaptées à la résistance et à la lutte* »[223]. Ces nouveaux organismes sont d'abord à la fin du siècle les « sociétés de résistance » qui naissent sous l'impulsion de l'anarcho-syndicalisme et se consolident essentiellement parmi les ouvriers situés dans le centre du pays (ouvriers maritimes, imprimeurs, ouvriers de la construction, etc.). Dans la période qui suit, l'agitation ouvrière ne fait qu'augmenter. La nécessité de générer de

---

[219] Ce congrès essaie d'unifier les différentes confédérations et ligues de mutuelles. En 1902, il parvient à réunir 169 sociétés mutuelles représentant environ 10.000 associés (voir J. Barria, *Breve historia del sindicalismo chileno*, Santiago, Instituto de Administración, 1967, p. 15).

[220] L'importance de la grève prend ainsi une signification sociologique (d'ordre organisationnel et psychologique) de premier ordre, puisqu'elle détermine en partie la constitution du groupe ouvrier en tant que classe en l'entraînant à se positionner collectivement par rapport au patronat et à l'Etat (voir par exemple M. Barrera, « Perspectiva histórica de la huelga obrera en Chile », Santiago, CEREN, N°9, septiembre 1971, pp. 119-155).

[221] S. Grez, *De la "regeneración del pueblo" a la huelga general. Génesis y evolución histórica del movimiento popular en Chile 1810-1890*, Santiago, Ed. RIL, Coll. Sociedad y Cultura, vol. XIII, 1997.

[222] F. Engels, *La condition de la classe laborieuse en Angleterre*, Paris, Editions Sociales, 1960.

nouvelles organisations se traduit par l'apparition du mouvement des *mancomunales*. A la différence des mutuelles, ce sont des organisations uniquement ouvrières, qui recrutent leurs membres essentiellement parmi le prolétariat des ports et de la mine. Elles permettent là encore d'apporter une certaine protection matérielle à leurs membres avec la gestion de fonds communs, mais ce sont aussi des organisations de luttes, qui conduisent des grèves et appellent à la « défense des travailleurs ». Il s'agit là des origines propres du syndicalisme chilien. La *Combinación mancomunal* de Iquique (fondée en 1901) parvient à fédérer plusieurs milliers de membres et la réunion nationale de la première convention *mancomunal* regroupe, en 1904, 25 délégués de 15 organisations représentant 20 000 affiliés[224]. L'une des caractéristiques à retenir de ces *mancomunales* est leur structuration territoriale et régionale, mais aussi le fait qu'elles regroupent des ouvriers de différents secteurs d'activités économiques : structuration que l'on retrouve d'une certaine façon, lors de l'Unité populaire, avec les Cordons industriels.

Depuis la création des *mancomunales* et des « sociétés de résistance » à la fin du XIX° siècle jusqu'au surgissement de la CUT en février 1953, le mouvement ouvrier s'est constitué en tant qu'acteur national essentiel du développement historique chilien, et ce notamment au travers d'un mouvement syndical puissant qui a permis le renforcement de son unité de classe[225]. L'histoire du mouvement ouvrier chilien est aussi marquée de manière permanente par une oscillation entre période d'autonomie, d'indépendance et de subordination vis-à-vis des institutions étatiques, des partis politiques qui y participent, ainsi que par divers moments d'alliances partielles ou d'opposition frontale avec certaines fractions des classes dominantes[226]. Les deux principaux partis « ouvriers » ont été historiquement le Parti communiste (PC) et le Parti socialiste (PS). Ces derniers ont toujours cherché à canaliser et diriger la force de transformation sociale qu'incarne alors à leurs yeux le prolétariat (surtout la classe ouvrière des mines et de la grande industrie), en tentant d'orienter

---

[223] M. Barrera, « Perspectiva histórica de la huelga en Chile », *Op. Cit.*, p. 131.
[224] A. Witker, *Op. Cit.*, p. 85.
[225] J. Barria, *Trayectoria y estructura del movimiento sindical chileno*, Santiago, INSORA, 1963 ; P. Frias F., *Construcción del sindicalismo chileno como actor nacional*, Santiago, CUT-PET, Vol. I, 1993 et G. Salazar, J. Pinto, *Historia contemporánea de Chile*, Chile, LOM, 1999.
[226] Pedro Milos et Mario Garcés dans leurs cahiers d'histoire populaire utilisent comme critère de périodisation les relations entre le mouvement ouvrier et l'Etat chilien. Par ce biais, ils distinguent plusieurs périodes historiques fondamentales : période de formation (1820-1880) ; période d'exclusion (1880-1920) ; période d'intégration (1920-1970) ; période de participation (1970-1973) et enfin période de nouvelle exclusion qui correspond à la dictature du Général Pinochet (1973-1988). Voir: P. Milos et M. Garcés (Taller de nueva historia), *Cuadernos de historia popular: serie Historia del movimiento obrero*, Santiago, CETRAL/CEAL, N°12, 1983 et en particulier le premier numéro "Criterios de periodizacion".

le mouvement ouvrier en fonction de leurs objectifs et de leurs combats politiques du moment[227].

Par exemple, l'activité de l'Assemblée ouvrière de l'alimentation nationale (AOAN), en 1918-1919, peut sans aucun doute être décrite comme une expérience de pouvoir populaire constituant, au début du siècle, par le degré d'autonomie de classe qu'elle a démontrée. Fruit de la misère sociale que vivent alors les couches populaires (organisant des « marches de la faim » contre la hausse du coût de la vie), elle est aussi la preuve des capacités d'organisation de classe, face à l'Etat oligarchique[228]. Luís Vitale individualise quant à lui, plusieurs autres exemples embryonnaires de « pouvoir populaire » au cours des XIX° et XX° siècles. Tout d'abord, lors des guerres civiles de 1851 et 1859, avec l'organisation fin 1851 du Conseil du Peuple à la Serena ou encore avec la prise de Talca, pendant un mois, sous la direction de l'ouvrier Ramon Antonio Vallejos (19 janvier – 22 février 1859). Autre exemple, l'occupation de Puerto Natales en janvier 1919 par les ouvriers travaillant pour une grande société frigorifique de la Terre de feu (Patagonie). Là encore, ce sont des milliers de travailleurs qui commencent à gérer eux-mêmes la distribution des aliments, l'organisation de la ville. Ils forment d'ailleurs des milices qui s'affrontent aux militaires dépendants du pouvoir central, avant d'être mis en déroute. Enfin, citons les germes d'auto-organisation qui se font jour pendant la dénommée « République socialiste » (4-16 juin 1932). Bien que celles-ci ne durent que quelques jours éphémères, on peut effectivement voir dans les « comités révolutionnaires » et le « front unique révolutionnaire » des expressions latentes de pouvoir populaire[229].

Au-delà du détail des événements, il faut noter qu'à partir de 1924 semble débuter une période de longue durée, que l'on peut qualifier de type « front-populiste »[230] : « *Dans les années vingt s'ouvre une nouvelle phase, au cours de laquelle on prétend conjurer le fantôme de l'insurrection populaire en promouvant une législation intégrative qui exige en même temps un auto-contrôle du capital sur lui-même.* […] *Le conflit social est désormais régulé par la*

---

[227] A. Angell, *Politics and the Chilean labor movement*, Oxford University Press, Oxford, 1972.

[228] L'AOAN étant composée essentiellement d'ouvriers. Pour plus de détails sur cette histoire, voir P. Diego Maestri, L. Pena Rojas, C. Peralta Castillo, *La asamblea obrera de alimentación nacional: un hito en la historia de Chile*, Santiago, Sociedad chilena de sociología, 2002.

[229] L. Vitale, Folleto *¿Que es el poder popular?*, Santiago, Ed. Sembrando, 1994.

puissance étatique. Le processus qui s'ouvre alors, possède un caractère clairement préventif. On peut parler d'un cycle politique de longue durée qui s'étend de 1920 à 1973, caractérisé par la centralité de l'Etat dans le processus économique»[231]. L'arrivée des gouvernements de Front populaire permet une industrialisation partielle, dite de « substitution d'importation », phénomène qui s'accentue par les effets indirects de la Seconde Guerre mondiale sur l'économie chilienne[232]. Sans aucun doute, c'est sur cette base qu'apparaît ce que nombre de sociologues nomment « l'Etat de compromis chilien »[233]. Il s'agit d'une approche inspirée en partie des théories sociologiques "actionnalistes" d'Alain Touraine. L'une des bases de cette réflexion est la *dualisation* des sociétés latino-américaines, notamment du fait de leur dépendance[234]. Croyant déceler la faiblesse de mouvements sociaux autonomes au sein du « système d'action historique », Touraine voit dans la force étatique, le seul acteur capable d'orienter la transformation sociale[235]. C'est sur une telle base théorique que le sociologue français tend à envisager l'ensemble des mobilisations sociales dans leur relation à l'Etat : l'acteur de classe y est décrit comme marginal ou impuissant sans l'action étatique[236]. L'accent est donc mis sur la négociation et le « syndicalisme gestionnaire », qui seraient le fruit

---

[230] Julio Pinto et Gabriel Salazar parlent "d'Etat front-populiste", qui surgirait à partir de 1938 avec le triomphe électoral de Pedro Aguirre Cerda (G. Salazar, J. Pinto, *Historia contemporánea de Chile*, Chile, LOM, 1999, Tomo II, p. 81).

[231] L. Cruz Salas, "Estado, partidos y movimiento obrero" in vvaa, *Para recuperar la memoria histórica. Frei, Allende, Pinochet*, Santiago, Ed. ChileAmerica – CESOC, 1999, pp. 393-394.

[232] Selon Celso Furtado: « *Dans les pays les moins industrialisés, la crise se traduit par le retour à des activités préindustrielles, comme l'agriculture de subsistance ou la prospection minière. Dans les pays les plus avancés, elle suscita une industrialisation par substitution totale ou partielle des biens naguère importés. Mais l'intensité de la crise et le rythme de ces industrialisations furent variables. Très touché par la crise le Chili ne put s'industrialiser qu'à partir des années 1940* » (C. Furtado, *La economía latinoamericana desde la conquista ibérica hasta la revolución cubana*, Editorial Universitaria, Santiago, 1969).

[233] Initialement, la théorie de « l'Etat de compromis » a été avancée par F. Weffort dans ses analyses sur le populisme au Brésil (F. Weffort, *O populismo na politica brasileira*, Rio, Paz e Terra, 1978).

[234] A. Touraine, *Les sociétés dépendantes*, Paris, Duclot, 1976.

[235] Dans cette optique, il n'y aurait pas en réalité de séparation nette entre l'Etat et la société civile au sein des sociétés dépendantes : A. Touraine, *Actores Sociales y sistemas sociales en América Latina*, Santiago, Ed. PREALC, 1987, p. 131.

[236] A. Touraine, *La parole et le sang. Politique et Société en Amérique latine*, Paris, O. Jacob, 1988 (en particulier pp. 323-330).

du développement économique[237]. En ce qui concerne le Chili, A. Touraine parle « *d'un gouvernement des classes moyennes* », à mi chemin « *entre la politique oligarchique de la Colombie et les tendances anti-oligarchiques de la politique argentine* »[238]. La catégorie de « l'Etat de compromis » a été par la suite utilisée par F. Zapata dans son travail sur le mouvement ouvrier[239], et mise en avant par le sociologue Manuel Antonio Garretón[240].

Néanmoins, de telles analyses ont trop souvent signifié une insistance démesurée sur le consensus social et la présence supposée d'un « centre politique », où l'Etat chilien est alors confondu avec un organisme purement technique, flottant au-dessus des classes sociales[241]. Indéniablement, comme le suggère Zavaleta Mercado, le Chili est un peu « *la patrie de L'Etat en Amérique latine* »[242]. **Et il est vrai que l'une des singularités de cette formation sociale a été la capacité des classes dominantes à s'unifier autour cet Etat, mettant en place des institutions assez flexibles pour représenter leurs intérêts (« *l'Etat entrepreneur* » décrit par les historiens Pinto et Salazar), tout en y incorporant certains représentants du mouvement ouvrier. Pourtant, en contrepoint, cette superstructure institutionnelle s'est construite contre toute légitimité et droit à l'autodétermination du peuple**[243]. Comme

---

[237] L'étude, dirigée au Chili, par Alain Touraine sur « *l'adaptation des travailleurs industriels à la vie industrielle et urbaine* » (Touraine, Telle, Brans, Reynaud, *Huachipato et Lota : étude sur la conscience ouvrière dans deux entreprises chiliennes*, Paris, CNRS, 1966) sert, entre autres, de bases aux réflexions de Víctor Nazar, Manuel Barrera, Francisco Zapata et de Roberto Las Casas (la thèse de ce dernier est consacrée au *Comportement ouvrier au Chili*, Doctorat troisième siècle, Paris, EPHE, 1973).

[238] Cette définition a le grand désavantage de tendre à confondre « gouvernement » avec « Etat ». A. Touraine, *La Parole et le sang*, *Op. Cit.*, pp. 318-320.

[239] Selon F. Zapata, le syndicalisme chilien, par le jeu d'actions légales et illégales, a pu donner "*une place aux masses dans la structure de pouvoir*", "*sans pour autant transiger au niveau de leur capacité de mobilisation*". Voir F. Zapata, *La stabilité politique du Chili : quelques hypothèses sur le rôle du mouvement ouvrier*, thèse de troisième cycle en sociologie, Paris X-Nanterre, 1970 et "Las relaciones entre el movimiento obrero y el gobierno de S. Allende", *Cuadernos del Centro de Estudios Sociológicos*, Mexico, N°4, CES, 1974.

[240] M. Garretón, *El proceso político chileno*, Santiago, FLACSO, 1983.

[241] Voir les remarques à ce propos de G. Salazar, J. Pinto, *Historia Contemporánea de Chile*, Santiago, LOM, 1999, T1, p. 19, P. Guillaudat et P. Mouterde, *Op. Cit.*, p. 55 ; S. Spoerer, *Etat et système politique au Chili*, Paris, EHESS, Thèse de troisième cycle, 1978 et N. Lechner, *La democracia en Chile*, Santiago, 1970. On retrouve cette analyse "idéaliste" de l'Etat dans l'ouvrage de Mario Gongora, *Ensayo histórico sobre le noción de Estado en Chile en los siglos XIX y XX*, Santiago, Ed. La ciudad, 1981.

[242] R. Zavaleta Mercado, *El poder dual en América latina*, México, Siglo XXI, coll. Minima, 1974, pp. 9-10 et p. 126. Il serait d'ailleurs motivant d'effectuer une analyse comparée des processus de formations étatiques latino-américaines (voir par exemple : N. Lechner, *Estado y política en América Latina*, Madrid, Siglo XXI, 1981, J.P. Lavaud, *L'instabilité de l'Amérique latine : le cas bolivien*, Paris, L'Harmattan - IHEAL, 1991 et D. Pécaut, *L'ordre et la violence. Evolution sociopolitique de la Colombie entre 1930 et 1953*, Paris, EHESS, 1987).

[243] Par exemple, au cours de l'ensemble de l'histoire chilienne, jamais n'a fonctionné d'assemblée constituante élue par la population. A l'inverse, au cours des trois conjonctures qui virent naître des comités constituants, on observe des interventions de type dictatorial de la part des forces armées (1829-33; 1924 –32 ; 1980 – 89) : voir G. Salazar, *Construcción de Estado*

l'écrit Liliana de Riz : « *La légitimité de la bataille corporative livrée par les partis ouvriers dans les cadres du système avait comme restriction l'exclusion du reste des masses de travailleurs* »[244]. James Petras a montré que cet Etat repose sur la concentration de tous les pouvoirs dans les mains d'une oligarchie, phénomène facilité par un mouvement ouvrier fragmenté[245]. **Les nombreux cycles de répression brutale des travailleurs (les « grands massacres ») font d'ailleurs partie intégrante de la mémoire collective chilienne, de Santa Maria de Iquique en 1907 à Puerto Montt en 1969**[246].

Ainsi, si le régime politique chilien n'est certes pas celui d'une « dictature militaire permanente »[247], on ne peut effectivement parler d'un « Etat de compromis » que si l'on ne le confond pas, comme le font de nombreux auteurs, avec « *une espèce de démocratie consensuelle* », placée hors du temps historique[248]. Comme le remarque José Benado Medvinsky, « l'Etat de compromis » chilien est avant tout un outil de contrôle social aux mains d'une bourgeoisie industrielle hégémonique, et ceci notamment grâce à la mise en place de certaines concessions économico-sociales envers des fractions réduites et spécifiques des classes dominées[249]. A partir de la période des Fronts populaires, partis politiques de gauche et syndicats ouvriers entrent résolument dans l'arène institutionnelle et débutent une politique de négociation avec les élites du pays. Cette intégration tronquée s'effectue en suivant diverses phases distinctes, entre indépendance et collaboration ouverte, et en passant de la participation à l'exclusion de gouvernements successifs[250]. Dans ce cadre, les relations Etat/mouvement

---

en Chile: historia reversa de la legitimidad, Univerdad ARCIS, Documento N°13, diciembre de 1994.

[244] L. de Riz, "La lucha de clase en la sociedad chilena: hipótesis para su interpretación", *Revista Mexicana de Sociología*, México, enero-marzo 1976, año 38, Vol. 38, N°1, pp. 127-149.

[245] J. Petras, *Politics and social force s in Chilean development*, University of California Press, Berkeley-Los Angeles, 1969. Nous revenons sur cette question dans le chapitre suivant.

[246] P. Manns, *Los grandes masacres*, Santiago, Quimantú, Coll. "nosotros los chilenos", 1970.

[247] P. Manns, *Chile: una dictadura permanente (1811-1999)*, Santiago, Editorial Sudamericana, 1999.

[248] Voir les remarques à ce sujet de Luís Cruz Salas, "Estado, partidos y movimiento obrero" in *Para recuperar la memoria histórica. Frei, Allende, Pinochet*, Santiago, Ed. ChileAmérica – CESOC, 1999, pp. 382-426.

[249] J. Benado Medvinsky, *Les origines du mouvement social au Chili (1973-1982): les fondements économiques et politiques*, Paris, EHESS, mémoire de DEA, 1985, pp. 137-138.

[250] Hugo Cancino et Cecilia Castro distinguent plusieurs étapes telle que « collaboration inconsciente », « indépendance relative » et « collaboration consciente » suivant les périodes

ouvrier sont marquées par un phénomène de balancier, alors que se maintiennent plusieurs cycles de répression politique et de mobilisations collectives, portées par les couches sociales mécontentes ou exclues de ce fameux « Etat de compromis ».

I – 2) La décomposition du projet populiste de la « Révolution en liberté »

A partir de 1953, année de création de la Centrale unique des travailleurs (CUT), le syndicalisme et le mouvement ouvrier se trouvent dans une position d'opposition et d'indépendance de classe relative**,** dans un contexte national d'ascension des conflits sociaux, d'inflation économique et de fortes oppositions idéologiques, ayant pour toile de fond la guerre froide et le combat contre le communisme international. La naissance de la CUT incarne plusieurs tendances. D'une part, celle de l'unité syndicale retrouvée sous la direction de Clotario Blest, chrétien révolutionnaire sans filiation partisane directe, qui conduit la CUT à des positions radicales (particulièrement par l'utilisation massive de l'arme de la grève générale)[251]. Allant clairement à « rebrousse-poil » des pratiques politiciennes des divers partis ayant de l'influence dans le mouvement ouvrier, Blest n'hésite pas à développer la CUT, qui reste illégale aux yeux d'une législation extrêmement conservatrice (thème dont la gauche se préoccupe alors peu). Ce n'est pas un hasard si cette nouvelle unité, s'effectue justement, suite à la déroute des partis ouvriers traditionnels face au populisme d'Ibañez et à leur désorientation politique. A la fin des années cinquante, les partis de gauche, ainsi que la Démocratie-chrétienne (DC)[252] se montrent alors temporairement incapables de reprendre la direction du mouvement syndical, comme ils avaient pu le faire avec la centrale antérieure (CTCH). Cette nouvelle direction qu'offre la CUT au mouvement ouvrier permet à celle-ci de jouer un rôle de catalyseur sociopolitique et d'agitation ouvrière, en dehors des canaux de régulation étatique et sur des bases anticapitalistes[253].

(voir H. Cancino, *Poder obrero y popular en Chile 1970-1973*, (thèse-memo ISA), Aarhus, Romansk Institut Aarhus Universitet, mayo 1981).

[251] M. Silva, *Los partidos, los sindicatos y Clotario Blest*, Santiago, Ed. Mosquito, 2000.

[252] A la fin des années cinquante, les démocrates-chrétiens représentent les principaux opposants aux communistes dans le mouvement syndical, remplaçant en ce sens les syndicats anarcho-syndicalistes qui s'en étaient retiré en 1957 (Voir A. Angell, « Los democratas-christianos y el reto al marxismo », *Op. Cit.*, pp. 177 à 214).

[253] La déclaration de principes de la CUT affirme : « *Que le régime capitaliste actuel, fondé sur la propriété privée de la terre, des instruments et des moyens de production, ainsi que sur l'exploitation de l'homme par l'homme, qui divise la société en classes antagonistes : exploitées et exploiteuses, doit être substitué par un régime économico-social qui liquide la propriété privée jusqu'à l'avènement d'une société sans classes* ». Elle ajoute que sa méthode de lutte est celle « *de la lutte des classes et l'indépendance à l'égard du gouvernement et du sectarisme des*

De fait, dès les premiers mois de son existence, la CUT doit réaffirmer son désir d'autonomie, face à la nomination de l'un de ses dirigeants Ministre du travail du gouvernement de l'ex-dictateur Carlos Ibañez (1952-58). En conformité avec ses statuts, le dirigeant syndical est sommé d'abandonner son poste de direction à la CUT[254]. **Au début des années 60, le mouvement ouvrier chilien se trouve malgré tout dans un rapport de forces bien plus défavorable que ce qu'il a connu lors des 15 années précédentes[255]. C'est dans ce contexte que la période d'indépendance « exceptionnelle » de la CUT, prend fin** : en 1961, le PC reprend le contrôle de la centrale pour la diriger, avec les socialistes et la DC, jusqu'au coup d'Etat de 1973. La centrale redevient, ainsi, une courroie de transmission des partis et perd de ce fait une part de son autonomie[256]. L'échec aux présidentielles de 1964 du candidat de la gauche (Salvador Allende), soutenu par la CUT et l'élection d'Eduardo Freí (démocrate-chrétien – DC), accentue cependant l'opposition entre le mouvement syndical et le gouvernement[257]. Dès 1966, on assiste à une restructuration du mouvement social, qui concerne particulièrement le prolétariat urbain industriel et les secteurs ouvriers liés à la mine, les salariés de la fonction publique (éducation), les employés de la banque, le mouvement étudiant, le mouvement *pobladores*[258] et un mouvement paysan en pleine expansion.

En effet, durant le gouvernement Freí, on enregistre une augmentation d'environ 125 % du nombre d'affiliés aux différents syndicats. C'est dans cette conjoncture que s'accélère la décomposition du projet populiste démocrate-chrétien[259]. Il s'agit de l'époque, où l'ensemble des partis ouvriers exaltent les conquêtes sociales de la Révolution cubaine, opposée à la dénommée « Révolution en liberté » des Démocrates-chrétiens, qui s'inclut directement dans le plan prévu par l'administration Kennedy pour contenir l'avancée de la vague révolutionnaire qu agite alors l'Amérique Latine. Le plan « desarollista » de la démocratie-chrétienne (DC) met en

---

partis ». Voir J. Barria, *Historia de la CUT*, Santiago, Ed. Pla, 1971 et la thèse de doctorat d'Augusto Samaniego Mesias, *Les stratégies syndicales de la « Central Unique des travailleurs » et l'action sociopolitique des salariés (1953-1973)*, Paris, Paris VIII, thèse de doctorat en sociologie, 1998 (particulièrement les pages 118 à 141).

[254] Il s'agissait du syndicaliste Leandro Moreno (J. Barria, *Historia de la CUT*, *Op. Cit*, p. 62).

[255] M. Barrera, « Perspectiva histórica de la huelga obrera en Chile », Santiago, CEREN, N°9, septiembre 1971 et C. Pizarro, *La huelga en Chile. 1890-1970*, Santiago, Ed. SUR, Col. Estudios Históricos, 1986.

[256] Sur cette reprise en main et l'éviction de Clotario Blest, le récit d'Humberto Valenzuela (dirigeant trotskyste de la CUT) est particulièrement intéressant : *Historia del Movimiento obrero Chileno*, Santiago, 1972.

[257] Selon la chronologie d'Alberto Cuevas, il s'agit de la période « d'opposition » de la CUT (« La experiencia de la CUT (1953-1973): una visión critica », *Chile-América*, Bruxelles, N°84-85, janvier-mars 1983, pp. 27 à 34).

[258] Habitants des quartiers pauvres et des bidonvilles : voir le paragraphe consacré à la dynamique du mouvement *pobladores*.

[259] A. Wallon, « Perspectives actuelles de mouvement ouvrier au Chili », *Les Temps Modernes*, Paris, juin 73, pp. 1977 à 2005.

place un train de réformes importantes. Ce programme démontre clairement le poids accentué de la bourgeoisie industrielle au sein des classes dominantes, puisqu'il s'agit aussi de stimuler certaines branches de l'industrie à travers la fusion avec les capitaux étrangers. Elle signifie également la mise en place de mesures destinées à répondre aux goulets d'étranglement structurels, que connaît alors l'économie chilienne comme à une demande sociale grandissante : « chilénisation » du cuivre, réforme agraire, programme de construction d'habitations, réforme éducative…[260]. Dès cette époque, on note le décalage croissant entre la direction du mouvement ouvrier et la pratique des luttes à la base, qui tendent à déborder l'ensemble des appareils de représentation et de médiation sociales traditionnels. Rapidement, le gouvernement choisit l'option de la répression ouverte. Avec par exemple, la tentative d'écrasement de la grève générale du 23 novembre 1967 contre le projet de réajustement de salaires (5 morts et plusieurs centaines de blessés), ou encore les violences policières contre les *pobladores*, qui étaient pourtant l'une des bases électorales de la DC.

Dans ce contexte, les formes que prend l'action revendicative du mouvement syndical changent qualitativement et quantitativement. En effet, il se produit un net retournement de tendance car la grève prend le pas sur la négociation collective. Il se déroule 723 grèves légales en 1965, chiffre qui atteint 1142 en 1967 pour redescendre à 977 en 1969, certainement du fait de l'hégémonie de la gauche sur le mouvement ouvrier et qui pousse à une accalmie à l'approche des élections présidentielles. Autre signe important de la crise de domination du capitalisme dépendant que vit alors le Chili : il se produit un saut qualitatif dans le rapport entre actions légales et actions illégales des grévistes. Dans les premières années de la décennie, la proportion de grèves illégales dans la totalité des conflits s'élève déjà à 72, 6% (ce qui souligne en partie le caractère archaïque de la législation du travail). Ce pourcentage augmente à 77,4% pour la période 1967-69 et jusqu'à 89,2% des conflits au début du gouvernement Allende. D'autre part, à partir de 1968, se manifeste une forte tendance vers des pratiques novatrices de la grève, avec occupation des usines et barrage des routes. En ce qui concerne les secteurs des salariés les plus impliqués dans ces luttes, la classe ouvrière minière et industrielle reste, bien

---

[260] Voir L. Vitale, "El primer gobierno DC: Eduardo Freí Montalva" in VVAA, *Para recuperar la memoria histórica. Frei, Allende, Pinochet*, Santiago, Ed. ChileAmerica – CESOC, 1999, pp. 111-173, et H. Vega Tapia, "Le populisme démocrate-chrétien 1964-1970" in *L'économie du populisme et le projet de passage au socialisme proposé par l'Unité populaire*, U. Aix-Marseille II, Thèse d'Etat en économie, 1981, pp. 85 – 100.

sur, dominante du fait de son poids relatif dans l'économie, mais ce sont les paysans et les ouvriers du bâtiment et de la construction qui se montrent les plus actifs pour cette période[261].

On peut donc parler d'une discontinuité, voire d'une rupture dans les formes que prend la lutte des classes, à partir de 1964[262]. Ainsi que le remarque justement le sociologue Manuel Antonio Garretón dans son analyse du processus politique chilien, c'est bien la légitimité même du système capitaliste dépendant qui est alors en crise[263]. C'est donc dans un cadre sociopolitique particulièrement agité et dynamique que l'Unité populaire doit faire ses preuves.

[261] L'ensemble de ces données sont tirées des analyses de Ruy Mauro Marini sur « Développement industriel dépendant et crise de domination » (voir R. M. Marini, *El reformismo y la revolución. Estudios sobre Chile*, México, ERA, 1976.). Ces analyses sont également reprises par Augusto Samaniego, « Le mouvement de masses », *Op. Cit.*, pp. 261 – 267.

[262] O. Mac-Clure, « La acción reivindicativa sindical en Chile », *Proposiciones*, Santiago, N°17, 1989, pp. 110-123; C. Pizarro, *La huelga en Chile. 1890-1970*, *Op. Cit.* et pour une vision synthétique : J. Magasich, « Les mouvements sociaux au Chili : 1967-1973 », *Chili, un pays laboratoire*, Maison de l'Amérique Latine, colloque organisé à Bruxelles, 1998, pp. 37-46.

[263] M. A. Garretón, *El Proceso político chileno*, FLACSO, Santiago, 1983

Chapitre II) Quelques éléments du mouvement social urbain en 1970

Une clef d'analyse essentielle pour comprendre le processus révolutionnaire chilien est la compréhension, d'une part, de la réalité économique et sociale du Chili en 1970, d'autre part, celle de sa structuration sociale (en particulier de la classe ouvrière). Enfin, il est nécessaire d'analyser la composition et l'organisation du mouvement syndical, mais aussi celle d'autres secteurs dominés de la population urbaine (les *pobladores*). **Si l'on reprend la formule du politologue Sidney Tarrow, l'objectif est d'aborder les éléments déterminants de ce « pouvoir en mouvement » et de la « contestation collective »[264]. Ainsi que le rappellent des sociologues français, l'intérêt est de rechercher « l'en soi » du processus conflictuel, l'ensemble des déterminations structurelles qui puissent aider à rendre compte de ce que le « pour soi » organisationnel et cognitif ne restitue pas de façon intégrale**[265]. Ce travail doit nous aider à comprendre la réalité du mouvement social urbain à cette époque et les articulations particulier/universel ; revendications immédiates/revendications sociétales[266].

II – 1) La réalité socio-économique en 1970 : pauvreté, dépendance et contradictions de classes

La réalité chilienne au moment de l'élection de Salvador Allende est celle d'une société fortement inégalitaire et marquée par une division de classes très prononcée. Comme le souligne Cecilia Cassassus-Montero : "*La moitié de la population active reçoit en 1969, un revenu moyen de 35 dollars par tête, c'est-à-dire que pour la grande majorité le problème demeure d'avoir un toit, du pain et un habit*"[267]. C'est cette réalité matérielle et ses conséquences en terme de vie quotidienne, accès à la culture et de mobilisation sociopolitique, qui sont à l'origine des mouvements sociaux des années soixante / soixante dix. A cette époque la structure sociale est la suivante :

---

[264] S. Tarrow, *Power in movement, social movements, collective action and politics*, Cambdrige University Press, 1994.
[265] S. Béroud, R. Mouriaux, M. Vakaloulis, *Le mouvement social en France*, *Op. Cit.*, pp. 60-61.
[266] Et ce contre les théories de la sociologie actionnaliste sur l'Amérique latine. Ainsi, A. Touraine dans son livre *La parole et le sang* s'insurge contre toute idée de l'existence d'un mouvement social urbain en Amérique latine et plus encore contre toute « illusion » de l'existence de mouvements révolutionnaires urbains. Pour le sociologue, c'est particulièrement le cas des actions collectives issues des « *quartiers défavorisés* ». Voir A. Touraine, *La Parole et le sang*, *Op. Cit.*, pp. 240-248.
[267] C. Casassus-Montero, *Travail et travailleurs au Chili*, Paris, La Découverte, 1984, p. 34.

Tableau N° 1 : Répartition de la main d'œuvre selon le type d'occupation socioprofessionnelle (1970)

Activité professionnelle	Chiffres en milliers de personnes	Chiffres en pourcentage
Ouvriers	1 388,3	46,3
Employés	722, 7	24,1
Travailleurs Indépendants	665,7	22,2
Autres	173,9	5,6
Patronat	48,0	1,6
TOTAL de la population active occupée	2 998,6	100

Source : ODEPLAN, Santiago, 1971

Ainsi, en 1970, la société chilienne est avant tout composée par des salariés et plus de 85% de la population active est formée par des groupes sociaux vivant uniquement de leur force travail[268]. De plus, au moment d'envisager la composition de cette structure sociale, il est nécessaire de souligner, comme le fait la sociologue Marie-Noëlle Sarget, que l'ensemble composé par la bourgeoisie et la petite bourgeoisie propriétaire est inférieur à 15% de la population, alors que le bloc formé par le prolétariat, le semi-prolétariat et le sous-prolétariat dépasse 58% de la population (Voir tableau fournit en Annexe 2). **A cette majorité populaire s'ajoute une fraction plus aisée du salariat, que l'on peut qualifier de**

[268] C'est ce que l'intellectuel communiste J. Cadémartori appelle alors « les masses travailleuses » (J. Cadématori, *La economía chilena*, Santiago, 1968, p. 277).

« couche moyenne salariée ». Il s'agit avant tout des secteurs dits « professionnels » (et souvent dénommés *empleados*, soit « employés ») qui correspondent à environ un quart de la population active occupée : en général, des salariés des entreprises privées et publiques qui ne sont pas « ouvriers », ainsi que les fonctionnaires de niveau moyen et supérieur. La grande majorité de ceux-ci partagent les conditions de vie de la classe ouvrière et, si l'on prend en compte leurs revenus, ils se trouvent parfois inférieurs à ceux des ouvriers qualifiés des grandes industries. Leur « vision du monde » et valeurs identitaires collectives sont pourtant souvent étrangères à cette classe. Ces employés possèdent leurs organisations syndicales propres, séparées des syndicats ouvriers. Ces données sont d'importance puisque de nombreux auteurs ont souvent amalgamé trop rapidement, la petite bourgeoisie propriétaire avec les couches moyennes salariées sous la catégorie floue, voire erronée sociologiquement, de « classe moyenne ». Ceci sans comprendre que, du point de vue de la structure de classe de la formation sociale chilienne, ces couches de la population appartiennent au salariat (non pas à la petite ou moyenne bourgeoisie) et, donc, qu'elles sont potentiellement mobilisables, d'un point de vue politique, autour du bloc populaire que prétend diriger la gauche.

Selon l'*Informe económico anual* de 1970, publié par l'ODEPLAN (organisme de planification nationale), l'évolution de la distribution du revenu national est à l'image de celle de la propriété : en constante concentration depuis 1960. **Les revenus provenant des salaires sont passés, entre 1960 et 1969, de 18.4 % du revenu national à 16.2%. En 1968, 1 % de la population reçoit plus de 10 % du revenu, alors que 30 % des familles chiliennes ont un revenu <u>total</u> inférieur à un salaire minimum vital et que 60 % d'entre elles n'atteignent pas la somme équivalente à deux salaires minimum**. Dans ces conditions, il se crée une structure productive diversifiée, mais sous-utilisée, car elle répond à une demande très restreinte et souvent somptuaire (19 % des familles absorbent plus de 50 % des produits industriels) [269]. Cette distorsion est à l'origine d'une augmentation du chômage à la fin des années soixante : par exemple, pour le grand Santiago, l'armée industrielle de réserve représente 7 % de la main d'œuvre en juin 1970, alors qu'elle était de 5.6 % en mars 1968. On assiste même à des taux supérieurs à 10 % dans certaines villes (Concepción ou Talcahuano en

[269] ODEPLAN, *Informe económico anual 1970*, Santiago, Ed. Universitaria, 1971. Si l'on prend comme base 100 l'indice du revenu moyen national au moment de l'Unité populaire, celui des ouvriers est lors de 56 alors que celui du patronat est de 237, cette différence est encore plus grande pour le grand Santiago : indice 58 pour les ouvriers contre 276 pour les grands entrepreneurs de Santiago (source : *Boletín économico de América latina*, New York, Vol. XVIII, 1973, p. 27 ; cité par T. L Ogurtsova, P. Lau, « Estructura y situación de la clase obrera chilena en

avril 1970, par exemple) ou branches d'activité (la construction particulièrement où le taux de chômage est supérieur à 17,2 % en juin 1970)[270].

Toujours selon les statistiques officielles, lors de l'arrivée de l'UP à la tête de l'exécutif, environ 1 million 265 mille personnes (soit quasiment la moitié de la population occupée) reçoivent des revenus inférieurs à un salaire minimum, dit « salaire vital »[271]. On trouve dans ce groupe 67 % des ouvriers, 8 % des employés et 53 % des travailleurs indépendants. **Ce qui signifie qu'en 1970, la grande masse des travailleurs chiliens perçoit des salaires qui ne leur permettent pas de satisfaire leurs nécessités matérielles minimales**. Le salaire minimum ne suffit alors pas pour acheter les aliments indispensables à une nutrition permettant un fonctionnement biologique équilibré. Les services médicaux du gouvernement estiment qu'en 1971, 47 % des femmes et des hommes du Chili sont sous-alimentés par rapport aux normes établies au niveau international ; d'où l'importance de la malnutrition, souvent dénoncée par Allende (qui était médecin de formation)[272]. Des recherches effectuées à Santiago en 1968 montrent à quel point cette situation affecte la vie quotidienne des classes dominées. Par exemple, le bulletin économique des Nations Unies de 1973 démontre qu'à cette époque seulement 1% des ouvriers du grand Santiago peuvent espérer atteindre un niveau d'instruction de type universitaire, alors que 80% d'entre eux ne dépasseront pas le niveau scolaire primaire[273].

Ce déséquilibre structurel découle de la forte concentration des richesses entre les mains de grands propriétaires chiliens et étrangers, phénomène aggravé par la crise économique en cours depuis 1967, suite à l'incapacité du président Freí à réactiver l'économie et à satisfaire les demandes sociales. Un rapport du gouvernement cite l'exemple suivant : « *En 1968, le revenu par tête que recevait 1 % de la population était 69 plus élevé que le revenu que recevait 10 % de la population*»[274]. Si l'on envisage la distribution des revenus entre le capital et le travail,

---

vísperas de las elecciones presidenciales de 1970 », *Anuario del Centro de Estudios Ibero-americanos de la Universidad Carolina de Praga*, Praga, Año IX, 1975, p. 126).

[270] Oficina de informaciones y radiodifusión de la presidencia de la republica, *El pensamiento económico del gobierno de Allende*, Santiago, 1971, p. 17.

[271] En 1971, le salaire vital est fixé à 1016, 96 escudos. Chiffres tirés de : Salvador Allende, *La realidad social de Chile*, Oficina de informaciones y radiodifusión de la Presidencia de la republica, Santiago, 1972.

[272] Voir S. Allende, *La Realidad Médico-Social Chilena*, Santiago, Casa de Chile, 1939.

[273] Le niveau de mortalité infantile en 1970 au Chili est l'un des plus élevés du monde et affecte en priorité les classes pauvres. Voir T. L Ogurtsova, P. Lau, « Estructura y situación de la clase obrera chilena en vísperas de las elecciones presidenciales de 1970 », *Op. Cit.*, pp. 123-143.

[274] Voir « Redistribución del ingreso » in *La realidad social de Chile*, *Op. Cit.*, p. 12.

entre les années cinquante et 1968, au niveau de l'industrie manufacturière, on peut constater que l'accroissement de ce secteur productif s'accompagne également d'un accroissement de l'inégalité de la distribution des richesses[275].

D'une manière générale, l'économie chilienne en 1970 est marquée par un dualisme important entre un capitalisme monopoliste (privé et d'Etat) moderne et des pans entiers de l'économie abandonnés à l'exploitation latifundiaire ou à de multiples minis entrepreneurs. Cette disjonction est l'un des traits communs des économies latino-américaines semi-industrialisées qui souffrent du développement inégal et combiné du à leur dépendance envers les pays capitalistes « du centre ». Bien qu'il s'agisse forcément d'une simplification, on peut accepter les propositions de l'économiste Sergio Ramos qui résume les caractéristiques de l'économie chilienne ainsi :

1) Caractère dépendant sur le marché mondial
2) Caractère monopoliste, avec forte concentration du capital au niveau de l'agriculture, de l'industrie, de la mine, de la distribution et du secteur financier
3) Présence d'un capitalisme d'Etat imposant et d'une action étatique forte dans le champ économique

La dépendance du Chili à l'égard de l'impérialisme est l'une des caractéristiques essentielles de l'histoire économique et sociale de ce pays. Le processus de formation de l'économie nationale s'est effectué en fonction du secteur exportateur : autour du blé et du nitrate, puis du salpêtre et du cuivre. En un siècle (1860-1960), le Chili s'est doté d'une organisation étatique moderne et d'une activité économique relativement diversifiée. Mais il demeure toujours dépendant des capitaux étrangers, et ceci tout d'abord dans les domaines les plus lucratifs : la mine et l'industrie moderne, ce qui provoque une dépendance également en termes financiers et technologiques. L'extraction du cuivre, activité essentielle, est dominée par des compagnies étasuniennes telles que l'*Anaconda Sales Corp*., la *Kennecott Sales Corps.* ou encore la *Braden Copper Co.*[276]. Cela se traduit par une dette externe vertigineuse, caractéristique commune a tous les pays de la périphérie du systéme-monde. Ainsi, **Allende reçoit la gestion d'un pays qui est, en 1970, l'un des plus endettés du monde (juste derrière Israël) avec une dette externe de 4226 millions de dollars, ce qui équivaut à payer**

---

[275] Voir S. Aranda, A. Martínez, *La Industria y la agricultura en el desarrollo económico chileno*, Santiago, Instituto de Economía y Planificación, 1970, p. 63.

[276] Selon les calculs du gouvernement de l'UP, les compagnies étrangères avec un investissement initial d'environ 30 millions de dollars ont retiré de ces mines durant les 45 ans précédents l'année 1971, plus de 4500 millions de

3271 millions de dollars de crédit et 955 millions d'intérêts. A cette date, en fonction des accords internationaux et du « Club de Paris » (regroupement des pays créditeurs), le gouvernement doit faire face à des échéances difficiles à honorer : sur trois ans, il doit payer 30 % de la dette totale contractée lors des 15 années précédentes, soit plus de 1000 millions de dollars par an. Il faut savoir que le commerce extérieur du pays, c'est-à-dire essentiellement la vente des métaux, quelques produits agricoles, de la pêche et des dérivés de l'industrie du bois, représente un revenu d'environ 1150 millions de dollars par an. En ce qui concerne les importations, le pays fait venir de l'étranger des machines et des pièces de rechange, des produites pharmaceutiques, pétroliers et alimentaires. Selon les chiffres de l'Office de planification, si le pays devait s'acquitter de ses engagements auprès des pays créditeurs, tout en maintenant son niveau d'importations, le Chili se retrouverait avec l'obligation de dépenser 1600 millions de dollars (soit 450 millions de dollars de plus que ses revenus). Ce problème central pour l'ensemble de la politique de l'UP reste non résolu durant toute la période, avec des avancées et des reculs sur la négociation d'accords dit « Stand By » avec le Fond Monétaire International.

L'étude commandée par l'administration Freí à la fin de son mandat, et publiée en 1970, permet de mesurer l'ampleur de cette dépendance[277]. Alors qu'il semble que la convention statistique sous-estime la participation réelle du capital étranger, cette étude conclut que **le capital étranger contrôle 1/4 des entreprises privées. Par ailleurs, ce contrôle impérialiste est, dans ces années-là, en forte augmentation dans les branches les plus dynamiques de l'économie : papier, production métallique, machinerie, textile. En outre, étant donné la dispersion des actionnaires nationaux, les capitaux étrangers se trouvent majoritaires dans plus d'un tiers des 160 entreprises industrielles les plus importantes**[278]. Cette domination étrangère sur les secteurs les plus développés explique l'impact sur l'économie

---

dollars. Les bénéfices nets entre 1960 et 1970 pour la compagnie américaine Anaconda sont de 500 millions de dollars (Ces chiffres comme ceux qui suivent sont issus de : *La realidad social de Chile*, *Op. Cit.*).

[277] Cité par A. Joxe, *Le Chili sous Allende*, Paris, Gallimard, 1974, p 31.

[278] Selon S. Ramos : "*Una característica muy importante de la penetración del capital extranjero en el sector industrial chileno es que el se radica principalmente en las mayores empresas, en las que tienen un papel dominante en la estructura industrial en su conjunto y en las distintas ramas*" in *Op. Cit.*, p. 50. Consulter également : CORFO, *El desarrollo industrial en Chile*, mimeog., Santiago, 1966.

chilienne des mesures coercitives décidées par les Etats-Unis pendant l'Unité populaire (mesures de blocus économique alliées à celles, occultes, des services secrets états-uniens)[279].

Aux côtés de ce secteur monopoliste dynamique coexistent des secteurs entiers arriérés et peu productifs. Par exemple, en 1960, les campagnes sont encore régies par le système quasi féodal de l'*hacienda*; alors que les 2% de propriétaires terriens qui possèdent plus de la moitié des terres, les laissent en grande partie improductive. En ce qui concerne la concentration industrielle, secteur économique au cœur de la dynamique du « pouvoir populaire », elle est importante. Cette concentration et centralisation du capital industriel sont le pendant de l'existence d'un grand nombre de petites et moyennes industries, majoritaires en nombre mais dominées par le grand capital. C'est cette structuration qui donne en grande partie son visage hétérogène à la classe ouvrière (sujet analysé dans le paragraphe suivant).

Pour conclure, au moment de l'arrivée de l'Unité populaire à la tête de l'exécutif chilien, l'économie chilienne se trouve dans une conjoncture tendancielle dépressive. L'inflation a repris une courbe ascendante depuis 1967, la croissance reste très lente et tend au ralentissement : moyenne de 0,6% entre 1967 et 1970 contre 3,5% entre 1965 et 1966 (croissance *per capita*)[280].

II – 2) Une classe ouvrière importante, mais fortement fragmentée

La formation de la classe ouvrière chilienne est, bien entendu, le fruit du développement, inégal et combiné, du capitalisme dans ce pays[281]. A une autre échelle, on retrouve ce phénomène dans la formation de l'ensemble des classes sociales, ainsi que dans l'urbanisation du pays. De 1940 à 1950, la politique d'industrialisation partielle (par substitution d'importation) a concentré dans des villes de plus de 50 000 habitants, plus de la

---

[279] Voir : *Los documentos secretos de la ITT*, Santiago, Ed. Quimantú, 1972 et The National Security Archive, *Chile and the United States: Declassified Documents relating to the Military Coup, 1970-1976*, Washington in http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB8/nsaebb8.htm

[280] Source ODEPLAN (cité par S. Ramos, *Op. Cit.*, p. 111).

[281] M. Casteneda Fuertes, « Algunas características de la clase obrera chilena entre 1925 y 1970 », *Casa de las Amétricas*, Vol. 15, N° 86, octubre de 1974, p. 106.

moitié des citadins[282]. **Cette forte émigration rurale s'accentue dans les décennies suivantes et contribue à la formation d'une importante classe ouvrière urbaine[283], fortement hétérogène : avec d'un côté, des secteurs liés aux secteurs modernes de l'industrie et de la mine, organisés syndicalement, disposant d'avantages économiques relativement importants et de l'autre, des travailleurs flottants, moins qualifiés et politisés, peu intégrés aux structures syndicales** et soumis à des conditions de travail et d'exploitation « extrêmes ».

D'après les chiffres fournis par ODEPLAN en 1971 pour l'année 197O, on peut constater le poids de la classe ouvrière au sein de la société chilienne qui, avec 46.3 % de la population active occupée (PAO) forme le secteur social le plus important. Cette proportion correspond à environ un million quatre cent mille personnes (auxquels on pourrait ajouter le noyau familial dont le revenu de l'ouvrier est la ressource principale). A titre de comparaison, rappelons que le patronat (les propriétaires de moyens de production) ne représente alors que 1,6% de la PAO[284]. Pour ce qui est du prolétariat urbain *stricto sensu*, on peut distinguer : les ouvriers de la manufacture (grande industrie, moyenne entreprises et artisanat); le prolétariat minier; le prolétariat non manufacturier regroupant les travailleurs du bâtiment, des services, du commerce. De fait, ce prolétariat urbain est extrêmement hétérogène et cette hétérogénéité a des conséquences fondamentales sur les formes de luttes du mouvement ouvrier. Par exemple, le secteur minier a une tradition d'action qui tend vers le corporatisme du fait de sa position économique privilégiée en tant « qu'aristocratie ouvrière ». Là encore, une telle différenciation

---

[282] Chiffres fournis par H. Vega, *L'économie du populisme et le projet de passage au socialisme proposé par l'Unité populaire*, *Op. Cit.*, p.76.

[283] Ce phénomène est décelable au niveau continental, quoique avec de fortes différences et entraîne également le développement des employés liés à l'Etat, d'une classe moyenne et la tertiarisation de l'économie. Voir P. Vayssière, *L'Amérique latine de 1890 à nos jours, Op. Cit.*, pp. 109-110.

[284] Ernest Mandel rappelle qu'il ne s'agit aucunement d'une spécificité chilienne, mais du produit des rapports centre-périphérie : "*Le prolétariat des pays semi-coloniaux et celui d'Amérique latine en particulier, se caractérise par le fait que son poids objectif - même lorsqu'il est réduit - dépasse toujours celui de la bourgeoisie autochtone. C'est là une des clefs pour comprendre le comportement politique de cette bourgeoisie. Ce fait à une racine économique évidente. Les salariés travaillent à la fois pour le capital impérialiste et pour la bourgeoisie autochtone* » (« Classes sociales et crise politique en Amérique latine », *Critique de l'économie politique*, Paris, N°16-17, Avril-septembre 1974, pp.20-21,).

structurelle n'est pas l'apanage du Chili et a pour conséquence, au niveau de toute l'Amérique Latine, la division du prolétariat en de multiples composantes, avec des « *origines sociales différentes, souvent des niveaux de vie et des conditions de vies différentes et presque toujours des traditions de lutte, des niveaux de conscience et des niveaux de syndicalisation et de combativité non moins inégaux. C'est dire que leur organisation et leur entrée sur l'arène politique se fera de manière généralement différenciée et non synchronique* »[285].

Le caractère de l'industrialisation partielle du Chili et son urbanisation sont essentiels pour comprendre la dynamique sociopolitique qui s'engage à partir des années 60. En ce sens, il faut insister sur le poids que prend progressivement le secteur manufacturier dans l'économie chilienne et ce, particulièrement, dans le "grand Santiago". En 1930, 15, 7% de la force de travail appartient à l'industrie manufacturière, en 1950, 19 % et en 1960, 24%. La participation de l'industrie dans le PNB passe de 13,8% en 1930 à 21,5 en 1960. Entre 1960 et 1967, alors que la PAO augmente de 16%, « *les secteurs les plus favorisés sont le textile, les équipements de transport, les produits métalliques et ce sont au sein de ces secteurs que l'activité revendicative ouvrière est la plus importante* »[286]. Parallèlement à cette évolution, le taux de chômage connaît une diminution notable passant de 8% en 1961 à 3,1% en 1972. La baisse numérique de l'armée industrielle de réserve favorise également le renforcement des liens de solidarité à l'intérieur du salariat, en diminuant la pression sociale qu'elle provoque sur les travailleurs.

Comme le remarque Luís Cruz Salas, cet ensemble de transformations participe d'un même mouvement à l'échelle internationale, car « *des transformations similaires sont vécues au même moment sous d'autres latitudes.* […] *Le cycle de lutte du mouvement ouvrier français suit un rythme plus ou moins similaire à celui du Chili.* […] *Le nouvel « esprit du monde » trouve sa base dans les transformations qu'expérimentent les classes ouvrières dans pratiquement tous les pays capitalistes* »[287]. **En parallèle à cette importante transformation s'en effectue une autre : le surgissement d'une nouvelle génération ouvrière qui naît sous l'impulsion de la modernisation industrielle issue du nouveau modèle d'accumulation du capital, fruit de l'épuisement de la phase de substitution d'importation. L'un des points importants de cette modification est la plus forte pénétration du capital étranger, qui se substitue en partie à l'accumulation interne et donc la *transnationalisation de l'économie*.**

---

[285] E. Mandel, « Classes sociales et crise politique en Amérique latine », *Op. Cit.*, p. 22.
[286] L. Cruz Salas, "Estado, partidos y movimiento obrero", *Op. Cit.*, pp. 386-387.
[287] Ibid., pp. 387-388.

Ce phénomène provoque à son tour des transformations dans l'organisation et la structure de classe de ces pays[288]. **De manière générale, l'industrie emploie désormais une classe ouvrière jeune, dans des établissements modernes et de taille relativement importante. Cette nouvelle période économique produit un changement et une augmentation des activités syndicales, ainsi qu'un aiguisement des luttes de classes au niveau continental**. Ainsi que le diagnostique le chercheur nord-américain Ian Roxborough : « *A la fin de la décennie des années 60, la période de relations de travail relativement pacifiques et institutionnalisées des deux décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, passe à une période de nouveaux conflits entre le capital et le travail* »[289]. Cette donnée a inévitablement une influence importante sur la manière dont va se mobiliser le mouvement ouvrier, ouvrant ainsi ce que le politologue Sydney Tarrow nomme « *un nouveau cycle de contestation* », cycle qui voit son apogée durant l'Unité populaire[290].

II – 3) Organisation, forces et limites de la structuration syndicale chilienne

D'une manière générale, le syndicalisme chilien est constitué depuis les années trente par un grand nombre de petits syndicats, ayant finalement peu de moyens de pression dans le cadre strictement légal. Selon les chiffres disponibles pour l'année 1968, la taille moyenne des syndicats est de 155 membres, alors que la grande majorité d'entre eux (63%) possède moins de 100 affiliés. Dans les années qui suivent, cette tendance à l'atomisation s'accentue, avec l'augmentation de la syndicalisation dans les entreprises moyennes du secteur urbain[291]. En effet, la législation du travail définit une structure syndicale « émiettée », composée d'une multitude de syndicats, disposant de peu de ressources[292]. La plupart des normes régulant les relations industrielles sont issues du code du travail de 1931.

---

[288] Voir P. Salama, "Vers un nouveau modèle d'accumulation", *Critique de l'économie politique*, Paris, N°16-17, Avril-septembre 1974, pp. 42-90.

[289] Voir Ian Roxborough, « El nuevo sindicalismo entre finales de los anos sesenta y principios de los ochenta », in "La clase trabajadora urbana y el movimiento obrero desde 1930 », pp. 175-183, *Historia de América Latina: política y sociedad desde 1930*, Barcelona, Cambridge University Press/Critica, T. 12, 1997, pp. 132-192.

[290] S. Tarrow, *Power in movement, social movements, collective action and politics*, Cambridge, Cambdrige University Press, 1994.

[291] A. Angell, *Op. Cit.*, p. 65.

[292] M. Barrera, *La participación social y los sindicatos industriales en Chile*, Ginebra, Documento de trabajo interno, International Institute For Labour Studies, 1970.

Cette législation est le fruit de propositions législatives des deux principales forces politiques des années vingt (libéraux et conservateurs) et dresse une architecture légale qui cherche à contrôler de manière autoritaire le syndicalisme, à l'atomiser et à en empêcher la radicalisation politique[293]. Trois types de syndicats existent en 1970 : syndicats ouvriers (*sindicato industrial*), syndicats des employés (*sindicato profesional*) et syndicats agricoles. La formation de syndicat dans la fonction publique est supposée interdite, mais ceux-ci ont été progressivement reconnus par divers gouvernements. Pour former un syndicat, les ouvriers doivent faire partie d'une entreprise de plus de 25 personnes et fournir une majorité de plus de 55 %. Il n'existe qu'un seul syndicat reconnu par la loi dans chaque établissement. **Le meilleur exemple du contrôle du patronat et de l'Etat sur le syndicalisme est que le code du travail leur interdit de disposer de leurs ressources financières librement, et notamment de destiner leurs fonds à l'organisation des grèves**. Ainsi, un point très important des rapports entre patronat et syndicats est la question de la légalité[294]. Celle-ci imprègne l'ensemble de ces relations en s'appuyant sur un système extrêmement procédurier qui facilite la bureaucratisation des dirigeants syndicaux[295]. Finalement, cette législation explique pourquoi un grand nombre de grèves sont considérées illégales, ce qui facilite leur répression. Autre conséquence, **l'appareil syndical et ses représentants sont fortement attachés au respect des formes institutionnalisées du mouvement ouvrier**.

Les diverses enquêtes de terrain opérées dans les années soixante / soixante-dix démontrent que les dirigeants des syndicats industriels considèrent leur organisation avant tout comme un instrument de lutte économique (augmentation de salaire, indemnisation...). Une enquête pionnière effectuée auprès de 231 présidents de syndicats industriels des villes de Concepción, Valparaíso et Santiago en 1962 (soit la majorité des syndicats existants alors), montre que 76% des présidents des syndicats se prononcent pour l'obtention « *d'une amélioration économique* » en tant objectif principal, contre 10% pour « *développer une*

---

[293] A. Angell, "El sistema de relaciones industriales", *Op. Cit*., pp. 67-91 et J. Barria, *Las relaciones colectivas de trabajo en Chile*, Santiago, INSORA, 1967. Sur la législation en vigueur entre 1970 et 1973, voir la synthèse effectuée par l'Organisation Internationale du Travail dans *La situación sindical en Chile. Informe de la comisión de investigación y de conciliación en materia de libertad sindical*, Ginebra, 1975.

[294] C. Cassassus-Montero, "Structure syndicale et formes de négociation", *Op. Cit*., pp. 40-42.

[295] Le système de négociation collective est soumis au contrôle des inspecteurs du travail. Parmi les nombreuses normes que le syndicat doit respecter en cas de conflit est tout d'abord celui de l'élaboration du *pliego de peticiones* (cahiers des charges) qui doit réunir l'approbation des deux tiers de l'assemblée générale, puis si aucun accord n'est trouvé, une nouvelle procédure est obligatoire : celle de la conciliation avec l'Etat comme arbitre via la *junta de conciliación*. Enfin, le syndicat peut appeler à voter la grève légalement, une fois l'ensemble de ces normes respectées mais ceci seulement en présence d'un membre de la *junta de conciliación*.

grande conscience politique parmi les ouvriers »[296]. Cette attitude que l'on pourrait qualifier « d'économiciste » n'est absolument pas exceptionnelle et correspond finalement à la fonction traditionnelle du syndicalisme. **Au niveau du sous-continent, nous savons que les élites du mouvement syndical s'orientent souvent davantage vers la négociation que vers des attitudes de rupture**[297]. Pourtant, **la classe ouvrière chilienne reste imprégnée de radicalisme politique et favorable à un syndicalisme « classiste »**[298]. D'autre part, le fait que la formation des syndicats soit totalement indépendante de toute tutelle fédérative ou nationale et que la direction du syndicat soit entièrement renouvelée tous les ans, favorise le travail de base et évite, dans une proportion relative, le phénomène bureaucratique[299].

L'étude quantitative du mouvement syndical présente de nombreux problèmes d'un point de vue statistique. Quoiqu'il en soit, les nombreuses analyses qui ont été réalisées à ce sujet permettent d'avoir une vision assez nette de la force syndicale chilienne[300] :

Tableau N° 2 : Taux de syndicalisation des travailleurs chiliens (1968)

Secteur économique	Pourcentage de travailleurs syndicalisés (1968)
Agriculture	14
Mine	62
Industrie	40
Construction	27
Electricité, gaz, eau	36
Commerce	22
Transport et communication	48

[296] M. Barrera, H. Landsberger, A. Toro, *El pensamiento del dirigente sindical chileno: un informe preliminar*, Santiago, INSORA, U. De Chile, 1963.
[297] H. Landsberger, "La elite obrera de América Latina y la Revolución" in S. M. Lipste, A. Solari, *Elites y Desarrollo en América Latina*, Buenos Aires, Paidos Ed., 1967, pp. 308-348.
[298] Cette attitude "classiste" est parfaitement démontrée dans J. Petras, M. Zeitlin, *El radicalismo de la clase trabajadora chilena*, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, 1969. L'enquête de Barrera, Landsberger et Toro explique quant à elle que les syndicats privilégient le *pliego de peticiones* et la grève (30%) contre la coopération avec l'employeur (7%) afin d'arriver à leurs objectifs (*Op. Cit.*, p. 57).
[299] La direction du syndicat est composée de 5 personnes, la première majorité obtenant automatiquement la présidence. Les postes restant sont distribués proportionnellement aux nombres de voies obtenues.
[300] Parmi celle-ci les travaux de Manuel Barrera, Patricio Frias, Francisco Zapata ou encore Jorge Barria (voir par exemple, outre les travaux déjà utilisés ici : J. Barria, *Trayectoria y estructura del movimiento sindical chileno*, Santiago, ISORA, 1963.).

Services	36
TOTAL	**environ 30 %**

Source : A. Angell, *Politics and the Chilean labor movement, Op. Cit.*, p. 41.

Selon les calculs de C. Blest, en 1969, 472.481 salariés ouvriers et employés du secteur privés sont syndicalisés, chiffre auquel on peut ajouter les 250.000 employés du public (dont les taux de « syndicalisation » dépassent les 90% !). Au total, le taux du secteur privé est alors de 19%, qui si on y ajoute les salariés du public atteint environ 25% de la force de travail (soit sensiblement moins que dans le tableau ci-dessus)[301]. En 1970, la CUT regroupe officiellement un peu plus de 700 000 travailleurs, chiffres délibérément gonflés pour des raisons politiques évidentes[302]. Parmi ceux-ci, 47% appartiennent à la classe ouvrière minière et industrielle, 40% sont des employés et 23% des paysans. La forte différenciation entre secteur privé (2 566 000 débuts 1972) et secteur public (294 976 salariés à la même date) se maintient tout au long de la période. Pourtant, la dynamique sociopolitique enclenchée par l'Unité populaire provoque une forte accélération de la syndicalisation dans le secteur privé : augmentation de 6 % entre avril 1972 et l'année précédente (soit 28,75% des salariés du privé pour un taux total de 37,5%)[303]. Dans un article écrit fin juin 1972, Clotario Blest analyse la force syndicale, suite à la promulgation de la loi du 4 janvier 1972, qui donne une personnalité juridique aux organisations syndicales. Comparée aux chiffres de 1971, il décrit une augmentation de 3,4 % de l'affiliation syndicale et de 18,8 % pour le premier semestre 1972[304].

L'étude de Francisco Zapata sur la représentativité et la structure syndicale chilienne permet de détailler les secteurs industriels où la CUT et les syndicats possèdent une

[301] C. Blest, « Organización de la clase trabajadora », *Punto Final*, Santiago, 22 de abril de 1969.

[302] Certains auteurs calculent un total de 627 664 affiliés en 1970 pour 4581 syndicats – Voir Annexe N° 3 sur la « représentativité syndicale ».

[303] D'après le bureau statistique du ministère du travail, cité par A. Wallon, « Perspectives actuelles du mouvement ouvrier », *Op. Cit.*, p. 1990. Durant les premières années de la dictature, le comité extérieur de la CUT annonçait même, pour l'année 1972, 743332 travailleurs syndiqués dans le privé, auxquels il ajoutait 450000 salariés du secteur étatique, semi-étatique et municipal ; soit un total de 35% de la force de travail. (in CUT- comité extérieur, *Informe del Cexcut a la conferencia mundial de solidaridad con Chile* , Paris, 1978 (dossier CUT BDIC : F delta 223).

[304] C. Blest, « la clase trabajadora organizada en Chile », *Punto Final*, Santiago, N°165, 29 de agosto de 1972.

représentation réelle[305]. Tout d'abord, comme le montrent les tableaux fournis en Annexe N° 3, le secteur des ouvriers industriels reste le secteur le plus organisé, tant par rapport aux employés qu'aux ouvriers agricoles, qui n'ont obtenu le droit de s'organiser que depuis 1967. **Dans son ensemble, le secteur secondaire de l'économie regroupe 53% des 3400 syndicats et 63% des affiliés[306]. Et ceci avec un taux de syndicalisation supérieur dans les secteurs industriels économiquement concentrés. En effet, F. Zapata trouve des taux de syndicalisation supérieurs à 75 % pour les grandes entreprises monopolistiques de la manufacture et des mines** (et des taux supérieurs à 95% pour l'industrie la plus concentrée). S'il y a correspondance entre concentration industrielle et taux de syndicalisation, il existe aussi un rapport étroit entre le taux d'affiliation et le lieu de travail : les syndicats industriels sont concentrés dans les provinces industrielles et spécialement dans les trois principales villes du pays, dont la grande ceinture industrielle de Santiago. C'est d'ailleurs l'industrie manufacturière qui compose la majeure partie de l'activité syndicale nationale (65% des salariés syndiqués)[307]. En 1970, 192 000 salariés de l'industrie sont organisés au sein de plus de 14OO organisations syndicales[308].

Le mouvement syndical chilien laisse par contre de côté un vaste secteur d'ouvriers de la petite et moyenne industrie, mais également de l'industrie textile, du bâtiment et de l'alimentaire : soit plus de 50 % du prolétariat industriel, dont une majorité travaille dans des établissements de moins de 10 ouvriers[309]. D'une manière générale, on peut conclure comme le fait Alan Angell que « *la caractéristique la plus notable du panorama syndical au Chili n'est pas tant son manque de syndicalisation, mais plutôt les sérieuses limitations qui lui ont été imposées.* »[310]. Ceci n'empêche pas moins de constater, que **le mouvement syndical et la CUT possèdent un important déficit de représentativité de secteurs entiers de la classe ouvrière. Ceci notamment au sein de la classe ouvrière manufacturière**[311]. Le syndicalisme chilien n'est pas structuré par branche (comme en

---

[305] F. Zapata, *Estructura y representatividad del sindicalismo en Chile*, Santiago, ILPES, 1968.
[306] Chiffres basés sur l'année 1968.
[307] M. Barrera, *La participación social y los sindicatos industriales en Chile, Op. Cit.*, p.19 (chiffres valables pour l'année 1967).
[308] Voir le tableau en Annexe N° 3 d'après les calculs de P. Frias.
[309] G. Smirnow, *Op. Cit.*, p. 32.
[310] A. Angell, *Op. Cit.*, p.66
[311] A. Wallon en conclut que « *La CUT est donc loin d'être représentative d'un prolétariat industriel fort de plus d'un demi million et demi de travailleurs*» et que « *Lorsque les dirigeants de la CUT affirment –comme ils ne manquent pas de le faire chaque fois qu'ils en ont l'occasion ou l'urgent besoin- que la légitimité de « l'organe suprême du mouvement ouvrier » leur fournit automatiquement le droit « indiscutable » de le conduire là où ils le*

Argentine ou au Brésil). Les syndicats peuvent se réunir en fédérations, mais celles-ci ne peuvent participer à la négociation collective. La plupart des accords signés sont des accords d'entreprises[312]. **La CUT est la seule organisation interprofessionnelle nationale. Il s'agit d'un instrument d'unification puissant pour le mouvement syndical puisqu'il lui donne, en théorie, une direction unitaire au-delà des diverses tendances politiques qui la composent** (communiste, socialiste, démocrate-chrétienne essentiellement). La centrale fonctionne fondamentalement sur la base des fédérations et confédérations[313]. On estime que fin 1970, la CUT ne regroupe qu'un peu plus de la moitié des syndiqués au niveau national (il est vrai qu'elle n'est reconnue légalement que l'année suivante)[314].

En ce qui concerne son architecture organisationnelle sont prévus des instances qui s'articulent à différents niveaux : local, régional et national. Cependant, **c'est essentiellement au niveau supérieur que les décisions sont prises alors que les organismes locaux sont souvent dépourvus de pouvoir, voire de vie réelle. En fait, il s'agit davantage d'une autorité morale qui exerce par son prestige une importante pression sur les syndicats de base. Malgré quelle représente l'unité des travailleurs organisés et qu'elle soit un élément de cohésion de la classe ouvrière, la centrale possède indiscutablement une organisation fortement verticaliste. Cela signifie notamment une absence de capacité à organiser de manière territoriale et transversale les travailleurs**. La structure syndicale prévoit certes des instances provinciales, départementales et communales, mais en fait ces instances locales, particulièrement la communale, fonctionnent pas ou mal[315]. Dans une perspective comparative,

---

veulent, ils savent parfaitement que les prémisses d'un tel raisonnement sont en réalité bien différentes ». (« Perspectives actuelles du mouvement ouvrier », *Op. Cit.*, pp. 1989-90).

[312] F. Zapata, *Federaciones y centrales en el sindicalismo chileno*, Ginebra, International Institute for Labour Studies, Documento de trabajo interno, 1971.

[313] Selon l'Organisation Internationale du Travail, il existe 130 confédérations et fédérations formant la CUT avant sa dissolution par la junte le 17 septembre 1973. Selon cette même commission, qui visite le Chili en 1974, il existe alors dans le pays, 7000 syndicats industriels, professionnels et paysans, composé de 36000 dirigeants syndicaux. (OIT, *La situación sindical en Chile: Informe de la comisión de Investigación y de conciliación en Materia de Libertad Sindical*, Genève, ed. provisional, 1975, pp. 12-13 (BDIC : F delta 693).

[314] F. Castillo, E. Echeverría, R. Echeverría, "Las masas, el Estado y el problema del poder en Chile", *Op. Cit.*, p. 7.

[315] A. Silva, P. Santa Lucia, « Les Cordons industriels : une expression de pouvoir populaire au Chili », *Les Temps Modernes*, Paris, janvier 75, p. 710.

l'économiste Ernest Mandel, note que dans les pays latino-américains où le mouvement syndical a réussit à organiser une centrale syndicale unifiée, « *celle-ci est souvent un instrument au sommet, sans ramifications à la base, simplement manipulateur au service politique de forces sociales non-prolétariennes, ce qui entraîne d'ailleurs des différenciations constantes au sein du mouvement syndical* », et, il ajoute à propos du Chili, « *c'est cette absence de structures syndicales interprofessionnelles à la base qui a finalement facilité, en 1972-73, la création des* Cordones industriales *et autres organes (potentiels ou effectifs) de dualité de pouvoir au Chili* »[316].

Finalement, la forte limitation légale de la syndicalisation, la structure de la CUT et le poids de l'Etat sur le mouvement syndical explique que les syndicats ont toujours cherché l'appui des partis politiques. Cela permet de comprendre aussi la tentation permanente de la part des partis d'utiliser le syndicalisme comme une courroie de transmission de leurs visées tactiques[317]. Cette relation ambiguë entre l'Etat, le système des partis politiques et le mouvement ouvrier doit être au centre de notre analyse concernant la dialectique du « pouvoir populaire » et ses contradictions.

II – 4) Les mobilisations collectives des « pauvres de la ville » : le mouvement *pobladores*

L'incorporation à notre étude de ce qui est classiquement appelé « *le mouvement pobladores* » et, qui est parfois désigné comme le mouvement social des « pauvres de la ville », s'est avérée indispensable[318]. Il est en effet nécessaire d'aborder dans sa polysémie et sa complexité, le mouvement social urbain durant l'Unité populaire et d'y incorporer ce que certains sociologues ont pu nommer « mouvement de lutte des mal logés » ou des « sans logis »[319]. Car, indéniablement, la nature de l'urbanisation dépendante du Chili joue un rôle

---

[316] E. Mandel, « Classes sociales et crise politique en Amérique latine », *Op. Cit.*, p. 22.
[317] Voir le paragraphe consacré à la trajectoire historique du mouvement ouvrier.
[318] Voir particulièrement : V. Espinoza, *Para una historia de los pobres de la ciudad*, Santiago, SUR, Col. Estudios Históricos, 1988 et F. Dubet, E. Tironi, V. Espinoza, E. Valenzuela, *Pobladores : luttes sociales et démocratie au Chili*, L'Harmattan, Paris, 1989.
[319] Pour étayer notre argumentation, nous nous sommes basés tout particulièrement sur le dépouillement de la revue EURE (Revue latino-américaine d'Etudes Urbaines Régionales) qui était éditée à Santiago par le CIDU (« Centre Interdisciplinaire sur le développement urbain et régional », appartenant à l'Université Catholique du Chili), ainsi que sur les travaux de Manuel Castells et de Mario Garcés : M. Threlfall et E. Pastrana : *Pan, techo y poder: el movimiento de pobladores en Chile (1970-1973)*, Buenos Aires, Ed. SIAP-Planteos, 1974 ; M. Castells, *Luttes Urbaines*, Paris, Maspero, 1975 et M. Garcés Duran, *La lucha por la casa propia y una nueva posición en*

important dans la constitution de ces « mouvements revendicatifs urbains », selon l'expression de François Pingeot[320]. Une difficulté reste la définition que l'on donne aux termes de *pobladores*, et par conséquent à celui de *mouvement des pobladores* : concept restreint ou plus étendu ? L'approche scientifique du mouvement pobladores a donné lieu à de nombreuses polémiques, qui semblent aujourd'hui partiellement dépassées (notamment grâce au travail de Mario Garcés et de Vicente Espinoza).

C'est tout d'abord, le DESAL[321], dans les années soixante qui donne l'orientation des recherches dans le sillage du projet démocrate-chrétien. Cette école dite « marginaliste » se base sur une délimitation restreinte de l'univers pobladores, aussi bien au niveau de leur faible insertion économique, que spatiale (vie dans des bidonvilles, à l'écart du centre urbain) ou sociale (milieu social composé de « *marginaux* »)[322]. C'est sur cette base que s'est formé ce que Jorge Giusti nomme le « *mythe de l'homme marginal* »[323]. Par la suite, les enquêtes de terrain ont démontré que la réalité de l'univers pobladores est bien éloignée de ces approches réductrices. Paradoxalement pourtant, cette « marginalité » attribuée aux *pobladores* a été abondamment reprise par les dirigeants de la gauche chilienne[324]. Cela explique le manque d'incorporation de leurs revendications jusqu'à l'année 1967, date à laquelle les mouvements d'occupations de terre s'accentuant, la gauche s'en empare pour critiquer la gestion du gouvernement Freí. **Cependant, aux yeux de l'Unité populaire, la place du mouvement *pobladores* est surtout celle d'un allié tactique, plus qu'un acteur central du processus**[325].

Les *pobladores* appartiennent à des secteurs urbains vivant majoritairement en périphérie urbaine et souvent, mais pas systématiquement, en situation de grande précarité économique. Ils sont le produit d'un processus d'urbanisation déséquilibré et caractéristique

---

la ciudad. El movimiento de Pobladores en Santiago, Santiago, Pontifica Universidad Católica de Chile, Th. Doctorado, 1999.

[320] F. Pingeot, *Populisme urbain et crise du centre-ville dans les sociétés dépendantes : enquête sociologique sur les mouvements revendicatifs urbains à Santiago du Chili : 1969-1973*, Université de Paris V, thèse de doctorat du troisième cycle, 1976.

[321] *Centro para el desarrollo de América Latina*, dont le directeur était le jésuite belge Roger Veckemans.

[322] Pour une approche plus développée des théories marginalistes, voir : DESAL, *Marginalidad en América latina. Un Ensayo de diagnostico*, Barcelona, Editorial Herder, 1969.

[323] Pour plus de précision sur l'école « marginaliste » et sa critique voir : J. Giusti, *Organización y participación popular: el mito del « hombre marginal »*, Buenos Aires, FLACSO, 1973.

[324] Comme le notent M. Threlfall et E. Pastrana, ce sont précisément les caractéristiques du secteur *poblacional* le plus restreint, en termes de composition sociale et d'organisation qui a longtemps été au centre du débat, aussi bien académique que partisan (*Pan, techo y poder*, *Op. Cit.*, p. 44).

[325] M. Castells, *Movimiento de pobladores y lucha de clases en Chile*, EURE, Santiago, V. VII, N° 7, abril de 1973, pp. 9-35.

des pays dépendants. Le problème du logement, les mauvaises conditions de vies et de travail, articulés avec une concentration urbaine qui n'a pas été régulée, ont produit ces secteurs sociaux urbains spécifiques. La crise du secteur minier et l'exode rural, la concentration à Santiago de tous les services et l'espoir de trouver du travail dans la plus grande concentration industrielle du pays ont été le moteur de cette formation des *poblaciones*[326]. Tout d'abord, ces populations déracinées se regroupèrent dans l'ancien centre urbain, dans ce qui est appelé alors les « conventillos » (sorte de taudis). Mais face à l'afflux ininterrompu de ces populations et à l'absence de tout programme d'habitat populaire, commencèrent les occupations de terrains illicites, dès 1946 (occupation de terrain du *Zajón de la Aguada*). Dans les années cinquante et soixante surgissent ainsi des occupations de terre importantes, au niveau notamment de *La Legua*, *Población La Victoria*, *José Mario Caro*, *Barrancas* ou encore *La Cisterna*, et ceci généralement sous la conduite du Parti communiste. Sur ces bouts de terre en friche, se forment alors les « callampas », habitations « champignons » extrêmement précaires et les *campamentos*. Ce phénomène de « bidonvilisation » est encore présent dans le Chili de 1970[327].

Les enquêtes de terrain démontrent l'hétérogénéité de ces groupes sociaux urbains[328]. Les diverses catégorisations qui ont été établies butent constamment sur la difficulté qu'il y a à caractériser une population aussi hétérogène t. Ainsi, Manuel Castells (qui fut l'un des coordinateurs des enquêtes), synthétise les différents travaux en différenciant quatre secteurs *pobladores* : lumpen-prolétariat en crise ; prolétariat ; petite bourgeoisie ; employés. Pour cet auteur, le « lumpenprolétariat en crise » est déterminé avant tout par le niveau de revenu et non par la profession de l'enquêté. Ainsi, M. Castells y agglomère aussi bien les chômeurs que les salariés à faible revenu[329]. **Ce qu'il nous faut retenir de ces données est que le mouvement *pobladores* est composé par une proportion importante de**

---

[326] En 1970, 54 % des habitants d'Amérique latine habitent dans les villes de plus de 2000 habitants. Ce taux est de plus de 70 % en ce qui concerne le Chili (comme l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay). Santiago, la capitale, représente plus du tiers de la population chilienne et écrase ainsi les autres grandes cités également situées dans la plaine centrale du Chili. En effet, sur un tiers du territoire sont concentrés 7,7 millions d'habitants (sur les 9 millions). La densité y est de 42 hab./km2 alors que dans le reste du pays, elle est de 2 hab./km2. Voir à ce propos : J. Giusti, « La formación de las poblaciones en Santiago », pp. 371-383, *Revista latinoamericana de ciencia política*, Santiago, agosto 1971 et C. Reynier, *Marginalité et luttes de classes : le Chili de l'Unité populaire*, IHEAL-Paris III, mémoire de maîtrise en sociologie, 1974.

[327] Consulter C. Urrutia, *Historia de las Poblaciones callampas*, Santiago, Quimantú, Col. Nosostros Los Chilenos, 1972 et V. Espinoza, *Para una historia de los pobres de la ciudad*, Santiago, SUR, Col. Estudios Históricos, 1988.

[328] J. Duque, E. Pastrana, « La movilización reivindicativa urbana de los sectores populares en Chile. 1964-1972 », *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales*, Santiago, N°4, Diciembre 1972, p. 287.

[329] Pour une analyse détaillée de la typologie et des résultats des enquêtes de M. Castells, voir : M. Castells, *Estructura de clases y política urbana en América latina*, Buenos Aires, Ed. SIAP, 1974, pp. 191-234.

salariés précaires : il y a donc au niveau de la *población* une combinaison potentielle du mouvement ouvrier avec le mouvement *pobladores*. Cependant, la forte précarité économique de ces salariés rend difficile une réelle intégration de ces couches sociales aux secteurs les plus organisés du mouvement ouvrier.

En 1966, 47 % des familles des grandes villes chiliennes n'ont pas un pouvoir d'achat suffisant pour choisir de louer une surface d'habitation minimale (36,7 m2)[330]. Si l'on prend l'exemple de la commune de Conchali, en 1965, on peut voir que plus de 26 % de la population urbaine ne possède pas l'eau courante, environ 21 % n'a pas l'électricité et plus de la moitié de ces familles n'ont pas de salle de bain. Pourtant, il s'agit d'une commune urbanisée à 99% et composée, à plus de 46%, d'une main d'œuvre liée à l'industrie ou à la construction. **C'est donc bien, d'une part, la faiblesse des revenus de ces secteurs ouvriers et d'autre part, un marché locatif avec de fortes tendances spéculatives qui déterminent la problématique structurelle du logement au Chili, dès la fin des années soixante**[331]. Ainsi, alors que le déficit de logements en 1960 était de 460.000 habitations, il est estimé à 585.000 en 1970[332]. Le projet populiste démocrate-chrétien ne se montrant pas viable, il ne fait que renforcer les sentiments d'exclusion sociale des *pobladores*, qui en conséquence commencent à s'organiser par eux-mêmes (multiplication des occupations de terres) : c'est sur la base de cet « univers pobladores » que naît « le mouvement pobladores », composante importante du mouvement social urbain. **Au début du gouvernement Allende, vivent dans des *campamentos* pas moins de 55 000 familles, soit 10 % de la population totale du grand Santiago et en mai 1972, le ministère du logement donne le chiffre de 83 000 familles (15% du grand Santiago)[333]. Et sans aucun doute, le gouvernement Allende va largement impulser et permettre au *poblaciones* de « *sortir de l'ombre* » par une politique, audacieuse et volontariste, de construction de milliers de logements, de jardins d'enfants, de postes de santé, etc…[334].**

---

[330] M. Castells, *Movimiento de pobladores y lucha de clases en Chile, Op. Cit.*, p.5.

[331] Ces problèmes ne sont d'ailleurs pas contrebalancés par une politique publique volontariste efficace puisqu'il semble que les politiques fiscales ou les diverses formes de crédit au logement n'ont eu que très peu de retombées pour les populations concernées. Gabriel Pumarino montre même que la politique publique est avant tout source de profit pour les entreprises de la construction et le capital financier : G. Pumarino, « La politique du logement au Chili », *Espaces et Sociétés*, Paris, N°3, 1971.

[332] Source : ODEPLAN, *Desarrollo económico de Chile, 1960 – 1970*, Santiago, 1970.

[333] J. Duque, E. Pastrana, « La movilización reivindicativa urbana de los sectores populares en Chile. 1964-1972», *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales*, Santiago, N°4, diciembre 1972, pp. 259-293.

[334] C. Castelain, « Quand les *poblaciones* sortent de l'ombre » in P. Arenas, R. Gutiérrez, O. Vallespir (Coord.), *Salvador Allende. Un monde possible*, Paris, Syllepse, Coll. Coyoacan, 2004, pp. 55-63.

Le mouvement *pobladores* s'organise autour de revendications immédiates (logement, santé, transport en commun) ou « mobilisations revendicatives urbaines »[335]. Selon M. Threfall et E. Pastrana, « *ce sont les familles qui souffrent des pires conditions de logement, d'un manque d'infrastructure urbaine et d'équipement communautaire qui ont montré la plus continue et combative participation dans la lutte* poblacional, *formant ainsi le centre du mouvement* pobladores ». Pour ces auteurs, « *le mouvement des pobladores est l'expression organisée des revendications propres du front* poblacional »[336]. Autour d'un noyau dur de militants de gauche, ce mouvement regroupe une large toile d'organisations territoriales réunissant jusqu'à 800 000 personnes[337].

En ce qui concerne l'articulation de cette mobilisation collective multiforme avec la sphère du politique, il existait jusqu'à maintenant une vision historiographique traditionnelle qui voyait dans l'action des partis envers l'univers *pobladores*, une stratégie d'ordre essentiellement clientéliste, en particulier celle de la DC et du PC. Plusieurs recherches démontrent cette dynamique du « *populisme urbain* » et la profonde dépendance des *pobladores* envers l'Etat et les partis. Bien souvent, les dirigeants se trouvent être le lien entre la communauté et l'appareil étatique, alors que la communauté est là pour entériner les décisions[338]. Mario Garcés dans son travail de thèse a cependant largement relativisé cette vision, sans pour autant la remettre en cause complètement[339]. Plusieurs études sociologiques et enquêtes de terrain ont à l'époque de l'UP tenté d'établir une typologie de cette articulation. C'est le cas de Joaquín Duque et Ernesto Pastrana, qui voient dans ses mobilisations collectives urbaines, l'expression de trois grands types de projets politiques proposés à l'univers *pobladores* par les partis : "Assistancialiste" / Participatif / Mobilisateur[340]. Cette typologie

---

[335] M. Castells, *Movimiento de pobladores y lucha de clases en Chile*, *Op. Cit.*

[336] M. Threlfall et E. Pastrana, *Op. Cit.*, pp. 40-42 (souligné par nous).

[337] Chiffre calculé par le sociologue Luís Alvarado et repris par M. Castells dans son introduction à *Movimiento de pobladores y lucha de clases*, *Op. Cit.*

[338] Outre les travaux de M. Castells, voir F. Pingeot, *Populisme urbain et crise du centre-ville dans les sociétés dépendantes : enquête sociologique sur les mouvements revendicatifs urbains à Santiago du Chili : 1969-1973*, Université de Paris V, thèse de doctorat du troisième cycle, 1976.

[339] Cet historien démontre le rôle particulièrement le rôle important du PC dans l'organisation et le développement du mouvement *pobladores*, notamment dans l'essai d'articulation de ces luttes avec la classe ouvrière organisée. M. Garcés Duran, *La lucha por la casa propia y una nueva posición en la ciudad. El movimiento de Pobladores en Santiago*, Santiago, Pontifica Universidad Católica de Chile, Th. Doctorado en historia, 1999.

[340] J. Duque, E. Pastrana, « La movilización reivindicativa urbana de los sectores populares en Chile. 1964-1972 », *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales*, Santiago, N°4, Diciembre 1972, pp. 284-285. Voir également la

générale est élaborée en fonction de diverses données, telle que la participation sociale des *pobladores*, leur orientation politique, les objectifs affichés par le mouvement, les caractéristiques de la direction et les forces sociales le soutenant. Les études du CIDU démontrent l'absence de correspondance automatique entre composition sociale et ligne politique d'un *campamento* ou encore entre la cohésion sociale du campement et le style de sa direction politique. Dans une approche renouvelée et en se basant sur la méthodologie de "l'intervention sociologique", Vicente Espinoza a également tenté d'éclairer les orientations prédominantes de l'action collective des *pobladores*. Selon lui, l'identité des pobladores ne correspond pas à un principe unique, bien que le trait principal de celle-ci soit l'exclusion sociale. Cette définition identitaire combinerait plusieurs acceptations « *qui vont depuis la classe (par référence structurelle au système économique) jusqu'à des termes plus amples comme ceux du peuple ou de communauté* »[341]. Sur cette base analytique, cet auteur dégage quatre familles de mobilisation collective des *pobladores* : A/ « Action revendicative » ; B/ « Participation populiste » ; C/ « Action communautaire » et D/ « Logique de rupture ». Bien que le système institutionnel chilien, en particulier à partir du gouvernement Freí, s'appuie toujours sur un lien d'ordre populiste et paternaliste avec les *pobladores*, il note qu'à la fin des années soixante et surtout sous le gouvernement Allende, leurs revendications semblent montrer les germes d'une logique de rupture et d'autonomie de classe.

En prenant comme hypothèse de départ de telles typologies, il faudra essayer de déterminer la réalité de ces perspectives "mobilisatrices" ou encore ces "logiques de rupture" au sein du mouvement pobladores et, dans quelle mesure, elles ont effectivement facilité le développement du « pouvoir populaire », revendiqué par une partie de la gauche chilienne.

---

typologie presentée dans L. Alvarado, R. Cheetham, G. Rojas, "Movilización social en torno al problema de la vivienda", *EURE*, Santiago, V. III, N° 7, abril de 1973, pp. 37-70.

[341] V. Espinoza, «Historia social de la acción colectiva urbana: Los pobladores de Santiago, 1957-1987», Santiago, *EURE*, vol.24, n°72, septiembre 1998 (in http://www.scielo.cl/).

Chapitre III) Voie pacifique et « pouvoir populaire » ? Stratégies de transition au socialisme selon la gauche chilienne

III – 1) Les principaux partis de gauche, leur discours et leur stratégie

Au-delà des différences politiques, l'ensemble de la gauche chilienne possède alors une matrice et des référents idéologiques communs. Ceux-ci se basent pour l'essentiel sur un ensemble assez limité de textes appartenant globalement au « marxisme soviétique »[342]. Dès lors, une révision des références théoriques de la gauche démontre la pauvreté relative de « l'arsenal théorique » utilisé, au sens où, non seulement le nombre d'auteurs, mais aussi les références utilisées sont extrêmement réduites. Des auteurs occidentaux tels que Antonio Gramsci, Karl Korsch, Herbert Marcuse ou latino-américains, comme Carlos Mariategui ou José Arico sont inconnus ou quasi ignorés (à l'exception d'Althusser qui possède un large écho parmi l'intellectualité chilienne, notamment grâce aux écrits de Martha Harnecker)[343]. Et les traductions espagnoles des classiques du marxisme en circulation sont loin d'embrasser toute la diversité de ce dernier.

L'une des divergences centrales au sein de la gauche quant à la stratégie à adopter en vue de la conquête du pouvoir tient essentiellement à la caractérisation de la formation sociale et aux institutions de ce pays. L'un des nœuds gordiens du conflit a été de savoir si, au sein d'une formation sociale capitaliste dépendante, existe une « bourgeoisie nationale » prête à appuyer un projet de développement économique autocentré, sous direction de partis de gauche. La polémique tourne autour de la question du degré de développement atteint par le Chili, de son articulation avec le marché mondial et des effets de cette formation sociale spécifique sur la politique nationale. En d'autres termes, **en partant d'une analyse différente de la situation nationale, ces organisations politiques en sont arrivées à des conclusions tactiques et stratégiques divergentes : quel type d'alliance de classes est nécessaire, quel**

---

[342] H. Marcuse, *Le marxisme soviétique : essai d'analyse critique*, Paris, Gallimard, Coll. Idées, 1971.

[343] J. Vergara, « El pensamiento de la izquierda chilena en los sesenta. Notas de investigación" in A. Varas (comp.), *El Partido comunista de Chile: estudio multidisciplinario*, Santiago, CESOC-FLACSO, 1988, pp. 261-341 et T. Moulian, *Democracia y socialismo en Chile*, Santiago, FLACSO, 1983.

est le rythme de la transition au socialisme, comment caractériser l'Etat chilien[344] **?** Les deux positions les plus clairement opposées et représentatives de ce débat sont celles du MIR et du PC. **En ce qui concerne le thème du « pouvoir populaire », il semble que les principaux partis ouvriers chiliens n'aient jamais agité cette consigne comme leur drapeau revendicatif principal : il faut attendre le développement des luttes sociales pendant l'Unité populaire pour que cette thématique devienne un enjeu central du débat politique**[345].

III – 1 – 1) Le Parti communiste chilien

Le Parti communiste chilien (PC) est le principal parti ouvrier du pays en 1970 et le plus important représentant de la classe ouvrière organisée tout au long des décennies qui séparent sa création en janvier 1922 jusqu'à l'Unité populaire. Il est l'hériter du Parti ouvrier socialiste (POS) fondé par Luís Emilio Recabarren et s'appuie dès son apparition sur la force syndicale organisée (à cette époque la FOCH, dans les années de l'UP sur la CUT qu'il tente de contrôler). En 1970, **il est le premier Parti communiste d'Amérique latine et la principale force politique de l'Unité populaire**. C'est une organisation très disciplinée, possédant une capacité militante exceptionnelle au regard des autres partis et dont le passé a permis une accumulation de liens étroits avec une base sociale. Lorsqu'en 1922, le POS décide d'adapter son programme aux 21 conditions de la III° Internationale et donc de devenir « Parti communiste », il ne regroupe qu'environ 2000 militants. En 1923, il compte seulement deux députés et quelques conseillers municipaux[346]. En 1970, la situation a largement évolué. D'après une source interne, il est devenu un parti de masse, qui regroupe des dizaines de milliers de militants. Lors du XIV° congrès, ce parti est alors composé de 3618 cellules du nord au sud du pays, représentant 160 000 militants, dont 29,4 % sont des femmes ; 66,6% sont des ouvriers (ne sont pas comptabilisés les salariés considérés juridiquement comme « employés ») ; 7,7% sont des paysans, les 20 % restant étant composé essentiellement de la petite-bourgeoisie[347]. Lors d'un discours prononcé le 21 août 1971, au théâtre Caupolican (Santiago), Luís Corvalán, sénateur et secrétaire général du parti rappelle une fois de plus le poids des communistes et leur légitimité, en tant que premiers représentants de la classe ouvrière : « *Nous constituons une grande force non seulement par le nombre mais aussi par notre unité et de pensée et d'action, par la discipline et les liens solides qui nous unissent à la classe ouvrière et au peuple, des entrailles duquel nous sommes sortis et dont nous faisons partie* »[348].

---

[344] Pour une synthèse de ce débat sur la « bourgeoisie nationale », la caractérisation de la société chilienne et la stratégie de la gauche chilienne, consulter l'Introduction de V. Farias, *Op. Cit.*, T. I, pp. 7 – 27.

[345] F. Castillo, J. Larrain, "Poder obrero-campesino y transición al socialismo en Chile", *Cuadernos de le Realidad Nacional*, Santiago, N°10, diciembre de 1971, p. 172.

[346] J. Jobet, *Recabarren. Los origines del movimiento obrero y del socialismo chileno*, Santiago, Prensa Latinoamericana, 1955, p. 54 et suivantes.

[347] L. Corvalán, *El poder popular, única alternativa patriótica y revolucionaria: informe al XIV° congreso nacional del partido*, Santiago, noviembre 1969 (BN Santiago: 10 (470-7) p2).

[348] L. Corvalán, « *Es necesario fortalecer aun más las filas de la clase obrera* », *El Siglo*, Santiago, 22 agosto 1971.

Le PC chilien est, depuis sa fondation, lié à l'URSS et à ses orientations internationales. Le poids de la bureaucratie stalinienne s'accentue davantage encore, suite à la formation du « bureau sud-américain » de la Komintern, en 1928[349]. L'une des scissions importantes du PC est justement issue de ce qui était considéré par certains militants comme une soumission à cette politique. Les premières divergences surviennent néanmoins sur des questions de démocratie interne et de réorganisation du parti[350]. Organisés selon les principes traditionnels du « centralisme démocratique », les nouveaux statuts du parti sont approuvés lors du XIV° congrès national, réalisé en novembre 1969[351]. Ce parti reste, contre vents et marées, hermétique à toute critique du stalinisme et de la dictature bureaucratique de l'URSS[352]. Il est marqué par un fort monolithisme, revendiqué par ses dirigeants. Ainsi, dans son compte rendu du XIV ° congrès, Luís Corvalán se vante de diriger un parti « *compact*, *sain*, *libéré de courants internes* [libre de corrientes intestinas], *éloigné de tout caudillisme*, […] *politiquement fort*, *idéologiquement plus mur* »[353]. A la fin 1972, le même dirigeant cite le monolithisme et l'alignement sur Moscou comme l'une des forces du parti[354].

En 1970, la conception de la « voie pacifique » et de la révolution « par étapes » est l'un des axes stratégiques du PC. Cette vision politique influence l'ensemble de la « voie chilienne au socialisme » dirigée par l'Unité populaire, preuve du poids déterminant des communistes dans cette coalition. Après plusieurs revirements de ligne d'action et la dissolution de la Komintern (en 1949), le Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) avait impulsé cette conception du changement social, essentiellement en fonction de ses intérêts de grande puissance impérialiste dans le cadre de la guerre froide. Cette nouvelle vision du monde, ébauchée lors du XX° congrès du PCUS de 1956 et réaffirmée par la « doctrine Brejnev-

---

[349] Pour une analyse critique de cette conférence, voir : J. Godio, « La primera conferencia de partidos comunistas de América Latina » in *Historia del movimiento obrero latinoamericano*, México, Ed. Nueva Imagen, Col. Nueva Sociedad, 1980, tomo II, pp. 225-302.

[350] Le bureau intervint directement à la fin des années trente dans la dispute entre le groupe dirigé par Manuel Hidalgo et le reste de la direction chilienne, conduit par E. Lafferte. Cette opposition débouche sur l'adhésion du groupe Hidalgo à l'Opposition Communiste Internationale (trotskyste), en mars 1933. Cette « gauche communiste » (*Izquierda comunista*) dirigé par Humberto Mendoza finit d'ailleurs par s'intégrer au Parti socialiste chilien en 1936, suite à la participation au *Bloque de izquierda*, créé en 1934 (Voir R. J Alexander, *Trotskyism in Latin America*, Stanford, Hoover Institution, 1973 et Nicolas Miranda, *Contribución para una historia del trotskysmo chileno 1929-1964*, Santiago, Edición Clase contra Clase, Chile, 2000).

[351] PCC, "Estatutos del Partido Comunista de Chile. Aprobados en el XIV Congreso realizado del 23 al 29 de noviembre 1969", publié dans V. Farias, *Op. Cit.*, T. I, pp. 171 – 189.

[352] Dans ses mémoires, le dirigeant Orlando Millas affirme que les dirigeants et les militants communistes ne se posèrent même pas la question : "*... absolutamente todos estuvimos convencidos de que en la Unión Soviética se edificaba una especie de paraíso terrenal. Lo expresamos y repetimos en los mas diversos tonos* » (O. Millas, *Memorias 1957-1991, una digresión*, Santiago, CESOC, 1996, p. 541).

[353] L. Corvalán, *El poder popular, única alternativa patriótica y revolucionaria: informe al XIV° congreso nacional del partido*, *Op. Cit.*, p. 24. Ces remarques sont bien sur à relativiser puisque le PCC venait de souffrir le poids de la controverse sino-soviétique qui aboutit à la formation du Parti communiste Révolutionnaire (maoïste). Pour ce qui est de la période contemporaine à l'UP, on peut citer une autre scission (groupusculaire), en juillet 1970, nommée « Dissidence Communiste », essentiellement issue de la jeunesse communiste (Discom, *Declaración de principios*, Santiago, julio 1970 (archives BDIC : F Delta 183/2)).

Kossyguine », déclare le moment venu d'une évolution pacifique vers le socialisme et légitime l'action de masse dans le cadre de la légalité bourgeoise[355]. A cette date, le PC possède déjà une importante expérience de participation gouvernementale. Cette politique lui a coûté parfois très cher. Ainsi, sa participation au gouvernement de Gonzalez Videla, a finalement signifié l'interdiction et la persécution des militants communistes durant une dizaine d'années (1948-58)[356]. L'étude du rapport du XVI° congrès donne un clair aperçu de ce que représente cette stratégie, ainsi que la conception (à peine ébauchée) du pouvoir populaire selon les communistes. **Le point 10, comporte les seules mentions faites au « pouvoir populaire », qui donne pourtant son titre à l'ensemble de la publication. Ce paragraphe est consacré au nouvel Etat, qui doit naître de la révolution pacifique et graduelle**. Intitulé « *Le caractère de la révolution chilienne et du nouvel Etat* », il déclare : « *le pouvoir populaire que nous voulons générer et la révolution que nous nécessitons sont, dans leur essence et objectifs, anti-impérialiste et anti-oligarchique avec comme perspective le socialisme* ».

Le « pouvoir populaire » est identifié par le PC avec l'établissement d'un « gouvernement populaire », aussi appelé « gouvernement des travailleurs ». A noter que la notion classique du marxisme-léninisme de « dictature du prolétariat » est alors rejetée par le parti. Le « *nouveau pouvoir* » ne peut avoir de caractère immédiatement socialiste, ni passer par une lutte ininterrompue vers le socialisme. Pour cette raison, Luís Corvalán n'hésite pas à qualifier le MIR et les « *ultra-gauchistes* » comme « *des groupes qui agissent en marge des masses et recourent au terrorisme, méthode qui favorise les propos des réactionnaires* »[357]. Le « nouveau pouvoir » censé être mis en place par « la voie chilienne » est toujours lié au concept de « nouvel Etat ». **Afin de comprendre la conception du « pouvoir populaire » dans la perspective des communistes, il faut insister sur l'importance de leur vision étatiste du**

---

[354] E. Labarca, *Corvalán, 27 horas: el PC chileno por fuera y por dentro*, Santiago, Quimantú, 1972.

[355] Sur la conception du "modèle Brejnev" et la dépendance du PC envers Moscou, voir : A.Varas, *América Latina y la Unión Soviética: relaciones interestatales y vínculos políticos*, Santiago, Documento de trabajo N°124, FLACSO, Septiembre de 1981. Sur une analyse des origines de la théorie de la « voie pacifique » et son implantation au Chili : Alonso Daire, "La política del Partido Comunista desde la post-guerra a la Unidad popular" in A. Varas (comp.), *El Partido comunista de Chile: estudio multidisciplinario*, Santiago, CESOC-FLACSO, 1988, pp. 141-239.

[356] Selon V. Farias : " *El acento táctico sobre la « vía pacifica » motivo, además, la inclinación a convertir el Partido Comunista en un partido de masas, disminuyendo el trabajo orgánico tendiente a la preparación de toda una red de cuadros ("revolucionarios profesionales" de W.I Lenin) que estuviera en situación de cambiar rápidamente la táctica empleada, cambiando así en forma equilibrada y sistemática la lucha leal con la ilegal y subversiva. Esta línea no había surgido incluso durante el periodo en que el partido debió enfrentar por largo tiempo la ilegalidad "* in *Op. Cit.*, T. I, p. 10.

[357] L. Corvalán, *El poder popular, única alternativa patriótica y revolucionaria: informe al XIV° congreso nacional del partido, Op. Cit.*, p. 41.

processus de changement social. Le Parti communiste considère que la première phase de la révolution chilienne (dont la durée n'est pas définie) doit passer par un système d'économie hybride imbriquant capitalisme monopoliste d'Etat, avec un mode d'accumulation issu du secteur privé. Ceci suppose une politique de collaboration avec la petite et moyenne bourgeoisie et la prise en main de secteurs entiers de l'économie par l'appareil étatique, qu'il n'est - dans un premier temps - pas question de remplacer ou de détruire, comme l'enseigne classiquement le léninisme. L'alliance préconisée, dénommée « *politique de majorité nationale* », s'étend la bourgeoisie « nationale », ne possédant pas de situation de monopole. Cette théorisation se base sur le pari suivant : « *Le passage au socialisme ne sera pas libre de conflits* » et il devra se mener « *en tenant compte qu'il y aura des capitalistes qui seront d'accord à donner et à recevoir un traitement amical durant le nouveau régime* ». L. Corvalán affirme même son souhait de voir exister certaines formes de « *d'association ou de collaboration entre le pouvoir populaire et les capitalistes* » dans le cadre des divers types d'économies que propose de créer le PC dans son programme de « *gouvernement populaire* »[358].

Sur cette base, la notion de « pouvoir populaire » reste floue, quasiment sans contenu concret, soumise à la politique étatique plus qu'à la créativité populaire, venue d'en bas. Aucune mention n'est faite à ce qui est présenté plus tard comme un axe de la démocratisation selon l'UP : la participation des travailleurs aux décisions tant au niveau de la production que des institutions. Le point essentiel est que ce pouvoir populaire sera celui d'un « *nouveau système politique, dont le trait fondamental sera que l'Etat et tout son appareil, ses fonctions et ressources se mettront au service du peuple, des classes et couches progressistes qui constituent 90% de la population* »[359].

III – 1 – 2) Le Parti socialiste chilien

Le Parti socialiste chilien (PS) est le second parti ouvrier du pays. Il s'agit d'une organisation plus hétérogène socialement que le PC. Durant l'UP, il connait une explosion

---

[358] Ceci est très clairement défini par le XIV° congrès: « [...] *bajo el gobierno popular que nos proponemos crear, existirán diversos tipo de economía, a saber: la pequeña producción mercantil, aquella que va al mercado y que se basa en el trabajo personal o del grupo familiar de los artesanos, de los campesinos y propietarios; el capitalismo privado, constituido por el sector de los pequeños y medianos empresarios cuyos medios de producción no serán expropiados; el capitalismo de Estado, fruto de diversas formas de asociación o colaboración entre el poder popular y los capitalistas, y el sector publico o estatal de la economía* » (L. Corvalán, *El poder popular, única alternativa patriótica y revolucionaria: informe al XIV° congreso nacional del partido, Op. Cit.*, p. 44).

de ses effectifs militants et accroît considérablement son implantation dans les milieux populaires, après avoir eu une influence notable au sein de la petite-bourgeoisie. **Historiquement, ce parti pourrait être identifié par ses racines populistes, ses importants liens avec les milieux parlementaires et la franc-maçonnerie.** Ayant toujours su maintenir sa qualité de **parti-mouvement**, il s'agit d'une organisation qui présente une forte réceptivité aux pressions du mouvement social et qui, de ce fait, se caractérise par une tactique politique "centriste" (au sens marxien du terme)[360].

Les nouveaux statuts du parti sont approuvés lors du congrès national de Chillán (1967) qui définit le parti comme « marxiste-léniniste », basé sur le centralisme démocratique et divisant ses adhérents entre sympathisants, postulants et militants[361]. Selon le témoignage de Carlos Altamirano, qui est son secrétaire général durant l'Unité populaire, ce parti comprend entre 50 et 60 000 militants au début de la période ; et de 120 à 130 000 en 1973[362]. Le PS a pour caractéristique d'être composé de nombreuses tendances internes, allant de centre gauche à des secteurs favorables à des pratiques beaucoup plus radicales. Le PS possède par exemple une composante de sensibilité trotskyste (dont l'une des figures est Adonis Sépulvéda), un autre secteur connu comme celui des « *commandants* » ou « *elenistas* »[363] ; enfin un troisième secteur, formant l'aile modérée du parti autour de Salvador Allende[364].

Le caractère discursif très radical de ce parti et sa critique du réformisme sont clairement annoncés par le congrès de Chillán. Dans une résolution en 9 points, ce parti rejette catégoriquement la théorie de la révolution par étapes et toute alliance de classe avec la bourgeoisie. Il déclare la violence révolutionnaire « *inévitable et légitime* », produit du « *caractère répressif et armé de l'Etat de classe* » et réaffirme la tactique du « *front des travailleurs* » déjà formulée en 1957[365]. Dans cette optique, la notion de pouvoir populaire ne

---

[359] Idem.

[360] Voir M. N. Sarget, *Système politique et Parti socialiste au Chili : un essai d'analyse systémique*, Paris, L'Harmattan, 1994 et F. Casanueva et M. Fernandez, *El Partido socialista y la lucha de clases en Chile*, Santiago, Quimantú, 1972.

[361] Partido Socialista (comité central), *Estatutos del Partido sancionados en el congreso general efectuado en Chillan en noviembre 1967* (in V. Farias, *Op. Cit.*, T.I, pp. 53-77).

[362] Entretien réalisé à Santiago, le 11 mars 2002.

[363] Appelés ainsi pour leur participation et leur appui à la révolution cubaine, puis à la guérilla d'Ernesto Guevara en Bolivie.

[364] Parfois nommés « *los guatones* » ou les « gros » ou les « gras », c'est-à-dire ceux qui ont le ventre bien rempli, en langage populaire.

[365] PS, *Resolución sobre política nacional*, Chillan, 26 noviembre 1967 (Archives BDIC: F delta 652)

pourrait s'effectuer pleinement que par « *la substitution d'une légalité de classe* » par une autre[366].

Il ne fait pas de doute que la ligne exposée à Chillán n'est pas celle de tout le parti, mais davantage celle représentée par le secrétaire général Aniceto Rodríguez. Le secteur plus proche du PC et plus modéré, dirigé par Salvador Allende ou encore par l'historien Julio Jobet, garde pourtant un poids essentiel à tous les niveaux et un prestige auprès de la base. **La thèse d'Etat de M. N. Sarget a largement rappelé les capacités d'adaptation et d'opportunisme de cette organisation qui, dans certaines conjonctures, a su allier discours ultra-révolutionnaire et pratiques politiques réformistes, respectueuses du système institutionnel**[367]. **Le grand écart entre les résolutions de Chillán et le programme de l'Unité populaire, signé quelques mois plus tard, sont un exemple de cette attitude.** La signature de ce programme appelant au respect des institutions bourgeoises n'empêche pas le PS, dans ses « principes programmatiques », qui datent de 1970, de rappeler qu'il faut se maintenir prêt, en cas de besoin, à « *s'organiser de manière appropriée pour le travail illégal et l'activité clandestine* », afin de rester conséquent avec « *la condition essentiellement révolutionnaire* » du parti[368].

C'est le XXIII° congrès du PS, organisé à la Serena le 27 janvier 1971, qui définit la ligne politique de cette collectivité pour les années suivantes. A cette occasion la « ligne dure » incarnée par Aniceto Rodríguez subit un revers (l'UP est alors au gouvernement sur une base stratégique différente)[369]. A cette occasion, c'est Carlos Altamirano qui est élu, à une forte majorité, nouveau secrétaire général, ce qui signifie que la ligne du « front des travailleurs » n'est pas fondamentalement remise en cause. En effet, les résolutions de ce congrès répètent en partie celle de Chillán. En ce qui concerne le nouveau gouvernement, il est considéré comme un atout positif pour « *initier la construction du socialisme* ». L'alliance avec la bourgeoisie est de nouveau rejetée et, fait essentiel pour le futur de l'UP, le congrès socialiste désigne la Démocratie-chrétienne en tant que premier représentant politique de cette classe sociale. **En d'autres termes, l'alliance politique avec la DC que l'UP, sous influence du PC et de Salvador Allende, recherche durant les mille jours du gouvernement est d'ores et déjà critiquée**. D'autre part, selon ce congrès, l'UP est définit comme une formation politique

---

[366] Position réaffirmée par Clodomiro Almeida (in « Dejar de un lado el ilusionismo electoral », *Punto Final*, N°42, Santiago, 22 de noviembre de 1967).
[367] M.N. Sarget, *Op. Cit.*
[368] PS, *Principios orgánicos del Partido Socialista de Chile*, Chile, 1970 (in V. Farias, *Op. Cit.*, pp. 328-339).

« *pluriclassiste* », où se retrouvent des « *tendances ouvrières, petites bourgeoises et bourgeoises* »[370]. En conclusion, les thèses de la Serena consacrent de nouveau la position critique du PS face aux positions des "gradualistes", et ce malgré le fait que les socialistes soient désormais une force essentielle du gouvernement. Cela explique l'attitude parfois "schizophrène" de cette organisation durant l'UP.

III - 1 – 3) Les chrétiens révolutionnaires et le MAPU (*Movimiento de Acción Popular Unitaria*)

Le MAPU (Mouvement d'action populaire unitaire) est né d'une scission de la Démocratie-chrétienne en 1969, alors que s'affrontent au sein du Parti démocrate-chrétien, trois tendances principales : la « *oficialista* », la « *tercerista* » et la « *rebelde* ». C'est cette dernière qui est à l'origine du MAPU et qui s'incorpore à l'Unité populaire, sous la direction de Rodrigo Ambrosio (secrétaire général). Le MAPU se déclare « mouvement » et non parti politique. En effet, l'objectif proclamé de ces militants est de réussir la réunification de tous les partis de gauche au sein d'un grand parti révolutionnaire. Afin d'affirmer son option pour la révolution, le mouvement postule à la constitution d'un « large front des travailleurs » (*Frente amplio de trabajadores*) sous hégémonie ouvrière, et qui exclurait la petite bourgeoisie progressiste. Il s'agit là d'une position paradoxale puisque la majorité du MAPU est justement issue de cette couche sociale[371]. Cette contradiction entre composition sociale et volonté de devenir le parti de la classe ouvrière est permanente dans l'histoire de ce mouvement. Elle se modifie cependant qualitativement, grâce au travail militant envers la classe ouvrière. En 1971, à la question d'un journaliste lui demandant qu'est-ce que le MAPU, R. Ambrosio répond simplement : « *un parti prolétarien* ». Ainsi, R. Ambrosio tend à placer le MAPU d'égal à égal avec le PS et le PC, éludant complètement le fait qu'il s'agit encore d'un parti faible numériquement et peu

---

[369] Le rapport rendu par le secrétaire général reçoit 59 votes pour et 69 abstentions (in L. Corvalán, *Op. Cit.*, p. 53).

[370] PS, « Resoluciones del XXIII Congreso del PS », La Serena, enero de 1970 (in *Punto Final*, Santiago, febrero de 1971).

[371] La composition petite-bourgeoise de la base militante du MAPU est reconnue dès 1970 par son secrétaire général, dans un document interne confidentiel, intitulé « Eléments pour une autocritique » et préparé en vue du premier congrès du mouvement. Il égrène d'ailleurs un à un ce qu'il considère comme les traits politiques fondamentaux de certains militants du MAPU : légalisme outrancier, manque de clarté sur les forces motrices de la révolution, politique sectaire, vacillants… Il invite en conséquence les militants à se mettre « *sous la direction du prolétariat* » (R. Ambrosio, « Elementos para la autocritica », documento interno, octubre 1970 in *Sobre la construcción del partido*, MAPU, Santiago, non daté (Archives BDIC, Dossier Chili, MAPU 1973 – 1980 : F delta 682).

implanté dans la classe ouvrière[372]. D'après le témoignage de Sergio Aguilar, qui a été responsable régional du MAPU pour la zone de Santiago et, durant la dictature, membre de sa direction nationale, cette organisation comporte au moment de son deuxième congrès (en 1972), entre 10 et 15.000 membres[373].

Sur la question de la voie à suivre dans la conquête du pouvoir, Jaime Gazmuri, dirigeant de l'organisation, interviewé par la revue *Punto Final*, préfère parler d'une **combinaison des deux modes stratégiques (voie pacifique et voie armée), montrant ainsi une position médiane à l'intérieur de la coalition de l'Unité populaire**[374]. Cependant son secrétaire général, dans un entretien pour la même revue, se montre beaucoup plus proche des positions socialistes, voire de celles de l'extrême gauche. En effet, celui-ci déclare qu'il est nécessaire de savoir faire une distinction entre le pouvoir (« bourgeois » ou « populaire ») et l'appareil d'Etat. Par ce biais, il cherche à signifier que si, de fait, la conquête du gouvernement et de l'exécutif doit être considérée comme importante, ceci ne résout en rien le problème du pouvoir. Selon R. Ambrosio, il y aurait inévitablement « *affrontement de deux pouvoirs de classe* » et il ajoute « *Le Chili n'est pas une exception. La destruction de l'Etat bourgeois reste une nécessité* [un requisito] »[375]. On peut déceler ici une différence d'appréciation assez importante entre les deux dirigeants du MAPU, différences qui expliquent la scission du MAPU en 1972. Le premier congrès national du mouvement qui se tient, fin 1970, donne tout son appui à l'UP, tout en précisant que « *la conquête du pouvoir depuis le gouvernement passe inévitablement par un affrontement aigu et prolongé dont le résultat sera la destruction des formes bourgeoises de l'Etat et la construction d'un Etat populaire, profondément démocratique, qui exprime institutionnellement le nouveau pouvoir du peuple* »[376]. Le MAPU est l'une des organisations de l'UP qui met le plus régulièrement en avant la notion de pouvoir populaire.

---

[372] Rodrigo Ambrosio, « Entrevista al diario Ultima Hora », 28 de septiembre de 1971 in *Sobre la construcción del partido*, MAPU, Santiago, non daté. (Archives BDIC, Dossier Chili, MAPU 1973 – 1980 : F delta 682)

[373] Entretien avec Sergio Aguilar, réalisé à Santiago, le 22 mai 2002.

[374] J. Gazmuri, "El MAPU y su papel en la campana electoral", *Punto Final*, N°99, Santiago, 3 de marzo 1970.

[375] Entrevista a R. Ambrosio, *Punto Final*, Santiago, 24 de noviembre de 1970 (in V. Farias, *Op. Cit.*, T.I, pp. 481-488).

[376] Souligné par nous. MAPU, *Línea del congreso. Conclusiones del Primer congreso nacional*, Santiago, octubre-noviembre 1970 (in V. Farias, *Op. Cit.*, T. I, pp. 468-470).

Progressivement, d'autres secteurs chrétiens s'intègrent au projet de la gauche. Comme nous le verrons (voir le paragraphe IV – 2 - 2), c'est le cas durant l'année 1971 avec l'apparition de la Gauche chrétienne (*Izquierda cristiana*), elle-même issue de la DC, mais aussi d'autres petits mouvements structurés au sein de l'Eglise catholique, comme le très radical *Mouvement chrétiens pour le socialisme* (CPS). Le CPS trouve ses origines dans des organisations comme la « *jeune église* » et « *l'église avec le peuple* », mises en place par quelques prêtres et religieuses, auxquels se joignent environ 200 laïcs. Ces chrétiens progressistes tiennent leur première rencontre nationale le 18 octobre 1970. Pourtant, ce mouvement reste peu structuré jusqu'à « l'appel des 80 », en avril 1971, qui se prononce pour la « *participation des chrétiens à la construction du socialisme au Chili* ». Il se forme à cette occasion un « *secrétariat sacerdotal* ». La déclaration finale de cet appel a une énorme répercussion et soulève une violente polémique dans les moyens de communication nationaux. Il faut noter que cette initiative se place contre la hiérarchie ecclésiastique. Selon Pablo Richard, « *les prêtres et les religieuses qui étaient allés dans les quartiers populaires et les usines, avec le sentiment pastoral d'apporter un « salut », en vinrent à comprendre qu'ils étaient les premiers sauvés, par la classe ouvrière, de l'idéologie bourgeoise* ». Il s'agit ainsi de faire une critique aiguisée de la Démocratie-chrétienne, tout en cherchant à convaincre ses militants de base. Immédiatement, la droite de la DC et le PN se déchaînent contre ces prêtres rouges, accusés de défendre des positions erronées et dangereuses. Les CPS participent malgré tout activement aux débats politiques de cette période, notamment ceux concernant le pouvoir populaire [377].

III – 1 – 4) Le MIR (*Movimiento de la Izquierda Revolucionaria*)

Le MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) est le résultat d'un processus d'unification de plusieurs groupes révolutionnaires, issus d'horizons sociaux et politiques différents. Contrairement à une certaine historiographie persistante, le MIR n'est pas le produit « d'une influence extérieure » (Cuba), ni même le fruit de l'action d'un petit groupe d'étudiants radicalisés de Concepción (conduits par son futur leader, Miguel Enríquez). Si ces derniers ont joué un rôle indéniable dans sa structuration, on trouve aux origines de la « préhistoire du

[377] Voir P. Richard, *Origine et développement du mouvement Chrétiens pour le socialisme (Chili 1970-1973)*, Paris, Centre Lebret « foi et développement », Série América Latina N°2, non daté (BDIC : 9 col 1207/2) et CEP, *los cristianos y la revolución. Un debate abierto en América Latina*, Santiago, Ed. Quimantú, 1973.

MIR » plusieurs dirigeants issus du mouvement ouvrier[378]. Parmi eux, Luís Vitale (historien de ce mouvement, mais aussi fondateur du MIR) dégage huit groupes : « *Il y avait le POR, des groupes qui venait du PS, du PC, des groupes qui sortaient du Parti Radical, de la Démocratie-chrétienne ; tous avec une position de type gauche révolutionnaire, influencée par la révolution cubaine* »[379]. Parmi ces groupes, on trouve notamment le *Partido socialista popular* (PSP), issu du POR (*Partido obrero revolucionario*)[380] ; ou encore la *Vanguardia revolucionaria marxista* (VRM) – *Rebelde*, scission de 1964 issue de la VRM crée en 1962[381]. Le groupe étudiant des frères Enríquez et de Bautista Von Schouwen, est quant à lui sorti des rangs des jeunesses socialistes de Concepción, autour du périodique *Revolución* et a auparavant intégré la VRM.

Le fait que l'ancien dirigeant national de la CUT, le chrétien révolutionnaire Clotario Blest, ait participé à la formation du MIR, lui a donné une légitimité immédiate certaine. C'est le 15 août 1965 que cette organisation se forme à Santiago. Le but clairement affiché, dès la déclaration de principes, est de contester l'hégémonie réformiste exercée, selon cette organisation, par le PS et le PC sur les classes populaires : « *Les conditions objectives sont plus que mûres pour le renversement du système capitaliste. Malgré cela, le réformisme et le révisionnisme continuent de trahir les intérêts du prolétariat* » (article 5). **Dans cette optique,**

---

[378] Expression de Carlos Sandoval dans *MIR. Una historia*, Santiago, Ed Trabajadores, 1990, T. I.

[379] F. Gaudichaud, « Contribution à l'histoire du mouvement révolutionnaire chilien. Conversation avec Luís Vitale », *Dissidences (BLEMR)*, Nancy, N° 14-15, janvier 2004, pp. 34-39. Voir également M. Enríquez (Secretario General del MIR), *Algunos antecedentes del MIR*, Santiago, Marzo de 1971 (in *Documentos Internos 2-A - 1973*- Archives du CEDETIM– Paris).

[380] Voir A. Aquirre, P. Arcila, D. Verdugo, *Orígenes históricos del Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR). Época fundacional 1965-1970*, Santiago, Universidad Católica Blas Canas, Tesis de pregrado, 1995.

[381] On y trouve certains trotskystes, tels Enrique Sepulveda, le PRT (*Partido revolucionario trotskista*) ou encore des dissidents des jeunesses communistes (guidés par Gabriel Smirnow), ainsi que la majorité de la jeunesse du PSR, trotskyste (*Partido socialista revolucionrario*). Voir F. Neghme, S. Leiva, *La política del Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) durante la Unidad Popular y su influencia sobre los obreros y pobladores de Santiago*, U de Santiago de Chile, Tesis de licenciatura en educación de historia y geografía, diciembre 2000, pp. 13-14.

le MIR rejette la théorie de la « voie pacifique » (article 7)[382]. **Ce principe de l'inévitabilité de la lutte armée est l'une des bases de la théorie politique du MIR. Selon Luís Vitale, il ne faudrait pas surestimer pour autant l'inspiration castriste du MIR**[383]. Lors du tournant théorique de décembre 1967, à l'occasion du III° congrès du MIR, l'autocritique vise « *l'idéologisme pur* » de l'organisation et la nécessité du passage à « *l'action directe de masse* ». A cette date, Miguel Enríquez, fils du recteur de l'Université de Concepción, devient secrétaire général. Ce tournant signifie un changement tactique. L'organisation tente d'accentuer son implantation auprès des paysans pauvres (particulièrement les paysans *Mapuches* de la région du Cautín) ainsi que dans le prolétariat urbain, et surtout celui vivant dans les conditions les plus dures : *les pobladores* habitant les *campamentos* de Santiago (celui de la *Nueva La Habana* en est le symbole). Cette **insertion sociale reste faible au sein de la classe ouvrière industrielle,** avec cependant une présence notable dans certains secteurs spécifiques : par exemple, au niveau de l'industrie textile (usines de Tomé) ou encore dans les mines de charbon du sud. Cette implantation spécifique du MIR s'explique surtout par le fait qu'il s'agit de secteurs où il reste encore un espace politique qui ne soit pas entièrement occupé par le PS et le PC[384]. En ce qui concerne la politique internationale, le MIR reste attaché à Cuba comme à un pôle magnétique. Ses prises de positions internationales contiennent très peu de références au phénomène stalinien et font peu de place à l'analyse de la nature des Etats

---

[382] Nous utilisons la traduction en français parue dans M. Löwy (anthologie), *Le marxisme en Amérique Latine,* Paris, F. Maspero, 1980, pp. 301-305.

[383] A cette époque le livre « culte » de divers mouvements latino-américains, proches politiquement de la révolution cubaine, est celui de Régis Debray : *Révolution dans la révolution*, Paris, Maspero, 1967. Bien que, selon Luís Vitale, la déclaration de principes du MIR (dont il est l'auteur) soit surtout inspirée du programme de transition trotskyste et des théories politiques de la IV° Internationale (cf. F. Gaudichaud, « Contribution à l'histoire du mouvement révolutionnaire chilien… », *Op. Cit*.).

[384] Pour de plus amples détails voir: A. Jeldres, « Vision réaliste de l'implantation du MIR à la base », *Le MIR et le mouvement populaire chilien*, Grenoble, Mémoire IEP, septembre 1991, pp. 93-106 et surtout F. Neghme, S. Leiva, *La política del Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) durante la Unidad Popular, Op. Cit*.

appartenant au bloc de l'Est. Cette question fondamentale de l'histoire du mouvement ouvrier international reste une question non résolue par cette organisation[385].

Parallèlement à son difficile travail d'insertion sociale, la direction du MIR décide en 1967, d'accentuer sa stratégie d'action directe, notamment par le biais d'expropriations de banques[386]. S'exposant ouvertement à la répression des groupes mobiles de carabiniers du gouvernement Freí, le MIR passe dans la clandestinité. Cette réorganisation « par en haut » et sans consultation de la base, qui donne le primat à l'action directe armée, provoque des dissensions dans l'organisation. De plus, **lorsque la direction miriste apprend la candidature de Salvador Allende, elle décide de suspendre les actions directes mais refuse de participer à la joute électorale** suivant le principe que : « *Une victoire électorale ne signifie pas la conquête du pouvoir par les travailleurs*» [387]. **Cette stratégie aboutit à la division du mouvement**, le 25 juillet 1969, avant même que ne se tienne le IV° congrès : la « vieille garde » du mouvement, particulièrement le secteur trotskyste, quitte le mouvement[388]. Suite à la victoire d'Allende, le MIR fait d'ailleurs son autocritique partielle, admettant ainsi que « *la victoire électorale de la gauche constitue un immense pas en avant dans la lutte du peuple pour la conquête du pouvoir* » et qu'il n'avait pas prévu « *avec suffisamment de profondeur la possibilité pour l'UP d'assumer le gouvernement* ».

Cependant la vision générale de la transformation révolutionnaire est maintenue : nécessité de destruction violente de l'Etat bourgeois ; affrontement armé entre les capitalistes et les travailleurs, « *avec le socialisme comme unique but* »[389]. **A partir de cette date, le MIR**

---

[385] Pour une présentation générale des principes fondateurs du MIR et de la ligne politique et idéologique de ce mouvement: F. Neghme, S. Leiva, « Continuidad y cambio en la izquierda chilena: los lineamientos teóricos e ideológicos que confluyen en el MIR », *Op. Cit*., pp. 24-53. Voir également l'interprétation de l'un de ses dirigeants historique, réalisé en 2000 : A. Pascal Allende, « El MIR, 35 años de Lucha », *Punto Final*, N° 447, Santiago, agosto del 2000 ; N° 478, 7 de septiembre de 2000 et N° 480, 5 de octubre de 2000.

[386] Pour une description (malheureusement romancée) d'une attaque de banque voir : D. Avendaño, M. Palma, *El rebelde de la burguesía: la historia de Miguel Enríquez*, Santiago, Ed. CESOC, 2002. Consulter aussi le témoignage de Edgardo Enríquez dans « Entrevista a un miembro de la comisión política del MIR », Santiago, 28 de julio de 1972 (in *Documentos Internos 2-A - 1973*- Archives du CEDETIM– Paris).

[387] Extrait du manifeste « Aux ouvriers, paysans, pobladores et étudiants » d'août 1970 (en français dans : MIR, *Recueil de textes 1970-1973*, Paris, Ed. Politique Hebdo, 1974, pp. 9-11).

[388] Pour avoir l'interprétation de M. Enríquez : Secretario General del MIR, *Algunos antecedentes del MIR*, Santiago, Marzo de 1971 (in *Documentos Internos 2-A - 1973*- Archives du CEDETIM– Paris).

[389] Document émanant du secrétariat national du MIR et paru dans *Punto Final* en octobre 1970 (in MIR, *Recueil de textes 1970-1973*, *Op. Cit*., pp. 12-21).

décide de soutenir de manière critique le processus conduit par l'UP. Ceci en gardant son indépendance organisationnelle et en maintenant son refus de participer au gouvernement (il fournit pourtant une garde rapprochée au président Allende en participant au *Grupo de los amigos del Presidente* (GAP), ainsi qu'une aide modeste grâce à son appareil de renseignement[390]).

En ce qui concerne son organisation interne, le MIR est fortement marqué par une structure verticale et politico-militaire, où les décisions sont concentrées dans les mains de quelques-uns. Hernán Vidal dans sa recherche des « clefs existentielles » du MIR parle de « *verticalisme autoritaire* », phénomène renforcé par le passage de l'organisation à la clandestinité. Ce phénomène est d'ailleurs reconnu par la direction dans la documentation interne du MIR de l'année 1972[391]. Le fait qu'aucun congrès ne se soit tenu entre 1967 et la fin des années 80, montre les difficultés du fonctionnement démocratique de cette organisation. H. Vidal ajoute à aussi ce qu'il décrit comme une « *duplicité rhétorique* » : il existerait au sein du MIR une vision critique et réaliste au sein du cercle très restreint de la direction nationale et une image « triomphaliste » projetée à l'extérieur et vers les militants de base, afin d'encourager la mobilisation[392]. L'ensemble de l'organisation est compartimenté et en accord avec la conception stratégique de la « guerre révolutionnaire », elle s'appuie sur des unités territoriales, appelées *Grupos Político-Militares* (GPM), créées à partir de novembre 1969. Celles-ci constituent les noyaux de base du MIR et chacun d'entre eux se consacre au travail politique dans les divers « fronts de masse » (paysan, étudiant, *pobladores*, ouvrier, soldat)[393].

---

[390] P. Quiroga, *Compañeros. El GAP: la escolta de Allende*, Santiago, Aguilar, 2001 et C. Pérez, "Salvador Allende, Apuntes sobre su Dispositivo de Seguridad: El Grupo de Amigos Personales (GAP)". *Estudios Públicos*, Santiago, N° 79, 2000. Voir le téloignage de Guillermo Rodríguez, qui a été membre du GAP jusqu'en 1972 (Entretien réalisé à Santiago, le 6 août 2003) et C. Pérez, "Salvador Allende, Apuntes sobre su Dispositivo de Seguridad: El Grupo de Amigos Personales (GAP)". *Estudios Públicos*, Santiago, N° 79, 2000.

[391] Voir notamment "Algunas problemas referentes al partido » in Comisión política al Comité Central Restringido del MIR, *Informe sobre la "crisis de septiembre"*, Santiago, 3 de octubre 1972 (in *Documentos Internos 1972* - Archives du CEDETIM).

[392] H. Vidal, *Presencia del MIR. 14 claves existenciales*, Santiago, Mosquito editores, 1999.

[393] Selon une enquête interne de la direction du MIR, en 1972, chacun des GPM est divisé entre 4 à 6 secteurs et représente, en moyenne, 3 militants et 15 aspirants, plus un « front politique organisé » de 50 personnes (MIR, *Informe de la comisión política al comité central retringido sobre la crisis de septiembre*, Santiago, 3 de octubre de 1972 (in Documentos Internos 1972 - Archives du CEDETIM).

Les secrétaires régionaux sont désignés par le secrétaire national et les chefs des GPM par les comités régionaux, sans participation de la base. Le droit de tendance est nié et l'entrée des militants se fait au compte goutte. Comme le rappelle l'enquête orale, le militant « sympathisant », après avoir été « aspirant », doit suivre un véritable rituel d'entrée, de trois mois ou plus, avant d'atteindre le statut de militant de base[394]. **Ce schéma, verticaliste et compartimenté, subit plusieurs transformations du fait du développement miriste au sein du mouvement social durant l'UP. C'est ce qui conduit à l'apparition de « commissions » de coordination du travail syndical, paysan, etc**... Il semble même qu'il y ait eu une crise organique des GPM, avec un décalage croissant entre la structure politico-militaire du MIR et l'insertion grandissante de ces militants dans les « fronts de masse ». Le témoignage de Javier Bertín et Guillermo Rodríguez, tous deux militants du GPM 4 de Santiago, permet de connaître mieux ces modifications[395]. A la fin des années soixante, l'organisation comporterait environ 2000 militants, chiffre qui s'élève a plus de six mille en 1973[396], voire à dix mille militants[397]. Si on prend en compte les nombreux sympathisants et aspirants du MIR, extrêmement actifs politiquement, le chiffre de quinze mille militants doit être assez proche de la vérité[398]. On peut préciser que cette progression est assurément le fruit du travail - dit « *sur les cinq fronts de*

---

[394] Javier Bertín témoigne sur la difficulté de devenir un « militant » du MIR, à part entière : "*lo que pasa es que el MIR tenia muy categorizado los estratos, por ejemplo existía aspirante, simpatizante y militante y resulta que estos 3 estratos tenían las mismas responsabilidades. Lo que pasa es que al militante se le reconocía una mayor trayectoria y por lo tanto el militante podía asumir tareas de dirección, un simpatizante no podía asumir tareas de dirección, pero era una cuestión asimétrica, a los simpatizantes y aspirantes se les exigía tanto como a los militantes, pero no tenían los mismos derechos*" (entretien réalisé à Santiago, le 6 août 2003). Selon le secrétariat général, il faut une moyenne de 5 à 6 mois pour devenir militant du MIR : M. Enríquez (Secretario General del MIR), *Algunos antecedentes del MIR*, Santiago, Marzo de 1971 (in *Documentos Internos 2-A - 1973*- Archives du CEDETIM– Paris).

[395] La GPM 4 correspond à la zone Cerrillos – Las Rejas – J. M. Caro et sa direction est formée par 6 membres. Je reviens sur cette évolution du GPM dans le chapitre III (Voir aussi : M. Silva, *Op. Cit.*, pp. 389-391).

[396] Chiffres tirés et comparés à partir de A. Jeldres, *Op. Cit.* et D. Avendaño, M. Palma, *Op. Cit.*

[397] Chiffre avancé par Pascal Allende, dirigeant du MIR et membre de la famille de S. Allende (A. Pascal Allende, « El MIR, 35 años de Lucha », *Punto Final*, Nº 447, Santiago, agosto del 2000 ; N° 478, 7 de septiembre de 2000, N° 480, 5 de octubre de 2000 et N° 481, 13 de octubre de 2000).

[398] C. Castelain annonce « *environ 10 000 militants* » dans sa thèse de troisème cycle : C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973. Rapports entre transformations des pratiques sociales, des représentations idéologiques et intervention politique dans un mouvement revendicatif urbain*, thèse de troisième cycle, Ecole Pratique des Hautes Etudes, 1976.

masses » - notamment au niveau des « Fronts des travailleurs révolutionnaires » (FTR), qui apparaissent fin 1971[399].

III – 1 – 5) Autres mouvements de la gauche extraparlementaire

Si l'on voulait réaliser une étude exhaustive du paysage politique de la gauche chilienne en 1970, il faudrait également s'attarder sur les nombreuses petites organisations ou mouvements qui existent à la gauche du MIR. Il y a là tout un champ inexploré d'investigation, d'un grand intérêt pour le politologue, le sociologue ou l'historien des mouvements révolutionnaires. Nous pouvons noter ici quelques pistes intéressantes. En ce qui concerne, l'histoire du « pouvoir populaire » chilien, plusieurs organisations semblent avoir une influence locale réelle. Ceci, malgré une taille parfois minuscule, une capacité militante très réduite et un champ d'action limité à quelques secteurs spécifiques. Nous avons déjà essayé de montrer l'intérêt qu'il y aurait, par exemple, à mieux connaître le **mouvement trotskyste** chilien[400]. Il faudrait également y ajouter les **organisations maoïstes** issues en général - dans l'élan du conflit sino-soviétique - d'une scission du Parti communiste chilien.

L'on sait par exemple, que durant l'Unité populaire, le Parti communiste révolutionnaire (*Partido comunista revolucionario* – PCR) et le PC *Bandera roja* jouent un certain rôle au niveau des Cordons industriels (en particulier celui de Macul)[401]. Notons qu'à l'époque, Alain Labrousse, un auteur qui n'a jamais caché ses sympathies envers le maoïsme, n'hésite pas à parler du PCR comme une des alternatives politiques possibles au Chili de l'Unité populaire[402]. Il s'agit là d'un vœu pieu puisque cette organisation, dirigée par Jorge Palacios, est extrêmement minoritaire et possède très peu d'influence au sein du mouvement social : comme le reconnaît aujourd'hui Eugenio Cantillana (ouvrier maoïste, chargé du front syndical du PCR à Santiago), son parti ne regroupe pas plus de 200 militants (dont un noyau de 60 personnes à Concepción)[403]. **Pour le PCR, le gouvernement de S. Allende est analysé**

---

[399] *Frente de trabajadores revolucionarios* (FTR) : voir paragraphe qui leur est consacré.

[400] Voir le dossier « Autour du mouvement révolutionnaire chilien », *Dissidences*, Nancy, N° 14 – 15, janvier 2004.

[401] Voir l'entretien avec Luís Inoztrosa, Santiago, 4 juillet 2002, ainsi que le témoignage de Eugenio Cantillana (Entretien téléphonique réalisé depuis la France, le 25 juillet 2005).

[402] A. Labrousse, *L'expérience chilienne : Réformisme ou Révolution ?*, Paris, Seuil, 1972 (surtout le chapitre 11 intitulé « L'alternative de Parti communiste révolutionnaire (PCR) », pp. 354 à 363).

[403] Entretien avec Eugenio Cantillana (Entretien téléphonique réalisé depuis la France, le 25 juillet 2005).

comme la continuité d'une politique de type réformiste initiée avec Freí[404]. Selon le PCR, le rapide discrédit de ce dernier aurait ainsi permis l'arrivée de l'UP au pouvoir, avec l'appui d'importants secteurs populaires et « *d'un secteur de la bourgeoisie, représenté par la couche dirigeante de l'Unité populaire* ». En ce qui concerne le programme d'Allende, il est qualifié de « démocratique-bourgeois ». La politique du gouvernement est étudiée en détail par Robinson Rojas, dans deux articles intitulés : « *Capitalismo de Estado o un paso hacia la construcción del socialismo* ? » et « *los reajustes de sueldos y salarios mínimos* »[405]. L'auteur y note que la base de la nouvelle politique économique du gouvernement est essentiellement destinée à permettre le développement d'un capitalisme industriel et commercial, qui était jusque là restreint par la structure dépendante et monopoliste de l'économie chilienne. Cette nouvelle stratégie de développement, serait ainsi de l'ordre du **capitalisme d'Etat**. Le programme de Salvador Allende est aussi vu comme le moyen pour certaines couches bureaucratiques de s'emparer de la plus-value engendrée par l'exploitation de la classe ouvrière. Malgré ces nombreuses critiques, les maoïstes admettent que le programme de l'UP contient des revendications essentielles pour la classe ouvrière et se dit prêt à lutter pour la « *direction directe et réelle des travailleurs dans l'administration des entreprises expropriées* »[406].

Autre organisation d'extrême gauche : le *Frente revolucionario* (FR – Front révolutionnaire), tendance trotskyste héritière du POR (*Partido obrero revolucionario* – Parti ouvrier révolutionnaire), créée à la fin des années trente et menée notamment par le dirigeant ouvrier Humberto Valenzuela[407]. Ce front est en partie issu du MIR, suite aux différends politiques de l'année 1969[408]. Son orientation politique est marquée par son adhésion aux thèses de la Quatrième Internationale – Secrétariat Unifié (SU), et en conséquence au programme de transition élaborée par Léon Trotsky en 1938[409]. Le FR participe d'ailleurs aux FTR dominés par le MIR. La Quatrième Internationale (SU) rappelle cette nécessité, malgré les

---

[404] Voir particulièrement : *Entrevista al Partido Comunista Revolucionario de Chile*, Causa ML, Santiago, N°3, septiembre - octubre 1968 et surtout le document issu du X° anniversaire de la formation maoïste : PCR, *Chile: ¡el pueblo armado jamás será aplastado!*, X° aniversario del PCR, febrero 1966 – febrero 1976, ediciones ML, 1976.
[405] Voir *Causa Marxista Leninista*, Santiago, N°20, noviembre-diciembre 1970.
[406] Pour une synthèse des critiques du « compromis historique » de classes que representerait l'UP selon le PCR, voir : J. Palacios, *Chile : un ensayo de compromiso historico*, Barcelone, Editorial 7 1/2, 1976.
[407] Voir Nicolas Miranda, *Contribución para una historia del trotskysmo chileno 1929-1964*, *Op. Cit*. et R. J. Alexander, *Trotskyism in Latin America*, *Op. Cit*.
[408] H. Valenzuela ou encore Luís Vitale sont membres du secrétariat national du MIR entre 1965 et 1967. Voir Humberto Valenzuela, *Historia del movimiento obrero chileno*, Santiago, POR, 1972.
[409] R. J. Alexander, *International Trotskyism 1929-1985: a document analysis of the movement*, Duke University Press, London., 1991 et D. Bensaïd, *Les trotskysmes*, Paris, Que-sais-je?, PUF, 2000.

dures critiques qu'elle adresse au MIR[410]. Luís Vitale, soulignant le rôle joué par Humberto Valenzuela, lie directement le militantisme de ce dernier à la propagande en faveur du « pouvoir populaire » et d'un front uni des révolutionnaires, « *critiquant dans le même temps les réformistes* »[411]. Parmi les revendications centrales de cette organisation, on retrouve le thème du « contrôle ouvrier ». Selon le FR, « *le contrôle ouvrier ne doit pas seulement s'appliquer à la production mais dans toutes les entreprises, moyens de communication de masses (journaux, radios, télévisions) et les services publics* ». Durant l'année 1972, cette tendance politique prétend se transformer en parti : le Parti socialiste Révolutionnaire (PSR)[412]. Il s'agit d'une organisation ayant une influence limitée sur la classe ouvrière, mais qui est tout de même parvenue à avoir des dirigeants au niveau national à la CUT. Il semble également qu'elle ait de l'influence dans les milieux étudiants et certains éléments de la classe moyenne[413]. A noter également l'existence de la Ligue communiste qui, à la même époque, est une section « sympathisante » de la Quatrième Internationale –SU.

En concluant sur le plan de l'influence politique de l'ensemble de la gauche au sein du mouvement social, on peut constater une importante politisation de la population chilienne. **Dans un pays comptant à peine 10 millions d'habitants, la présence de plusieurs centaines de milliers de militants de gauche qui se proclament en faveur d'un projet politique anticapitaliste n'est pas un fait anodin**. De tels chiffres donnent une idée de l'ampleur de la mobilisation sociale de cette période. Cette forte extension du champ politique de la gauche à de vastes portions de la société civile signifie le renforcement d'une subjectivité collective mobilisatrice, la légitimation de l'usage de la parole, de la critique sociale et l'imposition de l'image du militantisme comme une sorte de nécessité partagée collectivement. Face à ces organisations, se trouvent des partis d'opposition qui possèdent également une militance active, quoique inférieure numériquement : la Démocratie-chrétienne (DC) regroupe environ 60 000 militants (avec une forte implantation au sein du mouvement ouvrier) et l'opposition de la

---

[410] En décembre 1971, la Quatrième Internationale SU appelle à soutenir le MIR de manière critique et note « *the necessary criticism of he contradictions and weaknesses of the MIR must not at all stand in the way of recognizing the important role the MIR is playing as a catalyser at the moment* » in *Intercontinental Press*, New York, 12 février 1972, pp. 136-192 (cité par R. J. Alexander, *International Troskyism 1929-1985, Op. Cit.*, p. 199).
[411] *Intercontinental Press*, New York, 9 janvier 1978 (cité dans R. J. Alenxander, *Op. Cit.*, p. 198).
[412] F. Gaudichaud, « Contribution à l'histoire du mouvement révolutionnaire chilien », *Op. Cit.*
[413] Cette implantation se traduit notamment par l'insistance du FR sur les thèmes de la réforme universitaire. (voir par exemple les numéros 9 et 10 de *Poder Obrero*, Santiago, marzo y abril del 1972).

droite conservatrice (avec le Parti National) et fasciste (avec des petits groupes tels que *Patria y Libertad*) cumulent prés de 30 000 militants[414].

III – 2) « La voie chilienne au socialisme ». Formation et programme de l'Unité populaire

Qu'est-ce que l'Unité populaire ? Question essentielle, si l'en est ! L'aperçu bibliographique et épistémologique, exposé plus haut, montre qu'une qualification générale de l'UP reste aujourd'hui sujette à discussion parmi la communauté scientifique. Elle l'était, et l'est encore aujourd'hui, au sein des militants de gauche. Certains auteurs marxistes critiques (proche du trotskysme) ont ainsi pu qualifier la coalition comme celle d'un nouveau type de « Front populaire », quoique sous direction du réformisme ouvrier[415]. D'autres (proches du PC chilien) y ont vu une coalition anticapitaliste composée de plusieurs partis, sous direction de la classe ouvrière[416]. On pourrait multiplier les exemples : notons cependant que plus récemment certains analystes ont essayé de rejeter l'ensemble de ces qualifications qui se réclament du marxisme. En effet, la « voie chilienne vers le socialisme » a aussi été présentée par nombre d'historiens, et *a fortiori* par ses apologistes, comme une tentative historique unique, et même comme une construction théorique originale[417]. Il est pourtant nécessaire de revenir à une vision plus critique, en utilisant les apports théoriques des sciences politiques et sociales contemporaines.

L'UP est une coalition hétérogène de partis politiques allant du Parti communiste au Parti radical, en passant par le PS et des secteurs démocrates-chrétiens en rupture avec leur organisation (le MAPU), ou encore l'API (*Acción popular independiente*). Le 17 décembre 1969, les différents partis arrivent à se mettre d'accord sur la constitution d'un programme de base qui doit servir à la campagne présidentielle de Salvador Allende (finalement élu comme représentant de la coalition). Ce programme est conclu après de multiples discussions au cours

---

[414] Chiffres cités par M. Castells, *La lucha de clases en Chile*, Buenos Aires, Siglo 21 Editores, 1974, p. 426.
[415] Voir P. Camejo, « Popular frontism in office. The first years Allende's Chile : Is it going socialist? » in Les Evans, *Disaster in Chile. Allende's Strategy and why it failed*, New York, Pathfinder Press, 1974, p. 46.
[416] Voir Sergio Ramos dans *¿Chile, una economía de transición?*, Santiago, CESO, Facultad de Ciencias Económicas de la Universidad de Chile, 1972, p. 33.
[417] C'est par exemple le cas de Sergio Bitar dans : *Transición, Socialismo y Democracia: la experiencia chilena*, México, Siglo XXI, 1979 et *Chile 1970-1973: asumir la historia para construir el futuro*, Santiago, Pehuen, 1995.

desquelles chaque parti renonce à son propre candidat[418]. Cette coalition est constituée essentiellement par deux poids lourds de la politique nationale : le PS et le PC. L'axe que forment ces deux partis trouve notamment ses origines dans le *Frente de acción popular* (FRAP) formé en 1956. La formation de l'Unité populaire correspond clairement aux aspirations répétées du Parti communiste pour obtenir une alliance élargie, avec les autres partis de gauche et de centre-gauche. Ce désir énoncé en 1962 au cours du XII° congrès du parti est réaffirmé lors du XIV° congrès national de 1969. On peut d'ailleurs faire remonter cette volonté des communistes à une période bien antérieure[419]. L'UP constitue également une coalition pluri-classiste, puisqu'aux côtés de la classe ouvrière, elle est composée d'importants secteurs des couches moyennes et de la petite bourgeoisie (particulièrement au sein du PS), mais aussi de certaines fractions de la bourgeoisie (représentées au gouvernement par le Parti radical).

Ce qui est dénommé « voie chilienne au socialisme » est présenté, à maintes reprises, comme une originalité authentiquement chilienne, s'appuyant sur la spécificité des institutions et de l'Etat de ce pays ou encore de son idiosyncrasie[420]. Pourtant, il s'agit avant tout d'une application de la théorie de la voie pacifique au socialisme et de la politique internationale du PCUS. Au-delà du mythe d'une politique de transition au socialisme spécifiquement chilienne, on peut y voir clairement la mise en place d'un modèle commun, fortement influencé par l'imbrication du Chili dans le jeu international de la « guerre froide » puis de la « détente »[421]. En ce sens, malgré d'indéniables spécificités

---

[418] Selon le poète communiste Pablo Neruda, lui aussi candidat à la présidentielle : « *La única manera de precipitar la unidad estaba en que los comunistas designaran su propio candidato. Cuando acepté la candidatura por mi partido, hicimos ostensible la posición comunista. Nuestro apoyo seria para el candidato que constara con la voluntad de los otros. Si no se lograba consenso, mi postulación se mantendría hasta el final. Era un medio heroico de obligar los otros a ponerse de acuerdo*" dans P. Neruda, *Confieso que he vivido. Memorias*, Santiago, Ed. Planeta, 2000, p. 328.

[419] Selon l'analyse d'Alonso Daire : « *La Unidad Popular es la realización de la estrategia del PC desde 1950 con la elaboración del Programa de Emergencia; y la aplicación de la "vía pacifica". Por la tanto la UP representa un punto de llegada en el análisis que sostenía el PC desde hacia veinte anos. La UP como revolución antiimperialista, primera etapa de la transición al socialismo, es la realización histórica del pensamiento del PC de Chile* » (A. Daire, "La política del Partido Comunista desde la post-guerra a la Unidad-Popular" in A. Varas (comp.), *Op. Cit.*, p. 216).

[420] Voir Salvador Allende (Selección de Joan Garcés), *Nuestro Camino al Socialismo. La Vía Chilena*, Buenos Aires, Editorial Papiro, 1974 et le documenatire suivant : C. Marker, M. Littin, *On vous parle du Chili*, Paris, Iskra, 1973.

[421] J. Fermandois, "¿Peón o actor? Chile en la Guerra Fría (1962-1973)", *Estudios Públicos*, Santiago, N° 72, 1998 pp. 149-171. Il faut cependant spécifier qu'il s'agit d'une erreur de

nationales, le programme de l'UP est aussi un exemple concret du modèle de la « voie pacifique » au socialisme et de la « doctrine Brejnev »[422]. Le programme de l'UP reflète clairement cet état de fait, bien que des intellectuels organiques de l'UP comme Joan Garcés lui préfèrent la dénomination de « voie politique » ou « institutionnelle » (opposée à la voie insurrectionnelle ou armée)[423]. En effet, ce programme consacre un ensemble de mesures anti-impérialistes et progressistes selon une tactique revendiquée avant tout par les communistes. Sont cependant présents certains éléments qui dénotent les concessions faites au PS[424]. Pourtant, comme le reconnaît l'historien Luís Corvalán Marquéz, l'UP a « *mis en place un programme qui correspondait à une voie pacifique, institutionnelle ainsi qu'à une ample alliance nationale et populaire. Cette vision reflétait de manière prédominante les conceptions de son candidat Salvador Allende et du PC. De ce fait, il ne répondait pas au concept de Front des travailleurs, ni au recours à la voie armée avancée antérieurement par le PS* »[425]. Par exemple, alors que le PS rejette l'alliance avec des secteurs de la dénommée « bourgeoisie nationale » (ainsi qu'avec leurs représentants du Parti Radical et de l'API), le programme la consacre, en accord avec les alliances de classes préconisées par Moscou[426]. Qu'est-ce qui explique donc la participation du PS ? Carlos Altamirano a répondu à plusieurs reprises à une telle interrogation. Selon lui, « […] *les institutions chiliennes étaient légitimement profitables* [ou utilisables – aprovechables] *par le mouvement révolutionnaire. Mais non pas dans la*

---

résumer l'histoire du PCC à celle de simple « agent de Moscou », tant il s'agit d'un parti avec une réelle implantation sociale et histoire nationale.

[422] Cette problématique est développée par Alonso Daire dans son étude sur l'évolution politique du PCC ("La política del Partido comunista desde la post-guerra a la Unidad-Popular" in A. Varas (comp.), *Op. Cit.*).

[423] J. Garcés, "Vía insurreccional y vía política: dos tácticas", *Revista de la Universidad técnica del Estado*, Santiago, N°13/14, marzo-junio 1973, pp. 7-39.

[424] Ainsi le programme proclame: "*La única alternativa verdaderamente popular y, por lo tanto, la tarea fundamental que el Gobierno del Pueblo tiene ante sí, es terminar con el dominio de los imperialistas, de los monopolios, de la oligarquía terrateniente e iniciar la construcción del socialismo en Chile*" in "Programa de la Unidad Popular", 17 de diciembre de 1969, Santiago (publié en ligne in http://www.abacq.net/imagineria/frame5.htm). La mention soulignée par nous dénote clairement l'influence du PS (en ce qui concerne les contradictions présentes au sein du programme, voir le prologue de Julio Silva Solar à *Para recuperar la memoria histórica*, *Op. Cit.*, pp. 7-38).

[425] L.Corvalán Marquéz, *Op. Cit.*, p. 19. Plus loin, il écrit : "*... lo que había entre los partidos de la UP no eran meros matices políticos dentro de una línea general común; no se trataba solo de sensibilidades distintas*".

[426] Le programme reconnaît parallèlement que "*Chile es un país capitalista, dependiente del imperialismo, dominado por sectores de la burguesía estructuralmente ligados al capital extranjero, que no pueden resolver los problemas fundamentales del país*" in "Programa de la Unidad Popular", *Op. Cit.*.

perspective d'accomplir un cycle historique jusqu'à la construction du socialisme, mais seulement dans celle d'affronter depuis des positions de forces plus favorables -politiques, sociales et militaires- la rupture de l'Etat bourgeois »[427].

Pour résumer, la tactique générale de la « voie chilienne au socialisme », celle-ci s'appuie essentiellement sur **quatre thèses centrales**, articulées entre elles, ce qui la différencie considérablement de la théorie et de la *praxis* des « classiques du marxisme » en ce qui concerne le processus de transition au socialisme :

1) La thèse de la « révolution par étape » et de la possibilité d'une transition graduelle au socialisme, en utilisant tout le potentiel des institutions en place
2) La thèse de la « flexibilité institutionnelle » et de la spécificité de l'Etat chilien qui est supposée s'insérer au sein d'un système politique stable, garantissant ainsi le maintien du fonctionnement de la « démocratie » (même dans le cas de la présidence d'un candidat se réclamant du socialisme tel que S. Allende)
3) La thèse de la constitutionnalité des forces Armées et de leur respect inébranlable du suffrage universel
4) La thèse de l'alliance de classe avec la dénommée « bourgeoisie nationale progressiste », au sein d'un projet de développement industriel capitaliste autocentré, anti-monopoliste et anti-impérialiste

La volonté de l'Unité populaire est de sortir des ornières des gouvernements précédents, avec comme objectif d'appliquer un certain nombre de réformes importantes et une redistribution des richesses radicale[428]. **Cette modernisation de l'économie et la démocratisation de la société chilienne s'articulent elles aussi autour de quatre axes de réformes** :

1) Nationalisation des ressources naturelles essentielles du pays dont le cuivre (« le salaire du Chili ») aux mains de l'impérialisme américain
2) Réforme agraire qui approfondirait celle débutée par le gouvernement démocrate-chrétien
3) Nationalisation d'une partie des grands monopoles industriels et du système bancaire ainsi qu'une partie du secteur de la distribution
4) Nombreuses réformes sociales progressistes (les « 40 mesures ») sans précédent par leur ampleur dans l'histoire du pays

D'une manière générale, le programme de l'UP annonce un ensemble de mesures destiné à favoriser le développement économique du pays et à utiliser au maximum ses capacités productives. Le plan quinquennal pour les années 1971-1976 prévoit de fortes augmentations

---

[427] C. Altamirano, *Dialéctica de une derrota*, México, Ed. Siglo XXI, 1977, p. 67.

[428] Pour connaître le programme et la stratégie de l'UP, voir les nombreux documents et textes d'analyse mis en ligne dans : http://www.rebelion.org/mostrar.php?tipo=1&id=41.

de la production et des exportations, notamment du cuivre[429]. Cet objectif, l'UP veut l'atteindre par le biais d'une intervention gouvernementale forte, grâce à l'implantation d'un capitalisme d'Etat contrôlant les principaux monopoles du pays. C'est ce qui est alors appelé « *la construction de la nouvelle économie* ». Celle-ci appelle à l'édification d'une « Aire de propriété sociale et mixte » (APS) formée par la nationalisation du secteur minier (cuivre, salpêtre, fer, charbon…), la banque et le commerce extérieur, ainsi que par les « *monopoles industriels stratégiques* » et « *les grandes entreprises et monopoles de distribution* » [430]. Les volontés affichées par le programme peuvent enfin se résumer en 6 points :

1) Résoudre les problèmes immédiats de la majorité de la population en orientant la production du pays vers les couches populaires
2) Politique des travaux publics et emploi à tous les chiliens en âge de travailler
3) Libération et expropriation du grand capital impérialiste
4) Occupation maximum des capacités productives du pays
5) Diversification du commerce extérieur
6) Stabilité monétaire et lutte contre l'inflation

Dans une perspective de temps long, la stratégie de l'UP - notamment par son projet d'alliance tactique avec la « bourgeoisie nationale » - s'inscrit dans la continuité des Fronts populaires de la fin des années trente, mais, avec des caractéristiques fort différentes, particulièrement du fait qu'elle est sous hégémonie de deux partis marxistes, majoritairement ouvriers. En envisageant froidement ce programme politique, on peut noter qu'il est de type démocrate-bourgeois radical et anti-impérialiste, accompagné de diverses mesures de nature progressiste, en accord avec la théorie de la révolution par étapes[431]. **L'économiste Héctor Vega a montré les faiblesses de ce programme, qu'il qualifie « *d'économie du populisme* »** dans le contexte du Chili des années 70[432]. S'il serait vain d'essayer de reproduire l'ensemble de son argumentation développée dans sa thèse d'Etat,

---

[429] Selon l'office d'information de la présidence, le plan estime que le volume physique des exportations augmenterait de 60 % jusqu'en 1976. Ce qui dans son ensemble signifierait le passage d'un revenu national de 405 millions de dollars en 1970 à 598 millions de dollars en 1976. Voir Salvador Allende, *La realidad social de Chile*, Oficina de informaciones y radiodifusion de la presidencia de la republica, Santiago, 1972, p.3 (dossier BDIC, publications officielles 1971-1973 : F Delta Res 190/10).

[430] Voir paragraphe consacré à la constitution de l'Aire de propriété sociale.

[431] Voir les analyses de L. Vitale, « El gobierno de Salvador Allende », *Para recuperar la memoria histórica. Frei, Allende, Pinochet*, Santiago, Ed. ChileAmerica – CESOC, 1999, pp. 174-238.

[432] H. Vega Tapia, *L'économie du populisme et le projet de passage au socialisme proposé par l'Unité populaire*, U. Aix-Marseille II, Thèse d'Etat en économie, 1981.

notons que l'une de ses explications se base sur l'étude du bloc social, sur lequel tente de s'appuyer l'UP. De ce point de vue, la gauche chilienne maintiendrait le vieil « *équilibre populiste* » d'alignement social, hérité des pratiques gouvernementales antérieures. **Cette conceptualisation est d'ailleurs partagée par l'historiographie la plus récente.** Ainsi, **les historiens Gabriel Salazar et Julio Pinto qualifient l'UP de coalition « *national-populiste* », déguisée sous un discours révolutionnaire. Cette analyse se base notamment sur l'usage de l'Etat que se propose de faire la gauche chilienne et d'un programme qui serait en continuité directe avec la période ouverte dans les années trente par divers essais de développement capitaliste autocentré**[433]. Pourtant, l'inconvénient de la notion de « national-populisme » est qu'il tend à être un véritable fourre-tout théorique, qui ne permet pas de comprendre véritablement les caractéristiques chiliennes. Par exemple, on ne peut confondre un gouvernement réformiste radical comme celui de Salvador Allende avec le « populisme intégral » de régimes comme ceux de Vargas ou Péron, au Brésil et en Argentine[434]. **Il ne faut donc pas nier le caractère spécifique de l'UP, en d'autres termes son caractère *sui generis***.

Un champ important de la tactique de l'Unité populaire est celui de la place des militaires au sein de la transition au socialisme. L'idée d'une possible conquête pacifique et graduelle du pouvoir va de pair avec **une vision réformiste des forces armées**. **La thèse qui prédomine parmi les partis intégrants l'UP est celle de l'exception historique de l'Etat démocratique chilien et de la soumission légaliste des forces armées aux décisions politiques civiles**[435]. L'UP base ses possibilités de réussite sur le fait que les forces armées au Chili seraient majoritairement « constitutionnalistes », tout du moins qu'une transformation sociale importante sera acceptée par celles-ci, dans la mesure où les règles du jeu institutionnel sont respectées. Dans cette optique, les secteurs putschistes pourraient être isolés et neutralisés. Une brève mise en perspective historique résiste pourtant mal à de tels arguments, qui avec le recul apparaissent comme étonnamment candides[436]…

---

[433] A ce propos, ces auteurs expliquent que « *la centralisation du national-populisme dans ce qui a été appelé « la transition au socialisme »* » a été légitimé avant tout par une « *bifurcation discursive* » dans un sens révolutionnaire (G. Salazar, J. Pinto, « El proyecto de integración hacia dentro: corporativismo, desarrollismo y populismo (1930-1973) », *Historia contemporánea de Chile*, Santiago, LOM, 1999, T. I, pp. 151-166).

[434] Sur la nature du « populisme » chilien, voir le travail de Paul Drake : *Socialismo y populismo en Chile 1936-1973*, Universidad Católica de Valparaíso, Instituto de Historia, 1992.

[435] J. A. Viera Gallo, « Problemática institucional en la experiencia chilena », *Transición al socialismo y experiencia chilena*, Santiago, CESOC-CEREN, 1972 et pour une approche plus récente : T. Moulian, « El proyecto de la Unidad Popular », *Conversaciones interrumpida con Allende*, *Op. Cit.*, pp. 67-71.

[436] Pour une telle approche, voir les analyses d'Alain Joxe. Il explique que « *Les interventions militaires sont rares dans l'histoire chilienne, mais elles se sont produites chaque fois à des moments cruciaux de l'histoire du capitalisme central* » in « L'armée chilienne et les avatars de la transition », *Les Temps Modernes*, N° 323, juin

Les principaux théoriciens de l'UP se défendent de toute caractérisation de « réformistes ». **Cette bataille idéologique se solde d'ailleurs par une véritable exégèse de quelques textes marxistes**. La référence utilisée à plusieurs reprises par les tendances proches de S. Allende et par le PC sont un ou deux textes qu'ont écrits Marx ou Engels, à propos de la possibilité d'une transition au socialisme non violente[437]. L'un des théoriciens les plus représentatifs de cette « stratégie politico-institutionnelle » est le politologue catalan Joan Garcés, l'un des proches conseillers d'Allende[438]. **Cette tactique suppose un équilibre instable qui passe notamment par la recherche permanente de la part de l'UP d'une alliance avec certains secteurs de la bourgeoisie industrielle, les petits et moyens commerçants, comme avec une « classe moyenne » très hétérogène** (comprenant aussi bien la moyenne bourgeoisie que les employés publics)**.** En terme d'alliance politique, cela se traduit par l'insistance du gouvernement Allende à négocier avec la Démocratie-chrétienne[439].

Ainsi que le résume bien l'étude comparée des mouvements révolutionnaires latino-américains de Fernando Mires, la stratégie de l'Unité populaire a été marquée par « deux péchés originels »[440] : d'une part, la *fixation et l'attachement inconditionnels à l'Etat* ; d'autre part, les grandes limitations de son programme en termes économiques, participatifs et

---

1973, p. 2011. Voir également un essai sur « la vision du monde » des militaires dans P. Quiroga, « Las Fuerzas Armadas y la vision-de-mundo (un acercamiento »), *Alamedas*, Santiago, 1993, pp. 58-62.

[437] Il s'agit en particulier d'une lettre fameuse de Engels et d'un discours prononcé par Marx à Amsterdam, le 8 septembre 1872. Voir par exemple : J. Garcés, "Vía insurreccional y vía política: dos tácticas", *Op. Cit*. Le fait, souvent oublié au Chili, est que Marx et Engels n'envisagent cette voie pacifique que dans le cas d'un pays capitaliste développé européen, et dans le contexte d'une présence de révolutions victorieuses dans les pays limitrophes. Voir le témoignage de Carlos Altamirano qui aborde ce sujet également (entretien réalisé à Santiago, le 11 mars 2002).

[438] J. Garcés systématise par la suite le projet de l'UP dans: *Allende y la experiencia chilena*, Ed Ariel, Barcelona, 1976 et *El estado y los problemas tácticos en el gobierno de Allende*, México, siglo XXI, 1974.

[439] En optant pour la constitution du vieux modèle d'alliance sociale-populiste, l'UP ne pouvait, en même temps, s'appuyer sur de nombreux autres secteurs sociaux populaires. Voir R. Mauro Marini, « El camino legal y las capas medias en Chile », *Chile Hoy*, Santiago, N°7, agosto de 1972.

[440] F. Mires, "A modo de excurso: los pecados originales de la Unidad Popular", *La rebelión permanente. Las revoluciones sociales en América Latina*, México, Siglo XXI, 2001, pp. 347-355.

d'alliance de classe. Il s'agit en effet, d'*un programme qui dès le début marginalise et exclut de toute possibilité de participation active d'importantes fractions des classes dominées*. Gabriel Smirnow, dans la même veine, souligne **les trois faiblesses principales du programme de la gauche gouvernementale : le projet d'alliance de classe ; la politique envers les forces armées, l'utilisation de l'appareil institutionnel**[441]. C'est en gardant à l'esprit ces données qu'il est possible de comprendre les conceptions de « pouvoir populaire » défendues par le gouvernement.

III – 3) La participation des travailleurs : « pouvoir populaire institutionnalisé » contre « pouvoir populaire constituant » ?

Certains auteurs ont pu affirmer que les premières remarques élaborées par la gauche chilienne sur le nécessaire constitution d'un « pouvoir populaire », datent du programme de l'UP lui-même[442]. Il semble qu'il s'agisse là d'une affirmation un peu rapide[443], mais il est pourtant vrai que la gauche chilienne n'a jamais fait de grands développements théoriques à ce sujet auparavant. **Le programme, quant à lui, offre une vision peu précise de ce que l'UP entend par des expressions telles que « pouvoir populaire », « participation des travailleurs » ou « contrôle par le peuple organisé ». Ce flou laisse la plupart du temps un espace à des interprétations qui sont certainement le reflet des divergences existantes à l'intérieur de l'UP**. Si on examine les textes programmatiques et fondateurs de la coalition, le « pouvoir populaire » est décliné depuis une version minimaliste à une plus étendue : d'un simple appui des bases populaires organisées à la politique du gouvernement jusqu'à la création des germes d'un nouvel Etat et de nouvelles relations de production, dans la perspective d'une rapide transition au socialisme[444]. Le programme de l'UP affirme, sans ambages, que les « *transformations structurelles proposées sont des transformations révolutionnaires* ». Cependant, ce projet possède de nombreux traits productivistes, dans le sens où il insiste largement sur le facteur de la production et moins sur sa dimension politique, surtout dans sa

---

[441] G. Smirnow, *Le développement de la lutte pour le pouvoir pendant l'Unité populaire*, Paris VIII, Thèse de troisième cycle, 1977, p. 232.
[442] F. Castillo, J. Larrain, "Poder obrero-campesino y transición al socialismo en Chile", *Op. Cit.*, p. 172.
[443] Il suffit de rappeler, comme je le fais dans le paragraphe consacré à la présentation du PC chilien, que Luís Corvalán parle déjà (mais de manière très succinte) de la constitution du « *poder popular* » lors du XVI° congrés de son parti, en 1969.
[444] H. Cancino, "Concepción y status del poder popular en el marco programático estratégico de la Unidad Popular", *La problemática..., Op. Cit.*, pp. 125-132.

dimension participative. Le nouveau président de la République, dès la première nuit de sa victoire, déclare : « *Nous allons travailler plus, nous allons produire plus, mais nous travaillerons plus pour la famille chilienne, pour le peuple et pour le Chili* »[445].

Allende s'est défendu à maintes reprises d'avoir oublié l'importance de la participation populaire[446]. **Même s'il l'aborde de manière assez diffuse, le programme de l'UP montre que cette dimension « participative » a été pensée**. Le programme de l'UP affirme ainsi que la garantie de son application réside « *dans le contrôle par le peuple organisé du pouvoir politique et économique, exprimé dans l'aire étatique de l'économie et la planification générale de celle-ci. C'est ce pouvoir populaire qui assurera l'accomplissement des tâches signalées* ». D'une manière générale, la référence au « pouvoir populaire » chez Salvador Allende renvoie à une large alliance des couches populaires. Selon Hugo Cancino, « *le terme « populaire », présent dans la tradition des mouvements sociaux latino-américains et chiliens, désigne et renvoie à la convocation de sujets sociaux situés au-delà de l'univers ouvrier-prolétaire : celui-ci embrasse la paysannerie, les couches moyennes, la petite-bourgeoisie et en général les secteurs subalternes* »[447]. Si l'on peut accepter cette définition, il faut tout de même rappeler que le programme économique de l'UP ne s'adresse pas directement à l'ensemble de ces « secteurs subalternes ». De plus, le caractère peu précis sur les formes d'organisation de ce « nouveau pouvoir » est décelable dans plusieurs textes et discours de l'UP. A la question de « *Qu'est-ce que le pouvoir populaire ?* », Allende répond sous une forme évasive : « *Le pouvoir populaire signifie que nous mettrons fin aux piliers sur lesquels s'appuient les minorités qui, depuis toujours, ont condamné notre pays au sous-développement.* [...]. *Nous terminerons avec le processus de « dé-nationalisaiton », chaque fois plus important, de nos industries et source de travail qui nous soumet à l'exploitation étrangère. Nous récupèrerons pour le Chili ses ressources fondamentales.* [...] *C'est la tâche du gouvernement populaire, c'est-à-dire de chacun d'entre nous, je répète, de créer un Etat juste, capable de donner le*

---

[445] Première partie du discours « *En la madrugada* » prononcé le 5 septembre 1970 (cité in Salvador Allende, *La realidad social de Chile*, *Op. Cit.*, p.13).

[446] Face notamment aux critiques lui venant de sa gauche. Voir le discours du 30 juillet 1970 devant la Convention Radicale (cité dans M. Silva, *Op. Cit.*, p. 57).

[447] H. Cancino, *Ibid*, p. 126. Cette alliance est definie ainsi par le programme de l'UP : "*Las fuerzas populares y revolucionarias no se han unido para luchar por la simple Sustitución de un Presidente de la República por otro, ni para reemplazar a un partido por otros en el Gobierno, sino para llevar a cabo los cambios de fondo que la situación nacional exige sobre la base del traspaso del poder, de los antiguos grupos dominantes a los trabajadores al campesinado y sectores progresistas de las capas medias de la ciudad del campo*."

maximum d'opportunités à tous ceux qui vivent sur notre territoire »[448]. **Ici, le « pouvoir populaire » est réduit à une intention générale, sans qu'il soit fait mention explicite de quelle manière les agents sociaux porteront et contrôleront ce projet. Surtout, et nous y reviendrons, un problème central est ici escamoté : savoir au sein de quel type de relations de production et au sein de quel mode d'accumulation, ce projet s'insère**. **Ainsi, c'est l'Etat qui est mis au centre du processus de transformation, avec la notion floue d'« Etat juste » ou « populaire ».**

Le programme de l'UP comporte un paragraphe qui est explicitement dénommé « le pouvoir populaire ». La constitution de ce « pouvoir populaire » est envisagée sur la base de deux hypothèses : une hypothèse politique et une hypothèse socio-économique (l'une interpénétrant l'autre)[449].

L'hypothèse politique affirme que l'UP va « *transformer les actuelles institutions, afin d'instaurer un nouvel Etat où les travailleurs et le peuple exerceront réellement le pouvoir* ». Ce futur « *Etat populaire* » est censé s'ériger sur la base d'organismes régionaux et locaux. Toujours selon le programme, ces « *organismes de pouvoir* » posséderaient des « *facultés économiques, politiques et sociales* » et « *exerceraient leur autorité dans le rayon géographique qui leur correspond* », sans pour cela que leurs prérogatives n'excèdent le cadre légal national. Au-dessus de ces échelons de représentation populaire, le programme prévoit la constitution de « *l'Assemblée du peuple* ». Cette assemblée est appelée à être une « *chambre unique qui exprimera au niveau national la souveraineté populaire* », alors qu'à « *chacun des niveaux de l'Etat populaire s'intégreront les organisations populaires avec des attributions spécifiques* ». Le programme proclame que la « *nouvelle structure de pouvoir* » se construira à travers « *un processus de démocratisation à tous les niveaux et d'une mobilisation organisée des masses* » et qu'une « *nouvelle Constitution politique institutionnalisera l'incorporation massive du peuple au pouvoir d'Etat* ».

Une telle transformation, par voie légale, suppose de posséder la majorité absolue au Parlement, ce que l'UP n'a jamais réussi. L'une des premières manifestations de cette énorme limitation est « le statut des garanties constitutionnelles » que les Démocrates-chrétiens

---

[448] Discours prononcé le 5 novembre 1970 au stade national de Santiago (cité in *Salvador Allende – Obras Escogidas (1970-1973)*, Barcelona, comp. Patricio Quiroga, Editorial Crítica, p. 219).
[449] H. Vega, "Les hypothèses du modèle de transition proposé par l'Unité populaire", *L'économie du populisme et le projet de passage au socialisme proposé par l'Unité populaire*, *Op. Cit.*, pp. 296-319.

imposent en échange de leur appui pour la confirmation officielle de l'élection d'Allende[450]. Ces « garanties constitutionnelles », outre qu'elles introduisent nombre de « chausse-trappes » au programme de l'UP et introduisent le concept « d'autonomie des forces armées » (repris par la suite par la junte de A. Pinochet), interdisent aussi tout type d'intervention émanant « *d'autres organismes de fait, qui agissent au nom d'un supposé « pouvoir populaire »* »[451]. Dès 1970, l'opposition à Allende voulait s'assurer que celui-ci ne chercherait pas à renforcer son assise politique en s'appuyant sur des organes de double pouvoir. Malgré qu'il possède la possibilité du referendum afin de réaliser les modifications constitutionnelles prévues, « l'Assemblée du Peuple » reste lettre morte jusqu'au coup d'Etat. Outre le Congrès et la majorité des tribunaux, des organismes comme la *Controlaría General* incarnent l'hostilité de l'appareil d'Etat à toute transformation sociale et rappelle son caractère de classe[452].

L'hypothèse socioéconomique de l'UP consiste, quant à elle, en la constitution d'une nouvelle structure productive mise au service des grandes majorités du pays. Si le programme parle « *d'approfondissement de la démocratie et des droits des travailleurs* », cela correspond essentiellement au respect des libertés syndicales et au droit de participation de ces organisations dans les différents niveaux de l'appareil étatique[453]. Sinon, le thème de la démocratisation économique est réduit essentiellement à celui de l'augmentation des revenus des plus pauvres. Celui de l'incorporation des classes populaires à l'administration directe de l'économie, de l'autogestion et du contrôle ouvrier est quasiment absent. En effet, la participation des travailleurs est abordée très timidement car, et c'est un fait remarquable, il n'est fait dans le programme qu'une allusion à une *éventuelle* participation au fonctionnement des entreprises nationalisées[454]. Et ceci ne semble absolument pas signifier un changement

---

[450] L. Corvalán Marquéz, *Op. Cit.*, p. 36.
[451] Cité par L. Vitale, « El gobierno de Salvador Allende », *Op. Cit.*, p. 183.
[452] La *Controlaría* est chargée officiellement du contrôle des comptes de l'Etat mais aussi des fonctionnaires et de la légalité des décrets émanant de l'exécutif. Tout au long de la période, elle agit comme un bastion de l'opposition à l'UP et, surtout, entrave de manière systématique les réformes gouvernementales touchant à la propriété privée des moyens de production. E. Novoa, « L'utilisation de la loi sous le gouvernement Allende » in *Chili, un pays laboratoire*, *Op. Cit.*, pp. 11-24.
[453] Le cas concret de la participation au système de prévision et de sécurité sociale est par exemple mentionné.
[454] "*Respecto de las empresas del sector público, sus consejos directivos y sus comités de producción deben contar con mandatarios directos de sus obreros y empleados*". Il s'agirait d'une cogestion entre l'Etat et des délégués des salariés, sans que ne soit précisé par quels mécanismes concrets.

qualitatif des relations de production[455]. Quant aux entreprises privées, dont le programme reconnaît qu'il s'agira de la grande majorité, rien n'est prévu sur l'éventuel droit de regard des travailleurs sur leur fonctionnement. L'unique droit qui leur est reconnu est celui à « *des salaires et des conditions de travail justes* », alors que parallèlement l'UP répète qu'elle est prête à favoriser techniquement et financièrement le patronat du secteur privé, par la planification notamment[456].

De fait, dès 1970, ce programme se montre incapable d'intégrer les classes les plus défavorisées au projet de participation populaire. Selon Fernando Mires, il s'agit d'un programme politique « marginalisant » pour une grande majorité des plus pauvres de la ville et de la campagne[457]. Selon certaines estimations hautes, plus d'un million 500.000 personnes, appartenant aux couches les plus défavorisées de la société chilienne, seraient ainsi orphelines de programme politique[458]. Du point de vue des seuls salariés, Mario Duran calcule qu'un nombre approximatif de 700 000 travailleurs sont exclus du projet politique de l'Unité populaire[459]. En ce qui concerne les travailleurs industriels, le programme ne s'adresse directement qu'au 141 046 salariés de la grande industrie, laissant de côté d'importantes fractions de la classe ouvrière, vendant leur force de travail dans les entreprises moyennes et petites (entre 5 et 199 salariés) ou dans des ateliers artisanaux ; soit 281 289 salariés. Même chose dans la construction avec seulement 69 080 travailleurs incorporés au programme (ceux des entreprises monopolistes), contre 108 920 laissés en marge[460]. Comme le conclut H. Vega, « *Lorsque le projet économiciste de l'UP est proposé, 65% des travailleurs restent en dehors. Les limites du programme d'action ont une double conséquence: d'une part la force des travailleurs incorporés est gravement limitée et d'autre part, on se prononce pour une alliance avec les secteurs moyens dont la pratique allait montrer les limites* »[461]. Ainsi, lorsque le

---

[455] Voir V. Farias, *La izquierda chilena (1969-1973)*, *Op. Cit*., Introduction au Chapitre I du tome I.
[456] "*Las empresas que integran este sector serán beneficiadas con la planificación general de la economía nacional. El Estado procurará las asistencias financiera y técnica necesarias a las empresas de esta área, para que puedan cumplir con la importante función que desempeñan en la economía nacional, atendiendo el número de las personas que trabajan en ellas, como el volumen de la producción que generan*."
[457] F. Mires, *Op. Cit*., p. 355.
[458] Voir les statistiques calculées par Georg Simonis présentées en Annexe N° 4.
[459] Mario Duran Vidal, *El proceso político de la Unidad popular*, R. F. A., Bielefeld, 1978, p. 69 (cité par L. Vitale, *Para recuperar la memoria histórica. Op. Cit.*, p. 206).
[460] H. Vega, *Op. Cit.*, p. 313.
[461] Ibid, pp. 316. Pour une vision critique du programme économique de l'UP, voir également : Mauro Marini, C. Sepúlveda, « La politique économique de la « voie chilienne », *Critique de l'économie politique*, Paris, N°16-17, Avril-septembre 1974, pp. 218-243,.

programme annonce que les travailleurs pourront « *intervenir au niveau qui leur correspond dans les décisions des organes de pouvoir* », ces organes de « pouvoir populaire » ne concernent que peu (ou pas, pour le secteur privé) l'organisation interne des entreprises.

Une étude attentive du programme permet de déceler deux types de mobilisation sociale, sur lesquelles l'UP entend s'appuyer[462]. La première est centrée sur les organisations traditionnelles du mouvement social : tout d'abord, le mouvement syndical (CUT, Syndicats industriels, professionnels et paysans), ensuite les organisations *poblacionales*, essentiellement les comités de quartiers (*juntas de vecinos*) qui ont été promus par l'administration Freí, avec comme objectif de canaliser les revendications des secteurs les plus marginalisés de la population[463]. Mais, jusqu'à quel point ces organisations traditionnelles peuvent-elles porter un tel projet de transformation sociale ? En effet, malgré leur caractère de « masse », ces organisations ne correspondent absolument pas au caractère d'organisation sociale et de participation politique que le programme prétend leur donner. D'autre part, il s'agit de canaux de mobilisation à la représentativité limitée et extrêmement atomisés. L'autre élément mobilisateur est plus original, car il pose effectivement la question d'un pouvoir populaire constituant : il s'agit des comités de l'Unité populaire (CUP). Ces derniers ont été conçus afin de mobiliser militants et sympathisants pour participer à la campagne électorale en faveur d'Allende. Ils sont aussi définis comme les principaux représentants du futur pouvoir populaire en gestation : « *Les CUP ne seront pas seulement des organismes électoraux. Ils seront les interprètes et les combattants des revendications immédiates des masses, et surtout ils se prépareront pour exercer le pouvoir populaire* ». Il convient donc de se demander quelle fut leur activité réelle (voir le chapitre suivant).

En conclusion, il est clair que l'option choisie par l'UP est bien celle de formes de pouvoir populaire institutionnalisé, restreintes à certains secteurs spécifiques des couches populaires. Cependant, ce programme s'appuie également sur une mobilisation collective extraordinaire dans tout le pays, admirablement mis en lumière par les documentaires de

---

[462] F. Castillo, J. Larrain, R. Echeverría, "Las masas, el Estado y el problema del poder en Chile", *Cuadernos de le Realidad Nacional*, Santiago, N°16, abril de 1973, pp. 3-70.

[463] Le caractère limité et "assistencialiste" des *juntas de vecinos* ne sont d'ailleurs pas remis en cause par les principaux partis de la gauche chilienne. Utilisées de manière populiste par la démocratie-chrétienne, les partis de gauche se limitent la plupart du temps à y fomenter une concurrence électorale, souvent sectaire, sans pour autant leur donner des objectifs politiques plus amples (voir F. Vanderschueren, « Significado político de las juntas de vecinos en poblaciones de Santiago », EURE, Santiago, Vol. I, N°2, julio 1971).

Patricio Guzmán[464]. C'est cette vague d'espoir qui est légitimée par les urnes, le 4 septembre 1970 après une campagne électorale marquée par une agitation hors du commun[465]. Ce 4 septembre est bien le jour de « la célébration » par excellence : « *la foule danse, crie, essaie d'entendre ce que disent les dirigeants à travers des microphones improvisés qui déforment les discours enflammés* »[466]. C'est ce formidable élan populaire qui porte à la présidence de la République Salvador Allende, médecin et franc-maçon, plusieurs fois candidats à ce type d'élection, vieil habitué des arcanes parlementaires, mais aussi excellent tribun et militant socialiste acharné, capable de haranguer les foules et de mobiliser les travailleurs[467]**. Cette victoire, qui entraîne avec elle espoirs et effrois de par le monde, est obtenue sur le fil du rasoir, avec seulement une majorité relative de 36,2 % des votes exprimés. Elle a été permise par la division de la droite et des classes dominantes.** Ne pouvant dépasser leurs propres contradictions et espérant aussi diviser le mouvement populaire, les partis de droite s'affrontent avec deux projets distincts : l'un incarné par Radomiro Tomic, représentant la Démocratie-chrétienne (il incarne l'aile gauche de ce parti) qui obtient 27,8%; l'autre par Jorge Alessandri, candidat de la droite conservatrice et libérale traditionnelle, avec 34,9%. Dès le 5 septembre, Salvador Allende - dans son discours au stade national - réitère sa conception d'une transition au socialisme légaliste et institutionnelle. Il la justifie alors en évoquant la « *structure socio-économique* » et une « *relation particulière des forces sociales qui dans notre pays s'est construite en accord avec la réalité de notre développement* », qui permettrait la « *paix civile* » ainsi que la préservation de la continuité institutionnelle et étatique, jusqu'à sa transformation interne, fruit de « *l'action intra-institutionnelle* » du gouvernement, « *appuyée par la mobilisation organisée des masses populaires* »[468].

Photo N° 1 : Discours de Salvador Allende devant les mineurs

---

[464] P. Guzmán, « La insurrección de la burguesía », *La Batalla de Chile*, Chili/Cuba/Venezuela, 1975-1979, 1° parte.

[465] Ainsi que le note Patricio Quiroga: "*Tras cartón vino la campaña electoral... de cuya historia no existen registros, que ilustren sobre movilizaciones, de la magnitud presenciada en 1970, como tampoco de la cuantidad de los recursos puestos en juego de la derecha, ni de la forma de manipulación del inconsciente por los medios de comunicaciones, como tampoco del copamiento de la calle y la transformación de las murallas en murales de expresión política...*" dans "La gran ruptura: el gobierno de la Unidad Popular (1970-1973)", *Encuentro XXI*, Santiago, p. 36.

[466] T. Moulian, "La celebración", *Conversaciones interrumpida con Allende*, Santiago, LOM, 1998, pp. 17-20.

[467] Pour un portrait nostalgique mais sensible d'Allende, voir : P. Guzmán, *Salvador Allende*, Espagne/Allemagne/Belgique/Chili/France/Mexique, Patricio Guzmán Producciones, 2004.

[468] S. Allende, « Discurso en el Estado Nacional », Santiago, 5 de septiembre de 1970 in Gonzalo Martner (comp.), *S. Allende 1908-1973. Obras Escogidas*., Santiago, Ed. Antártica, Coll. Chile siglo XX, 1992.

Source : reproduit dans *La Huella*, Santiago, Nº 12, septiembre 2002, pp. 2-23

En définitive, ainsi que l'a très bien remarqué le philosophe Víctor Farias, convergent au sein du projet de l'UP des formes hybrides où domine un « pouvoir populaire institutionnalisé » - sous étroit contrôle étatique - combiné avec un « pouvoir populaire de masse »[469], que j'appellerai « pouvoir populaire constituant »[470]. L'enjeu du travail qui suit est de déceler jusqu'à quel point le gouvernement a su développer un tel type d'organisation, s'il a réussi à dépasser les limitations inhérentes à son programme et dans quelle mesure le mouvement social a pu, en retour, s'auto-organiser en direction de ce fameux « pouvoir populaire ».

[469] V. Farias, *La izquierda chilena (1969-1973)*, *Op. Cit*., Introduction au Chapitre I du tome I.
[470] Voir l'introduction générale.

DEUXIEME PARTIE

Vers le débordement ?

De l'échec des comités de l'Unité populaire à l'Assemblée de Concepción

« *La fiesta es una de las dimensiones inherentes a los procesos revolucionarios, por cuanto en ellos se produce una subversión de los ordenes y jerarquías de poder y por lo tanto se rompen tabúes simbólicos, diferenciaciones sociales establecidas y cristalizadas: cambia el tono y las modalidades del trato de obreros a gerentes, de criadas a señoras, de campesinos a patrones o administradores. Los poderes establecidos se desmoronan en el espacio de su cotidianeidad. Es en esos ámbitos del disciplinamiento social donde la revolución en sus dimensiones moleculares, en cuanto transgresión de pautas de autoridad y jerarquía en el trato, se ponía en acto diariamente. Pero además de esa transgresión microsocial existía la otra, las ocupaciones de fábricas, fundos, sitios, que el gobierno aceptaba y legitimaba, incluso legalizaba. Ese representaba pasar el limite, amenazar el fundamento mismo del orden, porque constituía la burla al principio sacrosanto de la propiedad burguesa* »

Tomás Moulian, *Conversación interrumpida con Allende*, Santiago, LOM, Col. Sin Norte, ARCIS- 1999, p. 86.

Chapitre IV) Pouvoir populaire et mesures en faveur de la participation sociale selon le gouvernement Allende

IV – 1) Les comités de l'Unité populaire et la mise en place de la participation des travailleurs

IV – 1 – 1) Les comités de l'Unité populaire (CUP) : échec d'un embryon de pouvoir populaire constituant

Les comités de l'Unité populaire (CUP) sont, comme nous l'avons vu, un des axes avancés par le gouvernement dans sa stratégie de développement et d'organisation d'un « pouvoir populaire ». Quel fut le développement de ces comités dans la réalité ? S'attacher à décrire leur praxis dans le détail est une tâche qui nécessiterait une étude approfondie de milliers de comités répartis dans tout le pays. Néanmoins, il est possible de recomposer leur parcours général.

Ainsi que l'expose le programme de l'UP, le but premier des CUP a été d'organiser la campagne électorale, de mobiliser le plus largement possible autour de la candidature de S. Allende et aussi, de permettre l'unification et le dialogue au niveau local entre les militants des divers partis de la coalition. **Les deux objectifs ont été de donner un caractère de mobilisation de masse à la campagne électorale et d'essayer de donner à cet élan une continuité pour l'orienter vers la création de véritables organismes de pouvoir de base, en appui au gouvernement d'Allende**. Dans son rapport, datant de février 1970, au plénum du comité central du Parti communiste destiné à l'examen de la campagne présidentielle, le député Jorge Insunza insiste sur cet aspect. Selon lui, les CUP doivent correspondre au « critère de masse » de la campagne et mettre en avant les luttes en faveur de l'augmentation salariale ou encore la nécessité de résoudre le problème du logement de milliers de "pobladores sin casa". **Ces organismes d'agitation électorale doivent aussi servir d'outil de débat et de clarification idéologique**. Le dirigeant communiste souligne parallèlement le fait que cette mobilisation de masse ne doit pas suivre, « *les tendances ultras de ceux qui prétendent s'introduire dans la campagne, non afin de lutter pour triompher mais pour déchaîner leurs provocations grâce à celle-ci*». Parmi celles-ci, le PC adresse une critique sans fard au MIR (bien qu'il ait refusé de participer à la campagne électorale) et à son « *défaitisme maladif et*

paralysant »[471]. Derrière ces accusations, en parties fondées sur certaines attitudes sectaires des tendances politiques extraparlementaires, il faut voir **la réticence réaffirmée des communistes pour tout ce qui pourrait dévier du programme de l'Unité populaire et un rejet traditionnel des actions non contrôlées par le parti**. Ceci explique la ligne organisatrice proposée aux CUP : ils sont considérés comme un moyen de mobilisation de masse, mais fait essentiel, ils doivent se multiplier sous l'unique direction des partis de l'UP. L'organisme directeur de la campagne est le *Comando naional de la Unidad popular*, composé de trois représentants de chaque parti[472]. Viennent ensuite, à un niveau intermédiaire, les commandos provinciaux et régionaux, puis communaux et locaux. Si l'on en croit l'intervention de José Oyarce, futur ministre du travail, au plénum du CC du PC, l'ensemble de ces différents organismes intermédiaires sont installés, non de manière systématique, mais mis en place - entièrement ou partiellement - suivant les lieux où ils sont jugés les plus nécessaires. Au bas de l'échelon, se trouve le comité de base : le CUP. Tous sont formés par des représentants de l'UP, auxquels peuvent être intégrées d'autres personnalités locales mais à l'exclusion des « *provocateurs gauchistes* », qui ne peuvent y participer, même à un niveau individuel[473]. On se demande bien d'ailleurs sur quels critères sont identifiés ces « provocateurs »… D'ailleurs, le témoignage de Mario Olivares, salarié d'une usine de meubles à Santiago, prouve que le MIR participe de manière clandestine aux CUP[474].

Dans son rapport au CC du PC de mai 1970, alors que la campagne électorale bat son plein, Luís Corvalán réaffirme que l'objectif du *Comando Nacional* est de créer 15 000 CUP à travers tout le pays[475]. Il appelle les Commandos Provinciaux et Communaux à une meilleure

---

[471] J. Isunza, "Constituir este mes todos los comités de la UP", *Texto del informe rendido ayer por el miembro de la comisión política, diputado J. Isunza, a la reunión plenaria de CC del Partido Comunista* (in *El Siglo*, Santiago, 7 de febrero de 1970).

[472] Dans son discours du 5 septembre 1970, S. Allende appelle les CUP « *à se maintenir dans une attitude vigilante, une attitude responsable afin d'être disposés à répondre à un appel du Commando de la UP, si nécessaire* » (S. Allende, « Discurso en el Estado Nacional », Santiago, 5 de septiembre de 1970 dans Gonzalo Martner (comp.), *S. Allende 1908-1973. Obras Escogidas, Op. Cit*.).

[473] Voir, J. Oyarce, "Miles de comités de la UP determinaran el carácter de masas de la campana", *Intervención en el pleno del CC del Partido Comunista* (in *El Siglo*, Santiago, 8 de febrero de 1970).

[474] Entretien avec Mario Olivares, Santiago, mai 2002.

[475] La plupart des auteurs situent entre 14800 et 15000 le nombre effectif de CUP (c'est le cas par exemple de S. Ramos, A. Labrousse ou A. Joxe), la difficulté étant qu'il semble que tous s'appuient sur les propres déclarations des dirigeants de l'UP et non sur une archive de première main (inexistante aujourd'hui à ma connaissance). A noter le chiffre complètement irréaliste de Robert Moss qui parle de 150.000 CUP afin d'essayer de prouver le degré d'organisation de la « dictature marxiste » (R. Moss, *Chiles' marxist experiment*, Great Britain, David and Charles, coll. World realities, 1973).

planification, mais aussi les CUP à s'auto-organiser afin de participer activement à la création de propagande murale, radio et écrite, refusant ainsi la manière de faire campagne des candidats de droite et démocrates-chrétiens, enclins à envoyer clef en main la propagande à leurs militants. Cependant, au-delà de ce travail de propagande électorale, aucune mention n'est faite des tâches à venir pour les CUP. Appelant à gagner « *de 80 à 90% des ouvriers et employés autour de la candidature de la UP* » et à mobiliser les dirigeants syndicaux, le secrétaire général du PC ne précise aucune mesure concrète pour les milliers de CUP, formés par les militants ouvriers au sein des entreprises. Parallèlement, l'objectif de conquête politique des petits et moyens entrepreneurs est accentué, en insistant sur l'action en ce sens de Commandos provinciaux et communaux de certaines villes[476].

Ainsi, malgré les nombreuses déclarations d'intentions sur la forme de pouvoir populaire que constitueraient les CUP, peu d'orientations concrètes leur sont destinées, en dehors du travail de propagande électorale. Cette attitude n'est pas l'exclusivité du PC mais est partagée par tous les partis de l'UP[477]. Le MAPU, l'un des partis de l'UP qui utilise le plus la notion de « poder popular » dans ses textes, en est un exemple[478].

Une fois la présidence de la République assurée à l'UP, certains dirigeants politiques ont essayé de rectifier cette orientation, mais semble-t-il avec peu d'enthousiasme, tant ils étaient centrés sur leur activité gouvernementale. Ainsi, dans son rapport au comité central intitulé « *Le plus révolutionnaire est la lutte pour la réussite du gouvernement populaire* », Luís Corvalán tient à préciser clairement le rôle limité des comités : selon le premier représentant du plus important parti de gauche du pays, les CUP doivent être une aide, au côté des autorités gouvernementales, et servir de « *véritables organismes moteurs de la réalisation du programme*». La seule action spécifique attribuée aux CUP est de faire œuvre de surveillance, notamment au sein des usines, « *contre les manœuvres et les plans séditieux de la réaction et de l'impérialisme* ». Cependant, L. Corvalán prend soin de préciser que cette pratique de CUP ne

[476] L. Corvalán, "A abrir paso al triunfo de la Unidad Popular", *Informe al pleno de Comité Central del Partido Comunista*, Santiago, 7 de mayo de 1970 (in V. Farias, *Op. Cit.*, T. I, pp. 250-263).
[477] Voir à ce propos : P. García, « La vía democrático-revolucionaria », *Chile Hoy*, N° 8, Santiago, 10 de agosto de 1973.
[478] Voir le texte de l'un de ses dirigeants, Jaime Gazmuri, qui qualifie les CUP d' "*organismos de educación política a través del programa de agitación, de movilización social: gérmenes del poder popular"* (J. Gazmuri, "El MAPU y su papel en la campana electoral", *Punto Final*, Santiago, N°99, 3 de marzo de 1970).

saurait remplacer « *ni les organismes de masse, ni les autorités qui ont leurs propres responsabilités* »[479].

D'autre part, les CUP sont insérés dans une hiérarchie qui tend à les organiser de manière étroitement contrôlée « d'en haut », par les dirigeants de l'UP. Cette hiérarchie et le fait qu'ils soient réservés uniquement aux partisans de l'UP, tend indéniablement à neutraliser leur caractère d'organisation ample, ouverte et participative. Cette volonté de contrôle s'explique partiellement du fait des turbulences et failles que provoque l'organisation de tels comités, en l'espace de quelques semaines. En effet, une campagne basée sur la mobilisation populaire au sein d'une multitude de comités de base signifie l'intégration de milliers de personnes. On retrouve la trace de ce problème dans certaines autocritiques du PC. En effet, ce parti remarque que son recrutement, ouvert et accéléré, provoque de nombreux problèmes d'organisation et de formation, notamment au sein des CUP. Dans un résumé rendu au comité central, Volodia Teitelboim va jusqu'à admettre que la majorité des nouveaux venus ne savent pas comment constituer un CUP, ni même comment agir politiquement en son sein[480].

Face à cette conception, finalement limitée, se trouve celle défendue par le MIR. **Le mouvement dirigé par Miguel Enríquez insiste tout d'abord pour rappeler aux représentants de l'UP que les CUP ne se sont pas transformés en germes de « pouvoir populaire »**. Tout comme le PC, le MIR note les dangers d'une adhésion opportuniste de milliers de personnes à ces comités, tout en appelant, malgré tout, à leur ouverture et amplification. De même que l'UP, le mouvement considère que le but des CUP doit être la conscientisation politique, notant qu'il ne faut pas « *attendre que tout arrive préparé depuis en haut* ». Cependant au niveau des pratiques de défense du processus de transformation sociale, le MIR donne aux CUP une dimension bien plus large. En accord avec la stratégie de lutte armée défendue par le MIR, les CUP sont appelés « *à se préparer pour la défense de la région géographique dans laquelle ils agissent* ». Ce qui signifie que « *La direction du comité, sans que le sachent nécessairement tous ses membres, devrait faire un fichage de tous les instruments techniques à disposition. Elle devrait ensuite détacher un groupe au sein du comité, le plus décidé et actif, pour les actions directement militaires. Le reste du comité devrait développer des travaux de surveillance constante dans le secteur lui correspondant.* ».

---

[479] L. Corvalán, "Los más revolucionario es luchar por el éxito del Gobierno Popular", *Informe al pleno del Comité Central del Partido Comunista*, Santiago, 26 de noviembre de 1970 (in V. Farias, *Op. Cit.*, pp. 491-503).
[480] V. Teitelboim, "Todos y todo en función de la victoria popular", *Intervención en el Pleno del Comité Central del Partido Comunista* (in *El Siglo*, Santiago, 11 de mayo de 1970).

Dans cette optique le MIR appelle à la création de moyens d'informations spécifiques afin de pouvoir communiquer toute « *anomalie* » qui se déroulerait dans un secteur donné, mais aussi dans l'optique de faire « *un effort pour intégrer dans ces tâches, même si ce n'est que comme instructeurs, tous les éléments des forces Armées et des Carabiniers qui vivent dans le secteur et qui appuient le gouvernement populaire* ». Selon le document cité, cette organisation paramilitaire est destinée « *non à faire la guerre, mais à éviter la guerre* »[481]. Cette conception des CUP est fondamentalement différente de celle de l'UP. On peut y voir l'importance que le MIR accorde à la préparation armée et son souhait d'imposer aux comités une structure compartimentée (à l'image du MIR), entre une direction spécialisée chargée de certaines actions « camouflées » et un autre niveau plus large, sous direction de la première. Quoi qu'il en soit, de telles déclarations n'ont alors d'impact sur la réalité politique du pays qu'en termes de propagande et démontrent certaines incohérences du MIR. Au niveau pratique, la faible insertion miriste au sein du mouvement social et, dans ce cas précis, son absence de participation directe (tout du moins publique) aux CUP l'empêche de donner un cours réel à ses affirmations. Surtout, l'affirmation de la nécessité immédiate de l'organisation armée reste à contre courant de l'opinion majoritaire des militants de gauche, alors que le MIR s'est montré hostile à la participation électorale.

L'UP, lors des premiers mois de gouvernement, revient plusieurs fois, de manière autocritique, sur la faillite des CUP. En janvier 1971, les différents partis de la coalition se réunissent en « assemblée nationale de l'Unité populaire », avec notamment comme objectif de réactiver les comités[482]. Ce thème revient également dans le débat du PS lors du XXIII° congrès du parti à la Serena. A cette occasion, une résolution déclare que « *Le PS luttera pour revitaliser les CUP et les transformer en instrument de pouvoir politique des masses travailleuses* »[483]. Certaines fractions du MAPU paraissent également partager cette intention. Ces militants appellent les CUP à se renforcer, partant du constat que « *les masses n'ont pas eu suffisamment de présence* » au sein du gouvernement et que les CUP sont victimes de « *la politique de chapelle* » des militants de gauche. Dans cette perspective, le MAPU estime que les comités ont beaucoup à faire, puisqu'ils constitueraient « *le meilleur véhicule de*

---

[481] MIR, *Tarea de los Comités de la Unidad Popular* (in *Punto Final*, Santiago, N°115, 13 de octubre de 1970).
[482] Voir le discours d'Allende à cette occasion : « Fortalecer la unidad revolucionaria del Pueblo », *Punto Final*, suplemento, Santiago, 19 de enero de 1971.
[483] PS, « Resoluciones del XXIII Congreso del PS », La Serena, enero de 1971 (in *Punto Final*, Santiago, febrero de 1971).

communication entre le gouvernement et les masses »[484]. Ce ne sont pourtant que des déclarations d'intentions, sans suites concrètes, si bien qu'Allende lui-même reconnaît publiquement cet échec, en juin 1971 : « *les CUP n'ont pas accompli les tâches qui leur avaient été fixées* »[485].

En résumé, on peut attribuer à trois facteurs principaux la disparition progressive des CUP et leur échec en tant que germes de pouvoir populaire constituant : absence d'objectifs politiques concrets en dehors de la campagne électorale ; sectarisme politique et vision bureaucratique de la participation aux comités ; difficulté de coordonner l'action de milliers de militants, nouveaux venus à la politique[486]. Pourtant malgré leur rapide démobilisation, il semble que certains CUP se maintiennent tant bien que mal jusqu'au coup d'Etat, comme celui de l'usine MUEBLES EASTON, si l'on en croit Mario Olivares[487], ou encore celui de l'entreprise textile YARUR[488] :

Photo N° 2 : Défilé du CUP de l'entreprise ex-YARUR, le 4 septembre 1973

Source: P. Winn, *Weavers of revolution. Op. Cit.*, p. 244

[484] Editorial, *El Compañero*, N° 9, Santiago, non daté.
[485] « Informe al pueblo », Santiago, 16 de junio de 1971 (cité par H. Cancino, *La problemática...*, *Op. Cit.*, p. 128).
[486] Selon l'analyse de Víctor Farias, le démembrement des CUP est du à leur orientation essentiellement électoraliste, à l'inattention prêtée par les partis à leur orientation concrète et à l'hégémonie au sein de l'UP d'une vision étatiste de la transformation sociale (V. Farias, *Op. Cit.*, p. 353).
[487] Entretien avec Mario Olivares, Santiago, mai 2002.
[488] C'est par exemple le cas du CUP de l'entreprise YARUR, nationalisée par le gouvernement. Ce comité se maintient tout au long de la période et célèbre, le 4 septembre 1973, le troisième anniversaire de l'élection d'Allende. Il s'agit d'ailleurs de la dernière mobilisation collective des salariés de YARUR, avant le coup d'Etat (P. Winn, *Weavers of revolution. The YARUR workers and chile's road to socialism*, New York, Oxford university press, 1986).

Ceci est dû assurément aux rapports de forces politiques locaux, à la personnalité de certains militants intégrés à ces comités et aux possibilités de développement qu'ils ont réussi à générer dans leur entourage immédiat. Certains d'entre eux se transforment au gré de cette démobilisation, en petits groupes de pression, clientélistes, utilisant les CUP comme une sorte de lobby destiné à placer dans l'administration certains de leurs membres. Cette pratique en arrive même à irriter publiquement la Présidence de la République[489]. A l'occasion d'un discours, Allende reconnaît d'ailleurs qu'il s'agit de pratiques assez communes chez certains militants de gauche. Il appelle à réaliser des efforts face à la bureaucratie croissante, aux pratiques centralistes autoritaires, mais aussi à refuser le « cuoteo »[490] pratiqué par les partis politiques. **Finalement, les CUP n'ont absolument pas pris la forme de véritables organes de participation populaire, en dehors de la campagne électorale elle-même[491]. Comme le rappelle des sociologues chiliens, l'UP peut difficilement leur donner une autre orientation car cela aurait pu les transformer en un « contre-pouvoir » opposé à la voie institutionnelle choisie par Allende[492]. Ils ont d'une manière générale rapidement pris la pente de la démobilisation ou dans certains cas, celui de pratiques opportunistes et**

---

[489] Ainsi, lors de son discours au stade national, début novembre 1971, diffusé par les chaînes de radio et de télévision et devant un public massif, S. Allende critique fermement l'activité d'un CUP de la province de O'Higgins. Dans ce cas, des militants auraient cherché à obtenir des postes dans la mine de El Teniente, nationalisée par le gouvernement (S.Allende, "Discurso del primer año de gobierno" dans M. Gonzalez Pino, A. Fontaine Talavera (Ed.), *Los mil días de Allende*, Santiago, CEP, 1997, T I, pp. 997-1012).

[490] C'est-à-dire le parachutage de militants à des postes clefs administratifs et leur répartition suivant un arrangement politique préalable, correspondant plus ou moins au poids respectif, des partis mais sans toujours prendre en compte la qualification réelle du militant concerné pour occuper de tels postes.

[491] Suite au coup d'Etat, Maurice Najman observateur privilégié de cette période écrit : « *Le « poder popular » a cherché, depuis 1970 toutes les occasions pour naître et se développer. D'abord, dans la lutte pour maintenir, en en changeant le caractère, les comités de l''Unité populaire (CUP), mis en place pour la campagne électorale. Il s'agissait d'élargir ce réseau de 15 000 comités de base et, en les coordonnant de la base au sommet, d'en faire une structure alternative à l'Etat. C'est à cette époque que l'on parle beaucoup au Chili d'une « assemblée unique », reposant sur ces comités : cette tentative, bien que soutenue par le PS, et le MIR, échouera fondamentalement parce que ce schéma politique ne s'articulait pas encore à un mouvement social.* » (M. Najman, « Comment s'organisaient les bases du pouvoir populaire », *Le Monde Diplomatique*, Paris, octobre 73)

[492] F. Castillo, J. Larrain, "Poder obrero-campesino y transición al socialismo en Chile", *Op. Cit.*, p. 163.

bureaucratiques[493]. Cependant, tout au long de l'Unité populaire, ils restent le prétexte à des appels de la droite contre « le contrôle politique », et ils sont même qualifiés « *d'organismes totalitaires* » par les différentes corporations (*gremios*) qui entrent en lutte ouverte contre le gouvernement lors de la grève d'octobre 1972[494].

IV – 1 – 2) La formation de l'Aire de propriété sociale (APS)

Nous avons vu dans l'analyse du programme de l'UP, le rôle considérable que la gauche gouvernementale attribue à la formation de l'Aire de propriété sociale (APS), c'est-à-dire le secteur économique nationalisé. Nous avons également noté que ce programme laisse de côté d'importantes fractions des classes populaires. **L'APS est censée compléter l'accentuation de la réforme agraire, et, constitue l'un des points de controverse politique les plus aigus de toute la période**. L'APS devait être le lieu d'un véritable changement de société, c'est-à-dire « *fournir les bases matérielles et organiques qui permettraient aux travailleurs de faire du secteur étatique l'élément dominant de l'économie et, ce qui n'est pas la moindre des choses, d'établir des principes d'organisation et de gestion socialistes* »[495]. C'est dans cet esprit que Salvador Allende déclare, lors de son discours du 21 mai 1971 : « *Sur le plan économique, instaurer le socialisme signifie remplacer le mode de production capitaliste au moyen d'un changement qualitatif des relations de propriété et une redéfinition des relations de production. Dans ce contexte, la construction de l'Aire sociale et mixte a une signification humaine, politique et économique* »[496].

La formation de l'APS doit donc être examinée, non seulement, sous son aspect économique, mais cette analyse doit aussi montrer si elle a permis une participation effective des travailleurs. Plus fondamentalement, la question est de savoir si ce nouveau secteur

---

[493] Pierre Dupuy, prêtre ouvrier français, militant communiste, travailleur du port de Valparaíso témoigne sur de telles pratiques au niveau de cette ville (voir P.Dupuy, *Chili 1967-1973 : témoignage d'un prêtre ouvrier*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 125).

[494] Voir le texte appelé « El pliego de Chile » dans « Para que Chile reanuda su marcha », *El Mercurio*, Santiago, 22 de octubre de 1972.

[495] P. García, « El Área de Propiedad Social: alcances políticos » in F. Gil, *Chile 1970-73, lecciones de una experiencia*, Madrid, Ed. Tecnos, Col. Ciencias Sociales, 1977, p. 182.

[496] Extrait du discours prononcé par Salvador Allende devant le Congrès, le 21 mai 1971 (cité in Oficina de informaciones y radiodifusion de la presidencia de la republica, *Calendario del Área Social : nov. 1970, abr. 1972*, Santiago, 1972 (dossier BDIC, publications officielles 1971-1973 : F Delta Res 190/8)).

économique est vraiment orienté vers une transformation des relations de production[497]. Cette interrogation multidimensionnelle est effectivement présente dans de nombreux documents de la gauche chilienne. Selon le MAPU, les objectifs politiques sont fondamentalement : indépendance de classe, unité syndicale, démocratie interne, participation réelle ; et les objectifs économiques : meilleure production, usage socialisé des bénéfices du secteur nationalisé, réajustement salarial en accord avec l'augmentation de la production[498]. La « *nouvelle économie* » prévoit trois secteurs économiques : outre l'APS et le secteur privé (majoritaire) existe également un secteur mixte, où se combinent capitaux privés et publics. Parmi les domaines considérés comme « stratégiques » par le gouvernement sont cités : le transport, la production énergétique, la sidérurgie, la pétrochimie et chimie lourde, la production du ciment, l'industrie du bois. **Le processus de nationalisation doit s'effectuer dans le respect de la propriété privée et des petits actionnaires et, fait essentiel, cela sous-entend des nationalisations par rachats et indemnisations** (non des expropriations).

Alors que l'UP ne possède pas la majorité au parlement et qu'elle a signé le « statut des garanties constitutionnelles », le gouvernement pour former légalement l'APS et l'Aire mixte, essaye de « jouer » avec le système institutionnel chilien. Ainsi, il s'engage dans une véritable « bataille juridique » (on parle même de « guérilla juridique ») au cours de laquelle il perd beaucoup d'énergie et de temps (c'est ce qui a été appelé la technique des *resquicios legales*)[499]. Au fur et à mesure de la montée des contradictions politiques et sociales, cette bataille légale entre progressivement en décalage avec la dynamique du mouvement social. Le gouvernement possède légalement plusieurs méthodes pour étendre le secteur contrôlé par l'Etat[500]. De nombreuses entreprises qui passent dans l'APS le font au moyen d'une

---

[497] Voir à ce propos, les analyses critiques qu'effectuait L. Vargas dans une revue de la gauche révolutionnaire, liée au MIR: « La formación del Área Social: del programa de la UP a la lucha de clases », *Marxismo y Revolución*, Santiago, N° 1, Julio-septiembre de 1973, pp. 37-38.

[498] « Las tareas de la clase trabajadora en el área de propiedad social », *El Compañero*, Santiago, N° 1, noviembre 1971.

[499] E. Novoa, « L'utilisation de la loi sous le gouvernement Allende », *Chili, un pays laboratoire, Op. Cit.*, pp. 11-24.

[500] En fait, il existe cinq mécanismes possibles utilisés par le gouvernement en vue de l'extension de l'APS : 1/ la création de nouvelles entreprises (8 sont créées durant 1971 et 1972) ; 2/ la réforme constitutionnelle (c'est le cas des ressources naturelles nationalisées par le congrès) ; 3/ la négociation d'actifs avec les propriétaires (au total le gouvernement négocie jusqu'en 1973 la participation dans 58 compagnies dont une vingtaine ont été auparavant "intervenues" ou "réquisitionnées") et enfin 4/ et 5/ "l'intervention" et la "réquisition" (cas qui nous intéresse particulièrement dans le développement qui suit) (voir : J. G. Espinoza, A. S. Zimbalist, *Economic Democracy:*

« intervention » de l'Etat ou par la « réquisition » d'entreprises, permises par divers décrets du code du travail : le gouvernement nomme alors un "*Interventor*", c'est-à-dire un administrateur chargé d'organiser la remise en marche de la production. **Cette procédure permet de transférer à l'Etat le contrôle de l'entreprise de manière temporaire, alors que la propriété reste légalement dans les mains du patronat. L'appropriation définitive nécessite la collaboration du Congrès, collaboration qu'Allende n'obtient jamais (laissant en suspens une question aussi essentielle jusqu'au coup d'Etat)**[501]. C'est ainsi que chaque année, des dizaines d'entreprises nationalisées ("intervenues" ou "réquisitionnées") retournent dans le secteur privé[502]. Pour procéder aux réquisitions/interventions (que nous nommerons par la suite, par souci de commodité, "nationalisation"*)*, les experts de l'UP dénichent une vielle loi datant de 1932 (le fameux décret-loi n°520), dont l'opposition ne parvint pas à démontrer l'inconstitutionnalité. En résumé, ce décret donne à l'Etat le droit de réquisitionner des établissements paralysés (par exemple par un conflit social irrésolu), ceci au nom de la défense de l'économie nationale. Ce décret est utilisé pour la première fois dans le cas de l'usine textile BELLAVISTA-TOMÉ et fait réagir immédiatement le patronat[503]. En réponse, les salariés de l'entreprise occupent l'entreprise, bloquent la production, ce qui permet au gouvernement d'invoquer la paralysie et la réquisition légale.

Dans le secteur textile, à la fin mai 1971, Pedro Vuskovic annonce la réquisition des usines CAUPOLICAN, RENCA et RAYONIL de San Antonio, paralysées depuis plusieurs jours par des grèves. Surtout, il déclare l'intégration prochaine de la totalité des grands monopoles textiles YARUR, SUMAR, RAYON SAÏD et HIRMAS, qui appartiennent aux grandes familles de la bourgeoisie industrielle et concernent des milliers de salariés[504]. Le ministre de l'économie se dit prêt à négocier avec les propriétaires (c'est-à-dire prêt à payer l'indemnisation des monopoles), mais les menace également de l'expropriation pure et simple,

---

workers' participation in Chilean industry 1970-1973, Studies in social discontinuity, Academic press inc., London, 1978). La version utilisée ici est la traducion espagnole : *Democracia económica: la participación de los trabajadores en la industria chilena – 1970-1973*, FCE, México, 1984, p. 67).

[501] Ainsi, lorsqu'au cours de cette étude, je parle « d'entreprises nationalisées » par le gouvernement, c'est avant dans le but de donner une traduction française à « *empresas intervenidas o requisadas* » : la nationalisation définitive n'est en fait la plupart du temps pas réglée d'un point de vue juridique.

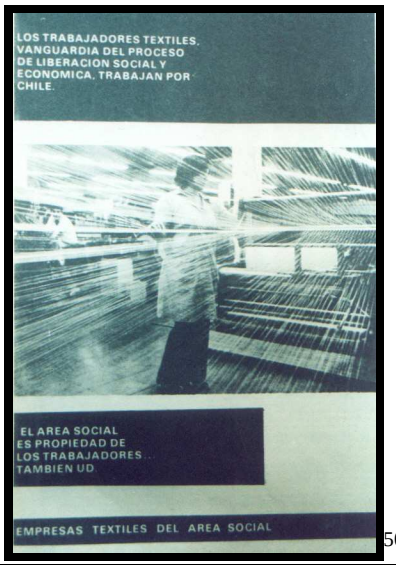
[502] Voir notre tableau statistique en Annexe N° 8.

[503] « *Le triomphe électoral d'Allende suscite crainte et inquiétude dans les milieux industriels. Les dirigeants de l'usine textile Bellavista-Tomé SA ferment leur établissement, enlèvent les machines et d'importants stocks de matières premières et retirent de la caisse de grosses sommes d'argent sous prétexte de frais de représentation, de commissions dues et de location. Cette mesure place les travailleurs dans une situation économique insoutenable* » (E. Novoa, *Op. Cit.*, p. 17).

en cas de refus. Parallèlement, P. Vuskovic renouvelle ses garanties aux petits et moyens industriels qu'ils ne font pas partie du programme de nationalisation[505]. Mais, là encore, les déclarations du gouvernement accélèrent une mobilisation des salariés à la base, qui procèdent à la « toma » (occupation) des principales usines textiles concernées par les mesures annoncées (spécialement à SUMAR-ALGODON, SUMAR-NYLON et TEXTIL-PROGRESO). Ces occupations d'usines sont accompagnées de l'organisation d'assemblées permanentes dans une ambiance de fête jubilatoire. A cette occasion, la CUT et la Fédération Textile se prononcent ouvertement en faveur de la « toma », tout en souhaitant un retour rapide à la production, sous contrôle des salariés[506].

Photos N° 3 : Les entreprises textiles, fer de lance de l'Aire de propriété sociale

507



508

Cette relation entre d'une part des mesures venues « d'en haut », du gouvernement et les actions de la base, qui occupe les usines et appuie le passage à l'APS, nécessite la mise en place d'une stratégie fine élaborée de la part du ministère de l'économie, comme des militants de l'UP. Il s'agit notamment d'un travail d'évaluation des

---

[504] Voir l'excellente monographie de Peter Winn, sur YARUR : P. Winn, *Weavers of revolution*, *Op. Cit.*.
[505] "Estatizados todos los monopolios textiles", *El Siglo*, Santiago, 25 de mayo de 1971.
[506] "Textiles se toman industrias: resguardar la producción del sabotaje, dice la CUT", *El Siglo*, Santiago, 25 de mayo 1971.
[507] *Central Única*, Santiago, agosto de 1971.
[508] *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 6, 18 de enero de 1973.

rapports de forces internes à l'entreprise, de la présence de militants favorables à la réquisition, des forces syndicales, d'une évaluation des possibilités de conquêtes politiques des salariés, etc… A ce sujet, les documents publiés par *El Mercurio*, en avril 1972 sont éclairants. Ils montrent également que le niveau d'information et la pénétration des partis de la gauche reste extrêmement inégaux suivant les secteurs et industries concernés ; et que de nombreux salariés ne se trouvent pas, *a priori*, favorables à l'étatisation, bien au contraire[509] .

Outre la "réquisition", existe la possibilité pour le gouvernement de procéder à "l'intervention". Celle-ci nécessite des démarches administratives plus longues, mais donne à l'*Interventor*, l'administrateur nommé par l'Etat, davantage de marge de manœuvre financière[510]. Plusieurs entreprises sont réquisitionnées et intervenues, en même temps. Enfin, pour ce qui est des entreprises étrangères, le gouvernement s'oriente, la plupart du temps, vers une politique à l'amiable, négociant avec les investisseurs les modalités de transferts de capitaux. **Au total, la majorité des entreprises qui intègrent l'APS le sont au moyen des mécanismes juridiques traditionnels, c'est-à-dire par le biais de l'achat d'actions par un organisme étatique (tel la CORFO). Ainsi, nombre de nationalisations se déroulent au prix d'un fort endettement de l'Etat chilien, endettement qui est répercuté sur les salariés**[511].

Malgré leur légalité, de telles mesures ne sont pas sans provoquer la réaction énergique de la bourgeoisie chilienne, qui se voit directement menacée. D'un point de vue politique, cette réaction se traduit tout d'abord, par une campagne intense de la droite contre ces mesures. *El Mercurio* orchestre largement cette campagne, en qualifiant ces mesures d'arbitraires ou en tentant de les présenter comme illégales[512]. C'est ce constat qui amène le journal conservateur à écrire dans son bilan d'une année 1971 (qualifié de « *tendue et dramatique* ») : « *Pour les marxistes, des objectifs importants ont été atteints, tel que le brusque développement de l'Aire sociale, bien que par des moyens discutables et « sur le dos » du Congrès* »[513]. La Démocratie-chrétienne suit progressivement la droite dans cette voie, ce qui aboutit au projet de réforme

---

[509] Ces documents secrets furent tout d'abord attribués au ministre Vuskovic, puis après démenti, revendiqués et assumés comme tels par le MAPU. Voir : « En descubierto la estrategia de Vuskovic", *El Mercurio*, Santiago, 7 de abril de 1972 et "La Estrategia del equipo económico de la Unidad Popular", *El Mercurio*, Santiago, 8 de abril de 1972.

[510] J. G. Espinoza, A. S. Zimbalist, *Democracia económica*, *Op. Cit.*, p. 67.

[511] Voir le paragraphe sur les limites et la crise de l'Aire de propriété sociale.

[512] *El Mercurio*, Santiago, 9 de agosto de 1971 y 13 de agosto de 1971.

[513] « Ano tenso y dramático », *El Mercurio*, Santiago, 2 de enero de 1972.

constitutionnelle des sénateurs Renan Fuentealba et Juan Hamilton (octobre 1971)[514]. Aussi bien l'objectif du gouvernement, que les premiers symptômes d'un éventuel contrôle ouvrier dans l'industrie, ont amené la Démocratie-chrétienne à exiger toujours plus de garanties sur la limitation de l'Aire sociale. En effet, le projet de loi de l'APS d'octobre 1971 considère que 254 sociétés anonymes peuvent être transférées, car monopolistiques[515]. Face au refus des démocrates-chrétiens, un nouveau projet est envoyé au parlement en décembre, qui réduit ce chiffre, telle une peau de chagrin, à 91, puis à 90. Indéniablement, « *ignorant que cela était déjà la négation d'un processus de transition, le gouvernement entre dans un processus interminable de négociation sur les nécessités de réglementer les formes de constitution du secteur étatique et son fonctionnement* »[516].

L'opposition à l'APS se déroule aussi avec force dans les usines où, parfois même lorsque la nationalisation a été négociée, l'arrivée de l'*Interventor* peut signifier un affrontement physique et une résistance violente de la part des propriétaires évincés, voire de certains salariés. C'est le cas par exemple au monopole de production de gaz, GASCO. A son arrivée, l'*Interventor* se voit accueilli par une bande « de gros bras », aux ordres de la direction. Cet incident, avant d'être réglé, nécessite la venue de l'intendant de Santiago (A. Joignant) et de Patricio Palma (directeur de DIRINCO[517]), ainsi que de Mario Palestro, député socialiste, qui négocient avec la direction[518]. Malgré la campagne d'opposition menée par le patronat, les tribunaux, le parlement et la *Controlaría general* de la République, le gouvernement parvient à transférer entre novembre 1970 et novembre 1971, 79 grandes entreprises à l'APS[519]. Une première remarque : **si l'on se base sur les propres critères de l'UP, ces nationalisations ne correspondent qu'à un quart des 254 grands monopoles, dits « *stratégiques* ». Le projet de loi de nationalisation des grandes entreprises d'extraction du cuivre est l'unique mesure qui rencontre l'unanimité du congrès** (le 11 juillet 1971). Si cette unanimité confirme

---

[514] A propos de ce conflit au niveau du congrès, voir par exemple: L. Corvalán Marquéz, *Op. Cit.*, pp. 121-124 et « Aprobada trascendental reforma constitucional », *La Prensa*, Santiago, 23 diciembre 1971.

[515] Etaient considérées monopolistiques, les établissements dont le capital, les réserves et les bénéfices dépassent un million de dollars, au cours officiel de l'époque (soit 14 millions d'escudos).

[516] E. Sader, « Chili: la transition manquée », *Critique de l'économie politique*, Paris, N°16-17, avril-sept. 1974 p. 252. Voir le témoignage que nous avons recueilli de Carlos Altamirano à ce propos (Réalisé à Santiago, 11 mars 2002).

[517] Voir l'entretien réalisé avec P. Palma (Santiago, 28 novembre 2001).

[518] « GASCO pasó al Área Social », *Puro Chile*, Santiago, 3 de agosto de 1972.

[519] Auxquelles on peut ajouter 100 entreprises déjà publiques avant le gouvernement de l'UP. L'ensemble des données suivantes sur la situation de l'APS en novembre 1971 sont issues du Bulletin économique de la banque

l'accord des classes dominantes pour que le Chili devienne maître de sa principale source de revenus, cela provoque la réaction immédiate du grand capital états-unien et du gouvernement de ce pays[520]. Outre la grande exploitation minière, l'APS se développe également au sein du secteur industriel (14 grandes entreprises intégrées en novembre 1971). A cette époque, les organismes officiels estiment que 58% des entreprises industrielles sous contrôle de l'Etat correspondent aux biens de consommation courante, 23% aux biens intermédiaires et 19% aux biens de consommation durable. Sont particulièrement représentés dans l'APS, le textile (50% du produit et des ventes du secteur, 75% des matières premières importées), l'industrie métallurgique (avec des industries telle que la *COMPANIA DE ACERO PACIFICO*) ou encore, des établissement liés à la production d'appareils électrodomestiques (par exemple MADEMSA, FENSA, SINDELEN)[521].

Rappelons que plus de 50% du salariat se trouve exclu du projet politique participatif de l'UP. Si l'on examine la situation du secteur privé en fonction de l'APS et mixte, c'est ce qui frappe. Par exemple, au niveau de l'industrie, le capital privé reste maître de plus de 70% de la production. Même en envisageant une « fourchette haute », celle de l'intégration initialement programmée de plus de 250 monopoles, resteraient dans le privé plus de 10.000 entreprises de plus de 5 ouvriers (soit 300.000 salariés), et environ 25.000 unités semi-artisanales (soit 80 000 salariés). L'APS dans sa version la plus optimiste ne concerne qu'entre 150 000 et 180 000 travailleurs[522]. La proportion est encore plus défavorable en ce qui concerne le commerce. Certes, on ne peut se contenter d'une telle dimension quantitative pour évaluer les capacités de l'UP à créer un secteur économique « socialisé » dominant. Le contrôle par exemple des grandes entreprises de l'industrie ou de l'énergie donne au gouvernement un poids certain sur d'autres secteurs. De même, le contrôle du secteur bancaire est un moyen de pression indirect puissant (via le crédit par exemple). Pourtant, la révision à la baisse des objectifs de l'APS, le fait que de grands monopoles restent privés et le manque d'un plan général effectif empêche l'UP de constituer un pôle dominant. **Le secteur étatique de « propriété sociale » reste**

---

centrale (*Boletín del banco central*, noviembre de 1971) et citées par H. Vega, « La situation de l'APS à la fin de 1971 », *Op. Cit.*, pp. 392-394.

[520] Une simple révision des archives déclassées de la CIA permet de mesurer l'ampleur considérable de cette action de sabotage économique, politique et militaire, coordonné notamment par le « comité des 40 », dirigé par Henri Kissinger (voir Senado de los Estados Unidos (Informe Church), *Acción encubierta en Chile 1963-1973: Informe de la comisión designada para estudiar las operaciones gubernamentales concernientes a actividades de inteligencia*, Washington, 18 de diciembre de 1975 in http://www.derechos.org/nizkor/chile/doc/encubierta.html).

[521] Voir en Annexe N° 5, la liste complète des établissements intégrés à l'APS, courant 1972.

indéniablement prisonnier du marché capitaliste, et même, favorise sa modernisation. **Cependant, le fait de mettre en avant la consigne de la participation des travailleurs, de favoriser certaines formes de contrôle sur le processus de production et de nationaliser plusieurs grandes entreprises, libèrent une *énergie participative des bases ouvrières*. Celles-ci commencent alors à donner un contenu de plus en plus concret aux notions de « participation des travailleurs » et de « propriété sociale » avancées par Allende** (voir les paragraphes suivants).

Le gouvernement, et particulièrement son ministre de l'économie, le socialiste Pedro Vuskovic, ont essayé de donner une vision d'ensemble à ce processus d'étatisation, afin qu'il puisse s'articuler avec les projets de planification nationale[523]. L'examen de la constitution de l'APS montre clairement que cette vision des nationalisations n'a pu être mis en pratique. Ceci en raison du caractère hautement perturbateur *d'un point de vue politique* de telles mesures, des propres contradictions du capitalisme d'Etat impulsé par l'UP, mais aussi (de manière plus conjoncturelle) de la gestion économique de ce gouvernement, empirique et mal préparée[524]. En consultant la liste des entreprises qui forment partie de l'Aire de propriété sociale et mixte, on observe une forte disparité. Un nombre important d'entre elles continue de fonctionner au sein de l'APS, comme des entités isolées sans possibilité d'entrer en adéquation avec un plan national (voir la liste complète des entreprises, fournie par le gouvernement - Annexe N° 5)[525]. Manuel Castells, en analysant cette liste, remarque : « *Un ensemble disparate d'activités, auxquelles on peut ajouter un noyau de la "ligne blanche" qui sert fondamentalement au marché des hauts revenus et un autre des matériaux de la construction, alors que n'ont pas été incorporées (à l'exception de FANALOZA, VAJILLAS et CERVECERIAS UNIDAS) les usines*

---

[522] A. Martinez parle de 150 000 dans "El Área difícil que dominar", *Chile Hoy*, Santiago, N° 12, 7 de septiembre de 1972 ; Luís Vitale quant à lui retient le chiffre de 180 000 travailleurs (in *Para recuperar la memoria histórica. Op. Cit.*, p. 205).

[523] *El Área Social*, Santiago, Col. Documentos Especiales, Quimantú, julio de 1972 ; Oficina de informaciones y radiodifusión de la presidencia de la republica, *El Área de propiedad social*, Santiago, 1972 (dossier BDIC, publications officielles 1971-1973 : F Delta Res 190/7) ; Oficina de informaciones y radiodifusión de la presidencia de la republica, *Calendario del Área Social: nov. 1970, abr. 1972*, Santiago, 1972 (dossier BDIC, publications officielles 1971-1973 : F Delta Res 190/8).

[524] Cet empirisme économique de l'UP a été souligné par différents auteurs, mais aussi par des dirigeants de l'époque tels que Carlos Altamirano (*Dialéctica de una derrota*, México, Ed. Siglo XXI, 1977). Voir les remarques à ce propos d'Eder Sader, « Chili : la transition manquée », *Op. Cit.*

[525] Oficina de informaciones y radiodifusión de la presidencia de la republica, *El Área de propiedad social*, Santiago, 1972.

de produits de consommation populaire, particulièrement les aliments »[526]. Ce manque de planification de la gestion économique de l'APS peut aussi s'expliquer par la recherche des entreprises les plus rentables, ceci afin de pallier le déficit public.

Plus fondamentalement, l'essoufflement de la « guérilla juridique » du gouvernement est très rapide, face à un appareil étatique qui se résiste à de telles mesures. La *Controlaría general de la Republica*, théoriquement chargée de surveiller la valeur constitutionnelle des mesures prises par le gouvernement, s'engage dans une pratique systématique d'obstruction et d'opposition à l'extension de l'APS. Déclarant ainsi « illégales » de nombreuses réquisitions, sous prétexte que la DIRINCO ne fournit pas les documents suffisants[527]. Cette offensive est relayée par une opposition systématique au niveau du parlement. Se multiplient alors les tentatives de ce que le PS qualifie de « coup d'Etat légal » (dont les accusations constitutionnelles contre les membres du gouvernement, le ministre de l'intérieur José Toha par exemple)[528]. L'UP est confrontée dès le début de l'année 1972 à de nombreux problèmes d'ordre politique et économique, malgré des avancées considérables en termes de redistribution des revenus et une popularité renforcée[529].

IV – 1 – 3) Quelle participation des salariés ? Capitalisme d'Etat, autogestion et contrôle des salariés

A l'aube des années 1970, la gauche chilienne n'est pas la seule à se prononcer pour une plus forte participation des salariés an sein des entreprises. Elle est fortement concurrencée, sur ce plan, par la Démocratie-chrétienne (DC). **On peut même dire que la DC s'est montrée historiquement davantage intéressée par le thème autogestionnaire que la gauche, restée**

---

[526] Ce manque d'une vision d'ensemble est dans le cas des entreprises textiles évité puisque le gouvernement est parvenu à intervenir l'ensemble des grands monopoles du secteur en s'appuyant sur la forte concentration de celui-ci et sur la forte combativité des salariés du secteur (dominé par un patronat réputé pour ses pratiques antisyndicales). M. Castells, « Lucha antimonopolistica y poder obrero: la constitución del Área de Propiedad Social », *La lucha de clases en Chile*, *Op. Cit.*, pp. 172-208.

[527] Par exemple, en juillet 1971, la *Controlaría* renvoie à la DIRINCO pour illégales, les résolutions de réquisitions des industries textiles YARUR SA, Rayon Said, Paños Oveja, Textil Progreso, Algodones Hirmas et Lanera Austral de Coquimbo. A cette occasion, le directeur de la Controlaría se prononce contre « *le délit d'usurpation de la part des travailleurs qui participèrent dans les occupations* [d'usines] ». Voir « Terminante posición de la Controlaría: ilegales todas las requisiciones en Área Textil », *La Prensa*, Santiago, 6 de julio de 1971.

[528] « Comadreos y comistrajos de la política », *Clarín*, Santiago, 2 de enero de 1972. Sur l'obstruction systématique du systême judiciaire à la constitution de l'Aire sociale, voir CORFO-Departamento de Relaciones Publicas, *Área Social: la justicia pierde el juicio*, Santiago, Quimantú, Documentos Especiales, 1973.

[529] Sur cette base, le journal du PC dresse un bilan hautement positif de l'année écoulée : « Profundizar en 1972, los avances de 1971 », *El Siglo*, Santiago, 2 de enero de 1972.

extrêmement « étatiste » et centraliste[530]. Sous le gouvernement d'Eduardo Freí, certains secteurs de la jeunesse et d'employés de la DC, impulsèrent l'établissement de quelques entreprises autogestionnaires[531]. Pourtant, cette expérience reste largement marginale. Il semble qu'à son apogée, ce qui était nommé « Entreprise des travailleurs » ne représente qu'à peine 60 petites entreprises, employant 3686 personnes[532]. Pourtant, ce thème est largement utilisé politiquement par la DC durant l'UP, pour le convertir en drapeau de l'opposition au gouvernement[533]. C'est l'objectif essentiel du projet de réforme institutionnelle Hamilton-Fuentealba, qui date d'octobre 1971. C'est pour cette raison que le Parti national, représentant de la haute bourgeoisie, n'hésite pas à appuyer pleinement le projet[534]. **La DC, qui comprend bien où se situent les points faibles de l'UP, continue ses appels contre l'Etatisme et pour l'autogestion[535]. Comme le reconnaît la revue *Chile Hoy*, si la DC s'est engouffrée avec tant d'insistance dans cette brèche, c'est justement parce qu'il s'agit de l'une des contradictions de l'UP**[536].

Comment a donc été mise en place la participation des travailleurs dans l'APS ? L'accord signé entre la CUT et le gouvernement, le 7 décembre 1970, se réfère explicitement à la nécessité d'une participation dans le processus de transformation nationale, notamment au

---

[530] Dès la fin des années 40, des militants de la *Falange Nacional* (ancêtre de la DC) définissent l'importance du contrôle des entreprises par ses propres travailleurs. C'est le cas de J. Chonchol et J. Silva Solar qui écrivent, en 1948, un livre intitulé *¿Que es el social-cristianismo ? Ensayo de interpretación*, où ils expliquent l'importance de la *empresa de trabajadores*. Cet ouvrage est suivi par *Hacia un mundo comunitario*, édité en 1951. Par la suite, ces deux auteurs se prononcent ouvertement pour le socialisme (voir Martha Harnecker, Faride Zeran, "Empresa de Trabajadores: un análisis de fondo", *Chile Hoy*, Santiago, N° 1 et 2, junio de 1972).

[531] Il se créa même un bureau chargé de promouvoir spécialement ce type d'expérience: le département d'expérimentations de nouvelles formes d'entreprises (ENFE).

[532] Ce type de production existe dans des entreprises d'échelles et de perspectives modestes et composées de travailleurs peu qualifiés et mal rémunérés. D'autre part, cette notion évacue la question de la propriété des moyens de production, préférant parler d'une location du capital de la part des travailleurs. Cf. M. Scurrah et B. Podesta, *Experiencias autogestionarias urbanas en Perú y Chile: problemas y lecciones*, pp. 67-71, CEDEP, Lima, 1983. Selon d'autres auteurs, cette expérience des "Entreprises des travailleurs" continue à se développer légèrement pendant l'UP pour concerner plus de 100 usines et 8000 salariés en 1972 (J. G. Espinoza, A. S. Zimbalist, *Economic Democracy: workers' participation in Chilean industry 1970-1973*, *Op. Cit.*, pp. 41- 43).

[533] J. G Espinoza, A. S. Zimbalist, *Op. Cit*., p. 20.

[534] La première version de ce projet ne comporte pas plus de 32 points, dont seulement deux étaient consacrés à la participation des travailleurs. Elaboré dans la précipitation, il n'a pas d'autre but que s'opposer au gouvernement et notamment de l'empêcher de constituer l'APS (*Diario de sesiones del Senado*, Santiago, viernes 22 de octubre de 1971, pp. 438 - 441).

[535] Cette propagande est, par exemple, diffusée auprès des travailleurs, à travers un bulletin écrit par le département syndical et technique de la DC (publié tout d'abord en avril, puis réédité en mai 1972). Ce bulletin s'appuie en partie sur l'expérience autogestionnaire yougoslave.

[536] Voir M. Harnecker, F. Zeran, "Empresa de Trabajadores: un análisis de fondo", *Op. Cit.*.

niveau de la gestion économique[537]. Pourtant, ce n'est ni directement le gouvernement, ni la CUT, qui avancent l'idée de la formation de « comités ouvriers »[538]. **C'est finalement, depuis la base, que la problématique du contrôle des salariés est mise en avant par certains représentants syndicaux, si bien qu'elle est finalement discutée lors de la neuvième conférence de la CUT, à Valparaíso**. Une étude réalisée par une commission CUT-gouvernement débouche, alors, sur les « *Normes basiques de la participation des travailleurs à la direction des Entreprises de l'Aire sociale et Mixte* », fondement légal de cette participation[539].

Ce document invoque deux niveaux de participation. Le premier se situe au niveau de la planification de l'économie. A cet effet, est organisé le conseil national de développement, qui comprend 6 « représentants des travailleurs », discutant la politique économique au niveau national. Ces représentants sont des dirigeants de la CUT et des fédérations, qui participent aux réunions des organismes de planification (tels ODEPLAN). Sont aussi mis en place, des conseils de même type au niveau régional (conseils de développement régional). Le deuxième niveau concerne la direction des entreprises de l'APS. Les organismes de participation dans l'Aire sociale et mixte se distribuent différemment, suivant la taille et le degré de concentration de l'entreprise (voir l'organigramme original fournis en Annexe N° 6). De manière générale, ils suivent le schéma suivant[540] :

Tableau N° 3 : Schéma de la participation des travailleurs dans l'APS

(de la base au sommet)

L'assemblée des travailleurs	Organe présidé par la direction du syndicat dont les fonctions essentielles sont élire 5 représentants au niveau du conseil d'administration, discuter le plan de production et éventuellement censurer les représentants (3 élus du secteur

[537] Afin d'avoir le point de vue du sous-secrétaire de l'économie (MAPU) sur cette question, consulter : O. Garretón, « Concentración monopólica en Chile: participación del estado y de los trabajadores en la gestión económica », *Cuadernos de le Realidad Nacional*, Santiago, N°7, marzo de 1971, pp. 143-164.

[538] J. Larrain, F. Castillo, *Op. Cit.*, p. 179.

[539] Document approuvé le 7 décembre 1971 et distribué durant l'année 1971 et le début de 1972 à plus de 100 000 exemplaires. Voir *Normas básicas de participación de los trabajadores en la dirección del área social y mixta*, Santiago, Publicación del Dpto Educación y Cultura de la CUT, 1972.

[540] Voir *Normas básicas de participación de los trabajadores en la dirección del área social y mixta*, *Op. Cit*. et ODEPLAN, "La participación popular", *Informe económico anual 1971*, Santiago, Ed. Universitaria, pp. 63-92. Consulter également A. Samaniego, « L'institutionnalité de la participation des travailleurs », *Les stratégies syndicales de la CUT…*, *Op. Cit.*, pp. 406-417.

	de la production (ouvriers), 1 du secteur administratif, 1 du secteur technique)
L'assemblée des unités productives	Réunion des salariés de chaque section, dont les fonctions essentielles sont de discuter le plan de production, élire les représentants des comités de production, et, éventuellement les censurer
Le comité coordinateur des travailleurs de l'entreprise	Composé par les 5 représentants au conseil d'administration, de la direction syndicale et d'un représentant de chaque comité de production (sans droit de vote). Ses fonctions sont de discuter l'action des 5 représentants et de proposer des solutions aux problèmes productifs, mis en avant par les salariés
Le conseil d'administration	Composé par 5 représentants de l'Etat, 5 représentants des salariés élus en assemblée et un représentant de la présidence de la République qui préside le conseil (l'*Interventor*). C'est ce conseil qui est l'organe directeur de l'entreprise

Afin de mettre en place ce système de participation est créé, par le ministère du travail, le comité exécutif CUT-gouvernement, le 28 juin 1971, ainsi qu'un « comité paritaire », constitué de représentants des syndicats et de la direction de l'entreprise. Les représentants syndicaux y sont nommés, « par le haut », par la direction du syndicat. Ce comité est chargé d'élaborer un règlement interne sur la participation. Ce règlement doit ensuite être entériné en assemblée et par le comité national CUT-gouvernement. Cette action réalisée, le comité paritaire doit s'auto-dissoudre[541]. Dans un document publié par les éditions nationales QUIMANTU, dans le but de diffuser l'esprit de cette participation, le comité CUT-Gouvernement la définit comme « *le transfert du pouvoir politique, économique et social des mains des minorités qui jusque-là gouvernaient* […] *aux mains de la classe ouvrière* »[542]. **Indéniablement, les témoignages recueillis prouvent que l'époque de la mise en place de ce système au sein des entreprises, reste gravé dans la mémoire des militants de gauche, comme celle d'importants**

[541] Voir l'interview du président de ce comité, Pedro Guglielmeti dans M. Harnecker y otros, « La participación de los trabajadores », *Chile Hoy*, Santiago, N°7, julio y agosto de 1972

bouleversements au sein de l'usine[543]. C'est, par exemple, le cas de José Moya, ouvrier du MIR, nommé président du comité de production de l'usine de disque au sein du grand monopole de radio-télèvision IRT (ex-RCA). D'ailleurs, il se rappelle que cette installation correspond à une période d'intensification du travail et de la multiplication des heures de production, afin de répondre à la forte augmentation de la demande[544].

En examinant ce projet, **on peut dire qu'il s'agit d'un programme de cogestion entre l'Etat et les représentants des salariés, où l'on cherche à intégrer fortement les appareils syndicaux. Un point important à souligner est la prépondérance de l'Etat comme organisme décideur, et la sous-représentation ouvrière au conseil d'administration (3 des 11 représentants)[545].** Autre point, les comités de production sont confinés dans un rôle productif (contrôle de la bonne marche de l'entreprise), plutôt qu'orienté vers une action favorable à la participation politique des salariés. Enfin, une dernière limitation est l'absence d'une vision globale et d'une participation à la planification nationale, offertes aux représentants ouvriers. En effet, si une telle participation est envisagée, elle ne l'est qu'au travers des organismes directeurs de la CUT ou de ses Fédérations. Les représentants élus par les assemblées des travailleurs n'ont donc pas accès à cette vision d'ensemble, indispensable

---

[542] Comité ejecutivo CUT-Gobierno de participación, *La participación de los trabajadores*, Santiago, Quimantú, 1971 (BDIC : S pièce RES 610).

[543] F. Gaudichaud, "L'Unité populaire par ceux qui l'ont faite", *Le Monde Diplomatique*, Paris, septembre 2003.

[544] "*A mediados del 71 se comenzaron a crear las organizaciones propias de participación de los trabajadores, independientemente del sindicato. Se creo un Consejo Administrativo de la Empresa, compuesto por 8 o 10 miembros y que era elegido por los trabajadores a través de votación directa. En él, una cuota representaba a los empleados administrativos de la empresa y otra a los obreros. La otra instancia, que era más de base, eran los Comités de Producción. Este tenía un presidente y dos personas que lo conformaban, también elegidos. Yo fui presidente del Comité de Producción de la fábrica de discos, donde trabajábamos cerca de 120 personas. La labor básica era discutir la producción de cada empresa o de cada área y también la distribución. Era un momento de mucho consumo de discos, radio y televisión y nosotros trabajábamos a un turno, pero en un momento tuvimos que decidir trabajar a dos turnos, ampliar nuestra capacidad de trabajo, incluso hubo que contratar a más gente, porque los niveles producción no daba abasto*" (entretien réalisé à Santiago, le 20 novembre 2001).

[545] Il semble pourtant que, dans la pratique, cette sur-représentation de l'Etat n'est valable que dans les grandes entreprises : dans la majorité des autres entreprises de l'APS, les représentants des travailleurs possédent une majorité effective *par défaut*. Tout d'abord car les "Interventores" sont parfois choisis parmi les travailleurs de l'usine, ensuite parce que les fonctionnaires de l'Etat ne peuvent fréquemment assister aux réunions, enfin car dans les usines où les travailleurs sont les plus mobilisés, ils obtiennent le remplacement des "Interventores" bureaucrates par l'un des leurs (J.Espinoza, A.Zimbalist, *Op. Cit.*, p. 77).

dans l'établissement d'une planification économique démocratique. D'ailleurs, la participation de représentants syndicaux au niveau régional n'est jamais mise en pratique (au moins jusqu'à août 1972) et la CUT s'est limitée à un rôle surtout consultatif, au sein des différents organismes économiques gouvernementaux. **De cette manière, la participation dans l'Aire sociale et mixte consiste à assumer, au niveau de l'entreprise, l'application de normes générales économiques. Etant donné le manque d'un véritable système organique de planification centralisée, les objectifs des entreprises de l'Aire sociale se sont inspirés d'orientations très générales, et ont vu leur rôle réduit, la plupart du temps, à augmenter la production**[546]. En ce sens, on peut comme le fait Víctor Farias, affirmer que l'importance de la transformation des relations de production n'a pas toujours été prise en compte par l'UP : l'APS devait pourtant incarner initialement les germes du contrôle ouvrier et démocratique de la future société socialiste[547].

Qu'en est-il de la participation au niveau du secteur privé qui concerne plus de 50% de la main d'œuvre industrielle ? Selon la documentation officielle, « *la participation n'est pas prévue dans les entreprises privées. Dans celles-ci, les travailleurs doivent contribuer à constituer les comités de surveillance de la production, qui doivent se préoccuper de ce que chaque industrie utilise au maximum sa capacité installée, que soient prévues de nouvelles rotations pour incorporer les camarades au chômage, qu'on utilise de manière adéquate les machines et les équipements, que soit assuré le ravitaillement en matière première et pièces de rechange, dans le but que ne se produisent pas d'arrêts injustifiés de la production* »[548]. La mise en place de comités de surveillance répond à la formidable réaction en chaîne de lutte des classes que provoque le début de la nationalisation des grands monopoles. Face à l'attitude d'une partie significative du grand patronat dans un premier temps, puis de fractions de plus en

---

[546] M. Castells, « Lucha Antimonopolista y poder obrero: la constitución del Área de Propiedad Social », *Op. Cit.*, p. 181.

[547] Comme le remarque Víctor Farias, dans son analyse de documents : « *Sin embargo, más relevante me parece el hecho de que se soslaye el problema del tipo de relaciones productivas que se buscaba para esta Área de Propiedad Social, al menos germinalmente. En los hechos ella debía aparecer, en el tiempo, como una propiedad estatal, pero por el tipo de participación de la clase trabajadora en las expropiaciones y por la función que ella tendría sobre el resto de la organización política del país, habría sido necesario enfrentar este problema con mayor detenimiento, en el sentido de visualizar los gérmenes de socialismo que ella debía implicar. El problema repercutirá violentamente en los momentos en que se planteó la cuestión del financiamiento del APS, adoptando una política económica inflacionaria en los hechos* » dans V. Farias, *La izquierda chilena (1969-1973): documentos para el estudio de su línea estratégica*, *Op. Cit*., Introduction au Chapitre I du tome I.

[548] Voir « Los trabajadores en la administración de la Empresa del Área Social », *La realidad social de Chile*, p. 44, Oficina de informaciones y radiodifusión de la presidencia de la republica, Santiago, 1972 (dossier BDIC, publications officielles 1971-1973 : F Delta Res 190/10)

plus amples de la petite et moyenne bourgeoisie industrielle, qui décident de pratiquer une politique de boycott économique ou plus directement de *lock out*, l'UP décide la création de ces comités. Ils s'inscrivent également dans le cadre du mot d'ordre de la « bataille de la production »[549].

Comme leur nom l'indique, les comités sont chargés de surveiller et de dénoncer toute anomalie suspecte dans la chaîne de production. Toutes manœuvres de sabotage économique doivent être dénoncées auprès de la CUT. Ces organismes sont formés par des représentants des salariés, élus en assemblée (entre 5 et 10 représentants)[550]. En principe, chaque entreprise doit voir naître un comité supérieur de surveillance, constitué par 3 dirigeants du syndicat, nommés par la direction de celui-ci. Ces comités sont donc largement dépendants du syndicat. Cela pose le problème de la fonction même de celui-ci, dont le penchant « naturel » est l'action économique revendicative et non le contrôle de la production. Le rôle traditionnel du syndicat est ainsi partiellement remis en cause, sans que ne soit offert en parallèle d'autre voie d'organisation (telle la mise en place de conseils ouvriers), puisque ce secteur reste sous la coupe de propriétaires privés. Cette contradiction alimente les attitudes d'hostilité de certains dirigeants syndicaux, envers des organismes qui menacent leur propre fonction sociale. D'autre part, le manque de formation et d'éducation à de telles tâches, le peu d'importance attribué par la CUT à ces comités et la faiblesse des capacités du gouvernement pour opérer un tel contrôle sur le secteur privé, expliquent l'absence d'une action efficace de ces comités de surveillance[551]. Les comités prévus dans l'aire privée sont donc incapables de pouvoir générer des formes (même embryonnaires) de pouvoir populaire constituant et de contrôle ouvrier. Si un tel développement n'a pas été appuyé par l'UP, c'est qu'il ne correspond pas à son programme politique et surtout au bloc social sur lequel l'exécutif compte s'appuyer. Cette tension est d'ailleurs source d'aiguisement des oppositions au sein de la coalition gouvernementale, entre les tendances « rupturistes » (gauche du PS, IC et MAPU) et les « gradualistes » (PC et secteurs Allendistes).

---

[549] Consejo directivo nacional de la CUT, "Ganar la batalla de la producción, tarea de honor de la clase trabajadora chilena", Santiago, mayo 1971 (dans *Central Única*, Santiago, junio 1971, p. 17).
[550] ODEPLAN, *Informe económico anual 1971*, Santiago, Ed. Universitaria, 1972, pp. 91-92.

[551] A. Martínez, « El Área difícil que dominar », *Op. Cit.*

IV – 2) « Bataille de la production » et redistribution des richesses. Un âge d'or de courte durée

IV – 2 – 1) Premiers succès, premiers obstacles

La première année de gouvernement de S. Allende est marquée par un réel succès économique[552], malgré les nombreuses turbulences politiques et sociales auxquelles doit faire face à l'UP. **La politique de réajustement des salaires entraîne une augmentation moyenne des revenus des salariés de près de 50%. Ceci, lié à l'établissement du contrôle des prix (réduction de l'inflation à 20%), permet de constater une augmentation considérable des revenus du travail.** Cette nouvelle arrivée d'argent vers les classes populaires, combinée à une réactivation de la dépense fiscale dans les travaux publics et le logement, entraîne une absorption significative du taux de chômage (le taux moyen pour 1971 est de 4,3%), ainsi qu'une progression de l'utilisation de la capacité productive du pays (surtout au niveau du secteur des biens de consommation populaire). L'ensemble de ces mesures basées sur l'augmentation de la demande apporte une nouvelle impulsion au marché interne : la consommation familiale augmente de prés de 13% en moyenne. Cette politique distributive parallèlement à la prise de contrôle sur le secteur bancaire, à la nationalisation du cuivre et des premiers grands monopoles, engendre une croissance industrielle annuelle de plus de 12%, même chose pour la construction, alors que la production de cuivre progresse autour de 6% en six mois.

Au niveau de l'APS, le gouvernement annonce fièrement que « *la participation des travailleurs signifie que ceux-ci livrent avec enthousiasme la bataille pour augmenter la production, puisqu'ils savent que désormais les bénéficiaires, ce sont eux* »[553]. Les divers rapports gouvernementaux décrivent un succès productif sans précédent, dans les entreprises passées aux mains de l'Etat[554]. Par exemple, il est souligné qu'il y a eu une augmentation de la production, en 1971, dépassant les 100 % dans certaines usines textiles ; et plus de 50 % dans le domaine de l'électronique[555]. Le bureau d'information du gouvernement cite comme exemple

---

[552] Pour un bilan économique complet, voir : ODEPLAN, *Informe económico anual 1971*, Santiago, Ed. Universitaria, 1972.

[553] ODEPLAN, *Informe económico anual 1971*, Santiago, Ed. Universitaria, 1972, p. 77.

[554] A continuation, nous tirons quelques citations de *La realidad social de Chile*, *Op. Cit.*, mais il est possible de rencontrer les mêmes exemples dans le rapport annuel de l'ODEPLAN (cité plus haut).

[555] Dans l'électronique, la CORFO à rachetée la RCA, industrie de Radio et Télévision chilienne et baptisée par la suite IRT (voir entretien réalisé avec un ancien salarié de IRT, José Moya, Santiago, 20 novembre 2001)

phare des entreprises de l'Aire sociale, les industries YARUR, SUMAR, HIRMAS, CAUPOLICAN, RENCA, TEXTIL PROGRESO, CAUPOLICAN CHIGUAYANTE, BELLAVISTA TOMÉ, FABRILANA, RAYON SAID de Quillota et de Maipú, CEMENTO MELON et POLPAICO. Ces entreprises (essentiellement du secteur textile) sont en effet à la pointe de la « bataille de la production »[556]. Ces premiers succès sont d'ailleurs confirmés lors du premier semestre de l'année 1972[557]. Durant les premiers mois de l'année 1972, la production continue sa progression dans la plupart des secteurs. Les réformes de structures engagées dans l'agriculture sont également importantes, puisque le nombre d'hectares expropriés par le gouvernement Allende, en 15 mois, équivaut quasiment à celui atteint en 6 ans par les gouvernements antérieurs (soit plus de 3 500 000 hectares). On note la même évolution en ce qui concerne de grandes mines de cuivre et de salpêtre, domaines essentiels pour l'économie du pays. Qu'en est-il de l'industrie ? De manière générale, la même tendance conjoncturelle est observable. L'ODEPLAN conclut à une progression de la production industrielle atteignant les 19,8 %, sur les deux premiers mois de l'année (toujours en rapport à ceux de 1971). Pourtant si l'on détaille ces évolutions par branches, on peut observer des écarts, voire des oppositions. Ainsi les domaines qui voient les progressions les plus importantes sont l'industrie de la boisson (48,2%), l'industrie du meuble (43,4%), celle des dérivés pétroliers et carbonifères (38%) et l'industrie du bois (36,6%). Par contre, on note une baisse vertigineuse pour les machines outils et l'équipement industriel avec une baisse de 60%. Bien que le document de l'ODEPLAN n'en donne pas d'explications, on peut avancer la forte dépendance du Chili dans ce domaine envers l'étranger et particulièrement les Etats-Unis. Le boycott organisé par ces derniers et l'inquiétude des investisseurs pour les années à venir, étranglent l'économie chilienne, particulièrement pour tout ce qui touche le renouvellement des pièces ou à l'achat de nouvelles machines-outils. Autre donnée indispensable pour parler d'un développement économique réel : le pouvoir d'achat des ménages accompagne ces progressions avec plus 18% sur les ventes de produit industriels pour la même période.

---

[556] Dans l'industrie textile Hirmas, la production de toile et de fil a augmenté de 25 % entre début 1971 et la mi-1972. Dans une autre usine textile, Bellavista Tomé, la production de tissu a augmenté de 90 000 mètres mensuels (mai 1971) à 198 000 mètres (août 1972), soit + 220 % en 16 mois. A Cemento El Melon, lors de la seule année 1971, la production de ciment a progressé de 15 % et Fiap Tomé (textile) est passé d'une production mensuelle maximum de 70 000 mètres avant intégration à l'APS à une production de 120 000 mètres/mois.

[557] Oficina de informaciones y radiodifusión de la presidencia de la republica, *Informe de ODEPLAN sobre la actividad económica del primer trimestre de 1972*, Santiago, 1972 (dossier BDIC, publications officielles 1971-1973 : F Delta Res 190/9).

L'économie chilienne marque également des points dans les domaines des services ; dans la construction de logements populaires et les travaux publics. Pourtant ces indicateurs ne peuvent masquer des dangers inflationnistes graves, casse-tête des économistes de la gauche chilienne. Ainsi pour les trois premiers mois de 1972, l'indice des prix accuse une hausse de 13,4%, dépassant le rythme de l'inflation de 1971. Le manque de contrôle de l'Etat chilien sur les secteurs monopolistiques de la distribution et certains secteurs de l'industrie privée, aggrave cette tendance de fond de toute politique de type néo-keynésienne. Cette faille, qui commence dès le début 1972 à s'élargir, permet à un marché noir débutant, d'exploser et de se développer. Le patronat et l'opposition s'en servent comme d'une arme politique, extrêmement percutante puisqu'elle touche en priorité les couches moyennes et populaires.

La « bataille de la production » est l'un des axes de la politique de l'Unité populaire. Mise en exergue par la nouvelle administration, elle se base sur une mobilisation, réelle, à la base, d'une partie des salariés intégrés à l'APS. Allende, dans son discours aux travailleurs, à l'occasion du premier mai 1971, déclare : « *Il est fondamental d'obtenir les plus grands sacrifices et le plus grand effort patriotique de tous les travailleurs… et produire plus, car ainsi vous êtes en train d'assurer l'avenir de la patrie et la défaite de ceux qui conspirent contre le Chili et le gouvernement des travailleurs* ». Le président de la République lie, à cette occasion, la notion de « pouvoir populaire » à la nécessité que tous les Chiliens se mettent à travailler pour le pays : « *Quand je parle de développer le pouvoir politique, je pense qu'au-delà des limites de l'Unité populaire, il y a des milliers et des milliers de citoyens qui peuvent être à nos côtés* […] *et pour cela, je les appelle fraternellement, ouvertement, à travailler pour le Chili nouveau* »[558]. La « bataille de la production » se base sur un effort productif demandé aux salariés qui, au nom du « pouvoir populaire », sont censés être prêts à faire ce sacrifice. Elle impulse d'ailleurs des formes originales de créativité et d'adaptation dans la façon de travailler des ouvriers chiliens, qui mettent en place un recyclage des pièces usagées, ou même, en inventent de nouvelles à partir du matériel trouvé sur place. Cette inventivité ouvrière est encensée par la communication officielle du gouvernement, qui décrit l'homme nouveau, travaillant au service de la révolution, malgré les attaques de l'impérialisme[559]. **On peut voir poindre une sorte de stakhanovisme chilien**, mais de manière, certes, beaucoup moins poussée et systématique qu'en URSS.

---

[558] S. Allende, "Párrafos del discurso de Allende en el 1 de mayo", *Central Única*, Santiago, junio de 1971.
[559] A ce propos, on lira avec profit : C. Urrutia, *Los Inventores Obreros*, Santiago, Ed. Quimantú, 1972.

Photo N° 4 : Affiche du gouvernement et de la CUT en faveur du travail volontaire et de la « bataille de la production »

[560]

[561]

Cet engouement laborieux au service du gouvernement n'est bien sûr pas le cas de tous les salariés. En effet, certains ne s'identifient pas avec les partis de gauche et d'autres sont, de manière consciente, opposés à la politique « productiviste » de l'UP : l'enquête orale permet de saisir les cassures qui traversent alors la classe ouvrière, particulièrement au sein de l'APS (cette problématique est abordée dans le paragraphe suivant). Finalement, **la bataille de la production est avant tout promue par les cercles gouvernementaux, la CUT et le Parti communiste qui insistent sur la « responsabilité » qui incombe aux travailleurs.** Un examen de la presse militante donne une idée de l'ampleur de cette propagande. Ainsi à son retour d'URSS, Luís Figueroa tient à souligner que dans « la patrie du socialisme », l'un des chemins choisis est également l'intensification de la production et l'augmentation de la productivité[562]. Selon la CUT, la priorité pour les salariés est désormais de « *Produire et Etudier* »[563].

Début 1972, la revue théorique du PC explique clairement que l'objectif principal de la participation est d'augmenter la production et que les travailleurs de l'APS seront récompensés

---

[560] Tiré de *Chile. Breve Imaginería política (1970-1973)* in http://www.abacq.net/imagineria.
[561] *Central Unica*, Santiago, febrero de 1972.
[562] L. Figueroa, "La renta nacional tanto aquí como en la URSS se aumenta en base a una mayor producción", *Central Única*, Santiago, N° 2, junio 1971.
[563] L. Figueroa, "Producir y estudiar", *Central Única*, Santiago, N° 4, septiembre 1971.

(entre autres de manière financière) suivant leur productivité[564]. **A la base, militants et dirigeants syndicaux sont chargés de répercuter cette directive. Pour nombre de militants syndicalistes, le combat politique prioritaire de cette époque a donc été celui de la « bataille de la production »**. Ce combat est perçu, par les militants UP (surtout communistes), comme celui du combat pour le socialisme. En contrepartie, cela signifie un rejet catégorique de tous ceux qui pourraient critiquer cette position « stakhanoviste ». C'est le cas du MIR, pour qui il s'agit d'une erreur typique du capitalisme d'Etat que de donner la priorité à la production, lorsque le problème fondamental du pouvoir et de l'Etat n'a pas encore été résolu en faveur des travailleurs[565]. **Henri Lefebvre, dans son étude du « mode production étatique » chilien, constate aussi les dangers potentiels de ce mot d'ordre de la gauche gouvernementale : « *"Produire pour la patrie", ce mot d'ordre, si aisément récupérable par la droite, les généraux, se lisait sur tous les murs de Santiago* »[566]. Certains enquêtés restituent, aujourd'hui encore, cet état d'esprit de la bataille de la production.** C'est le cas de Neftali Zúñiga, dirigeant syndical et militant communiste, nommé *Interventor* en 1971 de l'usine textile, POLLAK (environ 2000 salariés). Selon lui, « *A l'intérieur de l'Aire sociale, parmi ceux qui furent les plus conséquents, nous savions clairement que nous avions à produire plus, parce que le gouvernement était là pour çà, pour satisfaire la majeure partie des nécessités de notre population* […]. *Les travailleurs étaient conscients que plus on produisait, plus importants étaient leurs salaires et en même temps, nous avons baissé les prix. En produisant plus, nous pouvions vendre meilleur marché. Ainsi, nous couvrions la plus grande aire possible avec notre production : c'était cela le travail fondamental, que nous autres, nous réalisions* »[567].

Ce témoignage donne une couleur réelle aux remarques du sociologue Manuel Castells : le productivisme gouvernemental renforce les positions revendicatives / économicistes des appareils syndicaux, qui sont particulièrement fortes dans les principales entreprises du pays. Ainsi **trois éléments, combinés mais contradictoires, déterminent le caractère de la participation des travailleurs dans le secteur nationalisé : l'hégémonie de la structure syndicale ; l'insertion des organismes de participation autour de l'objectif de la « bataille de la production » ; la quasi-inexistence d'un système de planification démocratique**

---

[564] L. Barria, "La participación de los trabajadores", *Principios*, Santiago, marzo-abril de 1972, pp. 87-88.
[565] Le journal *El Rebelde* revient régulièrement sur cette question.
[566] H. Lefebvre, *De L'Etat. Le mode de production étatique*, Paris, 10/18, 1977, tome 3, p. 333.
[567] Entretien réalisé à Santiago le 29 mars 2002.

national. **Alors que la production augmente dans un premier temps de manière spectaculaire et que les excédents générés sont peu transférés de l'APS vers les autres secteurs sociaux, la combinaison de ces trois éléments a pour conséquence l'élévation du niveau de vie des ouvriers de l'Aire sociale et l'amplification des différenciations existantes au sein de la classe ouvrière**[568]. Certes, le rôle des partis politiques est ici essentiel afin d'insister sur la nécessité d'une conscience de classe au service de l'intérêt général et non d'un renfermement de l'ouvrier sur « son » usine, comme le propose la Démocratie-chrétienne avec le projet de « l'entreprise des travailleurs ». Pourtant, **cette différenciation gêne l'unification de la classe ouvrière et tend à enfermer les salariés de l'APS dans une course à la production sans fin et surtout sans garantie que les excédents ne soient pas ré-accumulés par le secteur privé, par le biais des intermédiaires de distribution (en majorité dans les mains des capitalistes privés)**. Ce problème qui commence à être soulevé par les secteurs critiques au sein de la gauche s'affirme alors que la politique économique à court terme de l'UP montre de sérieux signes d'essoufflement.

IV – 2 – 2) La réaction des classes dominantes et la revendication d'un « pouvoir populaire » alternatif

Malgré de nombreuses tensions sociales et politiques, l'année 1971 a été une époque « d'âge d'or » pour l'UP, en comparaison avec les mois qui suivent. **En avril, le résultat des élections municipales montre le renforcement de la coalition gouvernementale : l'UP obtient ainsi la majorité absolue (50,5%), et ceci, avec une augmentation spectaculaire du PS (qui passe de 12,2 % à 22,4 %)**[569]. Sur la base d'un tel succès, la coalition hésite longuement pour savoir s'il est temps, ou non, d'organiser un référendum destiné à faire approuver par les chiliens le changement institutionnel, prévu par le programme afin de constituer ce fameux « Etat populaire » (l'un des axes centraux du « pouvoir populaire » institutionnalisé voulu par Allende). Cependant, malgré l'avis favorable du PS, c'est l'opinion de Salvador Allende et du PC qui prédomine. Ces derniers pensent qu'il serait préférable d'attendre et d'accélérer les transformations économiques, afin d'amplifier encore l'appui au gouvernement et garantir ainsi un résultat positif à cette consultation démocratique. **Vue avec**

---

[568] M. Castells, « Lucha Antimonopolista y poder obrero: la constitución del Área de Propiedad Social », *Op. Cit.*, pp. 207-208.
[569] G. Smirnow, *Le développement de la lutte pour le pouvoir pendant l'Unité populaire*, Paris VIII, Thèse de troisième cycle, 1977, pp. 173-174.

le recul historique, cette hésitation est sans aucun doute l'occasion perdue de l'UP, pour mener à bien les transformations institutionnelles prévues et désarmer l'opposition momentanément (au sein du parlement, comme au niveau de la lutte de classe économique). En effet, à cette date, la droite et les classes dominantes sont encore divisées et cherchent un moyen de s'unifier ; l'économie montre encore des signes encourageants. Ces deux données offrent un espace politique pour l'appel au plébiscite populaire. **Mais cette « fenêtre historique », de courte durée, n'est pas mise à profit par la gauche chilienne et se ferme alors définitivement jusqu'au coup d'Etat.**

L'unification de la droite peut être datée d'élections partielles (pour un député), organisées le 18 juillet, à Valparaíso[570]. Cette unification a été accélérée par l'électrochoc provoqué par l'assassinat de l'ancien ministre de l'intérieur de Freí, E. Pérez Zujovic, en juin[571]. La modification des rapports de forces sociaux provoque le repositionnement des diverses organisations politiques. **Fin juillet, la DC connaît une crise interne qui aboutit à la naissance de la Gauche chrétienne (IC). Cette dernière se prononce en faveur de l'UP et pour l'intégration des militants chrétiens dans un projet de transformation sociale radicale. L'IC se définit comme une force non confessionnelle et elle prend rapidement toute sa place au sein du gouvernement.** Pour son secrétaire général, Bosco Parra, « *le christianisme est une prophétie de l'égalité et de la fraternité entre les hommes. Le socialisme est l'occasion matérielle et historique de cette prophétie* »[572]. Il s'agit donc d'ériger une sorte de morale chrétienne, militante et révolutionnaire. Rapidement attirée par la gauche de l'UP, l'IC se proclame contre l'attitude jugée divisionniste de la DC. Elle reste tout au long de la période attachée à ne pas exclure du débat le MIR, avec qui elle partage de nombreuses positions, notamment sur la nécessité d'une unité des « *pauvres de la ville et de la campagne* », contre l'alliance de classe préconisée par l'autre secteur de l'UP avec la « *bourgeoisie nationale* ». Cette dynamique se retrouve dans l'émergence toujours plus forte du mouvement des Chrétiens pour le socialisme (CPS). Suite à « l'appel des 80 » en avril 1971 (voir paragraphe III – 1 – 3), les CPS se structurent mieux avec un comité national de coordination,

---

[570] La droite parvient à proposer un candidat unique qui obtint la victoire.

[571] Le 7 juin 1971, le groupuscule d'extrême gauche VOP (*Vanguardia obrera del pueblo*) assassine l'ex-ministre de l'intérieur d'Eduardo Frei, responsable du massacre de Puerto Montt en 1969. Les conditions de cette action restent troubles et la VOP disparaît ensuite complètement de la scène politique, alors que plusieurs de ses dirigeants périssent dans l'opération et la répression qu'elle déchaîne.

[572] La formation de la IC a des répercussions sur le MAPU puisque plusieurs parlementaires de cette organisation, ainsi que J. Chonchol, ministre de l'agriculture, décident de rejoindre cette nouvelle formation. Sur la gauche

bien qu'ils suivent leurs activités de manière relativement autonome. Ils s'engagent toujours plus en faveur de l'organisation politique de la classe ouvrière : « *il s'agissait de chercher une voie autonome et originale qui correspondrait au rôle que devait jouer les CPS, comme mouvement à l'intérieur de l'affrontement social et politique des classes.* […] *La praxis politique conduisait le mouvement à une radicalisation, évangélique et prophétique, de son expression chrétienne* »[573].

Ces repositionnements ont lieu alors que l'aile dure de la DC (représenté par E. Freí) reprend en main le parti. Quant au Parti National (PN), il opère une certaine redéfinition de sa posture idéologique, en adoptant un discours beaucoup plus « dur ». Le PN appelle ouvertement « *toutes les forces politiques et les groupes ou corporations professionnelles et de travailleurs pour défendre l'unité nationale contre la lutte des classes fomentée par le marxisme, la légalité démocratique face à l'arbitraire de la dictature marxiste et la culture chilienne* »[574]. Ce discours est le reflet d'un patronat qui organise la riposte face au gouvernement et surtout contre l'agitation ouvrière dans les entreprises. Les grands capitalistes du pays, tels Agustín Edwards ou Juan Yarur, ont montré la voie en quittant le pays et transférant leurs capitaux vers l'étranger. La SOFOFA (*Sociedad de Fomento Fabril*), syndicat patronal de la bourgeoisie industrielle se met sur le devant de la scène politique, en organisant une intense campagne de presse contre le gouvernement, sur le thème du chaos économique qui menacerait le pays. L'impact médiatique de cette agitation est d'autant plus important, que les principaux moyens de communication sont aux mains d'un groupe de capitalistes très réduit[575]. Progressivement, la SOFOFA joue un rôle essentiel, presque organique. Le président de cet organisme, Orlando Sáez, déclare le premier septembre 1972 : « *Nous sommes un secteur éminemment technique qui agit clairement à l'intérieur des limites corporatistes. Mais surtout, nous sommes chiliens et nous n'abandonnerons jamais notre devoir envers le Chili.* […] *Pour nous, personne ne peut justifier la dégradation, ou même, le maintien de l'état actuel des choses ; et c'est pour cela que notre compromis sacré avec le Chili, nous impose le devoir d'être en alerte et mobilisés plus que jamais, pour donner le meilleur de nous même dans la*

---

chrétienne sont accessibles plusieurs documents en français dans : Izquierda Cristiana, *Recueil de textes 1970-1973*, Paris, Ed. Politique Hebdo, trad. Anne Valier, 1974.

[573] Voir P. Richard, *Origine et développement du mouvement Chrétiens pour le socialisme (Chili 1970-1973)*, Paris, Centre Lebret « foi et développement », Série América Latina N°2, non daté, p. 88 (BDIC : 9 col 1207/2).

[574] *El Mercurio*, Santiago, 7 de junio de 1971.

[575] A. Mattelart, « La bourgeoisie à l'école de Lénine », *Politique aujourd'hui*, Paris, Janvier-février 1974.

grande tâche de reconstruire le Chili. Nous avons un rendez-vous avec la patrie. Nous ne manquerons pas à celle-ci »[576].

Une autre ligne d'action de la SOFOFA est l'organisation de la petite et moyenne bourgeoisie, qui voit avec terreur la possibilité que les moyens de production ou les commerces puissent être réquisitionnés par le gouvernement, notamment suite à une occupation des salariés. Cette agglomération pluriclassiste se concrétise par la création de Front national de l'aire privée (FRENAP). Dans les grandes entreprises qui ne sont pas passées dans l'APS, les directions mettent aussi en place plusieurs formes de paternalisme destinés à « acheter » politiquement une partie des salariés, en leur offrant même d'importantes augmentations de salaires. Il arrive que le patronat soit appuyé en ce sens par des salariés qui ne voient pas d'un bon œil le passage à l'APS. Cela concerne en particulier les ouvriers les moins politisées et les « fronts de corporations » (*Frente gremiales*), composés d'employés, parfois liés à l'extrême droite.

Ces grandes manœuvres aboutissent à l'une des premières mobilisations de masse organisée par l'opposition : la « marche des casseroles vides », le premier décembre 1971. Organisée par des femmes des beaux quartiers, cette manifestation fait défiler plusieurs milliers de participantes également issues des milieux populaires, contre les problèmes importants de ravitaillement[577]. S'y retrouvent au coude à coude des militants DC, PN mais aussi d'extrême droite avec la présence de *Patria y Libertad*. Cette marche s'accompagne de nombreux affrontements avec les militants de gauche et avec les carabiniers : en ce sens, cette manifestation de masse s'inscrit pleinement dans la tradition de la violence politique sur les grandes avenues de Santiago, étudiée par Gabriel Salazar[578]. Il s'agit là d'une première victoire de la droite organisée[579]. Clairement, la bourgeoisie chilienne entre dans une nouvelle phase : celle qu'Armand Mattelart a appelé « la ligne de masse ». Consciente des dangers de sa position et de la remise en question directe de ses intérêts, celle-ci fait le choix de la mobilisation sociale et de l'action extra-institutionnelle. **Cela alors que l'UP continue d'essayer de ramener le conflit sur le terrain où paradoxalement elle se trouve la plus faible, la légalité héritée de la constitution de 1925. Dans le cas concret de la « marche des**

---

[576] Déclaration citée par M. Castells, *Op. Cit.*, p. 190.

[577] Eugenia Palieraki rappelle ainsi que cette manifestation ne peut être résumée aux seules femmes des beaux quartiers et à leur domestiques, puisqu'elle est aussi composée de femmes issues des quartiers périphériques de Santiago, preuve d'une certaine déconnexion entre ces secteurs populaires et le gouvernement (E. Palieraki, *Manifestations de rues à Santiago durant l'Unité populaire*, Paris I, mémoire de maîtrise d'histoire, 2001).

[578] G. Salazar, *Violencia política popular en las "grandes alamedas", Santiago: 1947-1987*, Santiago, SUR, 1990.

casseroles vides », cela se traduit par le choix d'Allende d'appeler les militaires à soutenir le gouvernement (plutôt que de favoriser l'action de rue des militants, qui aurait pu conduire à la multiplication d'affrontements violents). **Ce choix politique se répète par la suite dans chaque moment de crise et donne peu à peu un rôle prépondérant aux militaires comme arbitres de la lutte des classes.**

Face à cette situation, la coalition gouvernementale et la gauche extraparlementaire adoptent des positions fort distinctes, qui démontrent une polarisation du champ politique. D'un côté, le PC insiste de nouveau sur la responsabilité qui incombe au gouvernement et aux travailleurs en réitérant l'appel à la « bataille de la production ». C'est une tentative pour séduire les démocrates-chrétiens, malgré leur position de plus en plus droitière. Partant de cette analyse, les communistes accusent le MIR de contribuer à la polarisation politique par son attitude « *d'occupation, sans discrimination, de terres et d'industries et par ses invocations à la lutte armée* »[580]. Le PS, quant à lui, opte pour une position assez distincte, bien qu'hétérogène. Sa commission politique, suite à l'assassinat de Pérez Zujovic, appelait à se « *préparer pour l'affrontement définitif* », alors que « *les transformations révolutionnaires que le pays nécessite pourront seulement se réaliser si le peuple prend en main le pouvoir et l'exerce réellement* ». Cependant cette résolution, la direction socialiste la place essentiellement dans une démarche institutionnelle, donc d'un « pouvoir populaire » institutionnalisé par le biais du remplacement du Congrès par une chambre unique, nommée « l'Assemblée du peuple ». Face à une perspective jugée trop légaliste, des militants du PS vont beaucoup plus loin et appellent à la lutte extra-institutionelle, au remplacement de « *l'Etat bourgeois, par l'Etat prolétaire* » et à la révolution armée qu'ils jugent inévitable. De telles affirmations sont condamnées publiquement par la direction socialiste[581]. Finalement, cette vue est proche de celle du MIR pour qui les possibilités de discussion entre l'UP et la DC sont définitivement fermées, tout comme la « voie institutionnelle ».

Luís Corvalán Marquéz, dans son analyse de la position des partis politiques durant l'UP, place à ce moment précis le surgissement d'une stratégie de pouvoir alternative, que j'appellerai d'un « pouvoir populaire constituant ». Selon lui, c'est durant les mois de la fin de l'année 1971, que le MIR théorise la nécessité de la formation d'un

---

[579] Voir *El Mercurio*, Santiago, 3 de diciembre de 1971.
[580] Voir la déclaration politique du PC du 9 juin 1971 dans la revue théorique *Principios*, Santiago, N°139.
[581] Voir les analyses de L. Corvalán Marquéz, *Op. Cit.*, p. 93.

pouvoir populaire réel et opère « *un tournant significatif* »[582]. Cette datation est sujette à controverse. En effet, une simple analyse de la déclaration de principes du FTR (Front syndical du MIR) permet de déceler que le discours sur le « pouvoir populaire » et le contrôle ouvrier du MIR était déjà largement développé à cette date[583]. D'autre part, certaines recherches montrent, au contraire, une permanence dans la politique du MIR, sans que l'on puisse déceler de réels « tournants théoriques » pour la période 1970-1973[584]. **En fait, dès le début des années soixante-dix, commencent à s'exprimer deux visions du « pouvoir populaire » (tout au moins d'un point de vue théorique).** L'une est celle du « pouvoir populaire » institutionnel, ou constitué, étroitement liée à la réalisation du programme de l'UP ; l'autre, dont le MIR se veut l'un des principaux représentants, défend l'idée de la construction d'une force politico-militaire, prête à affronter l'Etat bourgeois, en se basant sur la création de nouveaux organismes de pouvoir.

Il est vrai, cependant, que le MIR ne fait aucune référence explicite à la notion de « pouvoir populaire », durant les premiers mois de l'UP. Cette conception semble se faire progressivement, et par un essai d'adaptation théorique au développement propre du mouvement social. Cette vision progressive, le MIR va l'élaborer en fonction du comportement de l'opposition et selon les réponses du gouvernement, qu'il considère comme réformiste. A cette date, le MIR diagnostique que les « masses » n'ont pas été suffisamment incorporées au programme de l'UP, ni même mobilisées, afin de constituer un rapport de force adéquat à la transformation de « l'Etat bourgeois ». Lors d'un discours tenu à Temuco, dans le sud du pays, Miguel Enríquez, constate que « *dans ces circonstances, s'est ouverte la voie des concessions gouvernementales, face aux pressions des détenteurs du pouvoir et de la richesse* ». Il en conclut à la nécessité de l'organisation autonome des travailleurs face à l'exécutif. **L'appel du MIR est celui de la création d'un « pouvoir local », à la campagne comme à la ville, germe d'une dualité de pouvoir territoriale, pouvant à terme permettre la constitution « *d'un gouvernement révolutionnaire d'ouvriers et paysans* »**[585]. Comme le souligne le militant miriste, Javier Bertín, l'apport central de son organisation est d'avoir perçu très tôt la nécessité

---

[582] L. Corvalán Marquéz, *Op. Cit.*, p. 126.
[583] Voir paragraphe sur le FTR.
[584] S. Leiva, F. Neghme, "Propuestas políticas del MIR en el periodo 1970-1973", *La política del Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) durante la Unidad Popular..., Op. Cit.*, pp. 54 -76.

[585] Ce discours fut publié, de manière intégrale, par *El Mercurio* (Santiago, 3 de noviembre de 1971), afin d'alerter l'opinion publique sur les dangers du double langage de la gauche : respect de la légalité d'un côté et agitation de l'autre. Le MIR étant souvent représenté par la droite, comme un simple appendice « extrémiste » de l'UP.

d'un développement territorial du pouvoir populaire et également, son souci de refuser de se laisser enfermer dans la seule perspective des revendications économiques pour avancer l'idée de la construction de nouvelles formes de pouvoir, depuis la base[586].

Selon l'historien L. Corvalán Marquéz, cette position du MIR montrerait clairement que cette organisation est prête à précipiter la dissolution de l'UP et à rompre tout contact avec le gouvernement. Ce point de vue reste pourtant prisonnier d'une vision partiellement faussée de la réalité. **Car la vision de « pouvoir populaire » proposée par le MIR reste particulièrement mal définie en ce qui concerne l'UP et le gouvernement. Il existe, dans le MIR, une hésitation permanente entre le soutien critique au gouvernement - afin de ne pas se couper du « peuple de gauche » - et l'appel à l'autonomie totale envers l'Etat bourgeois (et à sa destruction)**. Quoi qu'il en soit, à aucun moment, cette organisation n'a cherché à « dissoudre » la coalition gouvernementale. Elle appelle au contraire à ce que la rupture se fasse par le biais d'une **rupture verticale de l'appareil d'Etat (et non en bloc**) ; rupture au cours de laquelle le gouvernement devrait affirmer « *son ancrage dans le mouvement de masse* » et passer ainsi définitivement aux côtés de celui-ci. En ce sens, le gouvernement n'est pas présenté comme une réplique de ce que fut, par exemple, le gouvernement provisoire de Kerenski durant la révolution russe.

La proposition alternative de « pouvoir populaire » du MIR reste longtemps la seule ayant un certain écho sur la scène politique nationale. **Dans un premier temps, et du fait de la faible insertion ouvrière du MIR, celle-ci apparaît essentiellement comme un acte de propagande. Cependant, cette vision jette aussi les bases théoriques pour le débat à venir sur la construction d'un réel « pouvoir populaire constituant »**. L'un des intellectuels du MIR, Nelson Gutiérrez, définit la constitution de ce pouvoir ouvrier et populaire, comme l'affirmation de « *l'indépendance de classe organique, idéologique, programmatique et politique du prolétariat dans sa lutte pour le pouvoir* »[587]. Cette problématique prend forme et ampleur, au fur et à mesure de la multiplication des occupations d'usines. En fait, si on en croit la documentation interne de la commission syndicale nationale du MIR, c'est à partir de mai 1972, suite aux élections de la CUT que l**e MIR décide de lancer l'appel à la constitution de**

---

[586] "*Nosotros como MIR teníamos una concepción del desarrollo territorial del poder popular, sobre esa base desde que empezamos a trabajar en Chile, buscábamos formar comités de trabajadores, comandos comunales, coordinadoras, siempre buscando la organización territorial de los trabajadores, pero no en un paralelismo a la CUT, independientemente que entráramos en conflicto con la CUT, pero nuestra perspectiva estaba en el desarrollo del poder popular, no en una perspectiva reivindicativa*" (entretien avec Javier Bertín, Santiago, le 6 août 2003).

« conseils communaux de travailleurs »[588]. Ces derniers sont alors considérés comme une extension de la formation de conseils communaux paysans. Ils permettraient d'agglutiner - dans un même organisme territorial - les classes dominées, au moyen de la création de comités d'autodéfense, de JAP, des comités de contrôle ouvrier, etc. fonctionnant autour d'objectifs communs[589].

D'ailleurs, par ricochets, cette thématique produit aussi une accentuation des différenciations politiques au sein de la gauche gouvernementale. Le MAPU est un exemple de ce rapprochement d'idées entre le MIR (extérieur au gouvernement) et la gauche de la coalition. Dans un article intitulé « *L'UP et la prise du pouvoir* »[590], un secteur du MAPU, réitère l'appel au « *Front révolutionnaire* », unissant les couches exploitées de la société chilienne sous la direction d'un « *parti prolétarien* ». Ici, le « pouvoir populaire » serait une étape seulement de la construction du socialisme : « *Une fois instaurée le pouvoir populaire, sous direction du prolétariat, se pose comme première tâche, d'en finir avec le pouvoir de l'impérialisme et de la grande bourgeoisie industrielle et foncière* ». Cette étape doit passer par la suite par une « *dictature du prolétariat* », afin de pouvoir poursuivre la transition au socialisme et « *en finir* » avec les « *secteurs non-prolétaires* » s'opposant au processus. L'ensemble de ces analyses se base sur une logique déductive linéaire, basée sur un léninisme préssé et ramené à un schème réducteur. Le MAPU admet également que si « *l'UP représente les intérêts des travailleurs* », il y a tout de même en son sein « *des groupes conciliateurs qui tendront à arriver à des transactions avec la bourgeoisie et l'impérialisme* ». Il en conclut sur l'importance qu'il y a de changer les formes d'organisation de la classe ouvrière. Ce processus se traduirait, par exemple, par une volonté de transformer la CUT en instrument de la lutte de classe indépendante. **A la fin 1971, la revendication du pouvoir populaire, progressivement avancée par le MIR, est donc - théoriquement - partagée par d'autres secteurs de la gauche chilienne.** A aucun moment pourtant ces militants de la coalition gouvernementale, que certains qualifieront de « rupturistes », ne cherchent une imaginaire dissolution de l'UP. Ils

---

[587] *El Rebelde*, Santiago, 17 de noviembre de 1972.

[588] Comisión Nacional Sindical del MIR (camarada Víctor), *Octubre. Comités Coordinadores y poder dual*, Santiago, noviembre 1972 (in *Documentos Internos 2-A - 1973*- Archives du CEDETIM– Paris).

[589] Voir MIR, "¿Como organizarnos?", Anexo a la declaración del secretariado nacional, Santiago, 13 de septiembre 1972 (in *Documentos Internos 1972* - Archives du CEDETIM). Je reviens en détail sur ces problèmes d'organisation dans la quatrième partie de travail.

[590] « La UP y la Toma del poder », *El Compañero*, Santiago, N°9, non daté.

semblent plutôt sentir les dangers croissants d'une déconnexion entre le gouvernement et un mouvement social en pleine ébullition.

IV – 2 – 3) Le début du marché noir et de la spéculation

Dès les premiers mois du nouveau gouvernement se crée une véritable psychose autour du spectre de la pénurie et du rationnement, habilement entretenue par la presse d'opposition. Un phénomène qui s'accentue jusqu'à 1973 où des journaux comme *El Mercurio* dénoncent régulièrement les immenses queues qu'il faut désormais faire pour pouvoir acheter certains produits de base : une attente interminable, parfois de plusieurs heures, qui exaspère particulièrement les couches moyennes de la société, habituées à consommer sans trop de problèmes et qui n'ont pas toujours les moyens d'accéder à un marché noir coûteux.

Photo N° 5 : Le journal *El Mercurio* dénonce le manque de ravitaillement des commerces

EL MERCURIO

LA COLA DE CHILE

• Multiplicación de Filas de Compradores.
• Desaparición de Algunas Colas por Extinción de Mercaderías
• Impresionante Lista de Importaciones Proyectadas Para 1973

Source : *El Mercurio*, Santiago, 11 de febrero de 1973

Qu'en est-il réellement et comment le gouvernement tente-t-il de répondre à ce phénomène ? En fait l'économie chilienne se trouve marquée par les stigmates classiques d'une économie dépendante, en phase de développement soudain. Le passage d'une économie fortement

déprimée à une phase d'expansion accrue, provoque inévitablement des goulets d'étranglement. Cela se traduit particulièrement par des formes de pénuries passagères. Le bouleversement des modes de consommation de larges couches de la population chilienne se répercute sur la distribution et la production. Jusque-là exclu de la possibilité de consommer des biens tels que les produits des « lignes blanches » (lavabos, réfrigérateurs, machines à laver par exemple)[591], des « lignes brunes » (comme les téléviseurs ou les radios) ou des produits de consommation courante (spécialement la viande, le lait, le poisson), le prolétariat chilien, désormais solvable, "se jette" sur ces articles. Cela se traduit par un doublement de la consommation de produits nationaux en 1971[592]. Le ravitaillement connaît alors des perturbations à répétition. Si certains magasins de Santiago donnent l'impression d'être sous ravitaillés, c'est en partie du fait que des groupes sociaux qui jusque là ne pouvaient que regarder à travers la vitrine, sont désormais capables d'entrer et d'acheter. Il est vrai, cependant, que l'économie chilienne ne peut redémarrer immédiatement dans de telles conditions, fruit du retard d'une industrie interne déséquilibrée et d'une situation de dépendance internationale. De fait, dans plusieurs domaines essentiels, les courbes de production ne peuvent suivre celle de l'explosion de la consommation[593].

D'autre part, les profonds changements économiques et les déséquilibres structurels qu'ils déclenchent accentuent la pression inflationniste, le déficit de la balance des paiements et le déficit fiscal de l'Etat. L'UP, afin de parer au plus pressé, tend à choisir des solutions d'urgence, basées sur la capacité financière de l'Etat tout en continuant une politique d'augmentation de la demande. **Cependant, cette politique distributive de type néo-keynésienne est, dans cette conjoncture, en partie contre-productive. Au lieu de maintenir une réorientation des revenus, favorable aux salariés, elle tend paradoxalement à favoriser les pratiques spéculatives des couches sociales à hauts revenus, comme la tendance de la population solvable à thésauriser des marchandises. Et finalement, L'augmentation de la demande favorise indirectement l'accumulation de capital dans les**

---

[591] + 22% d'augmentation en 1971, pour cette catégorie de produits, selon les statistiques officielles (« Consumo popular », *La realidad social de Chile*, *Op. Cit.*).

[592] Idem, p. 14.

[593] L'exemple de la viande est clair. En 1970, la consommation moyenne de viande est de 30 kilos par an et par personnes, à la même époque, elle est de 90 kilos dans les pays capitalistes industrialisés. Puisque sa production est insuffisante au Chili, il faut en importer. Mais, problème essentiel, l'UP possède de moins en moins de devises : il aurait fallu 500 millions de dollars au Chili pour pouvoir atteindre une consommation moyenne de viande égale à celle des pays riches, soit presque la moitié de ses revenus annuels…

mains du patronat du secteur privé[594]. Cette tendance est accentuée par le blocus au Congrès, des initiatives de l'exécutif destinées à modifier le système fiscal (blocus qui se maintient jusqu'au coup d'Etat).

Ainsi, le bénéfice productif issu de la « bataille de la production » est largement neutralisé. Dans ce cadre, l'un des talons d'Achille de l'UP est le ravitaillement et la distribution de marchandises. Du fait de l'absence d'une transformation drastique des réseaux de commercialisation, les pratiques spéculatives et les canaux de distribution hors de contrôle tendent à se multiplier ; et ce, essentiellement dans les mains d'une « oligarchie du commerce » qui vend, à prix d'or, des denrées aux couches moyennes et aisées[595]. Le gouvernement a conscience de ces effets négatifs et cherche à mettre en place une planification de la consommation, du ravitaillement et à obtenir un meilleur contrôle des prix[596]. Pourtant, l'UP agit à partir d'une position de faiblesse. Malgré les efforts accomplis, les estimations de la fin 1971 montrent que le contrôle de la distribution de la part de l'Etat atteint à peine 15 % ; ceci essentiellement à travers la création d'entreprises de distribution nationale. Parmi celles-ci, la DINAC (Direction nationale de distribution des biens de consommation) opère dans le commerce alimentaire, s'occupe du commerce de détail et de l'achat de production artisanale ou de la petite industrie[597]. Les meilleurs niveaux de contrôle de la distribution se concentrent essentiellement dans le domaine du textile, de la production métallurgique, des minerais non métalliques et les produits de la mer. Ainsi, lorsque le thème du marché noir et de la spéculation se transforme en un enjeu ouvertement politique, l'exécutif chilien se trouve face aux propres limites de son contrôle sur l'économie. Patricio Palma, chargé de la DIRINCO (Direction nationale de l'industrie et du commerce du ministère de l'économie), tout en défendant la politique gouvernementale, reconnaît aujourd'hui que « *le contrôle du gouvernement sur le processus productif était assez limité,* […] *au niveau de la circulation*

---

[594] Les rigidités traditionnelles de l'offre et le sabotage d'industriels et commerçants opposés à l'Aire de propriété sociale se traduisent par une augmentation de prix qui neutralise la politique distributive du gouvernement et impose un endettement aux travailleurs. L'inflation rabote le panier de biens-salaires et le taux de croissance de l'investissement devient négatif, ce qui transforme l'excédent canalisé vers les groupes dominants de l'économie, en capital spéculatif. Le processus s'accélére lorsque les capitalistes récupent, sur les prix, les hausses du coût d'intérêt (Voir H. Vega, *Op. Cit.*, p. 454).

[595] F. Rodríguez, *Critica de la Unidad Popular*, Barcelona, Ed. Fontamara, 1975, p. 213.

[596] Un programme d'investissement est prévu dans des domaines essentiels, tels que l'alimentation, le vêtement et certains biens intermédiaires. En février 1972, Allende signe, à Concepción, un décret destiné à créer une « *commission nationale d'alimentation et de nutrition* », avec pour objet de rationaliser l'usage des produits alimentaires. Cette planification s'étend aux usines de conserverie, au secteur textile… Voir : « Planificación del consumo y abastecimiento », *La realidad de Chile*, *Op. Cit.*, pp. 15 à 17.

[597] H. Vega, *Op. Cit.*, p. 393.

interne, ni les processus de distribution, ni ceux de production étaient contrôlés de manière importante. Cela allait changer un peu, dans la mesure où commence à se produire la formation de l'Aire sociale de Production […]. *Cependant, parallèlement aux processus qui accompagnèrent cette prise de contrôle de la production, ne s'effectuèrent pas les avancées dans l'aire de la grande distribution et encore moins chez les détaillants* »[598].

Cette question devient d'autant plus centrale que, rapidement, les problèmes de ravitaillement sont aussi organisés politiquement, par une partie des commerçants et des classes aisées. Selon Patricio Palma, **il a existé deux périodes du marché noir au Chili : la première qui est essentiellement une conséquence structurelle des changements économiques ; puis une seconde, qui s'affirme dès la mi-1972, qui combine la recherche du profit avec le facteur politique** : « *Nous avons détecté plusieurs réseaux et derrière ceux-ci se trouvaient des personnages assez connus du monde politique et même, dans certaines opérations de détection du marché noir que nous avons eu à réaliser, n'apparaissaient pas que des denrées, mais aussi des radios transmetteurs et des armes à feu* […]. *Il s'est produit une imbrication entre l'activité contre-révolutionnaire avec comme but d'écraser le pouvoir de l'UP, avec celle des secteurs* […] *qui gagnaient de l'argent avec le marché noir* »[599].

S'il est certain que de telles pratiques s'affirment essentiellement dans la dernière année de l'UP, on peut noter les effets de la spéculation sur des denrées alimentaires, dès la fin 1971-début 1972. Les exemples, à ce propos, ne manquent pas[600]. L'examen des archives de la DIRINCO démontre que cet organisme est régulièrement sollicité pour tenter de répondre aux multiples dénonciations de ce type[601]. Dès la fin 1971, le gouvernement essaie de faire face à

---

[598] Entretien avec P. Palma, Santiago, 28 novembre 2001.
[599] Entretien avec P. Palma, Santiago, 28 novembre 2001.
[600] Un exemple symbolique est celui du café « Nescafé » très prisé au Chili et largement utilisé par l'opposition : durant des semaines, la presse de droite se fait l'écho de cette pénurie. Finalement, et après enquête, sont découverts dans les locaux d'une grande entreprise de distribution des milliers de boites, retenues illégalement. La réponse du gouvernement est de réquisitionner l'ensemble de ces produits, qui correspondent environ à un mois et demi de ravitaillement national. C'est DIRINCO qui se charge alors de sa distribution (Presidencia de la Republica, *¡De tu Junta de Abastecimiento depende!*, 1972 (archives BN: 11 (168 – 9 p3).
[601] En s'arrêtant simplement aux premiers jours du mois de mars 1972, on peut déceler l'amplitude du marché noir : le 7 mars, les industries CERESITA et COMANDARI sont réquisitionnées, suite à la dénonciation de spéculation émise par leurs salariés. A CERESITA, plus de 400 caisses d'huile comestible sont gardées, afin d'être diluées dans de la peinture ; alors qu'à COMANDARI, on vend les chaussures à des prix bien au-dessus des plafonds autorisés. Le 9 mars, le ministère de l'économie réquisitionne 67 000 arrhes de laine, accaparées par

cet accaparement illégal : c'est le début d'une forme originale de contrôle populaire de la distribution, au travers des « Juntes de ravitaillement et de contrôle des prix », les JAP (*Juntas de abastecimiento et de control de los precios*).

IV – 3) Les JAP : entre « pouvoir populaire » et « dictature de la faim »?

IV – 3 - 1) Le lancement des "comités de ravitaillement et de contrôle des prix" (JAP)

L'initiative de la création des *comités de ravitaillement et de contrôle des prix*, ou JAP (*Juntas de abastecimiento y de control de precios*), peut être datée du 29 juillet 1971, lors d'un rencontre des « maîtresses de maison » au stade *Chile*, autour de la question des problèmes du ravitaillement. Cette réunion est organisée par des militantes de gauche des quartiers populaires et elles y invitent le ministre de l'économie, Pedro Vuskovic. A cette occasion, le ministre répond au journal *El Mercurio* qui proclame le jour même, dans son éditorial, que se termine le « cycle Vuskovic » (du fait des faillites du système d'approvisionnement). Rappelant qu'il reste de nombreux monopoles à nationaliser, P. Vuskovic déclare : « *C'est le peuple du Chili lui-même, qui doit faire avancer la politique économique du gouvernement* ». C'est à cet appel que tentent de répondre les JAP. A la mi-octobre, Luís Corvalán (secrétaire général du PC) lors d'une conférence du Parti au théâtre Caupolican, appelle à accélérer leur développement. Le 19 de ce même mois, le PC réalise une réunion avec fonctionnaires et dirigeants de base concernés par la question du ravitaillement. L. Corvalán signale à cette occasion que se sont créées seulement 10 JAP et, comme c'est largement insuffisant. Il invite le parti à orienter ses efforts en ce sens. Les autres partis de l'UP suivent officiellement cette orientation. Mais, c'est essentiellement de la base, et particulièrement grâce aux femmes militantes des quartiers populaires, que surgissent les JAP[602].

P. Palma, qui avant de diriger la DIRINCO, est un proche conseiller de Pedro Vuskovic, se rappelle : « *A ce moment surgit alors l'idée d'utiliser certaines des facultés que possédait la DIRINCO pour organiser les consommateurs.* […] *L'idée officielle était une organisation de*

---

l'entreprise textile POLLAK HERMANOS et 447 tenues retenues dans les magasins de la fabrique de confection ESTEX. Cinq jours plus tard, ce sont 20 000 paires de chaussures, 1620 batteries et 3200 mètres de toile pour uniforme qui sont réquisitionnés.

[602] Voir récit de Pio García dans G. Gonzalez, J. Modinguer, "Las JAP. El poder de la dueña de casa", *Chile Hoy*, Santiago, N° 3, 30 de junio de 1972.

consommateurs et le premier nom que nous avons donné à la JAP, était « comité local de ravitaillement ». […] *En quoi cela consistait ? Cela consistait à ce qu'au niveau du quartier, dans un territoire* [précis], *la population consommatrice puisse convenir avec les commerçants d'une manière d'améliorer, de manière drastique, ce qu'était le processus de distribution et de ravitaillement. Ceci afin de s'assurer que les consommateurs reçoivent ce qu'il était possible* [de distribuer], *sans porter atteinte aux intérêts des commerçants. L'idée politique centrale était celle-ci. Et, c'est de là qu'apparaît alors le second nom : « comité de ravitaillement et de contrôle des prix » (JAP). La JAP allait travailler vers la production, en cherchant à réguler le canal du ravitaillement et vers le consommateur, en cherchant à réguler les prix* »[603].

En fait, la JAP est initialement pensée comme un moyen de pression local, destiné à contrôler l'arrivée des marchandises et l'application par les commerçants des prix des denrées de base fixées par l'Etat. Le but est également d'intégrer les petits commerçants dans le réseau de production et de distribution étatique. Mais - et c'est la l'originalité de cette organisation - **il s'agit de transférer une partie de cette responsabilité aux habitants d'un quartier, en quelque sorte, une délocalisation du contrôle étatique à un niveau local**. Le discours officiel est alors le suivant : « *Nous ne pouvons penser qu'un certain nombre des employés de la Direction de l'industrie et du commerce (DIRINCO), puissent se charger de la grande responsabilité de garantir qu'il n'y ait pas de spéculation, et qu'arrivent bien au peuple, les matières premières essentielles et les aliments. C'est le peuple qui doit coopérer, c'est lui qui doit s'organiser et comprendre, qui doit signaler et agir, c'est lui qui doit prendre cette responsabilité* »[604]. Un tel appel constitue, à première vue, en même temps qu'un effort de conscientisation, une tentative d'organisation et de mise en mouvement de la société civile[605]. La question de fond est, ici, de comprendre quel est le pouvoir réel transféré de l'Etat vers les quartiers, et donc de la DIRINCO vers les JAP.

Au travers de la presse comme des bulletins officiels, le gouvernement donne à connaître ce qu'il entend par "JAP". A la question de « *Qu'est-ce que la JAP ?* », la présidence de la République répond : « *ce sont des organismes de base auxquels participent les représentants des organisations de masses, les petits commerçants et le gouvernement ; qui*

---

[603] Entretien avec P. Palma, Santiago, 28 novembre 2001.
[604] « Control del abastecimiento: JAP », *La Realidad social de Chile, Op. Cit.*, pp. 21.

[605] Ainsi, P. Palma parle de la nécessité d'affronter le problème, « *avec conscience et organisation* », ou, de l'inévitable « *effort idéologique pour que les travailleurs comprennent que leur gouvernement était en train de donner la possibilité de cette redistribution de revenu* », et donc qu'il fallait éviter d'accumuler des denrées inutilement (*Ibid*).

s'occupent de résoudre les problèmes de ravitaillement et de contrôle du commerce, dans une unité vicinale déterminée » [606]. **La JAP est formée par des représentants des comités de quartiers (*juntas de vecinos*) élus en assemblée, de représentants des centres de mères, syndicats, clubs sportifs, petits commerçants organisés.** Dans le cas où de telles organisations n'existeraient pas dans la zone, le comité directeur peut être formé par seulement cinq habitants du quartier. N'importe quel habitant du quartier est habilité à demander la création d'une JAP (cette dernière devant être légitimée par un secrétaire de la DIRINCO)[607]. Par la suite, est réalisée une assemblée de tous les voisins affiliés, au cours de laquelle sont formées différentes commissions (contrôles des prix, contrôles du ravitaillement, diffusion d'information…). Ces charges doivent être rotatives. Afin d'essayer de prouver sa bonne volonté envers les commerçants, l'UP offre même la présidence des JAP à ceux qui s'y intègreraient.

Au niveau supérieur, les JAP locales dépendent d'un « comité coordinateur communal », composé de deux représentants minimum des JAP de la commune, un représentant de la CUT, des carabiniers, de la chambre du commerce de détail, de la DIRINCO et enfin, un représentant du conseil national de développement social. Ce comité coordinateur est censé enregistrer les problèmes qui se posent au niveau local, tenter de leur donner solution et, dans le cas contraire, intervenir auprès de la DIRINCO[608]. Le caractère légal des JAP a été entériné, par la *Controlaría general* de la République et publié au journal officiel le 4 avril 1972[609]. C'est l'occasion, pour rappeler clairement les limitations de ces comités. Selon la résolution, les JAP « *possèdent un caractère seulement de conseil et de coopération avec la fonction publique* […] *et sont dépourvues de toute faculté exécutive ou décisionnaire* ». C'est-à-dire qu'**elles n'ont aucune possibilité légale de procéder au ravitaillement direct, ni à la**

---

[606] Presidencia de la Republica, *¡De tu Junta de Abastecimiento depende!*, Santiago, 1972 (archives BN : 11 (168 – 9 p3).

[607] Pour la constitution d'une JAP, devaient être présents un représentant de l'Etat, et au moins 100 personnes de chaque unité de quartier. Dans le cas contraire, la JAP restait provisoire jusqu'à une seconde réunion, où le nombre de participants minimum n'était plus que de 50 personnes. C'est lors de ces assemblées qu'est la direction de ces comités, composés d'entre 3 et 9 personnes et dont la charge durent un an. Cette direction est chargée de se faire enregistrer auprès d'un bureau de la DIRINCO, des carabiniers, de la municipalité et de la préfecture.

[608] Voir I. Figueroa, S. Sepúlveda, *Las juntas de abastecimiento y control de precios: Op. Cit.* ; "JAP: batalla a fondo contra la especulación", *El Siglo*, 6 de marzo de 1972 et "La JAP: como se crean, sus funciones y finalidades", *Las noticias de ultima hora*, 19 de enero de 1973.

[609] Ceci en accord avec la résolution N°112 de la Direction de l'industrie et du commerce du Ministère de l'économie : Archivo del Siglo XX, *Fondo Sernac –Resoluciones*, N°112, Santiago, 22 de marzo de 1972 (Vol. 096-140) et "Aprobada exigencia legal de las JAP por la Controlaría", *El Siglo*, Santiago, 6 de abril de 1972.

commercialisation des denrées primaires et qu'elles doivent se contenter d'un rôle de contrôle sans autre possibilité que de faire pression sur l'Etat si elles notent des actions frauduleuses ou des pénuries injustifiées. Quelles sont dans ce cas les facultés réelles des JAP ? Les outils de base mentionnés par le gouvernement se réduisent à peu de choses[610]. L'une des attributions les plus importantes est celle des « inspecteurs Ad *Honorem* » : ce sont des habitants du quartier formés par la DIRINCO, qui possèdent la possibilité légale de contrôler les commerces. Selon, P. Palma, les inspecteurs *Ad Honorem* seraient le meilleur exemple de la volonté réelle de l'UP de déléguer certaines fonctions de l'autorité étatique à la population[611]. C'est à partir de ces attributions que la JAP est supposée participer à :

1) La rationalisation de la distribution, en restant en contact avec le secrétariat des JAP de la DIRINCO qui fixe les programmes de ravitaillement. Ces programmes sont établis grâce aux informations que fournissent chaque JAP, en effectuant un travail statistique local (incluant nombre de familles, quantité d'habitants, types de commerces). Les JAP collaborent également à la distribution, en contrôlant ce qui est distribué par la DINAC aux commerçants et par l'évaluation des nécessités de chaque famille (utilisation de cartes déterminant la quantité d'aliments par famille).

2) Le combat contre la spéculation et le marché noir en contrôlant les prix suivant la liste officielle et en exigeant leur application ; par la dénonciation de commerces fermés illégalement et toutes formes de sabotage économique.

3) La promotion d'une meilleure utilisation des moyens de subsistance via une sorte d'éducation populaire liée au mode de consommation et par des propositions faites au gouvernement suivant les conditions de vies spécifiques de chaque quartier.

IV – 3 - 2) La JAP : *« Le premier élément du pouvoir populaire »* ?

Le Chili a déjà connu des comités populaires assez similaires dans le passé, preuve s'il en est, du caractère endémique d'une telle nécessité de contrôle du ravitaillement[612]. Selon les statistiques officielles, le développement des JAP a été assez rapide, quoique relativement

[610] Un livre de dénonciation ou de suggestions estampillé par DIRINCO, une liste officielle des prix et un cahier comportant les adresses des inspecteurs de la DIRINCO (Presidencia de la republica, *¡De tu Junta de Abastecimiento depende!*, Santiago, 1972 (archives BN : 11 (168 – 9 p3)).

[611] Entretien avec P. Palma, Santiago, 28 novembre 2001.

[612] En 1939, avaient été crées les "comités de surveillance" (*juntas de vigilancia*), puis plus tard les Ligues de consommateurs, le Commando national contre l'inflation, L'association nationale des « maîtresses de maison », etc… (F. Castillo, R. Echeverría, J. Larrain, "Las masas, el Estado y el problema del poder en Chile", *Op. Cit.*, p. 16).

limité. 60 JAP fonctionnent à la fin octobre 1971, et en on dénombre 416 en mars 1972[613]. A cette date, on estime que sont réparties toutes les semaines par les JAP dans les quartiers périphériques, quelques 300 tonnes de viande. Ces chiffres permettent de parler d'une gestion moyenne légèrement supérieure à 240 personnes par JAP[614]. Si l'on en croit les statistiques, apparues dans le journal *Chile Hoy*, à peine quelques mois plus tard, il y a 988 JAP dans tout le pays, dont 675 à Santiago (la capitale est alors dotée de 10 JAP communales)[615]. Cette extension sur tout le territoire nationale apparaît sur la carte suivante :

Carte N° 1 : Nombre de JAP constituées par province en mai 1972

[613] Oficina de informaciones y radiodifusión de la presidencia de la republica, *Calendario del Área Social: Op Cit.*, p. 6.

[614] *La realidad social de Chile*, *Op. Cit.*.

[615] Chiffres tirés de G. Gonzalez, J. Modinguer, "Las JAP. EL poder de la Dueña de Casa", *Chile Hoy*, Santiago, N°3, 30 de junio de 1972.

Source : *Chile Hoy*, Santiago, Nº 3, 30 de junio de 1972

Les JAP de Santiago se réunissent en assemblée provinciale, le 5 mars 1972, au théâtre municipal. Les délégués du « grand Santiago », ainsi que les représentants de plusieurs organismes de distribution et de l'APS y participent. Cette réunion permet de mesurer l'ampleur croissante du marché noir[616]. En juillet 1972, se tient la seconde assemblée nationale des JAP, au théâtre Caupolican. Celle-ci est présidée par S. Allende, qui déclare dans un élan d'enthousiasme, que si les JAP pouvaient organiser directement 100 000 habitants de Santiago, la spéculation ne pourrait plus exister. A cette occasion, un dirigeant de la JAP communale de San Miguel rappelle l'importance du lien entre l'APS, la distribution publique et les JAP, afin de pouvoir contrôler réellement le ravitaillement. **En effet, malgré quelques denrées essentielles qui sont assez bien contrôlées par l'Etat comme le sucre (60%) ou la viande (85%), et les produits de la mer (50%), la grande majorité des autres biens de base restent distribués par le privé**[617]. Tel est le cas de nombreux produits alimentaires, pharmaceutiques et chimiques (comme la lessive), la majorité de l'industrie de la chaussure, du tabac et des boissons[618].

Certains liens ont effectivement existé entre les industries nationalisées et les JAP. Ainsi, la plupart des JAP maintient des relations avec le comité textile de l'APS, qui met à disposition des produits d'usage populaire[619]. Pourtant, ce qui saute aux yeux, c'est qu'une distribution via les JAP ne peut s'effectuer que dans les quartiers où existe un tel organisme. C'est une évidence, mais qui - au vu de leur nombre réel - relativise la portée de cette expérience. **En fait, début 1973, les JAP travaillent en collaboration étroite avec seulement 8.000 petits commerçants[620], ce qui est finalement très peu si l'on compare ce chiffre aux 300.000 commerces existants alors.**

Un autre facteur intervient alors, et il est lié au projet d'alliance de classe de l'UP. Les JAP nécessitent l'alliance avec la petite-bourgeoisie commerçante pour fonctionner. L'une des garanties donnée par le gouvernement est le respect de la propriété privée de cette couche

---

[616] "JAP: batalla a fondo contra la especulación", *El Siglo*, Santiago, 6 de marzo de 1972.
[617] *El Mercurio*, Santiago, 5 de julio de 1972 et G. Gonzalez, J. Modinguer, "Las JAP. EL poder de la Dueña de Casa", *Chile Hoy*, Santiago, N°3, 30 de junio de 1972.
[618] A propos d'un produit comme le tabac, voir par exemple: « 48 horas de plazo para que se normalice venta de cigarrillos », *El Siglo*, Santiago, 20 de enero de 1972.
[619] Dans son témoignage, Patricio Palma donne quelques exemples concrets. Selon lui, le gouvernement a le contrôle de la production textile, il est donc possible de canaliser la production de draps ou de serviettes vers ces nouvelles formes d'organisation, même chose, pour l'importation de la farine avec une canalisation vers les boulangeries. La condition reste que la boulangerie soit liée à une JAP, de telle manière qu'elle prenne connaissance de son arrivée et que si la farine n'arrive pas, la JAP puisse faire pression sur l'autorité compétente pour que la distribution se fasse de manière correcte (Entretien avec P. Palma, Santiago, 28 novembre 2001).
[620] F. Castillo, R. Echeverría, J. Larrain, "Las masas, el Estado y el problema del poder en Chile", *Op. Cit.*, p. 17.

sociale. Selon l'exécutif chilien, « *Il s'agit d'essayer d'aider les commerçants afin que les entreprises de distribution fassent parvenir tous les produits dont les consommateurs ont besoin* »[621]. En fait, le gouvernement manie en quelque sorte « la carotte et le bâton », en se disant favorable à l'intégration des commerçants aux JAP, mais aussi, en les menaçant s'ils se montrent réticents : « *camarade poblador, le commerçant n'est pas notre ennemi. Nous devons l'incorporer dans la pratique des comités, l'aider dans ses problèmes et le persuader pour qu'il remplisse son importante fonction.* […] *Mais le commerçant peu scrupuleux, avec lequel il est impossible d'obtenir quelque chose de positif, ennemi déclaré du peuple et de son gouvernement,* ***il faut l'éliminer*** »[622].

Comme dans la sphère productive, l'UP joue un difficile rôle de funambule politique, arbitrant le conflit social. P. Palma, qui dresse un bilan hautement positif de l'expérience des JAP, présente cette difficulté non comme un arbitrage par en haut, mais comme un risque politique calculé qui nécessite toujours plus de conscience, afin de ne pas agir contre la politique d'alliance de l'UP. Son propre témoignage montre pourtant bien comment se déroule ce rôle de modérateur des contradictions sociales. C'est par exemple, le cas lors d'une véritable « rébellion » de la population de San Bernardo, localité proche de Santiago, contre les commerçants spéculateurs et l'inertie bureaucratique de l'Etat, où il doit intervenir personnellement pour calmer les esprits[623]. De tels témoignages sur les rapports conflictuels avec les petits commerçants sont nombreux[624]. Ceux-ci, du fait de leur fragilité économique, dépendent étroitement des grandes compagnies privées de distribution. En conséquence, ils sont amenés en permanence à céder aux pressions et menaces de celles-ci. De plus, de par leur vie quotidienne, intérêts financiers et vision du monde, les petits commerçants se trouvent en position contradictoire avec la grande masse des consommateurs, particulièrement ceux des quartiers pauvres[625].

---

[621] *La realidad social de Chile*, *Op. Cit*.

[622] Souligné par nous (Presidencia de la Republica, *¡De tu Junta de Abastecimiento depende!*, 1972 (archives BN : 11 (168 – 9 p3)).

[623] Entretien avec P. Palma, Santiago, 28 novembre 2001.

[624] Voir par exemple le récit d'une réunion de la JAP d'un quartier d'Independencia, qui travaille avec 24 commerces locaux et contrôle alors le ravitaillement d'environ 9000 consommateurs (« Como funciona una JAP » in G. Gonzalez, J. Modinguer, "Las JAP. El poder de la Dueña de Casa", *Op. Cit*.).

[625] « *La structure du système de commercialisation d'une économie dépendante fait que, les petits commerçants tirèrent beaucoup plus de profit de l'absorption d'excédents des budgets faméliques des couches pauvres, que du partage de la plus-value entre les différents composants de la longue chaîne commerciale. Cette particularité rendait très contradictoires les rapports entre les classes pauvres de la population et les petits commerçants* » (A.

Cette difficulté est d'autant plus grande que les JAP, créées et coordonnées par le gouvernement, sont souvent vues comme de simples instruments politiques aux mains des militants de l'UP. Comme le reconnaît une dirigeante d'une JAP (de la *población Jose Maria Caro*), « *Nous avons eu des difficultés à intégrer les commerçants à cette organisation parce qu'ils croyaient que les JAP étaient des instruments du Gouvernement populaire pour les contrôler et non afin qu'ils en tirent avantage* »[626]. Une simple étude de presse montre le profond rejet des JAP de la part de la petite bourgeoisie commerçante[627].

La technique de l'enquête orale permet de redonner la dimension microsociale de telles relations conflictuelles. Ainsi, une dirigeante d'une JAP de Santiago (unité 56) se rappelle que le boucher de son quartier, intégré à la JAP, s'arrange parfois pour qu'elle n'ait que les morceaux de viande les plus mauvais ou alors pour lui annoncer qu'il n'y a plus rien, en se moquant ouvertement[628]. La vision de la JAP semble bien différente selon que le témoin est politiquement pour ou contre l'UP. Ainsi pour une enseignante, militante socialiste et conseillère auprès du ministère de l'Education, l'importance de la JAP est qu'elle est un organisme de *tous les Chiliens*, sans distinction politique, un instrument au service des classes populaires[629]. Ici c'est la vision de l'identité de classe qui prime, celle de la solidarité et d'une représentation de soi, comme faisant partie intégrante de cette catégorie sociale. L'accent est mis sur la conscience sociale, au-delà des différenciations politiques. Au contraire, pour les secteurs populaires opposants à l'UP, la JAP représente une couleur politique ; et surtout le

---

Samaniego, *Les stratégies syndicales de la « Central Unique des travailleurs » et l'action sociopolitique des salariés (1953-1973), Op. Cit.*, p. 436).

[626] "Las JAP, firmes en la José Maria Caro", *Las noticias de ultimas hora*, Santiago, 1 de agosto de 1972.

[627] La consultation des journaux *El Detallista* et *Detallista* est très instructive à ce sujet (Archives BN de Santiago : 2 (16-10). Voir par exemple le premier numéro du *Detallista*, qui annonce d'emblée et en couverture: « Comerciantes detallistas rechazan a juntas de abstecimientos y precios », *Detallista*, N°1, Santiago, marzo de 1972.

[628] Malgré le manque de détails et de nombreuses erreurs méthodologiques, le mémoire de licence de I. Figueroa, S. Sepúlveda à le mérite de donner sa place à l'enquête orale ("Oralidad: el recuerdo de nuestra experiencia y de cómo ve y vieron el mundo, los hombres" dans *Las juntas de abastecimiento y control de precios: el intento de proyecto alternativo de sociedad, Op. Cit.*). Pour un autre exemple des rapports tendus entre JAP et commerçants, cette fois dans le quartier de Nuñoa: "JAP Nuñoina enseño a comerciante que no son organismos para la broma », *El Siglo*, Santiago, 9 de octubre de 1972.

[629] « *Je fus très active dans la distribution de marchandises. Mais ceci en tant que citoyenne. Je travaillais dans mon propre quartier, et dans des quartiers éloignés, par exemple dans un bidonville prés de Maipú, à 25 km à l'Ouest de Santiago. Nous avions à séparer la ville en secteurs de façon à l'approvisionner en nourriture. Plusieurs personnes, de différents partis politiques étaient membres des comités d'approvisionnement en nourriture (les JAP).* […] *Nous étions tous chiliens, tous de la classe ouvrière. Il fallait que tous mangent.* » (*Le Chili d'Allende: témoignages de la vie quotidienne,* Ed. Coopératives Albert St-martin, 1978, pp. 150-151).

contrôle du communisme qui s'installe sur la société (« *el gobierno comunacho* »). C'est d'autant plus difficile pour eux qu'ils sont obligés de s'y intégrer, afin de bénéficier de leurs avantages[630].

Cette tension est d'autant plus importante que les JAP se transforment peu à peu en un enjeu politique national qui alimente la surenchère, en donnant une image complètement déformée de leur pouvoir réel. Cette *sur-dimension subjective* provoque nombres de conflits locaux ou nationaux[631]. Cette lutte autour du ravitaillement montre clairement qu'il s'agit bien d'un champ important de la lutte des classes. Dès leur apparition, l'opposition effectue une campagne de presse déchaînée contre les JAP, comprenant clairement d'une part, le potentiel explosif de telles organisations de bases et d'autre part, l'intérêt tactique de jouer sur le mécontentement généralisé, que provoque le manque de ravitaillement. La ligne générale utilisée par l'opposition est la présentation des JAP comme des organismes totalitaires et illégaux. Par exemple, le 20 avril 1972, Rafael Cumsille, président de la confédération de la petite industrie et du commerce, annonce que la finalité des JAP est d'en finir avec « *la liberté du commerce* », et que dans le futur celles-ci seront l'instrument « *d'un contrôle absolu sur tous les Chiliens* »[632]. C'est la Démocratie-chrétienne qui s'attache particulièrement à cette campagne d'agitation, en appelant à donner la priorité aux comités de quartiers (*Juntas de vecinos*), créés par E. Freí. Les militants sont invités à s'abstenir de toute participation aux JAP[633]. L'appel est peu suivi puisque avant toute considération politique, les familles populaires nécessitent le ravitaillement et que la JAP - lorsqu'elle existe - reste le meilleur moyen de l'obtenir[634]. La DC présente même les JAP comme de véritables « *Tribunaux du peuple* », fonctionnant en dehors de la loi[635]. Rafael Moreno, député DC, déclare en juin 1972 : « *Les JAP sont des organismes politiques absolument illégaux, crées par ce gouvernement dans le style cubain pour imposer le système totalitaire marxiste au travers de la nécessité de ravitailler la population, dans un pays où la crise de la production et de l'économie*

---

[630] "Oralidad: el recuerdo de nuestra experiencia y de cómo ve y vieron el mundo, los hombres" dans *Las juntas de abastecimiento y control de precios: el intento de proyecto alternativo de sociedad, Op. Cit.*.

[631] Ainsi, à la fin du mois d'août 1972, une grève nationale du commerce a pour prétexte la mort accidentelle d'un commerçant, lors d'une réquisition dans la ville australe de Punta Arenas. Elle est l'occasion pour les habitants de Santiago d'assister aux déploiements de forces paramilitaires d'extrême droite, qui s'affrontent à la police et obligent les commerçants à fermer leur boutique (M. Castells, *Op. Cit.*, pp. 234-235).

[632] *La Segunda*, Santiago, 20 de abril de 1972.

[633] Voir la déclaration de F. Sanhueza, DC et président de la chambre des députés dans *La Segunda*, Santiago, 27 de abril de 1972.

[634] Voir le témoignage cité plus haut, comme l'entretien réalisé avec P. Palma (Santiago, 28 novembre 2001).

[635] Voir la déclaration du sénateur DC, J. Musalem dans *La Segunda*, Santiago, 17 de abril de 1972.

s'aggravent chaque jour »[636]. Cette tactique est par la suite abandonnée à regrets puisque la formation des JAP est reconnue légale, ce qui n'empêche pas la presse de droite de les présenter comme un nouveau « piège légal » de l'UP.

De leur côté, les journaux proches du gouvernement insistent sur le fait que les JAP seraient l'unique solution pour combattre le marché noir et mobiliser la population, à la base[637]. Lorsqu'on aborde les JAP avec P. Palma, il n'hésite pas à les qualifier de « *premier élément du pouvoir populaire* » et de « *forme différente de faire la politique d'Etat* » qui allait même « *contribuer au changement du caractère de l'Etat* »[638]. On peut constater que cette vision, 30 ans après correspond parfaitement à celle du ministre Vuskovic, durant l'UP. Ce dernier déclare en mars 1972 : « *les JAP prennent actuellement une signification telle, qu'en définitive, c'est le pouvoir populaire qui est en train de se développer depuis la base et, à partir duquel va se transformer la nature de l'Etat* »[639]. Dans le même ordre d'idée, le MAPU proclame : « *c'est un organe de pouvoir populaire parce qu'à travers la JAP s'effectue une forme organisée de mobilisation du peuple, qui s'affronte directement avec l'ennemi* »[640]. Enfin, citons l'organe de presse théorique du PS qui présente les JAP comme une authentique « *alternative de pouvoir* »[641].

Ainsi que ce soit dans l'opposition ou dans les rangs de l'UP, on donne une importance énorme aux JAP, envisagées véritablement comme des organes de double pouvoir, qui tendent à prendre en charge des attributions jusque là organisées au niveau central. Il y là une déformation évidente de la réalité, de part et d'autre. Selon la majorité de la gauche chilienne, les JAP pourraient jouer un rôle de mobilisation et semer, ainsi, les germes d'un « pouvoir constituant local », en conjonction avec l'action du gouvernement. En fait, on retrouve ici la logique qui prédomine aussi dans le système de participation des travailleurs du secteur nationalisé. Une invocation forte de la notion du « pouvoir populaire » comme justification idéologique, combinée avec un contrôle strict depuis l'appareil d'Etat de ces organes de participation : « *Cette situation renferme le danger de la bureaucratisation,*

---

[636] *Las Ultimas Noticias*, 16 de junio de 1972. Cette qualification est d'ailleurs reprise, sans aucun esprit critique, par Robert Moss qui les conçoit comme « *un réseau national d'information, sous le contrôle des partis marxistes copié des « juntas » de ravitaillement de Cuba* » (R. Moss, *Op. Cit.*, p. 78).

[637] « La JAP: solución para la dueña de casa… », *Las Noticias de Ultimas Hora*, Santiago, 28 de septiembre de 1972.

[638] Entretien avec P. Palma, Santiago, 28 novembre 2001.

[639] Discours prononcé le 5 mars 1972 au stade municipal (cité par F. Castillo, R. Echeverría, J. Larrain, "Las masas, el Estado y el problema del poder en Chile", *Op. Cit.*, p. 17).

[640] « Con las JAP, también golpeamos », *El Compañero*, N°9, Santiago, agosto 1972.

étant donné le poids qu'exercent les fonctionnaires dans leur mise en place et fonctionnement. C'est-à-dire, que ce qui peut arriver, est qu'au lieu de changer le caractère de l'Etat, les JAP souffrent la déformation bureaucratique de ce même Etat »[642].

D'autre part, les JAP sont limitées dans leur développement par les objectifs réduits qui leur sont fixés. Elles ne possèdent pas d'attribution réelle de contrôle, dans le sens où elles sont considérées comme un organe de dénonciation et non d'exécution. Selon plusieurs témoignages, elles souffrent dès les premiers temps des ces limitations. Les JAP communales, par exemple, ont un développement extrêmement partiel et fonctionnent de manière superstructurelle sans contact avec les habitants du quartier[643]. Un journal comme *Las Noticias de Ultima Hora*, pourtant très favorable aux positions gouvernementales, note à plusieurs reprises les multiples problèmes bureaucratiques qui les affectent. Ainsi, au niveau de l'unité communale de *La Cisterna* (composé de 40 JAP), les représentants se plaignent que malgré l'efficacité du recensement réalisé, les marchandises de base mettent entre 15 et 20 jours à être distribuées par la DINAC… Parallèlement, les commerçants les plus aisés, non intégrés aux JAP et possédant leurs propres moyens de transport, sont ravitaillés immédiatement[644]. Autre type de problèmes, la possibilité de transformation des JAP en une simple agence d'achat et de vente, favorisant certains commerçants seulement, ou encore, le manque de pouvoir réel des inspecteurs *ad honorem*. L'enquête effectuée par *Chile Hoy* montre bien ces multiples tendances au travers du récit détaillé des discussions et récriminations émises par des délégués de Santiago[645].

D'ailleurs, les critiques acerbes de l'opposition se basent en partie sur des pratiques et déviations réelles. Parmi celles-ci le sectarisme des militants de gauche et le pouvoir de corruption possible que le contrôle d'une JAP octroie. En ce qui concerne, les cas de corruption et d'usufruit personnel, il est aujourd'hui très difficile d'en délimiter l'ampleur. Théoriquement, la JAP ne possède pas de pouvoir de distribution directe cependant elle peut favoriser - ou non - l'arrivée de produits à tel ou tel endroit. Dans une situation

---

[641] « JAP: alternativa de poder », *Posición*, N°2, Santiago, 25 de marzo de 1972 et "JAP: poder popular", *Posición*, N°4, Santiago, 9 de mayo de 1972.
[642] F. Castillo, R. Echeverria, J. Larrain, *Op. Cit.*.
[643] I. Figueroa, S. Sepúlveda, *Op. Cit.*, p. 35.
[644] "Las JAP, firmes en la José Maria Caro", *Las Noticias de Ultimas Hora*, Santiago, 1 de agosto de 1972.
[645] On y voit, par exemple, un inspecteur de la DIRINCO, qui doit essayer de rassurer le commerçant qui se plaint des prix bas fixés par le gouvernement, du manque d'arrivage de poulets depuis trois semaines ; les récriminations d'un habitant qui dénonce les manque d'ardeur de la JAP envers certains commerçants ; ou encore, le fait que la propriétaire d'un établissement utilise des noms différents, afin d'être ravitaillée à plusieurs reprises. (« Como funciona una JAP » dans G. Gonzalez, J. Modinguer, "Las JAP. EL poder de la dueña de Casa", *Op. Cit.*).

socioéconomique difficile et de forte augmentation des prix, la tentation d'utiliser ce pouvoir est forte. Il semble qu'il y a eu effectivement plusieurs cas de ce type. L'un des remparts contre ce risque est bien sûr le contrôle collectif : la distribution doit se faire au vu de tous. P. Palma reconnaît qu'il y a eu « *une corruption minime* »[646]. Luciano, quant à lui, insiste au contraire qu'il y aurait eu « *beaucoup de corruption, c'est-à-dire que les dirigeants chargés de la JAP ne répartissaient pas tout, seulement quelques marchandises…* »[647]. Cette vision négative est renforcée par le fait que Luciano est un opposant de gauche à l'UP (militant trotskyste du PSR). Mais, l'enquête menée par M. N. Sarget auprès de vieux dirigeants du PS confirme que la militance dans un parti de gauche, *a fortiori* dans un pays du tiers-monde, est utilisée par certains individus comme une source d'avantages personnels. Ceci bien loin du mythe de « l'homme nouveau », censé être incarné par le militant révolutionnaire irréprochable. Plusieurs abus sont détectables chez des dirigeants de l'UP, qui utilisent l'accès qu'ils possèdent à l'appareil d'Etat pour obtenir des avantages matériels, et, logiquement, ce type de comportement se retrouve « *jusqu'au militant de base se livrant au marché noir ou utilisant les JAP pour servir en priorité sa famille ou ses amis* »[648]. Dans une telle période bouleversements sociaux, on voit mal comment il aurait pu en être autrement. Mais au-delà de ces comportements individuels, c'est la plupart du temps la notion du bien collectif qui est défendue. Plusieurs militants utilisent d'ailleurs ces canaux parallèles non comme un gain personnel, mais pour appuyer les actions de leur parti.

En ce qui concerne les pratiques sectaires au sein des JAP, ces dernières sont dénoncées avec fureur par la presse d'opposition. Ce risque était d'autant plus grand qu'il est difficilement évitable. Les membres des JAP sont supposés égaux, cependant les divisions politiques ne s'éteignent pas comme par enchantement au seuil de la porte du local. Certains militants UP supportent mal de devoir aider des familles qui militent dans l'opposition et certaines JAP ont été converties comme des chasses gardées des partis de gauche[649]. Cette discrimination est d'ailleurs valable dans certains cas contre les militants de gauche, critiques du gouvernement. Luciano, par exemple, se rappelle qu'au niveau de la *Población La Bandera,* « *les dirigeants de la JAP répartissaient les marchandises aux personnes qui étaient de la même militance*

[646] Entretien avec P. Palma, Santiago, 28 novembre 2001.
[647] Entretien avec Luciano, Santiago, 13 mars 2001.
[648] M. N. Sarget, *Système politique et Parti socialiste au Chili: un essai d'analyse systémique*, Paris, L'Harmattan, 1994, pp. 358-359.
[649] F. Castillo, R. Echeverría, J. Larrain, "Las masas, el Estado y el problema del poder en Chile", *Op. Cit.*, p. 17.

politique qu'eux et ceux qui n'en étaient pas, ne recevaient rien… »[650]. La droite chilienne essaie même, en guise de riposte, de créer une parodie de JAP (qualifiées de « démocratiques » par la revue *Que Pasa*) dans les secteurs des beaux quartiers, contrôlées par des militants de l'opposition[651].

Au-delà de ces considérations, l'élément d'analyse central pour l'évaluation des JAP est qu'elles ne parviennent pas à représenter des organes de lutte efficace contre la spéculation, et que leur action est pratiquement nulle sur de vastes fractions de produits, pourtant essentiels aux couches populaires. Les JAP, dans ce que l'on peut appeler « leur première version », c'est-à-dire jusqu'à la grande grève patronale d'octobre, conservent uniquement leur rôle d'organe de pression sur des portions réduites de la distribution. Ainsi, s'il est vrai que, dans une certaine mesure, elles sont « *l'expression de l'activité des masses* » comme le pense Patricio Palma, leur existence ne permet pas de parler d'un véritable « pouvoir populaire constituant ».

[650] Entretien avec Luciano, Santiago, 13 mars 2001.
[651] *Que Pasa*, Santiago, 15 de junio de 1972.

Chapitre V) Crise de l'économie politique et radicalisation du mouvement ouvrier

V – 1) Tensions au sein de l'Aire de propriété sociale (APS)

V – 1 – 1) Crise économique et débats au sein de la gauche

L'Aire de propriété sociale entre rapidement en contradiction avec ces contours étroits de la stratégie de l'Unité populaire[652]. Au cœur de ce lent épuisement se trouvent les déficiences de la politique économique - à moyen terme - du gouvernement et l'accentuation des différenciations entre les deux pôles de la gauche chilienne. Le pôle « rupturiste » réitère ses appels à étendre l'APS et les interventions économiques du gouvernement. Le grand capital privé est dénoncé comme l'ennemi central et les consignes de contrôle ouvrier fusent depuis les bases critiques du PS, MAPU et des chrétiens de gauche ; et, en dehors de l'UP, depuis le MIR et d'autres petites organisations. Le pôle « gradualiste », quant à lui, souligne de nouveau la nécessité du réalisme politique et du danger d'accélérer davantage le processus, ce qui pourrait créer davantage « d'ennemis de classe ».

L'APS est, dès la fin 1971, en proie à des difficultés financières et productives qui amplifient un sentiment de frustration des salariés engagés coeur et âme dans la « bataille de la production ». La procédure classique lors de la nationalisation des entreprises appelées à former l'APS est celle de l'établissement d'un prêt, fait à l'entreprise nationalisée, par la banque d'Etat (*Banco de Estado*). Cette dernière conclut un accord de paiement avec l'ancien propriétaire. L'acquittement de cette dette, combiné au financement des importations et à au taux d'amortissement du capital fixe, constitue durant toute la période, un poids non surmonté par le gouvernement. En fait, **l'Etat reporte cet endettement sur les entreprises de l'APS et ses salariés. Le cas de l'industrie CALVO Y AGUIRRE est, en ce sens, exemplaire[653]. Au bout de quelques mois, la dette des entreprises est hors de tout contrôle, les salariés de**

---

652 A. Samaniego, « Los limites de la Estrategia de la Unidad Popular y el « Área de propiedad Social », *Contribuciones Científicas y Tecnológicas*, Santiago, N° 109, USACH, agosto de 1995, p. 21-35.

653 « *Il s'agit d'une industrie de construction et transport, dont le propriétaire reçoit comme dédommagement un montant pour la valeur des actifs fixes (terrains, constructions et machines) et d'une part du matériel roulant de l'entreprise, consistant en bulldozers et poids lourds. Les travailleurs (via la banque d'Etat) avec l'aval de CORFO, payent au comptant au propriétaire et louent le matériel, que le propriétaire a retiré de son ancienne entreprise. Les tarifs fixés pour les services prêtés par les entreprises de l'APS, fonctionnent à la baisse et un*

l'APS ne pouvant couvrir l'amortissement, ni les coûts de production[654]. A ces difficultés, s'ajoute celle de l'inertie de l'appareil d'Etat et la difficulté de gérer "par en haut" des fractions aussi vastes et diversifiées de l'économie. Ceci comprend de nombreux problèmes de centralisation de l'information, la lenteur de la circulation de celle-ci (et en conséquence des prises de décision), le manque de personnel technique compétent remplacé par des fonctionnaires placés davantage pour leur militance politique que pour leur capacité réelle, le sabotage pratiqué par ceux restés en postes et hostiles à l'UP, etc… Le mémorandum confidentiel, publié par le journal *El Mercurio*, en février 1973 révèle l'ampleur du déficit financier des entreprises étatisées, dans ce cas, celles de la branche textile. Dans ce document, on peut lire la situation difficile dans laquelle se trouvent ces entreprises et le désarroi de certains fonctionnaires. Le document note également le manque de motivation de nombreux travailleurs de l'APS, ainsi que la position privilégiée du personnel exécutif par rapport à la masse des salariés[655]. La multiplication du *turn over*, l'absentéisme, la baisse de la productivité de certaines entreprises sont une réalité incontournable. Pourtant, une grande partie de ces difficultés est directement liée à la volonté de l'administration étatique de centraliser et diriger l'ensemble du processus productif, sans reconnaître la nécessité d'un droit de contrôle et d'initiative plus ample aux salariés[656].

D'autre part, une importante partie de l'argent déboursé par l'Etat pour indemniser le patronat exproprié, s'oriente progressivement vers le marché financier et les opérations spéculatives. Dès 1971, on note une baisse importante de 25 à 30% des investissements privés et de 8,5% de l'investissement national brut[657]. A cette conjoncture s'ajoute la forte baisse du prix du cuivre sur la marché mondial, le poids croissant de l'ingérence impérialiste dans le pays, la suppression des lignes de crédit international, la dépendance technologique du Chili (dans l'électronique, le secteur des machines-outils, la chimie…) et la pression qu'engendre la réactivation industrielle sur les importations. Ainsi, se maintient le déficit de la balance des

---

rapport déficitaire s'établit avec le propriétaire qui relève, pour la location des équipements, les prix du marché en vigueur » (H. Vega, « Difficultés d'opérations financières de l'APS », *Op. Cit.*, p. 400).

[654] Le déficit programmé en tant que dépense totale du budget de l'Etat est de 25,5% en 1971, 23,6% en 1972 et 17,9% en 1973 (H. Vega, *Op. Cit.*, p. 399).

[655] Comité de Industrias Textiles y del Vestuario, *Memorando confidencial sobre situación financiera*, Santiago, 8 de enero de 1973 (in *El Mercurio*, Santiago, 15 de febrero de 1973).

[656] Voir les conclusions de Zimbalist (comp.), *Case studies on the labor process*, Monthly Review Press, New York, 1979.

[657] E. Sader, « Chili: la transition manquée », *Critique de l'économie politique*, Paris, N°16-17, avril-sept. 1974, p. 251.

paiements. L'enjeu est d'autant plus complexe, que les classes dominantes utilisent toutes les ressources à leur portée pour accentuer cette crise. Ceci au niveau directement économique, mais aussi institutionnel : le budget présenté par l'UP pour 1972 ne reçoit pas l'approbation du parlement et le gouvernement se voit coupé de plusieurs financements. C'est dans ce cadre que le modèle économique de l'UP s'épuise. Cet épuisement permet, début septembre 1972, à la SOFOFA (principal syndicat patronal) de déclarer « *l'échec économique écrasant de l'UP* ». Orlando Saenz, président de la SOFOFA, caractérise alors la pratique économique du gouvernement de « *populisme effréné* »[658]. Cette qualification est rejetée par la presse de gauche qui proclame au contraire « *le triomphe de l'UP* », à l'occasion du second anniversaire du gouvernement Allende[659]. Cet anniversaire est célébré avec ferveur, dans tout le Chili, par plus de deux millions de manifestants, montrant ainsi la popularité et l'ampleur de l'appui social dont dispose toujours l'Unité populaire et le « camarade-président »[660].

Mais l'UP est consciente des ce difficultés croissantes et essaie de rectifier l'orientation de sa politique, tout du moins de la mettre en débat. Pourtant, les différences d'appréciations se maintiennent, ce qui, selon Sergio Bitar, serait à l'origine d'une politique économique sans vues à moyen et long terme[661]. Cette absence de consensus au sein des principaux partis de gauche est un facteur décisif. D'ailleurs, une forte dualité, entre praxis et théorie, traverse l'UP de manière permanente. Le PS en est le meilleur exemple et le symbole. A la mi-mars, ce parti réalise un plénum de son comité central, destiné à préciser sa conception de la transition au socialisme, à la lumière des 18 derniers mois. Une fois encore, cette collectivité politique ne craint pas une certaine « schizophrénie » puisque les thèses de la rupture révolutionnaire radicale sont répétées (et immédiatement reproduites par *El Mercurio*, qui y voit la preuve du « danger marxiste »). La parti de Carlos Altamirano réaffirme : « *l'Etat bourgeois au Chili ne sert pas pour construire le socialisme et sa destruction est nécessaire* »[662]. Dans cette optique, les positions du PC sont fortement critiquées de manière implicite : croire que « *l'actuelle corrélation de forces peut donner lieu à un long développement, stable et tranquille, n'est pas seulement ingénuité mais aussi une position*

---

[658] "Aplastante fracaso económico de la UP", *El Mercurio*, Santiago, 4 de septiembre de 1972.
[659] "El triunfo de la UP", *La Tercera de la Hora*, Santiago, 4 de septiembre de 1972 ou "Aniversario del triunfo", Santiago, *Clarín*, 4 de septiembre de 1972.
[660] "Fulminante manifestación popular", *La Noticias de Ultima Hora*, Santiago, 5 de septiembre de 1972.
[661] Sergio Bitar, *Transición, Socialismo y Democracia: la experiencia c*hilena, México, Siglo XXI Ed., 1979 et plus récemment, *Chile 1970-1973: asumir la historia para construir el futuro*, Santiago, Pehuen, 1995.
[662] *El Mercurio*, Santiago, 12 de marzo1972.

réformiste et aventuriste »[663]. Au même moment, le gouvernement continue les interminables discussions avec la DC, en déléguant son représentant le plus « droitier », le ministre de la justice Manuel Sanhueza (membre du Parti Radical - PIR). Durant le mois de mars, ces discussions connaissent leur premier échec retentissant, qui se solde par le passage du PIR dans l'opposition[664]. Ce n'est pas un hasard, que le point de conflit central porte justement sur l'ampleur et l'extension de l'Aire de propriété sociale. La DC cherche, par tous les moyens, à limiter le pouvoir d'intervention du gouvernement. Interrogé aujourd'hui, Carlos Altamirano se rappelle : « *La DC, au cours de trois conversations auxquelles je n'ai pas assisté afin que l'on ne me rende pas responsable* [de leur l'échec], *disait par exemple qu'il fallait rendre sur 20 banques, 10 ; sur 30 industries, 15 ; sur 40 propriétés agricoles, 35. Le gouvernement répondait positivement, et le lendemain, le président de la DC appelait pour dire que ce n'était pas 15 banques mais 20, que ce n'était pas 15 industries mais 30. Au final, la quantité allait en augmentant.* […] »[665]. **C'est pourtant sur ce « dialogue de sourds », que l'UP base de nombreux espoirs. Cet essai de consensus, au niveau du champ institutionnel, entre la direction de l'UP et la DC, destiné à trouver un centre politique stable est un échec patent jusqu'au coup d'Etat.** Le document de la DC, sur le détail de ces conversations, publié la veille du coup d'Etat et intitulé de manière presque prophétique « *Documents politiques d'aujourd'hui, pour l'histoire de demain* », montre l'absence de points de convergences possibles pour la réalisation d'un tel accord politique[666]. Comme le note amèrement Carlos Altamirano dans son témoignage : « *La Démocratie-chrétienne a été créée pour s'opposer à l'expansion du communisme dans le monde* ». Effectivement, la DC se fait porte-parole de la bourgeoisie industrielle et combat l'extension de l'APS qu'elle considère - à juste titre - comme une base possible d'accentuation des mobilisations ouvrières et de débordement de l'UP. L'échec des négociations accentue parallèlement les appels à la rupture de la part d'organisation telles que le MIR et lie les militants, à la base, les plus à gauche (ceux du PS, du MAPU, de l'IC avec le MIR). Ce phénomène favorise aussi le rapprochement dans les usines, entre les ouvriers sympathisants de l'UP et ceux de la DC, qui voient clairement leur intérêt

---

[663] Idem.
[664] Luís Corvalán Marqués, *Los partidos políticos y el golpe del 11 se septiembre*, *Op. Cit.*, pp. 158-159.
[665] Entretien avec Carlos Altamirano, Santiago, 11 mars 2002. Cette opinion est confirmée par plusieurs témoins privilégies de l'époque, dont Rafael Gumucio, qui connait aussi bien la gauche que la DC, puisque issue des rangs de cette dernière, et par la suite dirigeant du MAPU et de la Gauche Chrétienne (voir ses mémoires : Rafael A. Gumucio, *Apuntes de medio siglo*, Santiago, Chile América – CESOC, 1994).

dans un passage à l'APS. Plus globalement, la question non résolue de l'effectivité de la participation et d'un changement radical des relations de production reste une source de mécontentement ouvrier et de démobilisation militante.

V – 1 – 2) La difficile mise en place de la participation des salariés

En ce qui concerne, la mise en place du système de participation, on peut observer sa lenteur. Si l'on étudie la situation de l'ensemble des entreprises de l'Aire sociale en août 1972, le constat est évident (voir la liste en Annexe N° 5) : presque deux ans après le triomphe de l'UP, il existe un système de participation des salariés dans seulement 36 entreprises de l'Aire sociale et mixte, dans 22 autres il existe partiellement et dans 172, ce système est absent[667]. D'ailleurs, **l'implantation du système de participation et son degré réel d'effectivité sont fortement inégaux suivant les entreprises. Certaines entreprises connaissent de véritables expériences de libération et de transformation sociale, quand de nombreuses autres restent en retrait de ce processus[668].** Le nombre de travailleurs concernés par la participation varie considérablement suivant les secteurs économiques : cela concerne moins de 2% des salariés du secteur de la pêche, de la chimie ou de la construction ; alors que les domaines les plus impliqués sont l'énergie (20,8% soit plus de 40 000 salariés) ; la mine (18,9% pour plus de 37 000 salariés) ; le transport (18,2 % soit plus de 35 000 salariés) et le textile (11 % pour plus de 21 000 salariés)[669]. Pour ce qui est du secteur textile, où l'intervention de l'Etat s'est effectuée à la faveur d'une forte mobilisation, le système de participation y est particulièrement bien implanté : en août 1972, sur 19 entreprises textiles intégrées à l'APS, 18 ont un règlement de participation approuvé par les travailleurs, 17 possèdent un conseil d'administration en

---

[666] DC, « Documentos políticos de hoy para la historia de mañana », Santiago, 10 de septiembre de 1973 (cité in M. González Pino, A. Fontaine Talavera (Ed.), *Los mil días de Allende*, Santiago, T. II, CEP, 1997, pp. 1290-1293).

[667] Si l'on utilise uniquement les statistiques du Comité Exécutif National CUT-gouvernement, chargé de la mise en place de la participation, comme le font Espinoza et Zimbalist dans leur enquête, on obtient des statistiques beaucoup plus favorables : selon ce comité, la participation est « *initiée* », en juin 72, dans la majorité des entreprises de l'APS et 56% de celle-ci possèdent un conseil d'administration en fonction (J.Espinoza, A.Zimbalist, *Op. Cit.*, p. 74). Même si l'on accepte de tels chiffres, il faut souligner que le fonctionnement effectif du conseil d'administration ne représente absolument pas une preuve tangible de la participation des salariés de base, aux processus de décision. Bien au contraire, les témoignages que nous possédons permettent de penser que, dans de nombreux cas, la direction reste de type "verticaliste".

[668] Voir les conclusions de Espinoza et Zimbalist dans J. Espinoza, A. Zimbalist, *Op. Cit.*, p. 231.

[669] F. Zapata, "Las relaciones entre el movimiento obrero y el gobierno de S. Allende", *Cuadernos del Centro de Estudios Sociológicos*, México, N°4, CES, 1974.

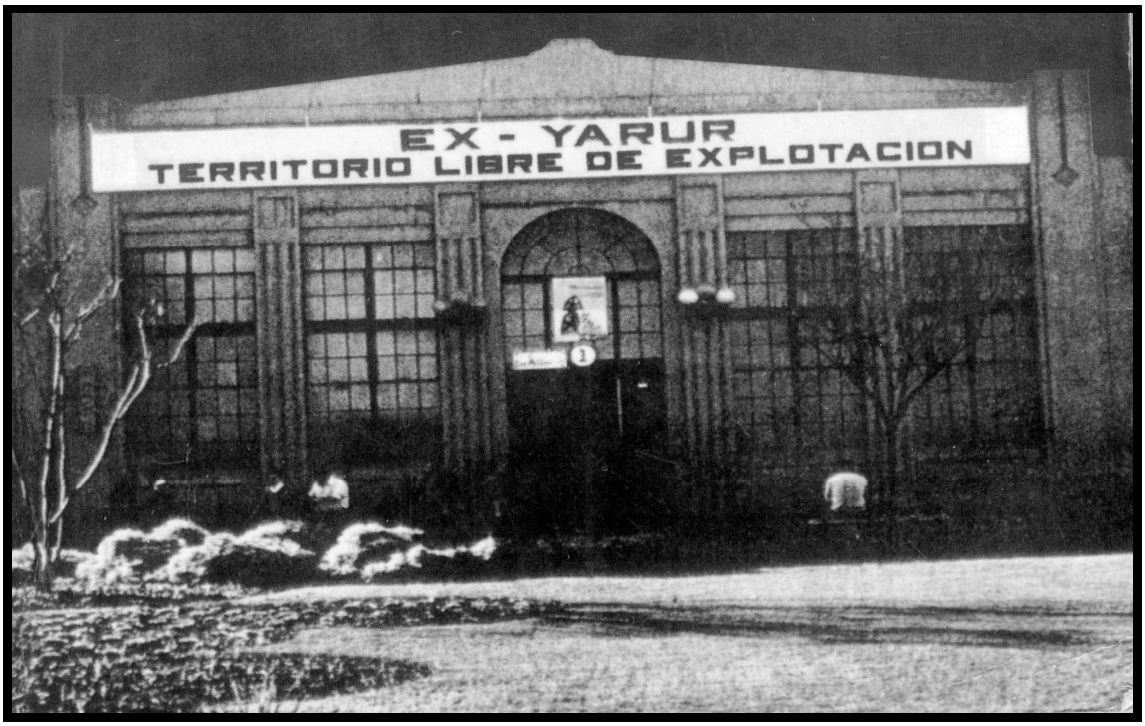
fonction et dans 14 d'entre elles, des comités de production sont en fonction[670]. Cependant au sein même de ce secteur, et malgré une certaine homogénéité, on peut noter de fortes disparités dans le fonctionnement qualitatif de la participation.

L'un des symboles de la lutte pour l'expropriation reste l'usine textile YARUR (plus de 4000 salariés). Le travail de Peter Winn a montré comment, non seulement sous la pression de ses salariés, mais aussi de toute une partie du peuple chilien, cette importante usine a été réquisitionnée. Comme le rappelle le témoignage de Sergio Aguilar, le mouvement syndical de YARUR en 1970 est encore jeune et assez inexpérimenté[671]. Son occupation et la grève générale sont le point culminant de tout un mouvement politique, canalisé et polarisé à l'intérieur de l'entreprise, et ce notamment grâce à une nouvelle génération de militants syndicalistes. Les élections syndicales, qui se déroulent à la fin décembre 1970, confirment la présence d'un fort contingent d'ouvriers favorables à la gauche : les candidats de l'UP obtiennent 1200 voix, contre 2900 pour l'opposition, plus proche des idées de J. Yarur[672]. Dans leurs assemblées, les salariés exigent l'expropriation de l'entreprise sans compensation pour les anciens propriétaires, connus pour leurs pratiques alternant autoritarisme et paternalisme. Appelant à « *libérer leur usine* », l'occupation est décidée le 15 avril 1971, non sans heurts politiques internes. C'est la nouvelle génération de militants ouvriers, particulièrement ceux du MAPU et du PS qui portent ce mouvement, ceci contre l'opposition mais aussi contre les militants communistes (dont le dirigeant syndical, Jorge Lorca)[673]. Ce mouvement en faveur de la réquisition de YARUR s'effectue sur la base d'un clair débordement du gouvernement et des directions des partis de la gauche. Le 28 avril 1971 représente, encore aujourd'hui, dans la mémoire militante de YARUR, « le jour de la libération ». La spécificité et le caractère radical de cette mobilisation résident dans le fait qu'il s'agit d'une réquisition dont la motivation essentielle n'est pas économique, mais politique. Ainsi, les travailleurs orne fièrement la devanture de l'entreprise de cette phrase : « *Ex-Yarur, territoire libre d'exploitation* » :

---

[670] Voir la liste en Annexe N° 5. Le Comité exécutif National CUT-gouvernement présente quant à lui 22 entreprises textiles, avec 20 conseils d'administration en fonction (Voir J. Espinoza, A. Zimbalist, *Op. Cit.*, p. 74).
[671] Voir le témoignage de Sergio Aguilar, militant du MAPU, qui travaille comme ouvrier dans le secteur de la maintenance des machines (Entretien réalisé à Santiago en mai 2002).
[672] Chiffres tirés de *Clarin*, Santiago, 22 de diciembre de 1970.
[673] Selon P. Winn, « *The communist reticence was deceptive. In its deliberate and bureaucratic style, the « party of Recabarren and Lenin » was moving toward a decision to support the requisition of the mill* », (*Op. Cit.*, p. 166). Voir aussi le témoignage de Sergio Aguilar, militant du MAPU à YARUR (Entretien réalisé à Santiago en mai 2002).

Photo N° 6 : Devanture de l'usine YARUR suite à sa nationalisation



Source : P. Winn, *Weavers of revolution, Op. Cit.*, p. 210

Selon Peter Winn, le conflit pour la nationalisation de YARUR symboliserait, à lui seul, la lutte pour la « Révolution par en bas » (*Revolution from Below*) et le début d'une guerre civile - non déclarée - entre capital et travail (voir la photo page suivante)[674].

Un autre symbole de cette dynamique de rupture est l'entreprise de verre *CRISTALERIAS DE CHILE*, qui possède 3 usines en 1970 et 800 salariés. Une étude monographique montre qu'il est illusoire d'y voir l'incarnation de « l'avant garde ouvrière ». Il s'agit plutôt, là encore, d'un processus de lente politisation, qui s'accélère dans les années 70. Et qui se traduit par l'arrivée d'une nouvelle génération de dirigeants syndicaux, issue

[674] « *Although the struggle at the YARUR mill reflected a long local history and the conjuncture of specific circumstances, it was emblematic of a more general revolution from below. YARUR was the initial battleground in the undeclared civil war between capital and labor* » (P. Winn, *Weavers of revolution, the YARUR workers and chile's road to socialism*, New York, Oxford university press, 1986, p. 149). Voir aussi le témoignage de Julio Vargas, ouvrier de FABRILANA, qui se rappelle de « *la terreur* » que faisait régner Théophile Yarur, dans l'entreprise : « *il faisait répartir des livres qui disaient que la politique, c'est mal* ». Voir également les déclarations de "l'Interventor" de Yarur, Oscar Ibáñez, dans « La negra historia de los Yarur y su recorrido por América Latina », *Central Única*, Santiago, julio-agosto 1972.

particulièrement du PS (ils participent à la création de la Fédération syndicale du Verre)[675]. La réquisition de l'entreprise, acceptée par l'UP, se produit suite à un mouvement de grève, en juillet 1972. La participation est vécue de manière contradictoire par les salariés *Cristeros* et nombre d'entre eux s'opposent au passage à l'APS. Elle est par contre un succès en termes économiques puisque la production est en constante augmentation durant toute la période[676]. Lors d'une visite, en janvier 1973, Salvador Allende reconnaît publiquement les difficultés de fonctionnement de la participation au sein de l'entreprise[677]. **Là encore, pas de politisation massive des salariés, mais « *plutôt un instinct de classe et non une conscience claire de ce qui se passait* », où s'entremêlent intérêts personnels (conserver son travail dans une période troublée) et une adhésion relative à un projet collectif**[678].

Dans d'autres usines textiles, le passage à l'APS et la participation sont plus difficiles encore. Dans l'usine PAÑOS BELLAVISTA TOMÉ par exemple[679] : celle-ci est expropriée, après plus de six mois de luttes internes, alors que l'entreprise avait arrêté de payer les salaires. Dans la zone de Tomé (province de Concepción), il y a une situation de misère accrue et de forte politisation, qui permet un début de mobilisation collective autour de l'usine. Pourtant, PAÑOS BELLAVISTA TOMÉ vit rapidement un processus de détérioration des conditions de la participation et de la production, malgré la mise en place de cours de formation à l'université de Concepción. L'usine souffre d'une direction largement déconnectée des problèmes quotidiens et de l'inexpérience de ses salariés pour gérer l'entreprise, ce qui génère de nombreuses frustrations[680]. A cet exemple, on peut opposer celui de PAÑOS FIAP TOMÉ (environ 1000 salariés), où dès le début l'administration est capable de contrôler la situation et de faire participer réellement les salariés. De militance communiste, l'administrateur réussi à

---

[675] Voir J. Rojas, C. Rodríguez, M. Fernández, *Cristaleros: recuerdos de un siglo, los trabajadores de Cristalerías Chile*, Santiago, Ed. Sindicato N°2 y Programa de Economía de trabajo, 1998. Les auteurs parlent de l'émergence d'une militance active autour du noyau des dirigeants ouvriers socialistes, Fernando Sepulveda et Ismaël Ulloa.

[676] A la fin 1972, le syndicat des professionnels décide de se retirer de l'administration, suite à un conflit avec les syndicalistes ouvriers.

[677] A cette date, n'existent toujours pas les comités de participation par section, ni le conseil d'administration !

[678] J. Rojas, C. Rodríguez, M. Fernández, *Cristaleros: Op. Cit.*, p. 145.

[679] 1425 salariés durant l'UP (Voir Annexe 5).

[680] Le gouvernement doit changer l'administrateur ainsi que d'autres fonctionnaires et recommencer à zéro la discussion avec les ouvriers. A ceci, il faut ajouter le sectarisme avec lequel agissent les militants de gauche. Le MIR, qui a une présence majoritaire aux côtés du Parti communiste dans cette usine, est ainsi mis à l'écart par ses camarades de l'UP. Voir Gladys Díaz, "Socialismo o capitalismo de estado", *Punto Final*, Santiago, N°131, 25 de mayo 1971.

travailler, sans sectarisme, avec les forces politiques les plus importantes de l'entreprise : communistes, socialistes et MIR. Dernier exemple, l'entreprise textile FABRILANA (618 salariés). Ici, la participation fonctionne très mal, les militants de base de l'usine sont en conflit ouvert avec l'administrateur sur le caractère bureaucratique de la gestion. L'assemblée des travailleurs y est même contrôlée par la droite, si bien que les conseillers sont, majoritairement, dans l'opposition au gouvernement[681]. Il semble que ce phénomène soit renforcé par la division sexuelle du travail et une faible mobilisation des ouvrières au sein de l'entreprise (représentant 75% des salariés de l'entreprise)[682].

Dans la plupart des cas cités, les dirigeants syndicaux en occupant des charges administratives au sein de l'usine tendent à se déconnecter de la base et à s'intégrer à la direction. Ce fait a pourtant été décrié par la CUT depuis sa fondation et s'oppose à ses statuts fondateurs (voir la première partie). C'est malgré tout la direction de cette centrale syndicale qui durant l'Unité populaire amorce (et encourage), cette dynamique qui la subordonne en partie mais jamais complètement à l'appareil étatique[683]. Parallèlement, cette participation des travailleurs n'est pas mise en place de manière effective au niveau de la planification économique nationale[684]. **Finalement, en termes d'analyse comparée avec d'autres pays, cette intégration/bureaucratisation des syndicats n'est en aucun cas un phénomène exceptionnel : on retrouve ce phénomène lors d'autres expériences historiques de participation, comme au Pérou du Général Velasco par exemple[685].**

---

[681] S. Rojas, "La Participación", *Chile Hoy*, Santiago, N° 3, 6 de julio de 1972.

[682] Ce problème de la faible incorporation des ouvrières au processus de participation semble commun à nombre d'entreprises, en particulier du secteur textile : c'est également le cas dans l'usine Textil Progreso, 642 salariés où plusieurs ouvrières, élues dans les comités de production, renoncent peu à peu à leur fonction (voir *Chile Hoy*, Santiago, N° 7, 4 de agosto de 1972).

[683] Voir, par exemple, les déclarations du président communiste de la CUT : L. Figueroa, « Participación de los trabajadores en la dirección de las empresas », *Central Única*, Santiago, N°5, octubre-noviembre 1971.

[684] Ce lien entre l'usine sous contrôle ouvrier au niveau local et la planification démocratique nationale est pourtant essentiel pour opérer un changement substantif des relations de production. Des expériences d'autogestion se contentant seulement d'une participation des salariés à une échelle locale ont déjà existé au Chili sous le gouvernement Freí et démontré qu'au lieu de provoquer une participation active des salariés, elle aboutit à la formation d'une véritables « oligarchies » au sein de l'usine : Voir D. Rodríguez Mansilla, *Formación de oligarquías en procesos de autogestión*, Santiago, Pontificia Universisdad Católica de Chile, Instituto de Sociología, 1982.

[685] Avec les nombreuses différences qui les séparent, le cas du Pérou du Général Velasco est tout de même parlant, puisque l'on y retrouve une participation impulsée depuis l'appareil étatique (dans ce cas de surcroît par un gouvernement militaire): Voir Carmen Rosa Barbi, *Identidad clasista en el sindicalismo: su impacto en las fabricas*, DESCO, Lima, 1989 et A. Meister, *L'autogestion en uniforme : l'expérience péruvienne de gestion du sous développement*, Toulouse, Privat, 1981.

En juillet 1972, 600 délégués des 20 entreprises du secteur textile nationalisé organisent une importante réunion à Santiago aux côtés de responsables du gouvernement dont P. Vuskovic et les ministres du travail et de l'économie (M. Baltra et C. Maltus). Cette rencontre est destinée à évaluer les progrès de la participation. Ses conclusions montrent un réel mécontentement contre le phénomène bureaucratique[686]. Il est demandé que les conseils d'administration rendent compte au moins tous les deux mois du fonctionnement de l'entreprise (preuve que ce n'est pas le cas) et que l'assemblée des travailleurs ait le pouvoir de sanctionner et révoquer les *interventores* nommés par l'Etat[687]. Par la suite, de telles rencontres ont lieu sous l'auspice de salariés de la métallurgie, du bois et de la mine, au cours desquelles de développent des récriminations similaires[688]. En fait, la critique de la pratique du *cuoteo*, c'est-à-dire de la répartition des postes de direction des entreprises nationalisées suivant une logique politique clientéliste, est récurrente. Ainsi, en août 1973, un journal de l'aile gauche du PS rapporte les propos d'un salarié : « *Comment est-il possible que dans un processus révolutionnaire dont la consigne est « le pouvoir aux travailleurs », soient nommés aux postes de direction, des individus qui sabotent le programme du gouvernement, qui sabotent la participation ? Il n'y a qu'à se rappeler comment certains mendiaient dans les derniers mois de 1970, comment ils restaient dans les antichambres, comment ils marchaient derrière les chefs de la UP, négociant la nomination. Beaucoup sont arrivés à un poste ainsi* ». Tomás Inostroza, quant à lui, se rappelle que dans la grande entreprise textile PAÑOS CONTINENTAL dont il est nommé *interventor*, il succède à deux autres militants, dénoncés et destitués auparavant par les salariés de l'entreprise. Comme il le reconnaît, lui-même est aussi accusé d'être un « *dictateur* »[689] ; et la presse de l'époque montre que sa gestion est effectivement vigoureusement dénoncée comme autoritaire, la participation ouvrière au profit d'une cogestion entre administration et direction du syndicat. Cette accumulation de tensions aboutit à l'occupation de l'usine avec l'appui de Luís Peña, l'un des dirigeants du Cordon industriel Macul. L'action se solde même par plusieurs blessés par balle, quand le président du

---

[686] « Textil: la participación plena », *Chile Hoy*, Santiago, N°6, 17 juillet 1972 et J. Silva Luvecce, « La participación: ¿un peldaño hacia el poder? », *Punto Final*, Santiago, suplemento al N°168, 10 octubre 1972.
[687] *Encuentro de Trabajadores Textiles*, Santiago, Quimantú, 1972. Consulter également le journal de la Fédération syndicale de ce secteur : FENATEX (BN Santiago : 2 (22-13).
[688] H. Cancino, *La problemática…*, *Op. Cit.*, p. 230. Pour le compte rendu des rencontres du secteur de la métallurgie, consulter le journal des syndicats métallurgistes : *Temple*.
[689] Entretien avec Tomás Inoztroza, Santiago, 4 juillet 2002.

syndicat tire avec son pistolet sur le cortège qui prétend envahir l'usine[690] ! Aujourd'hui, T. Inoztroza cherche à dire que des incidents aussi graves sont le fruit des « *ennemis de l'UP* » au sein de l'entreprise, pourtant l'article cité du journal militant *La Aurora de Chile* parait indiquer le contraire…

Quoi qu'il en soit, le gouvernement et les partis de l'UP ont conscience des nombreux problèmes de participation, ainsi que des rapports parfois autoritaires entre les nouvelles directions et les salariés[691]. Ils savent qu'à moyen terme cela peut provoquer des explosions de colère ou des troubles dans les entreprises nationalisées, alors qu'une large part de la classe ouvrière regarde avec passivité, voire hostilité l'UP. Aussi, en juillet 1972, Allende envoie au parlement un projet de loi dit du « Système national d'autogestion »[692]. L'objectif est de modifier le système de participation en remettant en cause la cogestion Etat-salariés, pour accentuer les facultés de contrôle de ces derniers (notamment dans le conseil d'administration). Dans ce projet, l'assemblée des travailleurs est proclamée « organisme suprême de décision » et c'est le conseil d'administration qui désigne le gérant de l'entreprise et non, comme dans l'ancien système, le président de la République[693]. Cette proposition provoque de nombreux remous au sein de la gauche puisque certains dirigeants craignent que le gouvernement soit marginalisé de la gestion des entreprises de l'APS. L'un des compromis avancé serait que les grands monopoles restent sous l'ancien régime[694]. Par son contenu, ce système aurait pu permettre une meilleure stimulation de la participation directe des salariés. Cependant, il montre aussi une conception participative qui reste restreinte aux « quatre murs de l'usine »[695].

---

[690] Corresponsal del Cordón Macul, "Paños Continental: Alguien debe responder", Santiago, julio 1973 (lettre non datée) (in *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 34, 2 de agoto de 1973).

[691] Consulter par exemple, le manifeste du PC de janvier 1973 qui, tout en appelant à augmenter la production, demande que les exécutifs de l'Aire Sociale abandonnent les formes de gestion bureaucratiques. En contre-partie, le PC demande aux travailleurs de participer davantage, aux côtés des syndicats, à la marche des entreprises (Comité Central del PCC, *Manifiesto del Partido Comunista de Chile*, Santiago, enero-febrero 1973 in *Clarin*, Santiago, 21 de enero de 1973).

[692] Voir de larges extraits du projet de loi en français dans : « Projet de loi sur le système national d'Autogestion » (extraits), Santiago, juillet 1972 (in *Quel socialisme au Chili ? Etatisme ou autogestion. Dossier de la participation des travailleurs au processus révolutionnaire du pays*, Paris, Ed. Anthropos, 1973).

[693] Présentation du projet dans le journal chrétien et socialiste, dirigé entre autres par Alfonso Baeza : "Sistema nacional de Autogestión", *Presencia*, Santiago, N°28, noviembre 1972.

[694] « Por una Autogestion Socialista », Santiago, *Posición*, N°15, 15 de julio de 1972. Cet éditorial fait d'ailleurs réagir plusieurs militants socialistes, ce qui amène le numéro suivant de l'organe théorique du PS à préciser que de nombreux organismes de bases seront consultés.

[695] Voir les commentaires de R. Mauro Marini, « Autogestión y participación », *Chile Hoy*, Santiago, N° 8, 10 de agosto de 1972. Il faut nuancer cette argumentation puisque le projet de loi prévoit tout de même une amplification

Finalement, le projet - à l'image de nombreuses autres réformes prévues de l'UP - est rejeté par le Parlement avec l'appui de la Démocratie-chrétienne qui dénonce, non sans raison, « *une fausse autogestion* » sous tutelle gouvernementale[696]. La tentative d'amélioration de la participation « par en haut » et par voie institutionnelle se montre ainsi impraticable.

V – 1 – 3) La participation envisagée depuis le champ politique

Juan Espinoza et Andrew Zimbalist ont longuement travaillé la question de la participation des travailleurs, durant l'UP, et ont tenté de la mesurer le plus fidèlement possible au travers d'une multitude d'indices et de tables statistiques. Pour ce faire, ils se sont appuyés sur un échantillon de 35 entreprises de l'APS choisies au hasard, dont ils ont décortiqué le fonctionnement, suite à l'implantation du système de participation[697]. Ils ont ainsi déterminé plusieurs facteurs essentiels qui affectent la participation et l'influence réelle des travailleurs sur le fonctionnent des entreprises. Parmi ceux-là, notons tout d'abord ceux liés davantage à la *technostructure* d'une unité de production, comme la taille de l'entreprise, la complexité technique du processus productif, l'importance de la mécanisation de celui-ci, le niveau scolaire des salariés, le type de présence syndicale ou le mode de direction. Ce sont autant de facteurs qui viennent différencier le mode de participation des salariés. Par exemple, cette enquête prouve qu'une forte présence de capital fixe au détriment du capital variable et une forte mécanisation d'une unité de production, ont un effet négatif sur le niveau de participation des salariés. Au contraire, il semble que plus complexe est la façon de produire et important le pourcentage de salariés liés à la maintenance de machines, davantage sera le niveau de participation. Autre exemple, celui du mode d'administration choisit par les *Interventores*. Les deux auteurs, en se basant sur deux variables (la disposition de l'administration et la nature des flux d'information existant entre la base et la direction) tendent à démontrer que le style de direction d'une entreprise de l'APS influe favorablement, ou négativement, sur le niveau de participation et de mobilisation des salariés (suivant le caractère horizontal ou vertical des relations bases/direction). D'après les témoignages recueillis et les études réalisées, il semble que le PC privilégie la désignation d'*Interventores* d'extraction ouvrière, parfois directement

---

de la représentation des salariés au niveau de comités sectoriels de la CORFO, en précisant (article 3) que les entreprises sous autogestion dépendent de ces comités.

[696] Voir M. Raptis, *Quel socialisme au Chili ? Etatisme ou autogestion. Op. Cit.*, p. 46.

[697] Plusieurs de ces entreprises font partie de la ceinture industrielle de Santiago et intègrent, par la suite, la formation des Cordons industriels, telles COMANDARI, CCU, FABRILANA, IRT, M. EASTON, P. BELLAVISTA TOME, RAYONHIL, SINDELEN.

choisis dans l'entreprise : c'est le cas d'un des enquêtés, Neftali Zuñiga[698]. Par contre, le PS a pu nommer de jeunes militants étudiants ou diplômés, comme Pablo Muñoz, sans grande expérience pratique au sein des usines, ce qui ne peut manquer de générer une certaine distance entre la base et la nouvelle administration[699].

Ainsi que le signale Michel Raptis, dans un rapport rendu au gouvernement Allende, après avoir étudié et visité des dizaines d'entreprises de l'APS, les principales critiques des salariés de base sont fréquemment les mêmes[700] :

1) Manque d'information et de réunions régulières, notamment sur la marche de l'entreprise
2) Manque de discussions ouvertes et bien préparées afin de comprendre les difficultés en cours
3) Maintien de rapports verticaux avec les représentants de l'Etat ou les syndicats
4) Faiblesse de la représentation de travailleurs de base dans les différents niveaux de prise de décision, au profit des cadres techniques, fonctionnaires et dirigeants syndicaux

Mais finalement, ce n'est pas sous un angle purement technique qu'il est possible de comprendre les déficiences de la participation, mais avant tout depuis la perspective du champ politique. Les statistiques recueillies démontrent que les facteurs liés à la technostructure n'interviennent finalement que dans une part minime (16,5%) du taux de variation de la participation des salariés. Quand ces facteurs sont mis en parallèle avec ceux de l'idéologie des salariés, de la présence politique au sein des syndicats et du niveau de mobilisation des travailleurs de l'entreprise, de telles variables technologiques perdent presque toute leur importance. **Ainsi, cette enquête montre de façon axiomatique que l'orientation des syndicats, l'appui des partis politiques et l'idéologie partagée au sein des industries qui détermine, *pour une part importante*, le niveau de participation et de contrôle réel des**

---

[698] Entretien réalisé à Santiago, le 29 mars 2002. En ce sens, un ouvrier communiste tel que Alberto Muñoz, nommé "Interventor" de l'usine de Padre Hurtado de l'entreprise CRISTALERIAS DE CHILE, reste un modèle d'humilité, proche des travailleurs, refusant tout privilège ; exemple qui s'oppose à celui de Claudio Gonzalez, jeune ingénieur socialiste, qui à peine sorti de l'Université, est nommé administrateur de l'usine de Santiago. Comme le dit Alberto Muñoz, malgré son engagement fort, le jeune militant socialiste « *no tenia experiencia con los trabajadores* » (J. Rojas, C. Rodríguez, M. Fernández, *Cristaleros*. *Op. Cit.*, p. 150-152).

[699] Cette jeunesse de certains "Interventores" socialistes, le fait qu'ils ne soient pas d'extraction ouvrière et leur manque de maturité se retrouvent dans les témoignages de Pablo Muñoz, "Interventor" de l'usine LUCHETTI (Entretien réalisé à La Serena, le 24 juin 2002) et de Hernán Ortega, "Interventor" de FANTUZZI (Entretien réalisé à Iquique, le 6 novembre 2001).

[700] M. Raptis, "Mémorandum adressé au camarade P. Vuskovic, aux camarades dirigeants de la CORFO », Paris, le 20 décembre 1972 (in *Quel socialisme au Chili ? Op. Cit.*, pp. 107-115).

salariés sur l'entreprise[701]. Peter Winn a, quant à lui, souligné la grande diversité des positionnements idéologiques qui existent au sein du mouvement syndical, bien au-delà des étiquettes partisanes. Il a ainsi établi une échelle de catégories qui classe en plusieurs groupes les salariés suivant leur niveau de politisation, leur relation avec le patronat et leur subjectivité. Ce classement comprend le groupe des ouvriers fidèles à la direction de l'usine et au patron ("los apatronados") jusqu'à celui des "révolutionnaires" (définit par Winn comme les plus radicaux au sein de la gauche et favorables à une remise en cause de la propriété privée), en passant par les "populistes" (qui croient avant tout dans le rôle d'un leader plutôt que dans l'action collective); les "corporatistes" (qui mettent leur espérance dans le rôle négociateur du syndicat afin d'arracher des avantages économiques) et les "réformistes radicaux", qui cherchent à combiner la négociation syndicale avec une pression sociale respectueuse des normes légales[702].

Cette variété des facteurs politiques au sein du salariat explique l'aspect multiforme de l'implantation du système de participation. Cela n'est pas une surprise puisque toutes les études comparatives ont démontré que les phénomènes de contrôle ouvrier, participation et autogestion des travailleurs, même partielles, consistaient en un *déplacement de pouvoir du capital vers le salariat au sein de l'entreprise et de la société dans son ensemble*[703]. Et, comme toute contestation d'une forme de pouvoir constitué, un tel phénomène est porté par une action collective et des décisions politiques. Un sociologue qui a étudié les formes de pouvoir au sein des entreprises industrielles chiliennes, avant l'élection d'Allende, écrit que **la participation des travailleurs dépend, en dernière instance, du rapport de force social général, celui qui est déterminé par la lutte des classes dans son ensemble**[704]. Selon Juan Espinoza et Andrew Zimbalist, durant l'UP, **le plus fort degré de participation populaire aurait été impulsé par les militants du « pôle rupturiste » ; c'est-à-dire la gauche du PS, du MAPU, la Gauche chrétienne ainsi que les militants du MIR et de la gauche extraparlementaire. Par contre, des organisations telles que la DC et le Parti communiste auraient contribué à freiner la constitution d'une mobilisation en faveur d'une participation active des salariés.** Ceci du

---

[701] Voir également : A. Zimbalist, « The dynamic of worker participation: an interpretative essay on the chilean and other Experiences », *Administration and Society*, New York, N° 7, may 1975, pp. 43-54.
[702] P. Winn, *Weavers of revolution. The YARUR workers and chile's road to socialism*, New York / Londres, Oxford University Press, 1986.
[703] F. Iturraspe, *Participación, cogestión y autogestión en América Latina*, Caracas, Ed. F. Iturraspe, 1986 et E. Mandel, *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers et autogestion (anthologie)*, Paris, F. Maspero, 1973, 3 tomes.
[704] Voir J. Alvarez, *Participation in Industry : Workers' participation in industrial firms in Chile*, Las Angeles, University of California, P.D. of sociology, 1972.

fait de leur options idéologiques et d'une vision, soit opposée à une telle forme de participation (la DC), soit favorable à une participation davantage « sous contrôle » des syndicats et de l'Etat (le PC). Sans que l'on puisse ici, restituer le détail des analyses statistiques de cette étude, il convient de mentionner l'importance de cette conclusion, car elle permet aussi d'évaluer les effets positifs des militants du « pouvoir populaire » en faveur d'une accentuation et amélioration du système de participation des travailleurs.

Ces analyses sont aujourd'hui rejetées avec vigueur par plusieurs auteurs, dont certains travaillant spécifiquement le thème de la constitution de l'Aire sociale[705]. Pourtant, aucun d'entre eux n'a pu jusqu'à maintenant contredire globalement une telle approche, autrement qu'en termes vagues ou purement idéologiques. Une telle réfutation est d'autant plus dénuée de fondements que deux autres enquêtes de terrain, réalisées durant le gouvernement Allende et indépendantes les unes des autres, en arrivent aux mêmes résultats[706]. Il apparaît que plus à gauche sur l'échiquier politique seraient placés les salariés, davantage la participation serait active, horizontale et créative : « *La participation des travailleurs implique une redistribution du pouvoir au sein de l'entreprise en faveur des salariés, de telle manière qu'elle provoque une lutte politique. Les partis et les positions idéologiques qui soulignaient l'importance de gagner le pouvoir pour la classe ouvrière au détriment de l'Etat, purent aussi générer des systèmes plus efficaces de pouvoir des travailleurs sur l'entreprise* »[707].

Néanmoins, il est désormais nécessaire de relativiser cette approche purement politique de la participation. Soulignons tout d'abord que c'est une tendance générale qui peut être affinée, voire contredite, par des cas spécifiques notables[708]. D'autre part,

---

[705] C'est le cas de l'historien Augusto Samaniego, qui rejette une telle hypothèse au profit d'une défense de l'aile « gradualiste » et de sa responsabilité gestionnaire (voir A. Samaniego, « Los limites de la Estrategia de la Unidad Popular y el « Área de propiedad Social », *Contribuciones Científicas y Tecnológicas*, Santiago, N° 109, USACH, agosto de 1995, pp. 21-35). Les débats, auxquels j'ai participé avec A. Samaniego, lors d'une journée historiographique à Santiago, ont au moins permis de voir que de telles différenciations ne sont en aucun cas résolues d'un point de vue scientifique (*II Encuentro de Historiografía en Homenaje a Luís Moulian* : « El gobierno de la Unidad Popular y de la dictadura militar », Museo Nacional Benjamín Vicuña Mackenna. Santiago, 4 septembre 2003).

[706] Voir M. Raptis, *Quel socialisme au Chili ? Op. Cit.* et J. Petras, « Nacionalización, cambio socio-económico y participación popular bajo el gobierno de la Unidad Popular en Chile», *Estudios Andinos*, La Paz, N° 9, vol. III, 1973, pp. 5 – 24.

[707] J. Espinoza, A.Zimbalist, *Op. Cit.*, p. 226.

[708] Pour une étude monographique, je renvoie aux excellents travaux sur YARUR (étude de Peter Winn, *Op. Cit.*), sur CRISTALERIAS DE CHILE (J. Rojas, C. Rodríguez, M. Fernández, *Cristaleros: Op. Cit.*) et MADECO (J. Stillermann, *From solidarity to survival. Transformation in the culture and style of mobilisation of Chilean metal worker under democratic and authoritarian regimes, 1945-1995*, New York, New School for social research, P.D. of philosophy, 1998. Le chapitre Cinq de cette thèse est centré sur l'UP).

comme le remarque Jorge Flores Rojas, une telle interprétation épistémologique pêche par une surdétermination des facteurs idéologiques. Pour être scientifiquement convaincante, l'étude du mouvement ouvrier ne peut se contenter uniquement de telles variables, même si de notre point de vue elles restent essentielles. Car les affinités politiques du salariat ne peuvent expliquer à elles seules la complexité du mouvement social urbain[709]. D'ailleurs, le spectre politique traditionnel a été en grande partie chamboulé durant cette période et les subjectivités ou les cultures ouvrières se sont avérées de nombreuses fois en décalage avec les attentes de partis ou de syndicats habitués à une certaine routine dans leur relation avec la base. En d'autres termes, l'étiquette partisane de tel ou tel salarié et sa place au sein du champ politique ne permet pas de résumer à coup sur qu'elle a été sa position quant au système de participation des salariés ou son option vis-à-vis du gouvernement Allende.

V – 1 – 4) La participation vue par ses propres acteurs : « *No estábamos preparados* » ?

Avoir aujourd'hui une vision critique, non mythique, du système de participation des salariés sous l'Unité populaire, ne doit pas empêcher d'en décrire tout le potentiel, la part créative, la profonde dynamique sociale qu'il déclenche, parfois "malgré lui". Dans les usines où il y a un niveau de participation relativement élevé, où l'activité politique et le sectarisme ne viennent pas court-circuiter cette « Révolution par en bas », il se produit d'importantes transformations dans les formes et relations au travail. Cela se traduit à différents niveaux, qui vont de l'amélioration des conditions immédiates des salariés jusqu'au contrôle ouvrier sur la marche de l'entreprise. Prenons quelques exemples concrets.

Dans l'importante entreprise de boissons CCU (COMPANIA CERVECERIAS UNIDAS), l'implantation du système de participation provoque effectivement d'importants changements[710]. C'est pour le moins ce que pense Facundo Rios, président du syndicat (13 ans dans cette usine), Luís Godoy (29 ans comme ouvrier) ou Alfredo Neira, trésorier du syndicat (20 ans d'usine). Ce dernier se souvient du contrôle social qui y régnait auparavant : « *Je suis entré en 1953. Le travail était beaucoup plus pesant, la sonnerie retentissait et tous ceux qui n'arrivaient pas à l'heure, devaient rester dehors.* […] *En plus de cela, on travaillait avec des majordomes* [contremaîtres] *dans tous les coins* ». Les salariés de CCU ont réussi, au cours des

[709] Voir Jorge Rojas Flores, « Los trabajadores chilenos, desde la colonia hasta 1973 », *ICAL*, Santiago, 28 de diciembre de 2004 (in http://www.ical.cl/noticia.php?id=1014&sec=999&subsec=311221).

[710] Corresponsal Popular, "Entrevista a CCU", *La Aurora de Chile*, Santiago, N°33, 26 de julio de 1973.

années précédant l'UP, à conquérir plusieurs améliorations significatives : clinique dentaire, cantine, visites d'assistantes sociales, maisons de vacances, etc… Selon Luís Godoy, l'apport central du passage à l'APS est alors l'amélioration des conditions de travail et de rémunération. Facundo Rios tient à souligner que les conquêtes s'expriment, aussi, en terme de participation à la direction de l'usine : « *Les comités de production et d'usines canalisent toutes les propositions que les camarades font et savent pourquoi ils sont en train de produire, pourquoi ils sont en train de mettre en bouteille, où cela arrive, et avec quel prix, à la population et ce que coûte de trouver la matière première.* […] *Les camarades sont conscients de la responsabilité et des difficultés du processus* ».

L'enquête orale permet d'approcher la "géographie sociale" de chaque entreprise. Les témoignages apportent le détail des situations concrètes, rendent possible l'esquisse du paysage individuel d'une dynamique sociale. Cela permet de confirmer que l'effectivité de la participation, au-delà des défaillances intrinsèques du projet initial, dépend également du rapport de forces interne à l'entreprise. **Dans ces récits, on découvre une véritable « épopée » ouvrière, une bataille menée dans des conditions adverses et de forte pression politico-sociale. Nous sommes là au cœur de ce que le sociologue Tomás Moulian nomme « *la transgression microsociale* » de l'ordre établi ou encore la « *dimension moléculaire* » du conflit social[711]. Ces luttes quotidiennes sont, à la fois, produit et conséquence - à un niveau local - de l'affrontement de classe global.**

Une première variable à prendre en compte dans ces parcours de leaders syndicaux et militants ouvriers est la trajectoire passée du syndicat de l'entreprise. Dans de nombreuses entreprises et parmi les plus importantes de l'APS, il s'est livré une bataille de plusieurs années, pour la construction d'un syndicat ou pour sa conquête sur des bases d'autonomie de classe[712]. Le témoignage de Juan Alarcón, ouvrier-mécanicien et syndicaliste de la grande industrie textile SUMAR-Algodón, où le seul syndicat ouvrier comporte plus de 1500 membres, souligne cette idée[713]. Celui-ci, militant PC (aujourd'hui encore), raconte qu'à la fin des années 60 SUMAR-Algodón possède un système répressif interne extrêmement fort et au

[711] T. Moulian, *Conversación interrumpida con Allende*, Col. Sin Norte, ARCIS-LOM, Santiago, 1999, p. 86.
[712] Là encore, les monographies sur *YARUR*, *CRISTALERIAS DE CHILE* ou *MADECO* sont d'une grande utilité (voir bibliographie).
[713] L'ensemble textile SUMAR emploie, pendant l'UP, 4390 salariés.

sein duquel le syndicat en place, qualifié de « *jaune* », joue un rôle essentiel[714]. L'industrie est alors composée d'un prolétariat majoritairement jeune, qui prend peu à peu conscience de ce système répressif. Ce que Juan nomme « *la rébellion* » part de l'atelier de tissage, précisément d'un travail militant clandestin organisé autour de 3 ou 4 personnes seulement. Après avoir frappé à la porte, sans succès, de la Démocratie chrétienne, ce premier noyau militant s'oriente vers la Fédération textile qui leur apporte soutien et conseil. Les dirigeants « bureaucrates » sont finalement "déboulonnés" de la direction et le syndicat industriel revitalisé[715].

[714] Le récit qui suit nous a été confirmé par une étude du journal interne de l'usine SUMAR. Voir la synthèse biographique rédigée à l'occasion du départ du dirigeant syndical à Moscou, en septembre 1972 (« Juan Alarcón de Algodón: ex dirigente gremial viajó a Moscú », *Crea*, Santiago, N° 6, septembre 1972).
[715] Entretien avec Juan Alarcón, Santiago, 11 juin 2002.

Photo N° 7 : Publicité des manufactures SUMAR (nationalisée) en l'honneur de l'anniversaire de l'élection d'Allende

Source : *Posición*, Santiago, Nº 21, 4 de septiembre de 1972

La légitimation publique du droit des salariés à contrôler la production provoque tout un ensemble de réactions en chaîne. Celles-ci ne sont, dans un premier temps, pas toutes considérées comme positives par les salariés, en particulier par ceux qui se retrouvent à la tête de responsabilités, alors qu'il faut gérer dans l'urgence et sous la pression de travailleurs, qui désormais « *demandent des comptes* »[716]. **L'idée selon laquelle ce sont désormais « les travailleurs qui sont au pouvoir », la fin des vexations et récriminations permanentes, a aussi des conséquences en termes psychologiques, émotionnels, culturels.** Le témoignage de Teresa Quiroz est précieux à ce sujet[717]. Elle rappelle que mis à part la production, il faut s'occuper d'autres questions fondamentales, « *comme par exemple, alphabétiser, surtout les femmes, appuyer la formation de garderie pour enfants, la construction de cantines, l'attention médicale, dentaire…* ». Selon elle, les ouvriers « *avaient souffert une forme de domination à l'intérieur des usines, très fine, très violente, ils* [le patronat, l'encadrement] *avaient pris soin de discipliner les gens dans les moindres détails, c'est-à-dire que l'industrie était absolument*

[716] Voir le témoignage d'un "Interventor", traduit dans *Le Chili d'Allende: témoignages de la vie quotidienne*, Canada, ed. Coopératives Albert St-Martin, 1978.
[717] Militante socialiste et professeur à l'Université Catholique, elle participe activement à la mise en place du système de participation dans les usines, en tant que chargée d'un important groupe d'élèves qui font leur pratique

contrôlée. […] *Il y avait à l'intérieur des industries ce que les ouvriers et les ouvrières appelaient les « souffleurs ». Ils étaient ceux qui donnaient des informations aux gérants, sur qui étaient les activistes et qui devait être licencié. Finalement, dans un premier temps, nous avons commencé à nous préoccuper de la production, mais* ***nous nous sommes rendu compte qu'il fallait réaliser plutôt un travail de catharsis, d'aide psychologique et d'écoute. Nous faisions de longues sessions dans les bureaux des gérants, nous nous asseyions en groupe sur le sol et les ouvrières et les ouvriers parlaient*** ». Teresa Quiroz parle du manque de confiance des salariés, d'une sensation d'insécurité et de l'accumulation de rancœurs au sein de l'usine entre certains ouvriers. L'objectif premier est donc d'essayer de reconstruire des « *espace de rencontres, d'amitié, de confiance* ».

Au moment où disparaît la structure de contrôle interne naît également un certain esprit de vendetta, de règlement de compte. Au niveau de la ceinture industrielle du Cordon Macul, cette militante socialiste se rappelle que deux ouvriers s'entre-tuent à la suite d'un conflit non résolu où s'entrecroisent le politique et le personnel. Le slogan est alors « non aux licenciements », c'est-à-dire éviter que les salariés considérés comme « vendus au patron » ne soient expulsés de l'entreprise par l'assemblée. Bien sur, un tel défi n'est pas facile à obtenir surtout dans des conditions où il faut, coûte que coûte, maintenir et réorganiser la production. Ainsi à CRISTALERIAS DE CHILE (usine Pablo Hurtado), deux salariés s'affrontent physiquement pour motifs politiques (l'un est du MIR, l'autre DC). Finalement, l'*Interventor* Alberto Muñoz se voit obligé de les licencier, malgré la menace de grève que font planer les militants de chaque bord[718].

Une fois l'entreprise nationalisée, les salariés s'affrontent à d'autres épreuves, comme maintenir une discipline de travail et l'adhésion de la majorité des salariés, techniciens y compris. Joël Stillerman, au travers d'une enquête orale, montre bien ce problème et la sensation de plusieurs militants ouvriers de gauche de ne pas y être parvenu[719]. Il cite le récit d'un ouvrier textile de la province de Concepción qui critique les nouveaux ouvriers qui amènent avec eux « *de mauvaises habitudes* » et un manque de savoir-faire au travail. De tels problèmes se produisent à grande échelle dans tout le pays, vu que l'UP a du intégrer une « armée de réserve » encore peu formée et parfois marginalisée, afin de répondre à

---

professionnelle dans les usines. L'université aide et participe aux côtés des salariés à ce qu'elle nomme un « *processus d'intégration à une nouvelle réalité* ». Entretien avec Teresa Quiroz, Santiago, 18 mars 2002.

[718] J. F. Rojas, C. Rodríguez, M. Fernández, *Cristaleros: Op. Cit.*, p. 146.

[719] J. Stillerman, "No estábamos preparados: trabajadores chilenos recuerdan la Unidad Popular", *Alameda*, Santiago, N° 1, abril-junio 1997, pp. 59-66.

l'augmentation de la production. Ce projet bute sur l'absence de « discipline industrielle » de cette nouvelle force de travail, processus d'apprentissage qui a duré, par exemple, plus d'un siècle en Angleterre[720]. D'autant plus que la baisse du contrôle social facilite, dans un premier temps et parmi les salariés les moins politisés, certaines résistances quotidiennes traditionnelles du salariat : absentéisme, vol, travail lent, alcoolisme… Mais surtout, ni les dirigeants syndicaux, ni les salariés ne sont préparés à de telles tâches alors, qu'historiquement, les thèmes de la participation ou du contrôle ouvrier sont restés étrangers aux pratiques et revendications du mouvement syndical chilien. Le gouvernement intervient d'ailleurs à plusieurs reprises pour dénoncer ce type de problèmes. S. Allende dans son discours du premier mai 1971 regrette que se multiplient les absentéismes injustifiés[721]. C'est le cas par exemple à l'entreprise MADECO, entreprise mixte qui travaille le cuivre et qui réunit environ 2000 travailleurs[722].

Finalement, de telles pratiques, souvent marginales mais bien réelles, ne peuvent être balayées du jour au lendemain, d'autant plus que l'UP possède une vision fortement mécaniste de la conscience de classe (voir nos remarques sur la « bataille de la production »). **Aujourd'hui, ces questions sont largement mises de côté dans les récits des militants de gauche, malgré la défaite de 1973 et la période de la dictature. Beaucoup d'entre eux cherchent à valoriser cette expérience de participation et insistent au contraire sur la conscience acquise par les salariés**. C'est le cas par exemple de Carlos Mújica, ouvrier machiniste d'ALUSA et militant MAPU: « *Heureusement l'entreprise a très bien marché, les travailleurs ont tous répondu, personne n'est resté à la maison ou a été absent, tous avec beaucoup de discipline. Comme nous avions préparé la question depuis longtemps, les gens avaient beaucoup de responsabilité au travail, la volonté de faire bien les choses, de bien travailler et comme à cette époque il fallait de tout* […], *il y avait du boulot pour tout le monde* »[723].

D'une manière générale, les entretiens soulignent une époque de réelle augmentation de la production et une participation qui ne signifie pas en contrepartie une baisse de productivité.

---

[720] Voir à ce propos : R. Samuel, « The Workshop of the world : steam power and hand technology in mid-victorian britain », *History Workshop*, N° 3, 1977, pp. 6-72 (cité dans J. Stillerman, *Op. Cit.*).
[721] S. Allende, "Párrafos del discurso de Allende en el 1 de mayo", *Central Única*, Santiago, junio de 1971.
[722] Suite à une rencontre organisée durant le mois de juillet 1973, les salariés de cette entreprise reconnaissent de nombreux cas d'absentéisme et d'indiscipline chronique. A cette occasion, sont aussi discutés les apports et limites de la participation (Voir : "Cordones pelean duro por el Área Social", *Clarín*, Santiago, 20 de julio de 1973 et J. Stillermann, *From solidarity to survival. Op. Cit.*).
[723] Entretien avec Carlos Mújica, Santiago, 14 mai 2002.

Celle-ci n'est possible qu'avec l'aide de techniciens. Il s'agit de réussir à neutraliser politiquement ces secteurs, la plupart du temps non militants ou dans l'opposition, pour les conserver dans l'usine, une fois nationalisée. Sergio Aguilar, militant MAPU qui travaille dans l'usine YARUR, rappelle l'importance de ce personnel : *« A YARUR, le syndicat des employés était un syndicat* […] *plutôt de technocrates ; et de ce fait, ce qui leur importait fondamentalement était que cela recommence à fonctionner ! C'est cela qui nous a permis, par la suite, de maintenir l'usine avec ces même gens de droite, durant l'Unité populaire* »[724]. Cependant **dans de nombreux cas, l'encadrement se montre hostile à la participation des travailleurs et ceci avec l'appui, parfois financier, de l'opposition ou des ex-propriétaires**[725]. Afin de pallier partiellement cette mauvaise volonté, l'alternative est de placer à la tête de l'usine un *Interventor* de gauche, mais bien souvent ce dernier se trouve "parachuté" sans avoir nécessairement les connaissances techniques requises. Ainsi, Miguel R., ex-militant MIR, insiste sur cette dimension : « *Souvent, on a nommé pour des raisons strictement politiques, un* Interventor *qui n'y comprenait strictement rien !* […] *J'ai un copain qui était au PS et a été nommé* Interventor *dans une usine de bonbons !* […] *Il n'y connaissait strictement rien au fonctionnement de l'usine ! Comment pouvait-il faire quoi que ce soit ?* »[726]. D'autre part, cette nomination est vécue par le personnel non militant ou opposé à l'UP, comme une imposition partisane contraire à leurs intérêts de classe. Et, dans le cas où l'*Interventor* est lui-même ouvrier, cela peut-être vu par certains comme un privilège inadmissible. Joël Stillerman cite ainsi un ouvrier métallurgique de Santiago, opposé à l'UP, qui déclare : « *L'administrateur de l'usine était un ouvrier et il n'y avait personne qui voulait recevoir d'ordre d'un simple ouvrier comme moi* »[727].

Neftali Zuñiga fait partie de ces ouvriers (PC) devenus *Interventor* d'une entreprise textile de plus de 2000 salariés. Il dit avoir acquis la confiance de tous les salariés de POLLAK par son efficacité gestionnaire, qu'il considère alors comme son principal « *travail politique* »[728]. Mais ce bon fonctionnement « participatif » n'est pas la règle dans toutes les usines. Par exemple, Rodrigo, militant MAPU et ouvrier de l'usine électronique IRT, témoigne : « *l'*Interventor *était un professionnel, on supposait aussi qu'il était de gauche, mais*

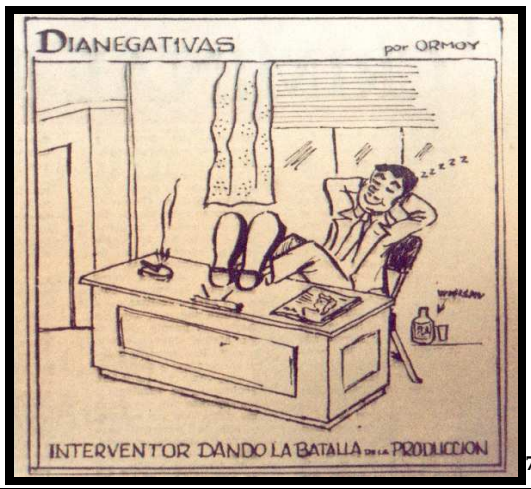
---

[724] Entretien avec Sergio Aguilar, Santiago, 29 mai 2002.
[725] Ainsi, Armando Cruces, président du syndicat industriel d'une usine nationalisée (ELECMETAL) appelle dans la presse militante les employés à regagner l'usine. Voir « Atención Empleados de ELECMETAL », *La Aurora de Chile*, Santiago, N°16, 29 marzo de 1973.
[726] Entretien avec Miguel R., Pessac, 25 janvier 2001.
[727] J. Stillerman, "No estábamos preparados: trabajadores chilenos recuerdan la Unidad Popular", *Op. Cit.*

[surtout] *un professionnel* […]. *Mais un défaut de ce concept est que* ***les gens n'ont pas senti la différence d'une phase à l'autre, alors que l'on continuait de travailler avec le même salaire, avec les mêmes horaires*** *et on a commencé à se rendre compte que ceux qui avaient une certaine importance politique pouvaient se lever et partir faire une réunion. Ils* [les salariés] *ont alors commencé à regarder les gens de gauche avec méfiance* »[729]. Cette critique des « privilèges » et de la manière dont est gérée depuis la direction des partis, la gestion des usines nationalisées se retrouve à maintes reprises dans les témoignages. Et, elle est alors dénoncée avec force au sein du mouvement ouvrier par la Démocratie-chrétienne :

Photo N° 8 : Un journal syndical DC caricature les « privilèges » des administrateurs

730



731

La division politique de l'unité de classe au sein de l'usine provoque de manière continuelle de graves tensions au sein des salariés. Cette division est, de plus, souvent alimentée par les salariés membres de l'opposition[732]. Ainsi que se le rappelle Juan Alarcón, les incidents qui se déroulent à l'intérieur de son usine SUMAR font la une de la presse[733]. Là, une trentaine de personnes, la plupart issues du personnel d'encadrement et liées à l'opposition (essentiellement la DC) sont dénoncées pour sabotage et expulsées par l'assemblée des salariés. C'est alors que cet événement local entre en conjonction avec la conjoncture politique nationale : Allende est alors en pleine négociation avec la DC. Cette dernière impose au gouvernement la

---

[728] Entretien avec Neftali Zuñiga, Santiago, 29 mars 2002.
[729] Entretien avec Rodrigo, Santiago, 17 mai 2002.
[730] *Futuro*, Santiago, N° 8, 2 de septiembre de 1973.
[731] *Futuro*, Santiago, N° 3, 24 de junio de 1973.
[732] Voir les remarques de Manuel Bustos, dirigeant syndical DC de la géante SUMAR et qui travaille alors avec Juan Alarcón, dans « Participación: ¿un nuevo engaño para los trabajadores?", *Futuro*, Santiago, N° 4, julio de 1973.

réintégration des salariés de SUMAR en échange du maintien des conversations. Juan Alarcón est ainsi sommé par son parti d'obéir et de ce fait, d'aller contre le vote majoritaire de l'assemblée. Le dirigeant syndical communiste s'en souvient comme d'une situation très difficile à vivre, puisqu'il s'est senti abandonné par les autres syndicalistes (dont le FTR qui dénonce les négociations gouvernementales). Dans ce conflit, on retrouve également la contradiction entre la fonction historique du syndicat (défendre les revendications des salariés) et sa transformation, au sein du système de participation, pour adopter une position de « gestionnaire » de l'entreprise[734]. **C'est ce que le politologue fonctionnaliste J. S. Valenzuela (Duke university - Etats-Unis) nomme « *l'institutionnalisation du conflit social* » et de la fonction syndicale**[735]. C'est pourquoi plusieurs enquêtés reviennent avec un oeil critique sur cette expérience. C'est le cas de Mireya Baltra, pourtant ministre du travail et dirigeante du PC durant l'UP[736].

De ces diverses difficultés qu'affrontent les salariés de l'APS ressort cette impression du « *nous n'étions pas préparés* ! », mise en relief avec brio par J. Stillerman[737]. Certains ouvriers avancent le manque de préparation *politique* des salariés pour faire valoir leurs droits à une réelle participation face à la bureaucratie des entreprises nationalisées et à la « suffisance intellectuelle » des administrateurs nommés par le gouvernement[738].

Indéniablement, cette impression est renforcée par l'expérience *a posteriori* de ces témoins, vécue de façon traumatique pendant la dictature. Certains se sentent en quelque sorte « responsables » de la brutalisation dictatoriale de leur société sous les coups de bottes des militaires. Ce sentiment d'un lourd fardeau collectif à porter existe déjà, à l'époque, chez plusieurs militants et syndicalistes[739]. Cependant, au-delà de ces processus de relecture, l'enquête orale relativise également cette impression. **En effet, les militants de gauche**

---

[733] Juan se rappelle très bien de cet événement et le raconte en détail dan son entretien (Entretien avec Juan Alarcón, Santiago, 11 juin 2002).

[734] Voir par exemple : J. Silva Luvecce, *¿La participación: ¿un peldaño hacia el poder?*, Santiago, *Punto Final*, 10 de octubre 1972, suplemento al numero 168.

[735] J. S. Valenzuela, « The Chilean labor movement: the institutionalization of conflict » in A. Valenzuela, J. S. Valenzuela (ed. by), *Chile: politics and society*, New Brunswick, 1976, p. 164.

[736] Entretien avec Mireya Baltra, Santiago, 22 février 2003.

[737] Voir J. Stillerman, "No estábamos preparados: trabajadores chilenos recuerdan la Unidad Popular", *Alameda*, Santiago, N°1, abril-junio 1997, pp. 59-66.

[738] Voir Interview d'un dirigeant syndical du Cordon X, Santiago, 27 août 1973 (in A. Mattelart, *Mass Média, Idéologies et Mouvements Révolutionnaires, Op. Cit.*, pp. 249-250).

[739] Voir le témoignage d'un "Interventor" dans *Le Chili d'Allende: témoignages de la vie quotidienne*, Canada, ed. Coopératives Albert St-Martin, 1978.

insistent tous sur la dynamique libératoire qu'a pu signifier la participation. Ceci est dû certainement à l'important degré d'engagement qu'on eut ces témoins. Ainsi, on note une plus grande insistance sur les bénéfices de la part des militants ayant eu une implication directe dans la mise en place du système : c'est par exemple le cas de Neftali Zuñiga, qui décrit une participation fluide et pleinement démocratique[740]. Juan Alarcón se rappelle aussi des autres **dimensions créatives de la participation, tels les événements culturels** organisés dans l'usine (voir le paragraphe sur « la culture du pouvoir populaire », Quatrième partie)[741]. Evidemment, derrière ce "nous avons fait", il y a aussi la justification du militant communiste sur la valeur du système de participation proposé par le gouvernement. Mais aussi, la constatation, réelle et objective, d'une forte amélioration des conditions de vie pour les salariés de l'APS : « *les entreprises de l'Aire sociale se transformèrent en communautés sociales qui recherchaient le développement personnel et collectif de ses membres. En plus d'une préoccupation pour une production efficace et socialement utile, ces entreprises essayèrent de stimuler le développement dans le champ de l'éducation, la santé, la culture et en général irradièrent ces bénéfices au sein de la communauté environnante* »[742]. Au-delà, de la production, l'objectif est d'étendre le processus de « participation » aux activités sportives, culturelles et artistiques (voir le paragraphe consacré à la « culture du pouvoir populaire », quatrième partie). **Finalement, si le système de participation au sein de l'APS reste marginal et ne parvient pas à incarner un bouleversement global des relations de production dans le pays, il est tout de même un formidable exemple pour des milliers de salariés et leurs familles. Par ricochets, le drapeau de la participation et les possibilités concrètes d'une amélioration des conditions de vie, impulsent une dynamique de lutte bien plus large** que la seule co-gestion proposée à certains agents sociaux par l'Unité populaire.

---

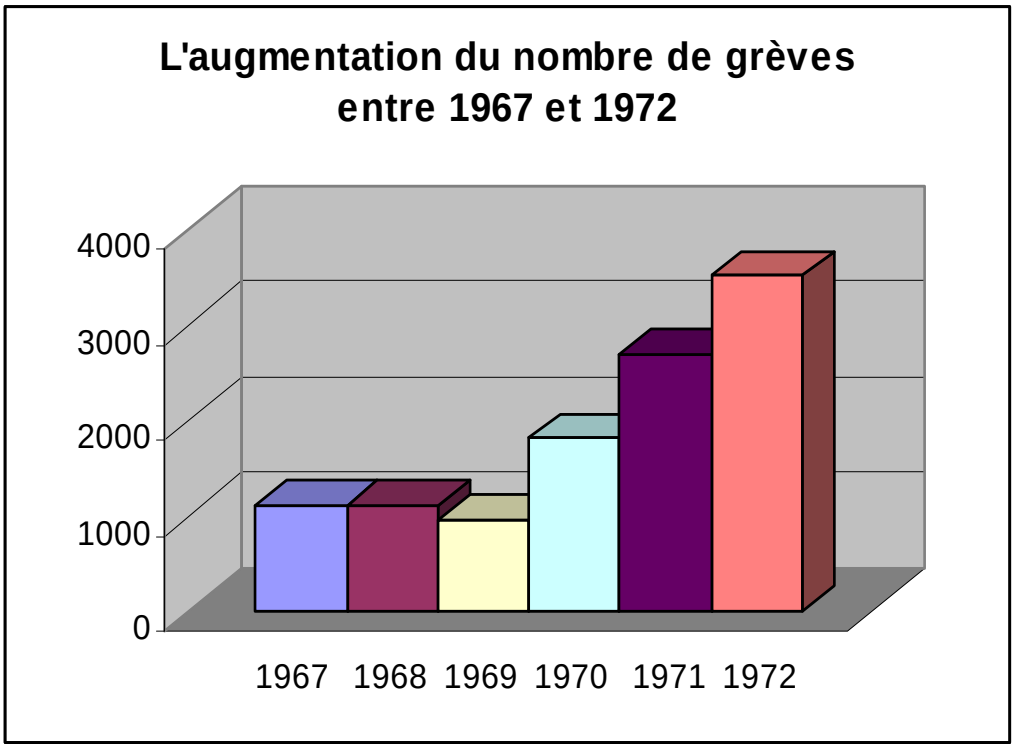
[740] Entretien avec Neftali Zuñiga, Santiago, 29 mars 2002.
[741] Entretien avec Juan Alarcón, Santiago, 11 juin 2002.
[742] J. G. Espinoza, A. S. Zimbalist, *Economic Democracy: workers' participation in Chilean industry 1970-1973*, London, studies in social discontinuity, academic press inc., 1978.

V – 2) L'accélération des mobilisations collectives des salariés

V – 2 – 1) Radicalisation du mouvement ouvrier et conscience de classe

L'analyse statistique des conflits et grèves dévoile que les salariés profitent des nouvelles conditions sociopolitiques et de l'arrivée d'Allende au gouvernement, pour accentuer leurs mobilisations collectives (voir tableaux fournis en Annexe N° 9)[743]. Tout d'abord, la croissance du nombre de grèves est considérable puisqu'il passe de 977 en 1969, à 3526 en 1972. L'augmentation du nombre de grèves de 48% entre 1970 et 1971 et de 30% pour les années suivantes, prouve que la présence du gouvernement Allende n'est pas considérée comme une incitation à la modération. C'est ce que montre les deux graphiques suivants :

Tableau N° 4 : L'accélération des mobilisations collectives ouvrières entre 1967 et 1972

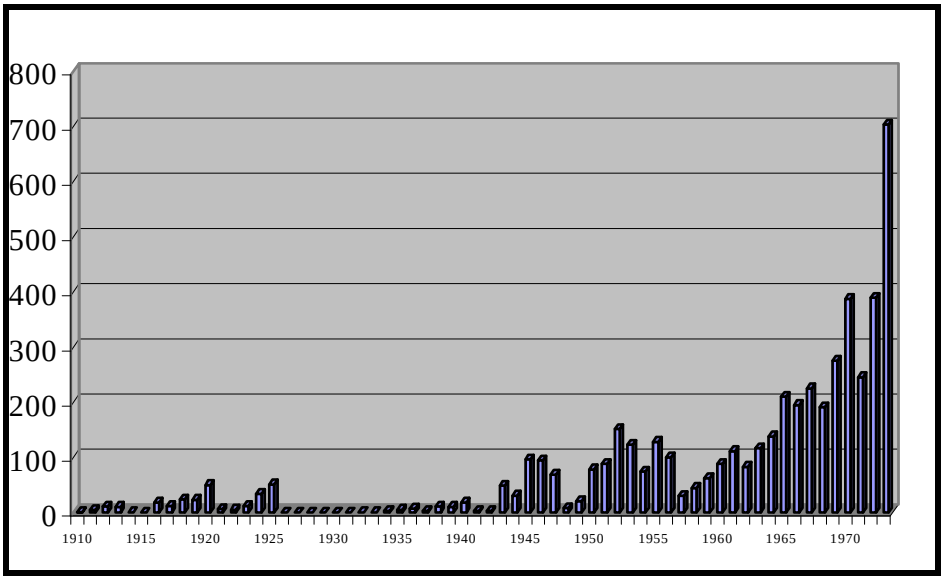


Grafique effectué d'après les statistiques de R. Mauro Marini, « Antecedentes para el estudio del movimiento de masas en el periodo », *Op. Cit.*, pp. 152-185

[743] Voir l'analyse détaillée de R. Mauro Marini, « Antecedentes para el estudio del movimiento de masas en el periodo », *El reformismo y la contrarrevolución*, *Op. Cit.*, pp. 152-185.

Indéniablement, l'extension de l'usage de la grève est aussi à inscrire dans son temps long :

Tableau N° 5 : Nombre de grévistes entre 1910 et 1973 (en milliers)



Source : Jorge Rojas Flores, « Los trabajadores chilenos, desde la colonia hasta 1973 », *ICAL*, Santiago, 28 de diciembre de 2004

Cependant, ce phénomène s'accélère considérablement pendant l'Unité populaire. Cela est du essentiellement à l'entrée en lutte de fractions de la classe ouvrière appartenant aux couches sociales les moins « développées », tant d'un point de vue économique qu'en termes d'organisation politique. **Emportés par la tourmente du mouvement social, les salariés de la petite et moyenne industrie (traditionnellement soumis au patronat le plus conservateur et bénéficiant de peu d'influence politique), se lancent dans l'agitation et la grève**. Cette situation est manifeste si on met en parallèle la courbe ascendante du nombre de grèves avec la diminution de la quantité du nombre de salariés impliqués dans chaque conflit (chiffre qui passe de 355 à 108 en moyenne)[744]. Un autre trait marquant est l'usage massif de la grève illégale durant les premières années de l'UP. **Cette statistique indique le débordement complet de la législation en vigueur, mais aussi que le projet de transition « institutionnelle » de l'UP entre en friction avec l'activité réelle du mouvement social urbain**. Seulement 3,4% des grèves sont légales durant le premier semestre 1972. De tels

[744] Selon R. Mauro Marini, le nombre de grèves passe de 1819 en 1970 à 2709 en 1971 (soit + 48, 9%) alors que parallèlement le nombre de salariés en grève passe de 647 000 à 292 398 (soit – 54,3%) (in « Antecedentes para el estudio del movimiento de masas en el periodo », *Op. Cit.*, p. 166).

chiffres annoncent un bouleversement important des formes des luttes et de la composition de celles-ci.

Entre le premier semestre 1971 et le premier semestre 1972, au sein des trois secteurs clefs de l'économie (mines, industrie, construction), il y a augmentation du nombre total de grèves, comme de la proportion de grèves illégales[745]. On sait que suite aux nationalisations, les mineurs ont d'abord freiné leurs revendications, pour ensuite face à la détérioration des salaires, s'orienter davantage vers une posture revendicative. Cela en fait d'ailleurs un terrain de pénétration idéologique pour la Démocratie-chrétienne et la grande grève de El Teniente (d'avril à mai 1973) est un symbole de cette déconnexion entre une partie des travailleurs de la mine et le gouvernement populaire[746]. En ce qui concerne la construction, il s'agit d'une branche économique où le taux de syndicalisation est très faible et le chômage fréquent. C'est aussi un secteur du mouvement ouvrier qui possède une forte tradition anarcho-syndicaliste. Cet ensemble de données explique la radicalité des luttes des ouvriers de la construction[747], et notamment les tentatives de coordination avec les Cordons industriels suite à la grande grève d'octobre 1972. Enfin, pour ce qui est de l'industrie (secteur employant proportionnellement le plus de salariés), il apparaît que les mobilisations collectives se développent surtout depuis les petites et moyennes entreprises, pour s'entendre ensuite vers les grands ensembles du secteur privé. Les salariés intégrés à l'APS répondent davantage à la consigne de la « bataille de la production » puisqu'ils y perçoivent leur intérêt immédiat et sont plus fortement encadrés par la CUT. Cette tendance générale est renforcée par augmentation générale du taux de syndicalisation, favorisé par la politique législative du gouvernement : + 3,4% en 1971 et + 18,8% durant le premier semestre de 1972[748].

En bref, la conjoncture économique positive, et surtout le nouveau contexte politique et social du pays, provoquent un nouveau rapport de force entre capital et travail. Celui-ci est utilisé par les salariés pour avancer de nombreuses revendications salariales et économiques. L'examen des archives du département des négociations collectives du ministère de l'économie (direction du travail), rappelle à quel point **le gouvernement est soumis à une**

---

[745] Pour l'analyse qui suit voir les remarques d'A. Wallon, « Perspectives actuelles du mouvement ouvrier », *Op. Cit.*, pp. 1997-1998.
[746] S. Bitar, C. Pizarro, *La caída de Allende y la huelga de El Teniente*, Santiago, Las Ediciones del Ornitorrinco, 1986.
[747] Une analyse de presse du journal de la Fédération syndicale de ce secteur, *La Fiemc*, est instructif à ce sujet (cote BN Santiago : 2 (22-13).
[748] M. Castells, *Op. Cit.*, p. 215.

formidable pression sociale[749]. Il est intéressant d'y voir une surreprésentation des industries textiles, métallurgiques, chimiques et de l'industrie du bois, c'est-à-dire l'industrie manufacturière dont de nombreux salariés sont restés à l'écart du projet de participation de l'APS. Dans leur majorité, ce sont des pétitions salariales présentées par moins de 50 ouvriers, ce qui nous rappelle l'importance des mobilisations de la petite industrie. Comme le montre la liste en Annexe N° 10, des conflits dans de nombreuses industries jugées « stratégiques » par l'UP ont également lieu. Les augmentations de salaires demandées donnent une idée de la vigueur des revendications. Ces chiffres montrent que le gouvernement a beau invoquer la conscience de classe et la défense de son programme, **le vent favorable à la mobilisation, l'absence de répression massive et surtout une politique de participation réduite à certains couches sociales spécifiques, poussent des fractions croissantes du salariat vers la revendication et la mobilisation sur les lieux de travail.**

C'est pour cette raison que Mireya Baltra, ministre du travail PC et ex-dirigeante de la CUT, répète, à la mi-1972, la nécessité pour les salariés de se (re)mettre au travail : « *Si nous nous basons sur le fait que ce gouvernement est le "gouvernement des travailleurs", sans aucun doute, le travail doit accéder à un autre niveau de vie. Nous devons travailler et produire plus. On dit* « *les travailleurs au pouvoir* ». *Cela est correct, mais par quels mécanismes ? Avec la participation, avec la bataille de la production, avec le travail volontaire. Cela, c'est la manière de gouverner avec les travailleurs… Nous avons aussi dit que les dirigeants syndicaux doivent travailler afin qu'ils aient l'autorité morale pour exiger davantage aux bases et organiser la lutte pour l'augmentation de la production* »[750]. Aujourd'hui encore, elle qualifie « d'économiciste » la position du mouvement syndical durant cette période et affirme que les salariés n'ont pas bien compris la politique du gouvernement[751]. **En réalité et ainsi qu'elle le rappelle, Mireya Baltra s'est trouvée à plusieurs reprises face à certains salariés hostiles aux appels à la modération du gouvernement. L'autorité morale dont le gouvernement prétend bénéficier s'étiole ainsi.** Au niveau local, on retrouve la même contradiction entre

---

[749] Voir : Ministerio de la economía, Dirección del trabajo, Dpto. de negociaciones colectivas, *Minutas*, 1972 (archivos del siglo XX, Santiago), ainsi que les Anexes 9 et 10. Cela se traduit, par exemple, par la rédaction de 252 minutes durant l'année 1972, chacune représentant d'une dizaine plus de 180 *pliegos de peticiones* de diverses entreprises (c'est le cas de la minute n° 2 du 4 janvier 1972, qui décrit par exemple 33 conflits sociaux dans le secteur textile et 41 dans le secteur métallurgique).

[750] « Los Héroes no son ministros », *Chile Hoy*, Santiago, 21 de julio de 1972.

[751] Entretien avec Mireya Baltra, le 22 février 2003, Santiago.

dirigeants syndicaux et salariés. Cela met les militants syndicalistes "pro-UP" dans une position inconfortable. Dans les entreprises nationalisées, ils sont pris en tenaille entre d'un côté des travailleurs qui rechignent parfois à travailler plus, et de l'autre, des militants de la gauche révolutionnaire ou des fractions critiques de l'UP qui insistent sur le fait que cette « bataille de la production » ne fait qu'alimenter davantage le marché noir.

Juan Alarcón, militant communiste et dirigeant syndical de l'importante usine textile SUMAR-Algodón, témoigne avec amertume : « *Nous les dirigeants du parti nous avons du affronter plusieurs fois les gens et nous nous sommes « grillés*[752] *», parce que durant le gouvernement de l'UP, les travailleurs ont, en un certain sens, mal compris le processus.* […] *Les camarades voulaient tout obtenir, dans un laps de temps très difficile pour le gouvernement* » ; et il ajoute : *« Cela ne vaut peut-être pas la peine de le dire, mais dans les périodes difficiles, pendant le gouvernement populaire, nous autres, nous avons perdu des dirigeants. Nos forces ont été en diminuant…* »[753]. Selon Juan, cette perte d'influence s'effectue au profit de militants plus à gauche (qu'ils nomment les « *populachos* », les populistes).

Quelles conclusions peut-on tirer des témoignages précédents issus de deux militants communistes. En règle générale, ils attribuent leur perte d'influence auprès des bases aux limites de l'éducation politique et au manque de conscience de classe des salariés ; au populisme des tendances critiques de gauche et à "l'économisme" traditionnel du mouvement syndical. On peut effectivement considérer qu'il s'agit là d'arguments s'appuyant sur plusieurs données réelles. Pourtant, il est frappant de constater qu'à aucun moment, ces enquêtés ne remettent en cause la stratégie politique globale du gouvernement : tous les problèmes rencontrés semblent venir d'éléments extérieurs ou périphériques. Le talon d'Achille de l'UP est effectivement de réussir à générer davantage de conscience de classe et d'adhésion à son projet de société. Mais finalement à quel projet ? En fait, on peut avoir les mêmes doutes que ceux du sociologue Manuel Castells durant l'année 1972. Car, « *comment reprocher à la classe ouvrière, son débordement revendicatif quand les* Interventores *de l'Aire sociale et les fonctionnaires gagnent 10, 20 fois plus ; quand son niveau de vie continue d'être très bas, quand les bénéfices des capitalistes augmentent et que la spéculation se développe, quand on débourse d'innombrables indemnités aux entreprises expropriées et que se maintient un coûteux appareil bureaucratique ?* ». Il ajoute : « *Il est clair que la contention volontaire de la pression revendicative peut venir seulement d'une conscience politique.* [Mais] *La conscience*

---

[752] De « *quemarse* ».

se génère autour d'une pratique, de tâches politiques concrètes qui lient les intérêts immédiats, quotidiens, des travailleurs à une ligne politique générale. Un tel lien ne se crée pas seulement au travers de mesures distributives : ceci serait une nouvelle forme de populisme »[754]. Un autre sociologue, Eder Sader, quant à lui conclut qu'une politique de redistribution immédiate, mais partielle, telle que celle pratiquée par l'UP aurait due être absolument évitée dans un premier temps[755]. Le fondement de tels questionnements n'échappe évidemment pas à de nombreux militants de gauche[756].

D'ailleurs, au sein de l'APS, des fortes contradictions internes parasitent le développement de cette conscience de classe tant attendue ; ou favorisent la progression d'organisations révolutionnaires comme le MIR. Dans le secteur privé, le lien entre intérêts de classe et défense du gouvernement au moyen de la « bataille de la production », brille par une fragilité encore plus grande. Les appels répétés de certains partis de l'UP à renforcer les comités de surveillance constituent une reconnaissance indirecte de leur déficience[757].

L'exemple de l'entreprise CODIGAS qui emploie 97 ouvriers et 73 employés est éloquent à ce sujet[758]. Dans cette usine qui doit passer à l'APS et être intégrée à l'Entreprise Nationale de Distribution de Combustibles, les dirigeants syndicaux se plaignent de l'attitude du gouvernement et de la CUT. L'un des dirigeants note qu'après avoir créé un comité de surveillance, le 15 août 1971, celui-ci reste toujours sans pouvoir réel, 6 mois après… L'enthousiasme des débuts fait place au découragement. Les anomalies de production rapportées auprès du ministère et de la CUT, ne provoquent aucune réaction de ces organismes. Pourtant, l'usine est dans une situation de paralysie économique : les gérants refusent d'acheter les matières premières car ils craignent la nationalisation, alors que le gouvernement rechigne à intervenir de peur de fragiliser sa position au niveau institutionnel. Les militants syndicaux rappellent que « *chaque fois que nous voulons faire un arrêt de travail, la CORFO nous appelle pour que nous ne nous mettions pas en mouvement* […]. *Et comme nous nous guidons*

---

[753] Entretien réalisé à Santiago, le 11 juin 2002.
[754] M. Castells, *Op. Cit.*, p. 216.
[755] E. Sader, "Chili: la transition manquée", *Op. Cit.*
[756] Voir par exemple les remarques du MAPU sur "*la lutte économique*" dans : Secretariado general del MAPU, "El poder popular: tarea de las tareas", *Informe del X pleno del MAPU*, Santiago, abril de 1973 (in *De Frente*, Santiago, N°Especial, 13 de abril de 1973).
[757] Courant 1972, le MAPU appelait encore à que se créent des comités de surveillance dans « les entreprises petites et moyennes », de manière que ce que les augmentations de production « ne servent pas seulement pour la consommation du patron ».Voir "Plataforma del MAPU en el Área de Propiedad Privada", *El Compañero*, Santiago, N°3, febrero 1972.
[758] A. Gariano, C. Hurtado, J. Reutter, "Los Comités de Vigilancia y el Area Privada", *Chile Hoy*, Santiago, N°16, 5 de octubre de 1972.

suivant l'orientation du gouvernement, nous ne le faisons pas »[759]. Ils réclament la naissance de nouveaux organismes de coordination qui dépassent les structures syndicales traditionnelles. Dans ce cas précis, un appel à un « Front des comités de surveillance » est lancé et aussi à la constitution « *par départements ou communes, d'organismes des travailleurs qui canalisent les problèmes de l'Aire Privée et de l'Aire sociale* ». Ces revendications se basent sur la perception « *qu'il n'existe pas actuellement de participation dans l'Aire privée* »[760]. Cette problématique récurrente début 1972, prend alors toute sa dimension au vu du développement d'organes d'action collective horizontaux, tels que les Cordons industriels, suite à la grève d'octobre 1972.

V – 2 – 2) Les premières vagues d'occupations d'usines et la geste de la « Toma »

A partir de 1970, la radicalisation des luttes ouvrières signifie la remise en cause progressive de la légitimité du capital à diriger l'économie et en fin de compte la société. Dans un tel contexte sociopolitique agité, **les formes que prennent une partie des mobilisations collectives ouvrières opèrent un saut qualitatif en s'orientant vers la prise de contrôle des moyens de production. Dès 1970, certains salariés chiliens ont recours à l'occupation d'usines, même si cela représente dans la grande majorité des cas, un contrôle transitoire, de quelques heures ou quelques jours, en l'attente de l'intervention du gouvernement**. En 1969, il y eu 24 occupations d'usines ; en 1970, 137 ; en 1971, 378 et 299 durant les cinq premiers mois de 1972[761]. **A partir de cette date, et surtout pendant la grève d'octobre 1972, ce répertoire de l'action collective des salariés se généralise[762].** Tout d'abord, l'occupation s'effectue afin de s'opposer aux pratiques patronales telles que le refus de prendre en compte les pétitions syndicales, le boycott économique ou le *lock out*. Ensuite, elle représente un acte politique de certains militants ouvriers, envisagé comme un appui au gouvernement ou en vue d'accélérer l'extension de l'APS. Ces deux formes peuvent également se combiner : des militants de gauche avancent des demandes revendicatives - parfois

[759] Idem.
[760] Idem.
[761] Tirés des statistiques des Carabiniers, analysées par Joan Garcès et du second message présidentiel de S.Allende, le 21 mai 1972 (chiffres cités par H. Cancino, *La problemática…*, *Op. Cit.*, p. 219). D'autres sociologues donnent les chiffrent suivants : 24 occupations d'usines pour 1969 ; 133 pour 1970 et 339 pour 1971 (J. Duque, E. Pastrana, « La movilización reivindicativa urbana de los sectores populares en Chile. 1964-1972 », *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales*, Santiago, N°4, diciembre 1972, pp. 259-293).
[762] En ce qui concerne la notion de répertoire d'action collective, voir le paragraphe XIII - 1 - 2.

délibérément invraisemblables - face à un patronat réticent, afin de mobiliser autour d'eux les salariés et de les gagner à l'idée de l'occupation de l'usine.

Le témoignage de Luciano, militant trotskyste du PSR, montre que dans de nombreuses usines, cette agitation se fait à rebrousse poil de l'opinion majoritaire des travailleurs[763]. Ce sont des luttes illégales selon le code du travail et accueillies souvent avec réticence par les cadres syndicaux. D'ailleurs, suite à une occupation de l'usine, le rapport de force politique au sein de l'usine ne va pas toujours dans le sens d'une radicalisation politique. La tension très forte que signifie un tel type de mobilisation salariale provoque de nombreuses remises en question. Prenons par exemple, le cas de l'usine de chaussure BATA située à Peñaflor. Cette usine est un des bastions du MIR grâce à son "Front des Travailleurs Révolutionnaires" (FTR – voir paragraphe suivant), qui parvient à y établir un important travail militant et à prendre la direction du syndicat ouvrier. En septembre 1972, le président du syndicat miriste prend la tête d'une importante agitation dans l'usine, qui aboutit à son occupation pendant un mois et même durant quelques jours, à la prise en otage du personnel exécutif de l'entreprise. Les salariés obtiennent finalement gain de cause. Pourtant si l'on en croit le récit qu'en fait *El Mercurio*, les dirigeants syndicaux du MIR en sortent affaiblis[764]. D'une part, car la justice s'empresse de les accuser d'atteinte à la propriété privée et prise d'otage (le président du syndicat et l'avocat de l'organisation sont détenus, puis libérés sous caution). D'autre part, il apparaît que ce conflit au lieu de permettre d'accumuler des forces, fait perdre du terrain au FTR. Cette affaiblissement aboutit en février 1973 à ce que le secteur démocrate-chrétien obtienne la majorité absolue lors des élections syndicales et 3 membres sur 5 de sa direction (dont la présidence).

Néanmoins, le nombre de « *tomas* »[765] permet de diagnostiquer l'ampleur de ces nouvelles formes de mobilisations collectives. Ainsi, l'arrivée d'Allende au gouvernement est le moment d'une « remontée » des conflits non résolus et d'une réorganisation de milliers de salariés. Le changement de contexte politique et social permet de casser certaines pratiques autoritaires et illégales du patronat. Surtout, la nouvelle donne politique fait basculer les relations de force au sein des entreprises en faveur des syndicats et des salariés.

---

[763] « *En ese tiempo se llamaba a concentraciones por el gobierno de la UP y en la empresa había una división: los que estaban con los empresarios y nuestro grupo, que quería la toma de la industria. Para ese efecto se formó un comité de trabajadores que veíamos la posibilidad de abordar el tema de la toma. Porque habían dos posibilidades: nosotros podíamos acercarnos al gobierno y pedir pasar al área social o, lo otro que era, sencillamente, la toma de industria sin la intervención del gobierno* » (entretien réalisé avec Luciano, le 13 mars 2002, Santiago).

[764] "FTR desplazado de directiva BATA de Peñaflor", *El Mercurio*, Santiago, 2 de enero de 1973.

[765] La "Toma" c'est-à-dire la "prise" de l'usine, son occupation par les salariés.

A l'entreprise COCINAS-LOEVER, le triomphe électoral du "camarade-président" fait ressurgir des problèmes latents depuis plusieurs années dans cette conserverie de viande séchée : mécontentements liés aux conditions de travail, retard de paiements, lois sociales peu appliquées... Ainsi, les deux syndicats (ouvriers et employés) organisent 24 heures de « bras croisés » [*brazos caídos*], une sorte de grève préventive. Par la suite, et en l'absence de réponse de la direction, ils occupent l'usine de manière unitaire. Cette action permet de découvrir un niveau de production maintenu artificiellement bas. Les syndicats exposent le problème au ministère du travail, sans succès, ce qui fait dire à l'un des dirigeants : « *Cela ne sert à rien d'avoir un portrait du Che Guevara, si vous êtes pareil que les anciens fonctionnaires et ne comprenez pas le problème des travailleurs* ». Après une requête auprès de P. Vuskovic, qui rejette toute intervention directe, jugée dangereuse pour des raisons politiques, un accord est conclu pour le rachat de l'entreprise. Le 28 décembre 1970, l'entreprise est désormais gérée par deux fonctionnaires et deux syndicalistes de l'usine, en l'attente de l'élaboration d'un conseil de direction. Cette mesure relance l'activité de l'usine, qui augmente de 35 % sa production journalière (de 6 à 9 tonnes) et baisse le prix de la viande sortie d'usine[766].

Cette occupation date de l'année 1970. De telles actions se multiplient par la suite. Cette dynamique concerne peu à peu plusieurs centaines d'industries et explique de quelle manière **le programme initial de constitution de l'APS se voit rapidement débordé par la praxis du mouvement ouvrier**. **Initialement limitée à 90 entreprises (et proposé ainsi au parlement), l'APS va peu à peu constituer, sous les coups de cette formidable pression, un ensemble de plusieurs centaines d'entreprises, dont la majorité n'étaient pas initialement inclues dans le programme de l'UP.** A la mi-1973, l'APS est ainsi constituée de 320 établissements où travaillent 140 000 salariés (soit 30% de la force de travail industrielle et 40% de la production nationale). Et juste avant le 11 septembre, l'Etat chilien est propriétaire ou administrateur de 420 entreprises, dont un total de 200 usines manufacturières non inscrites au programme[767] ! Mais, et c'est là toute la richesse de l'expérience chilienne, ce résultat n'est pas le fruit d'un processus linéaire ou mécanique. Bien au contraire, le nombre d'usines appartenant à l'APS ou celles occupées par les salariés connaît avancées et reflux permanents, suivant la marée agitée des rapports de forces politiques et sociaux.

La presse comme les témoignages de l'époque sont peuplés d'histoires d'occupation d'usines. Certaines sont restées symboliques, telle FENSA, grande entreprise de 1800 salariés

---

[766] *El Compañero*, N°9, *Op. Cit.*

dans la commune de Maipú, zone de développement futur du Cordon industriel Cerrillos-Maipú.

Photo N° 9 : Devanture de l'usine FENSA après sa nationalisation

Source : *Izquierda cristiana*, Santiago, Nº 34, 10 de agosto de 1973

Le 25 mai 1971, l'assemblée générale de FENSA décide, de manière unanime, la paralysie de la production. La direction de l'entreprise a laissé s'agrandir un déficit de plus de 26 millions d'Escudos en huit mois, alors qu'elle déclarait auparavant des bénéfices à une hauteur de 20 millions. Après avoir installé des tentes devant l'usine et faits des tours de garde, les salariés obtiennent l'intervention (José Ibarra est nommé *Interventor*)[768].

La même dynamique est enclenchée dans les secteurs industrialisés de la province. Ainsi, à Valparaíso, ville portuaire dont l'activité de la pêche et du commerce maritime sont essentiels. On peut citer le chantier naval LAS HABAS, qui occupe les pages des journaux de gauche durant l'année 1972. LAS HABAS est une entreprise de 500 salariés, dont le capital est composé d'actionnaires états-uniens et chiliens. Les droits du travail y sont niés : licenciements massifs, fichage des salariés ayant des activités syndicales, salaires très bas… Manuel Penaloza, ouvrier du chantier naval, 21 ans d'ancienneté, témoigne : « *Depuis que je travaille ici, il y a eu plusieurs administrations. Mais les Saligury ont été ceux qui ont été les plus mauvais avec nous. Une fois, ils ont « jeté » 23 camarades d'un coup parce qu'ils disaient qu'il*

[767] J. G. Espinoza, A. S. Zimbalist, *Op. Cit.*, p. 67-70.

n'y avait pas beaucoup de travail. Les syndicats s'opposaient mais ils [les gérants] *n'y prêtaient pas attention, puisque à cette époque les lois étaient contre nous. Maintenant nous sommes bien. Moi, je n'ai pas honte de dire qu'avant j'ai passé toute ma vie endetté. Depuis que l'entreprise a été nationalisée, je suis sorti de tout cela* […]. *C'est pour cela que nous sommes très contents* »[769]. A LAS HABAS, comme dans de multiples entreprises, le patronat tente de s'opposer à la radicalisation politique par la tactique éprouvée du *lock out*. En octobre 1971, en proie à l'endettement et à une pression interne sans précédents, la direction décide de fermer le chantier et tente de vendre les machines. Cette tentative provoque une forte mobilisation des salariés et un mouvement de solidarité d'autres travailleurs du port.

Photo N° 10 : Occupation collective du chantier naval LAS HABAS

Source : « Astillero Habas », *Temple*, Santiago, N° 5, junio de 1973

Bien sûr, la réussite de telles occupations est conditionnée par tout un véritable "travail de fourmi" des militants de gauche. Lorsqu'il s'agit d'établissements non inclus dans les prévisions gouvernementales, cela se déroule contre l'avis des syndicalistes communistes. Ces derniers pensent que de telles occupations créent plus de problèmes que d'avantages politiques. Patricio Palma, dirigeant communiste et membre du gouvernement, parle même du MIR comme d'un « *adversaire à la gauche* » de l'Unité populaire. « *Et cet adversaire à gauche*

[768] C. Camacho Gómez, "En FENSA, la elección fue con huelga y todo", *Central Única*, Santiago, N° 9, junio-julio 1972.
[769] "En Astillero Las Habas: un remate publico paso al Área Social", *Temple*, Santiago, N°5, junio de 1973.

commence à créer des complications assez importantes. […] *Tout d'abord, parce qu'il était très simple d'arriver dans une usine et de commencer l'occupation, la seule chose que voulaient les travailleurs chiliens était une Aire sociale à 100%. C'était donc très facile* »[770]. **Carlos Altamirano, secrétaire général du PS, se rappelle des importantes polémiques que les « tomas » ont provoquées au sein de la direction de l'Unité populaire**. **Il répète qu'il s'agit d'un faux problème, marginal**. Pourtant, il reconnaît : « *nos partis se trouvaient en grande partie dépassés. Qu'il y ait eu des travailleurs d'une petite entreprise, modeste, qui occupent leur usine par surprise, ne signifiait pas que nous les poussions à le faire, mais plutôt que l'atmosphère qu'il y avait à ce moment-là, amenait non seulement la droite à perpétrer leurs actions mais aussi que de notre côté, il se passait des situations de cet ordre* »[771].

Le contexte certes, mais comme le prouvent d'autres témoignages, nombreux sont les militants socialistes qui agitent le drapeau de l'occupation. La première prise d'usine à laquelle ait participé le MIR aurait eu lieu dès 1969, dans l'industrie METALPAR[772]. Javier Bertín, militant de cette organisation et chargé du « front syndical » au niveau de Cerrillos, se rappelle du lent travail de fond (sur plusieurs mois ou années) que de telles actions nécessitent[773]. Il souligne que le mot d'ordre du MIR pendant l'UP s'oppose au projet d'étatisation de l'APS et propose plutôt pour les petites unités, une sorte de contrôle ouvrier hybride : « *L'Unité populaire avait les 90 entreprises stratégiques à intégrer à l'Aire sociale, mais pas de plan, ni pour la moyenne, ni pour la petite entreprise. Le MIR en avait un : le contrôle ouvrier. L'usine restait dans les mains de son propriétaire capitaliste mais avec un comité de travailleurs auquel l'entrepreneur devait rendre des comptes* » [774]. Pourtant, quand ce mot d'ordre est enfin voté dans une petite usine de fibre plastique d'une soixantaine de salariés (SILLEROS), ce militant doit faire face à ce qu'il nomme « l'opportunisme » de certains socialistes, qui cherchent à tout prix à étendre l'Aire sociale. L'inspecteur du travail socialiste dépêché par le gouvernement propose l'intégration directe de l'usine à l'APS, au lieu d'un improbable

---

[770] Entretien avec P. Palma, Santiago, le 28 novembre 2001.
[771] Entretien avec Carlos Altamirano, Santiago, le 11 mars 2002.
[772] C. Castelain, « Histoire du campamento Nueva Habana », *Espaces et Sociétés*, Paris, N°15, avril 1975, pp. 117-131.
[773] Javier appartient alors au Groupe Politico-Militaire numéro 4 du MIR à Santiago.
[774] "*Entonces nosotros desarrollamos un trabajo de meses ahí, súper despacito, hablando con los dirigentes, con los compañeros y teníamos todo prácticamente listo. Nosotros obviamente teníamos que recurrir a los mecanismos tradicionales de lucha porque los trabajadores estaban acostumbrados a eso. Entonces tiramos un pliego de peticiones donde se planteaban reivindicaciones económicas y donde se le planteaba el control obrero al patrón, y todos los trabajadores en asamblea votaron por eso y nosotros estábamos súper felices porque primera vez el MIR iba a lograr realizar su política de control obrero en esa empresa*" (entretien avec Javier Bertín, Santiago, le 6 août 2003).

contrôle ouvrier qui maintiendrait le patron dans l'usine : selon Javier Bertín, c'est ce même Inspecteur du travail qui est ensuite nommé *Interventor* de SILLEROS…

Finalement, dans la très grande majorité des cas, l'occupation d'usine se fait avec l'intégration à l'Aire sociale comme perspective et la revendication du droit de partager les nombreux avantages qu'elle représente par rapport au secteur privé. Chaque occupation est un moment collectif intense, d'affrontements et de joies, de cassures de la grisaille quotidienne et de l'ordre établi. Les salariés qui y participent se sentent maîtres des lieux, de leur outil de travail et, en quelque sorte, de leur destiné. Nourris des images d'Épinal de la prise du palais d'hiver, l'occupation de l'usine est un moment clef dans la vie des militants de gauche. C'est cette « geste héroïque » de la *toma* qui reste dans les mémoires et dans les cœurs. Souvent, l'occupation se déroule avec l'appui d'activistes extérieurs à l'usine, parfois même qui n'appartiennent pas à la classe ouvrière. Ils viennent donner un coup de main pour le tour de nuit, pour monter la garde afin de détecter d'éventuels groupes de choc de *Patria y Libertad* ou les représailles du patron évincé[775].

Les témoignages de Carlos Mújica et de Mario Olivares donnent toute la dimension épique de la « toma ». Le premier est militant du MAPU à ALUSA, une usine métallurgique d'environ 300 salariés. Celle-ci fait partie des usines considérées comme « stratégiques » par le gouvernement, si bien que les militants UP de l'usine font de leur mieux pour permettre son rapide passage à l'APS. Carlos se rappelle que la cellule du MAPU va jusqu'à créer une histoire de toute pièce, pour convaincre les travailleurs de la DC d'accepter la « toma » : les salariés de la géante voisine, COMANDARI, auraient menacé d'occuper l'usine, s'ils ne le faisaient pas eux mêmes[776]… Pour son parti, ce mensonge est une question de tactique politique afin d'appuyer le gouvernement populaire : « *La première chose que nous avons fait à été de prendre les clefs à celui qui est chargé de l'usine cette nuit là* ». Le dirigeant de sa cellule, Arturo Martínez[777] sort un pistolet pour les obtenir. Cette occupation a le soutien actif des salariés de deux grandes entreprises voisines, déjà nationalisées (COMANDARI et

---

[775] Voir les témoignages d'Edmundo Jiles et de Abraham Pérez sur cet appui extérieur (entretiens réalisés à Santiago, le 6 mai 2002).

[776] « *Nosotros inventamos una cuestión, que los de Comandari se iban a tomar la empresa y antes que los de Comandari se tomaran la empresa, Comandari era una empresa grande donde trabajaban cientos y cientos de trabajadores, entonces hicimos una reunión y les dijimos que Comandari estaba con la intención de tomarse la empresa y había que cuidar la empresa y nos quedamos como una semana cuidando, haciendo guardia en la empresa para que no se la tomaran*" (entretien avec Carlos Mújica, Santiago, le 14 mai 2002).

LUCHETTI), qui viennent prêter main forte à leurs camarades : « *C'est ainsi que naît la toma. Nous avons hissé le drapeau et le jour suivant quand est arrivée la direction, nous ne l'avons pas laissée rentrer* ». ALUSA est rapidement « intervenue » par l'Etat. Selon Carlos : « *finalement, nous étions comme une famille et nous nous sommes mis à travailler* ».

Dans d'autre cas, cela n'est pas aussi facile, surtout en ce qui concerne les usines jugées non « stratégiques », par le gouvernement. Mario Olivares travaille à cette époque à MUEBLES EASTON (environ 400 salariés), il milite au MIR et est également membre du FTR.

Photo N° 11 : Présence du FTR de l'usine MUEBLES EASTON lors d'une assemblée ouvrière

Source : Archives du CEDETIM, Paris

Selon lui, l'occupation est « *très combative* » et dure un mois[778]. Tous les militants de gauche de l'usine se prononcent en faveur de l'occupation (courant 1971). Une telle action - sur la durée - nécessite une certaine organisation avec la création de commissions internes et d'unités de surveillance, logistique de ravitaillement, groupes chargés de négocier l'expropriation avec le gouvernement, etc… La production est paralysée et les salariés présents participent à diverses assemblées. Mario parle plutôt d'une assemblée « permanente » et se rappelle que s'il y a consensus sur le passage à l'APS, il existe de nombreux débats sur la manière de gérer et contrôler l'entreprise, sur les réactions du gouvernement, sur l'avenir de la transition chilienne au socialisme. Il note, avec humour, que les points de conflits sont aussi

[777] Arturo Martínez est aujourd'hui (2005) président national de la CUT (*Central Unitaria de los Trabajadores*).
[778] Entretien avec Mario Olivares, Santiago, le 1 mai 2002.

ceux de la discipline. Les militants communistes, plus âgés, critiquent le manque de sérieux de ces jeunes militants du FTR qui prennent le temps de danser ou faire de la musique, d'une manière insouciante, en plein milieu de l'usine occupée[779]. MUEBLES EASTON est finalement incorporé à l'APS et Cosme Montagnola, militant socialiste ayant combattu pendant la guerre d'Espagne, est nommé *Interventor*.

La fin de l'expérience fondatrice de la « toma » signifie aussi le début, pour de nombreux militants, de la mise en pratique de leurs vœux de participation et de contrôle ouvrier. C'est désormais pour eux le moment de s'affronter aux propres limitations du projet de l'UP, aux différenciations politiques au sein des salariés, à la nécessité de continuer la production dans des conditions adverses, vaincre l'hostilité d'une partie de l'ancien encadrement, se préparer aux attentats d'extrême droite, etc. Mais **cette geste de la « toma » signifie aussi cette impulsion depuis la base et la nouvelle subjectivité libératrice qui inonde le pays : celle de la dignité ouvrière et d'une conscience de classe mise en avant et revendiquée**. Comme le résume Carlos Mújica, c'est avec l'occupation de l'usine que naissent toutes les potentialités de la création d'un pouvoir populaire constituant : « *Nous avons commencé à créer le pouvoir populaire et à prendre les usines, non pas pour remplir les poches des travailleurs, mais pour les faire produire et faire savoir que nous, les travailleurs, nous étions capables de gérer une entreprise* »[780].

V – 3) La CUT dans la tourmente du débat politique et de la lutte des classes

La montée en flèche de l'agitation ouvrière et du taux de syndicalisation, la multiplication des occupations d'usines et le développement de la lutte des classes ne peuvent manquer de faire trembler la centrale syndicale. Elle est alors traversée de tendances contradictoires et représente un assez bon "thermomètre sociopolitique" des évolutions en cours au sein du mouvement ouvrier. L'étude des différents documents officiels, les élections syndicales « universelles » de 1972 ou encore les critiques de son aile gauche, permettent de palper quels sont les débats en cours, mais aussi la crise de représentation que vit alors le mouvement syndical.

---

[779] Selon Mario Olivares, le FTR de MUEBLES EASTON possède (en 1973) plus de 150 militants, après avoir commencé, deux années plus tôt, avec seulement 5 membres.
[780] Entretien réalisé à Santiago, le 14 mai 2002.

V – 3 – 1) L'action du Front des travailleurs révolutionnaires

La volonté d'ouverture du MIR vers la classe ouvrière a été une opération tout d'abord tardive puisque cette organisation est essentiellement liée aux étudiants, paysans et « pauvres de la ville ». De plus, le MIR doit affronter la forte hégémonie historique du PC et du PS sur le prolétariat industriel, ce qui sans aucun doute limite considérablement ses marges de manœuvres et ses facilités d'implantation. Pourtant, son attitude envers la classe ouvrière est importante à analyser car elle a indéniablement des répercussions idéologiques et pratiques sur l'ensemble des secteurs ouvriers politisés. Cette organisation pose la question du réformisme du programme de l'UP.

Les débuts du travail syndical du MIR se situent, au niveau de Santiago, essentiellement dans les petites et moyennes entreprises de la ceinture industrielle de Macul et de Santa Rosa. Parallèlement, le mouvement obtient un certain succès dans la zone carbonifère de la province de Concepción, malgré une forte présence communiste. Vers le milieu de l'année 1971, le MIR fonde le Front des travailleurs révolutionnaires (FTR), conçu comme un point de convergence des ouvriers les plus radicalisés. **Il est désigné en tant que « *front intermédiaire de masse* ». Le FTR entend, non pas créer des syndicats indépendants, mais participer en tant que tendance syndicale ″rouge″ au sein des structures nationales existantes, au niveau local (syndicat d'entreprise) comme à l'échelle nationale (direction de la CUT)**. Le premier FTR surgit dans l'industrie textile de Tomé (province de Concepción), à la suite d'un très long conflit. Les FTR se développent durant l'UP dans quelques grandes industries de Santiago, tels que les monopoles textiles HIRMAS, YARUR, SUMAR ainsi que de manière plus ponctuelle dans la moyenne industrie. A la mi-1972, ce « front syndical » possède un degré de développement organique assez faible au niveau national, avec la présence d'une organisation provinciale seulement à Santiago, Concepción et Valparaíso et des comités communaux et départementaux très réduits. Par contre, il existe des FTR de base, éparpillés sur tout le territoire, mais de manière extrêmement inégale (peu de présence effective par exemple à Antofagasta, Tarapaca ou dans la grande mine du cuivre)[781]. Par exemple, au niveau de la commune de Maipú à Santiago, Javier Bertín et Guillermo Rodríguez se souviennent d'une très bonne implantation dans des usines comme PERLAK et surtout FENSA (avec la présence d'une cellule du FTR regroupant environ 80 membres). En ce qui concerne PERLAK, il la

[781] Voir FTR/MIR, *Concepción, organización, funcionamiento y desarrollo orgánico del Frente*, Santiago, junio de 1972 (in V. Farias (comp.), *La Izquierda Chilena, Op. Cit.*, tomo 6, pp. 2611-2621) et le document confidentiel reproduit en Annexe N° 11.

définissent comme « *la base de fonctionnement* » du MIR dans la zone de Cerrillos et ils se rappellent qu'en tant que militants du MIR, ils dorment et mangent souvent dans cette usine, ce qui finit par exaspérer certains salariés[782].

Quelles sont les propositions des FTR? Leur programme salue l'arrivée de l'UP au gouvernement, puisqu'elle « *constitue une espérance pour les aspirations des masses opprimées et ouvre un chemin plus large aux mobilisations des travailleurs jusqu'à la conquête de leurs objectifs historiques* ». Cependant, il condamne les « *vacillations du gouvernement* » et notamment son légalisme. Il propose un plan de transition destiné à faire « *comprendre progressivement la nécessité du programme socialiste* ». Ce plan s'organise autour de 4 axes :

1) Expropriations des mines et entreprises détenues par des capitaux étrangers et des grandes entreprises nationales, sans indemnisations
2) Expropriations des entreprises réalisant le boycott, des licenciements arbitraires et renforcement de la planification nationale du pays
3) Expropriations des banques, assurances et monopoles de commerces et de distribution
4) Réforme agraire radicale

La question du contrôle ouvrier est jugée comme essentielle par les FTR et le programme cherche à faire ressurgir les contradictions des formes de participation proposées par l'UP. Il réclame une participation plus effective :

- dans l'administration publique et les entreprises fiscales en faisant appliquer les normes de l'accord CUT-gouvernement ; en exigeant que les directions rendent compte régulièrement aux assemblées et puissent être destituées
- dans les entreprises mixtes par le contrôle strict des travailleurs sur l'administration et en révélant leur caractère capitaliste (associant capital étatique et privé)
- dans les entreprises privées, par le biais de comités de surveillance, dénonçant le sabotage et par la lutte pour l'utilisation pleine et entière des équipements et investissements

[782] Selon ces deux militants, c'est dans l'usine FENSA où le MIR et le FTR connaissent le plus fort développement : « *en FENSA, había una célula del MIR, con militantes, simpatizantes y aspirantes, y un FTR. La célula del MIR llego a tener unos 15 o 20 integrantes y el FTR llego a tener como 80. Entonces esta célula de FENSA, ellos conducían al FTR de la empresa* ». Parallèlement, à PERLAK, le MIR parvient à contrôler la présidence du syndicat d'employés et du syndicat industriel, suite à l'élection de Mario Ramos et Santos Romeo. Par contre, en termes de présence organique, c'est-à-dire de cellules FTR organisées, leur présence reste faible dans cette usine par rapport à FENSA. Entretien avec Javier Bertín et Guillermo Rodríguez, Santiago, 6 août 2003.

On peut noter plusieurs contradictions dans ce programme et un opportunisme politique, dénoncé avec vigueur par la direction de l'UP. Ainsi, si le FTR appelle dans sa déclaration de principes à une expropriation générale sans indemnités des grands moyens de production, il se contente dans son programme de lutte, de la définition de l'économie en trois aires proposée par l'UP et partiellement acceptée par la Démocratie-chrétienne. De plus, si le caractère capitaliste des entreprises mixtes est dénoncé, ce n'est pas le cas de l'APS : cela signifierait-il que le FTR rejette ainsi la caractérisation de « capitalisme d'Etat » proposée par le MIR en ce qui concerne le secteur nationalisé[783] ? Pour ce qui est du secteur privé, le programme reprend largement le mot d'ordre de l'UP : utilisation massive de la capacité productive (sans rappeler que la plus-value reste dans les mains des propriétaires privés) et installation des comités de surveillance (sans dénoncer le fait qu'ils se trouvent dépossédés de tout pouvoir réel). Ainsi, **le FTR se place, sous différents aspects, sur le même terrain politique que l'UP. L'une de ses originalités est par contre une revendication propre du « pouvoir populaire »,** en tant que « *constitution d'organismes au niveau local et/ou communal qui, sous la conduite politique des travailleurs révolutionnaires, regroupent les différents secteurs des exploités et dirigent les luttes de l'ensemble des travailleurs, en les inscrivant dans la lutte pour la conquête du pouvoir* ». Ce concept est à rapprocher de celui du MIR sur la revendication des « Conseils Communaux de travailleurs ».

Malgré tout, le FTR n'est pas une représentation syndicale, pure et simple du MIR. En fait, il regroupe d'autres tendances politiques en son sein et aussi des militants ouvriers non organisés politiquement. Par exemple, dans le cas de l'usine FENSA, si la cellule du MIR parvient à compter une vingtaine de militants, le FTR regroupe, comme mentionné plus haut, jusqu'à 80 ouvriers[784]. Le premier congrès national des FTR, tenu le 7 novembre 1971, a comme objectif la préparation du VI° congrès de la CUT. Le FTR reconnaît la CUT « *comme l'organisation syndicale suprême des travailleurs chiliens* ». Il ajoute cependant : « *Nous lutterons pour conquérir la direction de la CUT, afin de lui donner une pratique révolutionnaire* »[785]. Sont présents à ce congrès des militants du MIR, mais aussi la petite organisation trotskyste du *Frente revolucionario* (FR)[786]. **Dans ses grandes lignes, le congrès**

---

[783] Voir G. Díaz, "Socialismo o Capitalismo de estado", *Punto Final*, Santiago, N°131, 25 de mayo de 1971.

[784] Javier témoigne cependant que ce sont bien les militants du MIR qui conduisent le FTR au sein de l'usine (Entretien avec Javier Bertín et Guillermo Rodríguez, Santiago, 6 août 2003).

[785] Citation tirée de « Combativo Congreso del frente de Trabajadores revolucionarios », Santiago, *Poder Obrero*, N°7, 20 de diciembre de 1971.

[786] Voir dans le chapitre I la présentation du FR.

se prononce pour l'approfondissement de la réforme agraire et du programme de l'UP, par le biais de la mobilisation des salariés. La motion sur le contrôle ouvrier, notion classique du trotskysme international, est proposée par le FR[787]. Comme nous l'avons vu, le contrôle ouvrier revendiqué par le MIR souhaite, quant à lui, le maintien du patron comme propriétaire de la petite et moyenne industrie (voir paragraphe sur les « tomas). Les consignes du FR n'ont de cesse d'insister sur le fait que les propositions de participation du gouvernement font courir « *le risque de ce que la consigne de contrôle ouvrier puisse être déformée de telle manière qu'elle serve pour « intégrer » les travailleurs à une collaboration de classe* ». Le but ultime est, pour les trotskystes du FR, « *la constitution d'organes de pouvoir ouvrier à l'échelle communale, provinciale et nationale* » avec pour base « *les conseils communaux révolutionnaires* »[788]. Nous retrouvons là des notions qui sont débattues, quelques mois plus tard, au sein du mouvement ouvrier.

Le fonctionnement des FTR est souvent décrit comme verticaliste et finalement peu démocratique. Le premier congrès provincial des FTR, qui se déroule les 30 et 31 novembre 1971, en est un exemple[789]. Néanmoins, les mesures adoptées au premier congrès sont ratifiées lors de la conférence nationale des FTR, qui se tient à Santiago, les 29 et 30 janvier 1972[790]. Javier Bertín dans son témoignage reconnaît « l'asymétrie » existant au sein de son organisation entre militants et aspirants ou encore le caractère autoritaire de sa direction. Pourtant, il tient à relativiser cette vision pour parler de la « flexibilité » et des capacités de la commission politique du MIR à incorporer les revendications des FTR[791].

---

[787] Voir le tract sur le contrôle ouvrier dans *Poder Obrero*, Santiago, N°5, octubre 1971.

[788] Voir CC del Frente Revolucionario, *Congresos: FTR y CUT, documentos y proposiciones*, (sup. *Poder Obrero*), Santiago, 4 de noviembre de 1971 (BDIC FP 3016). Les citations suivantes non annotées sont tirées de cette archive.

[789] Ainsi, les militants du FR sont écartés du droit à la parole. Ce sectarisme très présent dans les rangs de l'extrême gauche est même dénoncé à cette occasion par Clotario Blest : Voir « Clotario Blest: basta al sectarismo », *Poder Obrero*, Santiago, N°6, 8 de noviembre de 1971.

[790] Voir « Declaración de principios y programa del FTR », *Resoluciones del Congreso Nacional FTR* in *Poder Obrero*, Santiago, N°9, 1-15 de marzo de 1972 (BDIC FP 3016-3018)

[791] "*Pero fue un merito del MIR ir generando sobre la marcha y flexibilidad y visión de la comisión política, de ir incorporando las opiniones de los compañeros que estábamos trabajando en frentes de masa, incorporándolos en la política nacional del MIR. Yo me acuerdo de haber participado en un encuentro nacional sindical del MIR, donde todos los que estábamos trabajando al nivel de frentes de masa llegamos con estos planteamientos, más o menos elaborados, y eso fue recogido por el MIR y de ahí salió una plataforma. Hubo visión de la comisión del MIR, que se le acusa de verticalista, bueno lo era, pero tenia la capacidad para incorporar el aporte que la militancia de base estaba dando*" (Entretien avec Javier Bertín, Santiago, le 6 août 2003).

L'historien Augusto Samaniego, dans sa thèse de doctorat consacré à la CUT, écrit que le FTR est marqué par son refus d'une recherche réelle des « *formes et contenus concrets de la gestion économique et sociale de la part des salariés* », pour se contenter d'une théorie peu définie sur le pouvoir ouvrier et la destruction de l'Etat bourgeois. Il qualifie le FTR comme une organisation « ultra-gauche », exprimant les postures traditionnelles de l'anarchisme[792]. Si on s'attache à un examen attentif des documents du FTR, il saute aux yeux que cette qualification est largement erronée. Du point de vue de l'héritage, le FTR est beaucoup plus proche d'une filiation marxiste-léniniste classique que de toute influence anarchisante. **Là où A. Samaniego se montre plus objectif, c'est lorsqu'il remarque le manque de définition précise sur le système de contrôle ouvrier revendiqué et sur ces modalités d'application. D'ailleurs, lorsque les FTR se prononcent sur le système de participation, c'est en reprenant largement les propres imprécisions de l'UP sur ce sujet**. A noter cependant que la thématique du « contrôle ouvrier » n'est pas une exclusivité du MIR - ou du FTR - puisqu'elle est revendiquée par plusieurs secteurs de la gauche et tout particulièrement par le Parti socialiste. *Posición*, la revue théorique du PS, revient à plusieurs reprises sur ce sujet[793] .

Pour revenir au MIR, **en cherchant à tout prix à créer un front syndical "rouge" sous sa direction et malgré son refus de créer de nouvelle structures syndicales, il dénote une conception de la lutte qui prend le risque d'accentuer les différenciations au sein de la classe ouvrière, et au sein même des syndicats existants, au lieu de tendre à leur unification. Cette orientation montre aussi le maintien du sectarisme politique au sein du mouvement ouvrier durant l'UP, où *tous* les partis préfèrent continuer à organiser le mouvement ouvrier par tendance politique**, plutôt que de favoriser un front unique des salariés. D'ailleurs, une telle attitude freine sûrement le développement du FTR, et ce jusque dans la coopération avec les autres tendances de l'extrême gauche (maoïstes, trotskystes ; gauche du PS…)[794]. Cette faiblesse du FTR est d'ailleurs reconnue ouvertement: le MIR l'explique par l'absence d'un programme syndical propre en son sein et autocritique au passage « *la confusion* » idéologique qui existe parmi les militants de base, qui mélangent « *objectifs de*

---

[792] Il va même jusqu'à relier le FTR avec la tradition anarchiste du mouvement ouvrier du début du siècle ! Voir A. Samaniego, *Les stratégies syndicales de la « Central Unique des travailleurs » et l'action sociopolitique des salariés (1953-1973)*, *Op. Cit.*, p. 404.

[793] Voir par exemple, « Sobre el control obrero de la producción », *Posición*, Santiago, N°10, 21 de junio de 1972.

[794] Voir les commentaires à ce propos de H. Cancino, C. Castro, *Poder obrero y popular en Chile 1970-1973*, pp. 152-153, (thèse-memo ISA), Aarhus, Romansk Institut Aarhus Universitet, mayo 1981.

lutte » et « *formes de luttes* »[795]. Javier Bertín témoigne aujourd'hui dans le même sens: « *la conception originale était un front ample, mais il a terminé comme un bras syndical du MIR. Il ne se développait pas beaucoup au-delà parce qu'il n'était pas un organisme social, mais un organisme politique et de ce fait, il en est resté là* »[796].

V – 3 – 2) Les tensions au sein de l'appareil syndical

En février 1971 se réunit la neuvième conférence nationale de la CUT, composée de délégués de tout le pays. Les résolutions de celle-ci servent à préparer le Congrès, qui se tient la même année, début décembre. Cette conférence est l'occasion de réitérer l'appui de la CUT à la politique de nationalisation menée par l'UP et l'appel à la mobilisation de la classe ouvrière autour de la « bataille de la production »[797]. C'est également lors de la neuvième conférence qu'est discutée, de manière ample, la question de la participation des travailleurs. Cette conférence est l'occasion de la rédaction des divers documents qui élaborent les bases de la participation et qui donnent naissance aux « *Normas básicas de participación* », rédigé par la CUT et le gouvernement[798].

Photo N° 12 : Affiche annonçant le sixième congrès national de la CUT (février 1972)

[795] FTR/MIR, *Concepción, organización, funcionamiento y desarrollo orgánico del Frente*, Santiago, junio de 1972 (in V. Farias (comp.), *La Izquierda Chilena*, *Op. Cit.*, pp. 2611-2621).

[796] Entretien avec Javier Bertín, Santiago, 1996 (réalisé par M. Silva, *Op. Cit.*, p. 155).

[797] Voir les résolutions de la comission numéro un : CUT, « la clase trabajadora y la lucha por los cambios: balance y perspectivas », *Resoluciones de la novena conferencia nacional*, Documento de estudio y trabajo para las organizaciones sindicales y sus dirigentes del país, CUT ed., Santiago, junio de 1971 (BDIC: S PIECE RESERVE 607).

[798] Voir le paragraphe V - 1 - 2.

Source : *Central Única*, Santiago, N° 7, febrero de 1972

Dans leurs réflexions sur les tâches à développer, il est significatif de noter que les délégués votent en faveur de la création de nouveaux organismes territoriaux, au niveau local. Il est ainsi proposé que soient mis en place des « organismes coordinateurs » qui auraient comme but de tisser des liens entre la CUT et la population locale, organisée à travers des comités de quartiers, « centres de mères », organisations de jeunesse, *comités pobladores* et tout autre organisme qui pourrait « *se créer dans le futur* »[799]. **Cette préoccupation des représentants syndicaux indique une prise de conscience au sein de la CUT du manque de liens organiques entre la direction et la base**. Cette inquiétude est confirmée par Luís Figueroa, président de la CUT et dirigeant communiste, dans son compte rendu du sixième congrès national, intitulé : « *Les travailleurs construisent le nouveau Chili* »[800].

---

[799] Voir les résolutions de la commission numéro deux : CUT, « las tareas actuales de la unidad y las metas orgánicas para 1971 », *Resoluciones de la novena conferencia nacional*, Documento de estudio y trabajo para las organizaciones sindicales y sus dirigentes del país, CUT ed., Santiago, junio de 1971 (BDIC: S PIECE RESERVE 607).

[800] CUT (Luís Figueroa), « Los trabajadores construyen el Chile nuevo » : *Memoria del consejo directivo al 6° congreso nacional de la CUT*, Santiago, 8-12 de diciembre de 1971 (archives CEDETIM).

Ce Congrès est convoqué afin de « *fixer les perspectives et projections de notre centrale syndicale pour la prochaine période* ». Une année après le début du gouvernement Allende, il proclame la nécessité de changement des vieilles structures de la centrale, jugées dépassées. En introduction, Luís Figueroa tente de réaffirmer la responsabilité qui incomberait aux salariés de défendre l'action de l'UP : « *Il ne s'agit pas de croire qu'un processus révolutionnaire se caractérise parce que le gouvernement ou l'Etat populaire peuvent résoudre, dans les faits, les vieux et historiques problèmes des travailleurs, bien au contraire, c'est la classe ouvrière, la force motrice du processus* […]. *Les travailleurs sont, sans aucun doute, les principaux responsables de la réussite du gouvernement populaire et du processus révolutionnaire* ». Dans le bilan dressé, il est rappelé la nécessité de l'indépendance de classe, ainsi que la lutte pour l'instauration du socialisme au Chili. Selon Luís Figueroa, le programme de l'Unité populaire « *constitue pour la classe ouvrière et pour l'ensemble de travailleurs, l'unique alternative réelle* » et il ajoute : « *nous, les travailleurs, comme c'est naturel, nous avons élu et nous appuyons sans hésiter* [sin tapujos] *le programme de l'Unité populaire*»[801]. **Par de telles affirmations, le dirigeant communiste confirme l'hégémonie des organisations politiques liées au gouvernement sur le mouvement ouvrier. De telles déclarations appuient la tendance de fond d'une inféodation des structures syndicales au gouvernement, aux partis qui le composent et à leur politique. Ce phénomène s'accentue par la suite, en même temps que l'approfondissement de la crise de celles-ci**. Face à un tel appui sans réserve, on peut se demander quelle place est reconnue à l'une des composantes essentielles du mouvement ouvrier, la Démocratie-chrétienne, ou encore aux fractions minoritaires de la gauche extraparlementaire. Ainsi, le PS et le PC refusent de voir que nombre des salariés chiliens ne s'identifient pas automatiquement avec le nouvel exécutif et, qu'une partie d'entre eux, se trouvent même dans l'opposition. Les élections universelles de 1972 confirment qu'il s'agit d'une erreur d'appréciation.

L. Figueroa répète que les travailleurs doivent calmer leurs ardeurs revendicatives au profit d'un « *grand effort créateur* » aux côtés du gouvernement[802]. Il reconnaît aussi la nécessité d'élaborer une nouvelle structure organique syndicale, plus horizontale. Cependant, cette annonce reste lettre morte pendant toute la période, la seule nouveauté importante étant la décision d'organiser les élections de la CUT suivant un nouveau mode de scrutin beaucoup plus

[801] CUT (Luís Figueroa), « Los trabajadores construyen el Chile nuevo », *Op. Cit.*, p.8.
[802] CUT (Luís Figueroa), « Los trabajadores construyen el Chile nuevo », *Op. Cit.*, pp.28 à 31.

démocratique. Ainsi que le reconnaît aujourd'hui, Pablo Muñoz, militant socialiste et travaillant à la CUT : "*La CUT, malgré sa force, possédait à ce moment là, des traits de bureaucratisation et, bien entendu, elle était très contrôlée par les partis de l'Unité populaire (principalement le Parti communiste et aussi par le Parti socialiste). A cette époque, nous avions besoin d'une organisation plus agile, territoriale et qui prenne en charge les problèmes de la rue* »[803]. **Finalement, la direction de la CUT cherche à maintenir un discours d'unification de classe autour d'un projet commun, mais en l'adaptant aux nécessités de la politique gouvernementale, qui aux yeux du PS et du PC incarne les intérêts historiques de la classe ouvrière**. Une telle posture est d'ailleurs dénoncée avec ferveur par les militants démocrates-chrétiens, qui finissent par se retirer du congrès.

Ce type de tensions montre, de manière indirecte, les différenciations politiques en cours au sein du mouvement ouvrier. Un examen de la presse militante d'extrême gauche fournit plus de détails sur les débats en coulisse[804]. Il semble en effet que les rapporteurs n'aient pas lu les textes des minorités. De même, la résolution sur la représentation directe des syndicats ayant entre 25 et 100 délégués, adoptée lors de congrès antérieurs, n'est pas mise en pratique. Les militants les plus radicaux ne manquent pas de s'appuyer sur ces faits pour agiter leurs mots d'ordre face aux délégués du PC. Abraham Pérez, militant FTR, se rappelle des coups de poings échangés avec des dirigeants de la CUT dans de telles occasions, où les différends politiques débouchent régulièrement sur la violence physique[805]. **Néanmoins, c'est bien à une écrasante majorité qu'est réaffirmée l'orientation générale et les accords établis avec le nouveau gouvernement**. Dans leurs points essentiels, les accords sur le réajustement de salaire sont confirmés (malgré les critiques de l'aile gauche qui souhaite des augmentations plus régulières) ; de même sur la participation et la délimitation des « trois aires » de l'économie, qui fait l'objet d'un compromis entre PC et PS. Le congrès renouvelle le mot d'ordre de « *chambre unique* » et de « *nouvelle institution* » contre celui « *d'assemblée du peuple* », clamé par Gladys Díaz et Víctor Soto, tous deux délégués FTR. Pour réaffirmer ces principes, se

---

[803] Entretien avec Pablo Muñoz à La Serena, le 24 juin 2002. Voir également les remarques sur la CUT de Luís Ahumada (La Serena, le 24 juin 2002), Hernán Ortega (Iquique, le 6 novembre 2001) et Edmundo Jiles (Santiago, le 6 mai 2002).

[804] La revue *Poder Obrero* note que « *los delegados del PC impidieron con sus silbidos y chivateos hablar a los compañeros socialistas de base y a los militantes de la FTR et del PCR* ». De manière caractéristique la fameuse brigade « Ramona Parra » du PC aurait agressé physiquement des militants maoïstes du PCR et confisqué une cinquantaine d'exemplaires du journal, distribués par les militants du *Frente revolucionario* (*Poder Obrero*, Santiago, N°7, 20 de diciembre de 1971).

[805] Entretien réalisé à Santiago, le 6 mai 2002.

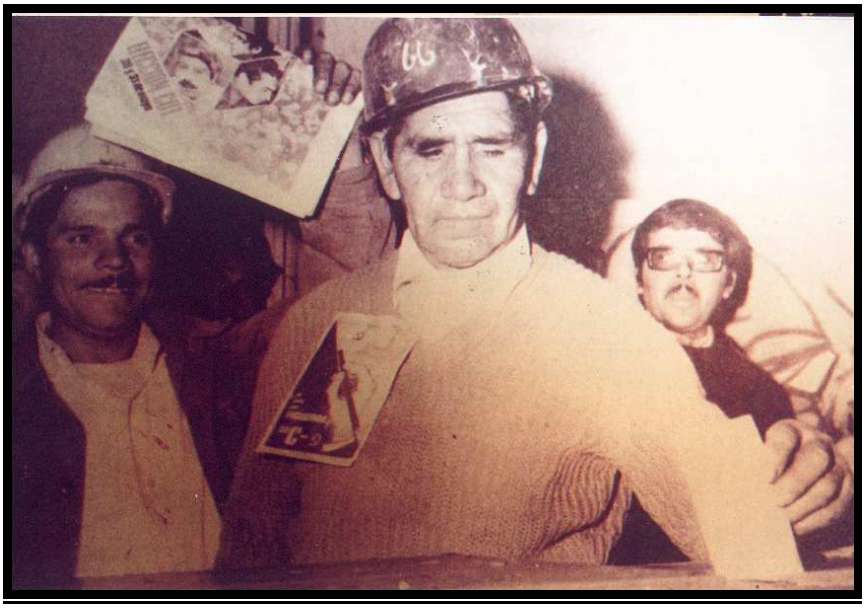
succèdent à la tribune, plusieurs dirigeants de la gauche gouvernementale, dont Rolando Calderón et Hernán Del Canto pour le PS et Víctor Díaz, sous-secrétaire général du PC. Les résolutions dénoncent aussi les problèmes de bureaucratie qui mine l'Unité populaire. De même, un nouveau code du travail, effectué par les travailleurs eux-mêmes ou l'établissement de syndicats uniques est demandé. Malgré ces semi-critiques, le déroulement et le résultat des élections du comité de direction de la CUT sont significatifs de la crise que vit le mouvement syndical.

V – 3 – 3) Signification des élections de la direction de la CUT

Cette élection est le résultat de l'affrontement politique en cours au sein de la CUT et d'un accord partiel entre l'UP et la DC pour maintenir le fonctionnement de celle-ci, malgré tout. La DC critique fortement les mécanismes d'élection de la direction et du Congrès national qui la défavorisent au profit de l'UP. Cette dernière accepte alors l'établissement d'une **élection directe et universelle**, en échange du vote favorable de la DC au projet de reconnaissance légale de la CUT, présenté par Allende[806]. Les élections se déroulent les 30 et 31 mai 1972. **Suivant un système de représentation proportionnelle, elles respectent toutes les listes se présentant. La forme même qu'elles prennent est symbolique du désir des militants d'une démocratisation de la centrale**. L'ensemble des salariés concernés sont invités à élire leurs représentants de manière directe, à bulletin secret et sur le lieu de travail, par le biais d'une carte unique contenant l'ensemble des listes présentées au niveau national et provincial.

Photo N° 13 : Mineur votant aux élections nationales de la CUT (mai 1972)

[806] A. Samaniego, *Les stratégies syndicales de la « Centrale Unique des travailleurs » et l'action sociopolitique des salariés (1953-1973)*, *Op. Cit.*, p. 464.



Source : *La FIEMC*, Santiago, N° 7, Agosto de 1972

Juan Alarcón, dirigeant syndical de SUMAR et militant PC, déclare à cette époque : « *cette élection est la preuve que ce sont les travailleurs qui déterminent la politique à suivre* »[807]. Les principales tendances politiques qui aspirent à la direction du mouvement ouvrier s'y affrontent : les syndicalistes de l'UP cherchent à faire entériner la politique du gouvernement ; la DC à démontrer que la majorité des salariés ne s'identifie pas avec Allende ; et le FTR[808], outre son opposition radicale à la DC, développe ses critiques contre la direction de la CUT et l'orientation réformiste du gouvernement. **Le potentiel électoral est de presque un million de votants et pour la préparation des journées de vote, la CUT prouve l'ampleur de ses difficultés de fonctionnement** puisqu'elle paralyse quasiment toute son activité durant 4 mois ; incapable de s'atteler au suivi des problèmes de syndicats de base[809].

[807] « En Textil Progreso, la elección es otra forma de participación », *Central Única*, N°9, Santiago, junio-julio 1972. Juan Alarcón fait partie des personnes que j'ai interrogées lors de mon enquête orale (Santiago, 11 juin 2002).

[808] Pour porter les couleurs de cette liste, le FTR dispose de l'appui prestigieux du leader ouvrier Clotario Blest (ex-président de la CUT) et tente de présenter ses dirigeants les plus connus : Alejandro Alarcón (dir. syndicat textile de Concepción), José Manque (MCR), Gladys Díaz (dir. syndicat journalistes de radios), Guillermo Casanova (dir. syndicat du charbon), Humbert Valençay (ex dirigeant provincial de la CUT) et Luís Vitale (ex dirigeant national de la CUT) : *Poder Obrero*, Santiago, N°9, 1-15 mars 1972 (BDIC FP 3016-3018).

[809] A. Samaniego, *Les stratégies syndicales de la « Centrale unique des travailleurs » et l'action sociopolitique des salariés (1953-1973)*, *Op. Cit.*, p. 465.

Le résultat de cette élection nous permet de dégager plusieurs conclusions (voir le tableau récapitulatif en Annexe N° 12)[810]. **Les votants effectifs sont de l'ordre d'un peu plus de 560.000 salariés et le nombre de dirigeants élus fixés à 55 : c'est-à-dire que presque que la moitié des électeurs ne se déplacent pas aux urnes. Les journaux suivant leur orientation ont interprété de manière fort différente cette élection**[811]. Ceux d'opposition (comme *El Mercurio*) ou les critiques de gauche (comme *Punto Final*) ont tout d'abord dénoncé une élection manipulée par l'UP et insistent sur une perte de vitesse des partis au gouvernement. Quant aux médias proches de celui-ci (comme *El Siglo*), ils insistent sur la permanence d'une majorité absolue en faveur du PS et du PC, soit plus de 57% des voix (ces deux partis obtiennent respectivement 16 et 18 élus sur 55)[812]. Avec du recul, ces résultats dégagent quelques grandes lignes de fond[813]. Tout d'abord, de nombreux affiliés ne se sentent pas tenus du « devoir » d'aller voter, preuve que la CUT ne représente pas pour eux un enjeu essentiel à ce moment précis de la lutte sociale au Chili. Ensuite viennent les résultats par tendances : **la DC est bien la troisième force politique au sein de la CUT (obtenant le poste de premier vice-président) et elle renforce son implantation, avec l'obtention de 16 délégués, soit le même nombre que le PS. De plus, elle gagne les élections au niveau de Santiago où elle conquiert la charge convoitée de secrétaire général provincial**. Cela signifie que l'assimilation mécanique faite par Luís Figueroa entre « travailleurs » et « gouvernement populaire » n'est absolument pas évidente. D'ailleurs, **le PC perd un pourcentage significatif de sa représentation**.

Cette avance démocrate-chrétienne offre une optique à double tranchant. D'une part, c'est le signe d'une opposition de certains salariés (surtout des employés et du personnel technique) à la politique du gouvernement. Mais en même temps, étant donné la popularité du programme de l'UP au sein du mouvement ouvrier, **ce vote est la preuve d'une réaction aux déficiences de la politique du gouvernement, sans que cela soit automatiquement l'empreinte d'une opposition au projet de transition au socialisme**. La gauche de la DC se réclame alors de

---

[810] Pour un aperçu détaillé des résultats, province par province : CUT, *Resultados oficiales sobre la elección de la CUT*, julio de 1972 (in V. Farias (comp.), *La Izquierda chilena*, *Op. Cit.*, pp. 2862-2868).

[811] Consulter entre autres : M. Gedda, « La CUT : una elección con sabor a choclon », *Punto Final*, Santiago, N° 163, 1 de agosto de 1972 ; "Los democratacristianos y la CUT", *Política y Espíritu*, Santiago, N°332, mayo de 1972 ; "Elecciones en la CUT", *Mensaje*, Santiago, N°210, julio de 1972 et Anka, "La CUT: primeras conclusiones", *Chile Hoy*, Santiago, N°1, 22 de junio 1972.

[812] Voir par exemple, l'analyse d'ensemble dans : Anka, "La CUT: primeras conclusiones", *Chile Hoy*, Santiago, N°1, 22 de junio 1972.

l'anticapitalisme tout en critiquant l'étatisme de l'UP : il semble que cette critique ait un écho réel et ce malgré la démagogie démocrate-chrétienne. Le PS quant à lui confirme son implantation dans les secteurs ouvriers et si l'on y ajoute le vote en faveur du MAPU, on peut noter que **les tendances dites « rupturistes » de l'UP sont en phase ascendante dans l'opinion des travailleurs organisés**.

Pourtant, ce qui peut être interprété comme une baisse d'influence de la ligne modérée de l'UP ne se traduit pas pour autant par un vote en faveur des positions les plus radicales. **Le FTR, en obtenant un seul représentant, n'atteint pas les 2% et reste ainsi une force extrêmement minoritaire**. En d'autres termes, malgré une certaine force locale[814] et l'importance de son image médiatique et symbolique nationale, le FTR ne parvient pas à remettre en cause l'hégémonie des partis traditionnels au sein de la classe ouvrière. En ce sens, il est exagéré, comme le font certains auteurs, de parler d'une explosion de l'implantation ouvrière du MIR, même s'il est vrai qu'il faut garder à l'esprit que la CUT ne représente pas nombre de petites industries où le MIR a un écho politique relativement plus élevé[815]. **La ligne politico-syndicale du MIR, proposée pour ces élections est partagée dans une plate-forme commune avec la Gauche chrétienne. Son slogan est « Occuper, exproprier, avancer »**[816]. Pourtant, elle ne réussit pas à convoquer massivement le vote prolétarien. C'est encore moins le cas pour les maoïstes ou les anarchistes, qui récoltent respectivement 3330 et 673 votes…

Finalement, la tentative d'organiser un front syndical « rouge » trouve ici ses limites : en cherchant à sélectionner une avant-garde révolutionnaire éclairée au niveau syndical, **l'opposition de gauche à l'UP tend finalement à rester cantonnée à un niveau groupusculaire et avec peu de crédibilité en terme de lutte syndicale[817]. De là, le poids**

---

[813] Consulter notamment : F. Zapata, "Las relaciones entre el movimiento obrero y el gobierno de S. Allende", *Cuadernos del Centro de Estudios Sociológicos*, México, N°4, CES, 1974.

[814] C'est le cas, par exemple, dans l'usine Schwager d'extraction de charbon.

[815] Alain Wallon décrit une croissance ouvrière « *vertigineuse* » du MIR, « *à l'intérieur et en dehors du mouvement syndical* » (« Perspectives actuelles du mouvement ouvrier, *Op. Cit.*, p. 1991).

[816] FTR-IC, *Unidad revolucionaria a la CUT: ocupar, expropiar, avanzar*, Santiago, Lista I, Ed. Rebelde, 1972 (dossier BDIC : S pièce 597 Réserve).

[817] C'est un tel constat qui pousse Abraham Pérez, ouvrier de la construction, à quitter le MIR en 1972 pour rejoindre le PSR : « *Nosotros empezamos a entender que la política del MIR no era una política correcta, eso de crear fracciones dentro del movimiento obrero no era muy correcto. Nosotros apoyamos al principio porque pensamos que eso podía concretarse como una corriente sindical clasista pero eso no iba para allá, era solamente para manejarlo desde el partido. No era lo que nosotros pensábamos...* ». Entretien réalisé à Santiago, le 6 mai 2002.

renforcé du PS sur les secteurs ouvriers les plus radicalisés. La gauche extraparlementaire en présentant des listes éparpillées par tendances et appareils, prouve son manque de maturité politique, le maintien d'une vision cloisonnée du militantisme au sein du mouvement syndical ; ceci aux dépends de l'unité et de la pratique de fronts communs qui avaient permis à ces franges de la gauche d'obtenir jusqu'en 1962, quatre mandats dans la direction de la CUT. Cette stratégie « divisionniste » empêche le MIR (en particulier) d'avoir voix au chapitre à la tête d'une institution aussi essentielle que la CUT dans l'orientation de la lutte de classe. Car malgré sa bureaucratisation partielle, la CUT conserve aura et influence sur le mouvement ouvrier. Un tel échec renforce l'inertie de la CUT puisque ce sont les principaux partis ouvriers traditionnels qui conservent leur leadership sur la centrale, sans qu'aucune opinion discordante ne puisse avancer de propositions alternatives à celles de l'UP ou de la Démocratie-chrétienne. Malgré les autocritiques qui circulent au sein de la direction, le MIR ne semble par parvenir à sortir de cette logique[818].

Pour conclure, la radicalisation ou le mécontentement ouvrier se traduisent fondamentalement par un renforcement du PS et de la DC aux dépends du PC et des secteurs de la gauche extraparlementaire. Cette baisse de l'influence du PC est confirmée au niveau de syndicats de base, avec cependant certaines différences, suivant les rapports de forces spécifiques locaux. A l'instar de certains analystes, on peut constater la conservation des pratiques subjectives traditionnelles du mouvement ouvrier. C'est-à-dire le rejet des tendances politiques minoritaires, prônant la destruction de l'Etat bourgeois, mais aussi la conservation de l'orientation du mouvement syndical vers des pratiques de type essentiellement "économicistes" (comme le montre la force de la DC qui fait de la surenchère sur le thème des salaires)[819]. Pourtant, il ne faudrait pas oublier deux données majeures. Tout d'abord, l'importance de l'absentéisme, puisque presque 50% des affiliés ne se sont pas déplacés pour aller voter (et plus de 230 000 si l'on s'en tient seulement aux inscrits ayant leurs cotisations à jour[820]), dont de nombreux secteurs qui appartiennent justement aux petites et moyennes entreprises où l'appareil traditionnel de la CUT est moins implanté[821]. Enfin, la permanence d'un positionnement « offensif » d'une partie importante des travailleurs, malgré les appels gouvernementaux à la modération. Indéniablement, les tentatives de réorganiser le mouvement

---

[818] Voir notamment MIR, *Documentos Internos 1972* - Archives du CEDETIM – Paris.
[819] Voir les conclusions proposées par Hugo Cancino (*La problemática…*, *Op. Cit.*, pp. 217-218).
[820] D'après les chiffres (controversés) fournis par l'acte de scrutin de la CUT et cité par A. Samaniego, *Op. Cit.*, p. 466.

ouvrier sur des bases extérieures à l'UP (du MIR, PCR, PSR, anarchiste, etc.) entrent en conflit avec la tendance conjoncturelle nationale. Les salariés votent en faveur d'un accroissement de leur unité de classe et d'un réalisme politique à court terme. En ce sens, cette élection traduit de manière indirecte et déformée la forte agitation à la base, annonciatrice des premiers débordements et conflits au sein de la gauche.

[821] M. Castells, *Op. Cit.*, p. 428.

Chapitre VI) Les premiers signes de débordement

VI – 1) Deux pôles au sein de l'Unité populaire ? « *Avanzar sin transar* » versus « *Consolidar para avanzar* »

Sans aucun doute, la conjoncture de la fin 1971 et du début 1972 est marquée par l'irruption toujours plus forte des mobilisations collectives sur la scène politique nationale. Et ceci à la ville, comme à la campagne. Décembre 1971 correspond à la fin d'une période et à l'ouverture d'une autre, caractérisée par l'importance de l'intervention politique de la rue et des manifestations massives de la droite, comme de la gauche[822]. **Face à un décalage croissant entre le mouvement social et le gouvernement, la gauche tente alors d'évaluer ses faiblesses. Cette autocritique se déroule au cours du premier semestre 1972, moment d'importantes (re)définitions politiques, avant l'épreuve du feu d'octobre 1972**. Le comité politique de l'UP convoque deux réunions, afin de faire ce bilan nécessaire et surtout essayer de réaffirmer sur des bases saines une coalition qui reste divisée entre deux pôles, l'un sous hégémonie du PC, l'autre du PS[823]. La première se déroule à El Arrayan, début février 1972. Les thèmes tournent autour de la nécessité de conserver les gains obtenus en faveur de la redistribution des richesses, de renforcer l'APS tout en empêchant l'inflation. Tout ceci sans attaquer de front la petite et moyenne bourgeoisie, alliées supposées du processus. **Afin de s'attirer de nouveau les faveurs des couches moyennes, les secteurs les plus modérés du PS et le PC, tout en reconnaissant les graves difficultés économiques du moment, réitèrent leur appel à chercher à tout prix un dialogue avec la Démocratie-chrétienne et donc à éviter l'accélération des expropriations et occupations d'usines**.

De nouveau, **la politique du MIR est durement dénoncée.** Cette condamnation, qui intervient après une trêve de quelques temps entre le PC et le MIR, annonce la campagne des mois qui suivent contre « *les provocations de l'ultra-gauche et de l'ultra-droite*», qui sont mises dos-à-dos par le parti de Luís Corvalán. Cette approche rappelle ce que Miguel Enríquez a déjà dénoncé après l'assassinat d'un étudiant du MIR, par des membres de la jeunesse

---

[822] E. Palieraki, *Manifestations de rues à Santiago durant l'Unité populaire*, Paris I-La Sorbonne, mémoire de maîtrise d'histoire, 2001.

[823] Ce type de tensions traverse l'ensemble de l'UP et chaque parti, ce jusqu'au Parti radical qui se divise, fin juillet 1971. Naît alors le Parti de la gauche radicale, qui passe dans l'opposition par la suite.

communiste, en décembre 1970, à Concepción[824]. Le PC dans de telles conjonctures tend à utiliser « *le sectarisme comme norme afin de régir les relations entre les forces de gauche* »[825]. Ce sectarisme communiste, caractéristique du phénomène stalinien, illustre les difficultés du PC pour accepter des expressions politiques placées à gauche de son univers. **On trouve là également, une explication à l'attitude réfractaire du PC face à tout surgissement au sein du mouvement ouvrier, d'organisations nouvelles et autonomes, placées hors de son influence directe ou indirecte (via la CUT)**.

Pour revenir au document de *El Arrayan*, l'objectif déclaré du PC est d'élever la productivité de l'APS et atteindre ainsi, une meilleure participation des salariés. Au niveau de la direction économique nationale, l'accent est mis sur la centralisation et la planification[826]. A l'autre pôle, le PS et P. Vuskovic insistent sur le fait que l'Etat doit intensifier son contrôle direct sur l'économie (par la nationalisation de la grande distribution et le contrôle des prix), accélérer les nationalisations et la pression sur le grand capital monopoliste privé. Ils se prononcent également contre l'augmentation des prix, qui risquerait d'affecter le pouvoir d'achat des classes populaires et le niveau des rémunérations des travailleurs[827]. Finalement, les accords de *El Arrayan* sont situés entre ces deux positions. Il est décidé d'augmenter les prix de la production en provenance de l'Aire de propriété sociale seulement, avec pour objectif de diminuer les pertes de ce secteur. **Au niveau de la participation, le style bureaucratique de**

---

[824] Sur cet affrontement mortel entre le MIR et les communistes, qui provient d'une longue tradition stalinienne de lutte contre les organisations à la gauche du PC (tant au Chili qu'au niveau international), voir MIR (Secretariado Nacional), *Declaración sobre la muerte de A. Ríos*, Santiago, diciembre de 1970 (in V. Farias, *Op. Cit.*, tomo 1, pp. 541); Frente Estudiantil Revolucionario (FER), *Declaración sobre la muerte de A. Ríos,* Santiago, diciembre de 1970 (in V. Farias, *Op. Cit.*, tomo 1, p. 542); Juventudes Comunistas (Comisión Ejecutiva), *Declaración sobre la muerte de A. Ríos*, Santiago, Diciembre de 1970, (in V. Farias, *Op. Cit*., tomo 1, p. 543).

[825] Miguel Enríquez (Secretario General del MIR), « Las relaciones del MIR con el PC », *Punto Final*, Santiago, Nº 120, 22 de noviembre de 1970 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 1, p. 519).

[826] O. Millas, « Los acuerdos de Arrayán », *Principios*, N°144, Santiago, 1972.

[827] Sur la vision économique de Pedro Vuskovic et sa critique ouverte aux positions conciliatrices comme à la vision économique de la DC et du PC, voir: P. Vuskovic, "Reformismo, revolución y la estrategia de la Unidad popular", *Posición*, Santiago, N° 9, 14 de junio de 1972 ; et surtout P. Vuskovic (comp. R.Maldonado), *Obras escogidas sobre Chile (1964-1992)*, Santiago, CEPLA, 1993.

l'UP et l'incapacité à « *incorporer les masses populaires* » sont ouvertement reconnus et critiqués[828].

Les différences politiques, qui s'accentuent lors de *El Arrayan*, éclatent en plein jour pendant la seconde réunion du comité politique de l'UP, le 5 juin 1972, à Lo Curro. Pour résumer, s'affirment deux consignes, devenues fameuses par la suite. L'une est celle du PC et des ailes modérée du PS (dont Allende) et du MAPU, qualifiée de « consolider pour avancer » (*consolidar para avanzar*). Elle s'appuie sur le constat que dans la conjoncture de la mi-1972, la corrélation de forces est défavorable au gouvernement et à la classe ouvrière, malgré d'importantes avancées dans la réalisation du programme de l'UP. En conséquence, le PC avance l'idée d'une « consolidation » du processus, soit un gel des conquêtes sociales. Selon cette optique, il faut être prêt à faire des concessions à l'opposition et à certaines fractions des classes dominantes, notamment le patronat des petites et moyennes entreprises. Le témoignage de Fernando Quiroga souligne que de nombreux militants socialistes et les secteurs modérés du gouvernement partagent pleinement cette analyse[829]. Le dirigeant communiste Orlando Millas, dans un long texte publié dans *El Siglo*, le 5 juin 1972, définit cette tactique : « *il est donc nécessaire de mettre l'accent sur la défense du gouvernement populaire, dans sa stabilité et dans la continuité de son œuvre. Il serait funeste de continuer d'amplifier le nombre de nos ennemis et au contraire, il faudra faire des concessions et, au moins, neutraliser certaines couches et groupes sociaux déterminés* »[830]. Il est essentiel de comprendre que pour la direction du PC et Allende, cette corrélation de forces défavorables serait avant tout le produit « *d'erreurs politiques et économiques* » de la gauche, qui pourraient se résumer « *à des transgressions au programme de l'Unité populaire* ». D'où la condamnation permanente contre toute occupation d'usine non planifiée par le gouvernement et le refus de mettre l'accent « *sur ce que nous ferons dans le futur, quand il y aura des conditions plus développées* ». C'est

---

[828] Unidad Popular (comité nacional), *La Declaración de El Arrayán*, Santiago, 9 de febrero de 1972 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 3, pp. 1976-1993).

[829] Fernando raille, avec ferveur, ses camarades socialistes : « *"Avanzar, avanzar sin transar" ¡Por favor! En la guerra (si esta es una extensión de la política), no es posible avanzar sin negociar, tengo que ir avanzando y parando para negociar, ir ganando terreno sobre la base de la negociación. Y en este país no dejaron que se negociara. Eso por pensar que aquí había suficiente fuerza como para impedir un Golpe militar...*" (Entretien avec Fernando Quiroga, Santiago, 1 décembre 2001).

[830] O. Millas systématise ces positions dans un texte fondamental, intitulé « La clase obrera en el gobierno popular ». Cet article a été publié tant dans la presse que comme document destiné à la formation des militants (PC, *Cuadernillo de Propaganda*, Santiago, N°4, Imprenta Horizonte, 1972).

justement cette « NEP à la chilienne » (selon les mots de Manuel Castells) qui s'impose en juin 1972 et évince les adeptes de la « ligne Vuskovic », du nom du ministre de l'économie qui doit alors céder sa place. Cette politique signifie tout d'abord une hausse des prix, afin de restreindre les revenus des salariés et donc l'envolée de la consommation, ce qui - par voie de conséquence - pourrait permettre d'enrayer l'inflation et les problèmes de ravitaillement[831]. Parallèlement, le PC propose un réajustement des salaires de 100 % de la hausse du coût de la vie, mais celui-ci bénéficie automatiquement davantage aux hauts revenus et fragilise toujours plus le tiers de la population active qui n'est pas salariée (sous-prolétariat urbain et rural, travailleurs indépendants). Le but affiché est de rétablir une relation prix/salaires plus "exacte" suivant les critères du marché et de générer des excédents, dans les entreprises publiques mais aussi privées. **O. Millas cherche à favoriser la capacité d'autofinancement de l'APS et à renforcer la politique de conciliation avec certaines fractions des classes dominantes, préconisée par son parti. Enfin, il veut éviter la poursuite d'une confrontation directe avec l'impérialisme et souhaite donc dégager les liquidités nécessaires, afin de pouvoir payer une partie la dette extérieure et les coûteuses indemnisations au capital étranger nationalisé.**

L'autre ligne - qui est évincée - est celle du « Avancer sans transiger » (*avanzar sin transar*). Certes, le slogan est tout aussi réducteur que le précédent, comme l'admettent aujourd'hui plusieurs militants : ainsi, Patricio Palma qualifie ce débat comme l'une des antinomies les plus fausses que l'on ait pu inventer dans un processus révolutionnaire[832]. Pourtant, ce faux dualisme entre deux consignes simplistes recouvre des différenciations, bien réelles, dans le rythme du processus de transition au socialisme, mais aussi dans la stratégie de l'alliance de classe. Selon les partisans d'une "accélération", tel que le socialiste Hernán Ortega, la consolidation dans un tel moment fait courir le risque de donner une bouffée d'air frais à l'opposition et de se couper par la même occasion des fractions des classes populaires

---

[831] Ainsi si l'accord CUT-gouvernement a prévu une augmentation des salaires maximum de 22% pour 1972, la multiplication des grèves, occupations d'usines et du taux de syndicalisation font que durant le premier semestre 1972, les augmentations monétaires de salaires dépassent les 40%. Cependant, cette importante croissance du pouvoir d'achat est progressivement absorbée par une inflation galopante (voir M. Castells, *La lucha de clases en Chile, Op. Cit.*, pp. 215-216).

[832] "*Allí se planteo la famosa disputa entre "avanzar sin transar" y "consolidar para avanzar", que yo creo que hoy mirado con distancia histórica, cualquier analista serio se da cuenta de que fue una de las antinomias más falsas que se pueden haber inventado en un proceso revolucionario: porque no se veía hacer ni una cosa, ni la otra, las 2 estaban equivocadas. Lo que había que hacer era articular un poder político militar para avanzar el proceso, en la medida en que socialmente el proceso maduraba, así de simple*" (Entretien avec Patricio Palma, Santiago, 28 novembre 2001).

les plus mobilisées et organisées[833]. Comme en témoigne Pablo Muñoz, **l'idée de ces militants est aussi de faire basculer les couches moyennes de leur côté, *"depuis une position de force et non depuis une position de concession*"**[834]. Les socialistes particulièrement, mais également la Gauche chrétienne et une partie du MAPU, affirment que la résistance de la petite bourgeoisie industrielle et commerçante, tout comme certaines agitations « excessives » au sein de la classe ouvrière, sont avant tout le fruit du manque de clarté sur les objectifs futurs du gouvernement. Ou, dit d'une autre manière, ils seraient le produit d'un manque de perspectives politiques révolutionnaires. Pour eux, il est nécessaire de s'attaquer aux classes dominantes de manière plus ardue. Ils constatent que 70% de la population chilienne n'a accès qu'à 26% de la consommation totale. En conséquence, P. Vuskovic souhaite une rapide réorientation des excédents qui s'accumulent dans les mains de la population la plus riche par le biais d'une reforme fiscale radicale, l'élimination des impôts indirects (sauf pour les produits somptuaires). De même, le réajustement de salaire ne doit pas concerner les hauts revenus, mais seulement les plus modestes. Cela signifie également le rejet des politiques économiques demandées par le Fond monétaire international[835]. Les socialistes notent que l'implantation du productivisme dans l'Aire sociale, parallèlement à un gel de son expansion, revient à proclamer « *le réformisme en politique et le* desarollismo *en économie* ». En conséquence, ils revendiquent « *le contrôle des travailleurs* » au sein des entreprises nationalisées[836].

Cette tactique du PS entre en résonance avec le MIR et la gauche extraparlementaire qui pointent du doigt le projet d'Allende, comme « *capitaliste d'Etat* » et appellent à une dénonciation, pure et simple, de la dette extérieure. De telles affirmations sont basées sur l'analyse d'une polarisation de classe irréconciliable de la société chilienne. Il y a donc bien continuité entre le congrès de Chillán, souvent présenté comme une radicalisation passagère du

---

[833] « [...] *yo creo que en ese sentido los partidos – como la central única – no estaban preparados para el cambio que se producía. Haber sido histórica oposición para ser gobierno era, sin duda, una situación distinta. No estábamos necesariamente preparados para ejercer el poder y, al mismo tiempo, contener la presión de las masas que habíamos encabezado históricamente. La contradicción de decir "bueno, hoy día tenemos que esperar porque hoy día nosotros somos gobierno y todo lo que aspiramos no lo podemos resolver de la noche a la mañana". Entonces habían debates en torno a los ritmos: avanzábamos más rápido o avanzábamos menos rápido. Fundamentalmente la discrepancia era o "avanzar sin transar" o aplicar medidas reformistas que retrasaban mucho el proceso. Lo que nosotros entendíamos era que este proceso tenía que ser rápido, porque visualizábamos que la derecha no iba a entregar el poder; había perdido una elección pero no iba a entregar el poder, iba a tratar de detener el proceso de cualquier manera.* » (Entretien avec Hernán Ortega, Iquique, le 6 novembre 2001).

[834] Entretien avec Pablo Muñoz, La Serena, le 24 juin 2002.

[835] P. Vuskovic, "Reformismo, revolución y la estrategia de la Unidad Popular", *Posición*, Santiago, N° 9, 14 de junio de 1972.

[836] " ¿Se avanza consolidando o se consolida avanzando?", *Posición*, Santiago, N°9, 14, de junio de 1972.

PS et sa posture discursive durant l'année 1972[837]. En ce sens, les explications présentées aujourd'hui par Carlos Altamirano sont peu convaincantes. Ce dernier affirme que le tournant historique du congrès de Chillán serait exceptionnel et le produit « *d'une majorité circonstancielle des trotskystes au sein du parti* »[838]. Pourtant, cette orientation est amplement confirmée lors du XXIII° congrès de la Serena, fin janvier 1971, qui permet précisément l'élection de Carlos Altamirano, au secrétariat général. Parmi les résolutions politiques adoptées, on retrouve la stratégie du « *front des travailleurs* »[839]. Cette argumentation est, de nouveau, reprise lors du plénum du comité central d'Algarrobo, en mars 1972, où le pouvoir populaire y est défini comme « *le pouvoir ouvrier et paysan* », constitué « *depuis en bas, au travers de l'action et de la lutte des masses* » [840].

Il est vrai le PS par ses discours incendiaires tend à accentuer la dichotomie et les crises qui existent au sein de la coalition gouvernementale. Mais, si les socialistes conspuent haut et fort le « réformisme », il apparaît aussi que sa direction se montre fort indécise sur les formes concrètes de le combattre. Selon Maurice Najman, « *il ne suffit pas de dire qu'il y a deux « conceptions » du processus, il faut encore les caractériser. Il ne suffit pas de désigner le réformisme, il faut éclaircir son rôle* »[841]. C'est précisément à de telles contradictions auxquelles doivent faire face les militants et classes populaires organisées dans leur recherche d'un « pouvoir populaire constituant ». La victoire de la ligne Millas a un effet contraire à celui espéré puisqu'elle accélère les mobilisations collectives. Il est décidé d'appliquer une thérapie de choc à l'économie chilienne, sans concertation avec les bases militantes de gauche et encore moins avec la société civile. A la fin août, presque l'ensemble des prix sont brusquement augmentés, y compris les produits de première nécessité, de 30, 50 voire 200% ! **Cette mesure,**

---

[837] PS, *Resolución sobre política nacional*, Chillan, 26 de noviembre de 1967 (archives BDIC: F delta 652) ; voir également la présentation du PS dans la première partie.

[838] Entretien avec Carlos Altamirano, Santiago, 11 mars 2002. L'ex-secrétaire général du PS a avancé cette interprétation a plusieurs reprises au cours des dernières années. Voir P. Politzer, *Altamirano*, Ed. Melquíades, Santiago, 1989. Il est exact que depuis les années trente, le PS comporte une importante fraction de militants « trotskysants », non organisés comme tendance, qui procèdent à un important travail au sein du PS (F. Casanueva, M. Fernandez, *El Partido socialista y la lucha de clases en Chile*, Santiago, Quimantú, 1972). Fernando Quiroga, qui est, entre 1971 et 1972, secrétaire de section du PS au niveau de Maipú, décrit une forte présence des trotskystes à l'intérieur du PS, militants auxquels ils s'opposent d'ailleurs (entretien effectué à Santiago, le 1 décembre 2001).

[839] PS, « Resoluciones del XXIII Congreso del PS », La Serena, enero de 1971 (in *Punto Final*, Santiago, febrero de 1971).

[840] Partido Socialista, *Resolución del Pleno del Comité Central en Algarrobo*, Santiago, noviembre de 1971 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 2, pp. 1212-1216).

très loin des discours sur la participation et la concertation, provoque le désarroi dans les quartiers pauvres, mais aussi de violentes manifestations d'étudiants et de commerçants. Politiquement, il se produit la plus grave crise politique depuis l'élection d'Allende, alors que la droite dénonce le gouvernement, comme « *affameur du peuple* »[842]. Parallèlement, la gauche de l'UP multiplie ses critiques et le FTR caractérise cette période comme un tournant dans la politique du réformisme, qui chercherait à donner toujours plus de garanties à la bourgeoisie[843]. C'est ce climat qui ouvre la voie à la multiplication des attentats, aux démonstrations de force d'extrême droite et créé les conditions pour la tentative avortée de coup d'Etat du mois suivant, connu comme « Plan Septembre »[844]. Plus largement de telles crises et contradictions au sein du bloc gouvernemental reflètent le débordement social en cours. Même s'il prend une direction tous azimuts, celui-ci s'exprime dans un premier temps particulièrement au sein des *poblaciones* et *campamentos* de Santiago, où fleurissent de riches expériences de pouvoir populaire local[845].

VI – 2) *Pobladores* et pouvoir populaire local : un véritable laboratoire d'expériences

VI – 2 – 1) La dynamique participative des « pauvres de la ville »

Nous avons vu dans le chapitre deux que l'une des composantes importantes du mouvement social urbain est celle des *pobladores*, c'est-à-dire des mal logés et des sans toit. Nous avons pu apprécier l'hétérogénéité forte de l'univers *pobladores*, mais aussi son potentiel mobilisateur autour de questions telles que le logement, les transports ou encore la santé. **Le profond changement du climat politico-social durant l'Unité populaire accélère les diverses formes du répertoire des actions collectives de ces « pauvres de la ville », si bien**

---

[841] M. Najman, *Op. Cit.*, p. 36.
[842] M. Castells, *La lucha de clases en Chile*, *Op. Cit.*, pp. 240-242.
[843] FTR, « Frente a la política económica del reformismo », Santiago, 26 de septiembre de 1972 (in *El Rebelde*, Santiago, N°49, septiembre de 1972).
[844] Voir les longues et détaillées analyses du MIR sur la crise d'août 1972 et le « plan septembre » : MIR, *Informe de la Comisión política al Comité central restringido sobre la « crisis de agosto »*, Santiago, 8 de septiembre de 1972 (in *Documentos Internos 1972* - Archives du CEDETIM - Paris) et MIR, *Informe de la Comisión política al Comité central restringido sobre la « crisis de septiembre »*, Santiago, 3 de octubre de 1972 (in *Documentos Internos 1972* - Archives du CEDETIM - Paris).
[845] Sur la différence entre *campamentos* et *poblaciones*, déjà précisée, je renvoie au glossaire en fin d'ouvrage qui synthétise cette question.

que Vicente Espinoza qualifie cette période de l'histoire des *pobladores* – ou plus exactement les années 1967-1973 – comme celle du « pouvoir populaire »[846]. On peut observer alors une transformation significative dans la manière d'affronter les problèmes quotidiens de la part de cette population, l'une des plus déshéritées du pays. Sur le plan du logement, les occupations illégales de terrain se multiplient, premier pas vers la création des *campamentos*[847] ; sur le plan de l'organisation interne, les *pobladores* rompent avec les schémas traditionnels (exprimés dans les comités de quartier ou *juntas de vecinos*) et cherchent des formules de participation plus amples. Des évolutions se notent également dans le champ de la santé, où on observe l'apparition de « brigades de santé » ; dans le champ de l'éducation, certains campements ou *poblaciones* font la tentative de modifier les programmes scolaires, voire de mettre sur pied des essais d'éducation autogérée. En ce qui concerne la justice, surgissent des expériences partielles d'auto-administration de la discipline[848]. En fait, ce sont différents "fronts" de mobilisation sociale qui s'organisent autour du problème criant du logement et qui, peu à peu, élargissent le domaine d'intervention des *pobladores* : « *chaque front peut se constituer en une instance qui questionne l'ordre social existant, tant du fait de sa structure que de son contenu, dans la mesure où se lie la lutte revendicative particulière aux contradictions fondamentales du système* »[849].

Si l'on parle de formes émergentes de « pouvoir populaire constituant » animé par le mouvement *pobladores*, c'est à ce type d'actions qu'il faut s'intéresser. On a déjà cité les trois grands types de projets d'organisation ("Assistancialiste" / Participatif / Mobilisateur) attribués aux partis politiques par Joaquín Duque et Ernesto Pastrana, en ce qui concerne les *pobladores*. Assurément, une telle théorisation pêche par "idéologisme" comme le montrent des travaux récents[850]. Néanmoins, afin d'approcher la relation entre ces formes de revendications urbaines et la lutte politique, le travail du CIDU sur les quartiers périphériques de Santiago reste

---

[846] V. Espinoza, « Historia social de la acción colectiva urbana: los pobladores de Santiago, 1957-1987 », *EURE*, Santiago, Vol. 24, N° 72, septiembre de 1998 et V. Espinoza, *Para una historia de los pobres de la ciudad*, Santiago, SUR, Col. Estudios Históricos, 1988.

[847] C'est peu avant, pendant et après l'élection de S. Allende que se déroule la croissance des occupations de terrains en ville, comme le montre les chiffres suivants : 1969 : 29 occupations ; 1970 : 352 ; 1971 : 560 (source : Direction générale des carabiniers – cité par J. Garcès, *El Estado y los problemas tácticos en el gobierno de Allende*, México, Siglo XXI, 1974, p. 151).

[848] E. Sader, S. Quevedo, *Algunas consideraciones en turno a las nuevas formas de poder popular en poblaciones*, Santiago, CIDU-U. Católica de Chile, Documento de trabajo N°57, 1972.

[849] Alvarado, R. Cheetham, G. Rojas, "Movilización social en torno al problema de la vivienda", *EURE*, Santiago, V. III, N° 7, abril de 1973, pp. 37-70.

[850] Voir les travaux de Mario Garcés-Duran et de Vicente Espinoza, cités à plusieurs reprises ; ainsi que le paragraphe II – 4, consacré aux mobilisations collectives des « pauvres de la ville ».

essentiel[851]. Sur la base de plusieurs enquêtes de terrain, ces sociologues ont pu réaliser une typologie des différentes « lignes » d'action du mouvement *pobladores* durant l'Unité populaire. Ils isolent des comportements de lutte distincts, qui seraient le reflet des différentes formes d'insertion des partis politiques au sein du mouvement *pobladores*[852]. Surtout, l'important développement de l'activité *pobladores* soumet l'ensemble des forces politiques à une importante pression et les obligent à opérer des changements dans leurs relations avec cette partie du mouvement social urbain. C'est particulièrement le cas pour le PS et le PC qui se trouvent au gouvernement alors que les attentes du mouvement *pobladores* vont parfois au-delà des possibilités légales de celui-ci (comme le montre les limites du plan de construction de logements de l'UP[853]). Ces deux organisations possèdent une implantation réelle dans ce milieu, grâce à la *Central Única del poblador* et au *Comando nacional de pobladores sin Casa*[854].

Selon V. Espinoza, « *alors que les occupations de terrain à la fin des années cinquante furent purement revendicatives, dans cette nouvelle période, les occupations acquièrent une signification politique ; elles comptent avec l'appui des partis politiques de gauche au gouvernement et de l'extrême gauche qui les transforment en l'un des éléments de leur stratégie de transformation sociale* »[855]. Les *pobladores* deviennent un enjeu central du conflit politique, alors que les secteurs de gauche les plus radicalisés cherchent à favoriser l'organisation de cette population et la rupture de leur lien de dépendance envers l'Etat. C'est

---

[851] CIDU, « Reivindicación urbana y lucha política: los campamentos de pobladores en Santiago de Chile », *EURE*, Santiago, n°6, noviembre de 1972, pp. 55-81. Cette étude est réalisée essentiellement sur la base d'une enquête auprès des *campamentos* Fidel Castro ; 26 de julio ; Nueva La Habana ; B.O'Higgins

[852] 1) ligne A = tentative de radicaliser politiquement le processus et perspective de construire des *campamentos* autogérés, en tant qu'organes de pouvoir populaire ; 2) ligne B = mobilisation en termes de satisfaction de revendications immédiates et du triomphe électoral de l'UP, création de canaux de communication entre le gouvernement et le *campamento*, notamment à travers l'appareil des partis de gauche ; 3) ligne C = participation active à la politique de l'UP et finalement combinaison des lignes A et B ; 4) ligne D = posture de dépendance envers l'Etat et assistanat impulsé sous la direction de l'organisation politique dominante du *campamento* puis, modification, sous la pression de la conjoncture politique nationale 5) ligne E = dépendance totale envers l'Etat et position d'assistanat hégémonique au sein du *campamento*.

[853] Le gouvernement dépend ici en grande partie du secteur privé de la construction.

[854] La *Central única del poblador* est une organisation qui surgit, début 1972, sur initiative de militants socialistes, suite à un conflit interne entre le PC et leur parti, qui dirigeaient jusqu'alors ensemble le *Comando nacional de pobladores sin casa*. Ce dernier continue par la suite sous la seule direction du PC (voir CIDU, « Reivindicación urbana y lucha política. Los campamentos de pobladores en Santiago de Chile », *EURE*, Santiago, Vol. II, noviembre de 1972, pp. 55-81).

[855] V. Espinoza, « Historia social de la acción colectiva urbana: Los pobladores de Santiago, 1957-1987 », *EURE*, Santiago, Vol. 24, N° 72, septiembre 1998 (in http://www.scielo.cl/).

en particulier le cas du MIR, qui « *faisait porter son espoir de transformer la société sur le secteur le plus explosif de la population, car le plus exploité, au point qu'il ne disposait même pas d'un abri pour se loger* »[856].

C'est ainsi dans divers champs sociaux que certaines fractions minoritaires du mouvement *pobladores* parviennent à animer des formes d'auto-organisation et de pouvoir populaire. Le champ de la justice en offre un aperçu. Le projet des « tribunaux de voisins » proposé par l'UP (plus exactement par le MAPU), fin 1970, démontre un désir de répondre aux pressions constantes du *mouvement pobladores* et aux formes multiples d'autonomies prises dans ce domaine dans certains *campamentos*[857]. Et si le projet gouvernemental est rapidement retiré devant la vive opposition parlementaire, ce sont des formes indépendantes de l'Etat qui continuent à exister. Ces formes embryonnaires d'autogestion de la justice sont réduites, tant en nombre qu'en ce qui concerne leur pouvoir réel. Elles sont néanmoins intéressantes de notre point de vue. A partir de différentes études, il est possible de tracer leur identité[858]. Ces processus se basent tout d'abord sur l'image que se sont formés les *pobladores* de l'appareil judiciaire et de leur rejet d'une justice considérée comme opposée à leur intérêt de classe. Partant de là, les essais de création d'une nouvelle légalité au sein du campement sont acceptés comme légitimes. Selon une enquête réalisée à la fin 1971 auprès de plusieurs *poblaciones* et *campamentos*, on peut dire que ces « pauvres de la ville » font confiance à une justice communautaire autogérée en ce qui concerne plusieurs problèmes de discipline et de contrôle social (à plus de 50%, ils y sont favorables). Elle est considérée comme valable pour des thèmes tels que l'alcool au sein de la *población* ; les violences intrafamiliales ; les parents qui n'envoient pas leurs enfants à l'école ; le refus de coopérer aux tâches communautaires. Dans ce cas, comme nous le verrons dans le paragraphe suivant, des sanctions sont appliquées par la collectivité de *pobladores*. Le témoignage d'Héctor Vega montre également que dans le Sud du

---

[856] C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973. Rapports entre transformations des pratiques sociales, des représentations idéologiques et intervention politique dans un mouvement revendicatif urbain*, thèse de troisième cycle, Ecole Pratique des Hautes Etudes, 1976, p. 35.

[857] CIDU, "Experiencias de justicia popular en poblaciones", *Cuadernos de la realidad nacional*, Santiago, junio de 1971 y E. Sader, S. Quevedo, *Algunas consideraciones en turno a las nuevas formas de poder popular en poblaciones*, *Op. Cit.*

[858] Outre les enquêtes déjà citées, existent également : CIDU, « La justicia en sectores populares urbanos. Imagen y experiencia », Equipo de estudios poblacionales, febrero de 1971; CIDU, "Pobladores y administración de justicia", Equipo de estudios poblacionales, junio de 1972 (cités par E. Sader, S. Quevedo, *Op. Cit.*, p. 16).

pays, les pauvres de la ville se montrent prêts à organiser des « tribunaux populaires », afin de juger des autorités locales considérées comme incompétentes[859].

Par contre, la grande majorité des *pobladores* continuent à légitimer les systèmes judiciaires existants pour ce qui concerne la plupart des transgressions les plus graves (tel que le viol, le meurtre, etc.). De même, la vision des peines reste traditionnelle et l'usage de la prison est accepté. Par contre, les atteintes à la propriété privée sont justifiées à 73%, si le vol est effectué par nécessité (pour manger, s'habiller, se chauffer, etc.). **Une telle subjectivité alimente une remise en cause ouverte de l'ordre social. Il ne s'agit pourtant que de processus transitoires, considérés comme des palliatifs à l'Etat et qui, une fois l'habitat consolidé et les premières revendications contentées, perdent leur capacité participative : souvent, malgré un discours radical et une logique apparente de rupture, les actions des *pobladores* restent inscrites au sein du modèle du « populisme urbain », c'est-à-dire dans une relation de dépendance étroite envers l'Etat[860].** Selon Santiago Quevedo et Eder Sader, cette démobilisation viendrait de « *l'incapacité des organismes politiques d'impulser d'autres revendications d'un caractère plus général* »[861]. Certes, mais comme on le verra, cette permanence est aussi sûrement le produit des nécessités immédiates des familles *pobladores* et d'une vision du monde qui recherche, avant tout, une intégration à un système qui les rejettent : au début des années soixante-dix, 70% des *pobladores* se situent plutôt au centre-gauche, voire au centre-droit[862]. Ceci vient notamment de leur conception conservatrice de l'Etat, censé être l'agent de leur intégration sociale puisque 60% d'entre eux croient alors que seul l'Etat peut changer leur conditions de vie, ceci malgré les appels à l'auto-organisation et à la rupture de l'Etat bourgeois de la gauche révolutionnaire[863].

C'est justement en faisant le pari que cette « *consciente sociale dépendante* » (selon l'expression de F. Vanderschueren) est réversible, que l'extrême gauche investit les quartiers périphériques. **Au contraire des idées reçues, le modèle « mobilisateur » n'est pas seulement appliqué dans les *poblaciones* dominées par le MIR, mais des tentatives sont faites aussi dans plusieurs quartiers populaires organisés par le PC et le PS. Il est**

---

[859] Nous revenons sur l'expérience du pouvoir populaire à Osorno dans la quatrième partie. Voir l'entretien avec Héctor Vega (en français - Santiago, 5 décembre 2001).
[860] V. Espinoza, « Historia social de la acción colectiva urbana: los pobladores de Santiago, 1957-1987 », *Op. Cit.*
[861] E. Sader, S. Quevedo, *Op. Cit.*, p. 21-22.
[862] A. Aldunate, « Participación y actitud de los pobladores antes las organizaciones poblacionales. Una aproximación a la heterogeneidad popular », *Documento de Trabajo ELAS/FLACSO*, Santiago, 1971 (cité par V. Espinoza, « Historia social de la acción colectiva urbana: los pobladores de Santiago, 1957-1987 », *Op. Cit.*).
[863] F. Vanderschueren, « Pobladores y conciencia social », *EURE*, Santiago, Vol. I, N° 3, octubre de 1971.

pourtant vrai que c'est le MIR qui est le principal promoteur de l'idée du pouvoir populaire au sein du mouvement *pobladores*. Le mouvement dirigé par Miguel Enríquez après de multiples crises internes, dont celle de juin 1969, débute ce que le secrétaire général nomme « *la période de masse* », qui passe par une insertion au sein du mouvement *pobladores*[864]. Pour le MIR, il est important de donner priorité à l'organisation des « pauvres de la ville et de la campagne ». Cette analyse vient d'une conviction profondément ancrée sur leur potentiel révolutionnaire : « *le sous-prolétariat, les couches urbaines pauvres, de même que la paysannerie pauvre et les basses couches de la petite-bourgeoisie* » possèderaient « *une énorme importance en tant que sujet révolutionnaire* »[865]. Certaines études sociologiques sur les orientations politiques du sous-prolétariat montrent pourtant que ces fractions des classes dominées, sous-employées et en situation de forte précarité, sont bien loin d'adopter mécaniquement une posture révolutionnaire[866]. Selon le MIR, la formation sociale chilienne est spécifique et il faut donc rejeter la perspective théorique marxiste européo-centrée, d'une classe ouvrière considérée comme avant-garde du mouvement social. Pour M. Enríquez, « *le schéma essentiellement européen avec lequel l'UP analyse les classes motrices, la conduit à ignorer et ne pas donner de direction à une grande quantité de couches urbaines pauvres avec lesquelles le prolétariat peut et doit établir impérativement une alliance permanente* »[867]. C'est en accord avec cette perspective que le MIR cherche à s'insérer dans le sous-prolétariat, notamment le mouvement *pobladores*. **Il s'agit en quelque sorte de la recherche de l'Ethos révolutionnaire des plus pauvres, d'une violence élémentaire non émoussée par les partis ouvriers traditionnels ou les appareils bureaucratiques syndicau**x[868]. Dans cette perspective, les occupations de terrains conduites par le MIR commencent début 1970 et s'étendent jusqu'à 1972.

Ce travail militant débute avec le *campamento 26 de enero* à Santiago, né d'une prise de terrain (le 26 janvier 1970). C'est une occupation d'un nouveau style qui vient de naître dans la périphérie de la *población* La Bandera[869]. La nouveauté réside non pas tant dans le caractère de

---

[864] M. Enríquez, *Algunos antecedentes del MIR*, Santiago, mayo de 1971 (in *Documentos Internos 2-A - 1973*- Archives du CEDETIM– Paris)
[865] N. Gutiérrez, « El poder popular y la lucha del proletariado chileno », *Punto Final*, Santiago, N° 190, 14 de agosto de 1973.
[866] Voir Alejandro Portes, « Occupation and lower-class political orientation in Chile » in A.Valenzuela et J. Samuel Valenzuela (ed. by), *Chile: politics and society*, New Brunswick, 1976, pp. 201-238.
[867] M. Enríquez, Secretario General del MIR, "La UP no golpea al conjunto de la clase dominante", *Chile Hoy*, Santiago, N° 11, 31 de agosto de 1972.
[868] H. Cancino, C. Castro, *Poder obrero y popular en Chile 1970-1973*, *Op. Cit.*, pp. 198-199.
[869] Voir « Ocupaciones de nuevo estilo », *Mensaje*, Santiago, N° 193, octubre 1970.

masse de l'occupation, mais plutôt dans sa combativité, son degré d'organisation et par l'apparition de dirigeants comme Víctor Toro (ouvrier du marché central de Santiago et membre du Comité central du MIR)[870]. Comme le déclare plus tard, Edgardo Enríquez, membre de la commission politique, cette prise de terrain marque le renforcement des liens du MIR « *avec les masses urbaines pauvres au travers de formes de luttes de masse en tant que telles, bien que novatrices par leur contenu et méthode* »[871]. Selon lui, c'est l'exemple du "26 de enero" qui permet au *Mouvement des pobladores révolutionnaires* (MPR – l'un des « fronts » du MIR) d'organiser progressivement 20 000 personnes dans tout Santiago. C'est aussi ce type d'action qui est considéré comme un défi par les partis traditionnels comme le PC, d'où son attaque virulente contre les actions du MIR. Ce dernier cherche une structuration forte des *campamentos* : des groupes de défense - dits « milices populaires » - sont immédiatement implantés avec comme tâche, par la suite, la discipline interne et le respect d'un règlement strict rédigé en accord avec les habitants. De cette manière, c'est une dynamique de prise de distance avec les autorités étatiques qui est favorisée[872]. De même, on retrouve de manière systématique, la mise en place de plusieurs fronts d'organisation : défense / santé / justice interne et discipline / éducation et formation politique / culture, etc…[873].

Après l'occupation du 26 janvier 1970, le MIR multiplie ses coups d'éclats : *campamentos La Unión, Ranquil, 26 de julio, Elmo Catalán, Magaly Honorato, Rigoberto Zamora, Luciano Cruz, Fidel Ernesto, Lo Hermida*…[874]. Ces « tomas » correspondent à un moment fondamental dans le développement d'une conscience collective chez les *pobladores*. Comme le rappelle Christine Castelain, on peut parler d'une profonde transformation dans la vie quotidienne du *poblador* : « *celui-ci est confronté sans aucune transition à un type de vie collectif totalement nouveau pour lui. Il doit participer à un certain nombre d'heures de travaux collectifs, manger, lui et sa famille, autour de la* olla común [la gamelle collective]. *Désormais, pour un certain nombre de problèmes, la solution n'est plus individuelle mais collective* »[875]. Ces profonds changements font parfois éclater le schéma rigide de la vie

---

[870] Voir « Entrevista a Víctor Toro », *Punto Final*, Santiago, N° 185, 5 de junio de 1973 et M. Garcés, *La lucha por la casa propia y una nueva posición en la ciudad*, *Op. Cit.*, p. 578.
[871] Edgardo Enríquez, « Entrevista a un miembro de la comisión política del MIR », Santiago, 28 de julio de 1972 (in *Documentos Internos 2-A - 1973-* Archives du CEDETIM– Paris).
[872] V. Espinoza, *Para una historia de los pobres de la ciudad*, *Op. Cit.*, pp. 302-328.
[873] J. Duque, E. Pastrana, « La movilización reivindicativa urbana de los sectores populares en Chile. 1964-1972», *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales*, N° 4, Santiago, diciembre de 1972, pp. 259-293.
[874] Voir F. Neghme, S. Leiva, "De la toma de terrenos a la toma del poder. El movimiento de pobladores revolucionarios", *Op. Cit.*, pp. 120-182.
[875] C. Castelain, « Histoire du campamento Nueva Habana », *Op. Cit.*, p. 119.

familiale, des rapports de genre et des schémas moraux dominants. De nombreuses femmes participent à des séances d'entraînement physique et d'autodéfense, font garder leurs enfants à une crèche autogérée, acquièrent une formation en devenant « miliciennes » de la santé ou puéricultrice. Parmi les multiples expériences animées par le MIR, c'est sans contexte le campement *Nueva La Habana* qui reste le symbole de cette transformation des rapports sociaux dans les *poblaciones*. Pourtant, une fois encore, il convient de ne pas surdimensionner l'importance de ces bouleversements. Ainsi, **l'étude des rapports entre transformation des pratiques sociales, représentations idéologiques et intervention politique montre que, même dans les cas des campements les mieux organisés et les plus radicaux d'un point de vue politique, le poids de l'idéologie dominante reste central**. C'est d'ailleurs particulièrement le cas en ce qui concerne les rapports entre les sexes, la permanence de l'exploitation de la femme, du machisme et de la misère sexuelle souvent occultés sous le vernis des discours émancipateurs des militants[876].

VI – 2 – 2) L'expérience de *Nueva La Habana*

Le *campamento Nueva La Habana* naît le premier novembre 1970, à partir d'un déplacement des campements *Ranquil*, *Magaly Honorato* et *Elmo Catalán* sur une extension de terre située au croisement des avenues *Departamental* et *Américo Vespucio*. Cette occupation est victorieuse grâce aux intenses manifestations du MPR depuis août et à une habile gestion du blé qui avait été semé sur cette terre. Cette céréale est récoltée puis vendue et ce sont les fonds dégagés qui financent la construction d'habitations solides, d'une petite polyclinique, d'un restaurant collectif, d'une crèche. Ce sont entre 1400 et 1500 familles qui sont ainsi logées. La moyenne d'âge se situe entre 20 et 30 ans et 28 % des chefs de famille sont ouvriers (secteur textile et métallurgie), alors que la même proportion est composée de salariés de la construction[877].

---

[876] Voir C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973. Rapports entre transformations des pratiques sociales, des représentations idéologiques et intervention politique dans un mouvement revendicatif urbain*, Paris, Ecole Pratique des Hautes Etudes, Thèse de troisième cycle, 1976.

[877] Outre les articles et ouvrages déjà cités (dont tout spécialement C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973. Rapports entre transformations des pratiques sociales, des représentations idéologiques et intervention politique dans un mouvement revendicatif urbain*, thèse de troisième cycle, Ecole Pratique des Hautes Etudes, 1976), voir les témoignages de José Moya (réalisé à Santiago, le 20

Ainsi que le souligne Abraham Pérez, l'originalité de *Nueva La Habana* est que les *pobladores* exigent que les logements et infrastructures soient construits sous leur contrôle par une entreprise publique (*Departamento de ejecución directa de la CORVI*) et non par le privé ou une coopérative d'auto-construction. Abraham est militant du MIR, acteur de l'occupation de *Nueva La Habana* et ouvrier de la CORVI (environ 18 000 salariés). C'est un témoin de premier plan sur ce combat puisqu'il devient responsable du « comité de construction » de *Nueva La Habana*. Il se rappelle que la *Controlaría General*[878] fait tout pour empêcher l'édification de ce type de logements. Et c'est une mobilisation coordonnée tant des travailleurs de la construction que des futurs habitants du campement - s'affrontant aux forces de police - qui parvient à imposer leur volonté[879]. Abraham soutient aussi que les rumeurs de discriminations politiques pour pouvoir intégrer le *campamento* sont complètement infondées[880]. Quant à l'ouvrier José Moya, il habite aussi *Nueva La Habana* : « *C'est la chose la plus démocratique que j'ai connue de ma vie dans la forme d'élection des dirigeants, tant de la direction du campamento, que des dirigeants de base, de* manzana [ensemble de logements]. *Nueva La Habana, c'était 1500 pobladores divisés en 24* manzanas *et chaque* manzana *était composée de 64 sites, dont 63 pour les familles et un pour le local de la* manzana*. Dans ce local se déroulait toute la vie de chaque* manzana *: tous les après-midi se réunissaient ici les pobladores, ils discutaient les problèmes de santé, de surveillance, de ravitaillement, d'éducation…* »[881]. **La caractéristique de cette organisation est qu'elle répond à la**

---

novembre 2001) ; d'Abraham Pérez (réalisé à Santiago, le 6 mai 2002) et de Manuel Paiva (in F. Neghme, S. Leiva, *Op. Cit.*, p. 142).

[878] Voir glossaire, en fin d'ouvrage.

[879] *"Nosotros hicimos las primeras movilizaciones que se hicieron en el tiempo de Allende y fueron porque la contraloría, que era la encargada de firmar para financiar una obra determinada, no nos quería dar la plata. Era la obra Nueva la Habana, que tenía un costo inicial en ese tiempo de 60.000 escudos y en que se iban a construir 1.888 casas, entonces el contralor de ese tiempo (no recuerdo bien, pero creo que era de apellido Hunneus), y que era un "momiacho" recalcitrante y reconocido, no nos quería dar la aprobación del presupuesto. Entonces nosotros hicimos una movilización que fue la primera que se hizo en tiempos de la UP, íbamos a protestar en contra del contralor y, entonces, los "pacos" nos pararon al frente de la Moneda y no nos dejaron pasar y se armó allí una trifulca del diablo*". Entretien avec Abraham Pérez (*Op. Cit.*).

[880] *"Nunca me preguntaron ninguna cosa más, ni que pensaba políticamente ni nada. Fue muy explotado esto, decían que prácticamente nos confesaban y teníamos que jurar que éramos de izquierda o miristas...nada de eso. Al día siguiente llevé un par de fonolas y me dieron un sitio, yo era la carpa 164 y fueron como 300 las carpas que llegaron después...Yo me fui allí con mi familia, con mis dos cabros y mi mujer*". Entretien avec Abraham Pérez (*Op. Cit.*).

[881] Entretien réalisé à Santiago, le 20 novembre 2001. D'autres auteurs parlent de 64 familles par *manzanas*.

tentative de briser un schéma politico-administratif de type vertical, afin d'essayer d'incorporer le plus grand nombre possible de familles au processus de participation[882].

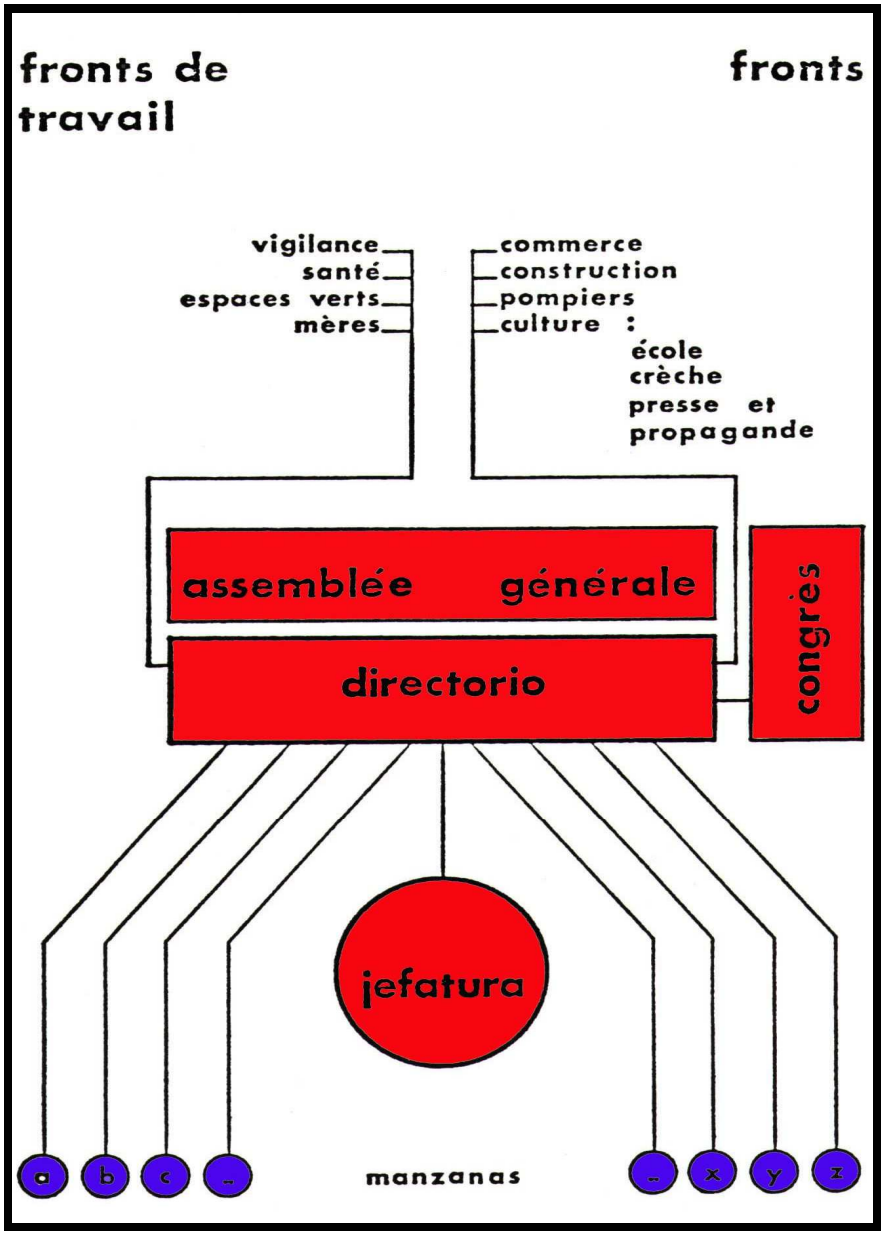
En fait, chaque regroupement de maisons possède une direction élue par les *pobladores* et la *manzana* se réunit en assemblée générale une fois par semaine. Elle est représentée à la direction du campement par un délégué élu pour une période de 6 mois. Dans ce directoire, on trouve aussi des représentants des différents « fronts », tel que Abraham Pérez pour celui de la construction. Au-dessus de cette direction générale composée de délégués des *manzanas*, se trouve la *jefatura*, qui est l'organe maximal de direction. Il est formé de 5 à 8 dirigeants élus en assemblée générale du *campamento* pour un an (vote universel et secret). Sa fonction est de répondre aux problèmes quotidiens et définir une politique générale[883]. C'est le MIR qui garde, jusqu'au coup d'Etat, le contrôle du campement grâce aux qualités de leader et au travail militant d'Alejandro Villalobos (dit « Mickey »)[884]. On retrouve ici l'organisation selon différents « fronts de lutte », regroupés par thèmes : ce sont eux qui animent politiquement *Nueva La Habana*, sont responsables devant la *jefatura* et forment l'architecture de ce pouvoir populaire local.

Tableau N° 6 : Organisation schématique du *campamento* Nueva La Habana

[882] J. Alvarado, R. Cheetham, G. Rojas, "Movilización social en torno al problema de la vivienda", *EURE*, Santiago, V. III, N° 7, abril de 1973, pp. 37-70.

[883] C. Castelain, « Histoire du campamento Nueva Habana », *Op. Cit.*, pp. 119-120 et J. Fiori, "Campamento Nueva La Habana: estudio de una experiencia de autoadministración de la justicia", *EURE*, Santiago, V. III, N°7, abril de 1983, p. 87. Abraham Pérez parle quant à lui de 5 dirigeants au niveau de la *jefatura* (*Op. Cit.*) ; E. Pastrana et M. Threlfall de 7 dirigeants (in *Pan, techo y poder, Op. Cit.*, p. 74) et Manuel Paiva de huit dirigeants (*Op. Cit.*)...

[884] Abraham Pérez rappelle que le responsable du campamento est élu selon la première majorité dégagée lors des élections en assemblée générale. Il témoigne que celui-ci a toujours dégagé la première majorité, au côté de militants comme "Jimmy", el "Chandú", la "Chica Silvia", el Mario Leiva... (*Op. Cit.*).



Source : C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana, Op. Cit.,* p. 61

Selon Christine Castelain, la « *naissance d'un sentiment de pouvoir, créatrice d'un nouvel ordre moral, la participation au fonctionnement interne du campamento est très élevée* »[885]. Aujourd'hui, l'histoire du *campamento Nueva La Habana* nous est aussi accessible grâce à une histoire élaborée par les *pobladores* eux-mêmes avec l'aide d'étudiants (en 1972) ou encore par le biais du film-documentaire *Nueva La Habana* de Tom Cohen[886]. Le front de

[885] C. Castelain, « Histoire du campamento Nueva Habana », *Espaces et Sociétés, Op. Cit.*, p. 120.
[886] Directorio y Pobladores Nueva Habana, H. Saa, R. Urbina, A. Victoria, grupo de trabajo "procesos sociopolíticos y diseño urbano", *Organización y lucha poblacional en el proceso de cambios: la experiencia del campamento Nueva Habana*, Santiago, Facultad de arquitectura y urbanismo, Universidad de Chile, 1972 (des

la santé constitue l'un des éléments moteurs de ce processus participatif et il est animé par des « miliciennes de la santé »[887]. Comme en témoigne José Moya, chaque *manzana* maintient son équipe de santé et elle travaille avec la policlinique installée au centre du campement et avec « l'hôpital pour enfants »[888]. Elles sont chargées de parer aux maladies les plus fréquentes et de veiller à l'hygiène des familles. C'est après une série d'occupations des locaux du Service national de santé (SNS), que sont obtenus l'aide de docteurs volontaires, des médicaments et la reconnaissance légale de ce service de proximité, en collaboration avec l'Hôpital Sotero del Rio[889]. Le front culturel est l'un des premiers à être créé (mi-novembre 1970). Il a comme but non seulement l'autocréation d'espaces de divertissement et d'activités artistiques[890], mais aussi la conscientisation et l'éducation : pour José Moya cela a signifié une riche expérience d'éducation populaire[891]. Il s'agit tout d'abord d'obtenir le droit à l'éducation pour les enfants et c'est une campagne d'alphabétisation qui est lancée par des professeurs payés par l'Etat[892]. De même, des groupes de propagande sont formés y compris avec usage d'une presse interne (voir le paragraphe sur la presse du « pouvoir populaire »). On peut citer également « le front des mères », qui organise les femmes du campement autour de leur problématique spécifique en tant que femme ou encore le « front des travailleurs ». Ce dernier naît de la forte présence de chômeurs à *Nueva La Habana.* S'organise alors un comité de travail volontaire qui travaille en coordination avec les salariés du campement, en particulier avec ceux qui, comme Abraham Pérez, font partie de la CORVI. Ces chômeurs participent à la construction des logements et se forment pour de futures constructions. Sur un total de 500 personnes qui travaillent à la construction, environ 300 sont des *pobladores* de *Nueva La Habana*. Comme le déclare un

---

extraits de ce recueil de témoignages sont repris dans E. Pastrana et M. Threlfall, *Pan, techo y poder, Op. Cit.*) et Tom Cohen, *Campamento Nueva La Habana*, Amram nowak production, New York, 1975.

[887] Voir l'étude des pratiques sociales du Campamento Nueva La Habana effectué *in situ* par Christine Castelain dans *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973. Op. Cit.*, pp. 107-215.

[888] Entretien réalisé à Santiago, le 20 novembre 2001.

[889] Voir le témoignage de Manuel Paiva (*Op. Cit.*), ainsi que les ouvrages déjà cités.

[890] Le film *Campamento Nueva La Habana* (*Op. Cit.*) montre bien ce type d'activités, comme le théâtre populaire par exemple, réalisé avec l'appui des étudiants de l'Université du Chili.

[891] "*En educación también había una experiencia de organización en educación popular: educación y expresión artística también. Pero fundamentalmente en educación, la expresión artística se dio con gente que iba de afuera, estudiantes de arte de la Universidad de Chile. Ellos llevaron el teatro, la música, pero la gente del campamento no tenía muchas habilidades seguramente, no participó mucho. Pero de la educación sí participó, por ejemplo, en la escuela popular que también fue con profesores traídos de afuera. Ellos trabajaron con los niños y los papás, también en base a una propuesta distinta de educación*". Entretien réalisé à Santiago, le le 20 novembre 2001.

[892] Outre le travail avec les enfants, le nombre d'adultes en cours d'alphabétisation semble modeste (environ 70) selon le témoignage d'un poblador (Directorio y Pobladores Nueva Habana, H Saa, R. Urbina, A. Victoria, grupo de trabajo "procesos sociopolíticos y diseño urbano, *Organización y lucha poblacional en el proceso de cambios :*

habitant aux étudiants d'architecture, la création du Front des travailleurs à comme objectif que « *le camarade chômeur ne perde pas de vue sa condition de prolétaire* »[893].

Enfin, dernier champ de participation essentiel à *Nueva La Habana*, celui de la surveillance et sécurité du campement. Chaque *manzana* envoie un délégué volontaire qui acquiert une petite formation d'autodéfense. Cette organisation est issue de la « commission de discipline » qui existe au moment de la création du *campamento.* Il s'agit d'assurer la sécurité du campement, lutter contre les « clandestins » (de l'extérieur), contre la prostitution, le vol et l'alcoolisme mais aussi la police ou les commandos d'extrême droite. Ce type d'activité rejoint aussi ces formes d'auto-administration de la justice déjà mentionnées : « *ce front pose les jalons d'une justice populaire interne, chargée de résoudre certains problèmes d'injustice quotidienne. En fait, ce front intervient surtout dans les conflits conjugaux, là où l'inégalité et la domination d'un des deux partenaires sur l'autre est flagrante : le cas des hommes ivres qui battent leur femme et leurs enfants* »[894]. Les « juges » sont des membres du front de surveillance et c'est avec la direction du campement que sont dictées les sanctions : en général, du travail volontaire ou encore la lecture d'œuvres marxistes, avec un examen final (sic !). Cette justice interne possède même une salle propre où peuvent être mis à demeure les accusés. La manzana Z représente la dernière sanction avant l'expulsion définitive de la famille[895]. L'un de ces jugements populaires le plus fameux reste celui de mai 1972, où à la suite d'un viol, les dirigeants du campement ont bien du mal à contenir la colère d'une petite minorité, prête à émasculer leur « camarade » violeur. Finalement, cet incident finit par démontrer les effets potentiellement dangereux pour le MIR de ces tentatives de justice populaire, puisque ce tribunal de mai 72 finit par se retourner contre les dirigeants du campement, accusés par une fraction de l'assistance de monopoliser le pouvoir. Cela montre aussi le manque de maturation politique et culturelle des *pobladores* pour envisager la justice selon des critères renouvelés : « *les pobladores tentent a priori de protéger l'un des leurs, en ne le remettant pas à la justice, dans un réflexe social de classe. Mais, ils sont arrêtée et freinés dans leur réflexe de défense par le respect des valeurs traditionnelles bourgeoises* ». En effet, la majorité après avoir hésité, décide de remettre le coupable à un psychiatre qui le suivait

---

la experiencia del campamento Nueva Habana, Santiago, Facultad de arquitectura y urbanismo, Universidad de Chile, 1972).

[893] Cité dans E. Pastrana et M. Threlfall, *Pan, techo y poder, Op. Cit.*, p. 82.

[894] C. Castelain, « Histoire du campamento Nueva Habana », Op. Cit., p. 120 et C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973, Op. Cit.*, pp. 141-151.

depuis quelques temps[896]. Bien sûr la presse de droite - telle que *El Mercurio, La Prensa* ou *Tribuna* - n'a de cesse de dénoncer cette justice qui échappe à l'appareil étatique et qui représenterait selon elle « *la fin de la liberté personnelle et, même, la vie intime de chacun* »[897].

Indéniablement, *Nueva La Habana* peut encore aujourd'hui être considéré comme un modèle du genre et représente une tentative concrète de pouvoir populaire local, sous égide du MIR. Cette orientation politique est d'ailleurs confirmée lors des élections internes qui suivent le congrès du campement, en février 1972. C'est Alejandro Villalobos qui en garde la tête, alors que la *jefatura* est composée d'une majorité de militants du MIR et d'un seul représentant de l'UP. A cette occasion, la nouvelle direction affirme : « *Dans la mesure où nos fronts* [de lutte] *commencent à contrôler le pouvoir, nous arriverons également à contrôler le pouvoir des organismes de l'Etat* »[898].

Pourtant, là encore, la participation de la base souffre de multiples frictions entre dirigisme politique et activité des *pobladores*. Christine Castelain note une très nette démobilisation et désorganisation interne durant l'année 1972, suite au tournant tactique du MIR, qui réoriente son travail militant vers la classe ouvrière[899]. L'importance de la lutte des *pobladores* pour la création d'un « *pouvoir local* » y est néanmoins réaffirmée, proposition qui se concrétise en octobre 1972 avec la création du CC San Rafael à La Florida, censé regrouper outre *Nueva La Habana*, plusieurs autres *campamentos*, tels que *René Schneider*, *14 de agosto*, *26 de Septiembre* ou encore *Nueva Nevada*[900]. Avec la baisse d'activité de nombreux militants du MIR et malgré une plus forte participation politique des cadres *pobladores* du campement, de nombreux fronts entrent en léthargie à *Nueva La Habana* : « *la* jefatura, *le front de la santé, de surveillance, d'éducation se transforment en institutions locales, régulatrices dont le but est l'accomplissement minimal de fonctions spécifiques mais dont les liaisons avec les luttes s'estompent,* […] *devenant de petits appareils bureaucratiques chargés de faire fonctionner le* campamento »[901]. Des sociologues font le même constat. **Il est vrai que l'attention qu'a reçue cette expérience tant de la part de la droite que de la gauche ou encore au niveau international a produit une certaine mystification de**

---

[895] Voir le témoignage de Manuel Paiva (*Op. Cit.*).
[896] C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973*, *Op. Cit.*, pp. 141-151.
[897] *Tribuna*, Santiago, 23 de abril de 1971 (cité par F. Neghme, S. Leiva, *Op. Cit.*, p. 149).
[898] Voir *El Rebelde*, Santiago, N°50, 7 de octubre de 1972 (cité par F. Neghme, S. Leiva, *Op. Cit.*, p. 152).
[899] Ce changement de tactique est entériné lors du premier congrès du *Campamento Nueva La Habana*, en février 1972 (voir au Chapitre X, le paragraphe « Commandos Communaux contre Cordons industriels ? »).
[900] Voir F. Neghme, S. Leiva, *La política del Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) durante la Unidad Popular y su influencia sobre los obreros y pobladores de Santiago*, *Op. Cit.*, pp. 151-152.

l'histoire du campamento : « *Malgré les gains considérables obtenus à Nueva La Habana, ce campement souffrait des limitations et oscillations qui ont caractérisé le processus chilien en général et le front* poblacional *en particulier. Durant les périodes de reflux du mouvement de masse, le campement expérimente aussi un recul dans la participation de ses membres. Bien qu'il se distingue, en comparaison avec les autres campements, pour avoir une base consciente et des dirigeants intermédiaires actifs, le caudillisme n'en fut pas totalement absent* »[902]. Le témoignage d'Abraham Pérez confirme cette tendance[903]. C'est justement en gardant à l'esprit ces limites à la participation, même au niveau local et parmi les secteurs sociaux les plus combatifs, que l'on peut comprendre la dynamique irrégulière et saccadée du pouvoir populaire chilien. Comme nous le verrons, après une étape de flottement et de reflux, *Nueva La Habana* reprend de la vigueur et ses habitants sont de nouveau à l'avant-garde du mouvement social urbain, durant l'année 1973 en combattant pour le « ravitaillement direct ».

VI – 3) L'Assemblée de Concepción : révolte dans la révolution

VI – 3 – 1) Le manifeste de mai et « l'Assemblée populaire »

Les événements qui se déroulent dans la ville de Concepción entre mai et juillet 1972 confirment l'intensification des divergences au sein de la gauche[904]. On a beaucoup écrit sur ce qui est resté comme « l'Assemblée populaire », qui a lieu dans la troisième ville du pays, cœur d'une région économique importante et berceau du MIR[905]. Rappelons rapidement les faits. En mai 1972, la droite tente de réaliser une nouvelle manifestation dans cette ville, comme elle avait pu le faire lors de la marche des « casseroles vides ». Face à cette décision, la gauche met sur pied une contre-manifestation à laquelle participent de nombreuses organisations sociales locales, dont la CUT provinciale, des comités paysans, des *pobladores*. Le MIR est même

---

[901] C. Castelain, « Histoire du campamento Nueva Habana », *Op. Cit.*, p. 125.
[902] Pastrana, M. Threlfall, *Pan, techo y poder*, *Op. Cit.*, p. 72.
[903] "*La participación existió principalmente en apoyo a la directiva, los pobladores que eran más adictos o más cercanos a los dirigentes cooperaban siempre en cualquier movilización*". Entretien réalisé à Santiago, le 6 mai 2002.
[904] Voir par exemple J. Ruiz-Tagle, « Tensión en la Unidad Popular », *Mensaje*, Santiago, N°210, julio de 1972.
[905] Je me base ici sur la chronologie détaillée des évènements présentés dans : "La Asamblea de Concepción", *Chile Hoy*, Santiago, N° 8, 19 de agosto de 1972 et M. Harnecker, « La Asemblea popular de Concepción », *Chile Hoy*, Santiago, N°12, 1 de septiembre de 1972. Voir également la revue *Punto Final*, Santiago, N° 159, 6 de junio

formellement invité par l'UP locale alors que, détail symptomatique, la direction provinciale du PC décide de se retirer. C'est finalement le 12 mai que plusieurs milliers de personnes se réunissent en assemblée dans le forum de l'université. S'y regroupent des ouvriers, des *pobladores* et des étudiants qui pendant plus de deux heures écoutent les interventions de 35 orateurs. Ensuite, une manifestation d'environ 10 000 personnes se déroule et se solde par de nombreux accrochages avec les forces de police, dépêchées par l'Intendant de la province, un militant communiste. Ces violences aboutissent même à la mort d'un étudiant. **Suite à cette première action commune se génère une sorte d'union locale entre le PS, le MAPU, l'IC et le MIR**[906]**. Elle s'effectue sur la base d'une critique ouverte des déficiences de direction de la gauche gouvernementale. S'inspirant d'une proposition de la gauche chrétienne et sur initiative du PS et du MAPU, ce front unitaire culmine avec l'appel de « l'Assemblée populaire de Concepción** », prévue pour le 26 juillet 1972 (une des dates anniversaire de la révolution cubaine). Cet appel est adressé tant aux partis de gauche qu'au mouvement social et il est émis par de multiples organisations sociales[907]. Auparavant, plusieurs réunions ont lieu entre les différents partis de l'UP et, du fait des mauvaises relations PC / PS dans la ville, c'est le MAPU qui est chargé d'inviter les communistes à participer. Il semble que cette organisation n'ait pas fait référence au projet de l'Assemblé populaire, alors que le PC se montre sceptique sur la possibilité de réunir massivement et en si peu de temps. Et lorsque le dirigeant local du PC (M. Benavente) l'apprend par la presse, sa condamnation est immédiate et sans appel : « *ceci est une manœuvre que la réaction et l'impérialisme sont en train de promouvoir au moyen d'éléments de l'ultra gauche et en particulier du MIR* », manœuvre qui serait destinée « *à diviser l'Unité populaire et isoler le PC dans un moment d'augmentation des forces qui sont pour la révolution* ». Une nouvelle fois, le PC n'hésite pas à accuser le MIR d'être au service des classes dominantes et de l'impérialisme, accusation grave qui fait réagir dès le lendemain le PS : « *nous croyons que ce qui est grave, c'est qu'un parti de l'UP désavoue l'Assemblée du peuple, avec un langage qui le fait se confondre avec le Parti national…* ».

---

de 1972 et E. Santa Cruz, "Órganos de poder del pueblo", Suplemento al numero 189, *Punto Final*, Santiago, 31 de julio de 1973.

[906] Depuis le « manisfeste de Linarés » en décembre 1971, c'est la seconde fois que se produit une telle convergence, qui rassemble le MIR avec certains secteurs de l'UP.

[907] On y trouve la signature de militants de la CUT provinciale, du Commando provincial de pobladores ; du président du Commando provincial de *pobladores* ; des Fédérations étudiantes de Concepción. Tous, il est vrai appartiennent au MAPU, au MIR et au PS.

Le « Manifeste de Concepción », rendu public le 24 mai 1972, a pourtant essayé d'expliciter les objectifs recherchés[908]. L'attitude de rejet du PC contre l'ultra-gauche (mise sur le même plan que l'ultra-droite) y est fortement critiquée[909]. D'ailleurs, selon le document, le PC « *a utilisé toutes ses influences dans l'appareil d'Etat afin d'empêcher la mobilisation des travailleurs, retenant même un train venant de la zone du charbon* »[910]. Dans ses « perspectives futures », le manifeste souligne que deux politiques s'affrontent au sein de la gauche : l'une réaffirmant la possibilité de la conciliation avec « *les ennemis du peuple* » et l'autre, qui revendique des mesures à appliquer de toute urgence :

- renforcer le contrôle ouvrier dans l'Aire sociale
- implanter le contrôle des travailleurs dans le privé
- le contrôle *pobladores* dans la direction des organismes de logement social
- donner des moyens aux conseils paysans
- « *unifier les organisations populaires dans des conseils communaux de travailleurs, qui au travers d'assemblées de base résolvent les questions d'intérêt immédiat pour les travailleurs, comme le contrôle de ravitaillement à travers des JAP, comme l'éducation et la santé, etc.…* ».

Finalement, l'Assemblée est un succès car soutenue par 60 syndicats (acier, charbon, les brasseurs de la CCU, chantiers navals, etc.), 31 *campamentos*, 16 organisations étudiantes, 27 centres de mères. *El Surazo*, journal d'Osorno, écrit par des étudiants de l'Université du Chili, nous livre une description vivante de celle-ci. **La caractéristique centrale en est l'intervention de militants de base qui expriment leur désir de participation et de justice sociale dans le langage du peuple[911].** Il s'agit en quelque sorte d'une métaphore de cette ébullition populaire que vit alors le Chili : « *Le théâtre est plein. Cinq mille ouvriers, paysans et travailleurs crient et applaudissent. Les pancartes ne laissent pas voir la scène. Sur la tribune cinquante dirigeants régionaux de la gauche. Les cris sont assourdissants. La chaleur est insupportable, alors que dehors il pleut. Tous veulent parler, dire ce qu'ils sentent, conter comment se déroule la vie dans les usines, alors que le processus avance, comment est la vie à*

---

[908] PS, MAPU, MIR, IC, *Documento de Concepción*, Concepción, mayo de 1972 (Archives BDIC: F delta 126/7).
[909] En effet, Luís Corvalán, dans un discours à la radio, le 19 mai 1972, réagit violemment contre les incidents de Concepción, responsabilisant « *des groupes aventuriers de l'ultra-gauche* », mis sur le même plan que « *l'ultra droite* », dans leur volonté supposée de faire échec au gouvernement (Luís Corvalán, « La ultraderecha y la ultraizquierda socavan la Autoridad del Gobierno para hacerlo fracasar », Santiago, Discurso radial, 18 de mayo de 1972 in *El Siglo*, Santiago, 19 de mayo de 1972).
[910] La province de Concepción est riche des gisements de charbon de Lota et Coronel, lieux d'importantes mobilisations ouvrières.

la campagne, alors que la réforme agraire n'est pas appliquée intégralement, comment est l'exploitation dans les industries alors que les riches continuent à les exploiter. Et ils ne parlent pas seulement de politique. Ils parlent aussi d'eux. De leurs femmes et des femmes, de la libération de la femme. Six heures d'analyses, de proclamation, à énumérer les déficiences dans l'application du programme [de gouvernement]. *Il s'agit d'un langage nouveau* […] *ou aussi vieux que la pauvreté. Les orateurs improvisent, jamais ils n'ont reçu de cours* […] ***En réalité c'est une fête. La parole est toujours fuyante et rebelle pour l'homme pauvre. Il vient juste de commencer à récupérer, avec la parole, avec l'expression, la conscience du monde et l'organisation****. Dix orateurs officiels, deux pour chaque parti et 35 qui apparaissent au sein de la masse, qui étant militants de différents partis, ne parlaient plus au nom de ceux-ci, sinon pour tel ou tel groupe de personnes qui travaillent ou vivent dans une* población, *etc…On parle de tout : du manque de ravitaillement, du fait que les industries devraient être sous contrôle de l'Etat,* […] *qu'il faut appuyer le gouvernement et pousser avec lui, et de l'impérialisme. Et du plus important : la participation du peuple, des travailleurs, dans l'application du programme de l'Unité populaire. Un gros monte à la tribune. C'est un ouvrier en tablier. Il vient juste du travail, plein d'huile. Il porte une casquette qui ne parvient pas à lui couvrir la tête et ses cheveux pendent de tous les côtés. Il a 5 cinq minutes pour parler. Il frappe bruyamment la tribune. Prend le microphone et crie : « il faut arrêter avec les beaux discours* [palabreria]*… Il faut arrêter de croire que les choses sont faciles. Non. Les choses ne sont faciles pour personne. Ni pour le gouvernement, ni pour nous autres. Et c'est pour cela que nous sommes ici,* […] *nous n'allons pas répondre à notre compromis avec la révolution avec des applaudissements et des cris. Nous allons le faire dans les industries, dans les grandes propriétés terriennes, dans les mines. Et quand viendra l'heure, nous le ferons aussi dans l'affrontement final avec les riches* »[912]. Sur la place en dehors du théâtre « Concepción », une foule compacte écoute les interventions qui crépitent depuis les haut-parleurs. L'assemblée se termine à minuit par un défilé dans le centre de la ville.

Les deux positions qui se distinguent à cette occasion entre le MIR et l'UP se concrétisent par le biais de deux motions proposées au vote. Elles sont même publiées par *El Mercurio*[913]. Malgré plusieurs différents, les deux organisations partagent la critique des « *institutions*

---

[911] Il semble que l'intervention de ces derniers ait été obtenue suite à la pression de militants FTR présents dans la salle.
[912] "El pueblo avanza inexorable", *El Surazo*, Osorno, N°1, 15 de agosto de 1972 (souligné par nous).
[913] *El Mercurio*, Santiago, 29 de julio de 1972.

bourgeoises » et une volonté répétée du « *soutien au processus révolutionnaire à travers tous les organismes de masses* »[914]. La différence essentielle est que pour l'UP, il est nécessaire de promouvoir les organisations déjà existantes à la base, tels que les JAP, comités de quartier et centres de mères ; alors que le MIR proclame la nécessité de créer « *des assemblées et conseils de travailleurs dans chaque commune* ». **C'est finalement la motion du MIR qui est adoptée. Ce fait contribue à accentuer la formidable polémique que déclenche cette réunion, abusivement nommée « Assemblée populaire » alors qu'elle n'est finalement qu'un grand meeting provincial et unitaire**. Pourtant à aucun moment, le MIR ne se prononce pour la création d'un « pouvoir dual » et affirme clairement que le « *fondamental* » reste l'appui au programme de l'Unité populaire[915]. **En ce sens, ce qui a été appelée « l'Assemblée populaire de Concepción » ne doit pas être confondue avec un grand acte massif contre le gouvernement, voire comme le germe organisé de nouvelles formes de double pouvoir et de conseils ouvriers[916]. Il s'agit d'une action bien plus limitée de certains secteurs de la gauche afin de faire pression sur le gouvernement**, à travers les organisations sociales et politiques auxquelles ils participent. Pourtant, ainsi que le remarquent S. Leiva et F. Neghme, « *l'importance de l'Assemblée de Concepción est qu'à partir de ce moment s'initie un débat ouvert au sein de la gauche face au thème du pouvoir populaire et que s'incorporent à ces discussions les organisations sociales. Il s'agit, de manière notoire, du premier fait manifestant la préoccupation qui existe face à l'influence qu'acquiert le MIR dans le processus chilien* »[917]. Assurément, cet évènement régional a un impact médiatique et politique national. Dès le lendemain, *La Prensa*, journal de l'opposition déclare dans un grand titre : « *Commotion à Concepción : l'Assemblée du peuple est un acte de sédition* ». Cette préoccupation se traduit aussi par une vive réaction du gouvernement et une longue polémique au sein de la gauche.

VI – 3 – 2) La condamnation du « double pouvoir » par Allende

Dans « une lettre ouverte aux partis de l'UP », publiée par *El Mercurio*, Salvador Allende expose sa position politique face à « l'Assemblée du peuple » de Concepción. Plus largement, il s'agit d'un document historique essentiel pour comprendre le processus de l'UP

[914] Voir "La Asamblea de Concepción", *Chile Hoy*, Santiago, N° 8, 19 de agosto de 1972.
[915] E. Santa Cruz, "Órganos de poder del pueblo", Suplemento al numero189, *Punto Final*, Santiago, 31 de julio de 1973.
[916] Comme le fait par exemple la revue *Trinchera* (Concepción, N°1, septembre 1972), organe de presse d'un petit groupe trotskyste de Concepción qui participe à l'Assemblée (cité par J. Magasich, *Op. Cit.*, p. 120).

puisqu'il développe la vision du premier mandataire chilien en ce qui concerne les relations entre le gouvernement, les partis de gauche et le mouvement social[918]. Allende y condamne sèchement l'assemblée et l'attitude des partis qui y ont participé. Selon lui, il s'agit « *d'un phénomène de tendance divisionniste qui va à l'encontre de l'homogénéité du mouvement* » et qui possède « *une potentialité perturbatrice d'une extrême gravité* ». Il ajoute même : « *Je n'hésite pas à le qualifier comme processus déformé, qui sert les ennemis de la cause révolutionnaire… Une assemblée populaire authentique comprendra en elle-même la pleine représentation du peuple. Pour autant, elle assumera tous les pouvoirs. Pas seulement les pouvoirs délibératifs mais aussi celui de gouverner* ». On retrouve donc ici l'idée que la gauche de l'UP et le MIR serviraient indirectement « l'ennemi de classe ». **On peut d'ailleurs s'étonner que le président de la République ait pu donner tant d'écho à cet événement de Concepción. En fait, derrière les préoccupations présidentielles, se nichent - de manière certes encore théorique - la question du double pouvoir.** C'est pour cette raison qu'Allende condamne de nouveau publiquement, dans le premier journal du pays et avec tant de véhémence, tout pouvoir populaire non contrôlé par l'UP. Il écrit dans cette lettre : *« lors d'autres expériences historiques est né un « double pouvoir » contre le pouvoir institutionnel réactionnaire, sans base sociale et impuissant. Je pense que quelque chose de semblable au Chili, dans ce moment, est absurde, c'est même ignorance pure et irresponsabilité. Ici, il n'y a qu'un seul gouvernement, celui que je préside et qui n'est pas seulement légitimement constitué mais aussi, qui est, par définition et par son contenu de classe, un gouvernement au service des intérêts des travailleurs. Et avec la plus grande conscience révolutionnaire, je ne tolèrerai que rien ni personne n'attente à la plénitude du gouvernement légitime du pays* ».

En d'autres termes, Allende demande aux partis du gouvernement de condamner avec lui cette initiative « *irresponsable* ». Il souhaite également la réunification de la coalition gouvernementale, chaque jour un peu plus mise à mal. Lors de la conférence de presse du 10 août 1972, il affirme au journaliste français Pierre Kalfon, qu'il a reçu à sa lettre des réponses du MAPU, de la Gauche chrétienne et de l'API. Et, selon ses dires, il s'agit « *d'un bel éventail*

---

[917] S. Leiva, F. Neghme, *La política del Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) durante la Unidad Popular...*, *Op. Cit.*, p. 96.

[918] Lettre publiée dans *El Mercurio*, Santiago, 2 de agosto de 1972. Texte intégral dans : Presidente S. Allende, "A los compañeros jefes de los partidos de la Unidad Popular", Santiago, 31 de julio de 1972 (*Punto Final*, Santiago, Santiago, N°164, 15 de agosto de 1972).

d'opinions »[919]. Le "camarade-président" accuse aussi implicitement sa coalition d'aventurisme et de pas savoir prendre en compte la réalité du pays. George Lawton, du *Financial Times* de Londres, souhaite alors entendre Allende, sur le « *mouvement que nous pourrions appeler spontanéiste, mais aussi sur ce qui se réfère à des mouvements et initiatives de base, à un mouvement de masse démocratique* ». Il interpelle ainsi le président sur « *la possibilité de canaliser à l'intérieur du programme de l'Unité populaire, des mouvements de ce type* […] *pour gagner les couches moyennes* ». Admettant qu'il s'agit d'une question fort judicieuse, Allende note tout d'abord que comme dans tout processus révolutionnaire, il se manifeste au Chili des « *contradictions* » et des « *tensions* ». Il reconnaît que ce sont « *des mouvements qui obéissent à une profonde inquiétude sociale, qui manifestent ou expriment, d'une certaine manière, les doutes quant à la vitesse, la profondeur de la révolution* ». Mais pour le représentant de l'exécutif chilien, la solution à ces problèmes doit venir d'une meilleure homogénéité de l'UP : « *Ce dont on a besoin, c'est d'une pensée homogène, définie, claire de la part des partis et des mouvements de l'UP ; on a besoin d'une discipline consciente de chacun des partis et mouvements, de telle manière que les compromis ou les résolutions, qui adaptent ses directives, se transmettent verticalement jusqu'à la base* ». Les conclusions de Concepción sont - de ce fait - rejetées en bloc et la tactique de la révolution pacifique et par étapes réaffirmée.

Le PC et les secteurs les plus modérés de l'UP se trouvent ainsi officiellement adoubés. Cela permet à Luís Corvalán de répondre à la lettre du président, le 29 août, en reprenant son argumentaire contre « l'ultra-gauche ». Le secrétaire général communiste répète alors que l'objectif central est l'augmentation de la production et qu'un des dangers de l'Assemblée de Concepción est justement de fragiliser la stratégie d'alliance avec les couches moyennes et une partie de la bourgeoisie[920]. En début de mois, la direction du MAPU a déjà procédé à son autocritique en admettant que l'assemblée fut « *une grave erreur politique, qui a semé la confusion dans les masses* »[921]. Quant à la gauche-chrétienne, dans sa réponse, elle ratifie le fait que selon elle, « *l'UP reste le meilleur et plus efficace instrument que le peuple se*

---

[919] Voir Oficina de informaciones de la presidencia de Chile, *Conferencia de prensa del presidente de la republica, compañero Salvador Allende Gossens, ofrecida a periodistas extranjeros*, Santiago, 10 de agosto de 1972 (Dossier BDIC : publications officielles 1971-1973 : F Delta Res 190/6).

[920] L. Corvalán, "Carta al compañero presidente de la Republica Salvador Allende", Santiago, 29 de agosto de 1972 (*El Siglo*, Santiago, 31 de agosto de 1972).

[921] Autocritique publiée dans *El Siglo*, Santiago, 4 de agosto de 1972.

soit jamais donné », bien qu'il faille corriger plusieurs déficiences[922]. **Les chrétiens de gauche rappellent que la conjoncture est celle d'une notable démobilisation des secteurs populaires, alors que les classes dominantes passent à l'offensive.** Selon cette organisation, la démobilisation est le fruit des erreurs de direction politique de l'UP. Ce document rappelle les pratiques sectaires des partis, la faible participation du peuple, les vacillations de la « morale révolutionnaire ». Comme le souligne l'IC, ce sont ces mêmes déficiences qui ont été déjà dénoncées, lors du conclave de El Arrayan, sans conséquences. Cette organisation demande l'application de mesures radicales contre les secteurs à plus hauts revenus, notamment par une réforme constitutionnelle immédiate. Face aux évènements de Concepción, l'idée défendue est qu'il faut parvenir à canaliser la mobilisation populaire, car « *L'UP ne peut condamner* […] *de manière lapidaire ces faits sans les canaliser, les conduire, les orienter* ». A noter que **le mouvement des Chrétiens pour le Socialisme (CPS), en particulier son comité de Concepción, soutient aussi l'Assemblée[923]**.

La réponse du PS est proche de celle de la gauche chrétienne. Le secrétaire général du PS de Concepción se défend publiquement de vouloir créer un pouvoir dual : « *Nous avons l'impression que le camarade Allende n'a pas été entièrement informé du processus appelé ici "Assemblée du peuple"* », puisqu'elle ne constitue pas « *un pouvoir parallèle* »[924]. Même si certains commentateurs (comme le journal *Punto Final*[925]) diagnostiquent que la gauche de l'UP ne récuse pas entièrement l'Assemblée du peuple, ces déclarations ont pourtant bien l'air d'un *mea culpa* politique, donné en pâture au gouvernement.

Le MIR valide quant à lui pleinement les évènements de Concepción, en appelant à ce que le peuple crée son propre pouvoir par la création de « *Conseils communaux de travailleurs* ». Cependant, Miguel Enríquez met aussi un bémol aux déclarations émises en faveur du remplacement du parlement, en rappelant que l'Assemblée de Concepción n'a été

---

[922] Secretaria Nacional de la IC, « Texto de la repuesta de la IC a la carta enviada por el compañero S. Allende a los jefes de los partidos integrantes de la Unidad Popular" (publiée plus tard dans *Testimonio Hernán Mery*, Santiago, N° 18, 31 de octubre de 1972).

[923] CPS, *Declaración pública: regional de Concepción de CPS frente a la primera asamblea del pueblo*, Concepción, julio del 1972 (Centre Lebret - Paris).

[924] Voir "PS e Izquierda Cristiana apoyan a la Asamblea del Pueblo", *Punto Final*, Santiago, N°164, 15 de agosto de 1972. En fait l'unique organisation qui présente l'Assemblée de Concepción comme un véritable "pouvoir dual" est l'Organisation Marxiste Révolutionnaire, groupuscule trotskyste, dont les propositions n'auront qu'un écho extrêmement marginal à Concepción (voir "Documentos de militantes trotskystas chilenos ante la asamblea popular de Concepción", *Chile-Boletín de discusión*, Paris, N°2, 1976, cité par H. Cancino, *Op. Cit.*, p. 262).

[925] "PS e Izquierda Cristiana apoyan a la Asamblea del Pueblo", *Punto Final*, Santiago, N° 164, 15 de agosto de 1972.

qu'un acte « *d'agitation et de propagande* »[926]. Par contre, il confirme son appel à la constitution d'un pouvoir populaire extra-institutionnel et autonome de l'Etat bourgeois. Selon le secrétaire général du MIR, ce sont les conseils communaux de travailleurs qui seront la base de ce nouveau pouvoir alternatif au « *parlement, à la justice des patrons ou à la bureaucratie* ». Il s'agit de la même position qui est annoncée par *El Rebelde*, le premier août 1972, en première page : « *Le peuple l'a décidé à Concepción : former les conseils communaux de travailleurs !* »[927]. De telles déclarations ont fait dire à certains chercheurs que le MIR recherche à tout prix la destruction de l'Unité populaire, par la création du « pouvoir populaire ». On l'a vu, c'est le cas de l'historien Luís Corvalán Marquéz ou encore de Hugo Cancino dans son analyse de la problématique du pouvoir populaire. A ce propos, Luís Corvalán Marquéz écrit : « *une telle conceptualisation* [du MIR] *attribuait aux institutions en place le caractère irrémédiable de « bourgeois », c'est-à-dire hostiles* per se *au mouvement populaire, pr*écisément *dans la mesure où elles constituaient l'expression de « l'Etat bourgeois ». De cet Etat, conçu comme ennemi, il fallait se défendre en créant le pouvoir populaire* »[928]. Pourtant les déclarations de Miguel Enríquez, lorsqu'elles sont analysées plus finement, rappellent que le MIR reconnaît la légitimité du gouvernement et son caractère progressiste.

Quel bilan peut-on faire de l'impact de l'Assemblée de Concepción ? **Tout d'abord, qu'elle en reste à un stade d'assemblée locale délibérative et surtout qu'elle est avant tout un acte d'une partie déterminée de la gauche chilienne, plutôt qu'une expression directe de la classe ouvrière**. En ce sens, cette assemblée ne dépasse pas les importantes divisions politiques qui règnent au sein des couches populaires et fragilisent tout processus d'unification de classe. Elle possède néanmoins une signification importante en tant qu'espace d'expression et de réunion de milliers de salariés organisés. D'autre part, en ce qui concerne le champ politique, cette réunion massive met en relief les incompréhensions et les critiques souterraines qui existent chez les militants de gauche quant à la direction donnée aux réformes par l'UP. L'idée du « pouvoir populaire » commence à prendre du poids à cette époque. L'une des preuves de ce phénomène est le débat qui a lieu sur la question du « double pouvoir », débat relayé par plusieurs intellectuels et qui prend par la suite une dimension concrète à partir d'octobre 1972. C'est pour cela que « l'Assemblée populaire », « fait date » dans le déroulement de l'UP. **Il y a bien là un « événement historique »**, c'est-à-dire « *une rupture systémique - dans le sens de la dialectique hégélienne - ou au moins une discontinuité - au dire de Foucault - comprenant la fissure d'un fil chronologique, la marque d'une nouvelle phase* »[929]. **Une nouvelle étape s'ouvre effectivement et ainsi, se renouvelle le questionnement politique de la construction de nouveaux organismes de « pouvoir populaire ».**

---

[926] Entrevista a Miguel Enríquez de Marta Harnecker, "La UP no golpea al conjunto de la clase dominante", *Chile Hoy*, Santiago, N° 11, 31 de agosto de 1972.
[927] Editorial, *El Rebelde*, Santiago, N°41, 1 de agosto de 1972.
[928] L. Corvalán Marquéz, *Los partidos políticos... Op. Cit.*, pp. 190-191.
[929] M. A. Illanes, *La batalla de la memoria. Ensayos histórico de nuestro siglo*, Santiago, Planeta/Ariel, 2002, p. 17.

TROISIEME PARTIE

Genèse et développement des Cordons industriels

« *S'il s'agit par conséquent, de rechercher les forces motrices qui – consciemment ou inconsciemment et, il faut le dire, très souvent inconsciemment – se trouvent derrière les mobiles des actions historiques des hommes et qui constituent en fait les forces motrices dernières de l'histoire, il ne peut s'agir des motifs des individus, si éminents soient-ils, que ceux qui mettent en mouvement de grandes masses, des peuples entiers, et dans chaque peuple, à leur tour, des classes tout entières* »

F. Engels, *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, Paris, Ed. sociales, 1966 (cité dans K. Marx, F. Engels, *Etudes philosophiques*, Paris, Ed. sociales, 1974, p. 218)

Chapitre VII) Du « Cordon en soi » vers le « Cordon pour soi » à Maipú-Cerrillos : esquisse des conditions d'une expérience de classe

A la mi-1972, le mouvement social urbain entre dans une nouvelle phase ascendante et c'est bien au « *réveil d'un peuple* » auquel on assiste et que plusieurs cinéastes latino-américains ont tenu à mettre en images, Dès cette époque[930]. Alors que la direction politique de l'UP comprend que le gouvernement est de plus en plus dans une situation difficile et en décalage avec celui-ci, les conflits ouvriers s'amplifient ainsi que les occupations d'usines. Au niveau du mouvement *pobladores*, plusieurs actions radicales sont réalisées dans le centre de Santiago, actions dirigées principalement par le mouvement des *pobladores* révolutionnaires, sous influence du MIR. Plusieurs routes sont bloquées, des manifestations organisées avec pour objectif l'expropriation de terrains occupés. De même, certains édifices administratifs sont pris d'assaut en protestation contre la gestion du gouvernement, dont la lenteur à régler le cas de ces habitants sans logis est considérée comme bureaucratique et réformiste[931]. Dans ce cadre se créé, à un niveau local, une coordination entre le champ des luttes ouvrières et celui d'autres organisations et secteurs sociaux dominés. C'est de cette conjonction que surgit l'un des principaux Cordons industriels de Santiago, celui de Cerrillos, dans la commune de Maipú.

Afin d'expliquer le déroulement de la nouvelle dynamique des mobilisations collectives urbaines, **il est important de comprendre les facteurs objectifs qui ont pu permettre que ce soit précisément dans cette zone urbaine de Santiago que se développe cet embryon de pouvoir populaire. Il convient également de rappeler de quelle manière sont nées historiquement les grandes ceintures industrielles de Santiago, qui se transforment alors en véritables « ceintures rouges » autour de la capitale. Pour ce faire, je propose d'utiliser le concept de « Cordon en soi », en le différenciant de l'hypothèse du « Cordon pour soi »**. Cette notion fait explicitement référence à la notion marxienne de « classe en soi » et « classe pour soi », transposée ici au cas des Cordons industriels chiliens[932]. **Le « Cordon en soi »**

---

[930] Outre le travail de Patricio Guzmán qui reste essentiel, voir : Colectivo de cineastas latinoamericanos, *Cuando despierta el pueblo*, New York, Tricontinental Film Center, 1973, 60 min et C. Marker, M. Littin, *On vous parle du Chili*, Paris, Iskra, 1973.

[931] E. Pastrana, M. Threlfall, *Pan, techo y poder: el movimiento de pobladores en Chile (1970-1973)*, Buenos Aires, Ed. SIAP-Planteos, 1974, p. 110.

[932] Voir à ce propos l'ouvrage incontournable de György Lukacs, *Histoire et conscience de classe*, Paris, Ed. de Minuit, 1960.

représente la concentration industrielle, les quartiers ouvriers et populaires établis de manière linéaire et concentrique dans l'espace urbain : les « ceintures industrielles ». Il s'agit d'une donnée structurelle et objective, produit de l'industrialisation inégale et du développement combiné du capitalisme dépendant. **Le « Cordon pour soi » serait alors entendu comme une coordination consciente, une unification – à un niveau territorial - de la classe ouvrière travaillant et/ou vivant dans cette ceinture industrielle. Dans une telle perspective, cet organisme de classe représenterait une organisation sociale et politique nouvelle, un organisme de pouvoir populaire constituant potentiel.** En avançant cette hypothèse, mon objectif est justement de répondre à une partie de mes questionnements initiaux et tenter ainsi d'évaluer les représentations subjectives ou encore les organes de pouvoir et de participation novateurs qui se développent alors au sein de certains quartiers populaires. Bien entendu, par ces quelques définitions, je n'entends pas rechercher le passage (ou son absence) du « Cordon en soi » à « Cordon pour soi », comme le produit d'une relation sociale désincarnée entre une infrastructure et une superstructure. Non, il s'agit de s'écarter, ainsi que je l'ai rappelé en introduction, de ce que E.P Thompson nomme un « *idéalisme marxiste-structuraliste* », ou encore ironiquement un « *léninisme platonique* », c'est-à-dire une interprétation qui pousserait l'analyste du mouvement ouvrier à déterminer, de manière mécanique, si les salariés acquièrent (ou non) dans un moment donné une « véritable » ou une « fausse conscience de classe ». Selon Thompson, « *cette analogie nous présente une classe - ou « classe en soi » - au niveau de la « base », qui ensuite se traduit en conscience de classe - ou « classe pour soi » - si elle débouche au niveau de la superstructure. Si elle ne débouche pas dans une direction propre, alors nous devons introduire le concept de « fausse conscience » : la classe est ici mais elle est mythifiée, elle ne se connaît pas elle-même, ni ne connaît ses propres intérêts. Pour le dire de forme plus élaborée, cette théorie peut donner lieu à une théorie des classes qui rappelle Platon : elle offre un modèle de développement par étapes de la formation de classe, avec laquelle l'histoire devrait se résigner, et si l'évidence est contraire : ou cela lui enlève une partie de sa validité ou on introduit* [le concept de] *la fausse conscience* »[933].

Ainsi que je l'ai précisé dans la première partie de ce travail, la notion de classe est entendue ici en tant que catégorie historique, c'est-à-dire déterminée au cours *d'un procès historique*, comme le fruit de relations sociales dynamiques et non comme une « chose »

[933] E. P. Thompson, « Algunas observaciones sobre clase y falsa conciencia », *Cuadernos de teoría e historia de la*

préconçue. En bref, il ne s'agit pas de figer l'histoire du « pouvoir populaire » ou des Cordons industriels pour les décortiquer froidement, mais de réussir à établir un aller retour permanent entre certaines données objectives et un processus expérimental de mobilisations collectives qui les déterminent en partie, **L'objectif est de tenter de restituer une « expérience de classe » et le champ sociopolitique dans lequel elle se développe**. C'est cette *praxis* sociale accumulée et partagée dans certains quartiers et lieux de travail (de Santiago et de quelques grandes villes) qui explique les niveaux d'auto-organisation alors atteints.

VII – 1) « Les Cordons en soi » ou la colonne vertébrale du Chili

L'un des pionniers de la localisation industrielle fut le géographe Alfred Weber au début du siècle (1909). Celui-ci pense que la localisation d'une industrie est déterminée par les coûts de transports. De cette observation, il déduit toute une théorisation de l'implantation industrielle. Depuis, de nombreuses études ont été réalisées sur ces thèmes et les écoles se sont multipliées (Lösch, Hoover, Hamilton…), certaines introduisant des facteurs psychologiques (perceptions patronales), culturelles (traditions spécifiques), etc… On sait que les pouvoirs publics ont joué un rôle important dans la formation des ceintures industrielles de Santiago, en usant de leurs prérogatives sur l'organisation des sols[934]. Ainsi, il serait absurde de s'en tenir aux seuls avantages comparatifs dus aux transports. Les recherches plus récentes sur les phénomènes de « localisation industrielle » ont cherché, en partant de points de vues différents, à les réintroduire dans leur historicité. Sans entrer dans les détails, on peut signaler que les géographes se sont orientés vers une compréhension plus globale, par le biais de notions telles que « systèmes industriels » et « aire métropolitaine »[935] : indéniablement, l'emplacement et la concentration industrielle urbaine sont dus à des contraintes géographiques, sociales, politiques mais aussi à des facteurs économiques. Considérer l'implantation spatiale, c'est aussi comprendre la localisation industrielle ou résidentielle en suivant les logiques de la recherche

---

historiográfica, Biblos, N°1, 1987, p. 11.

[934] Oscar Muñoz, *Chile y su industrialización: pasado, crisis y opciones*, Santiago, CIEPLAN, 1986.

[935] Voir notamment : Melchior Enrique, *Teoría de la localización industrial*, Santiago, Documento ILPES, 1976; et A. J. Scott, « Procesos de localización, urbanización y desarrollo territorial: un ensayo exploratorio", *Estudios Territoriales*, Madrid, N° 17, 1985, pp. 17-40; A. Vásquez Barquero, "Localización industrial y dinámica regional", *Estudios Regionales*, N°28, pp. 39-52, 1988 (note basée sur la bibliographie établie par Cecilia Salinas Alarcón dans *El sector industrial en la estructuración del espacio urbano de les comunas de Maipú y Cerillos, periodo 1944 –1990*, Memoria de Licenciatura, Universidad Católica, Instituto de Geografía, Santiago, 1995).

du profit maximal ou encore la stratification urbaine comme un reflet de la hiérarchie sociale[936].

Les grandes ceintures industrielles de Santiago sont le rejeton de l'importante modification du modèle d'accumulation capitaliste qui a lieu dans les années cinquante/soixante. Ainsi que je l'ai décrit dans le chapitre deux, cette modification est marquée par une forte industrialisation, impulsée en partie depuis l'extérieur et par un important exode rural qui fait littéralement « exploser » la capitale : le « grand » Santiago passe d'environ 1 400 000 habitants en 1952, à 2 860 000 en 1970 (soit de 23,4 % à 32,2 % de la population nationale)[937]. En 1970, le Chili n'est plus un pays rural, bien au contraire puisque 75% de sa population habite en ville[938]. La capitale devient la principale zone de concentration industrielle du pays, avant Concepción et Valparaíso[939]. **A l'époque de l'Unité populaire, le « grand Santiago » concentre environ un tiers de la population du pays, avec 3,2 millions d'habitants. Prés de la moitié (47%) de la population de la capitale travaille dans l'industrie, chiffre considérable, alors que 70% de ces industries sont installées sur seulement quatre communes**[940]. Cette époque est celle du développement de certains grands secteurs industriels modernes, souvent contrôlés par les capitaux étrangers : métallurgie, pétrochimie, sidérurgie, automobile mais aussi l'industrie légère (comme le secteur textile) et de biens intermédiaires ou de consommation durable.

C'est durant cette période que se dessine le « Cordon en soi » dans le paysage urbain. Les voies de communication et leur accessibilité y ont une importance décisive. C'est

---

936 Voir M. Castells, *La question urbaine*, Paris, F. Maspero, 1972.

937 La notion de grand Santiago se comprend comme « *le grand noyau urbain formé par les districts intérieurs et par la partie urbaine (construction continue) des districts périphériques* », ainsi que le définit l'Institut National de Statistique en 1970 (Instituto nacional de estadísticas, *Evolución de la mano de obra chilena*, Serie de investigaciones muéstrales, Santiago, marzo 1967 – diciembre 1970).

938 H. Gutiérrez Roldan, *La población de Chile*, Paris, CICRED, 1974. Voir en Annexe N° 2, le tableau de données démographiques.

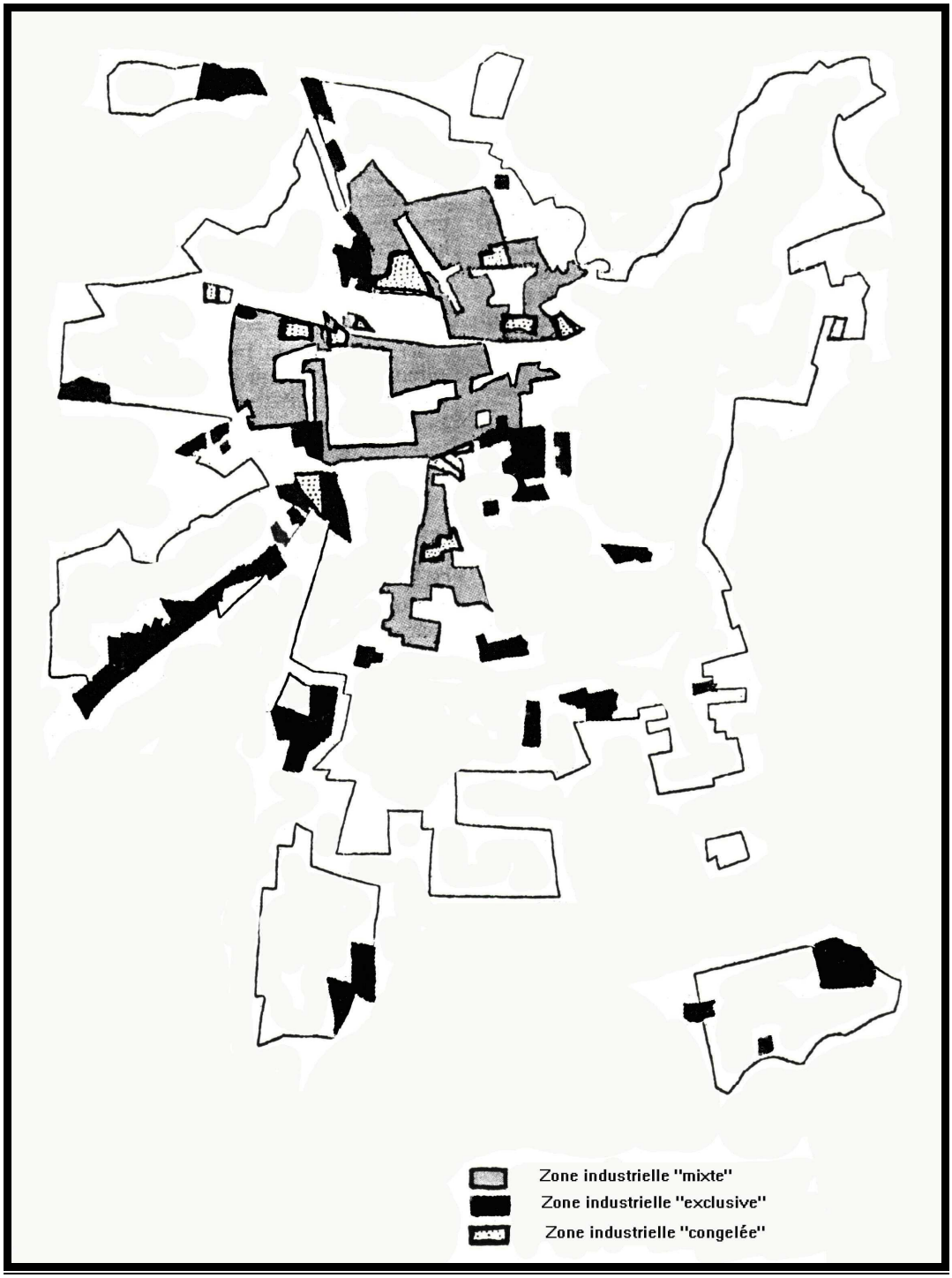
939 Cette forte domination de Santiago est flagrante dans la concentration des plus grandes industries du pays. Voir : CORFO, *Principales empresas manufactureras*, Santiago, documento confidencial, división planificación industrial, Dpto. diagnostico y política, mayo 1971 et Dirección de estadística y censos, *Chile. Industria manufacturera: numero de establecimientos y ocupación en el año 1967*, Santiago, documento confidencial, oficina del IV censo manufacturero, 1969.

940 R. Lemkin, « Algunos aspectos del sector industrial en el área metropolitana de Santiago », Santiago, MINVU, sin fecha (cité par C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, *Consejo comunal de trabajadores y Cordón Cerrillos-Maipú: 1972. Balance y perspectivas de un embrión de poder popular*, Santiago, CIDU, Documento de Trabajo N° 67, agosto 1973, p. 58).

grâce à ces grands axes structurants que l'implantation industrielle prend la forme de « Cordons ». Les entreprises s'implantent en suivant la linéarité des voix d'accès et, dès le début des années cinquante, ce type d'installation industrielle se consolide autour de grands axes tels que Vicuña Mackenna, Cerrillos, Macul (voir carte fournie dans la quatrième partie sur la « géographie du pouvoir populaire »). On aboutit ainsi à une répartition spatiale industrielle "étoilée" qui part de l'hyper centre de Santiago. La définition de zones industrielles par le *Plan Regulador Intercomunal* de Santiago (de 1960 et 1973) renforce la concentration des usines dans les ceintures industrielles de Santiago[941]. Dans le plan suivant, on peut observer cette répartition avec une zone industrielle mixte qui correspond à une industrie localisée dans un espace à prédominance résidentielle ; une zone industrielle exclusive et enfin une aire déclarée par les autorités publiques « congelée », du fait de la saturation de l'espace urbain par les industries. Ces trois types d'espaces industriels permettrent d'apprécier la dimension spatiale du « Cordon en soi », ainsi que les caractéristiques spécifiques potentielles de chacun d'entre eux (suivant qu'il s'agit d'une zone presque uniquement industrielle ou d'une zone combinée avec des habitations). Voir carte à la page suivante :

[941] MINVU, *Ordenanza Plan Íntercomunal de Santiago*, Santiago, documento N° 69, versión actualizada, 1974.

Carte N° 2 : La localisation industrielle à Santiago en 1973



Source : D'après le plan intercommunal de Santiago de l'année 1973 (R. Cheetham, A. Rodríguez, G. Rojas, J. Rojas, « Comandos urbanos… », *Op. Cit.*, pp. 148-187)

Eugenia Palieraki, dans son étude sur la commune de Santiago en tant qu'espace politique à conquérir, souligne cette dimension: « *Avec l'extension de la ville et le déplacement de la plus grande partie de la population vers la périphérie, l'urbaniste autrichien Karl Brünner, qui a mis en place le premier plan de régulation de Santiago - approuvé en 1939 - a proposé d'unir le centre aux zones résidentielles périphériques, au travers de grands axes en diagonale. K. Brünner avait proposé comme direction de ces axes le sud et l'ouest. Ce fut cependant l'est et le nord-ouest qui furent privilégiés. L'avenue Providencia et l'avenue Andrés Bello - qui fut renommée par la suite avenue Vitacura -, mènent vers les quartiers résidentiels de l'est, connus sous le nom de barrio alto, se trouvant sur les hauteurs, au pied de la cordillère. L'avenue Independencia et l'avenue Recoleta vont vers le Nord. L'axe nord-sud de la commune de Santiago, les futures « panaméricaine nord » et « panaméricaine sud », relie la capitale du Chili avec le reste du pays.* ***Très tôt, le long de cette autoroute, qui constitue la colonne vertébrale du pays, des grands ensembles industriels ont vu le jour, qui seront connus sous le nom de « Cordons industriels »****. L'extension de l'Alameda, l'autoroute 68, qui mène vers l'ouest et jusqu'au port principal chilien, Valparaíso, ainsi que l'autoroute 78, qui mène à Melipilla et San Antonio, ont également connu la construction de « Cordons industriels » sur les tronçons se situant à l'intérieur du « Grand Santiago ». Un grand nombre d'industries se sont également installées le long de l'avenue Vicuña Mackenna, en direction de Puente Alto, au sud*[942]».

C'est ce que rappelle dans son témoignage Tomás Inostroza, syndicaliste du secteur bancaire, dirigeant socialiste d'une section régionale de Santiago (*Régional Cordillera*) et l'un des fondateurs du Cordon industriel Macul. T. Inostroza insiste sur le rôle structurant essentiel des voies de chemin de fer qui alimentent en matières premières de nombreuses usines : l'une vient de la côte depuis Valparaíso et le port de San Antonio jusqu'au centre, l'autre part depuis les mines de cuivre *El Teniente*, passe par le village de Pirque et arrive en plein Santiago (place Baquedano) : « *les industries ont commencé à se former aux côtés du chemin de fer, en plus, il y a eu une autre voie qui suivait un canal, un affluent du Mapocho, qui s'appelle « el zanjón de la Aguada », sur les bords du « zanjón de la Aguada » se sont installées les industries* […]. *Il y avait des entrepôts de la mine* [de cuivre] *« Disputada de las Condes ». Ces entrepôts répartissaient la matière première et collectaient la production des entreprises. Ils se sont installés tout au long du « zanjón de la Aguada », en plus, se sont installés sur les côtés de*

[942] E. Palieraki, *Manifestations de rues à Santiago durant l'Unité populaire*, Paris I-La Sorbonne, Mémoire de

l'Avenue Vicuña Mackenna d'autres industries. Alors qu'est-ce qu'a fait [la compagnie] *de chemin de fer ? Ils ont installé un chemin de fer subsidiaire qui faisait demi-tour par Vicuña Mackenna. Il y avait donc un chemin de fer à Pirque, un chemin de fer au niveau du zanjón de la Aguada y un chemin de fer autour de Vicuña Mackenna* »[943]. Ainsi, si la commune de Maipú a tant attiré les industries, c'est que cette zone a l'avantage d'avoir une possibilité rapide de distribution ; elle est en effet la route des ports de San Antonio et de Valparaíso, tout en étant proche du centre de la capitale. Dans ce cadre, l'avenue Pajaritos-Americo Vespucio ainsi que les routes qui mènent à Melipilla et Lo Espejo sont hautement structurants pour l'implantation des industries[944].

Il faut ajouter à ce facteur, la présence d'une armée industrielle de réserve concentrée dans les alentours des grandes villes (surtout de Santiago) : classe ouvrière de la grande industrie, salariés des petits ateliers, chômeurs des *poblaciones* se côtoient dans de véritables "ceintures rouges urbaines". Le patronat chilien peut alors compter sur cette force de travail disponible immédiatement pour constituer ses unités de production. Santiago représente aussi un marché de consommation potentiel très attractif, puisqu'il concentre une part essentielle de la population chilienne et, notamment, la majorité des classes aisées. Elle se trouve également bien située par rapport aux produits primaires (cf. l'agriculture de la vallée centrale, la pêche) ce qui permet d'alimenter l'industrie. Cette concentration de facteurs génère des économies d'échelle, qui permettent la survie de nombreuses petites et moyennes entreprises[945]. Mais c'est aussi précisément cette combinaison dialectique de données qui fournit la base à la géographie montante du pouvoir populaire urbain : une géographie spatiale, mais aussi géographie sociopolitique marquée - entre autres - par l'apparition d'une nouvelle génération de militants ouvriers. **Nous chercherons à systématiser davantage la structuration géographique générale de ce mouvement social urbain dans la quatrième partie de cette étude, notamment en rappelant qu'elle est le produit du formidable exode rural qu'a connu ce pays à partir des années quarante. Mais avant de tenter une telle généralisation, nous nous contenterons, dans un premier temps, de nous concentrer sur une étude de cas : l'histoire du Cordon industriel Cerrillos-Maipú.**

---

maîtrise d'histoire, 2001, pp. 12-13.

[943] Entretien avec Tomás Inostroza, Santiago, 4 juillet 2002.

[944] Cecilia Alarcón Salinas, *El sector industrial en la estructuración del espacio urbano de les comunas de Maipú y Cerillos, periodo 1944 –1990*, Santiago, universidad Católica, memoria de licenciatura, instituto de geografía, julio 1995.

VII – 2) Maipú : la commune pionnière du pouvoir populaire

VII – 2 – 1) Etude des conditions favorables au développement d'un *Cordon pour soi*

Dans son étude sur la structuration de l'espace industriel de la zone Cerrillos-Maipú, Cecilia Alarcón Salinas distingue deux étapes de développement distinctes : étape initiale de 1944 à 1960 et étape de consolidation qui débute en 1961 et s'achève, après le coup d'Etat, en 1975[946]. Durant la première période, l'industrie s'implante le long des chemins de la commune et se crée un premier noyau industriel, au nord-est de la commune. Il s'agit d'un moment clef dans l'histoire de Maipú puisqu'elle annonce nombre de tendances à venir, notamment celle qui fait d'elle le bastion de la classe ouvrière manufacturière (textile, métallurgie, automobile, conserverie liée aux produits agricoles venus de Melipilla), ainsi que le montre le tableau en annexe N° 16. Parmi les premières usines appelées à avoir un rôle clef lors des mobilisations du Cordon, citons INSA (pneumatiques) qui s'établit en 1947, INDURA et la conserverie COPIHUE en 1948, FANTUZZI en 1949, COBRE CERRILLOS (cuivre) en 1951, RAYON SAID SA (textiles) en 1953, FIAT Chile en 1954, CIC et FENSA en 1955 ou encore AMERICAN SCREW, en 1957[947]. La seconde période est évidemment celle qui nous intéresse le plus. Il est significatif de constater que l'ascension des luttes ouvrières correspond à la période du renouvellement du parc industriel. La « période de consolidation » connaît plusieurs années où la commune voit se construire plus de 23 industries (1962, 1964, 1965 et 1969). C'est aussi à cette époque que la structuration linéaire s'affirme : le « Cordon en soi » devient prédominant dans l'espace urbain de la commune.

Les conditions de développement du premier et plus puissant Cordon industriel du pays, le Cordon Cerrillos-Maipú, sont aujourd'hui déchiffrables grâce à l'excellent travail de terrain développé en 1972, par Eder Sader et l'équipe de sociologues du CIDU[948]. **La commune de Maipú est alors celle de la grande industrie, avec un nombre moyen de salariés par**

---

[945] Cecilia A. Salinas donne l'exemple d'une industrie de chaussure qui sous-traite cuir et tissu directement avec les entreprises de son environnement proche (*Op. Cit.*).

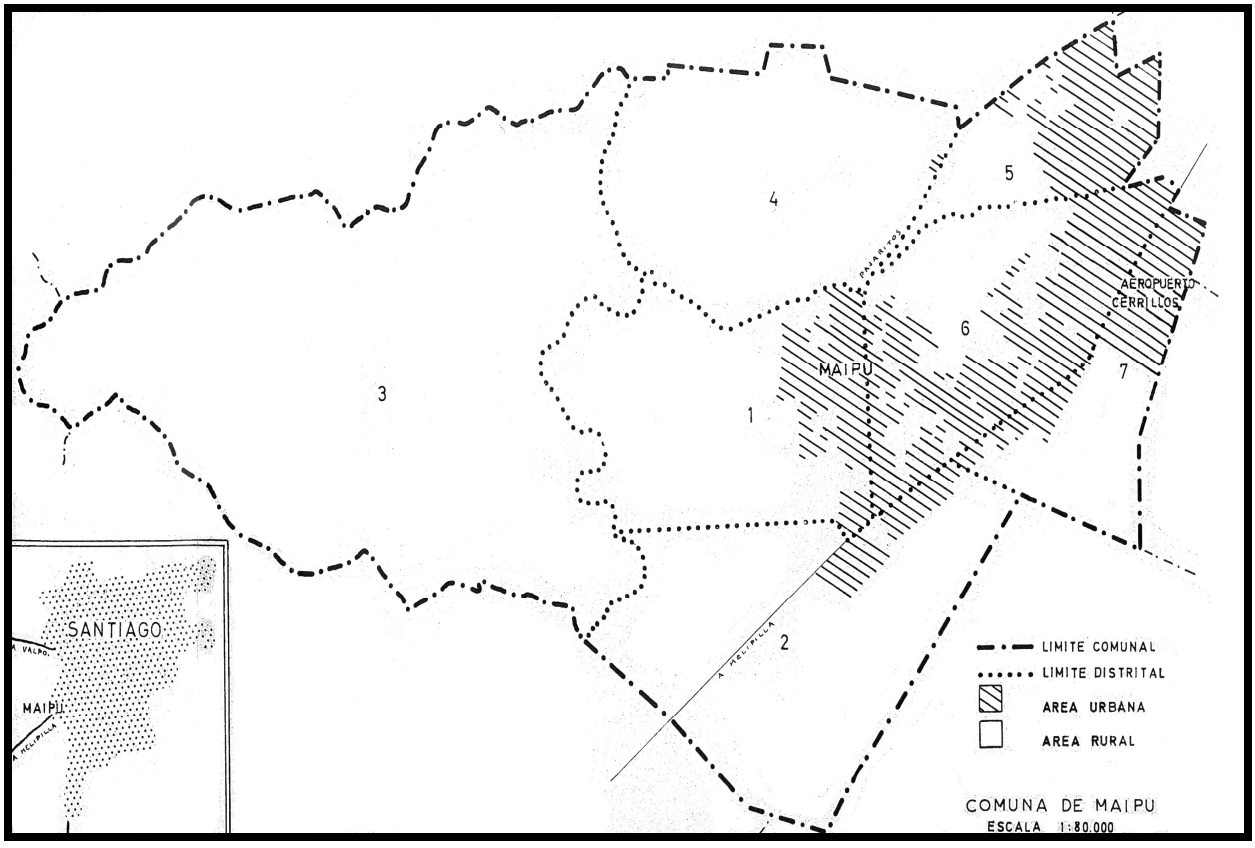
[946] Cecilia Alarcón Salinas, *El sector industrial en la estructuración del espacio urbano de les comunas de Maipú y Cerillos, periodo 1944 –1990*, *Op. Cit.*

[947] Cecilia SA, en se basant sur les archives de la municipalité de Maipú (permis de construire), fournit l'ensemble des industries implantées de 1944 à 1990 (*Op. Cit*., pp. 108 à 118).

[948] C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, *Consejo comunal de trabajadores y Cordón Cerrillos-Maipú*, *Op. Cit.* (voir nos commentaires sur la bibliographie dans la première partie).

industrie qui dépasse les 100 travailleurs et de nombreux syndicats dépassant la centaine d'adhérents[949]. Ce « Cordon de la révolte » ainsi que l'a nommé un journaliste à cette époque, prend forme dans un secteur de la ville qui dispose de la plus grande concentration d'industries modernes du pays, soit environ 250 entreprises qui occupent quelques 46 000 salariés[950]. Selon le recensement de 1970, Maipú compte 117 000 habitants. Ainsi en 1971, 12,4 % de ces personnes travaillent dans l'industrie, ce qui est une proportion relativement élevée si l'on considère que ce pourcentage n'est que de 8% pour le Grand Santiago[951]. De plus, comme le rappelle la carte ci-dessous, l'aire urbaine - qui est aussi majoritairement celle de l'industrie - est spatialement concentrée à l'Est de la commune :

Carte N° 3 : Commune de Maipú – 1973 – Répartition entre l'aire urbaine et les secteurs ruraux



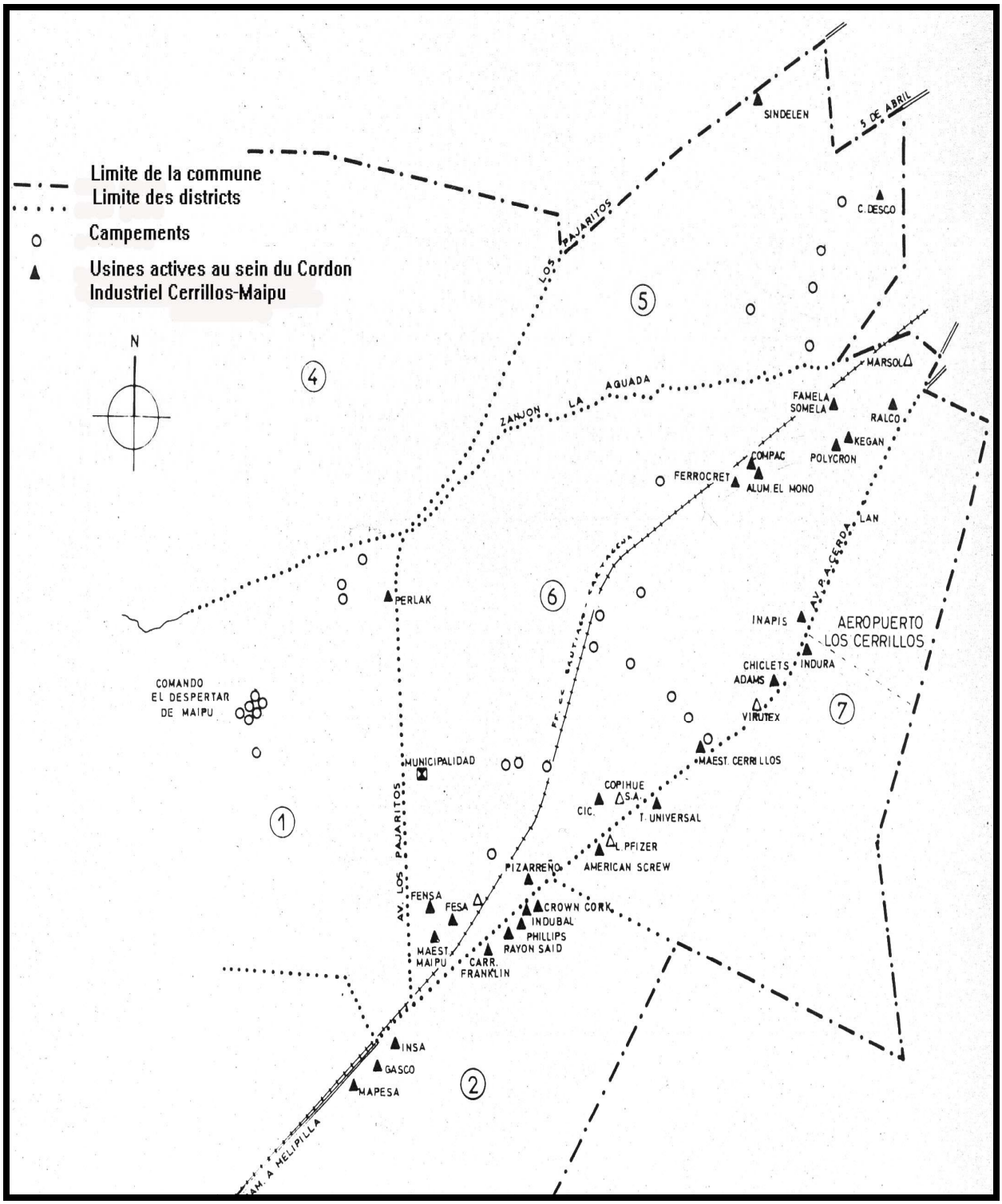
[949] Voir le tableau en Annexe N° 16.
[950] J. Mödinger, « Cerrillos Maipú: El Cordón de la rebeldía », *Chile Hoy*, Santiago, N°6, 27 de julio de 1972.
[951] E. Sader, « Cordons industriels et pouvoir prolétaire au Chili, en 1972 », *Les Temps Modernes*, Paris, juin 75, p. 1782.

Source : C.Cordero, E.Sader, M.Threlfall, *Consejo comunal de trabajadores y Cordón Cerrillos-Maipú:1972. Balance y perspectivas de un embrión de poder popular*, Santiago, CIDU-U. Católica de Chile, Documento de Trabajo N° 67, agosto 1973

La commune est caractérisée par une nette diversification productive, avec la présence d'industries de pneumatiques, manufactures du cuivre, aluminium, fibres textiles, ligne blanche, production alimentaires, industrie du bois et des dérivés du pétrole, industrie métallurgique ; auxquelles s'ajoute le centre de distribution de combustible de la capitale[952]. Douze entreprises de l'Aire Sociale (appartenant à la liste des 91) y sont établies, qui emploient environ 10 000 salariés[953]. Comme le montre la carte, ce sont les districts numéro cinq et six qui concentrent la grande majorité des industries, de telle manière que l'on peut parler de la présence de deux Cordons : l'un, sur l'axe de l'avenue Pajaritos dans le district cinq qui regroupe la plus forte densité d'usines[954] et l'autre, le Cordon Cerrillos, qui traverse le district six, où existe une importante diversification productive (au sein de laquelle se détachent la production métallique, la production chimique et de matériaux de transports). C'est ce que vient souligner la carte de la page suivante :

[952] Voir la liste complète des industries de la commune (source municipalité de Maipú – 1973) dans : « Las industrias de la comuna Maipú », Anexo N°1 dans C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, *Op. Cit.*
[953] Source : *El libro de las 91*, Santiago, Ed. Barco de Papel, 1972.
[954] Plus de 5500 salariés travaillent pour l'industrie dans ce secteur, qui comprend un peu plus de 44 000 habitants (source : Instituto Nacional de Estadísticas, *Censo de población de 1970*, Santiago).

Carte N° 4 : Géographie du Cordon industriel Cerrillos-Maipú – 1973



D’après : C.Cordero, E.Sader, M.Threlfall, *Consejo comunal de trabajadores y Cordón Cerrillos-Maipú:1972. Balance y perspectivas de un embrión de poder popular*, Santiago, CIDU-U. Católica de Chile, Documento de Trabajo N° 67, agosto 1973

C'est cependant le nom du Cordon Cerrillos que l'histoire retient car c'est là où se produisent la majorité des conflits sociaux (voir carte précédente). **A noter une présence paysanne notable dans cette commune, puisque les communes de Maipú et Barrancas produisent à elle seules 70% des légumes consommés à Santiago, sur des terres parmi les plus fertiles du pays. La commune de Maipú concentre 5% de population rurale et constitue le jardin potager de la capitale**. Si c'est bien le second district qui regroupe la main d'œuvre rurale, sont également présentes dans cette zone d'importantes et combatives usines comme GASCO, RAYON SAID, INDUBAL, CARROCERIAS FRANKLIN, entre autres. Elles sont situées sur le chemin qui mène à la zone de production agricole de Melipilla et qui relie le centre de la capitale au port de San Antonio. Cela explique pourquoi le chemin de Melipilla est l'un des axes stratégiques du Cordon : c'est un endroit idéal pour construire des barricades et faire parler de soi. Même chose pour le chemin de fer qui parcourt la commune, avec la présence « stratégique » par exemple du « complexe Lo Valledor » - qui comprend entre autre un important abattoir d'animaux - appartenant à SOCOAGRO (700 salariés) et qui est situé à San Joaquín sur la voie ferrée. Comme le rappelle un article de 1973, ce complexe est « *situé dans un lieu stratégique, au côté de la voie ferrée sud (avec déviation pour les trains), les chemins au sud du pays et les ports de San Antonio et Valparaíso et les aéroports Los Cerrillos et Pudahuel* ». Il ajoute que « *les travailleurs de Lo Valledor sont conscients de l'importance de ce complexe industriel* »[955].

Si l'on s'arrête sur la distribution de la population en fonction de l'activité professionnelle, il est frappant de voir que les ouvriers n'habitent pas dans le secteur immédiat de leur travail. En effet, c'est dans le district numéro un que vivent la majorité des ouvriers liés à l'industrie moderne. C'est également dans cette partie de la commune que se trouvent un noyau important de *campamentos* (*Comando el Despertar de Maipú*) et plusieurs industries traditionnelles dont les syndicats s'avèrent peu combatifs, à l'exception de la conserverie PERLAK. Si l'on ajoute cela aux 10 000 salariés des industries et de la construction civile qui proviennent d'autres communes, **on peut diagnostiquer un important déphasage entre la population résidant dans les alentours du Cordon industriel et celle qui y travaille**[956]. Sur la base de cette distribution socio-économique, le CIDU constate une certaine « atomisation du front ouvrier » en dehors du lieu de travail. Ainsi, l'impression d'Edmundo Jiles, syndicaliste

[955] *Tarea Urgente*, Santiago, N°7, 3 de julio del 1973.
[956] E. Sader, « Cordons industriels et pouvoir prolétaire au Chili en 1972 », *Les Temps Modernes, Op. Cit.*, pp. 1782.

qui travaille dans la commune, est confirmée par les données statistiques. Il se rappelle que « *que beaucoup* [de salariés] *vivaient dans la même commune, mais il était aussi habituel qu'une personne habite à San Bernardo, la Florida ou à Renca et travaille à Cerrillos* » [957]. **Il s'agit d'une donnée essentielle puisqu'elle tend à rendre difficile toute coordination potentielle des mobilisations entre *pobladores* et ouvriers. On retrouve par la suite cette déficience dans l'histoire du Cordon, ce d'autant plus que la commune ne regroupe aucun des *campamentos,* issus d'occupations combatives de terrains**. En contrepartie, on peut avancer l'hypothèse de Miguel Silva, selon laquelle le fait que la force de travail vienne de l'extérieur de la commune facilite une diffusion des luttes qui se déroulent à Maipú[958]. Cette hypothèse semble se confirmer par le témoignage d'Edmundo Jiles qui travaille entre la commune de Maipú et Renca. Il parle justement de cette diffusion des idées et des formes d'organisations du Cordon Cerrillos vers le reste de la capitale, puis du pays[959] .

Cette contradiction entre concentration industrielle et lieu d'habitation explique par exemple pourquoi l'une des communes ouvrières les plus combatives du Chili montre des résultats électoraux locaux favorables au parti national : les élections locales d'avril 1971 donnent 31% au PN, devant le PS (29%), la DC (18%) et le PC (15%)[960]. Une analyse fine des statistiques disponibles renforce encore le trait, en montrant que c'est justement dans les districts industriels que l'on trouve une forte proportion d'habitations d'employés et de personnes ayant une situation économique aisée[961].

En bref, si la commune de Maipú possède indéniablement une forte concentration d'industries modernes, dont certaines ont une longue tradition de lutte, elle souffre aussi de certaines faiblesses, empêchant la naissance d'un front uni qui pourrait agglutiner plusieurs secteurs sociaux, autour de l'idée naissante du « pouvoir populaire ». C'est pourtant dans cette commune que se développe le Cordon industriel le plus puissant du pays. Afin de mieux comprendre ce processus, il convient maintenant d'étudier les éléments de base du mouvement social de la commune.

---

[957] Entretien réalisé à Santiago, le 6 mai 2002.

[958] M. Silva, *Los Cordones Industriales y el Socialismo desde abajo*, *Op. Cit.*, p. 136.

[959] Entretien réalisé à Santiago, 6 mai 2002.

[960] E. Sader, « Cordons industriels et pouvoir prolétaire au Chili en 1972 », *Les Temps Modernes, Op. Cit.*, pp. 1782.

[961] Cette proportion est la plus forte dans le district six (qui abrite l'aéroport) où 71% de la force de travail est liée à l'industrie et la construction, mais où seulement 30, 8% des salariés liés à ces activités habitent sur place.

VII – 2 – 2) Une force latente. Les bases de l'expérience du pouvoir populaire dans la commune de Maipú

Le nœud gordien de « l'expérience de classe » dans la commune de Maipú est la tradition syndicale, la force des luttes ouvrières et surtout les tendances, déjà expérimentées, à l'organisation territoriale et interprofessionnelle des salariés : « *c'est-à-dire que, soit par la forme particulière des syndicats de la commune, soit par les caractéristiques particulières à la commune (qui en arrive presque à constituer un secteur autonome à l'intérieur de Santiago), il commençait déjà à surgir des embryons d'articulation intersyndicale dans la commune : le comité de défense des libertés publiques, le département syndical de l'ouest, la CUT communale. Même si ces organismes n'existaient plus ou ne fonctionnaient pas, de toute façon ils démontraient une force latente de classe* »[962]. Les statistiques de l'inspection du travail et de la municipalité de Maipú confirment la prédominance des syndicats industriels (particulièrement ceux des industries dynamiques)[963]. En effet, sur 148 syndicats urbains enregistrés en 1972, 57% sont des syndicats industriels, cela bien au-delà de la proportion existant dans le Grand Santiago (46%). Le poids du syndicalisme des industries modernes se détache clairement, avec les taux de syndicalisation les plus forts dans la métallurgie (qui représente 56% des syndicats de la commune). Seulement 16 entreprises textiles et 77 entreprises métallurgiques forment à elles seules plus de la moitié des entreprises qui possèdent des salariés organisés. **Plus de 37 syndicats industriels regroupent plus de cent affiliés chacun, pour un total supérieur à 10 000 membres travaillant dans la chimie, la métallurgie, l'alimentaire et le textile. C'est une force sociale considérable au niveau local, mais aussi sur le plan national**[964]. Prises dans le tourbillon de la conjoncture nationale, les organisations syndicales fleurissent de toute part dans la commune : 20 % des syndicats existants sont créés dans le courant de l'année 1971-1972. Les catégories dites « professionnelles » connaissent d'ailleurs une incorporation sans précédent dans le mouvement social, en se dotant elles aussi de nouveaux syndicats. A ce syndicalisme des salariés de l'industrie, s'ajoute celui de la paysannerie de Maipú. Ces travailleurs ruraux sont

---

[962] E. Sader, « Cordons industriels et pouvoir prolétaire au Chili en 1972 », *Les Temps Modernes, Op. Cit.*, pp. 1778.

[963] Je rappelle que les syndicats industriels sont des organisations spécifiquement ouvrières, alors que les syndicats « professionnels » ne regroupent pas exclusivement les employés mais la plupart du temps employés et certaines catégories d'ouvriers spécialistes ou de techniciens. Voir la première partie sur le structure syndicale chilienne et M. Barrera, *El sindicato industrial como instrumento de lucha de la clase obrera chilena*, Santiago, U. de Chile, Instituto de Economía y planificación, 1972.

organisés dans trois syndicats, dont deux de plus de 400 membres : la « Rinconada de Maipú » où prédomine le PS et « El Abrazo de Maipú » dominé par les démocrates-chrétiens. La multiplication des prises de terres, début de 1972, coïncide avec celles de la commune voisine de Melipilla et renforce ces organisations[965].

Voici, sous forme synthétique, l'organisation syndicale dans la commune de Maipú en 1972 :

Tableau N° 7 : Organisation syndicale dans la commune de Maipú en 1972

Syndicats industriels de l'industrie, du transport et de la construction	78
Syndicats industriels et professionnels du commerce et des services	6
Syndicats industriels des salariés agricoles	3
Syndicats professionnels de l'industrie, du commerce et des services	57
Total des syndicats présents dans la commune de Maipú en 1972	**144**

Source : C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, *Consejo comunal de trabajadores y Cordón Cerrillos-Maipú: 1972. Op. Cit.*, p. 91

L'enquête de terrain du CIDU nous permet également de systématiser, quoique de manière partielle, l'orientation politique de ces syndicats. Lors des élections de la CUT de 1972, une enquête effectuée sur 45 syndicats du Cordon démontre tout d'abord la grande force

[964] Source : Statistiques de l'inspection du travail communale et de la municipalité de Maipú de 1972, présentées par l'équipe du CIDU dans plusieurs tableaux distincts (*Op. Cit.*, pp. 82-93).

[965] E. Sader, « Cordons industriels et pouvoir prolétaire au Chili en 1972 », *Les Temps Modernes*, *Op. Cit.*, p. 1782. Sur les mobilisations de ces paysans, voir "La historia de los campesinos de Melipilla y Maipú" in M. Silva, *Los Cordones Industriales...*, *Op. Cit.*, pp. 138-140.

des démocrates-chrétiens parmi les cadres et les syndicats professionnels. **Les socialistes sont la force prédominante dans les grands syndicats industriels et ils devancent le PC dans ce secteur. Cette donnée est confirmée largement par l'enquête orale. Ainsi Fernando Quiroga, secrétaire de section du PS dans la zone de Maipú entre 1971 et 1972, témoigne de l'important travail d'insertion syndicale des socialistes dans la commune. Selon lui, il y aurait à cette époque un déplacement des forces communistes au profit des socialistes au sein des industries**[966]. A noter**, e**nfin, de manière plus limitée, mais avec quelques « bastions » très actifs et en pleine expansion, la présence de militants du MAPU et du MIR/FTR. Au niveau de cette zone, le MIR possède le Groupe paramilitaire (GPM) numéro 4, qui couvre une aire géographique bien plus grande que Maipú et divers fronts sociaux : paysan, syndical, *pobladores* (avec deux comités locaux de *pobladores*)[967]. Pour le Cordon Cerrillos-Maipú, Javier Bertín estime que le FTR possède environ 150 militants et le MIR, 200 membres (dont un noyau dur de 30 militants, reconnus comme tels par l'organisation). C'est à l'usine de FENSA que le MIR obtient la meilleure insertion dans le secteur, avec une cellule du MIR d'entre 15 et 20 militants et un FTR de pas moins de 80 membres. Ce développement est d'autant plus à souligner qu'il se fait, là encore, au détriment du PC, puisque le syndicat de FENSA est historiquement aux mains des militants communistes. L'autre « bastion » du MIR à Maipú est l'usine PERLAK, où le mouvement parvient à obtenir la présidence du syndicat professionnel et du syndicat ouvrier, malgré une présence militante réelle assez réduite (voir paragraphe suivant)[968].

On peut penser que le dynamisme particulier des syndicats du Cordon provient de la présence de syndicats très actifs de certaines grandes industries telles que GASCO, FENSA, CIC, AMERICAN SCREW, SEG ou encore SABA. Prenons le cas d'une grande entreprise comme GASCO. Environ 1100 salariés y travaillent pour produire gaz liquide et gaz de ville. Légalement, il s'agit d'une société anonyme de 21 000 actionnaires, où seulement 233 d'entre eux possèdent 52% du capital. Rapidement, durant l'UP, la direction stoppe les

---

966 "*La idea política que yo sostenía en esos tiempos era que nuestra tarea era organizar el movimiento sindical, tratar de establecer una CUT o un centro laboral que tuviera presencia por fuerza y por desarrollo político e ideológico. Entonces se trataba de coordinar, capacitar, formar sindicatos. Cuestión que se fue dando, de hecho la presencia socialista en la zona creció vertiginosamente, desplazando a una zona que era comunista. Yo no sé si eso fue bueno o malo, francamente - es una pregunta que uno se hace con los años - haber generado esa separación que nosotros habríamos querido que no fuera tan tajante*". Entretien avec Fernando Quiroga, Santiago, 1° décembre 2001.

967 La GPM 4 correspond à la zone Cerrillos – Las Rejas – JM Caro et sa direction est formée par 6 membres, dont Javier Bertín (responsable syndical) et Guillermo Rodríguez (responsable politico-militaire).

968 Entretien avec Guillermo Rodríguez et Javier Bertín, Santiago, 6 août 2003.

investissements, réduit les stocks de matières premières et boycotte la production. Le syndicat entre alors en conflit le 11 janvier 1972 : la grève (illégale) implique initialement 120 ouvriers et 50 employés. Ils demandent l'intervention de l'Etat et la nationalisation de l'entreprise pour cause de boycott. Le comité directeur et les actionnaires s'opposent farouchement à cette action. Face à la situation de blocage, le 30 mars 1972, la CORFO achète 10 % des actions et l'entreprise est finalement nationalisée par le gouvernement.

Il faut pourtant se garder de toute relation mécanique entre filiation partisane « de gauche » et combativité de classe au sein des usines. Certes, comme le rappellent Zimbalist et Espinoza, les attitudes au sein de la gauche sont largement différenciées suivant chaque parti et, *d'une manière générale*, les salariés des secteurs modérés de l'UP ont une attitude moins dynamique et participative[969]. Citons l'exemple d'INSA, grande industrie de Maipú dont le syndicat de gauche (avec une forte présence du PC) est caractérisé par la passivité politique[970]. **Pourtant, parallèlement, de multiples ouvriers démocrates-chrétiens et des salariés sans parti s'insèrent activement dans les luttes en faveur d'un contrôle réel des entreprises ou contre la restitution des usines occupées. Ceci au niveau national comme à l'échelle locale**. Ainsi, en juillet 1972, un ouvrier DC de l'usine FENSA déclare au journal *El Siglo* son refus de rendre l'usine occupée : « *Pour aucuns motifs, nous ne permettrons le retour de ceux qui furent nos exploiteurs* » déclare t'il, pour ensuite expliquer que son parti ne comprend décidément pas les problèmes des ouvriers[971]. **C'est précisément cette unification ouvrière à la base, au-delà des étiquettes politiques et avec comme référent les intérêts de classe, qui constitue la force potentielle du *Cordon pour soi* : qu'il se sente proche de l'UP ou de l'opposition, le mouvement ouvrier brise à certains moments le sectarisme politique ou le légalisme qu'on cherche à lui imposer, pour se retrouver sur de nouveaux fondements de lutte de classe**. A Maipú, il existe une accumulation de ce type d'expériences partagées qui favorise ces phénomènes.

Aux côtés des ouvriers combatifs de la grande industrie, entrent dans la mobilisation collective des entreprises de taille moyenne qui sont, avec le recul, les

---

[969] Voir les paragraphes consacrés à ce sujet dans la deuxième partie, à propos de la participation dans l'APS et A. Zimbalist, « The dynamic of worker participation: an interpretative essay on the Chilean and other Experiences », *Administration and Society*, New York, N°7, may 1975, pp. 43-54 ; J. G. Espinoza, A. S. Zimbalist, *Economic Democracy: workers' participation in Chilean industry 1970-1973*, London, Studies in social discontinuity, academic press inc., 1978.

[970] C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, *Consejo comunal de trabajadores y Cordón Cerrillos-Maipú: 1972. Balance y perspectivas de un embrión de poder popular*, *Op. Cit.*, p. 92.

[971] Déclarations de Carlos Reyes dans *El Siglo*, Santiago, 11 de julio de 1972.

véritables animatrices du Cordon, telles MAESTRANZA CERRILLOS, RAYON SAID, COPIHUE, ALUMINIOS EL MONO. L'usine PERLAK est l'une d'entre elles également. Il s'agit d'une entreprise moyenne mais avec une place économique stratégique, car elle appartient au groupe restreint des 260 entreprises du pays ayant un capital supérieur à 14 millions d'escudos (en 1969). Cette entreprise est née en 1958 par la fusion de deux industries de conserve et elle est détenue en majorité par des capitaux étrangers. Les rapports sociaux internes sont marqués par l'autoritarisme de la direction et la faiblesse des salaires ouvriers. Les rancœurs, injustices et vexations accumulées, articulées avec la politisation d'une fraction combative des salariés font que PERLAK devient un des symboles du Cordon Cerrillos-Maipú[972].

Selon les chiffres fournis par la gendarmerie (Carabiniers) pendant l'année 1972, il y a plus de 63 grèves organisées à Maipú, soit 9% du total de Santiago. De ces conflits, 55 correspondent à l'industrie et seulement 3 sont légaux. Leur durée moyenne est d'un peu plus de 10 jours, contre une moyenne nationale de 3 jours. Y participent 6341 ouvriers et 3154 employés. Ces chiffres expriment le caractère nettement ouvrier des revendications et la « dureté » de conflits qui s'étendent dans la durée. A peu prés 40% des grèves ont lieu dans les industries métallurgique, comme l'explique le tableau suivant :

Tableau N° 8

Grèves dans la commune de Maipú – Santiago – 1972 **Classification par branche d'activités économiques**	
Métallurgie	26
Construction	11
Agriculture	8
Transports	5
Alimentation	4

[972] Le président du syndicat des employés, Santos Romeo, place ainsi aux origines des mobilisations de travailleurs de l'entreprise, l'accumulation d'injustices et de traitements dégradants de la part de la direction (lettre de Santos Romeo publiée dans *Chile Hoy*, Santiago, 14 de julio de 1972). Voir également le témoignage de Javier Bertín et Guillermo Rodríguez, Santiago, le 6 août 2003.

Chimie	3
Textile	3
Electricité et Eau	3
TOTAL	**63**

Source : C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, *Consejo comunal de trabajadores y Cordón Cerrillos-Maipú: Op. Cit.*, p. 39

Les grandes entreprises ont contribué de manière importante à ce volume de grèves, avec 24 % du total, alors qu'elles ne représentent que 10% des entreprises de la commune. Si l'on considère les motifs des conflits, on constate que 60% des grèves le sont pour revendications économiques. Mais plus de 10% d'entre elles le sont aussi en solidarité avec d'autres revendications dans les entreprises voisines et 20 % dans l'optique d'une intégration à l'Aire Sociale de Production. **Ainsi, presque une grève sur trois est déterminée par une articulation entre la revendication économique et des exigences d'ordre politique**. **D'autre part, les mobilisations impulsées par solidarité avec d'autres usines en conflit, dessinent la territorialité des luttes et le niveau de conscience de classe de ces salariés**.

En janvier 1972, des grèves mettent à l'ordre du jour la revendication de la nationalisation. Cependant, c'est durant les mois de mars, avril et mai, avec la recrudescence des luttes économiques, qu'il existe une base solide pour maintenir la revendication du passage à l'APS. Cette articulation du champ économique et du politique atteint son apogée en juin, où le nombre de mots d'ordre économicisistes et celui en faveur du passage au secteur social est presque égal. En juillet et août, l'augmentation du nombre de conflits économiques se poursuit et pendant le mois d'août, il y a une légère reprise des mouvements pour étendre l'APS. C'est dans la conjoncture d'octobre, que les mobilisations reprennent toute leur ampleur, démontrant la puissance des réserves politiques de la classe ouvrière de la commune[973].

Pour finir, il faut ajouter à ce mouvement syndical combatif, la présence de *campamentos*, présence qui reste cependant limitée, en partie du fait de la grande utilisation agricole des sols et de l'Aéroport de Cerrillos qui occupe beaucoup d'espace[974]. **La vague**

[973] E. Sader, « Cordons industriels et pouvoir prolétaire au Chili en 1972 », *Les Temps Modernes*, *Op. Cit.*, p. 1784.

[974] La commune de Maipú occupe la neuvième rang dans la classification des campement existants dans le Grand Santiago, avec 22 campements où résident 3178 familles (enquête effectuée par R. Nuñez, O. Valle,

d'occupation de terrains est contemporaine des importantes mobilisations ouvrières pendant l'UP, alors qu'il n'existe pas de campements dans la commune auparavant. Il y a 11 occupations en 1970, 9 en 1972 et 5 en 1973. C'est durant cette année que se crée le « *Comando* El Despertar de Maipú », formé par six *campamentos* qui regroupent environ 650 familles. En avril et juin 1972, ces habitants pauvres se mobilisent activement autour du problème des transports. Les transports collectifs sont particulièrement déficients dans la commune et ils ont la particularité de dépendre de la municipalité (et non du secteur privé)[975].

Plusieurs protestations d'usagers avaient déjà eu lieu. Ainsi, lorsque le PS local prend la tête du mouvement, les conditions sont favorables à une action collective massive. Plusieurs réunions sont dirigées par des travailleurs socialistes de la zone et une grande manifestation voit la participation de *pobladores*, mais aussi d'habitants des résidences, du conseiller municipal socialiste et d'autres militants de ce parti, et même des représentants DC. **Le PS local canalise alors ce mécontentement autour de l'idée de « créer le conseil communal des travailleurs », destiné à dénoncer tous les problèmes de la commune**. **Mais en fait, cette idée d'un pouvoir populaire appuyé sur une organisation de type horizontal et territorial a été avancée bien avant par le MIR et les militants FTR au travers de comités locaux.** Une telle conception entre dans le cadre de la stratégie du pouvoir populaire alternatif du MIR[976]. Le MIR, durant l'année 1971, réalise plusieurs réunions transversales entre syndicalistes et militants FTR, avec jusqu'à 20 dirigeants, essentiellement de la petite et moyenne industrie[977]. **Début janvier 1972, Javier Bertín se retrouve même président d'un premier et minuscule « Cordon industriel », limité à la coordination territoriale de quelques dirigeants syndicaux appuyés par des militants d'extrême gauche.** Mis à part des contacts pris avec les organisations maoïstes de la commune (le PCR et le Parti communiste Bandera Roja), les appels au Commando communal de Travailleurs du MIR végètent à l'état de « *simple école des cadres* ». C'est pour cette même raison que le « comité coordinateur des travailleurs de Cerrillos » n'a pas de vie réelle. Ceci à tel point que les dirigeants syndicaux FTR le laissent dans les mains d'activistes militants extérieurs à la classe ouvrière (comme Javier Bertín), sous prétexte qu'ils ont « *beaucoup d'obligations en tant que dirigeants syndicaux* ». Comme le confie J. Bertín, ce type de délégation prouve que les conditions

---

« Investigación y análisis de los campamentos del gran Santiago », Memoria de sociología, U. de Chile, Santiago, 1972).

[975] E. Pastrana et M. Threlfall, *Pan, techo y poder*, *Op. Cit.*, p. 111.

[976] Voir le paragraphe de la deuxième partie sur "la naissance d'un pouvoir populaire alternatif".

[977] Entretien avec Javier Bertín, Santiago, 1996 (réalisé par M. Silva, *Op. Cit.*, pp. 154-157).

subjectives et objectives ne sont pas encore mûres pour concrétiser la consigne de « Créer, créer, pouvoir populaire »[978].

En mai, le PS appelle à une seconde réunion, qu'il nomme « *Cabildo abierto* » en référence à l'assemblée qui proclame l'indépendance du Chili en 1810. **Le mot d'ordre lancé est radical, mais de nouveau peu réaliste vue l'ampleur de la mobilisation : « la commune au pouvoir du peuple ! »**. Trois cent à quatre cent personnes se réunissent, sont particulièrement présents des *pobladores* du « *Commando El Despertar* », des militants de toute la gauche, des délégués syndicaux. Le maire refuse d'y assister. La Municipalité dirigée par la DC est alors dénoncée publiquement et **la nécessité de créer un organisme parallèle, sous contrôle des travailleurs, est proclamée. Certaines conquêtes partielles sont acquises par cette mobilisation, par exemple au niveau du conseil local de santé, qui parvient à réunir temporairement 30 syndicats**. Ce « conseil communal » n'a pourtant pas de suite. Les *pobladores* continuent certaines actions, comme le blocage de la route de Pajaritos. **Cependant, malgré une direction - au sein des campements - majoritairement de gauche, le mouvement *pobladores* ne parvient pas à dépasser ce stade de mobilisation**. « *Le degré de mobilisation atteint par les pobladores ne se maintient pas après son éclosion initiale, bien que les problèmes qui les avaient motivés restent d'actualité au vu des maigres résultats obtenus de la part des autorités* »[979] : les transports collectifs ne sont plus un facteur mobilisateur. Il semble que la base organisationnelle de ces campements reste faible alors, qu'en parallèle, celle des secteurs industriels est bien plus massive. On assiste pour cette raison à un déplacement de l'axe des luttes dans la commune. **A la faveur des luttes en cours sur la scène politique nationale, qui tournent autour de la gestion des entreprises et de l'extension de l'APS, l'épicentre du mouvement social passe de la *población* à l'usine, des *pobladores* à la classe ouvrière**. La thématique du « conseil communal de travailleurs » prend alors corps : ce sont les premiers pas du « Cordon pour soi » de Cerrillos-Maipú.

---

[978] "*Entonces conformamos, si no me equivoco a principios del 72, un primer cordón industrial, un primer comando de trabajadores, pero con dirigentes radicalizados, no de la UP. Ahí se dio una situación interesante en el sentido que cuando conformamos este comité con los compañeros, ellos nos dijeron: como nosotros tenemos muchas obligaciones como dirigentes sindicales y no tenemos tiempo para hacernos cargo, Uds. que son los activistas políticos, Uds. conformen el cordón y nos convocan, nos coordinan, pero Uds. hagan como una secretaria. Y así fue como a mi me toco ser presidente de ese primer cordón cerrillos, porque era del partido mas grande, que era del MIR, que no era ninguna cosa grande tampoco y eso alcanzó a funcionar unos 2 o 3 meses y después murió, de muerte natural. Obviamente esa forma de estructura no era adecuada, no era correcta y de alguna manera expresaba que todavía los dirigentes no estaban 100% comprometidos con esta línea del poder popular*" (entretien avec Javier Bertín, Santiago, le 6 aout 2003).

[979] E. Pastrana et M. Threlfall, *Pan, techo y poder, Op. Cit.*

VII – 3) Le Cordon de la révolte

VII – 3 – 1) La naissance du Cordon Cerrillos-Maipú

C'est de juin à septembre 1972 que se déroule la gestation du Cordon Cerrillos-Maipú, en tant qu'embryon d'un « Cordon pour soi », à Santiago. Le mois de juin est celui d'une recrudescence de l'activisme ouvrier. Ce mouvement s'initie dans la commune fondamentalement autour de trois usines : PERLAK (conserverie alimentaire), POLYCRON (chimie industrielle, fibres synthétiques) et ALUMINIOS EL MONO (Aluminium). **Les dirigeants syndicaux de ces entreprises comprennent alors que la position adoptée par le gouvernement (de négociation à tout prix avec la DC) joue contre leurs revendications et intérêts de classe. Forts des expériences d'organisations transversales passées (dont l'appel de mai du « Conseil communal des travailleurs »), le "Cordon de la révolte" se met peu à peu en place**[980].

Le 12 juin, commence la grève des industries EL MONO et INDUBAL sur motif de l'absence de réponse donnée aux pétitions du syndicat. Presque parallèlement, au sein de l'industrie FENSA, direction et dirigeants syndicaux s'affrontent au sujet de la nationalisation de l'usine, effectuée en début de mois : le 14 juin, le ministre Vuskovic visite l'entreprise afin de trouver une solution au conflit entre l'Etat et les anciens propriétaires. En réponse, le 15, la direction de FENSA décide de licencier les dirigeants syndicaux, alors que la nationalisation n'est pas reconnue par le pouvoir judiciaire. Le même jour, l'industrie CIC (plus de 1300 travailleurs) entre dans la ronde des grèves à répétition[981]. Dans ce cas, le conflit est légal et affecte plus de 800 ouvriers. **Comme souvent dans de telles mobilisations ouvrières, apparaissent de nombreuses contradictions tactiques et politiques au sein même des grévistes**. Ici, s'affronte la position assumée par des salariés socialistes qui se prononcent en faveur de la méthode de l'occupation directe, avec celle de la section métallurgique dominée par le PC et la DC qui souhaite négocier. C'est finalement l'alliance PC-DC qui remporte le plus de votes de l'assemblée[982]. **Quatre jours plus tard, c'est PERLAK qui est en conflit, pour cause de boycott de la production, accaparement, vente au marché noir. Sur cette base, ces salariés sollicitent le passage à l'Aire Sociale, mais sous contrôle ouvrier**[983]. Le

---

[980] J. Mödinger, « Cerrillos Maipú: El Cordón de la rebeldía », *Chile Hoy*, Santiago, N°6, 27 de julio de 1972.
[981] Voir *El Mercurio*, Santiago, 18 de junio de 1972.
[982] Voir le récit de cette grève dans *Punto Final*, Santiago, N°160, 26 de junio de 1972.
[983] Voir *El Mercurio*, Santiago, 22 de junio de 1972.

lendemain, POLYCRON se met en grève pour non accomplissement d'accords signés entre syndicats et patronat, en 1971.

Finalement, face à ce qui est considéré comme une vacillation inacceptable du gouvernement (qui tarde à intervenir en faveur des grévistes), un petit groupe de salariés de PERLAK, ALUMINIOS EL MONO, POLYCRON et CIC occupe le ministère du travail, exigeant une solution à leurs problèmes. C'est la communiste Mireya Baltra qui est titulaire de cette charge depuis quelques jours et qui nous a livré son témoignage au cours de l'enquête orale[984]. Le lendemain, elle se rend directement à l'usine PERLAK, afin de constater l'effectivité de faits bruyamment dénoncés dans son bureau, la veille. La ministre est accompagnée de plusieurs fonctionnaires, ainsi que d'Octavio González, dirigeant de la CUT locale. Cette arrivée est l'occasion d'un affrontement clair entre, d'un côté, les représentants du gouvernement et de la CUT et, de l'autre, les salariés en lutte : l'entrée du dirigeant de la CUT locale dans l'usine est empêchée par le dirigeant du syndicat ouvrier Santos Romeo, qui le déclare « persona non grata » dans PERLAK pour n'avoir jamais appuyé le conflit. Selon ce dernier, « *cela ne lui a pas plu à la camarade ministre, qui a exprimé fermement qu'elle n'entrerait pas dans l'industrie, si l'on n'acceptait pas le camarade dirigeant de la CUT. A ce moment, elle a dit quelque chose sur les bourgeois, ce à quoi j'ai répondu « vous, vous êtes bourgeoise ». Cela provoque chez la camarade une réaction furieuse, qui se matérialise envers moi par un coup donné avec des journaux qu'elle avait sous le bras* ». Ce geste fait réagir les travailleurs présents et la ministre se retire, indignée, de l'usine[985].

Cet incident reste encore aujourd'hui gravé dans la mémoire des militants de gauche pour sa signification, malgré des souvenirs divergents[986]. Hernán Ortega, futur dirigeant du Cordon, militant socialiste et syndicaliste de SINDELEN, voit aujourd'hui dans cet « incident » un symbole du décalage croissant entre la CUT (même au niveau local) et les salariés, mais également comme représentatif de la position du PC par rapport à la position des travailleurs

---

[984] Afin de mieux connaître cette dirigeante de la CUT et députée PC, nommée par Allende au ministère du travail, voir l'entretien réalisé avec elle, à Santiago, le 22 février 2003.

[985] Lettre d'explication de Santos Romeo publiée dans *Chile Hoy* (Santiago, 14 de julio de 1972).

[986] Et d'ailleurs, on voit bien la part de transformation / mythification que peut contenir un témoignage oral au travers de cet exemple. Il faut noter que sur cet incident quelques détails, sans grande importance, restent à éclaircir. Par exemple, Teresa Quiroz se rappelle que la ministre aurait donné une gifle au dirigeant syndical (c'est la version donnée également par l'équipe du CIDU). Mireya Baltra, quant à elle ne s'est pas exprimée sur ce sujet lors de mon entretien, mais a déclaré à l'époque lui avoir donné une gifle. Pour Hernán Ortega, qui n'est pas présent sur place, c'est un « coup de poing » que la ministre aurait donné au dirigeant syndical, et ce dans le bureau du ministère…

mobilisés[987]**. Ce n'est pas un hasard si, au moment du conflit, la CUT locale est présidée par un militant communiste, syndicaliste de FENSA, qui par la suite condamne durement la constitution du Cordon industriel.** A l'époque, le journal du Département syndical du PS (DENAS) y voit la preuve de la bureaucratie et du réformisme qui prédominent au sein du gouvernement, ceci contre l'impulsion des masses, venue d'en bas [988].

En fait, il existe bien là une contradiction de taille qui émerge avec de plus en plus de force. Nombre de militants et dirigeants syndicaux cherchent alors à dépasser tout d'abord les limitations de la CUT, incapable de répondre aux exigences du mouvement, mais aussi les déficiences du gouvernement, notamment en ce qui concerne la constitution de l'Aire Sociale. **C'est sur cette base que plusieurs dirigeants syndicaux des Cordons industriels se rapprochent des positions plus radicales du MIR ou de la gauche de l'UP. Santos Romeo incarne ce processus de radicalisation, puisqu'il passe de l'aile gauche du PS au MIR**[989]. A l'époque, la ministre Baltra qualifie le dirigeant de PERLAK comme ayant « *une attitude anticommuniste et de ce fait anti-ouvrière* » et déclare publiquement que les travailleurs de PERLAK auraient « *insulté la Centrale unique des travailleurs* ». Selon elle, il s'agirait de militants « *insolents et provocateurs, spécialement à celui à qui j'ai donné une gifle. Un jour, ils ont ouvert à coup de pieds la porte du cabinet du ministère* »[990]. On retrouve là le vocabulaire typique du PC contre l'extrême gauche, mais plus fondamentalement, cela reflète la crainte du gouvernement de se voir complètement dépassé par des luttes sociales qu'il souhaiterait contrôler. Comme le rappelle à juste titre la ministre, ce n'est pas seulement la position du PC qui est en cause à travers ce conflit (comme essaie de le justifier aujourd'hui Hernán Ortega), mais bien la stratégie du gouvernement dans son ensemble. Elle rappelle ainsi à la presse : « *Moi, je ne peux rien signer sans connaître les antécédents et surtout quand j'avais l'ordre express du gouvernement de ne pas le faire : il ne s'agissait donc pas d'une position personnelle du ministre du travail, mais elle obéissait à une politique que possède le programme de l'Unité populaire et le président de la République* ».

---

[987] Entretien avec Hernán Ortega, Iquique, 6 novembre 2001.
[988] « El Cordón Cerrillos: rompiendo los viejos esquemas », *Trinchera*, Santiago, N°1, 29 de noviembre 1972.
[989] Dans la lettre précitée, Santos Romeo se déclare militant socialiste ; pourtant dans un entretien donné à Miguel Silva, Javier Bertín, militant MIR de Cerrillos, le présente comme militant du MIR et l'un des dirigeants *« les plus appréciés du Cordon* ». On aurait pu croire que l'on à faire là à un cas, nombreux à cette époque, de double militance. La réponse nous est finalement donnée par le témoignage d'un autre militant du MIR de Cerrillos, Guillermo Rodríguez, qui assure que celui-ci au moment du conflit avec PERLAK est en phase d'incorporation au MIR (entretien réalisé à Santiago, le 6 août 1973).
[990] Entrevista a M. Baltra, *Chile Hoy*, Santiago, N°5, 20 de julio de 1972.

La commune de Maipú connaît de nouveau une explosion sociale à la fin du mois, processus qui débouche sur la création formelle du Cordon Cerrillos-Maipú. Le 28 juin ce sont les salariés de la MAESTRANZA Maipú (métallurgie) qui se mettent en grève en protestation contre la mauvaise administration de l'entreprise et le retard pris dans son intégration à l'Aire de propriété mixte. Au même moment ont lieu deux importantes réunions dans la commune. La première est impulsée par les ouvriers de PERLAK, POLYCRON, ALUMINIOS EL MONO et réunit environ 10 entreprises, avec pour objet de discuter du problème de l'intégration à l'APS. **Selon l'équipe du CIDU, lors de cette assemblée, les travailleurs parlent de leur volonté d'unir leur force afin de faire pression pour être intégrés à l'APS et les salariés d'autres usines présents se disent prêts à se solidariser avec cette demande**. **C'est cette solidarité inter-salariale qui est la pierre fondatrice de tout l'édifice du Cordon.** Elle est bien sur un trait marquant de toute grève massive et au Chili, cette union s'incarne dans la *olla común*, c'est-à-dire la « *casserole commune* », qui permet aux ouvriers en grève de résister et de diffuser l'écho des luttes dans leur entourage[991]. Comme le prouve le témoignage d'Edmundo Jiles, cette solidarité s'étend jusqu'à des secteurs productifs assez marginaux[992]. Ce dernier se rappelle très bien des premières réunions du Cordon, auxquelles il participe aux côtés de dirigeants syndicaux de *PERLAK, POLYCRON et ALUMINIOS EL MONO*, alors qu'il vient proposer la solidarité de son syndicat à la *olla común* [993].

Une seconde réunion a lieu le 29 juin 1972. **Elle regroupe cette fois environ 30 industries**, dont des représentants de FENSA, MAPESA, CARROSERIAS FRANKLIN, CHICLETS ADAMS, MAESTRANZA Maipú, etc. Sont aussi présents des militants de toute la gauche des maoïstes jusqu'au PC. Le représentant communiste quitte néanmoins rapidement la réunion après avoir dit qu'il s'agit d'une action contre le gouvernement, ce qui provoque les

---

[991] Jorge Magasich rappelle quant à lui les « campagnes du kilo », où les ouvriers des entreprises d'une zone apportent un kilo de n'importe quelle denrée à leurs camarades en grève (J. Magasich, *Op. Cit.*, pp. 108-109).

[992] Ce dernier, sans militance politique, travaille alors dans une coopérative de production de briques (Cooperativa FACOL), installée récemment dans la commune. La création de cette coopérative avait eu pour but de donner du travail à des chômeurs de Santiago et s'est faite par le biais de l'occupation d'un terrain sablonneux permettant cette activité. Afin de ne pas être expulsés par les propriétaires, Edmundo et ses camarades parcourent la commune afin de générer un mouvement de solidarité et parviennent ainsi à générer un fond de solidarité, qui est par la suite utilisé pour appuyer les initiatives du Cordon. Entretien avec Edmundo Jiles, Santiago, 6 mai 2002.

[993] "*Un día, me encuentro que estaban en huelga ALUMINIOS EL MONO, entonces yo me bajo y converso con los trabajadores y tenían una olla común*. [...] *Compramos un saco de porotos y llegamos al sindicato. Preguntamos por los dirigentes y nos dijeron que estaban en el sindicato de POLICRON y ahí estaban los dirigentes de PERLAK, de POLICRON y ALUMINIOS EL MONO y nos presentamos a los dirigentes y les planteamos nuestra solidaridad*". Entretien avec Edmundo Jiles, Santiago, 6 mai 2002.

huées d'autres militants. Il est finalement décidé l'occupation des voies d'accès principales de la commune, en solidarité avec les trois usines. **C'est lors de cette assemblée que se constitue formellement le Commando de travailleurs de Cerrillos-Maipú**. Cela correspond à un moment d'augmentation des mobilisations collectives de la population de Maipú sur le plan industriel, mais aussi du mouvement *pobladores*[994]. **C'est ce « Commandement coordinateur des travailleurs du Cordon Cerrillos-Maipú » qui prend par la suite le nom, plus simple, de « Cordon industriel Cerrillos-Maipú ».** Il s'organise autour d'une plate-forme de lutte commune qui démontre une forte radicalisation politique (dont j'analyse le contenu dans le paragraphe suivant). **Le 30 juin 1972 est en quelque sorte le jour « j » du Cordon, celui où il devient une référence politique nationale et acquiert un écho bien au-delà de son importance au niveau local. Ce jour est celui d'une mobilisation massive qui fait trembler toute la commune,** la presse nationale, la direction des partis politiques, le gouvernement et les propriétaires d'usines de Maipú[995].

Photo N° 14 : Naissance du Cordon Cerrillos, le 30 juin 1972 (Maipú)

Source : *El Mercurio*, Santiago, 1 de julio de 1972

[994] C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, *Consejo comunal de trabajadores y Cordón Cerrillos-Maipú: 1972. Balance y perspectivas de un embrión de poder popular*, *Op. Cit.*, p. 26.
[995] La description de cette journée est basée, sauf indication contraire, sur le reportage de la revue *Punto Final* : L. Sepulveda, « Maipú: recado con barricadas » *Punto Final*, Santiago, N°168, 18 de julio de 1972 et sur C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, *Op. Cit.*

La base organisatrice de la mobilisation est une coordination de 18 syndicats de différentes industries de la zone. Les barricades sont levées autour de plusieurs points d'accès, dont le premier est dans le secteur de Pajaritos au niveau du pont « La Aguada ». Y participent des salariés de PERLAK, des *pobladores* et des paysans du secteur. L'autre pont bloqué est celui de « Lo Errazuriz » et y participe la FACOL[996]. Parallèlement, le chemin de Melipilla est bloqué face à l'usine RALCO : des ouvrières de cette industrie aux côtés des salariés de ALUMINIOS EL MONO, C. ADAMS, FANTUZZI, POLYCRON coupent l'accès. La même chose se déroule face à l'industrie CARROCERIAS FRANKLIN, avec l'aide de travailleurs de la construction publique, et devant d'autres usines du secteur avec l'aide du campement « 20 de agosto ».

Cette action parvient à déclencher une synergie de rassemblement. Rapidement tracts et propagande sont répartis afin d'inviter les ouvriers du voisinage à participer aux assemblées organisées. Santos Romeo rappelle que « *dans les barricades n'étaient pas seulement présents ceux du « commando », des industries comme FANTUZZI, FENSA, SINDELEN, MAPESA, POLYCRON, beaucoup de gens se sont ajoutés.* […] *Les carabiniers sont arrivés, ils ont vu tant de monde qu'ils sont repartis. Après sont arrivés des pobladores, des paysans de Barrancas* [autre commune] […]. *L'après-midi sont arrivés des dirigeants socialistes et des membres du gouvernement, l'Intendant Joignant, R. Calderón, J. Benítez, E. Schnake*[997]*. Plus tard, le ministre de l'économie C. Mathus et le directeur de DIRINCO, Patricio Palma. Ils ont annoncé aux travailleurs la réquisition de PERLAK et la nationalisation à venir de ALUMINIOS EL MONO et POLYCRON* […] *Seuls les communistes se sont opposés aux barricades, mais beaucoup de communistes de base étaient avec nous* »[998].

La première mobilisation du « Cordon pour soi » est une réussite. Les revendications du Cordon deviennent à ce moment un sujet de politique nationale. *El Mercurio*, le premier juillet, couvre sa première page des photos des mobilisations du Cordon pour alerter la population contre la montée de l'extrémisme marxiste. Pourtant, la partie n'est pas encore gagnée pour les salariés, même en ce qui concerne le passage à l'APS de POLYCRON et ALUMINIOS EL MONO. Une semaine plus tard, cette intégration n'est toujours pas effectuée : « *la bourgeoisie*

---

[996] Voir le témoignage d'Edmundo Jiles sur cette journée et la manière dont ils bloquent le pont (Entretien réalisé à Santiago, 6 mai 2002).
[997] Il s'agit de trois membres du Comité Central du Parti socialiste.
[998] Citation tirée de L. Sepulveda, « Maipú: recado con barricadas » *Punto Final*, Santiago, N°168, 18 de julio de 1972.

tente de casser le mouvement en utilisant le pouvoir judiciaire, obtenant ainsi que "l'Interventor" de FENSA soit arrêté par le septième tribunal. Trois jours après, ce même tribunal ordonne l'évacuation, avec usage de la force publique, des ouvriers qui avaient occupé POLYCRON, afin de la rendre à leurs anciens propriétaires. De manière simultanée commence une grève à MAESTRANZA CERRILLOS »[999]. Les militants qui participent à la coordination multiplient alors les réunions et décident l'organisation d'une grande manifestation vers le centre, non seulement en appui aux usines en conflit mais aussi aux paysans de Melipilla, dont plusieurs dirigeants sont alors emprisonnés. Cette grande marche se termine sur une place du centre ville face aux tribunaux de justice, au congrès et au *Mercurio*. Il semble que la présence dans la marche du ministre Hernán El Canto rend la presse perplexe ; elle l'analyse surtout comme une manifestation contre les accusations constitutionnelles dont ce membre du gouvernement est l'objet. En fait, la mobilisation est bien une initiative du Cordon et elle prend une tournure beaucoup plus large. Ainsi que le déclare un ouvrier à la revue *Chile Hoy*, « *la mobilisation est organisée afin de protester contre tout l'appareil bourgeois qui empêche les travailleurs d'avancer* »[1000]. La presse de droite ne s'y trompe pas. Ainsi, le 13 juillet 1973, *El Mercurio*, « bastion de la bourgeoisie » pour utiliser les mots de Eder Sader, condamne à nouveau l'action du « Cordon industriel Cerrillos-Maipú » (dénomination qui remplace désormais celui de « Commando Coordinateur »). **Les mois d'août et de septembre sont pourtant des mois de reflux du « Cordon pour soi », alors que paradoxalement les statistiques montrent un important nombre de grèves. Ce décalage entre une combativité à la base et l'incapacité coordinatrice du Cordon est clairement le fruit des faiblesses intrinsèques de cette organisation embryonnaire de pouvoir populaire**.

VII – 3 – 2) Caractéristiques du premier embryon de « Cordon pour soi »

Quelles sont les origines du Cordon industriel Cerrillos (CI Cerrillos), en tant qu'embryon d'un « Cordon pour soi », tel que nous avons tenté de le définir ? J'ai tenté d'y répondre en explorant plusieurs pistes. Finalement, l'enquête orale démontre que chacun des témoins, en fonction de la position qu'il occupe à l'époque, mais aussi sûrement de sa place sociale actuelle, voit d'une manière différente les origines des Cordons. Ainsi **Edmundo Jiles, insiste**

[999] C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, *Consejo comunal de trabajadores y Cordón Cerrillos-Maipú: 1972. Balance y perspectivas de un embrión de poder popular*, *Op. Cit.*, p. 28.
[1000] Récit de cette manifestation dans *Chile Hoy*, Santiago, N°5, 29 de julio de 1972 (également reproduit dans M. Silva, *Op. Cit.*, pp. 150-151).

sur le fait que le « Cordon pour soi » n'est pas le fruit d'une intentionnalité politique qui l'aurait précédée, mais de la conscience de classe des travailleurs de Maipú : « *Cela est né un peu de manière spontanée, en essayant de donner une réponse aux problèmes existant à ce moment, pas plus. Par la suite, lorsque commence le débat politique, nous avons invité les différents partis politiques de la gauche qui composent l'Unité populaire et la gauche qui n'était pas dans l'Unité populaire, à discuter avec nous. Notre intention était de les attirer et qu'ils se rendent compte que nous n'étions pas extrémistes, ni même contre l'UP.* […] *ce que nous voulions était défendre le droit des travailleurs* »[1001]. On peut alléguer que cette vision d'E. Jiles est influencée par le fait qu'il se trouve hors du système des partis, travailleur en marge de la grande industrie et récemment arrivé dans la commune. Pourtant, ce sentiment est basé sur des faits bien réels, décrits dans les paragraphes précédents et confirmés par plusieurs auteurs tels que Peter Winn[1002]. **Ainsi, c'est bien l'accumulation, au sein de l'usine mais également en dehors, de ce que Thompson nomme une « expérience de classe » qui débouche sur une telle tentative d'organisation**. En ce sens, le poids de la sociabilité ouvrière dans la ceinture industrielle et les quartiers alentours est assurément important. Le rôle des clubs sportifs liés aux syndicats, du comité de quartier ou encore des fêtes populaires facilitent la cristallisation d'une telle identité. Elle permet l'émergence de solidarités au-delà du fractionnement économique dans lequel chaque salarié est inséré.

Mais cette expérience de classe s'est aussi celle acquise au cours des actions collectives passées. En partant de là, le travail militant, la diffusion d'idées politiques, les essais d'organisation répétés jouent un rôle essentiel dans la préparation de la mobilisation, et en aval, donnent un contenu et une inflexion à de tels mouvements. **Aujourd'hui encore, les réflexions de Gramsci sur le mouvement de conseils d'usines de Turin en 1919, et auparavant ses écrits polémiques contre une partie de la gauche italienne sur les relations entre les revendications immédiates de la classe ouvrière et les partis politiques sont une source d'enseignements**. En, effet le philosophe italien explique que ce ne sont pas les partis qui entraînent mécaniquement, à la manière d'une armée, le salariat vers la pratique du contrôle ouvrier. Si Gramsci insiste sur le rôle central de la direction politique, il note également que c'est l'expérience pratique de la lutte qui permet le développement d'une conscience de classe.

[1001] Entretien avec Edmundo Jiles, Santiago, 6 mai 2002.

[1002] P. Winn, « Loosing the chains labor and the Chilean revolutionary process: 1970-73 », *Latin American Perspectives*, N°3, Vol.8, winter 1976, pp. 70-84 et *Weavers of revolution, the YARUR workers and Chile's road to socialism, Op. Cit.*

Il démontre ainsi que les conseils ouvriers de Turin ne surgissent pas du néant, mais bien des conditions d'exploitation présentes dans les usines[1003]. En ce sens, il réfute – comme le fera E.P. Thompson bien plus tard - la « théorie de la substitution » : « *le parti, la secte ou le théoricien qui révèlent la conscience de classe non pas telle qu'elle est, mais telle qu'elle devrait être* »[1004]. C'est pourquoi les témoignages de Guillermo Rodríguez ou Javier Bertín, prennent toute leur dimension lorsqu'ils rappellent le travail politique réalisé auparavant dans la commune pour expliquer les origines du Cordon Cerrillos-Maipú[1005].

La revendication d'un « Commando » territorial des travailleurs de Maipú ne devient une réalité que lorsque les ouvriers de quelques industries importantes de la zone se mettent en grève de manière simultanée. C'est à cette occasion que le PS local met ses forces dans la balance et tente de catalyser politiquement ce mouvement vers la formation du « Cordon pour soi ». **Cette tactique est planifiée depuis le Département national syndical de ce parti (le DENAS) et impulsée par des socialistes tels que Rafael Kries**, **Rafael Valverde ou Enrique Morales. Ces dirigeants du DENAS comprennent le potentiel présent dans ces mobilisations. Ils invitent tout d'abord les syndicalistes socialistes locaux à participer et « envoient » aussi des militants, la plupart du temps étudiants, au sein des Cordons industriels (CI) afin de les appuyer[1006]**. Pablo Muñoz se rappelle que "*quand on s'est mis à parler des Cordons (ce qu'a fait le mouvement syndical national du PS), le parti a mis en avant ce thème et les Cordons se sont organisés sans effort, ce qui signifie que c'était une nécessité, qu'il s'agissait d'une chose absolument nécessaire* »[1007]. Avant juin 1972, si le FTR local et les maoïstes ne parviennent à mobiliser que quelques centaines de personnes au niveau de Maipú, par la suite se sont plusieurs milliers de salariés qui répondent à l'appel du Cordon. **A partir de cette date, sur les 46 000 travailleurs de la commune, le Cordon s'appuie sur un petit groupe très actif et mobilisé, prêt à répondre à une action en appui à d'autres entreprises ou à participer à une manifestation**. **Ce noyau dur comporte 300/400 personnes et entre**

[1003] Dans cette perspective, il pense que le rôle des militants révolutionnaires (dans ce cas ceux organisés autour du journal *L'Ordine Nuovo*) est de promouvoir ce développement, amplifier ses bases et coordonner les commissions ouvrières. Voir A. Gramsci, « El movimiento turinés de los consejos de fabrica », julio de 1920 et l'analyse de cette expérience et des positions assumées par Gramsci dans : S. Garavini, « La ocupación de las fabricas y la experiencia de los consejos » (in VVAA, *Consejos obreros y democracia socialista*, Córdoba, Cuadernos de Pasado y Presente, N°33, 1972, pp. 211-221 et pp. 147-160).

[1004] Voir la préface à E. P. Thompson, *The making of the English working class*, UK, Penguin, 1968.

[1005] Entretien avec Javier Bertín et Guillermo Rodríguez, Santiago, le 6 mai 2003.

[1006] Voir les récits de Luís Ahumada, Pablo Muñoz (entretiens réalisés à La Serena, le 24 Juin 2002) et de Carmen Silva (entretien réalisé à Santiago, le 20 novembre 2001).

[1007] Entretien avec Pablo Muñoz, La Serena, 24 de junio del 2002.

2000 et 5000 personnes dans les moments les plus importants[1008]. Et c'est effectivement à cette période que le PS prend le contrôle du CI Cerrillos, en mobilisant massivement ses militants. Hernán Ortega, syndicaliste socialiste, est alors désigné président du Cordon. D'ailleurs, aujourd'hui ce militant cherche encore à se mettre en avant dans son témoignage, au risque de déformer de manière grandiloquente la réalité. En effet, il nous fournit une version complètement déformée des faits, en parlant d'un CI Cerrillos qui mobilise - sous sa direction - jusqu'à 500 000 travailleurs[1009] ! H. Ortega est à cette époque un tout jeune militant socialiste d'une vingtaine d'années, dirigeant syndical de l'usine SINDELEN, membre de la CUT communale ainsi que secrétaire politique de la section PS de Maipú. Il a travaillé comme employé administratif dans plusieurs entreprises de la commune, alors qu'il étudie à l'Université[1010]. Il est par la suite nommé "Interventor" par le gouvernement. **Son "parachutage" par le PS, cette prise de contrôle par « en haut » du Cordon, est critiqué par des salariés et le MIR, qui se voit marginalisé, mais aussi par des militants socialistes**[1011]. Ainsi, Tomás Inostroza peste contre ses camarades, militants extérieurs à la classe ouvrière, qui envahissent comme en terrain conquis le Cordon en formation, pour pouvoir ensuite le canaliser. Les militants du MIR eux décrivent les mauvaises relations qu'ils ont avec Ortega et le double jeu permanent du PS entre la volonté de dirigeants syndicaux sincères à la recherche d'une alternative de pouvoir et l'opportunisme de certains militants,

---

[1008] J. Bertín parle de 2000 personnes, Edmundo Jiles quant à lui d'environ 5000 et Fernando Quiroga déclare qu'attribuer 20 000 salariés mobilisés au CI serait complètement erroné. Ces chiffres sont confirmés par la presse de l'époque, alors que l'enquête du CIDU montre que lors des premières mobilisations réussies du Cordon se sont seulement quelques centaines de salariés qui se mobilisent (voir C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, *Consejo comunal de trabajadores y Cordón Cerrillos-Maipú*, *Op. Cit.*).

[1009] Entretien avec Hernán Ortega, Iquique, le 6 novembre 2001.

[1010] Entretien avec Hernán Ortega, Iquique, 6 novembre 2001.

[1011] "*Posteriormente en junio del 72, viene una movilización muy grande, pero es en octubre cuando viene la solicitud de intervención de COPIHUE, que es cuando se forma oficialmente el cordón cerrillos, con el nombre de cordón cerrillos, donde ya Ortega era interventor de FANTUZZI y ya había habido movilizaciones anteriores para pedir la intervención de CALVO y ALUMINIOS EL MONO. Primero se reconocía como comando, porque ese comando donde estaban ALUMINIOS EL MONO, CALVO. Era bastante horizontal y después se instala Ortega arriba y se hace nombrar presidente del cordón, porque ahí se mete el PS en masa, entonces ahí ellos imponen por mayoría a Ortega como presidente*" (Entretien avec Javier Bertín, Santiago, le 6 mai 2003). Voir également les critiques acerbes de Tomás Inostroza (Entretien à Santiago, le 4 juillet 2002).

davantage tournés vers une conquête de positions d'appareil, notamment au sein de la CUT locale[1012].

Fernando Quiroga est alors responsable de la section du PS à Maipú. Il fait partie de l'aile « gradualiste » de l'UP, donc proche du PC et d'Allende. Il se rappelle que l'idée initiale du PS est très différente de celle du Cordon. Personnellement, il est opposé aux occupations d'usines et l'option de ce parti est plutôt de renforcer la CUT et l'organisation syndicale[1013]. Ainsi, selon lui, certains de ses camarades socialistes "*se sont trompés de direction*", car la création du Cordon industriel a signifié "*générer des conflits pour, de cette manière, "gagner du terrain". Générer des conflits, c'est sûr mais à l'Etat et au gouvernement*". Il ajoute : "*on discutait partout ces thèmes : au niveau du parti, on faisait des rencontres entre dirigeants syndicaux, etc. Moi, j'ai participé à plusieurs de ces rencontres syndicales, dans certaines j'ai été applaudí et dans la majorité, j'ai été sifflé, puisque ma position était considérée comme "réformiste""*"[1014]. C'est aussi pour cette raison que les militants du PC, fortement implantés dans des usines comme SINDELEN ou FENSA, s'opposent à cette coordination territoriale. La direction communiste a des mots très durs contre ce qu'elle considère comme des mobilisations qui risquent de fragiliser le gouvernement et déborder son programme initial. Le PC local au moment du « *cabildo abierto* » refuse même de se joindre aux critiques émises contre le maire de la commune (DC) - malgré son attitude franchement hostile -, au nom de l'union de toutes les forces politiques ayant des bases populaires. D'ailleurs, Patricio Palma répond aujourd'hui à ce problème de Cerrillos, à peu près comme le faisait en 1972 son parti[1015].

Ce débat traverse « *l'ensemble de l'UP* » et particulièrement le PS comme le reconnaît Hernán Ortega[1016]. F. Quiroga marque, comme point d'inflexion de cette lutte au sein de la section locale du PS de Maipú, l'occupation et la nationalisation de l'usine métallurgique FANTUZZI, à laquelle il s'oppose fortement. Le 17 août 1972, 340 ouvriers de cette entreprise se mettent en grève pour une durée de 10 jours, pour non-respect des pétitions ouvrières et dans l'attente d'une réquisition, finalement acceptée[1017]. C'est Hernán Ortega, favorable à l'occupation, qui est nommé "Interventor" de cette entreprise (preuve que de telles pratiques

---

[1012] Voir le témoignage dans Miguel Silva, *Los Cordones industriales y el socialismo desde abajo*, *Op.Cit.*, pp. 154-157.
[1013] Ce témoignage est confirmé par l'enquête de l'équipe d'Eder Sader (C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, *Consejo comunal de trabajadores y Cordón Cerrillos-Maipú: Op. Cit.*, p. 30).
[1014] Entretien avec Fernando Quiroga, Santiago, 1 décembre 2001.
[1015] Entretien avec P. Palma, Santiago, 28 novembre 2001.
[1016] Entretien avec Hernán Ortega, Iquique, 6 novembre 2001.

sont appuyées par certains membres de la direction du parti contre l'avis du responsable local). F. Quiroga, qui présente Ortega comme son "second", dit même l'avoir fait passer à cette occasion au contrôle des cadres du parti, où il est sanctionné "*pour ne pas avoir respecté les accords politiques que nous avions pris*"[1018]. Selon H. Ortega, "*à l'intérieur du Parti socialiste, il y avait des divergences entre la direction antérieure et la nouvelle classe dirigeante qui naissait de ce processus*". Il souligne que le débat est celui de « "*avanzar sin transar" ou d'appliquer des mesures réformistes, ce qui retardait le processus* ». Dans cette optique, les bases radicalisées du PS se rapprochent de certaines positions du MIR, malgré de nombreuses divergences tactiques, dont l'aspect politico-militaire[1019].

Cette convergence partielle est pourtant évidente, si l'on s'attarde sur les postulats du **manifeste du Cordon Cerrillos, texte fondateur, émis fin juin 1972**[1020]. On y retrouve plusieurs des revendications du MIR. Les mêmes qui ont, quelques semaines plus tard, une répercussion nationale lors de l'Assemblée de Concepción. Tout d'abord, ce manifeste déclare le Cordon prêt à « *appuyer le gouvernement et le président Allende, dans la mesure où celui-ci représente les luttes et mobilisations des travailleurs* ». Il s'agit d'insister sur le fait que le Cordon ne peut donner un appui *a priori* au gouvernement. Il exprime le doute sur les capacités de ce dernier à mettre en place une politique au service de la classe ouvrière. D'autre part, le document exige un plan d'expropriation d'entreprises extrêmement large, puisque y sont compris non seulement les monopoles liés au capital transnational et les usines « stratégiques », mais aussi toutes celles où il y aurait boycott de la production ou conflit avec les syndicats. Une telle exigence entre directement en contradiction avec les limites fixées à l'APS. Cette plate-forme de lutte exige également l'instauration du « *contrôle ouvrier de la production à travers des conseillers délégués révocables par la base dans toutes les industries, propriétés terriennes, mines, etc* ». **De telles mesures sont aussi demandées pour les paysans et en faveur des *pobladore*s. La coordination du Cordon incorpore les revendications des habitants du quartier** et se prononce pour donner un logement aux *pobladores* des campements, pour l'expropriation des terrains non agricoles de la ville et la création d'une

---

[1017] Données basées sur les documents fournis dans : C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, *Consejo comunal de trabajadores y Cordón Cerrillos-Maipú*, *Op. Cit.*

[1018] Entretien avec Fernando Quiroga, Santiago, 1 décembre 2001.

[1019] "*El MIR era mucho más radical que nosotros, tenía un concepto distinto incluso de la organización, era más foquista, habían combinaciones de formas de lucha que nosotros no adoptábamos en ese tiempo, combinaban lucha armada, guerrilla urbana que no eran parte de nuestro proyecto. Por lo tanto existían puntos de convergencia sobre ciertos temas*" (Entretien avec Hernán Ortega, Iquique, 6 novembre 2001).

[1020] Voir le texte complet en Annexe N° 13.

entreprise de la construction publique, sous contrôle conjoint entre ouvriers et habitants. Pour finir, ce manifeste lance l'appel que l'on retrouve à Concepción : « *Répudier les patrons et la bourgeoisie réfugiée dans le pouvoir judiciaire, la Controlaría, le Parlement et les bureaucrates de l'appareil d'Etat* » et instaurer « *l'Assemblée populaire en remplacement du Parlement Bourgeois* ».

Ce manifeste reste par la suite une référence obligée pour tous ceux qui se réclament des Cordons industriels et du pouvoir populaire. Edmundo Jiles qui - comme l'atteste la documentation de l'époque - participe aux premières mobilisations du Cordon avec son syndicat (FACOL), se rappelle précisément de la rédaction collective du manifeste. Avec le recul, c'est pour lui une fierté d'avoir eu cette capacité. Tout en clarifiant leurs positions comme Cordon (réaffirmant qu'ils ne sont ni extrémistes, ni contre le gouvernement), les militants rédigent un texte clef qui ouvre « *des perspectives vers d'autres secteurs de syndicats, comme le Cordon Vicuña Mackenna et vers le reste de la société* »[1021].

Pourtant le discours du manifeste, très radical, ne doit pas nous aveugler sur la réalité des faits et de la mobilisation à la base. Ce texte a même été qualifié par les sociologues chiliens qui enquêtent sur le Cordon, comme le pur produit de la « la naïveté spontanéiste du Parti socialiste ». Au sein du PS, se développent, à partir de 1972, les tendances qui recherchent empiriquement des issues en dehors de l'appareil bureaucratique dans lequel s'emmêle le gouvernement. Aux yeux du DENAS, les bases ouvrières de Maipú pourraient offrir une telle possibilité. Certains militants socialistes de Cerrillos déclarent même aux enquêteurs de l'Université Catholique, que leur objectif est d'obtenir « *la gestation d'un pouvoir populaire territorial au-delà des syndicats et des partis politiques* », qui atteigne *« le dépassement des divergences tactiques existantes entre les partis* » et serait basé sur le « *modèle soviétique* »[1022]. **Cette disposition des militants à créer théoriquement un pouvoir populaire, cache une difficulté à mettre en place des résolutions concrètes pour affronter sur le terrain politique les nombreux obstacles qui se présentent. Et en premier lieu, les obstacles venant du gouvernement Allende lui-même.** Il y a là une tension entre d'un part, les bases socialistes qui réclament, à vive voix, un pouvoir populaire sur « le modèle soviétique » et leur propre appartenance au gouvernement. D'autre part, les discours opportunistes des socialistes alimentent - en contrepoint - un sectarisme bien enraciné au sein des différentes composantes politiques du Cordon. Surtout, les changements d'orientation permanents qui s'opèrent au sein

[1021] Entretien avec Edmundo Jiles, Santiago, le 6 mai 2002.

du PS local, reflet des luttes de tendances en son sein, exaspèrent rapidement les travailleurs de la commune. **Finalement, les conflits permanents entre activistes et syndicalistes, entre militants des différents partis et l'attitude ambiguë de la direction socialiste alimentent une réaction anti-partisane au sein de la classe ouvrière la plus combative du Cordon durant les mois d'août et septembre 1972. Cela aboutit même à une menace de retrait du Cordon de la part des socialistes**[1023]. Parallèlement, le MIR ne parvient pas à affaiblir le poids des socialistes dans la commune et reste enfermé dans une logique politico-militaire verticaliste, préjudiciable à son développement. Enfin, les maoïstes du PC Bandera Roja provoquent une réaction générale de rejet par la distribution de pamphlets appelant à l'insurrection ouvrière immédiate.

Ce cadre général explique la forte démobilisation du Cordon dans les mois d'août et septembre 1972, comme sa difficulté à se doter d'une structure organique. Les statistiques montrent qu'au mois d'août se déroulent de nombreuses grèves, alors que l'action du Cordon est quasiment nulle. C'est la suspension de la part du gouvernement de l'administrateur de ALUMINIOS EL MONO et les difficultés de l'entreprise de construction CALVO qui réactivent la coordination. Le 8 août, une réunion est organisée, à laquelle participent 300 ouvriers représentant d'une quinzaine d'entreprises. Elle aboutit à une manifestation de rue et il est décidé d'aller demander des comptes au ministre de l'économie. Le mécontentement des bases ouvrières envers les partis se traduit par la nomination d'une nouvelle commission directrice, cette fois composée d'un représentant par syndicat. Cela aboutit à la marginalisation complète des défenseurs de l'idée du « Commando des travailleurs » (notamment ceux du MIR-PS-maoïstes). La coordination est reprise en mains par des syndicalistes qui réorientent la discussion vers des positions presque strictement liées aux revendications économiques immédiates[1024]. Il s'agit d'une position complètement éloignée de la plate-forme politique de juin. Une seconde mobilisation est organisée en août. Elle réunit presque 500 personnes. Le ministre cède alors sur les revendications d'intégration à l'APS mais, paradoxalement, cette victoire n'est pas capitalisée puisque, faute de direction politique, le Cordon Cerrillos entre en

---

[1022] C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, *Consejo comunal de trabajadores y Cordón Cerrillos-Maipú, Op. Cit.*

[1023] La direction socialiste ne prête alors au Cordon qu'un appui gêné, tout en utilisant politiquement au niveau national son insertion dans celui-ci, afin de faire pression sur ces adversaires ou alliés politiques. Cette attitude provoque un tel rejet des travailleurs de base du Cordon que, fin septembre, une réunion de la coordination critique durement le PS. Face à cette condamnation, la direction de celui-ci va jusqu'à demander officiellement à ses militants de se retirer du Cordon, ce qui ne semble pas vraiment appliqué dans la réalité.

[1024] C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, *Consejo comunal de trabajadores y Cordón Cerrillos-Maipú, Op. Cit.*, pp. 30-31.

sommeil. C'est dans ces conditions de crise interne, suite à deux mois de luttes, que le Cordon Cerrillos affronte la difficile conjoncture de « l'Octobre rouge » chilien.

Un des premiers bilans à tirer de cet accouchement difficile du Cordon Cerrillos-Maipú est qu'il acquiert finalement un poids politique et une image nationale distincts de ce qu'il est effectivement. Sa couverture médiatique et l'image qu'un parti important comme le PS essaient de lui donner sont en décalage avec sa stabilité organisationnelle et son pouvoir : *en bref, le Cordon représente sur la scène nationale beaucoup plus de ce qu'il est objectivement, même localement.* Cette analyse est essentielle pour comprendre non seulement l'histoire de ce premier Cordon industriel, mais également celui des autres tentatives qui suivent octobre 1972.

Chapitre VIII) L'octobre rouge chilien

VIII – 1) La Crise au sommet. La « révolution par en haut » dans l'impasse

VIII – 1 – 1) Vers l'offensive d'octobre 1972…

Dans les mois qui précèdent la crise d'octobre 1972, l'inflation redouble. En outre, la pénurie de pièces de rechange industrielles - dû au boycott patronal interne mais surtout à celui des grandes puissances capitalistes -, la faiblesse de l'action gouvernementale dans le domaine de la distribution, l'explosion du marché noir : tout cela mine les projets de reformes graduelles et légales de l'UP. Alors que l'inflation n'est que de 3,7 % en janvier 1972, elle passe à 22,7 % en septembre, selon l'Institut National de Statistiques[1025]. *El Mercurio* titre, en première page, le 7 octobre 1972 : "*Hausse du coût de la vie de 99,8 % !*". Ce taux particulièrement élevé ne profite qu'aux classes aisées ayant les moyens de spéculer et aux commerçants qui organisent le marché noir. Le mois précédent, le gouvernement a tenté de restituer du pouvoir d'achat aux salariés, avec le réajustement des salaires de 100% par rapport à la hausse du coût de la vie. Mais cette mesure ne peut endiguer l'inflation, au contraire. D'ailleurs, le ministre communiste de l'économie, Orlando Millas, alimente largement ce problème par une politique de hausse des prix, inaugurée en août 1972, dans l'espoir de s'allier de nouveau les faveurs de la petite bourgeoisie industrielle et commerçante[1026]. Cette pratique, combinée au contrôle des salaires, cherche à diminuer le coût du travail pour l'Etat et le secteur privé, sans toucher à la distribution fondamentale de la richesse du pays[1027].

La vie quotidienne est alors marquée par des queues interminables pour aller s'acheter tout type de produits de consommation de base. Cet état de fait exaspère particulièrement les couches moyennes. Ces dernières n'ont pas les revenus suffisants pour s'offrir des aliments sur le marché noir et, au contraire des classes populaires, elles se trouvent moins organisées et surtout moins habituées au "rationnement de fait" que vivent depuis des

---

[1025] Chiffres cités par Juan Garcès dans *Allende y la experiencia chilena*, Barcelona, Ed Ariel, 1976, pp. 194-195.
[1026] Sur la perte de pouvoir d'achat à partir d'octobre 1972, consulter l'étude de C. Mistral citée par M. N. Sarget, *Op. Cit.*, pp. 219-220.
[1027] Voir l'analyse de Miguel Silva (*Op. Cit.*, p. 203).

décennies d'importantes fractions du peuple chilien[1028]. D'autre part, comme le rappellent les sociologues Manuel Garretón et Tomás Moulian, le style politique de l'UP, son discours ouvriériste entrent en conflit avec l'univers culturel et subjectif de la petite bourgeoisie et des professions intellectuelles. Il « *n'était compatible ni avec l'élitisme des couches moyennes, avec leur respect idolâtrique pour les éduqués et l'éducation, ni avec la lutte permanente* [de ces secteurs sociaux] *pour défendre les frontières qui devaient les séparer des ouvriers et du peuple* »[1029]. Mais plus qu'une question de « style politique », cet éloignement progressif des secteurs moyens du projet de l'UP, qui culmine avec leur adhésion massive à la grève d'Octobre, démontre l'incapacité de la gauche chilienne de créer une relation de force capable de garder cet appui social. Car s'il est certain que le sectarisme et un discours réductionniste marxiste ont pu jouer un rôle de « repoussoir »[1030], c'est davantage l'obsession de la négociation avec un centre politique qui n'existe plus, qui permet à l'opposition de s'attirer l'appui grandissant des couches intermédiaires de la société. Après les échecs des pourparlers avec la Démocratie chrétienne, le gouvernement continue, malgré tout, les appels à la modération. Allende décide même de rompre ses relations avec le MIR. L'affrontement violent entre police et *pobladores*, le 5 août, dans le campement *Lo Hermida* fait même craindre au mouvement de Miguel Enríquez que le gouvernement prenne désormais « *la figure la plus laide du réformisme* », celle de la répression ouverte du mouvement révolutionnaire[1031].

[1028] Voir le témoignage de Teresa Quiroz à ce propos : "*Era una cosa política de presión, pero a nivel de clase media, nosotros tuvimos mucho dificultad. Por ejemplo, yo tenia 3 niños y nos costaba bastante conseguir los alimentos, mis hijos a veces iban al colegio solamente con una taza de té, pan no conseguíamos... Si hacías una fila el día sábado, conseguíamos un pollo. Ahora lo que hacíamos, era que veníamos al mercado, por que siempre hubo verdura, hubo fruta, pero sabíamos que los hijos se estaban dañando, por que no tenían leche, no había arroz, había dificultades, nunca tanto como se ha dicho. Éramos bastante felices en esa época, nuestro sueldo no era gran cosa, pero alcanzaba, eso si, no teníamos acceso a las JAP*" (réalisé à Santiago, le 18 mars 2002).

[1029] M. Garretón, T. Moulian, « La Unidad Popular y el conflicto político », p. 100 (cité par H. Cancino, *Op. Cit.*, p. 290).

[1030] C'est l'idée avancée par l'historien Hugo Cancino ou par Ingrid Seguel-Boccara dans son étude des « passions politiques » chiliennes (I. Seguel-Boccara, *Les passions politiques au Chili durant l'Unité populaire (1970-1973) : un essai d'analyse systémique*, Paris, L'Harmattan, 1997).

[1031] Un *poblador* trouve la mort à l'occasion de cette perquisition (*El Mercurio*, Santiago, 6 de agosto de 1972). On sait aujourd'hui que l'un des dirigeants de *Lo Hermida* n'est autre que l'un des futurs « bourreaux officiels » de la dictature du Général Pinochet. Il est donc probable qu'il y ait eu manipulation (Osvaldo Romo, alias *el*

Avant le début de la crise d'octobre, l'UP est toujours soumise à une forte pression de la part du mouvement ouvrier. C'est le cas en ce qui concerne la mine de cuivre de Chuquicamata, plus grande du monde à ciel ouvert et symbole des luttes ouvrières au Chili[1032]. Depuis leur intégration à l'APS, les mineurs avancent des revendications salariales, refusées par le gouvernement. Organisés au sein de la Fédération des travailleurs du Cuivre (FTC, dont deux tiers des membres appartiennent à l'UP), ils sont parfois présentés comme une aristocratie ouvrière. En fait, l'extrême difficulté de leurs conditions de travail a été partiellement "compensée" depuis 1943, par des avantages salariaux confirmés après la nationalisation[1033]. C'est la venue du charismatique Allende à Chuquicamata qui calme les esprits[1034], mais ceci seulement jusqu'à l'explosion du conflit à *El Teniente*, en 1973. Dans le secteur industriel, les signes de l'agitation de la classe ouvrière se multiplient également. C'est le cas à l'usine BATA de Peñaflor, occupée le 14 septembre 1972. Luís Torres, président du syndicat industriel et militant FTR, demande une augmentation des salaires et un contrôle réel des salariés, y compris au niveau de la planification nationale[1035]. Le 10 octobre, les travailleurs du FTR font la "Une" du *Mercurio.* On apprend que de "*nombreux groupes d'ouvriers et d'activistes affiliés au FTR fermèrent* [...] *le chemin entre Santiago et Melipilla, en protestation contre la détention de Luís Torres, un des dirigeants syndicaux de l'industrie BATA de Phalsbourg, qui est occupée par les travailleurs en grève depuis 15 jours*"[1036]. Ainsi, malgré des difficultés internes, le Cordon Cerrillos-Maipú reprend le chemin de la mobilisation collective.

L'administration Allende tente de répondre à cette pression de la classe ouvrière du secteur privé par une extension du domaine nationalisé[1037]. Pourtant, cette dynamique ne trouve pas toujours une issue positive. Ainsi, le 7 octobre, suite à une résolution du juge de Maipú, ce sont les carabiniers qui évacuent violemment l'usine CARRASCAL appartenant aux industries

---

Guatón Romo, qui se fait alors appeler *Comandante Raúl*). Voir N. Guzman, *Romo. Confesiones de un torturador*, Santiago, Ed. Planeta, 2000. Voir Secretariado Nacional del MIR, "Declaración frente a la masacre de Lo Hermida", Santiago, 5 de agosto de 1972 (in *Documentos Internos 1972* - Archives du CEDETIM).

[1032] *El Mercurio*, Santiago, 5 de octubre de 1972.

[1033] Sur l'organisation de cette mine voir : F. Zapata, "Los mineros de Chuquicamata", *Cuadernos del CES*, Colegio de México, México, 1975. Selon l'auteur, des accords pour lier la rémunération au rendement ont été introduits à Chuquicamata à la suite de la nationalisation.

[1034] *El Mercurio*, Santiago, 10 de octubre.

[1035] *El Siglo*, Santiago, 23 de septiembre 1972.

[1036] *El Mercurio*, Santiago, 6 de octubre de 1972.

[1037] Par exemple, le 7 octobre, *El Mercurio* titre en première page, "*Des industries d'huile réquisitionnées*" : *PATRIA* située à Viña del Mar, *COPRONA* et *FANAC* à Maipú et la *COMPANIA INDUSTRIAL DE ACEITE* à Valparaíso font partie des 91 entreprises prévues pour l'APS. Le lendemain, le même journal explique que "*dans la branche textile furent occupées les entreprises* "*POLLAK*" *et* "*PAÑOS CONTINENTAL*"*, qui donnent du travail*

chimiques HOESCHT et occupée par ses ouvriers[1038]. Le gouvernement s'est toujours engagé à respecter les décisions des institutions judiciaires, ce qui reste la meilleure arme patronale pour s'opposer aux occupations d'usines. L**es classes dominantes continuent leur effort d'unification[1039]. L'objectif est d'intervenir avec force au sein de la société civile, en suivant une ligne d'affrontement, qui sorte du cadre institutionnel pré-établi et prépare une future intervention des forces armées : c'est la tactique dite de la « résistance civile »**[1040]. Cette tactique de la bourgeoisie s'organise autour de trois axes[1041] :

1) la compréhension que le travail d'intelligence, de sabotage et d'actes terroristes ne sont pas suffisants pour interrompre le mandat d'Allende ; d'où, la recherche d'une opposition sociale massive qui puisse enlever au gouvernement une partie de ses appuis au sein des salariés (surtout des couches moyennes) et de la petite bourgeoisie

2) la recherche de l'accentuation des dissensions qui existent au sein des forces armées, afin d'isoler les positions du général d'Etat Major, Carlos Prat, qui s'est prononcé pour la soumission des institutions militaires aux autorités civiles élues

3) la nécessité de paralyser les secteurs clefs de l'économie afin d'affaiblir le gouvernement et, éventuellement, de le pousser à outrepasser ses attributions légales et la Constitution

Cette ligne d'action est activement soutenue par les services secrets du gouvernement des Etats-Unis et plusieurs multinationales. Ceux-ci appuient par exemple les camionneurs qui acceptent de se mettre en grève en finançant leur arrêt de travail, par le biais de l'envoi de plusieurs dizaines de milliers de dollars (US). Ce soutien explique en partie la capacité de mouvement de grève à se maintenir durant plusieurs semaines[1042]. Dès le 14 septembre 1972, le

---

à quelque mille personnes", ajoutant que "*les directions syndicales contrôlées par les communistes et les socialistes ont demandé qu'elles soient intégrées à l'APS*".

[1038] *El Mercurio*, Santiago, 8 de octubre de 1972.

[1039] Voir le paragraphe sur « la réaction des classes dominantes » dans la deuxième partie de travail.

[1040] La lecture de l'éditorial du *Mercurio* du 15 octobre 1972 en est la parfaite illustration, voir également A. Mattelart, « La bourgeoisie à l'école de Lénine », *Politique aujourd'hui*, Paris, Janvier-février 1974.

[1041] D'après une analyse de Augusto Samaniego et inspirée du bilan présenté par la direction du MAPU à ses militants : « Instructivo de la comisión política del MAPU » en MAPU, *Octubre 1972*, Santiago, Ed. Barco de papel, 1972.

[1042] Le sénat des Etats-Unis a reconnu que durant la grève d'octobre, les grévistes ont été financés par le biais des organisations du secteur privé (organisations patronales) et des groupes

président Allende dénonce publiquement le « plan septembre », destiné à déstabiliser à court terme le gouvernement. Au même moment, des officiers de haut rang comme le Général Canailles se prononcent ouvertement contre l'UP[1043]. Cette époque est aussi celle où la Démocratie chrétienne et le Parti national organisent d'importantes manifestations, encadrées par les troupes paramilitaires du groupe fasciste "Patrie et Liberté". Des attentats sont organisés contre des industries nationalisées ou les sièges des partis de gauche et le "plan de septembre" n'est repoussé que sous la pression de la rue, après l'une des plus importantes manifestations de soutien au gouvernement.

Désormais, le processus de polarisation de la société semble inéluctable, alors que l'initiative est largement laissée à l'opposition. Le 9 octobre, *El Mercuriel* annonce en première page que tous les partis de droite *"préparent la marche de la démocratie"*. Et le 11 octobre, décrit le succès de cette manifestation organisée en réponse à celle de la CUT. On peut y lire l'opinion d'un orateur du Parti national, qui harangue la foule : *"Nous ne voulons plus de déclarations. Assez de plaintes et de diagnostics. On a trop usé de paroles dans chaque dénonciation. Voici venue l'heure de l'action*". Le 10 octobre, Léon Vilarin, président de la Confédération des camionneurs, annonce un arrêt de travail illimité. L'origine de ce conflit est due à l'opposition des transporteurs routiers à un projet gouvernemental de formation d'une société nationale de transports, dans le sud de pays. Dans les faits, L. Vilarin ne fait que répondre aux appels de l'opposition : sur les 7 points de revendications des camionneurs, 6 concernent des sujets de politique nationale ! Néanmoins, le défi est de taille puisque la confédération des camionneurs (CODUCA) regroupe quelques 169 syndicats de propriétaires

---

d'opposition, qui reçoivent les fonds directement de la CIA. Il aurait été versé ainsi quelques 100 000 $US en tant que partie d'un fond de plus d'un million et demi de dollars destiné à faciliter la chute du gouvernement Allende (voir Senado de los Estados Unidos (Informe Church), *Acción encubierta en Chile 1963-1973: Informe de la comisión designada para estudiar las operaciones gubernamentales concernientes a actividades de inteligencia,* Washington, 18 de diciembre de 1975 in http://www.derechos.org/nizkor/chile/doc/encubierta.html).

[1043] A. Samaniego, « Octubre 1972: triunfo y derrota de la unidad de los trabajadores », *Investigación DICYT-USACH,* Santiago, inédito, 1996 et C. Prats, *Testimonio de un soldado*, Santiago, Pehuen, 1985.

(allant du chauffeur routier indépendant aux entreprises de plus de trente poids lourds)[1044]. Dans un pays où le réseau ferré est peu développé et où la route s'allonge sur plus de trois mille kilomètres du Nord au Sud, le blocus a des conséquences immédiates : combustibles, matières premières, denrées alimentaires, cargaisons maritimes se trouvent en grande partie immobilisés[1045].

L'opposition saute sur une occasion aussi belle. D'autant plus que le déplacement à droite de la Démocratie chrétienne, suite aux échecs des négociations avec le gouvernement, a permis la naissance d'un mouvement unifié : "la Confédération démocratique" ou CODE (qui regroupe la DC; le Parti national; le Parti de la démocratie radicale et la Gauche radicale). Le 13 octobre, d'autres corporations ou *"Gremios"* adhérent à la grève: "*Une grève nationale de soutien aux corporations des transporteurs a été décidée à partir d'aujourd'hui par la Confédération de la production et du commerce, la Confédération de détail de la petite industrie, le syndicat des chauffeurs de taxis et la Confédération nationale unique de la petite industrie et de l'artisanat*". Le même jour, la SOFOFA, c'est-à-dire le grand patronat chilien, décide de "*demander aux industriels de procéder à la paralysie de leurs activités de façon définitive*"[1046]. Le lendemain, les partis d'opposition déclarent unanimement leur soutien au mouvement. Les étudiants de l'Université Catholique du Chili se joignent également à la grève, puis les médecins, les ingénieurs, les chauffeurs de bus[1047]. Peu à peu, l'opposition et les grands propriétaires industriels parviennent à entraîner dans leur sillage, la petite bourgeoisie industrielle, commerçante et artisanale; d'importants secteurs des couches moyennes ainsi que les représentants du grand commerce[1048]. Luciano se souvient par exemple que dans son entreprise, le patron paye un jour de congé supplémentaire aux ouvriers pour qu'ils stoppent la production[1049].

[1044] Le secteur privé contrôle 30 000 camions pour seulement 17 000 appartenant au domaine public.
[1045] Selon les chiffres publiés par le ministère, le transport routier concerne alors les deux tiers du volume total national de marchandises, soit environ 6000 tonnes par kilomètres (A. Samaniego, "Octubre al rojo: fulgor y agonía de la unidad de los trabajadores", *Contribuciones científicas y tecnológicas*, Santiago, Área ciencias sociales y humanidades, N°130, USACH, abril 2002, pp. 1-22).
[1046] *El Mercurio*, Santiago, 13 de octubre 1972.
[1047] *El Mercurio*, Santiago, 14 de octubre de 1972.
[1048] Consulter *El Mercurio* du 19 et 20 octobre qui publie l'ensemble des organisations sociales qui adhérent à la paralysie : le spectre social est ample et considérable, cependant on ne peut y déceler de syndicats ouvriers preuve que l'UP conserve encore, pour une part importante, l'appui de la classe ouvrière organisée.
[1049] Entretien réalisé à Santiago, le 13 mars 2002.

Le pays apparaît comme divisé entre deux grands blocs, ne laissant que peu de place pour les indécis[1050]. L'affrontement est engagé. Dans cette bataille, les médias dominés par la droite chilienne ont un rôle, que l'Unité populaire parait avoir sous-estimé. Cette tactique utilise de manière massive la presse et la radio, notamment *Radio Agricultura*. Les valeurs communes affichées sont celles que l'opposition au marxisme, la défense du pluralisme, la défense de la libre entreprise[1051] . L'article paru le 21 octobre 1972 dans *El Mercurio* - qui reprend les déclarations de la CODE - est explicite : "*L'unique responsable des causes qui ont engendré le conflit* [...] *que nous chiliens sommes en train de vivre, c'est le gouvernement que préside monsieur Salvador Allende, qui a piétiné de façon permanente les engagements contractés, et dont la néfaste politique économique a créé un chaos total*". Un peu plus loin, on peut lire que "*les partis confédérés, fidèles à leurs traditions démocratiques lutteront sans vaciller dans l'accomplissement de leur devoir, cela les mèneraient-ils jusqu'aux conséquences les plus extrêmes*".

Le bloc opposition politique / patronat parvient ainsi à générer et diffuser un habile discours qui regroupe des secteurs sociaux aux revendications extrêmement hétérogènes, tout en les poussant à accepter les « conséquences les plus extrêmes » que cela pourrait signifier : déjà on prépare le terrain pour un éventuel coup d'Etat. Cette unification se concrétise par la publication du *Pliego de Chile*, le 25 octobre 1972, qui prétend réunir l'ensemble des mécontents de la politique d'Allende. Pourtant, cette tactique est mise en échec momentanément, grâce à la combativité d'une partie du mouvement ouvrier.

VIII – 1 – 2) Le gouvernement dans la tourmente d'octobre : l'appel à l'aide aux militaires

Avec la tentative de paralysie du pays d'octobre 1972, le gouvernement affronte un mouvement réellement puissant qui divise la société et questionne directement sa tactique politique. La pénurie menace plusieurs agglomérations du pays et est utilisé politiquement par l'opposition. Ainsi, le 9 octobre, le PIR (Parti de la gauche radicale, qui a rompu avec l'Unité populaire) s'insurge dans *El Mercurio* contre "*la faim, le rationnement et le chaos*", qu'il n'hésite pas à attribuer au gouvernement. De nombreux témoignages donnent la dimension des problèmes quotidiens que cela signifie. Un auteur raconte : « *les éléments les plus*

[1050] Voir à ce propos, les mémoires de l'ambassadeur du Mexique à Santiago, qui donnent une idée de l'ampleur de la paralysie en cours (G. Martínez, *Instantes de decisiones: Chile 1972-1973*, México, ed. Gribaljo, 1998, p. 56).

[1051] A ce sujet voir : A. Mattelart, « Mass média et ligne de masse de la bourgeoisie », *Mass Média, idéologies et mouvements révolutionnaires au Chili (1970-73)*, Paris, Ed. Anthropos, 1974, pp. 187-229.

indispensables pour la subsistance du pays commencèrent à manquer dans les villes : médicaments, aliments, machines, matières premières, combustibles. Les récoltes pourrissaient dans les champs et les produits de la mer se décomposaient dans les ports faute 0de transport. Pour la première fois, de longues queues commencèrent à se former devant les magasins et les gens, désespérés devant cette situation qu'ils n'avaient jamais connue, se disputaient, souvent violemment, le peu d'aliments qui restaient en vente. Le marché noir commença à prospérer et à se convertir en ce qui, au final, allait être la plus prospère des industries du gouvernement de l'Unité populaire »[1052].

Face à cela, le gouvernement fait tout pour rester dans la légalité. Il donne l'initiative aux militaires et essaye de prendre toutes les mesures légales pour arrêter la grève. Il essaye également de négocier, soit séparément avec les différentes organisations, soit avec tous les grévistes. Alors que la lutte sociale déborde largement le cadre institutionnel et les plans gouvernementaux, Allende intervient pour appeler ses troupes au calme et à la discipline. Le 13 octobre 1972, il s'adresse au pays par voie de radio et télévision. **Paradoxalement, il invite le peuple à « *la politesse et à la réflexion* », dans un moment où la lutte de classe prend le visage d'un affrontement direct et violent**. Le pays est désormais divisé en huit zones d'Etat d'urgence et ce sont « *les hauts chefs de l'armée qui ont la responsabilité d'imposer l'ordre dans leurs zones aux côtés des autorités civiles, c'est-à-dire les intendants* ». Le président souhaite que les travailleurs se maintiennent « *dans la tranquillité et le calme le plus absolu* ». Il leur demande d'aller « *produire et travailler pour le pays* », s'oppose à toute « *action sporadique, opportuniste ou spontanéiste* » et leur demande de respecter la direction que le gouvernement donne au mouvement. Il va jusqu'à exiger « *qu'il n'y ait pas de terres occupées, qu'il n'y ait pas d'édifices publics occupés* », afin d'éviter « *toute provocation* ». Au contraire, il réitère son appel à la collaboration avec les forces armées. Prenant alors l'exemple des JAP, le gouvernement s'oppose à toute mobilisation destinée à ouvrir de force les commerces impliqués dans la grève : « *Il a été transmis par radio que les JAP ouvriraient les magasins qui sont fermés. Grave erreur, les JAP n'ont pas ce rôle et ne peuvent le mettre en place, cela serait faciliter la provocation* »[1053].

Le discours est clair : les militants de gauche et les salariés ne peuvent s'organiser pour résister à l'offensive par tous les moyens, car il faut faire confiance aux forces

---

[1052] M. Mejido, *Esto pasó en Chile*, México, Ed. Extemporaneos, 1974, p. 77.

[1053] S. Allende, « Llamo a la cordura y a la reflexión… », *El Mercurio*, Santiago, 13 de octubre de 1972.

armées pour garantir la stabilité du pays. En toute logique, le gouvernement met sous tutelle des autorités miliaires les provinces concernées, dans l'espoir d'enrayer l'escalade et pour montrer qu'il entend intervenir énergiquement. Si le président Allende condamne la grève, il insiste : "*nous ne sommes pas ceux qui nous sommes placés en dehors de la loi*"[1054]. Cette opinion ne parait pas être celle d'un certain nombre de travailleurs qui, peu soucieux de savoir où se situent exactement les limites de cette légalité, cherchent à rouvrir les commerces qui les affament : "*Dans le centre de Santiago se sont produit des incidents isolés quand des groupes extrémistes de travailleurs essayèrent de pénétrer dans les magasins, mais ils furent rapidement réprimés par les carabiniers* »[1055]. *El Mercurio*, le 13 octobre, affirme que c'est Héctor Bravo lui-même, le nouveau chef militaire de la province de Santiago, qui "*rejette les réquisitions*" et qu'il aurait " *interdit les organismes extra professionnels que sont les JAP et autres*".

Mireya Baltra, alors ministre du travail communiste, se rappelle que la grève d'octobre a généré de nombreuses discussions au sein du gouvernement : « *La grève des camionneurs, on la voyait venir et cela a été discuté dans le cabinet. Moi, j'avais une position ferme : enlever la personnalité juridique à la confédération nationale des camionneurs et en créer une parallèle immédiatement. Tu es folle ! C'est cela qu'ils m'ont dit* »[1056]. Peut-être que M. Baltra se donne aujourd'hui un rôle plus critique, ferme et prévoyant qu'elle ne l'a eu en plein milieu de la crise. Pourtant, il est vrai que les dirigeants de l'Unité populaire paraissent se rendre à l'évidence : la seule chance de survie du régime se situe précisément dans le maintien coûte que coûte de la production et de la distribution, si nécessaire par la réquisition forcée. **En fait, on assiste à un phénomène de *désarticulation* de l'appareil étatique et du gouvernement**[1057]. Ce phénomène est combattu avec, le 13 octobre, la création d'un « commandement unique » formé par les partis de l'UP, la CUT provinciale et l'intendance de Santiago. Celui-ci coordonne trois fronts d'action : le ravitaillement, le transport, la santé. Cette désarticulation est telle que des organismes étatiques comme la DINAC ou la DIRINCO, ou encore les Intendances (sorte de préfectures), sont directement utilisés par les militants des partis de l'UP, en appui à l'importante résistance qui s'organise à la base. A certains moments, on assiste

---

[1054] *El Mercurio*, Santiago, 14 de octubre de 1972.
[1055] *El Mercurio*, Santiago, 15 de octubre de 1972.
[1056] Entretien avec Mireya Baltra, Santiago, 22 février 2003.
[1057] Concept tiré de l'analyse de la grève d'octobre par un groupe de sociologues de l'Université Catholique de Santiago (R. Cheetham, A. Rodríguez, G. Rojas, J. Rojas, *Comandos urbanos: alternativa de poder socialista*, Santiago, CIDU-U. Católica de Chile, Documento de trabajo N° 65, mazo 1973).

même à une subordination des organismes étatiques aux initiatives prises par le mouvement social, ce qui prouve que **le centre de décision politique est en train de basculer depuis l'appareil institutionnel et gouvernemental à la société civile et au mouvement ouvrier organisé**.

Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne le ravitaillement. Dans de nombreux cas les JAP ou certains fonctionnaires de la DINRINCO agissent en faveur de l'ouverture forcée de certains commerces, sous pression d'habitants d'un quartier. La force véritable de la résistance à la crise est donnée par une étonnante mobilisation ouvrière et populaire. Par exemple, le 18 octobre, on apprend par la presse que si "*le gouvernement réquisitionne le Centre National de Ravitaillement*", c'est "*après qu'il fût occupé par des activistes de l'Unité populaire*"[1058]. Quelques jours auparavant, il est annoncé que "*sous le contrôle militaire, fonctionnèrent dans divers quartiers de la capitale des magasins mobiles de la DIRINCO dans le but de faciliter le ravitaillement*"[1059]. Et le 17 octobre, *El Mercurio* titre en première page que "*La DIRINCO ouvre les magasins*", avec "*l'aide de carabiniers équipés de casques, boucliers et lances à eau*". Donc le gouvernement est poussé à faire ce qu'il a réprimé la veille, mais cette fois-ci sous haute surveillance de l'armée. A partir de cette date, le gouvernement procède à de multiples réquisitions de camions, réouvertures de commerces et saisies de stock dans le cadre de l'état d'urgence[1060]. Au niveau des industries, l'exécutif est amené à accélérer le rythme des réquisitions des usines occupées par des salariés qui s'opposent massivement à la paralysie de la production[1061].

De même, sont organisés des « *fronts de la patrie* » destinés à organiser le personnel technique et professionnel non gréviste. Le travail volontaire, notamment des étudiants et de la jeunesse, prend une ampleur nationale jusque-là inconnue. Ainsi le 16 octobre 1972, Carlos Lorca, secrétaire général des Jeunesses communistes apprend à la presse que des milliers de volontaires travaillent à charger et décharger des camions et combattent consciemment la

---

[1058] *El Mercurio*, Santiago, 18 de octubre de 1972.
[1059] *El Mercurio*, Santiago, 16 de octubre de 1972.
[1060] Ainsi, à Valparaíso, le chef militaire de l'Etat d'urgence, l'Amiral Merino, réquisitionne les bus qui ne respectent pas leur trajet habituel ou encore dans le centre de Santiago, ce sont les ministres de l'économie et l'Intendant qui ouvrent par la force quelques commerces (M. Silva, *Op. Cit.*, p. 214-215).
[1061] Ainsi, le gouvernement réquisitionne SOPROLE, MELLAFE y SALAS, PETROQUIMICA DOW, FERRETERIA MORENO, Almacenes CORI, IPAC, COMARSA, Maleteria y Sueleria ESPANA, ELECMETAL, CORESA, MAESTRANZA WARD y LATHAM et de LO ESPEJO, CIC, INDUGAS, READY MIX, Metalúrgica CERILLOS et de CONCEPCIÓN. Pour plus de détails, voir la chronologie de la crise d'octobre en Annexe N° 14 et consulter J. M. M., « La derrota del poder empresarial », *Chile Hoy*, Santiago, N° 21, noviembre de 1972.

grève[1062]. Ce travail est bien réel, et par exemple, à Viña del mar, sur la côte pacifique, il permet de faire arriver à Santiago, plus de 200 tonnes de lait en poudre[1063]. Comme le montrent les images de la *Batalla de Chile*, ces mobilisations se font dans l'enthousiasme et la sensation de lutter collectivement pour une juste cause[1064].

Le 16 octobre, le parti Fédéré de l'Unité populaire fait une conférence de presse dans la salle de lecture du Sénat. Luís Corvalán, secrétaire général du Parti communiste, déclare que « *la raison, la légalité, la constitution et le peuple aux côtés du gouvernement ont pris toutes les mesures pour dépasser cette situation* » [1065]. Les autres dirigeants abondent dans le même sens[1066]. Cependant, les différences affleurent sur la manière de combattre la grève. Pour le secrétaire général du PS, Carlos Altamirano: "*A la résistance civile qui avance, lui répondra la résistance du peuple*", alors que Luís Corvalán est plus nuancé. S'exprimant au nom des "*collectivités du gouvernement"*, il affirme : "*Ensemble, avec le gouvernement, les forces armées et les carabiniers, qui restent dans la légalité, avec la jeunesse et de vastes secteurs de commerçants, nous allons vaincre*"[1067]. De fait, plutôt que sur « la résistance du peuple », Corvalán préfère insister sur l'intérêt de la coalition de classe chère au PC, ceci sous direction du gouvernement et avec l'appui des forces armées. Parallèlement, la notion de "peuple" est assez floue pour que Altamirano puisse se ménager une position qui ne remette pas fondamentalement en cause cette tactique.

Un manifeste signé par de nombreux dirigeants syndicaux socialistes montre pourtant le degré de radicalisation atteint à ce moment par les bases du parti de Carlos Altamirano.

[1062] Comité Central del PCC, *Suplemento del boletín informativo del Comité Central del Partido Comunista de Chile*, Santiago, 1 de noviembre de 1972 (Archives BDIC: dossier PCC 1972-1985 : F delta 690).

[1063] *El Combate*, Valparaíso, Nº 1, Noviembre 1972.

[1064] Ce travail volontaire existe bien avant la grève d'octobre et permet la mobilisation de plus 70 000 jeunes. Quels types de travaux sont effectués ? Des travaux des champs, dans les mines (avec l'implication de 1800 élèves de l'Université technique de l'Etat), d'alphabétisation, de terrassement ou encore la rectification de voies ferrées. Cette action volontariste constitue un indéniable bénéfice économique mais aussi politique, en terme d'image, pour le gouvernement. Le gros des bataillons est formé par des syndicats étudiants de gauche tels que la FECH, la FEUT, la FESES, mais aussi par des travailleurs affiliés à la CUT (Source : Salvador Allende, *La realidad social de Chile*, pp. 32-33, Oficina de informaciones y radiodifusión de la presidencia de la republica, Santiago, 1972 (dossier BDIC, publications officielles 1971-1973 : F Delta Res 190/10).

[1065] CC del PCC, Suplemento del boletín informativo del Comité Central del Partido Comunista de Chile, Santiago, 1 de noviembre de 1972 (dossier PCC 1972-1985 : F delta 690).

[1066] Sont présents notamment Carlos Altamirano (sc. gal. du PS) ; Enrique Correa (sous-secrétaire général du MAPU) ; Rafael Agustin Gumucio (commission pol. IC) et Volodia Teitelboim (sénateur du PC).

[1067] *El Mercurio*, Santiago, 16 de octubre de 1972.

Appelant à la « destruction du pouvoir bourgeois », ces syndicalistes demandent au gouvernement de combattre radicalement la « sédition »[1068]. Mais, **ce sont les « Propositions d'offensive politique » émises conjointement par le PS et le PC, fin octobre, sur lesquelles il faut s'arrêter un instant** (voir le document en Annexe N° 17)[1069]. En effet, il s'agit là d'un document qui parvient à réunir les « deux ailes » de l'UP pour réclamer l'accélération des réformes, sous direction d'Allende. Il est proclamé que la conjoncture d'octobre doit être utilisée pour étendre encore plus l'APS. Egalement, ce texte appelle de ses vœux la création des « Commandos communaux », « *compris comme des organismes de pouvoir populaire au sein de la masse, qui sans aller jusqu'à remplacer les organismes du pouvoir d'Etat, canalisent les inquiétudes et les problèmes des travailleurs et du peuple en général* ». Ainsi, en plein milieu de la crise d'octobre, les directions des deux principaux partis de gauche, perçoivent le débordement en cours à la base. **Leur souci pour le canaliser est, semble-t-il, si fort qu'elles reprennent la terminologie, avant tout miriste, des « Commandos communaux » (CC)**. Au même moment, le Secrétariat national du MIR lance une nouvelle fois son appel à la constitution des « comités coordinateurs communaux ». Ce mot d'ordre avancé depuis le début de l'année par le MIR est supposé permettre de « *mettre en activité les masses et développer leur initiative politique, sous la direction de la classe ouvrière et des révolutionnaires* », sur la base d'assemblées permanentes des classes dominées de la commune et afin d'intervenir et de contrôler tous les fronts de l'organisation sociale (de la production jusqu'à l'autodéfense)[1070]. La conception avancée par le PC et le PS est tout autre : ces « Commandos » ne seront que de simples appendices de l'Etat et du gouvernement. Ainsi, il est proposé que ces CC soient

---

[1068] Manifiesto de los trabajadores socialistas, *Para avanzar hay que destruir el poder burgués*, Santiago, 23 octubre 1972 (Archives BDIC: F delta 126/10).

[1069] Partido Socialista y Partido Comunista, *Propósitos de ofensiva política*, Santiago, octubre de 1972 (in V. Farias, *Op. Cit.*, T. 5, pp. 3306-3312). Voir le texte en Annexe N° 17.

[1070] Secretariado Nacional del MIR, *Frente al paro nacional*, Santiago, 18 de octubre de 1972 (in *Documentos Internos 1972* - Archives du CEDETIM - Paris). Ces comités coordinateurs sont conçus par le MIR comme un organe intermédiaire vers l'organisation des « Conseils Communaux de Travailleurs ». Ils doivent unifier la coordination des ouvriers de la commune, les comités de quartiers, centres de mères, comités de surveillances du privé, les JAP afin d'organiser des commissions de transport, autodéfense, ravitaillement, propagande, santé, organisation, etc.

composés entre autres de la CUT communale, des JAP, centres de mères, organisations d'étudiants et mairies ; le tout sous direction des Intendants ou des gouverneurs de région, afin d'obtenir « *une canalisation correcte* […] *et avec comme volonté que ces organismes n'apparaissent pas comme des pouvoirs parallèles au gouvernement* ». **Ainsi, dans ce document, l'aile gradualiste et l'aile rupturiste de l'UP se mettent d'accord pour combattre tout ce qui pourrait ressembler - de près ou de loin - à une forme de dualisation de pouvoir au sein de la « voie chilienne », en les soumettant à l'Etat et à ses représentants régionaux.** Ce texte commun – presque jamais cité parmi les multiples analyses concernant l'UP - est fondamental puisqu'il suggère que dans les périodes de crise, les grands partis de l'UP sont prêts à faire front pour défendre l'idée d'une réforme canalisée par les organismes étatiques. Très rapidement, cet appel est oublié par ses rédacteurs, en particulier par le PC qui, à peine quelques semaines plus tard, en prend l'exact contre-pied en exigeant une réduction drastique de l'APS. Par contre, un document interne confidentiel du PS montre que le comité central tente de répercuter vers sa base cet appel aux « Commandos communaux », en tant qu'organes de « *pouvoir populaire effectif* », fonctionnant « *en coordination avec le gouvernement et en relation avec les forces armées* »[1071].

En effet, les forces armées jouent désormais un rôle d'intervention croissant, en parallèle à la multiplication des formes d'auto-organisation ouvrières et populaires. Ce rôle des militaires est bien sûr dénoncé haut et fort par l'opposition, qui focalise surtout ses attaques contre le chef d'Etat major, fidèle à Allende, Carlos Prats[1072]. Le 17 octobre, l'ambassadeur du Mexique à Santiago se demande dans son journal de bord: « *Où est le président Allende ? On entend seulement la voix du commandant en chef de la zone d'état d'urgence ? Commencerait-on à entendre la voix militaire avec de plus en plus de fréquence ?* »[1073]. D'ailleurs, à la base, la force de l'opposition et la situation précaire du gouvernement sont parfaitement perçues par les militants ouvriers. Juan Alarcón, dirigeant syndical et militant communiste de SUMAR, se rappelle : « *La grève d'octobre nous a fait beaucoup de mal. Nous, les travailleurs, nous avons senti un grand coup de voir qu'une*

[1071] Voir Comité Central del PS, *Informe al los militantes sobre el paro patronal*, Santiago, Documento Confidencial Interno, 19 de octubre de 1972 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 5, pp. 3328-3348).

[1072] Voir la chronologie en Annexe N° 14.

[1073] G. Martínez, *Instantes de decisiones: Chile 1972-1973*, México, Ed. Gribaljo, 1998, p. 61.

organisation était capable de créer un problème au niveau national, non seulement au gouvernement mais aussi au moral des travailleurs. Ce que nous avons senti a été comme un garrot, voir que nous étions en train d'agir mal, que nous étions en train de chanceler. […] *Nous sentions que nous avions* […] *un gouvernement des travailleurs, mais que nous n'avions pas encore le pouvoir* »[1074]. L'ampleur du défi lancé par les classes dominantes a une forte répercussion dans les usines et favorise, par contrecoup, la relance d'une dynamique réelle de « pouvoir populaire constituant ». Cela n'empêche pas le gouvernement d'essayer de maintenir sa tactique d'intégration accrue des militaires, ce qui aboutit à la constitution du cabinet civilo-militaire.

VIII – 1 – 3) La « *crise de non retour* » du mouvement syndical et de la CUT

En plaçant dans les forces armées ses espoirs de stabilisation du pays, par son appel à éviter toute action « spontanée » des classes dominées, la direction de l'UP met au grand jour la grande faiblesse intrinsèque de son projet de transition institutionnelle au socialisme. Dans ces conditions, **ce sont les secteurs militants de base et plus largement, les *pobladores* organisés et les JAP, les travailleurs ruraux et les ouvriers mobilisés des ceintures industrielles qui appliquent, de façon non planifiée, une praxis de lutte active contre la grève patronale. Ce phénomène d'auto-organisation a été reconnu par la plupart des études récentes comme un trait spécifique de « l'Octobre Rouge » chilien** : "*la crise d'octobre amène une mobilisation sans précédent des travailleurs, et la prolifération des organismes de base qui prennent autant que possible la situation en main sur le terrain, agissent pour limiter les effets des grèves patronales et assurer le maintien de la production et de la distribution*"[1075]. En effet, les actions directes et parfois violentes pour accélérer les réquisitions, occuper les usines ou ouvrir les commerces se multiplient. Ce mouvement s'effectue en dehors de tout schéma préconçu par les états-majors des grands partis, en dépassant largement la direction nationale de la CUT et au-delà des clivages politiques du mouvement social.

La presse de l'époque contient de nombreux exemples de la richesse créative de ce débordement multiforme. Il est appuyé par des comités locaux d'organisations de la gauche ou de la CUT, par les partisans d'une réponse énergique de la classe ouvrière à la grève. Par exemple, le 26 octobre, *El Mercurio* rapporte l'action à Antofagasta des "*brigades socialistes de l'industrie nationale du Ciment (INACESA)*", qui "*lancèrent des pierres contre des*

[1074] Entretien avec Juan Alarcón, Santiago, 11 juin 2002.

véhicules et des Carabiniers (...), *en même temps qu'ils essayaient d'agir pour l'ouverture d'un commerce*". Puis le journaliste ajoute "*aux milices ouvrières s'ajoutèrent des groupes de choc communistes, socialistes, miristes*". Autre exemple, le 28 octobre, le même journal titre de manière explicite : "*Le comité politique déborde les autorités légales*". Il s'agit d'une action menée à Curico, ville moyenne de la vallée centrale, où d'après les dénonciations du "*Commando unique multi-corporatiste, qui tient ses activités paralysées depuis 12 jours*", les autorités seraient dépassées "*par un commando politique dirigé par la CUT provinciale, à travers le dirigeant communiste, surnommé Moya*". Ce dernier aurait organisé "*l'ouverture de commerces non permise par les carabiniers*"[1076]. Ainsi du PC au MIR, des militants choisissent l'action directe.

Quel est le rôle de la CUT dans l'organisation de cette résistance populaire ? Certains auteurs ont pu affirmer que celle-ci est restée complètement immobile et atone[1077]. En fait, pour être plus exact, la direction de la centrale s'en tient à lancer des instructions générales, sans vraiment organiser une action pratique et efficace, à la base. Le 15 octobre, elle réitère les mesures annoncées pour empêcher le blocage du pays et maintenir le plein fonctionnement de l'industrie[1078] :

1) Renforcer la surveillance et la protection des entreprises et des administrations, en établissant des tours de gardes permanents
2) Présence des dirigeants de tous les niveaux de l'organisation syndicale
3) Assurer la production et la distribution normale des produits de première nécessité
4) Empêcher la fermeture des entreprises, en prenant le contrôle de celles-ci si les entrepreneurs persistent dans leur attitude de boycott
5) Impulser le travail volontaire des travailleurs et des étudiants pour assurer le ravitaillement

Dans un message adressé aux travailleurs du pays le 19 octobre, la centrale reconnaît qu'aux côtés du gouvernement, c'est le peuple tout entier qui résiste à l'offensive bourgeoise. Dans cette perspective, elle appelle bien sûr à appuyer les autorités étatiques et les fédérations syndicales ; mais elle ajoute que « *chaque syndicat devra assumer ses pleines responsabilités en s'appuyant sur l'initiative créatrice des travailleurs et non pas en attendant tout d'en*

[1075] M.N. Sarget, *Histoire du Chili de la conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 229.
[1076] *El Mercurio*, Santiago, 18 de octubre de 1972.
[1077] C'est le cas de Jorge Magasich (*Op. Cit.*, p. 135).
[1078] Comité Central del PCC, *Suplemento del boletín informativo del Comité Central del Partido Comunista de Chile*, Santiago, 1 de noviembre de 1972 (dossier BDIC: PCC 1972-1985 : F delta 690)

haut »[1079]. C'est bien cette énergie créatrice, cette « Révolution par en bas », qui déferle sans attendre les consignes bien tardives de la direction de la CUT. Le 21 octobre, un plénum des Fédérations syndicales est célébré à Santiago, y participent 3000 délégués et le président Allende. La conclusion est de renforcer l'unité de la classe ouvrière, en formant « *des comités coordinateurs au niveau des Cordons industriels, afin de faire face au ravitaillement en matière première, combustible et fonctionnement normal de toutes les activités* »[1080]. En fait, **il s'agit d'une reconnaissance a posteriori de la nécessité des coordinations existant déjà sur le terrain dans les Cordons industriels**. Elle est effectuée par une CUT qui affiche de lourdes déficiences en tant qu'instance censée représenter la classe ouvrière organisée du pays. Car, mis à part l'émission de telles résolutions, l'appareil syndical national confirme à cette occasion son caractère superstructurel et l'absence de contact de ses instances supérieures (nationales ou régionales) avec les luttes, à la base[1081].

De cette manière, on peut effectivement caractériser octobre 1972, comme le moment de la « crise de non retour » de la structure syndicale chilienne[1082]. A part certaines initiatives au niveau local, les comités coordinateurs qui naissent dans les Cordons industriels et les quartiers populaires le font en dehors de tout cadre pré-établi par la CUT. Le surgissement d'embryons de pouvoir populaire dans la périphérie industrielle de la capitale agit comme un catalyseur de cette crise, qui conduit au questionnement des capacités de direction de la Centrale**. La tentative d'organisation des « Cordons pour soi », qui prétend coordonner territorialement les luttes d'un grand nombre d'ouvriers, est le reflet des limitations organiques et politiques de la CUT.** Le contexte d'octobre démontre aussi que « *les communistes et une bonne partie des dirigeants socialistes de la CUT avaient mésestimé l'alternative d'impulser la territorialisation des structures de la CUT* »[1083]. Cette analyse est largement confirmée par l'enquête orale. Comme le rappelle Hernán Ortega : *« les structures traditionnelles de la classe ouvrière sont comme toutes les structures de la société, elles sont anciennes, ankylosées dans leur forme de fonctionnement… Elles étaient aussi très influencées*

[1079] Appel de la direction nationale de la CUT, publié dans *El Siglo*, Santiago, 19 de octubre de 1972.
[1080] CUT, *Resolución del plenario de la CUT*, Santiago, 21 de octubre de 1972 (*Chile Hoy*, Santiago, N°20, 27 de octubre de 1972).
[1081] Au cours des chapitres précédents, j'ai expliqué les limitations historiques du mouvement syndical chilien : voir les paragraphes II - 3 et V - 3.
[1082] Ainsi que le fait Augusto Samaniego, dans sa thèse de doctorat sur la CUT (*Op. Cit.*). Voir également du même auteur : « Estructuras y estrategia de la CUT. 1969-1972 », *Cuadernos de Humanidades*, Santiago, USACH, Agosto de 1994.
[1083] A. Samaniego, "Octubre el rojo: fulgor y agonía de la unidad de los trabajadores", *Contribuciones científicas y tecnológicas*, Santiago, Área ciencias sociales y humanidades, N° 130, USACH, abril 2002, pp. 1-22.

par les tendances politiques, il s'agissait de véritables répartitions de postes au niveau des directions, et les Cordons étaient beaucoup plus démocratiques »[1084]. Même opinion chez des militants tels Luís Ahumada ou encore Pablo Muñoz qui travaillent alors à la CUT. Ce dernier se souvient de la bureaucratisation envahissante et de son manque d'agilité pour répondre aux mobilisations sociales[1085]. Comme le dit Miguel R., militant MIR, l'organisation territoriale entre en contradiction directe avec les hommes d'appareil de la CUT et plus largement avec l'UP : « *C'était en contradiction profonde avec leur manière de voir la vie politique et de faire du syndicalisme : une vie politique ancrée sur la territorialité et non pas sur des structures pyramidales, c'est aussi bête que cela. Comment veux-tu que le PS et le PC acceptent cela d'entrée ? C'était déjà remettre en question les structures de l'Etat tel qu'il était conçu et qu'ils étaient en train de gérer* »[1086].

Là encore, l'analyse donne une dimension de la complexité de cette crise du mouvement syndical. En effet, la CUT ne peut être envisagée d'un seul bloc. Les rapports de forces, au niveau local, dépendent aussi des luttes spécifiques d'un secteur, de la présence militante, de la conscience politique de la classe ouvrière d'une région, etc. Ainsi, **certaines sections provinciales de la CUT font preuve d'une beaucoup plus grande activité en octobre 1972 que celle de Santiago (dont le président est de surcroît démocrate-chrétien). On l'a vu, c'est le cas de la CUT provinciale de Valparaíso qui, dès la mi octobre, impulse elle-même la formation de CI dans tous les secteurs industriels. Sans aucun doute, cet appel officiel joue un rôle important de légitimation de l'action des militants qui poussent à la création de Cordons industriels dans ce port. Pourtant, même à Valparaíso, le rôle de la CUT est ambigu puisqu'une fois l'urgence passée, celle-ci se refuse à participer aux Cordons.** Dans d'autres régions, les sections provinciales de la CUT sont dépassées dès le début de l'offensive patronale. On sait par exemple qu'au niveau de la CUT provinciale de Santiago, les délégations ouvrières du Cordon Cerrillos-Maipú parviennent à transformer complètement le contenu des thèmes mis en discussion par la direction régionale. En plein milieu de la grève patronale, la CUT provinciale organise des réunions-débats qui laissent de côté la référence à la grève en

---

[1084] Entretien réalisé à Iquique, novembre 2001.

[1085] "*La CUT, a pesar de su fortaleza, a esa altura creo que tenía rasgos de burocratización y, desde luego, muy controlada por los partidos de la UP (principalmente comunista y también el partido socialista). En el momento, entonces, se requería una organización más ágil, territorial, y que se hiciera cargo de los problemas en la calle; la CUT estaba más orientada a las federaciones industriales o a los órganos comunales, en fin, pero el Cordón se ocupaba en la calle, en un sector geográfico muy definido. Era una necesidad organizativa del pueblo o, más bien, de los trabajadores*" (Entretien réalisé à La Serena, le 24 juin 2002).

[1086] Entretien réalisé à Pessac (France), le 25 janvier 2001.

cours (c'est une réflexion sur les élections internes qui est proposée) ! Les délégués du Cordon mettent, quant à eux, en avant la nécessité immédiate de l'organisation de la résistance et exigent le refus de rendre toute entreprise nationalisée, ce qui est finalement approuvé par l'assemblée. Les ouvriers de l'entreprise CALVO offrent à cette occasion 50 camions de leur usine afin d'organiser le transport et sollicitent de l'assemblée un appui contre le décret d'évacuation de leur entreprise occupée : les propositions initiales de la direction locale de la CUT se trouvent renversées par l'intervention du Cordon[1087].

Le gouvernement et la CUT savent pourtant parfaitement quels sont leurs points faibles à ce moment. Le transport en est un, aussi bien en ce qui concerne les marchandises que les personnes. La plupart des témoignages insistent sur cette dimension. Le gouvernement est aidé en ce sens par une organisation constituée de petits entrepreneurs du transport (le MOPARE), sympathisants de l'UP et disposés à combattre la grève. A leurs côtés, plus de 3000 chauffeurs volontaires se mobilisent et collaborent dans le transport de denrées et de matériel[1088]. Un autre talon d'Achille est la production, en particulier celle de l'industrie. Plusieurs centaines d'entreprises ont été fermées par leurs propriétaires en signe d'adhésion à la grève d'octobre. Une telle attitude accélère la mobilisation des salariés. Les déclarations du ministre du travail confirment l'importance du mouvement d'occupation. Ainsi, le 18 octobre, il annonce à la presse : "*Les travailleurs veulent faire fonctionner les industries. Nous le ferons grâce aux réquisitions et à la nationalisation*" et il ajoute "*ma décision a été basée sur des pétitions de la CUT et de la fédération de la construction*"[1089]. Le même jour, on apprend dans l'éditorial du *Mercurio*, que "*sur la situation industrielle, Luís Corvalán a déclaré que la firme INDUS LEVER et bientôt d'autres industries seraient réquisitionnées*". Cependant, le secrétaire général affirme également souhaiter "*la normalisation très rapide de la situation du pays*". **Finalement, durant octobre 1972, 65 nouvelles entreprises sont intégrées au secteur nationalisé portant ainsi le nombre total à 232. Parmi ces usines, seulement neuf étaient initialement prévues au sein du plan gouvernemental. On peut estimer que sur le total des entreprises nationalisées durant les mille jours de l'Unité populaire, environ 20% le sont**

[1087] C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, *Consejo comunal de trabajadores y Cordón Cerrillos-Maipú, Op. Cit.*, p. 34.
[1088] A. Samaniego, "Octubre el rojo: fulgor y agonía de la unidad de los trabajadores", *Contribuciones científicas y tecnológicas, Op. Cit.*, pp. 1-22.
[1089] *El Mercurio*, Santiago, 18 de octubre de 1972.

durant la crise d'octobre[1090]. Ce mouvement d'occupation d'usines concerne surtout des entreprises de taille moyenne et entre en adéquation avec le combat pour le maintien de la production, mené au sein des principales entreprises de l'Aire de propriété sociale.

L'effervescence vient aussi **des quartiers populaires. Des formes de ravitaillement direct sont effectuées par des coordinations entre JAP locales, le mouvement *pobladores*, les centres de mères, les campements les plus organisés, les étudiants pratiquant le travail volontaire**. On assiste, en quelque sorte, à un réveil populaire, une explosion autogestionnaire qui restent dans les mémoires militantes comme un moment fort, intense, vécu collectivement.

VIII – 2) Les réponses de la base : les tentatives de coordination de classe…

VIII – 2 – 1) Les comités coordinateurs du pouvoir populaire urbain : quelles définitions ?

La grève d'octobre est caractérisée par une tendance à l'unification des classes dominées et par la jonction qui s'établit entre la praxis de la lutte du mouvement ouvrier et celle des pobladores mobilisés, au sein de coordinations de résistance à la grève patronale. Cette union, temporaire et partielle, est l'un des traits marquant de cette « crise d'hégémonie » (au sens où l'entend Gramsci). Aujourd'hui, faire un bilan réaliste sur ce type de coordinations est un véritable casse-tête. En effet, la presse de gauche de l'époque, qui s'attache à décrire ce phénomène, décrit souvent avec complaisance l'existence de ces « comités coordinateurs ». La moindre ébauche discursive d'une coordination à la base est ainsi présentée comme une coordination effective. En d'autres termes, **il existe un réel danger de se laisser abuser par la propagande de l'époque et de prendre pour un organisme de masse, une coordination de quelques dizaines de militants, ou encore de confondre les "cordons en soi" avec de véritables "cordons pour soi"**. D'autre part, certains auteurs ont pu se laisser tromper par une chronologie extrêmement confuse, en plaçant parfois un Cordon industriel en octobre 1972, alors qu'il n'apparaît que bien plus tard[1091]. Enfin, **nous nous affrontons ici à un problème de définition de termes**. Dans un premier temps, les militants et la presse parlent, de

---

[1090] M. Najman, *Op. Cit.*, p. 19. A. Samaniego, quant à, lui tout en reprenant la proportion de 20%, parle d'une centaine d'entreprises intégrées durant octobre 1972. Il s'agirait dans ce cas d'une proportion encore plus élevée (*Octubre al Rojo*, *Op. Cit.*).

[1091] C'est le cas de Gabriel Smirnow ou d'Augusto Samaniego qui présentent certains Cordons industriels comme le fruit de la résistance d'octobre 1972, alors qu'ils n'apparaissent en réalité que des semaines plus tard (le Cordons San Joaquín par exemple). Voir G. Smirnow, *The Revolution disarmed*, New York, ERA, 1979 et A. Samaniego, "Octubre al rojo…", *Op. Cit.*

manière fluctuante, de “comités coordinateurs”, de “Commando communal de travailleurs”, de “Conseil communal”, de “Cordon industriel”, voir de “Cordon *poblacional*” ou de “Commando de coordination de *pobladores*”. Ainsi, en juillet 1973, le journaliste A Carmona parle des « *Commandos communaux de travailleurs, plus connus dans la presse sous le nom de "Cordons industriels"* »[1092]. Les militants tel que Miguel R. se rappellent encore de ce caractère ambigu dans les dénominations[1093].

Si l’on s’attache à croiser les informations, il semble qu’il existe, en octobre 1972, **quelques dizaines de coordinations à travers tout le pays (vraisemblablement 52, plutôt qu’une centaine comme beaucoup l’ont affirmé jusque là)**[1094]. Si ce chiffre peut être accepté, c’est nécessairement avec un œil critique puisque leur développement est extrêmement inégal et que beaucoup disparaissent après novembre/décembre 1972. Les coordinations qui existent avant octobre, comme à Cerrillos-Maipú, prennent un caractère permanent, alors que d’autres se forment dans l’urgence. Certaines coordinations sont le fait d’une prise de contacts entre divers dirigeants sociaux, surtout syndicaux ; d’autres naissent lors d’assemblées plus massives et d’une impulsion de la base[1095]. Suivant l’ampleur des groupes sociaux qu’elles parviennent à réunir, leur degré d’existence réelle et l’orientation politique que leur donnent les militants de gauche, ces organisations vont prendre des noms et caractéristiques différentes.

S’imposent néanmoins, peu à peu, deux dénominations qui correspondent en fait à deux formes de coordinations distinctes : les “Cordons industriels”, qui sont une organisation de la classe ouvrière et les “Coordinations communales” appelées plus tard “Commandos communaux”, qui regroupent des secteurs sociaux plus hétérogènes. A. Silva et P. Santa Lucia proposent **deux définitions** : les Cordons industriels seraient « *des organismes de coordination*

[1092] Alors que dans le travail théorique de la gauche, comme on le verra, l’un est bien distingué de l’autre… (Voir : A. Carmona, « Poder popular para unir fuerzas », *Punto Final*, Santiago, N°189, 31 de julio de 1973).

[1093] « *Là, il y avait des grosses ambiguïtés quand même, parce qu’à un moment donné tu tombais dans une commune où il y avait un Cordon : qu’est-ce que c’est çà, c’est un Cordon industriel, c’est un Commando communal ?* ». Entretien réalisé à Pessac (France), 25 janvier 2001.

[1094] M. Harnecker parle de cent coordinations (« Los comandos comunales y el problema del poder », *Chile Hoy*, Santiago, N° 26, 14 de diciembre de 1972). Ces chiffres ont été repris, parfois de manière acritique, par tous les auteurs tels que Hugo Cancino, Jorge Magasich, Sebastián Leiva, Fahra Neghme, E. Pastrana, M. Threlfall. Quant à Miguel Silva, il n’offre aucune vision d’ensemble de ces coordinations, donnant seulement une suite d’exemples ou de cas concrets qui ne sont pas liés entre eux par l’analyse. Pourtant, si on en croit des documents internes de la direction du MIR, sûrement plus fiables (car non destinés à la propagande mais à une évaluation réaliste et confidentielle de la situation nationale), il y aurait 52 comités coordinateurs dans tout le pays, de distinctes représentations et magnitude (MIR, *Informe de la comisión política al Comité Central restringido sobre la crisis de Octubre y nuestra política electoral*, Santiago, 3 de noviembre de 1972 (in Documentos Internos 1972 - Archives du CEDETIM – Paris).

[1095] F. Zeran, « La Fuerza del pueblo », Santiago, N° 20, *Chile Hoy*, 27 de octubre de 1972 et A. Samaniego, “Octubre al rojo…”, *Op. Cit.*

de toutes les entreprises d'une zone ou d'une localité (unité territoriale), constituées par des délégués élus par l'assemblée d'entreprise, qu'il y existe ou non un syndicat et indépendamment du secteur économique auquel appartient chaque entreprise » ; alors que les Commandos communaux représenteraient « *des organismes formés par toutes les organisations d'un secteur ou d'une commune. Y participent des dirigeants syndicaux ou des représentants d'entreprise, des délégués des comités de quartiers et des centres de mères, des délégués des juntes d'approvisionnement et de prix, des délégués étudiants et selon les zones, ceux des organisations paysannes, plus d'autres délégués selon les caractères propres de la commune* »[1096]. Il s'agit de définitions qui ont l'avantage d'être claires et précises. Mais, en tant que base de travail, elles ont un grand inconvénient : leur rigidité et le fait qu'elles extrapolent des phénomènes, dont on a du mal à définir l'ampleur réelle, alors que de nombreux indices montrent que ces coordinations sont modestes, précaires et fragiles. On pourrait croire à des coordinations en tant que formes de démocratie directe fortement structurées et massives. Les Commandos communaux apparaissent comme de véritables organes de double pouvoir, qui regroupent des représentants de tous les secteurs sociaux en lutte (ainsi que le MIR le présente dans sa propagande). Pourtant, **dans le but de faire sortir de la mythologie l'histoire du pouvoir populaire, on préfèrera prendre comme hypothèse de départ, une « tendance à la coordination » des classes dominées, qui s'exprime au travers de divers comités de coordination territoriale**. Et c'est justement cette dynamique de pouvoir populaire constituant dont il faut dessiner les contours, mais aussi les limites et les errances.

Avant de s'attacher à l'ébauche, toujours incertaine, de la praxis de ces coordinations, on peut différencier effectivement **plusieurs types de coordination**. En effet, sans un tel travail préalable, la confusion entre les multiples organisations, qui naissent durant octobre, est possible[1097]. Une enquête de terrain collective, réalisée auprès de 13 de ces coordinations territoriales durant - et dans les mois qui suivent - la grève d'octobre, permet d'en savoir

---

[1096] A. Silva et P. Santa Lucia, « Les Cordons industriels: une expression de pouvoir populaire au Chili », *Les Temps Modernes*, *Op. Cit.*, pp. 675 à 847. Cette définition correspond à celle qu'effectuait par exemple le département syndical du PS (voir le « Dictionnaire » in *Trinchera*, Santiago, N°2, diciembre de 1972).

[1097] On peut noter une confusion relative dans le travail de Sebastián Leiva et Fahra Neghme : l'absence de différence, dans un premier temps, entre « Cordons industriels » et « Commandos communaux » les amènent à parler des « Commando communal Vicuña Mackenna » ou « Commando communal Cerrillos » ou encore du « Commando communal Maipú ». Ainsi, ces organisations, essentiellement ouvrières et industrielles (donc des « Cordons industriels ») sont présentées comme de la même nature que d'autres organismes presque uniquement liés au mouvement *poblacional* (des « Commandos communaux ») Voir F. Neghme, S. Leiva, *Op. Cit.*, p. 219. Cette confusion vient sûrement du fait que des spécialistes de la question font la même approximation (voir: E. Pastrana et M. Threlfall, *Op. Cit.*, p. 118 et H. Cancino, *Op. Cit.*, pp. 303-304 et p. 344).

plus[1098]. Un **premier type de coordination** correspond à l'union territoriale de plusieurs syndicats d'une zone industrielle où la classe ouvrière est hégémonique : les sociologues les appellent « commandos locaux industriels », bien que dans la pratique les militants les nomment **« Cordons industriels » (ou CI)**. Tels celui de Maipú déjà décrit, ils sont constitués par un noyau dur d'une ou de quelques entreprises, occupées par leurs salariés qui – dans la majorité des cas - revendiquent l'incorporation à l'APS. En général, la dynamique est la suivante : les salariés mobilisés occupent leur usine et demandent son passage à l'APS, souvent avec l'appui de certaines grandes entreprises de l'APS et de militants d'autres usines privées. Ces coordinations sont, la plupart du temps, le fruit du travail des syndicats des usines les plus modernes et elles sont animées par les secteurs les plus jeunes et radicalisés du mouvement ouvrier, notamment les bases du PS comme à Cerrillos, Vicuña Mackenna et Conchali[1099]. Ces coordinations entrent, de ce fait, parfois en contradiction avec le reste du mouvement social ou les fractions de la classe ouvrière non intégrées à ces secteurs.

D'une manière générale, mais nous y reviendrons, les CI durant octobre facilitent la remise en route partielle de la production, sont à l'origine de certaines formes parallèles de ravitaillement, multiplient les brigades de surveillance des usines et des quartiers, organisent le transport et la réquisition de véhicules.

Un autre type de coordination est celui qui se rattache au mouvement *pobladores*, nommés par les sociologues « **Commandos locaux *poblacionales*** ». Ces commandos incorporent plusieurs fractions des classes populaires, ainsi que diverses organisations sociales (comités de quartiers, centre de mères, clubs sportifs, JAP). Ils se regroupent autour d'objectifs liés au ravitaillement et à la distribution, c'est-à-dire au niveau de la sphère de circulation du capital et non directement de la production (ce qui limite leur rayon d'action). Cependant, l'unification de ces divers agents sociaux donne aux « commandos de pobladores », une connotation ample qui dépasse leur fonction spécifique. C'est le cas par exemple des comités de quartiers (*juntas de vecinos*), organismes créés par la Démocratie chrétienne. Ces organisations, « *de nature nettement verticale et circonscrite à des fonctions d'ordre*

[1098] Il est d'autant plus important de souligner ces résultats, basés essentiellement sur le mouvement social urbain des villes de Valparaíso et Santiago, qu'ils n'ont pas été mis en lumière par les quelques spécialistes du sujet. Il s'agit de l'enquête de R. Cheetham, A. Rodríguez, G. Rojas, J. Rojas, *Comandos urbanos: alternativa de poder socialista*, Santiago, CIDU-U. Católica de Chile, Documento de trabajo N°65, mazo 1973. Cette enquête est basée sur l'étude 13 coordinations, la majorité d'entre elles situées dans le port de Valparaíso.

[1099] Voir le compte rendu interne de la commission syndicale nationale du MIR sur cette question dans : Comisión Nacional Sindical del MIR (camarada Víctor), *Octubre. Comités Coordinadores y poder dual*, Santiago, noviembre 1972 (in *Documentos Internos 2-A - 1973*- Archives du CEDETIM– Paris).

secondaire », assument dans la pratique des tâches comme le ravitaillement ou la sécurité interne d'un quartier : c'est-à-dire « *une action qui concerne les contradictions fondamentales du système* »[1100]. Il faut ajouter que ces commandos *poblacionales* établissent des relations avec les syndicats d'usines, afin d'affronter le problème du ravitaillement et donc dessinent les possibilités de la jonction ouvriers */ pobladores*, tant annoncée par les militants de gauche.

D'où, le **troisième type de coordination** mais, cette fois, cela semble représenter davantage un organisme coordinateur potentiel. Celui-ci parviendrait à dépasser le caractère territorial ou local de ces organisations, afin d'incorporer plusieurs fractions de classes au sein du « **Commando communal** ». Il correspond, en théorie, au schéma de pouvoir populaire que propose alors le MIR (qui parle de « Commando communal de travailleurs »), c'est-à-dire l'incorporation de l'ensemble des classes dominées dans une praxis globale, consciente et coordonnée, regroupant ouvriers, *pobladores* et paysans ainsi que d'autres secteurs comme les intellectuels et les étudiants.

En se basant sur cette caractérisation générale, on aboutit au tableau *théorique* de la page suivante :

[1100] Idem, p. 29.

Tableau N° 9 : Composition théorique des Coordinations de pouvoir populaire urbain

Type de coordination	*Composition sociale*	Organisations sociales incorporées	Liens avec d'autres secteurs du mouvement social
Commando local industriel ou Cordon industriel « pour soi »	Salariés de l'Aire de propriété sociale et des moyennes entreprises privées essentiellement	Syndicats ; comités de production et de surveillance de la production ; Membres de la CUT	Relations avec les JAP, avec les *campamentos* ; avec les conseils paysans proches
Commando local poblacional	Salariés du quartier, travailleurs indépendants, chômeurs, jeunes	Comités de quartiers ; Centre de mères ; JAP ; comité local de santé ou d'éducation, clubs sportifs, direction des *campamentos*	Relations avec les syndicats du secteur ; avec les conseils paysans proches
Commando communal	Articulation d'un large spectre des classes dominées	Organisations syndicales ouvrières et éventuellement de travailleurs agricoles ; organisations sociales de quartiers ; *campamentos* et organisations étudiantes	Relations avec les organisations sociales extérieures au secteur de la commune

La théorisation que nous proposons ici souffre de la même rigidité que les définitions proposées antérieurement. Disons qu'elle les complète partiellement et permet d'avancer dans la compréhension du phénomène décrit. Il nous faut désormais aborder quelques cas concrets. Les nombreuses hésitations dans la dénomination de ces coordinations montrent au moins leur caractère mal défini, l'absence d'un contenu politique clair, le manque d'une structure solide et l'importante variation, suivant les zones urbaines concernées, de leur composition sociale. **On peut donc dire qu'il y a polymorphie des formes de coordinations populaires durant octobre 1972, malgré des caractères communs**. Au niveau de Santiago, de telles coordinations naissent dans les Communes de Macul (sud-ouest), Renca et Barrancas au nord de la ville, San Miguel (au sud de Santiago), Conchali (au nord), Estación Central et Santiago-centro (dans le centre-ville)[1101]. Mais ce sont surtout avec les coordinations des Cordons industriels de Maipú-Cerrillos et de Vicuña Mackenna que surgissent les initiatives les plus importantes[1102]. Ce sont aussi ces mobilisations de la classe ouvrière de la capitale qui questionnent directement les carences organiques de la CUT et la tactique gouvernementale pour résister au conflit. De même, on assiste à un déploiement de force depuis la base, à une propension à l'auto-organisation dans la plupart des villes et des centres industriels du pays. Ainsi dans la province de Concepción, s'établissent des essais de coordinations à Chiguayante et Tomé (centres textiles), Penco (industries du verre et matériel de construction), dans le port de Talcahuano (centre sidérurgique, pêche et métallurgique) ; également dans le port de Valparaíso avec plusieurs expériences distinctes, dans le grand Nord autour des entreprises électroniques et de montage automobile d'Arica ou à l'autre extrême sud du pays, en Patagonie - à Punta Arenas - autour de l'importante entreprise LANERA AUSTRAL[1103]. **Du nord au sud, le pays est parcouru d'une onde de choc qui fait se lever et s'organiser d'importants secteurs sociaux mobilisés afin de défendre le processus de conquêtes sociales en cours** : l'action collective alimente une puissante riposte populaire qui s'oppose à la grève patronale.

[1101] Voir la carte fournie dans la quatrième partie.
[1102] Voir en particulier le témoignage de Pablo Muñoz, Luís Ahumada, Carmen Silva et Sergio Aguilar.
[1103] F. Zeran, « La Fuerza del pueblo », *Chile Hoy*, Santiago, N°20, 27 de octubre de 1972, A. Samaniego, "Octubre al rojo…", *Op. Cit*. Voir aussi les ouvrages de M. Silva, J. Magasich et H. Cancino déjà cités.

VIII – 2 – 3) Les Commandos communaux et la coordination des classes populaires : entre mythe et réalités

Dans le grand Santiago, une vingtaine de comités coordinateurs fonctionnent, tant bien que mal, durant la grève d'octobre et dans les semaines qui suivent[1104]. Comme on l'a vu, ceux-ci se distribuent sur toute l'aire métropolitaine. Parmi eux, plusieurs ne sont pas issus seulement de la classe ouvrière organisée des Cordons industriels. **Il y a, dans cette conjoncture, un élément très net qui apparaît : la collaboration de lutte (certes partielle) entre plusieurs composantes des classes mobilisées.** Ainsi, dans quinze de ces comités coordinateurs participent des organisations sociales issues des quartiers populaires. Neuf sont composés de manière mixte, quoique sous direction de la classe ouvrière industrielle organisée et, cinq d'entre eux sont exclusivement liés au mouvement *pobladores*, sans liens avec les syndicats (ce que, en suivant le tableau précédent, on appellerait un "commando local *poblacional*"*)*. Un dixième commando est lié fondamentalement à des secteurs d'employés publics du centre-ville (administration, banque) ainsi qu'à des organismes de santé. C'est cette coordination qui fournit la base, quelques mois plus tard, du dénommé « Cordon Santiago Centro »[1105]. Enfin, les cinq comités coordinateurs restant sont des « Cordons industriels » au sens strict, c'est-à-dire qu'ils sont impulsés territorialement par les syndicats industriels.

Aujourd'hui, il reste difficile à évaluer le nombre de militants, la qualité exacte des organisations sociales et politiques liées à ces coordinations. Prenons un exemple dans la zone Nord de Santiago. Selon un reportage paru en décembre 1972, l'une des coordinations qui aurait atteint le plus important degré de diversité sociale - et donc de coordination entre les différents groupes sociaux - serait le *Comité Coordinador de Conchali-Área Norte*. Il est parfois nommé « Cordon Conchali » ou encore « Commando communal Conchali-Área Norte ». Les délégués de celui-ci déclarent représenter 21 organisations sociales, dont 4 issues du mouvement *pobladores*, 2 syndicats d'entreprise de grande taille, 2 organisations étudiantes, 2 organisations de travailleurs agricoles, le reste provenant de petites entreprises et de divers ateliers[1106]. Malgré son importance - mise en avant par la presse de gauche -, cette donnée est à

[1104] E. Pastrana et M. Threlfall, *Pan, techo y poder Op. Cit.*, pp. 120-121. Ces chiffres sont repris par plusieurs auteurs dont Hugo Cancino.

[1105] Le Cordon Santiago-Centro correspond essentiellement à une coordination des salariés des services et de l'administration, notamment des fonctionnaires du secteur public du centre de Santiago. La date de naissance de ce Cordon est située, par la presse de l'époque, au moment du « *Tancazo* », en juin 1973.

[1106] Les principales organisations de ce commando sont issues notamment des entreprises DEVA, FUNDICION LIBERTAD, NOBIS, CERESITA, FERRIZOLA, VIA SUR; des *poblaciones La Palmilla, Juanita Aguirre, Patria Nueva, Parque Santa Monica*, plusieurs écoles du secteur, ainsi que les écoles de Médecine et dentaire de

relativiser : ce comité ne semble pas avoir une si forte capacité organisatrice. Il n'est d'ailleurs pas resté dans les mémoires militantes et les quelques articles qui le mettent en valeur peinent à donner des exemples concrets de son action. Au cours de l'enquête orale, il est d'ailleurs parfois mélangé semble-t-il avec le Cordon Panamericana Norte, situé sur une avenue parallèle (mais qui n'apparaît qu'en 1973)[1107].

Si l'on cherche à évaluer le nombre moyen d'organisations sociales qui participent, même ponctuellement, aux Commandos coordinateurs les plus importants, on peut avancer une moyenne de 10. Ce chiffre paraît baisser par la suite, puisque plusieurs coordinations se maintiennent à l'état de simples tentatives, rapidement avortées[1108]. D'une manière générale, ces essais se traduisent par une multiplicité d'expériences. En fait, **il a existé plusieurs types de structurations, impulsées par des dirigeants sociaux locaux et des militants de gauche (essentiellement PS, MIR, MAPU et IC). Ces derniers prennent la direction, sans que cela soit le fruit d'élections à la base mais plutôt, en général, du fait d'un accord politique au sommet.** De ce fait, la direction ne correspond pas toujours au poids réel des organisations qui la composent. Ces coordinations sont représentées par un dirigeant syndical ou *poblador*, bien que dans certains cas, ce soit des activistes politiques, sans base sociale réelle dans la commune, qui en prennent la tête[1109].

Avant d'aborder plus en détail les Cordons industriels, voyons celui des « Commandos locaux poblacionales », qui durant l'UP s'auto-dénomment aussi « Commandos communaux » (bien qu'il s'agisse souvent d'organisations avec une faible présence de la classe ouvrière organisée)[1110]. On a déjà décrit qu'elle est la dynamique du mouvement *pobladores* et des diverses expériences d'auto-organisation qui surgissent durant la première année du gouvernement Allende. Des coordinations comme la *Central única del poblador* et le *Comando nacional de pobladores sin Casa*, malgré le fait qu'elles sortent difficilement du cadre de « l'assistanat », peuvent être considérées cependant comme un antécédent à prendre en compte dans la territorialisation des mobilisations *pobladores* durant la grève d'octobre.

---

l'Université du Chili, l'hôpital psychiatrique et le syndicat paysan *Fidel Castro*. Voir : F. Zeran, « Las bases opinan », *Chile Hoy*, Santiago, 14 de diciembre de 1972.

[1107] Selon Fernando Quiroga, responsable de cette zone pour le PS à partir de 1972, ce Cordon n'a pas non plus un développement extrêmement important (entretien réalisé à Santiago, le 1° décembre 2001). C'est aussi l'opinion de Jorge Magasich.

[1108] Reportage paru dans la revue *Punto Final*, Santiago, N°111, 21 de noviembre de 1972.

[1109] Voir le bilan effectué sur la structuration et organisation interne des organismes de pouvoir populaire dans le paragraphe X - 3.

[1110] En ce qui concerne, les Cordons industriels, je reviens en détail sur les questions d'organisation interne et de direction dans la quatrième partie de ce travail.

Néanmoins, il faut rester vigilant sur la signification réelle de la liste impressionnante des coordinations communales évoquées dans les journaux de la gauche « rupturiste ». Selon Sebastián Leiva et Fahra Neghme, seulement au niveau du Grand Santiago, on pourrait dénombrer, entre la crise d'octobre et juin-juillet 1973, plus de 30 Commandos communaux ou coordinations communales[1111], auxquels il faudrait ajouter 7 Commandos communaux, composés exclusivement de *pobladores*. Outre les confusions possibles déjà signalées, **croire que cet ensemble impressionnant d'organisations est, à cette époque, capable d'articuler territorialement l'ensemble des classes dominées serait tomber dans une vision faussée du pouvoir populaire urbain chilien**. Comme le constatent, dès 1973, les sociologues du CIDU dans le bilan de leur enquête de terrain : « *il a été impossible d'établir le nombre exact de Commandos créés à Santiago, du fait qu'un bon nombre d'entre eux ont eu une existence éphémère ou n'ont pas été plus loin que la déclaration des partis* »[1112]. **En bref, nombre de ces comités, en l'absence d'alternative politique concrète, ne constituent même pas l'ombre d'une forme embryonnaire de pouvoir populaire constituant.** Certains d'entre eux ont néanmoins un rôle effectif dans la résistance d'octobre et l'élaboration de nouvelles formes d'auto-organisation. Malgré tout, ainsi que l'écrit Jorge Magasich, sur le sujet des Commandos communaux et de l'union ouvriers / *pobladores*, « *la mystification a été énorme. On a prétendu que les commandos ont été et ont fait beaucoup plus que ce qu'il firent en réalité* ». Il ajoute : « *la mystification des commandos commença quand le MIR et d'autres dirigeants de gauche prirent leur ligne politique pour la réalité* »[1113]. Cette analyse critique *a posteriori* est acceptée par d'ex militants miristes comme Mario Olivares. Il parle, comme beaucoup d'autres aujourd'hui, des commandos comme « *d'un développement théorique, sur le papier* »[1114].

Le MIR est, en effet, la principale organisation qui a agité la consigne des Commandos communaux (CC). Nelson Guttiérrez déclare après la grève d'octobre qu'ils représentent « *les organes embryonnaires d'un pouvoir alternatif, qui doit affirmer organiquement, idéologiquement* […] *et politiquement, l'indépendance de classe du prolétariat dans sa lutte*

[1111] Ces Commandos comunaux ou Coordinations communales (CC) seraient les suivants : CC de Vicuña Mackenna, Macul, Panamericana Norte - Renca, San Miguel, Cerrillos, Estación Central, Conchali-Área Norte, Plaza Italia, Santiago Centro, Vizcachas-Open Door, La Granja, de la 5° y 6° comuna, Maipú, San bernardo, Carrascal, CC de trabajadores de Colina, de la Florida, Las Condes, De Lampa y Batuco, de la 2° Comuna, CC de trabajadores de Barrancas, de Quilicura, CC de trabajadores de Maria Pinto, de la Cisterna, CC provisorio de la 8° comuna, de Quinta Normal, Nuñoa Centro, Nuñoa Oriente, Parque O'Higgins (F. Neghme, S. Leiva, *Op. Cit.*, p. 219).

[1112] R. Cheetham, A. Rodriguez, G. Rojas, J. Rojas, "Estrategia de Investigación", *Comandos urbanos... Op. Cit.*, Anexo 1.

[1113] Jorge Magasich, *Op. Cit.*, p. 202.

pour le pouvoir ». Les CC doivent « *être des organismes qui coordonnent au niveau de la commune l'activité et l'initiative des différents secteurs du peuple, unifient ses forces, centralisent sa direction et permettent de mieux développer ses luttes immédiates et pour le pouvoir* »[1115]. Utilisant leur insertion relativement importante au sein de certains *campamentos*[1116], les militants miristes ont travaillé, bien avant la grève d'octobre, pour favoriser une organisation participative et mobilisée des pobladores.

On a vu l'exemple symbolique et exceptionnel du *campamento Nueva La Habana* (voir la deuxième partie). Autour de ce campement exemplaire se forme le **Commando communal de La Florida.** Créé dès la fin 1971, il a par la suite un rôle actif dans la promotion du « pouvoir populaire »[1117]. Cette coordination est dirigée par Guillermo Farias et regroupe selon lui surtout les habitants du campement *Nueva La Habana* (environ 10 000 habitants) et *San Rafael* (18 000 personnes)[1118]. Pour ce militant, « *les "Cordons poblacionales" constituent des forces d'appui, intégrés par des hommes, des femmes, des jeunes afin de protéger les Cordons industriels. Ce sont les nouveaux germes du pouvoir populaire destinés à instaurer la société socialiste* »[1119]. Plusieurs témoins se souviennent effectivement que les militants de *Nueva La Habana* viennent prêter main forte au Cordon industriel (CI) voisin, le CI Vicuña Mackenna. Abraham Pérez, membre du directoire de *Nueva La Habana*, dit avoir appuyé à plusieurs reprises des occupations d'usines au sein du Cordon[1120]. Mario Olivares, ouvrier du Cordon Vicuña Mackenna confirme l'importance de ce lien avec les *pobladores*. Autre témoignage qui va dans ce sens, dans une autre zone de Santiago, celui du président du Cordon Macul, Eugenio Cantillana : ce militant maoïste du PCR est aussi un habitant de *Nueva La Habana* et il fait le

---

[1114] Entretien réalisé à Santiago, le 1 mai 2003.
[1115] Voir l'entretien réalisé par la revue *Chile Hoy* (« Opina N. Gutiérrez », Santiago, N°26, 14 de diciembre de 1972).
[1116] Voir la deuxième partie et les paragraphes consacrés au *campamento Nueva La Habana*.
[1117] Voir *El Rebelde*, Santiago, N°10, 22 diciembre 1971.
[1118] Selon son dirigeant, en 1973, il incorpore les *poblaciones Pablo de rokha, La Bandera, O Higgins, 6 de mayo, Raúl del Canto* et *Santa Elena*.
[1119] *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 34, 2 de agosto de 1973.
[1120] "*Eso era lo que nosotros llamábamos el poder popular y participamos activamente en las movilizaciones con los comandos comunales, cuando se juntaban comités de pobladores para alguna movilización, para las JAP y, también, con los Cordones Industriales cuando se producían tomas de fábricas o de industrias. Yo mismo participé en más de alguna toma con los cordones industriales*" (entretien réalisé à Santiago, le 6 mai 2002).

lien entre son activité au campement et son implication à la tête du Cordon[1121]. Cependant, pour José Moya, habitant de *Nueva La Habana* et militant MIR du CI Vicuña Mackenna, il serait tout à fait exagéré de parler d'un lien organique, et ceci surtout du fait des fortes différences politiques entre un Cordon dominé par le PS et un *campamento* qui l'est par le MIR[1122].

Autre « ballon d'essai » du MIR en matière de création d'un Commando communal (CC) : le CC de *trabajadores Estación Central*, dont le président est Juan Olivares (militant MIR). Situé autour de la gare centrale, dans le centre de Santiago, il réunit plusieurs syndicats industriels (entreprises ENAFRI, MONTERO, EL AGARGA, ENDESA) aux côtés de JAP, centre de mères, comités de quartiers, CUP, etc[1123]. Ibador Castro, militant du MIR et FTR a participé à sa création, de même que Hernán Aguiló, syndicaliste miriste d'ENAFRI et aussi membre de la direction provinciale de la CUT. Ibador Castro se rappelle que les premières réunions destinées à sa formation se déroulent courant septembre 1972[1124]. Là encore, il s'agit d'une initiative de quelques militants de gauche (essentiellement du MIR et du PS), qui part de l'usine ENAFRI. Selon lui, cela représente tout d'abord un simple « *courant idéologique* » dont le but est de faire de la formation politique. C'est la grève d'octobre qui permet la mise en activité du CC: « *le processus a été de réunir tous les syndicats d'une zone,* […] *et de ne pas travailler seulement avec les industries. Mais aussi avec les organisations vives du secteur, comme les JAP, les comités de l'Unité populaire qu'il y avait dans l'entreprise, les comités de production aussi. Tous réunis* ». Bien que le terme de « Commando communal » soit employé par le MIR, il s'agit en fait d'une coordination de syndicats, si bien qu'aujourd'hui Ibador Castro parle plutôt d'un « Cordon industriel » : « *Il y avait une direction que nous avons réunie à ENAFRI.* […] *le rôle principal du Cordon a été de préparer des gens qui pouvaient se charger de l'industrie dans l'Aire Sociale. J'ai été à certaines assemblées des délégués du Cordon – ils étaient élus, au moins dans le cas de MONTERO, en assemblée* ». Il se rappelle

---

[1121] Entretien téléphonique réalisé depuis la France, le 25 juillet 2005.

[1122] "*Se hacían acciones que estaban coordinadas pero no siempre todas las acciones estaban coordinadas, porque habían intereses políticos distintos. Todo lo que era la acción poblacional era el MIR, todo lo que eran los cordones industriales era más bien el PS; entonces cada cual quería hacer sus acciones en forma independiente, quería fortalecerse a través de la acción*" (entretien réalisé à Santiago, le 20 novembre 2001).

[1123] P. S. Lucia, « The industrial class and the struggle for power in Chile » dans O'Brien, *Allende's Chile*, Santiago, New York, Praeger Publishers, 1976, pp. 126-166, et A. Carmona, "Poder popular para unir fuerzas", *Punto Final*, Santiago, N°189, 31 de julio de 1973.

[1124] Entretien avec Ibador Castro, Santiago, 1996 (réalisé et publié dans M. Silva, *Op. Cit.*, pp. 221-222). Cet entretien permet de relativiser les suppositions de Jorge Magasich qui place la naissance du CC Estación Central en 1973, sur la base d'un reportage de *Punto Final* (voir J. Magasich, *Op.Cit.*, p. 205).

également du combat contre le marché noir : « *je me rappelle très bien que le samedi et le dimanche, nous, quand il y avait des problèmes de marché noir, nous sortions avec les camions de YARUR pour distribuer, vendre du tissu aux gens,* […]. *Il y avait une coordination entre tous les secteurs. Nous sommes allés aussi à Pirque pour couper le raisin* ».

Autre coordination que le MIR parvient à diriger (par le biais du militant Patricio Romo) : le Commando communal de Barrancas, quartier caractérisé par une faible présence syndicale (la commune de Barrancas n'a pas d'industries importantes). Là ce sont des comités de quartiers, JAP, Centres de mères qui sont à l'origine de ce CC. Il parvient, par la suite, à intégrer des ouvriers de la construction et prend de la force pendant l'année 1973[1125]. Selon Christian Desbois - sans que nous ayons pu le confirmer- il aurait regroupé jusqu'à 10 000 personnes (chiffre qui paraît fortement exagéré)[1126]. Citons enfin une dernière coordination de type *poblacional*, dont on peut situer l'origine comme initiative du MIR : le Commando communal de Las Condes (parfois appelé *consejo comunal*), créé début 1972 et qui a une praxis forte en ce qui concerne le ravitaillement des quartiers pauvres[1127].

La création de telles coordinations est aussi l'œuvre d'autres organisations situées à la gauche de l'UP. Sergio Aguilar travaille à YARUR à cette époque et il est dirigeant régional MAPU de la Zone Sud de Santiago[1128]. Il raconte comment il a participé à l'organisation du Commando communal de San Miguel. Ce Commando communal a su intégrer, selon lui, plusieurs organisations sociales du secteur. Ce CC s'est donné comme objectif la réquisition de véhicules afin d'assurer la distribution de marchandises, la surveillance du quartier et le soutien aux entreprises occupées du secteur[1129]. L'objectif, tout d'abord, est de créer des liens entre les classes populaires mobilisées au niveau local, de permettre que s'expriment discussions et solidarités : c'est-à-dire, pour reprendre ses paroles, obtenir « *l'articulation de la société que nous appellerons société civile et générer de plus grands canaux de participation* ». Par exemple, essayer d'unir les petits syndicats de la chaussure ou du textile de l'avenue Santa Rosa, lors de réunions communes avec les

---

[1125] Voir « Secuela del golpe. Un claro avance popular », *Punto Final*, N°188, Santiago, 7 de julio de 1973.
[1126] Il semble que cet auteur mélange le nombre d'habitants des campements de la zone, avec ceux qui sont effectivement actifs dans le CC (C. Desbois, *Chili, 1970-1974. Réforme ou Révolution ?*, Paris, Ed. Gilles Tautin, 1974, p. 54).
[1127] *El Rebelde*, Santiago, N°12, 7 de enero de 1972.
[1128] Et, durant la dictature, membre de la direction de ce parti.
[1129] Selon S. Leiva et F. Neghme, le CC de San Miguel a également des contacts avec des grandes entreprises comme SUMAR Polyester et SILBERMAN ou avec les élèves de lycées industriels et organisations de jeunesse. Ce dernier fait est confirmé et détaillé par le témoignage de Sergio Aguilar (Entretien réalisé à Santiago, le 29 mai 2002).

organisations sociales mais aussi les étudiants de la zone. Mais le projet, la perspective politique restent flous. Son témoignage confirme également que ces organisations manquent cruellement d'autonomie par rapport aux partis et au gouvernement. D'ailleurs, pour Sergio Aguilar, le premier objectif des CC est la défense du gouvernement et surtout la diffusion de la propagande du MAPU « *jusqu'au dernier des habitants* »[1130]. Son témoignage prouve que l'organisation du CC est encore à l'état embryonnaire dans plusieurs endroits. La revue de presse montre que ce CC n'est créé que le… 30 août 1973, au théâtre Gran Avenida. Sa formation définitive étant prévue pour la semaine suivante, dans le local du syndicat de MADEMSA : c'est le coup d'Etat qui met fin à cette tentative[1131]. En province, il existe également de multiples expériences d'auto-organisation, souvent mal connues. On peut citer l'exemple du Commando Communal de la ville de Constitución (dans le sud du pays) sur lequel nous revenons en détail dans la quatrième partie de ce travail.

Les CC embryonnaires qui commencent à se former, à la faveur de l'effervescence d'octobre et durant l'année 1973, ont donc du mal à se consolider en tant que réels canaux de participation populaire et, par conséquent, à atteindre ce modèle d'organisation « mobilisateur » défini par les sociologues Pastrana et Duque ou encore cette « logique de rupture » avancée par Vicente Espinoza[1132]. On peut retrouver cette évaluation critique dans plusieurs témoignages, dont celui d'Edmundo Jiles. Ce syndicaliste du Cordon Cerrillos travaille également au niveau de la commune de Renca. Il souligne la faiblesse organique et le peu de pouvoir réel de la plupart des Commandos, bien que selon lui celui de Renca ait été efficace lors de la résistance à la grève d'octobre : « *A Renca, ce que nous avons fait a été le Commando communal de Renca, là nous avons incorporé les paysans de la zone, les petits commerçants, des organisations communautaires, comités de quartiers, centre de mères, etc., travailleurs de la santé, petits transporteurs, étudiants ; de même avec les petits commerçants.* […] *La marchandise n'arrivait pas aux petits commerçants parce que les camionneurs l'empêchaient.* […] *Donc ce que nous avons organisé, c'est un accord avec tous les paysans du secteur et nous avons installé un marché sur la place de Renca, où les gens pouvaient se ravitailler, directement, à partir des petits producteurs et des parcelles de la zone.*

[1130] Entretien avec Sergio Aguilar, Santiago, 29 mai 2002.

[1131] "Va el comando comunal San Miguel", *De Frente*, Santiago, N° 22, 7 de septiembre de 1973.

[1132] J. Duque, E. Pastrana, « La movilización reivindicativa urbana de los sectores populares en Chile. 1964-1972 », *Op. Cit.* et V. Espinoza, « Historia social de la acción colectiva urbana: los pobladores de Santiago, 1957-1987 », *Op. Cit.*

Nous amenions les fruits et les légumes avec les petits transporteurs, avec les gens qui avaient un camion, deux camions… Nous nous organisions et nous pouvions ravitailler en farine les boulangeries, en marchandises les magasins, etc… Ainsi, nous avons pu pallier les effets de la grève des camionneurs »[1133].

En fait, ce type de *ferias*, de marchés alternatifs se sont multipliés, souvent avec l'aide des entreprises de l'APS. Car malgré toutes leurs limitations, les coordinations se développent au moins le temps de la grève d'octobre, et permettent bien souvent d'aider l'action extra-institutionnelle des JAP les plus radicales, la réquisition de camions, l'autodéfense des quartiers, la coordination du travail volontaire, etc... Durant octobre 1972, l'offensive des "gros" commerçants est énorme (notamment de la chambre de commerce) et ce, à tel point que de violentes représailles sont organisées contre les commerçants qui osent ouvrir leurs commerces (à Viña del Mar, des locaux sont ainsi détruits ou incendiés)[1134]. La réponse de certains CC a été d'organiser des « piquets » de surveillance afin d'appuyer les commerçants non grévistes. Une expérience intéressante est celle d'un commando de *pobladores* de Santiago qui s'affronte avec la direction d'un supermarché. Dans ce cas, cette lutte lui permet de s'allier avec les petits commerçants qui s'intègrent finalement au Commando en tant que « *Front de commerçants patriotiques* ». Il y a là un exemple concret d'une alliance sociale possible avec la petite-bourgeoisie sur la base d'une relation de force et de revendications immédiates communes, liées à la sphère de circulation du capital[1135].

La distribution de marchandise, le ravitaillement, le transport, l'appui aux usines occupées ne sont pas les seuls domaines d'action de ce mouvement polymorphe. Comme le remarque Michel Raptis, « *dès les premiers jours de la grève, les initiatives autogestionnaires des masses aidées par les militants les plus radicalisés se multiplient revêtant les formes les plus diverses et les plus inattendues* »[1136]. Par exemple, **l'une de ces dimensions notables est la "bataille de la santé"**[1137]**.** On a vu qu'une coordination comme celle de Conchali-Área Norte permet de mettre en contact plusieurs unités de santé avec la population locale. Durant

---

[1133] Entretien avec Edmundo Jiles, Santiago, 6 mai 2002.
[1134] R. Cheetham, A. Rodriguez, G. Rojas, J. Rojas, *Comandos urbanos... Op. Cit.*, p. 46.
[1135] *Idem*, p. 47.
[1136] M. Raptis, *Op. Cit.*, pp. 63-64.
[1137] Sur la naissance d'un « pouvoir populaire » dans le domaine de la santé voir : U. Bernauer, E. Freitag, *Poder Popular in Chile - am beispiel Gesundheit*, Freiburg, ed. Laetare/Imba, Stichwörter zu Lateinamerika, 1974.

l'année 1971, le gouvernement décrète la création de « Conseils locaux de la santé » et des « Conseils paritaires », qui ont pour but de décentraliser et démocratiser le service national de santé[1138]. Cela favorise la participation des habitants sur ces questions, en collaboration avec des délégués hospitaliers et les organisations sociales du quartier. Or, pendant la grève d'octobre, la plupart des médecins et du personnel d'encadrement arrêtent leur travail. Dans ces circonstances, par un intense travail volontaire, étudiants en médecine, travailleurs de base et bénévoles maintiennent le fonctionnement des services d'urgence. Par exemple, à l'hôpital San Borja est créé le « Comité de défense de la santé du peuple ». Un médecin qui refuse de se joindre à la grève témoigne : « *L'organisation a été conçue dès le départ comme devant assurer un service normal et ne refuser aucune demande de soins et de consultation. Elle s'appuyait sur les infirmiers et infirmières, les aides-soignantes et les étudiants en médecine.* […] *Les étudiants « écrémaient » la consultation et envoyaient les cas difficiles aux médecins. A la fin du mois d'octobre, on était arrivé avec ce système à traiter plus de cas qu'à effectif complet, ceci avec seulement 30% des effectifs normaux* »[1139].

On pourrait multiplier les études de cas. Ainsi, le 27 octobre 1972 dans le théâtre Sitchell, propriété du syndicat unique de l'entreprise d'électricité CHILECTRA, est formé le Commando communal de la seconde commune de Santiago. Finalement sont élus à la direction du Commando un représentant du syndicat de l'entreprise ETC, un de CHILECTRA, un du syndicat d'une entreprise pharmaceutique, des représentantes du centre de mères, du mouvement étudiant et du mouvement *pobladore*s. Le lundi 30 octobre, les membres de ce Commando nomment quatre commissions (transport et ravitaillement ; défense et surveillance ; diffusion et communication ; santé et logement). Dans la même perspective, des habitants de la septième commune de Santiago tentent de s'organiser, en appelant dans la presse, à une réunion dans les locaux du syndicat de l'usine CRISTALERIAS de CHILE, le vendredi 3 novembre 1972[1140]. Pourtant comme en témoigne une étude détaillée sur cette industrie, c'est l'intégration au Cordon industriel qui fonctionne dans ce cas, plus qu'un hypothétique Commando communal[1141]. Dans la cinquième commune, un CC apparaît dirigé par Facundo Ríos, dirigeant

---

[1138] Voir : 20° aniversario del Servicio Nacional de Salud. 1952-1972, *La salud un derecho del pueblo, La Nación*, Santiago, 1972 (archives BDIC: F delta 126/9).

[1139] Entretien avec un médecin dans A. Joxe, *Le Chili sous Allende*, Paris, Gallimard, Coll. Archives, 1974, pp. 178-179.

[1140] Idem.

[1141] J. Rojas, C. Rodríguez, M. Fernández, *Cristaleros, Op. Cit.*, p. 159.

du syndicat ouvrier de l'entreprise de mise en bouteille CCU. Cette coordination naît en octobre 1972 et est donnée en exemple dans les informations transmises par les journaux et la radio de gauche[1142]. Ce CC est créé sur initiative du PS mais semble-t-il avec présence de l'ensemble des secteurs de la gauche (dont le PC, les radicaux, FTR, IC). Comme le reconnaissent les militants, réussir un tel front unique n'est pas chose facile. Il faut dépasser de nombreux sectarismes et surtout les différences politiques, pour « *qu'acceptent de s'asseoir ensemble communistes et miristes* »[1143]. La première réunion formelle de ce Commando se déroule plus tard, le 27 novembre, avec la présence d'environ 600 personnes. Outre Facundo Ríos, on trouve à sa direction plusieurs autres dirigeants syndicaux appartenant aux différentes entreprises de la zone[1144]. A noter particulièrement la présence d'Alejandro Alarcón, dirigeant de la CUT provinciale de Santiago mais aussi membre de la direction du MIR. Celui-ci définit le Commando comme « *un instrument indispensable, irremplaçable, d'un véritable pouvoir populaire* ». Cependant, là encore, on a l'impression d'avoir à faire à une réunion ponctuelle de dirigeants plutôt qu'à un véritable organe de pouvoir local. D'ailleurs, à part se prononcer pour une lutte « *contre le danger fasciste* » à court terme, le Commando se donne un mois pour essayer de discuter et préciser les caractéristiques et objectifs précis de cet essai de coordination...

Ainsi, on peut dire qu'il est vrai que la conjoncture d'octobre est un moment où se concrétise une tendance à l'articulation entre la classe ouvrière organisée et le mouvement *pobladores*. Cette dynamique est perceptible dans tout le pays, bien que l'on possède très peu d'information sur ce qui se déroule en province. On sait par exemple, que de telles coordinations naissent également à Penco, Tomé, Talcahuano et Chiguayante[1145]. D'autre part, des commandos comme ceux qui naissent au niveau de la conurbation Valparaíso / Viña del Mar, comme les CC « Reñaca Alto » et « Nueva Aurora » pourraient avoir leurs origines dans les luttes d'octobre[1146]. Pourtant ce type de coordinations ne se formalise que bien plus tard, dans le courant de l'année 1973.

[1142] Corresponsal Popular, "Entrevista a CCU", *La Aurora de Chile*, Santiago, N°33, 26 de julio de 1973 et Feliz Mundaca, "El Comando Comunal Quinta Comuna", *Trinchera*, Santiago, N°2, diciembre 1972.
[1143] "Comandos Comunales. Nueva expresión de poder popular", *IC. Testimonio Hernán Méry*, Santiago, N° 20, 22 de diciembre 1972.
[1144] CORREOS y TELEGRAFOS, DEVA, LIBERTAD, CERRUTI, des travailleurs de l'hôpital José Joaquín, le dirigeant de la FENATS (Front national des travailleurs de la Santé) et de l'hippodrome, ainsi que le président de l'union communale des comités de quartiers (*juntas de vecinos*).
[1145] *El Rebelde*, Santiago, N° 53, 23 de octubre de 1972.
[1146] *Tarea Urgente*, Santiago, N°12, 10 de agosto de 1973.

Il ne faut donc pas surestimer cette jonction des classes dominées pour lui donner un aspect organique et massif. Abraham Pérez estime, qu'en réalité, il faut même relativiser la puissance d'un CC tel que celui formé autour de *Nueva La Habana*, pourtant l'un des *campamentos* les plus organisés de Santiago. Selon lui, il « *n'a jamais été très formel* » et « *on y participait plus au niveau des dirigeants que des pobladores* »[1147]. C'est aussi l'avis de Mario Olivares ou de Miguel R, lui aussi du MIR : « *Les Commandos communaux existaient dans la tête des gens, dans la mienne y compris, mais ils n'ont jamais fonctionné réellement ! Nous n'avons jamais eu l'occasion de faire fonctionner les Commandos communaux…* »[1148]. Ces témoignages correspondent, en partie, aux évaluations critiques et autocritiques de la direction MIR, effectuées *a posteriori*[1149].

En fait, l'unification des classes dominées a du mal se consolider[1150]. Ce manque d'unité est aussi partiellement le fruit d'une tactique – historique – de l'ensemble de la gauche chilienne qui a toujours considéré les *pobladores* comme une base d'appui peu fiable[1151]. Parallèlement, à mesure que les revendications les plus urgentes sont partiellement reconnues par le gouvernement, que les *campamentos* se consolident et se transforment peu à peu en *poblaciones*, on constate un déclin de la "logique de rupture" affichée auparavant[1152]. Comme le constate E. Pastrana et M. Threlfall, c'est essentiellement après décembre 1972, qu'apparaît clairement une nouvelle "*division des tâches au sein du mouvement de masse*" entre classe ouvrière et mouvement *pobladores* : ce dernier se recentre alors sur des revendications davantage spécifiques et limitées. **Ainsi, si la période de l'UP est bien aussi celle du « pouvoir populaire » pour le mouvement *pobladores*, malgré tout, leurs actions collectives restent majoritairement celles d'un modèle de mobilisation toujours ancré au sein du**

[1147] "Comandos Comunales. Nueva expresión de poder popular", *IC. Testimonio Hernán Méry*, Santiago, N° 20, 22 de diciembre 1972.

[1148] Entretien avec Mario Olivares, Santiago, le 1 mai 2002. Miguel déclare : « *Si ! Il y eut des communes libres, comme Nueva La Habana… C'était un bidonville amélioré pour les gens qui avaient été déplacés depuis les* conventillos, *les taudis quoi. Et là, il y avait un système de gestion qui était contrôlé, notamment par le MIR, mais il y avait aussi le PS et le PC. Tout était contrôlé par l'action collective, mais jamais ce n'est devenu un Commando communal ! Il fallait se les trouver, tu sais les dix, vingt communes ou communautés de communes pour faire çà : c'était théorique !* » et avec Miguel R., Santiago, le 25 janvier 2001.

[1149] Roberto Moreno (Comisión política del MIR), *Consejos comunales de trabajadores y dualidad de poder. Análisis y evaluación*, Santiago, diciembre 1972 (in *Documentos Internos 2-A - 1973*- Archives du CEDETIM– Paris).

[1150] E. Sader, S. Quevedo, *Algunas consideraciones en turno a las nuevas formas de poder popular en poblaciones*, Santiago, CIDU-U. Católica de Chile, Documento de trabajo N°57, 1972.

[1151] On a vu que le MIR fait de même puisque dés, 1971, suite à un revirement tactique vers les secteurs industriels, le *campamento Nueva La Habana* ne devient plus une priorité de cette organisation (Voir au Chapitre VI, le paragraphe « L'expérience de *Nueva La Habana* »).

[1152] V. Espinoza, « Historia social de la acción colectiva urbana: los pobladores de Santiago, 1957-1987 », *Op. Cit.*

populisme urbain, c'est-à-dire dépendantes de l'Etat et de sa "protection". Certes, la résistance à la crise d'octobre est venue de coordinations de divers secteurs sociaux, mais les germes d'un véritable pouvoir populaire urbain ne se développent que dans certaines ceintures industrielles du pays et surtout autour de la classe ouvrière organisée[1153]. C'est là que naissent les principaux Cordons industriels du pays.

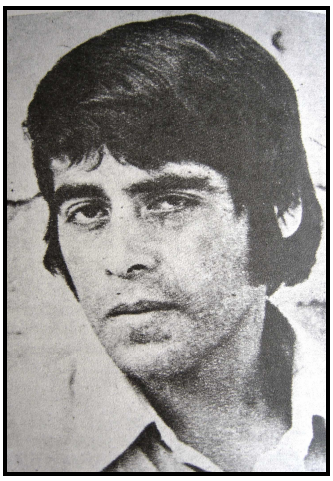
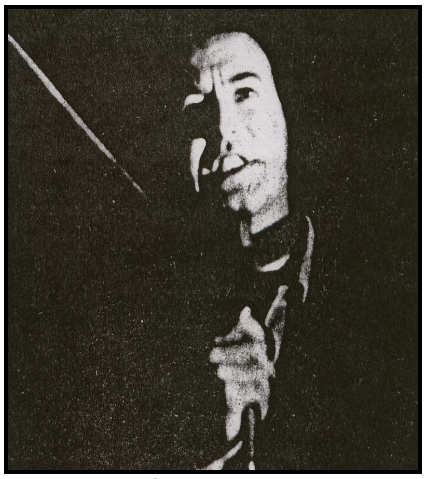
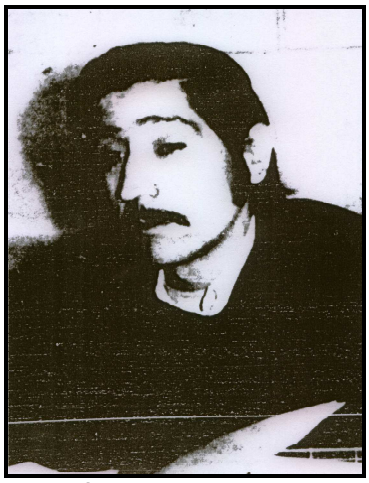
VIII - 3) Les réponses de la base : l'auto-organisation ouvrière

VIII – 3 –1) La formation de nouveaux « Cordons pour soi » ?

Parmi les multiples comités coordinateurs qui naissent durant « l'Octobre rouge », quelques-uns deviennent effectivement des Cordons industriels (CI), c'est-à-dire qu'ils tentent d'organiser territorialement la classe ouvrière et qu'ils sont dirigés essentiellement par des dirigeants syndicaux. On a vu que selon la presse des dizaines de commandos potentiels surgissent alors. Pourtant, seulement très peu semblent parvenir à fonctionner réellement. **Au niveau du grand Santiago (voir la carte dans la quatrième partie, paragraphe XIII - 2), ce sont seulement quatre ou cinq Cordons qui animent ce mouvement et non plusieurs dizaines comme cela a pu être parfois écrit** : le **CI Cerrillos-Maipú**, le **CI Vicuña Mackenna, auxquels on peut ajouter les CI O'Higgins et Macul, sont indéniablement les plus puissants et les mieux organisés.**

Photos N° 15 : portraits de trois présidents socialistes des Cordons industriels de Santiago

[1153] Voir H. Zemelman, « Significación del poder popular », *Cuadernos de la realidad nacional*, Santiago, N°17, abril de 1973.

Armando Cruces (CI V. Mackenna), Hernán Ortega (CI Cerrillos), Sergio Chávez (CI O'Higgins)

On a vu qu'au-delà du mythe de dizaines de milliers de travailleurs répondant à ses appels, le CI Cerrillos-Maipú coordonne réellement une trentaine d'entreprises et mobilise quelques milliers de personnes lors de ses plus grandes manifestations (voir le chapitre VI). En ce qui concerne le CI Vicuña Mackenna, son dirigeant socialiste, l'ouvrier métallurgiste Armando Cruces parle de cinq à sept mille salariés mobilisés[1154]. En ce qui concerne le CI O'Higgins, Sergio Chávez, salarié de INDUGAS et militant PS, estime qu'il y aurait 5000 personnes mobilisées dans le Cordon à la mi-1973, alors que Tobar Bascuñan, secrétaire d'organisation du CI (MAPU) parle d'une base de 11 000 travailleurs (le premier chiffre étant le plus probable)[1155]. Viennent ensuite par ordre d'importance la coordination de **Conchali-Área Norte**, le **CI Macul,** auxquels on peut ajouter le **Cordon Santa Rosa – Gran Avenida** (qui esquisse un timide essai de coordination en octobre et apparaît de nouveau en juin 1973)[1156]. Dans son bilan sur la grève d'octobre, tout en soulignant l'importance de ce phénomène, le département syndical du PS (DENAS) reconnaît, indirectement, le caractère limité des formes de coordinations ouvrières[1157]. En se basant sur la revue de presse de cette période et aussi en analysant les évènements de la fin juin 1973 sur lesquels nous reviendrons, on peut avancer

[1154] Auquel on peut ajouter le CI San Joaquín, qui est en fait une excroissance du Vicuña Mackenna autour de l'usine textile SUMAR (voir carte dans la quatrième partie). Voir : A. Cruces, presidente del Cordón Vicuña Mackenna, « Habla la revolución chilena: ¡en Chile no debe quedar ningún explotador!", *Avanzada Socialista*, Buenos Aires, Año II, N° 72, 22 de agosto de 1973, pp. 2-3.

[1155] « En el Cordón O'Higgins, la unión hace la fuerza », *De Frente*, Santiago, N°13, 6 de julio de 1973.

[1156] Bilan effectué sur la base de la revue de presse de la période, des travaux de H. Cancino, M. Silva, J. Magasich, P. Santa Lucia et confirmé lors de conversations menées à Santiago avec des militants de l'époque.

[1157] « El Cordón Cerrillos: irrumpe rompiendo los viejos esquemas », *Trinchera*, Santiago, N°1, 29 de noviembre de 1972.

quelques chiffres. **Il est possible d'estimer à environ 30 000 personnes, le nombre de salariés et militants qui s'identifient à l'action collective des CI dans le grand Santiago et répondent à ces appels, alors qu'au niveau national et toutes provinces confondues, ce chiffre doit être de plus du double (Jorge Magasich avance une hypothèse "haute" avec un total de 100 000 personnes, chiffre que l'on ne peut vérifier à coup sur[1158]). Mais la plupart du temps, ce ne sont quelques dizaines de personnes qui participent aux assemblées des Cordons et discutent de leurs orientations : à titre d'exemple, Eugenio Cantillana, président du CI Macul, décrit des réunions regroupant 100 à 150 personnes maximum dans les locaux du syndicat de l'usine RETTIG[1159].**

Comme cela a été expliqué en début de chapitre, si la conjoncture d'octobre 1972 accélère la tendance à l'organisation territoriale des travailleurs, ce sont de multiples facteurs historiques qui entrent en jeu dans la formation de chaque Cordon. Dans le cas de celui de Cerrillos, j'ai montré comment on peut déterminer en détail les conditions de telles « expériences de classe ». Il est hors des possibilités de ce travail de les déterminer pour chacun des Cordons avec autant de précision. On peut noter cependant que plusieurs esquisses de coordinations ont précédé octobre 1972 dans chacun des CI. Par exemple, le Cordon Macul a des origines plus anciennes, puisque dans cette commune un « Commando coordinateur de Macul » (COCOMA) est organisé durant l'année 1969, avec comme objectif d'appuyer le mouvement étudiant et de l'unir aux ouvriers et *pobladores*. Eugenio Cantillana, dirigeant syndical de RITTIG et militant maoïste du PCR et Manuel Valdivieso, lui aussi dirigeant syndical textile (usine PICHARA) et membre du PCR sont à la tête de ce mouvement. Il disparaît à la fin 1971 du fait de la présence nombreuse d'étudiants et de l'absence d'ouvriers, mais l'implantation du PCR dans la zone est désormais assurée, si bien que c'est Eugenio Cantillana qui est, par la suite, le président incontesté du Cordon Macul[1160]. C'est la grève d'octobre qui réactive cette dynamique[1161]. Comme le souligne un témoignage, « *dans ce secteur de Nuñoa existent prés de 60 entreprises, dans leur majorité moyennes et petites, les plus importantes étant celles de PERLAK, CONTINENTAL, RITTIG et SUPERTEX* »[1162]. Cette donnée est également confirmée par le

---

[1158] J. Magasich, *Pouvoir formel et pouvoir réel au Chili*, *Op. Cit.*, p. 189.
[1159] Entretien avec Eugenio Cantillana (Entretien téléphonique réalisé depuis la France, le 25 juillet 2005).
[1160] Entretien avec Eugenio Cantillana (Entretien téléphonique réalisé depuis la France, le 25 juillet 2005). Voir également : « Un combativo Cordón Industrial para Macul », *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 21, 3 de mayo de 1973.
[1161] Témoignage d'un militant MAPU, salarié de l'usine KORES du Cordon Macul ("El poder popular: hablan las bases", *De Frente*, Santiago, N° 18, 10 de agosto de 1973).
[1162] « Un combativo Cordón Industrial para Macul », *Op. Cit.*

témoignage de Tomás Inostroza, participant actif du Cordon Macul. **Dans le secteur des communes de Nuñoa et de Macul, à la différence de Maipú, il existe, à la fin des années soixante, un important mouvement *pobladores*, impulsé par des travailleurs des usines proches**. Tomás Inostroza est aussi président des comités de quartiers des deux communes et c'est dans ce cadre qu'il parvient à obtenir un local où se réunissent ces familles sans logements. Dans un récit où il personnalise souvent l'expérience collective vécue, ce militant socialiste se rappelle que c'est, en novembre 1969, que se forme la première ébauche du Cordon Macul à propos de l'occupation d'une usine de construction de bus : METALPAR limitada. Cette entreprise projette de se délocaliser dans la commune de Maipú et d'en profiter pour licencier massivement. L'une des premières mobilisations du Cordon Macul reçoit même l'appui de Salvador Allende, alors sénateur et, surtout, de nombreux syndicats de la zone : « *les travailleurs se sont mis d'accord ici, ainsi les présidents de syndicats ont constitué le Cordon Macul, d'ailleurs, les dirigeants étaient tous ouvriers* »[1163].

On pourrait certainement multiplier les exemples dans cette minutieuse recherche des antécédents. Ainsi, Rigoberto Quezada, militant socialiste et administrateur du monopole textile SUMAR Poliester dans la zone du Commando communal San Miguel (déjà cité), se souvient des tendances « *naturelles* » à la coordination entre syndicats. Selon lui, l'idée d'un Cordon, date de l'année 1968 : « *L'idée de former la coordination syndicale était de structurer une solidarité active* […] *sur la base de conflits partiels qui existaient dans chaque usine, afin que les dirigeants de chaque usine se réunissent, qu'ils créent une structure qui permette d'aller rapidement exprimer sa solidarité* »[1164]. A Vicuña Mackenna, il existe aussi avant octobre 1972 une sorte d'Union des syndicats, destinée à l'entraide en cas de conflits (tels que ceux des usines ELECMETAL ou LICORES MITJANS). Finalement, cette union fournit la base du futur Cordon en regroupant jusqu'à 40 syndicats[1165].

La décennie des années soixante a bien été celle d'une maturation, qui explique le surgissement des Cordons industriels à la mi-1972. Dans le cadre d'une montée en flèche de la politisation du début des années soixante-dix, ces coordinations encouragent un mouvement qui dépasse le stade de la simple intersyndicale combative. Selon Maurice Najman, propagandiste enthousiaste du « pouvoir populaire » chilien dans la presse française, « *il est facile de comprendre pourquoi ces organisations de caractère autogestionnaire sont nées dans les*

[1163] Entretien avec T. Inostroza, Santiago, 4 juillet 2002.
[1164] Entretien de R. Quezada avec M. Silva, Santiago, 1995 (M. Silva, *Op. Cit.*, pp. 226).
[1165] E. Carmona, « Vigorosa repuesta de la clase obrera », *Punto Final*, Santiago, N° 170, 7 de noviembre de 1972.

usines. La classe ouvrière a constitué dès le départ la base essentielle de l'UP. Dans les entreprises nationalisées, la mise en place d'un système, si timide fut-il, de « participation ouvrière à la gestion » a transformé radicalement les relations sociales et la conscience des travailleurs. Les ouvriers ont reçu comme un choc cette idée que « tout est possible », et la vague d'occupation d'usines s'est combinée avec la revendication de la « direction ouvrière », dans un mouvement ascendant et irréversible. C'est ainsi qu'en octobre-novembre 72 sont nés les « Cordons industriels » comme « organisation de combat politique pour la conquête du pouvoir »[1166]. En fait, le surgissement des CI correspond surtout au fait qu'une fraction minoritaire des salariés dans la conjoncture d'octobre perçoivent le contenu de classe de telles coordinations, le potentiel qu'elles représentent (notamment dans le dépassement de l'inertie de la CUT) et la possibilité de se structurer territorialement. Cependant, on ne peut leur attribuer mécaniquement, comme le fait M. Najman, le caractère d'organes de pouvoir.

Ce qui est par contre certain, c'est que durant ces quelques semaines d'octobre 1972, la question du pouvoir est largement posée : qui dirige la production, qui organise le ravitaillement, qui décide de la sécurité des quartiers et en faveur de quelles classes sociales ou sous quel contrôle la société doit-elle être gérée? C'est dans ce contexte que les fractions de la classe ouvrière la plus organisée des Cordons industriels se mobilisent. Les salariés et militants de la coordination de Conchali, le 13 octobre, occupent ainsi l'avenue Independencia et mobilisent les industries de toute la commune afin d'exiger la liberté pour les dirigeants arrêtés de l'usine BATA et affirmer le refus du retour de l'entreprise DEVA dans les mains de ses propriétaires[1167]. En ce qui concerne, le CI Vicuña Mackenna, c'est sûrement de l'usine CRISTALERIAS de CHILE qu'est venue l'initiative[1168]. **Bien sûr, dans toutes les entreprises sans exception, ce n'est pas l'ensemble des salariés qui participent au CI mais plus souvent une minorité militante.** En ce qui concerne CRISTALERIAS de CHILE, José Moya se souvient qu'il s'agit d'un bastion du MIR, mais que, malgré un fort contingent FTR, le

---

[1166] M. Najman, « Comment s'organisaient les bases du pouvoir populaire », *Le Monde Diplomatique*, Paris, octobre 73.

[1167] *El Rebelde*, Santiago, N°54, 30 de octubre de 1972 et Santiago, N°57, 20 de noviembre de 1972.

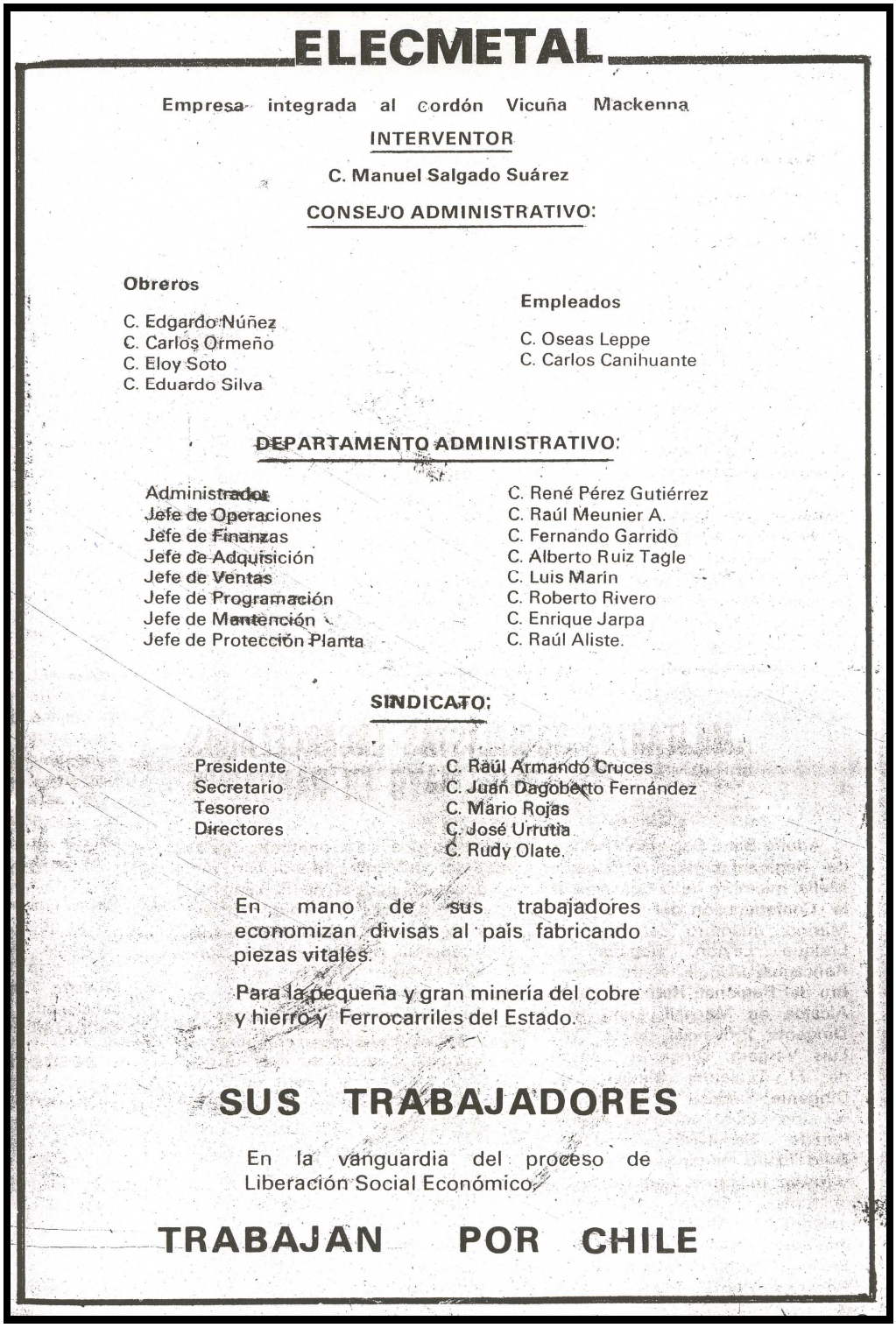
[1168] Voir le témoignage d'Arturo Martínez, dirigeant d'ALUSA et délégué du Cordon ("El poder popular: hablan las bases", *De Frente*, N° 18, Santiago, 10 de agosto de 1973) et J. Rojas, C. Rodríguez, M. Fernández, *Cristaleros: recuerdos de un siglo, los trabajadores de CRISTALERIAS DE CHILE*, Ed. Sindicato N°2 y Programa de Economía de trabajo, Santiago, 1998. Voir également le témoignage de Mario Olivares, délégué du CI : selon lui, les fondateurs du Cordon sont MUEBLES EASTON et ELECMETAL (Entretien réalisé à Santiago, le 1 mai 2003).

président du syndicat industriel, également miriste, "*jamais, n'a réussi à ce que l'ensemble de l'entreprise le suive au Cordon*"[1169].

En tout cas, l'occupation de l'usine ELECMETAL est l'un des éléments de cristallisation du Cordon Vicuña Mackenna. ELECMETAL est une industrie liée à un groupe financier dominé par des « grandes familles » de la bourgeoisie chilienne et surtout les Matte-Alessandri. Il s'agit d'une usine ultramoderne pour cette époque : 180 ouvriers et 120 employés y produisent matériaux et pièces de rechanges pour les grandes mines de cuivre. Selon un reportage effectué par le journal *La Aurora de Chile*, la direction de l'entreprise essaie de paralyser la production, si bien que le 19 octobre à 21 heures, l'usine est occupée. Cette décision est prise « *après avoir informé de tous les problèmes les travailleurs, lesquels votèrent à l'unanimité en faveur de l'occupation* », bien que seulement les deux tiers d'entre eux soient favorables au passage à l'Aire sociale[1170]. Cette occupation provoque la réaction prévisible des propriétaires qui tentent le 23 octobre, dans la nuit, de reprendre par la force l'entreprise. L'attitude combative des salariés restés à l'intérieur et la solidarité du Cordon empêche finalement cette tentative et l'usine est bientôt nationalisée, alors qu'un administrateur public est désigné (ainsi que le montre l'archive suivante):

Photo N° 16 : La nouvelle administration de l'usine ELECMETAL suite à son intégration à l'APS

[1169] Entretien réalisé à Santiago, le 20 novembre 2001.
[1170] "Reportaje a ELECMETAL", *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 2, 25 octubre de 1972.



ELECMETAL

Empresa integrada al cordón Vicuña Mackenna

INTERVENTOR

C. Manuel Salgado Suárez

CONSEJO ADMINISTRATIVO:

Obreros

C. Edgardo Núñez
C. Carlos Ormeño
C. Eloy Soto
C. Eduardo Silva

Empleados

C. Oseas Leppe
C. Carlos Canihuante

DEPARTAMENTO ADMINISTRATIVO:

Administrador	C. René Pérez Gutiérrez
Jefe de Operaciones	C. Raúl Meunier A.
Jefe de Finanzas	C. Fernando Garrido
Jefe de Adquisición	C. Alberto Ruiz Tagle
Jefe de Ventas	C. Luis Marín
Jefe de Programación	C. Roberto Rivero
Jefe de Mantención	C. Enrique Jarpa
Jefe de Protección Planta	C. Raúl Aliste.

SINDICATO:

Presidente	C. Raúl Armando Cruces
Secretario	C. Juan Dagoberto Fernández
Tesorero	C. Mario Rojas
Directores	C. José Urrutia
	C. Rudy Olate.

En mano de sus trabajadores economizan divisas al país fabricando piezas vitales.

Para la pequeña y gran minería del cobre y hierro y Ferrocarriles del Estado.

SUS TRABAJADORES

En la vanguardia del proceso de Liberación Social Económico.

TRABAJAN POR CHILE

Source : *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 26, 7 de junio de 1973

Quand ce Cordon se réunit le 24 octobre 1972, il s'appelle encore « Comité coordinateur des travailleurs de Vicuña Mackenna ». Dans une déclaration publique, le Cordon V. Mackenna se déclare prêt à lutter « *jusqu'au ultimes conséquences* » contre l'offensive patronale et pour l'extension de l'APS, pour le contrôle ouvrier dans la petite et moyenne entreprise, pour une participation réelle dans l'APS, pour l'union avec les secteurs *pobladores* en vue de la zone et de son bon ravitaillement[1171]. Se coordonnent alors, peu à peu, de nombreuses entreprises telles que TEXTIL PROGRESO, ALYS, SOPROLE, ELECMETAL, LICORES MITJANS, DELANO, INDULET, RADIO TAXI 33, LUCHETTI, MUEBLES EASTON, IRT, SIAM, FABRILANA, MANQUEHUE, MALLAFE y SALAS, GARCIA y GETZA, RONITEX, ALUSA : en tout entre 30 et 40 usines et non 350, comme le déclare le président du Cordon, Armando Cruces, à la presse argentine[1172] ! Les témoignages de Carlos Mújica (ALUSA), Mario Olivares (MUEBLES EASTON), José Moya (IRT) confirment l'importance de ce Cordon industriel. Selon M. Olivares, les premières réunions se déroulent dans le syndicat d'ELECMETAL avec la présence d'entre 30 et 40 syndicalistes, essentiellement ceux liés au MIR et au PS. La mise en place de cette coordination crée immédiatement une division au sein des militants de gauche de son entreprise, MUEBLES EASTON, avec d'un côté le PC et de l'autre le MIR et le PS : « *plusieurs fois, nous avons terminé à coup de poing, discutant nos positions. Mais bon, c'est çà la démocratie* »[1173]…

En ce qui concerne le Cordon O'Higgins - qualifié par Peter Winn d'un des quatre CI majeurs de Santiago - sa tête de proue est l'usine ex-YARUR, ou plus exactement certains militants de la gauche de l'UP et du FTR de cette usine, tels que Armando Carrera (gauche du PS). Car ici comme dans tout le pays, une forte proportion d'ouvriers militants PC et DC s'opposent farouchement à l'idée du cordon. YARUR (nationalisée) a dès avant octobre un rôle d'appui aux autres petites fabriques alentour[1174]. Une autre entreprise active du CI O'Higgins est l'entreprise SALFA (importation de matériel agricole). Octobre signifie - selon les mots

---

[1171] "El comité coordinador de Trabajadores de Vicuña Mackenna, a los trabajadores, pobladores y a la opinión publica", *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 3, 2 noviembre de 1972.

[1172] Carmen Silva estime que se sont 30 entreprises qui participent au CI (entretien réalisé à Santiago, le 20 novembre 2001). Ici encore, les dangers d'extrapolation sont importants entre « Cordon en soi » (environ 350 entreprises) et « Cordon pour soi » (quelques dizaines). Jorge Magasich critique un historien colombien qui attribue au CI Vicuña Mackenna le contrôle de pas moins de 350 entreprises (Voir J. Magasich, *Pouvoir réel, Pouvoir formel… Op. Cit.*, p. 136). En fait, cet historien n'a fait que reprendre, sans sens critique, ni croisement de sources, les dires de son président dans la presse militante argentine : A. Cruces, Presidente del Cordón Vicuña Mackenna, « Habla la revolución chilena: ¡En Chile no debe quedar ningún explotador!", *Avanzada Socialista*, *Op. Cit.*

[1173] Entretien avec Mario Olivares, cité dans Miguel Silva, *Op. Cit.*, pp. 219-220.

[1174] P. Winn, *Weavers of revolution, the YARUR workers and Chile's road to socialism*, *Op. Cit.*, p. 238.

d'un dirigeant syndical - « *un combat décisif* », puisque l'usine est occupée et continue à produire sous contrôle ouvrier. Un "Interventor" est nommé et c'est un jeune dirigeant de l'usine, Gabriel Loza, qui s'affirme par la suite comme l'un des fondateurs de la coordination du Cordon. Peu à peu, le CI essaie de coordonner plusieurs autres entreprises du secteur : « *à la fin d'octobre, dans le local de Ex-YARUR, profitant de la présence du camarade conseiller de la CUT provinciale, Miguel Bascur, se rencontrent des dirigeants syndicaux des différentes entreprises du secteur, dont : ex-SALFA, CORESA, Ex-YARUR, GASCO, SOQUINA, INDUGAS, BURGER. Une première direction est alors nommée qui était présidée par le compagnon Gabriel Aburto de CORESA et se créèrent les commissions de ravitaillement, défense et transport. Fruit de la discussion, se mit en place une première plate-forme de lutte qui fondamentalement mettait en avant : ne rendre aucune usine réquisitionnée ou nationalisée comme Ex-SALFA, INDUGAS, CORESA ; Contrôle populaire de la distribution ; créer et renforcer les comités de protection et de défense ; rejeter l'offensive patronale en défendant le gouvernement populaire et en défendant les organismes de pouvoir populaire comme les Commandos communaux et les Cordons industriels* »[1175]. La première tâche que se fixe ce Cordon dans le sillage d'octobre est donc la défense de l'occupation des usines INDUGAS et SALFA, mais aussi ils envisagent l'organisation d'une coopérative de consommateurs ou encore l'organisation d'un championnat de football des Cordons (sic)[1176] !

Le « *Cordon rouge de Macul* » selon l'expression du journal *La Aurora de Chile*, est situé dans la commune de Nuñoa, secteur qui se caractérise par la présence d'une soixantaine d'entreprises moyennes et petites. Les plus importantes sont celles de POLLACK, PAÑOS CONTINENTAL, RITTIG et SUPERTEX. Comme le rappelle, en 1973, le dirigeant syndicaliste de l'entreprise RITTIG et organisateur au Cordon Macul, Armando Soto, il y a aussi d'autres industries de l'Aire Sociale qui en font partie comme BAMBARTE, KORES, LOS OLMOS, PUKINS, LABORATORIO SUPRA, META AEROSOL, etc…[1177]. Le CI Cerrillos-Maipú lui se mobilise et retrouve une capacité de réaction qu'il semblait avoir perdu. On a vu que, durant la première semaine d'octobre, il parvient à déplacer plusieurs milliers de salariés qui défilent dans le centre de Santiago, afin de demander le passage à l'APS de l'usine BATA y CALVO. Cette manifestation de force semble rendre furieux les journalistes du

---

[1175] « El combatiente Cordón O'Higgins », *Tarea Urgente*, Santiago, N°6, 23 de junio 1973.

[1176] « El Cordón O'Higgins: nace un centro proletario », *Trinchera*, Santiago, N°2, diciembre 1972.

[1177] Voir le témoignage de T. Inostroza (Santiago, le 4 juillet 2002) et « Cordón Macul Avanzando », *Tarea Urgente*, Santiago, N°11, 3 de agosto del 1973.

Mercurio, qui écrivent en première page : "*C'est ainsi pour certains « la Bataille de la production », avec des cris, des pancartes et des défilés de rue, montés sur leur propre outil de travail. Hier, les travailleurs du dénommé "Cordon Cerrillos"* […] *se concentrèrent devant la Moneda, pour exiger "la fin de la justice bourgeoise et le passage immédiat des entreprises intervenues dans l'aire sociale*"[1178]. Par la suite, plusieurs réunions sont organisées à Maipú au cours desquelles une nouvelle occupation générale de la Commune est approuvée. Celle-ci reste lettre morte puisque démarre au même moment la grève des camionneurs[1179]. Cette paralysie du pays met immédiatement à l'ordre du jour la nécessité du Cordon. Cela devient une évidence pour de nombreux salariés, en tant qu'instrument de lutte et d'organisation. Pour les militants, le besoin est celui d'un organisme de coordination centralisé où puissent être prises rapidement les décisions et discutée amplement la marche à suivre. Quelques jours après que la SOFOFA (le 13 octobre) ait appelé l'ensemble du patronat à arrêter la production, des militants socialistes et de l'extrême gauche tentent de donner une forme organique et exécutive au Cordon[1180]. Une direction provisoire est constituée dans l'urgence avec un délégué par organisation politique : PS, MIR, PCR et PC Bandera Roja y participent. Le 17, une assemblée avec des représentants syndicaux de FENSA, CALVO, PERLAK, NILINSA, et INAPIS met en avant plusieurs tâches concrètes (avec un fort accent mis sur le ravitaillement de la population) : renforcement du pouvoir des JAP et connexion de celle-ci avec la DINAC, réquisitions des commerces fermés et protection de ceux qui sont ouverts…. D'autre part, le défi est également de réussir à faire avancer les formes de participation dans les industries tant en maintenant la production (qu'il s'agisse du secteur privé ou public).

Cette tendance concerne avant tout la capitale, pourtant elle existe aussi partiellement en province. Outre les multiples expériences à la campagne sur lesquelles on ne s'étendra pas, puisqu'elles sont hors de notre sujet (notamment dans les provinces de Cautín et Ñuble), plusieurs villes connaissent une dynamique similaire, quoiqu'à échelle beaucoup plus réduite. Comme nous l'avons déjà mentionné, Arica, à la frontière du Pérou et où se trouve une forte concentration d'industries électroniques, connaît un début de Cordon industriel. D'ailleurs, un bulletin du comité central du PC, mentionne cette expérience comme l'une des plus dignes d'attention dans un bilan sur la grève d'octobre. Ce document constate

---

[1178] *El Mercurio*, Santiago, 6 de octubre de 1972.
[1179] C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, *Consejo comunal de trabajadores y Cordón Cerrillos-Maipú: 1972. Balance y perspectivas de un embrión de poder popular*, *Op. Cit.*, p. 33.
[1180] Voir chronologie en Annexe N° 14.

que « *douze industries à Arica, dont les patrons ont essayé de les paralyser, ont été occupées et mises en fonctionnement par leurs travailleurs, puis réquisitionnées ensuite par le gouvernement* »[1181]. Pendant octobre, ces salariés qui occupent leurs usines, forment une sorte de commandement unifié et se dotent d'un programme très proche de celui du manifeste du CI Cerrillos à Santiago. Comme, on le verra, le "Cordon Electronique" d'Arica continue à maintenir son existence bien après octobre 1972[1182]. A l'autre extrême du Chili, à Punta Arenas, en pleine Patagonie, c'est autour de la grande entreprise de production de laine, LANERA AUSTRAL, que s'organise la résistance. Mais surtout, c'est Concepción, seconde ville du pays, qui suit le chemin organisationnel de Santiago. Là encore, on peut constater un passé de luttes au sein de la grande concentration industrielle de Hualpencillo, prés de Huachipato. En 1969, se multiplient les occupations de terrains. Les mobilisations pour l'eau ou le logement sont soutenues par les syndicats de la zone : la synergie ouvriers/*pobladores* est facilitée, les contacts établis[1183]. Selon le témoignage de Sixto Iturra, dirigeant syndical de l'usine CEMENTO BIO-BIO, de multiples industries de ce secteur sont occupées et "intervenues" par le gouvernement, entre 1970 et 1971[1184]. Le grand port de Talcahuano est aussi un secteur combatif, dont les salariés n'hésitent pas faire pression sur la CUT et les partis de gauche. A la faveur d'octobre, l'initiative du Cordon vient de MAESTRANZA CERRILLOS[1185], SIGDO KOPPERS et CEMENTO BIO-BIO : « *Elle a eu lieu dans un terrain vague, situé entre les usines de COCA-COLA et M. CERRILLOS, appelé « Cuatro Esquinas ». Y assistèrent 4000 personnes, dont beaucoup de communistes malgré l'opposition de leur parti. On a formé une direction provisoire. L. Astete (PS) est alors nommé président* »[1186]. C'est également à cette époque que le Cordon du secteur de la pêche de Talcahuano cherche à se formaliser, son assemblée constituante ne s'effectue qu'après octobre, le jeudi 2 novembre dans

---

[1181] PCC, *Suplemento del boletín informativo del Comité Central del Partido Comunista de Chile*, 1° de noviembre 1972 (dossier BDIC: PCC 1972-1985. F delta 690). Selon *El Rebelde*, il y aurait 11 entreprises occupées : voir la liste publiée dans *El Rebelde*, Santiago, N°60, 11 de diciembre de 1972.

[1182] *El Rebelde*, Santiago, N°59, 4 de diciembre de 1972.

[1183] Ce qui aboutit à la formation des *campamentos Lenin*, *Esfuerzo Unido* et *San Miguel*.

[1184] Les exemples les plus importants sont : CAP (sidérurgie), ENAP (pétrochimie), PETROQUIMICA PETRODOM, COCA-COLA, MAESTRANZA CERRILLOS, INCHALAM, EDWARDS y CERUTTI, CEMENTO BIO-BIO; auxquelles s'ajoutent une dizaine de petits établissements de construction.

[1185] Selon Gabriel Smirnow, c'est bien MAESTRANZA CERRILLOS qui anime les luttent dans la zone, avec une demande de la part de ces ouvriers de passer à l'APS, alors que n'existe aucun conflit formel avec la direction (G. Smirnow, *The Revolution disarmed*, New York, ERA, 1979).

le local du syndicat de EBNER[1187]. Les deux coordinations formeront bientôt le « CI industriel et de la pêche » Talcahuano. D'autre part, dans le port de Valparaíso, le seul port de grande taille proche de la capitale et dans la ville balnéaire voisine, Viña del Mar, des CI sont également initiés. Ici, c'est l**a CUT provinciale aux mains du PS qui émet une déclaration - le 19 octobre - et appelle à constituer immédiatement sept grands Cordons industriels, classés par secteurs géographiques, en précisant leur composition, structure et fonction.** Les Cordons sont à cette occasion définis comme « *des organismes de défense de la classe* » et des organes « *d'information, d'appui interne, de mobilisation effective et de coordination avec la CUT* ». On y trouve dans ce cas précis aussi bien les bureaux de la fonction publique, les banques que les entreprises de la zone. Parmi ceux qui sont amenés à perdurer et avoir une certaine autonomie par la suite, citons les Cordons « 15 Norte » et « El Salto »[1188]. Plusieurs autres Cordons, comme nous le verrons, ne prennent corps que l'année suivante et ce pour seulement quelques semaines d'existence avant le coup d'Etat.

Plus largement, ce qu'il convient maintenant de déterminer est, dans quelle mesure, ces Cordons en formation ont effectivement réussi à maintenir la production et établir le contrôle ouvrier, comment ils ont pu assurer le ravitaillement et la surveillance des usines, de quelle manière ils ont su appuyer la *praxis* du ravitaillement direct dans les quartiers populaires ? C'est, en fin de compte, cette évaluation qui nous permet de voir jusqu'à quel point ils constituent effectivement des organes, même en germes, d'auto-organisation et de pouvoir populaire constituant.

[1186] Entretien avec Sixto Iturra réalisé, en avril 1979, par Jorge Magasich (*Op. Cit.*, pp. 133-134).

[1187] « La clase obrera: la única consecuentemente revolucionaria », *Trinchera*, Santiago, N°1, 29 de noviembre de 1972.

[1188] Consejo Directivo Provincial de la CUT de Valparaíso, *Declaración del 19 de octubre de 1972*, Valparaíso, 19 de octubre del 1972 in *El Combate*, Valparaíso, Nº 1, noviembre 1972 (Voir la déclaration publiée en Annexe N° 15). Selon la CUT, les entreprises devraient se répartir de la manière suivante : Nº 1 - Cordón Puerto : Las Habas, ENAFRI, Marítimos, Portuarios, Pesqueras ; Nº 2 - Cordón Centro : Impuestos internos, Bancos, Seguros, SUTE, Caja de previsión, Oficinas publicas, APEUCH, DINAC, SNS, Locomoción particular, Velcia, Chilectra ; Nº 3 - Cordón Almendral : Tabacos, CCU, Costa, Hucke, Construcción Grimo, Lumbretex, Feriantes, ETC, Municipales, Ferroviarios, UNIC-Flexuave, Litografía Moderna, Molinari, Barckham ; Nº 4 - Cordón 15 Norte : Lechera Acongagua, Sedamar, Textil Viña, Promar, Incopa, Gratry, Francioli y Zolezzi ; Nº 5 - Cordón El Salto : Cecinas Stark, Confites Volta, Massu, Papelera, Pons, Ceras Jonhson, Indus Lever, Montana industrial, Oxiquim, Sintex, Cimsa, Coca Cola, Wienecke ; Nº 6 - Cordón Con Con : COIA, ENAP, ENADI,

VIII – 3 – 2) La riposte ouvrière, les Cordons et la production

Carmen Silva, qui milite entre le CI Cerrillos et Vicuña Mackenna insiste sur l'ébullition qui traverse alors la société pendant octobre 1972. Si on en croit son témoignage, le degré d'organisation acquis au sein des Cordons (en l'absence de toute planification préalable) est spectaculaire : « *Cela a été une chose merveilleuse ! Presque toutes les usines de Santiago fonctionnant sans patrons ! Les ouvriers mettant en marche les choses les plus sophistiquées, dessinant des chaussures, vendant les produits au marché. Pour ma part, j'ai eu à organiser la mobilisation, faire une liste des camions, industries par industries afin d'amener les produits, voir combien d'ouvriers il y avait dans les usines et aller les chercher et les ramener, nous allions avec les éboueurs chercher du Gaz à Maipú et nous l'amenions à tout Santiago, les étudiants allaient à la gare chercher les légumes et les distribuaient dans les quartiers, il y avait de tout* »[1189].

Assurément, la résistance ouvrière à la grève d'octobre provient tout d'abord des grandes entreprises de l'Aire Sociale. En effet, celles-ci ont moins de difficultés à affronter la paralysie puisqu'elles ont davantage de stock, de moyens matériels pour le transport et surtout l'appui direct de l'Etat. Au niveau de l'entreprise SUMAR-Algodón, Juan Alarcón se rappelle qu'il n'y pas trop de problèmes de production du fait de la conscience de classe des salariés : « *l'entreprise était un monopole, il n'y avait pas de problème, nous étions préparés. La marchandise, nous la distribuions nous même, nous avions nos propres camions et véhicules, nous avions notre propre garage, avec des mécaniciens.* […] *Bon, sans aucun doute, l'entreprise a travaillé dans les conditions qui nous étaient imposées… Durant une grève de camionneurs, où ils arrêtent les bus et tout type de moyens de locomotion, les gens arrivaient en retard ou même peut-être n'arrivaient pas à leur poste de travail. Mais l'entreprise ne s'est jamais arrêtée, nous avons toujours produit. Nous nous sommes arrêtés quelques fois, par ce que nous avions une assemblée importante ou parce que nous allions à une manifestation* »[1190]. Neftali Zuñiga, ouvrier communiste «Interventor» de POLLAK, témoigne dans le même sens et insiste sur la dimension épique de cette résistance des travailleurs: « *nous, nous avons eu 6 personnes absentes, pas plus, tout le monde venait travailler. De Renca, de Puente Alto, de San Bernardo, ils venaient travailler, ils faisaient leur journée et rentraient chez eux. Nous, nous*

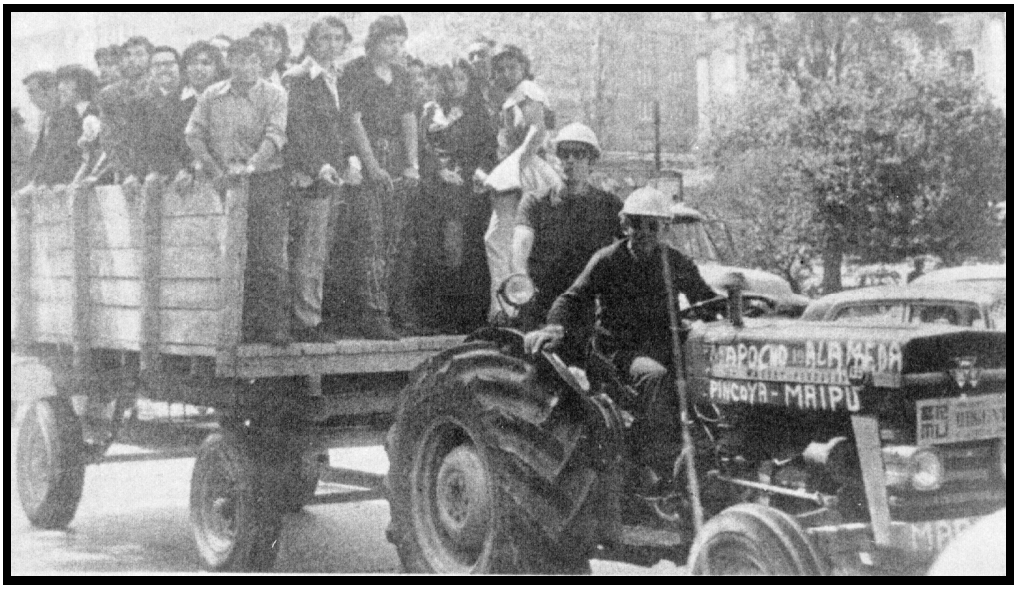
SOCOAGRO, Protexta, Chilectra, Agua Potable ; Nº 7 - Cordón Quintero-Ventana : ENAMI, ISESA, Terminal ENAP.

[1189] Entretien réalisé à Santiago, le 20 novembre 2001.

[1190] Entretien avec Juan Alarcón, Santiago, 11 juin 2002.

nous arrangions pour leur procurer une bonne alimentation, afin de pouvoir venir en marchant à 5 heures du matin, pour arriver ici à 8 heures ». Il se souvient que cette mobilisation a été le fruit d'un travail de conscientisation de la part des militants, lors des assemblées syndicales, ceci au-delà des divisions politiques : « […] *les différences politiques nous les laissions de côté et nous voyions le bien de tous* »[1191]. **Les salariés de ce secteur, qu'ils appartiennent à la Démocratie chrétienne, à la gauche ou qu'ils soient non organisés, parviennent ainsi à maintenir partiellement la production en faisant fonctionner les usines de l'APS**.

Photo N° 17 : Transports « alternatifs » durant la grève patronale d'octobre 1972



Source : *IC. Testimonio H. Méry*, Santiago, N° 18, 31 de octubre de 1972

En province, la mobilisation atteint des proportions énormes. Ainsi, si on se fie aux statistiques de la revue *Chile Hoy*, dans la province de O'Higgins, seulement 150 salariés sont comptabilisés en grève (sur plus de 120 000)[1192]. Dans la capitale, à l'usine SUMAR-Poliester (CI San Joaquín) tous les techniciens et ingénieurs continuent à travailler activement, aux côtés des ouvriers[1193]. A l'usine de cuivre MADECO, ce sont les dirigeants du syndicat ouvrier qui décident par eux-mêmes de résoudre le problème de ravitaillement en cuivre, alors que le gouvernement tarde à prendre des décisions. Ils occupent les camions de l'entreprise pour aller chercher la matière première et organisent un convoi de protection durant le trajet, qui

[1191] Entretien avec Neftali Zuñiga, Santiago, 29 mars 2002.
[1192] F. Zeran, "La fuerza del pueblo", *Chile Hoy*, Santiago, N° 20, 27 de noviembre del 1972.

comprend même une « voiture-balai » chargée de nettoyer la route des fameux « miguelitos » (dont la fonction est de crever les pneus et empêcher toute circulation)[1194]. Même chose, à l'usine CRISTALERIAS de Chile dans le Cordon Vicuña Mackenna. Le ravitaillement en matières premières, provenant de San Sebastián et Valparaíso, est bloqué. Ce problème produit un électrochoc mobilisateur au sein de l'usine, où tous les ouvriers se serrent les coudes afin de maintenir la production, quelle que soit leur option politique. Le travail volontaire est organisé, même de nuit et un convoi de plus de 30 camions mis en place avec l'aide du MOPARE. Les ouvriers ne possèdent aucune arme pour défendre de tels convois pourtant menacés. Selon les dires d'un des salariés : « *Nous n'avions rien* […] ; *seulement notre foi* »[1195]. Dans le CI O'Higgins, les salariés d'ex-YARUR se battent également pour continuer à produire. L'usine est maintenant ressentie comme propriété des travailleurs. Ce phénomène d'appropriation est clairement exprimé dans les multiples affiches et banderoles qui fleurissent dès les premières nationalisations dans tout le Cordon. Comme nous l'avons vu, sur la devanture de l'usine ex-YARUR, on peut lire : « *Territoire libre d'exploitation* » (voir paragraphe V – 1 – 2), mais c'est aussi un slogan que l'on retrouve un peut partout dans les périphéries de Santiago. C'est par exemple le cas de l'usine FENSA qui proclame que ce lieu de travail « *est définitivement dans les mains de ses travailleurs* » ou encore celui de l'usine ELECMETAL :

Photo N° 18 : Devanture de l'usine ELECMETAL (1972)

[1193] Voir le témoignage de Rigoberto Quezada, "Interventor" de cette usine (entretien réalisé à Santiago, en 1995 par Miguel Silva – *Op. Cit.*, p. 232).
[1194] Voir « La Clase obrera: la única consecuentemente revolucionaria », *Trinchera*, Santiago, N°1, 29 de noviembre de 1972 et pour une analyse générale de la mobilisation de MADECO durant cette période voir le chapitre cinq de la thèse de doctorat de Joël Stillerman (*From solidarity to survival. Transformation in the culture and style of mobilisation of Chilean metal worker under democratic and authoritarian regimes, 1945-1995*, New York, New School for social research, P.D. of philosophy, 1998).
[1195] J. Rojas, C. Rodríguez, M. Fernández, *Cristaleros: Op. Cit.*, p. 155.

Source : *Posición*, Santiago, Nº 31, 14 de noviembre de 1972

Les militants ouvriers de YARUR stimulent les solidarités avec les petites et moyennes entreprises, facilitent la réparation de véhicules endommagés par le sabotage et prêtent leur immense garage pour protéger les camions du Cordon. Le degré d'organisation de YARUR est aussi démontré par l'action de ses brigades d'autodéfense. Selon Peter Winn, qui en a été le témoin, YARUR est capable de mobiliser en seulement quelques minutes plus de 1000 ouvriers armés de bâtons de combat (seulement), afin de sécuriser l'usine en cas d'assaut. L'une de ces brigades joue d'ailleurs les groupes de choc pour défendre un local de l'UP menacé par les bandes de *Patria y Libertad*[1196]. Car **dans toutes les ceintures industrielles du pays, le mouvement ouvrier doit aussi combattre des bandes armées et bien structurées, financées par le grand patronat, qui essayent d'empêcher toute résistance à la paralysie du pays[1197].** Les témoignages abondent sur de tels affrontements et la revue *Punto Final* publie en novembre, une liste impressionnante de tous les attentats qui se sont déroulés durant le mois précédent. Ainsi, Andrés Rivera, salarié de FENSA et militant socialiste se rappelle que les nervis de *Patria y Libertad*, armés de fusil de chasse et de pistolets, leur confisquent les camions pour le mettre au « cimetière des camions » qu'ils possèdent au niveau de Vicuña

[1196] P. Winn, *Weavers of revolution, the YARUR workers and Chile's road to socialism*, *Op. Cit.*, p. 238.
[1197] Outre les fascistes de *Patria y Libertad*, la bourgeoisie urbaine met en place des milices paramilitaires extrêmement bien structurée, en particulier dans les beaux quartiers du *barrio alto* : il s'agit de PROTECO soit

Mackenna[1198]. Même chose en ce qui concerne Edmundo Jiles, menacé de mort au sein même de son syndicat par des groupes d'extrême droite. Quant à Tomás Inostroza, il se rappelle que toute sortie dans la rue nécessite un minimum de préparation défensive, au moyen du maniement de nunchakus, bâtons longs, bombes molotovs, voire quelques pistolets. C'est aussi face à de telles épreuves que le CI joue un rôle important d'appui aux mobilisations. Bien souvent, les militants des Cordons industriels organisent des brigades qui sortent dans la rue pour "exproprier" les camions, défendre un convoi ou encore une usine occupée, transporter les travailleurs. C'est ce type d'actions auxquelles participent Luís Ahumada, militant du régional centre du PS et activiste au sein du CI Vicuña Mackenna : « *Je pense que le plus important de ce que nous avons impulsé à travers les Cordons a été la solidarité, de mur à mur, d'usines à usines. Cette solidarité, qui était 'innée' chez les ouvriers, nous avons contribué à ce quelle se manifeste en termes concrets: une usine se solidarisait avec les luttes d'une autre usine voisine, pas comme avant où une entreprise était en conflit et les industries alentours n'en avaient parfois même pas idée. Nous avons contribué à matérialiser cette solidarité d'ouvrier à ouvrier. Et comme les Cordons ont réussi a obtenir une expression populaire assez large, ils sont devenus par la suite une référence parmi la population du secteur, de telle manière que quand il y avait une entreprise en conflit, elle recevait aussi la solidarité des organisations sociales des alentours* ». Luís Ahumada caractérise octobre 1972, comme un des moments les plus importants de démonstration de la force des Cordons[1199]. C'est aussi l'avis de Mario Olivares, pour qui octobre 1972 correspond au point culminant de la mobilisation du CI Vicuña Mackenna. Selon ses dires, il se transforme alors momentanément en « *embryon de pouvoir local* » : « *C'est à ce moment que pour la première fois, les brigades de défense - constituées fondamentalement par les Cordons industriels - qu'il y avait à l'intérieur des industries jouent un rôle déterminant. Armés avec des armes de poings, des pistolets, des revolvers, nous sortions exproprier les bus et nous les amenions à l'intérieur des entreprises, qui étaient aux*

« Protection de la communauté ».Voir « La burguesía promulgo la ley de moraga », *Punto Final*, Santiago, suplemento al N°170, 7 de noviembre de 1972.

[1198] Témoignage de Andrés Rivera recueillit par Miguel Silva (*Op. Cit.*, p. 239).

[1199] "*¿Tu recuerdas que hicimos algunas demostraciones de fuerza? Eso era especialmente en octubre de 1972 (el Paro de octubre), en que hicimos unas demostraciones de fuerza para lograr organizar la movilización concreta de la gente hacia su casa y los lugares de trabajo; en ese tiempo los camiones, las micros estaban parados, entonces nosotros nos tomábamos un camión y le decíamos al dueño que lo devolveríamos a penas terminado el conflicto. Eso lo hacíamos para distribuir alimentos, para movilizar a los trabajadores y para que el país marchara...*". Entretien réalisé à La Serena, le 24 juin 2002.

mains des travailleurs ; et de cette manière, nous garantissions que la production ne s'arrête pas, nous allions chercher les travailleurs et les ramenions de leur lieu de travail »[1200].

L'exemple du Cordon Macul montre bien le rôle joué par le PS dans ces moments de mobilisation des CI. En effet, si les socialistes accompagnent le mouvement d'occupation des entreprises, c'est en tentant de jouer un rôle de modérateur et de canalisation des luttes. Dans le cas du CI Macul, il s'agit de faire respecter par les salariés la liste des 16 entreprises prévues pour l'APS dans cette zone par le gouvernement. Avant chaque occupation, Tomás Inostroza demande à être mis au courant et consulte immédiatement la direction régionale qui lui donne, ou non, l'aval du gouvernement pour occuper l'usine. Malgré tout, il apparaît comme « un provocateur » aux yeux de certains de ses camarades. D'autres tâches paraissent coordonnées par le CI Macul : surveiller des entreprises au moyen de piquets de militants, faire pression, voire menacer physiquement, les usines qui refuseraient de se remettre au travail ou encore obliger à ouvrir les négoces ayant fermé leurs portes[1201].

Parallèlement, dans tout Santiago et quelques grandes villes, plusieurs petites entreprises dynamiques ou de taille moyenne, abandonnées par leur patron, essaient elles aussi de réorganiser la production, le ravitaillement, la défense des usines. Leurs dirigeants syndicaux essaient d'entrer en contact avec les coordinations ou les CI lorsqu'ils existent. Ainsi, à ALUSA, les ouvriers rejettent l'appel de la gérance à paralyser la production et l'organisent par eux-mêmes, sans la direction et de nombreux techniciens. En face d'ALUSA, sur l'avenue Vicuña Mackenna, se trouve une autre entreprise privée : LUCHETTI. Là encore, l'assemblée des salariés refuse la grève et ils prennent en main la production[1202].

Comment le CI Cerrillos-Maipú s'est-il, quant à lui, mobilisé ? Hernán Ortega, qui est désormais président du Cordon, qualifie les assemblées du CI réalisées pendant octobre comme « *historiques* », au sens où elles rassemblent massivement. Surtout, le CI voit affluer tant des dirigeants de la CUT - locale ou nationale – que divers représentants des partis de gauche à la recherche d'un contact avec les bases, qu'ils semblent avoir perdu[1203]. Au tout début de la grève, les mobilisations du Cordon parviennent à imposer l'intervention d'entreprises comme

---

[1200] "*¡Nos tomamos todo el sector industrial de Vicuña Mackenna y te imaginas desde Vicuña Mackenna hasta Av. Matta, prácticamente, muy cerca del centro de Santiago hasta Puente Alto! ¡Todo Vicuña nos tomamos, todo eso y todas las empresas!*". Entretien réalisé à Santiago, le 1° mai 2002. Il est possible qu'il y ait dans ce témoignage une confusion avec le 29 juin 1973, jour où effectivement il y a une mobilisation tout au long du Cordon (voir la quatrième partie).

[1201] Témoignage de Tomás Inostroza, recueillit à Santiago, le 4 juillet 2002.

[1202] « La burguesía promulgo la ley de moraga », *Punto Final*, Santiago, suplemento al N°170, 7 de noviembre de 1972.

SALINAS, CIC et CODINA. A CIC, les salariés maintiennent la production, malgré la désertion d'une partie de l'encadrement technique, alors qu'à INDURA, les ouvriers obligent les techniciens à rester (sous la menace de les licencier)[1204]. Selon l'enquête de terrain de l'équipe d'Eder Sader, CIC fonctionne réellement durant quelques jours sous contrôle ouvrier[1205]. A FENSA, les salariés, comprenant l'importance d'une coordination effective du Cordon, exigent clairement des dirigeants syndicaux qu'ils s'intègrent au Cordon. Des tours de garde sont organisés autour d'un comité de défense de l'industrie[1206]. Tout comme CIC, DESCO et AMERICAN SCREW après avoir été occupées, sont réquisitionnées par le gouvernement. Dans plusieurs usines du secteur, le CI Cerrillos-Maipú facilite l'installation de comités de surveillance et de comités de production dans les usines privées[1207].

Indéniablement, pendant « l'octobre rouge » chilien, alors que se multiplient les occupations d'usines et, dans certaines usines, des formes timides de contrôle ouvrier, plusieurs des fondements de l'accumulation du capital et de la propriété privée des moyens de production sont remis en cause, transitoirement. L'aliénation et la réification que représente jusqu'alors le travail salarié, la séparation entre le travailleur et l'objet de son travail, la création de la plus-value, tout ceci est largement questionné. Sans aucun doute, le fait que les salariés occupent massivement leur unité de production et développent de multiples formes d'autogestion pendant plusieurs jours peut être perçu comme le développement d'une « conscience révolutionnaire »[1208]. Pourtant, encore une fois, les faits sont têtus. Et, **faire aujourd'hui l'apologie des Cordons industriels pour comprendre le processus révolutionnaire chilien serait peu constructif. Finalement, les quelques CI effectivement en fonction durant octobre 1972, facilitent surtout les mobilisations des travailleurs, mais sans jamais intervenir directement *en tant que Cordons* dans la gestion de la production, c'est-à-dire là où est situé le cœur du pouvoir du capital.** L'action essentielle de ces coordinations syndicales combatives est d'appuyer, de l'extérieur, les occupations d'usines, faciliter le transport des travailleurs, organiser des brigades de défense, faiblement armées, afin de

---

[1203] Entretien réalisé à Iquique, le 6 novembre 2001.
[1204] F. Zeran, "La fuerza del pueblo", *Chile Hoy*, Santiago, N°20, 27 de noviembre del 1972.
[1205] C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, *Consejo comunal de trabajadores y Cordón Cerrillos-Maipú*, *Op. Cit.*, p. 34.
[1206] E. Carmona, « Vigorosa repuesta de la clase obrera », *Punto Final*, Santiago, N°170, 7 de noviembre de 1972.
[1207] C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, *Consejo comunal de trabajadores y Cordón Cerrillos-Maipú*, *Op. Cit.*, p. 34.
[1208] C'est l'avis de Luís Vitale dans : *Para recuperar la memoria histórica*, *Op. Cit.*, p. 206.

réquisitionner quelques bus ou commerces fermés et surtout informer et faire se rencontrer les dirigeants syndicaux.

L'enquête orale confirme cette évaluation de la praxis des CI durant octobre 1972. D'ailleurs, selon Fernando Quiroga, il serait complètement erroné de croire que tous les travailleurs se sont mobilisés contre la grève patronale, même au sein du CI Cerrillos. Il croit au contraire que la mobilisation a été insuffisante et qu'une minorité seulement s'auto-organise et « *freine la grève* »[1209]. Et pour Neftali Zuñiga, non seulement les CI ne jouèrent pas ce qui aurait dû être leur rôle (c'est-à-dire celui du contrôle de la production), mais au contraire, selon ce syndicaliste communiste, ils contribuèrent à "troubler" le bon fonctionnement des entreprises, en multipliant les appels aux marches et autres manifestations[1210]. On pourra objecter que ces opinions sont celles de militants qui se sont montrés hostiles à l'idée des Cordons. Cependant, même des militants MIR de Cerrillos, favorables aux Cordons, reconnaissent que leur capacité de réponse en termes de contrôle de la production reste faible. Javier Bertín, chargé du front syndical du MIR à Maipú, estime d'ailleurs que les mesures de contrôle ouvrier, dans cette période, ne se sont d'ailleurs pas généralisées, loin de là[1211].

VIII – 3 – 3) Les Cordons industriels, l'Aire sociale et la bataille pour la distribution

Avant d'effectuer un bilan plus général de la grève patronale, il faut aborder un autre aspect de la résistance et de l'auto-organisation ouvrières, celui de la distribution et du ravitaillement. Nous aborderons ici essentiellement, les initiatives prises depuis les usines et les Cordons industriels, puisque nous reviendrons par la suite sur la bataille pour le ravitaillement direct mené par les quartiers populaires et le mouvement *pobladores*.

[1209] Entretien réalisé à Santiago, le 1 décembre 2002.

[1210] "Los *cordones tenían que regular el funcionamiento de las empresas y si hubiesen sido más visionarios los dirigentes de esos cordones industriales, tenían que tomar con tal seriedad su papel de llegar a exigir a las empresas del área social su hoja de producción. Es decir esta empresa el mes pasado produjo 1000 y por que ahora produjo 800, porque falto materia prima, porque se ausentaron los trabajadores y por que, muchas marchas, entonces. Pero aquí se equivoco en ese aspecto el papel que tenían que jugar los cordones. ¿Que hacían los cordones? Iban a la fabrica a decir: compañeros, tenemos que hacer una marcha, pa' presionar, por que queremos combatir esto y eso no era la manera de combatir, según mi opinión*". Entretien réalisé à Santiago, le 29 mars 2002.

Dans l'appel de plusieurs dizaines de dirigeants syndicalistes socialistes, paru en octobre 1972 et déjà cité, il est écrit : « *Les Commandos communaux au travers des JAP doivent se convertir en organismes de contrôle de la distribution et du ravitaillement* »[1212]. A titre d'exemple, ce tract demande de suivre la voie d'entreprises des CI de Santiago telles que YARUR, FENSA, FABRILANA et COMANDARI. En fait, si ces usines sont citées, c'est parce qu'elles ont su mettre en place un système de vente directe de leur production, en évitant le circuit commercial traditionnel. **En effet, la résistance ouvrière à l'offensive de la bourgeoisie ne passe pas seulement par une mobilisation au niveau de la sphère productive, mais aussi en ce qui concerne la distribution et la commercialisation des produits. L'interrogation au sein des usines est la suivante : à qui va-t-on distribuer et comment, si l'ensemble des transports son bloqués, les commerces fermés et les circuits de commercialisation condamnés par le boycott ? La réponse vient, une nouvelle fois, de l'inventivité militante et des formes diverses d'auto organisation.** Dès le troisième jour de la grève patronale, les ouvriers de SOPROLE (CI Vicuña Mackenna) occupent l'entreprise afin de maintenir la distribution du lait. En collaboration avec des organismes étatiques, la production est augmentée et le lait distribué, alors que le 18 octobre, l'usine est nationalisée[1213]. A l'usine ex-YARUR, une assemblée des travailleurs décide de ne pas fournir de tissu aux commerçants partisans de la grève patronale et de les rayer de la liste des clients de l'entreprise. Les travailleurs de PAÑOS CONTINENTAL, POLLAK et FANALOZA font de même[1214]. Parallèlement, il est décidé de vendre directement le quota de tissu auquel ont droit les salariés aux *pobladores* et aux paysans de la zone[1215]. Dans le CI San Joaquín, des comités de salariés de l'usine SUMAR réquisitionnent des camions pour organiser la distribution à San Miguel[1216].

Aussi, le Cordon Vicuña Mackenna organise une *Feria Popular* tous les dimanches. Plusieurs entreprises viennent vendre directement leur production à la population. Y participent notamment CRISTALERIAS de CHILE, Laboratorios GEKA, MANQUEHUE et QUIMANTU. A la fin octobre, les acheteurs de ce marché autogéré dépassent les 600

[1211] Entretien avec Guillermo Rodríguez et Javier Bertín, Santiago, 6 août 2003.

[1212] Manifiesto de los trabajadores socialistas, *Para avanzar hay que destruir el poder burgués*, Santiago, 23 octubre 1972 (Archives BDIC: F delta 126/10).

[1213] SOPROLE fait partie de la liste de 91 et c'est le dirigeant syndical Hernán Urra qui est nommé "Interventor". Voir J. M. M., « La derrota del poder empresarial », *Chile Hoy*, Santiago, N° 21, noviembre de 1972.

[1214] « La burguesía promulgo la ley de moraga », *Punto Final*, Santiago, suplemento al N°170, 7 de noviembre de 1972.

[1215] P. Winn, *Weavers of revolution*, *Op. Cit.*, p. 237-238.

personnes par jour[1217]. Selon Mario Olivares, toutes les entreprises présentes vendent quasiment à prix coûtant leurs articles[1218]. Autre exemple, les ouvriers de FENSA, de MADEMSA et d'autres usines de produits de la ligne blanche décident de vendre de manière directe, en ouvrant leurs entrepôts et distribuant leurs produits par le biais des syndicats, centres de mères et comités de quartiers. Les salariés de plusieurs usines textiles font de même avec le tissu, créant de nouveaux postes de vente. Quant aux ouvriers du monopole de gaz domestique, GASCO, avec l'aide du Cordon Cerrillos, ils utilisent les camions pour organiser des journées de travail volontaire (charge, décharge et répartition des bouteilles de gaz) sous protection du mouvement *pobladores* organisé[1219].

Dans le CI Cerrillos, la question du ravitaillement se pose de manière aiguë à la classe ouvrière, car la commune ne possède pas un mouvement de *pobladores* aussi organisé que dans les communes de La Florida, Nuñoa, San Miguel, Barrancas où ce sont les JAP et des organismes de ravitaillement direct qui prennent en charge ce problème (voir paragraphes suivants). A Maipú, la distribution réalisée par la DIRINCO se limite aux stricts principes de la distribution bureaucratique et du contrôle policier de longues files d'attente devant les rares commerces ouverts. Ainsi, ce sont les mobilisations des travailleurs de PERLAK, FENSA, INDURA, FANTUZZI et INSA qui ouvrent les commerces et exproprient les camions paralysés. Par la suite, comme à Vicuña Mackenna, un marché populaire est organisé, grâce aux industries de FANTUZZI et PERLAK (conserveries). Dans la première, on organise la distribution de nourriture et dans la seconde, c'est une soupe spéciale pour les enfants qui est imaginée. Celle-ci est inventée avec l'aide des techniciens du Service national de santé et celle d'autres usines du Cordon[1220]. Javier Bertín et Guillermo Rodríguez se rappellent précisément de ce type de création : ainsi, de nouvelles rations de poulet sont produites et distribuées aux familles ouvrières grâce à PERLAK ou encore, cette fois pour ce qui est du champ politico-militaire, une entreprise comme SILLEROS, commence à élaborer la construction de casques pour les combats de rue et des pièces de grenades. Ce projet est stoppé par le coup d'Etat[1221]… D'autre part, en collaboration avec les paysans de Melipilla, des produits frais et des conserves

---

[1216] F. Zeran, "La fuerza del pueblo", *Chile Hoy*, Santiago, N°20, 27 de noviembre del 1972.
[1217] « La clase obrera: la única consecuentemente revolucionaria », *Trinchera*, Santiago, N°1, 29 de noviembre de 1972. Faits confirmés par le témoignage de Camen Silva, déjà cité.
[1218] Témoignage recueillit par Miguel Silva (*Los Cordones industriales...*, *Op. Cit.*, p. 267).
[1219] « La clase obrera: la única consecuentemente revolucionaria », Santiago, *Trinchera*, N°1, 29 de noviembre de 1972. Faits confirmés par le témoignage de Camen Silva, déjà cité.
[1220] F. Zeran, "La fuerza del pueblo", *Chile Hoy*, Santiago, N°20, 27 de noviembre del 1972.

sont directement acheminés aux quartiers populaires de la zone, dont Villa Mexico et le *campamento El Despertar*. Chaque usine de denrées essentielles amène sa production (tel POLYCRON qui distribue du papier hygiénique). Apparemment PERLAK est aussi en contact avec des organisations de paysans, afin de planifier des échanges de services et matières premières, à la suite d'une prise de contact et de plusieurs visites sur les lieux de production[1222].

Le CI a comme projet d'organiser une *feria popular* de plus grande envergure dans le centre de la commune, mais le maire (DC) aidé des commerçants et d'une bande de "gros bras" font échouer - par la force - cette initiative[1223]. Malgré tout, plusieurs industries de Maipú continuent à distribuer leurs produits directement. Une seconde Feria est aussi prévue par le Cordon Cerrillos. Cependant, la fin de la grève et la normalisation civilo-militaire coupent court à ce type de velléités. En ce qui concerne le centre-ville, une industrie textile comme MONTERO qui appartient au Cordon Estación Central, travaille directement avec les JAP du secteur. Souvent, le cordon travaille avec les femmes des salariés de l'usine, qui sont membres actifs des JAP locales[1224]. A Macul, le CI fait pression sur les commerces fermés et les ouvre par la force si nécessaire, tel le supermarché ALMAC dans la *población Santa Julia* : une fois les cadenas rompus, le supermarché passe sous le contrôle du comité de *pobladores* et du comité de quartier présents. L'ALMAC est par la suite nationalisé (voir le paragraphe sur le « ravitaillement direct »)[1225]. Selon l'historien ultraconservateur, Robert Moss, à la fin de la grève prés de 150 commerces importants ont été occupés et un tiers d'entre eux sont par la suite nationalisés[1226]. Le film / documentaire de Patricio Guzman montre bien la vigueur des mesures de distribution prises par les CI de Santiago :

Photos N° 19 : les « magasins du peuple » filmé par Patricio Guzmán

---

[1221] Selon Javier, en ce qui concerne PERLAK, les décisions viennent du leader syndical Santos Romeo (Entretien avec Javier Bertín et Guillermo Rodríguez, Santiago, 6 août 2003).

[1222] Par exemple PERLAK offre aux organisations paysannes, les conseils d'un agronome, du nylon pour protéger les cultures, des semences d'importation contre leur production agricole (*Ultima Hora*, Santiago, 5 de abril de 1973).

[1223] C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, *Consejo comunal de trabajadores y Cordón Cerrillos-Maipú*, *Op. Cit.*, p. 35.

[1224] Voir M. Silva, *Los Cordones industriales…*, *Op. Cit.*, p. 268.

[1225] C'est Tomás Inostroza qui prend la responsabilité de « cette violation de propriété privée » (voir sont témoignage, réalisé à Santiago, le 4 juillet 2002).

[1226] R. Moss, *Chiles' marxist experiment*, Great Britain, David and Charles, coll. World realities, 1973, p. 161.

Source : P. Guzman, *La Batalla de Chile*, Chile/Cuba/Venezuela, 1975-1979, 3 partes

En province, on peut supposer que de telles pratiques ont également eu cours. Ainsi, à Chiguayante, c'est le local syndical de TEXIL CAUPOLICAN qui est offert à la disposition de la DIRINCO[1227].

Une autre dimension de ces échanges est le troc, organisé par les salariés de l'APS. Bien entendu, tout cela mécontente considérablement la plupart des commerçants. Leur journal officiel annonce par exemple, que les usines de la ligne blanche, qui représentent 80% de ce secteur économique, ne livreraient à la fin 1972, que 45% de leur production au commerce établi (chiffre vraisemblablement grossi). Le journal dénonce d'autre part que « *les usines nationalisées donnent leur préférence aux commerçants qui n'ont pas fermé durant la grève d'octobre, ce qui non seulement est discriminatoire mais constitue également un élément de pression contre le commerce* »[1228]. En effet, bien qu'elles existent avant cette date, se multiplient pendant octobre les formes de troc entre les travailleurs[1229]. Pour Guillermo Rodríguez : « *il y a d'autres formes par lesquelles va se développer et s'exprimer le contrôle ouvrier, qui ont à voir avec le manque de ravitaillement de la population et surtout avec la crise du marché pendant octobre. Ce qui se passe, c'est que l'industrie commence à troquer, il y a une assignation de quotas et des marchés parallèles sont créés. De cette manière, les travailleurs font parvenir une certaine partie de la production au marché populaire* ». Ce système existe entre les entreprises de l'APS – on échange par exemple des pneumatiques contre des conserves ou un réfrigérateur – et aussi, des salariés de l'Aire sociale vers la population alentour. Teresa Quiroz se souvient que ces formes de distribution alternatives se développent largement du fait de la pénurie et, que dans certains Cordons, se met en place un échange direct entre des paysans qui viennent échanger leurs produits frais contre des articles issus de l'industrie. En effet, parmi les avantages qui découlent de l'intégration à l'APS, il y a le droit à un quota sur des articles produits, pour chaque famille. De plus, des « économats », sortes de petites coopératives internes aux entreprises, sont installés. Prenons l'exemple d'ALUSA dans le Cordon Vicuña Mackenna : des denrées de base sont achetées comme le sucre qui vient de Valparaíso, le thé ou encore plusieurs milliers de kilos de pâtes à l'entreprise LUCHETTI voisine ; le tout est ensuite revendu très bon marché parmi les salariés. Selon

---

[1227] *El Rebelde*, Santiago, 30 de octubre de 1972.
[1228] "Cámara de diputados investiga a las distribuidoras estatales", *Carta Informativa*, Santiago, N°3, diciembre 1972 - enero 1973.
[1229] Voir le témoignage de Teresa Quiroz, réalisé à Santiago, le 18 mars 2002.

Carlos Mújica, l'une des fonctions du Cordon est aussi de contrôler ce type de distribution, afin d'éviter la spéculation possible[1230].

L'ensemble de ces pratiques permet de combattre ponctuellement la pénurie dans les quartiers qui ont la chance d'avoir d'importantes industries de l'APS ou encore une coordination qui fonctionne réellement. Pourtant, en l'absence d'une planification nationale et d'un contrôle démocratique à tous les échelons, ces formes de ravitaillement montrent aussi leurs limites. Tout d'abord, ce sont presque uniquement les entreprises du domaine nationalisé qui ont la capacité pour s'organiser de cette manière. Et si on en croit les chiffres fournis par une commission d'enquête de la chambre de députés, certains travailleurs et dirigeants syndicaux profitent réellement de cette aubaine pour augmenter leurs revenus et spéculer. On peut donner l'exemple de FENSA, pour laquelle cette commission signale que seulement quatre dirigeants syndicaux auraient acheté 63 produits pour les revendre ensuite (21 réfrigérateurs, 13 machines à laver, 11 cuisinières, 18 radiateurs)[1231]. Ce cas est révélateur et il est confirmé par l'ouvrier et "Interventor" de CRISTELARIAS de CHILE (Alberto Muñoz). C'est d'ailleurs cet exemple à ne pas suivre qui l'amène à négocier avec l'assemblée des salariés, afin d'abandonner l'idée des quotas pour le transformer en un bonus en argent[1232].

Juan Alarcón reconnaît qu'il y a eu effectivement certains « profiteurs » de cette espèce et qu'il a fallu les combattre[1233]. D'ailleurs les partis de gauche eux-mêmes critiquent ces abus puisque cela tend à accentuer les différenciations au sein de la classe ouvrière et accroît les privilèges des salariés de l'APS par rapport à la grande majorité. Le PC n'a pas de mots assez durs contre ces pratiques « *erronées* », qui font croire que pour combattre le marché noir, « *il faut laisser de côté l'utilisation du commerce et des relations monétaires-mercantiles* »[1234]. En janvier 1973, le MAPU dans son appel à défendre la consommation populaire et à organiser « le pouvoir populaire » appelle aussi à l'élimination du troc, des paiements en marchandise et de tous types de privilèges liés au ravitaillement. De même, les entreprises de l'APS sont sommées de livrer toutes les marchandises au circuit de distribution étatique et les économats

---

[1230] Voir M. Silva, *Los Cordones industriales…*, *Op. Cit.*, p. 267.
[1231] "Cámara de diputados investiga a las distribuidoras estatales", *Carta Informativa*, Santiago, N°3, diciembre 1972 - enero 1973.
[1232] J. Rojas, C. Rodríguez, M. Fernández, *Cristaleros*, *Op. Cit.*, p. 159.
[1233] Entretien réalisé à Santiago, le 11 juin 2002.
[1234] Voir l'article de José Cadémartori dans *El Siglo*, Santiago, 28 de noviembre de 1972 et « Asunto clave: derrotar el mercado negro », *El Siglo*, Santiago, 17 de diciembre de 1972.

sont dénoncés au profit d'un renforcement des Commandos communaux[1235]. Le problème est bien là justement, les CI - et encore moins les Commandos communaux - n'apparaissent à aucun moment comme de véritables organismes gestionnaires du ravitaillement de l'ensemble de la population d'une commune. Ils ne possèdent encore pas une organisation, une participation, ni même une direction politique qui en est capable. On assiste davantage à des expériences, extrêmement riches mais partielles, qui ont du mal à se structurer. Ces initiatives démontrent toutes les possibilités potentielles des Cordons industriels s'ils étaient parvenus à tisser des liens solides avec les communautés alentour, en particulier avec les *pobladores*, les paysans et à intégrer plus fortement le prolétariat du secteur privé.

La faiblesse de ce type d'alliance met justement en péril le projet même du Commando communal, conçu comme une alliance populaire large. Parmi les essais de rapprochement entre le mouvement paysan et les Cordons industriels, on peut citer la rencontre qui est organisée, en avril 1973, entre des dirigeants du Cordon Cerrillos-Maipú et le Conseil Communal paysan de Cautín[1236]. L'un des objets de la rencontre est d'essayer d'établir des formes de ravitaillement direct entre la ville et la campagne, qui pourraient passer par l'échange de marchandises provenant des industries contre des aliments. José Purran, président du conseil paysan d'une région où le mouvement est marqué par son degré de radicalisation (forte présence du MIR), avance les mêmes idées sur le ravitaillement que les CI (expropriation des grandes entreprises de distribution, création de magasins populaires et de développement de centrales de ravitaillement à la campagne). Cette réunion dirigée par Hernán Ortega cherche à réfléchir sur les ponts de communication possibles entre les formes de « pouvoir populaire » à la ville et celles de la campagne. Pourtant, si l'on en croit le récit qu'en fait *La Aurora de Chile*, il semble que peu de mesures concrètes aient été décidées à cette occasion. Comme l'admet le représentant paysan de Cautín, il reste beaucoup à faire dans l'organisation tant des paysans que des ouvriers pour pouvoir établir de tels canaux de distribution.

Ainsi, malgré leur caractère symboliquement et politiquement fort, ces diverses *praxis* distributives venues d'en bas, pour combattre la pénurie, en restent à leurs balbutiements[1237]. La

---

[1235] "A defender el consumo, organizando el poder popular: las tareas que el MAPU plantea a las masas para desarrollar el control popular", *El Combate*, Santiago, N° 3, enero de 1973.
[1236] "Consejos campesinos y cordones industriales: poder obrero-campesino", *La Aurora de Chile*, N° 19, Santiago, 19 de abril de 1973 et F. Zeran, "Encuentro obrero-campesino: ¿donde están nuestros productos?", *Chile Hoy*, Santiago, N° 48, mayo 1973.
[1237] Selon l'évaluation qu'en fait Mario Olivares: « *casi no logramos organizar la distribución, fue muy incipiente*" (Témoignage recueillit par Miguel Silva in *Los Cordones industriales...*, *Op. Cit.*, p. 267).

« normalisation » militaro-institutionnelle, imposée par l'exécutif, a tôt fait d’étouffer dans l’œuf ces tentatives de « pouvoir populaire constituant ».

Chapitre IX) La normalisation civilo-militaire

IX – 1) Normalisation civilo-militaire et démobilisation des Cordons industriels

IX – 1 – 1) Bilan de la grève d'octobre : décentralisation politique et bonapartisme *sui generis*

La crise d'octobre représente une phase cruciale de l'évolution des relations entre le gouvernement de Salvador Allende et le mouvement social, plus particulièrement entre le mouvement ouvrier et ses formes de représentation historiques (partis politiques, CUT). Cette crise détermine par la suite – en partie - la politique gouvernementale et c'est ce souvenir d'octobre, qui anime la plupart des luttes du mouvement social pendant l'année 1973. Il y a, à partir de cette date, une fissure dans l'équilibre instable existant entre la classe ouvrière, ses militants et "leur" gouvernement, alors que ce dernier est acculé à des choix décisifs du fait de la paralysie économique du pays. **Il s'agit bien là d'une crise systémique qui montre la dislocation du pouvoir étatique ; et surtout qui met au centre du débat la question des relations entre société civile et société politique dans une telle conjoncture. En suivant la plume de Gramsci, on peut parler d'une crise d'hégémonie : le fameux "Etat de compromis", tant invoqué par les sociologues actionnalistes, est alors partiellement disloqué.** Comme l'écrit M. N. Sarget : « *La crise d'octobre constitue un tournant majeur dans l'évolution politique du pays : le lieu des affrontements de classe s'est déplacé de l'Etat vers la société civile, où les acteurs de classe mènent leur combat directement, sans passer par la médiation de l'Etat qui s'était imposé au Chili depuis 1925, avec le vote du code du Travail. Ce déplacement tend à renforcer la violence au sein de la société chilienne, les affrontements de classe ayant traditionnellement été d'une extrême brutalité, tant dans les villes que dans les campagnes* »[1238]**.** Au sens de Poulantzas, ce sont bien les signes avant coureurs d'une crise de l'Etat capitaliste qui se développent, même si n'y a

[1238] M. N. Sarget, *Système politique et Parti socialiste au Chili: un essai d'analyse systémique*, p. 354, L'Harmattan, Paris, 1994.

finalement pas rupture complète de son appareil, et notamment - fait essentiel - des forces armées[1239].

Ce moment crucial de l'UP démontre les capacités de la mobilisation collective, la profonde décentralisation de l'activité politique. **C'est avant tout l'action décidée d'une partie de la population, et particulièrement les mobilisations ouvrières, qui a permis cette « *défaite du pouvoir patronal* »**[1240]. Celles-ci remettent ouvertement en question les relations de production. Il existe alors une nette tendance à la rupture avec les schémas traditionnels de « faire la politique ». **Le terme de « pouvoir populaire » revendiqué par toute une fraction de la gauche chilienne apparaît alors comme une réalité transitoire.** « *La démocratie de « tout le peuple » menace les formes représentatives et délégatoires de faire la politique. La dynamique de socialisation des luttes se diffuse au long de tout le territoire et revient multipliée à l'intérieur des entreprises. La « participation populaire » commence à se transformer en « pouvoir populaire* »[1241]. On peut parler de la naissance d'un pouvoir populaire constituant ou encore des prémisses d'une « dualisation » de pouvoir, ce qui constitue l'un des traits essentiels de tous les processus révolutionnaires contemporains[1242]. **La multiplication des essais de coordination des classes dominées, en dehors de tout modèle pré-établi, répond aussi à un vide profond de direction politique de la part des grands partis de gauche. Cependant, la spécificité au Chili est que cette expérience, non prévue par les partis politiques, s'installe non pas *contre* le gouvernement, mais dans l'optique de le défendre** car il représente encore, au niveau subjectif, l'incarnation du projet de transition pour la majorité du mouvement ouvrier[1243]. Il est ainsi exagéré de parler de la généralisation de « Commandos communaux » au sens de véritables organes de pouvoir (tel que nous l'avons défini dans les paragraphes

---

[1239] Hugo Cancino insiste - à juste titre - sur l'intérêt théorique du concept de « crise », suggéré par Nicos Poulantzas pour aborder cette période de l'UP. Voir notamment N. Poulantzas, *La crisis del Estado*, Barcelona, Ed. Fontanella, 1976 et N. Poulantzas, *Political Power and Social Classes*, London, New Left Books, 1973.

[1240] "La derrota del poder empresarial", *Chile Hoy*, Santiago, N°21, 1972.

[1241] L. Cruz Salas, "Estado, partidos y movimiento obrero" in Vvaa, *Para recuperar la memoria histórica. Frei, Allende, Pinochet*, Santiago, Ed. Chile América – CESOC, 1999, pp. 411-412.

[1242] F. Gaudichaud, « Contrôle ouvrier et dualisation du pouvoir: le cas du Chili de l'Unité populaire » in *Dissidences – Bulletin d'études des mouvements révolutionnaires*, Nancy, N° 7, décembre 2000, pp. 3 à 8. Voir la première partie de ce travail.

[1243] Sur cet aspect, je suis en accord avec Hugo Cancino qui conteste les interprétations d'octobre comme celles de la naissance d'une conscience d'opposition de classe au projet politique du gouvernement ou encore comme la naissance « d'une voie insurrectionnelle » au sein du processus révolutionnaire chilien (H. Cancino, *Op. Cit.*, p. 303).

précédents)[1244]. On retrouve une part de cette mystification chez certains analystes comme Patricia Santa Lucia. Ceci est flagrant lorsqu'elle décrit les CC comme de possibles « *assemblées populaires provinciales* », base d'une future Assemblée populaire nationale[1245]. Même chose chez Marta Harnecker, dans son article de bilan sur octobre 1972 intitulé « Les Commandos communaux et le problème du pouvoir »[1246] ou encore dans les écrits de Maurice Najman et de Gabriel Smirnow[1247]. Néanmoins, l'autre bilan capital que l'on peut tirer de "l'octobre rouge" est qu'à chaque avancée effectuée par le « pouvoir populaire constituant », **il y a amplification du débordement du gouvernement et autonomisation du mouvement social envers la direction des grands partis. Chaque pas important du « pouvoir populaire » est accompagné d'une rupture, même limitée avec, l'Unité populaire**[1248]**.** Pour l'historien Peter Winn, octobre a signifié le plus clair et intense conflit de classe que le Chili contemporain ait jamais vécu : « *le saut qualitatif de la conscience et de l'organisation de la classe ouvrière, de la mobilisation et du militantisme, de l'unité et l'activité ont été une conséquence involontaire de la grève d'octobre. Afin de contrer la grève patronale, les travailleurs chiliens ont créé des institutions de classes plus représentatives, réceptives et puissantes* »[1249]. Cette unification à la base multiplie les rapprochements de vues au sein des usines, brise pour un temps les divisions politiques fratricides et montre - par exemple comme à SUMAR POLYESTER - des salariés DC, MIR et UP unis par une forte solidarité ouvrière, une solidarité gagnée au coude à coude dans le tourbillon de la mobilisation collective[1250]. A ce moment là, la question est donc : comment le gouvernement de l'Unité populaire doit-il faire usage de ces multiples formes d'auto-organisation qui le soutiennent et utiliser cette impulsion de la base pour approfondir une transition « institutionnelle » paralysée ? Car c'est bien cette « révolution par en bas » en gestation qui oblige Allende à reconnaître officiellement, dans les

---

[1244] Comme le fait par exemple, le socialiste Manuel Dinamarca, membre de la direction de la CUT et du DENAS dans M. Dinamarca, « Los hechos de Octubre », *Trinchera*, Santiago, N°2, diciembre 1972.

[1245] P. Santa Lucia, « The industrial working class and the struggle for power in Chile » dans P. O'Brien, *Allende's Chile*, *Op. Cit.*

[1246] Elle décrit les Commandos comme de véritables organismes de pouvoir, qui auraient atteint « *un niveau supérieur d'organisation puisqu'il ont réussit à incorporer dans un même appareil de coordination et exécution les ouvriers, paysans, pobladores, étudiants, professeurs et techniciens* » (M. Harnecker, « Los comandos comunales y el problema del poder », *Chile Hoy*, Santiago, N°26, 14 de diciembre de 1972).

[1247] M. Najman, *Le Chili est proche*, *Op. Cit.*, p. 22 ou G. Smirnow, *Le développement de la lutte pour le pouvoir pendant l'Unité populaire*, Thèse de troisième cycle, Paris VIII, 1977, p. 94.

[1248] Voir l'analyse de J. Magasich, *Pouvoir réel, pouvoir formel*, *Op. Cit.*, p. 136.

[1249] P. Winn, *Weavers of Revolution…*, *Op. Cit.*, p. 239.

[1250] Voir la transcription du forum de discussion organisé dans cette usine, début octobre 1972 : « La empresa no sera devuelta. Afirman trabajadores, inclusive del PDC », *Punto Final*, Santiago, Suplemento del n°168, 10 de octubre de 1972.

jours qui suivent la fin de la grève, que la résistance est venue avant tout du mouvement social, des organes naissant de « pouvoir populaire ». Ainsi que le note l'ambassadeur du Mexique dans son journal de bord : « *la grève, qui dura 26 jours et fut attaquée par les Cordons industriels* […], *ne parvint finalement pas à réussir son objectif de destituer le président Allende, qui, après avoir donné des positions à divers chefs militaires dans son cabinet, reconnut que s'était la force du peuple organisé qui avait désarmé le premier essai sérieux pour faire chuter le gouvernement* »[1251].

En effet, le 30 octobre, le cabinet démissionne et le lendemain, les conditions des grévistes pour un accord sont publiées, parmi lesquelles l'absence de représailles et la limitation institutionnelle de l'Aire Sociale (projet de loi Hamilton-Fuentealba)[1252]. Allende, qui durant toute la période du conflit, a tenté de négocier avec les grévistes et l'opposition, montre qu'il est prêt à leur céder du lest : **le 2 novembre 1972, un nouveau cabinet est formé, dirigé par le Général en chef des forces armées, Carlos Prats.** Ce dernier est un loyaliste, assez proche d'Allende. Comme le note Pierre Kalfon dans *le Monde*, il n'a rien du « gorille » latino-américain[1253]. Il est jusqu'au bout fidèle à ce principe, bien que ses *Mémoires* montrent qu'il a rapidement compris que la lutte des classes ne laisserait que peu de place au consensus et à des négociations menées strictement dans la cadre institutionnel[1254]. **Le cabinet comprend trois hauts dignitaires des forces armées[1255]. Par le biais de cette intégration, les militaires commencent à occuper le devant de la scène politique. L'intégration croissante de l'appareil syndical à l'Etat trouve là aussi son point optimum, avec l'entrée de deux des principaux dirigeants nationaux de la CUT**: Luís Figueroa (PC – au ministère du travail) et Rolando Calderón (PS – à l'agriculture). Quand ils assument leurs responsabilités gouvernementales, les dirigeants syndicaux conservent en même temps leur charge à la CUT[1256]. Par la suite (mars 1973), ils entrent au parlement en tant que députés. Une telle

---

[1251] Gonzalo Martínez, *Instantes de decisiones: Chile 1972-1973*, México, Ed. Gribaljo, 1998, p. 64.

[1252] *El Mercurio*, Santiago, 31 de octubre de 1972.

[1253] Voir son portrait dans P. Kalfon, *Allende. Chronique*, Paris/Biarritz, Atlántica, 1998, p. 153-154.

[1254] C. Prats, *Testimonio de un soldado*, Santiago, Pehuen, 1985.

[1255] *El Mercurio*, Santiago, 3 de noviembre de 1972. A noter que parmi les militaires qui entrent au gouvernement se trouve le contre-amiral Huerta (transports et travaux publics), qui est par la suite un serviteur zélé de la dictature et même un temps, premier ministre du régime de Pinochet. Claudio Sepúlveda, Général d'aviation se voit chargé quant à lui du ministère stratégique des mines par Allende.

[1256] Fait « illégal » car contraire aux statuts de la CUT. Voir F. Gaudichaud, « La Centrale unique des travailleurs, le mouvement ouvrier et les Cordons industriels durant l'Unité populaire (1970-1973) », *Dissidences (Blerm)*, Nancy, N°14-15, janvier 2004, pp. 57-74 (présenté en espagnol au séminaire International « A treinta años de la

cooptation tend à nier tout degré d'autonomie et d'autodétermination aux salariés et d'autre part, accentue les divisions politiques au sein de la classe ouvrière. Finalement, cela a pour conséquence d'éloigner davantage la CUT des luttes à la base : « *Le mouvement syndical, c'est sûr, acquiert dans cette période un pouvoir institutionnel plus fort, mais son pouvoir social s'affaiblit profondément* »[1257]. **A cette date, le gouvernement d'Allende s'oriente clairement vers des formes de *Bonapartisme sui generis,* à la manière qu'a pu le définir Léon Trotsky lors de son exil mexicain : c'est-à-dire qu'il prend le visage d'un arbitre du conflit social**[1258]. Comme le définit le Général Prats, le but du cabinet est « *de collaborer avec le président dans la tâche qu'il s'est fixé de sauvegarder la paix sociale* »[1259]. Les premières mesures de l'exécutif sont destinées à rassurer le patronat. Prats annonce qu'il n'y aura pas de sanctions contre les grévistes et que l'entreprise de distribution privée (CENADI) ne sera pas nationalisée. Par la suite, ce type de « contre-réforme », à rebrousse poil des avancées de la classe ouvrière pendant octobre, se multiplient en cascade : évacuation du journal *El Sur* à Concepción, appel à la restitution des biens occupés après le 10 octobre sans autorisation du gouvernement, évacuation de l'usine FERRILOSA et des usines électroniques d'Arica, report à mars 1973 des "décrets d'insistance" pour la nationalisation des entreprises prévues dans la liste des 91, etc…[1260]. **Ceci aboutit à l'élaboration du projet Prats-Millas, à la mi-janvier 1973. Ce projet élaboré par le ministre de l'économie communiste et le commandant en chef des forces armées - alors ministre de l'intérieur - prévoit de rendre de nombreuses entreprises au patronat et de restreindre l'extension de l'APS. D'autres usines doivent ainsi être mises sous un contrôle paritaire entre salariés et patronat, pendant qu'une solution légale est cherchée pour les intégrer à l'APS. Ceci signifie donner de nombreuses**

Unidad Popular. Balance de un proceso », organisé par l'Université Diego Portales du 1° au 3 septembre 2003, Santiago, Chili).

[1257] A. Cuevas, « La experiencia de la CUT (1953-1973): una visión critica », *Op. Cit*., p. 33.

[1258] Le dirigeant bolchevik a élaboré cette catégorisation dans son analyse de l'Etat mexicain et des relations de classes qui s'y jouait, et ceci particulièrement à propos de la nationalisation de l'industrie proposée par le président Cardenas (*La industria nacionalizada y la administración obrera*, México, 12 de mayo de 1939). Elle cherche à expliquer comment en Amérique Latine, les gouvernements oscillent entre le capital étranger et le national, ainsi qu'entre une bourgeoisie nationale relativement faible et un relativement fort prolétariat. Cela donne aux gouvernements un caractère « bonapartiste sui generis *de tendance particulière* » qui « *s'élève pour ainsi dire au-dessus des classes* ». Dans le cas chilien, ce caractère est bien sur spécifique et en ce sens fort différent du « cardénisme » au Mexique (Voir : L. Trotsky, *Escritos Latinoamericanos*, Buenos Aires, Ed. CEIP, 1999, pp. 11-12).

[1259] Voir General Carlos Prats (General en Jefe del Ejército y Ministro del Interior), "Entrevista en Chile Hoy", *Chile Hoy*, Santiago, N° 22, 26 de noviembre de 1972 (traduit en français dans A. Joxe, *Le Chili sous Allende*, *Op. Cit.*, p. 185).

[1260] Voir J. Magasich, « Le cabinet entre les généraux et la CUT », *Pouvoir réel, pouvoir formel*, *Op. Cit.*, pp. 139-147 et M. Silva, *Los Cordones Industriales*, *Op. Cit.*, pp. 240-252.

garanties aux anciens propriétaires, dont le versement de formidables indemnisations qui grèvent le budget de l'Etat et alimentent la spéculation. Ces dernières sont en effet fixées par une commission dirigée par un fervent défenseur de la bourgeoisie chilienne : le Contrôleur général de la République. En fait, pendant ces quelques mois, l'un des buts du gouvernement semble de faire reculer le mouvement ouvrier, en particulier les salariés ayant occupé les moyens de production. **Durant la grève, ce sont plus de 65 entreprises qui ont été occupées, mises sous contrôle des travailleurs et finalement réquisitionnées par le gouvernement (dont seulement 9 faisaient partie du programme de l'UP). Après la grève, ce sont plus de 232 entreprises qui forment l'APS[1261].** Beaucoup d'entre elles ne faisaient pas partie des prévisions gouvernementales. L'objectif affiché par le projet Prats-Millas et approuvé par le gouvernement, le 5 janvier 1973, est de rendre immédiatement au secteur privé pas moins de 123 entreprises et de réduire, à terme, l'Aire Sociale à seulement 49 entreprises, jugées comme « stratégiques »[1262].

Ainsi, la constitution et l'orientation du cabinet civilo-militaire annonce clairement la volonté d'Allende de donner des signes d'apaisement à certains secteurs de l'opposition, des classes dominantes et des couches moyennes qui ont suivi la grève. **Dans la ligne de mire du gouvernement, il y a les élections parlementaires de mars 1973 et le souhait de réaffirmer la validité de l'alliance de classes proposée par le programme de l'UP**. **Parallèlement, cela constitue un désaveu de tous ceux qui crient alors dans les rues et peignent sur les murs : « Créer, Créer, Pouvoir Populaire ! »**[1263]. Dans un premier temps, cela n'est pas perçu de cette manière par de nombreux militants et par la majorité de la classe ouvrière. Au contraire, ce cabinet est présenté par les militants de l'UP comme celui de la « *mano dura* » contre les séditieux, comme celui du retour à la stabilité du gouvernement afin de mener à bien son programme[1264]. On peut pourtant légitimement émettre l'hypothèse que l'Unité populaire a perdu, à cette occasion, une opportunité unique d'utiliser cette force accumulée comme un puissant point d'appui, en vue d'une politique de rupture révolutionnaire. Le trait saillant de la

---

[1261] Chiffres tirés d'une étude de l'Université du Chili et cités par S. Bitar, *Transición, Socialismo y Democracia: la experiencia chilena*, México, Siglo XXI Ed., 1979, p. 171 et de M. Najman, *Op. Cit.*, p. 19. Pour avoir une synthèse de la situation des entreprises de l'APS à cette date, ainsi que la liste des usines qui doivent être restituées selon le plan Prats-Millas, consulter : C. Prats, *Testimonio de un soldado*, Santiago, Pehuen, 1985, pp. 340-348.

[1262] Voir *El Mercurio*, Santiago, 25 de enero de 1973. La liste complète des « 49 » est publiée dans *Punto Final*, Santiago, N° 184, 22 de mayo de 1973.

[1263] Là encore, le troisième tome du documentaire de P. Guzman, « La Bataille du Chili » est éclairant : P. Guzmán, « El poder popular », *La Batalla de Chile*, Chile/Cuba/Venezuela, 1975-1979, 3 parte.

[1264] Le 28 novembre, Prats est acclamé par une foule en liesse lors d'une grande manifestation de soutien à l'Unité populaire.

grève d'octobre a été une unification de classe sans précédent, par delà les appartenances politiques. Souvent, les ouvriers démocrates-chrétiens se retrouvent, côte à côte, avec les militants de gauche, dans les luttes. Mais la volonté du gouvernement de replacer le conflit social dans les rails du système politique traditionnel, ramène le mouvement ouvrier à ses anciennes divisions[1265]. Avec le recul, on peut partager le bilan de Peter Winn, en ce sens, que la « Révolution par en bas » est alors sacrifiée par Allende au profit du processus de réforme « pacifique », contrôlé depuis l'Etat (qu'il nomme « Révolution par haut »)[1266]. Ce réagencement ministériel va provoquer de multiples réactions au sein de la gauche et des Cordons industriels.

IX – 1 – 2) La gauche face au cabinet civilo-militaire et au plan Prats-Millas

Pour certains partis de gauche, cette décision de l'exécutif ne fait que confirmer sa faiblesse grandissante, son caractère « centriste » et même, selon certains, une lente transformation de la composition de classe du gouvernement. C'est ce que pense le MIR pour qui l'arrivée des généraux ne ferait que remplir un vide de pouvoir qui devrait être occupé par le « pouvoir populaire » et offre un espace indirect à la bourgeoisie au sein de l'alliance. Partant de là, les travailleurs sont appelés à « *rejeter catégoriquement la dévolution d'entreprises réquisitionnées et nationalisées durant la grève* »[1267]. Aussi, le plan Prats-Millas annoncé quelques semaines plus tard est pour ce parti le couronnement de la politique de renoncement incarnée par le réformisme[1268]. Le 24 janvier, le MIR et ses sympathisants remplissent le théâtre Caupolican avec la présence de délégations du PS et de la Gauche Chrétienne. Miguel Enríquez y lance de

---

[1265] Selon G. Smirnow, trois possibilités s'offrent au gouvernement : 1) développer le "pouvoir populaire" avec comme perspective, à court terme, une rupture de la légalité bourgeoise ; 2) approfondissement de la légalité en vigueur en s'appuyant sur une alliance des classes dominées et en excluant la moyenne et grande bourgeoisie ; 3) continuer le modèle d'alliance de classe populiste choisit initialement et l'assujettissement au régime juridique et social établi (G. Smirnow, *Le développement de la lutte…*, *Op. Cit.*, p. 97).

[1266] "*Allende's decision after October 1972 to rely on the pacifying power of the army, instead of on the revolutionary potential of the mobilized working class, would prove fatal to the Chilean revolution. In the process the left lost an opportunity for working-class unity and revolutionary breakthrough that never occurred again*", P. Winn, *Weavers of revolution*, *Op. Cit.*, p. 240.

[1267] Voir la déclaration du Secrétariat National du MIR publié dans *El Mercurio*, Santiago, 9 de noviembre de 1972.

[1268] Voir Comité Central del MIR, "Sobre el Proyecto de devolución de empresas", Santiago, 26 de enero de 1973 (in *Documentos Internos 2-A - 1973*- Archives du CEDETIM– Paris) et pour une analyse complète de la période: MIR, *Versión ampliada y corregida del Informe de la Comisión Política al Comité Central de enero de 1973*, Santiago, febrero de 1973 (Documentos internos 1973 - 3-A in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 5, pp. 3954-4114).

longues accusations contre le gouvernement. Selon lui, le nouveau cabinet, c'est « *la réaffirmation de l'ordre bourgeois. Le respect de la légalité des patrons* ». Et le secrétaire général du MIR d'ajouter : « *Ceci d'autant plus* […] *quand le cabinet civilo-militaire se propose de rendre des centaines d'industries* ». L'attaque est donc directe et ceci en présence de deux partis importants de la coalition mise en cause (dont leurs secrétaires généraux). La solution immédiate qu'avance le MIR est le développement du « pouvoir populaire » : « *les masses populaires cherchent et ne trouvent pas de direction dans le réformisme, et encore moins quand elles sont soumises aux reculs que leur impose le gouvernement. Elles commencent alors à s'organiser de manière autonome* […]. *Et c'est ainsi que commencent à se créer, de manière embryonnaire, des organes de pouvoir populaire : les Commandos communaux* ». C'est à cette création que le MIR invite l'IC et le PS, notant que ces deux partis « *ont déjà manifesté leur appui et ont investit leur forces dans ces organes naissant de pouvoir populaire* » [1269].

Dans son étude des partis politiques, Luís Corvalán Marquéz, analysant ce bilan du MIR, en conclut - en le regrettant - que « *dans ce nouveau cadre politique, le MIR ne fit rien d'autre que d'insister sur sa politique révolutionnaire de pouvoir dual* », alors qu'il se considère comme l'unique « *avant-garde alternative* »[1270]. Même si cela est partiellement exact (voir paragraphe suivant), la limitation de cette relecture critique est que l'historien chilien ne met en relation que superficiellement les arguments du MIR - ou des autres partis -, avec l'évolution des rapports de forces sociaux. Dans le cas contraire, il aurait pu noter que certains des appels du MIR ont alors un impact réel parce qu'ils trouvent écho dans l'activité du mouvement ouvrier, et surtout dans le mécontentement existant dans les usines menacées d'évacuation ou encore face aux nombreux doutes des militants de gauche quant à la participation des militaires au gouvernement[1271]. De plus, **la documentation interne, nous montre à quel point le MIR semble alors déceler en partie ses propres faiblesses organisationnelles et tactiques, bien loin de l'image monolithique de "l'avant-garde éclairée" que cette organisation tente**

[1269] Miguel Enríquez, Secretario general del MIR, *"Desarrollemos el poder popular", Discurso pronunciado en el teatro Caupolican*, Santiago, 24 de enero de 1973 (in *Clarín*, Santiago, 28 de enero de 1973).
[1270] L. Corvalán Marquéz, *Los partidos y el golpe del 11 de septiembre, Op. Cit.*, p. 227.
[1271] Ainsi Miguel Rojas, ouvrier de Santiago, militant du PS et aujourd'hui exilé en France, témoigne : « *Nous on demandait leur collaboration* [aux militaires], *qu'ils nous donnent un coup de main* […]. *Mais le problème est, qu'un militaire, un général, il n'est pas né dans la población, il ne connaît pas les problèmes. C'est un homme qui est né, comme on dit chez nous, dans un "petit lit en or".* […] *Il a été formé pour la guerre ce gars et non pour comprendre un peuple. C'est là que c'était difficile, pour nous, de savoir qui était le Général qui pouvait nous aider vraiment. Mais on avait besoin d'eux qu'en même, pour contrôler. C'est à ce moment là que les militaires en ont profité…* ». Entretien réalisé à Floirac (France), le 31 juillet 2000.

donner d'elle-même (voir le paragraphe suivant). Sur cette base, le MIR place au rang de ses objectifs premiers d'appeler « *la classe ouvrière et le peuple à récupérer dans ses mains les quotas d'initiative et de confiance délégués au réformisme et au gouvernement* » [1272].

Quel est le bilan des organisations membres de l'Unité populaire ? Dans son analyse sur le nouveau cabinet, le PS annonce qu'il ne s'oppose pas à la participation des militaires, si celle-ci signifie « *l'accomplissement intégral du Programme de l'Unité populaire* » et non « *congeler le processus* ». Le nouveau gouvernement est invité à intégrer les entreprises importantes réquisitionnées pendant octobre au secteur nationalisé et à « *garantir* » le développement des organismes de « *pouvoir populaire* »[1273]. On sait que, durant octobre, le comité central du PS incite ses militants à participer à la formation des Commandos communaux[1274] et lors de son plenum de novembre, il est annoncé que « *le parti impulsera les Commandos Communaux comme coordinations effectivement représentatives des différentes organisations de base et [parce qu'il constitue] un grand pas en avant dans le développement du pouvoir des travailleurs* »[1275]. Et comme le nouveau cabinet signifie - au contraire - le retour à l'ordre, de nombreux militants socialistes sont ouvertement hostiles à cette sortie de crise. Pourtant, la direction du PS rejette catégoriquement les appels à la rupture avec le gouvernement[1276]. La résistance de certaines industries (voir paragraphes suivants) et le Plan Prats-Millas accélèrent

---

[1272] Voir MIR, *Informe de la comisión política al Comité Central restringido sobre la crisis de Octubre y nuestra política electoral*, Santiago, 3 de noviembre de 1972 (in Documentos Internos 1972 - Archives du CEDETIM – Paris) et MIR, *La Crisis de octubre y el nuevo gobierno UP-Generales*, Informe N°1 de la comisión política al CC de noviembre, Santiago, diciembre de 1972 (in *Documentos Internos 2-A - 1973*- Archives du CEDETIM– Paris). Et pour une analyse plus profonde et tardive sur les coordinations de « pouvoir populaire »: Roberto Moreno (Comisión política del MIR), *Consejos comunales de trabajadores y dualidad de poder. Análisis y evaluación*, Santiago, diciembre 1972 (in *Documentos Internos 2-A - 1973*- Archives du CEDETIM– Paris) et Comisión Nacional Sindical del MIR (camarada Víctor), *Octubre. Comités Coordinadores y poder dual*, Santiago, noviembre 1972 (in *Documentos Internos 2-A - 1973*- Archives du CEDETIM– Paris).

[1273] Déclaration publique publiée dans *La Nación*, Santiago, 3 de noviembre de 1972.

[1274] Comité Central del PS, *Informe al los militantes sobre el paro patronal*, Documento Confidencial Interno, Santiago, 19 de octubre de 1972 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 5, pp. 3328-3348).

[1275] Cité dans : M. Harnecker, *La lucha de un pueblo sin armas (Los tres años de gobierno popular)*, Rebelión, septiembre 2003 (in www.rebelion.org).

[1276] *El Mercurio*, Santiago, 15 de noviembre de 1972.

néanmoins les mécontentements. Le 10 janvier 1973, Carlos Altamirano prononce un discours fleuve sur la situation politique nationale. Dès l'introduction, il insiste que « *rien, ni personne ne sera capable de rendre les banques et les industries qui sont passées à l'Aire Sociale* » et que « *rien, ni personne ne sera capable de supprimer les Commandos communaux des villes, les Cordons industriels et les conseils communaux paysans* ». Il affirme ensuite que la *« bataille d'octobre* » a démontré « *la nécessité d'avoir confiance dans les masses organisées, de libérer leur initiative créatrice, de leur donner un pouvoir de décision concret et croissant, d'ouvrir le pas à leur participation pleine et effective, à tous les niveaux et dans tous les secteurs* »[1277]. C'est par ces propos que le secrétaire général du PS critique ceux qu'il juge comme « *réformistes* » au sein de l'UP. Plus tard, le 24 janvier, la commission politique de ce parti révèle publiquement que le PS n'a pas été consulté dans l'élaboration du projet Prats-Millas et qu'il ne « *partage pas son contenu* »[1278].

Cette opinion est aussi celle de la gauche chrétienne. Dès le remaniement ministériel, l'IC montre de nombreuses réticences. Tout d'abord, parce qu'avec le départ de Jacques Chonchol du ministère de l'agriculture, elle perd un poste clef au sein de l'appareil étatique. Ensuite, parce que cette organisation envisage l'octobre chilien comme une étape « *de pouvoir populaire de base* » (pour reprendre l'expression de son dirigeant Bosco Parra), si bien que l'incorporation des militaires au gouvernement est accueillie très froidement. Finalement, l'IC décide de ne pas y participer, préférant rester dans une position de « *collaboration critique* »[1279]. Assurément, les chrétiens de gauche expérimentent un processus de forte radicalisation politique, qui leur font prendre des distances importantes avec l'option tactique choisie par le gouvernement. L'IC publie ensuite dans son organe de presse officiel des critiques très acides sur le plan Prats-Millas. On peut y lire que « *le projet Millas est une transaction entre le gouvernement et la bourgeoisie* »[1280]. De fait, ce parti tend à se dédouaner du projet de l'UP en le présentant comme extérieur à sa propre volonté. A ce concert de critiques s'ajoutent celles du MAPU. Dans un premier temps, cette collectivité politique exprime sa pleine conformité avec le nouveau cabinet à condition qu'il propose « *une*

[1277] Discours intégral publié dans C. Altamirano, *Discurso en el teatro Caupolican*, Santiago, 10 de enero (en « Altamirano: jamás conciliaremos con el enemigo de clase », *La Aurora de Chile*, N°6, Santiago, 18 enero de 1973). Consulter également M. E Saul, « Entrevista con Carlos Altamirano. A la conquista del poder para los trabajadores", *Punto Final*, Suplemento al N°177, Santiago, 13 de febrero de 1973.
[1278] Comisión política del PS, *Declaración sobre el proyecto del Área de propiedad social*, Santiago, 24 de enero de 1973 (in *Chile Hoy*, Santiago, N° 34, 2 de febrero de 1973).
[1279] *El Mercurio*, Santiago, 17 de noviembre de 1972.

importante réaffirmation programmatique », répondant ainsi « *à la grève fasciste* »[1281]. Pourtant, peu à peu, la résistance qu'opposent les travailleurs aux mesures gouvernementales fait évoluer cet appui sans fard. Dans une déclaration rendue publique le 27 janvier, le MAPU dénonce ouvertement le plan Millas[1282].

Ainsi, trois partis de l'UP se prononcent finalement contre le projet gouvernemental. La commission politique du PS annonce même la démission du sous-secrétaire du ministère de l'économie (PS)[1283]. Entre temps (le 6 décembre), le gouvernement a pourtant exigé de toutes les composantes de la coalition leur collaboration explicite afin de faire avaliser par leur base et l'ensemble des travailleurs, les projets de restitution des entreprises occupées[1284]. En vain semble-t-il…

De tels incidents confirment les multiples fissures qui existent au sein de la coalition. Le gouvernement se voit dans la position (bonapartiste) de nier le droit de la classe ouvrière mobilisée à continuer d'occuper les usines, au moment même où se sont les formes d'auto-organisation de celle-ci qui ont empêché la chute du régime. Dans de telles conditions, chacun tente de se démarquer tant bien que mal. Pour Allende, le seul pilier politique stable, contre vents et marées, reste le Parti communiste. Ce parti est le principal instigateur de la politique de repli et de négociation, tant avec les forces armées qu'avec le patronat, au travers de son ministre O. Millas[1285]. Malgré tout, certains dirigeants communistes reconnaissent pleinement le rôle des nouvelles coordinations populaires surgies pendant octobre. C'est particulièrement le cas de Volodia Teitelboim, qui lors de son rapport au plenum du parti, à la fin novembre, les met en valeur et appelle clairement à leur développement : « *Tous ces organismes sont nés sous l'impulsion d'une nécessité de la vie et de l'histoire. Ils ont jaillis du fin fond des masses sans difficultés, rapidement. Ils ont répondu à l'urgence patriotique de remettre en marche le pays. Ce sont, dans le meilleur sens du terme, des*

[1280] "¡A construir, el poder popular ahora! ¡no a la devolución!", *IC. Testimonio Hernán Mery*, Santiago, N° 23, 17 de febrero de 1973.

[1281] Cité par L. Corvalán Marquéz, *Los partidos y el golpe del 11 de septiembre*, *Op. Cit.*, p. 225. Voir également Jaime Gazmuri (MAPU), *Las lecciones del paro fascista*, Santiago, Noviembre de 1972 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 5, pp. 3528-3532).

[1282] MAPU (Comisión Política), "Declaración pública sobre el proyecto relativo al Área de Propiedad Social", Santiago, 27 de enero de 1973 (in *Chile Hoy*, Santiago, N° 34, 2 de febrero de 1973).

[1283] "Trabajadores no aguantan que se devuelvan empresas requisadas o intervenidas", *Clarín*, Santiago, 27 de enero de 1973.

[1284] C'est le Général Prats qui est chargé de faire se rappelle à l'ordre, cette fois en tant que vice-président alors qu'Allende est à l'étranger (*El Mercurio*, Santiago, 7 de noviembre de 1972).

[1285] O. Millas, (Partido Comunista – Ministro de Hacienda), *Declaración sobre el problema de la constitución del área de propiedad social*, Santiago, 25 de enero de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 5, p. 3932).

créations légitimes du peuple, nées dans la chaleur de la bataille. Ils doivent se développer, croître et se multiplier. Ils méritent qu'ont leur prête attention et un appui maximum de la part du parti et de l'UP »[1286]. Pourtant malgré cet appel véhément, il semble que la position de V. Teitelboim n'ait pas été franchement prise en compte par le PC par la suite. Car pour cette organisation, le plus important reste de recentrer l'action du gouvernement en vue de la campagne électorale parlementaire de mars 1973. C'est le nouveau cabinet où se rejoignent des dirigeants de la CUT ("*représentants de la classe ouvrière et du mouvement populaire*") et les trois branches des forces armées, qui doit empêcher que cette campagne ne se transforme « *en une lutte fratricide et sanglante* »[1287].

Pourtant, tout du moins au niveau institutionnel, la discorde au sein de la gauche apparaît au grand jour. Et, c'est Allende qui se charge de faire taire les dissensions. Sa réaction est d'autant plus vive que l'ensemble de l'opposition en profite pour prédire la dissolution définitive de la coalition gouvernementale et l'affrontement mortel entre communistes et socialistes[1288]. Le « camarade-président » sermonne durement les dissidents. Tout d'abord, selon l'expression de *Clarin*, il « *tire les oreilles au MAPU* » qui « *méconnaît l'unité nécessaire aux agissements du gouvernement* »[1289]. Le président échange également des lettres publiques avec sa propre famille politique, ce qui révèle les tensions entre le Parti socialiste et le premier dignitaire du pays[1290]. Finalement, après une réunion marathon à la Moneda avec toutes les directions politiques, l'UP annonce, le 29 janvier à 22 heures, la fin de la polémique

---

[1286] Déclaration de V. Teitelboim cité dans : M. Harnecker, *La lucha de un pueblo sin armas (Los tres años de gobierno popular)*, Rebelión, septiembre 2003 (in www.rebelion.org).

[1287] Partido Comunista, *Declaración sobre el gabinete civilo-militar*, Santiago, 2 de noviembre (in *El Siglo*, Santiago, 3 de noviembre de 1972).

[1288] Il est vrai que la rumeur courre qu'Orlando Millas aurait annoncé sa démission, en cas de remise en cause de son projet. Consulter *El Mercurio*, Santiago, 29 y 30 de enero de 1973.

[1289] S. Allende, Presidente de la Republica, "A los compañeros de la comisión política del MAPU", Santiago, 29 de enero de 1973 (in *Clarín*, Santiago, 30 de enero de 1973).

[1290] S. Allende, Presidente de la Republica, "A los compañeros de la comisión política del Partido Socialista", Santiago, 29 de enero de 1973 (in *Clarín*, Santiago, 30 de enero de 1973) ; Partido Socialista (Comisión Política): "Carta respuesta al Presidente Salvador Allende", Santiago, 26 de enero de 1973 (in *Chile Hoy*, Santiago, N° 34, 2 de febrero de 1973) et Salvador Allende, "Carta-respuesta a la Comisión política del Partido Socialista", Santiago, 29 de enero de 1973 (in *Chile Hoy*, Santiago, N ° 34, 2 de febrero de 1973).

sur la délimitation de l'APS[1291]. Les « dissidences » se taisent et acceptent d'appuyer le plan Prats-Millas. Luís Corvalán déclare à la presse, triomphant, qu'il y a eu « *des problèmes d'interprétations qui heureusement sont dépassés* »[1292]. Les mobilisations à la base, et surtout celle d'une partie des ouvriers des Cordons industriels, ont tôt fait de contredire cette évaluation.

IX – 1 – 3) Du « manifeste du peuple » au reflux : l'échec de la perspective de pouvoir populaire du MIR ?

Début novembre 1972, le Cordon Vicuña Mackenna publie dans quelques journaux militants de Santiago un long manifeste, approuvé en assemblée. Il s'agit en fait d'une reproduction partielle du *pliego del pueblo*, présenté à la fin octobre dans les ceintures industrielles de la capitale par les militants MIR et FTR comme une réponse au *pliego de Chile*, présenté par le patronat, quelques semaines auparavant[1293].

Photo N° 20 : Le « Manifeste du peuple » du MIR, repris par le Cordon Vicuña Mackenna

[1291] Dirección política del partido federado de la Unidad Popular, Santiago, 29 de enero de 1973 (in *Clarín*, Santiago, 30 de enero de 1973).
[1292] "Hay acuerdo para superar las diferencias en la UP", *Clarín*, Santiago, 30 de enero de 1973.
[1293] Voir en Annexe N° 18, sa reproduction partielle : MIR, *El pliego del pueblo*, Santiago, Octubre de 1972 (Anexo al informe N°1 de la comisión política al Comité Central de noviembre in *Documentos Internos 2-A - 1973*- Archives du CEDETIM– Paris).

MANIFIESTO DEL CORDON VICUNA MACKENNA

DESDE
LA JOSE MARIA CARO

Corresponsales Populares
para "La Aurora de Chile"

Source : Cordón Vicuña Mackenna, "Manifiesto del Cordón Vicuña Mackenna", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 4, 9 noviembre de 1972

Pour la direction miriste, cet appel nommé très peu modestement « le manifeste du peuple », est destiné à « *unifier et lever un programme alternatif* » qui « *permettrait de dépasser les limites programmatiques du réformisme* » afin « *que l'appel aux comités coordinateurs et à leur développement, ne soit pas canalisé par la voie des objectifs programmatiques proposés traditionnellement par l'UP* »[1294]. Ainsi, l'objectif du MIR est limpide : parvenir à gagner la direction des organes de pouvoir populaire en gestation, tout en déplaçant la gauche « réformiste » gouvernementale. C'est ce qui est nommé, dans un autre bulletin interne plus tardif, la « *lutte pour la direction des masses* » et la « *lutte pour développer un pouvoir populaire alternatif* »[1295]. Après le coup d'Etat, Edgardo Enríquez a reconnu que « *L'initiative vient du parti, mais le programme du peuple ne fut pas signé par le MIR, afin de le rendre facilement accessible, afin d'atteindre des secteurs plus larges que ceux*

[1294] MIR, *Informe de la comisión política al Comité Central restringido sobre la crisis de Octubre y nuestra política electoral*, Santiago, 3 de noviembre de 1972 (in Documentos Internos 1972 - Archives du CEDETIM – Paris).

influencé directement par le MIR, notamment les masses qui suivaient le centrisme. Ce programme fut donc présenté par des mouvements comme le MCR ou le Front des travailleurs révolutionnaires ; il fut discuté dans les Commandos communaux ou les Cordons industriels ; il fut bien accueilli au sein du peuple et dans les secteurs centristes, puisque le PS le publia dans ses organes »[1296].

Dans son introduction, ce manifeste appelle à faire signer cette pétition « *dans toutes les usines, écoles et* poblaciones*, afin de pouvoir ainsi transformer ces organisations en germes de pouvoir populaire, en conseils communaux de travailleurs* ». Il dénonce le patronat et affirme que les différents comités coordinateurs existants, « *ouvriront progressivement le chemin au pouvoir populaire qui conduira à la création de l'Assemblée du peuple* ». Parmi les « *revendications du peuple* » énoncées se trouve en premier lieu le problème de la distribution. Il est demandé notamment que les JAP aient pouvoir de contrôle mais aussi de sanction, que les syndicats y aient droit de participation et que la DINAC ne fournisse des produits qu'aux commerçants pratiquant les prix officiels. Le manifeste appelle à exproprier l'ensemble du secteur.

Dans son long développement (voir le document en Annexe N° 18), ce texte avance toute une panoplie de revendications, notamment pour la grande industrie et le commerce. Il est exigé le passage des entreprises ayant participé à la grève d'octobre, de tous les monopoles de production et de distribution, à l'Aire sociale, ainsi que la non restitution des entreprises occupées ; le rationnement du combustible et une meilleure planification de l'économie ; l'application du contrôle ouvrier dans l'industrie privée (tel qu'il est défini par le MIR) et la levée des secrets bancaire et commercial ; l'expropriation des grandes entreprises de transport, de construction, des propriétés foncières de plus de 40 hectares. Un aspect intéressant de ce manifeste, malgré un certain « infantilisme », est qu'il cherche à donner son opinion sur plusieurs questions sociales majeures, en tant que projet alternatif de transition au socialisme. Ainsi, les thèmes de la santé, de l'éducation, du logement mais aussi des moyens de communication ou encore de la place de la femme dans la société sont abordés. Sur la santé, par exemple, la socialisation de la médecine passerait par l'application d'un nouveau service unique national et par l'incorporation des Commandos communaux et Cordons industriels à

[1295] MIR, « Le travail du parti dans la classe ouvrière », Santiago, 1973 (in *Documentos Internos 3 - A – 1973*), traduction de Anne Valier in MIR, *Recueil de textes 1970-1973*, Ed. Politique Hebdo, Paris, 1974, pp. 73-82.

[1296] Entretien avec Edgardo Enríquez, *Pourquoi nous avons échoué ? : le MIR devant l'expérience de l'UP*, Document du CEDETIM, N° 22800 S., outil N° 25, sans date.

celui-ci. L'éducation est appelée à être entièrement nationalisée, gratuite, obligatoire et démocratisée par la création d'un conseil communal composé de représentants du gouvernement, de salariés de l'éducation et d'étudiants. C'est la femme, en tant que salariée et productrice, qui est aussi considérée : « *Nous, les femmes travailleuses, nous exigeons qu'à travers une série de mesures on nous libère du joug que représentent les tâches du travail domestique* ». Pour cela, ils proposent la création de garderies et de jardins d'enfants, la construction de laveries, de potagers et de restaurants populaires, l'égalité de traitement au travail, le renforcement de la participation féminine dans le système productif et les organisations populaires. A noter, que face à un tel discours du MIR, on ne peut que rappeler les constats faits à propos du campement *Nueva La Habana* : on observe sur des questions aussi centrales que celle de la transformation des rapports de genre ou de participation des femmes, une forte dichotomie entre discours révolutionnaires et une pratique sociale qui reste empreinte de machisme, même au sein des milieux militants…[1297]. Dernier point abordé par le manifeste, celui de l'impérialisme, avec le refus du paiement de la dette extérieure.

En conclusion, ce sont les « *droits et les tâches du peuple* » qui sont égrenés un à un. Parmi les objectifs immédiats fixés par le MIR se trouve l'organisation de comités d'autodéfense et le renforcement des coordinations nées pendant octobre. L'objectif affiché est de transformer les coordinations territoriales en « *Conseils communaux de travailleurs* », au moyen de « *l'incorporation active* » des classes dominées et là où ils n'existent pas, commencer par former des comités qui coordonnent syndicats, CUT locale, comités de quartiers, *pobladores*, paysans et étudiants. Dans une deuxième phase, la direction de ce comité devrait promouvoir la discussion au cours d'assemblées de base et l'élection d'un conseil de délégués et enfin, troisième temps, « *en développant la démocratie directe* » via « *une assemblée populaire de la commune* », établir définitivement « *le conseil communal des travailleurs* ». D'une manière générale, ce manifeste invite à perdre toute illusion sur le « *parlement des patrons* » (le congrès national) et déclare : « *nous devons rejeter le cabinet civilo-militaire, nous n'en avons pas besoin* » ; « *nous devons exiger au gouvernement qu'il s'appuie sur nous, sur les coordinations de travailleurs, qu'il s'appuie mais aussi qu'il nous consulte sur les pas à suivre* ».

[1297] Outre l'étude de terrain de Christine Castelain déjà citée, on pourra se référer à l'article de Michèle Mattelart sur la conquête politique des femmes par l'opposition et les classes dominantes (M. Mattelart, « Le coup d'Etat au féminin », *Les Temps Modernes*, N°342, Paris, Janvier 1975).

C'est ce programme qui est diffusé abondamment au sein des quartiers populaires par les militants MIR / FTR. Il est adopté en tant que document de discussion, le 3 novembre 1973, par le CI Vicuña Mackenna[1298]. En ce qui concerne la perspective politique, on peut voir que **le MIR, même après octobre, vilipende les vacillations de l'UP mais pas fondamentalement sa stratégie. C'est un point fondamental qui se répète dans les oscillations permanentes du MIR par rapport au « front populisme » qui caractérise le gouvernement.** D'autre part, les Cordons industriels qui dans les faits, ont été les plus fortes coordinations de résistance à la grève, ne sont pas mis en avant par le MIR, qui préfère parler d'une coordination générale, mais théorique, des classes dominées. **L'issue donnée par Allende à l'octobre chilien, son acceptation finale par les partis de l'UP et l'important reflux des Cordons qui s'ensuit, font que le MIR n'a absolument pas réussi à imposer ce programme en tant qu'alternative politique crédible.** Le *pliego del pueblo* perd alors peu à peu de son importance et les principaux Cordons industriels de Santiago restent sous l'hégémonie incontestée du PS : parmi les présidents des CI Vicuña Mackenna, Cerrillos, O'Higgins et San Joaquín, on trouve respectivement Armando Cruces, Hernán Ortega, Sergio Chávez et Víctor Muñoz, tous syndicalistes et militants socialistes. La même configuration, avec certaines différences, est décelable dans la plupart des coordinations territoriales les plus importantes du pays (voir organigramme dans la quatrième partie).

Ce constat fait l'objet de plusieurs autocritiques internes de la part de la direction du MIR, qui tente de comprendre le pourquoi de cette défaite. Dans un rapport confidentiel au comité central, la commission politique insiste sur un fait conjoncturel : le *pliego del pueblo* a été présenté au mouvement social trop tardivement (dernière semaine d'octobre) alors que l'UP et la CUT reprennent la main sur le cours des événements ; de plus, il s'agit d'un texte complètement « *indigeste* » et beaucoup trop long pour être facilement assimilable par le peuple[1299]. La prose de la direction du MIR apparaît en décalage avec l'urgence et les nécessités d'octobre… Ensuite, le fossé qui existe entre le parti et le mouvement social est de nouveau montré du doigt. Quelques mois auparavant, une enquête interne demandée par la direction révèle que seulement 25% des militants du secrétariat régional de Santiago ont un

[1298] F. Zeran, « La Fuerza del pueblo », *Chile Hoy*, N°20, Santiago, 27 de octubre de 1972.
[1299] Dans l'édition à laquelle j'ai eu accès, ce document représente plus de 15 pages format A4, dactylographiées en police 10, interligne 1...

contact régulier avec « *les fronts de masse* »[1300]. De plus, à la base de l'organisation, c'est-à-dire au niveau des GPM, on trouve une autre faiblesse de taille : si les « fronts de masse » grandissent sans cesse, le nombre des militants reste minuscule. Ce phénomène accentue diverses déformations - organiques et militantes - qui affectent profondément le MIR : l'exagération du centralisme, les pratiques bureaucratiques, les traits de verticalisme. **D'autre part, cela favorise l'apparition d'un « *militant déformé* » (selon l'expression employée par la documentation interne), qui fait de l'activisme politique depuis l'extérieur du mouvement social, comme un professionnel[1301]**. On trouve ainsi un maigre contingent de militants submergés sous une multitude de tâches et qui peuvent difficilement vivre et travailler aux côtés des salariés, c'est-à-dire apparaître comme des « leurs »[1302]. C'est sur la base d'un tel constat qu'un militant comme Enrique Ramírez passe du MIR au PS, afin de rejoindre au sein du CI Cerrillos, Hernán Ortega et ses camarades[1303]. Pourtant, comme je le montre, plus loin, dans l'étude de l'organisation interne des Cordons industriels, on retrouve ce type de déformation dans *l'ensemble* de la gauche chilienne.

L'ébullition d'octobre met donc à nu les contradictions du MIR et ses formes de militantisme élitiste. Une manière de militer qui est, comme l'admet la direction du MIR elle-même (dans sa documentation interne), socialement « *discriminatoire* » puisqu'elle tend à éliminer les ouvriers au profit d'enfants de la petite-bourgeoisie, plus disponibles de leur temps[1304]. L'une des solutions proposées serait l'organisation d'un congrès national de tout le parti, afin de débattre de cette crise organique avant le 20 décembre 1972, congrès qui n'a

---

[1300] MIR, *Informe de la comisión política al comité central restringido sobre la crisis de septiembre*, Santiago, 3 de octubre de 1972 (in Documentos Internos 1972 - Archives du CEDETIM).

[1301] Comme le remarque Maurice Najman : « *fondamentalement, le MIR se donnait à lui-même l'image de l'avant-garde qui n'avait plus qu'à se faire reconnaître comme telle* », d'où cette tentation de substituer le militant ou le parti à la classe elle-même (M. Najman, *Le Chili est proche…*, pp. 26-27).

[1302] Ainsi, à Santiago, chaque secteur qui compose un GPM est formé par une moyenne de 18 membres (3 militants et 15 aspirants). Ce sont eux qui doivent organiser des fronts sociaux formés en moyenne de 50 personnes organisées et faire de l'agitation auprès d'un milieu de personnes mobilisées « proches » d'environ 500 membres. Le ratio 18 / 500 est difficilement tenable en l'absence de recrutement massif…

[1303] Voir son témoignage dans M. Silva, *Op. Cit.*, p. 310.

[1304] « *Nuestro militante se construye deformado […] no conoce vivencial y físicamente al enemigo de clase* » in MIR, *Informe de la comisión política al comité central restringido sobre la crisis de septiembre*, Santiago, 3 de octubre de 1972 (in Documentos Internos 1972 - Archives du CEDETIM). Un simple coup d'œil sur la composition sociale de la direction du MIR confirme cette donnée. En ce sens, on peut partager les remarques de Hugo Cancino, qui épingle les auteurs européens fascinés par le MIR, ses appels à la démocratie directe alors que cette organisation est caractérisée par l'annulation de la démocratie interne (H. Cancino, *La problemática…*, *Op. Cit.*, pp. 305-306).

jamais eu lieu… Le rapport de la commission politique note également qu'il y a, à la base, un âpre débat sur les réformes urgentes à mener et que nombreux sont les partisans de l'abandon des GPM puisque, dans une telle conjoncture, « *la spécialisation des tâches est une déformation bureaucratique* ». Javier Bertín et Guillermo Rodríguez responsables du GPM 4, en plein CI Cerrillos, vivent au quotidien ce problème. C'est ce qui explique que début 1973, contre l'avis de la direction régionale, ils adoptent une structuration plus ample, appelée « Comité local Cerrillos Maipú ». Il s'agit pour eux de s'adapter au travail politique au « *niveau des fronts de masse* » et de créer « *une espèce de petit comité politique local et une direction politique amplifiée* », qui puisse rompre la compartimentation tatillonne de leur organisation[1305].

Dans son bilan d'octobre, le MIR reconnaît également que sa politique des « Comités coordinateurs communaux », considérés comme « *médiation tactique* » vers la création de « Conseils communaux de travailleurs » n'a pas pu être appliquée. Il note à juste titre que les coordinations existantes sont souvent très partielles et n'ont pas atteint le stade voulu « d'organisation de masse ». **La posture du MIR, que l'on pourrait qualifier de « immédiatiste » - ou de « volontariste » -, est aussi identifiée. C'est ce même constat que fait le PS quelques mois auparavant dans son analyse du « gauchisme » du MIR** : « *C'est le volontarisme politique qui, à côté d'une bonne analyse théorique et pratique, les amène à croire que ce qu'ils veulent ou proposent doit arriver. Et liée aux erreurs précédentes, ce que nous pourrions appeler l'impatience politique, leur fait fixer des plans très courts* […] »[1306].

Suite à octobre, la commission politique du MIR admet son erreur d'avoir cru que la mobilisation adéquate consiste à « *sauter des tâches organiques et programmatiques de masse, immédiatement, à l'occupation des rues et des chemins de toutes les communes où il y avait un comité coordinateur* », alors que cela aurait du être le fruit « *d'une mobilisation progressive* »[1307]. Finalement, la direction du MIR avoue n'avoir pas été capable de proposer aux embryons de « pouvoir populaire », des objectifs programmatiques alternatifs à ceux de l'UP. Pourtant, elle insiste davantage sur l'aspect tactique et organique, sans remettre en cause son orientation politique, particulièrement celle qui consiste à « inviter » le gouvernement à s'appuyer « sur les masses ». Dans une évaluation confidentielle datée de décembre 1972,

---

[1305] Entretien réalisé à Santiago, le 6 août 2003.
[1306] PS, « El izquierdismo: una posición ideológica », *Posición*, Santiago, N° 20, 29 de agosto de 1972.
[1307] L'occupation de la commune prévue l'est pourtant seulement pour 10 à 15 minutes et selon des « *objectifs limités* ».

Roberto Moreno, membre de la commission politique du MIR, constate : « *Tant que les travailleurs ne comptent pas avec les instruments organiques, concrets et réels au travers desquels ils puissent exercer directement le pouvoir contre leurs ennemis, ils n'abandonneront jamais l'unique instrument – le gouvernement – qui existe sur le terrain de l'exercice partiel du pouvoir, même s'il est employé seulement contre la fraction d'ennemis* [de classe] *que l'UP est prête à combattre* »[1308].

Il ne fait pas de doute, aux vues de la forte progression des FTR, que les problèmes organiques et la praxis militante concrète pèsent. Le *pliego del pueblo* reste une proclamation et non une alternative politique réelle à la direction des grands partis de la gauche traditionnelle. **On assiste alors à une lente période de reflux des organes embryonnaires de « pouvoir populaire ». Au niveau du CI Cerrillos, l'équipe de Sader constate que les réunions du Cordon sont peu à peu désertées après l'annonce du cabinet civilo-militaire.** Si l'offensive patronale a montré la nécessité du « pouvoir populaire », les coordinations se sont montrées encore très limitées « *pour coordonner les tâches d'administration de la commune, en s'affirmant concrètement comme alternative de pouvoir* »[1309]. Dans le sillage d'une gauche gouvernementale qui avalise le retour à l'ordre, la majorité des différentes coordinations entrent dans une phase de repli et de démobilisation. Comme l'admet Armando Cruces, président du Cordon Vicuña Mackenna au petit journal *Vanguardia*, durant la crise d'octobre le CI fonctionne réellement, mais son activité baisse rapidement aussitôt la grève patronale passée[1310]. Une autre équipe du CIDU constate le même phénomène à Valparaíso. Ils attribuent cette démobilisation des CI notamment au caractère superstructurel acquis par ces organismes (voir paragraphe sur l'organisation interne). Ils insistent également sur d'autres facteurs démobilisateurs tels que l'affrontement entre deux lignes au sein de la gauche et le fait que **le Cordon soit envisagé par plusieurs militants seulement comme un instrument conjoncturel, d'urgence, au service du gouvernement** : « *Les commandos, à mesure que se réarticule le gouvernement et que se fait de nouveau présente la contradiction*

[1308] Roberto Moreno (Comisión política del MIR), *Consejos comunales de trabajadores y dualidad de poder. Análisis y evaluación*, Santiago, 3 de diciembre 1972 (in *Documentos Internos 2-A - 1973*- Archives du CEDETIM– Paris).

[1309] C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, *Consejo comunal de trabajadores y Cordón Cerrillos-Maipú*, *Op. Cit.*, p. 36.

[1310] Entretien avec Luís Gutiérrez dans *Vanguardia* reproduite dans *Tarea Urgente*, Santiago, N° 11, 3 de agosto de 1973.

gouvernement/masses, assument le caractère de simples appendices de l'appareil institutionnel administratif. Les décisions ne se prennent plus "en bas" dans les commandos, mais en "en haut" au gouvernement »[1311]. Dans la nouvelle conjoncture imposée par le gouvernement, les bases socialistes des CI ne poussent pas non plus leur direction à maintenir en activité les coordinations construites. Si ces militants ont démontré pendant octobre une forte envie de lutte, leur affiliation politique ne les incite pas à une telle dynamique. Pour la commission syndicale nationale du MIR, cela serait la caractéristique des « *secteurs intermédiaires de la classe ouvrière* » qui « *dans les moments de forte mobilisation atteignent les secteurs traditionnellement d'avant-garde, mais une fois passé ce moment tendent à la démobilisation* » [1312]. Pourtant, dans quelques rares secteurs tels que Conchali ou San Miguel, il se peut qu'il y ait eu une organisation qui s'accélère surtout à la fin de la grève sous les coups des menaces qui pesaient sur les travailleurs de la zone, si bien que les coordinations continuaient à se structurer une fois la grève achevée[1313].

Malgré tout, des actions collectives partielles continuent, à la base. Le 6 novembre 1972, *El Mercurio* s'inquiète que dans les usines CHILECTRA, CORA, MADEMSA, LANCHILE, SOPROLE s'expriment de fortes résistances pour réintégrer les salariés qui ont soutenu la grève patronale[1314]. Même chose quatre jours plus tard, à l'entreprise CIC : à tel point que Luís Figueroa (nouveau ministre du travail PC et dirigeant de la CUT) doit suspendre sa visite à une assemblée du syndicat[1315]. Au même moment, le FTR émet une déclaration publique qui condamne la possible restitution d'entreprises et dénonce une UP « *chaque fois plus réformiste* »[1316]. Dans la construction, ce sont même des « *tribunaux populaires* » organisés à Santiago, Valparaíso et Concepción pour condamner les grévistes, qui sont dénoncés au Général Prats[1317] ! D'autre part, plusieurs usines sont encore occupées par les travailleurs contre l'avis de l'exécutif : c'est le cas à ELECMETAL, SALINAS y FABRES,

---

[1311] Voir R. Cheetham, A. Rodriguez, G. Rojas, J. Rojas, *Comandos urbanos, Op. Cit.*, pp. 49-52.
[1312] Voir le compte rendu interne de la commission syndicale nationale du MIR sur cette question dans : Comisión Nacional Sindical del MIR (camarada Víctor), *Octubre. Comités Coordinadores y poder dual*, Santiago, noviembre 1972 (in *Documentos Internos 2-A - 1973*- Archives du CEDETIM– Paris).
[1313] C'est du moins l'analyse du "camarade Victor" du MIR (Ibib.).
[1314] *El Mercurio*, Santiago, 7 de noviembre de 1972.
[1315] *El Mercurio*, Santiago, 12 de noviembre de 1972.
[1316] FTR, *Frente a la posible devolución de industrias*, Santiago, 10 de noviembre 1972 (in Documentos Internos 1972 - Archives du CEDETIM – Paris).
[1317] Voir J. Magasich, *Op. Cit.*, p. 145.

CORESA[1318]. Le 12 novembre 1972, une réunion de plusieurs CI se déroule dans le syndicat de CRISTALERIAS de CHILE[1319]. L'un des points de discussion est la situation de l'usine BATA : les salariés présents rappellent que l'un des dirigeants est emprisonné depuis 35 jours pour occupation de l'usine. Outre sa libération, l'assemblée réclame la nationalisation d'autres entreprises occupées, telle que DEVO. Elle proclame le refus de rendre les industries, quels que soient les appels du gouvernement. Mais c'est surtout, dans le grand Nord, à Arica qu'éclate ce mécontentement dans les entreprises de l'électronique. Ces salariés refusent catégoriquement le retour à « la normale », c'est-à-dire le retour du patronat et exigent la réintégration des grévistes[1320]. Le nouveau cabinet trouve là une résistance non prévue. Cette mobilisation, aux portes du Pérou, fait l'objet de plusieurs réunions ministérielles et une commission - où se côtoient généraux et représentants de la CUT - est envoyée pour discuter avec les ouvriers[1321]. Malgré un accord trouvé fin novembre, certains salariés continuent l'occupation et c'est le ministre J. Toha qui voyage cette fois à Arica, le 8 décembre. Face à une pression continue du gouvernement et en l'absence de l'appui résolu des partis de l'UP, les dernières entreprises sont rendues à la mi-décembre[1322]. Ceci malgré l'appui inconditionnel du MIR qui pousse « *tout le peuple à se solidariser avec les ouvriers d'Arica* » et souligne que cette lutte est aussi celle d'une coordination territoriale en formation dans cette région[1323].

L'ensemble de ces tensions et conflits entre le gouvernement et une partie de classe ouvrière, malgré le reflux des embryons de pouvoir populaire, annoncent la résistance au plan Prats-Millas à partir de janvier 1973.

IX – 2) Vers l'affrontement entre le « pouvoir populaire » et le gouvernement ?

[1318] *El Rebelde*, Santiago, N°60, 11 de diciembre de 1972.
[1319] « Declaración del ampliado de los Coordinadores », Santiago, Sindicato Cristalería de Chile, 12 de noviembre de 1972 (in *La Trinchera*, sin numero, sin fecha).
[1320] *El Mercurio*, Santiago, 9 de noviembre de 1972. Seulement deux entreprises sont nationalisées par le gouvernement (MELLAFE y SALAS et CANTOYA) : voir "La derrota del poder empresarial", *Chile Hoy*, Santiago, N°21, noviembre de 1972.
[1321] *El Mercurio*, Santiago, 17 de noviembre 1972. Comme le rappelle Jorge Magasich, l'un des militaires qui fait le déplacement est le Général O. Mena, futur directeur de la CNI (la police secrète de la dictature).
[1322] *El Mercurio*, Santiago, 15 de diciembre de 1972.
[1323] MIR, "Todo el pueblo a solidarizar con los obreros de Arica", Editorial *El Rebelde*, Santiago, N°59, 10 de diciembre de 1972.

IX – 2 – 1) Le rejet du plan Prats-Millas : « *Les Cordons sur le pied de guerre* » ?

Le plan Prats-Millas, dont on a vu le contenu, est clairement destiné à faire reculer le mouvement ouvrier, donner de l'air à l'opposition comme au patronat et essayer de s'engager à nouveau sur le terrain de la conciliation, avant les élections de mars. Pour la base du mouvement social, cela signifie des situations incroyablement difficiles où ce sont les militants UP qui sont chargés de répercuter dans les usines de tels mots d'ordres[1324]. Cette tension rappelle l'assemblée du CI Cerrillos que nous montre le film/documentaire *La batalla de Chile*. Un dirigeant syndical y explique à grand peine pourquoi il faut que les travailleurs calment leurs mobilisations, pourquoi les industries ne peuvent être occupées sans discrimination, le poids de la conjoncture internationale, l'impérialisme, le budget de l'Etat, etc... On se souvient aussi de la vigoureuse répartie d'un militant ouvrier dans la salle, qui dénonce les attitudes bureaucratiques et le réformisme démobilisateur de certains dirigeants[1325]. Indéniablement, de tels conflits surgissent dans de nombreuses usines, alors que des entreprises comme PERLAK, MUEBLES EASTON, READY MIX et plusieurs autres font partie de la liste des 123 qui doivent êtres restituées au privé.

Début janvier 1973, le journal *La Aurora de Chile* publie une déclaration des dirigeants syndicaux des Cordons industriels de Santiago. Le texte pose la question du contrôle ouvrier de la production, afin de savoir « *ce qui se produit, à qui on le distribue et au travers de quels moyens, à qui on donne des crédits* ». Dans cette déclaration, le plan gouvernemental de restitution d'une partie des entreprises occupées n'est pas encore mentionné[1326]. **C'est seulement à la mi-janvier et sous la pression des salariés que les CI entrent en mouvement contre le plan Prats-Millas**[1327]. A Vicuña Mackenna, plusieurs réunions ont lieu pour parler des conflits en cours à TEXTIL ANDINA et READY MIX. Et c'est un « front unique de lutte » pour le passage à l'APS qui est formé par les syndicats d'ELECMETAL, CORFAN,

---

[1324] On peut prendre l'exemple d'INDUMET, industrie métallurgique de Santiago. En 1969, cette usine connaît une grève qui se prolonge pendant trois mois. Après cette épreuve de force, la direction de l'entreprise organise la répression contre les ouvriers les plus engagés. Après une lente maturation, les salariés se mettent en grève (janvier 1971) et finalement cette usine est occupée pendant la grève d'octobre. Dans les mois qui suivent, les militants UP doivent expliquer pourquoi le gouvernement a décidé qu'elle devrait être rendue à son propriétaire… Voir *El compañero*, N°9, Santiago, 1972 et "49 industrias al Área Social", *Las Noticias de Ultima Hora*, Santiago, 29 de enero de 1973.

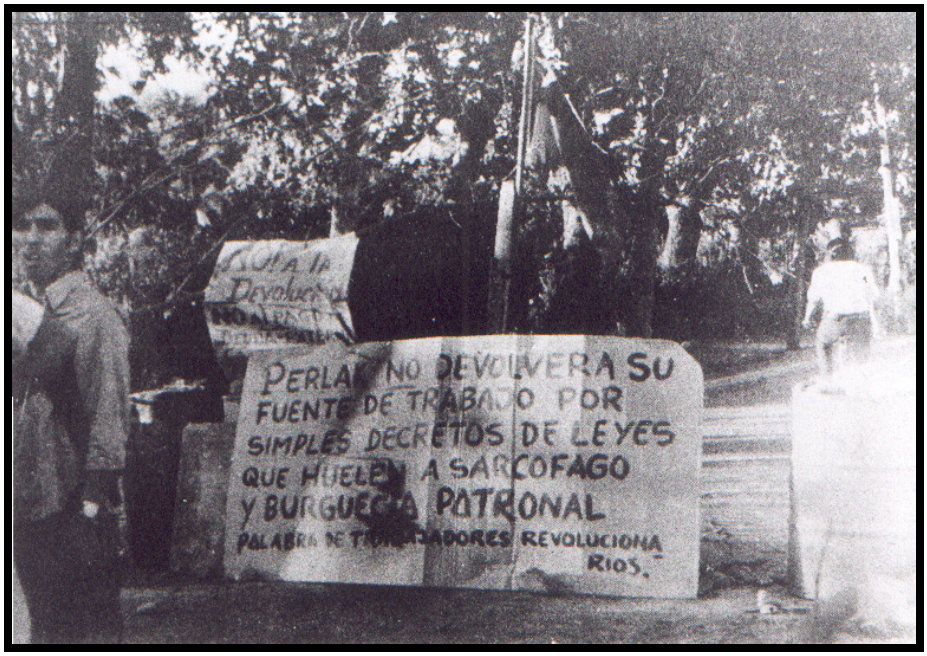
[1325] P. Guzmán, *La Batalla de Chile*, Chile/Cuba/Venezuela, 1975-1979, 3 partes.

[1326] Dirigentes sindicales de Santiago, "Declaración de los Cordones", *La Aurora de Chile*, Santiago, N°5, 11 de enero de 1973.

[1327] "Trabajadores no aguantan que se devuelvan empresas requisadas o intervenidas", *Clarín*, Santiago, 27 de enero de 1973.

MELLAFE y SALAS et CRISTALERIAS de CHILE[1328]. Le 25 janvier, le Cordon Cerrillos-Maipú prend l'initiative, en bloquant la route de Pajaritos et le chemin qui mène à Melipilla. Les premières actions naissent autour de l'usine COPIHUE, avec la présence de salariés de PERLAK, ALUMINIOS LAS AMERICAS, FANTUZZI, POLICRON, FENSA et autres[1329]. *El Mercurio* parle de la présence d'une centaine de personnes[1330]. Sont présents les membres les plus actifs du Cordon, sans que cela soit un mouvement massif pour autant :

Photos N° 21 : le Cordon Cerrillos se mobilise contre le plan Prats-Millas (1973)



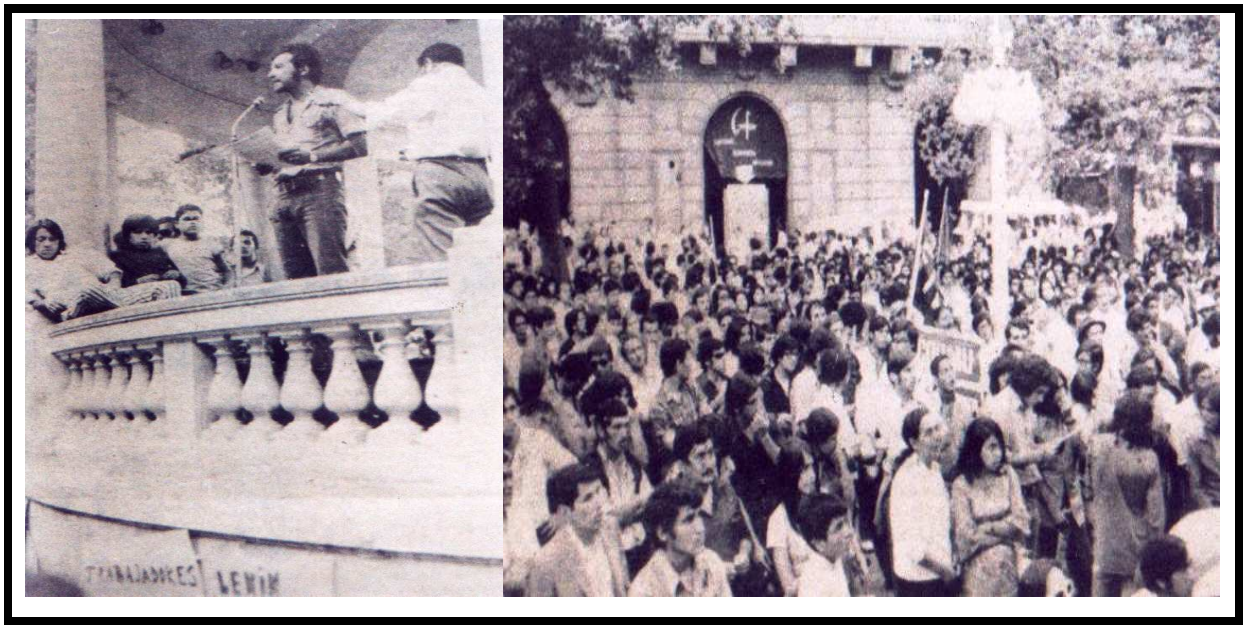
[1328] Voir *El Rebelde*, Santiago, N°63, 2 enero de 1973 et N°64, Santiago, 9 de enero de 1973.
[1329] A noter que c'est à ce moment là, qu'un militant comme Enrique Ramírez (MIR) passe définitivement au PS et devient un des collaborateurs de Hernán Ortega (M. Silva, *Op. Cit.*, p. 310).
[1330] *El Mercurio*, Santiago, 26 de enero de 1973.

Source : *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 9, 8 de febrero de 1973

Pourtant, les barricades sont d'une ampleur suffisante pour que l'intendant de Santiago, Jaime Faivovich (militant socialiste), ainsi que le sous-secrétaire du ministère du travail se déplacent. Le gouvernement promet une réponse rapide, qui n'arrive pas[1331]. Le Cordon Maipú-Cerrillos réagit et les barricades fleurissent de nouveau, le 30 janvier. Il s'agit cette fois d'une manifestation coordonnée des CI Cerrillos, V. Mackenna et Macul qui marchent jusqu'à la Moneda en criant « *Travailleurs au pouvoir !* »[1332].

Photos N° 22 : Discours d'Hernán Ortega contre le plan Prats-Millas (place d'arme de Santiago - janvier 1973)

[1331] "¡A construir, el poder popular ahora! ¡no a la devolución!", *IC. Testimonio Hernán Mery*, Santiago, N° 23, 17 de febrero de 1973.
[1332] *El Mercurio*, Santiago, 31 de enero de 1973.



Source : *IC. Testimonio H. Méry*, Santiago, Nº 23, 17 de febrero de 1973

Cette mobilisation prend d'autant plus d'ampleur qu'au même moment, des ouvriers de la construction manifestent contre la détention de "l'Interventor" de l'entreprise DESCO. Ce n'est pas la première fois que les salariés de la construction se mobilisent aux côtés du Cordon Cerrillos et ce type de jonction se reproduit plusieurs fois jusqu'au coup d'Etat[1333]. Au moment de convoquer la marche de protestation, le Cordon Cerrillos déclare : « *Nous, les travailleurs, nous ne rendrons aucune industrie de ce pays. Nous voulons le socialisme et non le réformisme* »[1334]. Le même jour, le CI Cerrillos dénonce les « *vacillations réformistes du gouvernement* », invite à la multiplication des CI et demande à toutes les coordinations de Santiago de se tenir en alerte[1335]. Cette déclaration émet aussi l'idée d'un Commando provincial des CI.

A cette occasion, Allende accepte de recevoir une délégation des CI. Enrique Ramírez, qui est présent, se rappelle que la conversation est très dure. Le président invoque le boycott international et montre son dédain pour Hernán Ortega, qu'il considère comme un « *infiltré* »

[1333] Les salariés de la construction possèdent une culture militante très combative, historiquement marquée par l'anarcho-syndicalisme. L'activité des CI entre ainsi en conjonction avec ces secteurs en lutte. Voir « La construcción habla claro », *La Aurora de Chile*, Santiago, N°9, 8 febrero de 1973

[1334] "Cordones en pie de guerra", *La Aurora de Chile*, Santiago, N°9, 8 febrero de 1973.

[1335] Comando del Cordón Cerrillos-Maipú, "Llamado del Cordón Cerrillos", Maipú, 30 de enero de 1973 (in *IC. Testimonio Hernán Mery*, Santiago, N° 23, 17 de febrero de 1973) ou Comando del Cordón Industrial Cerrillos – Maipú, « *Declaración de los cordones frente al Área Social y el abastecimiento* », Maipú, 30 de enero de 1973 (in *Tarea Urgente*, Santiago, N°1, 16 de febrero de 1973).

au sein des rangs du PS[1336]. Selon Armando Cruces, président du CI Vicuña Mackenna et ouvrier d'ELECMETAL, Allende aurait alors admis de s'expliquer devant une assemblée de travailleurs sur le projet Prats-Millas : cette promesse n'a pourtant jamais été tenue par la suite[1337]. Pour le Cordon Vicuña Mackenna, le plan Prats-Millas est un « *projet de loi qui ne représente pas l'opinion, ni les sentiments de la majorité des travailleurs, lesquels sont prêts à aller jusqu'aux dernières conséquences, en défense de leurs droits légitimes* ». Lors d'une assemblée, effectuée le 29 janvier, ce CI déclare[1338] :

- son opposition à toute restitution des usines réquisitionnées durant octobre 1972
- son souhait que les auteurs de ce projet assument leur responsabilité en expliquant mieux leur démarche
- la nécessité que les partis de l'UP se prononcent clairement et « *ne gardent pas un silence complice* »
- la nécessité d'incorporer davantage d'entreprises à l'APS
- son appui à la déclaration publique de la commission politique du PS qui a rejeté la dévolution d'entreprises réquisitionnées ou nationalisées (voir paragraphe précédent sur le bilan d'octobre)

Ce dernier point ne fait que souligner le lien très fort qui unit les CI et le Parti socialiste. Peu à peu, ce sont tous les Cordons industriels qui critiquent vertement la volonté de rendre une partie des entreprises occupées, mais sans ne jamais s'opposer de manière globale à la politique du gouvernement : c'est par exemple le cas du Cordon **Panamericana Norte, crée quelques semaines auparavant**[1339].

Pour la *Aurora de Chile*, journal des militants de gauche du PS de Santiago, ces remontrances suffisent à penser que « *les Cordons sont sur le pied de guerre* »[1340]. Le journal de l'aile gauche du PS multiplie d'ailleurs les premières pages provocatrices, annonçant que, non seulement, il ne faut pas réduire l'APS mais - qu'au contraire - il faut intégrer beaucoup plus d'entreprises au secteur nationalisé :

Photo N° 23 : Première page de *La Aurora de Chile* (PS) contre le plan Prats-Millas

---

[1336] Témoignage de Enrique Ramírez recueillit par Miguel Silva (*Op. Cit*., p. 316). Voir *El Mercurio*, Santiago, 4 de febrero de 1973.
[1337] G. Domingues, "Los obreros rechazan la devolución de empresas", *Punto Final*, N°177, Santiago, 13 de febrero de 1973.
[1338] "Cordones en pie de guerra", *La Aurora de Chile*, Santiago, N°9, 8 febrero de 1973.
[1339] Coordinador Cordón Panamericana Norte, *Declaración*, Santiago, febrero de 1973 (in *Tarea Urgente*, Santiago, N°1, 16 de febrero de 1973).

LA AURORA DE CHILE

Empresas al Area Social:

NI UNA MENOS, PERO SI MUCHAS MAS

Source : *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 8, 1 de febrero de 1973

N'oublions pas qu'au même moment, le débat entre la direction du PS et le président Allende sur l'extension de l'APS est exposé sur la place publique. Suite à la réunion du 30 janvier, certains dirigeants des CI déclarent à tout va qu'Allende leur aurait déclaré que, si cela ne dépendait que de lui, il dissoudrait le Congrès, les forces armées et le pouvoir judiciaire ! Cela oblige même la présidence à un correctif officiel. **Un communiqué est adressé directement et pour la première fois aux dirigeants des Cordons** (voir texte en Annexe N° 19). Le gouvernement s'empresse de rappeler son légalisme, toute la place qu'il accorde aux forces armées et réaffirme son appui au projet Prats-Millas. Enfin, le texte se finit par un rappel à l'ordre cinglant dirigé aux militants des Cordons : "*Le président de la République réitère aux dirigeants son respect et sa considération, mais leur signale également qu'il y a un gouvernement, que c'est lui qui prend les décisions, que sa politique est au service du pays, de tout le peuple, et non d'un secteur déterminé*"[1341]. L'avertissement est clair : le pouvoir de décision restera dans les mains de l'Etat et non dans celle d'un hypothétique pouvoir populaire constituant. Un autre aspect intéressant de ce document est justement la place que paraît donner Allende aux Cordons industriels. Pourquoi avoir pris la peine d'un tel démenti ? On peut supposer que c'est parce que les CI sont considérés comme suffisamment importants et

---

[1340] "Cordones en pie de guerra", *La Aurora de Chile*, Santiago, N°9, 8 febrero de 1973.

[1341] Presidencia de la República, "Declaración sobre el proyecto relativo al Área de Propiedad Social ante dirigentes de los Cordones Industriales de Santiago", Santiago, 31 de enero de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 5, pp. 3944-3945).

capables de mobiliser. **Cette déclaration constitue la première reconnaissance publique de ces nouvelles organisations.** Quelques jours plus tard, lors de la proclamation des candidats de l'UP aux élections parlementaires, Allende fait de nouveau référence « *aux organisations de pouvoir populaire* », mais en insistant sur le fait qu'elles ne peuvent être pensées en marge du gouvernement[1342].

Par de telles prises de positions, **la présidence confirme que jusque au sein de l'exécutif et la direction de l'UP, l'image projetée du pouvoir populaire et des CI est une image déformée, sans rapport avec leur pouvoir réel. A partir de cette date, le thème du « pouvoir populaire » continue à « enfler », bien au-delà de ses capacités politiques et de sa structuration effective, sur la scène politique nationale.** Le même jour, *El Mercurio* publie son premier éditorial contre le « pouvoir populaire ». On peut y lire que « *le projet de fonder la dictature du prolétariat à la base de la société et d'établir dans un sens vertical et horizontal, un réseau de surveillance de la conduite des citoyens, est l'objectif de ce pouvoir populaire* ». Pour le journal conservateur, le discours d'Allende signifie la fin de la « *voie démocratique* » et une réorientation vers « *le pouvoir du peuple* », qui pourrait bien se retourner contre le gouvernement lui-même[1343]. D'ailleurs, le maintien de la mobilisation ouvrière et la volonté du gouvernement de lâcher du lest, aboutissent à **une première victoire partielle des CI sur le gouvernement : à la fin février, le plan Prats-Millas est suspendu en l'attente des élections parlementaires. Mais, il est un autre thème qui constitue une épine dans le pied de ce projet de retour « *à la paix sociale des patrons* »[1344], pour reprendre un slogan du journal *El Rebelde,* celui des formes d'auto organisations qui ont surgi dans le champ de la distribution et du ravitaillement.**

IX – 2 – 2) Le « panier populaire » et la reprise en main des JAP par le cabinet civilo-militaire

Durant la grève d'octobre, ainsi que nous l'avons expliqué plus haut, la mobilisation populaire autour du thème du ravitaillement est centrale dans la mise en échec de la stratégie de l'opposition. Dans cette contre-offensive, les JAP développent un ensemble d'actions

[1342] *El Mercurio*, Santiago, 11 de febrero de 1973.
[1343] *El Mercurio*, Santiago, 11 de febrero de 1973.
[1344] « La Paz social de la patrones: ofensiva contra-revolucionaria", *El Rebelde* (Editorial), Santiago, N°58, 3 de diciembre 1972.

« spontanées » qui vont bien au-delà de leurs prérogatives légales[1345]. Ainsi, plusieurs militants procèdent à l'ouverture violente de commerces[1346]. **Peu à peu, certaines JAP s'engagent dans une pratique autonome par rapport à l'Etat, avec l'appui d'habitants des quartiers pauvres. Ces ouvertures se réalisent dans une ambiance de véritables colères populaires**. Au même moment, le journal officiel des commerçants, petits industriels et artisans du Chili s'insurge contre ce qu'il considère comme une attaque à la liberté du commerce et rappelle que presque 500 000 chiliens vivent de cette activité. Il accuse les JAP d'être les responsables du marché noir[1347]. Cette propagande cherche surtout à combattre l'auto-organisation en cours autour du ravitaillement. Ce type de praxis est impulsé par les activistes les plus radicaux. Ainsi Miguel R., alors jeune militant du MIR, témoigne comment, à une échelle locale (dans ce cas, dans le Nord, à la Calera), des militants parviennent à orienter les JAP : « *Nous, non pas en tant que militants du MIR - mais tout le monde le savait -, mais en tant que jeunes organisateurs de la vie du quartier, nous avons été sollicités pour réguler le fonctionnement de la JAP. C'est comme cela que nous nous sommes retrouvés à gérer à l'échelle de deux quartiers au moins, la relation avec les commerçants* » et il ajoute « *Notre option, en tant que MIR, c'était qu'il fallait mettre la main sur les grosses distributions, les exproprier ou les contrôler, « pouvoir populaire », voilà comment nous le voyions, nous, dans notre province* […]. *Finalement, puisque nous avions notre politique de renseignement,* […] *là où il y avait du stockage illégal, nous le libérions illégalement* »[1348].

L'assemblée provinciale des JAP qui se réalise le 2 décembre 1972, à Santiago est l'occasion de réaffirmer le rôle joué par ces organismes durant la grève d'octobre. Ainsi le président de la JAP de San Miguel insiste sur leur rôle clef dans la résistance, en collaboration avec les commerçants non grévistes. De nouveau, surgissent les critiques sur l'attitude négative des organismes de distribution étatique : la DINAC est accusée de préférer travailler avec les commerçants hostiles à l'UP. Les résolutions prises appellent à intégrer davantage la population et à amplifier les prérogatives des JAP[1349].

[1345] Certaines JAP restent aussi complètement paralysées durant octobre du fait de l'inactivité de leur dirigeants ("Una vez mas el poder popular", *Punto Final*, Santiago, N°180, 27 de marzo de 1973).
[1346] H. Parra, "Las JAP descubren que son capaces de mucho mas", *IC. Testimonio Hernán Mery*, Santiago, N°21, 12 de enero 1973.
[1347] "Quien responde por el mercado negro", Editorial, *Carta Informativa*, Santiago, N°3, diciembre 1972-enero 1973.
[1348] Entretien avec Miguel R., Pessac (France), 25 janvier 2001.
[1349] « JAP: trabajo planificado con las masas para derrotar el mercado negro », *El Siglo*, Santiago, 5 de diciembre de 1972.

Il est vrai qu'après les journées d'octobre, l'UP est acculée à reformuler sa tactique, dans le sens d'un approfondissement du contrôle sur la sphère de circulation. La question fondamentale reste : qui sera amené à exercer ce contrôle ? Les travailleurs organisés, les consommateurs (via les JAP), l'Etat et ses fonctionnaires, le patronat et le marché ? **Selon, les secteurs « modérés » de l'UP, la seule voie possible est celle déjà employée : la coordination entre l'Etat, les JAP et la petite bourgeoisie commerçante. D'où l'insistance pour s'opposer à toute tendance de distribution directe, via les JAP ou d'autres organismes tels les Commandos communaux ou les « magasins populaires »**. Les tenants d'une telle théorie ont conscience qu'il leur faut canaliser les initiatives à la base, tout comme la vente directe dans les quartiers populaires et les pratiques de troc au sein des usines. On peut retrouver d'ailleurs une théorisation de cela au travers des écrits de l'économiste et dirigeant du PC José Cadémartori, qui réaffirme l'importance de l'alliance avec la petite et moyenne bourgeoisie commerçante, contre ceux qui prétendent organiser des formes de distribution directe, « *esquivant les commerces établis et fournissant les produits aux JAP, comités de quartiers et centres de mères, créant ainsi de graves problèmes politiques au sein de ces organisations et dénaturant leurs fonctions* »[1350].

Conséquents avec une telle logique, les membres du nouveau cabinet doivent parallèlement appliquer un plan de réformes rigoureux pour assurer un ravitaillement normal et reprendre en main la situation. **Le « plan Flores », du nom du nouveau ministre de l'économie (MAPU), tente quelques mesures énergiques pour combattre le marché noir**[1351]. Il s'agit d'amplifier les relations entre les JAP et l'Aire sociale et, d'avoir un meilleur contrôle sur les prix. Les produits qui sortent de l'APS sont désormais obligatoirement livrés aux entreprises de distribution étatiques. Ensuite, pour la distribution, les entreprises privées sont invitées à signer des contrats avec le secteur étatique. Les attributions des JAP sont confirmées comme étant celles de surveillance du commerce de détail, mais Fernando Flores laisse une porte ouverte à l'extension de leurs attributions. Premièrement, les JAP doivent désormais s'organiser de manière resserrée, par *cuadra*, c'est-à-dire un ensemble de maison

[1350] Voir l'article de José Cadémartori dans *El Siglo*, Santiago, 28 de noviembre de 1972 et « Asunto clave: derrotar el mercado negro », *El Siglo*, Santiago, 17 de diciembre de 1972.
[1351] Voir F. Flores, Ministro de Economía, "Entrevista en Chile Hoy", *Chile Hoy*, Santiago, N° 23, 17 de noviembre de 1972 et le nouveau plan dans : F. Flores, Ministro de Economía, "Nuestro programa es la respuesta histórica de la clase obrera", *La Nación*, Santiago, 11 de enero de 1973.

réduit, afin de fixer et évaluer les besoins détaillés de chaque famille[1352]. Ensuite, le ministre glisse dans son discours : « *La dénonciation n'exclut pas l'action directe organisée et responsable pour empêcher la spéculation et le marché noir* ». Enfin**, F. Flores annonce l'adoption d'un rationnement de fait, contrôlé par l'Etat et la mise en place d'un « panier populaire » (*canasta popular*) de 30 produits de première nécessité, distribué sous contrôle des JAP**. Cette mesure fait l'effet d'une bombe chez les classes aisées et l'opposition s'en empare pour dénoncer « *le dramatique rationnement socialiste* »[1353]. Pour *El Mercurio,* « *La solution marxiste aux marchés noirs que sont la carte de rationnement et le contrôle policier sur les personnes et les institutions, implique un degré insupportable de perte de liberté* »[1354].

Le 21 janvier 1973, **le secrétariat national de distribution et commercialisation met en place un système public unique de distribution[1355]. Cet organisme est présidé par le Général d'aviation A. Bachelet**. Il est théoriquement destiné à une meilleure centralisation des informations sur les besoins en ravitaillement, sur l'état de la production ou le fonctionnement des JAP[1356]. **En fait, ce secrétariat joue un rôle politique clef dans la canalisation et la limitation des formes de ravitaillement direct existants dans les quartiers pauvres, en dehors des canaux légaux de distribution**. La CUT, au même moment, se déclare favorable à un approfondissement du combat du marché noir, en signant des accords avec la DIRINCO. L'un des points proposé est de former davantage les salariés, afin qu'ils soient capables d'exercer un contrôle dans leur entreprise sur la destination de la production. En fait, une telle tentative est surtout l'aveu de l'impuissance des « comités de surveillance », pourtant créés presque deux ans auparavant (voir le paragraphe sur la participation des travailleurs).[1357].

Finalement cet ensemble de mesures donne au gouvernement une meilleure évaluation des besoins et un contrôle accru sur la circulation de produits venant de l'APS. Pourtant, cette extension ne peut occulter que 70% de la distribution reste dans les mains du secteur privé, via

---

[1352] « El gobierno asegura normal abastecimiento », *Las noticias de ultimas hora*, Santiago, 9 de enero de 1973. Consulter également le document officiel: DIRINCO y Secretaria general de Distribución, *Marco de acción de las JAP*, enero de 1973 (in V. Farias (comp.), *La Izquierda chilena, Op. Cit.*, pp. 3772-3780).
[1353] Voir les journaux *La Prensa*, *La Segunda* et *El Mercurio* du 11 janvier 1973.
[1354] « Mercado negro: causas, consecuencias y soluciones », *El Mercurio*, Santiago, 16 diciembre de 1972.
[1355] Presidencia de la Republica, *Decreto Nº 41 sobre la creación de la Comisión Nacional y Secretaria General de Comercialización y Distribución*, 18 de enero de 1973 (in V. Farias (comp.), *La Izquierda chilena, Op. Cit.*, pp. 3772-3780).
[1356] « Creada secretaria nacional de distribución y comercialización », *El Siglo*, Santiago, 23 de enero de 1973.
[1357] "La CUT se ubica en la vanguardia de la lucha contra el mercado negro", *El Siglo*, Santiago, 4 de enero de 1973.

la Centrale nationale de distribution (CENADI – ex CODINA)[1358]. Surtout, dans les faits, la réussite d'un tel plan de normalisation est dépendante du contrôle réel de l'Etat sur la production, contrôle qui, en ce qui concerne la production de biens de consommation reste faible (il est de seulement 34,8% en août 1973, comme le montre le tableau statistique en Annexe N° 20). Comme le reconnaît Luís Inostroza, responsable des AGENCIAS GRAHAM et militant PS de la principale entreprise de distribution étatique : « *le problème de la distribution et du ravitaillement ne peut être abordé, si on n'analyse pas le problème de la production. Nous devons reconnaître que la distribution nous a créé de sérieuses difficultés pour résoudre le problème de ravitaillement de la population* »[1359]. A ce titre, l'agence de distribution étatique n'hésite pas à publier, depuis la mi-octobre 1972, des annonces très radicales dans la presse de gauche, qui appellent à l'expropriation - pure et simple - des grands monopoles de distribution et au renforcement des JAP (voir photo suivante).

Forts de ce constat, des intellectuels proches du MIR pensent que les déficiences des JAP sont à lier au fait qu'elles restent enfermées dans la conception du « front de classe » avec les secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie commerçante. D'autant plus que cette coalition n'est alors pas pensée depuis une position de force, car elle dépend du bon vouloir des commerçants[1360]. Au vu de la praxis chaque fois plus radicale de certaines JAP, les distributeurs détaillants et grossistes ne se sentent aucunement favorables à ce qu'ils jugent contraire à la liberté du commerce[1361].

Photo N° 24 : Propagande des Agences Graham (1972)

[1358] J. Modinger, F. Zeran, « La distribución en el banquillo », *Chile Hoy*, Santiago, N°32, 25 de enero de 1973.
[1359] *Tarea Urgente*, Santiago, N° 2, 25 de febrero de 1973.
[1360] R. Mauro Marini, C. Sepúlveda, « La politique économique de la « voie chilienne », *Critique de l'économie politique*, Paris, N°16-17, avril-septembre 1974, pp. 218-243.

[1361] Il existe cependant un mouvement de commerçants favorables au système des JAP, *El Movimiento Amplio de Comerciantes* (MAC), bien qu'il ne semble pas avoir eu un très grand poids (« Jap : trabajo planificado con las masas para derrotar el mercado negro », *El Siglo*, Santiago, 5 de diciembre de 1972).

Source : *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 2, 25 de octubre de 1972

A la mi-janvier, *El Mercurio* lance une véritable croisade contre la politique gouvernementale de réorganisation du ravitaillement. Cette campagne, qualifiée de « campagne de la terreur » par la presse de gauche, fait réagir énergiquement Salvador Allende, qui s'insurge contre toute idée de dictature et de rationnement[1362]. Par la suite, il développe largement sa défense lors d'un entretien télévisé. Le président répète qu'il est partisan de la voie institutionnelle : en ce qui concerne le ravitaillement et malgré la possibilité légale du rationnement, il préfère s'en tenir à un contrôle plus strict sur « *cinq ou six articles qu'il est nécessaire de mieux distribuer* »[1363]. On sait pourtant que F. Flores se proposait d'instituer une carte de rationnement sur beaucoup plus (il parle de 30 articles). **Ce discours annonce la marche arrière du gouvernement par rapport au plan Flores. Allende souhaite en effet négocier sur la distribution, notamment avec la DC, de la même manière qu'il le fait avec le plan Prats-Millas pour l'APS et l'industrie.**

[1362] "Allende le dice al *Mercurio*: "diario canalla y mentiroso"", *Clarín*, Santiago, 14 de enero de 1973.
[1363] Transcription intégrale de l'entretien dans *Clarin*, Santiago, 17 de enero de 1973.

Parallèlement, la droite alarme la population sur les réquisitions de commerces. Par exemple, fin janvier, l'on apprend qu'à Temuco, une JAP « *a créé durant 4 jours une vague de terreur dont furent victimes plusieurs commerçants* ». Il apparaît que cette JAP, accompagnée d'environ 500 personnes, parvient à obtenir l'ouverture de hangars ou encore force une commerçante récalcitrante à vendre ses produits[1364]. **De tels débordements non planifiés se multiplient, preuve de l'extension de la praxis des JAP, bien au-delà du simple contrôle sur l'arrivée des marchandises de quelques commerces**. Une enquête réalisée en décembre 1972, dans 6 quartiers populaires de Santiago, montre que l'idée du rationnement est largement reconnue par d'amples secteurs de la population, ceci non seulement par les sympathisants de gauche mais aussi par ceux qui appartiennent politiquement à l'opposition de droite[1365]. Les JAP sont désormais présentes sur tout le territoire, mais avec une forte prédominance des grandes villes : début janvier 1973, il existe 2195 JAP (dont 925 à Santiago, 393 à Valparaíso et 114 à Concepción)[1366]. D'ailleurs malgré les efforts du gouvernement pour canaliser leur action, les JAP continuent d'être dénoncées jusqu'au coup d'Etat : le 17 juin 1973, c'est la DC - avec laquelle Allende prétendait négocier - qui réunit plusieurs milliers de personnes contre elles, sous la consigne : « *Nous défendons le droit de manger pour tous les Chiliens* »[1367].

Le gouvernement, au lieu d'essayer d'orienter les organisations de base existantes vers des formes d'auto-organisation du ravitaillement, recule face à l'offensive idéologique du patronat et à l'ampleur du défi. Rapidement, dans les semaines qui suivent janvier 1973, l'attitude « plus dure » du ministre Flores est désavouée et, de manière caractéristique, ce sont les militaires qui sont chargés de prendre en main le ravitaillement. Toutes les grandes entreprises de distribution nationalisées, sont mises sous contrôle des différents corps des forces armées[1368]. Le Général Prats dans un rapport aux carabiniers rappelle que « *l'Institution participera à la lutte contre la spéculation et veillera à*

[1364] « En aumento acciones ilegales de las JAP », *El Mercurio*, Santiago, 21 de enero de 1973.

[1365] Les deux tiers des familles de ces quartiers populaires achètent leurs produits aux prix officiels, au travers des JAP (54%) ou directement aux camions des entreprises de distribution publique (16%). De plus, deux tiers appuient l'implantation d'une carte de rationnement et plus de la moitié croient que cette carte bénéficieraient aux « *pauvres et aux ouvriers* » et pénaliseraient les « *riches et les commerçants* ». Malgré qu'un tiers de ces habitants adhèrent à l'opposition, la moitié d'entre eux sont d'accord avec les JAP (source : J. Bengoa « Racionamiento para los ricos, abastecimiento para los pobres », *Chile Hoy*, N°32 et J. Bengoa, « Las JAP rompen el empate », *Chile Hoy*, N°33, cité par E. Pastrana, M. Threlfall, *Pan, techo y poder: el movimiento de pobladores en Chile, Op. Cit.*, pp. 97-98).

[1366] J. Modinger, F. Zeran, « La distribución en el banquillo », *Chile Hoy*, Santiago, N°32, 25 de enero de 1973.

[1367] "Protesta de Quinta Normal y Barrancas contra las JAP", *El Mercurio*, Santiago, 18 de junio de 1973.

[1368] Secrétariat National de Distribution ; AGENCIAS GRAHAM ; DINAC ; GIBBS y Cia ; WILLIAMSON BALFOUR (H. Suarez Bastidas, "¿La distribución tarea de las masas o de la FFAA ?", *Punto Final*, Santiago, Suplemento de la edición N°182, 24 de abril de 1973).

empêcher les excès des JAP »[1369]. Le ministre de l'intérieur intervient aussi plusieurs fois publiquement pour rappeler que les JAP ont seulement comme fonction de « *coopérer avec la fonction publique* » et qu'elles ne « *sont pas exécutives* »[1370]. C'est finalement le Général Bachelet qui se charge de la reprise en main par l'armée et à la mi-mars, celui-ci annonce la diminution de moitié de la distribution des *canastas* effectuée par les supermarchés Montserrat[1371]. La politique de ce secrétariat est interprétée, avec raison, par les secteurs critiques de gauche comme l'expression de la ligne économique d'Orlando Millas et du PC : le but est celui du contrôle bureaucratique des JAP et de la distribution[1372].

Le 19 février 1973, se réunissent avec Allende les dirigeants des JAP communales de Santiago, les ministres de l'intérieur et de l'économie, le directeur de DIRINCO et le Général Bachelet[1373]. Le gouvernement impose son point de vue : ce sont les forces armées intégrées au gouvernement, qui seules peuvent garantir le contrôle de la distribution et du ravitaillement[1374]. Cette mesure est accueillie avec mécontentement. Les délégués de Barrancas, Puente Alto, Novena Comuna, Quilicura déclarent qu'ils n'ont pas été consultés et réclament au contraire un pouvoir d'action renforcé contre les spéculateurs. Suite à cette réunion, le secrétariat national publie un document illustré de manière didactique, destiné à être diffusé dans tout le pays[1375]. On y insiste sur l'importance du respect de l'autorité étatique et sur le fait que les JAP ne sont en aucun cas des organismes de commercialisation. Dans son rapport, le Général Bachelet note que si « *dans un secteur déterminé, une JAP surpasse le cadre des orientations qui lui sont données, ou que son activité est déficiente, la solution est de mobiliser les voisins les plus conscients pour améliorer et faciliter le travail de celle-ci* ». Dans le cas contraire, elle pourra être dissoute par la DIRINCO. Cette position de contrôle « par en haut » est avalisée par le

---

[1369] « Control burocrático sobre las JAP », *Punto Final*, Santiago, N°179, 13 de marzo de 1973.

[1370] Voir respectivement *El Mercurio* du 23 janvier 1973 et 9 février 1973.

[1371] Le Général Bachelet a précisé sa conception du ravitaillement, quoique de manière très prudente dans un entretien à la revue *Chile Hoy*. Cet entretien met au clair l'appui des forces armées au gouvernement, à la condition que celui-ci garantisse les intérêts des petits et moyens commerçants (« Entrevista con el General Bachelet », *Chile Hoy*, N°33, Santiago, 26 de enero de 1973).

[1372] « Control burocrático sobre las JAP », *Punto Final*, N°179, Santiago, 13 de marzo de 1973.

[1373] "Entregado reglamento de las polémicas JAP", *La Prensa*, Santiago, 20 de febrero de 1973.

[1374] H. Suarez Bastidas, "¿La distribución tarea de las masas o de la FFAA?", *Punto Final*, Santiago, "Documentos": suplemento de la edición N°182, 24 de abril de 1973.

[1375] Departamento nacional JAP-DIRINCO, *Instructivo general para las juntas de abastecimiento y control de precios*, Santiago, Ed Quimantú, 1973.

Général Prats[1376]. Ce rappel à l'ordre ne suffit pourtant pas aux commerçants : pour eux, le gouvernement chercherait toujours « *la dénonciation (que les gouvernements totalitaires apprécient tant) et la conscientisation* »[1377].

De plus, cette conception est responsable de l'accentuation des dissensions entre le gouvernement et une partie du mouvement social, qui commence à pratiquer des formes de ravitaillement direct (voir le paragraphe suivant). Sur cette question comme sur d'autres, le PS oscille entre une militance radicalisée (à la base) et sa participation au gouvernement. Dans un document interne intitulé « Instruction pour le travail des JAP », rédigé par la commission technique du parti et révélé par *La Segunda*, la direction socialiste constate le mauvais fonctionnement des JAP : elles ne possèdent aucune « *perspective de lutte pour le pouvoir* », constituent dans certain cas un « *véritable pouvoir individuel dans les quartiers* ». Plus largement, ce sont des organismes de « *conciliation de classe* ». La solution préconisée est donc la création d'un « *comité de ravitaillement des Commandos communaux, avec la présence de contrôle du PS* » [1378]. Ainsi si les socialistes reconnaissent l'utilité d'organismes surgis pendant « l'octobre rouge », ils souhaitent - dans leur documentation confidentielle - les mettre sous le contrôle direct du parti, bien loin des beaux discours sur l'autonomie nécessaire du mouvement social. Cette attitude est confirmée, les 16 et 17 juin 1973, par les conclusions de la première conférence provinciale du PS de Santiago sur le ravitaillement[1379]. D'autres organisations de l'UP critiquent également la politique de ravitaillement gouvernementale. Le MAPU, dont le projet du militant Flores vient d'être désavoué, parle d'une gestion bureaucratique du ravitaillement : *"Au lieu d'avancer chaque fois plus dans le contrôle de la distribution, il semble que nous reculons*"[1380]. Ce parti avance l'idée d'un « *plan communal de ravitaillement* », basé sur la coordination des JAP locales et la généralisation de Commandos communaux[1381]. Il s'agit d'une orientation qui est proche de la gauche du PS, des chrétiens de

---

[1376] G. Prats, Ministro del Interior, « Instrucciones del ministerio del interior para inspeccionar el funcionamiento de las JAP » (in C. Prats, *Testimonio de un soldado*, Santiago, Pehuen, 1985, pp. 353-355).
[1377] Editorial, "Otra vez las JAP", *Carta informativa*, Santiago, N° 4, Febrero 1973.
[1378] "El PS revela verdaderas intenciones de las JAP", *La Segunda*, Santiago, 17 de febrero de 1973.
[1379] "La hora del control popular en la distribución ha llegado", *Tarea Urgente*, Santiago, N° 7, 3 de julio de 1973.
[1380] "Que cada JAP sea una trinchera contra los Momios", *El Combate*, Santiago, N° 3, enero de 1973.
[1381] "A defender el consumo, organizando el poder popular: las tareas que el MAPU plantea a las masas para desarrollar el control popular", *El Combate*, Santiago, N° 3, enero de 1973 ; consulter également le rapport confidentiel suivant : MAPU, Informe *de la Comisión Política al partido. El período octubre 1972- marzo 1973 y las perspectivas futuras*, Documento de estricta circulación interna, Santiago, 12 de febrero de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 6, pp. 4261-4284).

gauche et du MIR[1382]. Ce discours, malgré un aspect théorique quelque peu éthéré, se reflète dans les diverses expériences de ravitaillement direct et d'autogestion de la distribution qui se déroulent dans le pays.

IX – 2 – 3) Panier populaire, autogestion et ravitaillement direct

En fait, certaines des mesures proposées par Fernando Flores (et désavouées par Allende) s'inspirent de pratiques qui existent déjà sur le terrain. C'est ce que révèle le religieux Gonzalo Arroyo, membre de l'organisation *Cristianos por el socialismo* (CPS) : dans son quartier, les *pobladores* contrôlent et distribuent déjà des aliments de base, bien avant que le ministère ne propose le « panier populaire »[1383]. Il apparaît que les zones les plus avancées dans cette pratique de la distribution directe sont, tout d'abord, celles où le commerce établi est peu implanté, et cela surtout dans les campements les plus organisés. C'est le cas des *campamentos Lo Hermida* et *Nueva La Habana* (voir carte dans la quatrième partie). Dans ces deux quartiers, un ensemble de mesures a permis, grâce à la discipline politique et la mobilisation collective, d'obtenir des résultats concrets dans le combat contre le marché noir. Après avoir constaté l'inutilité des JAP, puisque les commerçants refusent de s'y intégrer, une sorte de « *panier populaire* » est pensé en décembre 1972[1384]. Dans ces quartiers, début janvier 1973, des « magasins populaires » fonctionnent de manière coordonnée avec deux supermarchés MONSERRAT (ces derniers sont possession de l'Etat). Ils fournissent, dans un premier temps, 1200 puis 1600 familles toutes les semaines, avec un « panier populaire » d'entre 15 et 20 produits[1385]. Le tout est contrôlé par une carte de rationnement et offrent des denrées à un prix cinq fois inférieur à celui du marché noir. Au niveau de chaque secteur, les habitants avec l'aide du comité de quartier, s'installent dans un local où ils reçoivent les marchandises distribuées par AGENCIAS GRAHAM. Un délégué est élu par pâté de maison (*manzana*). Il est chargé de comptabiliser les besoins et de distribuer des cartes nominatives. Afin d'éviter les queues, l'ordre de distribution est fixé par tirage au sort, avec un délégué pour 25 familles en moyenne. Le contrôle du bon déroulement de la distribution s'effectue sous la surveillance d'un

[1382] Voir « A impulsar las acciones de masas contra los hambreadores del pueblo », *El Rebelde (Editorial)*, Santiago, N°66, 29 de enero de 1973.
[1383] "Comandos por manzanas serán la clave de nuevo sistema distribuidor", *Las Noticias de ultima hora*, Santiago, 16 de enero de 1973.
[1384] « Distribución, tarea de la masas », *El Rebelde*, Santiago, N° 66, enero de 1973.
[1385] Ce panier populaire contient notamment 2 kg de sucre, du lait, 1 kg d'haricot vert, 1 kg de farine, 1 kg de pâtes, 1 kg de riz, 1 litre d'huile, allumettes, dentifrice, algues séchées (*cochayuyo*), beurre, sel, détergent… Voir

« garde », élu par chaque pâté de maison[1386]. Bien sûr, ce type de "magasins populaires" s'oppose aux intérêts de la petite-bourgeoisie commerçante. D'ailleurs, celle-ci menace régulièrement de destruction de tels locaux et oblige les *pobladores* à effectuer une garde permanente[1387].

Selon *La Aurora de Chile,* « *On peut affirmer, sans peur de se tromper, qu'à Lo Hermida et Nueva La Habana, n'existe pas le marché noir* »[1388]. Cette opinion est confirmée par le témoignage d'Abraham Pérez, dirigeant de *Nueva La Habana* : il parle même de 1800 paniers populaires livrés au sein du *campamento*. Pour lui, le « ravitaillement populaire » signifie « *sauter les intermédiaires* » y compris la JAP : ce sont les organisations du campement qui vont retirer les produits et distribuent directement, via un « magasin populaire » sous contrôle des *pobladores*[1389]. Dans ce cadre, le *campamento* est aussi en contact avec des organisations de paysans qui vendent leurs produits directement : les *pobladores* les aident à faire un chemin pour assurer le transport ou encore participent aux récoltes. A. Pérez admet aussi que « *tout n'était pas couleur de rose* » et qu'il y a certainement eu des cas d'enrichissement personnel de dirigeants. Cependant, selon lui, tout dépend de l'honnêteté des militants et du contrôle démocratique exercé sur eux, si bien qu'à sa connaissance, à *Nueva La Habana*, il n'y aurait pas eu de malversation[1390]. Pour José Moya également, le ravitaillement direct à *Nueva La Habana* est un exemple d'organisation et de conscience collective, surtout dans les moments difficiles que vit le pays[1391]. L'observation participante de C. Castelain

---

J. Modinger, F. Zeran, « La distribución en el banquillo », *Chile Hoy*, Santiago, N° 32, 25 de enero de 1973 et *El Rebelde*, Santiago, N°64, 9 de enero de 1971.

[1386] Corresponsal popular, "Reportaje a un almacén popular", *La Aurora de Chile*, Santiago, N°8, 1 de febrero de 1973.

[1387] "Canasta popular: fin a las colas y a la especulación", *Las Noticias de Ultima Hora*, Santiago, 17 de enero de 1973.

[1388] "Lo Hermida y Nueva La Habana: un gran salto adelante en la distribución y abastecimiento popular", *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 5, 11 de enero de 1973.

[1389] Entretien avec A. Pérez, réalisé à Santiago, le 6 mai 2002. Voir également le témoignage d'une habitante de Nueva La Habana, qui rappelle "*nous les pauvres, nous avons toujours été rationnés !*" (*Chile Hoy*, Santiago, N° 32, 22 de febrero de 1973 ; traduit en français dans M. Rapis, *Op. Cit.*, pp. 132-142).

[1390] Entretien réalisé à Santiago, le 6 mai 2002.

[1391] "*El abastecimiento se constituyó como un eje importante durante el gobierno de la UP precisamente porque era un período de mucho desabastecimiento; los pobladores se organizaron y construyeron, en la Nueva la Habana, un almacén popular que era un almacén central que tenía convenio con agrupaciones de campesinos que tenían sus predios y producían sus frutas, verduras, leche, queso, en fin. Entonces, estas agrupaciones entregaban directamente sus productos frescos al almacén popular del campamento. Había también*

montre même que cette pratique sociale du ravitaillement autogéré permet au MIR de regagner la confiance de l'immense majorité du campement et de renouveler le fonctionnement démocratique des relations entre direction du parti et base sociale[1392]. Selon elle, la distribution effective de la "canasta" s'accompagne « *d'un sourire de triomphe de l'ensemble des pobladores* » car elle *« devient le symbole de l'égalité des besoins, du nivellement des inégalités économiques* » et « *anime une relation de confiance qui avait quelque peu disparu* » entre les dirigeants du campement et ses habitants. Le verticalisme politique est remis en cause : « *les rapports s'inversent, c'est l'avant-garde qui se met au service direct de la base* […]. *Une symbiose se crée qui contribue à fortifier le sentiment du pouvoir du peuple face à la bourgeoisie. L'opération de distribution sur le campamento modifie les rapports de voisinage, les conversations quotidiennes, les parcours quotidiens* »[1393]. De plus, cette expérience permet le rapide éveil de *pobladores* jusque là peu politisés, car à travers de leur intérêt personnel, ils peuvent saisir la nécessité du contrôle d'autres entreprises de distribution. Autre signe de transformation extrêmement important : la forte participation des femmes. Celles-ci s'investissent activement dans la lutte pour le ravitaillement direct remettant en cause –mais seulement *transitoirement* faute d'un appui politique clair – la domination masculine sur l'ensemble des activités sociales du *campamento*. La comparaison avec d'autres *campamentos* voisins, parfois gérés par des partis de l'UP et qui ne s'inscrivent pas dans cette perspective autogestionnaire est aussi très favorable au MIR : à *Nueva La Habana*, la distribution décidée

---

convenio con productoras de ave, o sea, era un almacén bastante surtido, donde había de todo. Cada manzana tenía, entonces, un equipo de abastecimiento de unas 8 o 10 personas, que eran las que iban a trabajar al almacén central. Una parte de ellos hacían turno en el almacén y la otra parte traía los productos a la manzana y los repartían entre los pobladores a precio de costo. Entonces, dentro de este país con muchos problemas de desabastecimiento, sobre todo entre las capas medias, habían estos campamentos que estaban muy bien organizados y tenían bastante abastecimiento y buena alimentación. A tal punto que uno sacaba alimentos de su casa y les llevaba a su familia si esta vivía fuera del campamento..." Entretien réalisé à Santiago, le 20 novembre 2001.

[1392] On a expliqué au Chapitre VI que ces relations sont marquées par le verticalisme et que la participation des *pobladores* se détériore davantage suite au « tournant ouvrier » de fevrier 1972, opéré par le MIR.

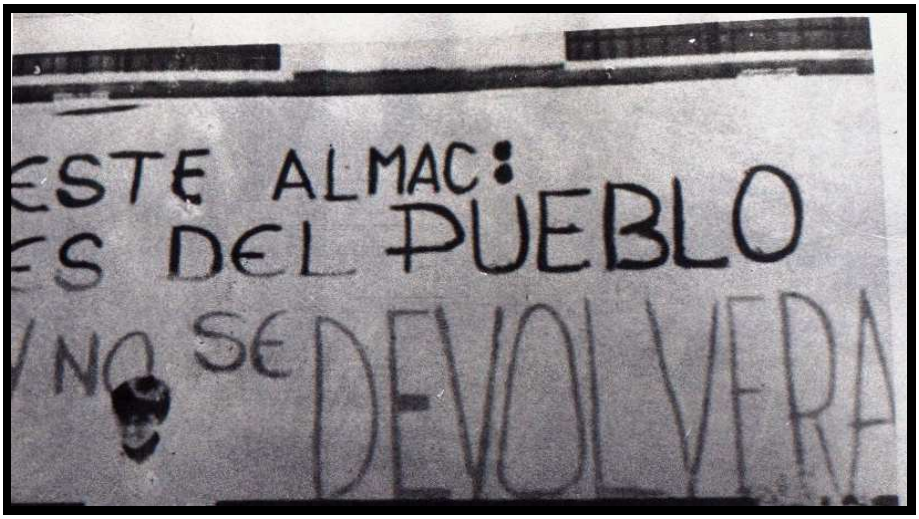
[1393] C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973. Op. Cit.*, p. 186.

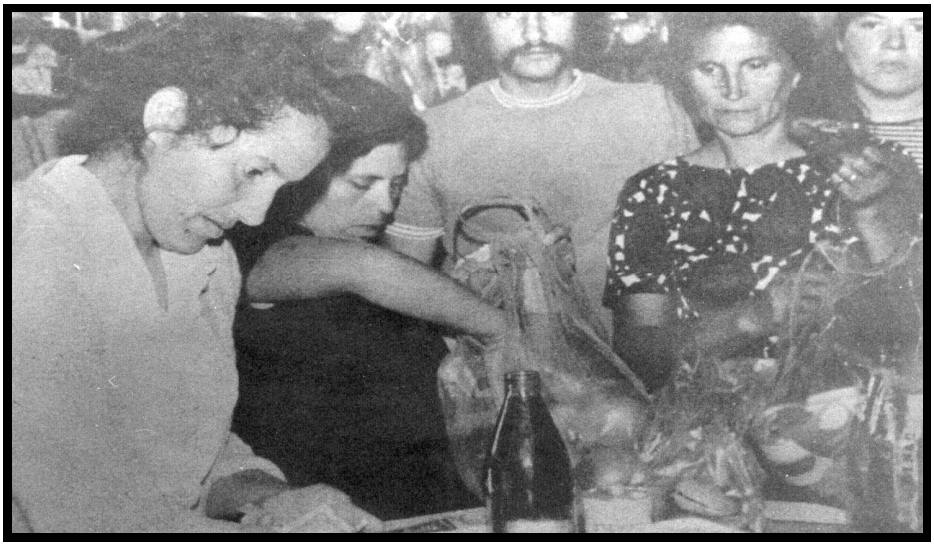
par quelques uns au profit d'une minorité ou encore les longues files d'attente devant le local de la JAP ont disparus[1394].

L'action revendicative des *pobladores* déborde largement le cadre de ces deux "vitrines politiques" du MIR que sont *Lo Hermida* et *Nueva La Habana*, pour se diffuser - à partir d'octobre 1972 - dans de nombreuses autres communes de Santiago et villes du pays. Par exemple, la distribution du « panier populaire » s'étend par la suite à d'autres *poblaciones*, telles la Elmo Catalan et Manuel Rodríguez (commune de Conchali), Che Guevara (commune de Barrancas) ou la Elmo Catalan de Peñaflor. Au total, plus de 9.000 familles seraient ainsi ravitaillées[1395]. Fondamentalement, ce système de ravitaillement direct est favorisé grâce à l'appui de AGENCIAS GRAHAM. Selon lui, **il existe début 1973, 90 « magasins du peuple » dans tout le pays (dont 40 à Santiago) et ce sont pas moins de 20 000 « paniers populaires » qui sont distribués de cette manière**[1396]. Selon une enquête sociologique se seraient plutôt 79 magasins de ce type qui existent en février 1973 à Santiago, alors que se multiplient des sollicitudes d'intégration à ce réseau, de la part de 200 locaux[1397]. De telles expériences de « magasins populaires » ont existé de manière désordonnée, à la suite de la grève d'octobre. C'est le cas du supermarché « Almac Los presidentes » à la fin de l'année 1972, qui devient un symbole du ravitaillement populaire :

Photos N° 25 : Un supermarché Almac transformé en centre de ravitaillement populaire, sous contrôle des *pobladores*

[1394] C'est la grande différence que note C. Castelain notamment avec un campamento voisin, dirigé par l'UP et dont elle qualifie le systême de distribution de « *ravitaillement caudilliste* », c'est-à-dire autoritaire et géré par quelques dirigeants uniquement (Ibid., p. 189-190).
[1395] « Supermercado Montserrat del pueblo », *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 7, 25 de enero de 1973.
[1396] « El vaivén de la canasta popular », *Punto Final*, Santiago, N°179, 13 de marzo de 1973. C. Castelain avance le chiffre de 30 000 *canastas* dans sa thèse de troisème cycle en sociologie (C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973*, *Op. Cit.*, p. 185).
[1397] E. Pastrana et M. Threlfall, *Pan, techo y poder: el movimiento de pobladores en Chile (1970-1973)*, *Op. Cit.*, p. 99.





Source : *IC. Testimonio H. Méry,* Santiago, Nº 19, 1 de diciembre de 1972

Autre exemple, celui du supermarché « Almac Santa Julia », qui appartient à un sénateur du Parti national, et qui est ouvert de force dès le 20 octobre 1972. Le Cordon industriel Macul participe à ce mouvement de lutte et si on en croit son témoignage, c'est le dirigeant socialiste local, Tomás Inostroza qui prend la responsabilité d'ouvrir le local[1398]. Cette action se déroule suite à l'organisation d'une plate-forme de revendications, qui proclame la défense « *du droit à manger* » pour les 15 000 habitants du secteur. Sa remise en marche est facilitée par la solidarité des étudiants de l'institut pédagogique de l'Université du Chili, qui effectuent un travail volontaire de distribution[1399]. Après occupation, un conseil d'administration de 20 représentants de plusieurs organisations de base du quartier est formé, et l'autorité étatique, mise devant le fait accompli, se charge de fournir les produits de base. L'appareil judiciaire tente farouchement d'empêcher de telles actions. Ainsi, les occupants d'Almac Santa Julia sont délogés violemment par la police, jusqu'à sa définitive expropriation sous la pression du mouvement social[1400]. A chaque occupation de la sorte, la cour suprême de justice essaie de démontrer l'illégalité des mesures de nationalisation et les pratiques illégales du gouvernement[1401].

Le local de Santa Julia permet le ravitaillement de plus de 1400 personnes par jour et concerne un total de plus de 80 000 personnes. Cette pratique est possible grâce à la coopération d'AGENCIA GRAHAM et aux denrées fournies par les entreprises de l'APS, telle l'usine de pâtes LUCHETTI ou les denrées agricoles de SOCOAGRO[1402]. C'est sur la base de cette occupation que les habitants du quartier renforcent leurs relations avec le Cordon industriel Macul et proclament la nécessité de la création d'un Commando communal[1403]. Pourtant, cette étape supérieure dans l'organisation reste un vœu pieu. D'autre part, plusieurs récits font part de nombreux problèmes de gestion dans le ravitaillement de ces « magasins du

---

[1398] Voir son témoignage : entretien réalisé à Santiago, le 4 juillet 2002.

[1399] Voir « Trabajadores del Cordón Macul están movilizados: en Almac de Santa Julia se gesto Comando Comunal », *Posición*, Santiago, n° 31, 14 de noviembre de 1972.

[1400] Voir *El Rebelde*, Santiago, N°64, 9 de enero de 1973.

[1401] "La suprema le exige a bigote y compañía respeto a los tribunales", *Tribuna*, Santiago, 31 de octubre de 1972. Cet article mentionne le conflit judiciaire autour du supermarché occupé *« Almac de la villa Freí* ».

[1402] Basé sur: Corresponsal popular, « Almacén del pueblo », *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 6, 18 de enero de 1973; « Canasta popular: fin a las colas y a la especulación", *Las Noticias de Ultima Hora*, Santiago, 17 de enero de 1973; "De cueva de ladrones a almacén del pueblo", *IC. Testimonio Hernán Mery*, Santiago, N° 19, 1 de diciembre de 1972 et "Pobladores de Santa julia se organizan", *Posición*, Santiago, N°33, 30 de noviembre de 1972.

[1403] « Trabajadores del Cordón Macul están movilizados: en Almac de Santa Julia se gesto Comando Comunal », *Posición*, Santiago, n° 31, 14 de noviembre de 1972.

peuple » et de leur relation avec les entreprises étatiques[1404]. **Néanmoins, on peut constater qu'à la faveur de l'intense mobilisation sociale d'octobre 1972, une nouvelle forme de ravitaillement est inaugurée[1405]. Plusieurs CI de Santiago incluent d'ailleurs dans leur plate-forme de lutte celle du ravitaillement sous contrôle de la population**. Certains dirigeants des Cordons mettent en jeu leur poids, tout au moins symbolique, afin de faire pression sur les autorités gouvernementales. C'est le cas des Cordons Cerrillos et Vicuña Mackenna qui, en mars 1973, avancent l'idée d'organiser une réunion collective de plusieurs CI, avec le Général Bachelet, « *afin de parler franchement de ce problème et recueillir les idées avancées par le haut commandement militaire* »[1406]. Il semble que cette réunion n'ait finalement jamais eu lieu. Mais, si les CI ont toujours exprimé des revendications sur le ravitaillement, aucuns liens organiques stables ne paraissent avoir surgi au sein d'une entité participative comme aurait pu l'être le Commando communal, ceci malgré les nombreux « manifestes du peuple », qui fleurissent, à tout va, dans ce sens[1407].

Cette "bataille de la consommation" est reprise par une partie de la gauche de l'UP, qui critique les gestions bureaucratiques, appelle à l'expropriation immédiate de la CENADI et à une distribution sous contrôle des Commandos communaux[1408]. La réponse des militaires chargés de la distribution ne se fait pas attendre : en février, Inostroza, le gérant des AGENCIAS GRAHAM est destitué de ses fonctions et le Général Bachelet réaffirme qu'il n'est pas favorable au « panier populaire » et encore moins au « ravitaillement direct ». Parallèlement des usines comme PERLAK ou les supermarchés MONSERRAT se voient disqualifiés financièrement et politiquement pour leur option de ravitaillement[1409]. D'autre part,

---

[1404] Voir M. Silva, *Op. Cit.*, pp. 294-296.

[1405] Evidemment, de telles formes de rationnement populaire, implantées sous la pression de certains militants de gauche, ne sont pas perçues par l'ensemble des habitants avec enthousiasme. Ainsi une famille du quartier *Los Presidentes* se plaint ouvertement du rationnement et de l'absence de « liberté » de consommer (« Canasta popular: fin a las colas y a la especulación", *Op. Cit.*).

[1406] "Cordones industriales luchan por los almacenes del pueblo", *Posición*, Santiago, N° 43, 30 de marzo de 1973.

[1407] Consulter par exemple: Comando Provincial de Pobladores, "Manifiesto del pueblo en relación a la política de abastecimiento", Santiago, febrero de 1973 et Comando Provincial de abastecimiento Popular, « Organización para abastecimiento: comandos comunales de abastecimiento », Santiago, febrero 1973 (in *Tarea Urgente*, Santiago, N °1, 16 de febrero de 1973).

[1408] Voir par exemple la position du MAPU: "A defender el consumo, organizando el poder popular: las tareas que el MAPU plantea a las masas para desarrollar el control popular", *El Combate*, Santiago, N° 3, enero de 1973.

[1409] H. Suárez Bastidas, "¿La distribución tarea de las masas o de la FFAA?", *Punto Final*, Santiago, Suplemento de la edición N°182, 24 de abril de 1973.

dans une réunion organisée à la Moneda, en présence de Bachelet et des dirigeants de plusieurs organisations de *pobladores*, Allende condamne les risques « *d'anarchie* » que pourrait provoquer le ravitaillement direct et réaffirme : « *Les JAP sont des organes de pouvoir populaire en collaboration avec le gouvernement populaire* »[1410].

Une telle attitude du gouvernement, alors que se multiplient les mobilisations ouvrières contre le plan Prats-Millas, provoque la réaction du mouvement *pobladores*. Par exemple, le 22 février, des habitants de *Nueva La Habana* occupent AGENCIAS GRAHAM en protestation contre l'éviction d'Inostroza et en faveur de l'extension du panier populaire[1411]. Ce type de mobilisations collectives en faveur d'un ravitaillement direct et autogéré se renforce dans les mois qui suivent, jusqu'à déboucher sur la revendication de la constitution d'une véritable « centrale prolétaire de la distribution », qui permettrait d'intégrer ouvriers et *pobladores* dans la même perspective d'un ravitaillement contrôlé par eux-mêmes (voir la Quatrième partie). Dans de telles conditions, la mise en place du panier populaire dans des campements comme *Nueva La Habana* peut effectivement être qualifiée de *praxis* autogestionnaire. Car, cette lutte pour le ravitaillement dans plusieurs quartiers populaires des grandes villes du pays est en contradiction avec les velléités de contrôle par en haut que proposent forces armées et gouvernement. Comme nous l'aborderons dans la quatrième partie, elle débouche sur une augmentation de la mobilisation et de la participation populaire qui vise à mettre en place de véritables tentatives de « pouvoir populaire ».

[1410] *Chile Hoy*, Santiago, N° 39, 9 de marzo de 1973.
[1411] *El Mercurio*, Santiago, 24 de febrero de 1973.

Chapitre X) Débats politiques, organisation et construction subjective du pouvoir populaire

Indéniablement, durant l'Unité populaire, le rapport entre mouvements sociaux et action politique, entre mouvement ouvrier et partis de gauche est un rapport étroit, parfois synergique mais aussi souvent contradictoire. On pourrait même, comme le fait Michel Vakaloulis à propos des mouvements sociaux contemporains, parler de rapport « *brouillé et occulté* » avec le champ politique. Quoi qu'il en soit toute mobilisation collective est effectivement nécessairement soumise à cette *épreuve du politique*[1412]. Dans son analyse des processus révolutionnaires, Guy Rocher, insiste aussi sur l'interaction nécessaire, mais souvent chaotique, entre une base sociale et des organisations révolutionnaires qui prétendent les représenter. Selon ses mots, il faut noter « *la complexité des rapports entre les partis révolutionnaires et les masses. Les partis s'appuient, ou disent s'appuyer, sur les masses ; ils veulent aussi les éveiller, les éduquer, les faire progresser ; ils proposent en même temps de leur rendre le pouvoir. Le mouvement révolutionnaire est souvent aux prises avec le dilemme de savoir s'il garde la direction de la révolution ou s'il l'abandonne au pouvoir populaire. Ce dilemme est alors source de divisions supplémentaires entre ceux qui font la révolution* »[1413].

Comme nous l'avons expliqué, la naissance d'organismes de « pouvoir populaire » est à la fois le produit du mouvement social urbain, de son auto-organisation et de l'initiative de militants de gauche. Ceci dans des proportions variables suivant des rapports de force locaux, la présence politique ou syndicale, la tradition de mobilisation collective d'une commune ou d'un quartier, la composition socio-économique, etc… Comme le rappelle le sociologue Lilian Mathieu, « *à l'état isolé, une protestation individuelle est politiquement inefficace et doit se coaliser avec d'autres pour pouvoir prétendre peser politiquement. D'où l'importance, pour les activistes, de construire et de consolider la dimension collective de leur mobilisation, c'est-à-dire, le plus souvent de se doter d'une forme minimale d'organisation à même de maximiser le potentiel contestataire du groupe et d'assurer son existence dans la durée* »[1414]. Ceci est d'autant plus vrai pour le sujet qui nous intéresse que les activistes du « pouvoir populaire »

[1412] M. Vakaloulis, "Les mouvements sociaux à l'épreuve du politique » in P. Cours-Salies, M. Vakaloulis, *Les mobilisations collectives. Une controverse sociologique*, PUF-Actuel Marx, Paris, 2003, pp. 81-106.
[1413] G. Rocher, « Le processus révolutionnaire », *Le changement social (Introduction à la sociologie générale)*, Paris, Seuil, Coll. Points, 1970, pp. 277-278.
[1414] L. Mathieu, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux, Op. Cit.*, p. 88.

chilien ne se proposent pas de défendre un droit spécifique ou transitoire mais prétendent créer des formes d'organisations qui soient les germes d'une société future en constructions et la base du socialisme démocratique. Dans cette approche de la construction des mouvements sociaux, les rapports aux partis politiques et à leurs militants sont essentiels. L'importance de l'organisation révolutionnaire du mouvement ouvrier, des capacités de structuration exprimée par des militants expérimentés ont été exposés à maintes reprises par tous les grands intellectuels socialistes, ceci à commencer par Lénine dans son *Que Faire ?*[1415] Dans un tout autre registre, les sociologues anglo-saxons de la théorie de l'action collective ont eux aussi montré l'importance des « *organisations du mouvement social* » (*social movement organization*) et des « *ressource*s » (humaines, financières, médiatiques, politiques, etc…) qu'ils doivent mobiliser pour parvenir à leurs fins[1416]. De quelle manière les organismes du pouvoir populaire se sont organisés, quel est leur rapport aux partis et à la CUT ? Quelle est leur structuration interne et la représentativité de leurs dirigeants ? Quels ont été les symboles et les images qui ont participé à leur construction ? C'est précisément l'objet de ce chapitre.

X – 1) Quelles relations entre « pouvoir populaire », gouvernement et partis de gauche ?

X – 1 - 1) Le spectre du *soviet* et du double pouvoir

L'analyse des représentations collectives et des pratiques discursives du pouvoir populaire permet de mieux comprendre les débats qui ont agité la gauche chilienne tout au long de ces mille jours de l'UP. Nous ne prétendons pas revenir ici sur l'ensemble de cette question, alors que nous déjà largement abordée au cours des chapitres précédents. Nous n'avons pas davantage la prétention dans le cadre de ce travail d'effectuer une étude sémiologique et sémantique systématique des entretiens réalisés, mais **indéniablement la thématique du pouvoir populaire peut être aussi considérée comme l'une des « *passions politiques* » de**

[1415] Lénine, *Que faire ?*, Paris, Ed. de Moscou, 1972 [1902].
[1416] Dans cette perspective, les travaux de N. Mayer Zald et de D. John McCarthy restent classiques (« Ressources mobilization and social movements : a partial theory », *American journal of sociology*, Vol. 82, 1977, pp. 1212-1241. Mais c'est essentiellement aux apports des travaux de Charles Tilly auquel nous nous référons ici : C. Tilly, *From mobilization to revolution*, Reading Mass, Addison-Wesley, 1976.

cette période[1417]. Ainsi, sans nous livrer à une approche systémique et à une classification typologique des discours des militants, nous entendons insister sur quelques « images subjectives » et représentations qui parcourent les débats de la gauche chilienne à ce propos. L'une d'elle est précisément ce que je nommerai « le spectre de la révolution russe ». Hugo Cancino a largement montré l'importance de ce « discours politico-idéologique ». Et même si nous ne partageons pas toutes ses conclusions, nous pensons - comme lui - que **l'ensemble de la gauche chilienne reste marquée par une formation discursive, en grande partie commune, et largement inspirée par la Révolution d'Octobre 1917 en Russie.** Selon H. Cancino, « *dans le discours des protagonistes de la période de l'UP, la thématique de la révolution d'Octobre, la terminologie et les symboles utilisés lors de cette expérience historique sont le réfèrent toujours explicite des débats générés. En conséquence, nous croyons, que la gauche chilienne, de manière globale, ne s'est pas construite à partir d'un vide idéologique, mais qu'elle s'est référée à une tradition et à des pratiques préexistantes* »[1418]. **Historiquement, le marxisme de la gauche chilienne est fortement marqué par son interprétation soviétique, léniniste mais aussi - et parfois surtout - stalinienne ; précisément celle qui a été mise en lumière et critiquée par le philosophe allemand Herbert Marcuse[1419]. Parallèlement, les partis laissent largement de côté l'influence intellectuelle des marxismes occidentaux et latino-américains**. En conséquence, l'importance dialectique d'auteurs tels que Antonio Gramsci, Karl Korsh, Juan Carlos Mariategui, Herbert Marcuse, Max Horkheimer, etc. est quasiment passée inaperçue, au profit d'une vision souvent mécaniste et rigide du matérialisme historique : cette matrice idéologique réductionniste imprègne fortement la pensée de la gauche et sa vision du mouvement social et révolutionnaire[1420].

Comme nous l'avons vu, « l'Assemblée populaire » de Concepción a amplifié le débat au sein de la gauche, autour du thème du pouvoir populaire en axant justement une partie de son argumentation autour d'une rappel historique de ce que fut l'expérience de la révolution russe et de la nécessité de la dissolution du parlement bourgeois. Le PC reste encore

---

[1417] Nous nous référons ici au travail de : I. Seguel-Boccara, *Les passions politiques au Chili durant l'Unité populaire (1970-1973) : un essai d'analyse systémique*, Paris, L'harmattan, 1997.

[1418] Consulter l'introduction théorique de H. Cancino, *La problemática del poder popular en el proceso de la vía chilena al socialismo 1970-73, Op. Cit.*

[1419] H. Marcuse, *Le marxisme soviétique : essai d'analyse critique*, Paris, Gallimard, Coll. Idées, 1971.

[1420] J. Vergara, « El pensamiento de la izquierda chilena en los sesenta. Notas de investigación" in A. Varas (comp.), *El Partido comunista de Chile: estudio multidisciplinario*, Santiago, CESOC-FLACSO, 1988, pp. 261-341. Voir également : M. Löwy, (anthologie), *Le marxisme en Amérique Latine*, Paris, F. Maspero, 1980.

complètement fermé à ce type de discussion, croyant qu'il ne s'agit que d'infantiles polémiques. Cependant, Allende en perçoit la pertinence. La dureté de sa réaction le montre, mais aussi son refus explicite de la notion du « double pouvoir », au nom du respect de la légalité institutionnelle qui l'a porté à la tête du gouvernement. Dans ce qui est un véritable « sermon politique », le président de la République fait lui aussi explicitement référence à l'expérience des soviets durant la révolution russe, pour s'en démarquer au nom de la spécificité du processus chilien (voir fin de la deuxième partie). Ceci n'est pas un hasard. L'appel de Lénine, « tout le pouvoir aux soviets !», et son refus de reconnaître le gouvernement provisoire de Kerenski, résonnent encore dans le Chili d'Allende. C'est aussi ce qui ressort des conversations entre Régis Debray et le président de la République en 1971[1421].

Dans son analyse des rapports entre l'Union soviétique et la gauche chilienne, la chercheuse Olga Ulianova explique en détails comment la révolution d'octobre reste la référence centrale de l'imaginaire politique des partis et militants de la gauche chilienne des années soixante-dix[1422]. L'une de ces « *images mythologiques* » est précisément *la figure du soviet et du double pouvoir*. Bien sûr, il ne s'agit pas là du seul mythe qui hante la gauche chilienne : le fameux constitutionnalisme des forces armées en est un autre extrêmement puissant sur lequel nous reviendrons. Garder cette donnée subjective à l'esprit, facilite la compréhension du débat politique qui a lieu autour de la question du « pouvoir populaire ». Quelques leçons, parfois tirées hâtivement, de la Révolution russe constituent un phare idéologique, un point d'ancrage, autour duquel une partie des militants de gauche et d'extrême gauche cherchent à se positionner, parfois malgré eux. Chacun tente alors de se présenter comme « descendant » légitime de cette tradition. Et l'on retrouve là, les rapports difficiles et parfois tumultueux qui unissent transformation sociale, représentations subjectives et militantisme politique. La nécessité de justifier leur *praxis* et analyse au travers du miroir de l'histoire soviétique, en particulier au regard des discours de Lénine, est une donnée constante des journaux de la gauche du PS, ceux qui comme *La Aurora de Chile* ou *Tarea Urgente* se réclament du pouvoir populaire : une brève revue de presse le montre de manière limpide[1423]. Le MIR ponctue également nombre de ses discours ou analyses de conjoncture à la lumière des « dix jours qui ébranlèrent le monde ». Ainsi Miguel R., militant du MIR, s'exclame à propos

---

[1421] R. Debray, *Conversación con Allende*, Siglo XXI. México, 1974.

[1422] O. Ulianova, "La Unión Soviética y la izquierda chilena durante la guerra fría. Construcción de imágenes mutuas", *Medio siglo de debates tácticos y estratégicos en la izquierda chilena. 1950-2000*, Santiago, Seminario del departamento de Historia de la USACH, notas del autor, noviembre de 2002.

de la notion de pouvoir populaire défendue par son organisation : « *Il fallait pousser le gouvernement à transformer les structures de l'Etat. Cette politique portait un nom : Tout le pouvoir aux soviets, c'est-à-dire transformé en langage chilien, pouvoir* […] *aux Commandos communaux. Et les Cordons industriels pouvaient entrer en concordance avec les Commandos communaux.* […] *Mais les soviets étaient les Commandos communaux. Ce n'est pas plus compliqué que cela !* »[1424]. Cette conception, parfois simpliste, le chercheur la retrouve partiellement dans la documentation interne du MIR. Le « *camarade Víctor* » de la commission nationale syndicale dans son analyse de la crise d'octobre 1972 insiste longuement sur la théorie du pouvoir dual, l'expérience de la révolution russe, le débat théorique des classiques du marxisme sur l'Etat bourgeois. Cependant, il reconnaît des différences historiques de taille avec le Chili de 1970, notamment le fait qu'en 1917, les *soviets* russes se développent en tant qu'incarnation d'un pouvoir dual déjà en gestation depuis au moins février de la même année. Alors que les coordinations de « l'octobre rouge » chilien naissent comme une réponse immédiate, défensive et partielle de la classe ouvrière, le MIR parle de « *l'incapacité du réformisme à diriger les masses* »[1425]. Selon cette analyse, les comités coordinateurs n'incarnent pas encore une alternative de pouvoir, mais seulement « *les germes d'un pouvoir local* » à élargir et à orienter. Dans la même perspective, Miguel Enríquez, déclare en janvier 1973, en faisant référence à octobre 1972, que « *Santiago n'était pas Petrograd et l'année 1972 n'avait pas grand chose à voir avec l'année 1917, mais il y avait tout de même quelque chose à voir. Il n'y avait pas ici, une crise générale du système dans lequel les objectifs avancés par les bolcheviks soient à l'ordre du jour, mais les lignes essentielles du développement de la lutte des classes* »[1426].

En contre point, Fernando Quiroga, socialiste de l'aile gradualiste, s'inscrit en faux contre ce détour par la révolution russe pour comprendre la réalité chilienne : « *Quelle était la comparaison à laquelle certains prétendaient ? La Révolution bolchevique, les masses prenant*

[1423] Nous revenons sur ces journaux dans le paragraphe consacré à la presse du pouvoir populaire.
[1424] Entretien avec Miguel R., Pessac, 25 janvier 2001.
[1425] *"Los coordinadores no surgen como producto de la maduración de la conciencia de los trabajadores en el sentido de que la cuestión central hoy es la cuestión del poder. Vale decir los comités no nacieron planteándose sino cumpliendo las tareas de la coyuntura en mejores condiciones, uniendo la fuerza de los trabajadores, coordinándolos en sus esfuerzos, dándoles una dirección centralizada*". Comisión Nacional Sindical del MIR (camarada Victor), *Octubre. Comités Coordinadores y poder dual*, Santiago, noviembre 1972 (in Documentos Internos 2-A - 1973- Archives du CEDETIM - Paris).
[1426] M. Enríquez (Secretario General del MIR), "El poder popular y los comandos comunales", *Intervención en el Foro organizado por el sindicato de trabajadores del diario Clarín*, Edificio Gabriela Mistral, Santiago, enero de 1973 (in Documentos Internos 3 - A – 1973 – Archives CEDETIM – Paris).

le Palais d'hiver. Mais cela, ce n'était pas la réalité du Chili... »[1427]. C'est également ce qu'explique le militant socialiste Víctor Barbiéris en janvier 1973. Selon lui, la transition au socialisme au Chili « *ne naît pas comme en février 1917* », c'est-à-dire avec la présence « *d'un gouvernement bourgeois aux côtés du soviet* » et, ainsi, le pouvoir populaire ne pourrait s'affirmer « *en collision avec le gouvernement populaire* ». Pour appuyer son analyse, il note que tous ceux qui feraient un tel parallèle historique tomberaient « *dans une analogie mécanique, mécaniciste, ascientifique et en conséquence non marxiste* »[1428]. Aujourd'hui, comme en écho à ces paroles, le militant ouvrier du MIR Mario Olivares - et il assume pleinement la part de romantisme révolutionnaire de cette affirmation - témoigne qu'effectivement lors des grandes marches des Cordons industriels, à la fin juin 1973, il se croyait " *bolchevik* "[1429].

Lorsque l'on interroge Carlos Altamirano, pourtant présenté par la droite comme le représentant d'un dangereux pouvoir parallèle marxiste, ce dernier se dit d'accord avec Allende : « *Il n'existait pas de pouvoir dual. C'est une terminologie, que se sont appropriés certains camarades communistes, de la révolution russe. Mais en Russie le pouvoir dual était les soldats, les marins, les travailleurs, les paysans. Il y avait un pouvoir réel qui existait.* […] [Au Chili], *l'idée était de créer un pouvoir alternatif au gouvernement : c'était pour le moins l'idée de certains socialistes et du MIR. Mais pour ma part, je m'opposais absolument à l'idée de créer un pouvoir dual. Pourquoi ? Pourquoi créer un pouvoir alternatif à un président qui était socialiste, qui était des nôtres ? Non, le pouvoir dual, non... Il s'agissait simplement d'une terminologie absurde* »[1430].

[1427] Entretien réalisé à Santiago, 1 de diciembre de 2001.

[1428] Foro Político, « El poder popular y los Comandos de trabajadores », *Punto Final*, Santiago, Suplemento al Nº 175, 16 de enero de 1973.

[1429] "*No sé si estábamos imbuidos por la historia o por el romanticismo, yo te digo sinceramente cuando controlamos toda la zona, y después se hizo una marcha en apoyo del Chicho, nosotros marchamos armados pero con armamentos rudimentarios, no sé con cien mil trabajadores, no sé, pero yo te lo cuento así, yo sinceramente me creía bolchevique*". Témoignage recueilli par Miguel Silva (*Op. Cit*., p. 405).

[1430] Entretien avec Carlos Altamirano, Santiago, 11 mars 2002. Voir par exemple, le discours de Víctor Babiéris qui va dans le même sens, lors du forum organisé sur le « pouvoir populaire » au syndicat du journal Clarin, en janvier 1973 (Foro Político, « El poder popular y los Comandos de trabajadores », *Punto Final*, Santiago, Suplemento al Nº 175, 16 de enero de 1973).

Dans ce témoignage, l'ex-secrétaire général du PS livre plusieurs contrevérités. Lorsqu'il affirme que ce sont les communistes qui utilisent la terminologie du « double pouvoir », c'est pour ensuite se contredire en déclarant que l'idée du « pouvoir alternatif » est celle de la gauche du PS et du MIR. D'ailleurs, la propagande du MIR et de la gauche du PS n'avance pas l'idée de la construction d'un pouvoir alternatif *contre* le gouvernement, mais *avec* le gouvernement et *contre* les institutions bourgeoises[1431]. D'autre part, ce témoignage *a posteriori* du secrétaire général parait fortement déformé par l'histoire récente et sa propre évolution politique. Enrique Ramírez, proche de Altamirano qui milite au sein du CI Cerrillos, se rappelle une toute autre histoire. Il se souvient précisément que le secrétaire général du PS, en réunion privée, pousse les militants « *à impulser les occupations, impulser les Cordons, impulser le pouvoir dual* », mais surtout sans qu'il n'apparaisse comme auteur intellectuel de cette dynamique. Il se rappelle également des manifestes incendiaires, rédigés avec Altamirano, appelant à la prise du pouvoir ou encore de réunions où le secrétaire général harangue les ouvriers du Cordon sur la nécessité du « pouvoir dual ». Enrique Ramírez est aujourd'hui très critique sur cette attitude du dirigeant socialiste, qu'il juge ambivalente : la posture de celui « *qui tire la pierre, mais cache la main* »[1432].

Ce témoignage déformé de C. Altamirano a finalement le mérite de rappeler que la direction socialiste, malgré son verbalisme rupturiste, s'est toujours opposée à toute forme de pouvoir populaire constituant, qui aurait pu dépasser ou fragiliser le gouvernement[1433]. **Dans ces conditions, surgit l'une des contradictions centrales de la théorie du « pouvoir populaire » chilien : comment pour ces militants de gauche défendre la formation d'un pouvoir populaire à la base, ce que certains auteurs ont nommé par la suite « la révolution par en bas », et en même temps, s'opposer coûte que coûte à toute action du mouvement social, qui puisse remettre en question l'Etat chilien et le respect des institutions ?** Selon Fernando Mires, *« l'adhésion à l'Etat et à la révolution des partis de l'UP serait à l'origine, chez beaucoup de militants de la gauche, d'une étrange idéologie, mélange*

[1431] Bien-sûr cette attitude du MIR face au gouvernement connaît des changements à la faveur de l'évolution de la lutte sociale. Cette évolution conduit le MIR à insister sur l'hégémonie de la petite-bourgeoisie au sein du gouvernement, après la grève d'octobre 1972 (voir : S. Leiva, F. Neghme, "Caractérizacion del gobierno de la Unidad Popular", *Op. Cit*., pp. 54 –76).

[1432] Témoignage recueilli par Miguel Silva, *Op. Cit*., p. 465-466.

[1433] Voir par exemple : C. Altamirano (Secretario General del PS), « A la conquista del poder para los trabajadores », *Punto Final*, Santiago, Suplemento al Nº 177, 13 de febrero de 1973.

de l'idée léniniste de la prise du pouvoir et du respect le plus strict des institutions gouvernementales. En cherchant à réconcilier l'irréconciliable, des conseillers du gouvernement Allende lancèrent la thèse saugrenue de constituer un double pouvoir au sein même de l'Etat ! Selon cette thèse, le pouvoir révolutionnaire était représenté par le gouvernement ; la contre-révolution par le parlement »[1434].

Effectivement, dans le sillage de l'assemblée de Concepción, plusieurs intellectuels de gauche et dirigeants politiques vont tenter d'apporter une réponse tangible à cette problématique de la dualité du pouvoir au sein de « la voie chilienne au socialisme ». Début août 1972, juste après les évènements de Concepción, *Chile Hoy* publie un dossier intitulé « Débat sur le pouvoir : nouveaux éléments ». Théotonio Dos Santos, sociologue brésilien renommé, y souligne que « *le processus politique chilien a mis à l'ordre du jour la discussion sur le pouvoir dual* »[1435]. Pour cet intellectuel marxiste, il convient de savoir si l'émergence de nouveaux organes de pouvoir populaire sont amenés à constituer une « *structure duale de pouvoir* ». Et, dans le cas contraire, s'il ne serait pas souhaitable d'appeler à leur création afin « *de réaliser les transformations auxquelles l'appareil institutionnel existant résiste* ». Pour répondre à cette interrogation, Dos Santos rappelle l'expérience de la Révolution russe. Selon lui, la spécificité chilienne est que « *ces pouvoirs locaux se combinent avec le gouvernement populaire, qui a initié au sein des recours légaux existants, la destruction du pouvoir économique de la bourgeoisie monopoliste, nationale et internationale, ainsi que celle des grandes propriétés terriennes* ». Dos Santos affirme que l'assemblée du peuple « *pourra se constituer en grande partie de députés ou représentants de nouvelles formes de pouvoir* » et met en garde sur le fait qu'un pouvoir parallèle ne naît pas d'une simple consigne, mais sur la base de mesures concrètes. Cette dernière idée est une critique explicite à certaines conclusions « spontanéistes » issues de l'assemblée de Concepción.

Vu ainsi l'article de Dos Santos paraît entrer en concordance avec les déclarations de la gauche gouvernementale. C'est la lecture qu'en donne l'historien Hugo Cancino, qui insiste sur l'erreur analytique du MIR et loue la justesse de la thèse institutionnaliste de Salvador Allende[1436]. Néanmoins, une telle approche est à relativiser puisque dans les commentaires de

---

[1434] F. Mires, « Les contradictions de l'Unité populaire » in J. Del Pozo, A. Jacob (sous la dir. de), *La Chili de 1970 à 1990. De l'Unité populaire à l'après Pinochet*, Montréal, ULB Editeur, 1994, pp. 31-48.
[1435] T. Dos Santos, « Sobre la dualidad de poderes », *Chile Hoy*, Santiago, Nº 8, 10 de agosto de 1972
[1436] Hugo Cancino y voit la confirmation des nécessaires transformations institutionnelles tendant à créer un nouvel Etat, dans le strict cadre légal et au travers d'une - très improbable - majorité parlementaire, qui approuverait une nouvelle constitution populaire. Voir H. Cancino, *Op. Cit.*, pp. 267-268.

Dos Santos planent des doutes sur la viabilité de cette « voie chilienne ». Ce dernier affirme tout d'abord que « *la dualité de pouvoir est en gestation au Chili* », mais sous des formes spécifiques et de manière combinée avec *certaines* initiatives du gouvernement Allende. Pour lui, le « *nouvel Etat* » à construire ne peut être le fruit mécanique d'une quelconque majorité parlementaire, mais il doit être basé sur un pouvoir populaire « *véritable* », qui « *soit légitimé et qui soit, enfin, légalisé* »[1437]. Mais surtout, **il met en garde le gouvernement sur le fait qu'une telle institutionnalisation n'est possible que dans la mesure où le pouvoir populaire « *se soit développé depuis la base et qu'il se soit affirmé par la force propre des masses* ».** Cette dernière remarque est en contradiction directe avec le souci affiché par l'UP de soumettre ces nouveaux organismes au contrôle des représentants de l'Etat (Intendants, gouverneurs), comme ils le feront en octobre 1972 et par la suite.

Ainsi pour Dos Santos, le processus chilien est l'occasion d'entamer une nouvelle réflexion théorique et pratique sur le « double pouvoir », dans une société comme le Chili, dotée d'un Etat moderne en comparaison avec ses voisins latino-américains. Le président Allende semble avoir été sensible à cette rhétorique. Comme nous le verrons plus bas, à partir de la mi-1973, le camarade-président prouve qu'il reste à l'écoute des militants de l'aile radicale de l'UP et s'intéresse aux débats en cours sur le pouvoir populaire en mentionnant plusieurs fois publiquement le thème des Commandos communaux, des Cordons industriels et du pouvoir populaire. A chaque fois, Allende réitère sa conception centrale de la démocratisation des institutions oligarchiques chiliennes par une intégration de ces organismes de base *dans le cadre du système institutionnel en place* et en tant que force complémentaire de l'action gouvernementale[1438]. Dans un article intitulé « le pouvoir populaire », l'intellectuel de gauche Pio Garcia insiste lui aussi sur le fait que l'Etat chilien ne peut être envisagé comme une « forme pure » de l'Etat bourgeois, mais plutôt comme le reflet ou la « *synthèse condensée* » de plusieurs forces sociales[1439]**. D'une certaine manière, on peut également**

[1437] Il est vrai que Salvador Allende a avancé à plusieurs reprises des idées assez proches, notamment celle de la réforme constitutionnelle radicale, via plébiscite (qu'il n'a jamais pu mettre en pratique).

[1438] Voir en particulier le troisième message présidentiel devant le Congrès National sur lequel nous reviendrons : Salvador Allende, "Tercer Mensaje ante el Congreso Nacional", Santiago, 21 de mayo de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 6, pp. 4535-4671).

[1439] P. García, « El poder popular », *Chile Hoy*, Santiago, Nº 39, 15 de marzo de 1973.

rencontrer cette préoccupation très tôt, en Europe Occidentale, au travers des cahiers de prisons d'Antonio Gramsci[1440].

Sergio Ramos (économiste du PC) dans son livre *Chili. Une économie de transition* a également réfléchi sur la spécificité chilienne du « pouvoir dual »[1441] : « *Il s'est créé au Chili une situation dont la particularité est située dans le fait que, d'un point de vue de classe, la dualité de pouvoir s'exprime par une ligne de séparation à l'intérieur du propre appareil étatique existant, plus que par l'affrontement avec l'appareil étatique de la bourgeoisie* […], *comme c'était le cas, par exemple, des soviets face au gouvernement provisoire* [de Kerenski]». Sur la base d'un tel diagnostic, S. Ramos n'hésite pas à parler de l'effectivité d'une « *situation de transition vers le socialisme* », dès 1972[1442]. **Pour résumer, le pouvoir dual chilien existerait par le simple fait que le gouvernement Allende dispose de l'exécutif et s'oppose *au sein de l'appareil d'Etat* aux classes dominantes, en occupant des positions de force dans le législatif et le judiciaire. Dans cette perspective, qui est aussi celle du PC, les formes de double pouvoir sont placées à l'intérieur même des institutions**. Cela signifie que la transition au socialisme pourrait exister avant même la rupture de l'Etat bourgeois (ce que Lénine ou Trotsky jugeaient impossible dans la première moitié du vingtième siècle).

L'intériorisation de cette analyse est tout à fait limpide chez Allende qui, dans son message au congrès en avril 1971, théorise sur « *le second modèle de transition au socialisme* ». Il enterre ainsi la thèse de la nécessaire destruction de l'Etat bourgeois et du double pouvoir, pour lui préférer un mode de transfert progressif du pouvoir des dominants vers les dominés : « *Le nouvel ordre institutionnel répondra au postulat qui légitime et oriente notre action : transférer aux travailleurs et au peuple entier, le pouvoir politique et le pouvoir économique* »[1443]. Là encore, le discours du président est, malgré tout, peuplé de références à la Russie révolutionnaire de 1917.

Même les secteurs les plus à gauche du PS reprennent à leur compte l'idée d'un double pouvoir à l'intérieur de l'Etat. C'est le cas d'une des sections régionales les plus gauchistes du PS (la section du "régional Cordillera"), qui publie à la fin de la période une longue analyse sur

---

[1440] A. Gramsci, *Antología*, México, Siglo XXI, 1970 et *Selection of political writings 1921-1926*, London, Lawrence and Wishart, 1978.

[1441] Livre qui a un impact important au sein de la gauche lors de sa parution en 1972 : S. Ramos, *¿Chile, una economía de transición ?*, Santiago, CESO, Facultad de Ciencias Económicas de la Universidad de Chile, 1972

[1442] Voir S. Ramos, « Situación prerevolucionaria y situación de transición: lo peculiar de la situación chilena actual », *Op. Cit.*, pp. 29-36.

[1443] Salvador Allende, "Primer Mensaje al Congreso Nacional", Santiago, 21 de mayo de 1971 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 2, pp. 802-821).

« les nouveaux organismes de pouvoir populaire et le problème du double pouvoir au Chili ». Ces militants parlent d'une « *double manifestation du pouvoir populaire, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Etat* »[1444]. Indéniablement, une telle vision des choses a pour effet d'engendre, surtout chez les militants PS, des tendances anti-gouvernementales et une politique consistant à déléguer les initiatives à un mouvement ouvrier, qui aurait possédé – selon eux - quasi-spontanément un caractère révolutionnaire[1445]. Quant à Julio Benítez, membre du comité central du PS et figure de l'aile gauche de ce parti, il affirme « *qu'il est inadmissible que l'on dise que nous prétendons former un double pouvoir, parce que c'est le Parti socialiste lui-même qui, alors qu'il est majoritaire dans le gouvernement, lance ces commandos et leur donne son appui ; deuxièmement parce que leur but n'est pas de créer de nouveaux organismes de gouvernement* […] *et encore moins de créer des organismes parallèles* »[1446].

Partant d'une vision du pouvoir politique divisible en plusieurs « morceaux », le PS revient de manière cyclique sur l'appel à un plébiscite/référendum qui permettrait la création d'une chambre unique, à laquelle se subordonnerait peu à peu tout l'appareil d'Etat, et donc de manière graduelle le pouvoir du capital : c'est ce que la direction du MIR nomme ironiquement « *la politique du salami* », en dénonçant son caractère illusoire et réformiste[1447]. De telles théorisations "étapistes" laissent de côté un acteur de poids, particulièrement en Amérique latine : les forces Armées et leur fonction sociopolitique, sans que l'on sache très bien où elles se situent dans cette division artificielle de l'appareil d'Etat. **Finalement, une telle analyse vide l'Etat de son rôle en tant qu'appareil hégémonique au service des classes dominantes. Surtout, il confond la conquête de l'Etat avec la conquête du pouvoir par les classes dominées. On aperçoit là de nouveau l'ombre de ce « *péché capital* » décrit par Fernando Mires, à propos de l'UP : une véritable fétichisation de l'Etat et du respect des institutions**[1448].

Comme le rappelle pourtant, René Zavaleta Mercado, cette question a été posée tragiquement, en 1971, en Bolivie suite à l'écrasement par l'armée de « l'assemblée populaire »

[1444] Regional Cordillera del PS, "Los nuevos organismos de poder popular y el problema del poder en Chile", Santiago (in *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 13, 22 de agosto de 1973).
[1445] F. Mires, « Les contradictions de l'Unité populaire", *Op. Cit.*
[1446] J. Benítez (Comité Central del PS), "La clase trabajadora dirige los Comandos Comunales", *Posición*, Santiago, 27 de diciembre de 1972.
[1447] Comisión Nacional Sindical del MIR (camarada Víctor), *Octubre. Comités Coordinadores y poder dual*, Santiago, noviembre 1972 (in Documentos Internos 2-A - 1973- Archives du CEDETIM– Paris).
[1448] Cela explique les vives réactions et condamnations émises par Allende ou le PC contre tous ceux qui critiquent, d'une manière ou d'une autre, cette stratégie. Voir par exemple le débat entre J. Valenzuela (« Los

et d'un puissant mouvement ouvrier, qui avait mis ses espoirs dans le gouvernement du Général Torres et son légalisme réformateur. Les écrits du sociologue bolivien, qui datent pourtant de 1972, sont, selon moi, à citer largement. Ils fournissent une réponse claire aux problématiques théorique précédentes : « *la discussion autour de la dualité de pouvoir a été mise à l'ordre du jour tant à partir de l'assemblée populaire bolivienne, que par les difficultés apparentes et réelles qu'offrait, pour une interprétation par le biais des modèles classiques, la conquête du pouvoir par l'Unité populaire au Chili* »[1449]. Il ajoute : « *La situation chilienne ne remplit aucune des données exposées pour décrire le pouvoir dual classique : ce n'est pas une situation* de facto*, les classes n'ont pas ébauché leur propre appareil d'Etat séparé, pas créé leur propre appareil de coercition s'affrontant l'un avec l'autre (sinon que l'appareil répressif est une sorte d'arbitre étatique). Mais le fondamental se trouve dans le fait qu'il s'agit de quelque chose qui se passe à l'intérieur de la structure légale chilienne et non en dehors d'elle. De ceci découle un raisonnement élémentaire : ce qui est prévu comme acceptable par une légalité veut dire qu'elle ne peut être considérée comme fondamentalement contraire à elle.* […] *Le moment présent du Chili a beaucoup plus à voir avec l'histoire de l'Etat capitaliste avancé, qu'avec la figure de la dualité de pouvoir* »[1450].

Lénine raillait les intellectuels qui discutent du pouvoir dual de manière abstraite, au lieu de chercher à comprendre la réalité de la lutte des classes. De fait, lorsque débute ce débat sur le « double pouvoir », il ne correspond pas encore à une situation réelle[1451]. Il faut attendre la grande grève d'octobre pour que renaisse avec vigueur ce débat au sein de la gauche. Se développent alors de longues polémiques sur la place des Cordons industriels vis-à-vis du gouvernement et du mouvement syndical ou encore sur la priorité à donner ou non à la constitution des Commandos communaux. En arrière fond, c'est cette conception d'un double pouvoir hybride et fantasmé, analysé par Zavaleta Mercado, qui reste la base des discussions pour la grande majorité des partis de gauche.

---

demonios burocráticos », *Chile Hoy*, Santiago) et Sergio Ramos (« Acerca de demonios y tesis falaces », *Chile Hoy*, Santiago).

[1449] R. Zavaleta Mercado, *El poder dual en América Latina*, México, Siglo 21 Editores, coll. Minima, 1974, p. 126.

[1450] R. Zavaleta Mercado, *Op. Cit.*, pp. 131-132.

[1451] « *En août 1972, les éléments théoriques déterminants du double pouvoir étaient présents : Allende, avec le soutien du PC affirme que l'assemblée doit concentrer la pleine représentation du peuple et que le seul gouvernement légitime est le sien. Ceci ressemble assez fort à la polémique en 1918 en URSS, autour de l'assemblée constituante : le pouvoir était à elle ou aux soviets ? A la fin de la même année, on discutait en Allemagne : le pouvoir au peuple ou le pouvoir aux conseils ; conseils ou assemblée constituante de Weimar ? Là, les conseils et les constituantes étaient concrets, au Chili on discutait encore en théorie* » (J. Magasich, *Op. Cit.*, p. 121).

IX – 1 – 2) Divergences tactiques au sein de la gauche

La situation post-octobre 1972 met la gauche devant la nécessité de (re)définir sa stratégie en ce qui concerne le « pouvoir populaire ». C'est dans cette conjoncture que se sont noués plusieurs grands débats autour de cette question. La coalition gouvernementale et plus largement la gauche, apparaissent alors toujours divisées entre deux tendances que le sociologue Tomás Moulian nomme celle des « modérés révolutionnaires » et celle du « pôle révolutionnaire » (ou dit plus simplement « pôle réformiste » / « pôle révolutionnaire » ou encore « gradualisme » versus « rupturisme »)[1452]. Toujours selon T. Moulian, « *le drame consistait en ce que ni l'un, ni l'autre, n'a eu la conscience de ses difficultés effectives et ainsi, le processus total a été vécu au milieu d'une double rhétorique. D'un côté, était celle des « modérés » qui se faisaient forts (avec Allende et le PC à leur tête) de contrôler, sans coûts, la dynamique déployée. De l'autre, était la rhétorique des maximalistes, qui croyaient qu'on pouvait, avec de très faibles coûts, réaliser le slogan « Avancer sans transiger »* »[1453].

C'est effectivement entre ces alternatives faussées que s'enferment l'Unité populaire et le MIR, et dans leur sillage, une grande partie du mouvement social. De là, un débat sur la place du « pouvoir populaire » face à l'Etat bourgeois et au gouvernement qui prend la forme de polémiques, parfois stériles et sans fin, où certains cercles militants (essentiellement gauche du PS, MIR, IC et MAPU) discutent la notion de pouvoir populaire, souvent sans lien avec les préoccupations concrètes des salariés, de plus en plus absorbés par la résolution de leurs difficultés quotidiennes. Néanmoins, ainsi que le notent avec raison Angélica Silva et Patricia Santa Lucia, on peut effectivement parler de la présence de deux stratégies au sein de la gauche. D'ailleurs, « *la recrudescence de la lutte des classes et la montée du mouvement de masse, clarifie et délimite ces deux stratégies, en même temps qu'elle relègue à l'arrière plan leurs différences internes* »[1454]. En filigrane, nous retrouvons les grandes lignes des diverses conceptions du « pouvoir populaire », à travers les témoignages recueillis. Le débat apparaît de manière plus ou moins élaborée, suivant le témoin et sa position passée ou actuelle, mais il est toujours présent. Il pourrait se résumer aux questions suivantes : quel type de relations établir

[1452] T. Moulian, Conversación interrumpida con Allende, Santiago, LOM, 1998, pp. 97-101. Voir également les analyses de Luís Corvalán Márquez, « Las diferencias al interior de la izquierda en la nueva coyuntura. El debate sobre el poder popular", *Op. Cit.*, pp. 231-247.
[1453] T. Moulian, *Op. Cit.*, pp. 97-101.
[1454] A. Silva, P. Santa Lucia, "Los Cordones Industriales : une expression de pouvoir populaire au Chili", *Op. Cit.*, p. 715.

entre le mouvement révolutionnaire et un gouvernement progressiste comme celui d'Allende ? Quelle est la place des embryons de « pouvoir populaire » face à l'Etat, dans un processus de transition au socialisme ? Jusqu'à quel point et comment le gouvernement Allende peut-il être considéré comme un instrument de la lutte des classes[1455] ?

Je ne prétends pas revenir sur chacune des innombrables interventions des partis, alors qu'on assiste à une répétition des mêmes positionnements au cours des derniers mois de l'UP. Hugo Cancino, qui a attaché beaucoup d'importance aux discours idéologiques de la gauche chilienne, résume bien la situation. Il y a trois moments fondamentaux dans cette polémique sur le statut du pouvoir populaire au sein de la « voie chilienne » : tout d'abord, au moment de l'assemblée de Concepción (mai-juillet 1972) ; puis suite à la grève d'octobre 1972 ; enfin, après le coup d'Etat manqué du 29 juin 1973. La discussion, qui touche toutes les strates de la société et les partis depuis la base jusqu'au sommet, se développe sous plusieurs formes : débats publics et forums ; articles dans la presse de dirigeants nationaux et de militants ; documentation interne de partis et d'organisations du mouvement social[1456].

Photo N° 26 : Forum sur le « pouvoir populaire » rapporté par la revue *Punto Final*

PUNTO FINAL

DOCUMENTOS

FORO POLITICO

EL PODER POPULAR Y LOS COMANDOS DE TRABAJADORES

[1455] Voir M. Harnecker, « Los comandos comunales y la polémica en el seno de la izquierda", *Chile Hoy*, Santiago, 22 de diciembre 1972.

Parmi les débats publics, quatre sont restés des « classiques » du genre puisqu'on y retrouve un bon échantillon de l'arc-en-ciel idéologique en ce qui concerne le « pouvoir populaire ». L'un d'entre eux est organisé par le syndicat des salariés de la revue *Clarin* (janvier 1973), l'autre par le mouvement des Chrétiens pour le socialisme (fin novembre 1972) - preuve de l'implication d'une partie des chrétiens dans ce débat – et un troisième, par le biais d'une table ronde proposée par la revue *Chile Hoy* entre plusieurs dirigeants de base en juin 1973. Enfin, se tient une quatrième réunion de la même teneur, en août 1973[1457].

Voyons pour l'instant la teneur de la polémique au cours de le seconde période (octobre 1972-juin 1973). La position du PC reste tranchée puisque cette organisation refuse tout simplement de participer aux débats publics sur ce sujet. Ainsi, si Mireya Baltra, ex-ministre du travail et dirigeante communiste, se présente au premier forum organisé par les CPS, elle s'en retire aussitôt après avoir écouté les arguments de Miguel Enríquez, jugés comme faisant le jeu de l'ennemi de classe[1458]. De telles réactions sont le reflet fidèle de la ligne du parti et plus spécifiquement des conclusions du plénum du comité central de novembre 1972. A cette occasion, le PC fait tomber sur les épaules du MIR (qualifié « *d'ultragauchiste* ») la responsabilité principale de l'hostilité croissante des classes moyennes à la gauche, d'où la difficulté pour négocier avec la DC : le MIR se serait « *préoccupé dans les faits d'effrayer la petite-bourgeoisie et non d'isoler la grande bourgeoisie monopoliste, les impérialistes, l'oligarchie industrielle, financière et foncière* »[1459]. Par la suite et au fur et à mesure qu'approchent les élections parlementaires de mars 1973, les attaques du PC contre le MIR se font plus dures (les miristes sont affublés d'épithètes comme « *cervelles échauffées* » ou « *provocateurs* »). Comme le remarque justement le mouvement de Miguel Enríquez, « *la*

[1456] H. Cancino, *Op. Cit.*, pp. 330-336.

[1457] Le premier organisé par CPS se déroule entre le 24 et le 26 novembre 1972 avec la participation de Mireya Baltra (PC) ; Miguel Enríquez (MIR) ; Hernán del Canto (PS) ; Bosco Parra (IC) ; J. A. Viera Gallo (MAPU): voir *Punto Final*, Suplemento al Nº 172, Santiago, 5 de diciembre de 1972. Le second est organisé par le syndicat de Clarín, début janvier 1973, avec Luís Maira (IC) ; Víctor Barbiéris (PS) ; Pablo Richard (CPS) ; Miguel Enríquez (MIR) : voir Foro Político, « El poder popular y los Comandos de trabajadores », *Punto Final*, Suplemento al Nº 175, Santiago, 16 de enero de 1973. Le troisième, coordonné par Faride Zeran avec Juan Olivares (MIR), président du Commando Estación Central ; Hernán Ortega (PS), président du CI Cerrillos-Maipú ; Gustavo Cerda (PC), Dirigeant du Comité local de Maipú : Voir "Dirigentes exhortan al gobierno : con las masas y a la ofensiva", *Chile Hoy*, Nº 53, Santiago, 21 de junio de 1973 et le dernier également organisé par *Chile Hoy*, avec Olivares (MIR), Romo (MIR), Muñoz (PS), Martínez (MAPU), López (MAPU–OC), Marchant (PS) : Voir *Chile Hoy*, Santiago, Nº 60, 3 de agosto de 1973 (traduction française dans M. Najman, *Le Chili est proche*, *Op. Cit.*, pp. 170-182) et *Chile Hoy*, Santiago, Nº 61, 10 de agosto de 1973.

[1458] Voir son témoignage (réalisé à Santiago, le 22 février 2003) qui montre que M. Baltra conserve une opinion négative du MIR et de ses analyses.

recrudescence des attaques de la direction du PC contre le MIR a toujours correspondu à des périodes où cette direction a entamé, ou tenté d'entamer des conversations avec le parti démocrate-chrétien »[1460]. Mais les critiques se font également plus dures contre tous les représentants d'organisations qui se réclament du « pôle révolutionnaire », dont spécialement le PS. En témoigne, la teneur des lettres échangées entre Carlos Altamirano et Luís Corvalán avant les élections parlementaires de mars 1973, où les disqualifications tiennent lieu d'argumentaire politique. Au cours de cette joute qui reste un exemple de sectarisme et de division au sein de l'UP, le secrétaire général du PC écrit : « *ce qui est sous le feu roulant de l'impérialisme et de l'oligarchie et ce qu'ils veulent renverser, ce n'est pas le fantasmagorique « pouvoir populaire » indépendant du gouvernement dont parle le MIR et qui n'existe que dans la tête fiévreuse de ses dirigeants, mais le gouvernement d'Allende, qui est un fait, réel, concret, une conquête du peuple* […]. *Naturellement, nous communistes, nous sommes pour le renforcement de toutes les formes de pouvoir populaire et pour la création de nouvelles qui naissent de l'initiative des masses : à condition, comme il est logique, qu'elles tendent à renforcer le gouvernement populaire et non pas à l'affaiblir et à condition qu'elles ne soient pas alternatives au gouvernement* »[1461]. **Ainsi, il serait inexact d'affirmer que le PC s'est opposé au « pouvoir populaire » entendu dans un sens abstrait, mais plutôt qu'il a défendu une certaine forme de « pouvoir populaire institutionnalisé », sous contrôle direct du gouvernement (dont les JAP, les CUP et la participation au sein de l'APS).** On retrouve plus ou moins précisément ceci dans les témoignages. Pour Exequiel E., militant communiste dans le port de Valparaíso, le véritable « pouvoir populaire » est la dynamique permise par le gouvernement, qui a rompu avec le schéma de la démocratie bourgeoise traditionnelle. Dans son souvenir, cette période est même celle d'une participation ouvrière dans tous les domaines : « *Cela représentait pour moi cette participation que l'on faisait au quotidien dans le gouvernement. Même si on n'était pas "en haut". Participer au quotidien dans tout ce qui peut se passer dans la vie du pays. Pas une démocratie représentative où on va voter et le lendemain c'est fini. Là, on participait à toutes les décisions, on était partie prenante. Et c'est cela que ça représentait pour moi, le pouvoir populaire* »[1462].

[1459] PC, "Informe al pleno del Comité Central", *El Siglo*, Santiago, 24 de noviembre de 1972.
[1460] Voir MIR, "Repuesta a los ataques del secretario general del PC", *El Rebelde*, Santiago, febrero de 1973 (tiré de la version française : *MIR, Recueil de textes 1970-1973*, Paris, Ed. Politique Hebdo, trad. Anne Valier, 1974).
[1461] Luís Corvalán, "Carta a Carlos Altamirano, Secretario general del Partido Socialista", Santiago, 6 de febrero de 1973 (in L. Corvalán, *Chile: 1970-1973*, Sofia, Sofia Press, 1978, pp. 160-168).
[1462] Entretien avec Exequiel E., Talence (France), 24 octobre 2000.

Malgré ce sentiment, il est indéniable que le PC a vu avec animosité les expressions de « pouvoir populaire constituant » tels que les Cordons industriels, leur préférant des formes de participation populaire davantage sous leur contrôle et plus limitées. D'ailleurs, il apparaît que ce parti politique a eu partiellement conscience de ces limitations et des critiques qui lui venaient de la base, puisque L. Corvalán va dans sa lettre jusqu'à reprendre à son compte la revendication du « Commando communal » (qui est jusque là l'axe central de la propagande du MIR) : « *Nous nous prononçons pour la formation des Commandos communaux, comme organismes de pouvoir populaire, formés par tous les organismes de masse qui désirent y adhérer* », ces derniers devant « *travailler en collaboration avec le gouvernement* »[1463]. De telles déclarations sont pourtant totalement dépourvues d'un début de mise en pratique, puisque le PC - jusqu'à juin 1973 – n'appelle pas ses militants à s'investir activement au sein de tels organismes (malgré les appels en ce sens de dirigeants comme V. Teitelboim)[1464]. **Durant presque toute la période, la majorité de la direction communiste, tout en reconnaissant officiellement l'importance de la construction d'un pouvoir populaire, est largement hostile à l'idée du renforcement des Cordons industriels et autres coordinations *réellement existantes***. Il semble que dans un premier temps l'option choisie soit une sorte de "politique de l'autruche" où les CI ne méritent même pas d'être mentionnés par la presse du parti ou par ses dirigeants. Par la suite, le secrétaire général fait référence à plusieurs reprises aux CI et autres coordinations, leur reconnaissant même un certain droit « *d'indépendance* ». C'est par exemple le cas le 6 avril, lors d'un entretien avec la revue *Chile Hoy*, qui éclaire la compréhension qu'a le PC du "pouvoir populaire" : « *Nous devons développer tout type d'organisation qui accomplisse des tâches que ne peut accomplir l'appareil bureaucratique bourgeois* […]. *En ce sens, nous sommes partisans des Commandos populaires, des Conseils paysans, des Cordons industriels et des JAP* […]. *Mais dans ce domaine, nous estimons que ces nouvelles organisations, qui sont des formes de pouvoir populaire qui conservent leur indépendance, ne peuvent être conçues et orientées en opposition au gouvernement du président Allende* »[1465]. En filigrane, on sait que la majorité des dirigeants du PC n'ont que du mépris pour ces formes d'organisation, sentiment qui ressurgit avec force,

---

[1463] Luís Corvalán, "Carta a Carlos Altamirano, Secretario general del Partido Socialista", Santiago, 6 de febrero de 1973 (in L. Corvalán, *Chile: 1970-1973*, Sofia, Sofia Press, 1978, pp. 160-168).
[1464] Voir les déclarations de V. Teitelboim en novembre 1972 citées dans le paragraphe IX – I – 2 de la troisième partie.
[1465] Entretien cité dans : M. Harnecker, *La lucha de un pueblo sin armas (Los tres años de gobierno popular)*, Rebelión, septiembre 2003 (in http://www.rebelion.org/harnecker/030912harnecker.pdf).

une fois de la défaite de septembre 1973 consommée. Dans les bilans effectués pendant la dictature, le PC - ne pouvant éviter d'aborder le thème des CI et du pouvoir populaire - attribue leur formation à une déviance du mouvement ouvrier et surtout aux boucs émissaires de toujours : « *l'ultra gauche* » et les « *trotskystes* » qui auraient cherché à lancer un « *assaut* », « *visant à diviser l'UP, créant un "pouvoir populaire" qui affrontait le gouvernement par de prétendues positions de "gauche"* »[1466]. **La position communiste est donc celle d'un rejet de ce pouvoir populaire et même d'un combat contre celui-ci** (voir le paragraphe suivant). **Cette attitude négative du premier parti ouvrier du pays est un élément fondamental pour comprendre le développement limité du pouvoir populaire.** Le travail des militants PC est de répercuter, à la base, cette vision du mouvement social et de faire de la politique. Et c'est ce que font Galvarino Escorza, dirigeant syndical de l'usine TEXTIL PROGRESO (située dans le CI Vicuña Mackenna) ou encore Gustavo Cerda, dirigeant du comité local du PC au niveau du CI Cerrillos - Maipú[1467]. Encore aujourd'hui, cette évaluation négative de l'action des Cordons industriels et du pouvoir populaire proposée par les « rupturistes » est très présente dans les témoignages de Juan Alarcón ou Neftali Zuñiga, tous deux dirigeants PC d'importantes usines de Santiago[1468]. Pourtant, il faut mettre au crédit d'Oscar Azocar d'avoir rénové l'historiographie communiste récente sur ce sujet, dans une perspective clairement autocritique[1469].

Dans sa réponse au PC, comme dans les interventions de ses militants, le Parti socialiste insiste sur le fait que le pouvoir populaire ne peut à aucun moment être alternatif au gouvernement. Pourtant, les différences avec les communistes s'accentuent. Pour Altamirano, la relation politique avec le mouvement de Miguel Enríquez est au contraire nécessaire, confirmant ainsi la position qui se dessine pendant les élections parlementaires. De même, le secrétaire général du PS réaffirme que les organes de pouvoir populaire sont des « *organismes opposés au pouvoir bourgeois mais non au gouvernement* […]. *Ce sont des organismes qui*

[1466] Voir A. Yánez, "Algunos problemas de la estrategia y de la táctica de la revolución chilena" in *PCC, Boletín exterior*, Nº 24, julio-agosto 1977 (cité par J. Magasich, *Op. Cit.*, p. 280) et E. Labarca, "Apuntes sobre los cordones industriales" in *PCC, Boletín exterior*, Nº 43, septiembre-octubre 1980, pp. 49-74. Le secrétaire général du PC de l'époque, Luís Corvalán, n'accorde d'ailleurs aujourd'hui aucun intérêt, ni analyse à l'expérience des CI dans ses mémoires, preuve d'une sorte amnésie « officielle » du parti : L. Corvalán Lepe, *De lo vivido y lo peleado*, Ed. LOM, Santiago, 1997 (voir en particulier le chapitre huit)

[1467] Voir leur opinion dans: F. Zeran, « Los Comunistas y los Cordones », *Chile Hoy*, Santiago, Nº 16 de agosto de 1973 et "Dirigentes exhortan al gobierno: con las masas y a la ofensiva", *Chile Hoy*, Santiago, Nº 53, 21 de junio de 1973.

[1468] Entretien avec Juan Alarcón, réalisé à Santiago, le 11 juin 2002 et avec Neftali Zuñiga, le 29 mars 2002.

[1469] O. Azocar, « La transformación revolucionaria del Estado. La UP, el Estado y el poder popular », *A 30 años de la Unidad Popular. El Imperativo de la memoria, Santiago*, ICAL, septiembre 2000, pp. 177-190.

sont nés indépendants du gouvernement, mais pas contre le gouvernement »[1470]. Cette argumentation n'est finalement que le reflet de l'interprétation théorique ambiguë à laquelle se livre la gauche de l'UP sur une supposée dualité de pouvoir qui traverserait l'Etat bourgeois (voir paragraphe précédent). On la retrouve dans les interprétations du MAPU[1471]. Et elle est systématiquement reprise par la plupart des dirigeants socialistes des Cordons industriels, tel Víctor Muñoz (PS), président du Cordon industriel San Joaquín : « *Nous sommes un organisme* […] *constitué en défense du gouvernement, dans la mesure où celui-ci représente les intérêts des travailleurs. Nous avons également été clairs en signalant que nous recherchons à générer un pouvoir alternatif à la bourgeoisie et en aucun cas au gouvernement populaire* »[1472]. Le témoignage de Hernán Ortega va dans le même sens[1473]. En mars 1973, ce dernier publie un entretien dans la revue *Posición*, où il tente de définir les Cordons industriels comme une alternative au pouvoir bourgeois, mais surtout pas au gouvernement : « *il s'agit de profiter du trampoline que représente le gouvernement pour accélérer les mesures qui donnent plus de pouvoir aux travailleurs, de manière qu'ils aient une participation plus directe, plus réelle* »[1474]. Finalement, le Régional Centro du PS, proche de l'aile modérée et de la direction nationale, peine à prendre position, alimentant un peu plus la confusion : ni les CI, ni le gouvernement ne devraient être la direction l'un de l'autre, puisqu'ils sont complémentaires : « *Cela signifie dans le cas des Cordons* […] *qu'ils doivent considérer à chaque fois qu'elle est la capacité réelle du gouvernement pour appuyer leurs actions.* […] *D'autre part, le*

[1470] Carlos Altamirano (Secretario General del Partido Socialista), "Carta a Luís Corvalán, secretario General del PC", Santiago, 13 de febrero de 1973 (in *El Siglo*, Santiago, 15 de febrero de 1973).

[1471] MAPU, « Los Comandos Coordinadores Provinciales y Comunales de obreros, campesinos y pobladores », *Poder*, Santiago, Nº 1, 12 mayo de 1973. Cette opinion est de nouveau affirmée lors du X° plénum du MAPU, en avril 1973 : Secretariado general del MAPU, "El poder popular: tarea de las tareas", *Informe del X pleno del MAPU*, Santiago, abril de 1973 (in De Frente, Nº Special, 13 de abril de 1973).

[1472] "San Joaquín, nuevo Cordón Industrial", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 16, 29 marzo de 1973.

[1473] "Desde el punto de visto teórico, a mi juicio, se trataba de construir una suerte de poder distinto al tradicional establecido por la burguesía. Indudablemente que durante la Unidad Popular se comenzó a gestar una teoría del doble poder, no en el sentido de construir un poder paralelo, sino que es un doble poder que era el cimiento del nuevo poder, que definitivamente reemplazara al poder establecido anterior. Eso era un proceso paralelo: mientras el gobierno abría los espacios para ir generando mayores instancias de participación, nosotros fuéramos capaces de ir generando esas nuevas instancias de participación" Entretien réalisé à Iquique, le 6 novembre 2001.

[1474] "Cordones industriales: alternativa al poder burgués", *Posición*, Santiago, Nº 41, 16 de marzo de 1973.

gouvernement doit compter avec la présence des travailleurs organisés dans les Cordons industriels quand se prend une décision qui a trait directement avec les activités que ceux-ci développent »[1475].

Mais, même si on peut multiplier les déclarations de bonnes intentions du PS sur le respect de l'autonomie et l'indépendance de classe des organes de « pouvoir populaire », il semble que cela ne soit qu'un discours de façade ; ou pour le moins contradictoire. Plusieurs indices concrets le démontrent. Nous avons vu qu'en octobre 1972, le PS et PC s'empressent d'émettre une déclaration commune (fait exceptionnel) où les Cordons industriels sont appelés à se placer rapidement sous l'autorité des Intendants ou gouverneurs de province, afin d'obtenir « *une correcte canalisation* »[1476]. Et bien, Hernán del Canto, dirigeant du PS et secrétaire général du gouvernement, révèle en décembre 1972, qu'après discussion du comité Central, les Commandos communaux devront effectivement « *être présidés par l'Intendant, le gouverneur ou le sous-délégué selon le cas* », c'est-à-dire les représentants de l'exécutif. Ceci, avec un objectif politique on ne peut plus clair : empêcher que « *certains éléments à l'intérieur de la gauche mettent en avant un nouveau programme et une nouvelle conception de l'alliance de classes, afin de l'utiliser contre le gouvernement* »[1477]. Par la suite, Julio Benítez - dans un article déjà cité – admet que ce type de déclarations sème la confusion dans l'esprit des militants et qu'après réflexion, la direction du PS aurait compris la nécessité « *d'une élection par leur propres membres* », tout en réaffirmant : « *On ne peut penser que nous travaillons pour la création d'un pouvoir substitutif. Nous, nous faisons partis du gouvernement* »[1478]. Cette volonté de la direction du PS de voir les Cordons être quasiment intégrés à l'Etat ne parait pas pour autant abandonnée complètement. Cela se traduit notamment par la présence de l'Intendant socialiste de Santiago, Jaime Faivovich, lors d'une réunion publique organisée par le CI Cerrillos en février 1973. A cette occasion J. Faivovich réitère son « *désir*» de voir

---

[1475] "La Aurora de Chile y los Cordones Industriales", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 36, 16 de agosto de 1973. Voir également "Los Cordones Industriales y el gobierno popular", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 33, 26 de julio de 1973.

[1476] Partido Socialista y Partido Comunista, "Propósitos de ofensiva política", Santiago, Octubre de 1972, (in V. Farias, *Op. Cit*., tomo 5, pp. 3306-3312).

[1477] PS, "Opina Hernán del Canto", entrevista con Martha Harnecker en *Chile Hoy*, Santiago, Nº 26, 14 de diciembre de 1972.

[1478] J. Benítez, "La clase obrera dirige los comandos comunales", *Posición*, Santiago, 27 de diciembre de 1972. Voir également les déclarations de V. Barbiéris dans Foro Político, « El poder popular y los Comandos de trabajadores », *Punto Final*, Santiago, Suplemento al Nº 175, 16 de enero de 1973.

l'intendance « *travailler, de manière étroite, avec les Cordons et Commandos communaux, afin de résoudre les différents problèmes de Santiago* »[1479].

De telles déclarations ne sont pas sans générer des remous au sein de l'arc-en-ciel politique que constitue le PS, même si aujourd'hui un militant de l'aile gauche tel que Boris B. a l'impression que sa position radicale sur le pouvoir populaire était représentative de celle de la majorité du Parti socialiste, toutes tendances confondues[1480]. Rien n'est moins sûr, surtout quand les dissensions traversent même l'aile gauche du parti et que certaines sections régionales adoptent des positions ouvertement contradictoires, sans jamais rompre pour autant complètement avec leurs directions nationales. En témoigne, tout d'abord, un document confidentiel du régional *Cordillera* du PS destiné à la discussion interne[1481]. Ce secteur de l'aile gauche critique ouvertement le gouvernement et la tactique d'Allende et souligne qu'à tous les niveaux du PS, il « *existe deux tendances* » : l'une serait « *révolutionnaire* » et l'autre « *réformiste* ». Dans une logique discursive très proche du MIR, ils admettent qu'il peut y avoir "*utilisation tactique*" du système institutionnel, mais cet usage "*doit s'appuyer fondamentalement sur la formation d'un pouvoir révolutionnaire indépendant et autonome de la légalité établie*". En conséquence, ce document appelle au « *développement des Commandos communaux, comme germes de pouvoir populaire alternatif au pouvoir bourgeois* » et ajoute « *On doit empêcher l'institutionnalisation des Commandos communaux, lesquels ne peuvent être subordonnés, ni au gouvernement, ni à l'Unité populaire* ». Dans ce texte, le Régional Cordillera s'en prend aussi au régional Centro, qui anime le journal *La Aurora de Chile*, pour son réformisme. Ce débat se prolonge par la suite et prend l'allure de violentes invectives entre ces deux fractions du PS qui se réclament pourtant du « pouvoir populaire »[1482].

Suite à la constitution du cabinet civilo-militaire (en novembre 1972), les doutes sur la viabilité d'un pouvoir populaire institutionnalisé, sous direction du gouvernement, se multiplient chez les militants les plus radicaux. Carmen Silva se rappelle par exemple

---

[1479] "Cordones industriales: ¡a construir la Unidad!", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 13, 8 de marzo de 1973.

[1480] « *Je pense que, à un moment donné, dans le PS ma position était majoritaire. Cela traversait le parti entier, mais on était majoritaire. Il y avait quand même des tendances historiques qui n'étaient pas pour, mais pas contre globalement. Au niveau du Comité central, les deux grandes tendances, celle que l'on pourrait appeler proche du Régional Cordillera et Régional Santiago Centro, et aussi celle des « commandantes « (l'ancien ELN) était pour aussi : donc oui, je pense majoritairement pour « Avanzar sin tranzar », c'était la consigne du PS* ». Entretien avec Boris B., Talence, France, 4 juillet 2000.

[1481] Partido Socialista (Regional Cordillera-Santiago), "Definir e impulsar una política revolucionaria", Documento Confidencial para la discusión interna en ocasión del 40 aniversario del Partido Socialista, Santiago, marzo de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 6, pp. 4450-4468).

[1482] Voir le paragraphe consacré à la dernière phase du débat sur le pouvoir populaire, après juin 1973 (Chapitre XII).

qu'Armando Cruces, président du CI Vicuña Mackenna, a eu de mal à intégrer cette idée que le « pouvoir populaire » ne peut être alternatif au gouvernement et ce jusque dans ses discours aux ouvriers. Elle l'attribue au fait que cet ouvrier syndicaliste est « *assez ignorant politiquement* » et qu'il fallait que ses "conseillers politiques" le corrigent continuellement[1483]. Pourtant, en lisant les entretiens qu'il donne à la presse, on a plutôt l'impression que ce dirigeant comprend clairement que du point de vue de la classe ouvrière, le problème central reste que, **si - *en théorie* - le gouvernement peut être un instrument réel au service du mouvement révolutionnaire, *dans la pratique*, ce n'est pas toujours le chemin pris par Allende et ses alliés.** C'est également ainsi que l'on peut envisager l'intervention de groupes comme les "Chrétiens pour le socialisme" qui, le 20 janvier 1973, se prononcent pour le développement d'organes de pouvoir populaire qui soient totalement indépendants du gouvernement[1484]. D'ailleurs, les critiques envers l'exécutif sont suffisamment fortes pour que des intellectuels de la gauche critique, comme Martha Harnecker, tentent de calmer la cabale et réaffirment leur soutien inconditionnel à la politique allendiste : « *Ce pouvoir populaire a actuellement, sans aucun doute, son axe le plus dynamique dans le gouvernement, puisque c'est depuis ce centre de pouvoir que l'on a pu avancer le plus rapidement* »[1485].

Quoi qu'il en soit et malgré les positions critiques, à la base comme au sommet, à aucun moment ce « pôle révolutionnaire » existant au sein de l'UP ne se constitue comme tendance organisée, autour d'une plate-forme de lutte commune, afin d'essayer d'offrir une orientation nouvelle aux CI et autres embryons de pouvoir populaire constituant. D'autre part, aucune analyse du rôle d'arbitre de classe et bonapartiste *sui generis* du gouvernement n'est effectuée. Dans ces conditions, c'est, de fait, l'option tactique du PC - entérinée par Allende -, qui reste prédominante, sans que les secteurs critiques ne puissent incarner une option alternative crédible et lisible aux yeux du mouvement social. Cette ambiguïté fondamentale se fait sentir dans le discours confus de plusieurs dirigeants de base de l'UP sur les relations entre pouvoir populaire et Etat/gouvernement/partis.

[1483] Entretien réalisé à Santiago, le 20 novembre 2001.

[1484] Cristianos por el Socialismo, "Lucha por el desarrollo del poder popular. Los cristianos por el socialismo y las elecciones de marzo", Santiago, 20 de enero de 1973 (in P. Richard, *Origine et développement du mouvement Chrétiens pour le socialisme* (Chili 1970-1973), Paris, Centre Lebret « foi et développement », Série América Latina N°2, 1975. (BDIC : 9 col 1207/2). Consulter également E. Torres, "Presencia de los cristianos en los Comandos Comunales", *Punto Final*, Santiago, Nº 174, 2 de enero de 1973.

[1485] Voir M. Harnecker, "Los Comandos Comunales y el problema del poder", *Chile Hoy*, Santiago, Nº 26, 14 de diciembre de 1972 et M. Harnecker, "Los Comandos Comunales y la polémica en el seno de la izquierda", *Chile Hoy*, Santiago, Nº 28, 28 de diciembre de 1972.

Face à cette position, le MIR libre de tout le poids de la participation gouvernementale (et de ses lourdes responsabilités !), a le loisir d'exposer sa conception : celle d'un pouvoir populaire alternatif aux institutions bourgeoises et en opposition à une transition pacifique et graduelle. Selon Miguel Enríquez, la transition au socialisme ne peut signifier « *conquérir le pouvoir par morceaux, comme quelqu'un qui coupe un saucisson en rondelles et que chacune d'entre elles signifie que l'on gagne ou conquiert une supposée part de pouvoir. Le fait de conquérir le gouvernement ne permet pas de parler d'un quota de pouvoir à l'intérieur de la société* » et il ajoute, *« nous n'appelons pas à lutter contre le gouvernement, ni à faire tomber le gouvernement, ni à mettre les Commandos communaux en contradiction fondamentale avec le gouvernement ; mais à lutter contre l'appareil bureaucratique de l'Etat* »[1486]. Dans sa réponse aux attaques du PC, le secrétariat national du MIR réitère l'idée d'un « *pouvoir populaire autonome, indépendant et alternatif à l'Etat bourgeois* », mais précise de nouveau : « *La direction du PC ne doit pas cacher ses idées et ses intentions : elle ne doit pas continuer à mystifier et déformer la réalité et la lutte idéologique, en affirmant que le pouvoir populaire que développent les masses est nécessairement et inévitablement alternatif et contradictoire au gouvernement actuel* ». Pour le MIR, le gouvernement à une valeur « *dans la mesure où il représente réellement un instrument et un levier importants* » du conflit de classes. Cependant initialement de nature « *réformiste de gauche* », il se serait produit avec l'intégration des militaires, un « *processus graduel de réaffirmation de l'ordre bourgeois à l'intérieur du gouvernement* ». En conséquence, le MIR appelle de ses vœux la constitution d'un « *gouvernement des travailleurs* », qui s'appuie sur « *les institutions de classe, les Commandos, les Conseils Communaux et autres organisations du pouvoir ouvrier et populaire, ainsi qu'à travers la démocratisation des forces armées* »[1487]. Cette organisation reprend tout au long des débats cette lecture du processus, montrant par la même une grande unité idéologique - voire un monolithisme prononcé -, à différence du PS et à l'image du PC. Aujourd'hui, Guillermo Rodríguez témoigne : « *Pour nous, ce qui était fondamental était de construire une force sociale et politique, dans les différents territoires, avec la perspective non seulement de*

[1486] M. Enríquez (Secretario General del MIR), "El poder popular y los comandos comunales", *Intervención en el Foro organizado por el sindicato de trabajadores del diario Clarín*, Edificio Gabriela Mistral, Santiago, enero de 1973 (in Documentos Internos 3 – A – 1973 – Archives CEDETIM – PARIS).
[1487] Secretariado Nacional del MIR, "Repuesta a los ataques de Secretariado del PC", *El Rebelde*, Santiago, febrero de 1973 (tiré de la version en français, *MIR, Recueil de textes 1970-1973*, Paris, Ed. Politique Hebdo, trad. Anne Valier, 1974).

défendre le gouvernement mais aussi de passer à une stratégie de lutte pour le pouvoir »[1488]. C'est précisément ce que s'attache à répéter le secrétaire général de cette organisation dans les différents forums[1489] et ce qu'explique le communiqué du Secrétariat général du MIR, le 16 janvier 1973, pour qui, au-delà de la conjoncture électorale, le principal reste : « *le développement et renforcement dans tout le pays, des Commandos communaux de travailleurs, organismes de pourvoir alternatif à l'appareil d'Etat bourgeois et autonome du gouvernement* »[1490].

Certes, ces affrontements idéologiques sont à l'image des contradictions en cours au sein du mouvement ouvrier et des déphasages grandissants entre la base militante et la direction des partis. Pourtant, **les longues polémiques qui ont lieu sur la place du pouvoir populaire naissent au moment même où nombre des organismes réellement existants sont en phase de repli, faute de perspective politique.** Comme en témoigne Enrique Ramírez, au sein du CI Cerrillos : " *Il y a eu un questionnement très fort de la part des dirigeants syndicaux quant à la politique du gouvernement. Parce que chaque fois que se produisaient crise et mobilisations, la réponse du gouvernement était toujours l'intégration civilo-militaire. Lors de ces discussions, il restait la sensation qu'il y avait un vide terrible de communication avec ce que la grande masse voulait et qui était d'avancer vers le socialisme !* »[1491]. Par tâtonnements, les secteurs les plus conscients du mouvement social urbain sont à la recherche de portes de sortie. Car, si les joutes oratoires autour du pouvoir populaire montrent la fragilité de la cohérence interne (tactique, organique et idéologique) de l'UP, elles ne semblent en revanche pas permettre l'éclaircissement politique nécessaire. La confusion des définitions proposées par la gauche en ce qui concerne le rôle des Commandos communaux (CC) ou la place de la CUT et des CI prolongent cette désorganisation.

X – 2) La polémique sur la place des Cordons industriels au sein de la « voie chilienne »

[1488] Entretien réalisé à Santiago, le 6 août 2003.
[1489] Voir par exemple M. Enríquez (Secretario General del MIR), "El poder popular y los comandos comunales", *Intervención en el Foro organizado por el sindicato de trabajadores del diario Clarín*, Edificio Gabriela Mistral, Santiago, enero de 1973 (in Documentos Internos 3 – A – 1973 – Archives CEDETIM – PARIS).
[1490] *El Mercurio*, Santiago, 17 de enero de 1973.
[1491] Témoignage recueillit par Miguel Silva (*Op. Cit.*, p. 465-466).

X – 2 – 1) Commandos communaux contre Cordons industriels ?

On a vu qu'en ce qui concerne les Commandos communaux, la mystification est très importante et les sources de confusion énormes entre coordinations réellement existantes et celles annoncées par la gauche (ou l'opposition). Nous retrouvons là cette projection du « pouvoir populaire » déformée, voire fantasmée, bien au-delà de sa présence effective sur la scène politique nationale : cette déformation / mythification est en grande partie alimentée par les organisations de gauche du « pôle révolutionnaire », qui faute d'une perspective politique alternative aux "réformes par en haut" proposées par le gouvernement, s'enferment parfois dans une véritable quête de Commandos communaux éthérés.

C'est indéniablement le MIR qui est initialement le champion du Commando communal, dont l'objectif, à terme, serait d'amplifier son rayon d'action pour se transformer en « Conseil Communal des travailleurs », base de la future « Assemblée du Peuple », ainsi que l'explique le « Manifeste du Peuple » ou la documentation interne[1492]. Dans son discours sur le « pouvoir populaire » réalisé au forum organisé par le syndicat *Clarin,* Miguel Enríquez fait uniquement référence aux « Conseils Communaux de travailleurs » et aux « Commandos communaux », en tant qu'organisme « *unificateur de tout le peuple, un mécanisme qui en même temps unifierait, incorporerait les couches sociales les plus arriérées* [retrasadas] *ou passives* ». Cette nécessité se base sur le constat de la forte fragmentation des classes dominées, entre pauvres de la ville et de la campagne, entre ouvriers, *pobladores* et étudiants et au sein même de la classe ouvrière. Pour le Secrétaire Général du MIR, ce constat vient également du fait que « *la classe ouvrière ne pouvait être l'avant-garde des classes dans une forme globale et pleine* », comme conséquence de cette fragmentation[1493]. **Dans ce discours comme dans la plupart de la documentation publique ou interne du MIR, les Cordons industriels**

[1492] Voir : MIR, *El pliego del pueblo*, Santiago, Octubre de 1972 (Anexo al informe Nº 1 de la comisión política al Comité Central de noviembre in Documentos Internos 2-A - 1973- Archives du CEDETIM– Paris) et R. Moreno (Comisión política del MIR), *Consejos comunales de trabajadores y dualidad de poder. Análisis y evaluación*, Santiago, 3 de diciembre 1972 (in Documentos Internos 2-A - 1973- Archives du CEDETIM– Paris).

[1493] M. Enríquez (Secretario General del MIR), "El poder popular y los comandos comunales", *Intervención en el Foro organizado por el sindicato de trabajadores del diario Clarín*, Edificio Gabriela Mistral, Santiago, enero de 1973 (in Documentos Internos 3 – A – 1973 – Archives CEDETIM – PARIS).

n'existent quasiment pas, ou quand il y est fait référence, c'est pour insister sur leurs innombrables faiblesses intrinsèques[1494].

Le MIR dans son échange de lettres publiques avec le PS, fin janvier 1973, précise sa conception des Commandos communaux : des organisations qui facilitent l'incorporation « *à la lutte politique, des secteurs les plus pauvres et arriérés, qui permettent de dépasser la fragmentation actuelle du peuple par unité de production ou secteur social et ainsi d'unir le peuple* »[1495]. Dans le bilan interne de la crise d'octobre 1972, la grande critique faite aux « Comités coordinateurs de travailleurs » (en fait, les « Cordons industriels » - vocable refusé par le MIR -) est qu'ils n'ont pas réussi cette incorporation sociale[1496]. Comme le dit Miguel Enríquez, son parti ne croit pas que la classe ouvrière, notamment celle présente au sein des Cordons industriels, puisse former seule la tête de proue du mouvement révolutionnaire. Surtout, il considère ces secteurs comme déjà organisés. Il condamne même l'action des groupes du PS qui s'investissent corps et âmes en direction des CI comme une « *déformation* » et une « *déviation* » du pouvoir populaire, aussi critiquable à ses yeux que ceux qui « *avec un esprit sectaire ou avec le propos de maintenir des niveaux d'hégémonie ou de monolithisme bureaucratique sur le mouvement de masse* » se sont opposés au pouvoir populaire[1497]. Ainsi, le PS et le PC sont renvoyés dos à dos pour leur attitude envers la thématique du pouvoir populaire.

Ainsi que je l'ai décrit dans la deuxième partie, pendant longtemps le MIR oriente en priorité son travail militant au sein du mouvement *pobladores*. **Pourtant, l'année 1972 est celle d'un changement tactique du MIR, exposé au grand congrès du *campamento* Nueva La Habana, la même année. Après avoir concentré ses efforts et son potentiel militant dans l'univers *pobladores*, l'organisation, analysant la nouvelle conjoncture et l'importance des luttes ouvrières, souhaite consacrer la plupart de ses forces au monde du**

[1494] Ainsi, à propos de la crise d'octobre 1972, le terme de "Cordons industriels" est soigneusement évité au profit de « comités coordinateurs ».

[1495] "Intercambio de cartas entre el MIR y el PS", *Punto Final*, Santiago, Suplemento al Nº 176, 30 de enero de 1973.

[1496] R. Moreno (Comisión política del MIR), *Consejos comunales de trabajadores y dualidad de poder. Análisis y evaluación*, Santiago, 3 de diciembre 1972 (in Documentos Internos 2-A - 1973- Archives du CEDETIM– Paris).

[1497] M. Enríquez, Secretario General del MIR, "Un dialogo que desarma", *Chile Hoy*, Santiago, Nº 59, 2 de agosto de 1973.

salariat industriel[1498]. Le MIR affirme qu'au sein de ce « bloc de classe » à construire, c'est la classe ouvrière qui doit exercer son hégémonie et sa direction sur le mouvement révolutionnaire. Pourtant, parallèlement, sa conception du Commando communal débouche sur une optique déformée du mouvement social, où est partiellement oblitéré le principal organe *réellement existant* de pouvoir populaire à cette époque : le Cordon industriel. Le parti s'investit dans des « Commandos communaux » qui n'en ont souvent que le nom, puisqu'ils restent - malgré la "réorientation ouvriériste" - des regroupements de *pobladores* et d'étudiants (comme à La Florida, Barrancas ou Las Condes). Pour Eduardo Santa Cruz qui reproduit les arguments du MIR, cette séparation artificielle du mouvement social urbain ne serait que le produit du « *cours erroné* » pris par le développement du pouvoir populaire chilien[1499]. **On retrouve là une conception linéaire des crises révolutionnaires, si bien critiquée par un philosophe et historien de l'envergure de Walter Benjamin**[1500]. Plus largement, cette pensée téléologique est amplement partagée par l'ensemble de la gauche chilienne (et on la retrouve dans les fameux ouvrages de vulgarisation marxiste structuraliste d'une intellectuelle comme Martha Harnecker)[1501].

Finalement, le MIR se base sur une donnée objective indéniable : les Cordons ont la grande faiblesse d'être des organisations sociales qui n'organisent qu'une partie de la classe ouvrière et laissent de côté une grande partie des classes dominées. Il s'agit en conséquence d'éviter qu'ils ne prennent la place des Commandos communaux, en tant que base organisationnelle de « dualité de pouvoir ». **Pourtant, bien plus prosaïquement, la position de cette organisation en ce qui concerne les CI semble plutôt celle d'un parti qui, face à la faiblesse de son insertion au sein du mouvement ouvrier, cherche à proclamer que la**

[1498] Cette annonce provoque de vives discussions au sein du campement, entre ceux qui jugent qu'ils doivent subordonner leur lutte à la direction du MIR et ceux qui restent partisans de mener le combat, avec ou sans le MIR, aux côtés des autres campamentos. Pour une description de ce congrès auquel participe une centaine de personnes pendant deux jours, voir C. Castelain, « Histoire du campamento Nueva Habana », *Op. Cit*. Il semble cependant que cet auteur fasse une erreur dans la datation du Congrès (février 1972 et non 1971).

[1499] E. Santa Cruz, "Comandos Comunales. Órganos de poder del pueblo", *Punto Final*, Santiago, suplemento al Nº 189, 31 de julio de 1973. Voir aussi le document du MIR : MIR (Buró político), *Los Comandos comunales, órganos de poder, órganos de lucha de las masas*, Santiago, folleto, julio de 1973 (in MIR, *Recueil de textes 1970-1973*, Ed. Politique Hebdo, trad. Anne Valier, Paris, 1974).

[1500] W. Benjamin, *Ecrits français*, Paris, Gallimard, 1991 et M. Löwy, *Walter Benjamin : Avertissement avant incendie. Une lecture des thèses « Sur le concept d'histoire »*, Paris, PUF, 2001.

[1501] « *Toujours à la recherche des "contradictions principales", on néglige l'importance des "contradictions secondaires" et des aspects conjoncturels du problème, qui tissent la complexité du réel : d'où l'incapacité de prévoir les effets pervers des décisions prises et d'inscrire une tactique viable dans une stratégie. L'explication d'une telle attitude n'est pas aisée ; on peut y voir les traces du mépris de l'intellectuel chilien pour tout ce qui approche le concret : théorie révolutionnaire et stratégie sont valorisés au détriment de la recherche et de la mise*

Révolution viendra d'ailleurs. Cela le conduit à dévaloriser le potentiel des organismes du mouvement social réellement existant. On peut parler dans ce cas d'un aveuglement dogmatique du MIR alors que la crise d'octobre et plus tard celle du 29 juin 1973, démontrent que se sont les CI qui restent les véritables organes de résistance et d'auto-organisation.

En contrepoint, la gauche de l'UP, mieux implantée dans le mouvement ouvrier semble mesurer l'importance des CI et l'appui prioritaire qui doit leur être donné. **Mais là encore, si pour les militants de base travaillant dans ceintures industrielles des grandes villes, c'est une évidence, les directions des partis de l'aile gauche de l'UP ne paraissent pas avoir envisagé - dans un premier temps - l'utilité du maintien des Cordons industriels**. C'est le cas du comité central du PS qui après avoir cru à « *une unité d'action circonstancielle* » comprend finalement « *la nécessité de la maintenir en permanence par l'intermédiaire d'un commando central coordonnant le travail et l'action de tous ces fronts de masse* »[1502]. D'une manière générale, si le MAPU, le PS ou la gauche chrétienne ne nient pas la nécessité de l'alliance de classe au sein du Commando communal, ils insistent sur le renforcement des CI *dans un premier temps*, comme "locomotive" du processus. Hernán Ortega déclare ainsi : « *Nous, nous pensons qu'il est juste d'organiser en premier l'avant-garde de la classe ouvrière, pour dans un second temps, mettre en place la coordination avec les Commandos* »[1503]. Et c'est au sein du Commando communal que le CI jouerait un rôle de direction, puisque la classe ouvrière est envisagée comme l'agent social principal du mouvement révolutionnaire, du fait de sa place dans les relations de production. Ainsi, il est écrit dans la *Aurora de Chile* que les CC doivent intégrer les « pauvres de la ville et de la campagne », tout comme les « intellectuels révolutionnaires ». Cependant au sein du Commando, le Cordon « *doit assumer un rôle d'avant-garde des autres organisations de base afin de garantir l'orientation prolétarienne des organisations qui sont en train de construire le pouvoir populaire* »[1504].

---

en œuvre des moyens de leur réalisation » (M. N Sarget, *Système politique et Parti socialiste au Chili, Op. Cit.*, p. 397).

[1502] J. Benítez (Comité Central del PS), "La clase trabajadora dirige los comandos comunales", *Posición*, Santiago, 27 de diciembre de 1972

[1503] Entretien publié dans *Chile Hoy*, Santiago, Nº 59, 2 de agosto de 1973.

[1504] "La Aurora de Chile y los Cordones Industriales", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 36, 16 de agosto de 1973 ; voir également "Los Cordones Industriales", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 33, 26 de julio de 1973 et PS, "Partido Socialista apoya a los Comandos Comunales", Santiago, Octubre de 1972 (in *Posición*, Santiago, Nº 28, 24 de octubre de 1972).

Dans la même optique, les CC sont pour le MAPU « *des organismes qui unissent toutes les organisations des travailleurs qui se forment dans une commune* » ; mais « *le devoir des Cordons sera de créer les bases pour le surgissement des Commandos communaux de travailleurs* » et ce sont les syndicats qui auront « *la principale responsabilité dans les Commandos* ». Leur travail serait notamment l'organisation de toutes les usines de la commune et de comités de défense au niveau de chaque pâté de maison (*manzana*), la discussion journalière sur les activités du CI, la réalisation d'assemblées fréquentes au niveau des différents groupes de salariés. Les outils mis en avant sont le contrôle ouvrier de la production dans l'Aire privée et la participation dans l'Aire Sociale, les JAP, la presse populaire. Une fois créés, ces Commandos communaux devraient se coordonner avec pour objectif leur organisation au niveau provincial, puis national. De cette coordination surgirait, enfin, « *l'Assemblée populaire depuis en bas* »[1505].

La question de l'alliance de classe au sein des Commandos communaux et la place des CI ont immanquablement des répercussions dans les usines. Ainsi au niveau de Cerrillos-Maipú, l'une des polémiques est de savoir quels sont les secteurs sociaux qui sont aptes à participer à la rencontre communale des travailleurs du Cordon, prévue pour la fin juin 1973[1506]. L'impasse est telle que les participants d'une réunion - fin mai 1973 - en arrivent à proposer un vote, afin de déterminer si *pobladores* et paysans sont aptes à participer, intervenir voire à décider. Les militants du PS insistent sur le fait que les CI doivent être formés avant tout par la classe ouvrière organisée. Pourtant, la présence dite « *fraternelle* » d'autres secteurs est souhaitée par certains, « *avec droit d'expression lors des assemblées plénières* ». Il apparaît cependant que la discussion s'enferme dans un dialogue de sourd puisque aucune des tendances militantes présentes ne semblent capable de fixer une position commune sur la qualité requise et les conditions de participation de ces autres fractions du mouvement populaire…

Aujourd'hui, dans les témoignages des militants socialistes, la référence au Commando communal n'apparaît quasiment pas. Ces récits soulignent encore plus le décalage entre la propagande du MIR sur les CC, en tant que « soviet » (comme le dit Miguel R.) et leur absence de réalité concrète comme organismes de lutte. D'autre part, l'enquête orale montre également que si les directions des partis de la gauche de l'UP reprennent à leur compte l'idée du CC, cela n'est pas resté comme quelque chose de tangible pour les militants qui sont investis dans le mouvement ouvrier : pour eux, la priorité est restée celle des Cordons industriels. Lorsqu'on

[1505] AGG, "Que son los Comandos Comunales", *De Frente*, Santiago, Nº 5, 13 de abril de 1973.

insiste Pablo Muñoz s'exclame finalement : « *Les Commandos communaux… Ah, oui ! C'était le MIR !* » et ajoute, qu'en tant que militant socialiste, il ne sait pas grand chose de leurs activités. Selon lui, déformant ainsi les propos du MIR, les CC se réduisent à un regroupement de comités de quartiers ou de *pobladores* et cette tactique employée par le MIR vient du fait que cette organisation affirme alors que « *le secteur qui pouvait conduire le mouvement révolutionnaire était les pobladores et non les travailleurs* ». Pour Luís Ahumada, les CC n'ont eu à aucun moment un poids réel, sinon qu'ils ont fait courir le risque « *d'une perte de la force syndicale* » au sein des Cordons industriels[1507].

Ce manque de vues partagées au sein du « pôle révolutionnaire » a plusieurs conséquences néfastes pour les Cordons industriels et le « pouvoir populaire ». C'est le cas à propos du débat sur le « parallélisme » syndical, que nous allons expliquer dans le paragraphe suivant.

X – 2 – 2) Les Cordons industriels, la CUT et le mouvement syndical

Nous avons vu comment la CUT est peu à peu malmenée par les turbulences générées par la lutte des classes, phénomène accentué par une intégration de certains membres de la direction syndicale à l'appareil étatique, aux côtés des généraux. C'est suite à "l'octobre rouge" de 1972 et à la multiplication des formes d'auto-organisation que la CUT apparaît paralysée politiquement : la « crise sans retour » du mouvement syndical est définitivement mise en lumière. Dans ce contexte de tensions sociales et de repositionnements au sein de ce que Alain Joxe nomme le « *théâtre politique* » chilien, naît le débat sur le parallélisme syndical[1508]. Le surgissement d'embryons -même limités- de pouvoir populaire au sein du mouvement ouvrier remet en cause les limitations de la CUT et de l'organisation syndicale dans son ensemble. Avec une vision critique des communistes et d'Allende, José Moya, alors militant du MIR et ouvrier d'une industrie électronique de presque mille salariés, confirme : « *Il s'agissait d'une période très riche, durant laquelle beaucoup de personnes qui sympathisaient avec l'Unité populaire se sont rebellées contre elle et se sont incorporées à l'organisation des Cordons industriels. Je me rappelle avoir été dans des assemblées où des représentants de la CUT venaient discuter avec les Cordons et repartaient « la queue entre les jambes » !* »[1509].

[1506] « Cordón Cerrillos », *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 25, 31 de mayo de 1973.
[1507] Entretiens réalisés à La Serena, le 24 juin 2002.
[1508] A. Joxe, "Le Chili entre le freinage et l'affrontement", *Politique Hebdo*, Paris, 1972, pp. 71 à 95.
[1509] Entretien réalisé à Santiago, le 20 novembre 2001.

Antonio Gramsci a beaucoup écrit sur ce phénomène caractéristique de toute période historique "prérévolutionnaire". Lorsque la lutte politico-sociale débouche sur une crise de cet ordre, la dynamique du mouvement ouvrier entraîne les salariés les plus organisés vers la recherche de formes d'organisations renouvelées. Selon le philosophe et militant italien, « *si le syndicat ne peut donner aux ouvriers que "le pain et le beurre", si le syndicat peut seulement dans un régime bourgeois assurer une marche stable des salariés et en éliminer quelques-uns des aléas les plus dangereux* », ce sont des organismes "supérieurs" qui s'avèrent alors indispensables dans le cadre d'un mouvement révolutionnaire[1510]. Gramsci pense ici à la constitution de Conseils ouvriers et plus particulièrement à l'expérience des Conseils d'usines dans le cas de l'Italie des années 20[1511]. Au Chili, l'apparition des Cordons industriels montre aussi le dépassement potentiel de la structuration syndicale. Comme le rappelle Martha Harnecker, la formation des CI questionne directement l'organisation traditionnelle des salariés[1512]. **L'autre pierre de touche de cette problématique est celle de la relation entre partis politiques, mouvement syndical et nouveaux organismes d'action collective : comment les premiers peuvent-ils parvenir à ce que les CI se renforcent davantage et incarnent des formes réelles de pouvoir populaire ?** Continuons à suivre la pensée de Gramsci : « *le parti et le syndicat ne doivent pas se poser en tuteurs ou comme superstructures déjà constituées de cette nouvelle institution dans laquelle le processus historique de la révolution prend une forme historique contrôlable. Ils doivent se poser comme agents conscients de sa libération des forces d'oppression incarnée par l'Etat bourgeois, ils doivent se proposer d'organiser les conditions externes générales (politiques) dans lesquelles le processus de la révolution aura sa plus grande célérité, dans lesquelles les forces productives libérées trouveront leur plus grande expression* »[1513]. Sur cette base, quelle est la position assumée par les partis de gauche et en quelle mesure organisent-ils ces fameuses "conditions externes générales" ?

En fait, l'orientation que les partis donnent aux CI est le reflet de leur insertion institutionnelle et sociale, de leur conception de l'Etat et finalement du contrôle politique qu'ils

---

[1510] A. Gramsci, *Ordine Nuovo*, 8 novembre 1919 ; cité dans E. Mandel, *Contrôle ouvrier, conseils ouvrier et autogestion (anthologie)*, *Op. Cit.*, Tome 3, p. 72.
[1511] Voir A. Gramsci, Antología, México, Siglo XXI, 1970 et A. Gramsci, "El movimiento turinés de los consejos de fabrica", *Consejos obreros y democracia socialista*, Cordoba, Cuadernos de Pasado y Presente, Nº 33, 1972, pp. 211-220.
[1512] M. Harnecker, « Los cordones industriales y la CUT », *Chile Hoy*, Santiago, Nº 59, 2 de agosto de 1973.
[1513] A. Gramsci, *Ibid.*

possèdent sur la CUT. Les habitudes quotidiennes, les places occupées dans le gouvernement, l'hégémonie acquise auparavant au sein du mouvement ouvrier ne prédisposent ni le PC, ni le PS à favoriser la constitution de Cordons industriels en tant qu'expression de la classe ouvrière qui dépasseraient les limitations de la CUT ou du gouvernement. Miguel R. témoigne : « *J'ai côtoyé des militants qui étaient en permanence en train de promouvoir l'idée du pouvoir populaire dans certains Cordons industriels, théoriques, notamment celui de Panamericana-Norte* […]. *Voyons, quels étaient les problèmes que rencontraient ces militants là. Le premier : ils arrivaient facilement à créer des liens réels avec des "petites boites" : de 10, 30, 50 ouvriers ou employés. Au-delà, il était très difficile pour eux de recruter idéologiquement, politiquement, pour mener à bien ce projet de Cordon industriel. Pourquoi ? Dès qu'ils avaient une "boite" qui dépassait les 50 personnes, le syndicat dit « traditionnel »,* […] *demandait : « Et pourquoi faire ? Pour défendre le gouvernement de l'UP ? Nous sommes entrain de le faire ». Et c'est là que cela commence à coincer, pour mettre sur pied un projet, à long terme, qui pourrait aller au-delà de ce gouvernement populaire* »[1514]. En fait, les militants de gauche buttent régulièrement sur de telles difficultés, bien qu'il soit erroné de donner l'impression que tous les CI sont uniquement composés de petites unités de production. Le mot d'ordre avancé par l'UP est alors celui du combat contre tout « parallélisme » à la CUT, avec en ligne de mire les Cordons industriels, considérés comme de simples coordinations syndicales.

On peut néanmoins isoler deux positions au sein de la gauche sur cette question. **La première proclame que la CUT est l'organisation suprême des travailleurs et que, de ce fait, la tactique correcte est de la transformer de l'intérieur si nécessaire, sans créer d'autres organismes.** Après avoir sciemment ignoré l'existence des CI, le PC s'inscrit avec force dans cette perspective (voir le chapitre XII). Pour Galvarino Escorza, dirigeant syndical de l'usine TEXTIL PROGRESO : « *Les Cordons doivent être dirigés par la CUT et orientés par la centrale* »[1515]. Cette optique est conforme à l'attitude d'hostilité du PC envers toute forme de pouvoir populaire non canalisé par le gouvernement. Cette position est d'ailleurs publiquement appuyée par Salvador Allende, lors du plénum des Fédérations de la CUT, célébré le 25 juillet 1973. Le président déclare à cette occasion : « *Il ne peut y avoir,*

[1514] Entretien avec Miguel R., Pessac, 25 janvier 2001.
[1515] Entrevista de Faride Zeran a Galvarino Escorza, « Los comunistas y los Cordones », *Chile Hoy*, Santiago, Nº 61, 16 de agosto de 1973.

camarades, parallélisme syndical […] *comme il ne peut y avoir dualité de commandement dans la direction politico-économique du pays* »[1516].

Photo N° 27 : Intervention de S. Allende au plenum de la CUT (juillet 1973)

Allende est entouré de A. Rojas, vice-président de la CUT et L. Figueroa, président de la CUT

Source : *Clarin*, Santiago, 25 de julio de 1973

Aujourd'hui, Juan Alarcón, dirigeant syndical communiste nous livre un témoignage beaucoup plus nuancé où la réflexion personnelle a peu à peu altéré la position tranchée de son parti : « *Nous avons toujours été des ennemis du parallélisme syndical.* […] *Les Cordons industriels naissent comme une nécessité de la révolution.* [...] *Ils ont du naître comme le besoin d'une unité plus organisée, mais toujours en relation avec la Centrale des Travailleurs, ce qui, je crois, n'était pas toujours le cas* »[1517]. Cette vision concorde avec les écrits autocritiques d'Ozcar Azocar, l'un des intellectuels organiques actuels du PC[1518].

Paradoxalement, le MIR (pourtant très critique sur le « réformisme » du PC) partage le point de vue des communistes sur les relations CUT/Cordons. En effet, le MIR appelle à l'institutionnalisation des CI sous direction de la CUT, puisque selon ce parti cela permettrait une démocratisation de la centrale. Miguel Enríquez, secrétaire général du MIR, déclare ainsi : « *la CUT doit impulser indépendamment la transformation et démocratisation de l'actuelle structure syndicale, en organisant les Cordons industriels en tant qu'organes territoriaux de*

[1516] "De la intervención de Allende en el pleno de Federaciones de la CUT", Santiago, 25 de julio de 1973 (cité par H. Cancino, *Op. Cit.*, p. 376).
[1517] Entretien avec Juan Alarcón, réalisé à Santiago, le 11 juin 2002.
[1518] O. Azocar, « La transformación revolucionaria del Estado. La UP, el Estado y el poder popular », *Op. Cit.*

base »[1519]. Même son de cloche quelques mois auparavant de la part de Víctor Toro, chargé de la commission syndicale du MIR : « *L'opinion du MIR est que les Cordons industriels sont faibles en tant qu'organisation du pouvoir populaire. Ils regroupent seulement un secteur des travailleurs et se bornent à un rôle qui peut très bien correspondre à une CUT provinciale ou départementale, si sa direction n'était pas contrôlée par des réformistes ou des démocrates-chrétiens* »[1520]. Tout au long de la période, le MIR considère les Cordons industriels en tant que rassemblement territorial de certains syndicats et refuse de les envisager comme de possibles embryons d'un pouvoir populaire autogéré. Cette organisation s'en prend aux militants socialistes qui sont partisans du développement prioritaire des CI. D'ailleurs, Miguel Enríquez dénonce publiquement l'opportunisme de certains militants socialistes à ce propos dans les colonnes de la revue *Chile Hoy*[1521]. Le MIR justifie de tels arguments au nom de sa conception des Commandos communaux. Selon le Mouvement de la gauche révolutionnaire, les CI sont trop éloignés de leur revendication du CC, regroupant théoriquement un secteur social beaucoup plus ample. En conséquence, le MIR ne voit aucune objection à la soumission des CI à la CUT. Ils y sont même favorables au nom de l'unification de la classe ouvrière. Pourtant**, cette tactique du MIR contribue à freiner la centralisation des CI et l'alimentation des initiatives autogestionnaires prises pendant octobre (qui dépassent largement la fonction syndicale). Une telle approche fait donc indirectement le jeu du PC qui cherche à freiner la formation des CI.**

Le **PS, plus exactement son aile gauche, défend quant à lui une position alternative : la thèse de l'autonomie nécessaire des CI. Ce sont ces militants qui conservent la plus forte influence au niveau de la direction des Cordons : en 1973, tous les présidents des CI de Santiago sont socialistes**[1522]. La forte flexibilité de ce parti, le fait qu'il représente l'organisation politique qui connaît le plus fort afflux d'ouvriers pendant l'UP et sa réceptivité aux pressions de la base, favorisent un tel positionnement[1523]. Ainsi, le département syndical du

---

[1519] M. Enríquez, "Un dialogo que desarma", *Chile Hoy*, Santiago, Nº 59, 2 de agosto de 1973.

[1520] Entrevista con Víctor Toro in A. Carmona, "Poder popular: unión y lucha del pueblo", *Punto Final*, Santiago, Nº 185, 5 de junio de 1973.

[1521] M. Enríquez, "Un dialogo que desarma", *Chile Hoy*, *Op. Cit*.

[1522] Cette influence est évidente si l'on remarque que tous les présidents des Cordons signant la déclaration de la "Coordinadora provincial de Cordones Industriales de Santiago" sont militants PS (*Tarea Urgente*, Santiago, N° 10, 27 de julio de 1973).

[1523] A noter que la Gauche chrétienne (IC) et certains secteurs du MAPU sont en osmose avec les socialistes sur ce sujet. Nous renvoyons au travail de M. N. Sarget sur le PS pour approfondir ce thème de la "flexibilité" du PS (*Système politique et Parti socialiste au Chili: un essai d'analyse systémique, Op. Cit*.).

PS (le DENAS) joue la carte de la démarcation[1524]. Le meilleur exemple est celui de Manuel Dinamarca, secrétaire général de la CUT en 1973. Il reconnaît à plusieurs reprises les vacillations du gouvernement et l'apport central des CI pour les combattre. Fin 1972, parmi les tâches essentielles qu'il fixe au mouvement ouvrier se dégagent la création de nouveaux Cordons industriels et le renforcement de ceux déjà existants, la création de Commandos communaux autour des CI et la lutte idéologique contre la bourgeoisie mais aussi au sein même du mouvement ouvrier et du gouvernement[1525]. En une autre occasion, le dirigeant national de la CUT dénonce un « *gouvernement pluri-classiste et pluri-partisan enfoncé au sein de la légalité bourgeoise* » et rappelle la nécessité de l'indépendance de classe : « *Tant les Cordons industriels que la CUT sont des organisations de travailleurs indépendantes du gouvernement, des partis et des institutions du pays* »[1526]. C'est une telle interprétation que l'on rencontre dans le témoigne d'Hernán Ortega ou dans ses déclarations à l'époque[1527]. Les dirigeants socialistes des CI cherchent à se présenter eux aussi comme opposés au parallélisme syndical. C'est par exemple le cas de Víctor Muñoz, ouvrier socialiste de la grande usine textile SUMAR NYLON et dirigeant du Cordon San Joaquín. Il souligne que le travail du Cordon a toujours été lié à celui de la CUT : « *Le Cordon n'est pas un organisme parallèle à la CUT. Au contraire, nous donnons une grande importance aux accords du 6° congrès de la Centrale, comme aux accords postérieurs des Fédérations dans lesquels on appelle à renforcer les organismes de base* ». Il ajoute cependant, en incriminant le PC, « *beaucoup ne reconnaissent pas que la CUT a été incapable de mobiliser les travailleurs derrière des objectifs stratégiques, en dehors du cadre revendicatif conjoncturel. Nous pensons que parmi ces secteurs réticents, il existe comme une crainte de perdre la direction des travailleurs* »[1528].

Néanmoins, l'énergie dépensée par les militants socialistes afin de se défendre de toute accusation de parallélisme syndical, n'est pas toujours très convaincante. De fait, il existe bien deux structures parallèles, malgré les évidents liens organiques entre la CUT et les CI puisque nombre de syndicats participant aux réunions des Cordons sont aussi affiliés à la

---

[1524] Le témoignage de Carmen Silva ou de Pablo Muñoz et Pablo Ahumada soulignent l'importance du DENAS dans cette tactique politico-syndicale (*Op. Cit.*).
[1525] M. Dinamarca, « Cinco tareas fundamentales », *Trinchera*, Santiago, Nº 2, Diciembre 1972.
[1526] Entrevista a Manuel Dinamarca, Secretario General de la CUT (por J. Silva Luvecce), "Los trabajadores no estamos amarrados a la legalidad burguesa", *Chile Hoy*, Santiago, Nº 52, 14 de julio de 1973.
[1527] Voir l'entretien réalisé à Iquique, le 6 novembre 2001 et "Habla Hernán Ortega: no hay paralelismo con la CUT" (entrevista de M. Harnecker), *Chile Hoy*, Santiago, N° 59, 2 de agosto de 1973 ou encore, son témoignage dans *Le Chili d'Allende: témoignages de la vie quotidienne*, Montréal, Ed. coopératives A. St Martin, 1978.
[1528] « San Joaquín, nuevo Cordón Industrial: apoyamos al gobierno, no somos paralelos a la CUT », *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 16, 29 de marzo de 1973.

centrale et que leurs dirigeants en sont la plupart du temps membres. D'ailleurs, plusieurs Cordons de province naissent de l'initiative même de dirigeants provinciaux de la CUT, souvent militants de la gauche du PS[1529]. **En fait, la gauche du PS cherche à utiliser la CUT comme une "couverture", sans rompre avec sa direction, tout en créant des CI.** Maurice Najman cite une anecdote recueillie en province, au niveau du Cordon de Talcahuano, qui en dit long sur cet état d'esprit : « *A ma question sur les rapports du Cordon de Talcahuano (un des plus puissants du pays) avec la CUT, son secrétaire, membre du PS, me répondit avec un clin d'œil qu'il n'y avait pas de problème puisqu'il était aussi le dirigeant provincial de la CUT* »[1530]. Pris dans ce double jeu, il n'est pas étonnant que nombre de militants admettent finalement la nécessité d'intégrer les CI à la CUT, voire se disent prêts à les abandonner en cas d'évolution positive de celle-ci. Ainsi Hernán Ortega, dernier président du Cordon Cerrillos déclare : « *dans la mesure où la CUT se donnera une nouvelle structure et se proposera de nouvelles tâches, notre coordination n'aura plus de raison d'exister* »[1531]. Dans le même esprit, la revue *La Aurora de Chile* rappelle que la CUT « *donne une image de subordination au gouvernement que les Cordons ne possèdent pas* », mais proposent malgré tout de faire « *participer la CUT* » à la direction de ceux-ci[1532].

Quelles conclusions peut-on tirer de ce débat ? **Il apparaît qu'au-delà des différences politiques, la gauche n'a pas de conception vraiment claire sur le rôle exact des CI et encore moins sur le fait qu'en tant qu'embryons de pouvoir populaire, ils sont supposés incarner des formes d'organisation dépassant largement la structuration ankylosée de la CUT et ayant des fonctions radicalement différentes de celles du syndicat[1533].** A peu près tous sont d'accord pour répéter que la CUT devrait être l'organe suprême de direction, qu'elle devrait participer, voire diriger les Cordons… tout en reconnaissant que cela n'est pas le cas. Un tel dilemme est largement biaisé puisque à ce moment la CUT est plus que jamais une instance éloignée de la conception territoriale du Cordon industriel et en conséquence des « *conditions externes générales (politiques) dans lesquelles le processus de la révolution aura*

[1529] Voir par exemple, les essais d'un Cordon Industriel à Talca: « ¡Los trabajadores de Talca ! !A la pelea!, *Tarea Urgente*, Nº 10, Santiago, 27 de julio de 1973 ou encore leur constitution sous égide de la CUT locale au niveau de Valparaíso (Consejo Directivo Provincial de la CUT de Valparaíso, Declaración del 19 de octubre de 1972, Valparaíso (publié dans R. Cheetham, A. Rodríguez, G. Rojas, J. Rojas, *Comandos urbanos: alternativa de poder socialista*, *Op. Cit*.).

[1530] M. Najman, *Op. Cit.*, p. 168.

[1531] "Habla Hernán Ortega: no hay paralelismo con la CUT" (entrevista de M. Harnecker), *Chile Hoy*, Santiago, Nº 59, 2 de agosto de 1973.

[1532] "A propósito de los Cordones y la CUT", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 33, 26 de julio de 1973.

sa plus grande célérité »… Derrière ce débat, il y a l'oscillation non résolue des représentants des CI entre leur attachement politique au gouvernement et leur volonté d'indépendance de classe, tels que les statuts fondateurs de la CUT le proclament. Les critiques émises par une des plus grandes figures du mouvement ouvrier méritent en ce sens d'être citées. **En février 1973, Clotario Blest épingle une gauche qui lui fait la sourde oreille** : « *En réalité actuellement le rôle de la CUT a été très pauvre, parce que ce n'est pas une CUT indépendante du gouvernement. La CUT doit être indépendante des gouvernements et représentante des travailleurs comme classe exploitée. En réalité, actuellement, on ne peut pas dire que la CUT soit indépendante du gouvernement : elle en forme partie et doit être soumise à toutes ses directives. Les conséquences, nous les voyons* »[1534]. Effectivement, afin de canaliser les forces du mouvement ouvrier autour de son projet, l'UP accélère les déficiences de la centrale et ses difficultés à assumer un rôle dirigeant des luttes. Cette volonté de canalisation se répercute sur la structuration interne des organismes de « pouvoir populaire » et sur la *praxis* militante dirigiste, voire autoritaire, que la gauche tente d'y implanter.

[1533] Selon Marice Najman : « *Lorsque dans une situation révolutionnaire naissent de nouvelles organisations, c'est que pour paraphraser la formule bien connue la tache crée l'organisation* » (*Op. Cit.*, pp. 27-28).
[1534] "Entrevista a C. Blest", *El Pueblo,* Santiago, Nº 28, febrero 1973.

X – 3) Les organismes de « pouvoir populaire » : organisation interne, verticalisme et dynamique participative

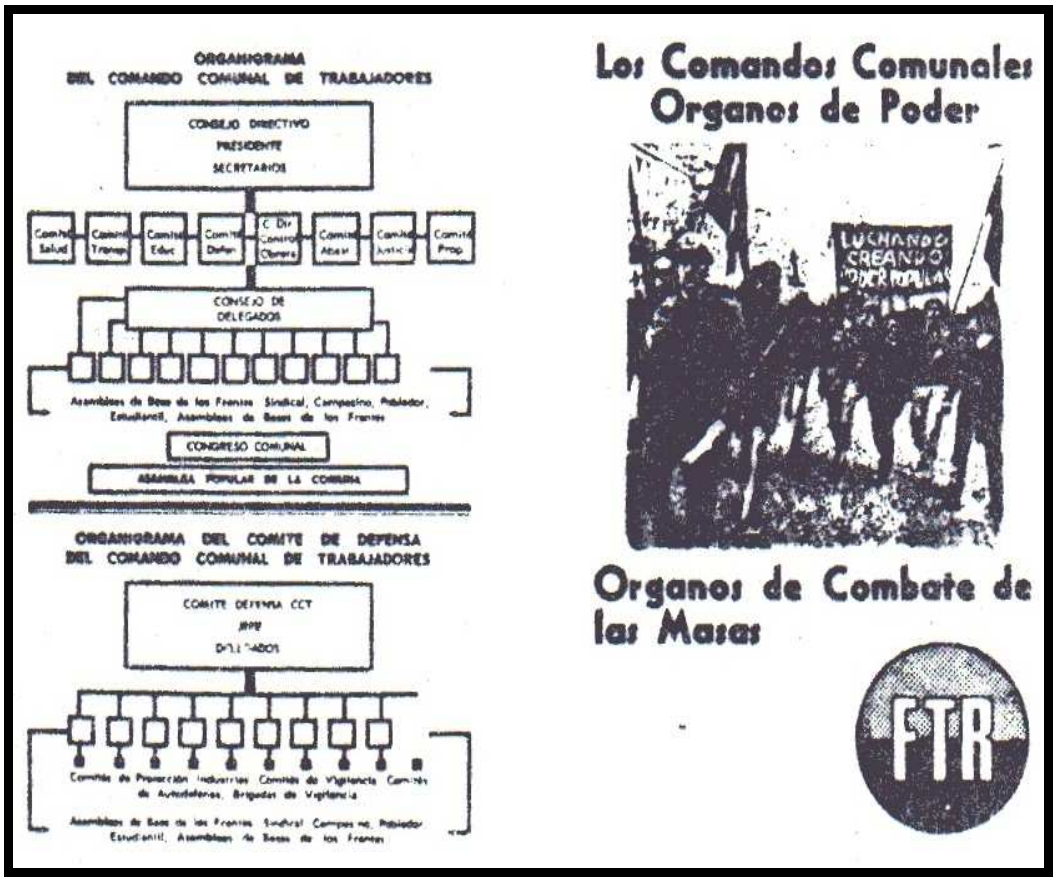
X – 3 – 1) La structuration rêvée des Commandos communaux de travailleurs

Le paragraphe du chapitre VIII consacré aux différents types de coordinations populaires qui naissent dans le sillage de l'octobre chilien a été l'occasion de rappeler tout d'abord, le problème de définition qui entoure ce sujet et qui ne fut jamais entièrement réglé par les militants de gauche à l'époque. Ces difficultés de définitions sont le reflet du manque de clarté politique sur le rôle de ces organismes de « pouvoir populaire » et de l'hétérogénéité de leur composition sociale. Pour résumer, rappelons que l'on a pu isoler trois grands types de coordination : le "Cordon industriel" (ou Commando local industriel), le "Commando local *poblacional*" (qui dans le langage quotidien de la gauche est alors souvent nommé « Commando communal », malgré un caractère restreint), et enfin le "Commando communal", censé être le véritable organisme de pouvoir populaire, articulant l'ensemble des classes dominées (secteurs ouvriers, *pobladores*, paysans et couches moyennes). Les nombreuses différences d'appréciations chez les partis de gauche sur le rôle du pouvoir populaire ont également des conséquences sur leur fonctionnement interne.

Malgré le fait que ce sont indéniablement les Cordons industriels (CI) qui montrent le plus fort degré de dynamisme et de capacité mobilisatrice, certaines organisations centrent leur propagande autour de la constitution des "Commandos communaux" (CC). C'est particulièrement le cas du MIR. En juillet 1973, le bureau politique miriste publie une proposition de schéma organique de ces derniers, dans une brochure intitulée : « *Commandos communaux, organes de pouvoir, organes de combat des masses* »[1535] :

[1535] Buró político del MIR, *Los Comandos comunales, órganos de poder, órganos de combate de las masas, Santiago,* folleto, julio de 1973 (d'aprés la version traduite en français in *MIR, Recueil de textes 1970-1973,* Paris, Ed. Politique Hebdo, trad. Anne Valier, 1974).

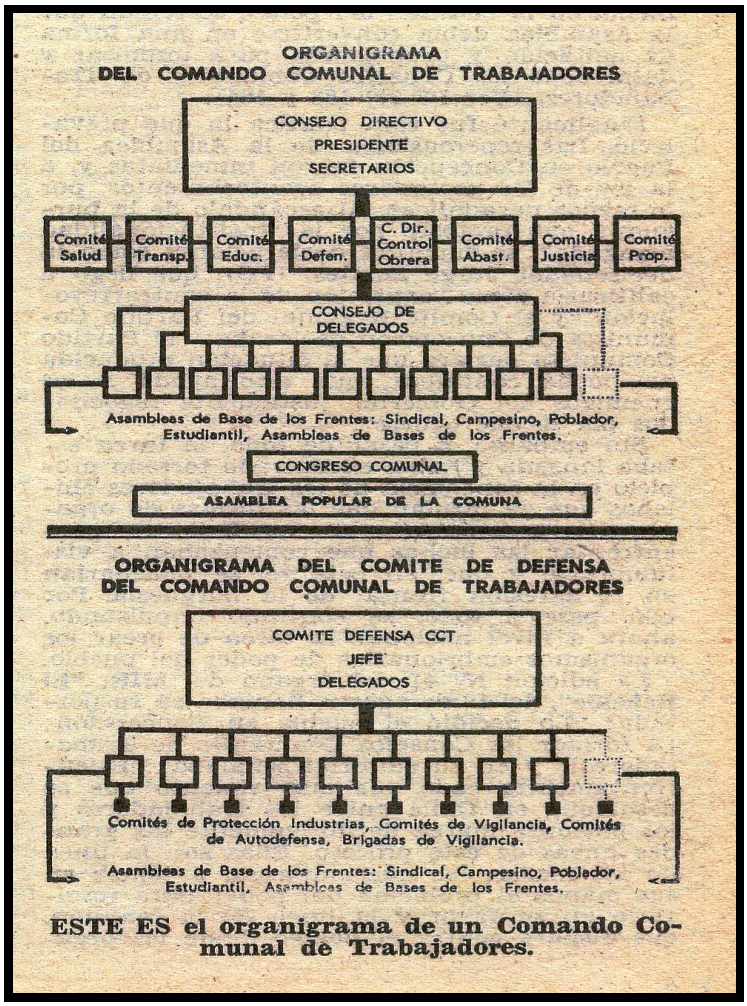
Photo N° 28 : Brochure du MIR sur l'organisation des Commandos communaux (juillet 1973)



Source : Buró político del MIR / FTR, *Los Comandos comunales, órganos de poder, órganos de combate de las masas*, Santiago, folleto, julio de 1973

Il s'agit là d'un document politique fondamental pour comprendre la vision du pouvoir populaire de la direction du MIR durant les derniers mois de l'UP. Cette proposition est reprise, dans ses grandes lignes, par la revue *Punto Final* :

Tableau N° 10 : Organigramme d'un commando communal idéal selon le MIR



Source : *Punto Final*, Santiago, suplemento al Nº 189, 31 de julio de 1973

Il y est précisé que le « Commando communal de travailleurs » (CCT) a pour cellule « l'assemblée de base » organisée par « fronts » de lutte. Ces fronts devraient représenter les syndicats ouvriers et professionnels, les organismes de *pobladores* (comités de quartiers, JAP, campements, Centres de mères, magasins du peuple), les organisations étudiantes et « *de la petite bourgeoisie propriétaire et la paysannerie* ». Cette assemblée désigne des représentants au « conseil des délégués », révocables à tout moment. Et le Conseil des délégués nomme un comité directeur, lui-même révocable et un président, représentant officiel du CCT. Le Conseil est pensé comme une institution qui combine pouvoirs législatifs et exécutifs : « *il s'agit que le peuple au travers du Commando communal de travailleurs se convertisse en son propre législateur et commence à exercer cette fonction au niveau de la commune.* […] *Les Commandos communaux des travailleurs sont une institution politique de la classe ouvrière et*

du peuple de caractère territorial ». Il est noté - mais sans que soit précisées leurs fonctions - qu'il pourrait également exister d'autres organes de prises de décisions, tels l'Assemblée communale ou le Congrès communal (cf. schéma). Le CCT organise des comités de travail composés de délégués : comité de santé, éducation, transport, propagande, ravitaillement, justice, contrôle ouvrier, etc… Une attention spéciale est donnée au comité de défense qui possède une direction propre (issue du conseil de délégués). Une fois ce CCT organisé au niveau communal, il est prévu son extension à l'échelle provinciale afin qu'il assume des « *fonctions et tâches de pouvoir et de gouvernement plus amples* ».

C'est donc avec maints détails que la structuration des CCT est envisagée par le MIR, qui y voit d'authentiques organes de « *démocratie directe* ». On verra dans le paragraphe suivant que, **vue plus de trente ans après, cette posture discursive renforce l'impression donnée par plusieurs témoignages, qui admettent l'important déphasage entre la propagande sur la démocratie directe et la *praxis* réelle des Commandos communaux**. Notons pour l'instant que cette architecture du pouvoir populaire, idéale selon le MIR, ignore les Cordons industriels. En effet, l'organigramme proposé n'inclut qu'un hypothétique « *front syndical* », dont on peut supposer que les CI seraient partie prenante. Ceci, malgré le fait que les miristes reconnaissent théoriquement le rôle dirigeant de la classe ouvrière « *afin d'organiser le gouvernement local des masses* »[1536].

Finalement, au cours de la période 1972 – 1973, l'ensemble des partis appartenant au "pôle rupturiste" tiennent à donner eux aussi une proposition de structuration des Commandos communaux (CC). Le PS l'a fait dès décembre 1972, mais en insistant sur le fait qu'il ne s'agit surtout pas de remplacer les organismes déjà existants, ni d'en créer de nouveaux. Le Commando communal est considéré par la direction du PS comme une direction unifiée des diverses organisations sociales de la commune afin de trouver « *des solutions aussi bien à leur tâches propres qu'à celles du gouvernement lui-même* ». Pour le département syndical de ce parti (DENAS), l'objectif affiché est de « *les centraliser et les coordonner en une forme supérieure*»[1537]. La structure proposée est assez détaillée et reprend des propositions proches du MIR. La direction du CC est pensée comme composée de « *deux représentants par front de masse* », alors que l'assemblée des organisations de la commune élit un comité

[1536] Buró político del MIR, *Los Comandos comunales, órganos de poder, órganos de combate de las masas*, Santiago, folleto, julio de 1973.
[1537] « Instructivas orgánicas para la constitución de los comandos comunales », *Trinchera*, Santiago, Nº 3, 19 de enero de 1973.

exécutif de cinq personnes. Parmi ces "fronts de masse" est envisagée la participation de la CUT communale, avec un droit d'élire deux représentants et (à la différence du MIR) où les municipalités qui le désirent pourraient s'y exprimer, sans droit de vote. Le document insiste sur un fait : « *ceux qui dirigent ces organismes sont réellement des représentants de la masse et non des personnes désignées par les partis politiques* ».

Quant au MAPU, il préfère parler de « *Commandos coordinateurs communaux* ». Dans un long document élaboré par la direction régionale de la zone nord et côtière de Santiago, ce parti propose une structure là aussi extrêmement précise[1538]. Pour résumer, ces organismes devraient posséder différents niveaux de représentation et participation, divisés entre la sphère communale et provinciale. La première serait celle de l'assemblée communale constituée par les délégués élus de « *chacun des organismes territoriaux de base de la commune* », c'est-à-dire les JAP, comités de quartiers, campements, Centre des mères, syndicats, etc... Ici, point d'assemblée permanente mais seulement une réunion plénière deux fois par an qui fixe le travail du secrétariat et élit ses représentants. Vient ensuite le Conseil communal de délégués puis le secrétariat communal, seul organisme exécutif composé de 12 membres élus pour un an. Le MAPU attribue une certaine priorité aux délégués des Cordons industriels. Au dessus, est placé un organisme provincial qui suit la même logique.

L'étude du Centre interdisciplinaire de développement urbain (CIDU) précise que ce sont bien les CC qui parviennent à organiser l'assemblée en divers fronts d'organisation (suivant leur champ d'intervention) qui ont la plus forte probabilité de se maintenir dans le temps, en faisant participer leur base (cette étude propose également plusieurs schémas théoriques de Commandos communaux que nous reproduisons en Annexe N° 21)[1539]. La coordination de l'action collective n'est alors plus de la compétence des partis, mais des organisations sociales elles-mêmes. Car une fois structurés en fronts, ils peuvent élire en assemblée une direction plus représentative et la coordination de l'action des diverses organisations s'en trouve considérablement renforcée. Il s'agirait en quelque sorte d'une sorte

---

[1538] « Los Comandos Coordinadores Provinciales y Comunales de obreros, campesinos y pobladores », *Poder*, Santiago, Nº 1, 12 mayo de 1973.

[1539] R. Cheetham, A. Rodríguez, G. Rojas, J. Rojas, « Comandos urbanos: alternativa de poder socialista. La experiencia chilena », *Revista Interamericana de planificación*, Vol. 8, Nº 30, Santiago, julio de 1974, pp. 148-187 et R. Cheetham, A. Rodríguez, G. Rojas, J. Rojas, *Comandos urbanos: alternativa de poder socialista*, Documento de trabajo Nº 65, CIDU-U. Católica de Chile, Santiago, mazo 1973.

de structuration optimale, *mais là encore théorique*. Suivant ce schéma, l'action des différentes commissions peut se faire par la création de sous-commissions ou en coordonnant toutes les commissions. **Cependant, les cas concrets étudiés dans le port de Valparaíso laissent penser que, malgré tout, le verticalisme dans la manière de diriger reste prégnant. Cette concentration du pouvoir politique est accentuée dans les zones ayant peu d'expérience de mobilisation collectives unitaires et dépend, en dernière instance, de l'orientation politique donnée au CC**. Un exemple est celui des coordinations où la direction du CC retombe directement dans les mains des partis politiques et, donc, est contrôlée directement "par en haut". Il s'agit la plupart du temps de Commandos *poblacionales*, où les partis envisagent les *pobladores* comme une simple clientèle politique. Dans certains cas, les CC sont aussi parasités par un mode de fonctionnement excessivement atomisé, voire par une tendance à l'"assembléisme" permanent qui paralyse le Commando.

Au-delà de ces divers essais de CC, le constat global est que ce sont bien les Cordons industriels qui restent les organisations les plus solides[1540]. **Et si chaque organisation de la gauche rupturiste souhaite donner son opinion sur le Commando communal idéal, les documents ne nous dévoilent que des formes rêvées de pouvoir populaire.**

X – 3 – 2) Architecture organique des Cordons industriels

Que les Cordons industriels accusent un dynamisme supérieur à toutes les autres tentatives de pouvoir populaire est attesté par de nombreux auteurs et témoignages. Selon A. Silva et P. Santa Lucia, la plupart des CI parviendraient même, au cours du premier semestre 1973 à adopter un modèle commun : « *à partir de cette date, les délégués des ceintures sont élus par la base, contrairement à ce qui s'est passé en octobre. Il n'est pas nécessaire que les délégués du Cordon soient dirigeants syndicaux* »[1541]. Partant de là, ces sociologues définissent deux phases principales dans la constitution du CI, tout en admettant des variations d'une région à l'autre :

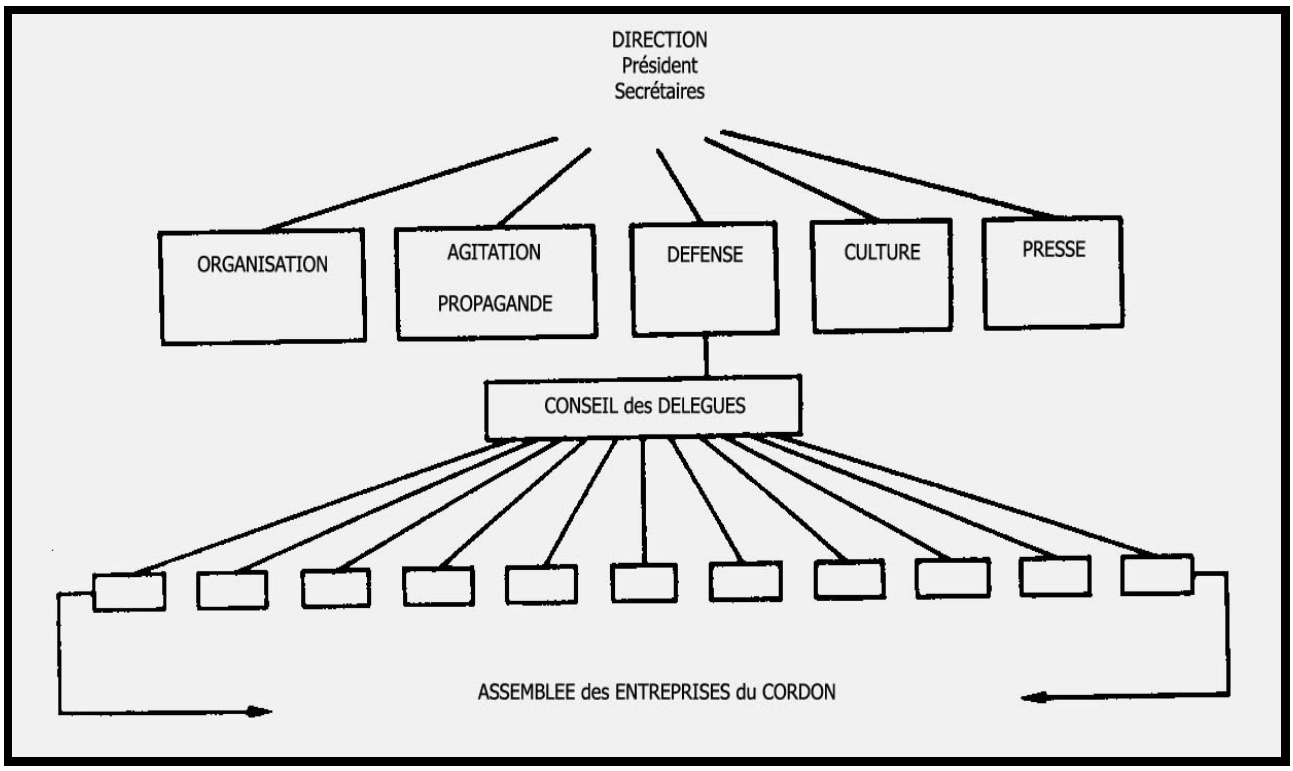
[1540] Il n'est à ce propos pas anodin que le Général Pinochet dans sa justification du coup d'Etat de 1973 ne donne aucune importance aux CC pour s'arrêter plus longuement sur le rôle des CI (*El dia decisivo*, Santiago, Ed. Andrés Bello, 1980).

[1541] A. Silva et P. Santa Lucia, « Les Cordons industriels: une expression de pouvoir populaire au Chili », *Les Temps Modernes*, Paris, janvier 1975, pp. 675 à 847.

1) Dans une zone donnée, les assemblées de travailleurs de chaque industrie, auxquelles assistent employés et ouvriers, élisent deux ou trois délégués au CI
2) Les délégués se réunissent et forment un Conseil de délégués, élisent une direction généralement composée d'un secrétaire général et de commissions de travail par activités (propagande, défense, conflits sociaux, ravitaillement, etc…)

Sur cette base, on peut - comme le fait l'historien Hugo Cancino - en conclure que l'architecture organique d'un CI au cours de l'année 1973 serait la suivante :

Tableau N° 11 : Structuration théorique d'un Cordon industriel



D'aprés : H. Cancino, *La problemática del poder popular en el proceso de la vía chilena al socialismo 1970-73*, Aarhus, Aarhus Universitet Press, 1988, p. 336

Dans ce schéma, les dirigeants départementaux ou communaux de la CUT peuvent être élus, mais ils n'y participent pas de droit. **Cependant, cette systématisation sociologique, réalisée juste après le coup d'Etat, donne la part belle à une vision mythifiée de la situation chaotique des CI en 1973.** Dans leur article pour la revue *Les Temps modernes*¸ les auteurs admettent tout de même l'existence de CI (sans en préciser le nombre) où la direction n'a jamais été élue par la base. L'étude de terrain effectuée essentiellement au niveau du port de Valparaíso est quant à elle beaucoup moins catégorique sur l'existence d'un modèle

commun de CI. Elle révèle surtout le déficit de participation et de représentativité de nombreuses coordinations.

La structuration adoptée par les Cordons industriels implique une intervention forte des partis politiques, mais - normalement - médiatisée par les syndicats et leurs dirigeants. C'est-à-dire que les partis de gauche sont présents et dirigent les Cordons, mais ceci grâce à leur implantation au sein du mouvement ouvrier. En théorie, les militants du pouvoir populaire argumentent en faveur d'une élection des délégués en assemblée d'entreprise, c'est-à-dire de manière directe et indépendante tant des syndicats que des partis. Pourtant, les témoignages recueillis, l'examen de la presse ou les débats au sein de la gauche annoncent que le schéma proposé par H. Cancino est tout à fait idéaliste. **Il n'a pas existé d'élection systématique des délégués en assemblée, et ceci encore moins de manière autonome des directions syndicales et des directions régionales des partis impliqués dans les CI. Cette démocratisation totale des CI n'a été atteinte à aucun moment.** Il est par contre exact que dans les usines les plus mobilisées, ce sont bien des délégués élus en assemblée d'usine qui participent aux réunions du CI et que, la plupart du temps, la direction du CI est élue suite à un vote des syndicalistes présents à l'assemblée du Cordon.

Le témoignage de Carlos Mújica souligne l'ambiguïté de la tactique des partis (dans ce cas, le MAPU). Au moment d'élire un délégué de l'entreprise ALUSA au Cordon Vicuña Mackenna et de peur de la réaction des salariés démocrates-chrétiens, c'est presque à la sauvette que J. Moya est élu délégué du CI. Ceci en remplacement de dirigeants syndicaux qui disent avoir d'autres activités plus importantes à réaliser et après en avoir décidé en réunion avec son parti[1542]. A Cerrillos, un document interne du MIR révèle même que « *d'autres partis*

[1542] « *Entonces cuando a mi me eligieron, yo tenia que ser delegado, pero no dijeron que clase de delegado,*

entonces eso lo tirábamos para ultimo cuando la reunión estaba por terminar ya y los viejos se querían ir; quien se ofrecía como delegado del cordón Vicuña Mackenna, entonces no, yo no puedo no, oye yo propongo a Carlos Mújica, acepta, ah bueno ya, pero uno ya sabia que lo iban a elegirlo, ósea las reuniones las traíamos mas o menos preparadas, por la gente de la DC, por el cuidado que había que tener…». Entretien réalisé à Santiago, le 14 mai 2002.

de gauche » se sont préparés à mettre en place un « *comité exécutif* » du CI, directement nommé "par haut" par les partis (formule semble-t-il rejetée par le MIR)[1543].

Aujourd'hui, il est donc nécessaire de se libérer de l'image mythique d'une supposée démocratie directe incarnée par les CI. Ceci même si certains acteurs de l'époque continue à alimenter une telle vision. C'est le cas d'Hernán Ortega qui pour le CI Cerrillos parle d'une assemblée de délégués élus directement par les salariés de chaque entreprise, et qui revendique dans son témoignage la représentation de 192 industries et de quelques 500 000 salariés ! Selon lui, chaque réunion d'assemblée s'effectue régulièrement, au moins une fois par mois (mais parfois tous les deux jours) et ceci avec plus de 70% de représentants de la zone. Les réunions comme pour tous les CI se déroulent au siège d'un syndicat important du Cordon, dans des usines comme FENSA ou FANTUZZI[1544]. Javier Bertín et Guillermo Rodríguez se rappellent au contraire que si dans certaines entreprises, il y a bien élection de délégués par la base, ce sont en majorité des dirigeants syndicaux, la plupart du temps envoyés directement par leur parti, qui composent la direction du CI. Edmundo Jiles, syndicaliste sans filiation partisane le confirme et insiste sur le fait que si dans un premier temps ce sont des dirigeants syndicaux que vient l'initiative de la coordination, rapidement les partis politiques essayent d'orienter, voire de contrôler ouvertement, les CI[1545].

Finalement, au travers de leurs dirigeants syndicaux mais aussi par le biais de l'envoi de "militants-conseillers", une partie de la gauche dirige les CI sans passer par une élection directe en assemblée des salariés. D'ailleurs, l'afflux d'activistes politiques non ouvriers au sein des Cordons crée parfois des mécontents parmi les ouvriers syndicalistes. Edmundo Jiles, Mario Olivares ou encore Carmen Silva admettent que ces derniers doivent souvent rappeler que se sont eux, et seulement eux, qui possèdent une légitimité auprès des travailleurs et qu'en conséquence, ils sont les seuls habilités à décider *in fine*. Quant à Tomás Inoztroza, il est fier de déclarer que la direction du Cordon Macul est constituée uniquement de dirigeants syndicaux et

---

[1543] MIR, *Informe de la comisión política al Comité Central restringido sobre la crisis de Octubre y nuestra política electoral*, *Santiago*, 3 de noviembre de 1972 (in Documentos Internos 1972 - Archives du CEDETIM – Paris).

[1544] Entretien avec Hernán Ortega, Iquique, 6 novembre 2001.

[1545] *"Bueno en una primera etapa fuimos dirigentes sindicales solos, después a medida que el tiempo fue pasando se fueron incorporando delegados o representantes, activistas de distintos partidos políticos; que sé yo llego gente del MIR, Partido Comunista Revolucionario, que era de orientación maoísta, del PS especialmente de la fracción*

qu'elle a toujours exclu les militants « *non ouvriers* »[1546]. Pour ce qui est du CI Vicuña Mackenna, le témoignage de la socialiste Carmen Silva est éclairant sur la tentation des partis de l'UP de parachuter leurs militants (souvent étudiants) à la tête de ces organismes : « *Nous, les gens de la direction du Cordon, nous étions presque tous étudiants d'économie ou ingénieurs, personne n'avait plus de 25 ans. Le schéma était le suivant : la structure du parti se mettait en place depuis le* [comité] *régional Cordillera, mais mon chef politique n'était pas du régional, c'était Rafael Kries, envoyé* [par la direction] *du parti. L'autre chef du parti était Enrique Morales* ». Puis, devant l'étonnement de l'enquêteur, elle se reprend : « *Après venait la structure du Cordon, au sein de laquelle on élisait en assemblée le président* »[1547].

Malgré tout, Mario Olivares, syndicaliste miriste de MUEBLES EASTON, décrit une structuration « *horizontale* », où le président est élu par les dirigeants syndicaux de manière rotative (ce qui parait être effectivement le cas dans la plupart des CI). Selon lui, les réunions de direction se font très régulièrement, en particulier au siége du syndicat de l'entreprise ELECMETAL : « *On discutait de tout au niveau de cette direction collective, on discutait de la politique, de la marche à suivre et quant il fallait se mobiliser, pour les grandes mobilisations, on effectuait de grandes assemblées* [ampliado] »[1548]. Dans le deuxième volet de son documentaire *La Batalla de Chile*, Patricio Guzman révèle bien comment se déroule ce type d'assemblée et les intenses débats qui y ont cours[1549]. Edmundo Jiles se souvient que l'arrivée des militants de gauche transforme la teneur des discussions : « *On ne discutait plus des problèmes du syndicat INDURA ou FANTUZZI, mais on a commencé à parler aussi des problèmes théoriques, idéologiques. Alors certains sortaient les écrits de Lénine, ce qu'il a dit dans* L'Etat et la révolution*, on encore ce qu'a dit Marx…* »[1550].

Sur cette base, et en regard avec l'enquête effectuée auprès des CI de Valparaíso, on peut supposer que le schéma suivant est plus proche de la réalité que celui repris par H. Cancino :

---

de Altamirano o del PC, claro los del PC llegaban con objeto de putearnos". Entretien avec Edmundo Jiles, Santiago, le 6 mai 2002.

[1546] Entretien avec Tomás Inostroza réalisé à Santiago, le 4 juillet 2002.

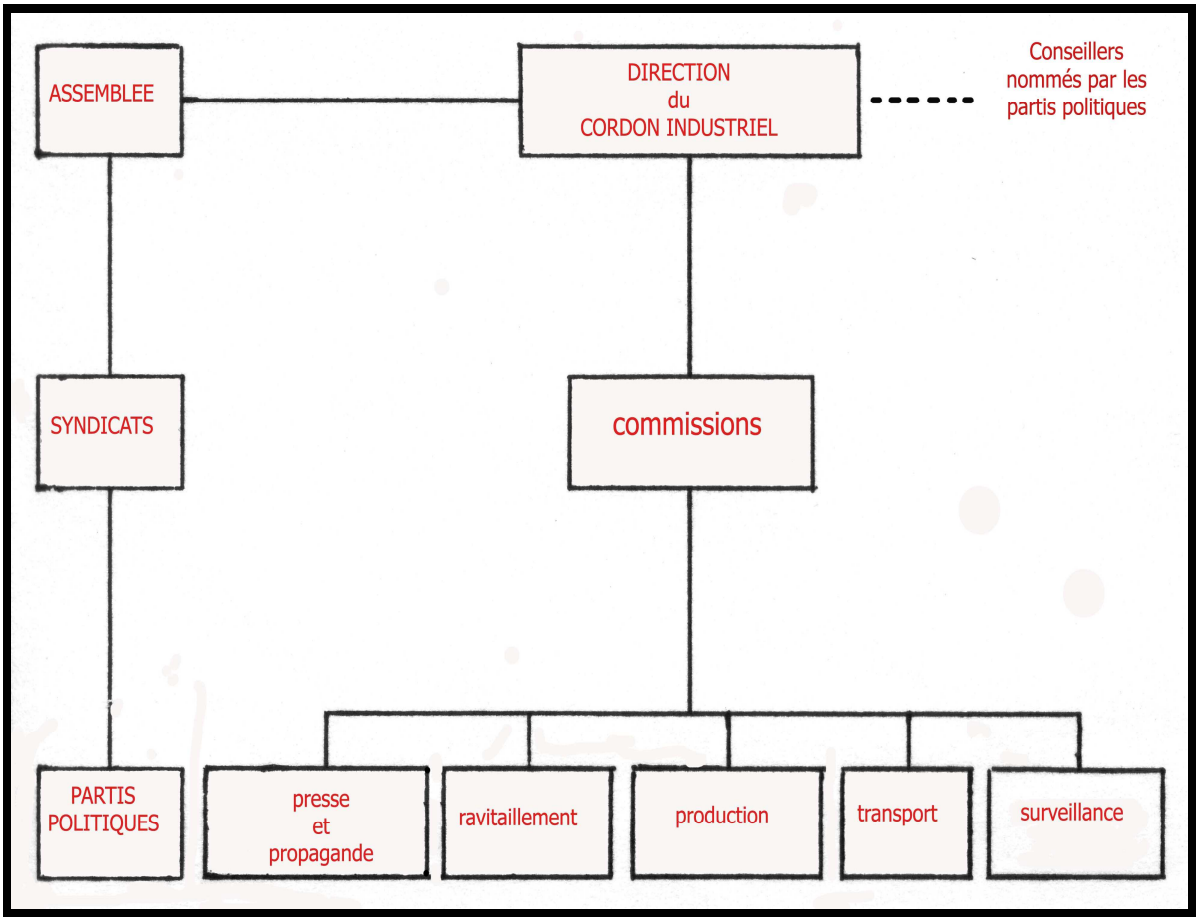
[1547] Entretien avec Carmen Silva, réalisé à Santiago, le 20 novembre 2001.

[1548] Entretien avec Mario Olivares, Santiago, le 1 mai 2002.

[1549] Voir P. Guzmán, *La Batalla de Chile*, Chile/Cuba/Venezuela, 1975-1979, 3 partes.

[1550] Entretien avec Edmundo Jiles, Santiago, le 6 mai 2002.

Tableau N° 12 : Structuration concrète des Cordons industriels



En fait, dans la plupart des cas, ce sont les partis politiques - au travers de leurs représentants syndicaux - qui constituent l'Assemblée. De celle-ci surgit une direction collective ouvrière, elle-même conseillée et orientée par les « activistes » de gauche. La direction nomme alors plusieurs commissions de travail, formées de responsables issus de l'assemblée. **Ce schéma rappelle que si les CI sont bien le lieu de fortes mobilisations en faveur du pouvoir populaire et d'une structuration territoriale de certaines fractions du mouvement ouvrier les plus politisées, ceci ne se traduit pas mécaniquement par une organisation proche de la démocratie directe, ni même d'une participation permanente de la base. Bien au contraire, ces organisations montrent de nombreuses carences en termes de représentativité des couches sociales qu'elles prétendent incarner.**

X – 3 – 3) Démocratie interne, caudillismes militants et faible représentativité du pouvoir populaire

Indéniablement, les caractéristiques traditionnelles du mouvement syndical expliquent partiellement le manque de participation de la base ouvrière au sein des CI. Comme le remarquent certains sociologues, « *le type de mobilisation dominant au sein du front syndical génère une organisation pyramidale qui concentre le pouvoir dans les mains de peu de dirigeants et tend à bureaucratiser le processus de gestion* »[1551]. Les principaux partis du mouvement ouvrier ne semblent pas prêts à remettre en cause ce type d'organisation auquel ils sont habitués. D'autant plus que **les organisations politiques traditionnelles de la classe ouvrière sont très frileuses, voire franchement hostiles, à l'idée du « pouvoir populaire ». Et d'une manière générale, il faut insister sur le fait que la plupart des salariés ne se retrouvent absolument pas derrière cette bannière du pouvoir populaire, agitée seulement par quelques minorités militantes.** Par exemple, l'analyse du vote des salariés du Cordon "15 Norte" (à Valparaíso) lors des élections de la CUT montre que ce sont le PC (40% des votes) et la Démocratie-chrétienne (20%) qui conservent une hégémonie incontestée dans cette zone industrielle[1552]. D'ailleurs, des témoignages recueillis, transparaît clairement le fait que c'est avant tout autour d'un petit groupe de personnes, parfois autoproclamé « représentatif » des travailleurs d'une zone urbaine, que s'articule la direction des CI ou des CC. **Aujourd'hui, Hernán Aguiló, qui a été dirigeant syndical de la CUT, cadre du MIR et responsable du Commando communal Estación Central, reconnaît - en guise d'autocritique - la faiblesse de représentativité du pouvoir populaire**. Afin d'illustrer son propos, H. Aguiló témoigne, qu'au-delà des discours enflammés, le commando Estación Central n'a jamais regroupé plus de 60 militants organisés au niveau de son noyau dur. Par contre, toujours selon ses évaluations, le CC parvient tout de même à déplacer dans certaines conjonctures de mobilisation, plus de 400 personnes. **Selon lui, il a existé dans tout le pays, une certaine « *politique de science fiction* » du pouvoir populaire, largement alimentée par le MIR et les secteurs rupturistes de la gauche. C'est-à-dire que le pouvoir populaire incarne un phénomène politique réel**

[1551] R. Cheetham, A. Rodríguez, G. Rojas, J. Rojas, « Comandos urbanos: alternativa de poder socialista. La experiencia chilena », *Op. Cit*. Voir également le paragraphe du chapitre I consacré à la structure du mouvement syndical chilien.

[1552] Chiffres tirés de : CUT provincial de Valparaíso, *Resultados votación CUT*, 1972 (cité par R. Cheetham, A. Rodríguez, G. Rojas, J. Rojas, « Comandos urbanos: alternativa de poder socialista. La experiencia chilena », *Op. Cit*.).

mais encore peu représentatif de l'état d'esprit des masses : H. Aguiló parle d'un « *édifice construit sur des dunes et du sable, qui s'écroule au premier tremblement de terre* »[1553].

Dans ces conditions, l'objectif des partis dits « rupturistes » a été de chercher à conquérir politiquement le mouvement social à l'idée du pouvoir populaire. Cependant, le manque de clarté sur cette notion et les profondes divergences de la gauche ne sont pas sans approfondir un peu plus le manque de représentativité d'organismes comme les Cordons ou les Commandos communaux. Et, à ce titre, la concurrence est rude jusqu'au sein des Cordons où s'autoalimente la tentation de chacun d'occuper une position de choix au sein de la direction, souvent au prix d'une participation réelle des salariés. Guillermo Rodríguez (MIR) se souvient avec mécontentement de « *l'hégémonie du PS* ». Et aussi de l'opportunisme politique de ces militants du CI Cerrillos : « *Selon moi tant Hernán Ortega que Enrique "Quico" Ramírez avaient des caractéristiques semblables et ont joué un rôle similaire. Dans les deux cas, il s'agit de personnages qui sont activistes du PS dans ce secteur. Le premier est administrateur de FANTUZZI et le second "fonctionnaire" du PS.* […]. *Cependant, dans les deux cas, je crois que le personnalisme, l'individualisme, le désir de figurer sont ce qui les motivaient le plus. On ne sent pas qu'ils appartiennent à un projet spécifique et en termes politiques, ils apparaissent de manière opportuniste, maniant et radicalisant leur discours, devant les ouvriers, en fonction de la situation interne du PS* »[1554].

En contrepoint, Carmen Silva critique quant à elle le MIR, qui désire gagner la direction des CI malgré une faible représentativité au sein du mouvement ouvrier. Elle rappelle qu'à Vicuña Mackenna, le MIR possède un seul représentant au niveau de la direction (il s'agit de Hernán Aguiló, dit el "Nancho"), mais de nombreux délégués de petites et moyennes entreprises. La tension est particulièrement forte lorsque le MIR propose d'occuper une usine alors que le PS s'y oppose[1555]. Ce type de conflits, marqué par le sectarisme et les conciliabules politiques, perturbe continuellement le bon fonctionnement des CI. Le grand acte public du CI Cerrillos, réalisé le 28 février 1973 au théâtre Caupolican le montre[1556]. A cette occasion, un

---

[1553] Voir son témoignage dans S. Leiva, "Entrevista a Hernán Aguiló Martínez", *Las historias que podemos contar* Santiago, octubre 2005 in http://www.lashistoriasquepodemoscontar.cl/nancho.htm.

[1554] Entretien avec Guillermo Rodríguez réalisé par Miguel Silva, Santiago, 1997 (in M. Silva, *Los Cordones industriales y el socialismo desde abajo Op. Cit.*).

[1555] Entretien avec Carmen Silva, Santiago, 20 novembre 2001.

[1556] "Cordones industriales: ¡a construir la Unidad!", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 13, 8 de marzo de 1973.

nouvel affrontement éclate entre socialistes et MIR sur la priorité - ou non - à donner aux syndicalistes plutôt qu'aux militants politiques. Dans son discours, Hernán Ortega, accuse le MIR de ne pas respecter les accords conclus « *dans le sens qu'au cours de cet acte ne parleraient pas les orateurs des partis politiques qui ne soient pas représentants des travailleurs* ». Une telle attitude du président du Cordon ne fait d'ailleurs par l'unanimité chez les socialistes et le président du Cordon Vicuña Mackenna, Armando Cruces regrette qu'Ortega ait « *émis cette critique publiquement, principalement parce qu'il existait une corrélation de force défavorable au parti* [socialiste] *par faute de mobilisation de sa part* ».

Photo N° 29 : Grand acte public du Cordon Cerrillos au théâtre Caupolican, Santiago, février 1973

Source : *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 13, 8 de marzo de 1973

Si l'on en croit le témoignage de Tomás Inostroza, le PS craint à plusieurs reprises d'être débordé sur sa gauche et que les Cordons industriels ne lui échappent des mains. Il se souvient avoir été pris à parti, à la Moneda, par un dirigeant socialiste (Coco Paredes) qui lui reproche vivement la pénétration gauchiste au sein du Cordon Macul, notamment des maoïstes du PCR (qui tiennent la présidence grâce au travail militant des syndicalistes Eugenio Cantillana et Manuel Valdivieso)[1557]. Paradoxalement, la documentation interne du MIR traduit la préoccupation inverse et la peur de voir son influence amoindrie par l'arrivée des

[1557] Entretien avec Tomás Inostroza, Santiago, 4 juillet 2002 et avec Eugenio Cantillana (Entretien téléphonique réalisé depuis la France, le 25 juillet 2005).

« réformistes » dans les CI. Un rapport de la commission politique note à la fin 1972 : « *Le PS, le MAPU, la Gauche chrétienne sont en train de s'incorporer* [aux CI] *et il y a un accord national en ce sens. Dans d'autres communes, les CUT départementales s'incorporent aux comités coordinateurs communaux et là, ils ont la majorité. Nous allons être minoritaires dans les comités coordinateurs s'ils suivent ce rythme de développement* »[1558].

L'absence de représentativité de la direction des Cordons est un problème largement débattu. Chacun admet à demi-mot une faible participation de la base et l'effet dévastateur des luttes intestines de la gauche. La section *regional Centro* du PS va jusqu'à se demander en mars 1973 s'il n'aurait pas été préférable d'officialiser l'existence des Cordons seulement après avoir réalisé un « *Congrès général des Cordons industriels* » car, « *c'est chaque industrie, entreprise ou usine qui devrait exprimer, au travers de l'élection de son délégué, son inclination pour les différentes positions politiques qui aujourd'hui coexistent au sein de la gauche* »[1559]. Tout au long de 1973, fleurissent les vœux pieux en faveur d'une restructuration démocratique des Cordons. Par exemple courant mars, le Cordon San Joaquín avance une proposition dont l'objectif est de « *représenter en forme directe et démocratique les travailleurs du Cordon* » (preuve que ce n'est pas encore le cas)[1560]. Même velléité pour le Cordon Santiago Centro qui présente en juillet 1973, un projet visant à institutionnaliser l'intervention directe des partis dans la direction des CI (voir le schéma qu'il propose alors en Annexe N° 22) : « *l'assemblée élit d'entre ses membres les personnes composant le commando du Cordon. Le commando du cordon* […] *est composé de cinq camarades : un président et quatre secrétaires.* […] *en forme parallèle au Cordon doit exister une direction politique formée par des représentants des organisations politiques révolutionnaires qui se sont intégrées au Cordon. Le commando du cordon et la direction politique forment la direction exécutive* »[1561]. On voit rapidement quelles faiblesses guettent une telle conception : car sur

---

[1558] MIR, *Informe de la comisión política al Comité Central restringido sobre la crisis de Octubre y nuestra política electoral*, Santiago, 3 de noviembre de 1972 (in Documentos Internos 1972 - Archives du CEDETIM – Paris).

[1559] "Cordones industriales: ¡a construir la Unidad!", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 13, 8 de marzo de 1973.

[1560] Secretariado ejecutivo Cordón Industrial San Joaquín, "Proposición sobre organización, carácter y objetivo de los cordones industriales", Santiago, marzo 1973 (in *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 16, 29 marzo de 1973).

[1561] Comando provisorio del Cordón Santiago Centro, « Convocatoria del Cordón Santiago Centro: ¡Tiemblen Momios! », Santiago (in *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 8, 13 julio 1973).

quels critères seront définis les organisations comme « révolutionnaires » ? Le Commando aura-t-il le dernier mot en cas de désaccord avec la direction politique ?

Mais surtout, toutes ces réflexions en restent au stade de projet. Et, d'une manière générale, les CI n'échappent pas au phénomène typique du "caudillisme militant", c'est-à-dire à la figure du chef populaire mais aussi paternaliste (le *caudillo*). L'historien Pierre Vayssière dans son étude comparée des révolutions latino-américaines suggère à ce propos une permanence de ce processus dans de telles périodes de bouleversements. En référence aux travaux de H. Mansilla sur la « *culture révolutionnaire* » des guérillas des années 60, il croit légitime de généraliser le constat d'une « *perception léniniste, autoritaire et bureaucratique* » de la politique de la part des révolutionnaires latino-américains, qui se combinerait « *avec le culte atavique du chef caudillo* »[1562]. Si on peut être d'accord avec une partie de l'analyse de cet historien et notamment sur le fait que le verticalisme est favorisé par la passivité ou la prudence d'importants secteurs de la population face au projet révolutionnaire, on ne peut partager l'ensemble de ses commentaires. L'approche du militantisme vu uniquement sous l'angle de « *la foi* » révolutionnaire et du « *moine soldat* », ou encore d'une personne *nécessairement* issue des classes dominantes intellectuelles, nous paraît tout à fait caricatural[1563]. **Par contre, il y a effectivement toujours une part de messianisme dans ce type de processus. De même, si l'on reprend la classification effectuée par Peter Winn, le pouvoir populaire chilien démontre - à divers degrés - un mélange original entre les figures du leader syndical « populiste », du « réformiste radical » et du « révolutionnaire »[1564]. Indéniablement, la conception élitiste de l'insertion au sein du mouvement social urbain partagée par les partis du pôle rupturiste pèse lourdement en ce sens[1565]. On peut ainsi parler d'une manière "substitutive" de faire de la politique (tel que E.P. Thompson l'a décrite)**. Nous avons vu dans le chapitre IX que le MIR se caractérise par un fonctionnement fortement verticaliste. Mario Olivares se rappelle du poids de cette « *mystique révolutionnaire* » où disparaît même la vie privée et où la vie affective ou sexuelle est soumise à un strict règlement politique. Etre militant du MIR signifie « *être un*

[1562] Voir H. Mansilla, « Violencia e identidad. Un estudio critico-ideológico sobre el movimiento guerrillero latino-americano", *Cuadernos americanos*, México, Nº 2, 1980, pp. 14-39.
[1563] Selon lui, « *nouveaux messagers de l'Apocalypse annonçant la nouvelle Jérusalem, les révolutionnaires ont toujours voulu se présenter comme les authentiques messagers du peuple et ont toujours parlé en son nom…* » in P. Vayssière, *Les Révolutions en Amérique latine, Op. Cit*., p. 290.
[1564] P. Winn, *Weavers of revolution, the YARUR workers and chile's road to socialism*, New York / Londres, Oxford University Press, 1986.
[1565] M. Najman, *Le Chili est proche…, Op. Cit.*, pp. 26-27.

révolutionnaire 24 heures sur 24 ». Il témoigne aussi de l'exaspération que provoque parfois chez des ouvriers (comme lui), ces jeunes cadres du MIR, « *à 95 % étudiants universitaires et tous de la classe moyenne aisée* », qui viennent donner des leçons de Révolution à la classe ouvrière des Cordons[1566]. A *Nueva La Habana*, Christine Castelain fait le même diagnostic[1567].

Mais, ce constat n'est pas uniquement valable pour le MIR, ainsi que plusieurs auteurs le suggèrent. Au contraire. Selon la thèse d'Etat de Marie-Noëlle Sarget, le verticalisme est même l'un des traits culturels marquants de *l'ensemble* du système politique chilien des années 60 – 70, gauche gouvernementale et opposition compris[1568]. Il s'agit d'un schéma culturel dominant qui parcourt les mille jours de l'Unité populaire. Pour la gauche, cela se traduit souvent par l'image symbolique du militant "éclairé" par la théorie marxiste, comme si des intellectuels organiques des partis politiques devait venir la lumière qui descendrait vers le peuple. Une gauche qui fondamentalement, se donne à elle-même l'image de l'avant-garde qui n'a plus qu'à se faire reconnaître comme telle par le mouvement social. D'où cette tentation permanente de substituer le militant ou le parti à la classe elle-même, au risque d'aller justement à l'encontre de l'idée autogestionnaire du « pouvoir populaire » et de l'étouffer dans l'oeuf. Face à ce constat, on pense immédiatement aux travaux de Robert Michels, écrits à la veille de la première guerre mondiale en Allemagne et qui a théorisé sur « la loi d'airain » des partis politiques modernes : celle de leur transformation progressive en organisations oligarchiques, qui laissent peu de place à la participation de la base[1569]. Le sociologue Pierre Bourdieu a lui aussi montré les contradictions existantes entre délégation de pouvoir et démocratie, pourtant il a toujours souligné – à juste titre - comme un acte nécessaire l'expression et l'organisation au niveau du champ politique de l'espace social[1570]. Et c'est peut-être justement là où les organismes de pouvoir populaire chilien ont failli.

Pourtant, loin de l'image de la « *masse* » amorphe et inorganisée qui transparaît dans le livre de P. Vayssière, nombreux sont les militants ouvriers et les salariés de base à

[1566] Entretien réalisé à Santiago, le 1 mai 2002.
[1567] Voir son bilan dans C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973. Op. Cit.*, pp. 239-241.
[1568] M. N. Sarget, Système politique et Parti socialiste au Chili: un essai d'analyse systémique, Op. Cit. et « Rétroactions positives aux interventions du système politique sur les autres systèmes sociaux et invention de la société : l'exemple du Chili de l'Unité populaire », *L'invention de la société*, Evora, XV° Congrès de l'AISLF, juillet 1996.
[1569] R. Michels, *Les partis politiques*: *Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, 1971.

avoir eu conscience des défauts de ce verticalisme. En témoignent par exemple, les dures critiques d'un militant ouvrier de l'usine TEXTIL CAUPOLICAN du « Cordon Rouge de Macul » qui note en mai 1973 : « *il est vraiment difficile de comprendre que le germe du pouvoir populaire soit seulement 10 ou 20 camarades qui se réunissent sans que les bases les aient élus* […]. *Nous avons besoin d'un Cordon des travailleurs de Macul. Pour l'obtenir, l'actuelle direction du Cordon (si elle reconnaît ce qui a été dit avant) ou certains camarades, doivent aller dans toutes les usines du secteur et expliquer pourquoi nous avons besoin de créer un Cordon industriel combatif. Une fois ces choses mises au clair, nous devrions élire les représentants de notre industrie, pas du syndicat, au niveau du Cordon* »[1571]. Deux mois plus tard, on peut déceler exactement le même genre de critiques de la part de salariés du CI Vicuña Mackenna, pourtant supposé mieux structuré[1572].

Ce "déphasage" base / direction est aussi produit par l'absence d'une direction politique stable et d'une adhésion majoritaire du mouvement ouvrier à l'idée du pouvoir populaire. A peine 6 mois avant le coup d'Etat, « *le manque de définition des partis sur les Cordons et une base, encore faible, en faveur de l'indispensable unité* » parasite toujours la revendication d'un pouvoir populaire constituant[1573].

X – 4) Champ culturel et pouvoir populaire

X – 4 – 1) Une « mini révolution culturelle »

Etudier et analyser la dynamique du pouvoir populaire urbain amène, de manière permanente, à naviguer autour de plusieurs champs sociaux comme à travers plusieurs disciplines académiques. Et confirmer ainsi une évidence. Un processus de transformation tel que celui de l'Unité populaire, ne saurait être réduit à une lutte de classes située uniquement au niveau de l'usine ou de la sphère productive. **Le phénomène révolutionnaire doit être considéré également comme un fait culturel et subjectif car « *l'engagement***

[1570] Voir P. Bourdieu, "Espace social et genèse de classe", *Actes de la recherche en sciences sociales*, Paris, N° 53, 1984, pp. 3-12.

[1571] « Un combativo Cordón Industrial para Macul », *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 21, 3 de mayo de 1973.

[1572] Voir le chapitre XII à ce propos.

[1573] "Cordones Industriales: poder popular y control obrero en la economía", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 18, 2 de abril 1973.

révolutionnaire ne relève pas seulement du politique ; il présuppose aussi chez les militants des motivations personnelles plus ou moins conscientes – croyances intimes relatives au futur, rêves, émotions refoulées – masquées par les mots du discours politique »[1574]. En se basant sur la structure des champs symboliques et de l'usage du concept de « capital culturel » avancé par Pierre Bourdieu, le sociologue Pierre Ansart souligne que « *s'il est accordé que la classe a, certes, une base économique, il est vigoureusement postulé qu'elle ne saurait être réduite à un ensemble de rapports économiques* » car « *l'analyse structurale des rapports de classe suppose d'étudier simultanément les rapports économiques et les pratiques culturelles, en supposant qu'ils sont intimement liés, et que se reproduisent incessamment des formes d'intériorisation de l'extériorité et des formes d'extériorisation des subjectivités* »[1575]. Justement, l'un des champs sociaux particulièrement affecté par la dynamique sociale de l'UP est celui de la culture, au sens large du terme. Cette transformation est activement soutenue par une politique volontariste du gouvernement, qui réussit le pari d'une démocratisation de la culture sans précédent au Chili (avec par exemple la création des Editions QUIMANTU en septembre 1971)[1576]. **En ce sens, on peut se demander s'il existe à proprement parler une pratique culturelle du pouvoir populaire et s'il y a eu bouleversement des mentalités ou renversement des modèles culturels dominants.**

Rapidement, dans le sillage des luttes des "pauvres de la ville", qu'ils soient *pobladores* ou ouvriers, se pose la question de la création d'une nouvelle culture populaire qui serait l'expression - et en même temps le fruit - de ce pouvoir populaire en gestation. L'ensemble des acteurs ou témoins de l'époque s'accorde sur le fait que ces mille jours sont ceux d'une véritable "explosion" subjective et symbolique. Une partie des classes dominées prend conscience d'elle-même et sa créativité n'est pas seulement politique ou organisationnelle, elle s'exprime par de nouvelles pratiques culturelles : chanson, théâtre, dessin, poésie, peintures murales, etc… peuplent désormais la ville. A cette époque au Chili mais aussi dans d'autres pays latino-américains, on assiste à la naissance d'un nouvel art populaire et d'une esthétique révolutionnaire, qui engendrent un renouvellement profond des concepts d'environnement artistique, de création collective et du rôle de l'artiste dans la société. « *Ce nouvel art populaire donne à voir l'énorme potentiel créatif des peuples de l'Amérique latine, art créé par tous,*

[1574] P. Vayssière, *Les Révolutions en Amérique latine, Op. Cit*., p. 289.
[1575] P. Ansart, *Les sociologies contemporaines*, Paris, Seuil, 1990, pp. 167-168.
[1576] C. Catalan, R. Guilisasti, G. Munizaga, "Transformaciones del sistema cultural chileno entre 1920-1973", *CENECA*, Santiago, 1987.

pour les besoins de tous »[1577]. Les brigades muralistes et les fresques populaires qui colorent toutes les villes et villages du pays en sont les symboles. Selon Valérie Joubert, elles assument un acte d'ordre politique qui relie l'action militante à la manifestation artistique, mêlant révolte et espoir sur les murs de la ville. Elles sont le lieu privilégié de l'affirmation d'une identité collective, qui d'ailleurs survit par la suite au coup d'Etat et à la dictature[1578].

Ce mouvement est accompagné, guidé et stimulé par de nombreux étudiants, intellectuels, artistes qui s'identifient avec ce renouveau culturel. Il suffit d'évoquer le nom de Víctor Jara et le courant de la « nouvelle chanson chilienne » pour s'en convaincre[1579]. Mais le jaillissement est avant tout venu "d'en bas". Il est décelable jusque dans les formes d'intervention politique, lors des manifestations de rue, dans les usines. « *J'ai assisté à presque toutes les manifestations de l'Unité populaire qui étaient des fêtes du peuple et, en même temps un éclatement politique*, se rappelle un intellectuel. *La plupart des affiches et des pancartes n'étaient pas imprimées, elles étaient écrites à la main. On pouvait se rendre compte comment la conscience politique avait évolué et comment la confiance avait augmenté, simplement en voyant les messages écrits sur les affiches. Vers la fin c'était très raffiné. C'était une manifestation culturelle des ouvriers, de la masse* »[1580]. En écho à cela, un syndicaliste d'un Cordon de Santiago affirme quelques jours avant le coup d'Etat : « *Dans le processus que nous vivons ont jailli certains indices d'art. Quand les ouvriers occupent une industrie, apparaît le traditionnel mannequin qui singe le patron, pendu avec sa cravate, la langue dehors, les pancartes et les inscriptions qu'on approche aux grilles de l'usine. Nous voulons recueillir et nous sommes en train de le faire, tous ces polichinelles, tous ces pantins, toutes ces pancartes, tout cet ensemble d'expression du peuple ouvrier qui pour nous est de l'art* »[1581].

La lecture, et le nombre de lecteurs, fait aussi des progrès énormes grâce à une maison d'Edition nationalisée, QUIMANTU. Dans les usines, les ouvriers installent de petits magasins provisoires où ils vendent des livres de Gorki, Jack London, Lénine, Marx, Martha Harnecker, des contes chiliens et autres… Un ouvrier d'un CI interrogé par le sociologue Armand

---

[1577] E. Feria Gonzalez, *A la recherche d'une nouvelle peinture populaire dans trois pays d'Amérique latine : Cuba, Venezuela, Chili depuis les années 1970*, Thèse de troisième cycle en Arts et Archéologie, Université Paris VIII, 1987.

[1578] V. Joubert, *Je te nomme liberté : fresques populaires à Santiago du Chili*, Thèse de doctorat en Etudes Ibériques, Université Bordeaux III, 1997.

[1579] F. Barraza, *La Nueva Canción Chilena*, Santiago, Ed. Quimantú, Colección Nosotros los chilenos, 1972.

[1580] Tiré de *Le Chili d'Allende : témoignages de la vie quotidienne*, ed. Coopératives Albert Saint martin, 1978, p. 174.

[1581] Interview d'un dirigeant syndical du Cordon X, Santiago, 27 août 1973 (in A. Mattelart, *Mass Média, Idéologies et Mouvements Révolutionnaires*, *Op. Cit.*, p. 237).

Mattelart note que dans son usine, lorsque QUIMANTU présente une grande quantité de livres, « *l'ouvrier achète, dans 90 % des cas, des livres d'éducation politique. En deux heures tout est parti. On recommence l'opération et de nouveau tout s'épuise* »[1582]. M. Olivares se souvient "*d'une grande impulsion culturelle*" dans le Cordon Vicuña Mackenna. Il témoigne aussi sur la création d'une bibliothèque derrière les murs de son usine, MUEBLES EASTON et de groupes de théâtre ouvriers, activités auxquelles sont associés non seulement les travailleurs, mais également leur famille[1583]. « *Au plan culturel, la lutte des travailleurs a continué,* souligne un salarié d'une usine coopérative. *Il y a eu une floraison de toutes sortes de choses dans l'éducation des écoles et des collèges, mais aussi au plan culturel général. Le peuple revivait sa culture : partout se multipliaient des groupes folkloriques mais aussi à caractère social et politique.* […] *La lutte pour la culture aboutissait au programme de l'UP qui voulait amorcer la socialisation de l'éducation* »[1584]. Volonté qui d'ailleurs a abouti à un dur conflit (mars-avril 1973) entre le gouvernement et l'opposition (dont l'Eglise catholique), à propos du courageux projet d'Allende de mettre sur pied d'une « Ecole Nationale Unifiée » publique (ENU), qui aurait apporté une profonde démocratisation de l'éducation. La polémique que cela déclenche finit par en avoir et le gouvernement doit l'abandonner, notamment face aux multiples mobilisations étudiantes liées à la Démocratie-chrétienne et aux accusations de vouloir manipuler les esprits de la jeunesse[1585].

L'usine devient un espace de création artistique et de diffusion culturelle, par et pour ses salariés. Ceci parce que « *de cette manière le travailleur se sent un être humain et pas seulement un écrou ou un roulement de plus, au sein de l'immense machine productive* »[1586]. Effectivement, il se produit un important changement dans le climat socioculturel à l'intérieur des entreprises nationalisées. En même temps que la remise en cause des hiérarchisations sociales, c'est une révolution symbolique qui s'affiche, haute en couleur.

[1582] Débat avec des ouvriers d'un Cordon industriel de Santiago, le 26 juillet 1973 (A. Mattelart, « Presse et ligne de masse dans les Cordons industriels de Santiago » in *Mass Média, Idéologies et Mouvement Révolutionnaire*, Paris, Anthropos, 1974, p. 262).
[1583] Entretien avec Mario Olivares, Santiago, premier mai 2002.
[1584] Tiré de *Le Chili d'Allende : témoignages de la vie quotidienne*, ed. Coopératives Albert st martin, 1978, pp. 265-291.
[1585] Il s'agit de mettre en place un système unique d'éducation, qui permette aux salariés d'accéder à l'université et de limiter la séparation grandissante entre travail manuel et intellectuel. Le projet affirme la volonté de participer à la « *construction du socialisme* ». Une telle connotation idéologique est vivement dénoncée comme une volonté dictatoriale de contrôle des consciences (I. Núñez Prieto, *La ENU entre dos siglos : ensayo histórico sobre la Escuela Nacional Unificada*, Santiago, LOM, 2003).
[1586] « Cultura y expansión al alcance de los trabajadores », *Central Única*, Santiago, Nº 5, Octubre-Noviembre 1971.

La culture ouvrière, sa reconnaissance, sa légitimation, l'espace qui lui est donné croît sous l'impulsion des militants ouvriers mais aussi étudiants. Il s'agit de mettre fin à plusieurs décennies d'une culture dominée et marginalisée. Le politologue Robert J. Alexander insiste sur ce fait : « *Les travailleurs passèrent beaucoup de leur temps dans ces semaines à s'occuper des meetings, participer à des manifestations, apprendre des rudiments militaires et d'autres activités semblables.* […] *Il y avait des cas dans lesquels des sympathisants compréhensifs s'efforcèrent d'aider les membres du Cordon en établissant des centres communautaires, organisant des activités éducatives et récréatives et en encourageant les travailleurs à faire le meilleur usage possible de leur temps* »[1587].

Un exemple de cette mini « révolution culturelle » est le festival de la chanson organisé par l'usine textile ex-HIRMAS, durant trois jours, début octobre 1971. Celui-ci se déroule à l'occasion de l'anniversaire du syndicat, avec le concours de la commission culturelle de la CUT. Si elles ont déjà existé auparavant, la nationalisation de l'entreprise accélère ce type d'initiatives[1588]. Même chose dans le complexe industriel SUMAR, où Juan Alarcón se rappelle avec émotion des activités culturelles mises en place par le syndicat : « *assez bien faits, bien organisés, avec des artistes de l'entreprise et des invités spéciaux; les parcs de l'entreprise, nous les avons occupés pour que les gens se reposent, profitent* […]. *Nous avons organisé un festival de la chanson, nous avons fait les élections des reines...* »[1589]. Autre indice de ce foisonnement culturel au sein des usines, un simple poème écrit dans la chaleur d'une occupation d'usine et qui souligne le rôle d'appui fourni par les Cordons industriels. Volontairement ironique, c'est « *au milieu du conflit qu'a surgi cette note joyeuse parmi les camarades des laboratoires GEKA, qui ont créé et raconté l'histoire de leur mouvement dans les vers suivants* »[1590] :

Pobrecito Patrón
Estábamos en una noche

[1587] R. J. Alexander, *The Tragedy of Chile*, *Op. Cit*., p. 315.
[1588] Participent ainsi une trentaine de chanteurs, ouvriers de l'usine HIRMAS aux côtés de l'ensemble folklorique de l'autre géante textile : SUMAR-Algodón et d'artistes professionnels. L'un des signes de cette innovation culturelle ouvrière passe par un nouveau genre de chansons populaires, dénommé ici « Production ». Il s'agit de thèmes originaux, inventés par l'ouvrier, qui chantent ses peines et déboires sur la chaîne ou son enthousiasme à travailler pour le pays. On pourrait qualifier ce mouvement comme celui de la naissance d'une culture populaire ouvriériste. Il s'agit de formes culturelles pas toujours très innovantes et qui peuvent faire penser, dans une certaine mesure, au réalisme socialiste des pays d'Europe de l'Est.
[1589] Entretien avec Juan Alarcón, Santiago, 11 juin 2002.
[1590] « El conflicto hecho verso », *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 5, 15 de junio de 73.

Toditos en una reunión
Acordamos une huelga

Y la cual nos resulto.
Solicitamos el apoyo
De las industrias del Cordón
Acudiendo todas ellas

Como un solo escuadrón
Cuando llegamos aquí
Algo malo sucedió
Estaban los momios arriba
Y el fascismo los apoyo

Por las tejados vecinos
A las industrias se entró
Pretendiendo los amarillos
Recibir su billetón

El juez llegó en la mañana
Y a toditos desalojó
Con la cola entre las piernas
Mientras me estrujaba yo

Que momios tan vivarachos
Que el mercado negro creó
Ya que con sus compadrastros
El Odontine[1591] *fondeó*

Aquí seguimos toditos
Esperando intervención

[1591] Marque très populaire de dentifrice.

Junto con Maria Eugenia
Que esta por dar solución

Aquí termina el corrido
Del pobrecito patrón
Se llevo toda la plata
Y le tocó la requisición

Ahora mis compañeros
Derechito a trabajar
Con el apoyo de todos y del cor-
Don industrial

Avec la culture se développent aussi les loisirs et les camps de vacances populaires, sous administration directe des syndicats, dans de grands monopoles comme MADECCO ou MADEMSA. L'ensemble de ces avancées concerne surtout les salariés des entreprises appartenant à l'Aire sociale, ce qui exclut d'emblée la myriade d'unités productives petites et moyennes. Même chose pour les *pobladores* des campamentos qui ne travaillent pas dans le secteur nationalisé. Pour eux et leur famille, c'est « *l'éternel paysage de boue, de poussière et de terre, l'odeur des eaux stagnantes, les essaims de mouches, les chiens galeux, les cabanes de planches à longueur d'année. Le vide culturel, la médiocrité des loisirs qui contribuent à la reproduction sans faille des rapports sociaux et des pratiques sociales* »[1592]. Dans ce domaine également, le campement *Nueva La Habana* et ses dirigeants ont essayé de faciliter la naissance d'une culture participative. Le MIR a ainsi créé une importante animation culturelle et organisé plusieurs manifestations à l'occasion de commémorations, de l'inauguration de l'école, d'événements politiques nationaux, etc… Le documentaire de Tom Cohen montre une manifestation de ce type, où alternent discours de dirigeants politiques, chansons populaires, représentations théâtrales. Une large place est donnée aux enfants[1593]. L'objectif est de mêler divertissement, culture et propagande politique : « *des emblèmes politiques donnaient un air de fête et de kermesse révolutionnaire au campamento, tels que ce portait du "Che" mesurant plus*

[1592] C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973, Op. Cit*., pp. 152-153.
[1593] T. Cohen, *Campamento Nueva La Habana*, New York, Amram nowak production, 1975.

de douze mètres de long, drapé derrière l'estrade, tournant le dos aux Andes enneigées »[1594]. A l'occasion de ces manifestations, des campagnes d'information sont réalisées sur le problème du logement, la santé, la presse, les luttes en cours. Pourtant, si l'on en croit les bilans effectués par la suite, les efforts du MIR ne sont pas toujours suivis d'une participation réelle et les *pobladores* se trouvent souvent dans une position de spectateur passif, dès qu'il s'agit de messages trop politisés. Ce sont avant tout les actes organisés pour la commémoration de l'anniversaire du campement, qui connaissent un grand succès. Ainsi, le troisième anniversaire est marqué par une forte créativité issue des habitants eux-mêmes, notamment des jeunes.

La plupart du temps, les activités initiées par le "front culturel" se caractérisent par un absentéisme presque total des *pobladores* non militants. Ces difficultés dans la naissance d'une véritable culture du pouvoir populaire peuvent être expliquées par plusieurs facteurs. Ils ont tous trait au mode de communication et de relation qui s'établissent entre base sociale et partis politiques au sein du campamento. Tout d'abord, nous retrouvons une donnée qui traverse toute l'histoire du pouvoir populaire : le problème du verticalisme politique. La description des séances de formation proposées par le MIR renforce d'ailleurs cette impression[1595]. Ce manque de participation est puissamment alimenté par un autre phénomène qui appartient plus spécifiquement au champ symbolique, à savoir celui du langage et des représentations collectives. En effet, on assiste à une véritable *désincarnation linguistique* des militants *pobladores* qui dirigent le campement. Ces derniers, en adoptant fidèlement - et mécaniquement - les concepts et la manière de parler des intellectuels de leur parti, se coupent de leur base et rendent leurs discours souvent hermétiques au plus grand nombre : « *ils substituaient un langage intellectualo-révolutionnaire à leurs propres modalités d'expression. Ce processus de désincarnation linguistique les amenait à se couper de leur base. La justification de cette interprétation est d'autant plus évidente que le chef du campamento* [A. Villalobos], *qui était la personne qui avait le plus d'audience auprès des pobladores, alors même qu'il appartenait au MIR, était le seul à avoir su garder son langage habituel, renvoyant aux pobladores, la dialectique de leurs intérêts* »[1596]. La lecture de l'entretien avec Abraham Pérez (membre de la direction du campement jusqu'au coup d'Etat) confirme ce constat

---

[1594] C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973, Op. Cit*., p. 155.
[1595] Voir la description d'une séance de formation faite par un militant étudiant à une trentaine de *pobladores*, dans le campement « Casa o muerte », crée en mars 1972 par le MIR (*Ibid*, p. 158).
[1596] Dans ce cas, le langage politique devient une sorte de masque qui apparaît comme étranger aux non militants et il reste comme une sorte de code peu accessible, même si le signifié du discours cherche à correspondre aux

sociologique *in si*tu de Christine Castelain[1597]. Selon l'historien Pierre Vayssière, « *diffusé au travers du prisme réducteur du chef omniscient, le discours révolutionnaire devient souvent réducteur de la réalité. Les conditions socio-économiques y sont fortement valorisées, aux dépens d'une analyse plus fine des sociétés réelles et des forces politiques du pays concerné* »[1598]. Parallèlement, cette période est aussi celle d'une forte évolution linguistique où s'impose, peu à peu, les modes de communication populaire, y compris dans des journaux nationaux tels que *Clarin*[1599].

Cette problématique de la communication, on la retrouve au sein des Cordons industriels. Ainsi un salarié d'une entreprise du Cordon Vicuña Mackenna s'insurge contre les nouveaux dirigeants de son usine nationalisée (VINEX) et les pratiques opaques de son administrateur, parachuté par l'UP comme gérant de l'usine : « *C'est comme si les superstructures parlaient un langage différent de celui des travailleurs et que tout se réduise à de longues discussions byzantines avec des messieurs qui restent enfermés dans leurs bureaux, sans jamais connaître la réalité que vivent les travailleurs* »[1600]. D'ailleurs, sous la pression du syndicat et du Cordon Vicuña Mackenna, le gérant est remplacé par un nouvel *Interventor* qui travaille depuis 17 ans dans l'usine. Ce type d'incidents montre l'extrême difficulté qu'il y a pour rompre le poids de l'idéologie dominante au sein des représentations collectives. Car l'incompréhension entre base et direction politique est aussi le fait de puissants *mass médias* qui jouent un rôle actif dans la conservation de l'ordre social.

X – 4 – 2) La presse du pouvoir populaire et l'idéologie dominante

La lutte idéologique autour des symboles et des représentations collectives fait partie intégrante de tout processus révolutionnaire et constitue l'une des pommes de discorde

---

intérêts objectifs des pobladores (C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970 -1973, Op. Cit*., p. 157).

[1597] Entretien avec Abraham Pérez, Santiago, 6 de Mayo del 2002.

[1598] P. Vayssière, *Les Révolutions en Amérique latine, Op. Cit*., p. 305.

[1599] A ce propos voir les « Réflexions d'un intellectuel » sur l'usage du langage dans les quartiers populaires et sa rapide transformation pendant l'UP (*Le Chili d'Allende : témoignages de la vie quotidienne*, ed. Coopératives Albert St-martin, 1978, p. 175).

[1600] « Trabajadores de Vinex aplican línea correcta: ¡Fuera el gerente! », *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 34, 2 de agosto de 1973.

politique de l'UP[1601]. Certains sociologues pensent que le champ symbolique joue un rôle central dans toute action collective autant dans la formation que dans son déroulement : « *la révolution crée et entretient un grand nombre de symboles : ils servent à désigner et distinguer les militants, accabler les adversaires, rappeler un passé, marquer un changement, etc. Des personnes, des lieux, des dates, des martyrs revêtent un caractère symbolique par lequel ils transmettent un message, dénoncent le présent, annoncent l'avenir* »[1602]. Dans une même veine, Sidney Tarrow note qu'un mouvement social qui réussit est un mouvement social qui a pu assumer des cadres politiquement avantageux, mais aussi qui sait présenter à la population des symboles *culturellement appropriés*, au risque - dans le cas contraire - de perdre sa visibilité politique[1603]. Erik Neveu a souligné à plusieurs reprises l'importance des médias dans la construction symbolique des mobilisations sociales[1604]. Le poids de l'idéologie dominante permet de cimenter un édifice social et sa conservation est assurément synonyme d'une absence de remise en cause des soubassements fondamentaux de celui-ci. « *La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose* – argumentait Karl Marx – *du même coup des moyens de la production intellectuelle, si bien que l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises du même coup à cette classe dominante. Les pensées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants, elles sont ces rapports dominants saisis sous forme d'idées* »[1605]. Cette constatation l'élite chilienne et la CIA l'ont parfaitement intégrée et ont cherché à marquer des points contre le gouvernement et la gauche, à ce niveau également. Sans aucun doute, la structuration de l'idéologie dominante et la reproduction des relations sociales passent par l'influence prépondérante des "mass médias". Les travaux d'Armand Mattelart ont prouvé que c'est le cas durant l'Unité populaire et, son enquête sur les médias auprès de plusieurs dizaines d'ouvriers des CI de Santiago, est une source précieuse d'informations[1606].

Photo N° 30 : Travail d'Armand Mattelart sur la presse et le pouvoir populaire

---

[1601] I. Seguel-Boccara, *Les passions politiques au Chili durant l'Unité populaire (1970-1973) : un essai d'analyse systémique, Op. Cit.*
[1602] G. Rocher, « Le processus révolutionnaire », *Le changement social, Op. Cit*, p. 276.
[1603] S. Tarrow, *Power in movement, social movements, collective action and politics*, Cambdrige University Press, 1994.
[1604] E. Neveux, *Sociologie des mouvements sociaux,* La Découverte, « Repères », Paris, 1996, 90-99.
[1605] K. Marx, F. Engels, *L'idéologie allemande*, Paris, Ed. Sociales, 1968, p. 75.
[1606] A. Mattelart, *Mass Média, Idéologies et Mouvements Révolutionnaires*, Paris, Anthropos, 1974.

Punto FINAL

DOCUMENTOS

Suplemento de la edición Nº 128 de PUNTO FINAL — Martes 13 de abril de 1971. Santiago - Chile.

LA PRENSA DE IZQUIERDA Y EL PODER POPULAR*

Por ARMAND MATTELART

EL MERCURIO
PEC
SEPA
Las Ultimas Noticias
la tarde
PRENSA
DE SANTIAGO
La Segunda
Tribuna

LA PRENSA REACCIONARIA mantiene la ofensiva sobre la conciencia del pueblo chileno, que ahora está empeñado en la construcción del socialismo.

1607

Le contrôle de l'opposition sur les moyens de communication est un puissant moyen de lutte contre le processus révolutionnaire. En ce sens, la gauche chilienne et les promoteurs du pouvoir populaire démontrent une faiblesse de taille face à l'offensive idéologique de la bourgeoisie[1608]. En 1972, la gauche ne possède que trois journaux qui représentent un tirage total de 140 000 exemplaires, alors que l'opposition en possède quatre (tirés à plus de 425 000 exemplaires), contrôle l'ensemble des 35 journaux de province et l'immense majorité des radios du pays. Rappelons que la banque Edwards, mandataire du groupe Rockfeller, possède à elle seule *El Mercurio*, mais aussi 7 journaux de province et l'une des plus grandes maisons d'édition de romans-photos (très populaires à cette époque). En 1973, la paysage de la presse à certes évolué puisque la gauche possède cinq titres importants à Santiago (dont *Clarin* récemment acheté par le PS), mais l'opposition reste dominante avec six titres et un tirage nettement supérieur. Dans de telles conditions, il n'est pas étonnant que Christine Castelain constate dans son analyse de discours d'une vingtaine d'habitants du campement *Nueva La Habana*, la forte pénétration de l'idéologie dominante ou conservatrice chez les *pobladores*. Elle parle d'une « *conscience aliénée* » au sein de l'une des *poblaciónes* les plus politisées et organisées du pays[1609]. A un niveau global, la propagande de l'opposition a des effets focalisants sur les divisions déjà existantes au sein des couches populaires. Par exemple, en agitant des valeurs morales traditionalistes, en propageant une analyse

---

[1607] *Punto Final*, Santiago, Nº 128, 13 de abril de 1971.
[1608] A. Mattelart, « La prensa de izquierda y el poder popular », *Punto Final*, Santiago, suplemento del Nº 128, 13 de abril de 1971.
[1609] C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973, Op. Cit.*, pp. 251-310.

dichotomique partagée entre « exclus » et « intégrés », *El Mercurio* et ses alliés entérinent l'exclusion des marginaux et des habitants des *campamentos*. Cette vision du monde, en partie relayée par la politique gouvernementale, augmente les effets d'écarts réels (objectifs et subjectifs) entre les salariés de la grande industrie et les autres composantes du mouvement social urbain. D'autre part, comme le montre l'historienne grecque Eugenia Palieraki, **l'opposition a su renouveler son univers symbolique et même utiliser des images qui étaient jusque là celles de la gauche pour s'imposer dans la rue, par le biais de manifestations massives et régulières à partir de 1972**[1610]. Par le biais des médias comme des marches de protestation dans Santiago, la vision du monde que l'opposition veut imposer au pays est celle d'unité et de concorde entre tous les Chiliens qui serait perturbée par les irréductibles « ennemis du pays », cette « minorité marxiste » dont il faut à tout prix se débarrasser.

Ces données ont des effets dévastateurs tout a fait concrets pour un *campamento* tel que *Nueva La Habana*, surtout lorsqu'elles se combinent avec la permanence de pratiques sociales conservatrices telles que la division des rôles au sein de la famille et le maintien d'une domination masculine polymorphe. Car « *pour se transformer, les pratiques de classes nécessitent des modifications coordonnées dans tous les domaines et une articulation conjointe entre les transformations réalisées dans le domaine infrastructurel et celles qui sont réalisées dans le domaine superstructurel* »[1611]. Cette coordination, l'un des rôles de la presse d'opposition est justement de l'empêcher afin de maintenir les valeurs traditionnelles de la société.

[1610] « *La présence constante et dynamique de l'opposition dans la rue lui permit de construire progressivement une «communauté de discours» cohérente. Elle contribua également à une rénovation de ses repères, à la création d'un nouveau calendrier, ainsi qu'à des nouveaux « lieux de mémoire ». C'est ainsi que l'opposition évita de tomber dans un recyclage continu des mêmes symboles, ce qui l'aurait certainement conduit à terme à une perte de vitalité de son action dans la rue, et par conséquent sur la scène politique. Elle a su préserver le caractère dynamique des manifestations qu'elle organisait par l'adoption de symboles préexistants mais surtout en en créant de nouveaux et elle a visé juste car ils faisaient appel à des moments-clé de l'histoire du Chili et cela était capable de mobiliser* » in E. Palieraki, *Manifestations de rues à Santiago durant l'Unité populaire, Op. Cit*, p. 39.

[1611] *Ibíd*., p. 246.

Ce frein structurel au changement est bien présent à l'esprit de nombreux militants de gauche, en particulier de ceux qui travaillent pour la presse[1612]. Pour certains d'entre eux, le journalisme doit être « *l'artillerie de la pensée* » qui arme théoriquement la classe ouvrière[1613]. En ce sens, il faut rappeler que cette approche se situe dans la droite ligne des enseignements tirés par Lénine, dès 1902, sur l'importance de la construction d'un journal, qui est alors compris comme un agitateur mais aussi un organisateur collectif du mouvement révolutionnaire[1614]. Cela explique les mobilisations collectives en faveur de l'appropriation des moyens d'information, comme c'est le cas par exemple pour *El Sur*, journal de Concepción, un temps exproprié par ses travailleurs pour devenir *El Surazo* ; ou encore le long conflit qui s'est noué autour du Canal 9, chaîne de télévision occupée en janvier 1973 pour lutter contre son orientation droitière. Pourtant, là encore et malgré l'appui des syndicats et des partis de gauche, le gouvernement décide, après plusieurs de mois de tergiversation, de déloger par la force les salariés mobilisés. Déjà, dans le « manifeste du peuple » entériné par le CI Vicuña Mackenna, on pouvait lire la revendication de medias « *au service des travailleurs* » et la nécessité de prendre le contrôle des radios « *au service de la bourgeoisie* » (dans les faits, la gauche ne contrôle que deux radios -une par le PS et une par le PC – alors que le MIR a comme projet d'en acheter une pour son propre compte). Ce manifeste appelle également à la subvention étatique d'écoles de journalisme populaire et à financer Commandos Communaux et Cordons industriels afin d'organiser leurs propres moyens de communication[1615].

Durant cette période se multiplient effectivement de nombreuses formes élémentaires de presse issues directement de l'élan autogestionnaire qui a suivi octobre 1972. Il s'agit de combler le vide laissé par les journaux traditionnels de gauche. Ainsi, un ouvrier d'un Cordon de Santiago déclare à Armant Matellart : « *il me semble qu'aucun journal de gauche ne représente les aspirations du prolétariat, en ce moment. Et la majorité des travailleurs sont de cette opinion. J'ai discuté de cela avec quelques journalistes de gauche. Ils*

[1612] A ce propos, on consultera avec profit le point de vue de la revue théorique du PC sur ce thème : E. Labarca, "Los medios de comunicación de masas en la actual etapa revolucionaria", *Principios*, Santiago, Nº 139, junio 1971.
[1613] Expression employée par *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 21, 3 mai 1973.

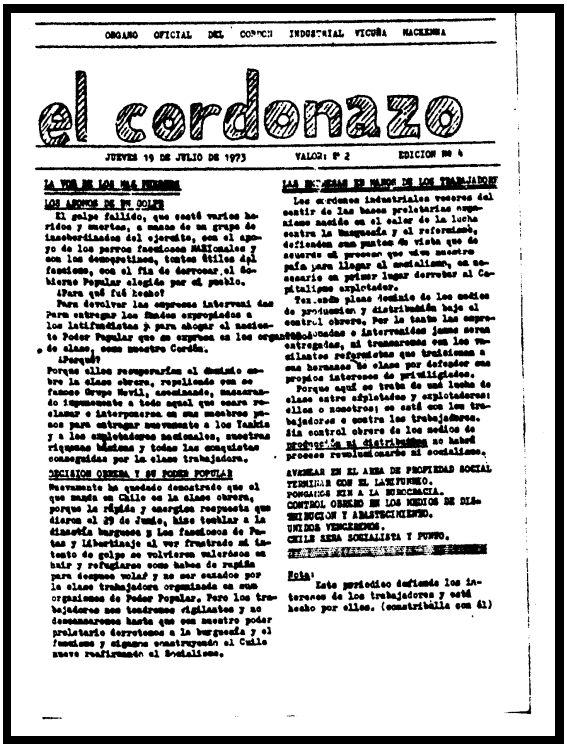
[1614] Lénine, *Que faire?*, Paris, Ed. de Moscou, 1972 [1902].
[1615] Cordón Vicuña Mackenna, "Manifiesto del Cordón Vicuña Mackenna", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 4, 9 noviembre de 1972.

l'admettent souvent eux-mêmes »[1616]. De plus, la création, l'élaboration et la diffusion d'un journal sont pensées comme un instrument de renforcement des organisations et d'élévation du niveau politique des salariés mais aussi de diffusion de l'information entre les différentes usines des CI. Edmundo Jiles souligne d'ailleurs les problèmes de circulation de l'information au niveau du Cordon Cerrillos, particulièrement pour les nombreuses usines qui ne possèdent ni téléphone, ni véhicules[1617].

Ainsi une multitude de petits journaux artisanaux de quelques pages, confectionnés avec des moyens minimaux, fleurissent dans tout le pays. Chaque cordon essaie de se doter du sien. Certains sont directement dirigés par des ouvriers, d'autres établis par des journalistes militants. Les moyens techniques utilisés sont très disparates : nombreuses feuilles ronéotypées ; imprimeries de quartier ou encore utilisation de celle du journal gouvernemental (*La Nación*), après les heures ouvrables[1618]. Parmi les journaux « ouvriers », on peut citer *El Vanguardia*, qui est financé par le syndicat auquel participe Edmundo Jiles, en coopération avec le CI Cerrillos. Il se rappelle qu'au sein du comité éditorial participe même un curé progressiste et que ce petit journal reproduit les comptes rendus de réunions, les déclarations du Cordon ainsi que des articles rédigés par différents syndicats[1619]. Autre journal : *El Cordonazo*, nom sûrement adopté en référence au mouvement semi-insurectionnel qui a eu lieu à Córdoba (Argentine) en 1969 et nommé, « Cordobazo ». **A ce propos, on peut noter qu'en termes d'histoire comparée, la naissance de cette presse ouvrière rappelle en de nombreux point la publication de *l'Electrum*, à Cordoba, durant la « rébellion populaire »**[1620]. Comme son homologue argentin, *El Cordonazo* annonce qu'il « *défend les intérêts des travailleurs* » et « *est fait par eux* ». Il est né de l'initiative de la commission de propagande du Cordon Vicuña Mackenna. Ses débuts datent de son approbation en assemblée du CI, fin juin 1973[1621].

Photo N° 31 : Fac-similé du journal des Cordons *El Cordonazo*

[1616] Interview d'un dirigeant syndical du Cordon X, Santiago, 27 août 1973 (in A. Mattelart, *Mass Média, Idéologies et Mouvements Révolutionnaires*, *Op. Cit*., p. 235).
[1617] Entretien avec Edmundo Jiles, Santiago, le 6 mai 2002.
[1618] A. Mattelart, *Mass Média, Idéologies et Mouvements Révolutionnaires*, *Op. Cit*., p. 233.
[1619] Malheureusement, cette précieuse source d'information est aujourd'hui inaccessible : Edlmundo Jiles se rappelle avoir caché une collection du *Vanguardia* dans un mur au moment du coup d'Etat, collection qu'il n'a pu à ce jour récupérer… Entretien avec Edmundo Jiles, Santiago, le 6 mai 2002.
[1620] J. Carlos Cena (comp.), *El Cordobazo. Una rebelión popular*, Buenos Aires, La rosa blindada, 2000.
[1621] "Cordón Vicuña Mackenna", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 30, 5 de julio de 1973.



ORGANO OFICIAL DEL CORDON INDUSTRIAL VICUÑA MACKENNA

el cordonazo

JUEVES 19 DE JULIO DE 1973 VALOR: E° 2 EDICION NO 4

LA VOZ DE LOS MAS FUERTES

LOS AUTORES DE EL GOLPE

El golpe fallido, que costó varios heridos y muertos, a causa de un grupo de insubordinados del ejercito, con el apoyo de los partes fascistas NACIONALES y con los democratinos, tantos útiles del fascismo, con el fin de derrocar al Gobierno Popular elegido por el pueblo.

¿Para qué fué hecho?

Para devolver las empresas intervenidas Para entregar los fundos expropiados a los latifundistas y para ahogar al nacionte Poder Popular que se expresa en los organos de clase, como nuestro Cordón.

¿Porqué?

Porque ellos recuperarian el dominio sobre la clase obrera, reprimiendo con su famoso Grupo Movil, asesinando, encarcelando inmediato a todo aquel que osara reclamar o intervenerse en sus asuntos para entregar nuevamente a los Yankis y a los explotadores nacionales, nuestras riquezas básicas y todas las conquistas conseguidas por la clase trabajadora.

UNIDAD OBRERA Y EL PODER POPULAR

Nuevamente ha quedado demostrado que el que manda en Chile es la clase obrera, porque la rápida y energica respuesta que dieron el 29 de Junio, hizo temblar a la dinastía burguesa y Los fascistas de Patria y Libertad al ver frustrado su intento de golpe se volvieron valientes en huir y refugiarse como ratas de rapiña para despues volar y no ser cazados por la clase trabajadora organizada en sus organismos de Poder Popular. Pero los trabajadores nos tendremos vigilantes y no descansaremos hasta que con nuestro poder proletario derrotemos a la burguesia y el fascismo y sigamos construyendo el Chile nuevo reafirmando el Socialismo.

LAS RESPONSABILIDADES EN MANOS DE LOS TRABAJADORES

Los dirigentes industriales vecores del contir de las bases proletarias surgidos nacido en el calor de la lucha contra la Unapoyada y el reformismo, defienden sus puntos de vista que de acuerdo al proceso que vive nuestro país para llegar al socialismo, es necesario en primer lugar derrotar al Capitalismo explotador.

Tan pronto pleno dominio de los medios de producción y distribución bajo el control obrero. Por lo tanto las empresa tomadas o intervenidas jamas serán entregadas, al contrario con los vigilantes reformistas que traicionan a sus hermanos de clase por defender sus propios intereses de privilegiados.

Porque aquí se trata de una lucha de clase entre explotados y explotadores: ellos o nosotros; es está con los trabajadores o contra los trabajadores. Sin control obrero de los medios de producción ni distribución no habrá proceso revolucionario al socialismo.

AVANZAR EN EL AREA DE PROPIEDAD SOCIAL
TERMINAR CON EL LATIFUNDIO.
FUERA CON LA BUROCRACIA.
CONTROL OBRERO EN LOS MEDIOS DE DISTRIBUCION Y ABASTECIMIENTO.
UNIDOS VENCEREMOS.
CHILE SERA SOCIALISTA Y PUEBLO.

Nota:

Este periodico defiende los intereses de los trabajadores y está hecho por ellos. (construibalo con él)

Source : A. Mattelart, *Mass Média, Idéologies et Mouvement Révolutionnaire*, *Op. Cit.*, pp. 233 à 267

El Cordonazo se définit comme l'organe de presse officiel du Cordon et paraît tous les jeudis. Dans l'éditorial de son premier numéro, ses rédacteurs insistent sur son rôle de coordination : « *Il existe actuellement une méconnaissance des actions du Cordon industriel Vicuña Mackenna de la part des travailleurs des industries de notre secteur* […]. *A travers nos publications, nous donnerons à connaître toutes ces réponses* »[1622]. A noter parmi plusieurs rubriques, celle qui est intitulée « Etoile Rouge » et qui met en avant dans ses colonnes « *les travailleurs qui se sont distingués dans leurs travaux de défense révolutionnaire* ». Dans son numéro deux (28 juin 1973), *El Cordonazo* distingue ainsi les salariés des entreprises CRISTALERIA DE CHILE et R. CHALLER pour leur action décisive durant la tentative de coup d'Etat de la fin juin 1973[1623]. Finalement seulement quelques numéros auront le temps de voir le jour.

[1622] « Cordón Vicuña Mackenna: ¡a la acción! », *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 7, 3 de julio de 1973.
[1623] « El Cordonazo: periódico revolucionario contra el fascismo y la reacción », *La Nación*, Santiago, 12 de julio de 1973.

C'est seulement en juillet 1973 que le Cordon O'Higgins décide de publier son journal, *El Combatiente*[1624]. Ce dernier est dirigé par le président (PS) du Cordon, Sergio Chávez. Il s'agit d'un hebdomadaire dont le premier numéro est consacré à un rappel de l'histoire du Cordon et à plusieurs conflits d'entreprises (dont celui de l'usine DISTRA). A noter l'existence d'autres journaux au sein des CI tels *Orden del día* et *Correo Proletario*, dont le premier numéro n'apparaît qu'en août 1973 et prétend exprimer « *l'activité d'une tendance en développement à l'intérieur du mouvement ouvrier, à laquelle s'incorporent des militants et dirigeants prolétaires, d'usines et Cordons de tout le pays, conscients de la nature viciée de la CUT et de la nécessité de la transformer ou de construire une véritable organisation de lutte anticapitaliste* »[1625]. Le CI Lo Espejo semble avoir lui aussi possédé un petit hebdomadaire et un atelier de « *journalisme populaire* »[1626]. Et, ce sont certainement une multitude d'autres « bulletins » ouvriers qui fleurissent également en province. Par exemple le journal *Poder Popular*, lié aux salariés de l'industrie forestière dans le sud du pays[1627]. Un document des archives judicaires de la ville de Concepción permet de supposer qu'au sein du Cordon du port est apparu un petit journal nommé *Barricada de los trabajadores*, certainement imprimé par des militants d'extrême gauche du CI et utilisant l'imprimerie CÓNICO, où travaille une grande majorité de salariés de gauche[1628]. Armand Mattelart cite la présence dans les alentours de la ville de Puerto Montt de *La Picana*, journal qui souhaite coordonner les luttes paysannes avec les JAP et les Cordons industriels :

Photo N° 32 : Fac-similé du journal *La Picana*

[1624] Corresponsal Popular, "Periódico obrero", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 30, 5 de julio de 1973.
[1625] Ce groupe n'a effectivement sorti qu'un seul numéro, les trois suivant étant publiés en exil, en Angleterre (voir les archives de la BDIC – Paris : Cote FP 3218). A propos de *Correo Proletario*, J. Magasich affirme que ce journal aurait été édité par un groupe ayant quitté le MIR et qui souhaite concentrer son travail militant au sein des CI (J. Magasich, *Op. Cit.*, p. 212).
[1626] A. Santana, "Surgimiento y auge de los cordones industriales" (in *La tragedia chilena: testimonios*, Buenos Aires, Merayo Ed., Coll. Documentos, 1973, pp. 117-122).
[1627] « Periodismo popular », *Poder Popular*, Santiago, Nº 8, agosto de 1973. Ce journal est à différencier d'un journal du MAPU qui possède le même nom.
[1628] República de Chile, Corte de Apelaciones de Concepción, sumario Nº 69-73, Sección general de investigaciones - prefectura de Concepción - Comisaría de Talcahuano, Oficio Nº 18, Talcahuano, 18 de octubre de 1973 (Cette archive nous a été facilitée par la chercheuse grecque Eugenia Palieraki).

La picana, journal de liaison entre les cordons industriels et les conseils paysans d'une province du Sud.

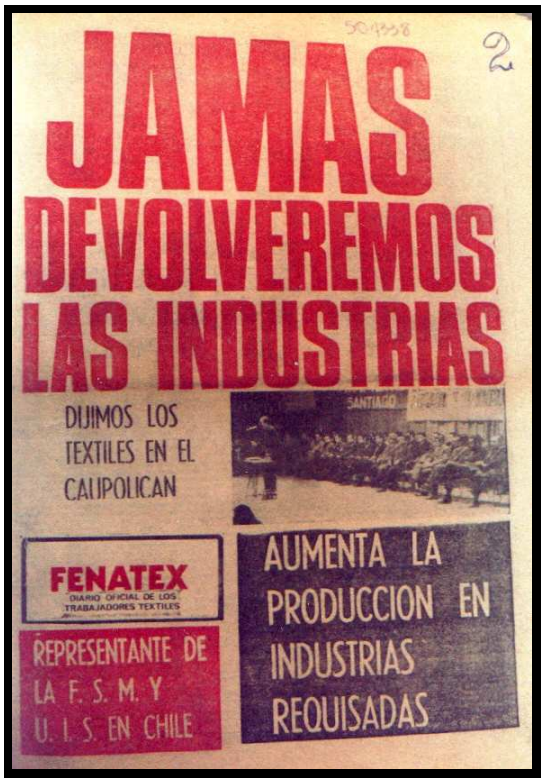
Source : A. Mattelart, *Mass Média, Idéologies et Mouvement Révolutionnaire, Op. Cit.*, pp. 233 à 267

Cette apparition d'une presse des Cordons est, une fois encore, le produit d'une expérience accumulée auparavant : « *Pendant la phase de préparation à la nationalisation* [de l'entreprise], *nous avons constitué un petit groupe de travailleurs* - se rappelle un ouvrier - *et après avoir longuement discuté, nous sommes tombés d'accord pour créer notre propre organe de diffusion. Nous avons commencé à écrire (et c'est pour cela que je peux te dire que çà coûte beaucoup au travailleur d'écrire* […]). *Enfin, après beaucoup de problèmes est apparu un bulletin ronéotypé qui s'appelait* Puño Obrero *et que finançaient les ouvriers. On en sortait peu pour susciter une lecture collective* […]. *Nous avons tiré de cette expérience les principales lignes qui nous ont permis d'orienter le journal du Cordon* »[1629]. Au niveau de l'APS, les principales industries publient leurs propres journaux qui donnent des nouvelles sur la situation interne de l'industrie, des informations sur les investissements, les problèmes de production, les comptes fournis par le conseil d'administration, informent sur l'organisation de journées sportives et artistiques, présentent des poèmes écrits par les salariés ou offrent une tribune d'opinion. Citons parmi ceux-ci le journal *Crea* des syndicats de l'industrie textile SUMAR, dont le premier numéro apparaît en janvier 1972 et *Pizarreño*, publication de l'entreprise du

[1629] Interview d'un dirigeant syndical du Cordon X, Santiago, 27 août 1973 (in A. Mattelart, *Mass Média, Idéologies et Mouvements Révolutionnaires, Op. Cit.*, p. 245).

même nom ou encore *Fenatex*, qui se vent le journal des travailleurs textiles et qui lutte pour l'extension de l'APS (voir photo suivante)[1630].

Photo N° 33 : Première page du journal *Fenatex*



Viennent ensuite, les journaux qui défendent l'idée du pouvoir populaire et qui sont le fait de certaines sections régionales des partis de gauche. Ils ont davantage de moyens que les journaux ouvriers tant matériels (imprimeries d'Etat) qu'intellectuels et en conséquence une facture, une régularité et une diffusion plus importante. Et ils alternent en général un discours dogmatique et jusqu'auboutiste, avec une subordination sans faille à l'Unité populaire. Des journaux comme la *Aurora de Chile* ou *Tarea Urgente* s'autoproclament « *journal des Cordons industriels* » ou « *organe d'expression des Cordons industriels et des Commandos communaux* », mais ils sont en fait des organes de presse du PS. Le premier est rédigé par le comité régional *Centro* et apparaît régulièrement à partir de novembre 1972[1631]. Boris B. qui milite activement au sein du Régional se souvient avoir participé à la création de *La Aurora* : « *On voulait diriger, et appeler à développer le pouvoir*

[1630] Ces journaux de très faible diffusion et aujourd'hui difficiles d'accès, nous ont été facilité par le service des périodiques de la Bibliothèque Nationale de Santiago.

[1631] Font partie du Conseil de direction de ce journal : Eugenio Da Via, Tito Drago, Juan Bustos, German Mallol, Alvaro Briones, Juan Contreras, Jaime Gonzalez.

populaire. […] *on avait l'organe d'expression : le journal. A la base de ce pouvoir populaire aussi, à la base du PS et du MIR, il y avait plein d'ateliers de propagande. Il y avait beaucoup de feuilles de choux, de petits journaux. Cela aussi, c'est le pouvoir populaire* ». Il reconnaît que *La Aurora de Chile* est un journal d'une tendance du PS qui « *se confrontait au comité central* [du parti] *parce que "se taper" le pouvoir populaire, ce n'était pas le CC qui le voulait. C'était au niveau régional que cela se faisait* »[1632]. En mai 1973, des rumeurs courent sur son financement et obligent le journal à donner des éclaircissements sur son fonctionnement. Selon ces informations, cet hebdomadaire paraît à environ 20 000 exemplaires et il est édité avec l'autorisation du comité central du PS. Sa rédaction s'appuie sur les témoignages de certains militants de base, ainsi que sur les documents édités par les syndicats et les Cordons industriels. Tous les journalistes sont bénévoles, du directeur-éditeur (Tito Drago) au représentant légal (Juan Bustos), en passant par les correspondants, les seuls permanents étant la secrétaire et un membre des jeunesses socialistes. Un petit local d'une seule pièce est fourni à ce titre par la section régionale et, une fois par semaine, leur est prêtée une voiture pour distribuer le journal au niveau des syndicats et des *campamentos*, auxquels s'ajoute la distribution effectuée par les militants. Le journal fonctionne donc à peu de frais (10 000 escudos par semaine) et le paiement de l'impression aux ateliers de *La Nación* est financé par les placards publicitaires qui vantent les mérites de telle ou telle entreprise de l'APS (voir page suivante)[1633] :

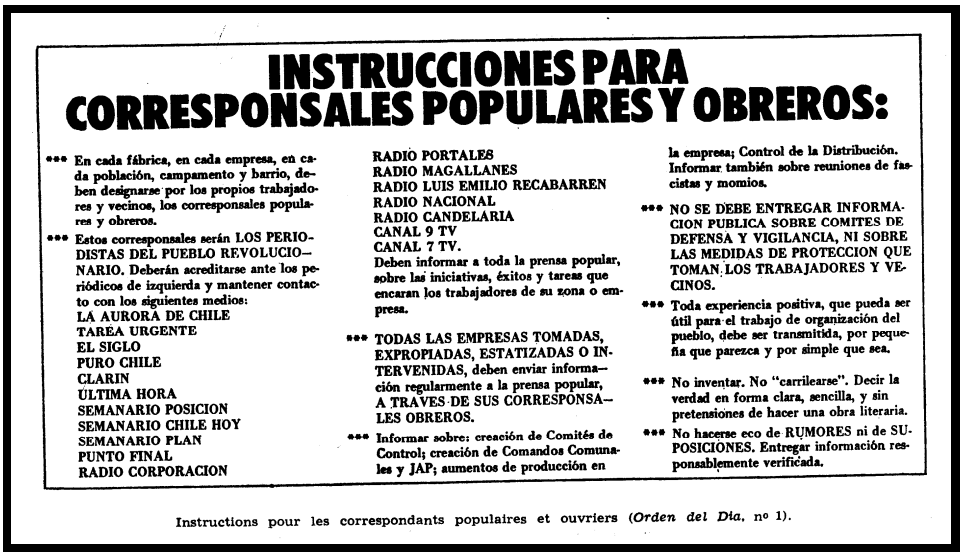
[1632] Entretien avec Boris B., Talence, France, 4 juillet 2000.
[1633] « ¡Escándalo Financiero en la Aurora! », *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 23, 17 de mayo de 1973.

Photo N° 34 : Placards publicitaires en faveur des Cordons industriels et de l'APS dans *La Aurora de Chile*

Quant à *Tarea Urgente*, ce sont les militants du régional Cordillera qui l'éditent sous la conduite de Osvaldo Chandia (à partir du 16 février 1973)[1634]. Ce dernier tout comme *La Aurora* naissent en constatant la « *nécessité d'un presse ouvrière* », qui soit - tout du moins en partie – écrite par des correspondants ouvriers[1635]. Ce sentiment est partagé par l'ensemble de la gauche. Ainsi, le journal *El Compañero* du MAPU invite ses lecteurs à des ateliers de création et publie dans ses pages les consignes à suivre[1636]. *Tarea Urgente* et *La Aurora de Chile* prétendent former des « correspondants populaires », qui puissent rapporter l'actualité en cours au sein des CI. C'est aussi le cas de *Orden del día*, comme le rappelle la photo suivante :

[1634] *Tarea Urgente* et *La Aurora de Chile* sont consultables à la BDIC – Paris, respectivement sous les cotes GFP 156 Res et GFP 4585.
[1635] Voir par exemple: « Cordones industriales: necesidad de una prensa obrera », *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 15, 22 de marzo de 1973.
[1636] « Prensa popular: nueva tarea del pueblo », *El Compañero*, Santiago, Nº 12, octubre 1972.

Photo N° 35 : Instructions pour les correspondants ouvriers des journaux de gauche



INSTRUCCIONES PARA CORRESPONSALES POPULARES Y OBREROS:

*** En cada fábrica, en cada empresa, en cada población, campamento y barrio, deben designarse por los propios trabajadores y vecinos, los corresponsales populares y obreros.

*** Estos corresponsales serán LOS PERIODISTAS DEL PUEBLO REVOLUCIONARIO. Deberán acreditarse ante los periódicos de izquierda y mantener contacto con los siguientes medios:
LA AURORA DE CHILE
TAREA URGENTE
EL SIGLO
PURO CHILE
CLARIN
ULTIMA HORA
SEMANARIO POSICION
SEMANARIO CHILE HOY
SEMANARIO PLAN
PUNTO FINAL
RADIO CORPORACION
RADIO PORTALES
RADIO MAGALLANES
RADIO LUIS EMILIO RECABARREN
RADIO NACIONAL
RADIO CANDELARIA
CANAL 9 TV
CANAL 7 TV.
Deben informar a toda la prensa popular, sobre las iniciativas, éxitos y tareas que encaran los trabajadores de su zona o empresa.

*** TODAS LAS EMPRESAS TOMADAS, EXPROPIADAS, ESTATIZADAS O INTERVENIDAS, deben enviar información regularmente a la prensa popular, A TRAVES DE SUS CORRESPONSALES OBREROS.

*** Informar sobre: creación de Comités de Control; creación de Comandos Comunales y JAP; aumentos de producción en la empresa; Control de la Distribución. Informar también sobre reuniones de fascistas y momios.

*** NO SE DEBE ENTREGAR INFORMACION PUBLICA SOBRE COMITES DE DEFENSA Y VIGILANCIA, NI SOBRE LAS MEDIDAS DE PROTECCION QUE TOMAN LOS TRABAJADORES Y VECINOS.

*** Toda experiencia positiva, que pueda ser útil para el trabajo de organización del pueblo, debe ser transmitida, por pequeña que parezca y por simple que sea.

*** No inventar. No "carrilearse". Decir la verdad en forma clara, sencilla, y sin pretensiones de hacer una obra literaria.

*** No hacerse eco de RUMORES ni de SUPOSICIONES. Entregar información responsablemente verificada.

Instructions pour les correspondants populaires et ouvriers (*Orden del Dia*, nº 1).

Ainsi, la *Aurora* après avoir appelé à la formation de "brigades de journalistes ouvriers", commence en juin 1973 à donner des cours à une quarantaine d'ouvriers des Cordons. Sous la direction d'intellectuels comme Théotonio Dos Santos ou Tito Drago, on y parle de la « *dimension de classe des moyens de communication* » et on effectue des ateliers pratiques (rédaction, expression, etc…)[1637]. Selon L. Ahumada et P. Muñoz, tout deux militants socialistes, ce type de publication bénéficie d'une forte sympathie au sein des CI, tout comme le bulletin syndical publié par le PS, *Trinchera Sindical*, dont est chargée Carmen Silva[1638]. Certains témoignages d'ouvriers des Cordons confirment cette perception positive[1639].

Pourtant la prétention des journaux du PS à *représenter* le pouvoir populaire démontre à nouveau cette vision substitutive de la gauche. Les salariés les plus conscients critiquent ouvertement cet élitisme révolutionnaire au service d'une ligne politique qui n'est pas partagée par l'ensemble des ouvriers des CI : « *Je ne suis pas d'accord avec leur façon d'envisager la formation des correspondants ouvriers et donc avec leur façon de produire le journal. Nous avons beaucoup discuté sur ce journal* [Tarea Urgente] *dans le*

[1637] Voir « Brigadas La Aurora de Chile », *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 21, 3 de mayo de 1973 et « Comenzó primer curso de corresponsales populares », *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 26, 7 de junio de 1973.

[1638] Voir les récits de Luís Ahumada, Pablo Muñoz (entretiens réalisés à La Serena, le 24 Juin 2002) et de Carmen Silva (entretien réalisé à Santiago, le 20 novembre 2001).

comité de direction du Cordon et dans l'usine. Les journalistes qui l'élaborent ont déclaré qu'il était l'organe d'expression des Cordons industriels et des Commandos communaux. Certes, les journalistes vont dans les Cordons. […] *Mais ce ne sont pas des travailleurs qui l'écrivent. Le journal est fait pas des journalistes qui ont une ligne politique bien définie. Le second problème est celui de la lecture. Peu d'ouvriers lisent ce journal et s'ils le lisent, ils le lisent comme n'importe quel journal* »[1640]. Aujourd'hui, Tomás Inoztroza, dirigeant du Cordon Macul, ne cache pas ses sarcasmes contre ses camarades de la *Aurora de Chile* : « *Il ne s'agissait rien de plus que d'intellectuels socialistes qui étaient là, mais n'avaient aucun contact avec la masse, même avec moi ils s'énervaient quand je ne venais pas, parce qu'ils voulaient que je leur prête les syndicats, mais moi je ne dirigeais pas le syndicat, les syndicats se dirigent seuls…* »[1641].

A *Nueva Habana*, on peut déceler le même type de tensions autour de la rédaction du journal du campement. Le but de *El grito del pueblo* est de faire le lien entre les différents *campamentos* sous égide du MIR :

Photo Nº 36 : Première page du numéro 3 de *El Grito del pueblo* (avril 1972)

[1639] Débat avec des ouvriers d'un Cordon industriel de Santiago, le 26 juillet 1973 (A. Mattelart, « Presse et ligne de masse dans les Cordons industriels de Santiago » in *Mass Média, Idéologies et Mouvement Révolutionnaire, Op. Cit.*).
[1640] Interview d'un dirigeant syndical du Cordon X, Santiago, 27 août 1973 (in A. Mattelart, *Mass Média, Idéologies et Mouvements Révolutionnaires*, Op. Cit., pp. 240-241).
[1641] Entretien avec Tomás Inoztroza, Santiago, 4 juillet 2002.

Source : A. Mattelart, *Mass Média, Idéologies et Mouvement Révolutionnaire, Op. Cit.*, pp. 233 à 267

Edité par le « front de presse et propagande », il est composé des membres du directoire du campement. Un aspect apprécié par les *pobladores* est, précisément, qu'il n'est pas entièrement sous la tutelle tatillonne du MIR. En effet, une partie du journal est consacrée à faire circuler librement de l'information entre les différentes *manzanas*, initiative jugée comme utile par tous. Malgré tout, le journal se heurte progressivement aux difficultés de communication entre militants et *pobladores*, si bien que la "feuille de choux" est bientôt davantage le fait des étudiants miristes que des habitants du campement. D'ailleurs, Christine Castelain se demande comment cette presse éditée dans un quasi-bidonville avec des moyens extrêmement précaires aurait de toute façon pu rivaliser avec les bandes dessinées états-uniennes (les *comics*) ou les romans photos à l'eau de rose qui circulent alors en masse. Une soixantaine de numéros du *Grito del pueblo* est tirée en totalité à 300 exemplaires chacun : 250 sont vendus au début, mais la vente va en décroissant au fil du temps. Comment réussir à faire participer *réellement* à la rédaction les habitants, alors que le taux d'analphabétisme est considérable ? [1642].

Finalement, si nous pouvons parler de la timide naissance d'une presse du pouvoir populaire, il faut savoir distinguer les journaux réalisés par le mouvement social de ceux qui sont téléguidés par les partis, d'une manière pas toujours respectueuse de l'autodétermination qu'ils pensent favoriser. **D'autre part, ces quelques traits de la presse du pouvoir populaire dessinent, plus globalement, l'ampleur du défi auquel se confrontent les classes populaires chiliennes**, alors qu'elles n'ont pas toujours les outils intellectuels te matériels pour l'affronter. Selon l'ouvrier du Cordon de Santiago interrogé par A. Mattelart, l'objectif ultime de la geste autogestionnaire du pouvoir populaire est pourtant bien « *que ce soient les travailleurs qui arrivent à raisonner, à penser, à se déterminer par eux-mêmes* ». Sur cette base, ce salarié propose que le CI se charge de « *former un comité dont une des branches serait chargée de toutes ces questions de culture, en partant du souci élémentaire de l'éducation de base des camarades et en respectant l'exigence de ne pas livrer la chose toute mastiquée, mais d'obliger à penser* »[1643]. La fin violente de l'Unité populaire ne permet

[1642] C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973. Op. Cit.*, pp. 85-86.
[1643] Interview d'un dirigeant syndical du Cordon X, Santiago, 27 août 1973 (in A. Mattelart, *Mass Média, Idéologies et Mouvements Révolutionnaires*, *Op. Cit.*, p. 243).

pas de dire si ce souci, exprimé par quelques syndicalistes, de donner des armes intellectuelles aux salariés aurait pu inverser peu à peu les traits de paternalisme et caudillisme qui règne alors dans le mouvement ouvrier.

QUATRIEME PARTIE

Le pouvoir populaire entre recherche d'alternatives et menaces de coup d'Etat

« *Vous voyez pas don Manuel que le peuple est invincible, que nous sommes des millions, comment voulez-vous qu'on nous tue tous, et il doit bien se trouver aussi quelques militaires patriotes, tout de même don Manuel, ne me dites pas que c'est la déprime aujourd'hui ; et don Manuel : non, petit, non, mais c'est que je vous vois tous ici, dans ma maison, comme des pigeons au colombier et que j'aimerai pas qu'on vous coupe les ailes juste quand vous commencez à voler…* ».

Antonio Skarmeta, *Beaux enfants vous perdez la plus belle rose*, Paris, Gallimard, NRF, 1979, pp. 171-172

Chapitre XI) Des mobilisations collectives sans alternative politique ?

XI – 1) L'accélération de la crise de l'Unité populaire

X - 1 – 1) La question du « pôle révolutionnaire » et les élections législatives

Nous avons tenté d'expliquer que la période qui suit octobre 1972, et particulièrement les mois de janvier/février 1973, est celle d'une accentuation des différenciations en cours, au sein de la gauche chilienne et même d'affrontements sporadiques entre le mouvement ouvrier et le gouvernement Allende, avec un conflit important autour de l'extension de l'APS. En février 1973, plusieurs indices auraient pu faire penser que la nouvelle conjoncture permettrait un renforcement des liens entre les organismes de pouvoir populaire naissants et le gouvernement, notamment grâce à leur reconnaissance officielle, et cela au plus au niveau de l'Etat. En effet, Salvador Allende lui-même leur rend un hommage appuyé, dans un discours intitulé « plateforme de la victoire », pour leur capacité de résistance lors de la grève patronale[1644]. Cet "adoubement" de la part de la présidence de la République est confirmé quelques semaines plus tard, lors du troisième discours présidentiel devant le Congrès[1645]. L'explication en est peut-être la croissante perte de direction politique de la part du gouvernement sur le cours de la lutte des classes et sur les fractions les plus mobilisées du mouvement social urbain. **L'exécutif chilien se trouve effectivement de plus en plus enfermé au milieu de ce que Tomás Moulian nomme une « *double incapacité* »** : d'un côté « *l'inefficacité de la stratégie "modérée", dirigée par Allende pour obtenir des négociations* [avec la DC] *viables* » et de l'autre, « *l'incapacité du "pôle révolutionnaire" de proposer des solutions radicales vraisemblables* »[1646]. Cette situation est en partie le fruit des dissensions internes de la gauche, alors que les tensions sociales s'accumulent et que la fameuse « *muñeca* »[1647] d'Allende ne suffit plus à faire une politique de gouvernement conséquente. Face aux incohérences gouvernementales et à la

[1644] S. Allende, "Plataforma de la Victoria", Santiago, 29 de febrero de 1973

[1645] Salvador Allende, "Tercer Mensaje ante el Congreso Nacional", Santiago, 21 de mayo de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit*., Tomo 6, pp. 4535-4671). Nous revenons sur ce discours d'Allende dans le chapitre XIII.

[1646] T. Moulian, *Conversación con Allende, Op. Cit.*, pp. 88-89.

[1647] Littéralement le "poignet", c'est-à-dire les capacités à manoeuvrer au sein des rapports de forces politiques et institutionnels.

pression du mouvement social, les secteurs dits "rupturistes" connaissent un regain de force mais - si l'on suit toujours Tomás Moulian - « *cela ne rendait pas pour autant possible la stratégie "d'avancer sans transiger"* ».

On a une illustration de ce manque de direction politique à la fin du mois de février 1973 : le Parti socialiste et le MIR appellent à une grande concentration commune, afin que se réunissent Cordons industriels et "Commandos communaux" (en fait des Commandos locaux *poblacionales*) dans un grand meeting unitaire. Une telle initiative est notable puisqu'il semble que ce soit la première fois que la gauche "rupturiste" tente de réunir ces organismes. Néanmoins, là encore, la faiblesse organique et l'absence d'une ligne politique définie de pouvoir populaire brillent au grand jour : « *la désorganisation et l'absence de politique de la part des partis en ce qui concerne leur fonction* [celle des CI et CC] *se traduit par le manque d'un programme ou d'une plate-forme de lutte pour les secteurs politiquement représentés, ne permettant pas que se concrétisent tâches et actions communes* »[1648]. Car comme le rappelle à juste titre la *Aurora de Chile*, on trouve au sein des Cordons industriels « *d'un côté, des secteurs qui se reconnaissent dans des partis membres de l'UP, compromis de différentes manières avec les tâches politiques de ce bloc politique, et de l'autre, des secteurs non compromis avec l'UP, qui mettent en avant des alternatives politiques qui lui sont extérieures et en forme parallèle au gouvernement* ». Et d'en conclure que le manque d'affluence aux réunions des CI en mars / avril 1973 s'expliquent par de telles divergences et par « *des difficultés naturelles dans l'unification de critères* » des organes de pouvoir populaire[1649]. On peut facilement comprendre que dans une telle période d'actions collectives radicales, la fonction spécifique de ce « pouvoir en mouvement » (en faisant référence à l'expression de Sydney Tarrow[1650]) reste reléguée au second plan pendant plusieurs mois.

Finalement ce fameux "pôle révolutionnaire", qualifié par quelques auteurs (dont Tomás Moulian et l'historien Luís Corvalán Marquéz) « *d'irresponsable* » ou encore de « *maximaliste* » fait, dans ce moment clef de la lutte des classes, le pari de l'unité électorale, faute d'avoir su proposer une alternative unitaire dans le champ des luttes sociales. Faute de mieux, le MIR comme le PS, lancent une partie de leurs forces dans un champ politique institutionnel en pleine décomposition, pour tenter de créer un pôle révolutionnaire sur le plan

---

[1648] E. Pastrana, M. Threlfall, *Pan, techo y poder, Op. Cit.*, p. 126.
[1649] Déclaration citée dans "Cordones Industriales: poder popular y control obrero en la economía", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 18, 2 de abril 1973.
[1650] S. Tarrow, *Power in movement, social movements, collective action and politics, Op. Cit.*

électoral, après avoir été incapables de le faire au sein de « la révolution par en bas » qui couve dans les périphéries des grandes villes et les campagnes. Le MIR, à l'occasion des élections de mars 1973, approuve ainsi un pacte avec le PS et décide de soutenir Altamirano, tout comme les listes présentées par la gauche chrétienne[1651]. Selon cette tactique, les fortes contradictions que vit le PS seraient le signe d'un processus de différenciations à l'intérieur du mouvement ouvrier et, de la possible apparition d'une direction révolutionnaire au sein même de l'aile gauche de l'UP, en alliance avec la gauche extraparlementaire. Depuis la grève d'octobre 1972, le MIR espère une rupture socialiste avec la ligne politique réformiste, assumée par la majorité de l'UP[1652]. L'organisation de Miguel Enríquez a déjà fait alliance, au sein du mouvement social, avec certaines fractions du PS comme ce fut le cas lors de l'assemblée de Concepción, ou de manière régulière en participant, côte à côte, aux réunions des CI. La formalisation de cet appui électoral du MIR au PS s'effectue à la suite d'un échange de lettres publiques entre C. Altamirano et la direction miriste[1653]. De cette relation épistolaire, il se dégage que le MIR croit que le résultat électoral pourrait accélérer le processus de différenciation au sein de l'UP, voir même que le gouvernement puisse devenir un véritable « *gouvernement des travailleurs* », sans que l'on sache très bien pour quelle raison. Selon la missive, le gouvernement au lieu « *de s'éloigner chaque fois plus des travailleurs* » pourrait « *jouer effectivement un rôle comme levier d'appui à la lutte ouvrière et populaire. La lutte de mars est aussi la lutte pour un gouvernement avec un caractère déterminé* ». En conséquence, le MIR propose une alliance au parti d'Altamirano, « *étant donné notre appréciation sur le caractère et l'importance qu'assumeront les élections de mars, au-delà des différences existantes* ». **En bref, le MIR est prêt à mettre son potentiel politique et ses capacités militantes au service de cette aile de l'UP (PS-IC) dans le cadre des élections de mars, au lieu de choisir de présenter un**

[1651] M. Enríquez (MIR), "Discurso de apoyo de los candidatos del PS y de la IC", santiago, 24 de enero de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 6, pp. 4165-4170).

[1652] Voir MIR, *Informe de la comisión política al Comité Central restringido sobre la crisis de Octubre y nuestra política electoral*, Santiago, 3 de noviembre de 1972 (in Documentos Internos 1972 - Archives du CEDETIM – Paris).

[1653] Voir MIR (Secretariado Nacional), "Carta al Partido Socialista apoyando a sus candidatos" in *Punto Final*, Santiago Nº 176, 30 de enero de 1973 et Partido Socialista (Comisión Política), "Respuesta a la carta del Secretariado Nacional del MIR" in *Punto Final*, Santiago, Nº 176, 30 de enero de 1973.

programme indépendant[1654]**. Lorsque l'on consulte la documentation interne du MIR, on comprend que cette décision est le fruit de multiples réunions (du comité central ou de la commission politique). Elle ne fait pas, en effet, consensus pour tous.** Le but affiché est de « *trouver un modèle politique qui croise les deux traits qui vont caractériser la prochaine période : la politique électorale d'un côté et les affrontements sociaux et politiques de l'autre. Croiser ces deux traits et, les convertir en un seul modèle, nous incorporer à l'activité électorale et en profiter au maximum* ». La conclusion (majoritaire) qu'il faille soutenir le PS au lieu de présenter un programme propre ne fait pourtant pas l'unanimité au sein du comité central. **Le « camarade Gonzalo » rejette vigoureusement le projet d'alliance avec le parti socialiste, qu'il juge opportuniste. Selon lui, cette union temporaire, en alimentant la confusion, ne permettrait pas d'éclairer le mouvement social sur la marche à suivre. Il demande que le MIR présente des candidats propres et un programme révolutionnaire alternatif à celui de l'UP.** Et il ajoute, « *parce que en agissant d'une autre manière, on tombe irrémédiablement dans une subordination à la politique du bloc de l'UP, à la politique du réformisme. On finit ainsi par appuyer cette politique, indépendamment de notre volonté* »[1655]. Son appel ne sera pas entendu.

Pourtant l'histoire du PS, comme sa réponse à la lettre du MIR, montrent que la direction socialiste n'a jamais envisagé de rompre avec le programme gradualiste établi par l'UP : « *Mars, c'est une conjoncture clef et tactique dans la stratégie de cette lutte pour le pouvoir pour le peuple. Nous lutterons aux côtés des masses afin d'obtenir les réformes constitutionnelles et les lois nécessaires afin d'impulser et mettre en pratique les mesures et postulats du programme de l'Unité populaire* ». **En fait, les élections de mars révèlent les hésitations du MIR sur la voie à suivre afin de combattre ce qu'il considère comme une conduite réformiste du mouvement ouvrier. La confiance démesurée qu'il porte dans les capacités du PS à transformer de l'intérieur le caractère fondamental du gouvernement,**

[1654] Cette attitude est immédiatement critiquée par certaines organisations de la gauche extraparlementaire. Voir par exemple les critiques émises par un petit mouvement trotskyste : le *Partido Obrero Marxista Revolucionario* (POMR) qui semble implanté à Concepción essentiellement. Consulter particulièrement « El MIR en el juego del reformismo », *Trinchera*, Concepción, Nº 4, Abril de 1973.

[1655] Voir les multiples analyses de la Comission politique du MIR à ce propos dans : MIR, *Informe de la comisión política al Comité Central restringido sobre la crisis de Octubre y nuestra política electoral*, Santiago, 3 de noviembre de 1972 (in Documentos Internos 1972 - Archives du CEDETIM – Paris)

le pousse à une politique de "suivisme", même dans une conjoncture électorale où il aurait pu affirmer sa différence. Le pari que fait le MIR est d'approfondir la division entre deux « pôles » de l'UP pour renforcer son aile gauche. L'épisode de la scission du MAPU, juste quelques jours après les élections, donne temporairement l'illusion de la justesse de cette analyse. Plus qu'une scission, il s'agit en fait d'un véritable coup de force autoritaire dirigé par Jaime Gazmuri, dirigeant allendiste et pro-PC qui prend la tête du "MAPU Obrero Campesino". L'autre fraction, conduite par Oscar Garretón, garde la majorité d'une organisation affaiblie par de telles pratiques autoritaires. C'est ce secteur qui depuis octobre est proche de la ligne du pouvoir populaire et est très critique sur « *l'hégémonie centriste* » et réformiste présente au sein de l'UP[1656]. Furieux de ces accusations, Allende ira jusqu'à légitimer implicitement ce coup d'Etat militant, en appuyant J. Gazmuri, qui proclame - sans fard - que l'expulsion des gauchistes qui attaquent le gouvernement « *est un devoir prolétaire* »[1657].

Les résultats des élections parlementaires du 4 mars 1973 sont finalement une surprise pour presque tout le monde. La droite, regroupée dans la Confédération démocratique (CODE) atteint un peu plus de 54% (dont 29% pour la DC). **Au grand dam de l'opposition, ce n'est pas suffisant pour renverser constitutionnellement le gouvernement d'Allende, qui nécessite les 2 / 3 des siéges au Parlement : le « coup d'Etat » légal longtemps envisagé par la droite est ainsi impossible. La seule tactique désormais pour la droite est de faciliter l'intervention des forces armées, option qui est appuyée activement par la CIA et Washington.** Les thèses politiques avancées publiquement par des hommes comme Sergio Onofre Jarpa (leader du Parti national) ont alors le mérite d'être limpides et les Mémoires du Général Prats, chef de l'armée, démontrent l'écho grandissant qu'elles trouvent auprès des officiers[1658]. D'ailleurs, le 28 mai apparaît en première page du *Mercurio*, un certain Général Pinochet, chargé temporairement du commandement des forces armées alors que Prats est à

[1656] MAPU, *Informe de la Comisión Política al partido. El período octubre 1972- marzo 1973 y las perspectivas futuras. Documento de estricta circulación interna*, Santiago, 12 de febrero de 1973 (in V. Farias, Op. Cit., Tomo 6, pp. 4261-4284).

[1657] Voir MAPU (Consejería Nacional de Desarrollo Social), Sans titre (lettre/déclaration), Santiago, 9 mars 1973 (Archives BDIC – Paris : F delta 126/14) ; Jaime Gazmuri (MAPU), "La expulsión, un deber proletario", *La Nación*, Santiago, 16 de marzo de 1973 ; Oscar Guillermo Garretón (MAPU), "Entrevista", *Punto Final*, Santiago, Nº 180, 27 de marzo de 1973.

[1658] Voir C. Prats, *Testimonio de un soldado*, Santiago, Pehuen, 1985.

l'étranger[1659]. Seulement quelques jours après avoir pris connaissance des résultats, le président de la DC (premier parti du pays) fait savoir que toute possibilité d'entente avec le gouvernement est impossible[1660]. C'est désormais l'aile droite de ce parti qui mène sa politique avec à sa tête Patricio Aylwin.

En revanche, l'Unité populaire avec plus de 43% des votes se maintient au dessus de la barre des 40%, malgré des pronostics pessimistes. **Après plus de deux ans de gouvernement et en plein milieu des difficultés économiques et politiques, l'UP montre qu'elle reste incontournable et légitime, aux yeux des classes populaires. Par contre, si ces résultats sont perçus avec enthousiasme par l'ensemble des partis de gauche[1661], ils mettent à mal la stratégie défendue avec force par Allende**. Sans majorité parlementaire, les réformes graduelles proposées par l'UP restent dans l'impasse. Début juin, le président de la République, conscient de cette voie institutionnelle sans issue, propose aux directions des partis de l'UP l'organisation d'un plébiscite. Cette proposition est refusée par les leaders de la gauche parlementaire sous prétexte de conditions tout à fait défavorables[1662]. Enfin, la tactique de la formation d'un pôle révolutionnaire facilitée par un accord électoral PS / MIR, est aussi remise en cause. Certes, le PS et ses alliés potentiels (MAPU et IC) arrivent devant l'aile modérée dirigée par le PC (22,37% contre 20,73%). Cependant, ce déplacement à gauche que souhaite le MIR ne se produit pas et même dans la circonscription sénatoriale de Santiago, c'est le dirigeant communiste Volodia Teitelboim qui devance Carlos Altamirano, candidat pourtant le plus fortement soutenu par les miristes.

En ce qui concerne le « pouvoir populaire », les élections confortent la thèse selon laquelle ses organismes doivent rester sous orientation du gouvernement. C'est le sens de la déclaration

---

[1659] Comme le note Jorge Magasich, cet événement passe alors inaperçu pour la plupart des observateurs du processus chilien. A propos de A. Pinochet, voir : A. Santana, « El pensamiento politico del General Augusto Pinochet » in *La tragedia chilena: testimonios*, Buenos Aires, Merayo Ed., Coll. Documentos, 1973, pp. 135-139.

[1660] *El Mercurio*, Santiago, 17 de marzo de 1973.

[1661] Voir Volodia Teitelboim (Partido Comunista), "El significado de la elección", *El Siglo*, Santiago, 4 de marzo de 1973 ; Salvador Allende, "Discurso por radio y televisión sobre los resultados electorales", Santiago, 4 de marzo de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, pp. 4325-4327) ; Unidad Popular, "Declaración pública sobre los resultados de la elección", Santiago, 4 de marzo de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 6, pp. 4323-4325) ; Partido Socialista (Comisión Política), "Declaración pública sobre los resultados de la eleccióSn", Santiago, 6 de marzo de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 6, pp. 4325-4327).

[1662] Voir J. Garcès, *Allende y la experiencia chilena*, Barcelona, Ed Ariel, 1976.

de Rafael Gumucio de la Gauche Chrétienne, au lendemain des résultats[1663]. Malgré tout, le MIR a une interprétation extrêmement optimiste de sa tactique électorale. Son secrétariat national déclare : « *malgré les faiblesses et les erreurs du réformisme prédominant dans le gouvernement,* [le mouvement ouvrier] *a démontré un énorme niveau de conscience et de maturité politique, et ce qui est plus important, a mis en évidence une grande « forteresse » et une décision de lutte qui est suffisante pour déclencher une offensive populaire et révolutionnaire* »[1664]. Pourtant, au delà de ces invocations, c'est bien la DC et l'UP qui restent hégémoniques au sein des classes populaires, alors que l'aile gauche de la coalition rejette l'éventualité de la constitution d'un « pôle révolutionnaire », réclamé par M. Enríquez. C'est dans cet esprit que le MAPU Garretón répète lors de son X° plenum en avril 1973 : « *Nous sommes contre la constitution d'un dénommé « pôle révolutionnaire de regroupement », c'est-à-dire d'une « nouvelle alliance » structurée à la marge et contre l'Unité populaire. La politique du « pôle » est une politique qui attente objectivement à la nécessaire unité du prolétariat et du peuple, surtout dans les conditions politiques d'aujourd'hui* »[1665]. C'est dans le même esprit, qu'en juillet 1973, le Régional Centro du PS dénonce un appel à « *créer un front de classe révolutionnaire qui surpasse les perspectives de l'Unité populaire* », qui circulerait au niveau des Cordons industriels de Santiago et qui serait relayé par *Tarea Urgente*[1666]. Et des militants PS comme Pablo Muñoz ou Luís Ahumada sont d'accord pour témoigner que dans leur esprit, les militants UP des Cordons industriels n'ont jamais eu comme volonté de dépasser le programme de gouvernement, mais plutôt de l'appuyer[1667].

Après les élections, Allende propose de créer un « *parti unifié de l'UP qui dirigerait l'action du gouvernement et des masses* » et dont l'une des tâches serait justement de « *développer les institutions du pouvoir populaire* »[1668]. Cette annonce n'est finalement pas suivie d'actes, puisque le grand congrès prévu pour le 31 mars, est constamment reporté face à la gravité de la situation du pays. Et, suite à la constitution d'un nouveau cabinet à la fin du

---

[1663] "Lección del domingo: constituir el poder popular", *Clarín*, Santiago, 6 de marzo de 1972.
[1664] Secretariado del MIR, « El resultado electoral », Santiago, 8 de marzo de 1973.
[1665] Secretariado general del MAPU, "El poder popular: tarea de las tareas", Informe del X pleno del MAPU, Santiago, abril de 1973 (in *De Frente*, Santiago, Nº Especial, 13 de abril de 1973).
[1666] "Lecturas mal digeridas provocan graves Desviaciones", *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 32, 19 de julio de 1973 ; voir une réponse polémique dans « Repuesta a los demagogos de la ciudad y del campo », *Tarea urgente*, Santiago, N° 10, 27 de julio de 1973.
[1667] Pour Luís Ahumada : "*Muchas veces se intentó poner a los cordones en conflicto con el gobierno, cosa que la gente que trabajó en los cordones nunca estuvo siquiera en el pensamiento; el movimiento de los cordones industriales era un movimiento de apoyo a los avances que podían darse al interior de la UP y no de ataque al gobierno*" (Entretien réalisé à La Serena, le 24 juin 2002).
[1668] Déclaration tirée de *El Mercurio*, Santiago, 17 de marzo de 1973.

mois de mars (sans ministres militaires), les opinions des principaux partis de gauche sont toujours divergentes. L'anniversaire des 40 ans d'existence du PS est même l'occasion de mesurer la distance qui sépare Allende de secteurs plus à gauche. Alors que le premier insiste sur l'importance de renforcer le gouvernement, d'unifier sa direction, critique les grèves incontrôlées et les revendications "jusqu'auboutistes" d'une partie du mouvement ouvrier, Altamirano appelle à stimuler toujours davantage « *les Cordons industriels, les Conseils paysans, les JAP qui sont de vrais germes de pouvoir populaire* »[1669]. Ce type d'analyse entre en conjonction avec les comités régionaux du PS les plus à gauche, qui croient que l'exécutif préfère opter pour la « *paix sociale de la bourgeoisie* » plutôt que pour l'affrontement de classes[1670].

Ainsi, alors que les contradictions s'accentuent au sein de la gauche, la droite cimente son alliance et se prépare à l'affrontement, tant sur le terrain institutionnel que social. Divisée et affaiblie, l'UP se trouve toujours face à un profond dilemme : maintenir ses appels aux négociations avec la DC[1671], tout en essayant de ne pas se couper définitivement d'un mouvement ouvrier qui réclame de plus en plus fort la radicalisation du processus. Comme le reconnaîtra plus tard, Joan Garcés, conseilleur personnel d'Allende, à la mi 1973, la « phase politico-institutionelle » du processus de transformation sociale semble désormais peu praticable[1672].

X – 1 – 2) Le maintien des mobilisations ouvrières et la « stratégie d'hiver » de l'opposition

La forte mobilisation ouvrière contre la menace de coup d'Etat de la fin juin 1973, est précédée de nombreuses mobilisations collectives et de conflits salariaux, dans plusieurs usines du pays. Plusieurs d'entre elles, fait hautement significatif, sont le fait de secteurs ouvriers pourtant intégrés à l'APS et sous fort contrôle de la CUT. Parallèlement, l'on voit se multiplier les interventions du mouvement *pobladores* quant aux problèmes de ravitaillement et du logement. La chronologie des conflits et des mobilisations les plus significatives pour la période allant de mars à la fin juin 1973 (publiée en Annexe N° 23), éclaire l'importance de

---

[1669] *El Mercurio*, Santiago, 19 de abril de 1973.
[1670] Partido Socialista (Regional Cordillera-Santiago), "Definir e impulsar una política revolucionaria", Documento Confidencial para la discusión interna en ocasión del 40 aniversario del Partido Socialista, *Op. Cit*.
[1671] Qui les rejette comme le prouve les déclarations du président de la DC, le 17 mars. Ce jour là, R. Fuentealba repousse toute possibilité d'accord avec le gouvernement (*El Mercurio*, Santiago, 17 de marzo de 1973).
[1672] J. Garcés, *El estado y los problemas tácticos en el gobierno de Allende*, México, Siglo XXI, 1974.

cette dynamique de lutte. Le gouvernement est pourtant décidé à lâcher un peu de lest face à cette pression sociale. Ainsi début avril, le président de la Chambre des députés se montre très mécontent « *que le gouvernement ait décidé de soumettre à la légalisation le processus révolutionnaire, puisqu'il a réitéré son intérêt pour que l'on légifère sur le projet qui régulariserait la situation de 45 entreprises* »[1673]. Il s'agit en fait d'entreprises occupées pendant octobre 1972 et dont la *Controlaría* a rejeté le décret de réquisition émis par le gouvernement pendant les mois du gouvernement civilo-militaire. Une fois le nouveau cabinet formé, Allende envoie des « décrets d'insistance » afin de légaliser leur situation[1674].

Parallèlement, les Cordons industriels continuent à se mobiliser en faveur de des salaires et du passage à l'APS des petites et moyennes entreprises. Ainsi, pour la direction du CI O'Higgins : « *les travailleurs de nos entreprises, qu'elles soient grandes ou petites, ont le même droit, puisqu'ils ont contribué, par leur sacrifice, à cette lutte de classes afin de continuer d'avancer dans le processus révolutionnaire, malgré les persécutions patronales et judiciaires* ». Pour le CI, « la toma » reste « *un droit de lutte contre l'exploitation, les abus patronaux et une arme de lutte pour nos revendications économiques et sociales* »[1675] :

Photos N° 37 : Mobilisations du Cordon O'Higgins à Santiago (mars – avril 1973)

[1673] Déclaration parue dans *La Tercera*, Santiago, 1 de abril de 1973.
[1674] *El Mercurio*, Santiago, 11 de abril de 1973.
[1675] Cordón O'Higgins, « El Cordón O'Higgins a la opinión pública, trabajadores y cordones industriales », Santiago, abril de 1973 (in *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 18, 12 de abril 1973).

Sources : *Posición*, Santiago, Nº 43, 30 de marzo de 1973 et *Punto Final*, Santiago, suplemento al Nº 183, 8 de mayo de 1973

Quant au président du Cordon industriel Cerrillos, Hernán Ortega, il interprète les résultats des élections législatives comme favorables à la mobilisation : « *Les pas que nous allons suivre sont les* [pas] *traditionnels de la classe ouvrière pour atteindre ses objectifs.* […] *Le rôle que nous devons jouer comme organisation est de donner le maximum de capacité organique à la classe ouvrière à l'intérieur du secteur industriel qui lui correspond, donner aux camarades le maximum de formation politique, leur donner une formation d'école de cadres si cela est possible.* […] *Avec cet objectif, nous allons nous consacrer à compenser ce que nous considérons comme des déficiences des autres organisations de caractère politique, comme celles des travailleurs dans le cas de la CUT* »[1676].

A la tête de cette dynamique se trouvent les Cordons Vicuña Mackenna et Maipú-Cerrillos. Le 3 avril 1973, Salvador Allende au travers d'un discours diffusé à la Radio et à la télévision, dénonce cette fois directement les CI, en rejetant le plan « *d'occupation et barricades de la part d'un secteur de pobladores et travailleurs* ». Paternaliste, il appelle à éviter un affrontement avec le gouvernement. Le lendemain pourtant, les Cordons réalisent quand même les blocages prévus et paralysent les routes de leur zone. Ces actions sont l'objet immédiat d'une intervention policière, qui se déroule violemment dans le cas de Vicuña Mackenna[1677]. Deux jours plus tard, la seule organisation de gauche qui ait dénoncé ce fait reste le MIR. L'organisation de Miguel Enríquez signale alors que « *le président Allende, dans une intervention alarmiste et en menaçant les travailleurs, a défiguré le caractère et les objectifs de cette mobilisation* […] *ce qui a créée les conditions pour que, 24 heures plus tard, soient réprimés par la police, les pobladores* »[1678]. Ces actions collectives soulignent certaines difficultés que rencontrent les CI pour mobiliser massivement. Dans ce cas, il s'agit pourtant des deux Cordons les plus anciens et développés de Santiago (et du Chili). Malgré tout, l'affluence autour de la barricade est relativement faible. On y voit très peu de travailleurs de base, la plupart étant des militants politiques ou des dirigeants syndicaux. A Cerrillos, ne sont présents qu'environ 300 salariés, représentant six entreprises du secteur, cela bien que les délégués de plus de 20 usines aient participé, la veille, à une assemblée. Il s'agit de se

---

[1676] "Cordones industriales: alternativa al poder burgués", *Posición*, Nº 41, 16 de marzo de 1973.

[1677] "Cordones Industriales: poder popular y control obrero en la economía", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 18, 2 de abril 1973.

[1678] Citations d'Allende et du MIR tirées de *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 18, 2 de abril 1973.

solidariser avec l'entreprise SILLEROS[1679], dont les travailleurs sont en grève depuis plus de 20 jours[1680]. Face à ce conflit (initié pour cause de boycott de la production de la part du propriétaire), les dirigeants du CI sont finalement reçus par le ministère de l'intérieur, qui annonce la réquisition de l'entreprise. Le soir même, Hernán Ortega annonce un « *grand triomphe des travailleurs* »[1681]. A la fin du mois, c'est devant l'usine de piston INAPIS que le CI Cerrillos monte sa barricade et finalement, grâce à ce soutien, les 17 jours d'occupation se soldent par une nouvelle réquisition[1682].

Photo N° 38 : Mobilisation du Cordon Cerrillos (Santiago – 1973)

Source : P. Guzmán, *La Batalla de Chile La Batalla de Chile*, Chile/Cuba/Venezuela, 1975-1979, 3 partes.

Au Cordon Vicuña Mackenna se déroulent des luttes similaires, particulièrement au travers de la solidarité apportée aux employés de l'usine de meubles GALAZ[1683]. Le 2 avril, 170 ouvriers de l'entreprise PRODINSA lèvent eux aussi des barricades sur la route qui mène à Melipilla, afin de réclamer des améliorations de salaires. Ils sont appuyés par des entreprises du

[1679] L'industrie SILLEROS, usine de 130 salariés qui produit - entre autres - des pièces automotrices et des canalisations plastiques. Voir *El Rebelde*, Santiago, Nº 72, 11 de abril de 1973.
[1680] En effet, selon *La Aurora de Chile*, les patrons, qui appuient financièrement le groupe fasciste *Patria y Libertad*, n'utilisent que 20% de la capacité installée de l'usine, malgré des possibilités beaucoup plus importantes ("En la pelea...", *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 18, 12 de abril 1973).
[1681] *El Mercurio*, Santiago, 6 de abril de 1973.
[1682] Voir "El caso de INAPIS", *Punto Final*, Santiago, suplemento al Nº 183, 8 de mayo de 1973 et *El Mercurio*, Santiago, 26 de abril de 1973.
[1683] "En la pelea...", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 18, 12 de abril 1973).

Cordon telles que PERLAK, TREVIRA, INAPIS et MAPESA. Le 16 avril, ce sont 300 ouvriers du CI Vicuña Mackenna qui bloquent les routes afin d'exiger le passage à l'Aire Sociale de trois industries. Et quatre jours plus tard, le mouvement *pobladores* manifeste et lève des barricades dans tout Santiago, exigeant une solution aux problèmes d'eau, électricité, logement et ravitaillement. Le 23, 300 ouvriers des travaux publics occupent leur ministère et réclament de meilleures conditions de vie. Le lendemain, ils organisent des barricades avec l'appui du Cordon industriel Cerrillos. Il ne s'agit là que d'exemples significatifs tirés d'une longue liste d'actions collectives[1684]. En province, les barricades fleurissent elles aussi. Citons entres autres, la mobilisation des 120 ouvriers de l'industrie STELARIN de Valparaíso qui envahissent les rues le 8 avril, afin de réclamer une amélioration de salaires. Et deux jours plus tard, ce sont de grandes manifestations qui débutent à Constitución (voir le paragraphe suivant). Le 7 juin 1973, le Cordon industriel de Talcahuano organise à son tour une manifestation, alors que quelques jours auparavant dans le sud (à Temuco), ce sont les *pobladores*, qui ont occupé le centre.

Il y donc plusieurs indices d'un maintien des conflits engagés par le mouvement ouvrier, que se soit dans le secteur public ou privé. Le répertoire d'action collective utilisé est l'occupation des usines ou des ministères, l'organisation de manifestations ou encore la construction de barricades[1685]. Selon l'historien Jorge Magasich, qui milite dans la capitale à cette époque, le mot d'ordre « *Créer, créer, pouvoir populaire* ! », jusque là crié dans les manifestations essentiellement par le MIR, gagne du terrain et se fait entendre chaque fois plus fort dans les défilés[1686]. Pour les sociologues E. Pastrana et M. Threlfall, cette consigne, si elle s'amplifie indéniablement, bien plus qu'une référence explicite au contrôle ouvrier ou à l'autogestion, fait plutôt référence aux yeux d'une grande majorité du mouvement social à tout type d'organisation de base où se développe un certain degré de participation populaire réelle[1687]. Malgré l'extension diffuse de cette consigne le premier mai 1973, la gauche campe sur ses positions. D'ailleurs cette célébration est l'une des fêtes du travail les moins massives, non seulement du gouvernement de l'UP, mais aussi des gouvernements précédents. *El Mercurio* y voit la preuve d'une « *fatigue des masses* »[1688]. En

---

[1684] Si elles ne sont pas référencées explicitement, ces actions sont tirées de la chronologie fournie en Annexe N° 13.
[1685] En ce qui concerne la notion de répertoire d'action collective voir le paragraphe XIII – 1 – 2.
[1686] J. Magasich, *Pouvoir formel et pouvoir réel, Op. Cit.*, p. 170-171.
[1687] E. Pastrana, M. Threlfall, *Pan, techo y poder*, *Op. Cit.*, p. 130.
[1688] Voir Eugenia Palieraki, *Op. Cit.*, p. 155.

fait, la journée mondiale du travail est marquée par la division politique et le boycott de la DC[1689]. La teneur des interventions des dirigeants de l'UP montre aussi l'inquiétude qui règne au sein de la direction des partis sur le cours pris par la lutte des classes. Le discours d'Allende appelle ainsi à la « *responsabilité* » et à la « *discipline* ». Mais signe de l'air du temps, il appelle également à vitaliser les Cordons industriels en coordination avec la CUT et avec « *le pouvoir organisé des travailleurs dans le gouvernement* ». Dans cette perspective, « *le pouvoir populaire doit être l'engrenage qui unifie le peuple entier et son gouvernement* »[1690]. A cette occasion, Julio Godoy admet aussi publiquement que « *les Cordons industriels peuvent constituer une forme efficace de direction et d'orientation adéquate* » mais, « *à condition qu'ils soient encadrés dans une structure organique et sous direction de la CUT* »[1691].

La radicalité des mobilisations de certains secteurs du mouvement ouvrier - dont les Cordons industriels - alimente la surenchère autour du thème de « *l'économicisme* » et de la supposée mobilisation « *anarchique* » d'une partie des salariés. De manière sous-jacente derrière cette interprétation, on trouve l'idée simpliste que ces mouvements seraient le fait de salariés peu politisés, sans expérience, issu de petites entreprises et comprenant mal la logique politique du gouvernement. On peut d'ailleurs être surpris qu'une telle analyse soit reprise aujourd'hui par plusieurs historiens[1692], alors qu'un simple coup d'œil à la liste des conflits répertoriés par le ministère de l'intérieur dévoile le degré de mobilisation dans des bastions ouvriers de l'Unité populaire, tels que INSA, MADEMSA, CCU, SUMAR, HIRMAS, etc…

D'autre part, la dureté de la grève des mineurs de *El Teniente*, deuxième mine de cuivre du Chili située au sud du pays, accentue la coupure entre le gouvernement et le mouvement ouvrier. Commencée à la fin avril, ce conflit a pour base des revendications salariales jugées démesurées par l'exécutif (41% de plus que les 100% d'ajustement accordés à tous les salariés). La relecture des chroniques de Pierre Kalfon, correspondant du journal *Le Monde* à Santiago, rappelle à quel point cette grève prend un tour ouvertement politique, à partir du moment où le Parti démocrate-chrétien (assez bien implanté dans ce secteur), rallie les autres forces d'opposition dans l'instrumentalisation de ce conflit : « *la grève d'El Teniente illustre en fait la nouvelle stratégie des forces d'opposition dans leur offensive d'hiver contre le*

[1689] Ce premier mai est d'ailleurs ponctué d'incidents graves, telle la mort d'un jeune ouvrier communiste, blessé mortellement par un coup de feu tiré depuis le siège du Parti démocrate-chrétien.
[1690] S. Allende, « Discurso del primer de mayo 1973 » in *El Mercurio*, Santiago, 2 de mayo de 1973.
[1691] Cité par J. Magasich, *Pouvoir formel et pouvoir réel, Op. Cit.*, p. 171.

gouvernement. Il ne s'agit plus, comme en octobre dernier, de tenter de lancer une grève générale […]. *A présent, il s'agit plutôt de mettre en route une offensive sur divers fronts* »[1693]. En même temps que les accusations constitutionnelles et la multiplication des attentats, la droite défile dans les rues aux côtés des mineurs, tout en faisant perdre un million de dollars au gouvernement par jour. Là encore, plus que l'état d'urgence décrété dans la province de Rancagua, ce sont les salariés mobilisés, notamment ceux des CI et la CUT, qui font reculer (parfois violemment) la grande marche partie du Sud le 12 juin. Celle-ci, sous l'impulsion de la droite, prétend défier Allende sous les fenêtres de la Moneda. Cette offensive est relayée par un appel de la CUT à la mobilisation et à la grève générale, pour le 21 juin (voir paragraphe suivant).

De manifestations en contre-manifestations, de meetings de gauche en collectes organisées dans les beaux quartiers en solidarité avec les mineurs, la « *grève séditieuse* » (selon les mots du PC) qui prend fin début juillet a largement contribuer à affaiblir l'UP[1694]. Elle permet aussi à la thèse de la « désobéissance civile » initialement avancée par le mouvement d'extrême droite *Patria y Libertad* de s'étendre à l'intérieur de l'opposition parlementaire. Le parti National déclare sans ambages à la mi-juin que « *M. Allende a cessé d'être le président constitutionnel du Chili* » et qu'en conséquence « *personne n'est tenu d'obéir à un gouvernement qui n'est plus légitime* »[1695]. Un mois plus tôt, c'était le « pouvoir populaire » qui était désigné comme anticonstitutionnel par un éditorial de *El Mercurio* : « *Le pouvoir populaire n'est pas seulement un sujet conflictuel mais une initiative séditieuse, destinée à mettre en échec les institutions de la République* »[1696].

La voie semble ouverte pour que « l'offensive d'hiver » de l'opposition débouche sur l'intervention de l'armée, ceci particulièrement quand la situation économique se dégrade jour après jour, avec une inflation qui dépasse désormais largement les 200 %. Un an auparavant, l'un des théoriciens de la DC, Claudio Orrego, avait expliqué la tactique gagnante à mener par l'opposition pour faire chuter Allende. Elle s'inspire de l'exemple historique des armées russes face à Napoléon ou à Hitler. C'est-à-dire ne pas accepter le combat quand

---

[1692] Voir par exemple en ce qui concerne l'historiographie "de gauche", les commentaires de Luís Corvalán Marquéz sur "*l'action anarchique*" de ces groupes "*livrés à la plus entière spontanéité*" (L. Corvalán Marquéz, *Op. Cit.*, pp. 286-287).
[1693] *Le Monde*, Paris, mercredi 6 juin 1973 (voir P. Kalfon, *Allende. Chronique*, Atlantica, Paris, Biarritz, 1998).
[1694] S. Bitar, C. Pizarro, *La caída de Allende y la huelga de el Teniente*, Las Ediciones del Ornitorrinco, Santiago, 1986.
[1695] Cité par Pierre Kalfon dans *Le Monde*, Paris, 19 juin 1973.
[1696] *El Mercurio*, Santiago, 3 de mayo de 1973.

l'adversaire dispose encore de toute sa force, multiplier les replis tactiques, les attaques partielles et parier sur l'usure ou la démoralisation de l'ennemi : « *abandonner les villes jusqu'à ce qu'arrive l'hiver. Alors sonnera l'heure de l'offensive* »[1697]. Cette tactique, l'opposition l'a menée conjointement sur le terrain parlementaire comme au sein des luttes sociales. Mais, désormais, la tempête paraît changer de direction et la DC est prête à jouer un rôle actif dans la chute du gouvernement, en favorisant ouvertement l'intervention des militaires[1698]. D'ailleurs, le contexte de crise croissante favorise les mécontentements, y compris à gauche. D'où le discours très offensif du secrétaire général de l'IC, Bosco Parra, le 3 juin 1973 (au théâtre San Diego) où il conspue les déficiences, de moins en moins tolérables, de l'UP[1699]. Le mouvement social n'est pas en reste et notamment les forces qui s'inscrivent dans la perspective du pouvoir populaire. Ceci, désormais à une échelle nationale, ce qui n'est pas sans créer de nombreux soucis aux responsables du gouvernement.

XI – 2) Le pouvoir populaire, un mouvement d'ampleur nationale

X – 2 – 1) Santiago : « *la force du peuple* »…

Ainsi que nous l'avons vu, plusieurs semaines après la fronde des CI face au plan Millas et une nette période de reflux, les barricades apparaissent dans la périphérie de la capitale chilienne. **A Santiago, les Cordons industriels parviennent malgré tout à maintenir leurs revendications. Dans ce sillage, quelques nouvelles coordinations naissent difficilement.** C'est par exemple le cas du Cordon San Joaquín. Une ébauche de celui-ci apparaît durant le mois de février 1973. Il couvre approximativement le secteur entre Vicuña Mackenna à l'est et l'avenue Santa Rosa à l'ouest (voir carte des Cordons à Santiago dans le paragraphe XIII - 2 - 2). Le noyau central de ce CI est formé par 9 entreprises, notamment SUMAR, ANDINA, FAMASOL et un magasin de la DINAC. En mars 1973, ne participent régulièrement aux réunions que ces 9 entreprises sur plus de 25 présentes dans la zone. Selon *La Aurora de Chile*, il serait - malgré tout - *formellement* constitué par une soixantaine de délégués, représentant

---

[1697] Cité par Pierre Kalfon dans *Le Monde*, Paris, 20 juin 1973

[1698] Sur le rôle chef de la DC dans le cheminement vers le coup d'Etat : A. Valenzuela, *El quiebre de la democracia en Chile*, Santiago, FLACSO, 1989 et A. Touraine, *Vie et mort du Chili populaire, journal sociologique*, Paris, Seuil, 1973.

[1699] Bosco Parra, Secretario General de la IC, "A Ganar la guerra civil si la derecha la desata", discurso pronunciado en el teatro San Diego, Santiago, 3 de junio de 1973 (in *IC. Testimonio Hernán Mery*, Santiago, Nº 30, 14 de junio de 1973).

environ 5000 salariés (chiffre sûrement loin d'une réalité beaucoup plus modeste)[1700]. Sa direction est composée de 6 membres, dont 3 militants socialistes, 2 du FTR et - fait intéressant- par le dirigeant syndical de l'entreprise FAMASOL, militant communiste. Le Cordon Mapocho-cordillera surgit quant à lui fin mars, autour de la brasserie CCU, de l'hôpital, des imprimeries et éditions QUIMANTU. Sont partie prenante, comme dans de nombreux autres Cordons, des salariés de la construction, sensibles aux arguments du pouvoir populaire.

Photo N° 39 : Mobilisation du Cordon Mapocho-Cordillera (Santiago – juillet 1973)

Source : *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 31, 12 de julio de 1973

Selon *El Rebelde*, le président du CI Mapocho-cordillera aurait participé à une réunion du CI Cerrillos, le 3 avril, afin de profiter de leur expérience passée[1701]. Et ce n'est que le 31 mai 1973, suite à de nombreuses réunions préliminaires, qu'il est effectivement constitué[1702]. La

[1700] "San Joaquín, nuevo Cordón industrial", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 16, 29 de marzo de 1973.
[1701] *El Rebelde*, Santiago, Nº 76, 11 de abril de 1973.
[1702] Se sont intégrés immédiatement dans le Cordon, des syndicats et militants des usines et campements suivants : syndicat FACTOMET, CUEROFLEX, Litografías MARTINETI, VIA SUR, Calzados MINGO, PHILIPS, Canal 9, Clínica SANTA MARIA, Ed. QUIMANTÚ, Área Hospitalaria Oriente, Instituto de recursos Naturales, de la mina LA DISPUTADA de las condes, ouvriers municipaux de Providencia, Les campements *pobladores* de las Condes (Luciano Cruces, Manuel Rosales, Fidel Ernesto, Nancahuazu, 4 de septiembre). En plus des nommés ci-dessus, doivent s'intégrer au Cordon les lieux de travail suivants : Canal 7,

composition sociologique de ce CI est assez différente de celle de Vicuña Mackenna ou Cerrillos. Ce CI est essentiellement conduit par des employés municipaux, du personnel hospitalier et des salariés travaillant pour la télévision ou les imprimeries nationales. On y voit aussi le poids des *pobladores*. D'où l'insistance sur les problèmes de la santé et du ravitaillement, alors que la lutte pour l'extension de l'APS est éludée. Il s'agit en quelque sorte d'une coordination du centre ville avec une faible présence de la classe ouvrière industrielle. En juillet, comme on le verra, le Cordon Santiago Centro confirme cette tendance à la coordination des couches sociales travaillant dans le centre de la capitale. Toujours dans la même conjoncture, le Commando communal Estación Central organise une grande réunion en mars, au théâtre Monumental : ouvriers, commerçants, employés du secteur public et maîtresses de maison s'y rejoignent. De la teneur des engagements pris lors de ce meeting, on décèle l'influence du MIR qui dirige ce CC. Les orateurs proclament qu'un « *véritable pouvoir populaire* » ne peut faire de concessions au réformisme[1703]. Parallèlement, le « combatif Cordon O'Higgins » connaît une dynamique de revitalisation à partir de février. Ces réunions se structurent mieux, en essayant d'englober deux représentants par entreprises, dont au moins un serait élu en assemblée. Le refus de voir les usines SALFA ou INDUGAS être de nouveau privatisées, les luttes des usines JEMO ou DISTRA amplifient son écho et ses capacités : ce sont désormais 14 entreprises que ce CI représente[1704].

Photo N° 40 : L'usine SALFA occupée par ses salariés (juin 1973)

CCU, Municipalité de las Condes, Calzados ILHARREBODE, Syndicat des restaurants ROMA, ORIENTE, EL PARON et COPPELIA, Instituto de Capacitacion sobre reforma agraria (ICIRA), DINAC, Hôtel SHERATON, Cliniques LAS LILAS, Plásticos DEL PACIFICO. Source : *Tarea Urgente*, Nº 5, jeudi 15 juin 73

[1703] Comando Comunal Estación Central, "Primer derecho del pueblo es el derecho a la comida", Santiago, Encuentro del Teatro monumental, Marzo de 1973 (in Posición, Santiago, Nº 43, 30 de marzo de 1973).

[1704] Voir « El combatiente Cordón O'Higgins », *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 6, 23 de junio 1973 et les comuniques suivants : Cordón O'Higgins, « El Cordón O'Higgins a la opinión publica, trabajadores y cordones industriales », Santiago, abril de 1973 (in *La Aurora de Chile*, Nº 18, 12 de abril 1973); Cordón O'Higgins, *Lucha con los trabajadores de Maestranza Jemo y Distribuidora Distra*, Santiago, 19 abril 1973 (in *La Aurora de Chile*, pp. 5, Nº 20, 26 junio 1973).

Source : *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 30, 5 de julio de 1973

Les actions collectives des principaux Cordons, ceux de Cerrillos et Vicuña Mackenna ne manquent pas non plus en mars - avril 1973. Cette dynamique se poursuit en s'amplifiant dans les jours et semaines postérieures. En ce qui concerne le CI Vicuña Mackenna, c'est le conflit qui se cristallise autour du laboratoire de produits cosmétiques GEKA, qui fait le plus grand bruit. Cette entreprise possède plusieurs unités de production et sa main d'œuvre est composée en grande majorité de femmes. Le syndicat comprend plus de 180 ouvrièr(e)s. C'est une jeune militante communiste (Maria Eugenia Farias), présidente du syndicat, qui va mener la grève et permettre l'intégration de GEKA au Cordon. Cette bataille, qui dure plus d'un mois, est symptomatique des repositionnements en cours au sein du mouvement ouvrier, alors que le syndicat est dirigé par des militants PC, DC et PS[1705]. Malgré les avis contraires des grandes directions partisanes au niveau national, les salariés de cette usine se sont tournés peu à peu vers le CI à la recherche d'un appui. Comme le rappelle Maria Eugenia Farias : « *durant ce conflit, le Cordon Vicuña Mackenna nous a prêté une aide permanente. Grâce à ces camarades, nous n'avons pas perdu foi. Il y a de nombreuses occasions où nous avons été menacés par les chefs et par les carabiniers mais grâce aux gens du Cordon, nous avons pu aller plus loin, du fait de leur solidarité, de leur aide économique et morale et de manière*

[1705] Outre Maria Eugenia Farias, Les dirigeants syndicaux sont : Dulia Montecinos (PC), Juan Acuña (DC), Roberta Median (PS), Víctor Ramírez (sympathisant PS).

concrète, par la mobilisation de 400 camarades qui ont occupé le secteur »[1706]. Les récits des ouvrières reflètent le changement de l'ambiance sociale, politique, psychologique dans les périphéries de Santiago[1707]. Le conflit à GEKA commence le 5 mai 1973, quand la direction accuse deux ouvrières d'avoir volé quelques tubes de dentifrice : celles-ci sont même emprisonnées pendant quinze jours ! Après le marché noir de la direction et surtout face à la maigreur des salaires, cette décision pénale démesurée fait déborder le vase des mécontentements. GEKA est pourtant une entreprise d'ordinaire peu combative, avec une très faible expérience : la plupart des salarié(e)s n'ont jamais participé à un conflit. Ainsi, l'attitude récalcitrante de la jeune présidente communiste est très mal vécue par la direction, mais aussi par les autres dirigeants syndicaux. Ceux-ci refusent même d'appuyer les revendications d'une partie des ouvrières - jugées trop radicales - sur l'égalisation des salaires pour tous et la libération immédiate des deux collègues emprisonnées. Les évènements poussent irrémédiablement les plus mobilisées vers le Cordon. Le 18 mai, une grande partie des salariés se réunissent en assemblée dans le local de *CRISTALERIA DE CHILE*. Suite au témoignage de Maria Eugenia Farias, les trois dirigeants syndicaux, qualifiés de « jaunes », sont destitués et la grève votée. Dès le premier jour, le Cordon fait jouer la solidarité. Cet appui est d'ailleurs formalisé début juin, dans un long communiqué qui dénonce vivement les pratiques patronales à GEKA et demande sa nationalisation[1708]. Le 18 mai, il met à la disposition des ouvrières : tentes, vivres, bois, couvertures et leur prête des véhicules afin d'occuper le devant de l'usine. Mais surtout, est décidé un système de rotation d'équipes d'ouvriers du Cordon, qui viennent appuyer la mobilisation. De manière disciplinée, les volontaires forment un petit contingent, d'environ 250 personnes, renouvelé régulièrement :

Photos N° 41 : Conflit social à l'usine GEKA appuyé par le Cordon Vicuña Mackenna

[1706] *Tarea Urgente*, Nº 5, 15 de junio de 1973.
[1707] La description qui suit est basée sur *Tarea Urgente*, Santiago, N° 5, 15 de junio de 1973 et *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 27, 14 de junio de 1973 ainsi que sur M. Silva, *op. Cit.*, pp. 364-368.
[1708] Voir le communiqué dans sa version intégrale en Annexe N° 25.

Source : *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 27, 14 de junio de 1973

Source : P. Guzmán, *La Batalla de Chile*, Chile/Cuba/Venezuela, 1975-1979, 3 partes

Dès la première nuit, les propriétaires de GEKA tentent d'intimider les ouvrières et des groupes de chocs de *Patria y Libertad* interviennent violemment. Les carabiniers, ostensiblement installés à proximité de l'usine, laissent faire. Une autre partie des salariés du laboratoire (surtout les employés) condamne cette occupation « gauchiste » et fait son possible pour l'empêcher. Une dizaine d'entre eux tentent même de s'enfermer dans l'usine, en signe de protestation. Ceci jusqu'à la réquisition de l'usine début juin, qui se déroule d'ailleurs à la suite de nombreux "accrochages" entre l'Intendant de Santiago et le CI. Cette nationalisation est vécue comme une victoire du Cordon Vicuña Mackenna.

Durant le mois de juin, plusieurs coordinations ébauchées pendant octobre se réactivent, mais c'est sans aucun doute, le Cordon Cerrillos qui montre le plus fort degré de mobilisation. Les déclarations de Hernán Ortega en début de mois entérinent la radicalisation des militants socialistes. Répondant aux accusations de « spontanéisme » lancées par le gouvernement, celui-ci rétorque : « *Quand on n'a pas voulu écouter les arguments de la base des travailleurs, il est logique que surgisse le spontanéisme. On n'a pas eu confiance dans ce que nous croyons et dans ce qui est le principal appui du gouvernement : le pouvoir des masses* » et de regretter « *l'absence de direction* », « *l'absence de drapeaux de lutte qui unissent la classe ouvrière* »[1709]. Cette radicalisation des militants PS de Cerrillos, une table ronde réalisée par la revue *Chile Hoy* le confirme. La comparaison entre l'analyse de Gustavo Cerda, dirigeant PC d'un comité local de la CUT de Maipú et celle de H. Ortega est à ce titre intéressante[1710]. Dans la même perspective, Javier Bertín (du MIR) se rappelle précisément que cette évolution date de juin 1973: « *Pendant longtemps, nous avons eu beaucoup de problèmes avec ce gars, Hernán Ortega. Il était dans le Cordon, il impulsait des mobilisations, mais il était socialiste et en conséquence, il maintenait la ligne que lui dictait le parti, la ligne de l'UP. Mais, en 1973, le processus s'est radicalisé si fortement, que lui aussi.* […] *Dans plus d'une occasion, il en est arrivé à nous dire "Ohé, nous devons discuter, parce*

[1709] "Entrevista con Hernán Ortega, presidente del Cordón Cerrillos", *Tarea Urgente*, Nº 5, 15 de junio de 1973.
[1710] Voir Juan Olivares (MIR), presidente del Comando Estación Central; Hernán Ortega (PS), Presidente del CI Cerrillos-Maipú; Gustavo Cerda (PC), dirigente del comité local de Maipú, "Dirigentes exhortan al gobierno: con las masas y a la ofensiva", *Chile Hoy*, Mesa redonda coordinada por Faride Zeran, Nº 53, Santiago, 21 de junio de 1973.

que cela ne peut plus durer, […], *nous devons mettre en avant une alternative, le pouvoir populaire!* »[1711].

Cette nouvelle impulsion au sein des Cordons est manifeste le 15 juin 1973, lors du grand défilé organisé pour affronter la droite et les mineurs en grève. Les CI occupent véritablement toute une partie du centre de santiago. Ainsi que le rapporte le journal *Ultima Hora* : « *Les Cordons industriels de Santiago ont défilé dans les rues de la capitale* […]. *Munis de bonnets et de toiles en plastique et sans se troubler de l'intense pluie, les travailleurs ont occupé le périmètre de la place de la Constitution et les rues centrales de la capitale* »[1712]. A cette occasion, les salariés du CI Cerrillos défilent au cri de « *travailleurs au pouvoir* » et déclarent à la presse leur volonté de former des brigades d'autodéfense. Un ouvrier du Cordon O'higgins annonce quant à lui : « *Notre travail aujourd'hui a été de combattre le fascisme dans la rue ; cet objectif est toujours d'actualité, nous y mettrons fin, maintenant que nous sommes conscients qu'avec le fascisme on ne peut dialoguer* »[1713]. Cette démonstration de force de la classe ouvrière est amplement confirmée le 21 juin. Ce jour là, et suivant l'appel de la CUT (voir le document en Annexe N° 24), ce sont des centaines de milliers de personnes qui défilent, alors que plus d'un million de salariés se mettent en grève : « *En fait, ce fut une fête joyeuse et populaire dans la rue. La CUT avait voulu organiser « la plus grande manifestation de masse de l'histoire du Chili ». Convergeant en quatre colonnes de divers points de la ville, plus de sept cent mille travailleurs (selon les chiffres de la police), plus d'un million selon les milieux gouvernementaux, se sont pressés vers la grande place, devant le palais présidentiel, la Moneda. De partout fusaient des consignes « dures » souvent imagées exprimant la volonté de « barrer la route au fascisme et à la guerre civile » mais surtout – et c'était le plus nouveau – de « créer un pouvoir populaire »* »[1714]. Aux deux extrémités du pays ont retrouve des défilés enthousiastes et des grèves massives (200 000 personnes à Concepción, 40 000 à Valparaíso, etc…). Et ce sont 3500 salariés qui marchent depuis Vicuña Mackenna jusqu'au centre, derrière la banderole du Cordon. Parallèlement, des comités de surveillance sont nommés afin d'éviter toute provocation et plusieurs groupes de quelques dizaines de salariés renoncent au défilé montent la garde dans les usines (à CCU, FANTUZZI, FENSA, PAÑOS CONTINENTAL, etc…)[1715].

[1711] Témoignage de Javier Bertín, Santiago, 1996 (recueillit par M. Silva, *Op. Cit.*).
[1712] *Ultima Hora*, Santiago, 15 de junio de 1973.
[1713] Ibid.
[1714] *Le Monde*, Paris, 23 juin 1973 (reproduit dans P. Kalfon, *Allende. Chronique, Op. Cit.*).
[1715] *Ultima Hora*, Santiago, 21 de junio de 1973

Dans les jours qui précèdent, le Cordon Cerrillos a multiplié les initiatives, alors qu'il fête sa première année d'existence[1716], une bonne opportunité pour tenter de mettre en place les assemblées de réflexion sur les CI, annoncées depuis un certain temps dans la presse par Hernán Ortega. Le 11 juin, lors d'une réunion de dirigeants syndicaux du Cordon réalisée à l'usine CINTAC, les thématiques de discussion sont fixées. Sont à l'ordre du jour l'Aire sociale et la planification, les relations travailleurs / gouvernement, l'analyse du processus révolutionnaire, le rôle des moyens de communication mais aussi l'organisation et la représentativité de CI[1717]. A chaque atelier de discussion sont invités les syndicalistes de la Fédération de la métallurgie (FEMET), ainsi que des paysans de la commune, qui se sont regroupés dans un Conseil communal paysan. Finalement, les conclusions de la grande assemblée du CI, réalisée le 17 juin, critique le caractère non structuré des luttes et le manque d'une direction politique claire offerte par l'UP pour affronter « *le fascisme* ». Il est annoncé : « *Aujourd'hui il est plus que jamais nécessaire de coordonner nos tâches et nos actions ; et c'est pour cela que nous sommes en train de coordonner tous les organismes de masses de la commune et que nos objectifs sont la défense du gouvernement populaire*, […], ***le contrôle au niveau territorial et politique de la commune****, question qui permettra,, dans un certain temps et peut-être très bientôt, que cette commune soit une commune libre de l'action du fascisme* » (document reproduit en Annexe N° 27)[1718].

Deux jours plus tard, cette déclaration est suivie de faits concrets : dans une action concertée et cette fois-ci, votée en assemblée du CI, le Conseil paysan de Maipú, le Cordon Cerrillos, des militants et salariés de la zone occupent 39 petits terrains agricoles de la commune[1719]. Suite à une demande d'appui de la part des paysans dirigés par le socialiste

---

[1716] Cordón Cerrillos, « ¡un año de lucha! ¡un año de victoria! », *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 7, 3 de julio de 1973.

[1717] Voir la reproduction de ce document en Annexe N° 26 : Cordón Cerrillos, « Convocatoria del encuentro del Cordón Cerrillos », Maipú, 11 junio 1973 (in *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 4, 24 de marzo de 1973) et F. Zeran, « La repuesta del Cordón Cerrillos », *Chile Hoy*, Santiago, Nº 53, 15 de junio de 1973.

[1718] Cordón Cerrillos, Consejos comunales campesinos, FEMET, « El Cordón Cerrillos: los trabajadores, sus organizaciones y el gobierno », compte rendu de l'assemblée du 17 juin 1973 (in *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 6, 23 de junio de 1973). Souligné par nous.

[1719] Selon Javier Bertín : "*Entonces se decide llevar a delante esta toma de fundos, que era bastante conflictiva con el gobierno por varias razones, una de ellas es que muchos de ellos*

Jaime Barrera, est mis en place une sorte de « Commando unifié » afin de venir en aide aux mobilisations paysannes de Maipú. L'opération est centralisée depuis PERLAK et elle permet d'occuper, temporairement, des extensions de terres totalisant 5000 hectares, destinées essentiellement à la production potagère pour Santiago. La revendication centrale est l'expropriation de ces terres, essentielles à l'approvisionnement de la capitale et dont la mauvaise gestion délibérée est dénoncée par les paysans[1720]. Cette mobilisation collective dans la commune de Maipú a été formidablement immortalisée par la camera de Patricio Guzman et Jorge Müller[1721]. On y découvre les images de l'occupation, les visages burinés des paysans, l'intervention de Hernán Ortega et des autres dirigeants, ainsi que l'attitude embarrassée des fonctionnaires dépêchés sur place (voir la page suivante) :

---

eran pequeños predios por lo tanto no cabían en la ley de reforma agraria y segundo es que uno de los predios más importantes le pertenecían la familia Pérez Yoma, que eran destacados dirigentes de la DC, que eran familia de los Pérez Zujovic y por lo tanto se sabia que el gobierno no iba a intervenir esos fundos por su política de conciliación de clases con la DC. Entonces la pelea iba a ser dura. Entonces el consejo comunal campesino a iniciativa nuestra le pide el apoyo al cordón cerrillos en la toma de los fundos, entonces en una asamblea del cordón llena de dirigentes sindicales viene compañeros del consejo comunal y piden el apoyo para esa acción y el acuerdo de la asamblea del cordón es darle el apoyo a los campesinos para su acción". Entretien réalisé à Santiago, 6 août 2003

[1720] Voir P. Bravo, « La experiencia de la clase obrera en Maipú », *Punto Final*, Santiago, 3 de julio de 1973.
[1721] Voir le troisième tome de P. Guzmán, *La Batalla de Chile*, Chile/Cuba/Venezuela, 1975-1979, 3 partes.

Photos N° 42 : L'occupation de terrains agricole de Maipú, filmée par P. Guzmán

Sur la dernière photo, on aperçoit (de gauche à droite), Santos Romeo, Hernán Ortega et un dirigeant paysan

S'il a un impact national (alors que trois jours auparavant dans la province de Ñuble se sont 50 terrains qui étaient occupés), ce déploiement impromptu permet aussi un réel renforcement de la cohésion du Cordon. Javier Bertín et Guillermo Rodríguez se rappellent avec émotion ces journées de lutte, celles - selon eux - d'une « *pleine réalisation de la politique de pouvoir populaire, une mobilisation d'ensemble d'ouvriers, étudiants, pobladores et de paysans* »[1722]. De fait, de manière transitoire, la conception fondamentale d'une *territorialisation* du pouvoir populaire prend corps. Les terrains désignés sont répartis autour de trois points distincts de la commune : l'un sur le chemin de Pajaritos ("El Descanso"), l'autre sur le lieu dit "La Farfana" et le troisième sur le chemin "La Rinconada" (où est situé le siége du Conseil communal paysan). Le Cordon envoie des "brigades" de travailleurs, appuyées de contingents d'étudiants qui partent occuper les points stratégiques de la commune. Selon Javier Bertín, qui est alors chargé du départ des camions, depuis PERLAK : « *les ouvriers destinent des brigades aux terrain occupés, afin d'accompagner les paysans autour des feux, ainsi les occupations se font entre ouvriers et paysans. Bon, il faut prendre en compte qu'il s'agissait de petites propriétés de culture intensive et de ce fait, elles possédaient peu de travailleurs. Il y a même eu un terrain qui a été pris par un seul camarade, et en conséquence, c'est une brigade de 20 ouvriers qui est venue l'accompagner* »[1723].

Cette approche territoriale et surtout le large spectre social qui intervient alors correspond parfaitement à la stratégie de pouvoir populaire défendue par le MIR. Une partie de l'appareil militaire de cette organisation, la fameuse « *force centrale* », est sollicité afin de donner une aide à cette action d'envergure. Guillermo Rodríguez, responsable politico-militaire du MIR à Maipú, est chargé de conduire ce processus : « *Deux escadrons se sont déplacés afin de renforcer l'occupation de terres. Il y a eu des affrontements dans les lieux où nous avons placé les escadrons, l'un d'entre eux se produit à la Rinconanda et l'autre à Las Flores, car des forces réactionnaires arrivent pour tenter de nous déloger. Il y a échange de tirs et finalement nous avons conservé les terres occupées* »[1724]. Comme le rappelle Javier Bertín, ce déploiement au grand jour du MIR ne va pas de soi. Il dénote une certaine ouverture de

[1722] Témoignage de J. Bertín recueilli par M. Silva, Santiago, 1996 (M. Silva, *Op. Cit.*, pp. 385-386). Voir également les entretiens que nous avons réalisés avec J. Bertín et G. Rodríguez (Santiago, 6 août 2003).
[1723] Entretien réalisé à Santiago, 6 août 2003.
[1724] Entretien réalisé avec G. Rodríguez, Santiago, 6 août 2003.

l'organisation, habituée aux pratiques semi-clandestines. Des appareils jusque là gardés en réserve sont utilisés pour offrir leur appui logistique. Outre l'armement, le MIR sort de l'équipement de communication et contrôle le secteur grâce à des émetteurs transmetteurs installés dans des points clefs.

Une fois les terrains contrôlés, le désir des paysans de voir leur production vendue directement est également accompagné par le CI. L'idée est de mettre sur pied un marché populaire à Maipú. Avec l'aide des *pobladores,* un vieil abattoir municipal est transformé en marché de produits locaux, en plein centre de la commune : « *Passaient par Pajaritos, les camions, les charrettes, les tracteurs* […] *chargés de tomates, choux, laitues, etc., pour vendre directement les produits aux habitants. Ce marché a fonctionné tous les jours de la mobilisation et durant quelques jours après qu'elle se soit terminée* »[1725]. Finalement, malgré une mobilisation réussie, ce conflit se termine assez mal. Le gouvernement réagit rapidement et exige des militants PS qu'ils évacuent immédiatement les *fundos*. En fait, une partie de ces terres appartiennent à d'importants hommes politiques liés à la Démocratie-chrétienne et le gouvernement aspire toujours à trouver des points de consensus avec ce parti. Hernán Ortega et les siens se voient alors obligés par la direction de l'UP de faire profil bas et de défendre un plan de retrait en bon ordre. Face à cette pression, certaines terres sont rendues, ce qui engendre rage et frustration chez les militants et paysans qui se sont investis pleinement. Pour Guillermo Rodríguez, cette démonstration de force du CI se conclut « *dramatiquement* », car « *le PS lâche la mobilisation, fait pression et devant tout le monde, affirme que l'on ne peut continuer car nous sommes en train de mettre en péril le dialogue du gouvernement avec la DC* »[1726]. Une fois de plus les contradictions politiques internes à la gauche affleurent et se répercutent négativement sur la dynamique du pouvoir populaire. Néanmoins, c'est plutôt d'un semi échec qu'il faudrait parler car cette grande mobilisation collective a permis une nouvelle accumulation d'expériences pour le mouvement social de Maipú, le renforcement passager de sa structuration interne - avec une direction centralisée par le Cordon - et le rapprochement entre luttes ouvrières et militants étudiants, paysans ou *pobladores*[1727]. Sans aucun doute, une telle *praxis* est à prendre à compte pour comprendre la grande résistance des Cordons industriels à la tentative de coup d'Etat de la fin juin 1973. D'autant plus que cette « *force du*

[1725] Témoignage de J. Bertín recueilli par M. Silva, Santiago, 1996 (M. Silva, *Op. Cit.*, p. 386).
[1726] Entretien réalisé avec G. Rodríguez, Santiago, 6 août 2003.
[1727] Voir P. Bravo, « La experiencia de la clase obrera en Maipú », *Punto Final*, Santiago, 3 de julio de 1973.

peuple » (selon les mots de la journaliste Faride Zerán) n'est plus uniquement circonscrite à la capitale, mais qu'elle se développe dans toutes les provinces du pays.

X – 2 – 2) Le développement des Cordons industriels en province

Ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre précèdent, Santiago n'est pas le seul lieu de développement de formes de pouvoir populaire, ceci même dans le cas où l'on restreint l'analyse au pouvoir populaire urbain. Nous avons déjà mentionné la naissance de coordinations, lors de la grande grève d'octobre 1972, dans des villes telles que Tomé, Penco, Chiguayante, Punta Arenas mais encore Arica, Talcahuano ou Valparaíso. Souvent ces comités - qui coordonnent la plupart du temps quelques syndicats avec d'autres organisations sociales de la zone - se structurent autour de l'une des usines importantes de la ville (comme à Punta Arenas autour de l'entreprise LANERA AUSTRAL) ou encore sur la base d'une activité spécifique du secteur : l'industrie électronique à Arica ou l'activité de la pêche à Talcahuano, important port de la ville de Concepción.

En ce qui concerne le CI de Talcahuano, son organisation se renforce au début de l'année 1973, après de longs mois de sommeil. Là encore la situation paraît assez différente qu'à Santiago puisque c'est la CUT locale qui appuie sa formation. Ce Cordon est composé de travailleurs industriels (en particulier de l'industrie chimique) et de salariés de l'industrie de la pêche. S'y intègrent également certains employés du secteur des services liés à l'activité portuaire, dont son nom *Cordón industrial, pesquero y de servicios*. Comme dans la plupart des cas, l'initiative provient d'un poignée de militants plus que d'une volonté populaire massivement exprimée. Ce Cordon possède des caractéristiques propres. Parmi celles-ci, on peut rappeler que plusieurs essais de coordination l'ont précédé, dont un « Front unique de la pêche » (*Frente Único Pesquero*). Autre trait notable, ce CI est largement animé par des activistes d'extrême gauche. Tout d'abord, si l'on en croit un témoignage, par le MIR. En effet, ce CI est à proximité du campement "Lénine", dirigé par cette organisation. Des militants ouvriers comme Máximo Neira (el « moncho ») ou el « Chico » Astete, dirigeant syndical de l'usine SIGDO KOPPERS sont à la fois cadres du *campamento* et des figures du Cordon industriel. De fait, le campement Lénine est considéré par la presse locale comme un nid révolutionnaire qui alimenterait toute la ville de subversion[1728]. Les archives judicaires de

[1728] Voir le témoignage de Eduardo Agustín Cruz Farias : "Rudy Carcamo Ruiz y su contribución al movimiento popular de Concepción", *Memoriamir*, 23 de marzo de 2005 (in http://www.memoriamir.cl/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=23).

Concepción confirment cette présence active de militants du MIR et peut-être même du PCR (maoïste)[1729]. Dans ce CI, il semble que participe également un petit groupe de militants liés au trotskysme et qui s'organisent autour des entreprises PESQUERA IQUIQUE, SIGDO KOPPERS et RUCAN[1730]. **Quoi qu'il en soit, l'histoire du CI Talcahuano souligne la pluralité du phénomène du pouvoir populaire et les diverses sensibilités politiques qui s'y trouvent confrontées. Déjà, à Santiago, on a pu noter des approches différentes entre des CI pourtant dominés par le même parti (le PS).** C'est le cas par exemple entre le CI Cerrillos et celui de San Joaquín : le second est clairement dominé par des militants au discours plus modéré et légaliste que le premier.

Le 8 avril 1973, le Cordon Talcahuano appelle quant à lui à une mobilisation pour « *le réajustement des salaires, contre la bourgeoisie et la réaction et pour le contrôle ouvrier dans l'industrie de la pêche* »[1731]. Et en juin, *Tarea Urgente* publie *in extenso* son programme de revendications. On peut y lire l'appel au contrôle ouvrier dans *toutes* les entreprises, la nécessité d'expropriations *sans indemnisation*, le tout combiné à un paragraphe sur « *l'internationalisme prolétarien* » et à des demandes plus ciblées, telles la nationalisation des grandes entreprises de pèche de Talcahuano ou le refus de restituer des entreprises réquisitionnées comme CAMANCHACA ou PESQUERA CHILE[1732]. Mais, cette radicalité discursive n'est absolument pas un gage de représentativité du mouvement social local. Un observateur participant comme Maurice Najman a cru bon de qualifier ce CI comme « *l'un des plus puissants du pays* »[1733]. A preuve du contraire, il s'agit pourtant d'une appréciation sujette à caution qui tend à déformer la réalité. La très faible présence de ce CI dans la presse nationale ou dans les témoignages parait plutôt signifier son faible impact réel. D'ailleurs, début février,

---

[1729] Ceci, si l'on en croit les supputations d'une enquête débutée en août 1973 (et reprise pendant la dictature) à propos d'un tract distribué dans le Cordon et qui appelait à l'autodéfense ouvrière (República de Chile, Corte de Apelaciones de Concepción, sumario Nº 69-73, Sección general de investigaciones - prefectura de Concepción - Comisaría de Talcahuano, Oficio N° 18, Talcahuano, 18 de octubre de 1973 - archive facilitée par la chercheuse Eugenia Palieraki).

[1730] Dans leur journal, les militants du Parti Ouvrier Marxiste Révolutionnaire (POMR) disent jouer un rôle de première ligne dans ces activités du Cordon Talcahuano (« Los Cordones Industriales en Concepción », *Trinchera*, Talcahuano, N° 4, abril de 1973). Pour une étude générale des trotskysmes latino-américains : R. J. Alexander, *Trotskyism in Latin America*, Stanford, Hoover Institution, 1973.

[1731] Idem.

[1732] Cordón Industrial Pesquero y de Servicio de Talcahuano, « Anteproyecto Cordón Talcahuano », *Tarea Urgente*, Nº 5, Santiago, 15 de junio de 1973.

[1733] M. Najman, *Le Chili est proche*, *Op. Cit.*, p. 168.

le « comité exécutif » de ce Cordon souhaite toujours voir se réaliser un « *acte public massif et populaire* » qui pourrait démontrer sa force[1734]…

Néanmoins, la multiplication d'essais de coordinations en province atteste de la dimension nationale du phénomène. Nous citerons d'autres exemples dans les lignes suivantes. Mais **notre recherche nous a amené au constat suivant : pour de futures investigations il reste nécessaire de réaliser une histoire, province par province, des expériences de pouvoir populaire qui peuplent l'histoire de l'UP, ce qui suppose la mise en place d'une large équipe de travail associant étudiants et chercheurs.** Car plusieurs villes, grandes et petites, ont été atteintes de diverses manières par cette dynamique de la mobilisation collective. Aussi, à Antofagasta (quatrième ville du pays par la taille), deux tentatives de Cordon ont vu le jour, l'un au nord, le second au sud[1735]. A Osorno, bourg du sud du pays, naît un Cordon inséré dans une zone essentiellement liée à l'économie rurale, avec par exemple l'usine de bois MADERAS PUYEHUE. C'est un secteur avec une forte présence d'indiens Mapuche, dont plusieurs représentants sont affiliés au Cordon. Le Cordon Osorno est présidé par un militant du MIR, Héctor Vega, dont nous avons eu la chance de retrouver la trace et qui nous a livré son témoignage. Ce dernier travaille pour le ministère de l'agriculture dans la région, ce qui lui donne un fort ascendant sur l'ensemble du mouvement social de la zone. C'est seulement en 1971 qu'il intègre le MIR : « *Le Cordon Osorno a été formé a partir de la CUT, ou plutôt il faut nuancer, à partir de syndicats qui étaient membres de la CUT* […], *ce qui s'est passé, c'est que les ouvriers ont débordé la direction de la CUT et ils sont venus chez nous* ». Osorno est une petite ville en contact direct avec les campagnes environnantes : « *il y avait un foyer* [indigène] *Mapuche vers la côte* [océanique], *un centre universitaire donc des étudiants comme élément dynamique et puis les ouvriers, les usines : un abattoir, une usine de lait (CALO), une brasserie et de nombreux employés publics (dont l'activité était très étroitement liée à l'agriculture) et beaucoup de femmes aussi* ». Selon lui, outre les syndicats, c'est cette diversité qui fait la richesse du CI d'Osorno[1736]. Cette coordination est finalement proche de l'idée du Commando communal du fait de sa surface sociale, fait d'ailleurs confirmé dans la presse[1737].

[1734] Comité ejecutivo del Cordón Industrial, pesquero y de servicios, "Cordón Talcahuano", febrero de 1973 (in *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 12, 1 de marzo de 1973).
[1735] *El Mercurio*, Santiago, 9 de mayo de 1973 (repris par J. Magasich, *Op. Cit.*, p. 179).
[1736] Entretien avec Héctor Vega (en français), Santiago, 5 décembre 2001.
[1737] Voir l'analyse de Jaime Arcos, militant de la Gauche chrétienne dans : H. Parra, "Osorno: donde el poder popular se fortalece", *IC. Testimonio Hernán Mery*, Santiago, N° 36, 6 de septiembre de 1973.

Durant la grève d'octobre, ce Cordon se tient en alerte. Dans les quartiers alentours, des tentatives de ravitaillement direct sont organisées. Les locaux de réunion utilisés sont ceux de la CUT départementale. Pourtant, comme le reconnaît Héctor Vega ce n'est que quelques semaines avant le coup d'Etat que ce CI commence à prendre de l'ampleur, et sans jamais représenter vraiment « *une force organisée* » : « *C'était un peu flou, il y avait trop de choses, pour faire marcher tout cela dans une ligne, telle une armée qui avance, c'est facile à dire mais difficile à faire, il te faut la conscience et* [comprendre] *le problèmes de autres…* »[1738]. **Malgré ses faiblesses, le Cordon Osorno possède l'originalité de chercher à introduire dans le débat sur le pouvoir populaire la dimension spécifique des luttes du peuple indigène Mapuche et de combiner revendication du prolétariat urbain à celle de la paysannerie sur des bases de rupture avec le légalisme de l'UP**. De telles prétentions attirent les foudres de l'Intendant PS de la ville, comme de plusieurs fonctionnaires locaux. Ce mécontentement est assurément renforcé par le fait que c'est le MIR et la gauche « rupturiste », qui catalysent politiquement le mouvement. Comme on le verra ces frictions au sein de la gauche tournent quasiment à l'affrontement entre les autorités locales et le CI en juillet - août 1973.

Plus proche de Santiago, se trouve l'important port de Valparaíso. On a déjà cité l'existence des CI El Salto et « 15 Norte » ou encore des tentatives de constitution de Commandos communaux tels que les CC « Reñaca Alto » ou « Nueva Aurora ». Progressivement que ce soit dans le port industriel de Valparaíso[1739] ou dans la ville balnéaire voisine, Viña del Mar, plusieurs coordinations font leur apparition (tel le Cordon « Quilpue » organisé autour de l'industrie KDP ou encore le CI « Las Habas » autour de l'industrie du même nom)[1740]. Si l'on en croit le bilan effectué par Patricia Santa Lucia dans les années soixante-dix, des coordinations apparaissent également à Llanquihue (dans le sud), à Chillán, à Coquimbo, à la Serena ou encore des Commandos communaux à Linares, Temuco et

[1738] Entretien avec Héctor Vega (en français), Santiago, 5 décembre 2001.
[1739] Le port de Valparaíso possède alors plusieurs industries et de grandes raffineries de pétrole comme ENAP de Concon ou encore la fonderie de cuivre ENAMI à Las Ventanas.
[1740] Voir par exemple « A Fortalecer y coordinar los cordones para golpear duro a los patrones », Valparaíso, 3 de agosto de 1973 (in *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 12, 10 de agosto de 1973). Le journal du MAPU de Valparaíso note l'existence de plusieurs autres CI, dont le Cordon Quilpue dès novembre 1972 sur initiative de la CUT locale tout en admettant que c'est le Cordon « 15 Norte » le plus conséquent, malgré d'importants problèmes de fonctionnement (« Los cordones industriales : unión y poder », *Combate*, Valparaíso, Nº 2, noviembre 1972).

Concepción[1741]. De même, la presse militante présente à ses lecteurs plusieurs organismes provinciaux de ce genre, durant les dernières semaines de l'UP. Ainsi, *Tarea Urgente* souligne en juillet 1973 l'apparition de nouveaux Cordons en province (à Talca ou encore dans la petite ville de Curico)[1742]. En août 1973, un correspondant de *La Aurora de Chile* annonce la formation d'un nouveau CI à Viña del Mar, à l'initiative de travailleurs d'industries comme PROMAR, GRATY, SEDAMAR, INCOPA…. Le correspondant ne cache pas les difficultés et les réticences de nombreux militants. **Ces quelques expériences soulignent, une fois de plus, que le passage du *Cordon en soi* au *Cordon pour soi* est loin d'être aisé**.

Malgré cela, le journal affirme, comme pour s'en convaincre, « *ils sont des centaines les Cordons qui ont surgi de par le pays et dans la province de Valparaíso ils sont en train de proliférer, conformément à la conscience que le peuple est en train d'acquérir* »[1743]. Aujourd'hui, l'idée d'une véritable multiplication des coordinations de pouvoir populaire est encore présente dans certains récits de vie. On retrouve cette vision embellie ou impressionniste de la réalité dans les mémoires de Pierre Dupuy, prêtre ouvrier français, travaillant dans le port de Valparaíso pendant l'UP et militant du Parti communiste chilien. Ce dernier offre un témoignage très critique sur l'action des partis de gauche (dont le PC) et en retour "gonfle" délibérément la puissance des Cordons industriels (pourtant décriés par son parti). Décrivant, une unité parfaite d'action entre la CUT et les CI (il est vrai qu'à Valparaíso c'est la CUT qui a appelé à leur formation), il va jusqu'à affirmer que les CI de Valparaíso auraient organisé environ 80 000 hommes. Pour la seule capitale, il avance le chiffre de 180 000 ouvriers (soit plus d'un tiers du prolétariat syndicalisé au niveau national en 1970)[1744] ! On a vu que d'autres témoins donnent parfois cette interprétation surréaliste du pouvoir populaire, tel Hernán Ortega pour les CI de Santiago[1745]. Au contraire, d'autres acteurs de ce processus reviennent avec un œil plus critique sur le passé. C'est le cas de Luís C., militant du MIR à Valparaíso: « *A mon avis le Cordon industriel n'a pas fonctionné en tant que tel à Valparaíso. Cela fonctionnait par quartier : telle zone industrielle va créer son Cordon. A Valparaíso, il y avait des usines qui*

[1741] P. Santa Lucia, « The industrial class and the struggle for power in Chile » dans O'Brien, *Allende's Chile*, pp. 161-165, Praeger Publischers, New York, 1976 et J. Magasich, *Op. Cit.*, pp. 187-192

[1742] *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 10, 27 de julio de 1973.

[1743] « En Viña del Mar, nace un otro Cordón Industrial », *La Aurora de Chile*, Nº 35, Santiago, 9 de agosto de 1973.

[1744] P. Dupuy, *Chili 1967-1973 : témoignage d'un prêtre ouvrier*, L'Harmattan, Paris, 2000, p. 128.

[1745] Entretien avec Hernán Ortega, Iquique, 6 novembre 2001.

travaillaient dans le secteur de la pêche, qui mettaient en boites des fruits de mer, des poissons, mais c'étaient des petites usines. Là, on a pu assez rapidement contrôler ce secteur. Et dans la construction, le bâtiment aussi. Mais si je me souviens bien, on n'a jamais créé une organisation pour toute la ville. C'était toujours les syndicats qui contrôlaient […] *et ils n'étaient pas tellement favorables au processus* »[1746]. Cette impression est confirmée par Ezequiel E., militant communiste de Valparaíso et travaillant comme chauffeur à l'université. Son témoignage confirme que souvent, ce qui est dénommé « Cordon industriel » n'est autre qu'une zone industrielle (ou *Cordon en soi*) sans que cela signifie une coordination structurée de pouvoir populaire : « *A Valparaíso, il y avait une toute petite zone industrielle, pas comme à Santiago.* […] *A Viña del Mar, il y avait une zone qui était plus importante, on ne peut pas dire grande : il y en avait, je ne sais pas, quatre, cinq ou six industries : et çà, nous, on l'appelait un Cordon industriel* »[1747]. **Ces apports de l'histoire orale avalisent les suppositions émises à la fin des années quatre-vingt par l'historien Hugo Cancino selon lesquelles le processus de constitution des Cordons industriels en province est beaucoup plus lent et tronqué que dans la capitale (particulièrement du fait d'une moindre concentration du prolétariat industriel)[1748]. En conclusion, s'il est exact de constater une extension nationale des tentatives de coordinations à partir du milieu de l'année 1973, celles-ci – malgré des caractéristiques propres – paraissent avoir encore plus de limitations que dans la capitale, tant dans leur développement réel que dans leur pouvoir local.** Cependant, et c'est la richesse de l'histoire du pouvoir populaire, certaines de ces expériences montrent la diversité des *praxis* sociopolitiques en cours : l'occupation de la ville de Constitución reste à ce titre un symbole.

X – 2 – 3) L'occupation de Constitución : un double pouvoir local ?

En février 1973, la petite cité balnéaire de Constitución (Région du Maule, au centre du pays) va démontrer temporairement les potentialités concrètes de la consigne du pouvoir populaire en province. Cet épisode est assez bien connu grâce à un reportage effectué sur place, par la revue *Punto Final*[1749]. A cette date, Constitución est une bourgade d'environ 25 000 habitants qui possède une importante classe ouvrière : 10% de la population est employée par

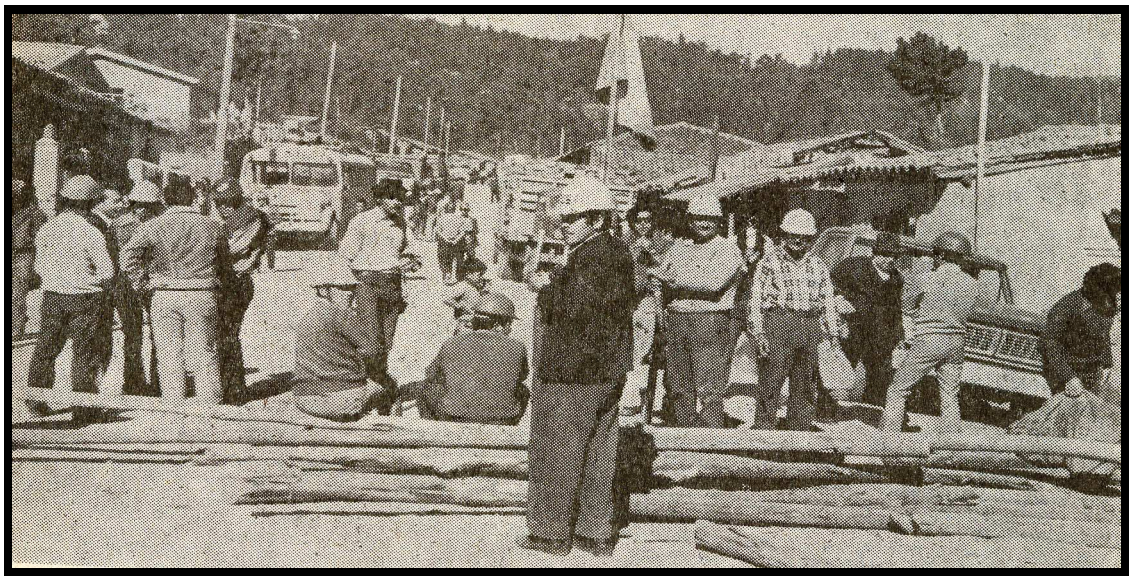
[1746] Entretien avec Luís C., Paris (France), mars 2001.
[1747] Entretien avec Exequiel E., Talence (France), 24 octobre 2000.
[1748] H. Cancino, *Op. Cit.*, p. 339.
[1749] Il s'agit de notre source principale pour ce paragraphe : H. Suárez Bastidas, « Poder popular en la toma de Constitución », *Punto Final*, Suplemento al Nº 183, Santiago, 8 de mayo de 1973.

l'entreprise de transformation du bois, CELCO (Celulosa Constitución), 500 salariés travaillent dans tout ce qui à trait à la coupe du bois et quelques centaines de personnes sont ouvriers du port. Le motif initial du conflit social qui, par la suite, embrase toute la ville, est celui du logement. Le gouverneur de Constitución (qui est aussi militante de l'UP), aurait - selon les *pobladores* - ignoré durant deux années, les revendications des habitants sans logis, alors que 3000 d'entre eux, pour la plupart des ouvriers, vivent dans des conditions d'extrême précarité au sein du campement *Vietnam Héroïco* (dirigé par Nelson Luna Vera – MIR). Infrastructures, transports, marché noir, manque de ravitaillement : les stigmates du mal-développement s'accumulent, alors que la ville est parsemée de luxueuses maisons secondaires de la bourgeoisie locale, inoccupées la majeure partie de l'année. Selon *Punto Final*, pendant l'hiver 1972, les rancoeurs sont aiguisées contre les autorités locales par plusieurs interdictions de manifestations des *pobladores* ou par la répression d'occupation de terrains vides. Finalement, le 21 février 1973 une assemblée (nommée « Assemblée du peuple ») est convoquée. Elle regroupe bientôt une dizaine d'organisations sociales : syndicats ouvriers (en particulier ceux de CELCO), Centre de mères, comités des sans logis, *pobladores* de *Vietnam Héroïco*, étudiants. Cette initiative a l'appui d'un éventail politique de gauche : PS, MAPU, IC, MIR et radicaux (PR) s'y côtoient. Fort de cette présence, l'assemblée proclame la constitution du *Commando communal des travailleurs* (CCT) de Constitución et élabore un document qui exige une solution rapide aux problèmes de logement, de marché noir et réclame la fin de toute poursuite judiciaire contre les dirigeants de *Vietnam Héroïco* (pour usurpation de terres).

Deux mois plus tard, Maria Tejas (le gouverneur) s'obstine toujours et refuse en bloc de discuter de ces revendications. Mal lui en prend, car c'est bientôt à une véritable insurrection populaire qu'elle doit faire face. Le 10 avril, environ 3000 personnes se réunissent à nouveau sur la place centrale, sont présents tous les partis de gauche, à l'exception du PC qui y voit une provocation gauchiste. Les personnes présentes demandent la démission de la gouverneur, mais aussi de l'inspecteur local de la DIRINCO, incapable selon eux de résoudre les problèmes de ravitaillement. En cas de refus, le CCT menace de prendre le contrôle de la ville. D'autre part, il est demandé qu'André Riveiros - dessinateur industriel de CELCO, militant de la Gauche chrétienne et président du CCT – soit nommé comme gouverneur. Enfin, le Commando appelle à former des brigades de surveillance, de ravitaillement, de santé et d'hygiène populaire. Devant le refus de Maria Tejas de céder face à ce chantage, le Commando communal met ses menaces à exécution : occupation du bâtiment du gouverneur, blocage des voies d'accès principales et du chemin de fer, contrôle de la radio locale par laquelle sont diffusées en boucle

les revendications du CCT. Pendant l'occupation, le CCT commence à gérer la ville. La vente d'alcool est interdite et les commerçants réticents sont obligés d'ouvrir et de vendre leurs marchandises aux prix officiels. Par la force des choses, le lendemain, la présidence de la République cède et nomme A. Riveiros à la place de M. Tejas, ce qui décide le CCT à voter la fin de l'occupation. Le nouveau gouverneur commence son mandat par une action énergique en faveur du ravitaillement populaire, en s'appuyant sur les JAP et l'aide de volontaires issus du Commando.

Photo N° 43 : Occupation de Constitución par le Commando communal de cette ville (avril 1973)



Source : *Punto Final*, Santiago, Suplemento al Nº 183, 8 de mayo de 1973

L'expérience de Constitución permet de tirer plusieurs enseignements[1750]. Tout d'abord, la taille réduite de cette localité a pour effet de minimiser la dispersion des actions collectives et de maximiser l'impact de la coordination. Cette action met en mouvement conjointement ouvriers et *pobladores*, rapprochement favorisé par la proximité géographique entre la zone d'habitat et le lieu de travail. Enfin, la réussite de cette mobilisation est le produit de plusieurs champs de lutte (logement, ravitaillement, conflit avec les institutions). **Cette occupation de Constitución fait apparaître le Commando communal comme un véritable contre-pouvoir, qui défie l'autorité locale et même se substitue à celle-ci pendant quelques heures. Indéniablement, on assiste à un exercice partiel de démocratie directe, dans la droite ligne de celle revendiquée par les adeptes du pouvoir populaire**. Certains auteurs ont même voulu y voir un véritable double pouvoir : « *Le succès de la lutte dérive du fait que le Commando parvient à se constituer, dans un premier temps, en autorité parallèle à celui de la bourgeoisie* […]. *Le Commando parvient momentanément à avoir un pouvoir local, pendant qu'il contrôle les flux de la ville et ses activités, faisant triompher le règne le critère de classe des brigades ouvrières et de pobladores* »[1751]. D'autres cherchent avant tout à relativiser ce

[1750] Voir le bilan de E. Pastrana, M. Threlfall, *Pan, techo y poder: el movimiento de pobladores en Chile (1970-1973)*, Ed. SIAP-Planteos, Buenos Aires, 1974.
[1751] E. Pastrana, M. Threlfall, *Op. Cit.*, p. 130.

jugement rapide, rappelant - à juste titre - qu'à aucun moment le CCT ne remet en cause le programme légaliste de l'UP, mais cherche plutôt à faire pression sur une autorité locale incompétente. Ainsi, Hugo Cancino dresse un bilan négatif de cet événement de Constitución, puisque fort de son angle d'approche "allendiste", l'historien chilien note que de telles mobilisations sont défavorables à la tactique politico-instiutionnelle du gouvernement et accélèrent la réarticulation des couches moyennes autour de l'opposition de droite[1752].

Certes, les grands médias conservateurs utilisent l'occupation de Constitución pour agiter le chiffon rouge de l'extrémisme. Dans cette optique, la palme revient sûrement au journal *El Mercurio* qui, dans un éditorial du 20 avril, diabolise cette expérience : « *Pour ceux qui doutent de la mobilisation de l'extrémisme révolutionnaire, le blocus d'une ville devrait leur donner une dimension exacte de ce qui se passe dans notre pays. Il ne s'agit pas de l'occupation d'un établissement éducatif, d'une usine ou d'un domaine agricole, l'objectif est d'une envergure beaucoup plus grande* […]. *Ce dernier élément se met en place par la mobilisation des Cordons industriels, organismes propres d'un pouvoir parallèle que le marxisme veut imposer dans les plus brefs délais* »[1753].

En fait, l'occupation éphémère de Constitución est un moment fort du pouvoir populaire en province. Il dépasse le stade de la simple pression sociale sur une autorité locale pour prendre en main, pendant quelques heures, le contrôle politique de la ville. Cependant, cet actif contre-pouvoir en reste là, une fois l'un des siens à la tête des institutions locales. Si le CCT propose par la suite d'appuyer le nouveau gouverneur, il ne met à aucun moment en avant l'idée de se transformer lui-même en organisme de contrôle démocratique.

XI – 3) Les *pobladores* et le mouvement social urbain en 1973

X – 3 – 1) L'exception des mobilisations collectives de *Nueva La Habana* ?

Nous avons expliqué que la grande grève menée par l'opposition en octobre 1972, est un moment clef dans l'histoire de l'Unité populaire, particulièrement parce qu'elle est un catalyseur qui accélère l'auto-organisation des classes dominées et permet d'esquisser une

[1752] H. Cancino, *Op. Cit.*, pp. 343-344.
[1753] *El Mercurio*, Santiago, 20 de abril de 1973.

unification possible des salariés d'industries de toute taille et des habitants des *poblaciones*[1754]. Pourtant, comme on l'a précisé plus haut, cette période exceptionnelle est suivie d'une nouvelle "division des tâches" au sein du mouvement social urbain entre d'un côté le mouvement ouvrier et de l'autre, les revendications des *pobladores*. Ce manque d'unification des couches populaires s'explique de plusieurs manières, en particulier par le poids d'une histoire de luttes séparées entre un mouvement ouvrier né au début du siècle et les mobilisations collectives des sans-logis, qui ne démarrent vraiment que dans les années soixante. Malgré tout, plusieurs indices montrent qu'il ne s'agit pas d'une orientation inéluctable du processus révolutionnaire, mais plutôt du résultat d'un rapport de force social, politique, culturel, mais aussi du mode de participation segmenté que propose l'UP au mouvement social. En province, le cas de l'occupation unitaire de Constitución le rappelle et, dans la capitale, la preuve en est avec l'histoire du campement *Nueva La Habana*.

En 1973, on assiste dans l'ensemble des *poblaciones* organisées du pays, à un renouveau des mobilisations autour de la « bataille de la consommation » et du ravitaillement autogéré. Cette réactivation fait suite à une importante période de flottement et de régression en termes de fonctionnement collectif. A *Nueva La Habana*, ce sont désormais les cadres *pobladores* et sympathisants du MIR qui prennent en main le campement, puisque les cadres de l'organisation ont été brusquement réorientés vers le travail militant au sein des usines au cours de l'année 1972. C'est donc après une forte démobilisation, la multiplication des conflits internes et la retombée vers l'apolitisme de nombreux *pobladores* que s'ouvre une « troisième période » de l'histoire de *Nueva La Habana*[1755]. Celle-ci voit se constituer une interaction plus fluide entre la base et les dirigeants locaux. Les mobilisations s'orientent autour d'un discours marqué par la revendication du pouvoir populaire et non plus seulement de consignes plus traditionnelles. Cela favorise une dynamique propre de "pouvoir populaire local" et une ouverture de *Nueva La Habana* vers d'autres secteurs sociaux, dont les salariés du Cordon Vicuña Mackenna voisin ou encore la mise en place du Commando Communal de La Florida[1756].

[1754] Une même personne pouvant, bien sur, appartenir à ces deux catégories : c'est le cas par exemple d'un ouvrier vivant à *Nueva La Habana*, à la fois donc salarié de l'industrie *et* poblador

[1755] C. Castelain, « Histoire du campamento Nueva Habana », *Espaces et Sociétés*, Paris, N° 15, avril 1975, pp. 117-131.

[1756] Voir Chapitre VIII à ce propos et les témoignages de A. Pérez et de M. Olivares (entretiens réalisés à Santiago, le 6 mai 2002 et le 4 juillet 2002).

Durant l'année 1973, « *dans le secteur de la Florida, les couches populaires gagnaient de plus en plus de pouvoir, grâce au Commando communal et au Cordon industriel de Vicuña Mackenna. Le campement se transformait en un grand magasin du peuple achalandé de tissus, couvertures, habits d'enfants, citernes pleines en permanence de fuel, alors que les magasins des quartiers chics étaient démunis* »[1757]. **Un trait saillant de ce moment de l'histoire du campement est la montée en puissance des travailleurs de la construction, représentés par Abraham Pérez au niveau du directoire de *Nueva La Habana*[1758]. Ces salariés du « front de la construction » prennent de plus en plus d'initiatives et tendent à remplacer les "chefs" historiques du campement (la *jefatura*), en général des chômeurs ou des travailleurs temporaires de la petite industrie qui se trouvent de plus en plus absorbés par leurs responsabilités partisanes**. Cette évolution est observable dès 1972 : dans la mesure où le travail volontaire s'essouffle, ce sont les travailleurs de la construction (dont la majorité habitent à *Nueva La Habana*) qui effectuent les gardes de nuit, surveillent le matériel sur place, préparent de matériel d'autodéfense en cas d'attaque des forces de police ou de l'extrême droite[1759]. Politiquement, ces salariés se distinguent souvent du MIR puisque, comme l'ensemble de leurs camarades de la CORVI[1760], ils sont davantage sensibles au discours du Parti socialiste. La tendance à une meilleure synergie *pobladores*/ouvriers de la construction, mais aussi à un déplacement politique du MIR vers le PS aurait sûrement été confirmée par les élections de la *jefatura*, avortées par le coup d'Etat. Par contre, le clivage existant entre les salariés de la grande industrie, habitant sur le *campamento* et le reste des *pobladores* est toujours important, voire s'accentue au cours de cette troisième période. Cette différenciation est accentuée par les formes d'intervention du gouvernement, essentiellement orientées vers l'intégration des ouvriers des grands monopoles et par la concentration du MIR sur le militantisme ouvrier. Finalement, au travers de *Nueva La Habana*, on retrouve les principales variables du processus de mobilisation d'un mouvement social urbain. Parmi celles-ci, la place occupée par tel ou tel secteur du mouvement social dans la lutte des classes, les relations existantes et établies entre les institutions, le gouvernement et le mouvement social, la dialectique des rapports entre base sociale et partis politiques (et les formes d'interventions

---

[1757] C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973. Op. Cit.*, pp. 96-97.
[1758] Entretien réalisé à Santiago, le 6 mai 2002.
[1759] C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973. Op. Cit.*, p. 97 et pp. 164-168.
[1760] Corporación de la Vivienda. Organisme public dépendant du ministère du logement, chargé d'élaborer tous les plans sociaux et de la coordination des constructions prises en charge par l'Etat.

choisies par ces partis ou le gouvernement), ou encore la réussite des militants de gauche pour faciliter la résolution des contradictions existantes au sein des couches populaires dans une perspective d'unification et de transformation des rapports sociaux.

Si l'on tente d'établir un tableau récapitulatif de la dynamique de *Nueva La Habana*, on arrive au bilan suivant[1761] :

Tableau N° 13

Bilan des mobilisations collectives du campement *Nueva La Habana* 1970-1973

Période concernée durant l'Unité populaire	**Etapes des mobilisations collectives à *Nueva La Habana***	**Agents sociaux mobilisés à *Nueva La Habana***	**Variables dues à des interventions politiques nationales et/ou locales**			
			Interventions économiques du gouverne- - ment en faveur de :	**Résultats immédiats de la politique Etatique**	**Base sociale d'appui du MIR à *Nueva La Habana***	**Interventions du MIR sur le *campamento* et relations base/direction**
1970-1971	*Organisation interne et luttes revendicatives*	*Ouvriers industriels et de la construction, travailleurs temporaires,*	*Ensemble du salariat*	*Améliorations économiques et sociales sans précédents, participation populaire*	*Ouvriers industriels et de la construction, travailleurs temporaires, chômeurs*	*Travail de politisation et organisation interne, mobilisation des pobladores* -

[1761] D'après C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973. Op. Cit.* (voir en particulier le bilan effectué p. 103).

		chômeurs				*Relation verticaliste direction/base*
1971-1972	*Luttes revendicatives et affaiblissement de l'organisation interne*	*Ouvriers de la construction, travailleurs temporaires, chômeurs, baisse de participation des ouvriers de la grande industrie*	*Salariat de la grande industrie et de l'Etat, tentative de protection du petit patronat*	*Amélioration sociale de la situation du salariat de la grande industrie et de l'Etat, Revendications accrue des autres secteurs sociaux*	*Ouvriers de la construction, travailleurs temporaires, chômeurs*	*« Tournant ouvrier » des cadres du MIR – augmentation du rôle des militants* pobladores *et baisse de la participation – Distanciation entre base et direction*
1972-1973	*Renouveau du taux de participation autour du ravitaillement direct et revendication du « pouvoir populaire »*	*Ouvriers de la construction, travailleurs temporaires, chômeurs, clivage*	*Salariat de la grande industrie et de l'Etat*	*Crise généralisée et perte d'une grande partie des améliorations sociales, essoufflement de la participation*	*Ouvriers de la construction, travailleurs temporaires, chômeurs*	*Nouvel investissement des militants* pobladores *en faveur du ravitaillement direct et du « pouvoir*

		avec les ouvriers de la grande industrie		*populaire*		*populaire »* - *Amélioration de l'interaction entre la base et la direction du* campamento

Indéniablement, au travers de ces trois grandes étapes de l'histoire du campement *Nueva La Habana,* nous retrouvons également les freins multiples auxquels est confrontée la *praxis* du « pouvoir populaire ». Ainsi, l'absence de la généralisation de mesures sociales prises par l'Etat en faveur de l'ensemble des couches défavorisées, approfondit l'émiettement du mouvement social urbain entre certaines portions de la classe ouvrière d'un côté et les *pobladores* mobilisés de l'autre : « *Cette différenciation, qui se traduit par des programmes sociaux qui favorisent une catégorie sociale aux dépens d'une autre, retentit sur la mobilisation, sur l'orientation de la lutte de classes, sur la cohésion sociale interne du campamento* »[1762]. Cette parcellarisation renforce d'ailleurs les méthodes verticalistes de la gauche chilienne et le mode de direction « caudilliste ». A ce propos, C. Castelain note que si l'organisation du MIR sur la base de différents « fronts de lutte » est assez efficace pour la répartition du travail entre militants, « *elle s'oppose en partie à la conscientisation des masses populaires non politisées et elle favorise la parcellarisation selon le sexe* »[1763]. Le MIR semble d'ailleurs avoir eu conscience de plusieurs de ces défauts : manque d'union entre les différents fronts de lutte, apathie de la base et manque de participation, coupure entre base et direction, maintien de la domination masculine et mécontentement des femmes, manque d'implication de la jeunesse, etc…

Les militants miristes ont essayé de corriger ces éléments négatifs, à partir d'une nouvelle expérience, celle du *campamento* Yolanda Schwartz, fondé en avril 1973. De petite

[1762] C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973. Op. Cit*., p. 104.
[1763] Ibid., p. 237.

taille, issu de l'organisation de 50 familles, puis de 100 au moment du coup d'Etat, il est beaucoup plus aisé à gérer que *Nueva La Habana* (1600 familles). De plus, une plus forte coordination est impulsée grâce au travail culturel qui devient un pôle centralisateur/décentralisateur des actions collectives et de l'information, chaque *manzana* devant être articulée à celui-ci. A Yolanda Schwartz, l'animation du *campamento* est l'œuvre de *pobladores* ayant une longue expérience personnelle dans les campements et non de militants extérieurs (souvent étudiants) comme à *Nueva La Habana*. En 1973, le MIR a désormais la capacité humaine pour ce genre d'expériences. La participation des *pobladores* est d'autant plus facile, que les cadres sont aussi obligatoirement membres de deux *manzanas* et que la problématique du machisme et de l'intégration des femmes est abordée dès les origines. Autre avantage, le MIR donne toute sa dimension à l'aspect psychologique de telles pratiques sociales et des étudiants consacrent leur temps libre à aider la cohésion interne du groupe par le biais de discussions collectives et individuelles. Cet essai n'a eu que quelques mois d'existence et rien de permet d'en tirer des conclusions hâtives. Il mérite cependant d'être mentionné comme une amélioration possible des formes d'auto-organisation des *pobladores*. **D'une manière plus générale, l'année 1973 est aussi celle de fortes mobilisations collectives autour du ravitaillement. Celles-ci sortent du cadre d'une problématique spécifiquement liée aux *pobladores* puisqu'elle touche l'ensemble de la société. C'est précisément la revendication du ravitaillement direct, qui enclenche une dynamique unitaire au sein du mouvement social**.

X – 3 – 2) « *Ravitaillement pour les pauvres et rationnement pour les riches* ! »

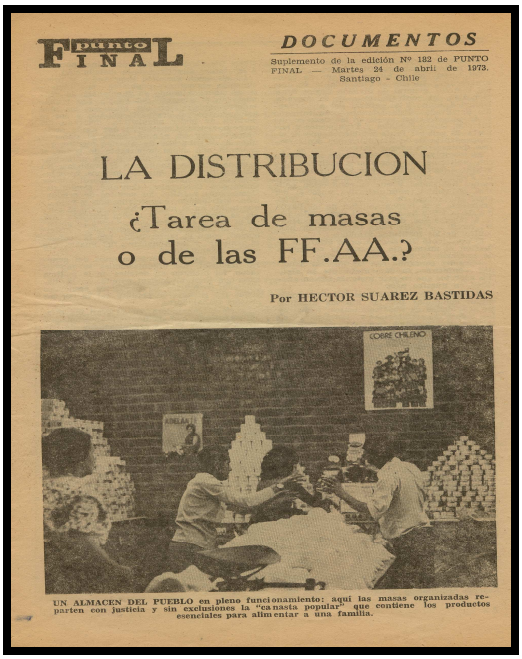
Durant l'année 1973, la bataille du ravitaillement fait trembler la société chilienne. Nous avons vu, dans la troisième partie, comment la proposition du « panier populaire » par le ministre F. Flores, a pu être mise en application dans une perspective de rupture par certains secteurs sociaux, avec comme consigne le « *ravitaillement direct* ». Cet appel, soutenu par l'aile rupturiste de l'UP et la gauche extraparlementaire va à l'encontre de la tactique légaliste du gouvernement. C'est également pour cette raison qu'Allende, avec comme souci de réaffirmer le pouvoir étatique, donne la gestion de cette épineuse question à des généraux, tel le Général Bachelet. **Après avoir du être les garants de la propriété privée d'une partie des usines occupées (plan Prats-Millas), de hauts dignitaires militaires sont invités par le gouvernement à réorganiser la sphère de la circulation des marchandises. Ils sont ainsi impliqués toujours plus dans la garantie de l'ordre social** et vont progressivement avoir

pour bête noire cette « révolution par en bas » qui sourde de toute part. Et à plusieurs reprises, c'est le président de la République lui-même qui condamne le « *spontanéisme* » de ceux qui pourraient agir contre le système de distribution étatique[1764].

Pourtant, le gouvernement - malgré son faible pouvoir de contrôle sur les entreprises de distribution - se montre la plupart du temps incapable de répondre à l'ensemble des besoins urgents de la population. Certains parlent même de « *répartition de la misère* », puisque, en août 1973, le Secrétariat national de la distribution ravitaille plus de 167 000 familles (parmi les plus pauvres) avec une quantité de marchandises normalement prévue pour un maximum de 80 000 d'entre elles[1765]. Les critiques militantes sont d'autant plus amères que les agences de distribution étatique ne livrent pas toujours l'ensemble des produits et qu'elles se permettent d'alimenter des quartiers chics de Santiago, ou encore, sur ordre du Général Bachelet, d'approvisionner les forces aériennes[1766]. Ainsi, la revue *Punto Final* (proche du MIR) interpelle le gouvernement, en se demandant si la distribution doit être sous contrôle des forces armées ou du mouvement social :

[1764] Cité dans *El Rebelde*, Santiago, Nº 76, 11 de abril de 1973.
[1765] C. Aguirre, "El abastecimiento y las tareas del poder", *Chile Hoy*, Santiago, Nº 65, 13 de septiembre de 1973.
[1766] C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973*. Op. Cit., p. 192.

Photo N° 44 : Première page de la revue *Punto Final* sur la question de la distribution



Source : *Punto Final*, Santiago, suplemento al Nº 182, 24 de abril de 1973

Dans de telles conditions, les partisans du « pouvoir populaire » et ses agents mobilisés entendent faire savoir leur mécontentement. A *Nueva La Habana*, les *pobladores* envisagent la généralisation de leur méthode de ravitaillement direct à d'autres quartiers de la ville. Le 27 mars 1973, le directoire du campement se réunit afin de faire le point[1767]. Il est annoncé que le nouveau plan du Général Bachelet est de "rationaliser" la livraison des produits de base, c'est-à-dire de diminuer de moitié la distribution du « panier » effectuée par les supermarchés MONTSERRAT et de remplacer tous les gérants civils par des officiers. Malgré l'essoufflement de la mobilisation sur le *campamento*, il est décidé plusieurs actions en coordination avec d'autres *poblaciones*. Parmi le répertoire d'actions collectives évoquées, on trouve l'installation de postes de gardes devant MONTSERRAT, l'usage de la manifestation de rue ou encore la séquestration pendant quelques heures d'un gérant d'une agence de distribution.

Le 29 mars, ce sont les dénommés « commandos des magasins populaires » qui envahissent l'édifice des Agences Graham et expriment devant la presse les mêmes

[1767] Cette réunion rassemble une quarantaine de pobladores, délégués de *manzanas*, ainsi que des membres de la *Jefatura*. Voir C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973. Op. Cit.*, p. 190.

revendications[1768]. A cette époque, une autre coordination apparaît régulièrement : le Commando provincial de ravitaillement direct, dirigé par le syndicaliste Luís Cáceres.

Photo N° 45 : Mobilisation des *pobladores* du Commando provincial de ravitaillement direct (1973)

Source : A. Joxe, *Le Chili sous Allende*, Paris, Coll. Archives, Gallimard, Paris, 1974

« *Nous avons mis en avant la nécessité de s'organiser au niveau communal, à partir de Las Condes, commune réactionnaire, où s'est formé le premier comité local de ravitaillement avec 200 familles* – déclare ce dernier. […] *Avec deux délégués par commune sur les douze qui participent, nous avons formé le Commando provincial.* […]. *Actuellement, on ravitaille plus de 200 000 familles inscrites ; dans chaque réunion générale tous les quinze jours, on se rend compte de comment on travaille* »[1769]. Comme le remarque Jorge Magasich, les chiffres avancés par ce militant sont sûrement exagérés[1770]. On peut néanmoins supposer que plusieurs

[1768] "¡Abastecimiento popular va!", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 17, 5 de abril de 1973.

[1769] Entretien avec Luís Caceres dans *Tarea Urgente*, Santiago, N°12, 10 de agosto de 1973. Selon un autre entretien, ce sont tout d'abord 7 campamentos qui se sont unis et sont à la base du « Commando » (« Los trabajadores y el Poder popular », *Punto Final*, Santiago, Suplemento al Nº 183, 8 de mayo de 1973).

[1770] Si on garde les statistiques avancées dans *Punto Final* (136 000 familles ravitaillées), plusieurs centaine de milliers de personnes seraient organisées dans ce Commando, ce qui parait très peu probable (au vu du peu de mention qui en est fait dans la presse, même de gauche ou dans les documents des partis politiques). Voir également : Dialogo con Luís

milliers de personnes sont en contact avec ce type de distribution directe, au travers de divers organismes. Luís Cáceres se dit même opposé au panier populaire tel qu'il a été proposé par le gouvernement : selon lui, la solution serait celle d'une centrale d'achat nationale, « *contrôlée directement par les pobladores* », mais sous la direction et la planification économique du gouvernement. Luís Cáceres se plaint justement de l'abandon de pans entiers de la population à des formes précaires d'auto organisation : « *ça ne peut pas être tout le temps les pobladores qui fassent des travaux volontaires, comme nous le faisons depuis le mois d'octobre* [1972]! »[1771].

Le 30 mars, un représentant du Cordon industriel Panamericana Norte intervient publiquement pour donner son appui aux Commandos de ravitaillement, au nom des ouvriers de Conchali et Quilicura. Marcos Prie annonce ainsi la résolution des entreprises du Cordon de fournir les produits des usines de l'Aire sociale directement à ce type d'organismes[1772]. A la mi-mars 1973, des essais de centralisation s'organisent indéniablement. A Santiago, se tient la « *première rencontre provinciale de ravitaillement* », à laquelle participent 200 délégués du Commando provincial de ravitaillement et du Commando provincial des magasins populaires. A cette occasion des représentants des Cordons industriels, du syndicat unique de la construction et de Conseils paysans sont présents[1773]. Luís Cáceres se prononce pour le « *renforcement d'une organisation unique de pobladores et des travailleurs qui soit capable d'impulser une politique claire, autonome des organismes étatiques et qui reflète principalement les intérêts du pouvoir populaire* ». Dans la même optique, un des membres de la direction du Commando provincial des magasins populaires souligne que l'objectif n'est pas moins de construire « *une centrale prolétaire de la distribution* ». Quant au coordinateur général du Commando de ravitaillement direct, il répète que l'un des problèmes est la gestion bureaucratique de la distribution organisée par certains membres de la fonction publique et des militants de l'UP. La plate-forme de lutte de cette première rencontre affirme la nécessité du contrôle ouvrier de la production et du contrôle populaire de la distribution, ainsi que la constitution d'une seule et unique centrale de distribution, qui inclurait l'ensemble des

---

Cáceres, Lenín Cruz, Humberto Eduardo Díaz, José Zambrano (Comando Provincial de Abastecimiento Directo) in « Los trabajadores y el Poder popular », *Punto Final*, Santiago, Suplemento al Nº 183, 8 de mayo de 1973.

[1771] *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 2, 25 de febrero de 1973.
[1772] H. Suárez Bastidas, "¿La distribución tarea de las masas o de la FFAA?", *Punto Final*, Santiago, suplemento al Nº 182, 24 de abril de 1973.
[1773] "Trabajadores del abastecimiento. Primer encuentro Nacional", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 14, 15 de marzo de 1973.

entreprises de produits de première nécessité[1774]. L'un des slogans affiché est : « *ravitaillement pour les pauvres et rationnement pour les riches* !».

Début avril 1973, les *pobladores* passent à l'offensive et décident d'occuper les locaux de la CENADI afin de protester contre le manque d'approvisionnement des *campamentos*. De nombreux habitants des quartiers pauvres sont présents, venus de *Lo Hermida*, *Yolanda Schwartz*, *Nueva La Habana*… Ce dernier est une fois de plus à la pointe de l'organisation. Finalement, l'objectif qui consiste à occuper les locaux de CENADI échoue, car les salariés de cette entreprise (dont certains du PC et du PS) s'y opposent en bloquant l'entrée. Et ce sont les gardes mobiles qui dispersent violemment cette manifestation, alors que les *pobladores* résistent. Un grand nombre de femmes enceintes se retrouvent d'ailleurs prises au piège et il est probable que la tentative d'enlever Alejandro Villalobos, projetée par un commando d'extrême droite, est ajournée du fait de la présence dissuasive de l'intendant général de Santiago, J. Faivovitch[1775]. De telles actions collectives se multiplient dans les mois qui suivent à Santiago.

En province, le problème est tout aussi aigu. Des essais d'unifications ouvriers/*pobladores* - restés épars - paraissent exister, quoique de manière plus fragile. Par exemple, du 13 au 15 avril se tient à Talcahuano une « *rencontre communale de ravitaillement* » dont la commission organisatrice est composée de membres de la CUT locale, des Cordons industriels, JAP, comités de quartiers, commerçants, etc.…[1776]. En janvier, à San Felipe, c'est le premier congrès départemental des JAP qui réclame une carte de rationnement ; alors qu'en mai, à Concepción, une JAP communale est organisée afin de centraliser l'ensemble des problèmes de ravitaillement. Parallèlement, dans les campagnes - notamment à Ñuble et Cautín -, plusieurs expériences novatrices de distribution et d'échanges sont menées.

Ces luttes ont continué sporadiquement dans tout le pays, y compris avec la volonté d'unir les JAP, le monde paysan et les Cordons industriels. Dans la commune de Maipú, cette question se pose régulièrement. En mai 1973, le tout nouveau secrétaire général de la JAP communale (militant MAPU) appelle à ce que de tels liens se réalisent. Jaime Cataldo note qu'un accord a été établi avec un Conseil paysan afin de commercialiser directement, grâce aux JAP, leurs produits. Il ajoute que de telles conversations sont en cours avec le Cordon industriel

---

[1774] "Encuentro provincial: el pueblo en la distribución", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 15, 22 de marzo de 1973.
[1775] C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973. Op. Cit.*, p. 193.
[1776] "Poder Popular en Talcahuano", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 18, 12 de abril de 1973

Cerrillos[1777]. C'est en juillet, qu'apparaît un « Commando unique de ravitaillement » à Maipú. Son ambition est de réunir la JAP communale et les différentes organisations de *pobladores*. L'objectif prioritaire de ce Commando est de se coordonner avec le Cordon Cerrillos et le Conseil communal paysan de Maipú, « *pour affronter de manière coordonnée et unie l'offensive de la droite armée et afin de présenter une plate-forme de lutte révolutionnaire de toute la classe travailleuse* »[1778]. La synergie, entre dynamique des Cordons et ravitaillement direct, est bien un des défis de cette période pour le mouvement social. Pourtant, le pari est partiellement perdu. De fait, à la fin août 1973, les militants de Santiago favorables au ravitaillement direct placent encore parmi leurs objectifs « *que se créent les conditions nécessaires pour forger l'unité des pobladores, travailleurs de DINAC et les Cordons industriels* »[1779]…

Photo N° 46 : Ravitaillement direct dans une *población* de Santiago (juin 1973)

Source : *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 29, 28 de junio de 1973

[1777] Le premier avril 1973, un congrès de toutes les JAP locales de la zone ont nommé une direction de 15 personnes pour former la JAP communale ("Control popular sobre el abastecimiento piden pobladores en congreso de JAP en Maipú", *Poder*, Santiago, Nº 1, 12 de mayo de 1973).

[1778] « Comando único de abastecimiento en Maipú: los pobladores también tiran pa'rriba », *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 10, 27 de julio de 1973.

[1779] Voir l'article sur un incident survenu entre l'intendance de Santiago et le Commando Provincial de ravitaillement : le samedi 25 août 1973, les comités de ravitaillement de la commune La Granja se présentent au magasin de San Eugenio pour retirer leur marchandise. Celle-ci apparaît insuffisante pour tout le monde selon les informations du comité de production des travailleurs de l'entrepôt. Le Commando décide alors d'occuper le magasin (*Tarea Urgente*, Santiago, N° 15, 6 de septiembre de 1973).

D'autre part, **si l'extension des Commandos de ravitaillement dessinent eux aussi, en pointillés, certains des contours de ces « Commandos communaux de travailleurs », tant loués par le secteur « rupturiste » de la gauche, leurs capacités d'actions effectives sont restées très limitées, tant dans l'espace que dans le temps**[1780]. Le 2O août 1973, le Commando de ravitaillement direct annonce une mobilisation dans le centre de Santiago et réitère désespérément les mêmes revendications en faveur du « *pouvoir populaire dans la distribution* »[1781]. A peine 10 jours avant le coup d'Etat, ces *pobladores* organisés occupent les bureaux de la DINAC afin de demander le retrait du gérant général : une nouvelle fois les pratiques bureaucratiques et le légalisme aveugle sont dénoncés, sans succès[1782]. En fait, ce type de Commando semble agir concrètement dans quelques communes au sein des *campamentos*, mais il en reste surtout au stade d'organisme de pression sur l'appareil gouvernemental : l'initiative est laissée au gouvernement, qui refuse toute action qui pourrait apparaître illégale ou contraire aux intérêts de la petite bourgeoisie commerçante. Selon Michel Raptis, **les Commandos renferment la même ambiguïté que les JAP. Celle-ci émane de leur composition interne. Ils sont parfois formés de représentants élus de la base mais surtout de partis gouvernementaux qui co-gèrent ces organismes : ainsi, d'une manière ou d'une autre, ils restent sous la tutelle de l'Etat**[1783].

En juin 1973, le gouvernement envoie au Parlement un projet de loi dont l'objectif est d'essayer d'améliorer la centralisation de la production de l'APS et cherche à imposer aux intermédiaires le respect des canaux légaux de distribution et les prix officiels. **Le projet prévoit d'assurer à chaque famille un volume d'articles de base dans les lieux de commercialisation classiques là où ils existent ou dans le cas contraire, de s'appuyer sur les organes de vente directe. Cette volonté est rejetée sans surprise par l'opposition, majoritaire au Congrès : l'UP butte à nouveau contre les carcans que lui imposent les institutions de l'oligarchie chilienne**[1784]. Malgré tout, le gouvernement cherche à trouver une issue constitutionnelle au problème du ravitaillement. Début septembre 1973, le ministre de l'économie, José Cadémartori (PC) annonce, avec force propagande, l'inauguration de

---

[1780] J. Magasich, *Op. Cit.*, pp. 100-101.
[1781] « El abastecimiento popular, aunque les duela a momios vacas, de todas maneras va », *Clarín*, Santiago, 20 de agosto de 1973.
[1782] « Pobladores se tomaron DINAC y poden salida de los burócratas », *Clarín*, Santiago, 3 de septiembre de 1973.
[1783] M. Raptis, "Note sur les JAP", *Op. Cit.*, pp. 129-131.

« coopératives de consommateurs ». L'idée est de fournir, par le biais de coopératives de salariés de diverses industries ou de *pobladores* d'un quartier, les articles essentiels à la population. Le ministre reconnaît le poids toujours plus grand que représentent pour la population les queues interminables et l'ampleur du marché noir. Quelques dizaines d'heures avant le coup d'Etat, il admet devant une assemblée de *pobladores* : « *Si nous avions les armes légales nécessaires, en six mois, nous en terminerions avec ces délinquants économiques* ». Malgré tout, J. Cadémartori persiste à croire qu' « *une nouvelle étape s'ouvre dans la politique économique du gouvernement, destinée à fournir le maximum de sécurité aux travailleurs du pays, afin qu'en tant que consommateurs, ils reçoivent avec certitude le ravitaillement nécessaire sans spéculation et sans queue* [à effectuer] » [1785]. Deux jours plus tard, la violence de l'intervention armée montre la dimension tragique d'une telle déclaration, qui veut encore croire à la possibilité de reformes institutionnelles, alors que le terrorisme d'Etat est aux portes du pouvoir.

[1784] "Dirección nacional de distribución", *Puro Chile*, Santiago, 11 de junio de 1973.
[1785] "Sentenciadas a muerte: especulación y colas", *El Siglo*, Santiago, 9 de septiembre de 1973.

Chapitre XII) Le « tancazo » et ses suites

XII – 1) Le "Tancazo" : répétition générale ou test des résistances ?

XII – 1 – 1) Le soulèvement militaire et la reprise du dialogue avec la Démocratie chrétienne

Avant que ne se déroule l'épreuve finale qui met fin à l'Unité populaire, les bruits de bottes des soldats se font de plus en plus présents (au Chili, on parle des « bruits de sabres »). On l'a vu, après l'attentat contre le Général Schneider en octobre 1970, un nouveau plan de déstabilisation est prévu dès 1972. Dénoncé par Allende, le "plan septembre" est finalement déjoué. Fort de leur théorie de la « constitutionnalité des forces armées chiliennes », les directions de la gauche parlementaire comptent toujours sur la loyauté d'une majorité des officiers, pour faire contrepoint à la tentation de certains de se lancer dans un coup d'Etat. Comme le rappelle Alain Joxe, une analyse sereine de l'histoire chilienne porte pourtant plutôt à mettre en doute une telle mythification au vu du rôle politique réactionnaire joué régulièrement par les militaires au cours du vingtième siècle[1786]. Même si les responsables du gouvernement ne sont pas dupes sur les velléités putschistes de quelques généraux, Allende répugne à faire "le grand ménage" au sein de l'armée, de peur d'augmenter le nombre de mécontents au sein de l'institution. Et, surtout, il se refuse à mettre en œuvre ce que réclame à corps et à cris le MIR : la démocratisation des forces armées, le droit de vote pour les soldats et l'introduction du débat politique en leur sein. Dans les hautes sphères de l'Etat, c'est le Général Prats, Commandant en chef des forces armées, qui a eu le plus clairement conscience des failles de la théorie de la gauche chilienne. Même si Prats est un fervent légaliste et d'accord pour tout faire afin de chercher le consensus dans le cadre institutionnel, il note (dans son journal intime) que suite aux élections législatives de mars 1973, pour la droite, le sort du gouvernement est scellé : « *L'échec* [pour l'opposition] *de cet ultime recours constitutionnel - que aurait pu se traiter avec élégance démocratique – levait tous les doutes de l'opposition sur un fait fondamental : le gouvernement devait chuter en 1973. Il restait à élucider comment : soit en poussant les forces armées à prendre pleinement le pouvoir de manière transitoire* […] *ou en*

[1786] A. Joxe, « L'armée chilienne et les avatars de la transition », *Les Temps Modernes*, Paris, N° 323, juin 1973 et *Las fuerzas armadas en el sistema político chileno*, Santiago, Ed. Universitaria, 1970.

créant une situation de « poire mûre », qui oblige le président Allende à renoncer »[1787]. Quelques semaines plus tard, il écrit : « *Le temps dira si les forces armées vont se maintenir unies. Dans leur sein, chaque jour un processus de polarisation devient plus évident* »[1788]. **Effectivement à cette date, la préparation du coup d'Etat est en cours et Prats est de plus en plus critiqué par l'opposition, voire injurié dans la presse et dans les rues, et même pris à parti par l'extrême droite pour son respect de la politique gouvernementale. La conspiration - encore souterraine - est lentement préparée avec le soutien intellectuel, logistique et financier du gouvernement des Etats-Unis, comme cela a été abondamment prouvé depuis**[1789]. Le 28 juin, le Général Sepúlveda, chargé du commandement militaire de la capitale, annonce des arrestations dans l'armée et donne la raison de l'état d'urgence, décrété la veille à Santiago : une tentative de putsch serait imminente. Le matin du vendredi 29 juin, les effectifs de l'unité militaire dirigée par le Colonel Souper, composée de plusieurs chars et de plus de 400 soldats, se lancent à l'assaut du ministère de la défense et encerclent, la Moneda (le palais présidentiel). Allende appelle ses partisans par radio à occuper immédiatement les usines et à descendre dans la rue. Dans l'urgence, le président prononce quelques phrases, qui lui seront durement reprochées par la suite : « *J'appelle le peuple à occuper toutes les industries, les entreprises, qu'il soit en état d'alerte, qu'il vienne au centre ville mais pas pour devenir une victime ; que le peuple sorte dans la rue, mais pas pour se faire mitrailler. Il doit le faire avec tous les éléments qu'il a en main… L'heure venue, le peuple aura des armes* »[1790]. **Ce discours est l'un des rares où Allende suggère sans détours un armement possible de ses partisans face à une intervention militaire.** Quelques instants plus tard, il se ravise appelant les ouvriers à rester dans les usines : la tentative avorté essentiellement grâce à l'action décisive du Général Prats qui étouffe dans l'œuf la rébellion[1791].

[1787] C. Prats, *Testimonio de un soldado*, *Op. Cit.*, p. 396.
[1788] Cité par Luís Vitale dans « El gobierno de Salvador Allende », *Para recuperar la memoria histórica*, *Op. Cit.*, p. 219.
[1789] Nous ne pouvons revenir ici en détail sur cette dimension essentielle de l'histoire chilienne. Pour avoir accès à de nombreux documents secrets déclassifiés sur cette ingérence de Washington, voir le site Internet officiel suivant : http://www.gwu.edu/~nsarchiv/latin_america/chile.htm.
[1790] Nous utilisons la traduction française effectuée par J. Magasich (*Op. Cit.*, p. 181).
[1791] Voir son récit dans C. Prats, *Testimonio de un soldado*, Pehuen, Santiago, 1985, pp. 417-426 et aussi l'action de l'escorte d'Allende (GAP) : P. Quiroga, *Compañeros. El GAP: la escolta de Allende*, Aguilar, Santiago, 2001, pp. 93-104.

Cette insurrection des tanks, restée dans les mémoires sous le sobriquet de « *tancazo* », apparaît plus comme un test des résistances populaires, que comme une véritable répétition générale du futur coup d'Etat. Elle est un point de référence pour l'armée car elle permet au secteur *pro-golpista*[1792] d'évaluer les obstacles. Peu à peu les officiers modérés sont marginalisés et se trouvent face au dilemme d'une possible rupture des forces armées, possibilité toujours rejetée par les généraux "constitutionnalistes". Mais, le 29 juin 1973, les forces armées *en tant qu'institution* ne se mettent pas en mouvement. Un officier comme le Général Pinochet, toujours considéré par l'UP comme loyaliste, participe même à l'écrasement du régiment de blindés[1793]. Le soutien le plus visible au *tancazo* vient du groupe d'extrême droite *Patria y Libertad*, dont les responsables - une fois réfugiés dans l'ambassade d'Equateur - regrettent d'avoir été "lâchés" par une partie des officiers. Dans ces conditions, à midi, tout risque de soulèvement important est passé… **Paradoxalement, la polarisation de l'armée et l'imminence évidente d'un coup de force n'ouvre pas les yeux de l'UP sur le positionnement ouvertement contre-révolutionnaire qu'est en train de prendre l'armée.** Ainsi, pour le Parti communiste, l'essai manqué du Colonel Souper serait la preuve que « *les plans de la droite pour impliquer les forces armées dans une aventure partisane ont échoué* » et de « *la solidité de nos institutions armées qui ont accompli avec patriotisme et intransigeance la mission que leur confère la Constitution* ». Le journal ne tarit pas d'éloges pour celui qui sera finalement le bourreau de la révolution chilienne, le Général Pinochet, notant sa « *dignité et fermeté* »… L'article se conclut ainsi : « *Les travailleurs ont pleine confiance dans les soldats de la patrie et respectent leur sobriété, discipline, honnêteté et patriotisme. Ceux qui attaquent les forces armées sont des aventuriers réactionnaires et fascistes* »[1794]. **Ce que l'on pourrait qualifier aujourd'hui comme un aveuglement dogmatique de toute une partie de la gauche chilienne explique que pour la grande majorité du mouvement social, l'une des consignes phare reste jusqu'au coup d'Etat : « *Non à la guerre civile* »… alors que celle-ci est en pleine préparation.**

Dans les semaines suivantes et afin de redonner un peu d'air à son projet de révolution pacifique et par étapes, Allende cherche à renouer le dialogue avec la Démocratie-chrétienne.

[1792] "*Golspista*" désigne en espagnol les hommes favorables au putsch, au coup d'Etat (le "*Golpe de Estado*").
[1793] A. Pinochet, *El día decisivo*, Santiago, Andrés Bello, 1980.
[1794] *El Siglo*, Santiago, 29 de junio de 1973 (cité par L. Vitale, *Op. Cit.*, p. 223). Voir également L. Corvalán, Secretario General del PC, "Jornada del pueblo y los soldados de la República", *El Siglo*, Santiago, 1° de julio de 1973.

Auparavant, il constitue un nouveau cabinet d'où sont exclus plusieurs ministres - accusés par le Parlement de pratiques contraires à la Constitution - et dans lequel prend place à nouveau le Président de la CUT, cette fois-ci J. Godoy (dirigeant communiste), en tant que ministre du travail : la subordination du mouvement syndical est donc maintenue et institutionnalisée. Quant à l'option de vouloir trouver un point de consensus avec la DC, elle est appuyée avant tout par le PC, alors que les socialistes y rechignent. Finalement, ces négociations sont facilitées par le rôle d'intermédiaire que se propose de jouer le Cardinal Raúl Silva Henríquez. Pourtant, malgré les efforts de l'Eglise catholique, cet appel au « consensus national » en vue d'éviter tout affrontement sanglant apparaît, à ce moment, comme presque anachronique. La DC, parti d'inspiration chrétienne, si elle accepte finalement le dialogue, ne le fait que pour reconnaître, fin juillet, que toute conversation avec le gouvernement « *est arrivée à une voie sans issue* ». Dans son échange de lettres avec Allende, les exigences de P. Aylwin sont : interdiction de toute occupation d'usines et autres formes d'action directe, réduction et délimitation stricte du secteur nationalisé et intégration renforcée des militaires à la gestion du pays[1795]. Quelques semaines auparavant, Eduardo Freí, dirigeant de la DC et président du Sénat, fait la une du *Mercurio* et de *La Prensa* pour expliquer que l'une des principales préoccupations de l'opposition est le développement du pouvoir populaire. La DC, troisième force du pays au sein du mouvement ouvrier et très implantée dans les milieux à bas revenus, tient à préciser : « *le dénommé pouvoir populaire n'est pas le peuple du Chili. Il s'agit de groupes politiques qui s'autoqualifient* [de représentants du] *peuple et prétendent soumettre, par la force, les autres travailleurs* »[1796].

Photo N° 47 : Déclaration du président du Sénat (DC) contre le pouvoir populaire (juillet 1973)

[1795] Salvador Allende - Patricio Aylwin, "Las cartas del diálogo entre el Gobierno y la Democracia Cristiana", Santiago, 31 de julio y 1° de agosto de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, pp. 4842-4849).

[1796] E. Freí, Presidente del Senado, "Poder popular no es pueblo de Chile", Santiago, 7 de julio de 1973 (in *La Prensa*, Santiago, Nº 980, 8 de julio de 1973).

LA PRENSA
DE SANTIAGO

Fundado el 22 de octubre de 1970. Moneda 1155 — Teléfono 80220 Casilla 270 - V
Edición de 20 páginas

Santiago y Provincias:
Semana ..... E° 15,00
Domingo ..... E° 20,00
Provincias de Tarapacá, Antofagasta, Aisén y Magallanes (Aéreo):
Semana ..... E° 20,00
Domingo ..... E° 25,00

Domingo 8 de Julio de 1973

AÑO III — N° 980

"PODER POPULAR" NO ES EL PUEBLO DE CHILE

DECLARACION DE LOS PRESIDENTES DEL SENADO Y LA CAMARA

El presidente del Senado, Eduardo Frei Montalva, tras la declaración del Parlamento sobre los momentos actuales que vive el país. A su lado, el presidente de la Cámara

Dans sa réponse, Salvador Allende réaffirme quant à lui, avec conviction, la tactique politico-institutionnelle contenue dans le programme de l'UP. Il égrène un à un les points qui, selon lui, auraient été acceptés dans un premier temps par les deux partis : le respect de l'autorité gouvernementale et de l'Etat de droit, le rejet de tout processus insurrectionnel ou anticonstitutionnel et la promesse d'une délimitation claire de l'Aire sociale. Cela signifie qu'Allende serait apparemment prêt à faire promulguer la réforme constitutionnelle Hamilton-Fuentealba qui vise à réduire comme une peau de chagrin l'APS et surtout rendre définitivement illégale toute future occupation d'usine... Dans cette missive, le premier mandataire du pays souligne néanmoins son attachement « *au développement du pouvoir populaire, relié au gouvernement et sans produire d'antagonismes avec le régime institutionnel* »[1797]. Les engagements présidentiels, pourtant importants, ne suffisent toujours pas. La DC, jouant un rôle de pivot du système politique chilien, a définitivement basculé dans le camp de la droite[1798]. Ce qui hante avant tout sa direction, c'est la dynamique de lutte de classes en cours, que ni l'UP, ni le gouvernement n'apparaissent capables de contrôler entièrement. De manière symptomatique, lors du dernier échange de lettres avant la rupture définitive du dialogue, début août, la DC insiste : le danger est l'apparition du pouvoir populaire, « *pouvoir de fait armé, manifestement inconstitutionnel* »[1799]. Comme nous le verrons, cette présentation sous un jour paramilitaire du pouvoir populaire fait partie intégrante

[1797] Salvador Allende - Patricio Aylwin, "Las cartas del diálogo entre el Gobierno y la Democracia Cristiana", Santiago, 31 de julio y 1° de agosto de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, pp. 4842-4849).
[1798] Voir à ce propos les réflexions d'Alain Touraine (*Vie et mort du Chili populaire*, *Op. Cit.*).
[1799] Salvador Allende - Patricio Aylwin, "Las cartas del diálogo entre el Gobierno y la Democracia Cristiana", Santiago, 31 de julio y 1° de agosto de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, pp. 4842-4849).

de l'offensive idéologique de l'opposition afin de préparer l'intervention de l'armée (voir le paragraphe XIII – 2 – 2).

Le MIR, dès le 29 juin, tire des leçons de la tentative de putsch et souligne la nécessité de lancer « *une grande contre-offensive révolutionnaire et populaire* » afin de mettre en place une politique de rupture : « *Créer et renforcer le pouvoir populaire, en créant les Commandos communaux de travailleurs dans toutes les communes du pays, en assumant le contrôle et la surveillance des communes et la direction des luttes de la classe ouvrière et du peuple ; lutter pour la démocratisation des forces armées et des carabiniers et pour la surveillance et l'emprisonnement des officiers réactionnaires et putschistes ; impulser de cette manière avec plus de force que jamais la lutte pour remplacer le Parlement bourgeois par l'Assemblée du peuple et pour imposer l'établissement d'un véritable gouvernement des travailleurs* »[1800]. Pour le secrétaire général du MIR, le dialogue voulu par le gouvernement avec la direction de la DC désarme le processus révolutionnaire au lieu de le renforcer, laisse du temps à la réaction pour s'organiser[1801]. Il voit dans la réponse d'Allende, les prémisses de la capitulation définitive du gouvernement face au patronat[1802].

Même s'ils sont moins radicaux, le PS et la gauche chrétienne sont aussi très critiques[1803]. Et c'est depuis le syndicat ELECMETAL, que Carlos Altamirano choisit de s'exprimer, dans un discours qu'il adresse aux Cordons industriels, le 13 juillet 1973. Selon, le secrétaire général du Parti socialiste : « *En ce moment, toute forme de transaction avec la droite sert seulement à encourager les groupes factieux qui opèrent en leur sein* [des forces armées]. *Certains prétendent insinuer « des dialogues démocratiques » avec la Démocratie chrétienne. Nous, les socialistes, nous pensons que le dialogue est possible avec toutes les forces politiques qui se définissent contre les exploiteurs, contre l'impérialisme. Nous impulsons et développerons le dialogue au niveau de la masse, avec les travailleurs, qu'ils militent ou pas, mais nous rejetons catégoriquement tout dialogue avec des partis et des*

[1800] Secretariado general del MIR, "Declaración", Santiago, 29 de junio de 1973 (in V. Farias, *Op.Cit.*, Tomo 6, pp. 4777-4780).

[1801].

[1802] MIR, "A pesar de la capitulación, el pueblo seguirá luchando", *El Rebelde*, Nº 94, Santiago, 13 de agosto de 1973

[1803] Pour ce qui est de la IC, voir : Luís Maira (Izquierda Cristiana), "La estrategia de la DC y el diálogo", Santiago, agosto de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 6, pp. 4857-4858).

directions réactionnaires, contre-révolutionnaires... ». S'il s'adresse aux Cordons industriels, un tel discours est aussi dirigé au gouvernement. Pour Altamirano, si le peuple en bleu de travail et celui en uniforme ne forme qu'un, le seul moyen d'abattre la réaction est le pouvoir populaire : « *les travailleurs de tout le pays se sont organisés dans les Cordons industriels, Commandos communaux, Conseils paysans, comités de défense et de surveillance et dans d'autres organismes, qui constituent les germes d'un embryonnaire, mais déjà puissant, pouvoir populaire et configurent une barricade inexpugnable contre toute tentative insurrectionnelle de la bourgeoisie* »[1804].

[1804] C. Altamirano, « Nadie puede negarle al pueblo el derecho a su propia defensa », Discurso pronunciado el 13 de julio de 1973 en el sindicato Elecmetal, Santiago (in *La Nación*, Santiago, 14 de julio de 1973). Voir la reproduction de ce discours en Annexe N° 28.

Photo N° 48 : C. Altamirano s'adresse aux Cordons industriels depuis l'usine ELECMETAL (juillet 1973)

Aux côtés de C. Altamirano (à droite), on peut apercevoir A. Cruces, président du CI V. Mackenna

La teneur de cette intervention est proche de celle du MIR et on peut légitimement questionner la responsabilité politique d'un tel lyrisme romantique révolutionnaire, alors que le pouvoir réel des CI reste très limité, sans perspectives et incapable, dans ces conditions et sans armes, de résister puissamment à tout nouvel essai de soulèvement militaire. Dans son journal de bord, Gonzalo Martínez, observateur du processus et ambassadeur du Mexique, note le 10 juillet 1973 : « *Le Chili se trouve dans la conjoncture historique entre le crépuscule historique d'un socialisme embryonnaire ou immature et la véritable lutte pour la libération et le dépassement de tant d'aliénations. Ceci s'obtiendra seulement quand les socialistes pourront se détacher d'une de leurs plus négatives contradictions : l'idéologie qui se congèle dans une étape de son processus historique et qui, de ce fait, reste très en arrière des évènements qui se déroulent dans la réalité.* […] *Aujourd'hui comme jamais, ils faut qu'ils descendent jusqu'au sol dur de la réalité ou sinon, ils seront bruyamment vaincus par le poids des circonstances objectives* »[1805].

[1805] G. Martinez, *Instantes de decisiones: Chile 1972-1973*, Mexico, ed. Gribaljo, 1998, p. 118.

XII – 1 - 2) La réaction du pouvoir populaire

S'il est un premier aspect qui frappe, lorsque l'on tire le bilan du soulèvement militaire du *tancazo*, c'est l'absence complète de réaction politico-militaire de la part du pouvoir populaire ou des partis de gauche. En effet, durant les quelques heures de fortes tensions où le régiment de blindés numéro 2 menace d'envahir le palais présidentiel, aucun « pouvoir populaire armé » fantasmé par la droite, ni même aucun dispositif de résistance structuré, de la part des organisations de gauche, n'a fait mine de s'opposer. Mis à part quelques francs-tireurs et la garde de la Moneda, le Colonel Souper a pu occuper les rues de la capitale en toute tranquillité jusqu'à ce que d'autres officiers décident de le stopper. Il ne fait pas de doute que la gauche est alors incapable d'affronter dans une logique de guerre civile, les forces armées putschistes, alors que les appuis qu'elle possède *de manière organisée* au sein des soldats et sous-officiers sont insuffisants. En même temps, cette absence presque totale de réaction, ne serait-ce que de manière sporadique, confirme l'inexistence de dispositifs politico-militaires massifs prêts à se mobiliser en quelques heures. Cette leçon est cruciale pour l'avenir et, ni la droite, ni les officiers, ne l'oublieront. Ainsi, le Général Pinochet au cours d'une réunion d'officiers, le 29 juin, note parmi les point positifs du *tancazo*, le fait que « *les extrémistes ont montré les dispositifs qu'ils ont dans le Cordon (au centre et à l'extérieur de la ville), ainsi que les armes qu'ils possèdent* »[1806]. Alors que l'affrontement est proche, ce sont les militaires qui apparaissent comme les maîtres du jeu politique et en particulier les officiers, traditionnellement proches de l'oligarchie chilienne. Cependant, l'enquête orale laisse penser qu'au sein des Cordons industriels les plus organisés, particulièrement celui de Cerrillos, un plan de défense armée a été souhaité par de nombreux ouvriers et même imaginé (nous développons cette thématique dans le paragraphe XVI - -). **D'autre part, il serait complètement erroné d'affirmer qu'il n'y pas eu de réaction du mouvement ouvrier face au putsch. Bien au contraire, la tentative *golpista* (« putschiste ») produit un électrochoc profond sur les secteurs populaires organisés, mais avant tout sur une base défensive et non armée.**

Le vendredi 29 juin, à 9 heures du matin, les ouvriers des Cordons de Santiago commencent à écouter avec frayeur les annonces à la radio d'un danger imminent de coup d'Etat, puis le bruit des mitrailleuses au loin. La CUT publie, au même moment, un communiqué qui appelle à occuper les usines, à paralyser la production et à organiser des

[1806] A. Pinochet, *El día decisivo*, Op. Cit., p. 99.

comités de défense et de surveillance par secteurs[1807]. Les partis de gauche font de même. Ainsi, la déclaration publique du PS appelle – suivant ainsi les ordres d'Allende - à occuper toutes les usines qu'elles soient de l'APS ou du secteur privé. Parallèlement, le comité central de ce parti invite ses militants à défendre les locaux du parti et à rester en contact avec les salariés de leur lieu de travail[1808]. Les instructions du Cordon Cerrillos sont également en conjonction avec celui de la centrale syndicale : un premier appel est lancé à 9 heures 25 et un second après 11 heures[1809]. Progressivement au niveau de tous les Cordons, la résistance s'organise. Les ceintures industrielles de Santiago sont en pleine effervescence, les locaux des syndicats sont l'objet d'incessantes allées et venues, les réunions sont permanentes, entrecoupées de tour de garde, de prise de contact avec les autres usines, avec la direction des partis politiques, etc… Luís Ahumada en témoigne pour le Cordon Vicuña Mackenna : « *Les ouvriers sont allés dans leurs usines et les ont toutes occupées. Dans cette conjoncture, nous avons réussi un niveau de communication que nous n'avions jamais atteint et que nous n'avons jamais obtenu par la suite. Toutes les usines communiquaient entre elles, tout le monde en alerte, en l'attente d'instructions. Nous avons reçu des instructions de base et obtenu une mobilisation bien préparée, en nous téléphonant, avec des messagers et une série de formules pré-établies qui fonctionnaient assez bien. Je dirai que cela a été le moment de la plus forte organisation du Cordon* »[1810]. Selon la *Aurora de Chile*¸ durant cette matinée, le Cordon Cerrillos parvient à réunir les délégués de 80 usines du secteur[1811]. Malgré tout, la direction des Cordons reste en proie à de nombreuses difficultés de fonctionnement. Le Cordon O' Higgins, dirigé par Sergio Chávez se mobilise également. Selon ce dernier, le CI aurait démontré à cette occasion sa capacité à mettre sur pied « *une véritable protection organisée dans chaque usine et un réseau de communications qui en seulement quelques minutes peut réunir des milliers de*

[1807] CUT, "Orden del día del Comité directivo de la CUT", Santiago, 29 de junio de 1973 (in P. Bravo, "Secuela del golpe: un claro avance popular", *Punto Final*, Santiago, Nº 88, 17 de julio de 1973). Analysé quelques jours plus tard, par un éditorial du *Mercurio*, cet « ordre du jour » est décrit comme une tentative de « *porter à l'extrême la collectivisation du pays* » (« La CUT ordena toma de industrias », *El Mercurio*, Santiago, 3 de julio de 1973).

[1808] PS, "Orden del día del partido socialista", Santiago, 29 de junio de 1973 (in *La Aurora de Chile*, edición especial, junio de 1973) et Subsecretariado del frente de masas del comité regional centro del PS, A. Briones, « Instructiva », Santiago, 2 de julio de 1973 (in *La Prensa*, Santiago, 6 de julio de 1973).

[1809] Cordón Cerrillos, « Comunicado del Cordón Cerrillos", Santiago, 29 de junio de 1973 (in F. Zeran, "El poder popular en acción", *Chile Hoy*, Santiago, Nº 56, 1 de julio de 1973).

[1810] Entretien avec L. Ahumada et P. Muñoz, La Serena, 24 Juin 2002.

[1811] "Cordones Industriales a la Ofensiva", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 33, 26 de julio de 1973.

travailleurs dans n'importe quel point où se présente une urgence provoquée par le fascisme »[1812].

Photo N° 49 : Surveillance ouvrière dans les Cordons de Santiago durant le *tancazo*

Source : *El Mercurio*, Santiago, 2 de julio de 1973

Plusieurs usines du secteur privé sont occupées durant cette journée au niveau du Cordon O'Higgins, dont OPTICAS RODENSTOCK, l'usine de vêtements El AS, PRECISION HISPANA et MODETAL. Et, fait symbolique, Luís Figueroa (président de la CUT – PC) et R. Calderón (secrétaire général de la CUT – PS) décident de s'installer dans l'usine YARUR, le temps que le danger de coup d'Etat soit passé[1813]. Au Cordon San Joaquín, les ouvriers sont retranchés dans les usines et des Comités de ravitaillement et de surveillance structurés.

Cette forte mobilisation est aussi présente en province, par exemple à Valparaíso. Pierre Dupuy se rappelle : « *Aussitôt le travail se paralyse. Nous réunissons les camarades et leur donnons la consigne d'aller monter la garde dans tous les lieux de travail. Nous fonçons à la CUT. L'ordre est donné à tous les travailleurs de s'emparer de leur entreprise. Nous revenons à nos ateliers et nous hissons le drapeau sur le toit. Toute la ville est ainsi pavoisée. Les travailleurs sont mobilisés sur place toute la journée, sans manger.* […] *Des gardes de nuit sont organisées dans toutes les usines, les fabriques, les raffineries, pour empêcher les sabotages et les attentats* »[1814]. A Arica, le CI des usines électroniques est réactivé, à Concepción, on lance la formation de Commandos communaux, des municipalités (comme à la

[1812] « Cordón O'Higgins: organización para el triunfo revolucionario », *La Nación*, Santiago, 12 de julio de 1973.
[1813] « Entrevista a los Cordones industriales », *Chile Hoy*, Santiago, Nº 56, 1 de julio de 1973.

Florida), des lycées, des administrations sont occupés du Nord au Sud[1815]. Plusieurs supermarchés de Santiago, sont aussi occupés avec l'appui du Cordon Vicuña Mackenna[1816].

En fait, les initiatives des salariés organisés se multiplient en utilisant leur expérience passée, notamment celle d'octobre 1972. Quelques uns se préparent même, dans l'urgence, face à une éventuelle lutte armée : casques, boucliers artisanaux, éléments de barricades, matériel pouvant servir de combustible sont préparés de bric et de broc. L'idée est d'essayer de gagner du temps et de voir comment évolue la situation. Mais surtout c'est l'arme de *la toma* (l'occupation d'usine) qui est de nouveau au centre du répertoire de l'action collective. On assiste à un véritable déferlement d'occupation d'usines dans tout le pays. Même si les chiffres varient selon les sources à ce propos, ce sont certainement plusieurs centaines d'usines qui sont ainsi investies[1817]. *El Mercurio* fait de nombreuses descriptions de celles-ci et insiste sur les cas - réels d'ailleurs - où les entreprises sont occupées par une minorité de salariés contre l'avis majoritaire de l'assemblée[1818]. Pour ce qui est du Cordon Vicuña Mackenna, on dispose de plusieurs cas concrets.

A COBRE CERRILLOS (plus de 300 salariés), les salariés contrôlent l'entreprise, maintiennent la production, travaillent au « *coude à coude avec les exécutifs, qui n'ont pas fait d'objection à cette action* ». Dans l'entreprise alimentaire LUCHETTI, ce sont 502 salariés qui assument le contrôle de l'usine, suite à un vote en assemblée et afin de répondre à l'appel de la CUT[1819]. Cependant, comme dans de nombreuses autres entreprises, cette occupation ne s'effectue pas sans heurts, et ce jusqu'au sein des militants de gauche présents. L'entreprise métallurgique ALUSA est aussi occupée (par 200 travailleurs). Ici encore la production est maintenue et le personnel exécutif est proscrit de l'usine. Le dirigeant syndical déclare au *Mercurio* que l'occupation est motivée par l'appel de la CUT mais tient à souligner qu'il s'agit que « *l'entreprise passe sous le pouvoir des travailleurs* » et qu'en ce sens tout appel de la CUT à lever l'occupation sera rejetée[1820]. Dernier exemple parmi de nombreux autres, l'usine

---

[1814] P. Dupuy, *Op. Cit.*, p. 127.
[1815] F. Zeran, "El poder popular en acción", *Chile Hoy*, Santiago, Nº 56, 1 de julio de 1973.
[1816] *El Cordobazo*, Nº 2, Santiago, 28 de junio de 1973 (facsímilé reproduit dans *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 32, 19 de julio de 1973).
[1817] 300 selon Robert Moss (R. Moss, *Chiles' marxist experiment*, *Op. Cit.*, p. 202) ; « *plus de 400* » selon la presse d'opposition (« Grave situación crea el poder popular. Gobierno y la CUT siguen con las tomas », *La Prensa*, Santiago, 9 de julio de 1973) et 520 industries selon un journal du MAPU ("El tanquetazo y los Cordones Industriales", *De Frente*, Santiago, Nº 15, 20 de julio de 1973).
[1818] « Intervendrán industrias tomadas por marxistas », *El Mercurio*, Santiago, 5 de julio de 1973.
[1819] A noter que LUCHETTI, malgré son importance économique, ne fait pas partie de la liste des nationalisables selon le gouvernement.
[1820] « Banderas en Industrias ocupadas », *El Mercurio*, Santiago, 4 de julio de 1973.

FABRILANA[1821]. Le 29 juin, au matin, FABRILANA tourne à son rythme normal. C'est alors qu'un ouvrier de la section machinerie donne l'alarme, après avoir cru comprendre que des tanks entourent la Moneda. Les informations sont floues mais les dirigeants syndicaux décident de se réunir immédiatement avec les différents organismes du système de participation. Après avoir écouté l'appel de la CUT, confirmé par celui d'Allende, l'assemblée générale se réunit et distribue les tâches. Quatre commandos sont formés : défense et protection de l'industrie, ravitaillement, mobilisation et communication, premiers secours. C'est Sergio Rojas, chargé du Commando de défense qui se met en contact avec quatre autres industries proches : MUEBLES EASTON, VINEX (industrie viticole), l'usine productrice de verre VIDRIOS LIRQUEN et l'industrie IRT (électronique). Chaque comité de défense est composé de 8 hommes qui se mettent d'accord pour lever des barricades sur les avenues stratégiques du secteur (spécialement la rue Aysen qui donne l'accès à Vicuña Mackenna). Parallèlement, un groupe d'ouvriers réquisitionnent, parfois violemment, une dizaine de bus. Ils sont regroupés à FABRILANA et servent plus tard à transporter les salariés du CI à la concentration organisée face au palais présidentiel. Comme le reconnaît plus tard, un des responsables du CI, l'organisation des ouvriers s'est effectuée « *en improvisant sur plusieurs aspects* », cependant selon lui, une telle expérience laisse « *un enseignement majeur aux travailleurs pour le jour où nous aurons à défendre notre gouvernement avec les armes au poing* ».

A midi, la conjoncture s'éclaire et l'échec du coup d'Etat du Colonel Souper est patent. A trois heures de l'après midi, le Cordon Cerrillos se réunit dans l'usine FANTUZZI avec la présence de nombreux délégués[1822]. Tout d'abord, lors de cette réunion, un premier bilan du *tancazo* est dressé. Par la suite, s'ouvre un débat entre les membres de la CUT présents et les dirigeants du Cordon sur la marche à suivre dans l'immédiat. Les premiers souhaitent une grande manifestation jusqu'au centre ville dans le but d'appuyer le gouvernement. Les dirigeants du Cordon accueillent froidement cette proposition qui signifie laisser le Cordon sans la présence massive des travailleurs. Ils souhaiteraient, au contraire, voir se renforcer l'occupation et les mesures de défense. Finalement une position médiane est trouvée : la manifestation est approuvée, mais en laissant d'importants contingents de salariés dans les usines. Certains ouvriers conspuent vertement leurs dirigeants, dénoncent la faiblesse de l'UP

[1821] Ce récit est basé sur la description détaillée qu'en fait un "correspondant populaire" dans : "FABRILANA: ejemplo en la lucha antifascista", *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 30, 5 de julio de 1973. A noter que cette usine est composée dans sa majorité de femmes.

[1822] Délégués qui représenterait 100 000 salariés selon *De Frente*, chiffre délibérément gonflé pour des raisons de propagande ("El tanquetazo y los Cordones Industriales", *De Frente*, Santiago, N° 15, 20 de julio de 1973).

et réclament des armes pour pouvoir se défendre eux-mêmes : « *Nous ne voulons pas aller au centre-ville la poitrine nue !* ». Rigoberto Quezada, administrateur de l'importante usine SUMAR-POLIESTER et militant PS se rappelle du malaise ouvrier : « *Nous étions mécontents de certaines attitudes du gouvernement, surtout le fait de ne pas avoir agi avec promptitude durant le tancazo.* […] *La seule chose qu'ils aient faite a été de renforcer l'ennemi et affaiblir le peuple. Lors de cette réunion qui s'est réalisée dans l'après-midi du "coup", tous les ouvriers réclamaient, ils n'étaient pas satisfaits de l'action du gouvernement* »[1823].

Photo N° 50 : Réunion du Cordon Cerrillos, le 29 juin 1973

Source : *Temple*, Santiago, Santiago, N° 6, agosto de 1973

Malgré cela, la direction des CI doit justifier une nouvelle fois, face aux salariés les plus combatifs, la tactique défendue par l'UP et la nécessité d'avoir confiance dans le gouvernement et les forces armées « constitutionalistes ». Et ce jusqu'à l'absurde… Selon Sergio Chávez, président du Cordon O'Higgins, si l'armée n'était pas intervenue, les ouvriers l'auraient fait mais… sans armes : « *Si le 29 juin, il n'y avait pas eu des forces loyales au gouvernement à l'intérieur des forces armées, nous les travailleurs – organisés dans les Cordons industriels et les Commandos communaux - nous serions sortis dans les rues pour affronter les antipatriotes*

[1823] Témoignage de Rigoberto Quezada, recueilli par Miguel Silva (*Los Cordones industriales y el socialismo desde abajo*, *Op. Cit.*).

et les fascistes, sans armes à feu, avec notre courage et notre mysticisme »[1824]. Finalement, le soir du 20 juin, une foule monstre gagne le centre de Santiago. Durant le défilé qui se termine sous les balcons de la Moneda, les CI arborent fièrement leurs banderoles. Il s'agit d'une manifestation combative et parmi les mots d'ordre, deux idées reviennent sans cesse : distribuer les armes au peuple et surtout « *Fermeture du congrès bourgeois !* ». Grand tribun et fin politique, Allende fait face à ces cris répétés avec calme et, au risque de décevoir, il refuse de fermer le Congrès, annonce qu'il respectera toujours la Constitution et rend un hommage appuyé à la loyauté des forces armées. Après avoir admis la nécessité d'un référendum à court terme, pour entériner une évolution institutionnelle du pays, il invite ses partisans à rentrer chez eux (afin « *d'embrasser vos femmes et vos enfants* » dit-il) et pour le lendemain « *travailler plus, produire plus, se sacrifier plus pour le Chili* »[1825].

Une telle option, suivie de l'annonce d'un nouveau dialogue avec la DC, est reçue avec mécontentement par les militants les plus radicaux. Ils pensent, à l'image de P. Dupuy (militant PC), que « *l'immense effort de mobilisation des travailleurs est anéanti…* »[1826]. Ce recul est même par la suite source d'autocritique de la part des membres de l'UP. Ainsi, dans un discours retransmis par la radio le 4 août, Oscar Guillermo Garretón rappelle que le peuple a demandé à Allende la fermeture du Congrès national et reconnaît : « *Cependant, il n'y pas eu de réponse en accord avec la force politique qui a surgi du tancazo. Même plus, la perspective qui s'est ensuite ouverte a été davantage un recul qu'une avancée* »[1827]. Aujourd'hui, certains témoins tentent, néanmoins, de dédouaner partiellement Allende, pour insister sur une erreur collective des militants de gauche. Selon Miguel R. (militant PS) : « *On aurait dû prendre nos responsabilités, couper des têtes. On ne l'a pas fait ! Je veux dire le gouvernement ne l'a pas fait. Mais je me mets aussi dans l'équipe, en tant que travailleur… Mon parti, il écoutait ma voix et il était écouté plus haut. Mais nous on n'a rien fait.* »[1828]. **L'ex-dirigeant du MIR, Pascal A. Allende suggère quant à lui – et de manière convaincante - que finalement la**

[1824] Sergio Chávez, presidente del Cordón O'Higgins, « Para triunfar sobre el fascismo bastan las duras manos obreras », *La Nación*, Santiago, 12 de julio de 1973.

[1825] Salvador Allende, "Discurso al pueblo del 29 de junio de 1973", Santiago, 30 de junio de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 6, pp. 4471-4476).

[1826] P. Dupuy, *Op. Cit.*, p. 127.

[1827] Oscar Guillermo Garretón (Secretario General del MAPU), "Discurso radial del 4 de agosto de 1973", *De Frente*, Santiago, Nº 18, 10 de agosto de 1973.

[1828] Entretien avec Miguel R., Floirac (France), 31 juillet 2000.

période contre-révolutionnaire du processus chilien a débuté dès cette période et non pas au moment du coup d'Etat[1829].

Malgré la désillusion, les CI ont démontré durant cette épreuve de force une importante progression de leurs capacités de réaction collective. **On assiste à la consolidation d'un nouveau sujet populaire, dont la participation et le pouvoir local se renforce. Au niveau de la conscience politique, on peut parler d'une avancée significative. Des milliers de personnes se sont montrées prêtes à défendre leur lieu de travail, mais ceci souvent de manière désorganisée et avec peu de préparation préalable.** Bien plus que quelques hypothétiques Commandos communaux, ce sont les Cordons industriels qui constituent l'avant-garde de ce processus. Si elles restent soumises à l'orientation légaliste de l'UP, ces organisations ont néanmoins acquis une relative marge d'autonomie, qu'elles mettent d'ailleurs à profit durant quelques jours lors des grandes mobilisations de juillet 1973.

XII – 2) Le Parti communiste et les Cordons industriels en 1973

XII – 2 - 1) Le changement de tactique du PC

Nous avons expliqué que jusqu'à la mi 1973, l'attitude du Parti communiste, si elle ne s'oppose pas en soi à l'idée du pouvoir populaire, cherche à en promouvoir des formes qui soient avant tout utiles à la politique gouvernementale et qui facilitent la « bataille de la production ». En ce sens, les CI *tels qu'ils existent* sont régulièrement critiqués par cette collectivité politique, qui les considère globalement comme une aventure gauchiste, potentiellement dangereuse pour la stabilité de l'UP et de la CUT[1830]. Malgré tout, la tentative de putsch de juin 1973 a montré clairement que les Cordons industriels sont désormais une

---

[1829] "*El 17 de julio el MIR realizó un combativo acto de masas en el Teatro Caupolicán. Además de Miguel Enríquez habló Carlos Altamirano. Las agudas contradicciones entre el sector reformista agrupado alrededor de Allende y la Izquierda de la UP llevaron a un virtual colapso de la conducción colectiva de este frente. El PS y el MAPU radicalizaron verbalmente sus políticas, rechazando todo intento de alianza con la DC. Propiciaron abiertamente el poder popular alternativo, la disolución del Congreso y el armamento del pueblo. La reagrupación revolucionaria al margen de la UP parecía una posibilidad inminente y la influencia política del MIR creció. Pero al mismo tiempo las claudicantes políticas gubernamentales produjeron desconcierto, confusión y luego una creciente desilusión popular. El ascenso de la movilizacion de masas que había alcanzado su cumbre más alta como respuesta al "tanquetazo", inició a partir de julio una rápida declinación. Al punto que se podría situar en ese momento el inicio de un período contrarrevolucionario*" in A. Pascal Allende, « El MIR, 35 años de Lucha », *Punto Final*, Nº 447, Santiago, agosto del 2000 ; N° 478, 7 de septiembre de 2000, N° 480, 5 de octubre de 2000 et N° 481, 13 de octubre de 2000.

[1830] En témoigne, l'entretien avec Mireya Baltra, qui aujourd'hui encore décrit les Cordons industriels comme une « *invention du MIR* »… Entretien réalisé à Santiago, le 22 février 2003.

donnée centrale du mouvement social urbain et un phénomène avec lequel il faut compter. Les dirigeants du Cordon Cerrillos évaluent à cette date, leur capacité de mobilisation à environ 10 000 travailleurs actifs, représentant plusieurs dizaines d'usines. Même si ces chiffres sont difficilement vérifiables, il est avéré que ni la direction de la CUT, ni le PC ne peuvent continuer soit à nier, soit à disqualifier ouvertement les CI. D'ailleurs, Salvador Allende lui-même a reconnu leur valeur, à plusieurs reprises, en tant qu'appui indispensable du gouvernement dans les moments des plus fortes crises politiques.

Déjà, durant le soulèvement militaire dirigé par le Colonel Souper, alors que deux de ses dirigeants se sont réfugiés à YARUR, la CUT se voit obligée de faire appel aux Cordons et envoie même des délégués dans plusieurs d'entre eux[1831]. C'est aussi en juin 1973 que le PC incite officiellement ses militants à intégrer les CI. La proposition des communistes est que ceux-ci fassent partie de la CUT et qu'ils soient orientés par sa direction, tout en reconnaissant, tant bien que mal, qu'ils pourraient éventuellement conserver une structure propre. Pour *La Aurora de Chile,* l'un des événements les plus marquants des derniers jours du mois de juin 1973 est « *la décision du Parti communiste de participer activement dans les Cordons industriels. Question ratifiée par d'amples déclarations de presse du secrétaire général de ce parti* ». Le journal note que ce changement de tactique a probablement pour objectif de contrôler davantage ces organes de masse et de les inféoder à la CUT, mais qu'il « *n'est pas sain que la réaction face à ceci soit l'appréhension ou la réticence à affronter ouvertement leurs positions. Ceci signifierait éluder une discussion présente dans tous les processus révolutionnaires connus jusqu'à maintenant* »[1832]. En fait, c'est bien avant le *tancazo* que le PC effectue plusieurs gestes de bonne volonté envers les Cordons. Si le dirigeant communiste et secrétaire général de la CUT, Julio Godoy, s'est prononcé le premier mai 1973, pour la constitution de Cordons sous direction du gouvernement, c'est que - dès la fin avril 1973 - l'option du PC est d'essayer de faire participer ses militants syndicaux aux réunions du CI afin d'y défendre sa position[1833]. Ainsi lors d'une assemblée du CI Cerrillos réalisée fin avril, des syndicalistes communistes interviennent ostensiblement en faveur d'une réactivation de la vie démocratique de la CUT au niveau communal, ce qui selon eux, par la force des choses, enlèverait toute raison d'être aux Cordons industriels. Fondamentalement pour le PC, dans le

---

[1831] "Habla Hernán Ortega", *Chile Hoy*, Santiago, Nº 59, 27 de julio de 1973.

[1832] « Cordones Industriales: la participación del partido comunista », *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 20, 26 de de abril 1973.

cas où les CI refuseraient de se soumettre sans conditions préalables à la direction de la CUT, il feraient - selon les mots de Luís Corvalán - « *le jeu des putschistes* » et chercheraient à créer « *un double pouvoir* » tout à fait condamnable car fragilisant le gouvernement[1834].

Un autre facteur explique ce retournement d'attitude des dirigeants communistes, c'est la peur de voir leur base ouvrière s'éloigner des préceptes de la révolution pacifique. En effet, à l'image de l'ensemble du spectre politique, les militants communistes connaissent un processus de radicalisation. Javier Bertín, militant du MIR, se souvient de conversations durant lesquelles certains dirigeants syndicaux communistes lui confessent leurs doutes et les contradictions internes traversant la base du parti, notamment en ce qui concerne les limitations flagrantes du programme de l'UP[1835]. D'ailleurs, d'après Alain Touraine, durant le mois de juillet des rumeurs parcourent Santiago : des syndicalistes du parti chercheraient à créer un courant interne, à gauche de la ligne dominante[1836]. Indirectement, Luís Corvalán le reconnaît lors de son discours de conclusion du Plenum du PC, en juillet 1973 : « *Je vais vous dire franchement que nous sommes un peu inquiets par le fait d'avoir observé que, durant les derniers jours, dans certains endroits, quelques camarades de bonne foi sont sensibles à d'autres influences et participent à des actions incompatibles avec la ligne du parti* »[1837]. Plusieurs témoignages concordent sur les dissensions au sein du PC, et plus particulièrement autour de la question du pouvoir populaire. Ainsi, Hernán Ortega se rappelle : « *Dans le Cordon Cerrillos, nous avions à la fin un dirigeant communiste qui faisait parti de la direction, c'était un dirigeant du syndicat de FENSA. Et nous avions des délégués d'industries qui étaient communistes et travaillaient activement avec nous. D'ailleurs, à la différence* [de la direction] *du PC, les dirigeants syndicaux communistes ont commencé à adhérer aux Cordons industriels. Ceci vers le milieu de l'année 1973* ». Selon lui, c'est après octobre 1972 que progressivement le PC commence à comprendre que les CI peuvent *« se constituer en organisations capables de défendre le gouvernement* »[1838]. Aujourd'hui Mireya Baltra, ancienne ministre et dirigeante communiste, admet le « *retard* » de son parti à capter la dimension essentielle du pouvoir

---

[1833] Voir "Los trabajadores y el poder popular", *Punto Final*, Santiago, Suplemento al Nº 183, 8 de mayo de 1973.
[1834] Luís Corvalán, "Los cordones deben integrarse a la CUT, salirse es crear un poder dual y hacerle juego al golpismo", *Clarín*, Santiago, 26 de julio de 1973
[1835] Témoignage de J. Bertín recueilli en 1996 par Miguel Silva (*Los cordones industriales y el socialismo desde abajo*, *Op. Cit.*).
[1836] A. Touraine, *Vie et mort du Chili populaire*, *Op. Cit.*, p. 149.
[1837] L. Corvalán (Secretario General del PC), « Clausura del pleno del Comité central », Santiago, 27 de julio de 1973 (in L. Corvalán, *Chile: 1970-1973*, Sofía Press, Sofía, 1978). Nous utilisons ici la traduction française effectuée par J. Magasich (*Op. Cit*, p. 279).
[1838] Entretien avec Hernán Ortega, Iquique, 6 novembre 2001.

populaire[1839]. Guillermo Rodríguez considère quant à lui que de nombreux militants communistes participent aux mobilisations du Cordon, malgré l'attitude négative de leur parti. Il souligne que le 29 juin 1973, le PC s'intègre activement au CI en mettant des hommes et du matériel à disposition ; et ajoute : « *Durant les dernières semaines avant le coup d'Etat, on commence à voir des positions beaucoup plus radicales au sein du PC, particulièrement au sein des jeunesses communistes, du Régional Santiago centre et de ceux qui éditaient* Puro Chile*, journal qui commence à présenter le problème du pouvoir populaire sans un autre jour. Mais ce processus n'a pas réussi à mûrir et finalement a eu peu de signification* »[1840].

Bien évidemment, les désirs d'intégration affichés par le PC ne sont pas sans créer des remous au sein des CI. Car l'objectif des dirigeants communistes est bien de conquérir la direction de ces turbulents Cordons, puis de les dompter, sous la houlette de la CUT, dans le cadre du programme de l'UP. Pour Luís Corvalán, le but est d'éviter toute action collective qui pourrait transgresser « *le programme de l'UP, notamment dans le respect des petits et moyens entrepreneurs, les poussant ainsi dans l'opposition* »[1841]. En effet, en mai 1973, pour le parti fondé par Luís Emilio Recabarren au début du siècle, il faut combattre aussi bien « *l'ultra-droite* » que « *l'ultra-gauche* », les deux (mis sur le même plan) cherchant à étouffer l'autorité du gouvernement[1842]. Et afin de conquérir la direction des CI, le PC prétend appliquer les même recettes bureaucratiques que dans l'APS : celles du *cuoteo*[1843]. Ainsi, G. Escorza, président communiste du syndicat de l'usine TEXTIL PROGRESO, à la question de pourquoi le PC ne s'est pas intégré plus tôt aux CI, répond en toute franchise : « *Parcequ'il n'y*

[1839] « *Hubo un retraso del partido comunista* […]. *Nosotros encontramos que era justo, un ordenamiento territorial de las empresas, en el sentido de la defensa del gobierno popular y en el sentido también de la coordinación de las empresas desde el punto de vista territorial, o sea era transversal al sindicato, pero no contra los sindicatos, por lo menos desde el punto de vista de los comunistas* ». Entretien avec Mireya Baltra, Santiago, 22 février 2003.

[1840] Témoignage de G. Rodríguez recueilli en 1997 par Miguel Silva (*Los cordones industriales y el socialismo desde abajo*, *Op. Cit.*).

[1841] L. Corvalán, *Santiago-Moscú-Santiago: apuntes de medio siglo*, Madrid, Ed. Coiron, 1983, p. 50. Luís Corvalán dans ses mémoires n'attribue aucun poids historique aux CI et quand au détour d'une phrase, ils les nomme c'est pour les considérer comme de simples coordinations syndicales, sans autre importance, ni spécificité.

[1842] L. Corvalán, « La ultraderecha y la ultra izquierda socavan la autoridad del Gobierno para hacerlo fracasar », Discurso radial, Santiago, 18 de mayo de 1972 (in *El Siglo*, Santiago, 19 de mayo de 1972).

a pas eu d'accord sur la forme de notre participation et il n'y a pas eu d'accord avec le PS. Si la direction est élue par la base, tout le monde doit participer, mais si elle est nommée par cuoteo*, nous disons qu'il faut donner la direction à ceux qui savent diriger* »[1844]. Du fait de leur faible légitimité au sein des CI, le *cuoteo* est effectivement le plus sûr moyen pour le PC de prendre leur contrôle.

Finalement, quand la direction communiste assume unanimement la nécessité de participer aux CI, c'est pour essayer de renverser leur autonomie croissante et le poids des militants qui critiquent la CUT ou les vacillations du gouvernement. A la fin juillet se déroule le plénum de la direction PC où O. Millas, ex-ministre de l'économie, livre son rapport sur la situation du pays. Selon ce dernier, un des chemins à suivre désormais est le renforcement au niveau local des « *conseils de la CUT par Cordon industriel* […], *l'union des comités de quartiers, l'union des Centres de mères, les JAP communales et autres entités représentatives* ». L'idée est bien la revitalisation territoriale de la CUT, grâce aux CI. Toute mesure non adoubée par la centrale aurait pour résultat, selon le PC, « *de diviser le peuple, d'opposer un pouvoir parallèle au gouvernement populaire ou de méconnaître les organisations démocratiques* » [1845].

La tactique communiste se traduit rapidement par de nombreuses frictions au sein des Cordons. Ainsi en est-il le 23 mai 1973, lors d'une réunion du Cordon Cerrillos à laquelle participent des représentants de plus de 30 entreprises et des membres des directions nationales du PS, du PC et de la CUT. Un des points les plus discutés est encore celui des relations entre la CUT et les CI (voir le paragraphe IX - 2 - 2). Comme le reconnaît Julio López, membre du comité central du PC, les Cordons sont plus que jamais traversés « *par des problèmes de tactique et de stratégie* »[1846]. Quant à Rafael Valverde (du département syndical du PS), il ne manque pas de rappeler aux communistes leur manque de légitimité, alors qu'ils ont toujours été réticents à l'organisation des Cordons. Cette polémique n'est pas sans irriter les militants communistes, surtout lorsque Hernán Ortega intervient pour s'opposer à toute subordination des Cordons à la CUT du fait de la « *différence qui existe entre les deux organisations, en accord avec leur origine et les tâches qu'elles réalisent* ». La réponse de Julio López ne se fait pas attendre. Il affirme qu'il existe « *un accord au sein de l'UP, dans le sens de ce que les*

[1843] C'est-à-dire la nomination, par "en haut", de dirigeants répartis suite à une négociation fermée entre les organisations de gauche, suivant leur influence politique respective.

[1844] Entrevista de Faride Zeran a Galvarino Escorza, « Los comunistas y los Cordones », *Chile Hoy*, Santiago, Nº 61, 16 de agosto de 1973.

[1845] Citations tirées de: H. Rodríguez Molina, « La clase obrera es la columna vertebral de lucha antifascista: Millas inauguro Pleno Comunista », Clarín, Santiago, 27 de julio de 1973.

Cordons industriels se maintiennent comme organismes dépendants de la CUT, subordonnés à ses statuts ». L'existence d'un tel accord est ensuite précipitamment démentie par R. Valdeverde, bien que - somme toute - elle soit tout à fait probable…

Quoi qu'il en soit, et malgré certaines déclarations unitaires[1847], les tentatives d'insertion communistes provoquent une féroce concurrence politique entre les différentes composantes de la gauche au sein des Cordons industriels. Et surtout, l'autonomie relative des Cordons industriels se voit menacée par une volonté de les subordonner à marche forcée à la CUT. Les Cordons industriels demeurent ainsi un sujet de dispute et de division[1848].

XII – 2 – 2) Des luttes pour le contrôle des Cordons industriels

Suite au *tancazo*, le conseil directif de la CUT émet une déclaration publique qui marque une volonté de dépasser ses propres déficiences en essayant d'intégrer dans son orbite la force potentielle des Cordons industriels[1849]. Le communiqué note que la mobilisation du 29 juin « *s'est réalisée en donnant un rôle important à l'organisation syndicale de chaque zone ou Cordon industriel ; et c'est pour cela que la CUT a constitué des équipes de direction dans lesquelles s'intégreront des conseillers nationaux et des délégués de la direction de chaque Cordon* ». Il y est annoncé que « *la CUT a été partisane depuis longtemps de rénover sa structure organique, de telle manière qu'il y ait une direction de la CUT opérative dans chaque Cordon industriel. C'est-à-dire que l'on envisage ces organisations comme directions de base intégrées à la CUT* ». La centrale répète aussi son opposition « à *n'importe quel parallélisme et divisionnisme syndical* » afin d'éviter « *la destruction de la base de l'unité de classe* »[1850]. **Derrière ce qui ressemble en partie à un *mea culpa* reconnaissant le manque de contact de la superstructure syndicale avec les bases ouvrières, on trouve essentiellement le rejet du**

[1846] « Cordón Cerrillos », *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 25, 31 de mayo de 1973.

[1847] Voir par exemple : Juan Bustos (Psdt del comité regional Santiago Centro del PS de Chile), Jorge Muñoz (Psdt del comité regional capital del PC de Chile), *Declaración conjunta de regionales Capital y Santiago Centro de partidos comunista y socialista*, Santiago, 11 de junio de 1973 (in *La Aurora de Chile*, pp. 4, Nº 27, 14 junio 1973).

[1848] Voir JLG, "Cordones en disputa", *De Frente*, Santiago, Nº 18, 10 de agosto de 1973 et A. Lizarraga, "La izquierda pugna por el control de los cordones industriales" (in *La tragedia chilena: testimonios*, Buenos Aires, Merayo Ed., Coll. Documentos, 1973, pp. 96-102).

[1849] A propos des déficiences organisationnelles de la CUT, voir la deuxième partie de ce travail.

[1850] Consejo directivo de la CUT, *Comunicado*, Santiago, 18 de julio de 1973 (in *Clarín*, Santiago, 19 de julio de 1973).

fonctionnement autonome des CI et la négation qu'ils puissent incarner autre chose que de simples coordinations syndicales.

Par la suite à plusieurs reprises, la CUT propose une restructuration des Cordons, sur un mode plus démocratique et représentatif de l'ensemble des salariés. Même si cette volonté se base sur un constat réel (le manque de représentativité des CI), de telles prétentions sont reçues avec circonspection par de nombreux militants. Que la direction de la CUT vienne donner des leçons de démocratie ouvrière, alors que c'est la « crise de non retour » du mouvement syndical, sa propre faillite, qui ont poussé de nombreux syndicalistes à s'investir dans les Cordons, est parfois mal vécu. Ainsi, un syndicaliste du MAPU rappelle avec ressentiment : « *Il n'est pas si loin le jour (juste avant les événements du 29 juin passé) où parler des Cordons industriels signifiait pour certains à peine moins qu'une invocation à Satan !* ». Pour ces militants, une solution viable pourrait être plutôt une coordination, mais sans intégration, entre CUT et Cordons[1851].

En fait, depuis 1972, plusieurs dirigeants communistes et délégués de la CUT ont multiplié les initiatives - pas toujours très fraternelles - pour empêcher le développement des CI. Edmundo Jiles se souvient qu'aux débuts du Cordon Cerrillos, les syndicats aux mains du PC obstruent volontairement les communications au sein du CI. Selon lui, pendant environ deux mois, les militants communistes qui ont été chargés dans son secteur de faire circuler l'information, boycottent les accords pris avec d'autres syndicalistes. Après enquête, syndicat par syndicat, c'est toute l'architecture de communication du Cordon qui doit être réorganisée afin d'éviter qu'elle ne passe dans les mains du PC, toujours hostile à ce type de coordination[1852]. Autre exemple : Carmen Silva, qui milite dans l'entourage de H. Ortega, témoigne que celui-ci (proche selon elle des positions communistes) est soumis de manière permanente à une forte pression du PC, afin qu'il oriente davantage le Cordon dans le sens voulu par la CUT[1853]. Ce récit paraît assez cohérent. D'ailleurs, l'attitude conciliatrice de H. Ortega lui a valu, à plusieurs reprises, les critiques de son « camarade » Armando Cruces, président du Cordon Vicuña Mackenna[1854]. A plusieurs reprises, les dirigeants socialistes des CI se sont plaints de l'attitude peu unitaire du PC lors des grandes marches organisées jusqu'au centre-ville de la capitale. Les communistes y interviennent « *à la dernière minute avec des*

[1851] E.S., « CUT, sindicato, Cordones », *De Frente*, Santiago, Nº 16, 27 de julio de 1973.
[1852] Entretien avec Edmundo Jiles, Santiago, le 6 mai 2002.
[1853] Entretien avec Carmen Silva, Santiago, 20 novembre 2001.
[1854] Voir "Cordones industriales: ¡a construir la unidad!", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 13, 8 de marzo de 1973.

camions et micros qui prenaient certains groupes de camarades, les transportant plus rapidement mais les séparant du reste et affaiblissant d'une certaine manière la grande colonne du Cordon », ceci malgré des accords pris en réunion auparavant[1855].

Et, durant les deniers mois de l'UP, le PC comprenant la difficulté qu'il aurait à conquérir - dans un court laps de temps – les directions des CI, se lance dans une entreprise encore plus aventureuse : tenter de créer des Cordons parallèles qui leur seraient directement inféodés. Un tel CI fantôme et parallèle au Cordon Vicuña Mackenna apparaît, semble-t-il sans succès, autour de l'usine TEXTIL PROGRESO. Cette initiative est vigoureusement dénoncée par la direction du Cordon, comme une « *manœuvre divisionniste* » et sectaire « *des camarades dirigeants PC de TEXTIL PROGRESO* »[1856]. Dans un entretien avec la journaliste Faride Zerán, le syndicaliste communiste Galvarino Escorza, chargé de cette hasardeuse opération, en a confirmé l'existence et l'échec ultérieur faute de salariés prêts à la suivre dans cette voie[1857]. En juillet 1973, la revue *Tarea Urgente* place parmi ses priorités le maintien d'une vigilance accrue en ce qui concerne « *la création de Cordons parallèles* » : « *Nous, les travailleurs, n'accepterons pas que, maintenant que les Cordons sont reconnus par la classe, par les directions politiques et par les* momios*, on vienne nous imposer des critères ou des politiques séparées de notre pratique et de notre réalité* »[1858]. Ce type de pratiques se reproduit malgré tout à plusieurs reprises. Au niveau de Maipú, des militants communistes auraient essayé d'organiser des réunions où ils se présentent comme les seuls représentants légitimes du Cordon Cerrillos. Finalement, en juillet 1973, une telle manœuvre est démasquée en Assemblée générale du CI et ces militants sont acculés à abandonner cette tactique[1859]. On peut citer aussi le cas du Cordon Mapocho-Cordillera. Selon Carlos Valle, salarié de l'entreprise QUIMANTU et délégué du Cordon Mapocho-Cordillera, courant mai 1973, la CUT désigne quelques dirigeants syndicaux afin qu'ils forment un Cordon parallèle dans la même zone[1860]. L'un de ces syndicalistes nommés par la CUT est Miguel Morales, également salarié de QUIMANTU et militant communiste. Selon lui, cette initiative est déterminée par le

---

[1855] *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 8, 13 de julio de 1973.
[1856] Cordón Vicuña Mackenna, "Alerta trabajadores: a parar las maniobras divisionistas", *El Cordonazo*, Santiago, Nº 3, 12 de julio de 1973.
[1857] Entrevista de Faride Zeran a Galvarino Escorza, « Los comunistas y los cordones », *Chile Hoy*, Santiago, Nº 61, 16 de agosto de 1973.
[1858] *Tarea Urgente*, Nº 9, Santiago, 20 de julio de 1973.

[1859] "! El Cordonazo! Es solo una muestra", *De Frente*, Santiago, Nº 16, 27 de julio de 1973.

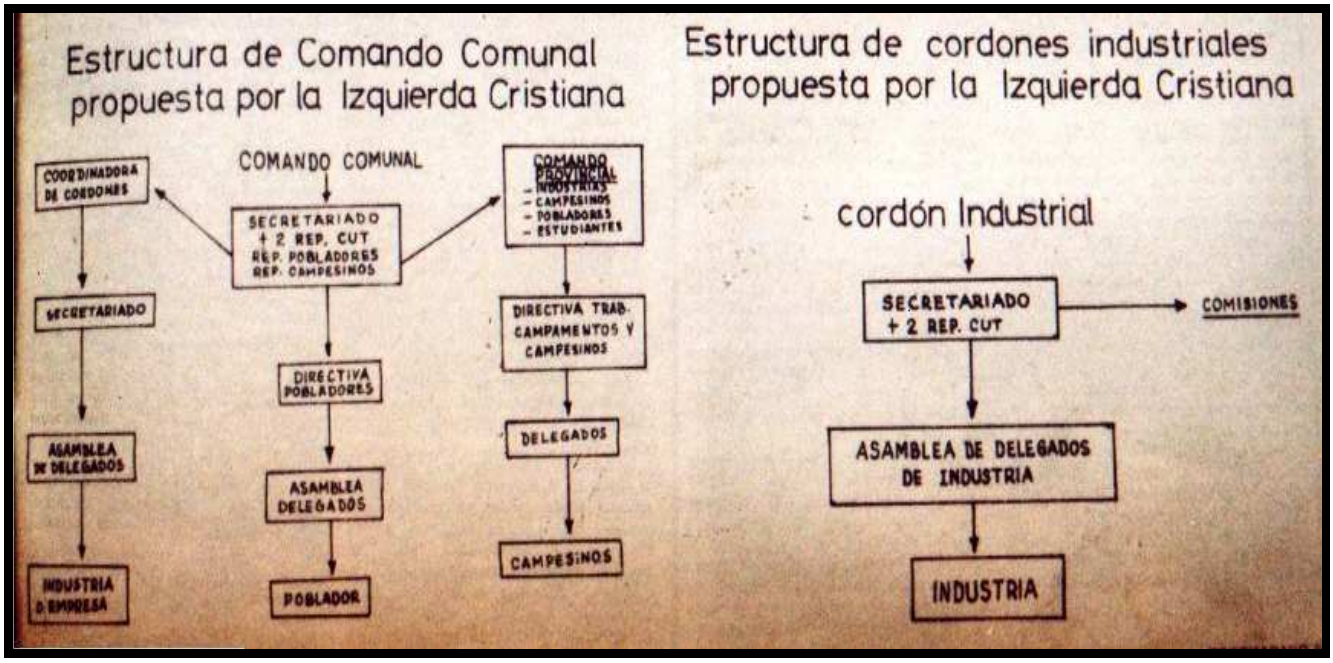
fait que les Cordons existants ne seraient pas assez disciplinés et qu'il ne couvrent pas l'ensemble de la commune : « *ce qui est fondamental, en ce qui concerne les Cordons et n'importe quelle forme d'organisation que se donnent les travailleurs, c'est la discipline, c'est l'ordre. De cette façon, nous devons en premier lieu respecter la division territoriale et former des Cordons par commune. C'est un ordre de la CUT qui est l'organisme suprême des travailleurs chiliens* ».

De manière inattendue, c'est l'essai de coup d'Etat de juin 1973 qui coupe "l'herbe sous le pied" à ces velléités de créer des Cordons "fantômes". La menace imminente oblige la CUT à s'appuyer sur les CI déjà structurés et possédant une certaine légitimité. Pourtant ces actions resteront dans les esprits et attisent les divisions. Ainsi en juillet 1973, le président du Cordon Cerrillos apostrophe le PC : « *aucun parti politique n'avait le droit de faire appel à la formation de Cordons parallèles parce que les Cordons industriels sont nés précisément comme une nécessité et une expression de l'unité de la classe ouvrière* »[1861]. Aujourd'hui, Hernán Ortega se souvient : « *Ils ont tenté de faire des Cordons du PC, mais cela n'a pas donné de résultats. Ils ont seulement réussi à en créer de petites expressions, mais sans parvenir à les consolider. Ils voulaient faire une sorte de Cordons industriels dépendants de la Centrale unique des travailleurs, mais en vérité la dynamique était autre* »[1862].

En fait, après ces divers échecs, les projets d'intégrer des dirigeants de la CUT et du PC à la tête des Cordons sont progressivement abandonnés. Pourtant, nombreux sont les militants qui sont conscients de la nécessité de coordonner le travail des CI avec ceux de la CUT. C'est par exemple le cas de la Gauche chrétienne. C'est lors d'une réunion de délégués des Cordons que Raúl Castro, vice-président du Cordon Cerrillos et militant IC, propose une structuration qui irait en ce sens :

Tableau N° 14 : Structuration des organismes de pouvoir populaire proposée par la Gauche chrétienne

[1860] Outre un dirigeant de QUIMANTÚ, la CUT nomme un syndicaliste du Canal 9 afin d'accomplir cette tâche. H. Parra, "Problema CUT-Cordones: o se frena o se conduce las masas", *IC. Testimonio Hernán Méry*, Santiago, Nº 34, 23 de agosto de 1973.
[1861] "Cordón Cerrillos se moviliza", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 33, 26 de julio de 1973.
[1862] Entretien avec Hernán Ortega, Iquique, 6 novembre 2001.



Source : *IC. Testimonio H. Méry*, Santiago, Nº 34, 10 de agosto de 1973

Selon ce schéma, la CUT serait représentée avec droit de vote et d'intervention tant dans la direction des CI que dans de futurs Commandos communaux. Cette participation suppose tout de même que le Cordon soit dirigé par un secrétariat dont les membres seraient élus en congrès de l'ensemble des délégués du Cordon. Aux côtés de cette direction élue, siégeraient deux représentants de la CUT, qui si on en croit l'IC seraient nommés par « en haut », en tant que membres de droit. C'est une structure assez similaire qui est présentée en ce qui concerne les Commandos communaux. Face à de telles propositions, on peut constater une certaine contradiction dans le discours de la gauche dite « rupturiste » : constatant l'inefficacité relative de la CUT, elle souhaite néanmoins que celle-ci soit intégrée d'office à la direction des organes de pouvoir populaire. Certains ouvriers du CI ont tout à fait conscience que ce dilemme est faussé[1863].

De plus, le PC soulève des problèmes bien réels au sein des CI. Après avoir essuyé le refus du PS du *cuoteo*, il met en avant avec raison la représentativité déformée de la direction des Cordons. Quelques jours, avant le 11 septembre 1973, le PC et la CUT communale de Nuñoa convoquent une réunion dans le local syndical de SIAM DI TELLA afin d'aborder ce thème. Ils proposent que les délégués des CI possèdent un droit de vote proportionnel au nombre de salariés de l'industrie qu'ils représentent. Ce que le MIR craignait

[1863] Voir les réfléxions de José Otarola, militant IC dans : H. Parra, "Problema CUT-Cordones: o se frena o se conduce las masas", *IC. Testimonio Hernán Méry*, Santiago, Nº 34, 23 de agosto de 1973.

(voir le paragraphe X - 3) est en passe de se produire. Conscients d'être influents dans les entreprises les plus grandes, les syndicalistes communistes proposent habilement un changement du mode d'élection, suivant un scrutin proportionnel qui leur donnerait une large majorité dans tous les CI. Une telle prétention fait sursauter les militants socialistes qui, jusqu'à maintenant, se sont assurés un confortable pré carré dans les Cordons, à peine remis en cause par les critiques du MIR. Ils s'empressent de s'y opposer[1864]. **Les socialistes, conscients qu'ils peuvent difficilement s'opposer à une démocratisation, suggèrent en conséquence un vote pondéré**, avec un maximum de 5 votes pour les délégués d'entreprises de plus de 400 salariés, ce qui pourrait les assurer de se maintenir au moins dans le secrétariat de direction[1865].

Finalement, toutes ces tractations entre le PS et le PC, tant sur le mode d'élection que sur l'éventuelle insertion de membres de la CUT à la direction des CI, n'ont que peu de répercussions concrètes. Tout d'abord, pour des questions de temps, car cette dispute a lieu à la fin de la période. Mais aussi, car la politique d'intégration envisagée par le PC est vite laissée de côté, dès juillet 1973, alors que Luís Corvalán reprend ses critiques contre les errements du pouvoir populaire (ou tout simplement les ignore ostensiblement[1866]). Comme le remarque très justement Hugo Cancino dans son bilan : "*Le PC a persisté jusqu'à la fin dans son attitude traditionnelle de méfiance envers les mouvements populaires de base, qui dépassaient son contrôle, en s'efforçant de les intégrer dans le mouvement syndical* »[1867].

Face aux difficultés pour canaliser définitivement les embryons de pouvoir populaire, les priorités du principal parti ouvrier chilien demeurent étrangères au développement des Cordons. Les grandes mobilisations de juillet ne font que conforter cette méfiance. Quelques documents rédigés par des responsables communistes, après le coup d'Etat, montrent que tout un secteur du parti voue littéralement aux gémonies ce qu'il considère comme un mouvement « *ultra-gauche* » et « *trotskyste* », « *lançant un assaut qui vise à diviser l'UP, créant un « pouvoir populaire » qui affrontait le gouvernement par de prétendues positions de*

[1864] *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 15, 6 de septiembre de 1973.

[1865] La pondération proposée est la suivante : entreprise de 1 à 50 salariés = 1 vote ; 50 – 100 = 2 votes ; 100 – 200 = 3 votes ; 200 – 300 = 4 votes ; 400 et plus = 5 votes.

[1866] C'est le cas par exemple lorsque que le PC aborde la thème de la « bataille de la production », où il n'envisage pas une participation des CI : voir "Un recado para un señor ministro", *De Frente*, Santiago, Nº 17, 3 de agosto de 1973.

[1867] H. Cancino, *Op. Cit.*, p. 380.

« gauche » »[1868]. **Sur de telles bases fortement marquées par une conception politique stalinienne, les rapports entre la direction du PC et les CI ne peuvent qu'être houleux, freinant par la même, leur canalisation sous la direction de la CUT, mais aussi leur capacité d'unifier l'ensemble du mouvement ouvrier, sous le drapeau d'un pouvoir populaire constituant.**

XII – 3) Dernières mobilisations des Cordons industriels et gouvernement civilo-militaire

XII – 3 – 1) L'essai de création de nouveaux *Cordons pour soi*

Sans aucun doute, le *tancazo* a précipité le coup d'Etat en approfondissant la crise politique du pays et en permettant aux forces armées de jauger les résistances. Il a aussi eu un effet d'électrochoc, non seulement durant la journée du 29 juin mais aussi ensuite. Ainsi que le rappelle *El Mercurio*, plusieurs des Cordons industriels de Santiago ne se créent réellement (ou ne se réactivent) qu'après juin 1973. C'est le cas notamment des Cordons Santiago Centro, Macul ou Manquehue. Ainsi, le Cordon Santiago Centro réalise le 25 juillet 1973 sa première grande réunion dans l'édifice Gabriela Mistral, en plein centre de la capitale. Selon le journal, ce CI « *étendra son rayon d'action jusqu'à place d'Italie, San Martin, Mapocho et Alameda* »[1869]. L'originalité de ce CI est justement sa position centrale (et donc non périphérique comme la plupart d'entre eux). On a vu également, qu'en réalité, tout aussi bien le CI Santiago Centro que le CI Macul, ont déjà esquissé une coordination durant la grève d'octobre, même si c'est surtout vrai pour le CI Macul qui se maintient en activité tout au long de l'année 1973. Pour le CI Santiago Centro, le mois de juillet est plutôt celui d'une refondation. Dans son acte de naissance, cet organisme proclame avoir pour « *mission fondamentale d'articuler l'action des syndicats, des associations de fonctionnaires, des centres*

[1868] A. Yánez, "Algunos problemas de la estrategia y de la táctica de la revolución chilena", *PCC, Boletín exterior*, Nº 24, julio-agosto 1977 (cité par J. Magasich, *Op. Cit.*, p. 280). Voir également : E. Labarca, "Apuntes sobre los cordones industriales", *PCC, Boletín exterior*, Nº 43, septiembre-octubre 1980, pp. 49-74. Pour une réévaluation critique et autocritique effectué plus tardivement par un responsable du PC, voir : O. Azocar, « La transformación revolucionaria del Estado. La UP, el Estado y el poder popular », *A 30 años de la Unidad Popular. El Imperativo de la memoria*, ICAL, Santiago, septiembre 2000, pp. 177-190.
[1869] *El Mercurio*, Santiago, 24 de julio de 1973.

scolaires, des dirigeants d'organisations et des dirigeants des partis de gauche »[1870]. **En fait, l'originalité de ce Cordon est justement son caractère majoritairement non industriel, preuve que les revendications initialement émises par une fraction de la classe ouvrière gagnent du terrain chez certaines minorités actives et politisées des couches moyennes. D'autre part, le CI Santiago Centro possède un atout stratégique de taille : il est fondé par des militants de l'UP qui travaillent dans l'administration et les ministères, et donc qui ont accès à nombre d'informations. Des militants qui sont au cœur de la machine étatique.** Cet aspect aurait pu faciliter une meilleure centralisation des CI et leur fournir un appui précieux en cas de conflit. Une telle dimension n'est d'ailleurs pas passée inaperçue ; des militants qui annoncent fièrement sa « *grande importance du point de vue politico-militaire pour l'appui logistique des actions de défense que réaliseront les autres Cordons industriels, spécialement pour fournir des informations, moyens matériels, humains et financiers* »[1871]. Il est intéressant à ce propos de noter que les services d'intelligence de l'armée ont apparemment donné une importance disproportionnée à ce CI, ou plutôt ont tenté de faire croire qu'il en avait une[1872] Pourtant, si on en juge par les archives que nous avons pu consulter, ce CI dirigé par le socialiste Luís Inostroza, malgré de grandes ambitions, n'aura finalement que peu d'influence. Il est par contre possible que cette coordination naissante ait pu effectivement permettre de faire parvenir de ci de là, des informations et, quelque appui matériel aux autres CI, dans les mois précédents le coup d'Etat[1873].

A Santiago, d'autres coordinations font leur apparition. C'est le cas du cordon de la commune de San Miguel, appelé Cordon Santa Rosa-Gran Avenida et qui prétend incarner le «

[1870] Comando provisorio del Cordón Santiago Centro, « Convocatoria del Cordón Santiago Centro: ¡tiemblen Momios! », Santiago (in *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 8, 13 julio 1973).

[1871] Idem.

[1872] Ainsi, dans son livre publié après le coup d'Etat, le Général Pinochet fournit une liste détaillée de syndicats et administrations censées appartenir au CI Santiago-centro. Divisé en quatre sous-secteurs géographiques, ce document - certainement apocryphe - cherche à présenter un puissant CI, regroupant sous son contrôle quasi toutes les administrations, banques, ministères et industries du centre de la capitale. (Voir « Los cordones de la muerte », Anexo 8 in A. Pinochet Ugarte, *El día decisivo*, Santiago, Ed. Andrés Bello, 1980).

[1873] Une conversation que j'ai menée, en 2003 à Santiago, avec un ancien militant socialiste du centre de la capitale suggère cela. Ce dernier parle même d'un appui financier offert de temps à autre aux Cordons par les militants du CI Santiago Centro, qui ont leurs entrées dans les ministères. Cette information n'a pas pu être vérifiée par la suite.

premier pas pour obtenir le pouvoir ouvrier dans la commune »[1874] ! Apparu la veille du *tancazo*, ce CI va être freiné du fait de la mauvaise volonté évidente du PC, qui dans cette zone contrôle des usines géantes comme MADECO ou MADEMSA[1875]. En effet, les divergences entre ce parti et le PS ou le MIR sont fortes et seule l'imminence d'un coup d'Etat permet la formation d'une direction provisoire unitaire[1876]. Cette union sacrée n'est que de courte durée et rapidement les communistes se retirent de la direction du Cordon. Selon un dirigeant syndical, le PC aurait refusé aux militants du FTR le droit de participer au CI et, surtout, souhaite que le CI se place sous la direction de la CUT et du gouvernement. Cependant, ajoute ce militant, « *les bases du PC sont en train de dépasser leur direction et avec elles nous n'avons pas de problèmes et travaillons de manière unitaire* »[1877]. Suite à la mobilisation de la fin juin, ce Cordon se fixe comme tâche immédiate d'améliorer les mesures de défense de la zone, notamment grâce à la création de brigades de surveillance.

Le Cordon Lo Espejo fait aussi partie des deniers nés du pouvoir populaire. Apparu début juillet 1973, il revendique - en août - la représentativité d'environ 2000 travailleurs de la commune de Lo Espejo, plus une jonction avec l'établissement paysan « Unidad para el Futuro ». Ce CI s'attache essentiellement à assurer la défense des industries contre les attentats et à soutenir la lutte des travailleurs du Canal de télévision N° 9[1878]. Quant au Cordon Panamericana Norte, il se serait reconstitué le lundi 30 juillet, dans la salle du conseil de l'entreprise Ex-HIRMAS. Avec la présence de 24 représentants d'entreprises du secteur, il ambitionne d'ouvrir les services des entreprises nationalisées (hôpitaux, cantines) aux habitants du quartier, de garder sous contrôle des ouvriers les entreprises occupées et de discuter collectivement le plan économique du gouvernement[1879]. Le Cordon Vivaceta-Independencia, quant à lui, s'organise autour d'une entreprise de construction de seulement quelques dizaines de salariés, en conflit depuis la mi juillet. Ne rencontrant que peu d'écho chez les militants UP

[1874] "Poder obrero comunal. Cordón Santa Rosa", *De Frente*, Santiago, Nº 17, 3 de agosto de 1973

[1875] Corresponsal MADEMSA, "MADEMSA: lucha de ayer y hoy", *De Frente*, Santiago, Nº 20, 24 de agosto de 1973.

[1876] Elle est constituée de 4 communistes, 4 socialistes, 4 MAPU et c'est Domingo Cancino, président socialiste du syndicat de MADEMSA qui est élu président de ce Cordon. Parmi les principales entreprises se trouvent, outre MADEMSA et MADECO, CITROEN, FERROMAT et les hôpitaux du secteur, bien que potentiellement le Cordon puisse intégrer une centaine d'entreprises de cette zone.

[1877] "Poder obrero comunal. Cordón Santa Rosa", *De Frente*, Santiago, Nº 17, 3 de agosto de 1973.

[1878] « Informa el nuevo Cordón Industrial de Lo Espejo », *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 34, 2 de agosto de 1973. Ce CI comprend notamment les usines suivantes : OMICRON, EMPRESA NACIONAL DE SEMILLA, TEXTIL, ESPEJO, MAESTRANZA LO ESPEJO (source : *Ultima Hora*, Santiago, 27 de julio de 1973).

[1879] « El Cordón Panamericana Norte va ! », *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 11, 3 de agosto de 1973

de la commune de Conchali, ces ouvriers impulsent de manière indépendante le CI et regroupent peu à peu des représentants d'entreprises comme ORION, MOLIMO ESTAMPA, ALFOMBRAS WIENER, etc[1880]. Leur plate forme de lutte réclame le contrôle ouvrier dans certaines industries et la solidarité entre les divers fronts du mouvement social des communes de Santiago[1881].

Bien sûr, la province n'est pas en reste. Et cela souvent dans des conditions adverses, du fait de l'isolement géographique des usines ou de la configuration politique locale. A Concepción et à Talcahuano (le port), un nouveau Cordon industriel voit le jour le 11 juillet 1973. Selon le journal *La Nación*, il s'agit de celui du côté Est de la ville, le Cordon « Costanera Este », qui regroupe les industries de la côte situées entre le pont du fleuve Bio Bio et l'industrie de boisson CERVECERIAS UNIDAS. Progressivement, Talcahuano est entouré de plusieurs coordinations : Cordon El Andalien, Cordon Ralco, Cordon Penco Lirquen[1882]. Enfin, c'est à l'occasion du *tancazo* que le CI Osorno prend de l'assurance (on parle même des Cordons au pluriel dans cette petite bourgade du Sud). Cette montée en force aboutit dans les semaines suivantes à l'organisation du ravitaillement et de la surveillance des usines. De manière concrète, ce CI met en place des formes de distribution directes de la farine et du bois de chauffage, grâce aux contacts avec un moulin et certains secteurs ruraux, notamment Mapuche. Le tout est acheminé par voie ferrée ou par la route. Les aliments sont achetés jusqu'à Puerto Montt et ramenés sous escortes de « gardes de travailleurs » afin de faire face à d'éventuelles agressions de l'extrême droite. Mais, si on en croit les lettres envoyées par Héctor Vega à des journaux de Santiago et son témoignage, ces actions collectives sont très mal perçues par les autorités locales, particulièrement par le « camarade Intendant », militant de l'UP[1883]. D'ailleurs, l'inactivité de ce dernier, face à quatre incendies criminels organisés le jour du *tancazo* dans des locaux syndicaux et lieux d'habitation de dirigeants de gauche, est dénoncée, tout comme le refus des autorités locales d'intervenir en faveur des conflits du travail dans la zone. Ces déclarations aboutissent quelques semaines avant le coup d'Etat à un affrontement ouvert entre l'Intendant et le CI (voir le chapitre XIII pour plus de détails).

Au travers de ces quelques cas, on voit bien qu'il existe de manière diffuse au sein du mouvement ouvrier, une volonté de suivre l'exemple de Cerrillos et Vicuña Mackenna.

[1880] Corresponsal Popular, "Constructora Hurtado", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 33, 26 de julio de 1973.
[1881] "Un nuevo golpe y donde más le duele", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 34, 2 de agosto de 1973.
[1882] « Concepción se cuadra con los cordones », *La Nación*, Santiago, 12 de julio de 1973.
[1883] H. Vega, presidente Cordón Industrial Centro de Osorno, "Carta desde Osorno", Osorno, julio de 1973 (in *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 32, 19 de julio de 1973) et son témoignage, réalisé à Santiago, le 5 décembre 2001.

Mais ces tentatives arrivent bien tard dans une conjoncture toujours plus difficile et elles concernent parfois seulement quelques centaines de salariés vraiment actifs dans le CI. Néanmoins, l'existence de ces *Cordons pour soi,* "en pointillés", aux côtés de CI malgré tout plus structurés, montrent des tendances de fond toujours à l'oeuvre. Cela explique les journées d'actions collectives de juillet 1973 et les reclassements politiques en cours au sein de la classe ouvrière. Ainsi, un syndicaliste d'ALUSA signale qu'en 1973, dans les usines, les couleurs politiques importent maintenant moins que l'appartenance de classe : « *Partout des camarades démocrates-chrétiens ont été amenés par la classe ouvrière à accepter la plate-forme des Cordons et à exiger le passage à l'Aire sociale de beaucoup d'entreprises* »[1884]. C'est un sentiment d'appartenance à un tout social et à une *conscience collective* qui expliquent le positionnement radical de nombreux salariés (dont des démocrates-chrétiens). Tel ce président DC du syndicat d'une entreprise de confection (EL AS), membre du CI O'Higgins, qui après avoir participé à l'occupation fin juin 1973, refuse catégoriquement les appels de son parti, comme de la CUT, à rendre l'usine[1885]. Ou encore, cet ouvrier DC qui devant répondre à la revue *Chile Hoy* sur la raison de son soutien au Cordon, affirme : « *Nous sommes ensemble pour une raison très simple, cela est dû à l'exploitation à laquelle nous sommes soumis* »[1886]. Face à de telles prises de positions, Alain Touraine croit pouvoir affirmer dans son "journal sociologique" que les Cordons industriels seraient « *l'expression presque pure de la conscience de classe* »[1887]. Même si l'idée de « pureté » nous semble à bannir de tout discours en sciences humaines, il est exact que l'on retrouve ici un écho aux analyses de Edward P. Thompson et notamment cette « *présence de la classe ouvrière* » dans la société et celle « *d'une conscience de classe mieux définie, au sens marxiste traditionnel, qui permettait aux travailleurs de comprendre qu'ils poursuivaient par eux-mêmes des luttes à la fois anciennes et nouvelles* »[1888].

Les niveaux de politisation et les expériences de mobilisation acquises font que la classe ouvrière a gagné en autonomie, au-delà des tentatives de canalisation politique ou des multiples sectarismes qui affectent le mouvement ouvrier. **Si on accepte certaines notions "bourdieusiennes" sur la « *genèse des classes* », on peut dire qu'à l'intérieur de la**

[1884] M. Harnecker, F. Zeran, « Entrevista a los cordones », *Chile Hoy*, Santiago, Nº 57, 13 de julio de 1973.
[1885] Citation tirée de A. Joxe, *Le Chili sous Allende*, Paris, Coll. Archives, Gallimard, Paris, 1974, p. 222.
[1886] M. Harnecker, F. Zeran, « Entrevista a los cordones », *Op. Cit.*.
[1887] A. Touraine, *Vie et mort du Chili populaire, journal sociologique*, *Op. Cit*.

muldimensionnalité du mouvement social, les ouvriers industriels et certains salariés d'autres secteurs se construisent en tant que *classe mobilisée* au sein des rapports de forces qui constituent l'espace social chilien. Par voie de conséquence, leurs luttes sont un facteur devenu déterminant de l'ensemble du champ politique et pour l'ensemble des agents qui y interagissent[1889]. Le peuple gronde et l'exécutif dirigé par S. Allende a beaucoup de mal à chevaucher un mouvement social de moins en moins docile.

X – 3 – 1) Le « *Cordonazo* » de juillet 1973

Nous l'avons vu, la résistance au *tancazo* s'est traduite par un mouvement d'occupation massif de centaine d'usines et lieux de travail. Une fois la situation de nouveau stabilisée, quoique de manière très fragile, et afin de donner un gage de bonne volonté à la DC, le gouvernement et la CUT annoncent qu'il faudra sûrement en rendre plusieurs à leur propriétaires. Cette décision met à vif les tensions entre d'une part le gouvernement et la CUT et de l'autre, les Cordons industriels. Initialement, la situation des usines occupées devait être discutée par une commission tripartite intégrée par la CUT, le comité économique du ministère et les représentants des CI. Il n'est pas fortuit que les Cordons soient finalement exclus de cette commission[1890]. En même temps, comme l'écrit J. Ruiz Tagle dans la revue jésuite *Mensaje*, aussi bien la CUT qu'Allende ont conscience qu'il faut éviter à tout prix l'affrontement : « *Les travailleurs semblent être décidés à ne rendre aucune entreprise et on a vu que la CUT ne contrôle plus ses bases. Le gouvernement espère que le dynamisme des Cordons tende à se calmer et à se structurer parce que la situation actuelle pose des problèmes sérieux, pas seulement politiques mais aussi de production. De plus, les dirigeants de l'UP pensent qu'une attitude rigide envers les Cordons pourrait les endurcir* »[1891]. Effectivement, le gouvernement est pris entre deux feux et son rôle d'arbitre bonapartiste est de plus en plus celui d'un funambule sur une corde raide. Allende décide que seront nationalisables seulement les 104 entreprises inclues dans le projet de loi envoyé avant le *tancazo* au Parlement (projet de loi dont

---

[1888] E. P. Thompson, *The making of the English working class*, London, Penguin, 1963 (nous utilisons pour cette citation la traduction française : *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Gallimard-Seuil-Hautes Etudes, 1988, p. 642).

[1889] Voir P. Bourdieu, "Espace social et genèse de classe", *Actes de la recherche en science sociale*, Paris, N°53-53, 1984, pp. 3-12.

[1890] "El Tanquetazo y los Cordones Industriales", *De Frente*, Santiago, Nº 15, 20 de julio de 1973.

[1891] J. Ruiz Tagle, "Las fuerzas armadas y el poder popular", *Mensaje*, Santiago, Nº 221, agosto de 1973 (cité par J. Magasich, *Op. Cit.*, p. 216).

l'application est rejetée indéfiniment jusqu'au coup d'Etat)[1892]. L'UP ne parait pas mesurer complètement le degré de mobilisation, momentanément atteint par les CI. « *Les travailleurs doivent comprendre qu'il ne convient pas d'étatiser pour étatiser*, déclare alors José Cadémartori, dirigeant du PC et ministre de l'économie. *Répondant à l'appel de la CUT du 29 juin, de nombreux travailleurs ont occupé de petites entreprises, y compris des ateliers. Nous ne croyons pas qu'il est correct de passer à l'Aire sociale ces petites unités, dans lesquelles la situation s'est déjà normalisée automatiquement* »[1893]. Face à une pression sociale ascendante, la CUT comprend qu'il faudra sûrement être plus conciliant : « *La CUT est partisane d'intégrer à l'Aire Sociale, les entreprises qui, étant dans les mains des travailleurs, correspondent à la liste des 104 entreprises que l'exécutif a envoyée au Parlement afin d'intégrer le dit secteur. Il est, de plus, nécessaire d'ajouter les entreprises de caractère monopolistique, n'étant pas dans la liste, n'ayant pas de problèmes financiers ou technologiques, afin qu'elles soient intégrées* ». Pour les dizaines d'usines toujours occupées et qui ne sont pas considérées comme « stratégiques », la CUT propose qu'un accord soit signé entre le syndicat et le patronat afin de définir des niveaux de production, de distribution et garantir la formation de comités de surveillance[1894]. Après avoir soufflé le chaud le 29 juin, la centrale syndicale essaye d'éteindre l'incendie là où il couve encore…

Lors d'une conférence de presse tenue par les dirigeants de huit Cordons industriels de la capitale, les CI expriment leur désarroi. Sergio Chávez du Cordon O'Higgins signale : « *Face aux entreprises qui sont occupées, on a donné des versions que nous ne partageons pas. Depuis le 29, on a reconnu les Cordons comme germes de pouvoir populaire. Pourtant, maintenant, on n'a pas pris en compte l'opinion des Cordons. En conséquence, nous croyons que c'est nous qui devons décider si nous rendons ou pas les entreprises occupées* ». D'autre part, pour le président du Cordon Vicuña Mackenna : « *Depuis octobre jusqu'à aujourd'hui, les Cordons ont démontré leur pouvoir. Nous savons que ce qui se discute au niveau du gouvernement se base sur le fait que seront seulement intégrées à l'Aire sociale, les usines qui font partie des 104 du projet, mais nous, nous disons clairement que nous ne sommes pas prêts à occuper les entreprises, pour ensuite les rendre* »[1895]. Après le plan Prats-Millas en janvier, le mot d'ordre qui parcourt à nouveau les CI est : « *Les industries prises ne seront pas rendues !* »[1896].

[1892] *Chile Hoy*, Santiago, Nº 58, 20 de julio de 1973.
[1893] Citation tirée de M. Silva, *Los Cordones…*, *Op. Cit.*, p. 440.
[1894] *Ultima Hora*, Santiago, 11 de julio de 1973.
[1895] Les citations sont issues de "Los Cordones y el 29 de junio", *Temple*, Santiago, Nº 6, agosto de 1973.
[1896] *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 8, 13 de julio de 1973.

Armando Cruces, président du Cordon Vicuña Mackenna harangue ainsi les salariés des usines occupées : « *Camarades, vous comptez avec tout notre appui.* […] *Toutes les industries du Cordon Vicuña Mackenna sont les bienvenues et nous les défendrons avec notre sang, si c'est nécessaire* »[1897]. Ce messianisme ouvriériste entre alors en conjonction avec la subjectivité d'une fierté retrouvée pour des milliers de salariés. *Tarea Urgente* annonce d'ailleurs la venue prochaine de « l'offensive finale », avec pour avant-garde les CI :

Photo N° 51 : Première page de *Tarea Urgente* (N° 9, juillet 1973)

tarea urgente
organo de expresión de los cordones industriales y comandos comunales
9
NUESTRA TAREA:
¡ORGANIZAR LA OFENSIVA FINAL!
LOS CORDONES INDUSTRIALES, VANGUARDIA DEL PODER POPULAR
TAREA URGENTE ES:
1 Conmemorar combativamente el 26 de julio
2 Vigilar la creación de Cordones Paralelos
3 Defender las Empresas conquistadas
¿...COMO ES LA CUSTION... ¿LE SACAMOS LA PESTAÑA NO A LOS MOMIOS, AH?

Mais le gouvernement ne l'entend pas ainsi et compte sur le temps qui passe pour calmer les ardeurs militantes : vingt jours après le coup d'Etat manqué, la situation de quelques entreprises seulement se trouve régularisée[1898]. Le reste d'entre elles est dans une situation d'expectative difficilement tenable. Ce laps de temps est mis à profit par le patronat, qui s'est vu dépossédé d'une partie de ses biens et, très rapidement, les tribunaux de justice commencent à délivrer des ordres d'évacuation. C'est le cas par exemple de l'usine de confection EL AS, d'où les ouvrières sont violemment expulsées le 21 juillet 1973[1899].

Ce n'est qu'après une nouvelle phase de démobilisation, que les dirigeants socialistes décident de réactiver les CI, de peur de voir le volcan social exploser sans eux. Le Cordon

---

[1897] Corresponsal popular, "Bienvenidas las nuevas industrias", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 30, 5 de julio de 1973.

[1898] C'est le cas par exemple de l'entreprise CRISTALERIA TORO, qui fabrique des flacons pour les laboratoires (« Cristalería Toro », *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 33, 26 de julio de 1973). Pour une vision générale, voir le paragraphe sur l'extension des Cordons après le 29 juin, intitulé « El Cordonazo ».

Cerrillos rompt ainsi l'immobilisme et le mardi 17 juillet, ses délégués se réunissent afin de discuter de la situation des entreprises occupées[1900]. Le lendemain, 25 entreprises participent à la mobilisation qui a été votée, malgré le refus du PC[1901]. Avec la présence de trois ou quatre mille ouvriers et environ 150 paysans, la mobilisation permet le blocage des principales artères de la commune de Maipú (après une concentration réalisée place Buzeta). Les barricades durent jusqu'à l'arrivée du sous-secrétaire au travail et du chef des carabiniers vers cinq heures du soir. Le personnel du gouvernement annonce alors que d'autres nationalisations seront bientôt annoncées. La démonstration de force du CI provoque des remous à l'intérieur de différentes industries, particulièrement celles qui sont contrôlées par le PC. A FENSA et INSA, deux bastions communistes, les syndicalistes demandent aux ouvriers de ne pas participer. Suite à des altercations entre la direction syndicale et une partie de l'assemblée, un groupe de plus de cent ouvriers sort néanmoins pour manifester[1902]. Le même jour, le Conseil directeur national de la CUT réitère sa volonté que les CI obéissent à ses consignes et soient désormais des « *directions de base intégrées à la CUT* »[1903]. Mais la teneur du mouvement est donnée et les CI désirent avant tout étendre l'APS bien au-delà des limitations institutionnelles dictées par l'UP. D'ailleurs, le président du CI Cerrillos dénonce publiquement une manœuvre du PC au sein de la CUT puisque - selon lui - le thème du passage des entreprises à l'APS n'aurait pas été discuté par toutes les tendances politiques membres de sa direction[1904].

Le 18 juillet, dans l'après midi, les dirigeants des Cordons O'Higgins, Cerrillos, Santiago Centro, Mapocho-Cordillera et Vicuña Mackenna tiennent une longue assemblée. L'ambiance générale, morose, traduit la crainte que ne soient reportés indéfiniment les problèmes de chaque entreprise, tant que la CUT et le PC se montreront si peu enthousiastes pour les soutenir[1905]. Le lendemain, les représentants de ISESA, CRISTALERIAS, TORO, ARTELA et d'autres se réunissent avec des fonctionnaires, afin de réclamer la nationalisation. Et là encore, sous la pression, l'exécutif répond de manière positive. A l'usine CINTAC, le bilan de la mobilisation

---

[1899] « Corresponsal Popular », *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 33, 26 de julio de 1973.
[1900] « !El Cordonazo! Es solo una muestra", *De Frente*, Santiago, Nº 16, 27 de julio de 1973.
[1901] "Cordón Cerrillos se moviliza", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 33, 26 de julio de 1973. A noter que ces actions collectives sont contemporaines des essais de coordination de plusieurs CI de Santiago, également impulsées par Cerrillos (voir le Chapitre suivant).
[1902] "!El Cordonazo! Es solo una muestra", *De Frente*, Santiago, Nº 16, 27 de julio de 1973.
[1903] Consejo directivo de la CUT, *Comunicado*, Santiago, 18 de julio de 1973 (in *Clarín*, Santiago, 19 de julio de 1973); voir le paragraphe que je consacre aux essais de l'intégration des Cordons et de leur soumission à la CUT dans le chapitre précèdent.
[1904] "Cordones pelean duro por el Área Social", *Clarín*, Santiago, 20 de julio de 1973.
[1905] « Cordones industriales en pie de guerra; no les aguantaran ni la punta a devoluciones », *Clarín*, Santiago, 19 de julio de 1973.

est mis en exergue comme l'exemple à suivre[1906]. Le même jour, le journal du PC (*El Siglo*) publie une déclaration signée par la direction de la CUT, qui s'oppose au maintien des actions collectives initiées par les CI : « *La CUT rejette explicitement la tentative annoncée de provoquer un arrêt de travail avec occupation de certaines usines, puisque celui-ci n'obéit à aucun accord actuel de notre organisation* ». De plus, cet appel condamne les appels à la coordination au niveau provincial des CI émis par Cerrillos[1907].

Pourtant, ce type de condamnation *ex catedra* ne semble pas avoir beaucoup de prise sur ceux qui - à la base - voient comme une cuisante défaite les velléités de dialogue avec l'opposition ou le projet de rendre certaines usines. Connaissant parfaitement ces frustrations, Manuel Dinamarca (militant PS, secrétaire général de la CUT) participe ostensiblement à la fin juillet à une grande concentration organisée par le CI O'Higgins. Profitant de l'occasion, il cherche à démarquer son parti : « *Nous ne pouvons pas appuyer le dialogue avec les représentants de la bourgeoisie, pas parce que le dialogue est mauvais en soi, mais parce que la DC propose la restitution des entreprises et la restitution des terres, prétendant contenir et faire reculer le processus révolutionnaire* ». Et quitte à apparaître opportuniste, le dirigeant socialiste souhaite réaffirmer l'hégémonie socialiste sur les CI devant l'assemblée réunie à ex-YARUR : « *Le PS a sué sang et eau* [se ha sacado la mugre] *en organisant les Cordons industriels. Ceux-ci ont été créés en défense du gouvernement, en défense de l'Aire sociale. Maintenant, des divergences apparaissent quant à leur direction. Pourtant, l'expérience a prouvé qu'elle a été plus positive que la conduite proposée par la CUT* ». L'intervention de Hernán Ortega enfonce le clou, allant jusqu'à menacer à demi-mot le gouvernement : « *La Démocratie-chrétienne a demandé de décapiter les Cordons Industriels, mais les adeptes du dialogue doivent se rappeler que les Cordons sont nés justement quand existait déjà le dialogue avec l'opposition* » [1908]. Même son de cloche un peu plus tard au Cordon Macul : « *le dialogue tel qu'il se développe est un dialogue par « en haut », sans la participation des travailleurs, sans prendre en compte leur opinion. Cela peut déboucher sur deux alternatives : ou aller vers un accord afin de livrer le gouvernement à Freí en 1976* [année des élections présidentielles] *ou, ce qui paraît le plus probable, augmenter encore plus la crise, anticipant ainsi l'affrontement* »[1909].

[1906] « ! El Cordonazo! Es solo una muestra", *De Frente*, Santiago, Nº 16, 27 de julio de 1973.
[1907] Citations tirées de *El Siglo*, Santiago, 19 de julio de 1973.
[1908] « Concentración del Cordón O'Higgins: Habla Manuel Dinamarca », *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 35, 9 de agosto de 1973.
[1909] "El poder popular: hablan las bases", De Frente, Santiago, Nº 18, 10 de agosto de 1973.

Comme ils l'avaient été face au plan Prats-Millas, les CI sont sur le pied de guerre face au gouvernement. C'est le cas du Cordon Matucana-Mapocho. Récemment constitué autour de l'usine de FUNDICION LIBERTAD, il se développe dans une zone qui compte 58 industries et plus de 20 000 salariés[1910]. En juillet et avec la participation active d'ouvriers démocrates-chrétiens, cette coordination se met en mouvement afin d'exiger la nationalisation des usines CHITECO, CAFFARENA et CUMMING DIESEL. Cette dernière entreprise est finalement nationalisée dans les jours suivants[1911]. Un autre exemple est celui du Cordon Santiago-Centro. Il s'insurge contre la détention de *l'Interventor* d'une banque du centre-ville et se solidarise avec ses salariés en grève. Dans une note rendue publique, le CI caractérise cette arrestation comme la preuve que la justice de classe se moque des travailleurs[1912]. **Tout Santiago paraît à nouveau en ébullition, malgré les invitations au calme et les gestes de bonne volonté du gouvernement. Pablo Muñoz, militant socialiste, se rappelle comment l'exécutif est amené à dépasser ses propres objectifs. C'est le cas pour LUCHETTI, importante entreprise alimentaire initialement non prévue dans les listes du gouvernement** : « *Après le 29 juin, ont été nationalisées de nombreuses usines, beaucoup d'entre elles avaient été occupées par les travailleurs, le 29 en pleine alerte d'insurrection militaire. Après le 29, LUCHETTI n'a pas été rendue à son propriétaire, sinon qu'elle a été « intervenue » par l'Etat. Et LUCHETTI participait depuis longtemps au Cordon* ». La désignation de Pablo Muñoz, 24 ans, comme administrateur est proposée par le CI et confirmée par Allende. Luís Ahumada, camarade de P. Muñoz et lui aussi activiste du Cordon, souligne à propos de la nationalisation : « *Nous la voyions avec une certaine sympathie, cela favorisait ce que le Cordon était en train de réaliser, sans qu'ils* [les membres du gouvernement] *le disent explicitement. Le fait qu'ils nomment un de nos camarades comme administrateur, comme cela s'est passé dans plusieurs endroits, nous le considérions comme la preuve d'une certaine sympathie envers les organisations qu'étaient en train de se donner les travailleurs* »[1913].

Pourtant, si l'UP répond positivement à certaines revendications, elle cherche aussi à temporiser et à négocier, tandis que l'opposition et les entrepreneurs hurlent à la dictature marxiste. La majorité de la gauche et le gouvernement refusent de suivre les consignes

---

[1910] "Momio escucha: Cordón Matucana-Mapocho entro en la lucha", *Clarín*, Santiago, 19 de julio de 1973.
[1911] "Cordones pelean duro por el Área Social", *Clarín*, Santiago, 20 de julio de 1973.
[1912] Cordón Santiago-Centro, "Repudio a la justicia por arbitraria detención", Santiago, julio de 1973 (in *Clarín*, Santiago, 19 de julio de 1973).
[1913] Entretien avec Pablo Muñoz et Luís Ahumada, La Serena, 24 juin 2002.

rupturistes du pouvoir populaire et veulent donner le change à une Démocratie-chrétienne qui fait habilement monter les enchères, avant de rompre le dialogue.

Une bonne illustration des formes de lutte sociales menées par les CI est celle du 19 juillet par le CI Vicuña Mackenna. En effet, le lendemain de la grande mobilisation du CI Cerrillos, c'est le CI voisin qui prend la relève[1914]. Le matin, les dirigeants du Cordon parcourent les quatre secteurs du Cordon et informent plusieurs dizaines d'entreprises (presque 90 selon *De Frente*). L'objectif est de faire pression pour que les usines occupées ne soient pas rendues et, en même temps, d'exiger l'expropriation de la CENADI. Dans certains lieux de travail, cela ne s'effectue pas sans la résistance décidée du PC qui y voit une provocation, comme à SIAM DI TELLA ou TEXTIL PROGRESO[1915]. Mais plusieurs entreprises de l'Aire sociale répondent présent, ainsi que des brigades de *pobladores* des campements *Nueva Habana* et *Lo Hermida*. Finalement, plusieurs milliers de personnes affluent dans les rues (peut-être 4000). On y voit les salariés d'industries comme STANDARD ELECTRIC, CRISTALERIAS CHILE, ELECMETAL, GEKA, LUCHETTI, VINEX, EASTON CHILE, RONITEX ainsi que d'autres unités plus petites. A 11 heures, la zone contrôlée par le Cordon est immense (depuis Avenida Matta jusqu'à l'usine TEXTIL PROGRESO) et rapidement barrée par cinq barricades. Un instant, les militants du pouvoir populaire peuvent crier (et croire) que le CI Vicuña Mackenna est un « *Territoire Libre des Travailleurs !* » (voir les photos page suivante) . Pour *La Tercera*, il s'agit surtout d'une inacceptable et « *provocatrice démonstration de force* ». Le journal d'opposition décrit avec frayeur des « *bandes armées* » organisées en patrouille, le visage couvert d'un foulard et équipées de matraques et même d'armes à feu (ce qui paraît très peu probable)[1916]. Et de rappeler que parmi les leaders de cette action de rue, se trouve le dirigeant

---

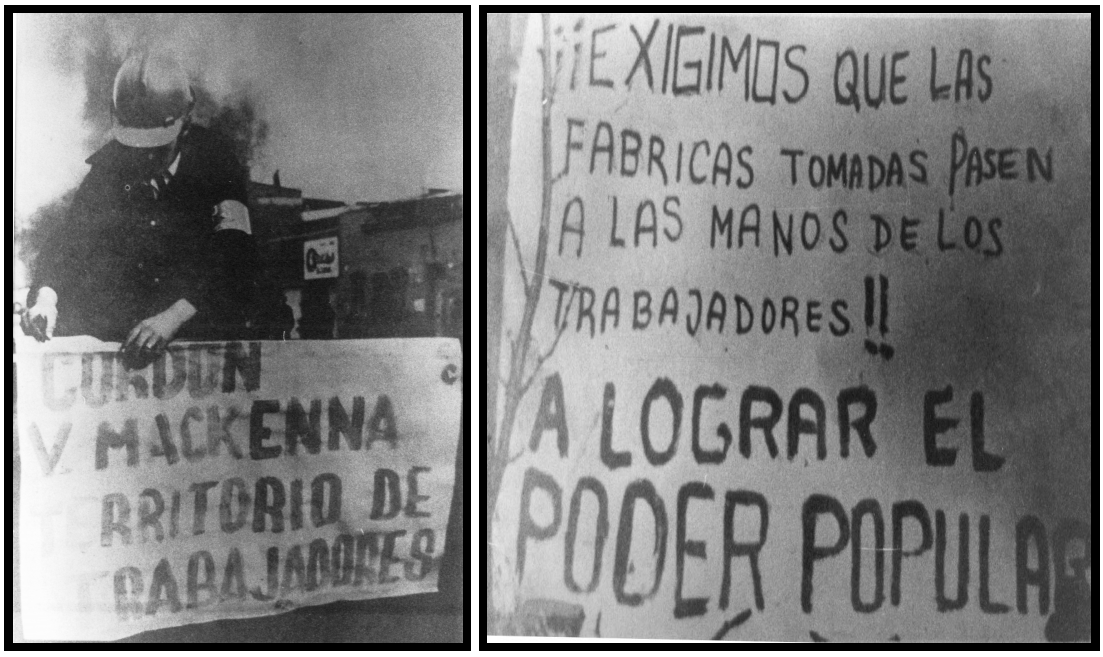
[1914] Mis à part mentions spécifiques, la chronique qui suit est basée sur : « Jornada de combate en el Cordón Vicuña Mackenna », *Tarea urgente*, Santiago, Nº 10, 27 de julio de 1973 ; « Cordón Vicuña Mackenna », *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 33, 26 de julio de 1973 ; "Cordón Vicuña Mackenna. ¡La no devolución va!", *De Frente*, Santiago, Nº 16, 27 de julio de 1973 et *Chile Hoy*, Santiago, Nº 59, 27 de julio de 1973.

[1915] Entrevista de Faride Zeran a Galvarino Escorza, « Los comunistas y los Cordones », *Chile Hoy*, Santiago, Nº 61, 16 de agosto de 1973.

[1916] Si les armes blanches ou les bâtons sont parfois effectivement utilisés par la gauche lors de tels défilés, la présence de pistolets ou autre est d'ordinaire quasi inexistante : voir à ce propos le document secret interne du MAPU sur les techniques de démonstration de force et d'autodéfense : Comisión política del MAPU, *Técnicas de acción de masas*, Documento de estricta circulación interna, Cartilla 1 B 3 (in V. Farias, *Op. Cit*, Anexo 1). D'ailleurs, dans le même article, *La Tercera* reconnaît que ses journalistes n'ont pu assister directement aux barricades car bloqué au niveau de l'entrée de Vicuña Mackenna, à tel point qu'ils sont incapables de déterminer le nombre de manifestants…

du MIR, Víctor Toro, « *extrémiste connu qui, avant, était chargé de l'insurrection armée de plusieurs poblaciones* »[1917].

Photo N° 52 : *El Cordonazo.* Barricades du CI V. Mackenna (juillet 1973)



Source : *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 34, 2 de agosto de 1973

Dès midi, l'Etat se rappelle au bon souvenir des manifestants et les carabiniers interviennent. A 13 heures, l'intendant de Santiago arrive sur les lieux. En tant que militant UP, il s'engage à retirer les forces de police et « *à ne pas signer d'ordre de répression policière contre le peuple* ». Il est chargé de demander au ministre de l'économie, José Cadémartori (PC), d'accepter de se présenter au Cordon pour entendre les préoccupations des salariés. Pourtant, à 16 heures, même situation de *statu quo* et toujours pas de ministre... Les heures passent ainsi et finalement à 18 heures 30, les dirigeants du CI prennent l'initiative de faire avancer leurs troupes – dans le calme - de 50 mètres, jusqu'à croiser l'Avenida Matta et interrompre le trafic de cette grande avenue. La réponse des carabiniers est immédiate : « *en encerclant les travailleurs et lançant une quantité disproportionnée de bombes lacrymogènes. Plusieurs compagnons tombent, semi asphyxiés. Il se produit un repli face à cette action implacable* ». A 19 heures, plusieurs personnes sont blessées. A 20 heures, le ministre de l'économie fait savoir qu'il ne viendra pas et que c'est aux syndicalistes de se

[1917] « El Cordón Vicuña Mackenna se apodera de las calles », *La Tercera*, Santiago, julio de 1973 (cité dans A. Pinochet, *El día decisivo*, Santiago, Ed. Andrés Bello, 1980).

déplacer. Commentaire de *Tarea Urgente* : « *Il est clair qu'il ne veut pas descendre jusqu'aux bases. Les travailleurs se demandent si le ministre a peur d'eux* ». Finalement les dirigeants du CI cèdent et invitent à démonter les barricades. Le lendemain Armando Cruces a une conversation téléphonique avec José Cadémartori, qui lui notifie son refus catégorique de recevoir les CI. Malgré cette attitude, les dirigeants socialistes renoncent à maintenir la mobilisation. Quelques heures plus tard, pendant une réunion, la mort d'un des militants du CI est connue : José Arroyo, 27 ans et militant du MIR, aurait fait une chute mortelle d'un toit ou d'un mur, semi asphyxié par les gaz lacrymogènes. Veillé tout le week-end dans le local du syndicat d'ELECMETAL, il est enterré le lundi. Tout au long du cortège funèbre, on peut lire les pancartes : « *Hasta la victoria siempre* » et « *la lucha continua* »…

En fait, ces journées d'intenses mobilisations de juillet sont les dernières actions d'envergure réalisées par les Cordon. Certes, on peut citer plusieurs escarmouches notables par la suite mais sans cette combativité et ce caractère de masse[1918]. A cette date, les situations les plus conflictuelles se réduisent à un groupe d'environ 30/40 entreprises, ce qui est une goutte d'eau dans l'océan des 34 000 entreprises du pays, comme s'empresse de le souligner Luís Figueroa lors du plenum de la CUT[1919]. Effectivement, l'exécutif a réussi à désamorcer la menace d'une mobilisation coordonnée de *tous* les CI. Plusieurs entreprises ont été rendues à leurs propriétaires sans intervention policière, du fait du travail de persuasion des militants les plus modérés, et surtout, de la démobilisation qui envahit la base après plusieurs jours d'occupation sans perspective. D'autres usines (grâce à leur combativité ou un certain poids économique) sont finalement en passe d'être nationalisées[1920].

Pourtant, c'est l'amertume qui domine chez les militants les plus radicaux, alors que le gros du mouvement social urbain est resté en marge de ces mobilisations, voire les ont condamnées. Et surtout, les directions des grands partis de gauche et le gouvernement sont apparus largement en retrait des exigences mises en relief par le pouvoir populaire.

[1918] Ainsi, le 26 juillet 1973, les dirigeants du Cordon Vicuña Mackenna se mobilisent suite à une rumeur d'évacuation par la force des ouvriers d'une usine occupée depuis le 29 juin. Cette usine produit des pneumatiques, des peintures et plusieurs articles à base plastique et caoutchouc. Malgré qu'elle soit constituée par plus de 100 salariés, dont plus de 40 % sont des femmes, le gouvernement n'est pas prêt à la nationaliser (Corresponsal Popular, « Manufacturas chilenas de Caucho », *La Aurora de Chile*, Santiago, N°34, 2 de agosto de 1973).

[1919] *Clarín*, Santiago, 26 de julio de 1973.

[1920] Par exemple, en ce qui concerne le Cordon Vicuña Mackenna, l'exécutif cède pour les entreprises LUCHETTI, PIZARENO, AGA, CIRSTALERIAS TOTO, CUNMING DIESEL, ARTELLA, SCHIAFFINO, COBRE CERRILLOS et LANEX. Même chose au niveau de la sidérurgie et métallurgie où quatre entreprises sont nationalisées. Voir "Los Cordones y el 29 de junio", *Temple*, Santiago, Nº 6, agosto de 1973 et « Artela al Area Social », *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 33, 26 de julio de 1973.

Les avancées obtenues fin juin par le mouvement ouvrier ont été une fois de plus marchandées au niveau du champ politique institutionnel. Le divorce entre une fraction de la société civile et la société politique est patent, même si une majorité du mouvement ouvrier reste soudé derrière l'UP et son gouvernement. Le constat de Jorge Magasich est fondé lorsqu'il écrit que « *l'inactivité ou le soutien du reste de la gauche face à la politique de restitution des entreprises occupées le 29 juin marqua le début de l'isolément des Cordons par rapport à la grande masse de la gauche* »[1921].

Dans les Cordons, les militants socialistes parviennent à dévier les fortes critiques contre le gouvernement, allant jusqu'à suggérer que l'unique solution serait une intégration des CI au cabinet présidentiel[1922]. Effrayés de pouvoir déstabiliser l'UP quand la majorité de la gauche n'est pas prête à les soutenir, ils n'ont pas d'alternatives crédibles à proposer. Les fractions les plus conscientes des classes dominantes l'ont bien compris et profitent de cette aubaine. A la mi juillet, la Chambre des députés accuse le Président de la République de favoriser les occupations illégales d'industries et lui signale qu'il s'est mis en situation contraire à la Constitution du pays. La presse d'opposition et les syndicats patronaux s'insurgent d'une même voix contre la « tyrannie communiste » (voir le paragraphe XIII – 2 - 2). Le 26 juillet, la grève des camionneurs et des transports paralyse à nouveau le pays (jusqu'au coup d'Etat) et entraîne avec elle, comme en octobre 1972, nombre de professions libérales, étudiants, commerçants, etc… Parallèlement, les attentats se multiplient.

Ainsi, si certains auteurs, étonnés par l'ampleur de la résistance des Cordons en juillet 1973, ont été jusqu'à décrire la naissance de *soviets* au Chili, il se sont assurément laissés abuser par une vision erronée des rapports de forces sociaux. C'est le cas du professeur de science politique Robert J. Alexander dans sa « *Tragedy of Chile* », qui décrit la naissance de véritables « *gouvernements autonomes* », assumant le contrôle économique et social de la périphérie de Santiago[1923]. Allende quant à lui est tout à fait conscient du péril en la demeure. Plutôt que de s'appuyer sur cette « révolution par en bas » mal définie, il décide de placer ses dernières chances politiques dans un cabinet controversé qui donne la part belle aux militaires : c'est le cabinet dit de « sécurité nationale ».

[1921] J. Magasich, *Op. Cit.*, p. 237.
[1922] "Claras instrucciones para repeler paro nacional", *Temple*, Santiago, Nº 6, agosto de 1973.
[1923] R. J. Alexander, *The Tragedy of Chile*, Wesport, Greenwood Press, 1978, p. 315.

X – 3 – 2) Gouvernement civilo-militaire et paralysie de la gauche

Le sixième remaniement ministériel de l'UP et la constitution du cabinet civilo-militaire, officiellement le 9 août 1973, permet l'arrivée, au premier plan du champ politique, des plus importants responsables militaires du pays. Ces généraux sont choisis dans les différentes branches des forces armées et placés à des postes clefs : Défense (Commandant en chef de l'armée de terre - Gal Prats) ; Economie (Commandant en chef de la marine – Gal Raúl Montero) ; Travaux publics (Commandant en chef de l'aviation – Gal Ruiz Danyau) ; Terres et colonisation (Directeur général des carabiniers – Gal José Maria Sepúlveda). Allende a décidé de mettre le « peuple de gauche » devant le fait accompli, et surtout ses partisans les plus radicaux, résolument hostiles à la participation militaire au gouvernement. Depuis plusieurs semaines se déroulent dans tout le pays des meetings dénonçant l'attitude ouvertement répressive des forces armées contre les usines mobilisées, grâce à une application cynique et brutale de la « loi sur le contrôle des armes »[1924]. Pour Allende, ce cabinet devrait contribuer à calmer l'affrontement de classe : « *il n'y aura dans ce pays ni coup d'Etat, ni guerre civile parce que l'immense majorité des chiliens s'oppose patriotiquement à ces insensés, conscients de la responsabilité historique que nous avons tous* »[1925]. **Pourtant, si le pari du « camarade-président » est de réaliser un ultime repli tactique, il n'offre que peu de perspectives aux forces révolutionnaires[1926]. Au contraire, il paraît donner raison aux secteurs qui "poussent" ouvertement les militaires à intervenir et renforce ce que l'on pourrait appeler « le bras droit de l'Etat » (pour paraphraser Pierre Bourdieu), c'est-à-dire tout ce en quoi il est le garant de l'ordre social et l'éventuel adversaire de ceux qui le contesterait.**

Le jour même de l'annonce du nouveau cabinet, la CUT réalise une importante manifestation dans le centre ville (manifestation déjà prévue depuis une semaine). Les dirigeants de la centrale syndicale Luís Figueroa et Rolando Calderón se succèdent à la tribune. Ils soutiennent fermement la combinaison civilo-militaire choisie par Allende, tout en se déclarant compréhensifs envers les demandes des Cordons industriels. R. Calderón va jusqu'à

[1924] Voir le paragraphe du Chapitre XIII intitulé « le pouvoir populaire face à l'armée » et P. Kalfon, « Le retour des militaires au gouvernement pourrait provoquer un éclatement de l'Unité populaire au Chili », *Le Monde*, Paris, 10 août 1973.

[1925] Cité dans *Clarín*, Santiago, 9 de agosto de 1973.

[1926] Selon Carlos Altamirano : "*La idea de Salvador Allende era darle una mayor fuerza frente al gobierno frente a toda la acción subversiva de las instituciones de derecha, frente a Patria y Libertad y una serie de organizaciones armadas de la derecha que tenían bastantes más armas que las que inventaron que tenía la izquierda*". Entretien réalisé à Santiago, le 11 mars 2002.

faire une proposition assez ambiguë, pour ne pas se compromettre : que « *les Cordons s'intègrent à la CUT et la CUT aux Cordons* »[1927]. Comme le constate A. Touraine, il est désormais évident pour la CUT que les Cordons industriels ne symbolisent plus « *une masse marginale* » et « *elle sent bien que la classe ouvrière militante est autant, sinon plus, présente dans les organisations de base que dans les bataillons communistes disciplinés et influents des entreprises publiques* »[1928]. Mais, dans un tel contexte, pour de nombreux salariés des CI présents sur place, ces déclarations apparaissent avant tout comme une volonté des dirigeants du mouvement ouvrier d'avaliser l'entrée des militaires au cabinet. R. Calderón doit même subir les quolibets de quelques travailleurs et des bagarres éclatent entre des militants du MAPU, MIR et PS et ceux du PC qui souhaitent faire taire les dissidences[1929]. Le reportage publié à la mi-août par *Chile Hoy*, montre comment la désorientation et les illusions s'entretiennent mutuellement - pour reprendre les mots de Maurice Najman - à propos de ce nouveau cabinet. Ceci explique pourquoi la démobilisation gagne du terrain, y compris parmi les CI. La revue interroge de nombreux salariés et *pobladores* pendant le défilé. Pour la majorité d'entre eux, l'intégration des militaires serait l'opportunité de consolider le gouvernement : « *Je trouve ce cabinet excellent car je crois qu'une fois pour toutes, nous allons sortir de tout cela, que la politique de la "main dure" va être appliquée* […]. *J'ai confiance dans les militaires* » s'enthousiasme une manifestante. Cependant pour certains militants des CI, cette option bonapartiste *sui generis* pourrait conduire à la paralysie du processus. Armando Cruces ne mâche pas ses mots : « *Pour les dirigeants du Cordon et tous les travailleurs, ce cabinet apparaît comme une trahison vis-à-vis de la classe ouvrière car il prouve que le gouvernement hésite toujours et n'a pas confiance dans la classe ouvrière. Les militaires dans le gouvernement, comme en octobre, sont une garantie pour les patrons* ». Et il ajoute que cette analyse est le fruit d'une réunion à laquelle ont participé 45 syndicats et quelques membres de la CUT. D'autres dirigeants des CI sont beaucoup plus modérés, soulignant par là même le manque de cohérence politique au sein de la direction PS des Cordons. Ainsi, Víctor Muñoz (CI San Joaquín) déclare, à titre personnel, que « *sans vouloir justifier pleinement le cabinet* », il considère « *qu'il s'agit là d'une démarche tactique dans la perspective d'une accumulation de forces qui permettront, demain, de faire face à la réaction*

[1927] *El Mercurio*, Santiago, 10 de agosto de 1973.
[1928] A. Touraine, *Vie et mort du Chili populaire*, *Op. Cit.*, pp. 37-39.
[1929] Voir les commentaires de Maurice Najman pour qui cet épisode est le preuve « *de la politique de capitulation* » du gouvernement (M. Najman, *Le Chili est proche¸ Op. Cit.*, p. 230).

dans de meilleures conditions »[1930]. **Ce 9 août 1973, les Cordons industriels manifestent pendant plusieurs heures dans le centre-ville aux cris de « pouvoir populaire », mais c'est pourtant le désarroi qui gagne leurs rangs. Désarroi qui n'est finalement que le reflet de la confusion qui règne dans la direction des partis d'une gauche plus divisée que jamais.**

Photo N° 53 : Mobilisation du CI Cerrillos dans le centre de Santiago (août 1973)

Source : *Chile Hoy*, Santiago, N° 62, agosto de 1963

En effet, depuis la fin juillet, Allende et le PC ont multiplié les déclarations glorifiant le constitutionnalisme de l'armée et en parallèle ont dénoncé le gauchisme des activistes du pouvoir populaire. Déjà, lors du plenum de la CUT fin juillet 1973, le président de la République a annoncé que les forces armées ont un rôle essentiel à jouer dans le développement du pays et s'en est pris à « *l'ultra droite* » mais aussi aux « *pseudos révolutionnaires de gauche* », « *infiltrés* » dans les rangs du peuple. Et qui sont-ils selon le premier mandataire du pays ? Ceux qui alimentent le chaos par « *les occupations de routes et de chemins, où sont parfois en première ligne des hommes de gauche qui se trompent et juste derrière des militants de l'opposition, qui les utilisent* »[1931]. Les Cordons de Santiago sont directement visés. Dans le même ordre d'idées, lors de la session plénière de la direction PC de la fin juillet, O. Millas affirme que « *suivre le chemin antipopulaire des ultra gauchistes, c'est*

[1930] M. Harnecker, « Nuevo cabinete: los partidos deben informar a la base », *Chile Hoy*, Santiago, Nº 62, 17 de agosto de 1973.

faire le jeu de la droite ». Ces « *gauchistes* » sont identifiés : des militants FTR, dont il n'hésite pas à suggérer qu'ils pourraient « *camoufler un déguisement de la CIA* »[1932]. Ce type d'argumentation irrationnelle et sectaire se multiplie à l'occasion des derniers débats sur le pouvoir populaire durant le mois d'août (voir le paragraphe XIII - 2 - 1).

Si pour le PC, une partie du PS et le MAPU Obrero-Campesino (dirigé par J. Gazmuri), le cabinet civilo-militaire est une bonne chose[1933], ce n'est pas l'avis de l'ensemble de l'UP. La commission politique de la Gauche chrétienne admet qu'il « *faut reconnaître – quelque soit le degré de justification du nouveau cabinet – que son installation a créé un certain trouble dans les secteurs de masses* ». Le souci principal affiché de la IC est que cette tactique ne sépare pas définitivement le gouvernement du mouvement social[1934]. Au contraire pour le MAPU conduit par O. Garretón, le gouvernement est de plus en plus sur la voie de la capitulation. Il l'accuse de sacrifier les intérêts des classes populaires[1935]. « A*u sein de l'UP et du gouvernement ont surgi et se sont développées de fortes tendances à la transaction qui prétendent éviter le coup d'Etat en faisant des concessions.* […] *La politique de conciliation s'exprime actuellement par l'incorporation d'un secteur des forces armées au cabinet, dans des conditions qui vont au-delà de l'acceptable pour les forces révolutionnaires* ». Partant de ce constat, le MAPU Garretón rejette en bloc le nouveau cabinet, tout en refusant l'idée d'une rupture avec l'UP[1936].

On retrouve à peu prés cette attitude "d'entre deux" chez le PS, qui tout en s'étant plié à contre coeur à la discipline gouvernementale, se paye le luxe d'un discours incendiaire depuis le CI Cerrillos. Ainsi, le 14 août 1973, c'est au syndicat de COBRE CERRILLOS, au cours d'un discours retransmis par la radio, que le secrétaire général du PS choisit de s'exprimer[1937]. Selon C. Altamirano, le gouvernement et la gauche ont commis de graves erreurs et n'ont pas su s'appuyer sur les organisations surgies de la base. Il reconnaît

---

[1931] Discours tiré de "Allende reitero llamado al dialogo democrático...", *Clarín*, Santiago, 26 de julio de 1973.
[1932] H. Rodríguez Molina, « La clase obrera es la columna vertebral de lucha antifascista: Millas inauguro Pleno Comunista », *Clarín*, Santiago, 27 de julio de 1973.
[1933] Voir L. Corvalán (Secretario General del PC), "Del discurso en el acto de masas del PC en el teatro Caupolican", Santiago, 11 de agosto de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit*, Tomo 6, pp. 4809-4811).
[1934] *Clarín*, Santiago, 16 de agosto de 1973
[1935] Voir Oscar Guillermo Garretón (Secretario General del MAPU), "Discurso radial del 4 de agosto de 1973", *De Frente*, Santiago, Nº 18, 10 de agosto de 1973 et A.G.G., "Crisis política y lucha contra el enemigo principal", *De Frente*, Santiago, Nº 20, 24 de agosto de 1973.
[1936] MAPU (Comisión Política), "¡No al gabinete de transacción!", Santiago, 8 de agosto de 1973 (in *De Frente*, Santiago, Nº 18, 10 de agosto de 1973).

[1937] C. Altamirano (Secretario General del PS), "Verdades y mentiras de la situación económica que vive Chile", *Discurso pronunciado en la industria Cobre Cerrillos*, Santiago, 14 de agosto de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 6, pp. 4953-4962).

« *l'absence d'audace pour restructurer un appareil étatique que la bourgeoisie a créé en fonction de ses intérêts de classe et qui, aujourd'hui, est incapable de répondre aux nouvelles nécessités* ». Selon lui, l'unique solution serait « *que l'Unité populaire et le gouvernement situent au centre de leur préoccupation, dans chaque initiative et chaque action, le développement et le renforcement du pouvoir populaire et l'instauration "d'un nouvel Etat où les travailleurs et le peuple aient l'exercice réel du pouvoir" ainsi que le signale textuellement le programme de l'Unité populaire* ». **Carlos Altamirano conclut en rappelant qu'historiquement dans de tels moments *"conservateurs et réformistes voient comme anarchie et désordre ce qui est en réalité l'expression dynamique du nouvel ordre de la société*". Et il ajoute sur un ton messianique : « *nous avons réveillé un peuple et l'avons mis en marche et rien ni personne ne pourra arrêter sa marche de géant* ».**

La condamnation du MIR est encore plus dure : le cabinet civilo-militaire serait celui de « *la capitulation* », initiée par « *les réformistes les plus récalcitrants de l'UP en alliance avec les secteurs patronaux* », car l'UP n'aurait fait que « *renforcer l'ordre bourgeois et patronal, renonçant ainsi à fortifier le gouvernement grâce à l'augmentation de l'autorité de la classe ouvrière et du peuple* ». L'organisation au drapeau rouge et noir prédit en conséquence la « *division du peuple et de la gauche, la confusion et le mécontentement des masses* »[1938]. **Les contradictions entre les différents partis de gauche s'accentuent ainsi jusqu'à la rupture définitive durant le mois d'août, en alimentant un peu plus la confusion chez les militants de base. L'épisode de la répression des marins de gauche confirme le degré de paralysie auquel est arrivée l'UP, sans qu'aucune organisation ne paraisse capable d'inverser la tendance.** En effet début août, les services d'intelligence de la marine arrêtent, à la surprise générale, des marins et des travailleurs des ateliers militaires des ports de Valparaíso et Talcahuano (ASMAR), sous prétexte qu'ils auraient organisé des cellules militantes au sein des forces armées[1939]. Une centaine de personnes est violemment détenue et même torturée, alors que le 24, le Général José Toribio Merino (futur membre de la junte militaire) demande l'arrestation des dirigeants de gauche O. Garretón (MAPU), C. Altamirano (PS) et M. Enríquez (MIR) en tant qu'auteurs intellectuels d'un travail de conspiration au sein de l'armée. **La lettre publique envoyée par les marins à Allende explique pourtant qu'il ne s'agit absolument**

[1938] MIR (Secretariado Nacional), "Declaración sobre el nuevo gabinete y la situación política", Santiago, 13 de agosto de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 6, pp. 4963-4968).

[1939] Voir *El Mercurio*, Santiago, 8 y 9 de agosto de 973 et "Torturan a marineros antigolpistas", *Punto Final*, Santiago, Suplemento al Nº 191, 28 de agosto de 1973.

pas de cela et qu'ils ont agi seuls avec pour but de dénoncer, preuves et nom d'officiers à l'appui, les préparatifs d'un coup d'Etat à Valparaíso[1940]. Devant des faits aussi graves, l'exécutif rechigne pourtant à prendre une décision politique forte et annonce qu'il s'en remet à la décision de la justice militaire... Travaillant aux côtés de Généraux au gouvernement, l'UP refuse de ce fait de se déclarer solidaire des marins torturés afin, soi disant, « *d'éviter un faux affrontement entre le peuple et les forces armées* »[1941]. Allende au nom « *du respect de l'Etat de droit* » et, de l'unité des institutions militaires, rend ainsi impossible toute alliance entre la gauche et les soldats ou sous-officiers qui lui sont encore fidèles, allant jusqu'à condamner les « *tentatives d'organisation en cellules* [politiques] *dans l'armée* ». Répétant « *une fois de plus, les extrémistes de gauche et de droite se serrent la main* », il autorise l'application de la loi de sûreté intérieure contre les marins et leur répression[1942]. Ceci alors que parallèlement, la gauche et les organismes de pouvoir populaire sont eux aussi depuis plusieurs semaines, sous les coups de multiples accusations pour « subversion » et doivent faire face à une première vague répressive (voir les paragraphes suivants à ce sujet).

Dans ces conditions, la voie royale parait toute tracée pour le coup d'Etat et le temps historique s'accélère en ce sens, tandis que la grève des camionneurs et de multiples corporations fait rage. Le 17 août, le Général Ruiz Danyau démissionne brusquement du gouvernement en même temps que de ses fonctions de Commandement en chef de l'aviation. Sa démission fait grand bruit puisque, selon le MIR, Ruiz aurait planifié sa participation à un coup d'Etat militaire[1943]. Il est remplacé par le Général Gustavo Leigh, lui-même futur haut responsable de la dictature militaire. **Le 25 du même mois, c'est le Général Prats, l'un des appuis fondamentaux d'Allende, qui donne sa lettre de renoncement, craignant que sa présence au sein du gouvernement n'approfondisse « *la rupture de la discipline***

[1940] Voir « Carta de los marineros torturados en la Armada a Salvador Allende » in V. Farias, *Op. Cit.*, pp. 4908-4911.

[1941] S. Allende, "Declaración sobre la campaña contra las torturas en la Armada", Santiago, 6 de agosto de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 6, p. 4904) et Unidad popular (Comité político), "Declaración sobre la campaña contra las torturas en la Armada", Santiago, 6 de agosto de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 6, p. 4907).

[1942] Voir *El Mercurio*, Santiago, 10 de agosto de 1973 et *El Rebelde*, Santiago, Nº 97, 23 de agosto de 1973.

[1943] Voir à ce propos, le reportage « El Golpe esta vivo » sur les préparatifs de coup d'Etat au sein des forces aériennes, réalisé sur la base d'informations fournies par la Commission nationale d'information du MIR (in *La tragedia chilena: testimonios*, Buenos Aires, Merayo Ed., Coll. Documentos, 1973, pp. 238-250).

institutionnelle et la dislocation de l'Etat de droit **»[1944]. Pour lui succéder, le président de la République nomme Commandant en chef des forces armées le Général Pinochet, présenté par Prats lui-même comme loyal…**

[1944] Gal. C. Prats, « Carta de renuncia al Presidente Allende », Santiago, 25 de agosto de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, tomo 6, pp. 5005-5006). Voir également la réponse d'Allende, ainsi que celle de R. Tomic qui incarne l'aile gauche de la DC, évincée par Freí et Aylwin : Salvador Allende, « Respuesta a la carta-renuncia del General Carlos Prats », Santiago, 26 de agosto de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, pp. 5007-5008) et R. Tomíc, *Carta al señor general, don C. Prats González*, 25 agosto 1973 (in *Clarín*, Santiago, Nº 6901, 29 agosto 1973).

Chapitre XIII) Panorama et derniers débats du pouvoir populaire en 1973

XIII – 1) Panorama du « pouvoir populaire » urbain à la mi-1973

XIII – 1 – 1) Récapitulatif des principales coordinations de pouvoir populaire

Il est possible d'estimer à entre 20.000 et 30.000 personnes, le nombre de salariés qui s'identifient à l'action des CI du grand Santiago et répondent à leurs appels. Du nord au sud du pays, ce chiffre doit être proche du double. L'historien Jorge Magasich avance une hypothèse "haute" : environ 100.000 personnes mobilisées, de temps à autre, par les Cordons industriels et les Commandos communaux, chiffre que l'on ne peut vérifier à coup sûr et qui est déjà considérable[1945]. Il est tout de même nécessaire de rappeler que ces quelques organismes naissant de pouvoir populaire n'ont jamais réellement coordonné leur action à une échelle provinciale et encore moins sur le plan national. En tout cas, au vu de l'enquête orale mais aussi des archives disponibles, il ne fait aujourd'hui pas de doute que les chiffres avancés par certains partisans des CI, ou par la presse, sont vraisemblablement délibérément exagérés. A titre d'exemple, rappelons qu'en août 1973, le Cordon Cerrillos prétend représenter un total de 200 entreprises et 50.000 travailleurs[1946], que le CI O'Higgins revendique plus de 20 industries et quelques 20 000 salariés[1947], celui de Matucana-Mapocho n'hésite pas à déclarer lui aussi le même nombre de travailleurs et 58 industries (alors qu'il n'est resté qu'une coordination embryonnaire dans les faits)[1948], le Cordon Macul représenterait à cette date pas moins de 80 entreprises[1949], enfin, ce sont 24 usines qui sont annoncées par le Cordon Panamericana Norte et 35 par celui de San Joaquín[1950]. On retrouve là la confusion qui est faite, pour des raisons de propagande, entre le *Cordon en soi* et le *Cordon pour soi*[1951]. C'est aussi en raison de cette

---

[1945] J. Magasich, *Pouvoir formel et pouvoir réel au Chili*, *Op. Cit.*, p. 189.
[1946] "Los Cordones Industriales: el poder naciente", *Poder Popular*, Santiago, Nº 8, agosto de 1973.
[1947] « Cordón O' Higgins: 12 mil trabajadores defenderán al Chile revolucionario », *La Nación*, Santiago, 12 de julio de 1973.
[1948] "Momio escucha: Cordón Matucana-Mapocho entr en la lucha", Clarín, Santiago, 19 de julio de 1973.
[1949] "El poder popular: hablan las bases", *De Frente*, Santiago, Nº 18, 10 de agosto de 1973.
[1950] Voir *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 11, 3 de agosto de 1973 et *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 12, 10 de agosto de 1973.
[1951] Pour un rappel, de la définition de ces deux concepts, nous renvoyons le lecteur au glossaire en fin d'ouvrage.

confusion qu'il est toujours difficile de faire un état des lieux objectif du pouvoir populaire à la veille du coup d'Etat. Nous nous y risquerons néanmoins, quitte à prendre le risque de faire quelques erreurs, qui nous l'espérons seront corrigées par de futures investigations, en particulier en ce qui concerne les coordinations apparues en province. Nous nous contenterons ici d'un récapitulatif des principaux organismes de pouvoir populaire, en essayant d'apporter certaines données spécifiques sur chacun d'entre eux. Patricia Santa Lucia, puis Jorge Magasich, se sont déjà lancés dans une telle entreprise, alors que l'accès aux sources était encore plus ardu[1952].

Tableau N° 15 : Récapitulatif des Cordons industriels et diverses coordinations de pouvoir populaire urbain à Santiago (août 1973)

NB : il est nécessaire de préciser que certaines de ces coordinations ne sont encore qu'embryonnaires au moment du coup d'Etat. Les coordinations en gras sont celles qui ont démontré les plus fortes capacités de mobilisation et une certaine permanence dans le temps, notamment pour la période octobre 1972 - septembre 1973

Dénomination CI = Cordon industriel CC = Commando communal	**Date de création**	**Entreprises ou organisations sociales particulièrement actives dans la coordination**	**Noms de quelques uns des dirigeants connus** Quand nous les connaissions, nous avons indiqué entre parenthèses le lieu de travail et/ou la filiation partisane de la personne concernée
		FENSA, ALUMINIOS EL MONO, PERLAK, POLYCRON, CIC, COPIHUE, INDUBAL, SINDELEN,	- Hernán Ortega (SINDELEN – PS) - Santos Romeo (PERLAK- PS puis MIR)

[1952] P. Santa Lucia, « The industrial class and the struggle for power in Chile » dans O'Brien, *Allende's Chile*, pp. 126-166, Praeger Publischers, New York, 1976 et

CI Maipú-Cerrillos	Juin 1972	MAESTRANZA CERRILLOS, CARROSERIAS FRANKLIN, COBRE CERRILLOS, FACOL, PIZARRENO, ARTELA, MAPESA, FANTUZZI, CINTAC, BATA y CALVO + relations avec le conseil comunal paysan de Maipú	- Raúl Castro (IC) - Edmundo Jiles (FACOL- sans filiation partisane) - Carlos Quezada (COBRE CERRILLOS) - Enrique Ramírez (CIC – MIR puis PS) - Adrián Silva (ARTELA) - Andrés Rivera (FENSA)
CI Vicuña Mackenna	Octobre 1972	ELECMETAL, LICORES MITJANS, CRISTALERIAS CHILE, SIAM DI TELLA, INDUMET, LUCHETTI, VINEX, MUEBLES EASTON, FABRILANA, ALUSA, Laboratorios GEKA, MANQUEHUE, MUEBLES GALAZ	- Armando Cruces (ELECMETAL – PS) - Arturo Martínez (ALUSA – MAPU) - José Moya (ALUSA – MAPU) - Mario Olivares (MIR - MUEBLES EASTON) - Jorge Zarricueta (MUEBLES GALAZ)
CI O'Higgins	Octobre 1972	ex-YARUR, INDUGAS, SALFA, CORESA, GASCO, Confecciones EL AS, OPTICA RODDENSTOCK, PRECISION HISPANA, BURGER¸ SOQUINA, DISTRA, Maestranza JEMO	- Sergio Chávez (INDUGAS - PS) - Francisco Tobar Bascuñan (OPTICA RODENSTOK -MAPU) - Armando Carrera (ex-YARUR – PS) - Eleodoro Mellado (GASCO)

			- Víctor González (ex-YARUR)
CI Macul	Octobre 1972	POLLAK, METALPAR limitada, PAÑOS CONTINENTAL, RITTIG, SUPERTEX, PICHARA, BAMBARTE, KORES, LOS OLMOS, LORENZINI, PUKINS, LABORATORIO SUPRA, META AEROSOL, KORES + relations avec les *campamentos* "Nueva Quilín", "Sierra Maestra" et "Proletarios Uníos"	- Eugenio Cantillana (PCR - RITTIG) - Manuel Valdivieso (PCR – PICHARA) - Tomás Inostroza (Admistrateur PAÑOS CONTINENTAL – PS) - Hugo López (KORES – MAPU OC)
CI San Joaquín	Février 1973	SUMAR-Nylon, ANDINA, FAMASOL, entrepôt de la DINAC	- Víctor Muñoz (SUMAR – PS) - Syndicaliste PC (FAMASOL) - Gustavo Severa (SUMAR)
CI Santiago Centro	Essai en octobre 1972 – Refondation en Juillet 1973	Coordination des salariés des services et de l'administration, notamment des fonctionnaires du secteur public, du centre de Santiago ; ouvriers de la construction	- Luís Inostroza (PS) - Avelino Díaz (Construction)
		FACTOMET, CUEROFLEX, Litografías MARTINETI, VIA SUR,	- Carlos Valle

CI Mapocho-cordillera	Fin mars 1973	Calzados MINGO, PHILIPS, Canal 9, Clínica SANTA MARIA, Ed. QUIMANTU, mina LA DISPUTADA	(QUIMANTU – MAPU) - Manuel Saavedra (PS)
CI Matucana-Mapocho	Essai en mars 1973 – refondation en Juillet 1973	FUNDICION LIBERTAD, FUNDICION SIMA, TEXTIL CAFFARENA Y CHITECO, CUMMING DIESEL	- Pablo Vásquez (FUNDICION LIBERTAD) - Juan Sánchez (FUNDICION LIBERTAD)
CI Conchali – Área Norte	Octobre 1972	BATA, DEVA, NOBIS, CERESITA, FERRIZOLA, VIA SUR, plusieurs *poblaciones*, écoles de Médecine de l'Université du Chili, l'hôpital psychiatrique et le syndicat paysan *Fidel Castro*	- Luís Torres (BATA – MIR) - Miguel Matta (DEVA)
CI Lo Espejo	Juillet 1973	OMICRON, EMPRESA NACIONAL DE SEMILLA, TEXTIL, ESPEJO, MAESTRANZA LO ESPEJO + Relation avec l'établissement paysan « *Unidad para el Futuro* »	…
CI Santa Rosa – Gran Avenida	Essai en octobre 1972 – Refondation en juin 1973	MADECO, MADEMSA, CITROEN, FERROMAT et les hôpitaux du secteur	- Domingo Cancino (MADEMSA – PS) - Ramón Aqueda (HILANDERIA SAN MIGUEL – MAPU)

CI Panamericana Norte	Essai en février 1973 – Refondation fin juillet 1973	Ex-HIRMAS, CAUPOLICAN RENCA, petites usines du secteur + Relations avec le Conseil paysan de Quilicura	- Luís Gutiérrez (CAUPOLICAN RENCA) - Cesar Tapia - Jorge Flores - Juan Verdejo - Marcos Prie
Commando provincial de ravitaillement direct de Santiago	Janvier 1973	Comités locaux de ravitaillement de Las Condes, La Granja, la Cisterna, Quilicura…	- Luís Alfredo Cáceres (comité Las Condes - PS) - Joaquín Reyes (comité La Granja)
CC Estación Central	Septembre 1972	Entreprises ENAFRI, MONTERO, EL AGARGA, ENDESA ; JAP, Centre de mères, comités de quartiers, CUP	- Juan Olivares (ENAFRI - MIR) - Ibador Castro (ENAFRI -MIR) - Hernán Aguiló (ENAFRI – MIR)
CC de La Florida	Fin 1971	MANUFACTURAS CHILENAS E CAUCHO, *campamentos* Nueva La Habana et San Rafael, *poblaciones* « Pablo de Rokha », « La Bandera », « O Higgins », « 6 de mayo », « Raúl del Canto » et « Santa Elena »	- Víctor Toro (*Campamento* Nueva La Habana – MIR) - Guillermo Farias (MIR)
CC de Barrancas	1973	Comités de quartiers, JAP, centres de mères - ouvriers de la construction	- Patricio Romo (MIR) - Alan Marchant (PS)

CC Segunda Comuna	Octobre 1972	ETC, CHILECTRA, petites industries du secteur	Syndicalistes de ETC, CHILECTRA et d'une entreprise pharmaceutique
CC Quinta Comuna	Octobre 1972	CCU, CORREOS y TELEGRAFOS, DEVA, LIBERTAD, CERRUTI, Centre de mères, étudiants et mouvement *pobladores*	- Facundo Ríos (CCU – PS) - Alejandro Alarcón (dirigeant CUT provinciale – MIR)

- <u>Autres coordinations de la capitale parfois mentionnées dans la presse, mais sans représentativité réelle</u> :

  - CC Septima Comuna (Novembre 1972) ; CC de Las Condes (Début 1972) ; CC San Miguel (août 1973 – dirigeant : Manuel Minami) ; CC Renca (1972) ; CC La Granja (1972), Nuñoa (1972)

  - CI Recoleta, Manquehue, Providencia, Peñaflor

Liste récapitulative des Cordons industriels et des diverses coordinations de pouvoir populaire urbain en province (août 1973) – Classification effectuée du Nord au Sud (voir carte) :

NB : les noms en gras désignent les organisations les plus importantes

CI = Cordon industriel / CC = Commando communal

Les dates correspondent à la période de formation

Les noms d'entreprises ou les lieux de travail concernés sont indiqués,lorsqu'ils sont connus, en majuscule, en dessous du nom de la coordination

1) Coordinations ayant acquis une certaine capacité de mobilisation et de représentativité

Arica

Octobre 1972

CI d'Arica ou CI "électronique" - Une douzaine d'entreprises électroniques

Province de Valparaíso

Octobre 1972

- **CI Puerto**

LAS HABAS, ENAFRI, ouvriers du port et salariés des entreprises de pêche

- **CI 15 Norte**

LECHERA ACONCAGUA, SEDAMAR, TEXTIL VINA, PROMAR, INCOPA, GRATRY, FRANCIOLI y ZOLEZZI

- **CI El Salto**

CECINAS STARK, CONFITES VOLTA, MASSU, PAPELERA PONS, CERAS JONHSON, INDUS LEVER, CIMSA, COCA COLA

- CI Almendral

CCU, HUCKE, Construcción GRIMO, LUMBRETEX, ETC, UNIC-FLEXUAVE, LITOGRAFIA MODERNA, MOLINARI, BARCKHAM, employés municipaux et des chemins de fers

- CC « Reñaca Alto »

ETC, Terminal de bus « Reñaca Alto », *poblaciones* « Expresos Viña», « Reñaca Alto » et le *campamento* « Salvador Allende »

Province de Concepción

Octobre 1972 - président : Luís Astete, SIGDO KOPPERS – PS

- **CI industrial, pesquero y de servicios Talcahuano**

MAESTRANZA CERRILLOS, SIGDO KOPPERS, CEMENTO BIO-BIO, EBNER, PESQUERA IQUIQUE, CAMACHACA, PESQUERA IQUIQUE, RUCAN

Constitución

Février 1973 – président : Andrés Riveiros (CELCO – IC)

- **CC de Constitución**

CELCO (Celulosa Constitución), salariés travaillant dans la coupe du bois, ouvriers du port + campement « Vietnam Héroïco » (dirigé par Nelson Luna Vera – MIR), Centre de mères, Comités des sans logis, étudiants

Osorno

Essai en octobre 1972 – refondation en juillet 1973 - président : Héctor Vega (fonctionnaire du Ministère de l'agriculture – MIR)

- CI Osorno Centro

Salariés de l'abattoir, brasserie, usine de lait (CALO), MOLINO OSORNO, employés publics + relation avec les paysans de la zone (en particuliers les communautés Mapuche)

Punta Arenas

Octobre 1972

- CI Lanera Austral

LANERA AUSTRAL, GILDEMEISTER ; abattoirs SOCOAGRO ; entreprises de construction EMCOR, usine de cuir CORPORACION MAGALLANES, usine de briques et divers ateliers.

2) Coordinations provinciales existantes à l'état embryonnaire

Antofagasta

Mai 1973

- CI Norte
- CI Sur

La Serena

- CI Alto Peñuela et Serena Centro

Coquimbo

- CI Coquimbo Centro
- CI Puerto

Province de Valparaíso

Octobre 1972

- CI Centro

Administrations publiques, APEUCH, DINAC, SNS, VELCIA, CHILECTRA

- CI Con Con

COIA, ENAP, ENADI, CHILECTRA, SOCOAGRO, PROTEXTA,

- CI Quintero - Ventana

ENAMI, ISESA, Terminal ENAP

- CI Quilpue

organisé autour de l'industrie KDP à Viña del Mar

- CC « Nueva Aurora »

Province de Concepción

Octobre 1972

- CC Chiguayante

CAUPOLICAN CHIGUAYANTE, industries textiles

- CC de Tomé

FIAP, BELLAVISTA, OVEJA, industries textiles

- CC Penco

FANALOZA, industries du verre et matériel de construction

(Juillet 1973)

CI Costanera Norte, CI El Andalien, CI Ralco, CI Penco Lirquen

Talca

Juillet 1973 – président Fernando Salazar (CUT Provinciale)

- CI Talca

Usines de Talca divisées en trois secteurs : Panamericana, SUR et Norte + relation avec les paysans de la Fédération *El Progreso*

3) Autres villes de province où des coordinations de pouvoir populaire ont été envisagées :

Linares ; Temuco ; Chillán ; Llanquihue

XIII – 1 – 2) Stratégies de rue et répertoire d'actions collectives

Après avoir envisagé les diverses coordinations de pouvoir populaire, étudié leur origine et développement, est-il possible de faire un résumé des modes d'actions de ces organismes et des voies choisies pour leur mobilisation collective ? A ce propos, Charles Tilly a élaboré plusieurs notions d'une grande utilité pour l'étude des mouvements sociaux, dont celle de « répertoire d'action collective ». Il s'agit de montrer que les agents mobilisés s'inspirent la plupart du temps d'une variété de répertoires déjà existants. En ce sens, il n'existe pas une manière de s'engager dans l'action collective , aux contours bien définis et figés, mais une multitude d'approches possibles suivant les époques et les contextes politiques : « *Les individus concrets ne se retrouvent pas pour l'Action collective. Ils se rassemblent pour une pétition au Parlement, pour organiser une campagne d'appels téléphoniques, manifester devant la mairie, détruire des métiers à tisser mécaniques, se mettre en grève* »[1953]. C. Tilly cherche ainsi à marquer la diversité de la palette des formes protestataires, tout en insistant sur le fait qu'elles sont le produit d'une lente construction historique, qui s'étale sur des décennies. En conséquence, tout mouvement social se trouve confronté à un répertoire plus ou moins codifié, inégalement accessible selon l'identité des groupes mobilisés : « *La manifestation, la réunion publique sont des formes routinisées d'expression d'une cause, d'une revendication. Elles sont aussi susceptibles d'infinies variations* »[1954]. **De fait, il est intéressant de reporter au cas chilien, certaines notions dégagées à propos de la contestation sociale en France au cours des quatre siècles deniers[1955]. Sans prétendre entrer dans le détail d'une recherche à réaliser sur le long terme, on peut avancer que la dynamique du pouvoir populaire inscrit sa démarche dans un répertoire d'action collective typique de l'ère capitaliste industrielle.** Ce que Tilly nomme le « *modèle national autonome de l'action collective* » : le mouvement ouvrier utilise des formes de protestation qui ont dépassé le modèle précapitaliste (notamment celui du patronage et des clientèles). Il s'agit d'un mouvement social avec une autonomie propre, qui connaît un processus de croissante politisation et s'affirme en tant qu'acteur social majeur sur le plan national, puisque ses revendications s'adressent directement au pouvoir central et au patronat.

[1953] C. Tilly, *From mobilization to revolution*, Reading - Massachusetts, Addison-Wesley, 1976, p. 143 (plus largement voir le chapitre "*Changing forms of collective action*" de cet ouvrage).
[1954] E. Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, Coll. Repères, 1996, p. 20.
[1955] C. Tilly, *La France conteste de 1600 à nos tours*, Paris, Fayard, 1986.

Dans une certaine mesure, on peut affirmer que le répertoire utilisé par les partisans du pouvoir populaire, en 1970-1973, n'a rien de vraiment original et est peu renouvelé par rapport aux décennies précédentes. En effet, « *toute population a un répertoire limité d'actions collectives, c'est-à-dire de moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés.* […] *Ces différents moyens d'actions composent un répertoire, un peu au sens où on l'entend dans le théâtre ou la musique* […]. *Chaque représentation se joue entre deux parties au moins – l'initiateur et l'objet de l'action – auxquelles s'en ajoute souvent une troisième ; même lorsqu'il ne sont pas directement en cause, les agents de l'Etat* »[1956]. Or, dans le récital de mobilisations collectives joué par le pouvoir populaire chilien, on retrouve la plupart des outils collectifs traditionnels d'une classe ouvrière moderne et organisée : assemblées syndicales, manifestations, grèves, occupations d'usines, pétitions, blocages de routes, contrôle ouvrier… On pourrait même faire remonter l'apparition d'une partie de ce répertoire à la fin du dix-neuvième siècle, lors de la période de transition où l'usage de la grève générale fait désormais partie de l'horizon logique des organisations ouvrières[1957]. Dans l'histoire du pouvoir populaire, l'outil de la grève s'articule avec d'autres types d'actions collectives. Parmi celles-ci, se détache particulièrement l'usage de diverses « *stratégies de rue* » protestataires : manifestations, défilés et barricades sont particulièrement utilisés par les Cordons industriels. L'objectif est bien là d'interpeller directement le champ du pouvoir politique par « *une occupation momentanée par plusieurs personnes d'un lieu ouvert, public ou privé et qui comporte directement ou indirectement l'expression d'opinions politiques* » (ainsi que l'a défini le politologue Olivier Filieule)[1958]. Mais il y a aussi d'autres pratiques privilégiées du pouvoir populaire, telles l'occupation d'usines (avec parfois maintien de la production) ou celle de bâtiments publics, les assemblées des Cordons industriels ou encore l'investissement militant dans diverses formes de ravitaillement direct. **Il existe ainsi plusieurs formes distinctes de mobilisation du pouvoir populaire. Celles-ci s'inscrivent souvent dans la droite ligne historique de ce que l'on peut nommer, avec l'historien Gabriel Salazar, la**

[1956] C. Tilly, *La France conteste de 1600 à nos tours, Op. Cit.*, pp. 541-542.

[1957] S. Grez, *De la "regeneración del pueblo" a la huelga general. Génesis y evolución histórica del movimiento popular en Chile 1810-1890*, Santiago, Ed. RIL, Sociedad y Cultura, Vol. XIII, 1997.

[1958] Il ajoute : « *Que la manifestation soit l'un des modes les plus directs d'interpellation des dirigeants politiques, de nombreux traits en témoignent. Ainsi, la plupart des manifestations s'accompagnent de la réception de délégations, de la remise de pétitions à l'autorité visée. De même, les points d'aboutissement des cortèges ou des rassemblements sont d'ordinaire le lieu où se trouvent des responsables, dont on attend qu'ils modifient une décision* » (O. Fillieule, *Stratégies de la rue : manifestations en France*, Paris, Presses des Sciences Politiques, 1997, p. 44 et p. 86). Voir également P. Favre (sous la direction de), *La manifestation*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990.

« *violence politique populaire des grandes avenues* » et qui débute bien avant l'UP et se perpétue jusqu'à nos jours[1959].

On l'a expliqué à propos du CI Cerrillos : c'est souvent la commune qui est l'espace privilégié de ce type de mobilisations, car elle semble représenter une échelle adaptée, qui dépasse le niveau trop restreint de l'usine ou du quartier, pour servir de tremplin afin d'atteindre un écho politique national. Il ne s'agit pas là encore d'une spécificité chilienne. A propos de la classe ouvrière française, Michel Verret note : « *L'espace communal, qui fut pour la bourgeoisie le premier espace politique autonomisé de la domination féodale, devint ainsi pour la classe ouvrière, rarement d'abord, plus souvent ensuite, le premier espace d'autonomisation politique à l'égard de la bourgeoisie* »[1960].

Bien entendu dans chacune de ses déclinaisons, le répertoire de l'action collective du pouvoir populaire urbain est soumis à des remises en questions et des évaluations. On a vu que la décision d'occuper une usine ne fait pas toujours consensus, y compris chez les partisans des CI. Par contre, lorsqu'une action porte ses fruits, elle tend à se généraliser. La preuve en est avec l'usage des barricades en juillet 1973. Son efficacité fait des émules et après l'obtention de plusieurs nationalisations d'entreprises occupées, un manifestant témoigne : « *sur les visages, il y avait un mélange de satisfaction et de méfiance. On commentait : la méthode de la barricade est peut-être vieille… mais elle donne toujours des résultats !* »[1961]. Chacune de ces actions est la plupart du temps encadrée par les partis, qui ont une expérience et un appareil pour les diriger. La documentation interne des organisations de gauche rappelle l'importance, pour ces dernières, de garder la direction de telles mobilisations. Ainsi, dans des documents confidentiels révélés par Víctor Farias, on découvre que la commission politique du MAPU a défini - dans le détail - quel doit être le comportement individuel et collectif de ses militants pour toute « *technique d'action de masse* »[1962].

[1959] G. Salazar, *Violencia política popular en las "grandes alamedas", Santiago: 1947-1987*, Santiago, SUR, 1990.
[1960] M. Verret, *L'espace ouvrier*, *Op. Cit.*, pp. 217-218.
[1961] "Cordones pelean duro por el Área Social", *Clarín*, Santiago, 20 de julio de 1973.
[1962] Comisión política del MAPU, « Técnicas de acción de masas », Documento de estricta circulación interna, Cartilla 1 B 3 (in V. Farias, *Op. Cit*, Tomo 6, Anexo 1). Cette documentation a, avant tout, comme perspective la défense du processus en cas de coup d'Etat : voir le paragraphe XIII – 2 – 1 à ce propos.

Ainsi, la manifestation est considérée comme « *la plus dynamique des actions de rue et celle au plus fort impact du fait de sa mobilité et de la manière avec laquelle elle interfère dans la vie de la cité* »[1963]. Elle est envisagée pour diffuser des mots d'ordres politiques dans toute la ville et démontrer sa force : les CI utilisent régulièrement ce mode de mobilisation afin d'envahir le centre-ville de leurs banderoles et drapeaux. A chaque fois, plusieurs facteurs sont considérés par les organisateurs, dont le premier reste de regrouper le nombre maximum de personnes. D'après des calculs effectués sur la base d'un dépouillement exhaustif du journal *El Mercurio*, Eugenia Palieraki suggère que **ce sont les ouvriers des CI et les *pobladores* qui, progressivement, deviennent les agents de premier plan des stratégies de rue de la gauche. Ceci avec plus de force que les directions des partis de l'UP, de l'extrême gauche ou de la CUT** : selon ces statistiques, entre avril 1972 et septembre 1973, 52% des manifestations organisées par des fractions du mouvement social s'identifiant - d'une manière ou d'une autre - avec le processus de la transition au socialisme naissent de l'initiative des ouvriers des Cordons industriels ou des *pobladores*[1964].

Ces statistiques soulignent le dynamisme du répertoire d'actions collectives du pouvoir populaire. Les dirigeants des CI tiennent d'ailleurs à ce que ces manifestations soient bien ordonnées et compactes, éventuellement avec en avant-garde des militants armés de bâtons[1965]. La plupart du temps, le nom du CI et les revendications du pouvoir populaire soit clairement identifiés au moyen de drapeaux, affiches, banderoles, foulards… Les instructions du MAPU sont en ce sens extrêmement précises : élection d'une équipe d'encadrement de la manifestation, importance de la préparation en amont, diverses formes pour assurer la sécurité des manifestants et détecter les provocateurs, formation a adopter pendant le défilé suivant le contexte politique, position des drapeaux durant la marche, mots d'ordres à crier, etc[1966]. Lors de la tentative de l'occupation de la CENADI, en avril 1973 (voir paragraphe X - 3 - 2), les dirigeants du MIR du campement *Nueva La Habana* montrent eux aussi l'importance qu'ils donnent à l'occupation de l'espace urbain. Des cocktails molotovs son fabriqués, un *poblador* assure la coordination par téléphone entre le campement et la manifestation, les personnes parties sont toutes répertoriées et une garde d'enfants est offerte à ceux qui défilent. En milieu de journée, c'est un camion de *Nueva La Habana* qui assure l'alimentation de tous les

[1963] Idem.
[1964] E. Palieraki, *Manifestations de rues à Santiago durant l'Unité populaire*, *Op. Cit.*, p. B-11.
[1965] Sur le rapport à la violence politique du pouvoir populaire, notamment lors des défilés, voir le paragraphe XIV – 2 – 3.
[1966] Voir également le paragraphe XIII – 2 – 3 sur la stratégie politico-militaire du pouvoir populaire.

manifestants, afin de pouvoir rester sur place. **Dans ce cas, l'occupation politique de l'espace est envisagée comme l'objectif central de la mobilisation collective.** Selon C. Castelain, « *l'organisation se déroulait comme une prise de terrain, mais en fait, il allait s'agir d'une tentative d'occuper la rue le plus longtemps possible. Cette occupation de la rue symbolisait une escalade politique, une maturation de la conscience politique des habitants des campamentos* »[1967].

En ce qui concerne, l'occupation d'usines et de lieux de production (les *tomas*), on retrouve la même logique. La *toma* a été l'une des formes d'actions collectives les plus significatives du pouvoir populaire, du fait qu'elle s'attaque directement aux détenteurs du capital et met en pratique le mot d'ordre de contrôle ouvrier de la production. Le MAPU attribue à ce type d'occupation plusieurs objectifs principaux : propagande, démonstration de force et, finalement, contrôle réel des centres névralgiques de l'économie de la part des salariés. La documentation interne de ce parti note que suivant le contexte, une telle occupation peut se traduire par une occupation passive, une occupation avec maintien de la production voire par le sabotage des machines, « *ceci en accord avec l'intérêt des forces populaires* ». Les CI ont utilisé à maintes reprises les deux premières variantes des ces « *tomas* » d'usines. Le succès de ces occupations répond à une analyse des rapports de force assez complexe, où sont pris en compte l'influence politique de la gauche dans l'usine, la réceptivité des bases ouvrières, l'importance économique de l'entreprise, l'information à disposition, le secteur de la ville concerné, etc… Enfin et pour finir, notons aussi que les barricades sont un outil de mobilisation important des CI lorsqu'il s'agit d'interpeller le gouvernement. « *Les barricades sont des protections légères, de construction rapide, qui interrompent toute la circulation d'une rue* […]. *Grâce à la manière avec laquelle elles désorganisent la circulation des véhicules en ville, elles augmentent l'impact d'autres actions, spécialement celle des marches collectives* »[1968]. Le MAPU dans sa documentation va jusqu'à délimiter la hauteur parfaite d'une barricade, le matériel à utiliser (banc publics, matériels de construction, arrêts de bus), sa position stratégique idéale suivant les objectifs fixés, etc…

On retrouve ici le même souci de planification préalable, preuve s'il en est, que le répertoire d'action collective du pouvoir populaire ne va pas de soi : il est le produit historique d'un travail militant accumulé au sein du mouvement ouvrier. Dans le tableau

[1967] C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973. Op. Cit.*, p. 193.
[1968] Comisión política del MAPU, « Técnicas de acción de masas », *Op. Cit;*

suivant, nous tentons d'établir un bilan des principales formes du répertoire de l'action collective du pouvoir populaire urbain durant l'UP :

Tableau N° 16 : Répertoires d'action collective et champs d'intervention du pouvoir populaire

Champ d'intervention	Formes d'actions collectives choisies	Quelques exemples concrets
Sphère productive	Appel à la Grève – Renforcement de l'APS - Occupation d'usine – Tentative de contrôle ouvrier	- Grèves en faveur de l'extension de l'APS - Appel à une participation réelle dans les entreprises publiques - Occupation d'usine et maintien de la production sous contrôle ouvrier durant octobre 1972 et juin 1973 - Mobilisation des CI en appui aux usines en conflits sur les salaires ou en faveur d'une intégration à l'APS - Création de comités de surveillance contre le boycott patronal - Création de brigades d'autodéfense des lieux de production - Réquisition de véhicules, afin de transporter les travailleurs ou d'assurer l'arrivée des matières premières
Sphère de la distribution et de la consommation	Réquisition - Ravitaillement direct - Marchés populaires	- Réquisition de véhicules et organisation de convois, afin d'assurer le transport des produits de première nécessité - Organisation de vente directe de produits issus de l'APS ou de denrées issues de Conseils paysans - Surveillance des routes et des commerces - contrôle de la DINAC par les CI et les JAP - Réquisition de supermarchés sous contrôle des *pobladores* et ouverture de commerces fermés, en collaboration avec les JAP - Réquisition de camions de combustible - Ouverture des cantines, cliniques et lieux de repos des principales usines aux familles ouvrières

Sphère politique, pression sur les Institutions et les partis politiques	Manifestations - Occupation d'usines et de bâtiments publics - Blocages de routes	- Défilés massifs organisés par les CI depuis les périphéries urbaines vers le centre-ville, organisés en rangs et armés de bâtons ou autres - Mise en place de piquets de grèves et de barricades sur des artères stratégiques, blocage de communes entières - Occupation d'usines afin d'obliger le gouvernement à nationaliser et nommer un administrateur - Occupation de ministères, d'administrations par des militants, ouvriers ou des *pobladores*
Sphère idéologique, débats au sein du mouvement social, critiques au gouvernement	Assemblées - Pétitions - Forum - Mobilisations médiatiques	- Généralisation de la consigne « *Crear, crear, poder popular* », banderoles et agitation des mots d'ordres des CI dans la rue - Organisation d'assemblées des CI et envois de délégués d'usines - Participation de militants politiques favorables au pouvoir populaire à divers Forums publics - Invitation des dirigeants politiques nationaux à débattre au sein des CI et des CC - Lettres publiques et pétitions au gouvernement ; intervention dans les médias nationaux - Création d'un début de presse du pouvoir populaire et de correspondants ouvriers

XIII – 2) Esquisses d'une géographie politique du pouvoir populaire urbain

VII – 2 – 1) Espaces ouvriers, agents mobilisés et Cordons en soi

En abordant le cas du CI Cerrillos-Maipú, nous avons vu (dans la troisième partie) l'importance d'une compréhension de la structuration de l'espace urbain pour aborder le phénomène du pouvoir populaire. **La géographie des ceintures rouges de la capitale chilienne, nous conte aussi l'histoire d'une *géographie sociale et politique* de la mobilisation collective en milieu urbain.** Un sociologue tel que Manuel Castells a montré cette dimension des mouvements sociaux à plusieurs reprises[1969]. Et dès 1973, deux historiens états-uniens (Charles Tilly et Edward Shorter), ont expliqué comment la dynamique du mouvement ouvrier est profondément marquée par cette donnée spatiale. Ces auteurs, en s'intéressant au mouvement ouvrier français (entre 1890 et 1968), expliquent comment les ouvriers les plus actifs dans les grandes vagues de grèves sont ceux qui « *habitent dans des départements et des communautés déjà fortement industrialisés, plutôt que dans des zones reculées et marginales. Ils sont employés dans des industries où les forces ouvrières sont homogènes, concentrées dans de grandes entreprises, et appliquées à des tâches semi qualifiées* ». Ils ajoutent « *qu'une vague de grève s'irradiera alors de ce groupe central vers la périphérie* »[1970]. Ce constat, comme on l'a vu, s'applique au phénomène des Cordons industriels. Ces « Cordons en soi » sont le lieu de vie d'une force de travail très jeune et sous employée. L'émigration à Santiago entre 1942 et 1962 se compose d'une majorité de personnes de moins de 20 ans (68, 8 % des migrants ont entre 15 et 20 ans), dont 62 % sont à la recherche d'un travail. Ce sont majoritairement les industries nouvelles qui absorbent cette main d'œuvre bon marché, dont plus de 60 % recherche un emploi pour la première fois et 73 % trouve un travail dans les trois premiers mois suivant leur arrivée. Ces industries introduisent des formes de production modernes, fortement rationalisées et mécanisées, qui nécessitent une main d'œuvre moins nombreuse, mais davantage spécialisée. Plus de 50 % de ces jeunes travailleurs

[1969] M. Castells, *La question urbaine*, Paris, F. Maspero, 1972 et *Luttes urbaines*, Paris, F. Maspero, 1975.
[1970] C. Tilly, E. Shorter, "Les vagues de grèves en France – 1890-1968", *Annales ESC*, Paris, Vol. 28, N° 4, 1973, pp. 857-887.

s'installent dans la périphérie de la métropole entre 1957 et 1962 et cette tendance s'accentue dans les années postérieures[1971].

L'enquête orale effectuée montre très bien **qu'il y a quasiment là une rupture générationnelle au sein du mouvement syndical des Cordons industriels, avec de nombreux dirigeants ouvriers ou militants qui ont moins de 25 ans** (c'est le cas par exemple d'Armando Cruces, président du Cordon Vicuña Mackenna ou encore de Santos Romeo du Cordon Cerrillos)[1972]. Quand on interroge Edmundo Jiles, également syndicaliste dans le secteur du Cordon Cerrillos, il tient tout de même à relativiser cette vision : « *la majorité d'entre nous, nous étions jeunes mais les plus anciens étaient ceux qui savaient livrer leur expérience, leur sagesse afin, de temps en temps, de faire baisser le niveau d'adrénaline et modérer un peu les actions, mais ils nous appuyaient avec beaucoup d'enthousiasme. C'est pour cela que l'on a pu faire tout cela* »[1973].

Quoi qu'il en soit, il est certain que la dynamique collective induite par ces jeunes salariés transforme les relations capital-travail de ces zones industrielles. Selon Luís Cruz Salas, « *cette main d'œuvre est constituée, en général, par des travailleurs jeunes, ayant un niveau scolaire supérieur à leurs prédécesseurs et, avec une expérience de vie urbaine de longue date. Ce sont ces travailleurs qui développent les luttes les plus radicales à partir de 1967 et qui, en 1972, se trouvent à la tête des « Cordons industriels »* »[1974]. Si Augusto Samaniego est aussi d'accord pour noter une rupture générationnelle dans la manière de « faire du syndicalisme », il l'attribue davantage à la main d'œuvre récemment arrivée en ville. Ces salariés n'auraient pas acquis toutes les expériences de la classe ouvrière installée depuis longtemps en milieu urbain. L'historien chilien affirme « *les Cordons industriels contiennent, au long de leur développement, les caractéristiques psychosociales de la migration massive de main d'œuvre vers la capitale ; et ces éléments socioculturels différents des expériences vécues et des attitudes syndicales-politiques des secteurs ouvriers les plus anciens* »[1975]. Selon cet auteur, ce sont notamment ces contradictions qui vont accentuer la crise de la stratégie syndicale défendue jusque-là par la CUT.

En fait, ces deux interprétations se complètent en partie. **Qu'elle soit issue de la campagne ou de la ville, c'est bien d'une classe ouvrière jeune, souvent bien formée et travaillant essentiellement dans des industries modernes, qu'il s'agit. C'est elle qui constitue plus tard la tête de proue des Cordons industriels. Il s'agit d'un phénomène commun à tous les grands pays de l'Amérique latine.** Plusieurs études comparatives (dont la somme monumentale de la *Cambridge History*) concluent à la naissance « d'un nouveau syndicalisme » dans les années soixante / soixante-dix. Il est caractérisé par l'augmentation de l'activisme militant de jeunes travailleurs urbains, qui rompent avec les formes traditionnelles du mouvement ouvrier. L'apparition d'une industrie moderne, à laquelle participent souvent les capitaux transnationaux, permet cette transformation : « *les établissements étaient typiquement grands et tendaient à employer des hommes jeunes, relativement bien payés. Dans ces industries, il y avait d'habitude beaucoup de mouvement de personnel, mais les travailleurs licenciés avaient des probabilités de retrouver un emploi assez rapidement* »[1976]. Au sein de notre échantillon de témoignages, Mario Olivares ou Carlos Mújica sont des exemples type de cette nouvelle force de travail. Obligés d'entrer à l'usine dès l'âge de 18 ou 20 ans, ils cherchent parallèlement à acquérir une formation politique ou syndicale, et parfois un certain niveau scolaire[1977]. José Moya, quant à lui, est venu de la campagne récemment. Il est aussi employé comme ouvrier dans une entreprise électronique moderne (Radio et Télévision « RCA Víctor » devenue sous Allende, « IRT ») : « *Quand je travaillais à la IRT, moi, j'étais d'extraction paysanne, je n'avais même pas d'éducation primaire.* […] *Je suis*

[1971] J. Elizaga, *Migraciones a las áreas metropolitanas*, Santiago, sin fecha, pp. 16-42 (cité par A. Samaniego, *Les stratégies syndicales de la CUT…*, p. 451).

[1972] Sur le Cordon Vicuña Mackenna, voir l'entretien avec Carmen Silva, militante socialiste, réalisé à Santiago, le 20 novembre 2001 ; voir également l'entretien avec Hernán Ortega, réalisé à Iquique, le 6 novembre 2001. Mais aussi l'entretien donné par Armando Cruces en 1973 où il insiste sur la jeunesse des dirigeants des Cordons industriels (A. Cruces, Presidente del Cordón Vicuña Mackenna, « Habla la revolución chilena : ¡en Chile no debe quedar ningún explotador!", *Avanzada Socialista*, Buenos Aires, Año II, N°72, 22 de agosto de 1973, pp. 2-3).

[1973] Entretien avec Edmundo Jiles, Santiago, le 6 mai 2002.

[1974] L. Cruz Salas, "Estado, partidos y movimiento obrero", *Op. Cit.*, p. 388.

[1975] A. Samaniego, *Les stratégies syndicales de la CUT…*, *Op. Cit.*, p. 451.

[1976] Ian Roxborough, « El nuevo sindicalismo entre finales de los anos sesenta y principios de los ochenta », "La clase trabajadora urbana y el movimiento obrero desde 1930 », *Historia de América Latina: política y sociedad des 1930*, Barcelona, Cambridge University Press/Critica, 1997, T. 12, pp. 132-192; voir également M. Burawoy, *Manufacturing Consent. Change in the labor process under monopoly capitalism*, University of Chicago Press, 1979.

[1977] Entretien avec Mario Olivares, Santiago, le 1 mai 2002 et avec Carlos Mújica, Santiago, le 14 mai 2002.

venu à la ville quand j'avais 15 ans »[1978]. Ainsi, et en se basant sur les analyses passées d'Alain Touraine, la naissance d'une conscience ouvrière est bien le reflet d'une volonté de donner du sens à l'expérience, individuelle et collective, vécue sur le lieu de travail[1979]. **Cette construction identitaire s'effectue également dans les lieux de vie et par l'accumulation d'expériences de luttes urbaines, qui favorisent l'émergence de mobilisations collectives autonomes. On assiste au marquage de classe de l'espace de la ville, comme l'a expliqué le sociologue français Michel Verret** : « *Il est significatif que les premiers usages politiques autonomes de la classe aient pris appui dans l'usage politiquement détourné d'espaces urbains privilégiés* […]. *Aux espaces de la classe dominante, opposer les contre espaces de la classe dominée : les stratégies politiques de classe dans les espaces urbains ne se comprennent que par leur rapport à ses stratégies de classes dans l'espace productif. C'est à partir de l'usine que la classe investit la ville, quitte à réinvestir l'usine à partir d'elle* »[1980]. En bref, c'est bien la somme d'événements, d'apprentissages et d'expériences dans un espace défini, qui facilitent la constitution de ce que Pierre Bourdieu nommerait une « *classe mobilisée* »[1981]. **Gabriel Salazar et Julio Pinto expliquent bien, en l'intégrant dans le temps long, cette formation de *"la conscience de classe et de l'orgueil ouvrier"* au Chili. Ils rappellent qu'au contraire de ce qu'avaient prévu les secteurs conservateurs, la famille et le lieu de résidence ouvriers – bien loin de favoriser la modération politique - participent activement de cette « *auto-affirmation identitaire* » de classe**[1982].

Pourtant, les espaces urbains où vont se développer les embryons de pouvoir populaire ne sauraient se résumer à leur seule composante ouvrière et industrielle. On peut même au terme de cette étude dégager clairement trois "agents sociaux" principaux qui sont à la base des différentes formes de participation et auto-organisation durant l'UP :

- *la classe ouvrière organisée de la grande industrie* : souvent intégrée à l'APS, bien encadrée par la CUT et davantage impliquée dans les essais de participation institutionnalisée impulsés par le gouvernement, mais avec – néanmoins - une fraction d'entre elle, notamment la nouvelle génération de militants syndicaux, qui est investie dans la direction des Cordons industriels

- *la classe ouvrière des petites et moyennes entreprises* : souvent moins encadrée par la CUT, moins organisée ou politisée, elle est peu considérée dans le projet de participation du gouvernement, mis à part certaines usines de taille moyenne et très modernes. A la faveur des mobilisations collectives de l'UP, elle est davantage réceptive aux positions des secteurs "rupturistes", à l'expérience des Cordons industriels et aux formes novatrices de pouvoir populaire constituant.

- *la population alentour qui anime le mouvement pobladores* : là, on trouve une grande diversité de positionnements suivant le niveau de revenu, la place dans l'espace urbain, l'arrivée récente ou non en ville, la filiation partisane, etc… S'y côtoient les familles ouvrières, la petite-bourgeoisie urbaine, les travailleurs temporaires, les chômeurs des campements. Ce sont certaines fractions organisées des *pobladores*, souvent autour des revendications du logement et du ravitaillement, notamment dans les campements issus d'une occupation de terrain combative, qui s'avèrent être très actifs dans les tentatives de mise en application du pouvoir populaire (exemple de *Nueva La Habana*)

A ces trois éléments, viennent se greffer la présence paysanne, pour les communes possédant encore des parties rurales ou en contact direct avec le mouvement paysan en province. Enfin, dernier élément d'importance, de nombreux étudiants et certaines fractions des couches moyennes aisées, militent avec enthousiasme dans l'organisation des Cordons industriels, ceci essentiellement pour des motifs idéologiques. **Cette diversité des agents mobilisés explique que l'on retrouve dans l'expérience chilienne certaines « *combinaisons culturelles de classe* »[1983]. Celles-ci offrent à ce mouvement social une polysémie, qui se retrouve dans la diversité de ses mobilisations et ce jusque dans une acceptation parfois différenciée de la notion même de pouvoir populaire**. A ce sujet, les cartes dévoilent l'enchevêtrement de différents espaces sociaux : ouvriers, *pobladores* et ceux des campements, sans que l'on puise pour autant en conclure à une véritable *conjonction* (voir cartes présentées dans le paragraphe suivant).

Au niveau du grand Santiago, l'exode rural et l'explosion de la population des communes périphériques, qui passent de 39,6% du total de la capitale en 1940 à 82,1% en 1970, participe activement à la construction de cette polyphonie sociale. Pour Maurice Najman, ce type d'urbanisation (déséquilibrée) favoriserait *in fine* une structuration de la ville autogestionnaire et, donc, faciliterait le passage du Cordon pour

---

[1978] Entretien avec José Moya, Santiago, 20 novembre 2001.
[1979] A. Touraine, *La conscience ouvrière*, Paris, Ed. du Seuil, 1966.
[1980] M. Verret, *L'espace ouvrier*, Paris, l'Harmattan, 1995, p. 217.
[1981] P. Bourdieu distingue la "classe objective" de la "classe mobilisée" qu'il définit ainsi : « *ensemble d'agents rassemblés sur la base de l'homogénéité des propriétés objectives ou incorporées qui définissent la classe objective, en vue de la lutte destinée à sauvegarder ou à modifier la structure de la distribution des propriétés objectivées* ». Voir P. Bourdieu, *La Distinction*, Paris, Ed. de Minuit, 1979, pp. 112-113.
[1982] G. Salazar, J. Pinto, *Historia contemporánea de Chile*, "La conciencia de clase y el orgullo obrero", Santiago, LOM, Chile, 1999, tomo II, pp. 177- 184.
[1983] M. Verret, *L'espace ouvrier*, *Op. Cit.*, pp. 207-222.

soi au Cordon en soi : « *au-delà d'un noyau administratif, les villes chiliennes sont entourées par des hectares de* poblaciones, *souvent construites, en partie, par leurs habitants. Ces aspects de la vie urbaine développent un type de relation sociale favorisant "la démocratie directe"* »[1984]. Malgré son intérêt, une telle description doit être largement relativisée puisque c'est toujours l'Etat qui a eu le dernier mot dans la planification urbaine et qu'il a su garder un contrôle certain sur ces périphéries populaires. A partir des années 40, c'est d'ailleurs l'Etat qui favorise l'édification des *poblaciones* ouvrières autour des grandes concentrations industrielles[1985]. **Ce qui est sûr, c'est que la relation entre une population ouvrière jeune, le dynamisme du mouvement *pobladores* et les liens qui s'établissent entre le lieu de production et l'espace de vie (souvent proche), fournissent le "carburant" à cette révolte qui gronde au sein de certains Cordons industriels**. Jorge Rojas, Cinthia Toledo et Moisés Fernández ont bien montré comment se crée une telle interconnexion, en ce qui concerne les salariés des usines *CRISTALERIAS CHILE* au sein de la *población Chile*, quartier ouvrier monté de toute pièce afin de stabiliser la force de travail[1986]. C'est aussi le cas autour de la "forteresse" ouvrière que constitue MADECO, au niveau du CI Santa Rosa[1987]. Dans l'espace urbain, il existe ainsi une relation dialectique *potentielle* entre "l'univers industriel" et "l'univers pobladores" et ce "cocktail" socio-culturel alimente les mouvements revendicatifs urbains[1988]. Pratiques quotidiennes, vie commune dans les quartiers, travail collectif, valeurs culturelles : c'est toute une « *économie morale* » (selon les termes de E. P. Thompson[1989]) qui forge ainsi une véritable « *géographie du pouvoir populaire* ».

XIII – 2 – 2) Cartes du pouvoir populaire

1) Les combinaisons de classe dans l'espace urbain de la capitale :

Nous avons mentionné dans le paragraphe précédent, l'importance de la combinaison *potentielle* entre plusieurs couches sociales dans l'espace urbain du pouvoir populaire. Ainsi, de nombreux *campamentos* et *poblaciones* suivent les grands axes routiers de Santiago, qui sont aussi des réseaux structurants de l'espace industriel et de l'espace de vie ouvrier (voir carte N° 5). La répartition des campements s'interpénètre également en partie, avec la linéarité des ceintures industrielles et de certaines *poblaciones* construites par l'Etat[1990]. Un simple coup d'œil à cette distribution spatiale montre que ce phénomène est seulement partiel. Pourtant, d'une manière générale, même quand il n'y a pas interpénétration stricte, les espaces de la *población* et du *campamento* (qui sont aussi l'espace de vie d'une partie de la classe ouvrière industrielle), sont souvent situés à proximité de l'espace de la production et des industries. A ce propos la carte N° 6 montre clairement qu'il y a une forte concentration tant des campements, comme des industries dans la zone ouest de la capitale, en particulier Nord-ouest. Ce rappel relativise ainsi, toute tentation déterministe qui ferait croire que c'est *automatiquement* dans ces zones là que se développent les plus importantes expériences de pouvoir populaire constituant. Rappelons en effet que si le CI Cerrillos se situe bien dans la partie ouest de la ville, c'est plus précisément dans le quart sud-ouest qu'il naît, dans une commune avec une faible présence de campements et *poblaciones* (voir paragraphe VII – 2). De même, ainsi que le souligne la géographie du pouvoir populaire de Santiago (carte N°8), les deux expériences d'organisation majeures que sont le CI Vicuña Mackenna et le campement *Nueva La Habana* se trouvent éloignés des plus fortes concentrations industrielles, mais par contre proche l'un de l'autre, dans une zone de quartiers populaire (La Florida) où se trouvent aussi de

---

[1984] M. Najman, *Le Chili est proche. Op. Cit.*, p. 21.

[1985] C'est l'Etat qui reste d'ailleurs l'interlocuteur privilégié des *poblaciones* les plus pauvres et les gouvernements (en particulier la DC) ont multiplié les politiques d'envergure en ce sens, par exemple au travers « d'opération site » (*Operación sitio*) qui consiste à débloquer des fonds publics pour faciliter l'édification d'un nombre important de quartiers populaires entiers. Comme l'écrit E. Palieraki : « *Même dans le cas des bidonvilles, habitations auto-construites, l'Etat resta paradoxalement très présent. A partir des années 50, des aides publiques ont été concédées, pour transformer les callampas en poblaciones. Par exemple, dans les années 60, le président Jorge Alessandri contribua à la création de plusieurs poblaciones, telles que José María Caro, San Gregorio, Villa 4 de septiembre, R. Kennedy, dans le secteur sud-ouest de la ville, un des plus défavorisés du Grand Santiago. Cependant, ces aides publiques ne furent pas suffisantes et les pobladores constituaient en permanence un enjeu électoral et politique important* » (E. Palieraki, *Op. Cit.*, p.11).

[1986] J. Rojas, C. Rodríguez, M. Fernández, *Cristaleros: Op. Cit.*

[1987] J. Stillermann, *From solidarity to survival. Op. Cit.*

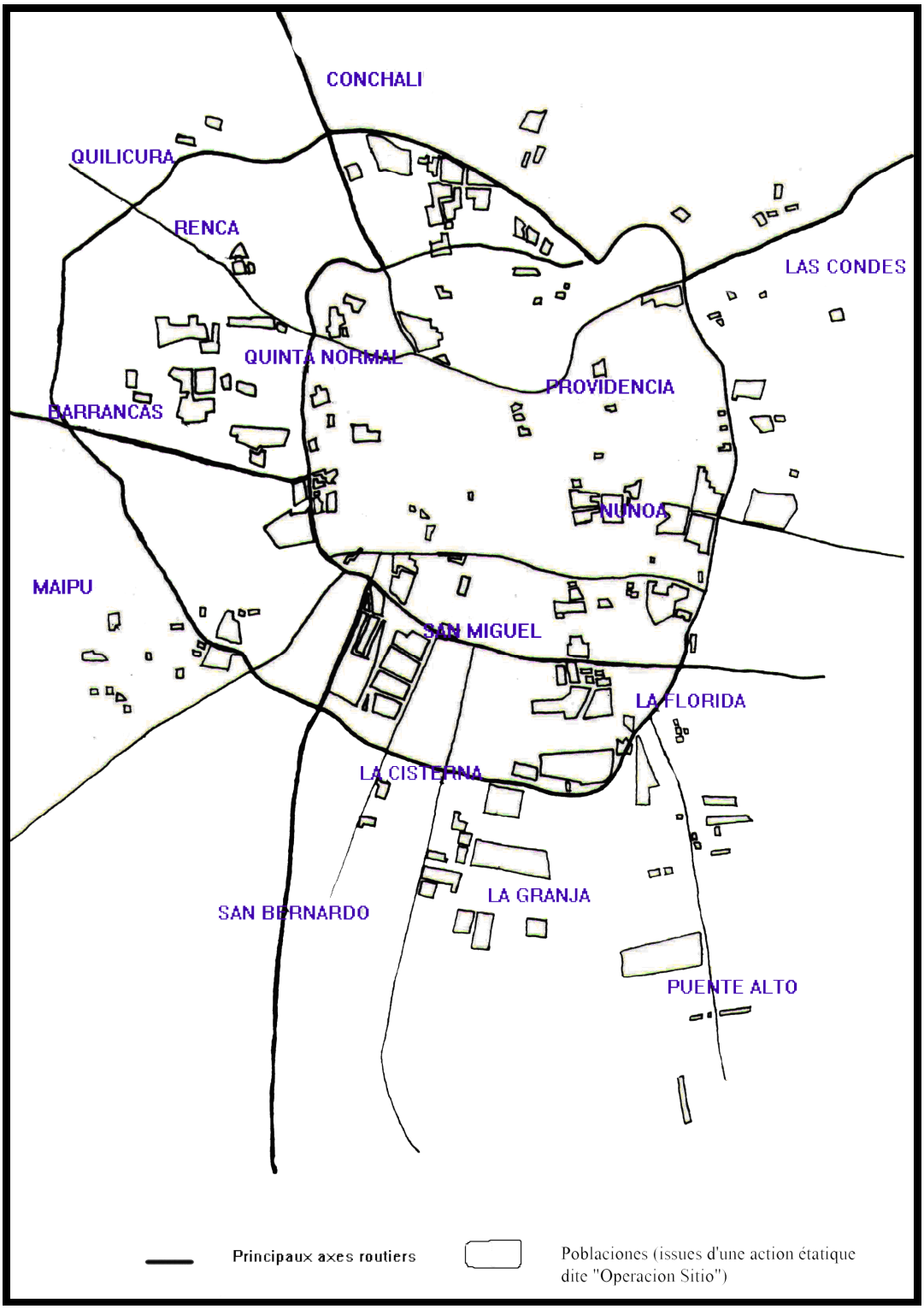
[1988] Voir aussi : F. Pingeot, *Populisme urbain et crise du centre-ville dans les sociétés dépendantes : enquête sociologique sur les mouvements revendicatifs urbains à Santiago du Chili : 1969-1973*, Paris, Université de Paris V, Thèse de doctorat de troisième cycle, 1976.

[1989] E. P. Thompson, *The making of the english working class*, London, Penguin, 1968.

nombreuses *poblaciones* qui ont été construites par l'Etat (carte N°5) : d'où des relations et aides mutuelles entre le Cordon, le *campamento* dirigé par A. Villalobos et la population environnante.

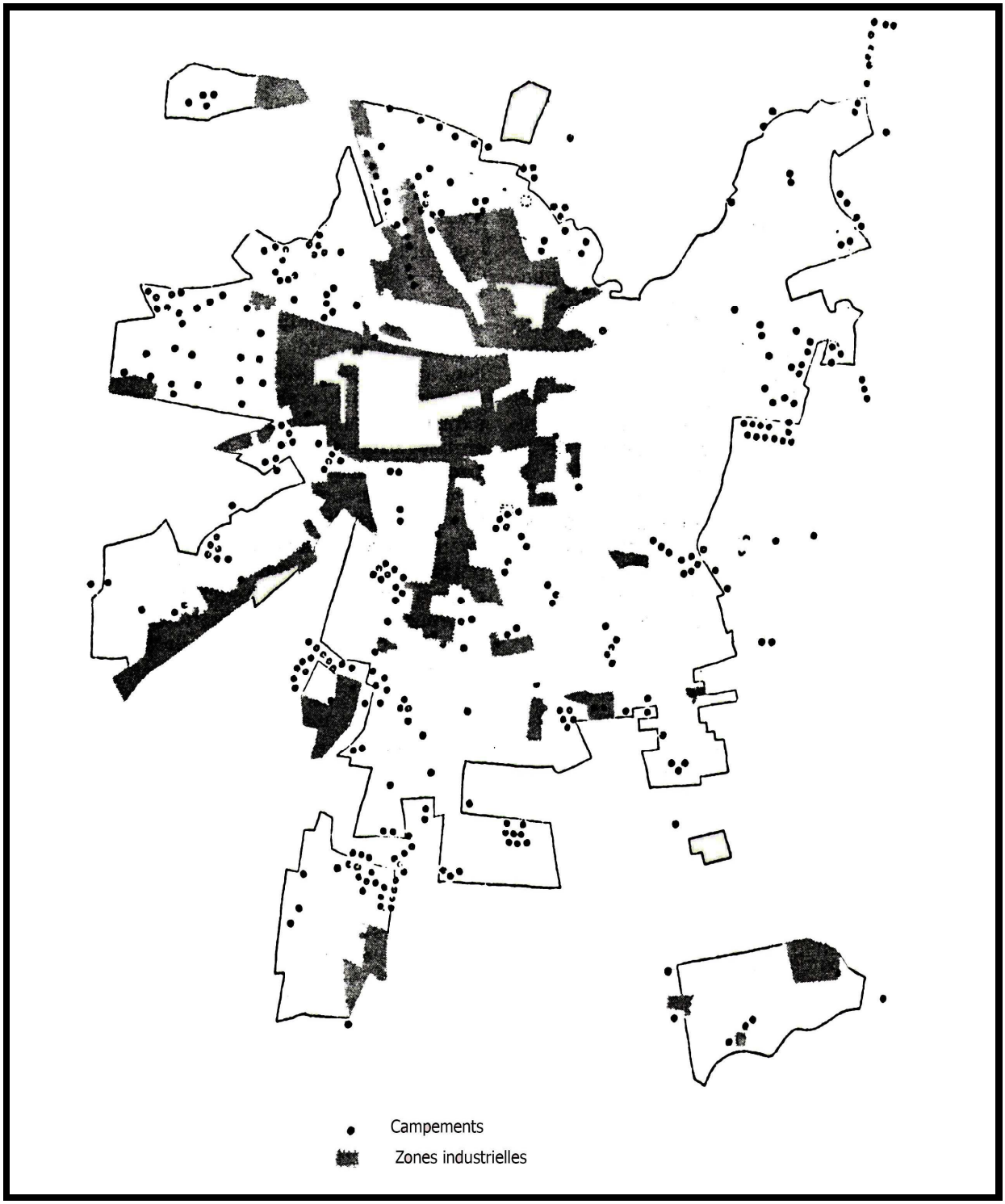
[1990] J. Giusti, « La formación de las poblaciones en Santiago », *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales*, Santiago, agosto de 1971, pp. 93-99. Voir aussi le paragraphe suivant sur la « géographie du pouvoir populaire ».

Carte N° 5 : Les *poblaciones* à Santiago – 1972



Adapté de : C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana, Op. Cit.*

Carte N° 6 : *Campamentos* et Espace industriel à Santiago - 1973

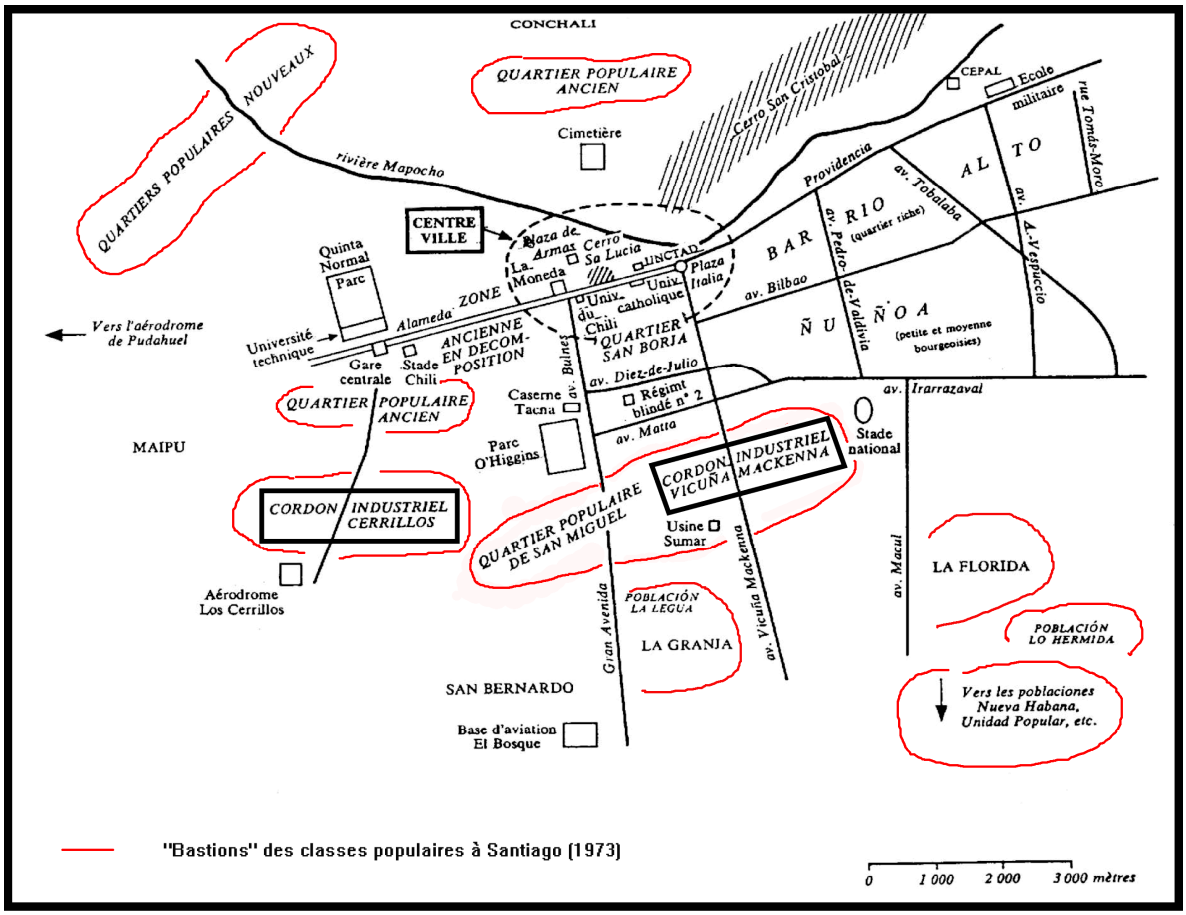


Adapté de : R. Cheetham, A. Rodríguez, G. Rojas, J. Rojas, « Comandos urbanos: alternativa de poder socialista. La experiencia chilena », *Revista Interamericana de planificación*, Santiago, Vol. 8, Nº 30, julio de 1974, pp. 148-187

2) Géographie du pouvoir populaire à Santiago : "l'encerclement" de la capitale ?

S'il est un aspect du pouvoir populaire qui a préoccupé l'opposition et plus largement les secteurs aisés des grandes villes du Chili, c'est précisément le géographie du pouvoir populaire à Santiago. Et surtout, cette sensation que les périphéries où vivent les « pauvres de la ville » sont sur le point de conquérir – dans le sens littéral du terme – des espaces urbains jusque là réservés aux classes dominantes et aux couches supérieures de la petite-bourgeoisie. A Santiago, l'hyper centre (lieu du pouvoir institutionnel et économique), mais ainsi le *barrio alto* (où vit la bourgeoisie) sont souvent présentés par la presse d'opposition, comme les proies faciles d'un dangereux pouvoir populaire, prêt à déferler sur la capitale. Comme le rappellent les cartes qui suivent, les CI de Santiago se sont construits dans la continuité des industries et des *poblaciones*, c'est-à-dire dans les zones des quartiers populaires dont le développement se distingue clairement du Nord-Est de la capitale, réservé aux couches sociales aisées : là encore, la délimitation de classe de l'espace urbain est très présent.

Carte N° 7 : Les "bastions" des classes populaires dans le centre de la capitale – 1973



D'après : A. Touraine, *Vie et mort du Chili populaire, journal sociologique*, Paris, Seuil, 1973

De fait, des quartiers riches tels que Las Condes et Vitacura n'ont pas connu, *de visu*, le développement de ces coordinations ouvrières ou des campements autogérés. Pourtant, leurs habitants tremblent face à la perspective de voir un jour les ceintures rouges remettre en cause leurs privilèges. Ainsi, lorsque les journaux annoncent, en août 1973, l'apparition imminente du CI Manquehue, la droite se montre très préoccupée puisque ce CI - qui n'a pas eu l'opportunité de se développer - est situé à proximité de la commune de Las Condes[1991]. **Plus largement, en**

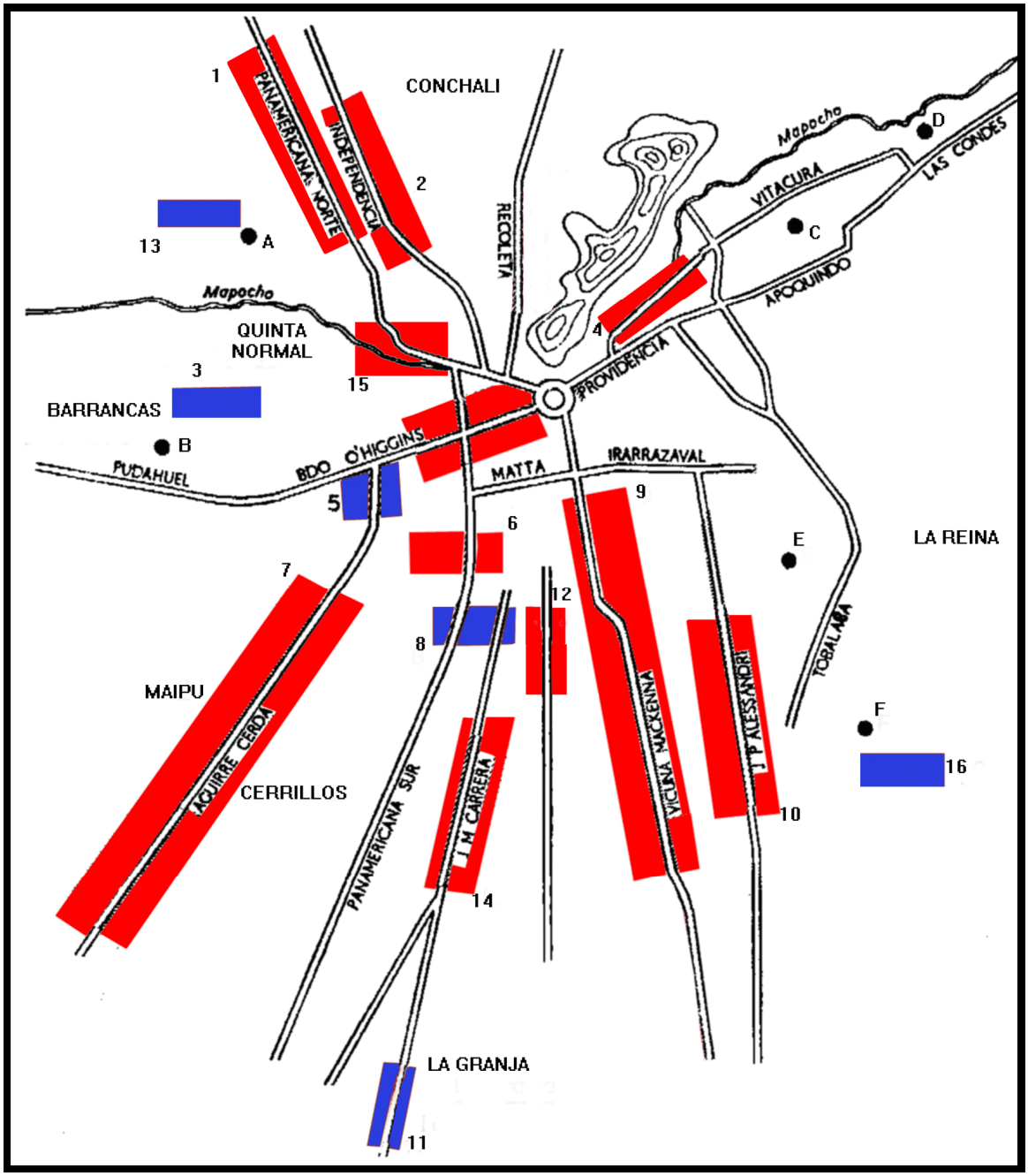
[1991] De plus, le CI aurait pu menacer le bon fonctionnement de l'aéroport privé de ce quartier, particulièrement apprécié par le patronat fortuné de Santiago (A. Santana, "Surgimiento y auge de los cordones industriales" in *La tragedia chilena: testimonios*, Buenos Aires, Merayo Ed., Coll. Documentos, 1973, pp. 117-122).

réponse à la dynamique du pouvoir populaire urbain, c'est une véritable psychose de l'encerclement qui est alimentée par l'opposition et croît, peu à peu, au sein de l'oligarchie chilienne et d'une partie importante des couches moyennes[1992]. D'ailleurs, il est intéressant de noter que les classes dominantes ont eu pleinement conscience de cette dimension spatiale du mouvement révolutionnaire. *El Mercurio* note que « *les bases d'opération du marxisme sont appuyées par des campements situés stratégiquement sur les côtés d'importantes artères stratégiques, comme celles qui conduisent à Puente Alto, San Bernardo, Melipilla, Las Condes, Kennedy, Américo Vespucio, Vitacura, Vivaceta et Matucana, en plus de l'appui des travailleurs gauchistes de la construction* »[1993]. Et selon un journal d'étudiants de l'Université du Chili, lié à l'opposition, il ne fait pas de doute que les CI « *ont une capacité d'action dans le centre de la ville, pouvant ainsi la diviser en différents secteurs en cas de guerre civile* »[1994]. Cette peur de l'encerclement gagne également les officiers. « *Au quartier général du Commandement de la garnison* – se rappelle Augusto Pinochet - *nous placions sur des cartes les nouvelles poblaciones qu'installaient les pobladores et les chômeurs, qui - guidés par des leaders marxistes - formaient autour de Santiago un Cordon qui grandissait tous les jours* »[1995].

Un coup d'œil jeté à la va-vite sur les cartes pourrait suggérer que cet encerclement a bel et bien été une réalité. Pourtant, il faut – au terme de cette étude – rappeler une nouvelle fois les illusions d'optique que pourrait laisser transparaître une telle géographie des organes du pouvoir populaire. Comme nous avons tenté de le démontrer au cours des précédents chapitres, leur imposante présence dans l'espace urbain et dans l'espace social n'a aucunement signifié – d'une manière mécanique – qu'ils aient incarné une force de double pouvoir constituant. **A la vue des deux cartes ci-dessous, leur potentiel est encore plus flagrant, mais aussi la nécessité pour ces organismes de parvenir à une réelle coordination, dépassant ainsi les divisions politiques du mouvement social et les contradictions de l'UP** (voir le paragraphe XIII – 3)**.** Sans cela, cette géographie du pouvoir populaire urbain nous montre seulement une succession d'embryons de pouvoir populaire qui ont eu de nombreuses difficultés à mettre en commun leur énergie collective. Ceci, malgré leur présence non négligeable dans l'espace de la capitale, mais aussi à l'échelle nationale (voir cartes aux pages suivantes).

[1992] Nous revenons par la suite sur plusieurs aspects de l'offensive idéologique contre-révolutionnaire (voir paragraphe XIII – 1 – 1).
[1993] *El Mercurio*, Santiago, 24 de julio de 1973.
[1994] « El poder popular al ataque », *Periódico Universitario*, Santiago, Nº 2, septiembre 1973.
[1995] A. Pinochet, *El día decisivo*, *Op. Cit.*, pp. 57-58.

Carte N° 8 : Géographie approximative du pouvoir populaire à Santiago – 1973



Source : carte corrigée sur la base de : R. Moss, *Chiles' marxist experiment*, *Op. Cit.*, p. 98 et J. Magasich, *Pouvoir réel, pouvoir formel*, *Op. Cit.*, p. 199.

Zone de développement des principaux Cordons Industriels et des Commandos Communaux

1 : Panamericana Norte — 2 : Conchali — 3 : Barrancas — 4 : Cordillera-Mapocho
5 : Estación Central — 6 : O'Higgins — 7 : Cerrillos-Maipú — 8 : San Miguel
9 : Vicuña Mackenna — 10: Macul — 11: La Granja — 12: San Joaquín
13: Renca — 14: Santa Rosa - gran Avenida — 15: Matucana-Mapocho
16: La Florida — 17 : Santiago Centro

Localisation des *campamentos* se réclamant du pouvoir populaire

A : Renca (Blanca Vergara – 1° de Mayo – José Toha) **B** : Pudahuel (O'Higgins) **C** : Av Kennedy (Ho Chi Minh
D : Las Condes (Fidel – Ernesto – Luciano Cruz) **E** : Lo Hermida **F** : Nueva La Habana

3) Répartition du pouvoir populaire à l'échelle nationale (Carte N° 9)

XIII – 3) Vers le coup d'Etat

XIII – 3 - 1) L'échec de la Coordination des Cordons de Santiago et les derniers débats

A la fin juillet, suite aux dernières grandes mobilisations des Cordons industriels et au cours du mois d'août se déroulent les ultimes débats politiques autour de la question du pouvoir populaire. Finalement, c'est l'ensemble du processus de transition au socialisme souhaité par les principaux partis qui est mis en discussion. Ceci dans un contexte de divisions fratricides au sein et entre les organisations de gauche. A ce propos, les élans unitaires du discours de Carlos Altamirano, prononcé le 12 juillet 1973 depuis le Cordon Vicuña Mackenna, apparaissent rétrospectivement comme peu crédibles : « *Jamais l'unité socialiste-communiste n'a été plus ferme, ni a existé entre les deux partis - avant-garde de la classe ouvrière - une plus grande identité d'objectifs* »[1996]. Car au moment même, ces deux formations s'entredéchirent sur plusieurs questions clefs : participation des militaires, rythme des nationalisation, rôle de la CUT et du pouvoir populaire... Le Parti socialiste lui-même est divisé entre une aile gauche dirigée par des militants tels que Jorge Mac Ginty ou Nicolas García et les "Allendistes" tels que Hernán del Canto ou C. Almeyda qui dominent la commission politique du parti.

Le président de la République, s'il n'a pas participé directement aux discussions publiques sur le pouvoir populaire, y fait référence à plusieurs reprises lors des derniers mois de l'UP. Cela prouve l'importance prise par cette polémique mais aussi les capacités d'Allende à comprendre qu'il ne s'agit pas là d'une simple joute oratoire. A chaque fois, il a tenté de montrer l'absence de contradictions entre la tactique de transition pacifique de l'UP et les tendances à l'auto organisation qui traversent la société civile. Ainsi que le synthétise Hugo Cancino, « *pour le président Allende, une nouvelle constitution politique devait canaliser et intégrer les nouvelles institutions surgies de la praxis sociale et les rendre complémentaires aux institutions de la démocratie représentative* »[1997]. Lors du troisième message présidentiel au Congrès national, fin mai 1973, le chef de l'Etat met en avant sa vision du pouvoir populaire institutionnalisé[1998]. Allende y réitère sa vision d'un nécessaire *transfert* de pouvoir politique vers les organisations populaires avec en contrepartie l'intégration de celles-ci à un nouvel « *Etat populaire* », dont on a du mal à voir les contours exacts. En s'appuyant sur ce concept de *socialisation* du pouvoir économique mais aussi politique, il critique « *l'ordre bourgeois* » qui aurait « *perdu sa légitimité aux yeux des travailleurs* ». Pour lui, c'est aussi l'occasion d'insister sur le fait que la transformation sociale ne pourra être développée qu'à « *l'intérieur du régime institutionnel de l'Etat et ses normes légales* ». Allende reconnaît les multiples tendances à l'exercice de la démocratie directe qui parcourent le mouvement social et y voit l'empreinte « *de l'organisation sociale naissante en train de chercher, essayer, critiquer son propre statut et sa discipline* ». Percevant l'importance de la dimension territoriale de la construction du pouvoir populaire, il insiste : celui-ci doit se construire sur la base de la commune ou de la municipalité, tout en étant capable de « *rendre possible le contrôle populaire sur les institutions administratives, contribuant ainsi à combattre les obstacles bureaucratiques* ». En ce sens, il appelle à la formation au niveau communal « *d'un nouveau centre d'organisation, les Commandos communaux, formés par des représentants élus par les organisations communautaires et de travailleurs* ».

Mais le problème reste qu'une telle approche aurait signifiée, d'une part, la possibilité de mettre en place légalement une nouvelle constitution, voire un nouvel Etat, ce que l'UP ne peut réaliser dans le cadre des institutions en place[1999]. D'autre part, cela nie la possibilité – pourtant essentielle à son dynamisme - que le pouvoir populaire reste *indépendant* du gouvernement. Cette conception d'un pouvoir populaire institutionnalisé pose la question du respect de l'autonomie du mouvement social. Ainsi, dans son appel le 29 juin 1973, Allende invite les salariés des Cordons industriels à « *créer, créer le pouvoir populaire mais non antagonique, ni même indépendant du gouvernement, qui est la force fondamentale et l'outil que possèdent les travailleurs pour avancer au sein du processus révolutionnaire* »[2000]. Enfin, il y a une tension évidente entre le discours d'Allende et sa politique d'intégration des militaires au gouvernement

---

[1996] C. Altamirano, « Nadie puede negarle al pueblo el derecho a su propia defensa », Discurso pronunciado el 13 de julio de 1973 en el sindicato Elecmetal, Santiago (in *La Nación*, Santiago, 14 de julio de 1973).

[1997] H. Cancino, La problemática del Poder popular…¸ *Op. Cit.*, p. 336.

[1998] Salvador Allende, "Tercer Mensaje ante el Congreso Nacional", Santiago, 21 de mayo de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 6, pp. 4535-4671).

[1999] Le referendum souvent discuté au sein de la direction de l'UP et destiné à un changement constitutionnel a été reporté plusieurs fois jusqu'au coup d'Etat. Sur le blocage institutionnel total qui existe à la fin de la période entre l'UP et la majorité du Parlement, voir : A. Silva Bascunan, « Solo queda promulgar integra la reforma », *El Mercurio*, Santiago, 24 de julio de 1973.

[2000] Salvador Allende, "Discurso al pueblo del 29 de junio de 1973", Santiago, 30 de junio de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 6, pp. 4471-4476).

ou son appel à rendre une partie des usines occupées après chaque grande crise, ceci en parallèle à une mise sous le boisseau des revendications du pouvoir populaire.

Malgré tout, les leaders socialistes des CI ont tenté de donner plus de poids à leurs organisations, sans attendre l'aval du gouvernement. Le 18 juillet 1973 se tient la première réunion de la « Coordination provinciale des Cordons industriels de Santiago » (CPCI) [2001]**.** Y participent les CI O'Higgins, Vicuña Mackenna, Mapocho-Cordillera, San Joaquín, Cerrillos, Santiago-Centro aux côtés de représentants du MAPU, du MIR et du PS, ainsi qu'un représentant d'un CI "fantôme" car jusque là inconnu, le CI Recoleta (qui a certainement très peu d'influence réelle)[2002]. Sans reprendre l'intégralité de la première déclaration de cette coordination, on peut dire que ses principaux points reprennent des revendications maintes fois répétées : refus de restituer les entreprises occupées, contrôle ouvrier de la production et de la distribution, extension du domaine nationalisé, etc…[2003]. Dans la seconde déclaration de la CPCI (reproduite en Annexe N° 29), les 7 dirigeants signataires, tous socialistes, cherchent à expliquer leur démarche. Ils se sont constitués - insistent-ils - afin « *d'élargir les conquêtes du gouvernement et des travailleurs* ». En même temps, ils signifient à l'exécutif qu'ils doivent conserver « *l'autonomie nécessaire pour jouer le rôle de chef de file des différents secteurs sociaux alliés au prolétariat dans la lutte pour le socialisme* ». Si l'objectif est bien la constitution de Commandos communaux, ce sont les CI qui doivent en former l'avant-garde. Refusant toute idée de parallélisme, ils déclarent reconnaître la CUT en tant « *qu'organisation suprême des travailleurs* », mais revendiquent une plus libre participation des salariés, « *la démocratie ouvrière* », et critiquent le « *sectarisme* » et « *la bureaucratie qui s'entête à signer des accords superstructuraux sans tenir compte des masses* »[2004]. Hernán Ortega, élu président de cette Coordination, se souvient : « *Chaque Cordon avait sa propre dynamique et sa propre organisation, les commissions de travail étaient plus ou moins similaires et la coordination à Santiago avait pour but de créer une instance qui permette de se coordonner de Cordon à Cordon* »[2005]. Selon lui, la CPCI aurait permis de commencer à unifier les critères de fonctionnement des CI. Pourtant aujourd'hui, plusieurs témoignages suggèrent le contraire. Selon T. Inostroza, « *la Coordination n'a jamais existé, si une véritable coordination des Cordons avait existé, le coup d'Etat cela aurait été autre chose* »[2006]. D'ailleurs le CI Macul où il milite n'a même pas signé l'appel de la déclaration. Mario Olivares du CI Vicuña Mackenna évoque lui aussi une CPCI qui n'a fonctionné « *que sur le papier* » et qui n'aurait pas eu le temps de se mettre en place[2007]. Mis à part quelques rares déclarations publiques, tout semble confirmer cette impression.

Les derniers débats autour du pouvoir populaire, dont le second forum organisé par la revue *Chile Hoy* en août, révèlent que ce sont aussi les dissensions irrésolues de la gauche qui ont contribué à tuer dans l'œuf cette initiative[2008]. Tout d'abord, nous avons vu que la direction du PC s'est souvent montrée hostile à une autonomie réelle des CI, et ce jusqu'à son aile gauche sous la plume de Nicolás

---

[2001] "Habla Hernán Ortega", *Chile Hoy*, Santiago, Nº 59, 27 de julio de 1973. A. Silva et P. Santa Lucia ajoutent comme membres fondateurs : les CI Panamericana Norte, Santa Rosa-Gran Avenida, Quinta Comuna Área Norte et Conchali, mais sans citer de sources alors que l'on sait qu'il s'agit de Cordons très faibles d'un point de vu de leur représentativité (in « Les Cordons industriels: une expression de pouvoir populaire au Chili », *Les Temps Modernes*, Paris, janvier 1975, p. 737). D'autre part, on peut noter l'absence du CI Macul.

[2002] Ce CI serait dirigé par le socialiste Hipólito Pizarro et la seule mention que nous avons pu en trouver dans la presse apparaît dans un manifeste signé en juillet 1973 (« Manifiesto del Cordón Recoleta », *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 10, 27 de julio de 1973). Il est possible que cette coordination se confonde avec le CI Matucana-Mapocho tout proche.

[2003] La première déclaration officielle de la Coordination est signée par les CI Cerrillos, Vicuña Mackenna, O'Higgins et Santiago-Centro (Coordinadora provincial de Cordones Industriales, "¡A no devolver nada, a conquistarlo todo!", Santiago, 18 de julio de 1973 (in *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 9, 20 de julio de 1973).

[2004] Declaración Coordinadora Provincial de Cordones Industriales de Santiago, Santiago, julio de 1973 in *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 10, 27 de julio de 1973.

[2005] Entretien avec Hernán Ortega, Iquique, 6 novembre 2001.

[2006] Entretien avec Tomás Inostroza, Santiago, 4 juillet 2002.

[2007] Entretien avec Mario Olivares, Santiago, le 1 mai 2002.

[2008] Voir *Chile Hoy*, Santiago, Nº 60, 3 de agosto de 1973 et *Chile Hoy*, Santiago, Nº 61, 10 de agosto de 1973.

García (pourtant tous les signataires de CPCI sont militants de ce parti)[2009]. Mais ce sont le PC et le MIR qui vont s'opposer avec le plus d'acharnement à cette volonté de coordination. Toujours au nom de la polémique sur le parallélisme syndical, le MIR appuie au sein des assemblées les communistes, qui cherchent à empêcher la CPCI. Cet alignement miriste dans le sillage du PC est tel que Galvarino Escorza doit l'admettre avec étonnement. Lors d'un débat au sein d'une assemblée du CI Vicuña Mackenna (en août 1973), c'est Hernán Aguiló du MIR qui défend le mieux les idées du PC contre la coordination des CI. « *Quand l'assemblée s'est terminée,* se félicite le syndicaliste communiste, *j'ai dit au camarade Aguiló : « Camarade ! Vous m'avez volé tous les mots, je n'ai presque pas eu besoin d'intervenir !* »[2010]. Obnubilé par la création de Commandos communaux, qui resteront pourtant marginaux sans une meilleure structuration que les Cordons, le MIR préfère soutenir les appels à la soumission des CI à la structure bureaucratique de la CUT[2011]. Ce "front commun" PC / MIR affaiblit considérablement la CPCI. Même après le coup d'Etat, le MIR continuera à condamner la coordination, déclarant qu'elle aurait contribuée au « *désarmement, la division et la confusion de la classe ouvrière* »[2012]. Ainsi, le parti de Miguel Enríquez a cherché à restreindre les CI dans leur rôle de simple « *organisation syndicale territoriale, en quelque sorte des syndicats de quartier* », car les Cordons industriels « *ne pouvaient évidemment pas constituer l'organisation politique alternative dont la classe ouvrière avait besoin. Ce rôle ne pouvait être dévolu qu'aux Commandos communaux* »[2013]. **Sur une telle base, le MIR a contribué aux côtés du PC à mélanger la fonction spécifique des structures syndicales avec celles de contrôle ouvrier qu'auraient dû acquérir les seuls organismes de pouvoir populaire existant au sein du mouvement ouvrier, c'est-à-dire les Cordons industriels. Par cette confusion des genres, la gauche extraparlementaire tend ainsi à émousser un peu plus « *le tranchant révolutionnaire* » de ces derniers (pour reprendre les mots de Maurice Najman)**.

C'est également le sens du « Manifeste d'août des Commandos communaux », signé par des organismes *pobladores* du MIR et possédant une surface militante bien moindre que celle des CI. Ce nouveau manifeste (qui rappelle celui de la fin octobre 1972), tout en exigeant l'expropriation de toutes les grandes entreprises, souhaite coordonner les Commandos communaux tout en faisant l'impasse sur la tentative de Coordination des CI alors en place[2014]. En même temps, le MIR tient un discours léniniste assez schématique sur le double pouvoir révolutionnaire. Nelson Gutiérrez dans un article intitulé « *le pouvoir populaire et la lutte du prolétariat chilien* », développe l'idée de « *prendre d'assaut le pouvoir* » : « *Générer la dualité de pouvoir tout d'abord, la crise de l'Etat bourgeois ensuite et le triomphe de la révolution prolétarienne* [enfin] »[2015].

Pour la direction du PC, l'important est de tout faire pour donner de la solidité au nouveau cabinet civilo-militaire, quitte à combattre les franges les plus radicales du mouvement ouvrier. C'est ainsi que ce parti reprend ses virulentes diatribes contre le MIR. *El Siglo* titre, le 14 août, « *L'ultra-gauche cherche à diviser les travailleurs* ». On y apprend que la réaction se délecterait des postulats du MIR qui seraient ceux d'un « *pouvoir populaire parallèle et alternatif au gouvernement* ». Selon cette interprétation, la droite et la bourgeoisie « *applaudit la conception* [du MIR] *des Cordons industriels comme organisation parallèle à la CUT et met l'accent sur les discours incendiaires dont font gala certains dirigeants autoproclamés de quelques Cordons fantômes* »[2016]. La gravité de ces propos amène certains intellectuels à s'émouvoir de telles pratiques sectaires et staliniennes. Martha Harnecker dénonce, dans les colonnes de *Chile Hoy*, l'attitude communiste et rappelle qu'au contraire, le MIR a été d'accord sous plusieurs aspects avec le PC pour limiter le rôle des CI à celui de

---

[2009] Voir par exemple N. García (Comisión política del PS), "Las FF. AA. caen en la trampa derechista", *Punto Final*, Santiago, Nº 190, 14 de julio de 1973.

[2010] Entrevista de Faride Zeran a Galvarino Escorza, « Los comunistas y los Cordones », *Chile Hoy*, Santiago, Nº 61, 16 de agosto de 1973.

[2011] Voir l'intervention de Juan Olivares, président miriste du Commando communal Estación Central au forum sur le pouvoir populaire organisé par *Chile Hoy* : « Los Cordones industriales y la CUT », *Chile Hoy*, Santiago, Nº 61, 10 de agosto de 1973 ou les analyses de Hernán Aguiló dans « Los trabajadores y el Poder popular », *Punto Final*, Santiago, Suplemento al Nº 183, 8 de mayo de 1973.

[2012] Voir le document cité par J. Magasich, *Op. Cit.*, p. 244.

[2013] C'est ce que Edgardo Enríquez (frère de Miguel et membre de la commission politique du MIR) a expliqué dans ses réflexions sur les causes du coup d'Etat, lors de son arrivée en France, en tant qu'exilé politique. Voir Entretien avec Edgardo Enríquez, « Pourquoi nous avons échoué ? le MIR devant l'expérience de l'UP », *Archives du CEDETIM*, outil N°25, N°22800 S., inédit, non daté.

[2014] CC Estación Central, CC de Barrancas, CC La Florida, Coordinación de los *pobladores* de Lo Hermida, JAP comunal de Maipú, Consejos comunales campesinos de Lampa y Colina, "Manifiesto de los Comandos comunales", Santiago, agosto de 1973 (en français in M. Najman, *Op. Cit.*, pp. 271-274).

[2015] N. Gutiérrez, « El poder popular y la lucha del proletariado chileno », *Punto Final*, Santiago, Nº 190, 14 de agosto de 1973.

[2016] Cité dans M. Harnecker, « El PC y la lucha ideológica contre el MIR », *Chile Hoy*, Santiago, Nº 63, septiembre de 1973.

coordinations syndicales inféodées à la CUT. **Fondamentalement, l'UP ne parait plus prête à accepter les critiques sur sa gauche. En effet, quelques semaines avant le coup d'Etat, le parti de M. Enríquez a pointé du doigt les inconséquences des partis gouvernementaux** : « *la capitulation réformiste et l'inconséquence centriste n'effacent pas les possibilités révolutionnaires de la période. Elles démasquent seulement l'échec du réformisme et elles priveront progressivement les travailleurs, moteur de la révolution, de ce levier d'appui que, avec ses limitations, constituait le gouvernement* ». A cette occasion, le MIR s'insurge contre les attaques répétées du président de la République contre le gauchisme : « *la vérité est que l'unique personne de gauche qui ait publiquement donné la main à un réactionnaire a été monsieur Allende, quand il a débuté sa capitulation avec Patricio Aylwin* »[2017]. Cette analyse marque la rupture définitive du MIR avec l'UP. Mais elle montre aussi la faillite de l'option miriste qui avait placé ses espoirs dans une possible alliance avec les secteurs « révolutionnaires » de la coalition élus en 1970. A l**a fin août 1973, l'aile gauche de l'UP ferme elle aussi ses portes au MIR en réaffirmant son ancrage gouvernemental et les graves erreurs d'appréciation de ce mouvement**[2018]. **Dans ces conditions, on peut dire que les derniers débats sur le pouvoir populaire chilien ont été négatifs du point de vue de la recherche d'alternatives et qu'ils ont freiné les tendances à la coordination des Cordons industriels**.

XIII – 3 – 2) Le baroud d'honneur du pouvoir populaire

Durant le dernier mois de l'UP, on assiste à ce que l'on pourrait qualifier de « baroud d'honneur » du pouvoir populaire, en quelque sorte son dernier souffle, celui aussi où affleurent toutes ses contradictions. L'un des enjeux du moment est d'affronter avec succès la nouvelle grève des camionneurs qui étouffe un peu plus une économie déjà gangrenée par l'inflation et le marché noir. Or, comme le remarque P. Kalfon : « *Tous les problèmes économiques passent au Chili, d'abord par la politique. Et c'est pourquoi l'épreuve de force engagée entre le gouvernement et l'opposition par camionneurs interposés est, cette fois, capitale. Nul n'en disconvient. Le président de la CUT, M. Figueroa (PC) et le secrétaire général, M. Calderón (PS) ont offert à Allende le concours des travailleurs, aussi bien pour organiser la surveillance des points stratégiques, de concert avec l'armée, que pour reprendre et remettre en marche les camions arrêtés et délibérément sabotés par leur propriétaires. M. Allende a jusqu'ici préféré s'appuyer exclusivement sur l'appareil militaire* »[2019]. Dans ces conditions, les CI sont une fois de plus relégués au second plan[2020].

Quelques coordinations essayent néanmoins de continuer à apparaître comme actives, malgré la démoralisation générale. C'est le cas de certains Commandos communaux (CC), dont la gauche souhaite désespérément la généralisation[2021]. Par exemple, à la fin juillet, le CC de Barrancas publie son programme d'action dans la presse[2022]. Le même jour, le CC *Estación Central* lui emboîte le pas[2023]. Outre des revendications spécifiques à leur quartier, les idées avancées sont celles émises par le MIR dans le « Manifeste d'août des Commandos communaux » : expropriation des grandes entreprises, contrôle ouvrier dans les autres, contrôle populaire direct sur le ravitaillement, rationnement des produits de base, préparation de brigades d'autodéfense[2024]. Le document reprend aussi l'appel à incorporer les soldats - « *frères en uniforme* » - à la lutte sociale et la nécessité d'une grève générale pour combattre celle du patronat. La naissance d'un nouveau

---

[2017] MIR, "El Gobierno ha capitulado. Las masas sólo podrán confiar en sus propias fuerzas", *El Rebelde* (Editorial), Santiago, Nº 95, 14 de agosto de 1973.

[2018] Voir MIR, "El gobierno ha capitulado. Las masas solo podrán confiar en sus propias fuerzas", Santiago, agosto de 1973 (in *El Rebelde*, Santiago, Nº 95, Editorial, 14 de agosto de 1973) et le document du MAPU qui rejette l'analyse du MIR et soutient que la contradiction principale est désormais entre d'un côté le peuple et le gouvernement et, de l'autre, les militaires *golpistas* et la bourgeoisie : MAPU, « Crisis política y lucha contra el enemigo principal », Santiago, agosto de 1973 (in *De Frente*, Santiago, Nº 20, 24 de agosto de 1973).

[2019] *Le Monde*, Paris, 18 août 1973.

[2020] "Control popular "sin armas" ", *El Mercurio*, Santiago, 5 de agosto de 1973.

[2021] Voir par exemple : "Tarea del momento: desarrollar los Comandos Comunales", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 36, 16 de agosto de 1973.

[2022] Comando Comunal de trabajadores de Barrancas, "Programa del Comando Comunal de trabajadores de Barrancas, Santiago", Santiago, 13 de julio de 1973 (in *Clarín*, Santiago, 27 de julio de 1973).

[2023] Comando Comunal de Trabajadores Estación Central, "Plataforma de lucha del Comando Comunal de Trabajadores Estación Central", Santiago, 23 de julio de 1973 (in *Clarín*, Santiago, 27 de julio de 1973).

[2024] CC Estación Central, CC de Barrancas, CC La Florida, Coordinación de los *pobladores* de Lo Hermida, JAP comunal de Maipú, Consejos comunales campesinos de Lampa y Colina, "Manifiesto de los Comandos comunales", Santiago, agosto de 1973 (in M. Najman, *Op. Cit.*, pp. 271-274).

Commando communal, celui de San Miguel, est même annoncée le 30 août 1973. Crée sur initiative du Cordon Santa Rosa, en collaboration avec le Cordon San Joaquín, ce CC n'aura même pas le temps de réaliser une première réunion avant le coup d'Etat[2025].

Au niveau des Cordons industriels, quelques rares actions collectives sont menées à bien, par exemple autour d'usines en lutte dans les CI Lo Espejo et O'Higgins[2026]. A la fin août, le Cordon Vicuña Mackenna décide de se doter d'un « *Front unique de travailleurs* » destiné à s'occuper exclusivement des conflits sociaux dans le secteur[2027]. La direction de ce front est formée des dirigeants de chacune des entreprises concernées et d'un représentant du CI. Face à la nouvelle grève patronale, le CI organise également quelques piquets de surveillance des routes, dont certains déclarent fièrement « l'heure du combat arrivée » :

Photo N° 54 : Piquet de surveillance du CI V. Mackenna (août 1973)

Source : *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 37, 23 de agosto de 1973

Enfin début août, *El Mercurio* annonce la formation du Cordon industriel Independencia (de l'avenue du même nom), probablement formé lors d'une réunion à l'hôpital *Roberto del Rió*, avec la présence de dirigeants de la CUT et « *d'éléments de l'extrême gauche* »[2028]. En province également, on peut déceler quelques timides soubresauts du pouvoir populaire. Le Cordon Osorno, à la différence des CI de Santiago, ne semble pas atteint par la même baisse d'activité. Le 10 août, il tire un bilan positif des brigades organisées pour la surveillance des usines contre la grève patronale. La perspective de l'unité ouvrier-paysan et, particulièrement, la solidarité avec les communautés indigènes Mapuche est maintenue, ainsi que plusieurs mesures de ravitaillement direct. L'attitude ouvertement répressive de l'Intendant (militant UP) est de nouveau dénoncée, ainsi que celle des militaires[2029]. Il est même décidé la formation originale d'un « *Commando opératif révolutionnaire* », composé par les directions régionales du secteur rupturiste de la gauche : essentiellement MAPU, MIR, PS, IC[2030]. Cependant cet espoir

---

[2025] "Va el comando comunal San Miguel", *De Frente*, Santiago, Nº 22, 7 de septiembre de 1973.
[2026] Voir A. Santana, « La crisis política toca el fondo » in *La tragedia chilena: testimonios*, Buenos Aires, Merayo Ed., Coll. Documentos, 1973, pp. 171-176 et "Patrones de óptica Rodenstock quieren aumentar producción de ciegos en Chile", *Clarín*, Santiago, 28 de julio de 1973.
[2027] "Frente Único de trabajadores", *De Frente*, Santiago, Nº 22, 7 de septiembre de 1973.
[2028] Ce CI regrouperait des entreprises comme DEVA, EDWARDS y CERUTTI, des centres hospitaliers, la manufacture INTERAMERICANA, le laboratoire HUDSON, FUNDICION LIBERTAD, CCU et EBNER ("Formado el Cordón Independencia", *El Mercurio*, Santiago, 8 de agosto de 1973).
[2029] Cordón Industrial Centro Osorno, "Conclusiones de la Asamblea del Cordón", Osorno, 11 de agosto de 1973 (in *De Frente*, Santiago, Nº 20, 24 de agosto de 1973).
[2030] H. Parra, "Osorno: donde el poder popular se fortalece", *IC. Testimonio Hernán Méry*, Santiago, Nº 36, 6 de septiembre de 1973.

qu'aurait pu représenter un front révolutionnaire unitaire en est certainement resté au stade « expérimental » : ni Héctor Vega dans son témoignage, ni la presse n'en font état par la suite. Le CI Talcahuano tente, lui aussi, de faire parler de lui en soutenant une ou deux occupations d'usines, contre l'avis du PC de Concepción. De l'aveu des militants du Cordon, la plupart des syndicalistes des principales usines de la zone refusent également de participer à leurs réunions[2031]. Dans le port de Valparaíso, les Cordons industriels cherchent à coordonner leurs activités. Une sorte de comité exécutif formé par les Cordons industriels El Salto, 15 Notre et Quilpue et par les Commandos communaux Reñaca Alto et Nueva Aurora est esquissé, avec l'espoir de pouvoir aboutir un jour à une coordination provinciale[2032]. Le 3 août 1973, ce comité organise de nombreux blocages de routes avec la présence de membres de la CUT et le soutien du PS, du MAPU, du MIR et des trotskystes du PSR. Il s'agit de démontrer la force des CI et d'exiger des autorités, la réquisition de tous les véhicules des transporteurs en grève. La manifestation se solde par de nombreuses arrestations et la direction de la CUT locale se désolidarise de l'événement allant jusqu'à insinuer qu'elle aurait été organisée par « *l'ultra-gauche* » et des éléments « *infiltrés de la droite* »[2033].

Finalement, à part quelques foyers de révoltes vite éteints, c'est la démobilisation qui gagne du terrain à grandes enjambées. D'autant plus que la division de la gauche parait désormais irréversible. Le MIR appelle la classe ouvrière à la grève générale et « à *exiger du gouvernement de pleines garanties afin que les travailleurs entreprennent par eux-mêmes la lutte ouverte contre la grève patronale* » au travers des Commandos communaux[2034]. Le PC lui répond en l'accusant d'appartenir à ces *« tendances extrémistes du révolutionnarisme petit-bourgeois, de l'ultra gauchisme, facteur qui a aidé objectivement les réactionnaires* » et fragiliserait l'alliance de l'UP avec les militaires « *légalistes* »[2035]. Les doutes, la désorientation ont désormais envahi les fractions les plus militantes et organisées du mouvement ouvrier. Lors d'une réunion de la Coordination des CI de Santiago (mi-août à COBRE CERRILLOS), cette situation est patente, si bien que le CI Cerrillos convoque « *les germes de pouvoir populaire naissant* » à dépasser une fois de plus les faiblesses du gouvernement et réaffirme « *la nécessité de l'indépendance du pouvoir populaire vis-à-vis de l'Etat bourgeois* »[2036]. Hernán Ortega se voit même obligé de rappeler au gouvernement que c'est la classe ouvrière qui doit rester au centre du processus de transformation et non pas l'Etat ou les forces militaires[2037]. **Mais, depuis le**

[2031] « Cordones industriales: unificar el combate del movimiento obrero », *Trinchera*, Talcahuano, Nº 6, agosto de 1973.

[2032] Cordón El Salto, Cordón 15 Norte, Cordón Quilpue, Comando Comunal Reñaca Alto, Comando Comunal Nueva Aurora, « A Fortalecer y coordinar los cordones para golpear duro a los patrones », Valparaíso, 3 de agosto de 1973 (in *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 12, 10 de agosto de 1973).

[2033] Cordón El Salto, « El Cordón El Salto a todos los trabajadores: ¡No a la represión! ¡No a la ley de control de Armas! Por un estado obrero-campesino: ¡trabajadores al poder! », Valparaíso, 3 agosto 1973 (in *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 12, 10 agosto 1973)

[2034] Secretariado Nacional del MIR, "A combatir el paro patronal, las amenazas golpistas y los emplazamientos reaccionarios con la fuerza de la clase obrera y el pueblo", Santiago, 18 de agosto de 1973 (in *Clarín*, Santiago, 19 de agosto de 1973).

[2035] Jorge Insunza (Comisión política del PC), "Ganar la mayoría para derrotar el golpe y impedir la guerra civil", Santiago, Teatro Caupolican, 26 de agosto de 1973 (in *Clarín*, Santiago, 31 de agosto de 1973).

[2036] « Los Cordones convocan a los gérmenes de poder popular », *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 13, 22 de agosto de 1973.

[2037] H. Ortega (Presidente del Cordón Cerrillos), "la clase obrera es el principal personaje del proceso", *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 13, 22 de agosto de 1973.

mois de juillet, les dirigeants des CI constatent que leurs discours sont en déconnexion complète avec leurs bases[2038]. Selon un dirigeant syndical, en août 1973, la direction du Cordon Cerrillos reste impulsée par une poignée de cinq entreprises seulement (telles que PERLAK, POLYCRON, FANTUZZI), alors qu'elle prétend représenter un total de 200 entreprises et 50 000 travailleurs[2039]. La revue du MAPU, *De Frente*, s'interroge : « *Que se passe t'il dans les Cordons ?* […] *cela fait presque 15 jours que les Cordons de Santiago n'ont pas coordonné leur activité, qu'il n'y a pas eu de réunion provinciale, ni qu'ils ont pris la tête de luttes importantes* ». Les militants, amers, diagnostiquent une profonde « *crise de direction* » et la déroute de la « *tactique révolutionnaire* » de la gauche[2040]. Mais le point de non retour semble franchi. **Selon l'historien Luís Corvalán Márquez, dès la mi-août 1973, la gauche est déjà défaite et la contre-révolution en marche[2041]. Les militants les plus conscients du désastre à venir lancent de terribles diatribes contre le gouvernement et cherchent des explications. En vain**… Ainsi, quelques semaines avant le coup d'Etat, Armando Cruces déclare pour la presse révolutionnaire argentine : « *Le camarade Allende, président de la République, réformiste, militant de mon Parti socialiste, transige avec l'ennemi à tout moment. Il y a de nombreuses vacillations. De plus, le PC a démontré qu'il était entièrement pour la « paix sociale » au Chili, et en cela il a entraîné le président de la République lui-même* »[2042]. **Se rappelant peut-être des mises en garde du vieux Clotario Blest, certains ouvriers réclament à corps et à cris aux Cordons de mettre fin à leur dépendance envers le gouvernement[2043]. Mais si ces appels à une indépendance de classe du pouvoir populaire ont existé, c'est de manière isolée et non en tant que tendance structurée.**

Le 4 septembre, à l'occasion du troisième anniversaire du gouvernement populaire, c'est pourtant une véritable marée humaine qui envahit la capitale pour venir saluer Allende. Ce dernier, perché sur le balcon de la Moneda, voit défiler pendant plus de deux heures : 700.000, peut-être 800.000 personnes, qui lui crient « *¡Mano dura, presidente!* »[2044]. Il s'agit de l'une des plus grandes manifestations de gauche de toute l'histoire chilienne. Pourtant, pendant ce temps, l'aviation continue ses perquisitions privilégiant une attitude ouvertement provocatrice : MADEMSA, MADECO et RITTIG sont prises d'assaut. **C'est notamment ce que dénonce la Coordination des CI de Santiago le lendemain dans une longue lettre adressée au président de la République. Ce document historique - rédigé par Carmen Silva et Carlos Altamirano et ensuite approuvé par les CI[2045] - est une analyse implacable et tragique de ces mille jours**. C'est aussi la dernière déclaration officielle des Cordons industriels (reproduite en Annexe N° 32): « *Avant nous avions la crainte que le processus de passage au socialisme soit en train de céder pour arriver à un gouvernement de centre, réformiste, démocrate-bourgeois qui tendait à démobiliser les masses ou les poussait à des actions insurrectionnelles de type anarchique, par instinct de conservation. Mais désormais, en analysant les derniers évènements, notre crainte n'est plus celle-là ; maintenant nous avons la conviction que nous sommes sur une pente qui nous conduira inévitablement au fascisme* […]. *Nous exigeons, camarade Président, que vous preniez la tête de cette véritable armée sans armes, mais puissante en conscience et décision, que les partis prolétaires laissent de côté leurs divergences et se convertissent en une vraie avant-garde de cette masse organisée mais sans direction* ». Après avoir rappelé à Allende ses engagements non tenus, la passivité gouvernementale face à la répression des Marins de Valparaíso ou des usines des CI, la lettre se conclu ainsi : « *Nous vous faisons cet appel urgent camarade-président, parce que nous croyons que ceci est la dernière chance d'empêcher ensemble la perte de milliers et milliers de vies, des meilleurs éléments de la classe ouvrière chilienne et latino-américaine* **»[2046]. Cette lettre reste aujourd'hui un symbole de l'histoire du pouvoir populaire : à la fois très critique et sur la défensive, revendiquant l'application intégrale du programme de l'UP, ses auteurs s'en**

[2038] Voir "Cordones Industriales a la Ofensiva", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 33, 26 de julio de 1973 et « Cordón Vicuña Mackenna: ¡A la acción! », *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 7, 3 de julio de 1973.

[2039] "Los Cordones Industriales: el poder naciente", *Poder Popular*, Santiago, Nº 8, agosto de 1973.

[2040] A. J., "¿Que pasa en los Cordones?", *De Frente*, Santiago, Nº 20, 24 de agosto de 1973 et *De Frente*, Santiago, Nº 21, 31 de agosto de 1973.

[2041] L. Corvalán Márquez, *Op. Cit.*, p. 352.

[2042] A. Cruces, presidente del Cordón Vicuña Mackenna, "Habla la revolución chilena: ¡en Chile no debe quedar ningún explotador!", *Avanzada Socialista, Op. Cit*.

[2043] "El poder popular: hablan las bases", *De Frente*, Santiago, Nº 18, 10 de agosto de 1973.

[2044] P. Quiroga, *Compañeros. El GAP: la escolta de Allende*, Santiago, Aguilar, 2001, p. 137.

[2045] *"Allí empezamos a escribir el famoso documento de la carta de los Cordones al presidente Allende. La redactamos con Altamirano en mi casa y después la aprobaron todos los Cordones, le agregaban cosas, en fin...* […] *Nosotros teníamos mucha información porque trabajábamos con Altamirano directamente. La carta para Allende la trabajamos juntos, una vez en mi casa se cortó la luz y estuvimos escribiéndola con una vela hasta las 4 de la mañana. El la corregía y me traía siempre versiones distintas*" (Entretien avec Carmen Silva, Santiago, 20 novembre 2001).

remettent finalement à S. Allende et au gouvernement pour sauver le processus, tout en lui attribuant toute la responsabilité d'une éventuelle « *destruction et décapitation* » du mouvement révolutionnaire…

Quelques jours plus tard, le PC et Allende envisagent toujours un moyen d'appeler à un plébiscite, négocié avec la DC, et dont les termes puissent être acceptés par E. Freí. Le 9 août, le PS organise son dernier grand meeting. C. Almirano prononce ce jour là un discours très radical, longtemps montré du doigt - de manière erronée - comme l'un des déclencheurs du coup d'Etat et très mal accueilli par la gauche modérée[2047]. Le secrétaire général socialiste y reconnaît explicitement avoir des contacts avec les marins de gauche et rejette toute conciliation avec la DC. Selon lui, en cas de putsch, le Chili se transformerait immanquablement en un « *Vietnam héroïque* »: « *Un coup d'Etat réactionnaire s'écrase avec la force des travailleurs, avec les organisation de nos ouvriers, avec les Commandos communaux, avec les Cordons industriels !* »[2048]. Alain Touraine note alors dans son journal sociologique : *« Je sais qu'il sera difficile, à ceux qui n'ont pas vécu au Chili les semaines qui ont précédé le coup d'Etat, de comprendre ces pages. Comment admettre dira-t-on, que les acteurs principaux de la gauche aient pu être aveugles à ce point ? Il faut pourtant l'admettre : à la veille du coup d'Etat le Parti communiste continuait à rechercher le dialogue et le Parti socialiste exprimait sa volonté révolutionnaire, mais ne se préparait guère à l'action contre-révolutionnaire* »[2049].

[2046] Coordinadora provincial de Cordones Industriales, Comando Provincial de abastecimiento directo y Frente único de trabajadores en conflicto, "Carta al presidente Salvador Allende", Santiago, 5 de septiembre 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 6, pp. 5018-5022). Publiée en Annexe N° 32.

[2047] Voir à ce propos les mémoires du dirigeant PC, Orlando Millas, aux côtés d'Allende dans ces moments de forte tension (*Memorias 1957-1991, una digresión*, CESOC, Santiago, 1996).

[2048] Cité dans *La Nación*, Santiago, 10 de septiembre de 1973. Voir également le récit à ce propos de L. Corvalán Márquez, *Op. Cit.*, p. 367-369.

[2049] A. Touraine, *Vie et mort du Chili populaire*, *Op. Cit.*, p. 204.

Chapitre XIV) La révolution désarmée

Au Chili, comme sous d'autres latitudes, la célèbre phrase de Carl Von Clausewitz selon laquelle « *la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens* » semble se vérifier[2050]. Pourtant en partie seulement car, dans ce cas précis, le sort du processus révolutionnaire ne va pas être réglé à la suite d'une guerre (civile), où les luttes des classes prennent la forme d'un affrontement armé entre deux parties de la population. La configuration chilienne n'est pas celle de l'Espagne des années trente[2051]. En effet, dans le "pays allongé" de Pablo Neruda, point de « *lutte révolutionnaire en pays indépendant, fondé sur les revendications sociales (guerre civile)* », comme dans de nombreuses autres parties de l'Amérique latine[2052]. Non dans ce pays, la violence contre-révolutionnaire se déchaîne sans presque aucune résistance d'envergure. L'historien H. Cancino le résume fort bien : « *les forces armées auront le dernier mot, mais non seulement le verbe, mais aussi l'action, le monopole de la violence et la force qui s'exercera unilatéralement contre le bloc social ouvrier et populaire* »[2053]. Dans le cadre de cette étude, il nous faut évidement poser la question des aspects politico-militaires des mille jours de l'UP. L'historienne Maria Angélica Illanes en s'intéressant à l'historiographie de cette période écrit : « *le thème de l'histoire de l'Unité populaire et des Cordons industriels devrait être, plus exactement, celui de la non insurrection armée de la voie chilienne. Thème qui en réalité constitue la grande question sur l'histoire du mouvement ouvrier au Chili* »[2054]. Comprendre la fin du pouvoir populaire, c'est donc s'intéresser à l'offensive menée par l'opposition, l'armée et les groupes paramilitaires durant les derniers mois de l'UP ; mais aussi à la préparation de la gauche et des Cordons industriels, afin d'y faire face.

[2050] Carl Von Clausewitz, *De la guerre*, Paris, Editions de Minuit, 1955.
[2051] Voir F. Godicheau, *Les mots de la guerre d'Espagne*, Toulouse, PU Mirail, 2003 et *La guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob, 2004.
[2052] Voir l'introduction de G. Chaliand, *Stratégie de la guérilla. Anthologie historique de la longue marche à nos jours*, Paris, Gallimard, Coll. Idées, 1973. Et du même auteur : *Stratégies de la guérilla*, Paris, Payot, 1994.
[2053] H. Cancino, *Op. Cit.*, pp. 366-367.
[2054] M. A. Illanes, *La batalla de la memoria*, Santiago, Planeta/Ariel, 2002, p. 183 et F. Gaudichaud, "Etudes et recherches sur l'Unité populaire et le mouvement révolutionnaire chilien : essai de bilan critique et perspectives », *Dissidences*, *Op. Cit.*

XIV – 1) La contre-révolution en marche

XIV – 1 – 1) « *Que celui qui a une main libre ligote Allende avec les Cordons !* »

Ainsi que le rappelle la sociologie des mouvements révolutionnaires, "*Aux images et aux symboles révolutionnaires, la contre-révolution répondra par des contre-images et des contre-symboles. Elle présentera la révolution imminente, ou en cours, sous des traits menaçants et sanglants ; elle en décrira les conséquences néfastes ; elle dénoncera les « agitateurs », « fauteurs de troubles », « révolutionnaires utopistes » ou « révolutionnaires professionnels », etc. Le langage et le symbolisme de la contre-révolution ne sont pas moins riches que ceux de la révolution* »[2055]. L'expérience chilienne n'a pas échappé à cette règle générale. Pendant les deux premières années de l'Unité populaire, l'opposition a orienté ses invectives contre l'extension du secteur nationalisé et les réformes progressistes impulsées par Allende. A partir d'octobre 1972, le pouvoir populaire devient peu à peu la bête noire des conservateurs et de la presse qu'ils contrôlent. Cependant, c'est véritablement suite au *tancazo* qu'une intense campagne idéologique est lancée. L'objectif est d'accompagner « la stratégie d'hiver » de l'opposition et, de préparer les esprits à l'intervention militaire. Cette offensive est effectivement extrêmement menaçante, tout en se réclamant des valeurs nationales ou en invoquant le respect de la démocratie menacée par la « *dictature marxiste* ». On retrouve ici, dans le champ symbolique, cette forte capacité de l'opposition à s'adapter y compris dans l'usage des images qu'elle emploie[2056].

L'angle d'attaque est habile, car il cherche à effrayer une population déjà fatiguée par la polarisation politique de la société civile et les difficultés quotidiennes. Il suggère l'existence d'un pouvoir populaire puissant, organisé et armé. Durant les mois de juillet et d'août 1973, les appels au coup d'Etat sont à peine voilés. Début juillet, *La Tribuna*, quotidien du Parti national, titre en première page « *Que celui qui a une main libre ligote Allende avec les Cordons !* », preuve que l'on ne s'embarrasse plus - à droite comme à gauche d'ailleurs - de formalités. Le 6 juillet, la DC proclame : « *L'instauration de fait d'un soi disant pouvoir populaire, qui, organisé officiellement et avec le soutien des fonctionnaires de l'Etat, usurpe nos industries, reçoit des armes et constitue une véritable "milice armée" qui s'arroge des*

[2055] G. Rocher, « Le processus révolutionnaire », *Le changement social, Op. Cit.*, p. 278 et A. Découflé, *Sociologie des Révolutions*, Paris, PUF, Coll. Que sais-je ? 1968.
[2056] E. Palieraki, *Manifestations de rues à Santiago durant l'Unité populaire, Op. Cit*, p. 39.

fonctions politiques, économiques et de défense, constitue le plus grave attentat de tous ceux que nous avons vécus jusqu'à présent, commis contre les bases même du régime constitutionnel et de la démocratie »[2057]. *El Mercurio* en vient même à donner des cours de marxisme à ses lecteurs pour expliquer pourquoi le pouvoir populaire cacherait la future dictature du prolétariat :

Photo N° 55 : *El Mercurio* et le « mythe » du pouvoir populaire

2 — EL MERCURIO — Jueves 5 de Julio de 1973

Los Teóricos Marxistas y el Mito del Poder Popular

LUCCHETTI

LOS TRABAJADORES DE LUCCHETTI DICEN:
¡NO! A LA GUERRA CIVIL

LUCCHETTI AL AREA SOCIAL
POR DECISION DE LOS TRABAJADORES

PRODUCIR PARA EL PUEBLO

Source : *El Mercurio*, Santiago, 5 de julio de 1973

On pourrait citer également de multiples premières pages du journal *La Prensa* dont celle, explicite, du 6 juillet 1973 : « *L'UP a commencé à préparer la dictature du prolétariat* »[2058]. Pour cette presse, les Cordons industriels serviraient à « *établir, comme le demande le MIR, la "dictature populaire"* »[2059]. Sur ces entrefaites, les présidents du Sénat et de la chambre des députés formulent au nom de la majorité du Parlement un long plaidoyer : « *nous devons*

[2057] Cité par A. Silva et P. Santa Lucia, « Les Cordons industriels: une expression de pouvoir populaire au Chili », *Les Temps Modernes*, Paris, janvier 1975, p. 738.
[2058] « Entregan y fabrican armas: La UP empezó a preparar la dictadura del proletariado », *La Prensa*, Santiago, 6 de julio de 1973.
[2059] Pour preuve, *La Prensa* publie une circulaire du 2 juillet 1973, émise par le sous-secrétariat du Front de masses du comité régional centre du PS qui pose la question de la défense du gouvernement : Subsecretariado del

signaler que l'on parle ouvertement au sein des plus hauts commandements de l'exécutif de la constitution d'un pouvoir populaire. Ceci signifie créer une armée parallèle dans laquelle interviennent de nombreux étrangers, ce qui est complètement intolérable ». Les députés ajoutent « *Celui qui a la plus grande responsabilité de cette situation critique est le gouvernement* »[2060]. Ce thème d'une mythique armée des Cordons industriels est souvent repris et combiné avec une autre peur : un possible encerclement des villes du pays par le pouvoir populaire (voir le Chapitre XIII à ce propos).

D'autre part, selon l'opposition, le gouvernement serait le coupable d'une « *franche décadence et anarchie, où personne ne travaille, espère, ni fait de projet,* […] *et où la chute des valeurs de la République est suivie par l'instauration d'un appétit désordonné de pouvoir* »[2061]. Allende est présenté comme un adepte du double langage : « *Le gouvernement a reconnu, sans doute aucun, que la création des Cordons industriels et la politique d'occupations font partie de sa propre politique* »[2062]. Les capacités des CI sont considérées comme gigantesques, telles un « *dispositif de force* » au travers duquel « *les marxistes sont capables d'exercer leur contrôle sur les moyens de production, les secteurs résidentiels, les établissements d'enseignement, et en général sur toute l'activité citoyenne dans le grand Santiago* »[2063]. Cette vision est propagée aux quatre points du pays non seulement par la presse et les hommes politiques, mais aussi par la plupart des organisations patronales, depuis la SOFOFA jusqu'aux corporations des artisans et des petits commerçants[2064]. **Cela confirme la réarticulation de la petite et moyenne bourgeoisie industrielle sous l'hégémonie des secteurs monopolistes et aussi "la psychose de la toma" qui existe désormais chez de nombreux chiliens. On retrouve le même type de représentations dans de nombreuses couches de la société, parfois identifiées sous le vocable de "classes moyennes"[2065].** C'est le cas d'une partie du mouvement étudiant lié à la droite et de leur journal *Periódico Universitario* (Université du

---

frente de masas del comité regional centro del PS, A. Briones, « Circular » y « Instructiva », Santiago, 2 de julio de 1973 (in *La Prensa*, Santiago, 6 de julio de 1973).

[2060] E. Freí (Presidente del Senado) y L. Pareto (Presidente Cámara de diputados), "Declaración del parlamento sobre los sucesos de junio 1973" (in *La Prensa*, Santiago, 8 de julio de 1973).

[2061] "Las horas mas duras de nuestra historia", *El Mercurio*, Santiago, 27 de julio de 1973.

[2062] "El gobierno en los Cordones industriales", *El Mercurio*, Santiago, 27 de julio de 1973.

[2063] *El Mercurio*, Santiago, 24 de julio de 1973.

[2064] Voir par exemple, la réaction des artisans de la chaussure : "Industriales del Calzado resistirán las tomas", *El Mercurio*, Santiago, 23 de julio de 1973.

[2065] Voir à ce propos : G. Smirnow, « Le débat sur les classes moyennes », *Le développement de la lutte pour le pouvoir pendant l'Unité populaire*, Université Paris VIII, Thèse de troisième cycle en sociologie, 1977, pp. 22-34. Comme l'écrit cet auteur, « *cette identification facilita le travail idéologique de la grande bourgeoisie, qui prétendait également que ce vaste secteur formé par différents milieux avait les mêmes intérêts politiques* ».

Chili)[2066]. **L'attaque contre les Cordons Industriels provient également des dirigeants syndicaux démocrates chrétiens, dont il faut rappeler qu'ils représentent l'une des forces dominantes du mouvement ouvrier**. Sous la conduite d'Ernesto Vogel, vice-président de la CUT, et organisés dans un « Front de travailleurs unitaires » (FUT), ils s'insurgent contre les mobilisations du pouvoir populaire. A la fin juillet, *Futuro*, revue syndicale DC, fait ses gros titres sur « *Les Cordons industriels en Action* » :

Photo N° 56 : Première page du journal *Futuro* sur les « Cordons en action » (fin juillet 1973

On explique aux salariés qu'il s'agit « *d'extrémistes* » qui prétendent à « *l'étatisation de toutes les activités industrielles, sans donner une participation réelle dans l'administration de ces entreprises aux travailleurs, puisqu'en réalité ce qu'il poursuivent, c'est de concentrer le pouvoir économique dans les partis politiques marxistes au travers de l'Etat* ». Il est intéressant de noter que la DC cherche à faire croire que c'est la direction communiste de la CUT qui dirigerait de telles mobilisations[2067]. L'ensemble des grèves et occupations d'usines sont attribuées aux « *dirigeants marxistes de la CUT* », qui chercheraient à « *gouverner pour leur propre compte, dépassant même le président de la République* »[2068].

[2066] "El poder popular al ataque", *Periódico Universitario*, Santiago, Nº 2, septiembre 1973.
[2067] "Los Cordones Industriales en acción", *Futuro*, Santiago, Nº 5, 22 de julio de 1973. Voir également : "Cordones Industriales bajo lupa", *Futuro*, Nº 7, Santiago, 19 de agosto de 1973.
[2068] "¿A que están jugando marxistas de la CUT?", *Futuro*, Santiago, Nº 7, 19 de agosto de 1973.

Cette idée du « débordement » du gouvernement par des extrémistes incontrôlés est une constante. Dans son éditorial du 5 août 1973, *El Mercurio* note que « *l'action des groupes armés se poursuit, malgré les efforts des militaires pour contenir cette action subversive. D'autre part, les Cordons industriels continuent de renforcer leur position révolutionnaire et de construire l'anti-Etat* »[2069]. **L'effet recherché est bien celui, comme l'écrit C. Castelain, de *terrorisation* de la population** : « *Le climat d'insécurité qui règne pendant la dernière année de l'Unité populaire, en raison de la fragilité de la situation économique et politique, est accentué par les interventions spécifiques de la droite qui visent à terroriser les consciences.* […] *Ce climat vise à contrebalancer les effets des changements obtenus dans les domaines de la santé, de l'éduction, de l'alimentation… et à empêcher qu'une logique de changement puisse être unificatrice et entraîner la transformation des pratiques sociales, des valeurs sociales* »[2070]. Sans aucun doute, plusieurs raisons animent les stratèges de l'opposition. Tout d'abord pousser Allende à réprimer le pouvoir populaire. Deuxièmement, cette campagne cherche à conforter les *golpistas* (putschistes) de l'armée, et à les souder idéologiquement. Il s'agit aussi de neutraliser ceux qui se sentent encore proches du gouvernement[2071].

Enfin, il est un dernier élément à introduire, car cela serait une erreur d'attribuer cette vaste offensive idéologique au seul machiavélisme de l'opposition. En fait, c'est aussi la gauche elle-même, qui a projeté sur la scène politique nationale une image délibérément déformée de la réalité du pouvoir populaire. Les centaines de discours décrivant à la radio, dans la presse, dans les meetings un pouvoir populaire puissant et organisé, prêt à résister à un éventuel coup d'Etat ont alimenté la surenchère. A titre d'exemple le discours enflammé de C. Altamirano, prononcé depuis le CI Cerrillos le 14 août 1973, est prétexte pour *El Mercurio* d'alerter le pays : « *Contre la République et ses pouvoirs constitutionnels s'est levé un « pouvoir populaire », qui compte avec ses organes exécutifs, législatifs et judiciaires et même avec ses propres forces armées* »[2072]. **Il semble que Salvador Allende lui-même se soit laissé trompé par une telle vision des Cordons industriels**. Fernando Quiroga, mitant socialiste à Maipú, se souvient : « *Une des choses qui a fait que je me suis opposé, avec beaucoup d'énergie, au fait de considérer les Cordons comme une force*

[2069] *El Mercurio*, Santiago, 5 de agosto de 1973.
[2070] C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973. Op. Cit.*, pp. 248-250.
[2071] Voir les remarques de Jorge Magasich (*Op. Cit.*, pp. 239-240).
[2072] « El "Nuevo Estado" del poder popular », *El Mercurio*, Santiago, 17 de agosto de 1973. Voir aussi : « ¿Es Chile un país de derecho? », *El Mercurio*, Santiago, 20 de agosto de 1973.

politique capable de défendre militairement le gouvernement, a été une allocution qu'a fait Allende à la télévision suite à un problème avec le haut Commandement [militaire]. *Il y dit que s'ils l'obligent à faire quelque chose, il aura l'appui de 20 000 hommes qui pourront venir depuis le Cordon Cerrillos. Quand j'ai écouté cela, je suis devenu pâle, j'ai senti qu'ils l'avaient trompé…* »[2073]. Robert Moss affirme, quant à lui, qu'en janvier 1973, le premier dignitaire du pays aurait soutenu - en toute bonne foi - devant des généraux qu'en cas de guerre civile, il trouverait asile au sein du Cordon Cerrillos, d'où aucun régiment ne pourrait le sortir[2074]. Et, on retrouve ce manque de réalisme politique à tous les échelons du militantisme de gauche.

En attendant, l'opposition gagne des points. A partir de juillet 1973, l'UP se trouve attaquée sous tous les fronts. La DC, après avoir exigé la destitution de plus de 12 membres des ministères et accusé le Général Prats de se placer en dehors de la légalité, avance l'idée d'une reddition complète du gouvernement[2075]. Eduardo Freí compte avec l'appui de l'ensemble de la droite conservatrice, et, d'intellectuels organiques du "militarisme civil" tel que Jaime Guzman (universitaire et futur idéologue de la dictature). **Afin de parachever le tout, la Chambre des députés approuve le 23 août 1973 un projet d'accusation du gouvernement, pour avoir outrepassé ses attributions constitutionnelles : c'est un texte qui parachève la campagne lancée contre l'UP et sert à justifier le putsch militaire.** On y affirme que le gouvernement a tout fait « *pour conquérir le pouvoir total, avec le propos évident de soumettre toutes les personnes au plus strict contrôle économique et politique de la part de l'Etat et, obtenir de cette façon, l'installation d'un système totalitaire, absolument opposé au système démocratique représentatif que la Constitution établit* ». Le onzième point de ce document dénonce « *une série d'organismes séditieux* […] *comme par exemple les Commandos communaux, les JAP, les Conseils paysans, les comités de surveillance, etc ; destinés à créer le dénommé "pouvoir populaire" dont l'objectif est de se substituer aux pouvoirs légitimement constitués afin de servir de base à la dictature totalitaire* »[2076]. Ce pamphlet ne s'embarrasse pas d'une analyse sérieuse de la réalité puisqu'il omet, purement et simplement, les seuls organismes de pouvoir populaire urbain à avoir encore un certain dynamisme, à savoir les Cordons industriels. **Ce**

[2073] Entretien avec Fernando Quiroga, Santiago, 1 décembre 2001.
[2074] R. Moss, *Chiles' marxist experiment, Op. Cit.*, pp. 111-112.
[2075] Voir par exemple l'analyse suivante: « Táctica DC y golpismo », *De Frente*, Santiago, Nº 20, 24 de agosto de 1973.
[2076] Cámara de Diputados, « Proyecto de acuerdo sobre la ruptura de la legalidad », Santiago, 23 de agosto (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 6, pp. 4996-5000).

projet est avant tout destiné à faire avaliser par la majorité du Parlement l'intervention militaire à venir.

XIV – 1 – 2) Le pouvoir populaire face à l'armée et aux paramilitaires

Comme le notait à juste titre la revue jésuite *Mensaje*, rien n'est plus étranger à la psychologie, aux valeurs et à la vision du monde des officiers que le pouvoir populaire naissant : « *Pour l'armée, habituée à la discipline et à l'ordre, il est difficile de comprendre ce mouvement social anarchique. Les officiers semblent alors se convaincre de ce que le pouvoir populaire est une réalité vive, dynamique, que seulement un massacre pourrait écraser* »[2077]. Le rôle des forces armées chiliennes a été, historiquement, au service de la conservation des privilèges de l'oligarchie de ce pays, et ceci d'autant plus pendant l'UP qu'elle est régulièrement entraînée et formée par les Etats-Unis selon la doctrine de la « sécurité nationale »[2078]. Galvanisés par la propagande de l'opposition, les officiers, aidés de groupes paramilitaires, vont prendre à coeur l'une de leurs missions historiques : celle d'être le bras armé de l'ordre dominant, tant en défendant leurs intérêts spécifiques (en tant qu'institution militaire). **Si les illusions sur le constitutionnalisme des forces armées continuent d'être extrêmement fortes dans les rangs de la gauche, le 29 juin 1973 a ébranlé plus d'un militant. Pour ceux qui sont actifs dans les Cordons industriels ou dans certains *campamentos,* la multiplication des actes répressifs semble annoncer que l'armée chilienne est désormais prête à suivre la tradition contre-révolutionnaire de ses voisins latino-américains : Guatemala en 1954, Brésil en 1964, Bolivie en 1970…**

Selon les données fournies par le Général Pinochet - et malgré les nombreuses falsifications qui peuplent son livre *El día decisivo* -, il est tout à fait probable que, très tôt, la direction des services d'intelligence militaire et le commandement général de la garnison de Santiago, accumulent des informations sur les tentatives d'auto-organisation populaires (probablement dès janvier 1971, bien avant l'apparition des premiers CI)[2079]. Les agents du renseignement militaire paraissent avoir, eux aussi, une image surdimensionnée des Cordons industriels. La capacité de résistance de ces derniers est crainte par les généraux putschistes. Ils sont persuadés que l'un des objectifs principaux « *des Cordons industriels de l'Aire*

[2077] J. Ruiz Taggle, « Las fuerzas armadas y el poder popular », *Mensaje*, Santiago, Nº 221, agosto de 1973.
[2078] Nous ne pouvons ici que renvoyer aux travaux d'A. Joxe déjà cités à plusieurs reprises, ainsi qu'à A. Joxe, « L'armée du coup d'Etat », *Le Chili sous Allende*, *Op. Cit.*, 231-238.
[2079] A. Pinochet, *El día decisivo*, Santiago, Ed. Andrés Bello, 1980

métropolitaine était de contrôler tout le secteur productif avec pour but de réussir à obtenir l'administration des entreprises sous contrôle des travailleurs. […] *Les travailleurs, regroupés par zone, devaient s'emparer des industries et, depuis ce lieu, diriger l'affrontement, jusqu'à détruire les lieux cités.* […] *Toutes ces actions se terminant par une insurrection armée des* poblaciones *périphériques qui avanceraient en même temps que les Cordons industriels afin d'étouffer ou réprimer tout mouvement de la citoyenneté opposée au régime* »[2080]. Le Général Prats confirme cette impression. Dans ses Mémoires, il se souvient que début juillet 1973, il se voit obligé d'intervenir auprès du ministre de la Défense afin de lui notifier « *qu'il y a une tension institutionnelle non dissimulée et de la préoccupation chez les officiers pour ce qui est dénommé comme "pouvoir populaire"* »[2081].

Début septembre 1973, **se juxtaposent deux stratégies au sein des forces politiques civiles conservatrices pour inciter l'armée à intervenir[2082]. La première, incarnée par la DC et Eduardo Freí, croit en la possibilité d'un putsch qui ouvrirait la voie à un nouveau gouvernement civil d'union nationale. La seconde, impulsée par le Parti national, en collaboration avec le groupe fasciste *Patria y Libertad*, parie sur un écrasement durable de la gauche et du mouvement ouvrier par un régime militaire**. **En fait, ces deux stratégies vont se combiner pour accélérer la chute d'Allende et réprimer le pouvoir populaire.** Le modèle du PN est d'accord avec la DC pour s'appuyer sur le plan institutionnel et sur la société civile (grève de corporations, manifestations, etc…). Mais la droite comprend vite l'intérêt d'y associer les attentats terroristes de l'extrême droite. **Dès les débuts du gouvernement Allende, des groupes paramilitaires en connexion avec certains officiers et secteurs patronaux proches de la droite institutionnelle - et grâce au soutien des services secrets états-uniens - ont cherché à déstabiliser l'UP et attaquer physiquement le mouvement social.** Cette approche passe par l'action de groupes paramilitaires comme le *Comando Rolando Matus* et le mouvement fasciste *Patria y Libertad*, dirigé par Robert Thieme et Pablo Rodríguez[2083]. Durant l'année 1972, peu avant la grève d'octobre, apparaissent également des organisations armées

---

[2080] A. Pinochet, *El día decisivo*, *Op. Cit.*, Anexo 8, p. 221.
[2081] C. Prats, *Op. Cit.*, p. 430.
[2082] *Chile Hoy*, Santiago, 7 al 13 de septiembre. Nous utilisons la traduction française parue dans : « Deux voies, un seul coup d'Etat » in CEDETIM, *Chili. L'affrontement de classe*, NPP, Paris, 1973, pp. 82-87.
[2083] A propos de *Patria y libertad*, voir notamment : M. Fuentes Wendling, *Memorias Secretas de Patria y Libertad y Algunas Confesiones sobre la Guerra Fría en Chile*, Santiago, Editorial Grijalbo, 1999.

dans les beaux quartiers, tel que PROTECO (« Protection communale »)[2084]. **Après l'échec d'une déstabilisation immédiate d'Allende ("plan d'action I" selon la CIA), Richard Nixon comprend que c'est sur le plus long terme que doit se situer le travail de sape, avec pour perspective un éventuel coup d'Etat ("plan d'action II"). Parmi tout un arsenal de mesures politiques, économiques et militaires, Washington décide de faire parvenir des subventions à *Patria y Libertad* et de prendre contact avec des officiers putschistes**[2085].

Au fur et à mesure que se développent diverses tentatives de pouvoir populaire et, que se multiplient les réformes progressistes du gouvernement, les actions terroristes vont contribuer activement à la préparation (objective et psychologique) du putsch. C'est par exemple *Patria y Libertad* qui se charge de l'exécution de l'aide de camp d'Allende, Arturo Araya, le 26 juillet 1973, tout en attribuant l'assassinat à des militants de gauche[2086]. Durant les derniers mois de l'UP, ce ne sont pas moins de 25 attentats par jour qui affectent la province de Santiago : tours de haute tension électrique, centres de télécommunications, ponts, voies ferrées, entreprises occupées sont leurs cibles privilégiés. **Lors de la grève des camionneurs de juillet 1973, le pays vit une recrudescence de ce type de sabotages[2087]. Les Cordons industriels sont une des priorités de ces attaques.** Edmundo Jiles en témoigne, puisqu'en tant que syndicaliste du CI Cerrillos, il a été menacé de mort à plusieurs reprises par des individus lourdement armés[2088]. Tomás Inostroza, en tant qu'administrateur de PAÑOS CONTINENTAL, a même vu sa voiture criblée de balles :

[2084] PROTECO consiste en l'installation d'un système de délation et d'armement de la population, en parallèle aux carabiniers et aux forces policières. Si l'on en croit les instructions que donne PROTECO à ses adhérents, le but est de s'opposer au « danger marxiste » (« Proteco: la derecha se entrena para asesinar », *Testimonio Hernán Méry*, N°16, Santiago, 29 de septiembre de 1972).

[2085] Senado de los Estados Unidos (Informe Church), *Acción encubierta en Chile 1963-1973: Informe de la comisión designada para estudiar las operaciones gubernamentales concernientes a actividades de inteligencia*, Washington, 18 de diciembre de 1975 in http://www.derechos.org/nizkor/chile/doc/encubierta.html et Senado de los Estados Unidos, *Informe Hinchey sobre las actividades de la CIA en Chile*, Washington, 18 de septiembre de 2000 in http://www.derechos.org/nizkor/chile/doc/hinchey-e.html.

[2086] P. Quiroga, *Compañeros. Op. Cit.*, pp. 98-99. Voir aussi la réaction d'un CI de Valparaíso à ce propos : Directiva del Cordón Quilpue, « Declaración sobre el asesinato del Edecán naval de la Presidencia de la Republica », Valparaíso, sin fecha (in *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 35, 9 agosto 1973).

[2087] Par exemple, selon le ministère de l'intérieur, le 28 juillet 1973, il y eut pas moins de 40 attentats tout au long du pays (*Clarín*, Santiago, 29 de julio de 1973).

[2088] Entretien avec Edmundo Jiles, Santiago, 6 mai 2002.

Photo N° 57 : Attentat contre l'administrateur de PAÑOS CONTINENTAL

Source : *La Aurora de Chile*, Nº 26, 7 de junio de 1973

C'est parfois à la dynamite que les groupes fascistes s'attaquent aux usines occupées des Cordons[2089]. Ils agissent parfois de concert avec les entrepreneurs dépouillés de leurs biens, voire organisent eux-mêmes des occupations d'usines "préventives", afin d'éviter l'entrée des ouvriers du CI[2090]. Des informations qui filtrent dans la presse annoncent la préparation de véritables plans de répression des Cordons industriels, nommés par leurs initiateurs « *Cordons de la défense* »[2091]. Selon *El Mercurio*, ils seraient formés par d'authentiques « *représentants des travailleurs* » avec pour but de s'opposer à « *l'escalade d'occupations des centres de productions dans tout le pays* »[2092]. D'après les renseignements du MIR, *Patria y Libertad* aux côtés d'officiers de réserve de la marine et de gradés, encore en service, seraient également organisés au sein d'une « Base opérationnelle de forces spéciales » (BOFE), spécialement destinée à réaliser des actions terroristes d'envergure[2093]. Selon P. Quiroga, en août 1973,

[2089] Voir *Tarea Urgente*, Nº 7, Santiago, 3 de julio de 1973.
[2090] C'est le cas à CAFFARENA dans le CI Cerrillos en juillet 1973 : « Cordones industriales en pie de guerra ; no les aguantaran ni la punta a devoluciones », *Clarín*, Santiago, 19 de julio de 1973.
[2091] "Momios organizan cordones anti-industriales; planean asesinato de trabajadores", *Clarín*, Santiago, 18 de julio de 1973.
[2092] "Los obreros libres forman "Cordones" para la defensa", *El Mercurio*, Santiago, 14 de julio de 1973.
[2093] La BOFE est responsable de nombreux attentats contres des installations publiques et ses activistes auraient du intervenir lors du coup d'Etat militaire du 29 juin 1973, intervention finalement ajournée par plusieurs officiers

l'organisation d'extrême droite possède deux bataillons, nommés « les hussards de la mort », dirigés par un Etat-major clandestin et possédant plus de 800 fusils Mauser, des mitrailleuses calibre 22, des fusils FAL, grenades, mortiers, etc…[2094].

Parallèlement, E. Freí et ses collaborateurs, ont cherché à donner un caractère civil et institutionnel à la nécessité de la chute du gouvernement. Le but est de rallier les officiers « constitutionnalistes », sans trop se compromettre publiquement avec les *golpistas*. Entourée d'assesseurs militaires en retraite (dont le plus connu est le Colonel Orlando Jorquera), la direction démocrate-chrétienne, oriente son offensive dans trois directions : diviser le mouvement ouvrier et la gauche en alimentant l'espérance d'un accord DC / gouvernement ; faire pression sur le Général Prats jusqu'à obtenir sa démission à la fin août et, enfin, appuyer toutes les mesures légales qui favorisent une répression sélective des travailleurs et militants les plus radicaux.

Paradoxalement, c'est le gouvernement Allende qui offre aux officiers l'occasion rêvée de commencer la répression. En effet, une « loi sur le contrôle des armes » est promulguée avec l'appui de la gauche parlementaire, le 20 octobre 1972. Elle est destinée à donner aux forces armées un droit élargi en matière de recherche d'armement illégal[2095]. Aux yeux d'Allende, elle devrait permettre de désarmer les groupes civils fascistes et d'extrême gauche, tout en donnant au pays la preuve de son engagement contre tout danger de guerre civile. **Pourtant, par une application absolument unilatérale, cette loi - bientôt nommée « loi maudite » - ouvre le bal à une sorte de guerre contre-révolutionnaire *sui generis*, menée à sens unique contre le pouvoir populaire *avant même le coup d'Etat*. En effet, c'est en se protégeant derrière cet arsenal législatif que sont torturés les marins de gauche en août 1973 et que plusieurs dizaines d'usines des CI sont brutalement perquisitionnées par les militaires** : sur les plus de 65 interventions de ce type réalisées entre le 8 juillet et le 8 septembre 1973, seulement

---

(*Chile Hoy*, Santiago, 7 al 13 de septiembre 1973. Nous utilisons la traduction française parue dans : « Deux voies, un seul coup d'Etat » in CEDETIM, *Chili. L'affrontement de classe*, NPP, Paris, 1973, pp. 82-87).

[2094] P. Quiroga, *Compañeros. Op. Cit.*, p. 100. Ces chiffres ont été contestés par R. Thieme : le leader d'extrême droite parle d'environ 500 militants, équipés de 200 armes fusils et pistolets semi-automatiques. Par contre, Thieme reconnaît que ce sont des hauts dignitaires de la marine, proches de l'Amiral Merino, qui lui ont demandé de collaborer avec eux dès 1972. Il ne nie d'ailleurs pas avoir reçu un financement (indirect selon lui) de la CIA (voir son témoignage dans G. Vial, "Allende" in *La Segunda*, Santiago, fascículo N° 3, 14 de agosto de 2003).

[2095] La loi est proposée par le sénateur démocrate-chrétien Juan de Dios de Carmona (responsable de la répression de la mine El Salvador en 1966 en tant que ministre de E. Freí et futur membre du conseil d'Etat durant la dictature). Pour une description détaillée de cette loi, voir : C. Prats, *Testimonio de un soldado*, Pehuen, Santiago, 1985, p. 303.

quatre affectent des camionneurs liés à l'opposition, toutes les autres sont destinées à réprimer des bastions de la gauche sous prétexte de recherche d'armes illégales[2096].

Dans ces conditions, l'application violente et ciblée de la loi sur le contrôle des armes est applaudie, avec enthousiasme, par les classes dominantes. *El Mercurio* y voit une manière de combattre « *le potentiel offensif du pouvoir populaire* » et un « *pré requis minimum afin d'éviter un affrontement grave et étendu* »[2097]. Quand à la fin juillet, des soldats équipés de blindés légers occupent le local de la CUT en plein centre-ville de Santiago, c'est pour la droite une source de « *plus grande tranquillité pour la communauté* »[2098]. L'objectif affiché de plusieurs officiers est d'intervenir de manière préventive là où ils jugent qu'il pourrait y avoir des résistances en cas de coup d'Etat. **En terme d'histoire comparée, la revue *Punto Final* souligne – à juste titre - que c'est une telle répression militaire "légale" (réalisée entre 1968 et 1969) qui a préparé l'installation de la dictature en Uruguay**[2099].

Ce caractère répressif préventif est limpide lors des actions organisées contre le CI de Punta Arenas dans l'extrême sud, ou encore, à l'intérieur du CI Cerrillos[2100]. A Punta Arenas, l'intervention combine des effectifs de l'armée de terre, des forces aériennes et de la marine, sous les ordres du Général M. Torres de la Cruz (futur chef de la répression de la province de Magallanes, à partir du 11 septembre 1973). Le 4 août 1973, des véhicules blindés, des jeeps montées de mitrailleuses, des canons de divers calibres envahissent le secteur ouvrier de la ville patagone. L'opération est survolée par un avion bimoteur qui quadrille la zone[2101]. C'est dans la principale entreprise du Cordon industriel (LANERA AUSTRAL) que l'assaut est le plus violent, aboutissant à la mort de l'ouvrier textile M. González Bustamente et à la destruction partielle de l'outil de production[2102]. Deux jours plus tard, c'est le tour de l'usine COBRE CERRILLOS de subir le même sort. Selon le président du Syndicat professionnel, Gastón Leiva, cette perquisition intervient « *justement après que, la nuit dernière, lors d'une*

[2096] A. Santana, "La situación se torna crítica" in *La tragedia chilena: testimonios*, Buenos Aires, Merayo Ed., Coll. Documentos, 1973, pp. 179-184. Le Général Prats lui-même s'est ému de cette absence "d'équité" dans l'application de la loi (C. Prats, *Op. Cit*., p. 457).
[2097] *El Mercurio*, Santiago, 22 de julio de 1973.
[2098] « Control de armas por FFAA da confianza a la ciudadana », *El Mercurio*, Santiago, 24 de julio de 1973.
[2099] « El golpismo empuja a las Fuerzas armadas a la represión », *Punto Final*, Santiago, Suplemento al Nº 190, 14 de agosto de 1973.
[2100] A ce propos voir « El golpismo empuja a las Fuerzas armadas a la represión », *Punto Final*, *Op. Cit*. et « La ley maldita, flagelo para la clase obrera », *Punto Final*, Santiago, Suplemento al Nº 191, 28 de agosto de 1973.
[2101] Voir le témoignage d'un ouvrier dans : « Asi fue la provocación en Lanera Austral », *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 35, 9 de agosto de 1973.
[2102] En hommage à Manuel González, les industries du Cordon Cerrillos font fonctionner de manière symbolique leur sirène, le mardi 7 août ("Compañero González presente", *La Aurora de Chile*, Santiago, Nº 36, 16 de agosto de 1973).

réunion du Cordon Cerrillos, cette entreprise ait été désignée comme la centrale de coordination pour réaliser des opérations de transport afin de contrecarrer la grève patronale »[2103]. Dans un article pour le journal *Le Monde*, Pierre Kalfon note que dans la soirée du vendredi 7 septembre, les forces aériennes tente de perquisitionner l'usine SUMAR : « *le gardien de l'usine semble avoir été blessé par balles, précisément pour s'être opposé à l'entrée des soldats.* […] *Ces derniers, qui avaient bouclé le secteur, se trouvent bientôt encerclés, eux-mêmes, par une foule grandissante de militants accourus à la rescousse. Plutôt que de continuer le combat qui menaçait d'être sanglant, les militaires optèrent pour la retraite* »[2104]. Guillermo Rodríguez témoigne : « *les militaires commencent à contrôler une bonne partie du pays, la zone Sud par exemple, il y a aussi un assaut de l'usine SUMAR, mais ce qui a créé le plus fort impact dans la zone* [du CI Cerrillos] *c'est l'assaut de l'usine COPIHUE. Là nous sommes en train de parler d'un déploiement d'hélicoptères, d'une grande quantité d'hommes en uniformes… Ce qui se passe alors au niveau du moral des travailleurs, c'est qu'ils commencent à voir que nous n'avons aucune capacité de réponse* »[2105]. Comme le note un journaliste français dépêché sur place : « *il faut avoir assisté à une de ces perquisitions quotidienne de l'armée pour en apprécier la signification et l'importance.* […] *les parachutistes mènent l'opération le visage barbouillé de suie, s'appelant par des noms de codes ; c'est un véritable assaut de l'usine* […]. *Fouille des ouvriers alignés le long du mur, injures, menaces, coups, interrogatoire brutal sur la vie politique et syndicale de l'usine, les dirigeants, les lieux et la fréquence des réunions… Bilan : un mort, plusieurs blessés et aussi un remarquable "entraînement" pour les militaires ; surtout que l'opération se répétera des centaines de fois dans tout le pays* »[2106]. A chaque fois, les soldats ne trouvent rien de plus que des matraques, cocktails molotovs, bâtons et, au mieux, quelques armes à feu de faible calibre (une vingtaine de pistolets en piteux état est ainsi trouvée dans tout le CI Cerrillos, selon Edmundo Jiles)[2107].

La teneur des interrogatoires est sans équivoque. Sous la menace de mitraillettes, des ouvriers pris au hasard doivent donner une multitude de détails sur l'entreprise ou la présence syndicale et politique et aussi sur les Cordons industriels. Selon une ouvrière brutalisée, un officier l'aurait menacée ainsi : « *pour le bien de votre vie, ne vous intégrez pas au Cordon*

[2103] « Que paso en Cobre Cerrillos », *La Aurora de Chile*, Santiago, N° 35, 9 de agosto de 1973.
[2104] *Le Monde*, Paris, 11 septembre 1973.
[2105] Entretien avec Guillermo Rodríguez et Javier Bertín, Santiago, 6 août 2003.
[2106] *Le Monde*, Paris, 16 septembre 1973.
[2107] Entretien avec Edmundo Jiles, Santiago, 6 mai 2002.

industriel ! »[2108]. Ce type d'intimidation se déroule dans tout le pays, y compris contre les locaux des partis au gouvernement, contre les journaux de gauche, chez des particuliers reconnus pour leur implication politique, etc... Les carabiniers agissent eux aussi violemment en faveur des propriétaires d'usines occupées, comme c'est le cas à INMETAL dans le Cordon Vicuña Mackenna[2109]. Même chose à Concepción, Talcahuano, Antofagasta, etc…[2110].

A Osorno, la répression s'organise sous l'impulsion du Commandant Abarca, qui n'hésite pas à menacer directement l'Intendant de la province. Le 15 juillet 1973, le local de la CUT est pris d'assaut dans le cadre d'une campagne de presse orchestrée par la droite (aucune arme n'est trouvée)[2111]. Les militaires font un pas en avant le 21 août 1973. Ce jour-là, sous la pression des salariés du Cordon et de la CUT, la DIRINCO d'Osorno procède à la réouverture de commerces participant au boycott. C'est à ce moment qu'interviennent plus de cent soldats armés de mitraillettes, qui obligent les fonctionnaires de la DIRINCO à se retirer. Les manifestants présents sont évacués à coup de crosse et, le lendemain, des ordres de détention sont édictés contre des dirigeants syndicaux du CI et les responsables régionaux de toute la gauche, à l'exception du PC[2112]. Héctor Vega, président du CI, est ainsi emprisonné : « *c'était l'armée qui régnait déjà dans les quatre province de la zone : Cautín, Valdivia, Osorno, Llanquihue* », se souvient-il[2113]. Il se rappelle à cette occasion que José Miguel Varas, directeur du Canal 9, lui conseille de parler au Commandant en chef de l'armée, le Général Pinochet, alors présenté comme un officier « *apolitique* ». H. Vega lui écrit une longue lettre (que nous reproduisons en Annexe N° 30), où en tant que président du Cordon, il demande qu'une enquête soit diligentée afin de dénoncer l'attitude inacceptable des militaires dans la région[2114]. Cette missive adressée à celui qui sera finalement le fossoyeur de la révolution chilienne, émanant du dirigeant d'un CI, est représentative des illusions qui parcourent encore l'ensemble de la gauche en août 1973. « *Tu sais qui était le commandant à l'époque : le Général*

[2108] Cité dans « La ley maldita, flagelo para la clase obrera », *Punto Final*, *Op. Cit.*
[2109] « ¡Cordón Vicuña Mackenna en la pelea! », *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 11, 3 de agosto de 1973.
[2110] Voir « Trabajadores de Concepción y Antofagasta paran en apoyo de proletas vejados y allanados », *Clarín*, Santiago, 13 de agosto de 1973 et Asamblea de trabajadores Petrodown intervenida, *A desarrollar los órganos de poder popular*, Talcahuano, 23 de agosto de 1973 (in *Clarín*, Santiago, 27 de agosto de 1973).
[2111] "Militares allanaron sede de la CUT de Osorno", *El Mercurio*, Santiago, 20 de julio de 1973 et H. Parra, "Osorno: donde el poder popular se fortalece", *IC. Testimonio Hernán Méry*, Santiago, Nº 36, 6 de noviembre de 1973.
[2112] Voir "Entrevista con Héctor Vega, Presidente del Cordón Osorno Centro", *Chile Hoy*, Santiago, agoto de 1973 in M. Silva, *Los Cordones industriales y el socialismo desde abajo*, *Op. Cit.*, pp. 549-551
[2113] Entretien avec Héctor Vega, Santiago, 5 décembre 2001.
[2114] H. Vega, "Carta abierta del Cordón Centro Osorno al Comandante en Jefe del Ejercito, General A. Pinochet", Osorno, 24 de agosto de 1973 (in *De Frente*, Nº 22, Santiago, 7 de septiembre de 1973).

Pinochet ! » s'exclame aujourd'hui Héctor Vega, et il ajoute « *Donc, on s'était trompé sur toute la ligne !* »[2115].

Photo N° 58 : Répression militaire à Osorno (août 1973)

Source : *IC. Testimonio H. Méry*¸ Santiago, Nº 36, 2 de septiembre 1973

Pourtant, les partis de gauche ont connaissance – partiellement au moins - de ce qui se trame alors, dans les salons des hauts gradés[2116]. Et d'ailleurs, toutes ces organisations se sont émues, ou ont dénoncé, la répression en cours[2117]. Mais comme pour les marins torturés, le gouvernement est resté impassible, car respectueux d'une légalité qui l'étrangle progressivement. Durant le mois d'août, la marine édite elle-même ses propres pamphlets. L'un d'entre eux dit textuellement : « *Chilien, médite : extrémisme, assauts, terrorisme, assassinats, destruction, mensonges, chaos, antipatriotisme. Forces armées et de*

[2115] Entretien avec Héctor Vega, Santiago, 5 décembre 2001.
[2116] Voir à ce propos, le reportage « El Golpe esta vivo » sur les préparatifs de coup d'Etat au sein des forces aériennes, réalisé sur la base d'informations fournies par la commission nationale d'information du MIR (in *La tragedia chilena: testimonios*, Buenos Aires, Merayo Ed., Coll. Documentos, 1973, pp. 238-250).
[2117] Voir par exemple : MAPU, "¿Quién allanara a los patrones", *De Frente*, Santiago, 24 de agosto de 1973 et MIR, "No acallaran a los revolucionarios. Querellas y detenciones contra el MIR para proteger a oficiales golpistas", *El Rebelde*, Santiago, Nº 95, 14 de agosto de 1973.

l'ordre : souveraineté, respect, loyauté, discipline, progrès, culture et patrie »[2118]. Ceci alors que le Commandant en chef de cette branche de l'institution militaire est encore ministre du gouvernement ! Dans tout le pays, des militaires de haut rang se réunissent, désormais au grand jour, avec des activistes de *Patria y Libertad*[2119]. Ainsi que l'écrit l'historien Patricio Quiroga, « *La République assistait à un drame wagnérien. Les simples militants ne pouvaient comprendre comment la direction politique de l'UP assistait, stupéfaite, à sa ruine* »[2120].

XIV – 2) La question de la défense armée

XIV – 2 – 1) « *Non à la guerre civile* » : la stratégie politico-militaire de la gauche chilienne

Jusqu'au dernier soupir d'Allende, la majorité de l'UP mobilise ses troupes autour du slogan, répété jusqu'à satiété, de « *Non à la guerre civile !* », refusant de voir que celle-ci a déjà, en grande partie, commencé. Quelques jours seulement avant le putsch, la direction du PC harangue ses militants en affirmant que « *la légalité du gouvernement est une force contre le coup d'Etat, comme l'est aussi la prédominance de l'esprit professionnel* […] *chez les forces armées* »[2121].

L'un des grands mensonges de la junte militaire a été de faire croire que la gauche était extrêmement bien préparée d'un point de vue militaire et prête à organiser un « auto-putsch » destiné à mettre fin aux institutions démocratiques et aux forces armées. Parallèlement à ce supposé « *plan Z* », les officiers *golpistas* ont parlé de la présence de 15 000 dangereux guérilleros étrangers, entraînés sur le sol chilien par le cubain Tony de la Guardia[2122]. Cette

---

[2118] Cité dans A. Santana, "La situación se torna crítica" in *La tragedia chilena: testimonios*, Buenos Aires, Merayo Ed., Coll. Documentos, 1973, pp. 179-184.
[2119] « El golpismo empuja a las Fuerzas armadas a la represión », *Punto Final*, *Op. Cit.*
[2120] P. Quiroga, *Compañeros. Op. Cit.*, p. 103.
[2121] Jorge Insunza (Comisión política del PC), "Ganar la mayoría para derrotar el golpe y impedir la guerra civil", Santiago, Teatro Caupolican, 26 de agosto de 1973 (in *Clarín*, Santiago, 31 de agosto de 1973).
[2122] Aujourd'hui, même les historiens les plus conservateurs ont du admettre qu'il s'agit d'une affabulation. Quant à la présence de militants révolutionnaires issus d'autre pays et fuyant la répression, elle n'a pas du dépasser quelques centaines d'individus (environ deux ou trois cents), dont la présence d'un contingent de 70 brésiliens (Voir G. Vial, "Allende", *La Segunda*, Santiago, fascículo N° 5, 29 de agosto de 2003).

image fantasmagorique est omniprésente dans le « *livre blanc* » de la dictature, rédigé sur commande par l'historien réactionnaire Gonzalo Vial[2123]. Quelques rares auteurs peu scrupuleux ont repris cette version historique, en même temps que le faisait le Général Pinochet dans ses « *Mémoires* »[2124]. Ces données ont été invalidées par toutes les enquêtes postérieures sérieuses, y compris par la commission parlementaire « *Vérité et Réconciliation* », mise en place en 1990. Celle-ci reconnaît officiellement la quasi absence de résistance armée le jour du coup d'Etat[2125].

Photo N° 59 : Défilés dans tout le pays en faveur du « Non à la guerre civile ! » (juillet – août 1973)

Source : CEDETIM, *Chili. L'affrontement de classe*, Paris, NPP, 1973

[2123] Bien qu'il ne soit pas signé, G. Vial a admis, des années plus tard, que ce texte justifiant officiellement le coup, a été rédigé sous sa direction : *Libro blanco del cambio de gobierno en Chile*, Santiago, Ed. Lord Cochrane, 1973.

[2124] Voir entre autres : L. Heinecke Scot, *Chile: crónica de un asedio*, Santiago, cuatros tomos, 1992 ; R. Moss, *Chiles' marxist experiment*, Great Britain, David and Charles, coll. World realities, 1973. A. Pinochet parle ainsi de la présence d'entre 8000 et 15 000 instructeurs cubains sur le territoire chilien (A. Pinochet Ugarte, *Camino recorrido: memorias de un soldado*, Ed. Instituto Geográfico Militar, Santiago, 1990).

[2125] Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación (Informe Rettig), Santiago, 1991 in http://www.memoriaviva.com/Documentacion/informe_rettig.htm.

En effectuant un bilan des expériences de lutte armée du XX° siècle, Gérard Chaliand note que l'on peut dégager trois conditions essentielles pour qu'elles réussissent. Premièrement, le contexte sociopolitique doit être mûr pour un tel scénario de violence et les classes dominantes doivent connaître une grave crise d'hégémonie. Deuxième point essentiel pour une stratégie de ce type, c'est son infrastructure : le fait qu'elle soit relayée et légitimée par une partie substantielle de la population est indispensable. Enfin troisièmement, le succès dépend des capacités des militants à évaluer correctement les caractéristiques et la force de leur ennemi[2126]. Une donnée à garder en mémoire pour comprendre "la non insurrection de la voie chilienne" (soulignée par M. A. Illanes) est que l'UP fait le pari que les militaires chiliens respecteront le suffrage universel (voir le paragraphe III – 3). C'est au travers de ce prisme que la gauche considère ses relations avec les institutions militaires et il s'agit là d'une des grandes contradictions de cette expérience historique[2127]. Aujourd'hui Boris B. insiste là-dessus : « *On avait une pensée qui charriait beaucoup trop de mythes, et qui nous empêchait de faire de bonnes analyses*. […] *L'armée chilienne n'a jamais été démocratique et ce mythe là c'est nous qui l'avons créé !* »[2128].

La plupart des témoignages remarquent qu'aucun des partis n'a vraiment évalué ce que pourrait signifier la violence du coup d'Etat. Aujourd'hui, Carlos Altamirano précise : « *Je soutiens que, fondamentalement, le grand vide, la grande erreur de notre gouvernement et de l'expérience de l'UP a été de prétendre réaliser une révolution sans armes. Une révolution désarmée*. […] *Le fait concret, c'est qu'il n'a pas existé, dans toute l'histoire universelle, une seule révolution qui n'ait pas été violente. Tout changement radical exige l'application d'une dose de violence* »[2129]. Ce « vide historique » a été également au centre de l'autocritique du Parti communiste, à partir de 1977[2130]. Selon le secrétaire général du PC, cette vision erronée aurait été due « *au poids qu'exerçait sur nous l'idéologie bourgeoise, dont entre autres, la croyance de ce qu'au sein de l'armée du Chili prévaudrait pour toujours*

[2126] G. Chaliand, *Stratégies de la guérilla*, Paris, Payot, 1994.
[2127] F. Mires, "A modo de excurso: los pecados originales de la Unidad Popular", *La rebelión permanente. Las revoluciones sociales en América Latina*, *Op. Cit.* et "Les contradictions de l'Unité populaire" in J. Del Pozo, A. Jacob (sous la dir. de), *La Chili de 1970 à 1990. De l'Unité populaire à l'après Pinochet*, Montréal, ULB Editeur, 1994, pp. 31-48.
[2128] Entretien avec Boris B., Talence, France, 4 juillet 2000.
[2129] Entretien avec C. Altamirano, Santiago, le 11 mars 2002.
[2130] Ce début d'autocritique qui apparaît lors du plenum 1977 amorce le tournant du début des années quatre-vingt avec l'apparition des thèses dites de « rébellion populaire » du PC : voir T. Moulian, I. Torres, « ¿Continuidad o cambio en la línea política del Partido comunista de Chile ? » in A. Varas (comp.), *El Partido comunista de Chile: estudio multidisciplinario*, Santiago, CESOC-FLACSO, 1988, pp. 453-485.

le constitutionnalisme et le professionnalisme et que, de ce fait, elle se subordonnerait au pouvoir civil et à la volonté du peuple »[2131].

L'option tactique de la gauche est qu'il faut respecter le fonctionnement des institutions militaires tel qu'il est. Comme le notent les historiens Mario Garcés et Sebastián Leiva, qu'ils appartiennent à la branche modérée ou aux secteurs les plus radicaux, les partis de gauche sont unanimes : la résistance armée doit être conditionnée à l'appui prêté au gouvernement par les officiers légalistes. Allende et les "gradualistes" se proposent d'assurer le monopole des armes aux institutions militaires et croient pouvoir renforcer leur cohésion, en les intégrant au cabinet civilo-militaire. Le MIR, et dans une moindre mesure le MAPU Garretón et le PS, mettent plutôt en avant la nécessité d'armer le peuple, tout en appelant les soldats et les « *officiers honnêtes* » à désobéir aux généraux « *séditieux* »[2132]. L'organisation de Miguel Enríquez a multiplié les appels en ce sens et ce, sans jamais remettre en cause les forces armées *en tant qu'institution*[2133].

Le MIR - avec des forces très limitées et sous la direction de Pascal A. Allende[2134] - a tenté de réaliser un travail politique semi clandestin chez les soldats et les sous-officiers. Le PC semble avoir fait de même[2135]. Ainsi que le reconnaît aujourd'hui Manuel Cabieses, il existe dans toute la gauche, la conviction que de vastes secteurs de l'armée sont prêts à défendre le gouvernement[2136]. L'historien Luís Corvalán Márquez signale que deux jours avant le coup

---

[2131] L. Corvalán, *Santiago-Moscú-Santiago: apuntes de medio siglo*, Madrid, Ed. Coirón, 1983, p. 54.

[2132] M. Garcés D., S. Leiva, *Historia y Memoria del Golpe de Estado de 1973 en el pueblo: Resistencia y represión en la Población La Legua y la Industria SUMAR*, Santiago, Universidad ARCIS, Escuela de Historia y Ciencias Sociales, Informe de investigación, 2003.

[2133] Voir Frente de Trabajadores Revolucionarios (FTR), "El FTR a la clase obrera, a los trabajadores, a los soldados, marineros, aviadores, carabineros, oficiales honestos y a todo el pueblo", *El Rebelde*, Santiago, Suplemento Especial, 13 - 20 de agosto de 1973 et MIR, "Prepararse para luchar en todos los terrenos", *El Rebelde*, Santiago, Nº 97, 3 de septiembre de 1973.

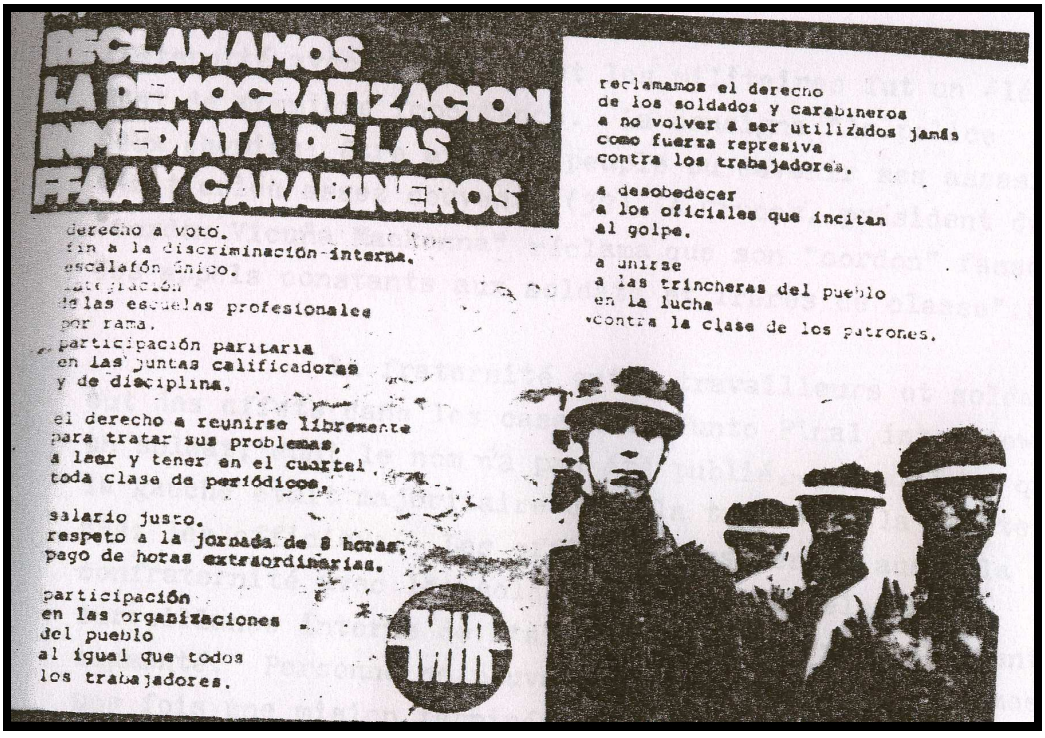
[2134] A. Pascal Allende, « El MIR, 35 años de Lucha », *Punto Final*, Nº 447, Santiago, agosto del 2000; Nº 478, 7 de septiembre de 2000, Nº 480, 5 de octubre de 2000 et Nº 481, 13 de octubre de 2000.

[2135] Selon Augusto Samaniego, membre du PC jusque dans les années 80, un travail idéologique semi clandestin est ainsi réalisé, mais « *sur un ton patriotique, celui de l'unité entre le peuple et le peuple en uniforme, enfin, toutes ses images qui étaient issues de la même rhétorique que celle de S. Allende* » (Entrevista a Augusto Samaniego, Santiago, 8 de abril de 2003 in M. Garcés D., S. Leiva, *Historia y Memoria del Golpe de Estado de 1973 en el pueblo*, *Op. Cit.*).

[2136] Entrevista a Manuel Cabieses, Santiago, 8 de mayo de 2003 in Mario Garcés D., Sebastián Leiva, *Historia y Memoria del Golpe de Estado de 1973 en el pueblo*, *Op. Cit.* Cependant, Pascal Allende insiste sur le fait que plusieurs officiers (comme le Colonel Ominami de l'armée de l'air) ont cherché à manifester leur appui à Allende, mais que ce dernier à toujours refusé de les recevoir (A. Pascal Allende, « El MIR, 35 años de Lucha », *Op. Cit.*).

d'Etat, un dirigeant socialiste affirme - lors d'une réunion au sommet de l'UP - qu'en cas de putsch, « *viendrait, sans aucun doute, un contrecoup d'Etat afin de renforcer le gouvernement et d'avancer de manière plus résolue dans l'application du programme* »[2137]. **Comme l'a confié Adonis Sepúlveda**, **l'UP a placé tous ses espoirs de résistance dans les mains des militaires eux-mêmes : « *Le Parti socialiste n'avait pas – ne pouvait pas avoir – une stratégie de combat pour lutter seul. Son action était encadrée au sein des mesures de défense du gouvernement. De fait, le gouvernement a préparé des plans de défense, mais ces plans les dirigeait* [...] *le Général Pinochet, comme commandant en chef* »**[2138].

Photo N° 60 : Affiche du MIR en faveur de la démocratisation des forces armées (août 1973)



[2137] L. Corvalán Marquéz, *Los partidos y el golpe del 11 de septiembre*, *Op. Cit*, p. 368.

[2138] Adonis Sepúlveda est, en 1973, sénateur socialiste, sous-sécrétaire général du PS et président de l'UP : A. Sepúlveda Acuña, "Carta a la Dirección Interior del Partido Socialista, 8 de septiembre de 1977", en *Problemas del Partido Socialista de Chile Posteriores al Golpe Militar 1974-1981* (1988), pp. 36-37 (cité par C. Pérez, "Salvador Allende, Apuntes sobre su Dispositivo de Seguridad: El Grupo de Amigos Personales (GAP)". *Estudios Públicos*, Santiago, N° 79, 2000).

667

Source : MIR, *Recueil de textes 1970-1973*, Paris, Ed. Politique Hebdo, trad. Anne Valier, 1974

Certes, chaque direction de parti a aussi prévu un certain nombre de mesures. Le *livre blanc* de la dictature parle de dizaines de milliers de revolvers et pistolets (90 000 !), de mitraillettes, de lance-flammes et autres canons anti-chars. A. Pinochet, dans ses Mémoires, cite des chiffres tout à fait fantaisistes, tels que l'existence de 100.000 militants entraînés au maniement des armes : soit plus du double que le contingent de l'armée de terre et bien plus que tous les bataillons des trois armes réunies…[2139]. La réalité est tout autre et l'historien "officiel" de la junte, G. Vial, a du finalement le reconnaître en 1999, avançant les chiffres de 500 hommes armés pour le MIR, de 1000 militants faiblement équipés pour le PS et de nettement moins pour chacune des autres organisations (PC inclus)[2140]. Dans son témoignage, C. Altamirano nous livre ses calculs : « *il n'y a pas eu entre, les militants communistes, socialistes, MAPU et MIR plus de 1500 "militaires" avec une formation minimum. Qu'est-ce que je nomme "formation militaire minimum"? Simplement la capacité de tir avec des armes légères, même pas avec des bazookas, des canons ou des mitrailleuses lourdes* »[2141]. Cette formation, organisée au niveau central, est accompagnée par quelques essais de préparation des militants de base, notamment à l'intérieur des Cordons industriels (nous revenons sur cet aspect au paragraphe suivant).

Les effectifs militaires du PS sont formés par la garde personnelle d'Allende, les GAP (quelques dizaines d'hommes bien préparés), à laquelle on peut ajouter environ 150 personnes qui appartiennent à l'appareil militaire du parti, avec à sa tête Arnoldo Camu et Renato Moreau[2142]. Ce sont les "Groupes spéciaux opératifs" (GEO) socialistes, qui sont supposés

---

[2139] L'armée chilienne comprend en 1973 environ 70 000 hommes, dont 38 000 pour l'armée de terre, 15 000 pour la marine et 8000 pour l'armée de l'air. Il faut ajouter à cela 27 000 carabiniers organisés militairement et possédant du matériel d'infanterie. Le service militaire est obligatoire. La marine et l'armée de l'air sont les secteurs les plus conservateurs car composés essentiellement de professionnels, alors que la plus grande partie des conscrits se trouvent dans certains régiments de l'armée de terre (source : CEDETIM, *Chili. L'affrontement de classe*, NPP, Paris, 1973, p. 70). Ces chiffres sont confirmés par une étude de l'Institut d'études stratégiques de Londres (citée par V. Osorio dans "Mitos y mentiras del golpe militar", *La Huella*, Santiago, Nº 12, septiembre 2002, p. 14).

[2140] G. Vial, "1964-1973: La violencia pone a Chile a borde de la guerra civil", *La Segunda*, Santiago, 10 fascículos, diciembre de 1998 a febrero de 1999.

[2141] Entretien avec C. Altamirano, Santiago, le 11 mars 2002.

[2142] Une trentaine de ces militants a pu recevoir une formation plus conséquente à Cuba et en Corée du Nord. Voir P. Quiroga, *Compañeros. El GAP: la escolta de Allende*, Aguilar, Santiago, 2001; M. Garcés D., S. Leiva, *Historia y Memoria del Golpe de Estado de 1973 en el pueblo*, *Op. Cit.* et C. Pérez, "Salvador Allende, Apuntes sobre su Dispositivo de Seguridad: El Grupo de Amigos Personales (GAP)". *Estudios Públicos*, Santiago, Nº 79, 2000).

former des militants afin de résister aux premiers pas du coup d'Etat. Ils ont élaboré un plan de défense du gouvernement, nommé *Plan Santiago*. Celui-ci est basé sur la théorie des cercles concentriques : il s'agit de se déplacer depuis le centre-ville en amplifiant l'arc de la résistance et en retardant l'avancée des militaires séditieux. Ceci avec l'aide des Cordons industriels, des forces armées loyales et d'actions subversives militantes menées en province[2143]. D'autres plans de ce type sont prévus, tels que différents niveaux d'alerte ou, la délimitation de points stratégiques, à occuper en priorité, de différentes villes du pays[2144]. La "force centrale" du MIR et certains membres des Groupes politico-militaires (GPM qui forment la base de l'organisation) ont eux aussi droit à des cours d'entraînement paramilitaire, parfois même à El Cañaveral où sont formés les membres du GAP[2145]. Selon Guillermo Rodríguez, la force centrale du MIR est composée d'une quarantaine d'hommes en armes et divisée en deux unités, équipées de fusils et même de quelques lance-missiles[2146]. Ce sont Miguel Enríquez, Pascal Allende et Arturo Villabela qui ont rédigé le « *plan stratégique de lutte politico-militaire contre le putschisme* », approuvé en février 1972. Selon Pascal Allende, ce plan hésite entre deux options, sans vraiment se décider : occupation offensive de territoires urbains dans la perspective d'une accumulation de force, aux côtés des militaires de gauche, ou, repli défensif à la campagne, afin d'y mener une guerre de guérilla. Quoi qu'il en soit, la force centrale du MIR ne possède pas plus de 200 armes de guerre et espère en recevoir de la part des soldats ou du GAP, en cas de nécessité[2147]. Comme le remarque Sergio Aguilar dans son récit de vie, c'est aussi la perspective du contrôle territorial des villes et de la résistance de certains quartiers, qui inspire le MAPU[2148]. Les documents internes et confidentiels de cette organisation, déjà mentionnés, confirment également que le plan de défense du gouvernement est entièrement subordonné à une éventuelle action des officiers loyalistes. La commission politique du MAPU écrit : « *Nous ne cherchons pas à initier aujourd'hui l'organisation et l'armement de forces irrégulières, mais nous comprenons la nécessité d'être en condition de le faire*

[2143] Ce plan a été initié avec succès lors du *tancazo* (voir P. Quiroga, *Compañeros. El GAP: la escolta de Allende*, Aguilar, Santiago, 2001, pp. 80-85).
[2144] Selon le témoignage de P. Quiroga (Entrevista a P. Quiroga, Santiago, 10 de abril de 2003 in M. Garcés D., S. Leiva, *Historia y Memoria del Golpe de Estado de 1973 en el pueblo*, *Op. Cit.*).
[2145] C. Pérez, "Salvador Allende, Apuntes sobre su Dispositivo de Seguridad: El Grupo de Amigos Personales (GAP)". *Op. Cit*.
[2146] Entretien avec Guillermo Rodríguez et Javier Bertín, Santiago, 6 août 2003.
[2147] Voir de l'ambassade cubaine à Santiago. A. Pascal Allende, « El MIR, 35 años de Lucha », *Op. Cit.*
[2148] Entretien avec Sergio Aguilar, Santiago, 29 mai 2002.

rapidement »[2149]. Quant au PC, un compte rendu rédigé par son responsable militaire en 1977, prête à penser que le parti a commencé à entraîner des cadres dès les années 60. Pendant l'UP, le PC crée des « *Comisiones de Vigilancia* », composées de 10 militants. Il s'agit d'organismes observant une discipline semi militaire, dirigés par les comités régionaux[2150]. Les communistes disposent également de plusieurs « *grupos chicos* », constitués de 5 personnes et qui forment un contingent d'environ 200 hommes, bien préparés et aguerris. **Selon le rapport de Luís Corvalán, la possession en armes du PC se limite à un nombre indéterminé d'armes courtes, 400 fusils automatiques et 6 lance-grenades (avec 3 projectiles chacun). Et le secrétaire général d'admettre que de toute manière, la formation politico-militaire n'a jamais été prise au sérieux par la direction**[2151]. **D'ailleurs, s'il y a eu quelques réunions de concertation entre les différents appareils militaires des partis de gauche, cela est resté extrêmement embryonnaire**[2152]. **De plus, au-delà de la possession d'armes, ce qui manque cruellement à la gauche, c'est une capacité de ravitaillement logistique en cas d'affrontement, notamment de munitions : sans un appui venu des institutions armées, son pouvoir de feu est limité à quelques heures d'affrontement.** Pourtant, s'il est incontestable que la préparation politico-militaire du mouvement ouvrier est extrêmement précaire, ce n'est pas toujours l'image qui en a été donné par les directions partisanes. Jusqu'au coup d'Etat, les parlementaires de l'opposition se montrent très inquiets et cherchent à savoir où l'Unité populaire pourrait bien cacher les armes, « *afin de les fournir au peuple l'heure*

[2149] Comisión política del MAPU, *La defensa del gobierno*, Documento de estricta circulación interna, Cartilla 1 B 1 (in V. Farias, *Op. Cit*, Tomo 6, Anexo 1).

[2150] Pierre Dupuy (militant PC à Valparaiso) note que le comité auquel il appartient, lui apprend quelques rudiments d'autodéfense : « *depuis six mois, le Parti communiste avait demandé à chaque cellule de présenter deux volontaires pour former les groupes d'autodéfense. Avec Arturo, président du syndicat, nous avions formé une cellule du parti dans notre boite* […]. *La formation et l'entraînement étaient très durs et exigeants : éducation physique, self-défense, premiers soins d'urgence, connaissance d'armes légères et confection d'explosifs* ». Il ajoute que le 10 septembre des membres du groupe d'autodéfense sont convoqués pour une réunion d'apprentissage avec un ingénieur chimiste, afin de leur enseigner la confection des cocktails molotovs (P. Dupuy, *Op. Cit.*, p. 125).

[2151] Il faut souligner que cette autocritique, au plus niveau, se fait dans le cadre de la réorientation radicale du PC durant la dictature en faveur de la lutte armée. Voir L. Corvalán, *Santiago-Moscú-Santiago: apuntes de medio siglo*, Ed. Coirón, Madrid, 1983 et aussi le témoignage de Augusto Samaniego (in M. Garcés D., S. Leiva, *Historia y Memoria del Golpe de Estado de 1973 en el pueblo*, *Op. Cit.*)

venue », comme l'a promis le président de la République, le 29 juin 1973[2153]. **Persuadée d'avoir encore l'appui d'une majorité de militaires, la gauche s'est laissée emportée par un verbalisme révolutionnaire guerrier, très éloigné de sa véritable capacité politico-militaire. Et cette disproportion discursive n'a pas été l'apanage du seul MIR, comme l'insinuent aujourd'hui certains responsables politiques**[2154].

Preuve en est, sélectionnée parmi d'autres, la menace lancée le 11 août 1973 par Luís Corvalán. Devant une foule de militants chauffés à blanc, le secrétaire général du PC s'exclame : « *si la réaction passe à de plus grandes* [actions], *concrètement au champ de la lutte armée, qu'elle ne se fasse aucun doute : le peuple se lèvera comme un seul homme, pour les écraser avec promptitude. Dans une telle situation, que nous ne désirons pas, que nous ne cherchons pas, que nous voulons éviter mais qui peut se présenter, il ne restera rien, même pas une pierre que nous n'utiliserons comme arme* »[2155]. Avec la même verve, le MAPU annonce, le 24 août 1973 : « *Si les fascistes lance une guerre, ils se trouveront face à un peuple prêt à combattre. La classe ouvrière et le peuple auront les instruments pour lutter et pour écraser les fascistes, entraîner les vacillants et ouvrir les yeux aux réformistes* […] *Demain, quand commencera le combat, au milieu des explosions de dynamite, dans la chaleur des cris et les chansons du peuple, nous ouvrirons le chemin de la véritable victoire* »[2156]. **Ce lyrisme tonitruant et non contenu a, sans aucun doute, contribué a entretenir de nombreux mythes au sein de « voie chilienne », en trompant jusqu'à ses partisans sur la réalité des rapports au force à la veille du coup d'Etat**.

XIV – 2 – 2) Les Cordons industriels : une armée révolutionnaire ?

Après la description des importantes faiblesses de la tactique politico-militaire des partis de gauche, il pourrait paraître presque inutile de se poser la question suivante : a-t-il existé une armée des Cordons industriels ? Cette interrogation conserve néanmoins un intérêt. Tout

---

[2152] Mario Garcés D., Sebastián Leiva, *Historia y Memoria del Golpe de Estado de 1973 en el pueblo, Op. Cit.*

[2153] "Poder popular y estado de derecho", *La Prensa*, Santiago, 10 de julio 1973.

[2154] Le témoignage de Jaime Gazmuri, dirigeant du MAPU-OC durant l'UP, est significatif à ce propos (voir G. Vial, "Allende", *La Segunda*, Santiago, fascículos N° 3, 14 de agosto de 2003).

[2155] L. Corvalán (Secretario General del PC), "Del discurso en el acto de masas del PC en el teatro Caupolican", Santiago, 11 de agosto de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit*, tomo 6, pp. 4809-4811).

[2156] MAPU, "¿Quién allanara a los patrones", *De Frente*, Santiago, 24 de agosto de 1973.

d'abord parce que ce thème a été agité – comme on l'a vu – par l'opposition, puis par les admirateurs de la dictature militaire, jusqu'à nos jours. Ces derniers parlent même, de manière volontairement sinistre, des « *Cordons de la mort* » ![2157] Parmi les dangereuses « *écoles de guérillas* » marxistes, citées par le Général Pinochet, s'en trouve d'ailleurs une attribuée au Cordon Vicuña Mackenna. Selon les mémoires du dictateur, le CI possèderait une école d'instruction paramilitaire et une dotation en armement variée[2158]. Jusqu'au 11 septembre 1973, l'opposition a multiplié ce type de déclarations et *El Mercurio* consacre premières pages et éditoriaux à cette supposée armée clandestine des Cordons. Ainsi, le 15 juillet 1973 : « *les forces armées comme pouvoir d'Etat, indépendantes des tutelles partisanes et garantie de la sécurité nationale, affrontent aujourd'hui un autre pouvoir, de développement récent, il s'agit du dénommé pouvoir populaire, qui prétend se renforcer au travers d'organisations de travailleurs marxistes* ». Et d'ajouter : « *il est impossible d'établir s'il y a 5.000, 10.000, 20.000 ou 50.000 armes clandestines dans le pays* »[2159]. Pour la droite, il ne fait pas de doute que cette armée (fantasmée) « *possède des arsenaux, dispose de techniciens, se sert d'instruction et de littérature pour se préparer à différents niveaux, emploie des ressources de l'Etat et de plusieurs entreprises de l'Aire sociale, suit des modèles étrangers éprouvés sur le terrain ; finalement, c'est une organisation factieuse capable d'en arriver à un affrontement et de résoudre celui-ci à son avantage* »[2160]. Selon le journal conservateur, le MIR serait la tête pensante de ces bataillons clandestins, tout en devant admettre que les perquisitions des forces armées semblent montrer une quasi absence d'armes dans les usines…[2161]

Il est ainsi légitime de se demander qu'elles ont été les mesures de défense spécifiques adoptées par les CI, en vu du coup d'Etat. Car à partir de la fin juin 1973, au sein des périphéries populaires des grandes villes, dans les *poblaciones* et les usines, on comprend que le danger est imminent et le manque de préparation immense. Début août, le journaliste Pierre Kalfon constate : « *on cherche plus ou moins discrètement à s'armer. Dans les usines de banlieues qui restent « occupées » et que les ouvriers refusent de rendre aux*

[2157] Expression employée par le Général Pinochet dans *El día decisivo*, *Op. Cit*.
[2158] A. Pinochet, *El día decisivo*, *Op. Cit.*, anexo 8, p. 222.
[2159] "Metralleta: símbolo de violencia", *El Mercurio*, Santiago, 15 de julio de 1973.
[2160] *El Mercurio*, Santiago, 22 de julio de 1973.
[2161] "El MIR persiste en crear ejercito paralelo", *El Mercurio*, Santiago, 27 de julio de 1973. Le cas de l'usine FANAZOLA est aussi dénoncé puisqu'une cinquantaine de personnes auraient été inscrites à un entraînement paramilitaire par deux dirigeants de la CUT (« Grave situación crea el « poder popular », *La Prensa*, Santiago, 9 de julio de 1973). Autre exemple avancé, celui de l'usine ELECMETAL du Cordon Vicuña Mackenna, où aurait été détectée la présence de 14 mitraillettes en possession des dirigeants syndicaux (« Extremistas de ELECMETAL ocultaron 14 metralletas », *La Prensa*, Santiago, 10 de julio de 1973)

patrons, on bricole de quoi se défendre, tout en gardant en mémoire le cri de combat lancé [par Allende] *aux premières minutes du putsch : « s'il faut que le peuple ait des armes, il en aura »* »[2162]. Le *livre blanc* du régime militaire cite, comme une des preuves de la légitimité du coup d'Etat, un supposé « *plan de défense du Cordon Cerrillos* ». Il s'agit là encore d'un document apocryphe, *éventuellement* basé sur certains papiers de la gauche, en possession des services d'intelligence. Il suggère tout au plus, que certains partis se sont inquiétés d'établir une certaine planification dans la défense des CI, ce qui ne veut pas dire que ce plan ait été effectif, ni même adopté par le Cordon (voir le document en Annexe N° 31)[2163]. D'ailleurs, ce texte ronéotypé souligne la faiblesse défensive de Cerrillos, aussi bien en termes géographiques (nombreux accès, absence de collines), qu'en ce qui concerne l'absence d'armes semi lourdes. La tactique de défense présentée est donc réduite à une division en six zones du Cordon, destinée à ralentir l'avancée des militaires par le biais de multiples barricades ou de tranchées, quelques francs-tireurs et des attaques furtives menées par des petits groupes légèrement armés. Finalement, cette technique de guérilla urbaine est très proche de celle décrite dans les documents internes du MAPU et elle reste toujours dépendante de l'appui de l'armée régulière, pour être viable[2164].

Indéniablement, des plans de protection des Cordons industriels ont été envisagés. Ceci, particulièrement après le *tancazo*. Mais, là encore, la presse militante a vite fait de prendre ses désirs pour la réalité. Ainsi pour le MAPU, il ne fait pas de doute qu'en cas de guerre civile, « *chaque ouvrier sera un milicien, chaque section une milice et chaque Cordon une armée* »[2165]. Tout aussi "aventuriste" et dogmatique, *Tarea Urgente* s'exclame, à peine 5 jours avant le coup : « *Nous n'avons pas peur de la sédition, ni de l'affrontement. La classe* [ouvrière] *est prête.* […] *Cette guerre ira jusqu'au triomphe final de la révolution socialiste.* […] *Prolétaires et leaders révolutionnaires, transformons les Cordons industriels en véritables quartiers généraux de la révolution !* »[2166]. **Pourtant, jamais aucune armée des CI n'a existé, mis à part dans la rhétorique fébrile de certains secteurs de la gauche ou dans la**

[2162] *Le Monde*, Paris, 7 juillet 1973.
[2163] *Libro blanco del cambio de gobierno en Chile*, Santiago, Ed. Lord Cochrane, 1973, pp. 166-170.
[2164] Voir Comisión política del MAPU, *La defensa del gobierno*, Documento de estricta circulación interna, Cartilla 1 B 1 (in V. Farias, *Op. Cit*, Tomo 6, Anexo 1) et Comisión política del MAPU, *Técnicas de acción de masas*, Documento de estricta circulación interna, Cartilla 1 B 3 (in V. Farias, *Op. Cit*, Tomo 6, Anexo 1).
[2165] "El tanquetazo y los Cordones Industriales", *De Frente*, Santiago, Nº 15, 20 de julio de 1973.
[2166] « Hacia la victoria: con sacrificio y decisión revolucionaria, contra el reformismo y la sedición », *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 15, 6 de septiembre de 1973.

propagande de l'opposition. Les témoignages de Guillermo Rodríguez et de Javier Bertín, militants du MIR à Cerrillos, apportent plusieurs précisions à ce propos. En effet, ils révèlent qu'un plan de défense du CI a bel et bien été envisagé à Cerrillos, pendant le *tancazo.* Ce jour-là, suite à une assemblée réalisée à COBRE CERRILLOS, une commission militaire du CI est préparée, sous direction de Guillermo Rodríguez, responsable de la GPM 4 du MIR. Cette commission est intégrée par des délégués (ayant une solide formation politico-militaire) de chaque parti. Nouveauté, le PC y participe activement et c'est le document préparé, depuis plusieurs mois, par le MIR qui est adopté. Selon J. Bertín, la tactique serait la suivante : « *fermer l'avenue Pajaritos, fermer le chemin Melipilla et là, organiser l'autodéfense* [de Maipú] *qui inclue les militaires de la force aérienne, des camarades à nous*[2167]. *Il y avait aussi des plans d'autodéfense dans les industries, de manière à ce que les camarades des industries coupent certaines rues. C'est-à-dire que tout était déjà défini. Il y avait aussi des indications pour les pobladores* »[2168]. Pour ce faire, est prévue la constitution de brigades de travailleurs, des cours d'instruction militaire et la construction d'armes, avec les moyens disponibles dans les entreprises du secteur[2169]. Pourtant, **cette planification en reste au stade de projet : il s'agit d'une sorte de « *compulsion* » du CI, unitaire mais passagère, pour reprendre les mots de G. Rodríguez. Car, une fois le danger du *tancazo* passé et, suivant à la lettre l'appel d'Allende, les militants de l'UP (en particulier le PC) abandonnent la commission et prônent auprès des salariés, la confiance dans le cabinet civilo-militaire** : « *Le Cordon n'avait finalement pas de plan de défense. Ce que nous avons fait alors, en tant que MIR, a été de commencer à faire des exposés dans différents syndicats* […], *moi-même j'exposais le plan militaire auquel se réfère Javier. Nous présentions cela aux travailleurs, dans des assemblées de 40 ou 50 personnes. Il ne s'agissait pas de dirigeants syndicaux, peut-être un ou deux, mais je dirai que la direction du Cordon, dans sa majorité, n'a pas compris l'importance qu'il y avait, de compter avec une planification défensive* »[2170]. Cette impression est confirmée par l'historien Peter Winn, qui a participé – comme observateur - aux dernières assemblées du Cordon industriel O'Higgins, réalisées dans l'usine ex-YARUR. Il note que dans cette zone, il existe de nombreux baraquements militaires et que, le seul plan proposé par les travailleurs du

---

[2167] Selon ce témoignage, le jour du *tancazo*, un groupe de soldats de l'armée de l'air, avec qui le MIR est en contact (l'unité 10 de l'aéroport de Cerrillos), propose même de se mettre au service du CI Cerrillos.
[2168] Entretien avec Guillermo Rodríguez et Javier Bertín, Santiago, 6 août 2003.
[2169] Le *libre blanc* cite également un projet du CI Cerrillos, qui serait de fabriquer des pistolets grâce aux machines et au matériel des industries du secteur.
[2170] Entretien avec Guillermo Rodríguez et Javier Bertín, Santiago, 6 août 2003.

CI, est d'installer sur la façade des usines (et dans les ateliers) de grandes affiches appelant à la fraternisation entre soldats et travailleurs, considérés comme « *des frères de classe* »[2171]. Pour ce qui est des quelques stratégies défensives existantes dans d'autres CI, elles sont immédiatement mises au grand jour par la presse conservatrice, ce qui accélère un peu plus la démobilisation autour de ce thème (cela laisse aussi supposer un degré d'infiltration important de la part des services de renseignement de l'armée). Le plan confidentiel voté par le Cordon Vicuña Mackenna est ainsi révélé par le député Gustavo Alessandri. *La Prensa* en profite pour dénoncer l'existence d'initiatives similaires dans plusieurs CI, attribuées - sans doute avec raison - au travail du MIR[2172]. Il semble que de telles préoccupations sont aussi présentes en province, par exemple à Concepción, où les élites locales s'inquiètent des mesures d'autodéfense prises par le CI[2173].

Ces quelques mesures sont pourtant tardives et très limitées. Début juillet, un document confidentiel du comité régional centre du PS demande que soit réalisée une liste complète des usines occupées, des repérages sérieux effectués et envisage de commencer la confection artisanale "*d'instruments de défense populaire*" (preuve que ce n'est pas encore le cas)[2174]. Cette circulaire est accompagnée d'instructions adressées aux militants du Cordon O'Higgins : à chacun est exigé un *check-up* de son entourage (filiation politique, présence d'armes, etc) et les cellules militantes sont invitées à fabriquer des bombes incendiaires. Il est noté que les coordinateurs socialistes du Cordon O'Higgins recevront des instructions du parti ou de dirigeants accrédités de la CUT. L'objectif toujours affiché, à court terme, est celui des Commandos communaux, qui auraient dû faciliter une meilleure coordination de l'autodéfense.

En fait, les seules mesures effectives sont celles que les partis offrent à certains militants des CI. Et elles restent très basiques : quelques entraînements de *self-défense*, des cours de

---

[2171] P. Winn, *Weavers of revolution*, *Op. Cit.*, p. 243.

[2172] Voir Cordón Vicuña Mackenna, *Plan de protección del Cordón*, Santiago, julio de 1973 (in *El Mercurio*, Santiago, 5 de julio de 1973) et « El MIR ordena armarse a trabajadores industriales », *La Prensa*, Santiago, 5 de julio de 1973.

[2173] Ce plan supposé, dont il reste difficile de savoir la part de vérité, concernerait des industries proches de la zone minière de Huachipato et appartenant à l'APS. L'autodéfense prévue consiste à surveiller l'accès au CI par des barricades, à installer un système de communication radio entre les usines et essayer de faire patrouiller la zone par des « *brigades* », formées de 10 travailleurs dont il n'est pas précisé l'armement (Plan de protección del Cordón Industrial « cuatro esquinas », Concepción, julio de 1973 in *La Prensa*, Santiago, 9 de julio de 1973).

[2174] Subsecretariado del frente de masas del Comité regional centro del PS, A. Briones, « Circular » y « Instructiva », Santiago, 2 de julio de 1973 (in *La Prensa*, Santiago, 6 de julio de 1973). Et en août 1973, le manifeste des Commandos communaux du MIR appelle « *à préparer la classe ouvrière et le peuple à se défendre et à attaquer en créant des brigades de combat et des comités d'autodéfense sur tous les fronts* » (CC Estación Central, CC de Barrancas, CC La Florida, Coordinación de los *pobladores* de Lo Hermida, JAP comunal de

maniement des bâtons, armes blanches et - dans le meilleurs des cas - de certaines armes à feu. Il s'agit du travail de ce que le PS nomme les groupes « *Agitation et Propagande* » (AGP), ou encore, pour le MIR des « *brigades de masse armée* » (en fait des groupes FTR et *pobladores,* avec une formation sommaire et sans armes à feu)[2175]. Comme le souligne Pablo Muñoz : « *en ce qui concerne le thème de la sécurité, dans presque toutes les usines, les gens essayaient de s'organiser sous une forme plus ou moins paramilitaire. Les gens formaient des « escadrons » : à cette époque les arts martiaux étaient à la mode au Chili et quand nous sortions manifester, nous sortions en ordre, en formation ; certains avaient des barres de fer…* »[2176]. Ainsi, Rodrigo se rappelle - entre rire et désespoir – que, étant ouvrier et délégué MAPU de son CI, il apprend quelques clefs de bras et des prises de Karaté[2177]. Les documents internes de « *techniques d'action de masses* » de son organisation enseignent aussi comment se battre avec un couteau, divers bâtons, l'usage de lance-pierres, de chaînes, les points faibles du corps humain…[2178]. Carmen Silva pour sa part, qu'après le *tancazo,* « *un député socialiste nous a mis en contact avec des carabiniers. Moi j'étais la coordinatrice des Cordons, avec 6 hommes de confiance par Cordon, ils devaient nous donner un entraînement militaire. Notre contact était brésilien* […]. *Et par la suite, on a dit que ce type a livré beaucoup de personnes* [à la dictature], *surtout du cordon Macul* »[2179]. Selon Tomás Inostroza, l'absence d'armement et de munitions en quantité dans le CI Macul rend toute idée de défense tout à fait hypothétique : après une enquête menée, sur ordre du PS, il découvre que sur les 1600 ouvriers de PAÑOS CONTINENTAL, une quarantaine d'entre eux seulement sont armés de revolvers (pas toujours en très bon état), auxquels s'ajoute une vielle mitraillette Mercati, le tout avec des munitions suffisantes pour moins de 10 minutes de combat soutenu… Les seules armes que le CI possède en nombre, sont les cocktails molotovs fabriqués par les *pobladores* du quartier[2180]. D'autre part, comme tient à le préciser Guillermo Rodríguez, les fameux « *chars populaires* »

Maipú, Consejos comunales campesinos de Lampa y Colina, "Manifiesto de los Comandos comunales", Santiago, agosto de 1973 ; en français in M. Najman, *Op. Cit.*, pp. 126-128).

[2175] Voir Mario Garcés D., Sebastián Leiva, *Historia y Memoria del Golpe de Estado de 1973 en el pueblo, Op. Cit.* et entretien avec Guillermo Rodríguez et Javier Bertín, Santiago, 6 août 2003.

[2176] Entretien avec L. Ahumada et P. Muñoz, La Serena, 24 Juin 2002. A propos des « stratégie de rues » des CI et de leurs répertoires d'action collective, voir également le paragraphe XIII – 1 – 2)

[2177] Entretien avec Rodrigo, Santiago, 17 mai 2002.

[2178] Comisión política del MAPU, *Técnicas de acción de masas*, Documento de estricta circulación interna, Cartilla 1 B 3 (in V. Farias, *Op. Cit*, Anexo 1).

[2179] Entretien avec Carmen Silva, Santiago, 20 novembre 2001.

[2180] Entretien avec Tomás Inostroza, Santiago, 4 juillet 2002.

des Cordons industriels (évoqués jusque dans la presse internationale[2181]), ne sont en réalité que des chariots élévateurs auxquels ont a fixé des plaques d'acier, afin de se protéger d'une éventuelle attaque de l'usine par les paramilitaires d'extrême droite[2182] !

Photo N° 61 : Défilés « paramilitaire » de la gauche dans le centre de Santiago

Source : reproduit dans *La Huella*, Santiago, Nº 12, septiembre 2002, pp. 2-23

L'attentisme des partisans de l'UP et l'absence d'une planification politico-militaire sont vigoureusement dénoncés par certains militants gauchistes des CI aux cris de « *le peuple armé ne sera jamais écrasé !* ». C'est le cas dans le CI Talcahuano, où un petit groupe, vraisemblablement lié aux maoïstes du PCR, appelle à la distribution immédiate des armes et à la constitution de comités de défense des Cordons industriels. Dans un pamphlet distribué à 200 exemplaires, le 23 août 1973, devant la porte de l'usine INCHALAM, ils récusent ainsi, la pseudo constitutionalité des forces armées, qu'ils qualifient de « *bourgeoisie en uniforme* »[2183]. Dans le même ordre d'idée, le journal *Poder* (MAPU) lance le mot d'ordre de « *pouvoir populaire armé* », qu'il oppose à « *la consigne démobilisatrice du "Non à la guerre*

[2181] J. Magasich cite un article de la revue *The Economist*, parue après le coup d'Etat (le 13 octobre 1973), qui parle de la présence de « *chars populaires* », notamment à l'usine MADECO (J. Magasich, *Op. Cit.*, p. 229).
[2182] Entretien avec Guillermo Rodríguez et Javier Bertín, Santiago, 6 août 2003.
[2183] Cette propagande, qui vaut à ces auteurs une enquête du commissariat de Police, invite les CI à se former en groupes d'autodéfense armés, à construire coûte que coûte des instruments de combat et assure, qu'en cas d'affrontement, il faudra prendre d'assaut certains régiments afin de réquisitionner leurs armes (Comités de Defensa de los cordones industriales, "El poder popular y las FFAA", Talcahuano, 23 de agosto de 1973 in Archivos República de Chile, Corte de Apelaciones de Concepción, sumario Nº 69-73, Sección general de investigaciones - prefectura de Concepción - Comisaría de Talcahuano, Oficio Nº 18, Talcahuano, 18 de octubre de 1973). Cette archive nous a été facilitée par la chercheuse grecque Eugenia Palieraki. Pour le PCR, voir aussi : R. Silva, "¿Poder popular? ¡Si pero con fusiles!", *El Pueblo*, Santiago, Nº 33, agosto 1973.

civile" »[2184]. C'est, par exemple, également le cas du périodique *De Frente* (lui aussi lié au MAPU (Garretón)), qui critique la « *transaction* » allendiste du cabinet civilo-militaire et prédit un affrontement armé imminent, d'où devrait sortir victorieux le peuple organisé :

Photo N° 62 : la revue *De Frente* annonce l'imminence de la guerre civile

Source : *De Frente*, Santiago, N° 15, 20 de julio de 1973

Néanmoins, et sans même parler de leur viabilité, de tels slogans sont presque anecdotiques et ne représentent, en aucun cas, l'état d'esprit majoritaire du mouvement ouvrier à la veille du bombardement de la Moneda. Le 9 août 1973, c'est Luís Figueroa en personne qui est venu négocier la participation des CI de Santiago à la massive manifestation organisée par la CUT, pour dire « *non à la sédition et à la guerre civile* »[2185].

[2184] « El poder popular armado derrotara la nueva escalada sediciosa y desbaratara cualquier intento de transacción », *Poder*, Santiago, Nº 5, junio 1973 et « Solo el desarrollo del poder popular asegurara la autonomía de la classe obrera y la aplicación intransable de su programa », *Poder*, Santiago, Nº extra, junio 1973.

[2185] Cette gigantesque manifestation converge vers le centre de la capitale, divisée en quatre colonnes. On trouve notamment dans la colonne numéro un, le Cordon Panamericana Norte (qui part de l'avenue Balmaceda). Dans la colonne deux, les Cordons Macul, V. Mackenna, San Joaquín et le CC Séptima Comuna (ils débutent leur marche de Torres de Tajamar). Dans

Et, le 28 août 1973, c'est cette consigne qui est reprise par Rolando Calderón au nom de la CUT, dans un meeting géant, où le dirigeant socialiste tient, une fois de plus, à saluer le rôle des officiers constitutionnalistes[2186]. **Les CI sont restés dépendants de cette orientation et, n'ont à aucun moment su, ou pu, configurer une infrastructure défensive susceptible de résister au coup d'Etat. C'est d'ailleurs ce que le 11 septembre 1973 vient cruellement souligner.**

XIV – 3) Le coup d'Etat : « *Demain, quand commencera le combat…* »

XIV – 3 – 1) Le 11 septembre 1973

Le temps des expériences du changement social n'est pas celui d'un fleuve tranquille, au cours linéaire. Il est parsemé d'embûches, de ruptures, d'indécisions, de flottements et aussi de brusques accélérations. Certaines journées du XX° siècle sont restées dans la mémoire collective de l'humanité comme de véritables « journées évènements », où les processus sociopolitiques basculent, précipitent ce qui était encore à l'état latent et mettent à nu les contradictions qui traversent une société. Le 11 septembre 1973 appartient à ce type de journées qui font trembler le monde : « *Si les mille jours de l'Unité populaire avaient été vertigineux, le temps a souffert une énorme accélération le 11 septembre. Ce fut un jour de définitions. Ce qui était en jeu n'était pas seulement la politique, le changement, le socialisme, ce qui était désormais au centre de tout était la vie, sans abstractions, la vie au sens propre. On peut parler de l'ouverture d'un temps de combat* »[2187].

Le samedi 8 septembre, une simple révision des titres de la presse nationale montre la situation dans laquelle se trouve submergé le pays : « *Ouvriers et paysans sur le pied de guerre* » (le Parti communiste) ; « *La DC lutte contre la menace communiste* » (Sénateur P. Aylwin, président de la DC) ; « *Si le Parlement n'inhabilite pas Allende, nous frapperons aux*

---

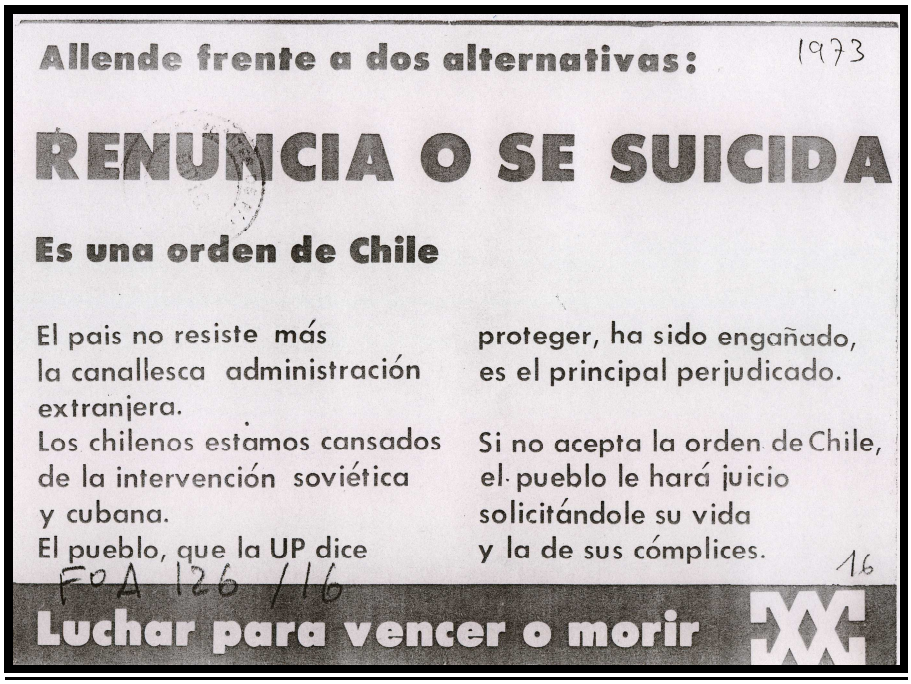
la troisième colonne, se trouve le Cordon Lo Espejo (parti depuis Av. Matta) et pour finir, dans la quatrième colonne, défilent les CI Santiago Centro, Cerrillos, O'Higgins et Mapocho-Matucana (source : *Clarin*, Santiago, 9 de agosto de 1973).

[2186] *Clarín*, Santiago, 29 de agosto de 1973. Néanmoins, le 24 août, devant un assemblée de délégués syndicaux, Luís Figueroa tient un discours n'écartant pas formellement la possibilité que les travailleurs se défendent par eux-mêmes (*Clarín*, Santiago, 24 de agosto de 1973).

[2187] P. Quiroga, *Compañeros*, *Op. Cit.*, p. 142.

portes des régiments » (le Parti national)[2188]. Telles sont les déclarations de quelques uns des principaux partis politiques du pays. D'ailleurs, le Parti national n'hésite plus à distribuer des tracts, qui laissent deux "alternatives" à Allende : la démission immédiate ou le suicide…

Photo N° 63 : Propagande du Parti national invitant Allende à la démission ou au suicide



Source : Archives BDIC – Paris – Dossier Chili – F° A 126 / 16 - 1973

Chacun sait que l'affrontement est proche, que c'est une question d'heures ou, tout au plus, de quelques jours. Comme en témoigne Rigoberto Quezada, la question de l'armement revient continuellement au sein des bases ouvrières : « *Le coup d'Etat était annoncé dans les journaux, la radio et même par le président du Sénat, E. Freí (père). On parlait beaucoup de la révolution espagnole, où les ouvriers ont pris d'assaut les régiments et se sont armés. On pensait qu'on aurait pu soutenir une telle situation pour deux ou trois jours et qu'ensuite la réaction du peuple allait se produire* »[2189]. Le *golpe* est sur toutes les lèvres, dans tous les esprits. Allende en a parfaitement conscience. Il joue son dernier atout, bien tardif d'ailleurs : l'appel au plébiscite populaire, en vu d'un changement constitutionnel et, avec comme espérance, la stabilisation du gouvernement jusqu'aux élections présidentielles de 1976. Selon

[2188] Cité par A. Santana, "La situación se torna crítica" in *La tragedia chilena: testimonios*, Buenos Aires, Merayo Ed., Coll. Documentos, 1973, pp. 179-184.

toute vraisemblance, si le coup d'Etat intervient précisément le 11 septembre, c'est que le président de la République a pour projet d'annoncer le plébiscite le soir même, à la radio, comme il l'a personnellement annoncé au Général Pinochet. Ce dernier n'en demandait pas tant pour se décider à agir au plus vite[2190].

A cette date, tous les ingrédients sont réunis pour mettre fin violemment à la "voie chilienne", sans que rien, désormais, ne semble pouvoir y remédier. Comme l'a rappelé, quelques semaines avant le 11 septembre 1973, le sociologue brésilien Théotonio Dos Santos, un coup d'Etat militaire est toujours le produit d'une lente accumulation de conditions sociopolitiques, qui - une fois réunies - font que la contre-révolution gagne des positions très rapidement. Cinq exigences sont au moins nécessaires à cet effet[2191]. La première est d'ordre subjectif : le secteur hégémonique des classes dominantes doit être convaincu de la nécessité du putsch. En ce sens, le rôle croissant des militaires joue un rôle important dans la préparation des esprits. La seconde condition *sine qua non* est que les arguments putschistes et de l'extrême droite gagnent des adeptes dans le champ politique et s'étendent à de larges couches sociales, particulièrement aux secteurs médians (importants au Chili). Le troisième pas à suivre est d'ordre préparatoire : mobilisations de rues contre le gouvernement, campagnes médiatiques intensives contre les militants révolutionnaires et contre les officiers loyaux envers le gouvernement. Les promoteurs du coup d'Etat doivent aussi trouver un appui ou une complicité passive, de certains secteurs centristes ou réformistes de la classe politique. C'est précisément le rôle joué par la DC au Chili, comme cela avait été celui de Juscelino Kubistchek au Brésil (en 1964) ou du Mouvement national révolutionnaire en Bolivie, en 1971[2192]. Enfin, le dernier élément - toujours selon T. Dos Santos - est la capitulation du gouvernement progressiste en place, qui refuse de réprimer les agents sociaux (économiques, politiques et militaires) qui préparent le putsch, laissant ainsi le champ libre à la contre-révolution. L'ensemble de ces données est perceptible lorsque l'on se penche sur les derniers mois de l'UP. Et, encore aujourd'hui, le sentiment partagé par de nombreux témoins

---

[2189] Témoignage de Rigoberto Quezada, recueillit par Miguel Silva (*Op. Cit.*).

[2190] Pour une description des derniers jours de Salvador Allende, vus par son plus proche conseiller : J. Garcès, *Allende y la experiencia chilena*, Barcelona, Ed Ariel, 1976, pp. 331 et ss.

[2191] A. Lizarraga, "La posibilidad de un golpe de Estado es analizada por el sociólogo Theotonio Dos Santos" in *La tragedia chilena: testimonios*, Buenos Aires, Merayo Ed., Coll. Documentos, 1973, pp. 185-189.

[2192] Ce jeu trouble joué par la DC a été amplement reconnu et dénoncé, y compris par le Général Prats, dans la presse internationale suite au coup. Ce dernier rappelle que l'espérance de E. Freí est d'utiliser temporairement les militaires, pour pouvoir ensuite regagner le pouvoir politique (espérance frustrée par la junte).

est celui d'une incompréhension face à l'inertie et à la passivité, non seulement du gouvernement, mais aussi de l'ensemble de la gauche[2193].

Nous ne nous attarderons pas ici sur le détail des opérations militaires, qui vont de l'intervention de la marine dans le port de Valparaíso, tôt le matin du 11 septembre, jusqu'aux déplacements de troupes dans la capitale. Il s'agit d'une guerre éclair de quelques jours, une guerre interne menée en vue du pouvoir total. Elle comprend l'utilisation d'avions de chasse et de tanks et, pousse au suicide le président Allende, vers 14 heures, dans le palais présidentiel de La Moneda. Cet épisode a été conté à de multiples reprises, dont dernièrement à l'occasion de la commémoration des 30 ans du coup d'Etat, en septembre 2003[2194]. Refusant l'ultimatum des officiers, Allende décide de résister quelques heures, sans vouloir quitter le palais Présidentiel comme lui demande l'appareil militaire du PS[2195]. Rejoint par quelques proches et des membres du GAP, le camarade-président a eu le temps d'y prononcer son dernier discours (connu comme « le discours des grandes avenues »), qui est aussi un testament politique laissé aux futures générations[2196].

Comme l'a par la suite expliqué l'écrivain Gabriel Garcia Márquez, la mort d'Allende dans la Moneda en flamme est une parabole symbolique qui résume, quasiment à elle seule, les contradictions de la voie chilienne : celle d'un militant socialiste, défendant une mitraillette à la main, une révolution qu'il voulait pacifique et une constitution créée par l'oligarchie chilienne au début du siècle[2197]. Cette mort est aussi celle d'un homme fidèle jusqu'au bout avec ses principes. D'ailleurs, bien trop souvent, le 11 septembre

---

[2193] On retrouve ce sentiment d'incrédulité, d'amertume voire de colère chez la plupart des témoignages que nous avons recueillit, et ce y compris chez des militants aguerris, membres de l'appareil militaire du PS, tels que Renato Moreau qui déclare : « *Para mi sigue siendo incomprensible la pasividad de la dirigencia* » (cité dans P. Quiroga, *Compañeros*, *Op. Cit*., p. 139).

[2194] Voir par exemple L. Vega, *Anatomía de un golpe de Estado. La Caída de Allende*, Jérusalem, La semana publicaciones, 1983 ; G. Dupoy, *La chute d'Allende*, Paris, R. Laffont, 1983 ; P. Verdugo, *Interferencia Secreta. 11 de septiembre de 1973*, Santiago, Editorial Sudamericana, 1988. A consulter également, le dossier spécial du journal *La Tercera* (Santiago, septiembre de 2003 in http://docs.tercera.cl/especiales/2003/11-septiembre) et les analyses et témoignages présents sur le site *Chile Vive* (http://www.chilevive.cl/homenaje/11sept/index.shtml).

[2195] Ce refus présidentiel rend impossible la mise en route du plan d'évacuation prévu. Voir le témoignage d'un membre de l'appareil militaire du PS : « El combate en la zona sur de Santiago » in http://www.chilevive.cl/homenaje/11sept/index.shtml.

[2196] Voir le dernier discours de S. Allende en Annexe N° 33.

[2197] G. García Márquez, « La verdadera muerte de un presidente » (1974) in http://www.rebelion.org/chile/030911marquez.htm.

1973 a été réduit aux combats de la Moneda, oubliant ainsi tous les anonymes qui ont essayé de résister dans les quartiers populaires et les usines[2198].

Photo N° 64 : Le palais de la Moneda en flammes (11 septembre 1973)

Source : Reproduit dans *La Huella*, Santiago, Nº 12, septiembre 2002, pp. 2-23

Indéniablement, le coup d'Etat militaire, malgré quelques erreurs d'appréciations, a été efficacement mené, suivant ainsi à la lettre, les enseignements des instructeurs états-uniens et de la doctrine de la sécurité nationale. « *Il est vrai* […] *qu'Allende, prévenu assez tard, se rend en hâte à la Moneda pour prendre la tête de la résistance légale, que des plans de mobilisations de la population sur les lieux de travail sont mis en route* - note Alain Joxe. *L'hypothèse stratégique qui existe derrière tous les plans, c'est que l'armée va se diviser, comme au moment du Tancazo et qu'une contre-offensive doit partir des Cordons industriels*

[2198] « *Desde el mismo 11 de septiembre de 1973 la imagen del golpe militar se sintetizó en La Moneda y su entorno inmediato. Ahí se combatió, ahí se bombardeó, ahí se murió. En ese perímetro escaso estuvo el heroísmo, la lealtad militante, la traición y el desamparo.* […] *Sin embargo estaba la memoria, y esa memoria - individual, colectiva, fragmentaria, olvidadiza - nos recuerda que hubieron otros combatientes, otros dignos intentos de resistencia, otras muertes y otros desamparos* » in M. Garcés D., S. Leiva, *Historia y Memoria del Golpe de Estado de 1973 en el pueblo, Op. Cit.*, capitulo II.

armés et des unités fidèles. L'armée ne se divise pas […]. *La résistance est restée sporadique, l'ordre de distribuer les armes aux milices ouvrières ne sera jamais donné. Les îlots de résistance (Université Technique, usine SUMAR) sont le fait de quelques groupes irréductibles. Mais la répression formidable qui s'abat sur la population chilienne n'est nullement proportionnée à la résistance offerte au coup. Elle est seulement proportionnelle à la mobilisation et à la conscience politique atteinte par les masses au cours des mois précédents* »[2199].

Le 10 septembre, la commission politique du PCC se réunit dans la maison de Salvador Allende. Face à l'imminence du coup d'Etat, les dirigeants de gauche croient pouvoir confirmer que la lutte armée sera possible, vu la bonne disposition (supposée) de plusieurs unités militaires « constitutionalistes »[2200]. Jusqu'au 11 septembre, à 8 heures du matin, le président de la République a encore pleinement confiance dans la loyauté du Général Pinochet et espère, d'une minute à l'autre, son intervention en faveur de la défense le gouvernement[2201]. C'est pourtant ce dernier qui prend la tête de la rébellion. Les soldats, carabiniers ou sous-officiers qui refusent ce qu'ils considèrent comme une trahison, sont immédiatement passés par les armes. La stratégie militaire déclenchée dans la capitale, suit un plan simple, mais efficace : une incursion directe à la Moneda, afin de détruire (symboliquement et physiquement) le pouvoir central et, de là, se diriger vers la périphérie, avec pour priorité le contrôle des Cordons industriels. Parallèlement, des troupes sont directement envoyées dans les CI et les quartiers populaires, afin d'empêcher toute échappatoire[2202].

Dans ses mémoires, le Général Pinochet écrit : « *Depuis le début, Allende a essayé de gagner du temps, convaincu que ses groupes paramilitaires l'appuieraient avec toutes leurs forces ; mais il s'agissait seulement d'une utopie puisque les leaders, qui avaient déchaîné les travailleurs pendant ces trois années furent les premiers à se cacher ou se réfugier dans quelque ambassade.* […] *Allende est resté complètement seul, à l'exception d'un petit groupe de fanatiques qui a accepté, aveuglément, une lutte sans destin pour eux* »[2203]. Et surtout, il dit son étonnement face à la faible résistance rencontrée au sein des CI : « *Nous avons effectué un dur labeur de nettoyage. Dans ces derniers moments, nous n'avons pas dû affronter les*

[2199] A. Joxe, *Le Chili sous Allende*, *Op. Cit.*, pp. 232-233.
[2200] L. Corvalán, *Santiago-Moscú-Santiago*, *Op. Cit.*, pp. 41-42.
[2201] Voir les remarques à ce sujet de Luís Vega qui est conseiller du Ministère de l'intérieur, en matière de Sécurité d'Etat, à Valparaíso, entre 1970 et 1973 (L. Vega, *Anatomía de un golpe de Estado*, *Op. Cit.*).
[2202] V. Martínez, « La estrategia militar en Santiago », *La Tercera*, Santiago, Nº Especial, septiembre de 2003 in http://docs.tercera.cl/especiales/2003/11-septiembre.

réactions prévues, de la part des Cordons industriels »[2204]. **Effectivement, comme le rappelle le sociologue Alejandro Portes, c'est « *précisément la peur d'avoir à affronter un prolétariat organisé, militant et armé qui est à l'origine du coup d'Etat militaire* » [2205]. Plusieurs indices montrent que les officiers ont réellement craint une offensive plus importante des couches populaires**. La transcription des conversations radio de trois acteurs essentiels du coup (les officiers Pinochet, Leigh et Carvajal) confirme que A. Pinochet est inquiet du temps pris pas ses troupes pour se déployer dans la périphérie de Santiago, craignant que la résistance ne s'organise davantage dans les *poblaciones*[2206].

Tout de suite après le coup d'Etat, de nombreuses rumeurs ont circulé de part le monde, annonçant une opposition massive des ouvriers chiliens au coup d'Etat[2207]. **Aujourd'hui, on connaît plus précisément l'ampleur de cette réaction populaire. En fait, le principal foyer d'opposition s'est déroulé dans la zone sud de Santiago. Elle est le fait de militants de gauche aguerris, membres des appareils militaires du PS et du MIR, qui se sont déplacés au sein des Cordons. Ceci souvent, avec l'appui actif de salariés prêts à se battre et à se défendre**. Une fois le coup démarré, l'appareil militaire du PS (avec à sa tête Arnoldo Camú) réussit à regrouper et armer une centaine d'hommes, tandis que se réunit dans l'usine FESA du CI Cerrillos, la commission politique de ce parti[2208]. Les instructions sont d'initier un plan de défense du gouvernement, qui consisterait à libérer une zone de la ville où puissent se coordonner des actions en collaboration avec les ouvriers des CI San Joaquín, Santa Rosa y Vicuña Mackenna. Le point de ralliement fixé est l'industrie INDUMET (CI Santa Rosa), où se retrouvent des responsables de l'ensemble de l'UP et auxquels se joignent environ 200 ouvriers combatifs. A 11 heures du matin, les dirigeants nationaux de chaque organisation évaluent leur capacité politico-militaire immédiate[2209]. Comme le rapporte P. Quiroga, témoin de cette

---

[2203] A. Pinochet, *El día decisivo*, *Op. Cit*., p. 136.
[2204] A. Pinochet, *El día decisivo*, *Op. Cit*., p. 145.
[2205] A. Portes, « Occupation and lower-class political orientations in Chile » in A. Valenzuela et J. S. Valenzuela, *Chile: politics and society*, transaction books, New Brunswick, 1976, pp. 201-238.
[2206] P. Verdugo, *Interferencia Secreta. 11 de septiembre de 1973*, *Op. Cit.*
[2207] Ainsi, l'agence *Prensa Latina* rapporte que : « *des combats sanglants se poursuivaient mercredi à minuit GMT* [le 12 septembre] *dans les quartiers de Los Cerrillos et Maipú. Des travailleurs retranchés dans les usines luttaient avec acharnement contre la troupe qui dispose d'hélicoptères, d'avions à réaction, de chars lourds et canons de forts calibres* » (*L'Humanité*, Paris, 14 septembre 1973).
[2208] Sans autres indications de notre part, la description qui suit est basée sur les écrits suivants : « El combate en la zona sur de Santiago » in http://www.chilevive.cl/homenaje/11sept/index.shtml ; A. Pascal Allende, « El MIR, 35 años de lucha », *Punto Final*, *Op. Cit.* ; P. Quiroga, *Compañeros*, *Op. Cit.* et M. Garcés D., S. Leiva, *Historia y Memoria del Golpe de Estado de 1973 en el pueblo*, *Op. Cit.*
[2209] Se trouvent sur place Víctor Díaz et José Oyarce du PC, Miguel Enríquez et Pascal Allende du MIR, Arnoldo Camú, Exequiel Ponce et Rolando Calderón pour le PS.

réunion, la précarité de la préparation saute aux yeux des militants. La proposition du PS (prendre d'assaut une unité militaire pour avancer sur la Moneda) est rejetée par le PC, qui préfère attendre la réaction tant espérée des forces armées (pour finalement passer à la clandestinité). Quant à M. Enríquez - d'accord pour intervenir -, il annonce que la force centrale miriste nécessite encore plusieurs heures, pour pouvoir être opérationnelle… Selon Guillermo Rodríguez, le MIR a mis en veille son appareil politico-militaire (et donc enterré les armes) depuis le 6 septembre, persuadé que le gouvernement est sur la voie de nouvelles conciliations avec la droite[2210].

Rapidement, les forces répressives interviennent, ce qui oblige ces hommes en armes à fuir par l'arrière d'INDUMET. De là, la dispersion de nombreux d'entre eux, dont un groupe dirigé par Miguel Enríquez, qui s'échappe de la zone. C'est aussi d'ici, que débute le périlleux périple de plusieurs militants socialistes, dont celui de la colonne dirigée par Arnoldo Camú. Cette fuite se déroule de manière désorganisée, mais après des affrontements au sein du quartier populaire de la Legua, plusieurs combattants parviennent finalement à leur objectif : l'usine SUMAR-polyester. SUMAR reste un symbole, puisque dans cette usine plusieurs dizaines d'armes sont effectivement acheminées et distribuées par le PS. Depuis cet endroit, le groupe de Camú parvient même à mettre à mal un hélicoptère militaire qui survole la zone. Mais c'est une exception qui confirme la règle. Vraisemblablement, les socialistes doivent d'atteindre l'usine MADECO (d'autres se rendent à MADEMSA), où ils doivent centraliser leurs opérations. Cependant, dès la fin de l'après-midi, plusieurs militants sont déjà tombés sous les balles et la plupart des salariés combatifs des CI sont restés paralysés, faute de direction et d'armement. L'annonce du décès d'Allende sonne, pour la plupart d'entre eux, le glas de toute velléité d'opposition au coup d'Etat.

La direction du MIR, très rapidement, décide aussi que l'affrontement est impossible : « *La résistance était très dispersée et fragmentaire, quelques foyers de résistance isolés dans certaines industries, des francs-tireurs dans le centre, dans certains universités, incapables d'arrêter le coup sanglant et la répression massive* […]. *Il ne restait pas d'autre option que de se replier* »[2211]. **Quant à la CUT, elle est restée complètement muette, sans organisation, ni radios clandestines capables d'organiser les travailleurs. Cette donnée est encore plus impressionnante si on se rappelle que quelques jours avant (le 4 septembre), la centrale syndicale s'est montrée capable de rassembler plusieurs centaines de milliers de**

[2210] Entretien avec Guillermo Rodríguez et Javier Bertín, Santiago, 6 août 2003.

personnes en soutien au gouvernement. Sans aucun pouvoir de réaction, dépendante des orientations du gouvernement, la chute d'Allende est aussi celle de la CUT, mettant ainsi fin à une longue crise du mouvement syndical et laissant les salariés de gauche en l'attente d'un mot d'ordre de grève générale qui ne vient pas.

Photo N° 65 : Déploiement militaire dans les quartiers périphériques de Santiago (11 septembre 1973)

Source : Reproduit dans *La Huella*, Santiago, Nº 12, septiembre 2002, pp. 2-23

Une telle déroute et le passage à la clandestinité, voire à l'exil, de la plupart des dirigeants de gauche sont accueillis avec amertume, parfois avec rage, par les ouvriers et les militants de base, qui eux, n'ont que peu de chance d'échapper aux feux de la répression. Ils ont été pourtant des milliers à avoir attendu les armes, en vain, dans leurs industries respectives. Mireya Baltra, ex-ministre du travail communiste, qui se rend le jour du coup d'Etat dans le Cordon Vicuña Mackenna sur ordre de son parti, admet: « *les ouvriers me réclamaient les armes…* »[2212]. Luís Corvalán reconnaît qu'il « *existait objectivement, une grande disposition combative dans un secteur important du peuple, au sein de dizaines de milliers de communistes, socialistes et d'autres forces révolutionnaires* », mais - selon lui - le rapport de force n'a pas permis de les "utiliser"[2213]. Le sentiment de José Moya, qui attend lui aussi de quoi se battre dans son usine, se retrouve chez la plupart des militants actifs des CI : « *Nous avons passé toute la nuit du 11 septembre 1973 en l'attente d'armes, qui ne sont jamais arrivées. Nous entendions des coups de feu au niveau du Cordon San Joaquín, là ils avaient de*

[2211] A. Pascal Allende, « El MIR, 35 años de lucha », *Punto Final*, *Op. Cit.*
[2212] Entretien avec Mireya Baltra, Santiago, 22 février 2003.
[2213] L. Corvalán, *Santiago-Moscu-Santiago, Op. Cit.*, p. 44.

l'armement, au moins à l'entreprise textile SUMAR. Notre rêve était qu'à tout moment pouvait arriver l'armement et que nous allions faire de même. Mais il ne s'est rien passé »[2214]. Autre exemple, celui de Rodrigo de l'entreprise IRT. Ici, comme dans la plupart des CI, ne se maintient sur place qu'une partie des salariés, ceux qui sentent qu'il est encore temps, et possible, de défendre le processus, au risque de leur vie si nécessaire. A mesure que la journée passe, les dirigeants d'IRT invitent les femmes et les hommes âgés à se retirer. Si bien qu'il ne reste qu'une vingtaine de personnes dans la nuit du 11 au 12 septembre, armés de seulement 5 revolvers et 4 fusils : « *Nous avions la perception, et c'est ce que nous avaient dit nos dirigeants, que nous allions avoir la possibilité de compter avec des armes pour pouvoir affronter des situations de cette envergure* »[2215]. A Valparaíso, même constat. « *Nous ressentons un état d'impuissance totale* […] - se rappelle Pierre Dupuy. *C'est inconcevable. Que font les dirigeants de l'UP ? Pourquoi nous entraîner depuis des mois, passer des nuits en manœuvre, ou à monter la garde et à organiser des centaines de milliers de travailleurs dans les « Cordons industriels », pour être conduits, aujourd'hui, comme des moutons à la boucherie ? C'est plus fort que moi, il faut que je crie, nos dirigeants nous ont trahis* »[2216]. Sans parler de trahison, le petit groupe du MIR qui milite au sein du CI Cerrillos refuse, lui aussi, les injonctions de son parti à se replier. Durant la matinée, des unités de soldats parcourent les avenues et installent mitrailleuses et chars devant les usines, tout en contrôlant immédiatement les voies d'accès aux CI. C'est le cas à Vicuña Mackenna comme en témoigne Carmen Silva[2217], mais aussi à Cerrillos. Dans la zone dont est chargé Guillermo Rodríguez, il y a déjà plusieurs bataillons militaires, lourdement armés, quand il arrive sur les lieux : « *Je dirai que le 11 septembre 1973, il n'y a eu ni fonctionnement* [du système de défense] *du Cordon, ni de celui de la structure du MIR. Ceux qui sont arrivés, afin d'essayer de conduire la situation sont nous autres, les membres de la direction du Groupe politico-militaire. Aucune des personnes qui correspondaient à mon commandement ne sont arrivées et nous sommes restés sans armement* »[2218]. Après plusieurs atermoiements, ces militants de Cerrillos forment tout même un contingent assez conséquent dans l'usine PERLAK, abandonnée par ses travailleurs. A la tombée de la nuit, malgré plusieurs escarmouches avec les soldats, deux petits groupes de 20 et de 30 personnes, sont prêts à en découdre. La débandade est telle que ces

[2214] Entretien avec José Moya, Santiago, 20 novembre 2001.
[2215] Entretien avec Rodrigo, Santiago, 17 mai 2002.
[2216] P. Dupuy, *Chili 1967-1973 : témoignage d'un prêtre ouvrier*, *Op. Cit.*, p. 144.
[2217] Entretien avec Carmen Silva, Santiago, 20 novembre 2001.
[2218] Entretien avec Guillermo Rodríguez et Javier Bertín, Santiago, 6 août 2003.

derniers récupèrent les armes abandonnées dans le CI par d'autres militants de l'UP. Durant toute la nuit, ils attaquent les patrouilles qui passent à leur proximité et rendent difficile le déplacement des unités. De tels actes d'héroïsme ne manquent pas dans tout le pays, mais le tout est extrêmement précaire, sans coordination, ni centralisation des directions partisanes. Ceci à tel point que, durant la nuit, les deux équipes résistantes de Cerrillos s'échangent des tirs entre eux, en croyant affronter l'ennemi : un militant en résulte mortellement blessé…

Selon Guillermo Rodríguez (MIR), le jour du coup d'Etat, les dirigeants des Cordons se sont littéralement évaporés, laissant les travailleurs sans direction. Hernán Ortega (PS) donne pourtant une toute autre explication. Après une réunion effectuée à l'industrie FENSA afin de faire un rapide bilan, il ordonne le repli immédiat : « *Ma décision comme président du Cordon Cerrillos, face à l'existence de petits contingents, isolés, extrêmement petits (nous parlons de 20 militants qui avaient obtenu des armes, de 12 dans d'autres industries, de 6 dans une autre), mon instruction a été, après avoir constaté cette faible capacité de défense, de ne pas résister. Et y compris de faire en sorte que les quelques personnes qui étaient arrivées dans les usines avec des armes se retirent. Parce que ce que je voyais venir, c'était un massacre* ». Le massacre aura lieu, malgré tout, et sans que le formidable mouvement populaire, qui a porté l'UP durant ses mille jours, ne puisse y répondre.

Au-delà de petits noyaux de militants, dont nous avons décrit la geste courageuse mais sans lendemains, on peut affirmer que les Cordons industriels sont restés complètement passifs ce 11 septembre 1973. Cette affirmation est confirmée, indirectement, par une révision minutieuse des sentences dictées par les tribunaux militaires, suite au coup d'Etat : il n'existe que sept conseils de guerre, concernant 55 personnes, qui aient une relation avec des militants des Cordons industriels[2219]. Même chose dans les *poblaciones* les plus organisées. Selon C. Castelain, seul le *campamento Ho-Chi-Minh* possède une certain degré de préparation (il possède même deux mitraillettes). Rien de tout cela dans la plupart des autres campements, tel à *Yolanda Schwartz*. A *Nueva La Habana*, vers 10 heures du matin, une réunion du directoire a lieu, puis une réunion des cadres *pobladores* du MIR. Il est rapidement décidé que les dirigeants doivent se préparer à passer à la clandestinité. D'ailleurs, il n'y a qu'un seul fusil pour défendre tout le campement ! Le MIR appelle, en conséquence, à ne pas

[2219] Víctor Osorio Reyes a eu l'excellente initiative d'effectuer un travail d'archives, afin d'en faire une recension exhaustive (V. Osorio Reyes, "Mitos y mentiras del golpe militar", *La Huella*, Santiago, Nº 12, septiembre de 2002, pp. 9-10). La majeure partie de ces sentences se trouvent archivées à la Fondation « Archivo Vicaria de la solidaridad del arzobispado de Santiago » : voir www.vicariadelasolidaridad.cl.

suivre les *pobladores* qui décideraient de résister[2220]. Abraham Pérez insiste, quant à lui, sur le manque de préparation des miristes du campement face à une telle éventualité. Il se rappelle que dans un premier temps, alors que le coup a commencé, il est le seul dirigeant sur place quand une assemblée de 500 personnes lui demande quand est-ce que doivent arriver les armes[2221].

Photo : Déploiement militaire dans les quartiers périphériques de Santiago (11 septembre 1973)

Source : Reproduit dans *La Huella*, Santiago, Nº 12, septiembre 2002

Finalement, en l'absence d'une aide venue des soldats de gauche et d'une planification politico-militaire sur le long terme, le pouvoir populaire est incapable d'organiser une résistance armée au coup d'Etat. Comme le dit aujourd'hui Guillermo Rodríguez, qui a tenu avec d'autres de ses camarades à combattre malgré tout, « *je crois qu'à ce moment là, nous nous sommes battus pour l'histoire, afin de laisser un petit drapeau qui dirait "nous avons tout de même fait une tentative, alors que dans d'autres endroits, rien n'a été fait"* »[2222].

XIV – 3 – 2) La répression et le début du terrorisme d'Etat

Dès le 11 septembre 1973, la junte militaire se glorifie de cette victoire éclair. Selon, le commandant en chef de l'aviation, le Général Gustavo Leigh, « *après trois années à supporter le cancer marxiste qui nous a amené a une décadence économique, sociale, morale que l'on ne*

[2220] C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973. Op. Cit.*, pp. 98-101.
[2221] Selon lui, Alejandro Villalobos, le "chef" miriste du campement se retrouve même, par la suite, sans endroit sûr où se cacher. A. Villalobos est un des symboles de la résistance à la dictature. Il est assassiné par la junte en 1975 (Entretien avec Abraham Pérez, Santiago, 6 mai 2002).
[2222] Entretien avec Guillermo Rodríguez et Javier Bertín, Santiago, 6 août 2003.

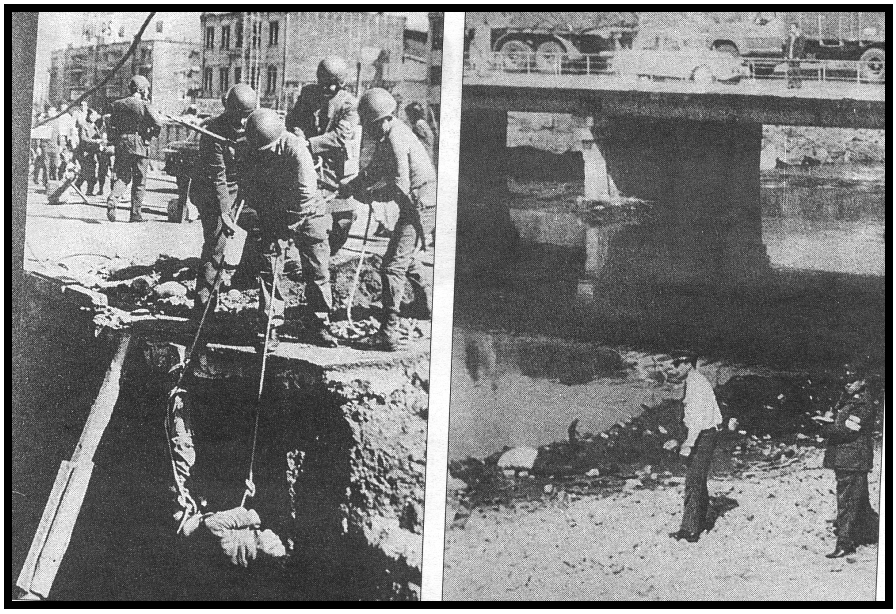
pouvait plus tolérer, nous nous sommes vus obligés d'accomplir la triste et douloureuse mission que nous avons réalisée, en défense des intérêts sacrés de la patrie. Nous n'avons pas peur. Nous savons l'énorme responsabilité qui pèse sur nos épaules, mais nous avons la certitude, la sécurité que l'énorme majorité du peuple chilien est avec nous, prêt à lutter contre le marxisme, prêt à l'extirper jusqu'à ces ultimes conséquences »[2223]. La violence d'Etat envahit alors le pays et elle vise en priorité les militants de gauche et les dirigeants du mouvement social, dont tous ceux qui se sont lancés dans l'aventure du pouvoir populaire. « *Au début, les premiers décrets militaires s'orientent contre les dirigeants politiques traditionnels, y compris certains qui n'étaient déjà plus dans la vie politique (ils n'avaient pas des registres très actualisés)* - remarque Hernán Ortega -. *Ensuite, quand ils ont obtenu des informations en provenance des industries, grâce à la torture, aux infiltrés, qui racontaient le rôle que chacun de nous jouions, ils ont effectué une seconde recherche, ayant pour but de trancher la tête du mouvement populaire dans ses expressions d'organisation territoriale et régionale. C'est pour cela qu'ils ont massacré, par exemple, les directions politiques du PS, pas seulement les têtes nationales, sinon région par région. Cela a signifié une offensive qui a commencé durant les 48 premières heures qui suivent le coup d'Etat et, qui s'est réorientée vers une répression des dirigeants sociaux* »[2224]. **Dans les témoignages, la dimension traumatique de ces heures de violence intense est partout présente. Ceci d'autant plus qu'elle a été suivie de 17 années de terrorisme d'Etat. Avec le recul, ces 48 heures postérieures au coup prennent tout leur poids historique. Elles signifient le début de la "période noire" pour les militants, qui connaîtront la détention, la torture, la mort de proches, l'exil ou la vie en clandestinité pendant des années, etc…** En même temps que la dictature impose sa chape de plomb à l'ensemble de la société, les habitants des *poblaciones*, les ouvriers des Cordons, les partisans de gauche connaissent la signification concrète de ce que peut représenter *la terreur d'Etat*[2225]. Un exemple pris parmi d'autres, est celui de Carlos Mújica. Salarié de l'usine métallurgique ALUSA, militant MAPU et délégué du cordon Vicuña Mackenna, il tient à témoigner : « *le jour du coup d'Etat il y avait des morts dans la rue, ils les apportaient même d'autres endroits et ils les jetaient ici.* […] *Et on ne pouvait rien faire ! Je crois que le plus dur fut à cette époque, l'année 73 – 74. Par la suite, en 1975, les services secrets viennent me chercher à*

[2223] Discours cité dans *El día decisivo, Op. Cit.*, p. 260.
[2224] Entretien avec Hernán Ortega, Iquique, 6 novembre 2001.
[2225] Sur le terrorisme d'Etat, consulter M. Stohl et G. López, *The state as Terrorist*, Wesport, Greennewood Press, 1984.

ALUSA. Ils me détiennent et m'emmènent à la fameuse Villa Grimaldi : là, ils passaient les gens à la "parilla", c'est-à-dire sur un sommier en fer où ils appliquaient le courant électrique sur les jambes... Ils savaient que j'étais délégué du secteur… »[2226].

Ils sont des centaines de milliers (peut-être 500 000) à passer dans les années postérieures dans les mains des services secrets de la junte et à être torturés. Plusieurs milliers d'entre-eux sont, aujourd'hui encore, des « détenus disparus »[2227]. Le nombre de morts de la fin septembre 1973 est encore imprécis et varie suivant les calculs. Les chiffres de 20.000, voire 30.000, qui datent des premières enquêtes ont été corrigés et révisés à la baisse. La dictature s'est orientée rapidement vers une politique de torture massive, sans forcément assassiner ses prisonniers politiques.

Photo N° 66 : Morts dans les rues et les cours d'eau suite au coup d'Etat (septembre 1973)



Source : Reproduit dans *La Huella*, Santiago, Nº 12, septiembre 2002, pp. 2-23

Selon Nathaniel Davis, ambassadeur états-unien en poste au moment du coup d'Etat : « *Les estimations sur le nombre de gens morts pendant ou immédiatement après le coup varient depuis 2.500 à plus de 80.000. Une fourchette de 3.000 à 10.000 morts couvre les estimations*

[2226] Entretien avec Carlos Mújica, Santiago, le 14 mai 2002.
[2227] A. Garcia Castro, *Où sont-ils ? : comprendre une intrigue. La permanence des disparus dans le champ politique chilien : enjeux mémoriels, enjeux de pouvoir (1973-2000)*, Paris, Thèse de doctorat en sociologie, EHESS, 2001 et E. Padilla, *La memoria y el olvido. Detenidos desaparecidos en Chile*, Santiago, Ediciones Orígenes, 1995.

les plus fiables »[2228]. Notons qu'il s'agit de chiffres considérables proportionnellement à la population chilienne[2229]. Cette répression vise tout à fait clairement les classes populaires. Comme le prouvent les statistiques officielles de la commission « Vérité et Réconciliation » (1991), les couches à bas revenus forment la majorité des victimes de la dictature reconnues par l'Etat chilien. Parmi celles-ci, plus de 34% sont ouvriers ou paysans[2230]. Toujours selon cette commission parlementaire, « *l'ensemble des actes de violation des droits de l'homme de la part d'agents de l'Etat, commence à se produire le jour même du 11 septembre, avec la détention et la disparition postérieure ou la mort de certaines des personnes qui se trouvaient dans le palais de la Moneda, ou dans certains édifices universitaires ou industriels, comme par exemple à l'Université Technique d'Etat ou dans les usines des dénommés "Cordons industriels", qui furent pris d'assaut par les effectifs militaires, procédant à la détention des personnes qui s'y trouvaient* »[2231]. Dans le documentaire *Septembre chilien* - réalisé à chaud après le coup - Bruno Muhel recueille le témoignage d'un ouvrier métallurgiste du Cordon Vicuña Mackenna, qui raconte comment environ 90 ouvriers auraient été fusillés par les soldats dans son usine. Il avance même le chiffre de 2000 travailleurs disparus au niveau du CI[2232]. Carmen Silva décrit aussi de telles scènes de violence et la rage collective (ou la peur hystérique ?), qui semble avoir conquis jusqu'aux soldats de base, déployés dans les CI[2233].

L'une des premières mesures de la junte est d'écraser le mouvement syndical et d'interdire la CUT, dès le 17 septembre 1973 (loi N° 12). En 1975, dans ses réponses aux

---

[2228] Voir "la represión política en Chile" in http://www.derechos.org/nizkor/chile/libros/represion/cifras.html.
[2229] L'historien P. Winn note qu'en 1973, 25 000 personnes équivalent *proportionnellement* à 500 000 individus aux Etats-Unis (P. Winn, *Weavers of revolution, the Yarur workers*, *Op. Cit.*, p. 247).
[2230] Voir Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación (Informe Rettig), Santiago, 1991 in http://www.memoriaviva.com/Documentacion/informe_rettig.htm et les calculs statistiques effectués par l'ONG de défense des droits de l'homme, Nizkor, en septembre 1966 : voir http://www.derechos.org/nizkor/chile.
[2231] La commission ajoute : « *En la mañana del día 12 de septiembre, se comienza a utilizar como recinto de detención el Estadio Chile, ubicado en las cercanías de la Estación Central en Santiago, también bajo el mando de un Oficial del Ejército. Los primeros prisioneros que llegaron allí, fueron las aproximadamente 600 personas detenidas desde el interior de la Universidad Técnica del Estado (UTE), a los que posteriormente se sumaron prisioneros provenientes de los denominados "Cordones industriales"* » (Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación (Informe Rettig), *Op. Cit.*).
[2232] B. Muhel, *Septembre chilien*, Iskra – Bruno Muhel production, Paris, 1973, 40 min.
[2233] Entretien avec Carmen Silva, Santiago, 20 novembre 2001.

réclamations de l'Organisation internationale du travail (OIT), le régime militaire justifie la répression en invoquant « *l'insécurité régnante dans le pays, l'état de l'économie, la politisation des syndicats, les relations de la Centrale unique des travailleurs avec le gouvernement antérieur, les occupations d'entreprises et des fundos, l'illégalité de plusieurs mesures prises par le dit gouvernement et le problème des dits « Cordons industriels »* » [2234]. La défaite du mouvement révolutionnaire signifie de véritables purges politiques dans les entreprises, qui – pour les plus importantes - passent sous la coupe de gérants issus des forces armées : il y aura plus de 270 détenus à MADECO, 500 personnes immédiatement licenciées à SUMAR ou encore une répression plus ciblée, comme à YARUR ou CRISTALERIAS DE CHILE[2235]. De nombreux patrons participent pleinement au système de délation mis en place par la junte. C'est précisément ce qui se passe à l'usine ELECMETAL, rendue à ses propriétaires le 17 septembre 1973. Patricio Altamirano y est nommé administrateur de la junte, aux côtés de cinq autres personnes, qui représentent les actionnaires[2236]. Ce nouveau directoire se charge, avec zèle, de détenir les ouvriers les plus connus pour leur engagement au sein du CI Vicuña Mackenna. Ils sont arrêtés à l'intérieur de l'usine, en coordination avec une unité de carabiniers et des effectifs militaires, dépêchés sur place. José Devia, José Maldonado, Augusto Alcayaga, Miguel et Juan Fernández Cuevas, Guillermo Flores sont immédiatement transportés dans un camion de la propriété d'ELECMETAL dans un lieu inconnu, pour y être brutalement torturés, puis assassinés, avant d'être abandonnés dans les rues de Santiago[2237]. **Pour la bourgeoisie industrielle, la récupération des moyens de production ne signifie pas *en soi,* le retour à l'ordre ancien : il faut désormais réussir à imposer dans la vie interne des entreprises, les anciennes formes de gestion et de direction hiérarchiques. On estime que 100.000 salariés de gauche et plus de 10% de la force de travail des industries nationalisées sont ainsi licenciés et inscrits sur les « listes noires » de la junte** (afin qu'ils ne puissent pas être re-employés)[2238]. En même temps, la dictature impose la loi martiale, ferme le Congrès, suspend la Constitution et bannit du pays l'activité des partis politiques, y compris de

---

[2234] OIT, *La situación sindical en Chile. Informe de la comisión de investigación y de conciliación en Materia de Libertad Sindical*, Naciones Unidas, Ginebra, 1975, p. 53.
[2235] P. Winn, *Weavers of revolution, the YARUR workers¸ Op. Cit.*, pp. 246-252 et J. Rojas, C. Rodríguez, M. Fernández, *Cristaleros: recuerdos de un siglo, los trabajadores de Cristalerías Chile, Op. Cit.*, pp. 160-167.
[2236] Il s'agit de Ricardo Claro Valdés, Fernán Gazmuri Plaza, Danilo Garafulic, Gustavo Ross Ossa et Raúl Briones.
[2237] La situation d'ELECMETAL est plus connue car on a pu, plusieurs années plus tard, retrouver par hasard les corps des victimes et les autopsier (voir « La complicidad de ELECMETAL y Ricardo Claro », *El Siglo*, Santiago, 20 de octubre del 2000).
[2238] Chiffre cite par P. Winn, *Weavers of revolution¸ Op. Cit.*, p. 249.

ceux qui ont appuyé le coup d'Etat. Peu à peu, Pinochet et ses acolytes donnent à la répression une dimension transnationale, en coordination avec les autres régimes militaires de la région et avec le soutien du gouvernement des Etats-Unis, formant ce qui est désormais connu comme « l'Opération condor »[2239]. **Et c'est bien dans le cadre des rapports de forces politiques mondiaux que s'inscrit cette fin tragique de l'UP. Il s'agit d'une victoire stratégique de l'impérialisme qui permet, non seulement de revenir sur les nombreuses avancées sociales conquises durant ses mille jours, mais aussi de transformer le Chili en un véritable laboratoire : celui d'un capitalisme néolibéral encore inconnu sous d'autres latitudes et dont ce petit pays du Sud expérimente, le premier, les recettes, sous la coupe des « Chicago Boys »**[2240].

Ainsi que le note le sociologue James Petras, « *La terreur étatique est partie intégrante de la lutte des classes. A la différence d'actions fortuites et « arbitraires » réalisées par des individus malades, la structure et direction de la terreur étatique sont définies par les intérêts politiques de ceux qui la servent.* […] *La signification de l'activité terroriste d'Etat ne peut être comprise en termes d'une situation concrète à courte échéance, ni même être entendue comme un acte politique autonome. Au contraire, la signification de la terreur étatique doit être analysée comme faisant partie d'un ample contexte historique, dans lequel le terrorisme initie intentionnellement la création d'un structure politico-économique (un modèle d'accumulation) et un cadre spécifique de relation inter étatique (subordination à l'hégémonie des USA)* »[2241]. **Les 17 années de dictature postérieures au 11 septembre 1973, sont celles de ce que le sociologue Tomás Moulian nomme « *la révolution capitaliste* », tant la société va être remodelée – d'une main de fer – par la junte[2242]. Il s'agit, en fait, d'une *contre-révolution*, dans le sens le plus strict du terme. Et l'ampleur de la violence d'Etat, complètement disproportionnée en regard de la résistance qui lui est opposée, ne s'explique que parce qu'il s'agit, non seulement de tuer les individus les plus actifs dans le processus de l'UP, mais aussi d'arracher les traces, au plus profond de leur enracinement social, des expériences autogestionnaires qui s'étaient multiplié**. La militarisation, la fermeture du

---

[2239] Sur l'opération Condor, la doctrine de la Sécurité nationale et le rôle de Washington dans la chasse aux opposants politiques dans le Cône sud, voir : F. Gaudichaud, *Operación Cóndor. Notas sobre el terrorismo de Estado en el Cono sur*, Madrid, Ed. Sepha, 2005.

[2240] P. Guillaudat, P. Mouterde, *Chili, un pays pour l'exemple: Luttes de classes et mouvements sociaux au Chili de Pinochet*, Université Paris VIII, Thèse de doctorat en sociologie, 1991 et *Chili, un pays laboratoire*, Actes du colloque organisé à Bruxelles, Maison de l'Amérique Latine, 1998.

[2241] J. Petras, « Economía política del terror estatal: Chile, El Salvador y Brasil », *Estado y régimen en Latinoamérica*, Madrid, Ed. Revolución, 1987, pp. 31- 66.

Parlement et des espaces de délibération démocratiques, l'institutionnalisation de la police secrète et de la torture sont le reflet de ce phénomène. « *Une simple prise de pouvoir violente ne suffisait pas pour effacer la conscience collective des participants au mouvement social. Il fallait répéter des actes de violences pour terroriser la population ; le recours aux purges systématiques et l'institutionnalisation de la terreur, sous la forme de la police secrète (DINA-CNI, intelligence militaire, escadrons de la mort organisés par l'Etat), furent le résultat de la conscience qu'avaient le régime de son incapacité, à extirper et détruire totalement le sensibilité populaire envers la démocratie* »[2243]. D'où, outre les leaders ouvriers et responsables politiques de gauche, la séquestration de dirigeants de quartiers populaires quelle que soit leur couleur politique, la nomination de Colonels à la tête des universités, l'assassinat de médecins ou de prêtres, de journalistes, de militants démocrates-chrétiens, le démantèlement de coopératives ou des garderies d'enfants, l'interdiction des journaux, etc… De là aussi, le soutien extrêmement prolongé des classes dominantes à la dictature (1973-1990) et ceci, au delà de leurs contradictions internes.

Maurice Najman, qui est allé sur place observer l'UP, affirme en octobre 1973 : « *En définitive les militaires sont intervenus au moment où le développement du pouvoir populaire posait, et même commençait à résoudre, la question de la formation d'une direction politique alternative à l'Unité populaire* »[2244]. Face au coup d'Etat, il croit pouvoir pronostiquer une prompte résistante armée du mouvement social. Ce pronostic, erroné, est le fruit d'une vision surdimensionnée de la force du pouvoir populaire. En fait, l'opposition massive à la dictature ne renaît que bien plus tard, au début des années 80, à l'occasion des grandes *protestas*. Entre temps, l'ensemble des tentatives de pouvoir populaire ont complètement disparu sous le talon de fer du régime militaire. Cependant, avant de conclure et de tirer un bilan général de cette étude, je m'attarderai quelques instants sur un trait du pouvoir populaire que la dictature n'a pu effacer complètement : sa mémoire ou plutôt *ses* mémoires.

XIV – 3 – 3) En guise d'épilogue : les mémoires emblématiques du pouvoir populaire

Comme le note l'historien espagnol Mario Amorós, il existe bien une « *mémoire de la douleur* » au sein du "peuple de gauche" dans le Chili actuel, c'est-à-dire un souvenir collectif

---

[2242] T. Moulian, *Chile actual, anatomía de un mito*, Santiago, ARCIS-LOM, Col. Sin Norte, 1997.
[2243] J. Petras, « Economía política del terror estatal », *Op. Cit*.
[2244] M. Najman, « Comment s'organisaient les bases du pouvoir populaire », *Le Monde Diplomatique*, Paris, octobre 73.

traumatique, celui de la répression politique et de la dictature[2245]. L'enquête orale menée dans le cadre de ce doctorat[2246], permet de débuter une réflexion sur un autre type de mémoire militante, dont je dévoilerai ici seulement quelques aspects, tant il s'agit d'une thématique ample, à développer dans de futures recherches plus spécifiques[2247]. Sans aucun doute, la rupture violente de la mémoire collective chilienne a été permise par l'implantation du terrorisme d'Etat (1973-1990) et confortée, au sein des nouvelles générations, par un modèle économique et social liberticide.

Ce brutal processus sociopolitique a, entre autres, généré la consolidation d'une « mémoire collective déchirée », fruit en grande partie de la destruction physique et subjective du mouvement social. Lorsque l'on parcourt « *le fil rouge* » de ces récits de vie, apparaissent les altérations, mais aussi une continuité, jusqu'à nos jours, de cette mémoire du pouvoir populaire[2248]. En effet, dans le Chili actuel, laboratoire grandeur nature du néolibéralisme, après avoir été un bouillon de culture de la transformation sociale, on se trouve face à un aller-retour difficile entre la mémoire, le récit historique et la vie quotidienne[2249]. L'un des pionniers de l'explication du cadre social de la constitution de la mémoire, Maurice Halbwachs, a pu commencer à dévoiler son fonctionnement, en mettant en avant le concept de « mémoire collective » d'une société[2250]. De nombreux auteurs depuis, ont essayé d'expliquer les relations

---

[2245] M. Amorós, "Chile. La memoria del dolor", *ICAL*, Santiago, 23 de diciembre de 2003 (in http://www.ical.cl/portadilla.php?sec=311208&subsec=0). Sur la répression et la mémoire de celle-ci aujourd'hui, voir du même auteur : *Chile. Después de la lluvia*, Santiago, Ed. Cuarto Propio, 2005.

[2246] Et dont certains témoignages ont été réunis dans un premier ouvrage : F. Gaudichaud, *Poder Popular y Cordones industriales. Testimonios sobre la dinámica del movimiento popular urbano 1970-1973*, Santiago, LOM-DIBAM, 2004. En ce qui concerne l'intéret de l'histoire orale, voir le paragraphe Intro - 3 - 2.

[2247] Une partie des éléments avancés dans ce paragraphe a été présentée au Colloque « Histoire, mémoire et justice en Amérique latine », organisé par la BDIC et l'Institut fédératif de recherche "Archives et histoire des relations internationales", en mai 2004 à Paris, sous le titre « Circonvolutions du fil rouge d'une mémoire déchirée. Réflexions sur le « pouvoir populaire », l'histoire orale et la mémoire collective du Chili actuel ».

[2248] A ce propos voir l'étude sociologique de M. C. Lavabre sur « le fil rouge » de la mémoire militante du communisme français : M. C. Lavabre, *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994.

[2249] On parle souvent, dans les milieux académiques chiliens, de la « mémoire historique ». Voir E. Santa Cruz, « La memoria histórica », *A 30 años de la Unidad Popular. El imperativo de la memoria*, Santiago, ICAL, septiembre 2000, pp. 199-205 et surtout : M. Garcés (Ed.), *Memoria para un nuevo siglo. Chile, miradas a la segunda mitad del siglo XX*, Santiago, LOM, 2000.

[2250] M. Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Alcan, 1925. Sur la mémoire collective chilienne voir : P. Milos, « Memoria colectiva: entre la vigencia histórica y la significación » in M. Garcés (Ed.), *Memoria para un nuevo siglo. Op. Cit.*, pp. 43-60.

complexes qui unissent histoire et mémoire (collective et individuelle)[2251]. Indéniablement, au Chili, le politologue semble "branché" en ligne directe sur des « mémoires collectives qui n'en finissent plus de se souvenir » et qui sont fortement marquées par l'histoire récente du pays : ce que Steve Stern, après un long travail d'investigation, a défini comme « *mémoires emblématiques* »[2252]. Dans son étude, le chercheur états-unien tente de faire une classification des différentes formes de mémoires en cours. Il note tout d'abord qu'il existe d'importants secteurs de la population qui ne conservent le souvenir de leur expérience qu'à un niveau personnel, sans pouvoir la lier à d'autres expériences sociales, ce qu'il nomme « *mémoires décousues* ». Au contraire, d'autres individus et catégories sociales, dans la mesure où ils parviennent à identifier leur propre souvenir comme constitutif d'un tout socio-historique, s'affirment au sein d'une mémoire collective : une « *mémoire emblématique* ». La majorité des entretiens que j'ai réalisé auprès de militants liés à cette dynamique du « pouvoir populaire », dévoile des individus ayant conscience d'entretenir ce type de mémoire collective[2253].

En s'arrêtant brièvement sur notre corpus de témoignages, on est frappé par le fait que chacun d'eux reproduit, dans une plus ou moins grande proportion, le discours des organisations politiques auxquelles il appartenait durant le gouvernement Allende. On décèle ici, comme figées dans le temps, les analyses de la gauche chilienne et une mémoire qui a peu évoluée. Il s'agit là d'une première mémoire emblématique du « pouvoir populaire », encore moulée dans le glacis de la *doxa* et de la rhétorique politique des années soixante-dix : José del Pozo a constaté une phénomène assez similaire dans son étude auprès d'exilés chiliens au

---

[2251] Voir notamment : J. Le Goff, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, Coll. Folio Histoire, 1988 et P. Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000. A consulter également, l'ouvrage de Peter Burke sur les différentes formes de l'histoire culturelle: P. Burke, *Formas de historia cultural*, Madrid, Alianza Editorial, 2000.

[2252] Steve Stern isole quatre « *mémoires emblématiques* » en ce qui concerne le coup d'Etat du 11 septembre 1973 : deux d'entre elles légitiment implicitement ou explicitement l'intervention des militaires, deux s'y opposent de manière différenciée. (Voir : S. Stern, *Op. Cit*, pp. 15-17). Sur la perception de ce moment historique par les nouvelles générations au Chili, voir : E. Palieraki, « Devoir de mémoire, tentation de l'oubli. Le 11 septembre chilien, 30 ans après », *L'ordinaire latino-américain. Chili 1973-2003*, Toulouse, N° 193, juillet-septembre 2003, pp. 31-40.

[2253] Dans plusieurs enquêtes orales réalisées auprés des travailleurs de base, au cours des années 80, le sociologue Manuel Barrera a montré à quel point de tels participants ont une conscience développée de l'histoire au sens large : M. Barrera, « Preocupaciones intelectuales de trabajadores de base sobre historia del movimiento obrero. Motivaciones y expresiones", *Proposiciones: Industria, obreros y movimiento sindical*, Santiago, Nº 17, SUR, julio 1989, pp. 166 à 181.

Canada[2254]. A ce propos, une hypothèse serait que cette continuité mémorielle est à situer au sein de la "transition démocratique", tronquée et partielle, que vit le Chili depuis 1990. Car, dans ce contexte, la mémoire militante joue une fonction de résistance passive, face à une plaie historique jamais refermée jusqu'à nos jours[2255].

Pourtant, la mémoire du « pouvoir populaire » ne se réduit pas à cette continuité, bien au contraire. L'action de se souvenir est une dynamique en construction et en évolution permanente[2256]. **Dialectique de la mémoire agitée au gré des vents de la conjoncture historique, cette construction se produit grâce aux ponts qui se créent entre les « mémoires décousues », individuelles, et l'élaboration d'un cadre mémoriel collectif, sociabilisé. Ainsi, la continuité mémorielle s'est produite avec, en parallèle, une combinaison de profondes altérations**. A plusieurs reprises, les acteurs interrogés effectuent un retour critique sur leur engagement politique et ses conséquences[2257]. Tel Miguel R., ex-militant du MIR : aujourd'hui, il insiste sur le fait que le pouvoir populaire n'aurait été qu'une construction idéale, souvent théorique et parfois sans *praxis* réelle. De manière répétée, l'enquête orale est aussi marquée par une certaine autocritique sur le rôle joué par les travailleurs et les militants révolutionnaires : ils n'auraient pas été à la hauteur de l'opportunité historique de prendre le pouvoir. Des témoins vont jusqu'à mettre en doute les valeurs du socialisme, pour lesquelles ils se sont engagés corps et âmes. **Cette perception subjective est, en grande partie, le fruit d'une vision a-rebours, issue de la défaite de 1973 et de la violence qui a suivi le coup d'Etat. Dans ce retour sur soi, est niché le phénomène de révision permanente que vit la mémoire collective au contact du présent, une mémoire qui navigue, ainsi que l'a écrit le philosophe Paul Ricœur, entre l'histoire et l'oubli**[2258]. Dans ce cas, les ingrédients de cette altération mémorielle (qui n'est pas forcément une

---

[2254] L'historien a pu en effet noter cette permanence chez certains militants, qu'il nomme les « *orthodoxes* », c'est-à-dire les personnes qui ont « *gardé les même attentes, avec toutefois quelques révisions, que celles exprimées par l'Unité populaire* » (J. del Pozo, « Les courants d'opinion des partisans de la gauche chilienne : une vision prospective et rétrospective. 1970-1990 » in J. Del Pozo, A. Jacob (sous la dir. de), *La Chili de 1970 à 1990. De l'Unité populaire à l'après Pinochet*, Montréal, ULB Editeur, 1994, pp. 81-104).

[2255] A ce propos, voir F. Gaudichaud, « Chili : une plaie jamais refermée », *Politis*, Paris, N° 764, septembre 2003 et la conclusion de P. Guillaudat, P. Mouterde, *Chili, un pays pour l'exemple. Op. Cit*.

[2256] J. Stillerman, *Documentando historia y repensando identidad: trabajo, comunidad y memoria entre los trabajadores chilenos, 1970-92*, New York, New School for social Research, inédit, 1992.

[2257] José del Pozo sépare les groupes « critiques » (qui ont reformulé leur attentes par rapport à 1970) et « révisionnistes » (qui doutent de la pertinence du socialisme) de celui des « orthodoxes » (J. del Pozo, « Les courants d'opinion des partisans de la gauche chilienne », *Op. Cit.*). Il semble qu'au sein de la mémoire du « pouvoir populaire », la plupart des militants pourraient être qualifiés « d'orthodoxes » (en suivant la classification de J. del Pozo), mais ceci combiné - suivant des proportions variables - avec une attitude critique et, parfois, « révisionniste ».

« oxydation ») sont la déroute de la gauche chilienne, la répression, l'exil, la "victoire" du nouveau modèle d'accumulation néolibéral au-delà de celle de la dictature, etc… Tous ces faits poussent à la réflexion, à la justification et à la modification des mémoires.

D'autre part, nous pouvons observer que les formes de permanence de la mémoire sont aussi dépendantes des parcours individuels (origines sociales, capital culturel, type d'engagement politique,…), et de la position du témoin au sein de la société actuelle. Ainsi, en décortiquant chaque témoignage, on peut s'apercevoir d'une forte hétérogénéité à l'intérieur de ces mémoires emblématiques. Selon la personne concernée, la déformation a posteriori, le subjectivisme, le retour critique sont plus ou moins importants. Comparons le récit d'Hernán Ortega à celui d'Edmundo Jiles. Le premier est aujourd'hui toujours militant PS et surtout, c'est un responsable politique ayant participé au gouvernement de la Concertation (en place depuis 1990). Depuis cette position de pouvoir, il cherche à établir un bilan hautement positif de son action en tant que dirigeant du Cordon industriel Cerrillos. Il justifie, par la même, les valeurs politiques, la place sociale et les responsabilités qu'il possède actuellement. Au contraire, le récit d'Edmundo Jiles, aussi syndicaliste de Cerrillos, est beaucoup plus mesuré et autocritique. Nous pouvons expliquer cette approche par le fait que ce dernier a toujours eu une posture distanciée quant à l'action des partis politiques : il n'a jamais été affilié à l'un d'eux et il critique leur récupération du mouvement social. De plus, aujourd'hui, Edmundo Jiles continue à travailler, à la base, avec des syndicats de la zone de Cerrillos et vit dans des conditions socio-économiques difficiles. Pourtant, il cherche lui aussi à valoriser positivement son engagement puisque, selon lui, le Cordon Cerrillos et le Commando communal Renca - deux organisations auxquelles il a participé - auraient été les organismes les plus importants de pouvoir populaire. En fait, la tentation permanente du témoin est de surdimensionner le rôle de son parti ou de son organisation sociale cherchant ainsi à justifier son action personnelle passée. Autre remarque, il semble (mais cela reste à vérifier sur un échantillon plus important) que les processus d'altération et de retour critique, soient plus limités parmi les personnes ayant eu de hautes responsabilités et qui sont toujours militants (tels que Patricio Palma, par exemple).

Enfin, au-delà de la polysémie, les récits de vie du pouvoir populaire possèdent un autre point commun. Quelles que soient les options politiques des uns et des autres, cette mémoire emblématique valorise, aujourd'hui, le potentiel qu'aurait pu incarner le « pouvoir populaire »,

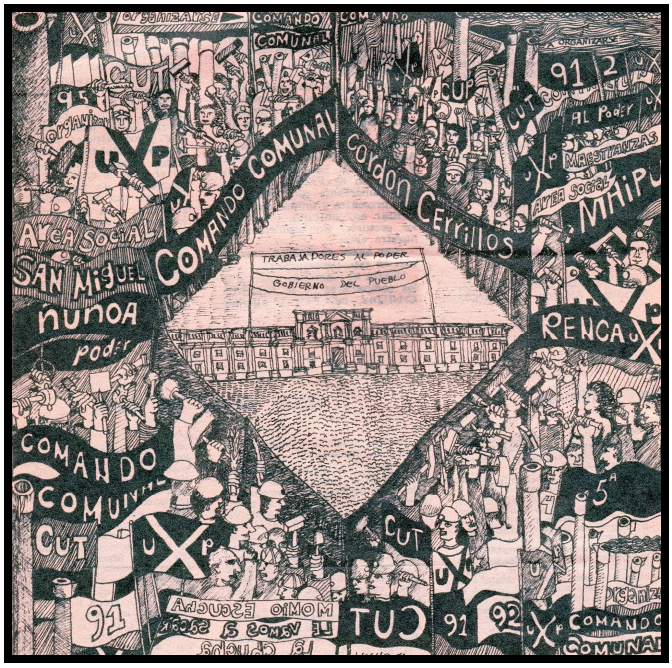
---

[2258] P. Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000.

afin de dépasser les difficultés qu'a connues la « voie chilienne au socialisme ». Il s'agit d'un trait essentiel de cette mémoire militante. De même, on perçoit dans les témoignages une forte charge émotive et une nette valorisation de l'image de Salvador Allende, quoique le décrivant parfois comme trop « mou » (*blando*) face à la réaction. Enfin, les acteurs interrogés insistent généralement pour raconter la richesse de l'expérience vécue, la justesse du combat collectif mené, les nombreux apports de la sociabilité militante de cette époque et l'importance du bilan à tirer en vue de la construction de nouveaux projets d'émancipation pour le XXI° siècle.

CONCLUSION GENERALE

Le « pouvoir populaire » urbain, une clef pour comprendre la dynamique du mouvement social chilien



Dessin apparu dans *Chile Hoy,* Santiago, 7 de diciembre de 1972

« *Ce qui parait hors de conteste est que jamais aucun historien ne sera capable de raconter l'histoire de notre siècle sans l'enfiler sur "le fil des révolutions" ; mais ce conte, puisque sa fin reste cachée encore, dans les brumes du futur, n'est pas fait pour être dit encore* ».

Hannah Harendt, *Essai sur la Révolution*, Paris, Gallimard, 1985, p. 378.

« Cordons industriels », « participation des travailleurs », « ravitaillement direct », « contrôle ouvrier », « Commandos communaux », « JAP » : voici quelques-uns des ingrédients du processus sociopolitique que j'ai tenté d'analyser, afin de redonner toute sa dimension au pouvoir populaire chilien. Sans prétendre avoir fait un tour exhaustif de la question - tant cette problématique est riche et laisse de nombreux champs d'investigation à défricher – j'ai pu ainsi dresser une fresque des luttes sociales en milieu urbain de l'expérience chilienne. Et, par la même occasion, faire ressurgir certains des « trésors perdus » (pour paraphraser Hannah Arendt) de cet épisode fondamental de l'histoire du vingtième siècle. Il s'agit là d'un phénomène central, et trop souvent laissé de côté au sein de l'océan bibliographique consacré aux mille jours du gouvernement Allende. Pour ce faire, j'ai dû opérer des choix, parmi les différentes écoles épistémologiques, qui se sont aventurées sur ce terrain. A rebrousse-poil des courants académiques latino-américanistes dominants[2259], mon pari a été de m'appuyer principalement sur une orientation générale de type matérialiste critique et d'insister sur les actions collectives qui ont marqué cette période. Cette approche a été envisagée sur la base d'une étude en science politique ouverte, multidisciplinaire et incluant de multiples auteurs, venus d'horizons intellectuels variés. Au terme de ce travail, et après avoir parcouru des centaines d'articles, de livres, d'archives et de témoignages, je ne regrette pas d'avoir pris cette orientation[2260].

Refusant l'idée d'une neutralité axiologique absolue mais motivé par une recherche de sources sérieuse, il s'agissait de faire avancer notre connaissance du mouvement social chilien au début des années soixante-dix. Ce grain de sable apporté à l'édifice, j'ai voulu le resituer dans le sillage des autres expériences latino-américaines et mondiales de « pouvoir populaire constituant », ou encore de « dualités de pouvoirs ». C'est-à-dire qu'il a fallu déterminer, dans quelle mesure au sein de « la voie chilienne au socialisme », le mouvement social intervient et chamboule l'arène du pouvoir politique, par des formes novatrices de participation populaire. L'objectif assumé ici, a également été de remettre en cause certaines visions ésotériques et images mythiques qui existent encore à propos du pouvoir populaire et du gouvernement dirigé par Salvador Allende. Cherchant à éviter de nouvelles interprétations réductionnistes, cette

---

[2259] Voir J. Petras, « The defection of the critical intellectuals », *Latin American Perspectives*, Vol. 20, N° 2, 1993, pp. 97 – 110.

[2260] Ainsi, je ne partage pas la conclusion de la sociologue Ingrid Seguel-Bocarra qui, dans son analyse des « passions politiques » de l'Unité populaire, croit pouvoir affirmer, catégoriquement, l'impossibilité d'une étude de cette période en termes de « luttes de classes » (I. Seguel-Boccara, *Les passions politiques au Chili durant l'Unité populaire (1970-1973) : un essai d'analyse systémique*, Paris, L'Harmattan, 1997).

recherche lève le voile sur une dynamique contradictoire et diachronique entre l'action du gouvernement et un pouvoir populaire encore hésitant. Ainsi, l'enjeu de ce doctorat a été de décrypter la teneur des relations entre cet exécutif de gauche et le mouvement social ; entre l'autonomie relative du champ des mobilisations collectives et leur canalisation par les partis ou l'appareil étatique ; entre la logique de la lutte des classes et la volonté du gouvernement de suivre le « temps institutionnel » et, finalement, de porter attention à l'articulation entre espace politique et société civile. Les témoignages recueillis, comme les archives consultées, montrent qu'au sein de cette période d'affrontements sociaux et de bouleversements des hiérarchies, ont surgi diverses tentatives de pouvoir populaire constituant. C'est précisément là que se situe la véritable originalité du processus chilien, son essence transformatrice et sa force historique : ceci, bien au-delà de la spécificité chilienne de la transition au socialisme (en fait directement issue de postulats inspirés de la guerre froide) ou d'une supposée stabilité intangible des institutions démocratiques.

En désirant mettre l'accent sur ces données originales, qui prennent racine dans le tourbillon du mouvement ouvrier et dans le coeur des *poblaciones*, est apparue presque comme une évidence, la nécessité de recourir aux archives écrites, mais aussi aux souvenirs des acteurs de l'époque. L'intérêt d'une telle démarche, désormais reconnue au Chili[2261], m'a incité à aller voir un peu plus loin. Une volonté qui, de fil en aiguille, a débouché sur ce travail, fruit de plusieurs années de recherche doctorale, passées entre ce pays andin et la France. Et, à parcourir les diverses facettes de cette ébullition collective qui a mobilisé quelques dizaines de milliers de salariés, *pobladores* et militants de gauche, on peut voir poindre une nouvelle géographie sociopolitique de l'Unité populaire. Dans ce panorama qui s'est déroulé sous nos yeux, une étoile a brillé plus fortement que d'autres : celle des Cordons industriels. Assurément, « *le thème des Cordons industriels fait référence à une des expériences les plus importantes et réussies de l'Unité populaire, en se rapprochant peut-être d'une des utopies la plus réalisée du socialisme chilien : celle où les travailleurs se construisirent en tant qu'acteur historique doté d'une forte responsabilité économique et politique collective, au sein du processus en marche. Les Cordons constituent, ainsi, un thème central de l'expérience*

[2261] A propos de notre livre de témoignages sur le pouvoir populaire (F. Gaudichaud, *Poder Popular y Cordones industriales*, *Op. Cit.*), les historiens M. Garcés et S. Leiva notent qu'il offre au lecteur une vision renouvelée du processus de l'UP et l'opportunité de comprendre ce qui se trame à la base de la société (voir M. Garcés D., S. Leiva F., "Perspectivas de análisis de la Unidad Popular: opciones y omisiones", *Educación y Comunicaciones*, Santiago, Informe de Avance, octubre de 2004).

chilienne de l'Unité populaire et configure l'une de ses plus grandes particularités"[2262]. Apparus la plupart du temps en périphérie des grandes villes, ce sont des organismes territoriaux de coordination de classe, regroupant les syndicats de plusieurs entreprises d'une zone urbaine spécifique, avec pour but immédiat la concrétisation de revendications telles que l'extension du secteur nationalisé, le contrôle ouvrier de la production, l'autodéfense des usines, l'augmentation des salaires ou encore, à moyen terme, le remplacement du « *Parlement bourgeois* » par une « *Assemblée populaire* » et l'instauration d'une nouvelle architecture institutionnelle, basée sur des conseils populaires communaux et provinciaux.

Mais qu'ont-ils vraiment été ces Cordons industriels, au-delà de leur immense charge symbolique, qui éclabousse encore les imaginaires collectifs ? Et ces divers organes de pouvoir populaire, quelle est leur logique réelle et quelles sont leurs limitations, leurs contradictions ? C'est ce que j'ai tenté d'élucider et, en terminant cet ouvrage, il apparaît clairement que la notion de pouvoir populaire est un concept qui possède une multiplicité de significations et d'applications concrètes, suivant les secteurs sociaux et politiques qui s'en sont réclamé. On pourrait d'ailleurs parler, sans se tromper, *des pouvoirs populaires* (au pluriel). Les appréhender dans la réalité chilienne du début des années soixante-dix est une tâche toujours difficile, si on veut restituer cette polymorphie. Au fil de ces pages, se sont pourtant dessinés plusieurs « *paysages de la vérité* »[2263], dont il faut désormais tirer le bilan, esquisser les contours et définir les lignes de forces essentielles.

I) Les « *hoquets du temps brisé* » de la dynamique du mouvement social urbain : les trois périodes du pouvoir populaire

Lors de la présentation problématique générale, j'ai noté la présence d'une respiration saccadée, accidentée des processus révolutionnaires et avancé l'idée, qu'il serait nécessaire de déceler ce rythme en ce qui concerne le pouvoir populaire urbain. Qu'en est-il au juste ? Indéniablement, la discordance des temps sociaux et politiques du processus de l'Unité populaire est une donnée clef. Durant cette période, s'affirme nettement ce que le philosophe Daniel Bensaïd nomme les « *hoquets du temps brisé* » du conflit social[2264]. De l'élan issu de la participation des travailleurs dans le secteur nationalisé, orientée par le gouvernement, au débordement des directions partisanes de gauche ; de la crise de l'appareil syndical jusqu'à

[2262] M. A. Illanes, *La Batalla de la memoria*, *Op. Cit.*.
[2263] M. Löwy, *Paysages de la vérité. Introduction à une sociologie critique de la connaissance*, *Op. Cit.*
[2264] D. Bensaïd, *La discordance des temps*, Paris, Les éditions de la Passion, 1995.

l'apparition des Cordons industriels ; des essais de ravitaillement direct des quartiers périphériques à la mobilisation de certains *campamentos,* on assiste à divers soubresauts d'auto-organisation et à plusieurs éclairs autogestionnaires. Cette "épopée" du mouvement social représente une bataille collective menée dans des conditions (locales, nationales et mondiales) adverses. Les récits de vie permettent de restituer la dimension microsociale de ces luttes et entrevoir, ainsi, ce qui s'est passé dans une usine, un syndicat ou lors de l'assemblée d'un Cordon industriel. Bref, de comprendre de quelle manière l'action collective et les parcours militants se sont combinés avec l'affrontement politique global. Il y donc plusieurs niveaux d'analyse nécessaires, si l'on veut restituer toute la logique dialectique du mouvement social et des débats qui traversent la gauche[2265].

Globalement, cette dynamique peut-être divisée en plusieurs périodes, au cours desquelles s'affirment des conceptions politiques différentes, voire asymétriques, de participation des classes dominées au processus du changement social. De façon permanente, c'est la question de l'interface, de cet aller-retour diachronique, entre le mouvement social et un gouvernement qui cherche à représenter les intérêts des couches populaires mobilisées, qui est posée. Cette articulation détermine, dans une large mesure, le rythme de développement et de reflux, en quelque sorte la respiration, des essais d'auto-organisation ouvrières et *pobladores*. Ainsi, on butte continuellement sur la problématique de la direction politique offerte par les structures partisanes de gauche, aux secteurs sociaux qui se lancent dans l'action collective, tout en se reconnaissant comme partie prenante du projet socialiste. Car, « *tout mouvement social pose le problème du rapport entre un secteur porteur de capacités de transformation et la masse populaire qui est animée d'une profonde tendance à la révolte, alors même que son émancipation est bloquée par un processus de soumission à l'idéologie dominante. La progression d'une dynamique de changement déclenchée par des catégories sociales opprimées dépend de l'articulation qui s'instaure entre l'appareil politique qui oriente le mouvement et les couches populaires en lutte* »[2266].

Au Chili d'Allende, l'appareil politique qui accompagne les mobilisations sociales est, avant tout, représenté par les partis qui composent l'UP (principalement le PC et le PS) : des organisations politiques qui, désormais, contrôlent l'exécutif étatique, une partie du Parlement

---

[2265] Voir de Peter Winn : « Oral history and the factory study: new approaches to labor history », *Latin American Research Review,* Vol. XIV, N° 2, 1979, pp. 130-140 et « Loosing the chains labor and the chilean revolutionnary process: 1970-73 », *Latin American Perspectives*, N° 3, Vol. 8, 1976, pp. 70-84.
[2266] C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana, Op. Cit.*, p. 34.

(mais sans atteindre la majorité) et toujours une large fraction du syndicalisme et du mouvement *pobladores*. Ces partis s'appuient - et même favorisent par leur politique de reformes progressistes - sur des luttes sociales qui explosent littéralement dans tout le pays. Parallèlement, l'objectif tactique de la gauche gouvernementale est de réussir à canaliser les agents sociaux mobilisés autour du programme "étapiste" de la « révolution pacifique ». Ceci tandis que le chemin pris par les actions collectives s'engage dans un cours ascendant, extrêmement difficile à contenir dans de telles limites. Ainsi, comme dans la plupart des phénomènes prérévolutionnaires, ce petit « pays allongé » du Cône sud, connaît une dynamique de débordement, non seulement des partis de gauche, mais aussi de l'ensemble des systèmes de représentation politique et de médiation sociale. On décèle une différenciation progressive entre le mouvement social et les partis de gauche. Et finalement, au cours de ces mille jours, se chevauchent des formes de « pouvoir populaire institutionnalisé » (contrôlé par l'Etat et le gouvernement), avec diverses déclinaisons de « pouvoir populaire constituant », jaillis de la base. Pour résumer, on peut dégager trois grandes périodes successives[2267].

La première phase va de l'élection d'Allende jusqu'à la grande grève menée par l'opposition et le patronat, en octobre 1972. Elle est marquée par une forte identification entre l'UP et sa base sociale. Le gouvernement s'appuie résolument sur le salariat organisé et favorise des mobilisations collectives, massives et enthousiastes, dans tout le pays. Il lance un programme vigoureux de réformes, de redistribution des richesses et met fin à la répression étatique contre les mouvements sociaux (qui a caractérisé les exécutifs antérieurs). C'est la notion de participation institutionnalisée qui prime : comités de l'Unité populaire, juntes de ravitaillement (JAP), système de participation des salariés dans le secteur nationalisé, comités de surveillance de la production pour le privé. Il s'agit d'une participation impulsée et dirigée depuis l'Etat et qui reste restreinte à certaines couches sociales spécifiques, sur lesquelles le gouvernement cherche à s'appuyer en priorité.

Rapidement, plusieurs initiatives de ce type ont tourné cours. C'est le cas des comités de l'Unité populaire qui périclitent faute d'un projet politique concret, au-delà des élections présidentielles. D'autres ont montré leurs limites, comme les JAP, qui malgré leur contribution au combat contre le marché noir, restent sans pouvoir exécutif réel ; ou tels les comités de surveillance du secteur privé, qui ne se sont jamais vraiment mis en place, de peur de s'attirer

[2267] Jorge Magasich dégage lui aussi trois étapes dans l'Unité populaire, notre travail n'a - à ce sujet - fait que confirmer son analyse (voir J. Magasich, *Pouvoir formel et pouvoir réel au Chili 1972-1973*, Université Libre de Bruxelles, Faculté de philosophie et lettres, Mémoire de Licence d'histoire, 1980).

les foudres de la petite et moyenne bourgeoisie. Fondamentalement, le projet de l'UP possède de nombreux traits de productivisme (ou « d'économicisme »), dans le sens où il insiste davantage sur la « bataille de la production », que sur l'importance de la praxis participative de l'ensemble des classes populaires : ce que l'historien Gabriel Salazar désigne, de manière volontairement provocatrice, comme un projet de « *réformes pour le peuple, sans le peuple* ». L'une des mesures phares prise par l'UP, en faveur d'une transformation progressive des relations sociales de production, a été d'implanter un système de cogestion dans les entreprises nationalisées, en accord avec la CUT et en s'appuyant sur les dirigeants syndicaux. La constitution (et l'extension) de "l'Aire de propriété sociale" est l'une des pierres de touche de cette période, puisqu'elle accentue le contenu et la radicalité des conflits entre capital et travail, en même temps qu'elle débute un processus d'appropriation sociale de la sphère productive au profit des salariés. Dans ces usines, pour la plupart de grande taille, on a pu décrire au travers de cas concrets, les atermoiements d'un mouvement ouvrier qui n'apparaît pas véritablement préparé pour assumer cette transformation. D'ailleurs, comme je le montre au chapitre cinq, ce système de participation est marqué par des *formes d'hétérogestion* et se limite, la plupart du temps, à des questions productives délimitées au sein des "quatre murs de l'usine" : des données éloignées de la geste autogestionnaire voulue par les militants ouvriers et qui, d'une certaine manière, renvoient aux difficultés du phénomène bureaucratique, maintes fois rencontré dans l'histoire du mouvement ouvrier international[2268]. De même, l'épineuse question de la propriété de ces moyens de production étatisés n'a jamais été résolue par le gouvernement, qui a dû affronter un Parlement hostile et un appareil judiciaire qui lui refuse le droit de nationaliser, malgré les sommes fabuleuses déboursées par l'Etat pour indemniser patronat et actionnaires. Pourtant, à l'instar d'autres expériences historiques de ce type, la forte mobilisation politique, l'enthousiasme que provoque chez les salariés les appels d'Allende à la participation permettent, dans certains cas, que les limites du système et l'extrême lenteur de sa mise en place soient partiellement dépassées[2269]. Cela est particulièrement vrai dans les usines ayant une solide expérience de luttes syndicales et, où militent des ouvriers de la gauche dite "rupturiste" (aile gauche du PS et du MAPU, Gauche chrétienne, MIR, etc).

[2268] Voir F. Iturraspe, *Participación, cogestión y autogestión en América Latina*, Caracas, Ed. Nueva Sociedad, 1986 et A. Zimbalist, « The dynamic of worker participation: an interpretative essay on the chilean and other Experiences », *Administration and Society*, *Op. Cit.*

[2269] J. Petras, H. Veltmeyer, "Autogestión de trabajadores en una perspectiva histórica", *Produciendo realidad. Las empresas comunitarias*, Buenos Aires, Ed. Topia – La Maza, Colección Fichas, 2002, pp. 53-62 et A. Zimbalist (comp.), *Case studies on the labor process*, New York, Monthly Review Press, 1979.

Progressivement, l'énergie libérée par cette « révolution par en bas » s'étend, par capillarité, depuis les secteurs ouvriers les plus organisés jusqu'aux couches populaires subalternes. L'extension de l'action collective à un sujet social toujours plus ample se retourne contre le projet de réformes institutionnelles et graduelles de l'UP. Car la gauche parlementaire, en préconisant une alliance avec une partie du patronat (dénommé « bourgeoisie nationale »), a été poussée à exclure d'importantes couches sociales défavorisées de son programme de participation. En effet, les nombreux avantages du pouvoir populaire institutionnalisé se cantonnent, de manière stricte, aux travailleurs intégrés (et relativement privilégiés) du secteur public. Ainsi, la politique de l'UP tend à accentuer la forte hétérogénéité existante au sein des classes populaires, alors que les salariés des petites et moyennes industries et les *pobladores*, historiquement exclus de la direction des superstructures syndicales et partisanes, s'engouffrent dans la brèche ouverte par la gauche. Il y a là un hiatus sociopolitique, qui va laisser un espace béant, dans lequel vont éclore et se développer diverses formes de pouvoir populaire constituant. Les dirigeants syndicaux des moyennes entreprises laissées dans le privé par le gouvernement, des *pobladores* liés à l'aile rupturiste de la gauche, des militants souvent jeunes et critiques envers leurs directions politiques, deviennent les têtes de file d'un mouvement où s'entremêle, de manière féconde, rénovation générationnelle des identités militantes et radicalisation politique de la société civile. Indéniablement, cette impulsion a pour base objective une modernisation accélérée (présente à l'échelle continentale depuis le début des années soixante) de forces productives, qui se trouvent de plus en plus à l'étroit dans le cadre de relations sociales de production, archaïques et très souvent paternalistes.

La seconde respiration du pouvoir populaire prend son souffle avec la grève d'octobre 1972, pour finir en juin 1973. Le trait essentiel de cette étape est le surgissement d'organisations indépendantes de l'exécutif, telles que les Cordons industriels et, dans une moindre mesure, les Commandos communaux ainsi que divers comités, liés au mouvement *pobladores*. Néanmoins, cette étape souligne avec force que le mouvement *pobladores* est une partie essentielle du pouvoir populaire urbain. Plusieurs expériences collectives menées par ces agents sociaux montrent l'importance de leurs mobilisations et comment ils parviennent à interpeller l'Etat central sur leur situation en ce qui concerne le transport, le logement, la santé, etc. Le cas du *campamento Nueva La Habana* est à ce titre symbolique, même s'il reste exceptionnel. Cette tentative de "village autogéré" représente un embryon de pouvoir populaire constituant local. Par contre, à l'image des autres secteurs du mouvement *pobladores*, ce *campamento* n'a pas vu l'éclosion d'une véritable « révolution culturelle » et ses habitants

restent insérés dans une relation verticaliste dans leurs rapports avec les cadres du MIR. Quant à l'apparition des Commandos communaux, si elle confirme la tendance à l'unification des classes dominées (qui s'accélère durant la grève d'octobre 1972), il apparaît que leur praxis réelle est largement mythifiée.

A partir de la mi-1972, la toile de fond avec laquelle doit composer l'Unité populaire est celle d'une grave crise économique où s'autoalimentent inflation et marché noir, consciemment organisés par la bourgeoisie et l'opposition. Les classes dominantes, après avoir centré leurs attaques sur le gouvernement, se préparent à mettre en place une « ligne de masse » et à agir résolument en dehors du cadre institutionnel. Produit de cette accumulation de tensions, se dessine une inquiétante division au sein du gouvernement, entre un secteur « rupturiste » et un pôle plus modéré. Le phénomène apparaît avec éclat à l'occasion de l'assemblée de Concepción, durement condamnée par Allende et le PC, têtes de file de l'aile gradualiste de la gauche. Mais, c'est surtout le déphasage croissant entre d'un côté, le gouvernement, les directions des partis et, de l'autre, les salariés et certains militants de base, qui signe la crise de représentation que vit l'ensemble de la gauche historique.

La montée en flèche des mobilisations ouvrières ne pouvait manquer de faire trembler la CUT, même si celle-ci parvient à maintenir une stabilité de façade lors des élections syndicales nationales de mai 1972. Face à la rapide offensive de l'opposition, aux difficultés croissantes du gouvernement Allende (attaqué depuis l'intérieur du pays, mais aussi par l'impérialisme), à l'intégration étatique croissante de la CUT, certaines fractions du mouvement social recherchent de nouvelles formes d'expression autonomes. « L'Octobre chilien » est, en ce sens, une véritable épreuve du feu. On assiste à un sursaut d'auto-organisations multiples, où se combine l'activité de plusieurs couches sociales, dans un grand élan destiné à défendre le gouvernement contre les attaques du patronat, mais aussi qui bouscule le processus bien au-delà des limites du programme de la gauche parlementaire. Le système institutionnel dans lequel s'est progressivement enlisée l'Unité populaire apparaît tout à coup obsolète. Le gouvernement et la CUT sont comme paralysés face à la vigueur de l'offensive et du fait de la faiblesse de leurs moyens légaux. Et c'est essentiellement depuis la base, que surgit la résistance, donnant - temporairement - une consistance aux consignes de pouvoir populaire, agitées par le pôle « rupturiste ».

Au niveau de l'industrie, ces coordinations de caractère horizontal répondent massivement au boycott patronal, par une vague d'occupations d'usines et, dans certains cas, par une remise en route de l'appareil productif sous contrôle ouvrier. Cette autodéfense ouvrière entre en

adéquation avec la mobilisation au sein des entreprises de l'Aire de propriété sociale. Ainsi, plusieurs *Cordons en soi*, existant dans le paysage urbain des grandes villes, s'auto-organisent sur des bases politiques et tentent de se forger en tant que *Cordons pour soi*. Ils sont le résultat « *d'un ensemble de processus moléculaires d'unification interne du mouvement ouvrier* », qui dépasse le caractère corporatiste des syndicats et la division sociale du travail[2270]. Ils questionnent également la faiblesse de l'organisation territoriale de la CUT et opèrent la fusion des activités politiques et économiques de la classe ouvrière, pour donner un contenu plus adapté à la teneur du conflit en cours. C'est particulièrement le cas du Cordon Cerrillos-Maipú. En effet, la commune de Maipú a accumulé des facteurs propices à une solide expérience de classe, qui explique que c'est dans cette zone de la capitale, que naît le plus puissant « Cordon de la révolte » du pays. Plus largement, l'histoire des Cordons industriels fait référence à une prise de conscience jaillie des périphéries urbaines, qui, par ricochets, favorise au sein des quartiers riches, une véritable psychose de l'encerclement (géographique mais aussi social), habilement alimentée par la presse d'opposition. Ce mouvement collectif rappelle que la construction de la classe ouvrière est le produit de rapports sociaux conflictuels, fait de luttes multiples, où s'entrecroisent valeurs morales, expériences quotidiennes, *ethos* politiques, avec des facteurs davantage structurels, tels la composition du capital ou la division du travail d'un secteur économique donné.

Durant "l'octobre rouge", la décentralisation de l'activité politique est telle, la dynamique de socialisation des actions collectives si importante que, de sujets passifs au sein d'un processus de réformes par étapes, des pans entiers des couches dominées passent « *à la condition de sujets déterminants dans le monde matériel et social qui les entourent* »[2271]. La logique de participation institutionnalisée de l'UP, limitée à certains secteurs sociaux, est remplacée par un fleurissement de tentatives tous azimuts de pouvoirs populaires constituants. L'autonomisation sociale sourde de toute part, et, plus que jamais, le jeu politique institutionnel ne représente pas immédiatement la teneur des conflits sociaux. Cependant, après chaque mobilisation de ce type, les organes embryonnaires de pouvoir populaire se trouvent pris entre leur fidélité à Allende (qui leur demande de respecter ses engagements institutionnels) et le désir de maintenir la pression sociale pour faire avancer la transition. Cette indécision les entraîne dans une période de reflux, de démobilisation, alimentée, qui plus est, par les

[2270] L. Cruz Salas, "Estado, partidos y movimiento obrero" in *Para recuperar la memoria histórica. Frei, Allende, Pinochet*, Santiago, Ed. ChileAmerica – CESOC, 1999, pp. 410-411.
[2271] G. Smirnow, *Le développement de la lutte pour le pouvoir pendant l'Unité populaire*, *Op. Cit.*, p. 85.

nombreuses divisions de la gauche. Comme l'explique Hugo Cancino, « *la formation des Cordons industriels a été un processus dépendant de la corrélation de forces existantes à l'intérieur de la gauche et, de plus, des alignements de tendances à l'intérieur des partis de l'UP, en particulier du PS, qui encourageait le développement du pouvoir populaire. Les contradictions inter-partisanes et intra-partisanes au niveau national, local et même sectoriel se projetaient dans les Cordons et les autres organisations de pouvoir populaire* »[2272]. Rapidement, le gouvernement reprend le contrôle de la situation et canalise sa base militante, très active dans les embryons de pouvoir populaire. Allende adopte alors une instable position de modérateur des conflits sociaux, s'engage dans d'interminables négociations avec la Démocratie-chrétienne (toujours plus droitière) et cherche à freiner les options de pouvoir populaire constituant, dans la mesure où elles remettent en cause son programme initial. Cette tactique passe également par l'intégration croissante de l'appareil syndical à l'Etat et par une invitation pressante faite aux forces armées, afin que ses plus hauts officiers s'investissent dans la gestion gouvernementale. Assumant, tant bien que mal, ce rôle d'arbitre *sui generis* du conflit social, la fraction modérée de l'UP – surtout le PC – condamne vigoureusement le « gauchisme » des occupations d'usines, tout en accusant le MIR d'en être l'instigateur. Pourtant, le camarade-président a également l'intelligence et la finesse politique de reconnaître le rôle essentiel joué par l'auto-organisation du mouvement social, louant notamment les Cordons industriels pour leurs actions décisives dans la défense de l'exécutif. Soufflant le chaud et le froid, l'Unité populaire nationalise à tour de bras, nomme des *Interventores*, en même temps qu'elle abandonne au secteur privé les salariés de nombreuses entreprises occupées, jugées « non stratégiques ». On retrouve la même logique "d'entre-deux" en ce qui concerne le thème du ravitaillement et les relations de l'exécutif avec le mouvement *pobladores*. D'où les nombreuses marches et barricades des Cordons industriels face au projet Prats-Millas, les mobilisations de *campamentos* dans le centre de la capitale et en province, ou encore, l'apparition de Commandos de ravitaillement direct, destinés à dénoncer le manque de contrôle gouvernemental sur la sphère de la circulation des marchandises.

Cette dynamique de balancier qui laisse insatisfaites de nombreuses revendications populaires, mais ne rassure pas pour autant les couches moyennes et supérieures de la société, se reproduit durant la troisième période du pouvoir populaire, c'est-à-dire à partir de la tentative de putsch de juin 1973 (le *tancazo*). A cette date, la contre-révolution est déjà en

[2272] H. Cancino, *Op. Cit.*, p. 339.

marche : la figure tutélaire du militaire devient omniprésente à tous les niveaux et le rapport de force général se dégrade considérablement pour les militants de gauche et le mouvement social. La gauche parlementaire ne désire toujours pas appuyer un pouvoir populaire, qui pourrait faire surgir une dualisation par rapport aux institutions en place (comme le réclame le MIR). Le débat sur le pouvoir populaire est alors à son apogée et l'ensemble des organisations politiques du pays reconnaît sa puissance potentielle, soit pour le condamner au nom du danger de la « dictature marxiste », soit pour tenter d'en canaliser la force. Plus que jamais, les Cordons industriels possèdent une image déformée, démesurément grossie sur la scène politique nationale, sans commune mesure avec leurs capacités de mobilisation réelles. On peut à ce propos parler d'une importante surestimation des capacités concrètes du pouvoir populaire, largement alimentée par certains journaux proches de la gauche rupturiste.

Car, malgré un répertoire d'action collective ample et diversifié ou certaines journées de mobilisations exceptionnelles, comme celles de juin et juillet 1973, le pouvoir populaire urbain se maintient à un stade élémentaire. Même les Cordons industriels ne possèdent pas d'organisation permanente et démocratique, basée systématiquement sur des délégués élus en assemblée, représentant les centaines de milliers de salariés de leur zone. Une telle description de « soviets à la chilienne », que l'on trouve chez plusieurs auteurs, tient de l'interprétation fantasmagorique[2273]. En fait, la participation politique de la majeure partie de la classe ouvrière et du mouvement social urbain a été garantie seulement dans des conjonctures déterminées et défensives (grève d'octobre, *tancazo*). A chaque fois, le hiatus entre les directions des partis ouvriers historiques et la praxis du mouvement social saute aux yeux. Mais, une fois la situation stabilisée, la grande majorité des salariés réintègrent l'orientation gradualiste du gouvernement, qui représente toujours l'espoir. Entre temps, les activités des organes de pouvoir populaire sont assurées par quelques minorités actives, quelques dizaines d'individus, souvent eux-mêmes compromis politiquement avec les partis gouvernementaux. Dans ces conditions, la structuration de « Commandos communaux de travailleurs », articulant un large bloc social et prêts à prendre en charge démocratiquement la gestion d'une commune, voire d'une province, n'a été qu'un rêve éveillé. Les Cordons industriels, dans la capitale comme en province (et malgré de riches expériences comme à Constitución), ne concernent qu'une fraction minoritaire du mouvement ouvrier. Ils possèdent un développement inégal, caractérisé

[2273] C'est le cas de Maurice Najman, pour qui « *ce sont ces organisations, véritables « auto gouvernements » locaux, que la bourgeoisie dénoncera, les traitant à juste titre de « soviets »* » (M. Najman, *Le Chili est proche*, *Op. Cit.*, p. 22).

par leur déficience organique et un déficit constant en termes de représentativité de l'ensemble du salariat. Les caudillismes militants, les pratiques substitutionnistes et élitistes des partis, affectent profondément la dynamique démocratique du pouvoir populaire. Et la distanciation symbolique, culturelle, les conceptions paternalistes entre dirigeants et ouvriers, entre cadres militants et *pobladores*, entre hommes et femmes, sont des données essentielles au moment d'envisager les entraves à la participation populaire de cette période.

Ainsi, les divisions historiques du mouvement social urbain (à l'intérieur de la classe ouvrière, entre le mouvement ouvrier et les *pobladores*, entre militants et base sociale) sont, malgré tout, restées la norme. Les essais de coordination provinciale ont été trop tardifs et court-circuités par les divisions de la gauche et, particulièrement, par un débat sans fin sur la relation houleuse entre la CUT et les Cordons. Depuis l'extérieur de l'UP, le MIR participe activement, et dans la mesure de ses moyens, aux mobilisations du pouvoir populaire. Avec enthousiasme, ses partisans cherchent à construire un « pouvoir dual », qui serait la cellule de base de la nouvelle société à venir, de manière indépendante et opposées aux institutions oligarchiques en place. Le MIR a pourtant largement sous-estimé l'importance des initiatives de centralisation des Cordons industriels, leur refusant toute caractéristique potentielle de dualité de pouvoir. En transposant mécaniquement le caractère d'organes de pouvoir dual à d'hypothétiques Commandos communaux, le MIR (comme le PC d'ailleurs), a prétendu résumer la fonction des Cordons industriels à celui d'un syndicalisme de classe territorial. Restée minoritaire, l'organisation de Miguel Enríquez a longtemps espéré qu'Allende « gauchirait » sa politique et c'est ainsi positionné dans le champ politique comme une force de pression sur l'exécutif, en s'alliant au sein du mouvement social aux secteurs rupturistes de l'UP, mais aussi - parfois - en acceptant de se subordonner à leur politique (comme c'est le cas durant les élections parlementaires de 1973). Parallèlement, l'appareil de la CUT cherche à absorber sous sa coupe les Cordons industriels, pendant que les dirigeants communistes multiplient les manœuvres pour réussir à les arracher des mains du PS et des « gauchistes ». Le PC, première force politique du mouvement ouvrier, a longtemps ignoré la légitimité des revendications des Cordons industriels, voire a cherché à les affaiblir et à les diviser consciemment (sans toujours y parvenir). Apeuré par une dynamique libertaire qu'il ne contrôle pas, le parti fondé par Luís Emilio Recabarren n'a pas su intégrer le rôle clef de cette dimension du mouvement social, qui lui est apparue comme étrangère à sa conception monolithique de l'orientation du mouvement social. L'attitude du PS, quant à elle, a été beaucoup moins claire. Héritage de son histoire de parti-mouvement polyclassiste, cette organisation a progressivement

pris la tête de nombreux organes de pouvoir populaire, grâce à de jeunes militants issus de certains comités régionaux très engagés, qui radicalisent leurs discours, non sans une bonne dose d'opportunisme. Cependant, cette progression à la base, ne débouche pas au sein du parti sur la constitution de tendances politiques organisées, capables d'être les porte-voix constitués du pouvoir populaire au sein de la gauche. De là, la posture vacillante des dirigeants socialistes des Cordons : ils sont très investis en faveur du pouvoir populaire, critiquent parfois durement leur gouvernement (pourtant déjà chancelant), mais dans les moments clefs de la lutte des classes, ils sont les principaux modérateurs des ardeurs politiques des salariés, ceci afin de les ramener coûte que coûte dans le giron allendiste.

Pour conclure, au cours de ces trois temps discordants du pouvoir populaire, se trouve - en filigrane - la relation dialectique entre ce que certains auteurs ont nommé « *la révolution par en bas* » (il s'agit en fait de l'auto-organisation des secteurs populaires), et la politique de réformes du gouvernement Allende. Avec cette étude, je crois avoir montré qu'il ne s'agit pas d'une dichotomie simple, ni d'un processus réifié, cristallisé. Si le concept de « *révolution pas en bas* » a effectivement permis de faire avancer notre vision, en attirant l'attention des chercheurs sur ce qui se trame à la base de la société, on ne peut l'envisager isolément, séparé de son contexte et de ses relations organiques avec l'UP. Il s'agit donc bien « *d'un processus de lutte révolutionnaire qui surgit des conditions même de la « révolution prisonnière »* », ainsi que le pressentait l'historienne M. A. Illanes[2274]. Sans aucun doute, cette relation tumultueuse entre le gouvernement, l'UP et le mouvement social est celle qui, dans un premier temps, a permis de faire avancer la redistribution des richesses, la démocratisation de la société, la politisation des couches sociales subalternes. Mais une fois le cadre institutionnel débordé par la mobilisation collective d'agents sociaux jusque là marginalisés de la participation politique, cette articulation se transforme en frein sociopolitique. Le "constitutionalisme entêté" de l'UP, sa vision étapiste de la transformation sociale et une confiance démesurée dans les forces armées, expliquent que le gouvernement ait accepté ce rôle de funambule, arbitre du conflit social et, par exemple, permis la répression des Cordons industriels avec l'application de la « loi sur le contrôle des armes » ou encore toléré la torture des marins de Valparaíso. La négociation avec la DC à une échelle institutionnelle et la volonté de mettre de son côté la petite et moyenne bourgeoisie ont été jugés plus importants que le soutien aux occupations d'usines, au contrôle ouvrier et au ravitaillement direct. Dans son explication de la

« *dialectique de la défaite* », Carlos Altamirano se rappelle, à propos du pouvoir populaire, de l'incrédulité des états-majors de gauche : « *La bourgeoisie s'effraie. Elle perçoit immédiatement les dangers d'un phénomène imprégné d'une étrange vitalité et découvre en lui une immense potentialité révolutionnaire. L'Unité populaire – dans son ensemble – vacille, observe dans le pouvoir émergeant un vague antagonisme, anticipe les difficultés à venir pour le soumettre à son contrôle et, en définitive, se dérobe face à la responsabilité de le rendre conscient, de l'orienter et de le canaliser* »[2275].

Dans de telles conditions, « la révolution par en bas » présente *potentiellement* au sein de la société civile mobilisée, n'est pas parvenue à générer une pratique sociale et une direction politique autonomes, suffisantes pour dépasser le projet étatiste de l'UP. Salvador Allende, fidèle à ses principes jusqu'à la mort, a toujours essayé de maintenir un équilibre périlleux de conciliation, afin d'empêcher une rupture de l'ordre constitutionnel qui l'a porté à la tête de l'Etat. Quant à la gauche extraparlementaire, elle n'a pas réussi à convaincre amplement et remettre ainsi en cause l'hégémonie de l'UP dans l'orientation du mouvement social. Aucune fenêtre de sortie ne s'est présentée, avec assez de puissance, pour dégager les pouvoirs populaires constituants de cette relation de dépendance envers l'Etat et le gouvernement. Les classes dominantes ont, quant à elles, intelligemment dépassé leurs divisions et pris conscience que le coeur du problème est désormais situé en dehors du champ institutionnel. Presque instinctivement, elles comprennent qu'il ne s'agit désormais plus de conserver un pacte social forgé au sein de l'Etat de compromis, mais de défendre, par tous les moyens, la propriété privée des moyens de production. Ainsi que l'a montré, dans une étude novatrice, le politologue Juan Carlos Gómez, c'est précisément là que se situe « *la frontière de la démocratie* » chilienne, tout au long du siècle. En prétendant socialiser les principaux moyens de production, sans rupture institutionnelle et en respectant le jeu démocratique, Allende pense pouvoir éviter l'affrontement violent entre les classes. Pourtant, « *le conflit autour des aires de la propriété sociale n'a jamais été résolu démocratiquement, mais il fut résolu définitivement : le droit de propriété est redevenu inviolable, garanti non pas au travers de formes constitutionnelles, mais par les forces armées* » et par le terrorisme d'Etat[2276].

[2274] M. A. Illanes, *La batalla de la memoria. Ensayos histórico de nuestro siglo*, Santiago, Planeta/Ariel, 2002, p. 183.
[2275] C. Altamirano, *Dialéctica de una derrota*, *Op. Cit.*, p. 105.
[2276] J. C. Gómez, *La frontera de la democracia. El derecho de propiedad en Chile. 1925-1973*¸ LOM, Col. Historia, 2004, p. 353.

II) Les pouvoirs populaires sous Allende : un mouvement révolutionnaire, sans dualité de pouvoir ?

Au-delà de sa diversité et de ses contradictions, le pouvoir populaire urbain peut être défini comme un « *pouvoir en mouvement* », au sens où l'entend le politologue Sidney Tarrow[2277]. En effet, au cours de ce doctorat sont apparues les quatre dimensions essentielles d'une action collective durable et radicale : le caractère collectif de ce mouvement contestataire / le partage de visées communes / l'émergence d'une solidarité dans le groupe mobilisé / l'affrontement avec les secteurs sociaux dominants et l'ordre établi. Le pouvoir populaire s'inscrit, en ce sens, dans la définition marxienne des mobilisations collectives, proposée par Michel Vakaloulis : il constitue un mouvement marqué par « *le paradigme de l'antagonisme social* » et une « *conflictualité de classe inégalement structurée* », où se combinent – sans jamais vraiment réussir à s'unifier et à se coordonner – les revendications de plusieurs secteurs sociaux hétérogènes, particulièrement ceux issus du mouvement ouvrier et des *poblaciones*[2278]. Comme sous d'autres latitudes, le mouvement social urbain durant l'UP, « *en sa spécificité même, ne peut être compris sans que soit prise en compte la centralité de l'opposition capital/travail au sein des sociétés capitalistes contemporaines. En dépit de développements parfois limités, d'une perception du sens de l'action souvent tronquée, les manifestations concrètes du mouvement social renvoient bien au même réel structurant* »[2279]. D'un point de vue épistémologique, la dynamique des pouvoirs populaires souligne qu'il serait illusoire de vouloir segmenter à l'extrême les concepts de mouvement social, de lutte de classes, d'actions collectives et de mouvement révolutionnaire, en tentant de séparer les uns, pour pouvoir mieux écarter les autres. Au contraire, des périodes comme celles de l'Unité populaire, rappellent la logique parfois interrompue (mais discontinue) des conflits sociaux. Une logique qui peut, dans certaines situations et à l'instar d'époques historiques différentes, déboucher sur la formation d'un « phénomène révolutionnaire »[2280].

Charles Tilly a abondamment souligné, à propos des révolutions européennes, que de la mobilisation collective à la création d'un mouvement révolutionnaire, le chemin est tortueux et, qu'il a - le plus souvent - abouti à de violentes défaites. Selon lui, au cours de tels processus

---

[2277] S. Tarrow, *Power in movement, social movements, collective action and politics*, Cambdrige University Press, 1994.
[2278] P. Cours-Salies, M. Vakaloulis, *Les mobilisations collectives. Une controverse sociologique*, Paris, PUF-Actuel Marx, 2003.
[2279] Voir l'introduction à S. Béroud, R. Mouriaux, M. Vakaloulis, *Le mouvement social en France*, Paris, La Dispute/Snédit, 1998.

sociopolitiques exceptionnels, il convient de distinguer deux étapes fondamentales : la « *situation révolutionnaire* » (*revolutionary situation*) de celle du « *résultat révolutionnaire* » (*revolutionary outcome*)[2281]. Si on se base sur ces critères, il ne fait pas de doute que, durant l'UP, se dégage à l'horizon une *situation révolutionnaire*, du fait de l'importante mobilisation et de la division politique de la société civile, ainsi que du poids des fractions du mouvement social aspirant à une transformation sociétale globale. Cependant, si de telles conditions sont réunies (et d'ailleurs voulues et impulsées par les partis de gauche), cela n'a pas signifié mécaniquement, pour le peuple chilien, un *résultat révolutionnaire*. C'est-à-dire, toujours selon la grille d'analyse de Tilly, un transfert du pouvoir, particulièrement celui d'Etat, dans les mains des forces révolutionnaires. Dans cette perspective, on peut affirmer que le pouvoir populaire n'a pas représenté des organes de double pouvoir, dans le sens plein du terme, et il serait illusoire de voir dans les Cordons industriels d'authentiques conseils ouvriers. Ou, dit d'une autre manière, les organes de pouvoir populaire constituant en sont restés à une phase de développement local, la plupart du temps embryonnaire, sans parvenir à représenter les cellules de base de la nouvelle organisation sociale, qui hésite encore à naître. Une puissante tendance à l'auto-organisation a pourtant existé au Chili. On peut en conclure, avec Marie-Noëlle Sarget, que les organismes de pouvoir populaire « *étaient porteurs d'une forme de démocratie alternative et opposée à la démocratie chilienne, basée non plus sur l'exclusion du prolétariat et des pauvres, mais sur celle des secteurs hostiles à la politique de réformes du gouvernement populaire* »[2282]. Mais, ils en sont porteurs seulement comme une possibilité inconcluse, comme une porte ouverte et vite refermée de ce processus. C'est pour cette raison qu'il serait abusif de voir dans les Cordons industriels, comme le fait la sociologue française, l'incarnation « *d'une nouvelle néguentropie anti-étatique* », similaire à celle décrite par Karl Marx à propos de la Commune de Paris (dans son ouvrage *la guerre civile en France*). Il n'y a pas, au Chili, suppression de l'armée permanente et son remplacement par « *le peuple en armes* » ou encore soumission de l'administration, de la justice et de l'enseignement au mouvement ouvrier, qui choisit les fonctionnaires au suffrage universel, avec droit de révocation, comme c'est le cas

---

[2280] J. A. Goldstone (Ed.), *Revolutions: theoretical, comparative and historical studies*, New York, Harcourt, 1994.
[2281] Voir C. Tilly, *From mobilization to revolution*, *Op. Cit.* et du même auteur : *Las revoluciones europeas. 1492-1992*, Madrid, Ed. Critica, Coll. Biblioteca del bolsillo, 2000.
[2282] Voir *Système politique et Parti socialiste au Chili: un essai d'analyse systémique*¸ Nice, Université de Nice, thèse de doctorat en Sociologie, 1990, pp. 1003-1006.

durant la Commune[2283]. Et surtout, on ne constate pas de transformation radicale de la structure étatique, tout au plus, un "effritement" graduel de celle-ci[2284]. Selon Gramsci, le processus de rupture révolutionnaire se caractériserait justement par le fait que « *les nouvelles forces productives ne peuvent plus se développer et se systématiser de façon autonome dans les cadres officiels dans lesquels se développe la coexistence humaine* ». Dans de telles conditions, « *la classe ouvrière accomplit l'expropriation de la première machine, du plus important appareil de production : la classe ouvrière elle-même, qui s'est retrouvée, qui a acquis conscience de son unité organique et qui s'oppose unitairement au capitalisme. La classe ouvrière affirme ainsi que la source du pouvoir industriel doit retourner à l'usine, poser de nouveau l'usine, du point de vue ouvrier, comme forme dans laquelle la classe ouvrière se constitue en corps organique déterminé, comme cellule d'un nouvel Etat* »[2285].

Pour comprendre l'expérience chilienne, on ne doit donc pas chercher à y voir à tout prix des formes sociologiques ou politiques presque pures et nettement tranchées, comme celles décrites par Marx ou Gramsci à propos d'autres moments forts de notre histoire collective. Néanmoins, on peut déceler *un potentiel autogestionnaire* à l'œuvre dans les périphéries des grandes villes et, au cours de la dernière année de l'UP, un début de *dualisation de pouvoir* qui ne débouche pas, comme dans l'Espagne des années trente ou lors d'autres situations révolutionnaires latino-américaines, sur la multiplication de conseils ouvriers et paysans[2286]. Comme l'a noté René Zavaleta Mercado dans son étude du pouvoir dual en Amérique latine, au Chili, « *les partis n'allaient pas aux Cordons en abandonnant le pouvoir officiel, sinon qu'ils existaient, en même temps, dans le pouvoir officiel et dans les Cordons* »[2287]. Selon moi, un point important trop longtemps oublié, se situe précisément ici : au-delà de ses divisions, l'ensemble de la gauche et de larges fractions du mouvement social, ont partagé *une conception profondément étatiste du changement social*. Et pour l'UP, l'Etat de compromis n'est pas envisagé comme un obstacle pour sa stratégie de transition, mais au contraire, comme l'un de

---

[2283] Selon les mots de Marx : « *Les bénéfices d'usage et le indemnités de représentation des hauts dignitaires de l'Etat disparurent avec ces hauts dignitaires eux-mêmes. Les services publics cessèrent d'être la propriété privée des créatures du gouvernement central* » (K. Marx, *La guerre civile en France*, Paris, Ed. Sociales, 1968). Voir également les remarques d'Henri Lefebvre : « La signification de la Commune », *Arguments*, N°27-28, 1962, pp. 11-19 (tiré de la réédition : Collectif, *Arguments. Révolution/Classe/Parti*, Paris, Minuit, Coll. 10/18, 1978).

[2284] H. Vegas, « L'effritement de l'Etat au Chili », *Revue de l'Institut de Sociologie*, Bruxelles, 1981.

[2285] A. Gramsci, *Ordine Novo*, 5 juin 1920 ; cité dans E. Mandel, *Contrôle ouvrier, conseils ouvrier et autogestion (anthologie)*, *Op. Cit*., tome 2, p. 72.

[2286] F. Godicheau, *La guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob, 2004 et F. Mires, *La rebelión permanente. Las revoluciones sociales en América Latina*, México, Siglo XXI, 2001.

[2287] R. Zavaleta Mercado, *El poder dual en América Latina, Op. Cit.*, p. 258.

ses outils essentiels. De là, les essais multiples de canaliser le pouvoir populaire sous l'égide du gouvernement ou encore les mythes du constitutionnalisme des forces armées et de la stabilité démocratique chilienne. Une sorte de *schizophrénie politique* a traversé ces partis. Portée par une adhésion inconditionnelle à l'Etat tout en continuant à se réclamer du léninisme, la gauche gouvernementale a dû forger de toute pièce une théorie hybride du pouvoir dual, auto-justifiant sa tactique politique. Déjà à la fin du XIX° siècle, Friedrich Engels décrivait, avec préoccupation, le poids idéologique au sein du mouvement ouvrier de ce qu'il nommait la « superstition de l'Etat »: « […] *la superstition de l'Etat est passée de la philosophie dans la conscience commune de la bourgeoisie et même dans celle de beaucoup d'ouvriers. Dans la conception des philosophes, l'Etat est "la réalisation de l'Idée" ou le règne de Dieu sur terre traduit en langage philosophique, le domaine où la vérité et la justice éternelles se réalisent ou doivent se réaliser. De là cette vénération superstitieuse de l'Etat et de tout ce qui y touche, vénération qui s'installe d'autant plus facilement qu'on est, depuis le berceau, habitué à s'imaginer que toutes les affaires et tous les intérêts communs de la société entière ne sauraient être réglés que comme ils ont été réglés jusqu'ici, c'est-à-dire par l'Etat et ses autorités dûment établies* »[2288].

Et finalement, pour envisager sereinement ce que Fernando Mires a pu qualifier de « péché originel » de l'Unité populaire, il est nécessaire de prendre de l'altitude et de situer ce processus dans son temps long. Car, « *en dépit de leur différence, les partis de l'Unité populaire se définissaient tous comme une force révolutionnaire « occupant l'Etat bourgeois ».* […] *Cependant, cette vision des choses comportait une erreur capitale : la gauche n'était pas arrivée à l'Etat, pour la simple raison qu'elle y avait toujours été* »[2289]. « Toujours », sûrement pas… Cependant, cet attachement de la gauche à l'Etat renvoie directement aux expériences du Front populaire des années trente et à la participation permanente, au cours des décennies suivantes, des grands partis de gauche aux institutions. Cette « *vision étatiste* » est fille d'un ensemble de traditions idéologiques et culturelles, de perceptions héritées d'une formation sociopolitique qui s'est forgée au cours des années vingt, au service d'une oligarchie chilienne inquiète de la progression de la « question sociale ». Malgré plusieurs éléments de rupture, le projet de l'UP s'inscrit, comme l'affirment les historiens Gabriel Salazar et Julio Pinto, dans la

---

[2288] F. Engels, Londres, 18 mars 1891, Préface à K. Marx, *La Guerre Civile en France*, Pékin, Editions en Langues étrangères, 1972, p. 17.
[2289] F. Mires, « Les contradictions de l'Unité populaire » in J. Del Pozo, A. Jacob (sous la dir. de), *La Chili de 1970 à 1990. De l'Unité populaire à l'après Pinochet*, Montréal, ULB Editeur, 1994, pp. 31-48.

lignée des projets « front-populistes », « nationalistes-développementistes » ou encore néo-keynésiens : le rêve de S. Allende a été de vouloir combiner cet héritage, avec un processus de transition au socialisme pacifique et institutionnaliste, qui en soit la prolongation, mais aussi le dépassement, grâce à la participation des classes populaires organisées. Pourtant, dans ces conditions, les organes de participation gouvernementaux comme les pouvoirs populaires embryonnaires, surgis de la base, se sont « *rapidement trouvés amarrés à la geôle libérale tendue, depuis 1925, par la Constitution politique* »[2290]. Ainsi que l'écrit Luís Vitale : « *une analyse rigoureuse nous amène à signaler que les mesures du gouvernement Allende constituèrent objectivement une continuité historique, sur un plan de plus forte radicalisation, du processus ouvert par la démocratie chrétienne. En termes de sociologie politique, il s'agirait d'un processus de révolution démocratique qui n'atteint pas la phase socialiste, parce que l'Unité populaire a gagné de manière électorale le gouvernement, mais pas le pouvoir* »[2291]. Il se dégage ainsi, depuis les années trente jusqu'au coup d'Etat du 11 septembre 1973, un *continuum institutionnel relatif*, accompagné de la présence combinée d'une *discontinuité sociale soutenue*, ponctuée de luttes sociales explosives et de répressions étatiques, régulièrement sanglantes[2292]. Et, à mon sens, c'est aussi dans une trajectoire historique encore plus vaste que s'inscrivent les pouvoirs populaires constituants de l'UP. En tentant de renouer avec les divers moments d'indépendance de classe et d'auto-organisation collective de l'histoire sociale de ce pays, ils renvoient à d'autres expériences, comme par exemple l'Assemblée ouvrière de l'alimentation nationale (AOAN), en 1918-1919, voire à celle des « sociétés de résistance », à la fin du XIX° siècle.

Au sein de cette dynamique, et face à la tension entre la posture idéologique de l'UP et son insertion étatique réelle, aux limites du programme de gouvernement et au manque d'autonomie du mouvement social, les organes de pouvoir populaire n'ont pas réussi à dépasser durablement la paralysie de la gauche et de la CUT dans les moments décisifs. Plus largement, il convient d'insister, comme le fait Alain Joxe, sur le fait que la défaite de la révolution chilienne correspond, d'une part, au retour de la violence des classes dominantes, violence

---

[2290] G. Salazar, J. Pinto, "El proyecto de integración hacia dentro: corporativismo, desarrollismo y populismo (1930-1973), *Historia contemporánea de Chile, Op. Cit.*, pp. 151-166.

[2291] L. Vitale, « Nota introductoria », *Para recuperar la memoria histórica. Op. Cit.*, pp. 39-42.

sociétale latente depuis des décennies, malgré une démocratie institutionnelle formelle, et d'autre part, que le coup d'Etat militaire intervient dans une phase de réajustement stratégique de l'accumulation mondiale, avec l'ouverture du Chili vers les capitaux industriels et financiers transnationaux : le jour où brûle la Moneda, c'est aussi l'illusion de la continuité graduelle d'une sorte de « *keynésianisme national* » tiers-mondiste qui fait long feu, pour laisser place à l'ère de la militarisation néolibérale[2293]. Aucun des agents sociaux partisans de la transition au socialisme n'a été en mesure de résoudre favorablement ce gigantesque défi, auxquels ils se sont affrontés corps et âmes. Ainsi, lors de la commémoration de la première année du coup d'Etat, le journal *El Mercurio*, après avoir tout fait pour que cette expérience soit un échec, a pu féliciter les vainqueurs : « *Le pouvoir populaire s'évanouit devant le bruit, l'odeur et les balles de la véritable guerre. Le peuple aura des armes proclame Allende ; néanmoins le silence devant les tanks révèle que le peuple marxiste manque encore de préparation…* »[2294].

III) La dynamique du pouvoir populaire, un sujet pour (re)penser la transformation sociale

Cette thèse doctorale a été une opportunité pour revenir sur l'Unité populaire, en essayant d'y apporter une vision renouvelée, basée sur une compréhension de la dynamique de son mouvement social en milieu urbain. J'espère avoir démontrer l'intérêt d'une telle démarche et enrichi la connaissance de ce phénomène, en prolongeant le travail débuté par d'autres au cours des trente dernières années. J'ai aussi rencontré quelques difficultés au regard de ma volonté de départ. La multitude des expériences décrites, soit au travers de l'enquête orale, soit au travers des archives, produit la sensation que, sur un tel sujet, la nécessité de synthétiser, de sélectionner, se fait toujours au prix d'une certaine réduction de la complexité du processus étudié. Tiraillé entre deux écueils, celui d'une multitude d'exemples sans fil directeur et celui d'une approche trop synthétique et sans nuances, il a parfois été compliqué d'obtenir un équilibre totalement satisfaisant. D'autre part, l'approche multidisciplinaire, celle d'une science politique socio-historique, pourra créer quelques frustrations aux lecteurs qui s'attendaient à

[2292] L. De Riz, "La lucha de clase en la sociedad chilena: hipótesis para su interpretación", *Revista Mexicana de Sociología*, México, año 38, Vol. 38, Nº 1, marzo de 1976, pp. 127-149.

[2293] Voir A. Joxe, « Le début de la militarisation néolibérale », P. Arenas, R. Gutiérrez, O. Vallespir (Coord.), *Salvador Allende.* Op. Cit., pp. 65-72.

[2294] *El Mercurio*, Santiago, 11 de septiembre de 1974 (cité par A. Silva et P. Santa Lucia, « Les Cordons industriels: une expression de pouvoir populaire au Chili », *Les Temps Modernes*, Paris, janvier 1975, p. 742).

une orientation plus "classique". Là où certains auraient pu souhaiter davantage d'analyse systémique ou thématique, ma formation initiale d'historien m'a sensiblement poussé à restituer le rythme de l'évènement, à insister sur les dates clefs. Je pense néanmoins avoir atteint mon objectif en associant ces deux disciplines sœurs et, en y combinant, modestement, les apports de la sociologie. Quant aux résultats de cette étude, avouons qu'ils m'ont fait largement relativiser la place et la vague perception initiale que je possédais des organes du pouvoir populaire. En même temps, j'ai pu découvrir leur logique réelle et toute leur potentialité participative.

On pourra aussi critiquer la surreprésentation dans ce travail, des mobilisations collectives situées à Santiago, ceci au détriment d'autres régions. Elle est, tout d'abord, le fruit de données objectives, puisque la capitale a été (et de loin) le principal théâtre d'action du pouvoir populaire, du fait de son poids démographique et économique. Il est vrai, cependant, qu'il reste ardu de savoir, de manière exhaustive, ce qui a pu se dérouler province par province, ville par ville. J'ai pu néanmoins lancer quelques pistes intéressantes, qui pourront être reprises pas d'autres chercheurs. J'espère aussi avoir démontré de manière convaincante, tout l'intérêt qu'il y a à utiliser les apports récents de la théorie des mouvements sociaux (notamment ceux des écoles anglo-saxonnes), au moment d'envisager la logique de la lutte des classes dans ce petit pays de l'Amérique latine. Même chose en ce qui concerne les immenses champs de réflexion ouverts par l'enquête orale. Recueillir durant plusieurs mois ces récits de vie (pour finalement en faire un livre) a été une manière tout à fait féconde, de mener à bien une partie de cette investigation. Sans doute, ce matériel reste délicat à traiter et soulève plusieurs questions épistémologiques, parfois à peine effleurées ici (par exemple celle de la recomposition des mémoires militantes). Néanmoins, cette technique a grandement contribué à ma compréhension du pouvoir populaire et ces témoins donnent vie à l'ensemble de ce travail.

Etre au contact de ces « mémoires emblématiques », m'a aussi définitivement convaincu qu'il s'agit d'un sujet essentiel, non seulement pour comprendre le passé récent de l'Amérique latine, mais aussi pour alimenter le débat sur les formes et les modalités de la transformation sociale dans nos sociétés contemporaines : le politologue français Pierre Cours-Salies note d'ailleurs à ce sujet, « *des continuités de problèmes et de débats politiques bien plus fortes qu'on ne le croit* »[2295]. Ce travail s'insère aussi pleinement dans la « bataille de la

[2295] P. Cours-Salies, "Continuité de lutte" in P. Arenas, R. Gutiérrez, O. Vallespir (Coord.), *Salvador Allende. Un monde possible*, Paris, Syllepse, Coll. Coyoacan, 2004, pp. 29-35.

mémoire » qui fait rage au Chili, depuis plusieurs années : « *Responsabilité d'autant plus grande à l'heure d'écrire l'histoire de l'Unité populaire, car sa narration sera considérée, non seulement comme un texte historique, mais comme un texte politique qui devra nécessairement s'insérer dans le champ des discours qui, aujourd'hui, débattent autour de la question de la mémoire* »[2296]. Depuis le coup d'Etat du 11 septembre 1973, des milliers de pages ont été écrites afin de faire le bilan de l'UP et nombreux sont les auteurs qui ont tenté d'expliquer les causes de la tragédie chilienne. De notre point de vue, cela est tout à fait légitime et, même, indispensable de s'y risquer. Et, puisqu'il ne s'agit pas de décrire doctement le passé, mais aussi de le lier au présent et à des futurs toujours incertains, il y a bien un retour à effectuer sur les « leçons chiliennes »[2297]. Ainsi, comme pour la révolution française ou d'autres événements historiques majeurs, il ne saurait exister de frontière étanche entre la cendre historique et la lave mémorielle[2298] : l'histoire et les mémoires du pouvoir populaire ont encore à nous dire, bien loin d'un temps lointain, pétrifié dans le marbre de la statue de S. Allende, qui trône désormais sur la place de la Constitution, à Santiago.

Les bilans sont multiples et contradictoires et, certainement, ils le resteront encore longtemps, alimentant ainsi une discussion, qui se doit de conserver sa largeur d'esprit, sous peine de verser dans le dogmatisme ou l'anathème. Durant la dictature, les partis de gauche ont essayé, avec d'ailleurs peu d'ardeur et d'esprit autocritique, de faire un premier bilan sur cette période, leurs conclusions allant d'une condamnation sans fard du « *réformisme petit-bourgeois* », jusqu'à la glorification de l'héritage allendiste et l'invocation de la « *trahison* » des militaires[2299]. Par ailleurs, certains intellectuels ont insisté sur les facteurs internationaux et le rôle clef de Washington pour expliquer la défaite. Le rôle de l'impérialisme est en effet tout à fait essentiel au moment d'envisager le coup d'Etat du 11 septembre 1973. Mais ceci sans minimiser exagérément, du même coup, les contradictions et les relations de forces sociales internes au processus. Aujourd'hui, et au-delà des nuances de chacun, deux thèses principales continuent à s'opposer.

[2296] M. A. Illanes, *La Batalla de la memoria, Op. Cit.*, p. 187.
[2297] F. Gaudichaud, « Retour sur les leçons chiliennes » in « L'Amérique latine rebelle », *Contretemps*, Textuel, Paris, 2004, pp. 166-178.
[2298] D. Bensaïd, « La révolution française refoulée », *Le Monde diplomatique – Manière de voir*, Paris, N° 82, août -septembre 2005.
[2299] Voir, pour le MIR et le PC : Entretien avec Edgardo Enríquez, « *Pourquoi nous avons échoué ? le MIR devant l'expérience de l'UP* », Paris, Archives du CEDETIM, outil N° 25, N° 22800 S., inédit, non daté et O. Millas, « El legado de Allende » in PCC, boletín del exterior, N° 60, julio - agosto 1983, pp. 36 à 60 (dossier Chili BDIC : PCC 1972-1985 : F delta 690).

La première regrette amèrement l'excessive polarisation du « *centre politique* », dénonce l'irresponsabilité du pôle "rupturiste" et celle des partisans du pouvoir populaire, qui auraient contribué à fragiliser le gouvernement et sa politique de négociation avec la DC, pour finalement le couper des « *classes moyennes* » (qui basculent dans l'opposition). Dès 1973, ce constat a poussé les « eurocommunistes » italiens à proclamer l'impossibilité d'une rupture des institutions libérales et la nécessité de réformes progressistes et pacifiques, menées par la voie des majorités électorales[2300]. Dans le même esprit, trente ans après, un sociologue comme Tomás Moulian, pense que la seule issue pour l'UP, aurait été une politique « *d'approfondissement réformiste* », autour de laquelle il fallait agglutiner « *le parti centriste dominant* »[2301]. Bilan assez similaire pour Jacques Chonchol, ex-ministre d'Allende, qui aujourd'hui affirme que l'UP s'est engagée sur une série de mesures « *trop radicales* », dépassant la force politique et sociale réelle dont elle dispose[2302]. T. Moulian, comme l'historien Luís Corvalán Márquez, attribuent d'ailleurs le chaos de la vie politique chilienne et l'incapacité d'Allende (qualifié de « *réaliste modéré* ») à diriger le processus, au « *comportement des masses qui prennent alors au sérieux leur rôle d'acteurs historiques et qui, dans certaines occasions, agissent avec autonomie sous le coup de leurs impulsions, spontanément vécues* »[2303], ou encore, paraissent regretter « *l'incorporation à la lutte de secteurs du peuple sans expérience politique antérieure et sans militance politique reconnue* », puisque « *fréquemment ces groupes ne comprenaient pas la logique politique de l'UP et servaient d'appui pour certains arguments du MIR* »[2304]. Cette approche est également partagée par un observateur comme Alain Touraine qui, sur la base de l'actionnalisme sociologique, finit par comprendre l'échec de l'UP par son impuissance à maintenir une certaine stabilité étatique, avec l'aide de la petite-bourgeoisie et des classes moyennes. Le sociologue situe parmi les

---

[2300] Nous faisons allusion ici au « *compromis historique* » annoncé par le secrétaire général du PC italien, en 1973, qui à la lumière des événements chiliens proclame la « *nécessité d'une révolution de la grande majorité de la population* », ce qui signifierait, selon lui, une majorité électorale de « *51 % des voix* » et « *la coopération des forces populaires d'inspiration communiste et socialiste, avec les forces populaires d'inspiration chrétienne* » (articles parus dans la revue *Rinascita*, entre septembre et octobre 1973).

[2301] T. Moulian, *Conversación interrumpida con Allende*, Santiago, ARCIS-LOM, Col. Sin Norte, 1999, pp. 107-108.

[2302] J. Chonchol, « L'expérience du gouvernement Allende » in J. Del Pozo, A. Jacob (sous la dir. de), *La Chili de 1970 à 1990. De l'Unité populaire à l'après Pinochet*, Montréal, ULB Editeur, 1994, pp. 15-30.

[2303] T. Moulian, *Conversación interrumpida con Allende*, *Op. Cit.*, p. 97.

aspects les plus négatifs de cette époque, outre le sectarisme politique, une « *forte destruction de l'Etat* », néfaste à la gestion gouvernementale d'Allende[2305]. On peut légitimement s'étonner de tels postulats, basés sur une vision de la transformation sociale décontextualisée, puisqu'elle laisse croire en la possibilité historique d'un mouvement révolutionnaire chilien bien ordonné, sans débordements collectifs et tranquillement contrôlé dans le cadre de l'Etat de compromis. S'aventurer sur un tel terrain, c'est ne pas prendre en compte la dynamique propre du champ des luttes sociales (particulièrement dans de telles périodes) et balayer d'un revers de la main, l'importance de l'énergie créatrice du pouvoir populaire, avec - c'est vrai - toutes ses limitations et errements.

Partageant un point de vue différent, d'autres auteurs (comme, entres autres, Gabriel Smirnow, Luís Vitale ou Peter Winn) mettent l'accent sur les vacillations d'Allende, au moment de s'appuyer plus fortement sur sa base sociale et, particulièrement, sur ses fractions les plus organisées, afin de contrecarrer l'offensive de la bourgeoisie. Ils rappellent - à juste titre - qui si l'UP n'a pas su conquérir l'appui des couches sociales médianes, c'est faute d'avoir pu les gagner politiquement depuis une relation de force, en s'attaquant efficacement aux manœuvres subversives de l'opposition, en prenant des mesures coercitives contre le marché noir ou contre les officiers putchistes. Le sociologue James Petras, dans son analyse comparée des tentatives de transitions au socialisme latino-américaines, note que de telles expériences « *se trouvent inévitablement face à la nécessité d'utiliser tant des mesures autoritaires que démocratiques* » et, que l'erreur des militants de la gauche gouvernementale chilienne (comme ceux de la Jamaïque dirigée par Manley) est qu'ils « *tentèrent de réformer radicalement la société sans transformer l'Etat* » et sans étouffer dans l'œuf les menaces de coup d'Etat (notamment par une démocratisation internes des forces armées)[2306]. Dans cette optique, la transition manquée du Chili pose également le problème de la viabilité d'une

---

[2304] L. Corvalán Márquez, *Los partidos políticos y el golpe militar, Op. Cit.*, pp. 286-287.

[2305] Voir A. Touraine « Vie et mort de l'Unité populaire », *Le Monde*, Paris, 9 octobre 1973 et son débat radiodiffusé avec le journaliste Pierre Kalfon (A. Touraine, P. Kalfon, « Le coup d'Etat chilien et l'Amérique latine », Paris, Radio France, émission « France-Culture », 19 mars 1974). Pour une analyse succincte, plus récente : A. Touraine, « Transformation sociale, démocratie et mobilisation populaire » in P. Arenas, R. Gutiérrez, O. Vallespir (Coord.), *Salvador Allende. Un monde possible*, Paris, Syllepse, Coll. Coyoacan, 2004, pp. 141-143.

[2306] J. Petras, « Sobre la transición al socialismo en América Latina » in *Estado y régimen en Latinoamérica*, Ed. Revolución, Madrid, 1987, pp. 95 à 123.

stratégie qui vise à améliorer considérablement le niveau de vie des classes populaires d'un pays dépendant, sans affecter le caractère de l'Etat en place, ni de vastes fractions du capital privé[2307]. Plus récemment, Pierre Mouterde et Patrick Guillaudat font, à peu prés, le même bilan et soulignent que le fameux Etat de compromis, si souvent invoqué, « *n'avait pas d'autre fonction que d'essayer d'intégrer relativement une partie des couches populaires à la gestion de l'Etat. Il ne pouvait donc pas perdurer, sinon à la condition que son rôle distributeur se maintienne dans de strictes limites. A partir du moment où l'on tentait d'établir une véritable démocratie participative et populaire, le cadre qui l'enserrait mettait à nu son étroitesse et son insuffisance, se convertissant ainsi en une entrave. Il était nécessaire de le dépasser, ce à quoi s'est systématiquement refusée la direction de l'Unité populaire* »[2308].

On l'aura compris aisément, c'est vers cette seconde perspective que conduit l'étude du pouvoir populaire. Mais ce bilan prétend également ne pas s'arrêter en si bon chemin et même, faire évoluer, ou plutôt compléter, certains traits de cette seconde ligne interprétative. Tout d'abord, un constat : s'il est possible de relever les erreurs de direction de l'UP durant ces mille jours, il ne faut pas oublier qu'aucun pôle alternatif à gauche, au sein ou à l'extérieur de l'UP, n'a été capable de se structurer (en s'appuyant sur le pouvoir populaire constituant), afin de construire un autre projet politique viable. De ce fait, je partage l'avis de Tomás Moulian sur « *la double incapacité* » de la gauche, qu'elle appartienne au pôle rupturiste ou au pôle gradualiste, à conduire jusqu'au bout ce processus de transformation sociale, dans le contexte du Chili des années soixante-dix.

D'autre part, l'évaluation du rôle exact du pouvoir populaire, ses formes d'organisation et de développement, montrent que l'échec de l'UP ne peut se résumer, d'un trait de plume, à l'absence d'une rupture violente de « la superstructure étatique ». La réalité est plus ample et, finalement, plus intéressante que cela. C'est aussi la nature même de la gauche, sa vision du monde, sa culture militante et son mode d'insertion au sein du mouvement social, qui se trouvent projetées au centre de la discussion soulevée par le pouvoir populaire chilien. Et face au constat de la conception limitée du pouvoir populaire que possède l'UP, de nouvelles questions surgissent : par exemple, comment le gouvernement Allende aurait-il pu obtenir l'appui des couches sociales médianes et constituer un bloc social articulé autour du

---

[2307] E. Sader, "Chili : la transition manquée", *Critique de l'économie politique*, Paris, N° 16-17, septembre 1974, pp. 244-259.

[2308] P. Mouterde, P. Guillaudat, *Los movimientos sociales en Chile. 1973-1993*, LOM, Coll. Sin Norte, 1998, p. 53.

mouvement ouvrier, si son programme ne comprenait pas de politique participative envers d'importantes fractions des classes populaires et tendait, au contraire, à en accentuer les divisions historiques ? De là, la problématique centrée quasiment uniquement sur la perte du « *centre politique* » ou encore sur l'insuffisance supposée de la conciliation avec les petits et moyens propriétaires, ne serait-elle pas une piste analytique faussée ? Finalement, la conclusion de ce doctorat donne plutôt raison à l'économiste Pedro Vuskovic, que l'on ne peut d'ailleurs soupçonner de mauvaise foi au moment de juger l'UP, puisqu'il a été l'un de ses plus importants ministres. Ce dernier, dès 1976, et à la différence de la majeure partie de la gauche, a tenu à faire un bilan autocritique sur cette période. Ainsi, selon lui, l'une des grandes erreurs de la coalition gouvernementale est de n'avoir pas compris l'importance de la participation sociale : « *l'accès à la participation fut relativement ample dans le cas des entreprises de l'Aire sociale, mais très limité dans les entreprises de l'Aire privée, dans lesquelles on a favorisé la mise en place de quelques « comités de surveillance », avec peu de pouvoir et dont la formation et la stimulation ont été délaissées* ». Il ajoute que « *la politique d'alliance (avec des secteurs de centre) sacrifiait le développement d'une politique de masse* », pour conclure : « *nous n'avons pas perçu suffisamment la potentialité de la mobilisation des masses et, de la gestation et du développement de nouvelles formes de pouvoir populaire* »[2309].

Ainsi, les « leçons chiliennes » poussent, après la chute du mur de Berlin et le rejet du stalinisme, à réfléchir sur l'autonomie des mouvements sociaux lors d'une telle situation révolutionnaire. Une autonomie qui a été partiellement atrophiée durant l'UP, notamment par l'intégration étatique des directions syndicales et une forte dépendance du pouvoir populaire envers le gouvernement. La nécessité de l'indépendance de classe du mouvement ouvrier, les relations parfois difficiles entre militantisme social et parti, entre gauches sociales et gauches politiques, doivent apparaître au coeur des réflexions sur cette période, et cela, bien plus que cela n'a été fait jusqu'à maintenant. Plus largement, les modalités de fonctionnement des organes de pouvoir populaire interrogent le rôle des organisations politiques dans un processus d'émancipation sociale et, particulièrement, les visions partisanes unilatéralement étatistes de cette transformation. Elles mettent également sur le devant de la scène, les dangers d'une conception politique où le parti « avant-garde » serait chargé de conduire « les masses », asphyxiant ainsi au passage les tentatives d'auto-organisation issues des mobilisations collectives.

[2309] P. Vuskovic (comp. R. Maldonado), "Política económica y poder político" (1976) in *Obras escogidas sobre*

Selon Hannah Arendt, dans son *Essai sur la Révolution*, la grande contradiction du XX° siècle serait justement de cet ordre : « *L'opposition entre les deux systèmes, celui des partis et celui des « conseils », a surgi au premier plan dans toutes les révolutions du XX° siècle. Le conflit tel qu'il se posait était le suivant : représentation contre action et participation. Les « conseils » étaient des organes d'action, les partis révolutionnaires des organes de représentation, et bien que les partis révolutionnaires reconnussent sans enthousiasme les « conseils », il n'en essayaient pas moins au sein même de la révolution de les noyauter ; ils ne savaient que trop qu'aucun parti, si révolutionnaire qu'il fut, ne pourrait survivre à la transformation du gouvernement en véritable République des Soviets* »[2310]. Dans un certaine mesure seulement, la dynamique du pouvoir populaire confirme cette analyse pessimiste de la philosophe allemande, très marquée par l'impact du stalinisme sur le mouvement ouvrier européen. Car comment négliger le fait que toute transformation sociale passe nécessairement par une articulation entre champ politique et mouvement social, entre identités partisanes et mobilisations collectives ? C'est ce que vient confirmer l'expérience chilienne. C'est là, aussi, c'est vrai, où elle a échoué…

Plus globalement, si l'Unité populaire continue à nous interpeller, c'est qu'elle raconte les difficultés immenses d'une démocratisation sociale pleine et entière à tous les niveaux, qui puisse réconcilier émancipation sociale et représentation politique ou encore suffrage universel et démocratie directe. Ceci sans nous faire oublier, que dans un tel contexte de polarisation, une élite menacée dans ses intérêts fondamentaux est capable de s'appuyer temporairement sur le terrorisme d'Etat pour rétablir ses privilèges (ceci avec l'aide de puissances étrangères, dans ce cas l'impérialisme états-unien).

A l'aube du XXI° siècle, la thématique de l'appropriation sociale des moyens de production, qui a été au centre des débats du pouvoir populaire, fait toujours parler d'elle. Même s'il est vrai que ce questionnement doit nécessairement passer par un renouveau théorique, qui sache revenir aux textes classiques tout en impulsant une pensée novatrice, débarrassée des scories d'une perception téléologique de l'histoire[2311]. Cette présence encore intacte renvoie au cheminement ininterrompu des mouvements sociaux ; aux désirs collectifs de « changer le monde » qui jaillissent encore de-ci, de-là ; et à la conviction qu'il est souhaitable,

---

Chile (1964-1992), Santiago, CEPLA, 1993.

[2310] A. Harendt, *Essai sur la Révolution*, Paris, Gallimard, 1985, p. 404.

et encore possible, d'articuler libertés politiques et démocratie sociale. Il s'agit certainement d'une bataille permanente, toujours à conquérir, car, ainsi que le rappelle le philosophe Henri Lefebvre, l'autogestion ne pourra jamais se résumer à un pouvoir institutionnalisé, constitué : « *quand un groupe, au sens large du terme, c'est-à-dire les travailleurs d'une entreprise mais aussi les gens d'un quartier ou d'une ville, quand ces gens n'acceptent plus passifs leurs conditions d'existence, quand ils ne restent plus, passifs, devant les conditions qu'on leur impose ; lorsqu'ils tentent de les dominer, de les maîtriser, il y a tentative d'autogestion. Et il y a une marche dans et vers l'autogestion. En ce sens, et j'insiste beaucoup, l'autogestion n'est pas un système juridique* […] *parce que l'autogestion est une voie, une lutte perpétuelle et perpétuellement renaissante* »[2312]. De ce point de vue, la pensée de plusieurs intellectuels critiques du siècle passé a encore beaucoup à nous conter (à commencer par celle de Rosa Luxemburg qui a tant insisté sur la centralité des libertés au sein de la Révolution), tout comme les débats internationaux récents autour du concept de démocratie participative. Cela pourrait être également une opportunité pour (re)découvrir certains des marxismes de l'Amérique latine, qui ont cherché à élaborer des armes de la critique qui soient forgées *par* et *pour* leur continent, loin des paradigmes eurocentristes[2313]. Et, pourquoi pas, revenir avec un regard moins passionné sur des auteurs longtemps marginalisés, tel que l'intellectuel « conseilliste » et libertaire, Anton Pannekoek, qui au crépuscule de sa vie continuait à affirmer que seul le principe de l'auto-organisation pourra constituer « *le fil directeur* » d'une émancipation humaine, qui respecte l'idée d'une société « *de producteurs libres, égaux et associés* »[2314].

Depuis que la guerre froide est enterrée, certains intellectuels et hommes politiques ont proclamé que l'idéal de la transformation sociale serait de l'ordre d'un passé désormais révolu. Pourtant, le "volcan latino-américain" nous rappelle, depuis une dizaine d'années, que la fin de l'histoire ne semble pas pour demain. La « grande patrie » de José Martí vit une intéressante dynamique d'actions collectives, où de nouvelles forces ont émergé, liées à une critique constructive du capitalisme : « révolution bolivarienne » au Venezuela, contrôle ouvrier et occupations d'usines en Argentine, prises de terres collectives du Mouvement des sans terre brésilien, villages zapatistes au Mexique, auto-organisation de l'accès à l'eau et lutte contre les privatisations des ressources naturelles en Bolivie…. De nouveau, le sourire du spectre des pouvoirs populaires parcourt l'Amérique latine et, cette fois, c'est le défi d'une alternative politique viable au néolibéralisme, qui est posé aux

---

[2311] J. Texier, *Révolution et démocratie chez Marx et Engels*, Paris, PUF, Actuel Marx confrontation, 1998, A. Artous *et al*., *Marx et l'appropriation sociale*, Paris, Syllepse, 2003 et *Marxisme et Démocratie*, Paris, Syllepse, 2003.

[2312] H. Lefebvre, « Une vie pour penser et porter la lutte des classes à la théorie », entretien avec Bruno Bernardi, *La Nouvelle Critique*, Paris, N° 125, juin 1979, pp. 47-48 (Voir M. Trebitsch, « Henri Lefebvre et l'Autogestion » in F. Goergi (sous la dir. de), *L'Autogestion. La dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, pp. 65-77).

[2313] M. Löwy (anthologie), *Le marxisme en Amérique Latine*, Paris, F. Maspero, 1980 et J. Massardo, *Investigaciones sobre la historia del marxismo en América Latina*, Bravo y Allende Ed., Santiago, 2001.

[2314] Voir S. Bricianier, *Pannekoek et les conseils ouvriers*, Paris, EDI, 1969 et A. Pannekoek, *Les conseils ouvriers*, Paris, Spartacus, 2 tomes, 1982.

gauches de la région[2315]. Ceci, à une époque où, sous toutes les latitudes, la contradiction se fait de plus en plus criante, entre démocratie et marchandisation du monde, mais où, également, les mobilisations sociales et les résistances se multiplient à l'échelle planétaire (au travers, entre autres, du mouvement altermondialiste)[2316]. Vus ainsi, les trésors perdus des tentatives de pouvoir populaire constituant du Chili apparaissent dans toute leur modernité. Ils nous montrent ce passé qui vit en nous, ce temps que l'on aurait pu croire révolu mais qui continue de battre, car « *la mémoire vivante n'est pas née pour servir d'ancre. Elle a plutôt vocation à être une catapulte. Elle ne veut pas être un havre d'arrivée, mais un port de départ. Elle ne renie pas la nostalgie, mais elle lui préfère l'espoir, ses dangers, ses intempéries. Les grecs pensaient que la mémoire était fille du temps et de la mer ; ils n'avaient pas tort* »[2317].

[2315] F. Gaudichaud, « Le Volcan latino-américain. Défis actuels pour les gauches au sud du rió Bravo », *RISAL*, Paris, septembre 2005 in http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1481 et B. Duterme (coord.), *Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine*, Paris, Ed. Syllepse-CETRI, Coll. Alternatives Sud, 2005.
[2316] T. Coutrot, *Démocratie contre capitalisme*, Paris, La Dispute, 2005.
[2317] E. Galeano, « Ce passé qui vit en nous », *Le Monde diplomatique – Manière de voir*, Paris, N° 82, août - septembre 2005.

Chronologie du gouvernement Allende et du pouvoir populaire (1970-1973)

Avec cette chronologie, nous avons tenté de mettre en regard les aspects politiques nationaux et internationaux avec ceux du pouvoir populaire et du mouvement social. Pour ce faire, nous avons pris le parti d'opérer une séparation entre trois chronologies distinctes. Cette séparation est certes, artificielle, car il est sûr que (par exemple) les mesures gouvernementales ne sont aucunement séparables de la lutte politique ; ou encore que l'évolution de la bataille parlementaire doit être envisagée en rappelant quelle est, au même moment, la position du mouvement ouvrier. Il nous semble, justement, qu'une telle périodisation permet une certaine clarté dans la lecture des faits, en pouvant les mettre en relation d'un simple coup d'œil.

Année 1970

Date	Aspects politiques et bataille parlementaire	Mesures gouvernementales Mouvement social et « pouvoir populaire »	Relations Internatio-nales
Janv.	* S. Allende est désigné comme candidat de la UP	* Ascension générale des mobilisations populaires * Constitution des comités de l'UP	* Début d'une entreprise de déstabilisation de l'UP menée par la CIA et des multinationales américaines (dont ITT)
Sept.	* Election d'Allende : 36.3%, mais sans la majorité absolue : ultimatum de la droite (le 4 s)	* S. Allende appelle les CUP à maintenir une « attitude vigilante » (le 5 s)	
Oct.	* Assassinat du Général Schneider par l'ext. droite (le 22o) * Le congrès entérine l'élection de S. Allende, après signature du statut des garanties constitutionnelles (le 24 o)	* I° congrès des *Pobladores sin casa* (10 au 12 o) * Début de l'application des « 40 premières mesures » du programme de l'UP * Début de la distribution gratuite d'un demi-litre de lait à tous les enfants défavorisés (le 12 o)	
Nov.	* Inauguration de la Présidence d'Allende (le 4 n) * Amnistie des militants d'extrême gauche, dont le MIR et dissolution de la Brigade Civile de la Police (le 12 n)		* Rétablisse-ment des relations avec les pays socialistes : Cuba est le premier (le 15 n)
Déc.		* Première utilisation du décret 532 pour l'expropriation de l'usine Bellavista Tomé appartenant à T.Yarur (le 1 d) * Accord CUT- Gouvernement sur la participation dans l'aire nationalisée (le 7 d) * 55 000 jeunes volontaires dans le Sud (11 d) * Début de nationalisation du système bancaire par achat d'actions de la part de la CORFO et signature du premier décret d'expropriation des fundos	

Année 1971

Date	Aspects politiques et bataille parlementaire	Mesures gouvernementales Mouvement social et pouvoir populaire	Relations Internatio-nales
Janv.	* Constitution de la comission Cut/gouvernement sur la particiaption des travailleurs dans l'APS (11 j)	* Décret sur les conseils paysans (le 6 jv) et accélération des mobilisations paysannes * Expropriation de l'industrie textile Lanera Austral à	* Ouverture de relations avec la Chine (le 7 jv)

	* Réunion du XXIII° congrès national du PS à la Serena : C. Altamirano secrétaire général	Punta Arenas, appartenant à C. Sumar Pucha (le 28 jv)	
Février		* Création de l'entreprise d'éditions Quimantu (le 11f)	
Mars		* Création de la DINAC, entreprise de distribution étatique nationale (le 11 m) * Réquisitions de Cerro Blanco, Polpaico et Cemento El Melon de la Calera paralysées par un conflit (15 m) * Premier congrès provincial de la province de Cautín (26-27 m) * Création de ENADI, entreprise de distribution du pétrole et de ses dérivés (le 28 m) * Expropriation de Fabrilana de T.Yarur (le 30 m)	
		* Réquisition de l'usine Yarur paralysée par un conflit social (le 28 Av)	
Avril	* Elections municipales : 49.75% des suffrages pour l'UP (le 4 av) * Le MIR dénonce pour la première fois le "réformisme" gouvernemental (le 18)		* Ouverture de relations avec la RDA (le 7 av)
Mai	* Appel à l'union des forces d'opposition du PN (le 29 m)	* Réquisition des usines textiles Caupolican de Renca et Rayonhil de San Antonio paralysée par un conflit (24 mai) * Le ministre de l'économie annonce l'intervention de Textil Progreso, 4 usines Yarur, Rayon Said de Maipu et Quillota, Algodones Hirmas, Paños Oveja de Tomé, Lanera Austra de Coqimbo et Caupolican et de Caupolican Chiguayante (le 26 mai)	
		* Création du comité exécutif CUT/gouvernement sur la participation des travailleurs dans l'APS (28 ju)	
<u>1971</u> **Juin**	* La Démocratie-chrétienne (DC) accuse le gouvernement d'être responsable de la mort de Pérez-Zujovic, assassiné par la VOP (le 17 ju)	* CORFO achète plusieurs dizaines de millions d'E° MANESA et INSA afin de former une entreprise nationale de pneumatiques (7 jt)	* Négociation avec ITT pour l'achat de sa compagnie chilienne (11 ju)
Juillet	* Election à la chambre des députés d'un président DC (le 18 jt) *Scission des ailes gauche au sein de la DC et du Parti radical : naissance de l'IC et du PIR (le 29 jt)	* Nationalisation du commerce de cuivre à l'extérieur (le 6 jt) et des mines de cuivre (le 11 jt) * Rencontre des travailleurs du secteur textile nationalisé qui critiquent les faiblesses du système de participation (14 et 15 jt) * Réunion de ménagères au stade Chile où P.Vuskovic lance les JAP (le 29 jt)	
		* Il est annoncé que le monopole de production de papier (la *Papelera*) doit passer dans le secteur nationalisé :	

		début du conflit (10 a)	
Août		* Réquisition de la Cie Cervecerias Unidas dont la production était interrompue (7 sept.)	* Amendement Hickenlooper aux USA coupe certains crédits au Chili (le 13 a)
Sept.		* Assassinat de Moises Huentelaf, paysan mapuche et militant du MIR (le 22 o)	* Allende réalise une tournée en Equateur, Colombie, Argentine
Oct.	* Premier projet gouvernemental de délimitation de l'APS (le 20 o) et intensification du conflit de la *Papelera* orchestrée par *El Mercurio*	* Marche des "casseroles vides" contre la pénurie, organisée par les femmes des beaux quartiers (le 1 d)	* ITT-Chili est intervenue (le 22 s)
Dec.	* Déclaration de décembre de l'UP (20 d) * Projet Hamilton-Fuentealba qui exige l'accord du congrès pour nationaliser les entreprises et limite l'extension de l'APS (le 22 d)	* Manifeste paysan de Linarés : critique de l'aile gauche UP et du MIR (le 19 d) * Pression des mineurs de Chuquicamata pour un réajustement salarial en leur faveur et refus du nivellement des salaires (25 d)	* Le gouvernement annonce qu'il ne remboursera pas les compagnies minières nationalisées (le 28 s) * Voyage contesté de Fidel Castro pour trois semaines * Suspension de la convertibilité de l'escudo et contrôle strict des échanges monétaires (le 9 d)

Année 1972

Date	**Aspects politiques et bataille parlementaire**	**Mesures gouvernementales Mouvement social et pouvoir populaire**	**Relations Internatio-nales**
Janv.	*Destitution du ministre de l'intérieur J. Toha par le congrès, aussitôt renommé ministre de la défense (le 7 jv) * La SOFOFA admet une augmentation de la production sup. à 22 % (le 27jv	* Allende fait connaître le nom des entreprises devant encore passer dans l'APS (14 jv) * La CORA accélère la réforme agraire * Extension à l'ensemble de la GASCO des mesures de passage à APS (le 21 jv)	
Fév.	* Réunion des partis de l'UP à *El Arrayan* * Le congrès revote à la majorité simple la réforme Hamilton-Fuentealba obligeant le gouvernement à le consulter avant toute nationalisation. Veto Présidentiel (le 19 fev)	* J. Chonchol annonce à Talca devant 3000 paysans la disparition prochaine du latifundio (le 6 fev.) * Les salariés des grandes usines nationalisées se prononcent contre toutes restitutions vers le privé (le 20 fév.), les fédérations de la CUT font de même en session plénière le 24 * La CORFO débute l'achat de 7 monopoles industriels : Madeco, Paños Ovejo Tomé, Ind. Nac. De Rayon, Cristalerias Chile et Fideos Carozzi (le 28 f.)	* Ouverture à Paris des négociations sur le refinance-ment de la dette chilienne (le 3 fev)
Mars		* Premier congrès provincial paysan de Linarés	* Révélation du

	* Plenum du PS à Algarrobo (le 18 ms) * Le PIR sort de l'UP	* Assemblée provinciale des JAP de Santiago (le 5 ms) * Marche des salariés de Textil Progreso et Fabrilana pour le programme de l'UP et contre la restitution des entreprises (le 6 ms) * Agencia Graham intègre la Dinac après l'achat de 80 % de ses actions (le 20 ms)	*Washington Post* sur l'action de la CIA et ITT au Chili (le 21 ms)
Avril			* La dette extérieure chilienne est refinancée pour trois ans (le 24 av)
Mai		* "Marche de la démocratie" organisée par la droite réunissant 200000 personnes (le 12 av) * "Marche de la patrie" organisée par la gauche réunissant 400000 personnes (le l8 av)	
		* Grève de 48 h à Chuquicamata (5 au 7 m) * Election de la CUT : chute du PC, hausse de la DC (30-31m) * Organisation d'un *cabildo abierto* à Maipu * Marche des « cinq » contre la droite à Concepcion : env. 10 000 p, un mort (le 12 m)	
1972 **Juin**			* L'URSS ouvre des lignes de crédit au Chili (237 millions de dollars) et passe des contrats pour l'achat de cuivre et produits manufacturés pour trois ans
Juil.	* Conclave de *Lo Curro* : abandon de la ligne Vuskovic pour la ligne Millas (le 5 ju) * Déposition du ministre PS H. del Canto (le 27 ju) * Interruption des négociations avec la DC (le 29 ju)	* Grève des usines El Mono, Polycron, Perlak pour le passage à l'APS (le 3 ju) * Constitution du Cordon industriel de Cerillos (le 27 ju)	
Août	*Assemblée populaire de Concepción appelant à une rupture d'avec les institutions existantes (le 27 jt)	* Deuxième assemblée provinciale des JAP (le 4 jt) * Manifestation, jusqu'au centre de Santiago, des ouvriers de Cerillos et des paysans de Melipilla : env. 5000 p. (le 12 jt) * Marche organisée par la CUT contre le marché noir (le 26 jt) * Manifestation des travailleurs du textile (*Tejidos Caupolican Chiguayante*) contre le retour de leur patron, appuyé par les industries de Tomé : env. 7000 p. (les 30/31 jt)	* La Kennecott obtient le blocage d'une cargaison de cuivre chilien à Paris (le 4 a)
Sept.	* Lettre d'Allende dans le *Mercurio* condamnant l'Ass. de Concepcion (2 a) * Vote de la loi sur le contrôle des armes par le congrès (le 21 a)	* Affrontement sanglant de *Lo Hermida* (le 5 a) * Importantes hausses des prix (août) * Manifestations violentes de la droite et proclamation de l'état d'urgence (21-22 a) * Après 21 mois, la réforme agraire a affecté environ 9	

	* La droite entame un processus de destitution de	millions d'hectares et 3375 domaines	
Oct.	4 ministres (30 a)		
		* Grande manifestation organisée par la CUT : 700 000 personnes (le 4 sept.)	* Pablo Neruda est nommé ambassadeur à Paris
		* Rencontre nationale des travailleurs du gaz appartenant à l'APS (sept.)	
<u>1972</u>		* Loi sur les communautés indigènes prévoyant la	
Oct.		restitution de terres à 500000 d'entre eux	
			* Manifesta-tion du "front patriotique" organisée par la CUT contre l'impérialisme (le 9 o)
		* Manifestation dans le centre, de travailleurs de Maipu en soutient aux usines Bata et Calvo (3 o)	
	* Création de la CODE, coalition des partis de la droite allant de la DC à *Patria y Libertad*	* Barrages organisés par des ouvriers de Cerillos contre la détention de Luís Torres (le 9 o)	
	* A la faveur de la « crise d'octobre », I° reconnaissance gouvernementale des Cordons Industriels (le 21o)		
	* Appel du Général H.Bravo, chargé de la zone d'état d'urgence de Santiago, à rendre les usines occupées (le 26 o)	* Début de la grève des propriétaires de camions et des patrons (le 11 o) et décret d'état d'urgence (le 13 o)	
Nov.		* Occupation et évacuation armée d'Elecmetal ; début du Cordon Vickuna Mackenna (le 14 o)	
		* Généralisation des Cordons Industriels et des Commandos Communaux (le 15 o) : occupation massive des usines et ouvertures violentes de commerces par les JAP	
		* Réunion de 3000 dirigeants syndicaux sous auspice de L.Figueroa et S.Allende (le 21 o)	
	* Constitution d'un nouveau cabinet composé de	* Parution du journal *La Aurora de Chile*	
Dec.	chefs militaires et de dirigeants de la CUT (le 2 n)	* Fin de la grève patronale (le 5 n)	
	* Début des négociations gouvernementales avec la droite et le mouvement grémialiste (le 6 n)	* Entré en vigueur de la loi de réajustement salarial, de 100% (le 8 n)	* Discours d'Allende à Guadalajara devant l'ONU (le 4 d), puis visite officielle en URSS,Cuba, Venezuela et Pérou
		* Travailleurs de Ferriloza évacués par la force de l'usine occupée (le 24 n)	
		* Forum sur le pouvoir populaire organisé par *El movimiento christiano por el socialismo* (les 24 -26 n)	
		* Résistance ouvrière au plan de restitution des entreprises et intervention policière contre une manifestation du Cordon Vicuña Mackenna	

Année 1973

Date	Aspects politiques et bataille parlementaire	Mesures gouvernementales Mouvement social et pouvoir populaire	Relations Internatio-nales
Janv.	* Présentation par F.Flores du plan de contrôle étatique de la distribution des biens de consommation (le 8 jv) * Le Général Bachelet reprend en main la distribution (le 21jv) * Présentation au congrès du « Plan Prats - Millas » de délimitation de l'APS et de restitution de certaines entreprises occupées (le 24 jv)	* Forum sur le pouvoir populaire organisé par le syndicat de *Clarin* (le 5 jv) * Constitution du premier « Commando Provincial de ravitaillement direct » (le 9 jv) * Dans le cadre du plan Flores, mise en place de la *Canasta Popular* et renforcement des prérogatives des JAP (le 10 jv) * Parution du journal *Tarea Urgente* * Insurrection du Cordon Cerillos contre le plan Millas (les 25-26 jv) * Assemblée du Cordon Vickuna Mackenna et rejet du plan Millas (le 28 jv)	* Nouvel embargo de cuivre à Hambourg
Fév.	* Eviction de Luís Inostroza, dirigeant de l'Agencia Graham et favorable à la *canasta popular* * Lettre d'Altamirano à Corvalán, condamnant la nouvelle orientation économique (le 13 f) * Discours d'Allende dit « plate-forme de la victoire » rappelant le rôle essentiel des Cordons Industriels (le 29 f)	* Editorial de *El Mercurio* contre le "pouvoir populaire" (le 11 f) * Circulaire du Général Bachelet sur la réorganisation des JAP (le 19 f) * Mobilisation des *Pobladores* pour l'extension du panier populaire (le 22 f)	
Mars	*Elections législatives : 44% pour l'UP ; l'opposition n'atteint pas les 2/3 attendus pour destituer Allende (le 4 ms) * Scission du MAPU (le 7 ms) * Formation d'un nouveau cabinet : les militaires quittent le gouvernement (le 27 ms) * Appel du PC à combattre le MIR (le 31 ms) * Tenue de Plenum du PC et du PS : progression de l'idée du "pouvoir populaire" (avril)	* Congrès populaire sur le ravitaillement (les 22-23 ms) * Occupation de l'Agencia Graham par des membres des commandos communaux de ravitaillement (le 29 ms)	
Avril		* Des *Pobladores* organisent des barricades devant la CENADI (le 4 av) * Occupation symbolique de Constitucion par le commando communal de cette ville (le 10 et 11 av)	
<u>1973</u>	* 3° message présidentiel d'Allende appelant à une nouvelle constitution et reconnaissant	* Début de la grève de la mine d' *El Teniente*,qui durera plus de 2 mois et demi (le 17 av) * Concentration, plaza bulnes, du Commando provincial de ravitaillement direct appelant à multiplier les magasins populaires (le 25 av) * Incidents violents à Santiago - mort d'un ouvrier devant le siège de la DC - (le 27 a) * Promulgation d'une loi sur le réajustement des salaires	

	l'expérience du pouvoir populaire (le 21 m) * Le tribunal constitutionnel se déclare	(le 9 av)	
Mai	incompétent/conflit exécutif-congrès (29 m)	* Occupation d'environ 50 domaines agricoles à Ñuble (23 m)	
	* Destitution de deux ministres par le sénat (le 20 ju) * Attentat manqué contre le Général Prats (27 ju) * Essai de Coup d'état du Général Souper : le *tancazo* (le 29 ju)		
Juin		* Table ronde autour du pouvoir populaire organisée par *Chile Hoy* * La CUT appel à un arrêt de travail national, manifestation de 700 000 personnes (le 27ju)	
	* Discours de Corvalán au théâtre Caupolican appelant à se préparer à « toutes les circonstances » (le 8 jt) * E. Freí accuse le gouvernement au nom de toute l'opposition de favoriser la création de milices ouvrières, notamment dans les Cordons (le 8 jt)	* Occupation massive des usines et renforcement des Cordons et Commandos Communaux ; la foule réclame la fermeture du congrès (le 29 ju)	
Juill.	* Concentration au théâtre Caupolican, coordonnée par M.Enriquez, appelant à un « gouvernement des travailleurs » (le 14 jt) * Appel national d'Allende en vue de trouver un consensus politique et de maintenir « un pouvoir populaire subordonné aux institutions » (le 24 jt) *Plenum du comité central du PC (le 29 jt) * Lettre de P.Aylwin à Allende (le 31 jt)	* Fin de la grève de *El Teniente* et début d'une campagne de presse contre les Cordons Industriels (le 2 jt) * Mobilisation des Commandos Communaux Estación Central et Barrancas (le 4 jt) * Perquisitions de l'armée dans les usines et les partis de gauche (juillet) * Appel depuis Indugas à la formation d'une coordination provinciale des Cordons (le 16 jt) et 1° réunion de la *coordinadora* (le 18) *Nouvelle grève des routiers et multiplication des actes de terrorisme (24 jt) * Grande réunion au théâtre Caupolican de la coordination des Cordons (le 24 jt) * Plenum de la CUT où intervient Allende pour inviter la DC au dialogue et condamner le parallélisme syndical (le 25 jt)	
	* Fin du dialogue entre le gouvernement et la DC (le 1 a) * Formation du cabinet dit de « sécurité nationale » comprenant les trois chefs des forces armées, colère des quartiers populaires (le 9 a) * Démission du Général Ruiz (le 17 a) * Le congrès invite l'armée à intervenir, après avoir déclarer illégale la coalition de l'UP (le 23 a)		
<u>1973</u> **Août**	* Démission du Général Prats. Le Général Pinochet est nommé chef des forces armées (le 24 a) * La justice navale ouvre un procès contre trois dirigeants des partis de gauche (PS, MAPU, MIR) (fin août) * C. Altamirano appelle à se préparer à l'affrontement par tous les moyens (le 9 s) * S. Allende annonce à ses ministres son intention d'effectuer un plébiscite (le 10)	* Les forces armées montent à l'assaut de l'industrie Cobre-Cerillos (le 2 a) * Arrestation à Valparaíso de plusieurs centaines de marins opposés à toute l'action putschiste de l'armée (le 7 a) * Répression à Temuco des bases paysannes Mapuches (le 17août) * Le mouvement grémialiste et les professions libérales entrent en grève (le 21 a) * La CUT appelle les travailleurs à renforcer leur vigilance (le 22 a) * « Manifeste d'août des Commandos Communaux»	

Sept.	* Bombardement de la Moneda, mort d'Allende, Formation d'une junte militaire composée de quatre généraux : G.Leigh – armée de l'air ; J. Toribio Merino – marine ; R. Mendoza - gendarmerie ; A. Pinochet - armée de terre (le 11 sep) ; * Début de la dictature et de la personnalisation du pouvoir autour du Général Pinochet (1973 – 1990).	émis par le MIR * Assaut de l'entreprise Indugas par le régiment Tacna et début d'une investigation systématique des Cordons Industriels (le 31 a) * 800000 personnes manifestent leur soutient au gouvernement (le 4 s) * Lettre de la coordination provinciale des Cordons Industriels au psdt. Allende (le 5) * Marche des casseroles vides - plus de 200000 femmes - (le 5 s) * Coup d'état ; essai de résistance ouvrière face à l'armée, à l'usine Sumar ; impuissance armée du « pouvoir populaire » (le 11 s) * Début de la répression et du terrorisme d'Etat (impliquant l'usage de la torture et de la disparition forcée) - Dislocation du mouvement populaire.	* De nombreux Etats (dont la France) reconnaissent le nouveau régime ; fin du blocus ; début d'un vaste élan de solidarité internationale contre la dictature et exil de nombreux chiliens en Europe et aux Etats-Unis.

Bibliographie

Livres et articles d'analyse générale

- V. Alba, *Historia del movimiento obrero en América Latina*, México, Ed. Limusa Wiley, 1964.
- R. J. Alexander, *El movimiento obrero en América Latina*, México, Ed. Roble, 1967.
- Idem, *Trotskyism in Latin America*, Stanford, Hoover Institution, 1973. (BDIC : O Col 4953/8)
- Idem, *International Trotskyism 1929-1985: a document analysis of the movement*, London, Duke University Press, 1991.
- S. Allende, *La realidad médico-social chilena*, Santiago, Casa de Chile, 1939 (primera edición).
- M. Amorós, "Chile. La memoria del dolor", *ICAL*, Santiago, 23 de diciembre de 2003 (in http://www.ical.cl/portadilla.php?sec=311208&subsec=0).
- Idem, *Chile. Después de la lluvia*, Santiago, Ed. Cuarto Propio, 2005.
- D. Avendaño, M. Palma, *El rebelde de la burguesía: la historia de Miguel Enríquez*, Santiago, Ed. CESOC, 2002.
- Y. Bourdet, A. Guillerm, *Clefs pour l'autogestion*, Paris, Seghers, 1975.
- M. Burawoy, *Manufacturing Consent. Change in the labor process under monopoly capitalism*, Chicago, University of Chicago Press, 1979.
- J. Carlos Cena, *El Cordobazo. Una rebelión popular*, Buenos Aires, La rosa blindada, 2000.
- F. Casanueva, M. Fernández, *El Partido socialista y la lucha de clases en Chile*, Santiago, Quimantú, 1972.
- M. Castells, *Luttes urbaines*, Paris, F. Maspero, 1975.
- Idem, *La question urbaine*, Paris, F. Maspero, 1972.
- F. O. Suárez Castillo, *Crise et restructuration de la gauche chilienne dans les années soixante-dix, quatre-vingt : un essai sur les perspectives du changement social dans les années quatre-vingt dix*, Université Paris VIII, Thèse de doctorat en sociologie, 2000.
- G. Chaliand, *Stratégie de la guérilla. Anthologie historique de la longue marche à nos jours*, Paris, Gallimard, Coll. Idées, 1973.
- Idem, *Stratégies de la guérilla*, Paris, Payot, 1994.
- CEP, *los cristianos y la revolución. Un debate abierto en América Latina*, Santiago, Ed. Quimantú, 1973.
- S. Collier, S. William, *Historia de Chile: 1909-1994*, Madrid, Cambridge University Press, 1999.
- L. Corvalán, *Santiago-Moscú-Santiago: apuntes de medio siglo*, Madrid, Ed. Coiron, 1983.
- N. Cruz y P. Whipple (coord.), *Nueva Historia de Chile. Desde los orígenes hasta nuestros días*, Santiago, Editorial Zig-Zag, 1996.
- F. Dubet, E. Tironi, V. Espinoza, E. Valenzuela, *Pobladores : luttes sociales et démocratie au Chili*, Paris, L'Harmattan, 1989.
- C. Detrez, *Les mouvements révolutionnaires en Amérique Latine*, Bruxelles, 1972.
- P. Diego Maestri, L. Pena Rojas, C. Peralta Castillo, *La asamblea obrera de alimentación nacional: un hito en la historia de Chile*, Santiago, Sociedad chilena de sociología, 2002.
- B. Duterme (coord.), *Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine*, Paris, Ed. Syllepse-CETRI, Coll. Alternatives Sud, 2005.
- V. Espinoza, *Para una historia de los pobres de la ciudad*, Santiago, SUR, Col. Estudios Históricos, 1988.
- C. Furtado, *La economía latinoamericana desde la conquista ibérica hasta la revolución cubana*, Santiago, Editorial Universitaria, 1969.
- A. Garcia Castro, *Où sont-ils ? : comprendre une intrigue. La permanence des disparus dans le champ politique chilien : enjeux mémoriels, enjeux de pouvoir (1973-2000)*, Paris, Thèse de doctorat en sociologie, EHESS, 2001.
- F. Gaudichaud, *Operación Cóndor. Notas sobre el terrorismo de Estado en el Cono sur*, Madrid, Ed. Sepha, 2005.
- Idem, « Le volcan latino-américain. Enjeux et réalités des gauches au sud du Rio Bravo », *RISAL*, Paris, septembre 2005 in http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1481.Idem,
- Dossier « Contribution à l'histoire du mouvement révolutionnaire chilien », *Dissidences (BLEMR)*, Nancy, N° 14-15, janvier 2004, pp. 34-39.
- Idem, « Chili: une plaie jamais refermée », *Politis*, Paris, N° 764, septembre 2003.
- M. Garcés, P. Milos, *Cuadernos de historia popular: serie Historia del movimiento obrero*, Santiago, CETRAL/CEAL, 1983.
- Idem, *La lucha por la casa propia y una nueva posición en la ciudad. El movimiento de Pobladores en Santiago 1957-1970*, Santiago, Pontifica Universidad Católica de Chile, Th. Doctorado, 1999.
- F. Godicheau, *Les mots de la guerre d'Espagne*, Toulouse, PU Mirail, 2003.
- Idem, *La guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob, 2004.
- E. Feria González, *A la recherche d'une nouvelle peinture populaire dans trois pays d'Amérique latine : Cuba, Venezuela, Chili depuis les années 1970*, Université Paris VIII, Thèse de troisième cycle en Arts et Archéologie, 1987.
- P. Guillaudat, P. Mouterde, *Chili, un pays pour l'exemple: Luttes de classes et mouvements sociaux au Chili de Pinochet*, Université Paris VIII, Thèse de doctorat en sociologie, 1991.
- Idem, *Los movimientos sociales en Chile. 1973-1993*, Santiago, LOM, Coll. Sin Norte, 1998.
- H. Gutiérrez Roldan, *La población de Chile*, Paris, CICRED, 1974.
- N. Guzmán, *Romo. Confesiones de un torturador*, Ed. Santiago, Planeta, 2000
- J. Godio, *Historia del movimiento obrero latinoamericano*, México, Ed. Nueva Imagen, Col. Nueva Sociedad, 2 tomos, 1980.
- J. C. Gómez, *La frontera de la democracia. El derecho de propiedad en Chile. 1925-1973*¸ LOM, Col. Historia, 2004.
- E. Hobsbawn, *L'age des extrêmes. Introduction au court XX° siècle*, Paris, Complexe, 1994.
- F. Iturraspe, *Participación, cogestión y autogestión en América Latina*, Caracas, ed. Nueva Sociedad, 1986.
- A. Jeldres, *Le MIR et le mouvement populaire chilien*, Grenoble, Mémoire IEP, septembre 1991.
- A. Jocelyn-Holt, *El Chile Perplejo. De avanzar sin transar al transar sin parar*, Santiago, Planeta/Ariel, 1999.
- V. Joubert, *Je te nomme liberté : fresques populaires à Santiago du **Chili***, Université Bordeaux III, Thèse de doctorat en Etudes Ibériques, 1997.
- A. Joxe, *Las fuerzas armadas en el sistema político chileno*, Santiago, Ed. Universitaria, 1970.
- G. López, M. Stohl , *The state as Terrorist*, Wesport, Greennewood Press, 1984.
- G. Lora, *Bolivie : de la naissance du P.O.R à l'Assemblée populaire*, Paris, EDI, 1972.
- R. Marini, *El reformismo y la contrarrevolución. Estudios sobre Chile*, México, ERA, 1976.
- A. Meister (Colloque organisé en mémoire de), « Autogestion, disait-on », *Cahiers de l'institut universitaire d'études du développement*, Paris, PUF, n°XIII, 1987.
- Idem, *L'autogestion en uniforme : l'expérience péruvienne de gestion du sous développement*, Toulouse, Privat, 1981.
- T. Moulian, *Democracia y socialismo en Chile*, Santiago, FLACSO, 1983.
- Idem, *Chile actual, anatomía de un mito*, Santiago, ARCIS-LOM, Col. Sin Norte, 1997.

- Idem, *Conversación interrumpida con Allende*, Santiago, ARCIS-LOM, Col. Sin Norte, 1999.
- F. Mires, *La rebelión permanente. Las revoluciones sociales en América Latina*, México, Siglo XXI, 2001.
- O. Muñoz, *Chile y su industrialización: pasado, crisis y opciones*, Santiago, CIEPLAN, 1986.
- A. Negri, *Le Pouvoir constituant*, Paris, PUF, 1997
- E. Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, Coll. Repères, 1996.
- P. Neruda, *Confieso que he vivido. Memorias*, Santiago, Ed. Planeta, 2000 [1974].
- D. Pécaut, *L'ordre et la violence. Evolution sociopolitique de la Colombie entre 1930 et 1953*, Paris, EHESS, 1987.
- J. Petras, *América Latina: ¿reforma o revolución?*, Buenos Aires, Ed. Tiempo Contemporaneo, 1968.
- Idem, *Politics and social forces in Chilean development*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 1969.
- Idem, « Sobre la transición al socialismo en América Latina », *Estado y régimen en Latinoamérica*, Madrid, Ed. Revolución, 1987, pp. 95 à 123.
- Idem et H. Veltmeyer, "Autogestión de trabajadores en una perspectiva histórica", *Produciendo realidad. Las empresas comunitarias*, Buenos Aires, Ed. Topia – La Maza, Colección Fichas, 2002, pp. 53-62.
- A. Pinochet Ugarte, *Camino recorrido: memorias de un soldado*, Santiago, Ed. Instituto Geográfico Militar, 1990.
- Idem, *El día decisivo*, Santiago, Ed. Andrés Bello, 1980.
- Idem (y otros), *Realidad y destino de Chile*, Santiago, Ed. Gabriela Mistral, 1973.
- S. Koulytchizky, *L'autogestion, l'homme et l'Etat*, Paris, Mouton, 1974.
- J. P. Lavaud, *L'instabilité de l'Amérique latine : le cas bolivien*, Paris, L'Harmattan - IHEAL, 1991.
- N. Lechner (Ed.), *Estado y política en América Latina*, Madrid, Siglo XXI, 1981.
- Lenín, *Obras Escogidas*, Moscú, Ed. Progreso, 1970.
- Idem, *El Estado y la revolución*, Santiago, Quimantú, 1972.
- H. Ramírez Necochea, *Origen y formación del PCch*, Santiago, 1965.
- A. Rey, *Révolution. Histoire d'un mot*, Paris, NRF-Gallimard, 1989.
- J. Rodríguez, *Crisis y renovación de las izquierdas. De la Revolución cubana a Chiapas, pasando por el "caso chileno"*, Santiago, Ed. Andrés Bello, 1995.
- J. Rojas, C. Rodríguez, M. Fernández, *Cristaleros: recuerdos de un siglo, los trabajadores de Cristalerías Chile*, Santiago, Ed. Sindicato N° 2 y Programa de Economía de trabajo, 1998.
- A. Rouquié, *Amérique latine. Introduction à l'extrême -occident*, Paris, Seuil, 1987.
- I. Roxborough, "La clase trabajadora urbana y el movimiento obrero desde 1930", *Historia de América Latina: política y sociedad desde 1930*, Barcelona, Cambridge University Press/Critica, T. 12, 1997, pp. 132-192.
- P. Rosanvallon, *L'Age de l'autogestion*, Paris, Le Seuil, Coll. « Points Politique », 1976.
- P. Salama, "Vers un nouveau modèle d'accumulation", *Critique de l'économie politique*, Paris, N° 16-17, septiembre de 1974, pp. 42-90.
- G. Salazar, *Violencia política popular en las "grandes alamedas", Santiago: 1947-1987*, Santiago, SUR, 1990.
- Idem, *Construcción del Estado en Chile: historia reversa de la legitimidad*, Santiago, Documento Nº 13, Universidad ARCIS, 1994.
- Idem, J. Pinto, *Historia contemporánea de Chile*, Santiago, LOM, 1999.
- C. Alarcón Salinas, *El sector industrial del espacio urbano de las comunas de Maipú y Cerrillos, periodo 1944-1990*, Santiago, Pontificia Universidad Católica, Memoria de licenciatura, julio 1995.
- C. Sandoval, *MIR. Una historia*, Santiago, Ed. Trabajadores, 1990.
- M. N. Sarget, *Histoire du Chili de la conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, Coll. Horizon Amériques Latines, 1996.
- Idem, *Système politique et Parti socialiste au Chili: un essai d'analyse systémique*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- Idem, *Système politique et Parti socialiste au Chili: un essai d'analyse systémique*¸ Nice, Université de Nice, thèse de doctorat en Sociologie, 1990.
- J. Stillermann, *From solidarity to survival. Transformation in the culture and style of mobilisation of Chilean metal worker under democratic and authoritarian regimes, 1945-1995*, New York, New School for social research, P.D. of philosophy, 1998.
- L. Trotsky, *Escritos Latinoamericanos* (comp.), Buenos Aires, Ed. CEIP, 1999.
- Idem, *Histoire de la Révolution russe*, Paris, Seuil, 1950.
- A. Varas (comp.), *El Partido comunista de Chile: estudio multidisciplinario*, Santiago, CESOC-FLACSO, 1988.
- P. Vayssière, *Un siècle de capitalisme minier au Chili: 1830-1930*, Paris, Ed. du CNRS, 1980.
- Idem, *L'Amérique latine de 1890 à nos jours*, Paris, Hachette, Coll. Carré Histoire, 1999.
- Idem, *Les Révolutions en Amérique Latine*, Paris, Seuil, Coll. Points, 1991.
- L. Vitale, *Historia social comparada de los pueblos de América Latina*, Santiago, Ed. Ateli, 2000, Tomo III, Vol. 2.
- Idem, *La formación social latino-americana (1930-1978)*, Santiago, 1980.
- Idem, "El primer gobierno DC: Eduardo Freí Montalva" in VVAA, *Para recuperar la memoria histórica. Frei, Allende, Pinochet*, Santiago, Ed. ChileAmerica – CESOC, 1999, pp. 111-173.
- Idem, *Modos de producción y formaciones sociales en América Latina*, Buenos Aires, El Topo Obrero, 1987.
- Idem, *Interpretación marxista de la historia de Chile*, Santiago, PLA, IV Tomos, 1967.
- G. Vial, *Historia de Chile*, Santiago, Ed. Santillana, 1981.
- S. Villalobos, *Historia de Chile*, Santiago, Ed. Universitaria, 1982.
- A. Zimbalist (comp.), *Case studies on the labor process*, New York, Monthly Review Press, 1979.

Méthodologie d'investigation et réflexion épistémologique

- Varios Autores, *Consejos obreros y democracia socialista*, Córdoba, Cuadernos de Pasado y Presente, Nº 33, 1972.
- A. Artous *et al*., *Marx et l'appropriation sociale*, Paris, Syllepse, 2003.
- Idem, *Marxisme et Démocratie*, Paris, Syllepse, 2003.
- P. Ansart, *Les sociologies contemporaines*, Paris, Seuil, 1990.
- S. Amin, *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Ed de Minuit, 1973.
- R. Baño A., *Conceptos y proposiciones acerca del movimiento popular urbano*, Santiago, FLACSO, Doc. de trabajo Nº 61, noviembre de 1982.
- S. Béroud, R. Mouriaux, M. Vakaloulis, *Le mouvement social en France*, Paris, La Dispute/Snédit, 1998.
- S. Beaud, F. Weber, *Guide de l'enquête de terrain*, La Découverte, Coll. Repères, Paris, 1998.
- W. Benjamin, *Ecrits français*, Paris, Gallimard, 1991.
- D. Bensaïd, « La révolution française refoulée », *le Monde diplomatique – Manière de voir*, Paris, N° 82, août -septembre 2005.

- Idem, « Antonio Negri et le pouvoir constituant », *Espai Marx*, Brésil, janvier 2004 (dans www.espaimarx.org/3_19/htm).
- Idem, *Les irréductibles. Théorème de résistance à l'air du temps*, Paris, Textuel, La Discorde, 2001.
- Idem, *La discordance des temps*, Paris, Les éditions de la Passion, 1995.
- P. Bourdieu, *El sociólogo y las transformaciones recientes de la economía en la sociedad*, Universidad de Buenos Aires, Libros del Rojas, 2000.
- Idem, *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.
- Idem, *Choses dites*, Paris, Ed de Minuit, 1987.
- Idem, "Espace social et genèse de classe", *Actes de la recherche en science sociale*, Paris, N°53-53, 1984, pp. 3-12.
- Idem, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982.
- Idem, *Questions de sociologie*, Paris, Ed. de Minuit, 1980.
- Idem, *La Distinction*, Paris, Ed. de Minuit, 1979.
- A. Blanchet et A. Gotman, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Paris, La Découverte, 1992.
- S. Bricianier, *Pannekoek et les conseils ouvriers*, Paris, EDI, 1969.
- E. Browne, G. Geisse, « ¿Planificación para los planificadores o para el cambio social? », *EURE*, Santiago, Nº 3, Vol. 1, 1971.
- E. H. Carr, *Qu'est-ce que l'histoire*, Paris, Coll. 10/18, La Découverte, 1988 [1961].
- L. Castillo, A. Sáez, P. Rogers, "Notas para un estudio de la historia del movimiento obrero", *Cuadernos de le Realidad Nacional*, Santiago, Nº 4, junio 1970, pp. 3-40.
- F. Castillo, J. Larrain, "Poder obrero-campesino y transición al socialismo en Chile", *Cuadernos de le Realidad Nacional*, Santiago, Nº 10, diciembre de 1971, pp. 161-198.
- Idem, R. Echeverría, "Las masas, el Estado y el problema del poder en Chile", *Cuadernos de le Realidad Nacional*, Santiago, Nº 16, abril de 1973 pp. 3-70.
- Collectif, *Arguments. Révolution/Classe/Parti*, Paris, Minuit, Coll. 10/18, 1978.
- F. Chazel, « Mouvements sociaux » in R. Boudon (dir.), *Traité de sociologie*, Paris, PUF, pp. 263-312.
- Carl von Clausewitz, *De la guerre*, Paris, Editions de Minuit, 1955.
- P. Cours-Salies, M. Vakaloulis, *Les mobilisations collectives. Une controverse sociologique*, Paris, PUF-Actuel Marx, 2003.
- R. Debray, *Révolution dans la révolution*, Paris, Maspero, 1967.
- Y. Déloye, B. Voutat, *Faire de la science politique*, Paris, Belin, Coll. Socio-Histoires, 2002.
- F. Descamps, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001.
- A. Découflé, *Sociologie des Révolutions*, Paris, PUF, Coll. Que sais-je ?, 1968.
- L. De Riz, "La lucha de clase en la sociedad chilena: hipótesis para su interpretación", *Revista Mexicana de Sociología*, México, año 38, Vol. 38, Nº 1, marzo de 1976, pp. 127-149.
- C. Durand, *Conscience ouvrière et action syndicale*, Paris, Mouton, 1971.
- S. Eckstein, « On questioning the questionnaire: research experiences », *Latin American Research Review*, Vol. XIV, N° 2, 1979, pp. 141-149.
- F. Engels, *Guerre des paysans en Allemagne*, Paris, Editions Sociales, 1974
- Idem, *La condition de la classe laborieuse en Angleterre*, Editions Sociales, Paris, 1960.
- P. Favre (sous la direction de), *La manifestation*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990.
- Fernández, Florestán, Poulantzas, Touraine, *Las clases sociales en América Latina: problemas de conceptualización*, México, Siglo Veintiuno Editores, 1973.
- J. Fontana, *La historia de los hombres*, Barcelona, Ed. Critica, 2001.
- R. Fraser, *Blood of Spain. An Oral History of the Spanish Civil War*, New York, Pantheon Books, 1979.
- M. Garcés Duran, *Guía metodologíca para la memoria y la historia local*, Santiago de Chile, ECO, septiembre 2001.
- Idem, S. Leiva F., "Perspectivas de análisis de la Unidad Popular: opciones y omisiones", *Educación y Comunicaciones*, Santiago, Informe de Avance, octubre de 2004.
- F. Gaudichaud, « Circonvolutions du fil rouge d'une mémoire déchirée. Réflexions sur le « pouvoir populaire », Paris, Colloque « **Histoire, mémoire et justice en Amérique latine** » organisé par la BDIC et l'Institut fédératif de recherche "Archives et histoire des relations internationales", mai 2004.
- G. Germani, *Política y sociedad en una época de transición*, Buenos Aires, Paidos, 1962.
- J. Le Goff, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, Coll. Folio Histoire, 1988.
- J. A. Goldstone (Ed.), *Revolutions: theoretical, comparative and historical studies*, New York, Harcourt, 1994.
- A. Gramsci, *Antología*, México, Siglo XXI, 1970.
- M. Grawitz, J. Leca (dir.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985.
- S. Grez, G. Salazar (compiladores), *Manifiesto de Historiadores*, Santiago, LOM, 1999.
- A. Gunter Frank, *Capitalisme et sous-développement en Amérique Latine*, Paris, Maspéro, 1972.
- F. X. Guerra, « Révolution française et révolutions hispaniques. Filiation et parcours », *Problèmes d'Amérique Latine*, Paris, N° 94, 1989.
- M. Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Alcan, 1925.
- G. Haupt, « ¿Por que la historia del movimiento obrero? », *El historiador y el movimiento social*, Madrid, Siglo XXI, 1986, pp. 9-34.
- A. Harendt, *Essai sur la Révolution*, Paris, Gallimard, 1985.
- F. Henrique Cardoso, E. Falleto, *Dependencia y desarrollo en América Latina*, Siglo XXI, México, 1972.
- M. A. Illanes, *La batalla de la memoria. Ensayos histórico de nuestro siglo*, Santiago, Planeta/Ariel, 2002.
- Instituto de Historia, *Historiografía chilena. Fichero Bibliográfico 1959-1996*, Santiago, Universidad Católica de Chile, 2000.
- M. C. Lavabre, *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994
- H. Lefebvre, *De L'Etat*, Paris, UGE, Coll. 10/18, 1976-178, 4 tomes.
- A. Luporini et E. Sereni, *El concepto de "Formación económico social"*, México, Cuadernos de P&P, 1973.
- M. Löwy, *Walter Benjamin : Avertissement avant incendie. Une lecture des thèses « Sur le concept d'histoire »*, Paris, PUF, 2001.
- Idem, *Paysages de la vérité. Introduction à une sociologie critique de la connaissance*, Paris, Anthropos, 1985.
- Idem, (anthologie), *Le marxisme en Amérique Latine*, Paris, F. Maspero, 1980.
- Idem, *Dialectique et Révolution. Essais de sociologie et d'histoire du marxisme*, Paris, Anthropos, 1973.
- Lénine, *Que faire ?*, Paris, Ed. de Moscou, 1972 [1902].
- Idem, *L'Etat et la Révolution*, Paris, Ed. Sociales, 1947.

- G. Lukacs, *Histoire et conscience de classe*, Paris, Ed. de Minuit, 1960.
- J. Benado Medvinsky, *Les origines du mouvement social au Chili (1973-1982): les fondements économiques et politiques*, Paris, EHESS, Mémoire de DEA, 1985.
- E. Mandel, « Classes sociales et crise politique en Amérique latine », *Critique de l'économie politique*, Paris, N°16-17, avril-septembre 1974, pp.6-41.
- Idem, *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers et autogestion (anthologie)*, Paris, F. Maspero, 3 tomes, 1973.
- Idem, *Le troisième âge du capitalisme*, Paris, UGE, 10-18, 3 tomes, 1972.
- P. Mann, *L'action collective. Mobilisation et organisation des minorités actives*, Paris, A. Colin, 1991
- R. Mauro Marini, *La cuestión del estado en las luchas de clases en América Latina*, México, UNAM, Centro des estudios latinoamericanos, 1980.
- L. Mathieu, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, Collection La Discorde, 2004.
- H. Marcuse, *Le marxisme soviétique : essai d'analyse critique*, Paris, Gallimard, Coll. Idées, 1971.
- H. I. Marrou, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, Points-histoire, 1975.
- K. Marx, *Contribution à la Critique de l'économie politique*, Paris, Ed. Sociales, 1966.
- Idem, *La guerre civile en France*, Paris, Ed. Sociales, 1968.
- Idem, *La lutte de classes en France. 1848-1850*, Paris, Ed. Sociales, 1984.
- Idem, F. Engels, *L'idéologie allemande*, Paris, Ed. Sociales, 1968.
- J. Massardo, *Investigaciones sobre la historia del marxismo en América Latina*, Bravo y Allende Ed., Santiago, 2001.
- T. Moulian, G. Wormald, "Algunos problemas teóricos de la transición al socialismo en Chile", *Cuadernos de le Realidad Nacional*, Nº 10, Santiago, diciembre de 1971, pp. 98-129.
- R. Michels, *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, 1971.
- F. Mires, "Rompiendo el silencio", *América Latina en movimiento*, agosto de 1998 in http://alainet.org/active/show_text.php3?key=35 .
- P. Naville, *Le nouveau Léviathan*, Paris, 4 tomes, 1970-1974.
- O. Ulianova, "La Unión Soviética y la izquierda chilena durante la guerra fría. Construcción de imágenes mutuas", *Medio siglo de debates tácticos y estratégicos en la izquierda chilena. 1950-2000*, Santiago, Seminario del departamento de Historia de la USACH, inédito, noviembre de 2002.
- E. Palieraki, « Devoir de mémoire, tentation de l'oubli. Le 11 septembre chilien, 30 ans après », *L'ordinaire latino-américain. Chili 1973-2003*, Toulouse, N° 193, juillet-septembre 2003, pp. 31-40.
- A. Pannekoek, *Les conseils ouvriers*, Paris, Spartacus, 2 tomes, 1982.
- J. Poirier, *Les récits de vie: théorie et pratique*, Paris, PUF, Coll. Le Sociologue, 1983.
- J. del Pozo, « Les courants d'opinion des partisans de la gauche chilienne : une vision prospective et rétrospective. 1970-1990 » in J. Del Pozo, A. Jacob (sous la dir. de), *La Chili de 1970 à 1990. De l'Unité populaire à l'après Pinochet*, Montréal, ULB Editeur, 1994, pp. 81-104.
- J. Petras, « The defection of the critical intellectuals », *Latin American Perspectives*, Vol. 20, N°2, 1993, pp. 97 – 110.
- Idem, « The metamorphosis of Latin American's intellectuals », *Latin American Perspectives*, Vol. 17, N°2, 1990, pp. 102 – 112.
- N. Poulantzas, *Political Power and Social Classes*, London, New Left Books, 1973.
- A. Quijano, "Poder y crisis en América Latina", *América Latina: Imagen y posibilidades*, Paginas, Lima, Nº 109, junio de 1991, pp. 40-59.
- J. Kaye et K. McClelland, *E.P. Thompson, critical perspectives*, Cambridge, Polity, 1990.
- M. Raptis, "L'autogestion dans la lutte pour le socialisme", document présenté au X° congrès latino-américain de sociologie, Santiago, août 1972 (publié in *Quel socialisme au Chili?*, Paris, Ed. Anthropos, 1973, pp. 195-226).
- P. Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000
- J. L. Robert, « Changer l'entreprise, changer le travail » in F. Goergi (sous la dir. de), *L'Autogestion. La dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004, pp. 321-332.
- G. Rocher, « Le processus révolutionnaire », *Le changement social (Introduction à la sociologie générale)*, Paris, Seuil, Coll. Points, 1970, pp. 255-280.
- J. Rojas Flores, "Los trabajadores en la historiográfica chilena: balance y proyecciones", *Revista de Economía y Trabajo*, Santiago, Nº 10, PET, 2000, pp. 47-117.
- C. Rosa Balbi, *Identidad clasista en el sindicalismo: su impacto en las fábricas*, DESCO, Lima, 1989.
- W. W. Rostow, *The Stage of economic grouth, a non communist manifest*, Cambridge, C. University Press, 1962.
- S. Spoerer, *Etat et système politique au Chili*, EHESS, Paris, Thèse de troisième cycle, 1978.
- J. Texier, *Révolution et démocratie chez Marx et Engels*, Paris, PUF, Actuel Marx confrontation, 1998.
- M. Trebitsch, « Henri Lefebvre et l'Autogestion » in F. Goergi (sous la dir. de), *L'Autogestion. La dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004, pp. 65-77
- T. Parson, *The Social System*, Glencoe, The Free Press, 1951.
- J. Poirier, *Les récits de vie : théorie et pratique*, Paris, PUF, Coll. Le Sociologue, 1983.
- M. Riot-Sarcey (dir.), *Dictionnaire des utopies*, Paris, Larousse, 2002.
- J. Stillerman, *Documentando historia y repensando identidad: trabajo, comunidad y memoria entre los trabajadores chilenos, 1970-92*, New York, New School for social Research, inédit, 1992.
- Idem, *Space, strategies and alliances in the making of working-class mobilization : the 1960 Metal workers' strike in Santiago de Chile*, U. of Arizona, Latin American Studies and Sociology, sans date.
- T. Lummis, « Structure and validity in Oral History », *International Journal of Oral History*, Vol. II, N° 2, 1981, pp. 109-120,.
- G. Salazar, "Historiadores, historia, estado y sociedad. Comentarios críticos", *Nueva Historia*, Santiago, V. 2, Nº 7, 1983.
- S. Stern, « De la memoria suelta a la memoria emblemática: hacia el recordar y el olvidar como proceso histórico en Chile » in M. Garcés (Ed.), *Memoria para un nuevo siglo: Chile, miradas a la segunda mitad del siglo XX*, Santiago, LOM, 2000, pp. 11-33.
- S. Tarrow, *Power in movement, social movements, collective action and politics*, Cambridge, Cambdrige University Press, 1994.
- C. Tilly, *From mobilization to revolution*, Reading - Massachusetts, Addison-Wesley, 1976.
- Idem, *La France conteste de 1600 à nos tours*, Paris, Fayard, 1986.
- Idem, *Las revoluciones europeas. 1492-1992*, Madrid, Ed. Critica, Coll. Biblioteca del bolsillo, 2000.
- Idem, E. Shorter, "Les vagues de grèves en France – 1890-1968", *Annales ESC*, Paris, vol. 28, N°4, 1973, pp. 857-887.
- A. Touraine, *Sociologie de l'action*, Seuil, Paris, 1965
- Idem, *Les sociétés dépendantes*, Paris, Duclot, 1976.
- Idem, *La conscience ouvrière*, Paris, Ed. du Seuil, 1966.
- Idem, *Actores Sociales y sistemas sociales en América Latina*, Santiago, Ed. PREALC, 1987.

- Idem, *La parole et le sang. Politique et Société en Amérique Latine*, Paris, O. Jacob, 1988.
- Idem, F. Dubet, M. Wievorka, *La mouvement ouvrier*, Paris, Fayard, 1984.
- E. P. Thompson, *The making of the English working class*, London, Penguin, 1963 (version française : Paris, La Seuil / Galimard, Coll. Hautes Etudes, 1988).
- Idem, « Algunas observaciones sobre clase y falsa conciencia », *Cuadernos de teoría e historia de la historiográfica*, Biblos, Nº 1, 1987.
- P. Thomson, *The voice of the past. Oral History*, New York, Columbia University Press, 1988.
- M. Vallevuona (Ed.), *El poder en la sociedad. Historia y fuente oral*, Barcelona, Anton Bosch, 1986.
- T. A. Vasconi, *Las ciencias sociales en América del Sur y Chile: 1960-1990*, Santiago, Universidad ARCIS, Centro de Investigaciones Sociales, 1995.
- M. Vakaloulis (dir.), *Travail salarié et conflit social*, Paris, PUF-Actuel Marx, 1999.
- M. Verret, *Le travail ouvrier*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- Idem, *L'espace ouvrier*, Paris, L'Harmattan, 1995.
- Idem, *La culture ouvrière*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- F. Weffort, *O populismo na política brasileira*, Rio, Paz e Terra, 1978.
- P. Winn, « Oral history and the factory study: new approaches to labor history », *Latin American Research Review*, Vol. XIV, N° 2, 1979, pp. 130-140.
- R. Zavaleta Mercado, *El poder dual en América Latina*, México, Siglo XXI, Coll. Mínima, Editores, 1974.

Livres et documents sur le processus de l'Unité populaire

- C. et A. Acquaviva et al., *Chili: trois ans d'Unité populaire*, Paris, Ed. sociales, 1974.
- A. R. Álvarez, *Formación y fundación del MIR: de Clotario Blest a Miguel Enríquez (1965-1967)*, Santiago, UC de Chile, tesis de licenciatura en Historia, 1999.
- A. Aquirre, P. Arcila, D. Verdugo, *Orígenes históricos del Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR). Época fundacional 1965-1970*, Santiago, Universidad Católica Blas Canas, tesis de pregrado, 1995.
- P. Arenas, R. Gutiérrez, O. Vallespir (Coord.), *Salvador Allende. Un monde possible*, Paris, Syllepse, Coll. Coyoacan, 2004.
- **F. Barraza**, ***La Nueva Canción Chilena***, Santiago, **Ed. Quimantú, Colección Nosotros los chilenos, 1972.**
- C. Castelain, *Enquête sociologique sur le bidonville Nueva Habana – Chili – 1970-1973. Rapports entre transformations des pratiques sociales, des représentations idéologiques et intervention politique dans un mouvement revendicatif urbain*, Paris, Ecole Pratique des Hautes Etudes, Thèse de troisième cycle, 1976.
- R. J. Alexander, *The tragedy of Chile*, Wesport, Greenwood Press, 1978.
- C. Altamirano, *Dialéctica de una derrota*, México, Ed. Siglo XXI, 1977.
- S. Bitar, *Transición, Socialismo y Democracia: la experiencia chilena*, México, Siglo XXI, 1979.
- Idem, *Chile 1970-1973: asumir la historia para construir el futuro*, Santiago, Pehuen, 1995.
- Idem, C. Pizarro, *La caída de Allende y la huelga de el Teniente*, Santiago, Las Ediciones del Ornitorrinco, 1986.
- R. Silva Cáceres, *Mentalités idéologies et comportement politique dans le Chili de Salvador Allende : étude de cas d'un quartier de Santiago*, Stockholm, Ed. UPPSALA, 1986.
- M. Castells, *La lucha de clases en Chile*, Buenos Aires, Siglo 21 Editores, 1974.
- P. Castex, *Voie chilienne au socialisme et luttes paysannes*, Paris, Maspero, 1977.
- L. Corvalán, *De lo vivido y lo peleado*, Santiago, Ed. LOM, 1997.
- L. Corvalán Marquéz, *Los partidos y el golpe del 11 de septiembre: contribución al estudio del contexto histórico*, Santiago, CESOC, 2000.
- R. Debray, *Conversación con Allende*, México, Siglo XXI. 1974.
- C. Desbois, *Chili, 1970-1974. Réforme ou Révolution ?*, Paris, Ed. Gilles Tautin, 1974.
- G. Dupoy, *La chute d'Allende*, Paris, R. Laffont, 1983.
- M. Duran-Vidal, *El proceso político de la Unidad Popular: participación y crisis del sistema dominante*, Arbeitspapiere, Nº 15, 1978.
- M. Enríquez, *Con vista a la esperanza*, Escaparate Ediciones, Santiago, 1998.
- L. Evans (ed.), *Disaster in Chile. Allende's Strategy and why it failed*, Nueva York, Pathfinder Press, 1974.
- J. Faundez, *Marxism and Democracy in Chile: from 1932 to the fall of Allende*, New Haven, Yale University Press, 1988.
- M. Fuentes Wendling, *Memorias Secretas de Patria y Libertad y Algunas Confesiones sobre la Guerra Fría en Chile*, Santiago, Editorial Grijalbo, 1999.
- M. Garcés D., S. Leiva, *Historia y Memoria del Golpe de Estado de 1973 en el pueblo: Resistencia y represión en la Población La Legua y la Industria SUMAR*, Santiago, Universidad ARCIS, Escuela de Historia y Ciencias Sociales, Informe de investigación, 2003.
- J. Garcès, *Allende y la experiencia chilena*, Barcelona, Ed Ariel, 1976.
- Ibid, *El estado y los problemas tácticos en el gobierno de Allende*, México, Siglo XXI, 1974.
- M. A. Garretón (dir.), *Chile: cronología del periodo 1970-73*, Santiago, FLACSO, 1985.
- Idem, *El proceso político chileno*, Santiago, FLACSO, 1983.
- F. Gil (Ed.), *Chile 1970-73, lecciones de una experiencia*, Madrid, Ed. Tecnos, Col. Ciencias Sociales, 1977.
- R. A. Gumucio, *Apuntes de medio siglo*, Santiago, Chile América – CESOC, 1994.
- M. Harnecker, *La lucha de un pueblo sin armas (Los tres años de gobierno popular)*, Rebelión, septiembre 2003 (in http://www.rebelion.org/harnecker/030912harnecker.pdf).
- L. Heinecke Scot, *Chile: crónica de un asedio*, Santiago, cuatros tomos, 1992.
- Instituto de Ciencias A. Lipschutz, *A 30 años de la Unidad Popular. El Imperativo de la memoria*, Santiago, ICAL, septiembre 2000.
- E. Labarca, *Corvalán, 27 horas: el PC chileno por fuera y por dentro*, Santiago, Quimantú, 1972.
- C. Lamour, *Le pari chilien*, Paris, Stock, 1972.
- A. Montes Larrain, *L'idéologie du sacrifice au Chili de l'Unité populaire 1970-73*, Paris, IEP, Thèse de sciences politiques, 1982.
- O. Millas, *Memorias 1957-1991, una digresión*, Santiago, CESOC, 1996.
- P. Manns, *Chile: una dictadura militar permanente*, Santiago, Editorial Sudamericana, 1999.
- Ruy Mauro Marini, *El reformismo y la revolución. Estudios sobre Chile*, México, ERA, 1976.
- R. Moss, *Chiles' marxist experiment*, Great Britain, David and Charles, coll. World realities, 1973.
- T. Moulian, *Conversación interrumpida con Allende*, Santiago, LOM, 1998.

- F. Neghme, S. Leiva, *La política del Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) durante la Unidad Popular y su influencia sobre los obreros y pobladores de Santiago*, U de Santiago de Chile, Tesis de licenciatura en educación de historia y geografía, diciembre 2000.
- M. Nolff, *Salvador Allende. El político, el estadista: bibliografía comentada y temática de mas de 200 libros*, Santiago, Coll. Estudio, 1993.
- ODEPLAN, *Población ocupada por sectores económicos 1960-1970*, Santiago, Unidad de recursos humanos, Santiago, diciembre de 1970.
- Idem, *Informe económico anual 1970*, Santiago, Ed. Universitaria, 1970.
- Idem, *Informe económico anual 1971*, Santiago, Ed. Universitaria, 1971.
- Idem, *Informe económico anual 1972*, Santiago, Ed. Universitaria, 1972.
- Idem, *Informe económico anual 1973*, Santiago, Ed. Universitaria, 1973.
- Idem, *El gobierno popular y la nueva estrategia económica latino-americana*, Santiago, 1971.
- E. Padilla, *La memoria y el olvido. Detenidos desaparecidos en Chile*, Santiago, Ediciones Orígenes, 1995.
- E. Palieraki, *Manifestations de rues à Santiago durant l'Unité populaire*, Paris I-La Sorbonne, Mémoire de maîtrise d'histoire, 2001.
- F. Pingeot, *Populisme urbain et crise du centre-ville dans les sociétés dépendantes : enquête sociologique sur les mouvements revendicatifs urbains à Santiago du Chili : 1969-1973*, Université de Paris V, Thèse de doctorat du troisième cycle, 1976.
- P. Politzer, *Altamirano*, Santiago, Ed. Melquíades, 1989.
- J. Del Pozo, A. Jacob (sous la dir. de), *La Chili de 1970 à 1990. De l'Unité populaire à l'après Pinochet*, Montréal, ULB Editeur, 1994.
- Idem, *Rebeldes, reformistas y revolucionarias: una historia oral de la izquierda chilena en la época de la Unidad Popular*, Ed. Documentas, Santiago, 1992.
- C. Prats, *Testimonio de un soldado*, Santiago, Pehuen, 1985.
- P. Quiroga, *Compañeros. El GAP: la escolta de Allende*, Santiago, Aguilar, 2001.
- Gonzalo Martínez, *Instantes de decisiones: Chile 1972-1973*, México, Ed. Gribaljo, 1998.
- S. Ramos, *¿Chile, una economía de transición?*, Santiago, CESO, Facultad de Ciencias Económicas de la Universidad de Chile, 1972.
- C. Reynier, *Marginalité et luttes de classes: le Chili de l'Unité populaire*, IHEAL-La Sorbonne Nouvelle – Paris III, Mémoire de maîtrise en sociologie, 1974.
- F. Rodríguez (pseud.), *Critica de la Unidad Popular*, Barcelona, Ed. Fontamara, 1975.
- P. Richard, *Origine et développement du mouvement Chrétiens pour le socialisme (Chili 1970-1973)*, Paris, Centre Lebret « foi et développement », Série América Latina N°2, Paris, 1975.
- J. Palacios, *Chile: un ensayo de compromiso histórico*, Barcelona, Editorial 7 1/2, 1976.
- J. Pinto (coord.), *Y hicimos historia. La historia de la Unidad Popular*, Santiago, LOM, 2005.
- A. Samaniego Mesias, *Les stratégies syndicales de la « Central Unique des travailleurs » et l'action sociopolitique des salariés (1953-1973)*, Université Paris VIII, Thèse de doctorat en sociologie, 1998.
- G. Smirnow, *Le développement de la lutte pour le pouvoir pendant l'Unité populaire*, Université Paris VIII, Thèse de troisième cycle, 1977.
- Idem, *The Revolution disarmed*, New York, ERA, 1979.
- I. Seguel-Boccara, *Les passions politiques au Chili durant l'Unité populaire (1970-1973) : un essai d'analyse systémique*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- A. Touraine, *Vie et mort du Chili populaire, journal sociologique*, Paris, Seuil, 1973.
- A. Uribe, *Le livre noir de l'intervention américaine au Chili*, Paris, Seuil, 1974.
- A. Valenzuela, *The origins of democracy: theoretical reflections on the chilean case*, Washington, the Wilson Center, 1983.
- Idem, *El quiebre de la democracia en Chile*, Santiago, FLACSO, 1989.
- A. Valenzuela et J. Samuel Valenzuela (ed. by), *Chile: politics and society*, New Brunswick, 1976.
- H. Vega Tapia, *L'économie du populisme et le projet de passage au socialisme proposé par l'Unité populaire*, Université Aix-Marseille II, Thèse d'Etat en économie, 1981.
- L. Vega, *Anatomía de un golpe de Estado. La Caída de Allende*, Jerusalén, La semana publicaciones, 1983.
- P. Verdugo, *Interferencia Secreta. 11 de septiembre de 1973*, Santiago, Editorial Sudamericana, 1988.
- H. Vidal, *Presencia del MIR. 14 claves existenciales*, Santiago, Mosquito editores, 1999.
- P. Vuskovic (comp. R. Maldonado), *Obras escogidas sobre Chile (1964-1992)*, Santiago, CEPLA, 1993.

Articles d'analyse sur le processus de l'Unité populaire

- L. Alvarado, R. Cheetham, G. Rojas, "Movilización social en torno al problema de la vivienda", *EURE*, Santiago, V. III, Nº 7, abril de 1973, pp. 37-70.
- J. C. Buhrer, « Fidèle à lui-même », *Le Monde Diplomatique*, Paris, octobre 1973.
- M. Castells, "Movimiento de pobladores y lucha de clases en Chile", *EURE*, Santiago, V. VII, Nº 7, abril de 1973, pp. 9-35.
- C. Catalán, R. Guilisasti, G. Munizaga, "Transformaciones del sistema cultural chileno entre 1920-1973", Santiago, CENECA, 1987.
- C. Cousino, "Populismo y radicalismo político durante el gobierno de la Unidad Popular", *Estudios Públicos*, Santiago, Nº 82, 2001.
- P. Chaparo, « los actores sociales y políticos y el quiebre del sistema político democrático chileno », *Estudios Sociales*, Santiago, Año X, Nº 37, 1983, pp. 277-296.
- J. Chonchol, « La réforme agraire : les difficultés d'un bouleversement légal et sans violence », *Le Monde Diplomatique*, Paris, avril 73.
- A. Daire, "La política del Partido Comunista desde la post-guerra a la Unidad-Popular" in A. Varas (comp.), *El Partido comunista de Chile: estudio multidisciplinario*, Santiago, CESOC-FLACSO, 1988, pp. 141-239.
- J. Foran, "Allende's Chile, 1972", University of California, Santa Barbara, 1996 in *World History Archives* (http://www.hartford-hwp.com/archives/42a/130.html#FNT5).
- J. Fermandois, "¿Peón o actor? Chile en la Guerra Fría (1962-1973)", *Estudios Públicos*, Santiago, Nº 72, 1998, pp. 149-171.
- J. Garcés, "Vía insurreccional y vía política: dos tácticas", *Revista de la Universidad técnica del Estado*, Santiago, Nº 13/14, marzo-junio 1973, pp. 7-39.
- G. García Márquez, « La verdadera muerte de un presidente » (1974) in http://www.rebelion.org/chile/030911marquez.htm.

- F. Gaudichaud, “Etudes et recherches sur l’Unité populaire et le mouvement révolutionnaire chilien : essai de bilan critique et perspectives », *Dissidences*, Nancy, N° 14-15, janvier 2004, pp. 40-53 (texte présenté en espagnol au séminaire : *II Encuentro de Historiografía en Homenaje a Luís Moulian* : « el gobierno de la Unidad Popular y de la dictadura militar », Museo Nacional Benjamín Vicuña Mackenna, 4 de septiembre de 2003).
- E. M. Korry, “Los Estados Unidos en Chile y Chile en los Estados Unidos: una retrospectiva política y económica (1963-1975)”, *Estudios Públicos*, Santiago, Nº 72, 1998, pp. 17-74.
- A. Joxe, “Le Chili entre le freinage et l’affrontement”, *Politique Hebdo*, Paris, 1972, pp. 71 à 95.
- Idem, « L’armée chilienne et les avatars de la transition », *Les Temps Modernes*, N° 323, juin 1973.
- Labrousse, « L’extrême gauche avait démasqué la démocratie chrétienne », *Le Monde Diplomatique*, Paris, septembre 1973.
- A. Mattelart, « La bourgeoisie à l’école de Lénine », *Politique aujourd’hui*, Paris, Janvier-février 1974.
- M. Mattelart, « Le coup d’Etat au féminin », *Les Temps Modernes*, Paris, N° 342, Janvier 1975.
- R. Mauro Marini, C. Sepúlveda, « La politique économique de la "voie chilienne" », *Critique de l’économie politique*, Paris, N° 16-17, septiembre de 1974, pp. 218-243.
- O. Millas, « El legado de Allende », *PCC, boletín del exterior*, Nº 60, julio-agosto 1983, pp. 36 à 60 (dossier Chili BDIC : PCC 1972-1985 : F delta 690).
- F. Mires, « Les contradictions de l’Unité populaire” in J. Del Pozo, A. Jacob (sous la dir. de), *La Chili de 1970 à 1990. De l’Unité populaire à l’après Pinochet*, Montréal, ULB Editeur, 1994, pp. 31-48.
- A. Munster, « Le Chili entre l’UP et l’affrontement de classe », *Les Temps Modernes*, Paris, décembre 72, pp. 995 à 999.
- E. Novoa, « L’utilisation de la loi sous le gouvernement Allende », *Chili, un pays laboratoire*, Actes du colloque organisé à Bruxelles, Maison de l’Amérique Latine, 1998, pp. 11-24.
- A. Pascal Allende, « El MIR, 35 años de Lucha », *Punto Final*, Nº 447, Santiago, agosto del 2000; Nº 478, 7 de septiembre de 2000, Nº 480, 5 de octubre de 2000 et Nº 481, 13 de octubre de 2000.
- V. Osorio Reyes, “Mitos y mentiras del golpe militar”, *La Huella*, Santiago, Nº 12, septiembre 2002, pp. 2-23.
- J. Petras, « Economía política del terror estatal: Chile, El Salvador y Brasil » in *Estado y régimen en Latinoamérica*, Madrid, Ed. Revolución, 1987, pp. 31-66.
- C. Pérez, “Salvador Allende, Apuntes sobre su Dispositivo de Seguridad: El Grupo de Amigos Personales (GAP)”. *Estudios Públicos*, Santiago, Nº 79, 2000.
- G. Pumarino, « La politique du logement au Chili », *Espaces et Sociétés*, Paris, N° 3, 1971.
- P. Quiroga, “La gran ruptura: el gobierno de la unidad popular (1970-1973)”, *Encuentro XXI*, Santiago, 1993, pp. 31- 48.
- E. Sader, « Chili : la transition manquée », *Critique de l’économie politique*, Paris, N°16-17, avril-sept. 1974, pp. 244-259.
- M.N. Sarget, « Rétroactions positives aux interventions du système politique sur les autres systèmes sociaux et invention de la société : l’exemple du Chili de l’Unité populaire », *L’invention de la société*, Evora, XV congrès de l’AISLF, juillet 1996.
- A. Valenzuela, “Chile: Origins, Consolidation, and Breakdown of a Democratic Regime” in Larry Diamond (Ed.), *Democracy in Developing Countries*, Boulder, Lynne Rienner, 1989.
- H. Vega, « L’effritement de l’Etat au Chili », *Revue de l’Institut de Sociologie*, Bruxelles, 1981.
- J. Vergara, « El pensamiento de la izquierda chilena en los sesenta. Notas de investigación” in A. Varas (comp.), *El Partido comunista de Chile: estudio multidisciplinario*, Santiago, CESOC-FLACSO, 1988, pp. 261-341.
- G. Vial (dir.), *Libro blanco del cambio de gobierno en Chile*, Santiago, Ed. Lord Cochrane, 1973.
- Idem, “1964-1973: La violencia pone a Chile a borde de la guerra civil” in *La Segunda*, Santiago, 10 fascículos, diciembre de 1998 a febrero de 1999.
- Idem, “Allende” in *La Segunda*, Santiago, 10 fascículos, agosto de 2003 a septiembre 2003.
- P. Winn, « Loosing the chains labor and the chilean revolutionnary process: 1970-73 », *Latin American Perspectives*, N° 3, Vol. 8, 1976, pp. 70-84.
- O. Ulianova, “La Unidad Popular y el golpe militar en Chile: percepciones y análisis soviéticos”, *Estudios Públicos*, Santiago, Nº 79, 2000, pp. 83-171.
- Luís Vitale, « El gobierno de Salvador Allende », *Para recuperar la memoria histórica. Frei, Allende, Pinochet*, Santiago, Ed. ChileAmerica – CESOC, 1999, pp. 174-238.
- Idem, *¿Y después del 4, que?*, Chile, PLA, 1970.

Livres et documents sur la classe ouvrière chilienne, le mouvement syndical et la participation des travailleurs

- J. Álvarez, *Participation in Industry : Workers’ participation in industrial firms in Chile*, Las Angeles, University of California, P.D. of sociology, 1972.
- A. Angell, *Politics and the Chilean labor movement*, Oxford, Oxford University Press, 1972.
- Carmen Rosa Barbi, *Identidad clasista en el sindicalismo: su impacto en las fábricas*, Lima, DESCO, 1989.
- M. Barrera, *La participación social y los sindicatos industriales en Chile*, Ginebra, Documento de trabajo interno, International Institute For Labour Studies, sin fecha.
- Idem, *El sindicato industrial como instrumento de lucha de la clase obrera chilena*, Santiago, Instituto de Economía y planificación, U. de Chile, 1972.
- Idem, H. Landsberger, A. Toro, *El pensamiento del dirigente sindical chileno: un informe preliminar*, Santiago, INSORA, U. De Chile, 1963.
- J. Barria, *Breve historia del sindicalismo chileno*, Santiago, Instituto de Administración, 1967.
- Idem, *Historia de la CUT*, Santiago, Ed. Pla, 1971
- C. Casassus-Montero, *Travail et travailleurs au Chili*, Paris, La découverte, Coll. Repères, 1984.
- J. G. Espinoza, A. S. Zimbalist, *Economic Democracy: workers’ participation in Chilean industry 1970-1973*, London, Academic press inc., Studies in social discontinuity, 1978.
- P. Frías F., *Construcción del sindicalismo chileno como actor nacional*, Santiago, CUT-PET, Vol. I, 1993.
- F. Gaudichaud, *Les rapports entre le gouvernement de l’Unité populaire et le mouvement ouvrier chilien (1970-1973)*, Université Bordeaux III, UFR Histoire, Mémoire de DEA, 1999.
- S. Grez, *De la “regeneración del pueblo” a la huelga general. Génesis y evolución histórica del movimiento popular en Chile 1810-1890*, Santiago, Ed. RIL, Sociedad y Cultura, Vol. XIII, 1997.
- F. Iturraspe, *Participación, cogestión y autogestión en América Latina*, Caracas, Ed. F. Iturraspe, T I et II, 1986.
- J. Jobet, *Recabarren. Los origines del movimiento obrero y del socialismo chileno* Santiago, Prensa Latinoamericana, 1955.
- P. Manns, *Los grandes masacres*, Santiago, Quimantú, Col. “nosotros los chilenos”, 1970.
- P. Milos, *Los movimientos sociales de abril de 1957 en Chile. Un ejercicio de confrontación de fuentes*, Louvain-La-Neuve, Université Catholique de Louvain, Thèse de doctorat en histoire, 1996.

- J. F. Rojas, C. Rodríguez, M. Fernández, *Cristaleros: recuerdos de un siglo. Los trabajadores de Cristalerías de Chile*, Santiago, PET-sindicato Nº 2-Padre Hurtado, 1998.
- A. Touraine, Telle, Brans, Reynaud, *Huachipato et Lota: étude sur la conscience ouvrière dans deux entreprises chiliennes*, Paris, CNRS, 1966.
- C. Urrutia, *Historia de las Poblaciones callampas*, Santiago, Quimantú, Col. Nosostros Los Chilenos, 1972
- H. Ramírez Necochea, *Historia del movimiento obrero. Antecedentes siglo XIX*, Santiago, Ed. Austral, 1956.
- J. Petras, M. Zeitlin, *El radicalismo de la clase trabajadora chilena*, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, 1969.
- C. Pizarro, *La huelga en Chile. 1890-1970*, Santiago, Ed. SUR, Col. Estudios Históricos, 1986.
- M. Scurrah et B. Podesta, *Experiencias autogestionarias urbanas en Perú y Chile: problemas y lecciones*, Lima, CEDEP, 1983.
- M. Silva, *Los partidos, los sindicatos y Clotario Blest*, Santiago, Ed. Mosquito, 2000.
- P. Winn, *Weavers of revolution, the YARUR workers and chile's road to socialism*, New York / London, Oxford University Press, 1986.
- F. Zapata, *Federaciones y centrales en el sindicalismo chileno*, Ginebra, International Institute for Labour Studies, Documento de trabajo interno, 1971.
- F. Zapata, *La stabilité politique du Chili: quelques hypothèses sur le rôle du mouvement ouvrier*, Université Paris X-Nanterre, Thèse de troisième cycle en sociologie, 1970.

Articles sur la classe ouvrière chilienne, le mouvement social et la participation des travailleurs

- A. Angel, « la clase obrera y la política en Chile », *Desarrollo económico*, Santiago, Vol. 9, Nº 33, abril-junio 1969.
- M. Barrera, "Perspectiva histórica de la huelga obrera en Chile", *CEREN*, Santiago, Nº 9, Septiembre 1971, pp. 119-155.
- Idem, « Desarrolló económico y sindicalismo en Chile: 1938-1970 », *Revista Mexicana de sociología*, México, VOl. 42, Nº 3, 1980, pp. 126-129.
- J. Barria, *Historia de la CUT*, Santiago, Ed. Pla, 1971.
- Idem, "Preocupaciones intelectuales de trabajadores de base sobre historia del movimiento obrero. Motivaciones y expresiones", *Proposiciones*, Santiago, SUR, Nº 17, julio de 1989.
- L. Barria, "La participación de los trabajadores", *Principios*, Santiago, marzo-abril de 1972, pp. 82-91.
- C. Blest, « Organización de la clase trabajadora », *Punto Final*, Santiago, 22 de abril de 1969, pp. 22-25.
- Idem, « La clase obrera chilena y la estadística sindical », *Punto Final*, Santiago, 15 de febrero de 1972, pp. 11.
- Idem, « La clase trabajadora organizada en Chile », *Punto Final*, Santiago, 29 de agosto de 1972, pp. 22-24.
- CIDU, « Reivindicación urbana y lucha política. Les campamentos de pobladores en Santiago de Chile », *EURE*, Santiago, Vol. II, noviembre de 1972, pp. 55-81.
- G. Campero, S. Jaramillo, « Conciencias de clase, economismo y acción obrera », *Cuadernos de la Realidad Nacional*, Santiago, Nº 8, junio de 1971, pp. 24-42.
- M. Casteneda Fuertes, « Algunas características de la clase obrera chilena entre 1925 y 1970 », *Casa de las Amétricas*, Vol. 15, Nº 86, octubre de 1974.
- J. Cofre, « La participación obrera en las empresas », *Causa Marxista-Leninista*, Santiago, Nº 25, agosto de 1973, pp. 15 à 25.
- A. Cuevas, « La experiencia de la CUT (1953-1973): una visión critica », *Chile-América*, Bruxelles, Nº 84-85, marzo del 1983, pp. 27 à 34.
- L. Cruz Salas, "Estado, partidos y movimiento obrero" in *Para recuperar la memoria histórica. Frei, Allende, Pinochet*, Santiago, Ed. ChileAmerica – CESOC, 1999, pp. 382-426.
- J. Duque, E. Pastrana, « La movilización reivindicativa urbana de los sectores populares en Chile. 1964-1972 », *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales*, Santiago, Nº 4, diciembre de 1972, pp. 259-293.
- J. Fiori, "Campamento Nueva La Habana: estudio de una experiencia de autoadministración de la justicia", *EURE*, Santiago, Vol. III, Nº 7, abril de 1983, pp. 83-101.
- O. Garretón, « Concentración monopólica en Chile: participación del estado y de los trabajadores en la gestión económica », *Cuadernos de le Realidad Nacional*, Santiago, Nº 7, marzo de 1971, pp. 143-164.
- F. Gaudichaud, « La Centrale unique des travailleurs, le mouvement ouvrier et les Cordons industriels durant l'Unité populaire (1970-1973) », *Dissidences*, Nancy, N° 14-15, janvier 2004 ; pp. 57-74, (présenté en espagnol au séminaire International « A treinta años de la Unidad Popular. Balance de un proceso », organisé par l'Université Diego Portales du 1° au 3 septembre 2003, Santiago, Chili).
- G. Giusti, « Participación y organización de los sectores populares en América Latina: el caso de Chile y Perú », *Revista Mexicana de Sociología*, México, Vol. 34, Nº 1, marzo de 1972, p. 39 à 63.
- J. Giusti, « La formación de las poblaciones en Santiago », *Revista Latinoamericana de Ciencia Política*, Santiago, agosto 1971, pp. 93-99.
- M. Harnecker y otros, « La participación de los trabajadores », *Chile Hoy*, Nº 7 y Nº 8, Santiago, Julio y agosto de 1972.
- Henry Landsberger, "La elite obrera de América Latina y la Revolución" in S.M Lipste, A. Solari, *Elites y Desarrollo en América Latina*, Buenos Aires, Paidos Ed., 1967, pp. 308-348.
- O. Mac-Clure, « La acción reivindicativa sindical en Chile », *Proposiciones*, Santiago, Nº 17, 1989, pp. 110-123.
- J. Magasich, « Les mouvements sociaux au Chili : 1967-1973 », *Chili, un pays laboratoire*, Actes du colloque organisé à Bruxelles, Maison de l'Amérique Latine, 1998, pp. 37-46.
- F. Moreno, *Chile 1970-73: una interpretación sobre el movimiento sindical*, Santiago, sin editor, septiembre de 1979.
- J. Petras, « Nacionalización, cambio socio-económico y participación popular bajo el gobierno de la Unidad Popular en Chile», *Estudios Andinos*, La Paz, Nº 9, Vol. III, Nº 3, 1973, pp. 5 – 24.
- J. Pinto, « Movimiento social popular: ¿Hacia una barbarie con recuerdos? », *Proposiciones*, Santiago, Nº 24, 1994, pp. 214 – 219.
- M. Raptis, « Les travailleurs et l'autogestion au Chili et au Pérou », *Le Monde Diplomatique*, Paris, février 1973.
- Jorge Rojas Flores, « Los trabajadores chilenos, desde la colonia hasta 1973 », *ICAL*, Santiago, 28 de diciembre de 2004 (in http://www.ical.cl/noticia.php?id=1014&sec=999&subsec=311221).
- A. Samaniego, « Los limites de la Estrategia de la Unidad Popular y el « Área de propiedad Social », *Contribuciones Científicas y Tecnológicas*, Santiago, USACH, agosto de 1995, Nº 109, p. 21-35.
- Idem, « Estructuras y estrategia de la CUT. 1969-1972 », *Cuadernos de Humanidades*, Santiago, USACH, Agosto de 1994, Nº 17.
- J. Silva Luvecce, « ¿La participación: un peldaño hacia el poder? », *Punto Final*, Santiago, suplemento al Nº 168, 10 de octubre de 1972.
- J. Stillerman, "No estábamos preparados: trabajadores chilenos recuerdan la Unidad Popular", *Alameda*, Santiago, Nº 1, abril-junio 1997, pp. 59-66.

- F. Vanderschueren, « Significado político de las juntas de vecinos en poblaciones de Santiago », *EURE*, Santiago, Vol. I, Nº 2, julio de 1971.
- Idem, « Pobladores y conciencia social », *EURE*, Santiago, Vol. I, Nº 3, octubre de 1971.
- L. Vargas, « La formación des Área Social: del programa de la UP a la lucha de clases », *Marxismo y Revolución*, Santiago, Nº 1, septiembre de 1973.
- T. L. Ogurtsova, P. Lau, « Estructura y situación de la clase obrera chilena en vísperas de las elecciones presidenciales de 1970 », *Anuario del Centro de Estudios Ibero-americanos de la Universidad Carolina de Praga*, Praga, Año IX, 1975, pp. 123-143.
- A. Wallon, « Perspectives actuelles de mouvement ouvrier au Chili », *Les Temps Modernes*, Paris, juin 73, pp. 1977 à 2005.
- A. Witker, « El movimiento obrero chileno » in P. Gonzáles Casanova (coord.), *Historia del movimiento obrero en América Latina*, México, UNAM, Siglo XXI, 1984.
- F. Zapata, "Las relaciones entre el movimiento obrero y el gobierno de S. Allende", *Cuadernos del Centro de Estudios Sociológicos*, México, CES, N° 4, 1974.
- A. Zimbalist, « The dynamic of worker participation: an interpretative essay on the chilean and other Experiences », *Administration and Society*, New York, N°7, may 1975 pp. 43-54.

Ouvrages et documents sur les Cordons industriels et le « pouvoir populaire »

- Ursula. Bernauer, Elisabeth. Freitag, *Poder Popular in Chile - am beispiel gesundheit*, Freiburg, ed. Laetare/Imba, Stichwörter zu lateinamerika, 1974.
- H. Cancino, C. Castro, *Poder obrero y popular en Chile 1970-1973*, Aarhus, Romansk Institut Aarhus Universitet, 1981.
- H. Cancino, *La problemática del poder popular en el proceso de la vía chilena al socialismo 1970-73*, Aarhus, Aarhus Universitet Press, 1988.
- C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, *Consejo comunal de trabajadores y Cordón Cerrillos-Maipú: 1972. Balance y perspectivas de un embrión de poder popular*, Santiago, CIDU-U. Católica de Chile, Documento de Trabajo Nº 67, agosto 1973.
- R. Cheetham, A. Rodríguez, G. Rojas, J. Rojas, *Comandos urbanos: alternativa de poder socialista*, Santiago, CIDU-U. Católica de Chile, Documento de trabajo Nº 65, marzo 1973.
- Directorio y Pobladores Nueva Habana, grupo de trabajo "procesos sociopolíticos y diseño urbano", H Saa, R. Urbina, A. Victoria, *Organización y lucha poblacional en el proceso de cambios : la experiencia del campamento Nueva Habana*, Santiago, Facultad de arquitectura y urbanismo, Universidad de Chile, 1972
- A. Fausto, P. Frías, A. Opazo, *Perspectivas de Poder Popular en Chile: Informe Preliminar*, Santiago, FLACSO, Área de movimientos sociales (circulación interna), agosto 1972.
- I. Figueroa, S. Sepúlveda, *Las juntas de abastecimiento y control de precios: el intento de proyecto alternativo de sociedad. Chile 1970-1973*, Santiago, Universidad de Chile, Licenciatura en Historia, 26 de noviembre de 1999.
- F. Gaudichaud, *Poder Popular y Cordones industriales. Testimonios sobre la dinámica del movimiento popular urbano durante el gobierno de Salvador Allende*, Santiago, Ed. LOM-DIBAM, 2004.
- S. Leiva, *Revolución socialista y poder popular. Los casos del MIR –Chile 1970-1973- y el PRT – ERP –Argentina, 1973-1976*, Concepción, Ediciones Escaparate, 2008.
- J. Magasich, *Pouvoir formel et pouvoir réel au Chili 1972-1973*, Université Libre de Bruxelles, Faculté de philosophie et lettres, Mémoire de Licence d'histoire, 1980.
- M. Najman, *Le Chili est proche: révolution et contre-révolution dans le Chili de l'Unité populaire*, Paris, F. Maspero, Coll. Cahiers Libres, 1974.
- E. Pastrana, M. Threlfall, *Pan, techo y poder: el movimiento de pobladores en Chile (1970-1973)*, Buenos Aires, Ed. SIAP-Planteos, 1974.
- M. Raptis, *Quel socialisme au Chili ? Etatisme ou autogestion. Dossier de la participation des travailleurs au processus révolutionnaire du pays*, Paris, Ed. Anthropos, 1973.
- E. Sader, S. Quevedo, *Algunas consideraciones en turno a las nuevas formas de poder popular en poblaciones*, Santiago, CIDU-U. Católica de Chile, Documento de trabajo Nº 57, 1972.
- M. Silva, *Los Cordones Industriales y el socialismo desde abajo*, Santiago, sin editor, 1999.
- L. Vitale, *¿Que es el poder popular?*, Santiago, Ed. Sembrando, Folleto, 1994.

Articles sur les Cordons industriels et le pouvoir populaire

- R. Cheetham, A. Rodríguez, G. Rojas, J. Rojas, « Comandos urbanos: alternativa de poder socialista. La experiencia chilena », *Revista Interamericana de planificación*, Santiago, Vol. 8, Nº 30, julio de 1974, pp. 148-187.
- « Chili : Unité populaire et pouvoir populaire », *Alternatives Populaires*, Paris, N° 1, 1974.
- CIDU, "Experiencias de justicia popular en poblaciones", *Cuadernos de la realidad nacional*, Santiago, junio de 1971.
- C. Castelain, « Histoire du campamento Nueva Habana », *Espaces et Sociétés*, Paris, N° 15, avril 1975, pp. 117-131.
- O. Azocar, « La transformación revolucionaria del Estado. La UP, el Estado y el poder popular », *A 30 años de la Unidad Popular. El Imperativo de la memoria*, ICAL, Santiago, septiembre 2000, pp. 177-190.
- R. Cheetham, A. Rodríguez, G. Rojas, J. Rojas, *Comandos urbanos: alternativa de poder socialista*, Santiago, CIDU-U. Católica de Chile, Documento de trabajo Nº 65, marzo 1973.
- V. Espinoza, « Historia social de la acción colectiva urbana: Los pobladores de Santiago, 1957-1987 », *EURE*, Santiago, Vol. 24, Nº 72, septiembre 1998 (in http://www.scielo.cl/).
- P. García, "Cordones Industriales: una experiencia inédita de lucha social y política", *Materiales para la discusión Nº 20*, Santiago, Taller PIRET, 1991.
- F. Gaudichaud, "¿Construyendo poder popular? El movimiento sindical en el periodo de la Unidad Popular" in J. Pinto (Coord.), *Y hicimos historia. La historia de la Unidad Popular*, Santiago, LOM, 2005, pp. 81-106.
- Idem, « Retour sur les leçons chiliennes » in « L'Amérique latine rebelle », *Contretemps*, Textuel, Paris, 2004, pp. 166-178.
- Idem, "L'Unité populaire par ceux qui l'ont faite", *Le Monde Diplomatique*, Paris, septembre 2003.
- Idem, « Contrôle ouvrier et dualisation du pouvoir : le cas du Chili de l'Unité populaire », *Dissidences*, Nancy, N°7, décembre 2000, pp. 3 à 8.
- Idem,
- J. Magasich, « El poder obrero en Chile », *Estudios*, Bruxelles, Nº 6, janvier-fevrier 1980, pp. 19-24.
- A. Mattelart, « Presse et ligne de masse dans les Cordons industriels de Santiago » in *Mass Média, Idéologies et Mouvement Révolutionnaire*, Paris, Anthropos, 1974, pp. 233 à 267.
- M. Najman, « Comment s'organisaient les bases du pouvoir populaire », *Le Monde Diplomatique*, Paris, octobre 73.

- S. Leiva, "Entrevista a Hernán Aguiló Martínez", *Las historias que podemos contar*, Santiago, octubre 2005 in http://www.lashistoriasquepodemoscontar.cl/nancho.htm.
- P. Santa Lucia, « The industrial class and the struggle for power in Chile » in O'Brien, *Allende's Chile*, New York, Praeger Publischers, 1976, pp. 126-166.
- E. Sader, « Cordons industriels et pouvoir prolétaire au Chili en 1972 », *Les Temps Modernes*, Paris, juin 1975, pp. 1777 à 1792.
- A. Samaniego, "Octubre el rojo: fulgor y agonía de la unidad de los trabajadores", *Contribuciones científicas y tecnológicas*, Santiago, USACH, Área ciencias sociales y humanidades, Nº 130, abril 2002, pp. 1-22.
- Idem, « Octubre 1972: triunfo y derrota de la unidad de los trabajadores », *Investigación DICYT-USACH*, Santiago, inédito, 1996.
- A. Silva et P. Santa Lucia, « Les Cordons industriels: une expression de pouvoir populaire au Chili », *Les Temps Modernes*, Paris, janvier 1975, pp. 675 à 847.
- F. Vázquez, *El poder popular chileno de obreros y campesinos*, mimeog., sin editor, 1977.
- H. Zemelman, « Significación del poder popular », *Cuadernos de la realidad nacional*, Santiago, Nº 17, abril de 1973.

Recueils de Témoignages

- C. Condaminas (Comp.), *Chili : vous êtes témoins, nos duele Chile*, Paris, Les amitiés franco-chiliennes, 1975.
- P. Dupuy, *Chili 1967-1973 : témoignage d'un prêtre ouvrier*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- C. Henfrey, B. Sohr, *Chilean Voices: activists describe their experience of the popular unity period*, New Jersey, Atlantic Highlands, 1978.
- F. Gaudichaud, *Poder popular y cordones industriales. Testimonios sobre la dinámica del movimiento popular urbano 1970-1973*, Santiago, LOM-DIBAM, 2004.
- *Le Chili d'Allende: témoignages de la vie quotidienne*, Montréal, Ed. coopératives A. St Martin, 1978.
- *La tragedia chilena: testimonios*, Buenos Aires, Merayo Ed., Coll. Documentos, 1973.
- S. Zamora, *Après septembre*, Paris, Ed. Florent-Massot, Coll. Mémoires vives, 1994.

Documentation photographique et audiovisuelle

- A. Touraine, P. Kalfon, « Le coup d'Etat chilien et l'Amérique latine », Paris, Radio France, émission radiodiffusée « France-Culture », 19 mars 1974.
- Colectivo de cineastas latinoamericanos, *Cuando despierta el pueblo*, New York, Tricontinental Film Center, 1973, 60 min.
- T. Moulian (coord. de), *Chile: 1970-2000. La Memoria Oxidada*, Santiago, LOM, 1997.
- P. Guzmán, *La Batalla de Chile*, Chile/Cuba/Venezuela, 1975-1979, 3 partes.
- Idem, *Salvador Allende*, Espagne/Allemagne/Belgique/Chili/France/Mexique, Patricio Guzmán Producciones, 2004.
- A. Mattelart, *La Spirale*, France, Betacam SP, 1975, 155 min.
- Chris Marker, *Le fond de l'air est rouge*, France, I.N.A./Iskra/Dovidis, 1977, 145 min..
- Idem, M. Littin, *On vous parle du Chili*, Paris, Iskra, 1973.
- T. Cohen, *Campamento Nueva La Habana*, New York, Amram nowak production, 1975.
- B. Muhel, *Septembre chilien*, Paris, Iskra – Bruno Muhel production, 1973, 40 min.

Sources écrites et témoignages recueillis

- **Recueils d'archives :**

- CEDETIM, *Chili, 1970-72. L'affrontement de masse*, Paris, NPP, 1973.

- CEDETIM, *Chili. L'affrontement de classe*, Paris, NPP, 1973.

- "Chile en los archivos de la URSS (1959-1973): documentos del Comité Central del PCUS y del Ministerio de Relaciones Exteriores de la URSS", *Estudios Públicos*, Santiago, Nº 72, 1998, pp. 391-476.

- "Chile en los archivos de EE UU (1970): documentos del embajador de EE UU en Chile (1967-1971), E. M. Korry", *Estudios Públicos*, Santiago, Nº 72, 1998, pp. 325-390.

- L. Corvalán, *Chile: 1970-1973*, Sofia, Sofia Press, 1978.

- V. Farias, *La izquierda chilena (1969-1973): documentos para el estudio de su línea estratégica*, Berlín, CEP, 6 tomos, 2000-2001.

- M. Gonzáles P., A. Fontaine T. (comp.), *Los mil días de Allende*, Santiago, CEP, 2 tomos, 1997.

- INDAL, *Chile: El dialogo o las armas*, Caracas, Nº 11 y Nº 12, 1975.

- INDAL, *El Partido Comunista de Chile en el gobierno de Unidad Popular*, Caracas, Nº 9, 1974.

- Izquierda Cristiana, *Recueil de textes 1970-1973*, Paris, Ed. Politique Hebdo, trad. Anne Valier, 1974.

- A. Joxe, *Le Chili sous Allende*, Paris, Gallimard, Coll. Archives, Paris, 1974.

- P. Kalfon, *Allende. Chronique*, Paris-Biarritz, Atlantica, 1998.

- G. Martner (Comp.), *S. Allende 1908-1973. Obras Escogidas*, Santiago, Ed. Antártica, Coll. Chile siglo XX, 1992.

- MAPU, *Recueil de textes : 1970-1973*, Paris, Ed. Politique Hebdo, trad. Anne Valier, 1974.

- MIR, *Documentos Internos 2-A – 1973*, Paris, Archives du CEDETIM.

- MIR, *Documentos Internos – 1972*, Paris, Archives du CEDETIM.

- MIR, *Recueil de textes 1970-1973*, Paris, Ed. Politique Hebdo, trad. Anne Valier, 1974

- P. Quiroga (Comp.), *Salvador Allende – Obras Escogidas (1970-1973)*, Barcelona, Editorial Crítica, 1989.

- **Fonds d'archives essentiels sur le sujet**

- BDIC – Paris (notamment les divers « dossiers Chili » tel que « politique intérieure : F delta 126/10 »; « CUT, archives BDIC : F delta 223 » ; « publications officielles 1971-1973 : F Delta Res 190/2 » ; etc)
- IHEAL – Paris
- CEDETIM (notamment *Documentos Internos del MIR*)
- Bibliothèque Nationale de Santiago (notamment pour la presse militante)
- Archives nationales du XX° Siècle – Chili (notamment celle du ministère de l'économie non détruites : Ministerio de la economía, Dirección del trabajo, Dpto. de negociaciones colectivas, *minutas*, 1972-1973)
- Archives du Congrès - Santiago

- **Archives sur le coup d'Etat, la répression et l'intervention des Etats-Unis :**

- Senado de los Estados Unidos, *Informe Hinchey sobre las actividades de la CIA en Chile*, Washington, **18 de septiembre de 2000 in** http://www.derechos.org/nizkor/chile/doc/hinchey-e.html

- Senado de los Estados Unidos (Informe Church), *Acción encubierta en Chile 1963-1973: Informe de la comisión designada para estudiar las operaciones gubernamentales concernientes a actividades de inteligencia*, Washington, 18 de diciembre de 1975 in http://www.derechos.org/nizkor/chile/doc/encubierta.html

- The National Security Archive, *Chile and the United States: Declassified Documents relating to the Military Coup, 1970-1976*, Washington in http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB8/nsaebb8.htm

- Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación, *Informe Rettig*, Santiago, 1991 in http://www.memoriaviva.com/Documentacion/informe_rettig.htm

- **Témoignages recueillis au cours de l'enquête orale (2002-2005) :**

NB : une majorité de ces témoignages ont été reproduits dans : F. Gaudichaud, *Poder popular y cordones industriales. Testimonios sobre la dinámica del movimiento popular urbano 1970-1973*, Santiago, LOM-DIBAM, 2004 et l'ensemble des archives sonores récoltées seront déposées à la BDIC (Paris), ainsi qu'à la bibliothèque nationale du Chili (Section des musées et archives nationales dirigées par l'historien Ráphael Sagredo)

- **Sergio Aguilar** : Salarié de l'entreprise nationalisée Yarur – militant du MAPU (dirigeant régional de la zone Sud de Santiago) – Participe aux réunions des Cordons Vicuña Mackenna et San Joaquín et à celles du commando communal de San Bernardo
- **Juan Alarcón** : Ouvrier textile – militant du Parti Communiste – Dirigeant syndical – Président du syndicat de l'entreprise textile nationalisée Sumar Algodón
- **Carlos Altamirano** : Secrétaire général du Parti Socialiste - Député et sénateur - Participe aux discussions sur le "pouvoir populaire" et se rend dans les Cordons Industriels - Présenté comme appartenant au "pôle rupturiste" de l'Unité Populaire
- **Boris B.** : étudiant en architecture – militant de l'aile gauche du PS – participe au journal des Cordons « La Aurora de Chile »
- **Mireya Baltra** : Dirigeante nationale de la CUT – Membre du comité central du Parti communiste – Ministre du travail sous Allende au moment du surgissement du Cordon Industriel Cerrillos-Maipú
- **Javier Bertín et Guillermo Rodríguez** : Militants du MIR au sein du Cordon Cerrillos (Groupe politico-militaire N°4) – Guillermo R. est chargé des aspects politico-militaires et Javier B. est dirigeant du front syndical
- **Eugenio Cantillana** : Travaille dans le bâtiment, puis comme ouvrier à l'usine Rittig – Président du syndicat industriel de cette usine et Président du Cordon Industriel Macul – Chargé du front syndical pour le PCR au niveau de Santiago
- **Exequiel E.** : Chauffeur de bus et responsable syndical à l'université de Concepción – militant du PC
- **Tomás Inoztrosa** : Dirigeant du secteur bancaire de la CUT – Conseiller syndical du Cordon Industriel Macul et *Interventor* de l'usine textile Paños Continental – Militant du PS (fondateur du régional Cordillera)
- **Edmundo Jiles** : Sans militance politique – Dirigeant syndical de la commune de Maipú – Participe à la création du Cordon Industriel Cerrillos – Organisateur à Renca du Commando Communal
- **Fernando Quiroga** : Militant du PS – entre 1971 et 1972, secrétaire de la section de Maipú, zone où naît le Cordon Cerrillos – secrétaire politique de la section régionale Nord du PS de la fin 1972 jusqu'au coup d'état
- **Teresa Quiroz** : professeur à l'université catholique – militante chrétienne, membre du PS – appui l'organisation des Cordons Industriels, surtout Cerrillos – participe à la mise en place du système de participation des travailleurs dans l'APS
- **Luís** : fonctionnaire du port de Valparaíso – militant du FTR et du MIR
- **Luciano** : Ouvrier d'une entreprise moyenne du secteur privé dans la zone des Cordons Industriels – Militant trotskyste « clandestin » du PSR
- **Máximo Méry** : Ouvrier de l'entreprise Alusa - militant MAPU - participe au Cordon Industriel Vicuña Mackenna
- **José Moya** : Ouvrier de la grande industrie électronique IRT – Militant du MIR, habite le campement *Nueva La Habana* – Président d'un comité de production au sein du système de participation de l'APS
- **Carlos Mújica** : Ouvrier de l'entreprise métallurgique Alusa – Militant démocrate-chrétien puis MAPU – Délégué du Cordon Industriel Vicuña Mackenna

- **Pablo Muñoz et Luís Ahumada** : militants socialistes et activistes au sein des Cordons Industriels. Pablo M. fait partie de la direction du Front syndical du PS (DENAS) et membre de la commission de santé de la CUT – Luís A. est dirigeant étudiant et activiste au sein du Cordon Vicuña Mackenna
- **Mario Olivares** : Syndicaliste du Front des Travailleurs Révolutionnarismes (FTR) d'une entreprise de meubles de taille moyenne (Muebles Easton) – Délégué du MIR au Cordon Vicuña Mackenna
- **Hernán Ortega** : Dirigeant syndical – Militant PS (régional Norte) – *Interventor* de l'entreprise nationalisée Fantuzzi – Président du Cordon Cerrillos et Président de la Coordination Provinciale des Cordons Industriels
- **Patricio Palma** : Haut fonctionnaire et membre du cabinet du ministre de l'économie Pedro Vuskovic – Membre du comité central du Parti communiste - Directeur de la Direction de l'Industrie et du Commerce (DIRINCO) – Chargé de l'Aire de propriété Sociale (secteur nationalisé) et de la direction des comités de ravitaillement et de contrôle des prix (les JAP)
- **Abraham Pérez** : Ouvrier de la construction – Dirigeant du campement *Nueva la Habana* – Militant du MIR - Participe à la création d'un Commando Communal et d'une JAP
- **Miguel R.** : militant du MIR – étudiant universitaire – milite au sein du mouvement pobladores
- **Miguel Rs** : ouvrier de l'industrie puis de la construction – proche de l'aile gauche du PS – un temps responsable des relations avec le mouvement *pobladores* pour le ministère du logement
- **Rodrigo** : ouvrier de l'entreprise nationalisée IRT – militant du MAPU – Délégué au Cordon Vicuña Mackenna
- **Adonis Sepúlveda** : Sénateur - membre du comité central du PS – Vice président de l'Unité populaire
- **Carmen Silva** : Artiste peintre – militante PS – activiste du Cordon Cerrillos et Vicuña Mackenna, où elle rédige un bulletin syndical (*La Trinchera*) – proche de Carlos Altamirano
- **Héctor Vega** : fonctionnaire du ministère de l'agriculture - militant du MIR – Président du Cordon industriel Osorno Centro
- **Neftali Zuñiga** : Ouvrier textile – Militant du PC – Dirigeant syndical, nommé *Interventor* de la grande entreprise textile Pollak

- **Presse utilisée**
- La Aurora de Chile
- Carta Informativa
- Causa Marxista Leninista
- Central Única
- Chile Hoy
- Combate
- Crea
- Clarín
- Detallista
- El Compañero
- El Combate
- El Mercurio (Santiago)
- Futuro
- FENATEX
- La FIEMC
- L'Humanité (France)
- IC. Testimonio Hernán Méry
- Intercontinental Press (Etats-Unis)
- Le Monde (France)
- Las Noticias de Ultima Hora
- La Tercera de la Hora
- Trinchera (Santiago)
- Trinchera (Talcahuano)
- Periódico Universitario
- Punto Final
- Poder
- Poder Obrero
- Poder Popular
- Posición
- Principios
- La Prensa
- Mensaje
- Presencia
- Revolución Permanente
- La Segunda
- El Rebelde
- El Siglo
- El Surazo
- Tarea Urgente

- **Sélection de sites Internet**

http://www.abacq.net/imagineria/index.htm

http://www.memoriaviva.com

http://www.pinochetreal.cl

http://www.gwu.edu/~nsarchiv/latin_america/chile.htm

http://www.chilevive.cl

http://www.rebelion.org/seccion.php?id=12

http://www.cepchile.cl

http:// www.vicariadelasolidaridad.cl

http://www.derechos.org/nizkor/chile

Annexes

Annexe N° 1 : Questionnaire semi directif utilisé pour l'enquête orale

Fecha: **Numero entrevista:**

Nombre: **Lugar:**

I/ Parilla de datos socio profesionales

Fecha de nacimiento : **Situación familiar: en 1970-73, actual.**
Lugar de residencia y de vida: durante la Unidad Popular (1970-73)/ actualmente: cuidad, barrio, población.
Origines sociales : trabajo de los padres y parientes, propiedades y ingresos aproximativos
Trayectoria escolar : nivel y carrera, ciudad
Trayectoria profesional: lugar de trabajo, numero de trabajadores, evolución Prof., presencia política y sindical, dueños, condición de trabajo...
Trayectoria política: actividad militante, evolución política, cargos eventuales **Trayectoria sindical: actividad militante, evolución, cargos eventuales**

Religión:

II/ preguntas específicamente ligadas al tema del « poder popular »

Note : les annotations en italique m'étaient destinées et ne faisaient pas partie de la question, du moins pas dans un premier temps, l'objectif étant d'avoir ce type d'information sans en formuler expressément la volonté, afin de voir ce qui venait directement à l'esprit de l'enquêté, avant de lui faire préciser tel ou tel aspect de sa réponse.

1/ ¿Durante este periodo, existía, para usted, el llamado « *poder popular* »? ¿Que representaba según el/ella? *[Organizaciones, dirigentes sindicalistas o políticos, ideología]*

2/ ¿Ha tenido usted contactos, responsabilidades en los Cordones industriales o los Comandos Comunales? ¿Habían contactos o apoyo entre los dos tipos de organizaciones?
[En caso de contesta positiva: lugares de militancia, colaboradores, evolución de la actividad cotidiana, momentos esenciales a su nivel personal]

3/ ¿Participaba en la organización de una JAP, utilizaba sus servicios como consumidor?
[En caso de contesta positiva: lugares de militancia, colaboradores, evolución de la actividad cotidiana, momentos esenciales a su nivel personal]

3/ ¿Su concepción del *poder popular* ha sufrido cambios importantes durante este periodo? ¿Este punto de vista fui mayoritario en su partido?
[Posición relativa de los Cordones Industriales respecto:
Al gobierno de la Unidad Popular y sus partidos integrantes
A la CUT y al movimiento sindical
al conjunto de la clase obrera y/o a sus fracciones del Área Social y Mixta]

4/ ¿A caso, se recuerda de reuniones, manifestaciones, discursos, dirigentes importantes en los Cordones Industriales y/o Comandos Comunales? ¿Según usted, hubo una coordinación efectiva y orgánica de estas organizaciones?

5/ ¿Como ha vivido las dos grandes crisis de este periodo: el paro de octubre 1972 y las semanas después del Tancazo, en junio 1973: en estos momentos cual fue el rol del *poder popular*?

6/ ¿Como ha acogido la llamada del PC y de S. Allende a «la batalla de la producción »?

7/ ¿Cuales medios de informaciones ha privilegiado durante estos tres años y porque?
¿Participaba a la constitución de prensa, propaganda, folletos? ¿Donde?

8/ ¿Como ha vivido el golpe del 11 de septiembre y los meses siguientes? ¿Cuál fue la resistencia organizada al nivel de las industrias?

9/ ¿Hoy día, que opina sobre esta experiencia que fue la Unidad Popular? ¿Que lecciones ha sacado de esta historia: sus victorias y las causas fundamentales de su fin? ¿Cual es su recuerdo el más fuerte de este periodo?

10/ ¿Piensa usted que hay que volver a estudiar este periodo, continuar a hablar de este tema o seria mejor de seguir adelante y dejar de hablar de un periodo ya muy analizado?

11/ ¿Personalmente, hoy día, sigue planteando este asunto con sus cercanos, amigos, familia? ¿Prosigue actualmente une actividad política y/o asociativa ?

Annexe N° 2 : Données démographiques et statistiques sur le Chili en 1970

- Population totale (en milliers) : 10.261
- Population de plus de 12 ans (en milliers) : 6.048 (dont 43,1% actifs)
- Population urbaine : 74,2% de la pop. totale
- Population de Santiago (en milliers) : 3.042 soit 31.64% de la population totale

Répartition de la population active par secteurs économiques d'activité en 1970

Secteur économique	Chiffres en milliers de personnes	Chiffres en pourcentage
Services	965,1	30,29
Agriculture	738,0	23,14
Industrie	567,3	17,79
Commerce	451,5	14,15
Construction	177,5	3,11
Mines	99, 2	5,96
Sans emploi	190,6	5,56
TOTAL de la population active	3 189,2	100

Source : ODEPLAN, Santiago, 1971 (d'après G. Smirnow, *Le développement de la lutte pour le pouvoir pendant l'Unité populaire*, Paris VIII, Thèse de troisième cycle, 1977, pp. 22 – 23)

Structure sociale du Chili en 1970

Classe ou fraction de classe	***Nombre d'individus actifs***	***Pourcentage***
Bourgeoisie	*48 000*	*1, 89*
Petite bourgeoisie propriétaire	*313 658*	*12, 91*
Couches moyennes salariées	*711 883*	*27, 30*
Prolétariat	*882 413*	*33, 85*
Semi-prolétariat	*225 833*	*8, 66*
Sous-prolétariat	*425 573*	*16, 32*
TOTAL	*2 607 360*	*100*

Source : M. N. Sarget, *Système politique et Parti socialiste au Chili : un essai d'analyse systémique*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 241

Annexe N° 3 : La représentativité syndicale au Chili

Relation entre les secteurs économiques et la syndicalisation (année 1968)

Secteur économique	Syndicats (en pourcentage)	Affiliés (en pourcentage)
Primaire	9,6	6, 0
Secondaire	53, 0	63, 0
Tertiaire	37, 4	31, 0

Source : F. Zapata, *Estructura y representatividad del sindicalismo en Chile*, ILPES, Santiago, 1968

Relation entre le degré de concentration industrielle et le taux d'affiliation syndicale (Année 1968)

Degré de concentration	Taux d'affiliation syndicale
Haut (industrie monopolistique)	95,9 %
Moyen	80,7%
Bas (industrie « compétitive »)	55,4%
Total	75%

Source : F. Zapata, *Estructura y representatividad del sindicalismo en Chile*, ILPES, Santiago, 1968

Relation entre taux de syndicalisation et la distribution géographique de l'industrie manufacturière (Année 1968)

Type de région	Taux d'affiliation
Industrialisée	21 %
Semi-Industrialisée	11,9 %
Non-industrielle	16,6 %

Source : F. Zapata, *Estructura y representatividad del sindicalismo en Chile*, ILPES, Santiago, 1968. (l'industrialisation est définie en fonction du pourcentage de la population active dans l'industrie manufacturière)

Répartition des syndicats et affiliés suivant les types de syndicats légaux

Année	Sind. Industriels		Sind. Professionnels		Sind. Agricoles		Total	
	Sind.	Affiliés	Sind	Affiliés	Sind.	Affiliés	Sind.	Affiliés
1964	644	148 368	1236	128 960	24	1652	1904	278 980
1970	1420	192 196	2219	230 007	180	143 142	4581	627 664

Source : P. Frias F., *Construcción del sindicalismo chileno como actor nacional*, Vol I, CUT-PET, Santiago, 1993 (synthèse efectuée d'après les calculs de Manuel Barrera)

Annexe N° 4 : Le programme de l'Unité populaire et le problème de « l'exclusion participative »

Estimation quantitative des fractions de la population exclue du programme de l'Unité populaire et du système de participation populaire	
Chômeurs, petits producteurs sans emploi	310 000
Petits commerçants	300 000
Petits paysans (moins de 80 ha.)	190 000
Travailleurs de la petite et moyenne industrie	180 000
Membres des familles pauvres participant dans les activités para-productives	170 000
Travailleurs agricoles occasionnels et temporaires	150 000
Salariés de la construction	110 000
Artisans	100 000
Salariés des services	90 000
Travailleurs agricoles	90 000
Total de la population exclue du programme de l'UP	**1 700 000**

Source : d'après les calculs de G. Simonis dans "Die Politik der Unidad Popular zwischen Partizipation und Herrschaftskrise", *Peripherie*, N° 1, junio de 1980, pp. 36-52 (cité par F. Mires, *La rebelión permanente. Las revoluciones sociales en América Latina*, México, Siglo XXI, 2001, p. 355)

Annexe N° 5 : Les entreprises de l'Aire de propriété sociale et l'implantation du système de participation en août 1972

NB : CP = comité de production ; CC = comité de coordination ; CA = comité d'administration

CUADRO Nº 8. SITUACIÓN DE LAS EMPRESAS DEL ÁREA SOCIAL. DÓNDE Y CÓMO EXISTE PARTICIPACIÓN

Sectores productivos	*CP*[1]	*CC*[2]	*CA*[3]	*Reglamento*	*Personal 1971*
Agropecuario Alimenticio					
1. Sociedad Agrícola CORFO Ltda. SACOR					29
2. Servicio de Equipos Agríc. Mecán. SEAM					1.504
3. Soc. Construcciones y Operac. agropecuarias S. A. SOCOAGRO				Elaborado	1.020
4. Empresa Nac. de Semillas ENDES				Elaborado	119
5. Soc. Auxilar de Cooperativas SACOOP					
6. Soc. Lechera SOLECHE				Aprobado	152
7. Empresa Nac. Avícola ENAVI				Aprobado	
8. Cocinas Loewer				Aprobado	305
9. Cía. Cervecerías Unidas	Sí		Sí	Aprobado	3.689
10. Vinos de Chile VINEX					122
11. Inds. Azucarera Nac. IANSA	Sí			Aprobado	2.309
12. CALAF Pesqueras	Sí	Sí	Sí	Aprobado	
					9.249
Pesqueras					
13. Emp. Pesq. Tarapacá			Sí	Elaborado	509
14. Soc. Pesq. Guanye S.A.			Sí	Aprobado	
15. PROMAR Ltda.					

16. Soc. Pesq. Stelaris					394
17. Pesquera Arauco					
18. Pesq. Camanchaca					
19. Pesq. Iquique			Sí	En elaboración	
20. Emp. Pesq. Unidas S. A.			Sí	En elaboración	462
21. Pesquera Indo			Sí	Aprobado	345
22. Harling Sn. Antonio			Sí	Elaborado y Aprobado por las bases	
					1.910
Textiles y Vestuario					
23. Paños Bellavista Tomé		Sí	Sí	Aprobado	1.425
24. Fabrilana	Sí	Sí	Sí	Aprobado	618
25. Lanera Austral Punta Arenas	Sí	Sí	Sí	Aprobado	208
26. Paños Fiap Tomé	Sí	Sí	Sí	Aprobado	1.002
27. Confecciones Rudolf	No	No	No	No	350
28. Caupolicán Chiguayante	No	No	Sí	Aprobado	1.229
29. Caupolicán Renca	Sí	Sí	Sí	Aprobado	657
30. Hirmas	Sí	Sí	Sí	Aprobado	3.145
31. Rayón Said Maipú	Parc.	No	Sí	Aprobado	249
32. Rayón Said Quillota	No	No	Sí	Aprobado	717
33. Sumar	Parc.	No	Sí	Aprobado	4.390
34. Yarur	Parc.	Sí	Sí	Aprobado	3.000
35. Oveja Tomé	Sí	Sí	Sí	Aprobado	1.084
36. Textil Progreso	Sí	Sí	Sí	Aprobado	642
37. Lanera Austral Coqbo	Sí	No	Sí	Aprobado	500
38. Rayonhill Llo-Lleo	Sí	Sí	Sí	Aprobado	464
39. Banvarte	Sí	No	Sí	Aprobado	378
40. Sedamar	Sí	Sí	Sí	Sí	274
41. Ind. Textil Comandari	No	No	No	Reglamento Apr.	1.380
					21.712
Forestales, Madera, Celulosa, Muebles					
42. Cía. Forestal Pilpilco	No	Sí	No	No hay regl.	
43. Impregnadoras de Madera IMPRIGMA	No	No	No	Aprobado	323
44. Bosques e Industriales de la Madera	No	No	No	No hay regl.	517
BIMA					
45. Corporación de Reforestación COREF					191
46. Papelera del Pacífico PADELPA					101
47. Celulosa Constitución	No	No	Sí		329
CELCO	No	No	No		
48. Celulosa Arauco					3.315
49. Agrícola y Forestal Levu	No	Parc.	No	Elaborado	
	Sí	Sí	Sí		545
50. Complejo Panguipulli	Parc.	Sí	Sí		
51. Forestal Arauco					159
52. Cía. de Industrias y Maderas S.A. CISMA	Sí	Sí	No		
53. MASISA	Parc.	Sí	No		162
54. RALCO	No	No	No		320
55. Emasil	Sí	Sí	Sí	Aprobado	50
56. Easton Chile	Sí	Sí	Sí	Aprobado	334
57. NOVART	Sí	Sí	Sí	Aprobado	188
58. Montero	Sí	Sí	Sí	Aprobado	498
59. Martonffy	No	Parc.	Sí	Elaborado	
60. INFORSA					
61. Forestal Nac. S.A.					
62. Laminadoras de Madera S.A.					
63. Instituto Forestal	No	No	No	Aprobado	
					5.032
Minería					
64. Empresa Nac. de Minería ENAMI	Parc.	No	No	Aprobado	4.397
65. Soc. Química y Minera de Chile SOQUIMICH		Sí	Sí	Aprobado	
66. Empresa Minera Aysén				Aprobado	322
67. Empresa Minera Algarrobo				Aprobado	
68. Empresa Minera El Romeral					
69. Empresa Minera El Tofo					
70. Cía. Minera Cerro Negro S.A.	Parc.	Sí	Sí	Aprobado	354

CUADRO Nº 8 *(continuación)*

71. Cía. Minera Angelita						
72. Cía. Minera Disputada Las Condes	No	No	No	No		1.761
73. Cía. Minera Chañaral y Taltal					(1970)	144
74. Soc. Legal Minera Las Cenizas Uno, de Cabildo						
75. Cía. Minera Panulcilio	Parc.	No	No	No		146
76. Soc. Legal Minera Dulcinea	Sí	No	No	Aprobado		
77. Soc. Minera Sta. Margarita de Astillas						
78. Cía. Minera Sta. Bárbara	Sí	No	Sí	Aprobado		340
79. Ca. Minera Sta. Fe	Sí	No	Sí	Aprobado		1.104
80. Cía. Minera de Manganesos de Chile						
81. Cía. Minera Sn. Andrés						
82. Cía. Minera Continental						
83. Cía. Minera El Progreso						
84. Cía. Minera El Pacífico Ltda.						1.276
85. Cía. Minera Las Tres Clotas 1a. de Indiana						
86. Cía. Minera Soledad 1a. de Indiana						
87. Cía. Minera Solitaria 1a. de Indiana						
88. Cía. Minera Sta. Eugenia 51 de la Higuera						
89. Cía. Minera Agua Salada 58 de la Higuera						
90. Cía. Minera Carmen Uno de Sierra Aspera						
91. Cía. Minera Suerte Uno de Sierra Varilla						
92. Cía. Minera Cristal 22 y otras del Cerro Costadera						
93. Cía. Minera Dichosa 8 de la Sierra Pampa Austral						

CUADRO Nº 8 *(continuación)*

94. Soc. Minera 2 de la Sierra Pampa Indiana					
95. Soc. Legal Minera Sto. Domingo 1a. de la Sierra Punta Grande					
96. Soc. Legal Minera Bella Esther Uno de Sn. Juan					
97. Chile Canadian	No	No	No	No	
98. Aconcagua	No	No	No	No	
99. San Carlos	No	No	No	Elaborado	
100. Merceditas	Parc.	No	No	No	
101. Cía. Minera Carolina de Michilla S.A.					126
102. Minera Loica Ltda.					188
103. Minera Tamaya Ltda.					
104. Minera Mantos Blancos					
105. Abastecedora de la Minería			Sí	Elaborado	
					10.758
Gran Minería					
106. Soc. Minera El Teniente	Parc.	No	No	Aprobado	10.636
107. Soc. Minera Chuquicamata	Parc.	Sí	Sí	Aprobado	8.887
108. Soc. Minera El Salvador	Parc.	Sí	Sí	Aprobado	5.121
109. Soc. Minera La Exótica	No	No	No	No	389
110. Soc. Minera Andina	No	No	No	Aprobado	1.285
					26.318
Químicos					
111. Fca. de Acido Sulfúrico FASA	Sí	Sí	Sí		128
112. Petroquímica de Chile	Sí	Sí	Sí	Aprobado	393
113. Soc. Chilena de Fertilizantes SOCHIF	Sí	Sí	Sí	Aprobado	229
114. Laboratorio Chile	Sí	Sí	Sí	Elaborado	656

CUADRO Nº 8 *(continuación)*

115. Instituto Bacteriológico					
116. Química Alquil					
117. Cía. Sudamericana de Fosfatos					393
					1.799
Metal Mecánica y Transporte					
118. Cía. de Acero del Pacífico CAP					8.670
119. Fca. y Maestranza del Ejército FAMAE					1.720
120. Industria Metalúrgica AZA SA	Sí	Sí	Sí	Aprobado	
121. Establecimiento Metalúrgico INDAS SA	Sí	Sí	Sí		554
122. Soc. de Construcciones Metálicas SOCOMETAL	Sí	Sí	Sí	Aprobado	689
123. Fundición Libertad	Sí	Sí	Sí	Aprobado	571
124. Industria del Cobre INDELCO	No	No	No	Aprobado	151
125. Equipos Térmicos y Talleres Metalúrgicos EQUITEREM					
126. Ind. Mecánicas y Metalúrgicas INMARSA					
127. ARMCO Chile	No	No	No	Elaboración	123
128. NIBSA	No	No	No	Aprobado	
129. Ind. Conjunto Mecánico Aconcagua CORMECANICA	No	No	No	Aprobado	98
130. Ransomes Chilena SA	No	No	No	No	39
131. Maestranza y Fundición Antofagasta					110
132. Centro de Servicios Metalúrgicos CESME	Sí	Sí	Sí	Elaborado	
133. Astilleros y Maestranza de la Armada ASMAR					2.040
134. Emp. Nac. de Repuestos Automotrices					
135. Cor. Arica (Ex General Motors)	No	No	No	Elaboración	

CUADRO Nº 8 *(continuación)*

136. Fca. de Mat. Eléctr. de Automóviles FEMSACO	No	No		Contactos previos	
137. Fundición y Elaborac. de Metales SGM	No	No	No	Aprobado	268
CAP Santiago			No		
Huachipato	Sí	Sí		Aprobado	
El Algarrobo	No	No		Aprobado	1.276
Romeral-El Tofo	Sí	Sí	Sí	Aprobado	1.635
138. Astilleros del Norte ANSA			No	Elaborado	
139. FERROC	No	No	Sí	Elaboración	201
140. INDESA, Ind. de Estaño y Acero S.A.	Sí	Sí	Sí	Elaborado	91
141. PRODIMSA	Sí	Sí	Sí	Elaborado	171
142. Maestranza Franklin	No	No	No		120
143. MADECO	Sí	Sí	Sí	Aprobado	
Mecánica					
144. FANALOZA				Elaborado	
145. TERMO METALÚRGICA Santiago	No	No	Sí	Elaboración	
146. TERMO METALÚRGICA Valdivia	No	No	No	s/Reglamento	
147. INMAR Valdivia	No	No	Sí	Elaborado	
148. INMAR Santiago	No	No	No	Aprobado	
149. INDURA	No	No	No	Contactos previos	
150. COMPAC	Sí	Sí	Sí	Elaborado	
151. INSA			Sí	Aprobado	
152. TECNA FABRIL			Sí	Aprobado	
					18.527
Materiales de Construcción					
153. Cemento Melón La Calera	Parc.		Sí	Aprobado	1.353
154. Cemento Cerro Blanco de Polpaico	Parc.	No	Sí	Aprobado	1.054
155. Ind. Nac. de Cemento INACESA	No	No	No	No	26
156. Dist. Nac. de Cemento DINACEM	No	No	No	Elaborado	
					2.433

CUADRO Nº 8 *(continuación)*

	Electro-Electrónica Comunicación, Difusión					
157.	Electrónica Nac. ELECNA				Elaboración	61
158.	Ind. de Radio y Televisión IRT	Sí	Sí	Sí	Aprobado	1.148
159.	Emp. Nac. de Telecomunicaciones ENTEL	Parc.		Sí	Aprobado	1.241
160.	Cía. Teléfonos de Chile	Parc.	No		Aprobado	6.407
161.	Editorial Quimantú	Sí	Sí	Sí	Elaboración	900
162.	Estudios Cinematográficos de Chile Films					96
163.	Televisión Nac. de Chile					1.150
						11.003
	Energía y Combustible					
164.	ENDESA	Sí	Sí	Sí	Elaborado	7.449
165.	CHILECTRA	Elec	Cons	Eleg	Aprobado	8.462
166.	Soc. Geotérmica del Tatío					
167.	ENAP	Sí	Sí	Sí	Elaborado	4.940
168.	ENADI	Parc		Eleg	Elaborado	347
169.	Emp. Nac. del Carbón ENACAR	Parc	No	Sí	Elaborado	
170.	Carbonífera Lota-Schwager					10.497
171.	Carbonífera Colico Sur					
172.	Cía. Carbonífera Pilpilco Arauco					4.080
173.	Cía. Carbonífera Victoria de Lebu					
						35.775
	Transportes					
174.	FF CC del Estado	No	No	Eleg	Elaborado	27.219
175.	LAN CHILE	No	No	No	Elaborado	3.339
176.	Emp. Marítima del Estado. EMPREMAR			Sí	Elaborado	1.032
177.	Emp. Portuaria de Chile EMPORCHI	No	No	No	Elaborado	5.151

CUADRO Nº 8 *(continuación)*

178.	Emp. de Transportes Colectivos ETC	Sí	No	Sí	Elaboración	4.125
179.	FF CC Militar de Puente Alto					
180.	Emp. de Servicios Portuarios ENSEPORT					
181.	FERROTUR					41
182.	Emp. de Transporte Metropolitano					
183.	Emp. de Transportes Colectivos Municipales					
184.	Andes Mar Bus					
185.	Naviera Santa Fe					
186.	LIT Buses					
						40.907
	Comercio					
187.	Soc. de Terminales Pesqueros					
188.	Emp. Nac. de Frigoríficos ENAFRI	Sí		Eleg	Aprobado	818
189.	Emp. de Comercio Agrícola ECA					2.134
190.	Central de Abastecimiento del SNS					
191.	Farmacia Canaempu					
192.	Emp. Nac. de Comercialización y Distribución DINAC	Sí			Elaboración	489
193.	Soc. de Comerc. de la Reforma Agraria SOCORA					24
194.	Gildemeister					
195.	Distrib. de Máq. Agrícola AGRTEC					
196.	Agencias Graham S A C					
197.	Soc. de Terminales Pesqueros SOTOPES				Aprobado	34
						3.399

CUADRO Nº 8 *(continuación)*

Investigación y Otros					
198. Inst. de Costos					
199. Inst. de Invest. Agropecuarias					3.843
200. Inst. de Invest. Geológicas					222
201. Inst. de Invest. Mineras					
202. Inst. de Invest. de Recursos Naturales IREN					100
203. Inst. Tecnológico de Chile					
					4.165
Turismo y Otros Servicios					
204. Hotelera Nacional HONSA	No	No	No	Elaborado	
205. Inmobiliaria Portillo	No	No	No	No	
206. Soc. Inmob. San Cristóbal					
207. Emp. de Comp. e Informática ECOM	Sí	Sí	Sí	Aprobado	270
208. INACAP	Sí	Sí	Sí	Elaborado	1.136
209. Serv. de Cooperación Técnica	Sí	Sí	Sí		382
					1.788
Vivienda y Urbanismo					
210. Emp. de Agua Potable de Santiago	Sí	Sí	Sí	Elaborado	1.359
211. Serv. de Agua Potable El Canelo					412
212. Dirección de Pavimentación de Santiago					
213. Emp. Municipal de Desagües Viña del Mar					

CUADRO Nº 8 *(continuación)*

214. Ministerio de Obras Públicas Tercer Acueducto	Parc.	Sí	Sí	Aprobado	
					1.771
Seguros					
215. Instituto de Seguros del Estado					
216. Cía. de Seguros La Ferroviaria					
Bancario					
217. Banco Central				Elaborado	
218. Banco del Estado				Elaborado	
219. Banco O'Higgins				Elaborado	
220. Banco Israelita				Elaborado	
221. Banco Español de Chile				Elaborado	
222. Banco Comercial de Curicó				Elaborado	
223. Banco de Talca				Elaborado	
224. Banco de Concepción				Elaborado	
225. Banco Nacional del Trabajo				Elaborado	
226. Banco Panamericano				Elaborado	
227. Banco Sur de Chile				Elaborado	
228. Banco Osorno y La Unión				Elaborado	
229. Banco Continental				Elaborado	
230. Banco Valdivia				Elaborado	

Notas:

a) Considera antecedentes de empleo de 1971, de datos recopilados por ODEPLAN y otras fuentes.

b) La lista de empresas bajo control estatal está actualizada a marzo de 1972. Dicha lista fue confeccionada por la Unidad de Sector Público ODEPLAN.

1 = Comité de Producción

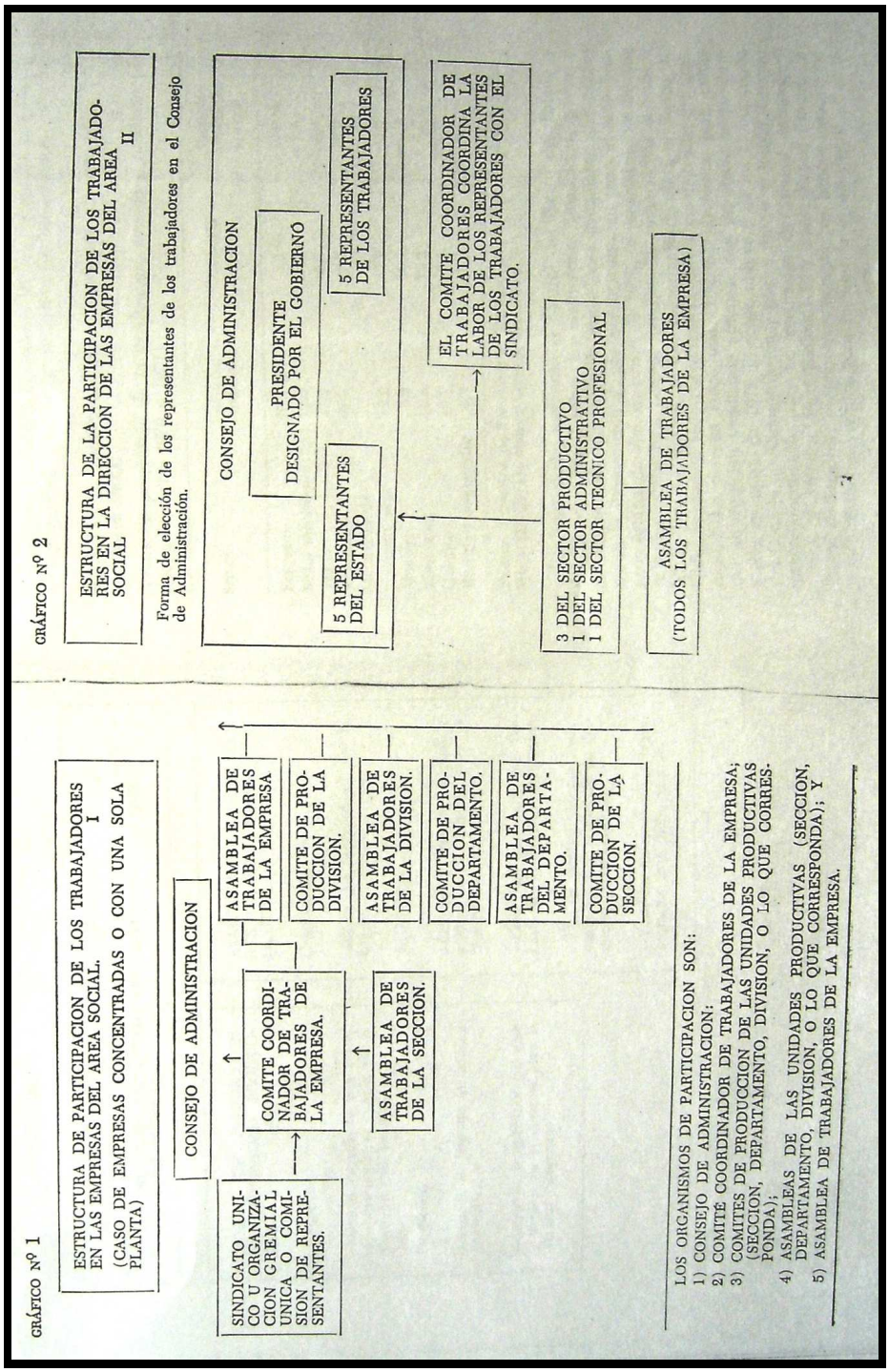
2 = Comité de Coordinación

3 = Comité de Administración

Balance total:	Número de Empresas Area Social y Mixta	230
	Participación total	36
	Participación parcial	22
	No hay participación	172

Source : Selon les statistiques de l'ODEPLAN, analysées par M. Castells dans *La lutha de clases en Chile*, Buenos Aires, Siglo 21 Editores, 1974, pp. 193-203

Annexe N° 6 : Organigramme de la participation des travailleurs dans l'APS



Source : *Normas básicas de participación de los trabajadores en la dirección del área social y mixta*, Santiago, Publicación del Dpto Educación y Cultura de la CUT, 1972

Annexe N° 7 : Les premiers succès économiques de l'Unité populaire

(1971-1972)

NB : Chiffres illustrant les variations entre le mois de janvier 1971 et le mois de janvier 1972, fournis en pourcentage

Branche Productive	**Indice des ventes**	**Indice de production**
Général	17, 9	21,7
Biens de consommations durables	4,3	11,1
Biens de consommation habituels	20,6	19,5
Production de biens industriels intermédiaires	25,4	29, 3
Production de biens intermédiaires pour la construction	29,5	33,5
Articles manufacturés	7,9	9,9

Ce tableau illustre deux phénomènes. L'un, objectif, qui a trait à l'amélioration générale de l'économie et au succès relatif de la politique de redistribution des revenus entamée par l'UP, qui se traduit par une nette amélioration du pouvoir d'achat de la grande majorité des consommateurs chiliens. Après des années de chômage structurel dépassant sous Freí les 8%, le niveau d'emploi atteint par l'UP en décembre 1971 et qui se maintient par la suite, est le plus haut depuis quinze ans avec l'incorporation de plus de deux cent mille chiliens dans la population en activité (le taux de chômage baisse à 3,2%). L'argent en circulation dans l'économie chilienne a augmenté de 21% et l'épargne privée de 76 % par rapport à 1971. L'autre, subjectif, et qui est intimement lié à cette amélioration de l'économie, celui de l'optimisme des ménages sur l'avenir proche et leur désir de pouvoir enfin participer à l'assouvissement de besoins élémentaires, jusque là étouffés par la faiblesse générale de leur revenus.

Source : Oficina de informaciones y radiodifusión de la presidencia de la Republica, *Informe de ODEPLAN sobre la actividad económica del primer trimestre de 1972*, Santiago, 1972

Annexe N° 8 : Interventions et réquisitions d'entreprises par le gouvernement

(1971-1972)

Année	Mesure	Total	Retour à l'aire privée	Maintien dans l'Aire Sociale
1971	Interventions	128	26	102
1971	Réquisitions	39	1	38
1972	Interventions	65	27	38
1972	Réquisitions	86	11	75
TOTAL		318	65	253

Attention : étant donné que certaines entreprises sont à la fois, réquisitionnées et intervenues, les chiffres totaux sont augmentés par cette statistique double

Source: J. G. Espinoza, A. S. Zimbalist, *Economic Democracy: workers' participation in Chilean industry 1970-1973*, studies in social discontinuity, academic press inc., London, 1978

Annexe N° 9 : La généralisation du conflit social : l'usage de la grève

(1970-1972)

L'augmentation du nombre de grèves

Année	Nombre de grèves	Augmentation en pourcentage
1967	1115	Moyenne d'augmentation
1968	1124	annuelle
1969	977	entre 1967 et 1970 : 21%
1970	1819	86, 1
1971	2709	48, 9
1972	3526	30, 0

Source : R. Mauro Marini, « Antecedentes para el estudio del movimiento de masas en el periodo », *El reformismo y la contrarrevolución. Estudios sobre Chile*, México, ERA, 1976, pp. 152-185

Le rapport entre Grèves légales et Grèves illégales, 1971 –1972

Période	Total des grèves	Grèves légales	Grèves illégales
1° semestre 1971	1265	107 soit 8, 5%	1158 soit 91, 5 %
2° semestre 1971	1444	71 soit 5 %	1373 soit 95 %
1° semestre 1972	1763	60 soit 3,4 %	1703 soit 96, 3 %

Source : R. Mauro Marini, « Antecedentes para el estudio del movimiento de masas en el periodo », *El reformismo y la contrarrevolución. Estudios sobre Chile*, pp. 152-185, ERA, México, 1976

Distribution des Grèves au sein des trois secteurs clefs de l'économie

Secteur économique	1° semestre 1971		2° semestres 1971		1° semestre 1972	
	Grèves Illégales/ % du total	Total des grèves	Grèves Illégales/ % du total	Total des grèves	Grèves Illégales/ % du total	Total des grèves
Mines	51/ 78,5%	65	54 / 90%	60	141/96%	147
Industrie	174 / 75 %	232	214 / 88,8%	241	249/89,6%	278
Construction	87 / 88,8%	98	133 / 97%	137	198/99%	200

Source : Ministère du Travail (d'après A. Wallon, « Perspectives actuelles de mouvement ouvrier au Chili », *Les Temps Modernes*, pp. 1997, Paris, juin 73)

Annexe N° 10 : La multiplication du revendications salariales (fin 1971 – début 1972)

Dans la liste qui suit, nous fournissons, en guise d'exemple, le détail de quelques entreprises importantes dont les salariés s'engagent dans des revendications salariales à la fin 1971/début 1972. Les augmentations demandées donnent une idée de la vigueur des revendications et de la position difficile du gouvernement, comme du patronat, face à de telles exigences. Ces exemples sont tirés du fond d'Archives du XX° siècle de Santiago, tout du moins de ce qui a pu être sauvé après le coup d'Etat. Ces « minutes » du ministère de l'Economie, nous permettent de voir la liste exacte des industries en conflit durant l'année 1972, la date du début de "*pliego de peticiones*" (demande des augmentations de salaires), le nombre de salariés sollicitant un accord, mais aussi les conflits ayant débouchés sur un accord. Ces demandes sont présentées par les « juntes de conciliations » au chef du département des négociations collectives de la direction du travail (Julian Gonzalorena Toledo en 1972).

On peut citer pour exemple :

le 30. 12. 71 : 193 ouvriers de Rittig demandent 50 % d'augmentation (minute (m) 1)
le 31. 12. 71 : 80 ouvriers d'INDUSAL demandent 50 % (m 2)
le 31. 12. 71 : 150 ouvriers de Cobre Cerrillos SA demandent 35 % (m 2)
le 27. 12. 71 : 26 % d'augmentation sont accordés à 372 employés d'Indus Lever, suite au conflit débuté le 16/11 71 (m 2)
le 3. 1. 72 : 190 employés de Tejidos Caupolican sollicitent de 25 à 50 % d'augmentation (m 3)
le 3. 1. 72 : 148 ouvriers de Soloche sollicitent de 33 % à 45 % d'augmentation (m 3)
le 4. 1. 72 : 171 employés de Cristalerias de Chile demandent entre 40 et 45 % d'augmentation (m 5)
le 4. 1. 72 : 117 ouvriers de Pollak Hnos demandent 40 % (m 6)
le 12. 1. 72 : 720 ouvriers de Paños Continental demandent 40% (m 10)
le 19. 1. 72 : 197 ouvriers de Maestranza Cerrillos sollicitent entre 45 et 60 % (m 14)
le 8. 2. 72 : solution au conflit de 120 employés de Fabrilana du 12. 12. 71 avec entre 26 et 37 % d'augmentation (m 34)[2318].

L'on pourrait continuer ainsi sur plusieurs mois : avant la grève patronale d'octobre 1972, on peut noter la multiplication des conflits salariaux, notamment dans le secteur textile, où des milliers d'ouvriers demandent 100% d'augmentation salariale[2319].

Source : Ministerio de la economía, Dirección del trabajo, Dpto. de negociaciones colectivas, *minutas*, 1972 (archivos del siglo XX, Santiago)

[2318] La plupart des entreprises citées dans cette liste sont présentées en Annexe N°5.

[2319] Ainsi pour les minutes datées du 10 octobre (m 197 – 198 – 199), on peut comptabiliser 6200 ouvriers du secteur textile demandant 100 % d'augmentation, dont 1350 de l'usine COMANDARI SA le premier septembre 1972 (m198) et 530 ouvriers de FABRILANA, le 30 du même mois (m 199), puis par la suite 1200 ouvriers de POLLAK ou 206 de SUMAR, le 10 octobre 1972 (m 201) (source : Ministerio de la economía, Dirección del trabajo, Dpto. de negociaciones colectivas, *minutas*, 1972 - archivos del siglo XX, Santiago).

Annexe N° 11 : Rapport d'organisation du Front des travailleurs révolutionnaires

Document confidentiel rédigé par le secrétariat national en vue de la conférence nationale des 29 et 30 janvier 1972

Secretariado Nacional: Cuenta Orgánica

Desde el mes de octubre a esta fecha, para el FTR ha sido un período de consolidación y de robustecimiento de sus bases, y de sus direcciones que se han ido generando paulatinamente.

Durante todo el período anterior los FTR se desarrollan en forma rápida en gran cantidad de frentes de masas, pero sin tener una dirección orgánica centralizada del FTR mismo.

1. Los Encuentros Provinciales del FTR

A fines del mes de octubre se realiza en Santiago el primer Encuentro Provincial, lográndose así elegir una dirección provincial denominada Comando Coordinador de los FTR de la provincia de Santiago, elegidos por ramas de la producción y por áreas geográficas.

En este mismo congreso se discuten y aprueban la Declaración de Principios y el Programa del FTR. Estos documentos fueron impresos y repartidos en todo Santiago y en las provincias donde había bases FTR.

Este Encuentro Provincial Santiago fue llamado y organizado por el FTR del diario "Clarín".

Posteriormente se realizaron los Encuentros Provinciales FTR en Concepción y Valparaíso, obteniéndose, tal como en Santiago, direcciones provinciales de la organización; y además en estos encuentros se discutió la forma de la participación del FTR en las respectivas Conferencias Provinciales de la CUT, realizadas con anterioridad al VI Congreso Nacional.

[...]

3. El FTR en el VI Congreso CUT

Previamente a la realización del VI Congreso CUT el FTR participa como corriente política en las diferentes conferencias provinciales, haciendo un anticipo de lo que sería su participación en dicho congreso.

Durante el desarrollo del VI Congreso CUT, la fracción FTR del congreso llegó a ser la tercera fuerza política después del PC y del PS y,

más aún, la única fuerza que presentó una posición alternativa coherente y completa frente a la posición oficialista de la directiva CUT, gracias a lo cual logró captar un buen número de delegados sin partido y logró llevar hasta sus posiciones a una parte de los delegados socialistas concurrentes al congreso. Cabe destacar que en el trabajo de una de las comisiones (N° 2), ante la absoluta falta de garantías de democracia proletaria entregadas por los comunistas (que eran mayoría en el congreso), los compañeros nuestros se retiraron de esa reunión acompañados por toda la corriente socialista.

[...]

A través del trabajo en comisiones el FTR logró aprobar algunas, muy pocas, de sus posiciones, tales como la necesidad de un nuevo Código del Trabajo, elaborado, discutido, aprobado y aplicado por los trabajadores mismos; la solidaridad con los campesinos que se encuentran presos por el delito de luchar por la tierra que les corresponde; y otras que, por supuesto, no aparecen ni por casualidad en las resoluciones oficiales del congreso, publicadas por la CUT en su periódico.

En el Congreso CUT se logró también que un compañero quedara en el Presidium del Congreso (Gladys Díaz) y un compañero quedara en la Comisión Nacional Electoral de la CUT (Alejandro Ortega).

4. Cuenta de la participación FTR en la Comisión Nacional Electoral de la CUT

El Frente de Trabajadores Revolucionarios está representado en la comisión por el compañero Alejandro Ortega, del diario "Clarín", luego de un acuerdo político gestado en la última plenaria del VI Congreso Nacional.

El representante FTR ha debido sortear una serie de maniobras gestadas por el PC en el sentido de restarle posibilidades de participación a la izquierda revolucionaria en las próximas elecciones nacionales de la CUT.

[...]

El Comando Nacional discutió un proyecto de "Estatutos del FTR", presentado por el compañero Clotario Blest, que fue discutido y modificado en algunas de sus partes para ser representados a esta conferencia; que los modificará o aprobará en definitiva, en la segunda parte de esta conferencia. Acompañan a esta cuenta la proposición de Estatutos.

[...]

6. Situación orgánica actual

En este momento en el FTR existen los siguientes organismos:

a) *El Secretariado Nacional*, que está compuesto por ocho secretarios, que son los ochos miembros del Coordinador Nacional residentes en Santiago, elegidos en el Encuentro Nacional de diciembre. Este Secretariado Nacional está constituido de la siguiente manera:

Secretario General, Waldemar Antognini, del FTR del diario "Clarín".

Secretario de Organización, Alexis Gaete, de CUT Intercomunal Ñuñoa.

Secretario de Seguridad, Humberto Valenzuela, de los OO.MM.

Secretario de Prensa y Propaganda, Gladys Díaz, presidenta Sindicato de Periodistas Radiales.

Secretario de Conflictos, José García, del FTR Comandari.

Secretario de Relaciones, Ramón Vidal, del FTR ex Yarur.

Secretario de Finanzas, Víctor Soto, del FTR de Lan-Chile.

Secretario de Estudios Sindicales y Socioeconómicos, Clotario Blest, ex presidente de la CUT.

b) *El Directorio Nacional* formado por los 8 miembros del Secretariado Nacional más todos los jefes de los comandos provinciales, este organismo deberá constituirse inmediatamente después de finalizada esta conferencia para adoptar todas las medidas orgánicas conducentes a llevar a cabo los acuerdos de esta conferencia.

c) *Comandos Provinciales.* Hasta antes de esta conferencia existen tres de estos comandos constituidos, que son:

1. Comando Provincial Santiago, *que cuenta con los siguientes comandos locales constituidos:*

1. Santiago-Centro
2. San Miguel
3. Vicuña Mackenna
4. Cerrillos
5. Renca
6. Estación Central
7. Macul
8. Las Condes-La Reina

2. Comando Provincial Concepción

3. Comando Provincial Valparaíso

[...]

Las formas orgánicas de la dirección del FTR están de acuerdo a lo que plantea el Proyecto de Estatutos del FTR y, por lo tanto, sujetas a su modificación o aprobación por parte de los compañeros asistentes a esta conferencia.

Secretariado Nacional
Secretaría de Organización
FTR.

***

Source : FTR/MIR, *Cuenta orgánica del secretariado nacional a la conferencia nacional del 29 al 30 de enero de 1972*, Santiago, Documento Confidencial Interno (in V. Farias (comp.), *La Izquierda Chilena*, *Op. Cit.*, Tomo 1, pp. 672-676)

Annexe N° 12 : Résultats des élections des conseillers de la direction nationale de la CUT 1972

Tendance Politique	*Nombre de votes*	*Votes en pourcentage / nombre de dirigeants élus*
Communiste	173 068	30,89 / 18
Socialiste	148 140	26,44 / 16
Démocrate-Chrétien	147 531	26,33 / 16
MAPU	25 983	4,63 / 2
Radical	21 910	3,91 / 2
MIR	10 192	1,81 / 1
USOPO (dissidents socialistes de l'UP)	5 420	0,96
Gauche Radicale		
Maoïste (PCR)	3 572	0,63
IC – gauche chrétienne	3 330	0,59
Tendance Social-démocrate	3 216	0,57
Indépendant	1 616	0,28
Anarchiste	1 599	0,28
Blancs et Nuls	673	0,12
	13 990	2, 49
TOTAL	560 240	100, 00 / 55

Source : F. Zapata, "Las relaciones entre el movimiento obrero y el gobierno de S. Allende", Cuadernos del Centro de Estudios Sociológicos, Nº 4, CES, México, 1974

Annexe N° 13 : Plate-forme de lutte du Commando des Travailleurs de Cerrillos-Maipu

(Santiago - 30 juin 1972)

1) Apoyar al Gobierno y al presidente Allende en la medida que éste interprete las luchas y movilizaciones de los trabajadores.

2) La expropiación de las empresas monopólicas y las de más de 14 millones de escudos (misma demanda del programa UP), las estratégicas, las de capital extranjero y las que boicotean la producción y no cumplen sus compromisos laborales.

3) Control obrero de la producción a través de consejos de delegados revocables por la base, en todas las industrias, fundos, minas etc.

4) Sobre salarios: reajuste automático cada 5% del alza del costo de la vida; fijación de tope mínimo y máximo salarial por la asamblea de los trabajadores; creación del Consejo Nacional del Salario, elegido por la base.

5) Repudiar: a los patrones y a la burguesía refugiados en el Poder Judicial, la Contraloría, el Parlamento y a los burócratas del aparato del Estado; las represiones a las luchas de los trabajadores; exigimos la libertad de los obreros, dirigentes e interventores y la suspensión de las querellas.

6) Expropiación inmediata de todos los fundos mayores a 40 hectáreas de riego básico, a puertas cerradas y sin pago.

7) Toma de posesión de todos los fundos expropiados.

8) Control campesino mediante los consejos de delegados revocables por la base en todos los organismos del agro; en el sistema crediticio, distribución de insumos y maquinarias.

9) Creación de la Empresa Estatal de la Construcción, con control de pobladores y obreros mediante los consejos de delegados.

10) Solución inmediata a los habitantes de campamentos y operaciones sitio.

11) Expropiación de todos los terrenos no agrarios y urbanos para la construcción de viviendas con la participación de obreros y pobladores en la elaboración de los planes de construcción de sus viviendas.

12) Instauración de la Asamblea Popular en reemplazo del parlamento burgués.

Source : *Chile Hoy*, Santiago, Nº 5, 20 de julio de 1972

Annexe N° 14 : Chronologie de la crise d'octobre 1972

Le 1 oct. : Début de la grève des propriétaires de camions dans la province de Aisen

Le 6 oct. : León Villarin, dirigeant du syndicat des propriétaires de camions (CODUCA), annonce une grève indéfinie des transports au niveau national, après réunion avec l'opposition

Le 7 oct. : J. Fontaine au nom du grand patronat appelle toutes les corporations à s'unir dans un « commando pour la liberté »

Le 11 oct. : Le gouvernement décrète l'Etat d'urgence à Santiago, Curico et Talca et créer un comité national de transport afin de retrouver une solution à la grève patronale.

Le 12 oct. : Etat d'urgence dans 12 provinces et début des réquisitions de camions. Le comité des commerçants de l'UP déclare sa volonté de maintenir leurs magasins ouverts : « *nous manifestons notre ferme volonté de défendre au risque de nos vies, le gouvernement populaire que préside le camarade Allende* ».

Le 13 oct. : Confirmation de la constitution d'un « commando unique » intégré par la CUT, le gouvernement et les partis de l'UP afin d'affronter la grève

Le 14 oct. : A Valparaíso, plusieurs entreprises se déclarent favorables à l'action directe en soutien au gouvernement (Astilleros las Habas ou Chilectra, dont l'organisation syndicale se déclare prête « *à sortir dans la rue, se c'est nécessaire, pour écraser de manière définitive les fascistes qui prétendent détruire l'ordre institutionnel et le gouvernement populaire légitimement constitué* »). Ce même jour les forces armées ouvrent quelques commerces et à Viña del Mar et Valparaíso sont découverts d'énormes quantités de stocks illicites. Plusieurs magasins sont ouverts de force dont Vaccari Hnos, Aste y Cia, Supermercado Sanguinetti y Vega, Rosso, El Castillo…

Le 17 oct. : La gauche appelle à s'organiser dans le domaine de la santé, afin de pallier la grève du Collège Médical. Les secteurs bancaires et une partie des étudiants se déclarent solidaires de la grève. La Confédération unique nationale du transport et la Fédération des chauffeurs de microbus ordonnent à leurs bases de s'incorporer au travail volontaire.

Le 15 oct. : Les médecins annoncent l'imminence de leur intégration à la grève, ainsi que les représentants des employés (Confederación de Colegios de Profesionales)

Le 16 oct. : C'est le tour des salariés du transport public et des propriétaires de taxis d'annoncer leur volonté de se mettre en grève

Le 18 oct. : Les salariés de l'industrie « El Melón » se mettent en grève, afin de soutenir le gouvernement

18, 19, 24 oct. : Multiplication d'attentats dont celui contre l'usine Cervecerias Unidas, attentat à la bombe incendiaire à Viña ; bombes trouvées, le 24, sur la tour de télévision à Ñuble (un officier perd une jambe), plusieurs attentats contre la ligne de chemin de fer

Le 19 oct. : Le gouvernement « intervient » l'industrie ECAVAL et annule la personnalité juridique de la SOFOFA. La banque centrale décide d'annuler les prêts bancaires au patrons pratiquant le blocage de la production

Le 20 oct. : Les ouvriers de l'usine *Casablanca* exigent que tous les camions produits soient incorporés à la future entreprise de transport d'Etat.

Le 22 et 23 oct. : Le gouvernement réquisitionne SOPROLE, Mellafe y Salas (television et radios), Petroquímica DOW, Ferretería Moreno, Almacenes Corrí, Malmetería y Sueleria España, Elecmetal, CORESA, Maestranza Ward y Latham. Le 22, le *Comando Nacional de Defensa Gremial* (qui regroupe toutes les corporations favorables à la paralysie) publie *el pliego de Chile* qui tente d'amplifier le contenu politique de la grève et son opposition au gouvernement

Le 24 oct. : La droite décrète le « jour du silence » et appelle tous les secteurs sociaux à paralyser le pays : cette initiative est un échec

Le 25 oct. : Rafael Moreno (DC) accuse dans *El Mercurio* le chef de l'armée, le Général Prats, d'être au service de l'UP

Le 26 oct. : P. Aylwin fait de même au Sénat: « *nous autres, déclarons à Mr Prats qu'il assume avec vaillance la position erronée dans laquelle il s'est engagée, qu'il met au bord de l'affrontement ce pays* ». Les forces armées continuent leur travail de transport de marchandise et de surveillance des transports. Sont réquisitionnées les industries *Acero Andes* de la Calera et *Industria processionnal de Accro*

Le 27 oct. : S. Allende déclare non avenue les négociations engagées avec les transporteurs pour avoir dénoncé, sous un prétexte corporatiste, la politique du gouvernement

Le 30 oct. : La droite présente une accusation constitutionnelle contre quatre ministres du gouvernement

Le 2 nov. : Remaniement du cabinet gouvernemental, le lendemain le nouveau cabinet est constitué. Les militaires y sont intégrés ainsi que deux dirigeants nationaux de la CUT

Le 6 nov. : Le ministre de l'intérieur, le Général Prats reçoit le *Commando National de Défense Grémial* et annonce la fin de la grève. Fernando Flores déclare que celle-ci a coûté au pays plus de 200 millions de dollars.

Source : Chronologie effectuée en se basant sur celles fournies dans : *El Combate*, N°1, Santiago, noviembre 1972 et A. Samaniego, « Octubre 1972 : triunfo y derrota de la unidad de los trabajadores », *Investigación DICYT-USACH*, inedito, Santiago, 1996

Annexe N° 15 : Déclaration de la CUT provinciale de Valparaíso à l'occasion de la grève d'octobre 1972

DECLARACION CUT PROVINCIAL VALPARAISO
(Valparaíso, 19 de octubre de 1972)
(Extractos de mayor relevancia)

"Compañeros dirigentes, compañeros trabajadores:

En consideración a los momentos difíciles que vive la clase trabajadora y en la necesidad de mantener un estado de UNIDAD Y DE FUERZA de los trabajadores y sobre todo abrir paso hacia una SOCIEDAD más justa y a una Patria Socialista es que la CUT Provincial a través de su Dirección el CONSEJO DIRECTIVO PROVINCIAL ha acordado lo siguiente:

Constituir en forma inmediata los CORDONES INDUSTRIALES Y DE SERVICIOS para lo cual se dan las siguientes definiciones, objetivos y normas:

1. Los CORDONES son organismos de PODER Y DE FUERZA DE LOS TRABAJADORES que facilitan su movilización en forma organizada.

2. Son organismos de DEFENSA DE LA CLASE Y DE APOYO, tanto internamente dentro de ellos como de Defensa y Ayuda a otros sectores de Trabajadores y Pobladores.

3. Son organismos de INFORMACION y Apoyo internos y organismos de Movilización efectiva y de COORDINACION CON LA CENTRAL UNICA DE TRABAJADORES.

4. Los Cordones los forman e integran todos los trabajadores de las respectivas industrias y empresas del sector determinado.

5. Los Cordones se constituyen con un representante de dicha Directiva Sindical o Delegado de la industria o empresa para formar un CONSEJO DE DIRECCION.

6. Se agrupa a las industrias y a las empresas en cada CORDON conforme a su ubicación geográfica y a la afinidad productiva o de servicio que tengan.

7. Se formarán los siguientes CORDONES en Valparaíso:

Nº 1: CORDON PUERTO
Nº 2: CORDON CENTRO
Nº 3: CORDON ALMENDRAL
Nº 4: CORDON 15 NORTE
Nº 5: CORDON EL SALTO
Nº 6: CORDON CONCON
Nº 7: QUINTERO - VENTANA.

8. Se agrupa las organizaciones: fábricas, industrias, y empresas en las siguientes formas:

1. CORDON PUERTO:

Las Habas - ENAFRI - Marítimos - Portuarios - Pesqueros

2. CORDON CENTRO:

Impuestos Internos - Bancos - Tesorería - Seguros - SUTE - Convenio CUT-Gobierno - Caja de Previsión - Oficinas Públicas. APEUCH - DINAC - SNS - Locomoción Particular - Valcia - Chilectra.

3. CORDON ALMENDRAL:

Tabacos - CCU - Costa - Hucke - Construcción - Grimo - Lumbretex - Fe - riantes - ETC - Municipalidades - Ferroviarios - Unic Flewuave - Litogra fía - Moderna - Milinare - Backman.

4. CORDON QUINCE NORTE:

Lechera Aconcagua - Sedemar - Textil Viña - Promar - Incopa - Gratry - Francioli y Zolezzi.

5. CORDON EL SALTO:

Cecinas Starck - Confites Volta - Massu - Papelera - Pons - Ceras Johnson - Indus Lever - Montana Industrial - Oxiquim - Sintex - Cimsa - Coca-Cola - Wienecke.

6. CORDON CONCON:

CCIA - ENAP - ENADI - SOCOAGRO - Protexta - Chilectra - Agua Potable.

7. CORDON QUINTERO - VENTANA:

ENAMI - ISESA terminal ENAP.

8. Conforme a las necesidades de cada CORDON la CUT Provincial determinará otro tipo de Coordinadores que sea necesario formar para las tareas de apoyo interno según las características de las industrias o empresas que lo forman.

9. Estructura de la CUT para Emergencias:

1. Consejo Directivo Provincial
2. Departamento de Organización
3. Subcomisión de Abastecimiento
4. Subcomisión de Vigilancia y Defensa
6. Materias Primas.

Source : Consejo Directivo Provincial de la CUT de Valparaíso, *Declaracion del 19 de octubre de 1972*, Valparaíso (publié dans R. Cheetham, A. Rodríguez, G. Rojas, J. Rojas, *Comandos urbanos: alternativa de poder socialista*, Documento de trabajo N°65, CIDU-U. Católica de Chile, Santiago, mazo 1973)

Annexe N° 16 : Syndicats industriels de plus de 100 adhérents dans la commune de Maipú (1972)

Sindicatos Industriales con más de 100 miembros, según rubro de producción. Comuna de Maipú, 1972.

Sindicato Industrial de:	Nº de miembros	Rubro de Producción
FENSA	1.404	Metalúrgico
INSA	979	Química
CIC	929	Metalúrgico
SINDELEN	598	Metalúrgico
PIZARREÑO	575	Mineral no metálico
FAMELA- SOMELA	376	Metalúrgico
FANTUZZI	343	Metalúrgico
FESA	309	Metalúrgico
AMERICAN SCREW	253	Metalúrgico
SEC INGENIEROS	240	Metalúrgico
SAIME	221	Metalúrgico
Wagner Stein (SABA)	217	Metalúrgico
ROSENTHAL	213	Mineral no metálico
TEXTILES UNIVERSAL	201	Textil
FERROCRET	200	Metalúrgico
JUAN DAGORRET	197	Metalúrgico
VIDRIOS PLANOS CERRILLOS	187	Mineral no metálico
MAESTRANZA CERRILLOS	181	Metalúrgico
RAYON SAID	176	Textil
CRISTALERIAS TORO	178	Mineral no metálico
MAESTRANZA MAIPU	171	Metalúrgico
PAC - CERVINIA	171	Alimenticio
CRISTALERIAS VIGOMAC	167	Mineral no metálico
DAVIS LABORATORIO	165	Química
CONSERVERA COPIHUE	164	Alimenticia
COBRE CERRILLOS	148	Metalúrgico
COMPAC	141	Metalúrgico
SHYF	138	Química
AGROTECNICA	136	Metalúrgica
PERLAK	132	Alimenticia
SALOME	128	Textil
NYLINSA	126	Textil
AURORA	125	Alimenticia
INDURA	122	Química
ARTELIA	122	Textil
PRODINSA	107	Metalúrgica
COPEC	102	Química
Total = 37	10.342	

Fuente: En base a datos de la Inspección del Trabajo, Maipú, 1972. En base a información del Minist. de Economía y a la clasificación internacional CIIU.

Source : C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, *Consejo comunal de trabajadores y Cordón Cerrillos-Maipú: 1972. Balance y perspectivas de un embrión de poder popular*, Santiago, CIDU-U. Católica de Chile, Documento de Trabajo Nº 67, agosto 1973

Annexe N° 17 : Proposition d'offensive politique du PS et du PC

pendant la grève d'octobre

A juicio de ambas direcciones la actual coyuntura política posibilita al Gobierno y a la Unidad Popular desencadenar una gran ofensiva que nos permita tener la iniciativa de ahora en adelante. Y por otra parte, dar respuesta adecuada al sentir de las masas en la hora presente. Es un hecho que el frente derechista se bate en retirada y que surgen en él contradicciones a la salida política que ellos deben presentar. Para ambos partidos este triunfo que está obteniendo la clase obrera y sus aliados es de la mayor trascendencia histórica y debemos utilizarlo para ganar más poder y obtener un avance cualitativo e incluso cuantitativo de proporciones insospechadas. Pensemos que cualquier error o conciliación nuestra introducirá elementos de contradicción en el seno de la clase obrera y sus aliados y de desconfianza hacia el Gobierno Popular, puesto que la clase obrera y sus aliados han logrado con enorme sacrificio y esfuerzo contener y quebrar la ofensiva reaccionaria que intentaba derrocar al Gobierno Popular. Pensamos, por lo tanto, que ha llegado la hora de contragolpear con firmeza, aprovechando las debilidades del enemigo y el fortalecimiento evidente del frente de clase. En este sentido planteamos una vez más que la única salida a la crisis debe ser una salida de fuerza y es en esta línea que se inspiran las medidas concretas que proponemos.

IX. Ofensiva de masas

Hasta hoy sólo hemos utilizado una pequeña parte del potencial combativo de las masas; pensamos que hay que estructurar una táctica de movilización que libere este potencial y proponemos:

Comandos Comunales: Entendidos como organismos de poder en el seno de la masa, que sin entrar a suplir los organismos de poder del Estado, canalicen las inquietudes y problemas de los trabajadores y del pueblo en general. Pensamos que existen las condiciones para su creación inmediata.

Composición:
CUT comunal o en su defecto un organismo coordinador de todos los sindicatos de la comuna.
Unión Comunal de Juntas de Vecinos o en su defecto un Comité Coordinador de las mismas.
Unión Comunal de JAP o en su defecto un Comité Coordinador de las mismas.
Unión Comunal de Centros de Madres o en su defecto un organismo coordinador de las mismas.
Alcaldes y regidores que deseen participar.
Comité Coordinador Comunal de Federaciones o Centros Estudiantiles Universitarios si los hay.
Comité Comunal Coordinador de Federaciones o Centros Estudiantiles Secundarios y Primarios.
Consejo Comunal Campesino.
En general, otros organismos de masas que existan en la comuna y pudieran, posteriormente, ser invitados a participar.

Dirección:
A objeto de una correcta canalización y solución de los problemas y en el espíritu de que estos organismos no aparezcan como poderes paralelos al Gobierno, pensamos que deben estar presididos por el Intendente, el Gobernador o el Subdelegado, según sea el caso.
III. Ofensiva en el Parlamento

Pensamos que sin ser la tribuna parlamentaria un frente de lucha fundamental con la clase dominante, también es necesario poner allí a la derecha entre la espada y la pared.

IX. Dar urgencia a los proyectos de ley de delito económico y probidad administrativa, pero sin retirarlos para obligar al Parlamento a pronunciarse.
b) Urgencia a los proyectos de ley que crean el sistema nacional de autogestión, de garantías a la pequeña y mediana industria y participación de los trabajadores.
c) Estudio inmediato y envío al Congreso de la segunda Ley de Reforma Agraria, sobre bases que serán discutidas por las Comisiones Agrarias de los partidos de la UP.

[...]

IX. Área Social

Estimamos que constituiría un error político grave si no aprovechamos la coyuntura que nos entrega la burguesía para ampliar rápidamente el APS. En este sentido ningún monopolio ni empresa importante requisada puede ser devuelta. Cualquiera presunta devolución deberá ser aprobada por los partidos de la Unidad Popular y en ningún caso por resolución unilateral del Gobierno.
[...]

Source : Partido Socialista y Partido Comunista, *Propósitos de ofensiva política*, Santiago, Octubre de 1972 in V. Farias, *Op. Cit.*, T. 5, pp. 3306-3312 (Résumé par Cristian Pérez)

Annexe N° 18 : *EL Pliego del Pueblo* proposé par le MIR durant la grève d'octobre

Frente al Pliego de los Patrones levantemos el Pliego de:
La clase obrera
Los pobres del campo y la ciudad
Todos los trabajadores de Chile

A. Las enseñanzas de las crisis de octubre

I. La huelga de los patrones
1. El paro patronal, la resistencia civil, tuvo como objetivo paralizar el país para así derrocar al Gobierno y reprimir al pueblo. Es el intento de los grandes patrones del transporte, del comercio, la industria y la agricultura de usar el inmenso poder económico y político que conservan para coronar, de esta forma, la acción de sabotaje permanente que vienen realizando desde el 4 de septiembre de 1970.
2. Mostraron los patrones toda su fuerza con la huelga del comercio, el transporte, la pequeña burguesía privilegiada de la fuerza institucional que tienen en el Parlamento, en la Contraloría, en la Justicia; mostraron la fuerza de su riqueza.
Pero no lograron paralizar el país; la clase obrera y el pueblo lo hicieron andar. No han logrado, por otra parte, arrastrar a oficiales y soldados a sus sucios y criminales manejos.
[...]
II. Los patrones están demás
1. La experiencia de estos días ha demostrado que los trabajadores no necesitan de los patrones para hacer funcionar la economía. En sus desesperados intentos por paralizar el país, sólo han conseguido mostrar su carácter parasitario ante los ojos de todo el pueblo. Todavía, más, se han quedado aislados, junto al puñado constituido por aquellos sectores medios privilegiados. La conclusión es clara: sobran los patrones.

Así, pues, los patrones quisieron golpear al pueblo y lo seguirán intentando, pero no consiguieron su propósito y han dejado en claro que están demás como patrones.
[...]

III. Las tareas de los trabajadores
[...]
2. Durante el desarrollo de esta lucha hemos ido generando nuevas fórmulas orgánicas, los Consejos Comunales de Trabajadores, que irán aumentando inmensamente nuestra fuerza. Allí, unidos, obreros, campesinos, pobladores, estudiantes y todo el pueblo en torno a este pliego del pueblo haremos sentir a nuestros enemigos el enorme peso de nuestra fuerza.
3. Una parte del pueblo, los soldados, se han enfrentado, como nunca antes con la actividad social y política de una clase que lucha feroz e inescrupulosamente por conservar sus privilegios y ha presenciado la actividad de un pueblo del que también forman parte, que se demuestra capaz de sostener la producción, de alimentar al pueblo, de transportarlo y de defender los bienes de Chile del sabotaje de los patrones.

IV. Abramos el camino al poder popular
1. En las nuevas condiciones políticas creadas, de aislamiento y desenmascaramiento de los patrones y de fortaleza de la clase obrera y el pueblo este pliego nos dará unidad y nos señalará claramente la dirección de cada uno de nuestros golpes.[...]

B. Los delitos de los patrones

[...] 2. La aristocracia del dinero pretende desvergonzadamente imponer al pueblo el pliego de la miseria, de la explotación, de la opresión: el pliego de la SNA, la SOFOFA, la Cámara Chilena de la Construcción, la Cámara Central de Comercio. Exigen la satisfacción de este pliego, pues sólo así están dispuestos a seguir cumpliendo su papel de zánganos. Ese es el pliego de Chile.

Pero el pijerío y los haraganes acostumbrados a vivir a costa de la esclavización de la clase obrera, los trabajadores y el pueblo, tendrán que acostumbrarse ahora a vivir bajo nuevas reglas; las reglas que impone el proceso de liberación y emancipación de los trabajadores; la legalidad que impondrán los trabajadores con sus luchas.

3. Por eso el pueblo considera delitos económicos a los explotadores y luchará por someterlos desde ahora a la sanción del pueblo los siguientes:
—Es delito explotar impunemente a los trabajadores, someterlos a salarios de hambre, despidos arbitrarios, cesantía, incumplimiento de las leyes sociales.
[...]
—Es delito acaparar, especular, traficar, sobornar, desarrollar el mercado negro.
—Es delito dejar sin abastecimiento al pueblo, cerrando el comercio, paralizando las industrias, los fundos, el transporte.
[...]
—Es delito que los capitalistas no inviertan las ganancias que extraen de la explotación de los trabajadores y las utilicen en el financiamiento de la sedición de los grupos armados derechistas, en el consumo suntuario, en la compra de mansiones y autos de lujo.
[...]

C. El pliego del pueblo

Hay que expropiar a los inservibles, hay que terminar con los grandes capitalistas

I. Asegurar la distribución y abastecimiento adecuado y oportuno al pueblo
1. El gran comercio es un parásito que no produce nada, salvo ganancias fabulosas a costa de los consumidores, de los obreros, los campesinos y los trabajadores en general. Hoy pretenden, con su paro patronal, impedir que el pueblo se alimente y se vista. Por eso exigimos y lucharemos por la:
—Nacionalización de todas las grandes distribuidoras.
—Nacionalización del comercio exterior.
—Nacionalización de todas las grandes empresas comerciales.
[...]

II. Por un sistema de transporte y movilización que resuelva las necesidades del pueblo
[...]
—Nacionalizar las grandes empresas del transporte terrestre, marítimo, de pasajeros y carga.
—Crear empresas de transporte dependientes de las empresas del Área Social.
—Fortalecer las empresas de transporte colectivo del Estado.
—Desarrollar empresas comunales de transporte colectivo, dependientes de los Consejos Comunales y en las que participen el Estado, la comuna, los chóferes y empleados y los pequeños empresarios del transporte.
—Apoyar a los pequeños empresarios del transporte asegurándoles los repuestos y reposición de los equipos; agruparlos. Organizar a los chóferes, cargadores y pionetas y desarrollar allí formas de control obrero.
[...]

III. Que todas las industrias produzcan para el pueblo bajo control del pueblo
[...]
Por eso los trabajadores llamamos a luchar por la:
—Nacionalización de todas las grandes empresas y monopolios industriales.
—Nacionalización rápida y sin indemnización de las inversiones norteamericanas.

—Establecimiento del control obrero de la producción en todas las industrias que permanezcan en el área privada y que exploten trabajo asalariado.

—No devolución e incorporación definitiva al Área Social de todas las grandes industrias que fueron requisadas o intervenidas durante la huelga patronal sediciosa.

—Ilegalización de la SOFOFA.

IV. El pueblo tiene derecho a tener viviendas, hospitales, escuelas, campos deportivos y una ciudad igual para todos

[...]

Por eso el pueblo levanta como plataforma de lucha:

—La nacionalización de las grandes empresas de la construcción.

—Formación de una empresa estatal de la construcción y de empresas regionales y empresas comunales.

[...]

—La ilegalización de la Cámara Chilena de la Construcción.

V. Sólo el pueblo puede resolver el problema del campo y hacer producir la tierra

[...]

Por eso los trabajadores de la ciudad y del campo luchamos por:

—La expropiación de todos los fundos de más de 40 HRB, a puertas cerradas.

—Eliminar el derecho a reserva y la indemnización de la tierra.

—Apoyo técnico y crediticio a los pequeños y medianos propietarios.

[...]

—Entregar el poder suficiente a los Consejos Comunales para que dirijan todas estas transformaciones y la producción en la comuna apoyados por los aparatos técnicos del Estado.

[...]

XII. Por una educación abierta, popular e igualitaria

[...]

Por eso los trabajadores levantamos la lucha por:

1. Una nueva educación, de carácter popular, igualitaria y ligada al trabajo productivo.

2. Un nuevo sistema educativo que establezca:

a) La nacionalización de toda la educación, la supresión de la enseñanza particular y el establecimiento de un sistema nacional único de educación dependiente del Estado.

b) La dirección democrática del sistema educativo, a través de los consejos nacionales, provinciales, comunales y locales de educación. Estos consejos deben estar integrados por el Gobierno, los trabajadores de la educación, los estudiantes y la clase obrera y los trabajadores en general a través de sus organizaciones representativas.

El Consejo Comunal debe establecer una dirección y control general sobre la educación de la comuna a través de un Comité de Educación.

c) La reorganización, democratización y carácter popular de todo sistema educativo desde la enseñanza parvularia hasta la universitaria, asegurando en todos sus niveles el ingreso masivo de los hijos de obreros, campesinos y trabajadores en general. Abriendo al mismo tiempo, amplias posibilidades de estudio para todos los trabajadores.

[...]

XIV. El derecho del pueblo a la contraofensiva política

[...]

Frente a esto los trabajadores proclamamos nuestro derecho:

—A defendernos en todos los terrenos.

—A llamar a todo el pueblo a estar en alerta permanente.

—A responder golpe por golpe a los patrones.

—Y a tomar en nuestras propias manos la contraofensiva a la embestida patronal.

[...]

—Las Fuerzas Armadas.

Las Fuerzas Armadas y los soldados no estarán contra el pueblo en esta tarea y emplearán los recursos que nuestro trabajo les ha entregado para defender la soberanía y enfrentar a los traidores y agresores de la patria y del pueblo. [...]

Las tareas inmediatas de la clase obrera, los trabajadores y el pueblo [...]

I. Las tareas inmediatas

a) Derrotar con la movilización y organización de la clase obrera, los trabajadores y el pueblo cualquier salida de la crisis que esté a espaldas de las masas. Derrotar el gabinete militar y cualquier otro tipo de concesiones.

(..)

II. Reforzar la organización del pueblo

a) Reforzar la organización de los comités de autodefensa y vigilancia en cada industria, cada fundo, cada manzana de la población, en los servicios públicos, etc.

[...]

Source : MIR, *El pliego del pueblo*, Santiago, Octubre de 1972 (Anexo al informe Nº 1 de la comisión política al Comité Central de noviembre in *Documentos Internos 2-A - 1973*- Archives du CEDETIM– Paris) - Resumé de C. Pérez et tiré de V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 5, pp. 3272-3288

Annexe N° 19 : Déclaration de la présidence de la République sur le projet relatif à l'Aire de propriété sociale devant des dirigeants des Cordons industriels de Santiago

(Janvier 1973)

En el día de ayer martes 30 de enero, el Presidente de la República sostuvo una conversación con los dirigentes de los cordones industriales de Santiago la que no tuvo carácter público.

En declaraciones formuladas hoy, dichos dirigentes sostuvieron que el Primer Mandatario les había manifestado que si de él dependiera disolvería el Congreso, las Fuerzas Armadas y el Poder Judicial. Tal versión no corresponde en absoluto a lo expresado por el Presidente de la República y la desmentimos en forma categórica.
[...]
El Presidente de la República hizo especial hincapié en las características de las Fuerzas Armadas chilenas que son profesionales y democráticas, estableciendo que en los países socialistas éstas tienen una definición ideológica lo que no ocurre en el caso de Chile.

En relación al proyecto enviado al Congreso, el Presidente asumió la plena responsabilidad del mismo, haciendo resaltar que no es el proyecto de un Ministro, sino del Gobierno. Agregó que la iniciativa no restringe el área social de las 91 empresas y que al contrario la amplía. Dio detalles claros sobre la dirección temporalmente integrada que podrían tener algunas empresas cuyos propietarios aceptarán traspasarlas al área social, tomando como ejemplo preciso Elecmetal, en el caso que eso ocurriera. De la misma manera explicó el alcance de las comisiones creadas para el estudio de la situación de diversas industrias, destacando que el Gobierno tiene la obligación de estudiar caso por caso, porque si bien hay algunas que no pasarán al área social pueden regirse por el sistema autogestión, de cooperativas, declararse en liquidación o en quiebra o permanecer en el área privada.
[...]
El Presidente de la República reiteró a los dirigentes su respeto y aprecio por los cordones industriales, pero les manifestó también que hay un Gobierno que es el que toma las decisiones y su política está al servicio del país y de todo el pueblo y no de un sector determinado.
[...]

Secretaria General de Gobierno

Santiago, 31 de enero.

Source : Presidencia de la República, "Declaración sobre el proyecto relativo al Área de Propiedad Social ante dirigentes de los Cordones Industriales de Santiago", Santiago, 31 de enero de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 5, pp. 3944-3945). Résumé par Cristian Pérez

Annexe N° 20 : Contrôle étatique sur la production nationale en août 1973

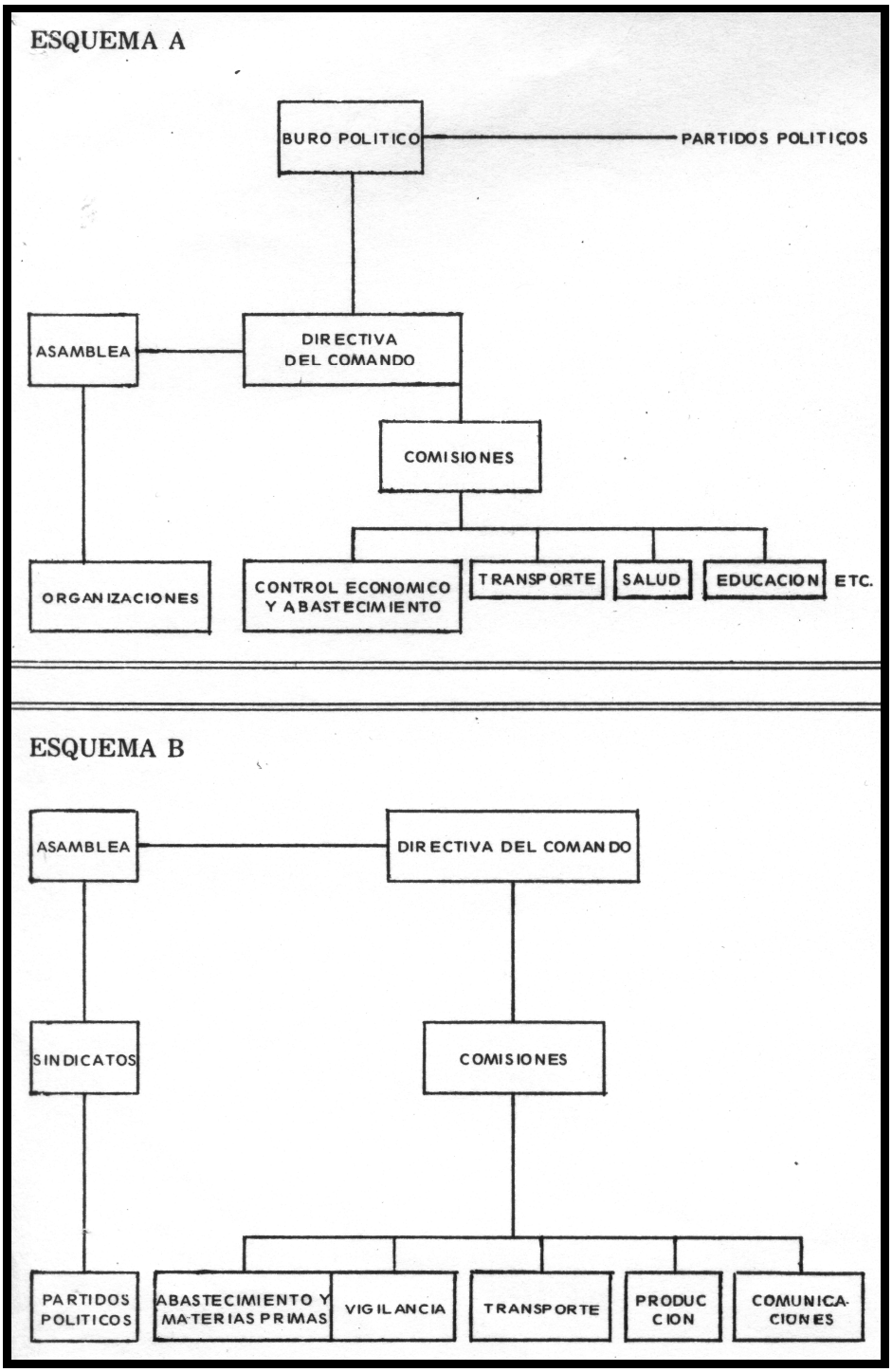
Chiffres exprimés en pourcentage

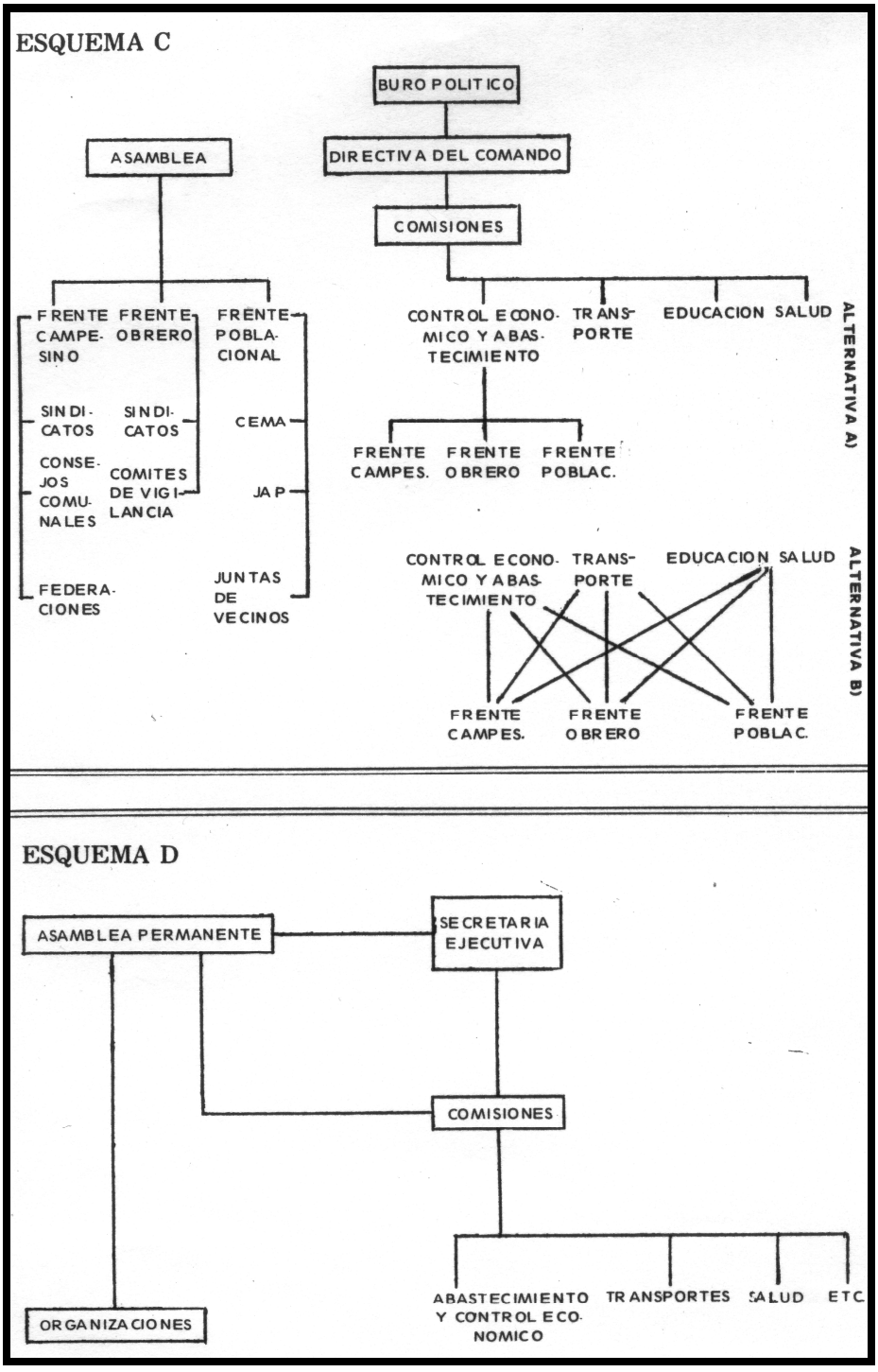
Secteurs (en pourcentage)	**Aire de propriété sociale**	**Aire de propriété mixte**	**TOTAL**
Produits de consommation alimentaire et tabac	25,4	9,4	**34,8**
Produits de consommation courante (vêtements, chaussures, meubles…)	18,5	8,0	**26,5**
Produits chimiques et dérivés (papier, liége, dérives du pétrole…)	43,9	18,3	**62,2**
Produits intermédiaires de base (bois, minéraux non métalliques…)	40,5	18,1	**58,6**
Produits métalliques, équipements mécaniques, électriques, électroniques et matériel de transport	26,6	31,9	**58,5**

Source : *Chile Hoy*, Nº 60, Santiago, 3 de agosto de 1973

Annexe N° 21 : Schémas théoriques de la structuration possible

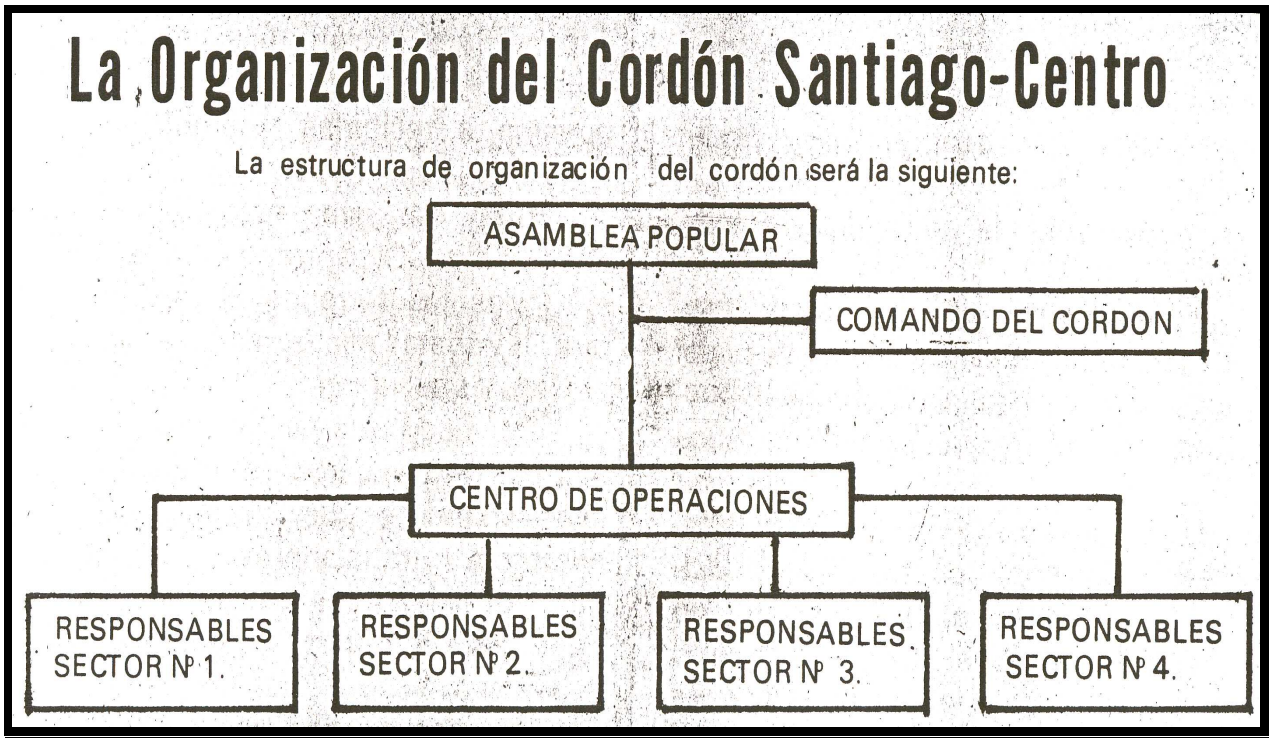
des Commandos communaux





Source : R. Cheetham, A. Rodríguez, G. Rojas, J. Rojas, « Comandos urbanos: alternativa de poder socialista. La experiencia chilena », *Revista Interamericana de planificación*, Santiago, Vol. 8, N° 30, julio de 1974, pp. 148-187

Annexe N° 22 : Proposition de structuration organique du Cordon Santiago Centro (Juillet 1973)



Selon la déclaration du CI Santiago Centro : « *L'autorité suprême du Cordon est l'assemblée populaire du Cordon ; qui a comme fonction de confirmer le programme d'action que le cordon doit se fixer, de plus, l'assemblée élit d'entre ses membres les personnes composant le commando du Cordon. Le commando du cordon, surgi de la décision démocratique de l'assemblée populaire, est composé de cinq camarades : un président et quatre secrétaires. En forme parallèle au Cordon doit exister une direction politique formée par des représentants des organisations politiques révolutionnaires qui se sont intégrées au Cordon. L'union entre le commando et la direction politique à pour but de renforcer l'alliance de la classe ouvrière et son avant-garde politique.* […] *Ainsi le commando du cordon et la direction politique forment la direction exécutive. C'est le bras exécuteur, chargé de mobiliser et exécuter les actions que l'on croit adaptées. En ce sens la direction exécutive a pour mission primordiale la formation de commissions chargées de tâches spécifiques. A cet effet seront créées, les commissions de : sécurité, protection, défense, information et diffusion, ravitaillement, transport et communications. La direction doit diviser en quatre secteurs le Cordon lesquels doivent se coordonner à travers de l'information et de réunions hebdomadaires. Ce Cordon a une influence qui couvre les communes suivantes : 1°, 2°, parte de la tercera, parte de la quinta, parte de la sexta, 7°, 8°.* »

Source : *Tarea Urgente*, Santiago, 13 de julio de 1973

Annexe N° 23 : Chronologie des conflits du travail et mobilisations collectives les plus significatifs pour la période mars / juin 1973

Mars :

le 8 : grève de 1200 salariés de la CCU pour amélioration de salaires

le 13 : 250 salariés du journal *Clarin* débute une grève pour amélioration de salaires

le 14 : 130 ouvriers de PRODINSA débute une grève pour amélioration de salaires

le 18 : 280 ouvriers de l'industrie intervenue ex-Estelari à Valparaíso occupent l'usine pour demander amélioration de salaires et une meilleure participation

le 19 : les ouvriers de l'industrie FEMOSA (produits plastique) occupent leur usine

le 19 : 120 ouvriers de l'usine HIRMAS (nationalisée par l'Etat) occupent l'usine pour amélioration de salaires

le 22 : 90 ouvriers de l'industrie de Muebles Galaz occupent l'usine pour demander une amélioration de salaires

le 21 : les salariés de l'industrie de mise en bouteille ANDINA se déclarent en grève pour amélioration de salaires

le 26 : 1200 ouvriers de SUMAR-Algodón se déclarent en grève

le 28 : 460 ouvriers de CHITECO occupent l'industrie pour demander une amélioration de salariés

le 29 : 1000 ouvriers de P. Continental (nationalisée par l'Etat) occupent l'usine pour s'opposer à la nomination d'un "Interventor" communiste

le 29 : les ouvriers de l'entreprise textile Tex occupent l'industrie pour s'opposer au démantèlement de celle-ci par son propriétaire.

Avril :

le 2 : 170 ouvriers de PRODINSA lèvent des barricades sur la route qui mène à Melipilla afin de réclamer des améliorations de salaires. Il sont appuyés par des entreprises du Cordon : PERLAK, Trevira, Inapis, Mapesa

le 2 : 560 ouvriers de SUMAR-Algodón se mettent en grève pour réclamer une amélioration de salaires

le 2 : des pobladores de Puente Alto installent des barricades pour protester contre le manque de ravitaillement

le 3 : 400 salariés de la mine ANDINA se mettent en grève pour marquer leur refus du licenciement de deux travailleurs

le 4 : des habitants des campements et poblaciones manifestent devant la CENADI et l'industrie INDUS LEVER pour les problèmes de distribution.

le 5 : 300 pobladores de Talagante installent des barricades afin d'exiger un ravitaillement direct. Intervention policière

le 5 : 200 ouvriers de PERLAK et PRODINSA installent des barricades sur la route de Melipilla

le 6 : 400 pobladores de Chillán lèvent des barricades afin de réclamer lumière et eau potable

le 7 : 720 salariés de HIRMAS bloquent la route Panaméricaine Nord afin de réclamer une amélioration de salaires

le 8 : plus de 6000 salariés de Huachipato se mettent en grève afin de réclamer une amélioration de salaires

le 8 : 120 ouvriers de l'industrie Stelarin de Valparaíso lèvent des barricades afin de réclamer une amélioration de salaires

le 10 : grandes manifestation à Constitución et installation de barricades exigent la destitution du gouverneur local et la solution aux problèmes de ravitaillement et logement

le 11 : 1400 salariés de l'usine textile Comandari se mettent en grève afin de réclamer une amélioration de salaires

le 12 : les salariés de l'atelier de réfrigération de MADEMSA occupent le bureau de "l'Interventor" sous prétexte de l'absence de travail

le 13 : salariés de la mine Chuquicamata se mettent en grève afin de réclamer une amélioration de salaires

le 16 : 300 ouvriers du Cordon industriel Vicuña Mackenna installent des barricades afin d'exiger le passage à l'Aire Sociale de trois industries

le 18 : les mineurs de la mine El Teniente entre en grève, ce mouvement est utilisé peu à peu par la droite pour déstabiliser le gouvernement

le 20 : manifestation et barricades dans tout Santiago : des pobladores exigent une solution aux problèmes d'eau, électricité, logement et ravitaillement

le 23 : fin de la grève initiée par 600 salariés de POLPAICO afin de réclamer une amélioration de salaires

le 23 : 300 ouvriers des travaux publics occupent le ministère exigent des meilleures conditions de vies. Le lendemain, des ouvriers de la construction organisent des barricades au niveau de Cerrillos avec l'appui du Cordon industriel

le 25 : des habitants de la commune de la Granja confisquent des camions de la DINAC en protestation contre le mauvais ravitaillement

le 25 : 500 habitants de la población José Maria Caro confisquent des camions de la DINAC en protestation contre le mauvais ravitaillement

le 26 : 1300 ouvriers et employés de INSA et NYLINSA (entreprises de l'APS) se mettent en grève afin d'exiger une amélioration de salaries

le 28 : des ouvriers de l'usine de boisson CCU de la Serena se mettent en grève afin d'exiger une amélioration de salaires

Mai :

le 3 : des pobladores coupent chemins et routes à Calama pour protester contre le mauvais ravitaillement

la mine el Teniente décide de poursuivre la grève, alors que le gouvernement décrète l'Etat d'urgence dans la province de Rancagua

le 18 : les salariés de l'entreprise Siam Di Tella se mettent en grève afin d'exiger une amélioration de salaires

le 18 : 122 ouvriers de Coopresur se mettent en grève afin d'exiger une amélioration du ravitaillement

le 19 : 70 pobladores bloquent l'avenue « Gran Anenida » pour protester contre le manque de ravitaillement en gaz. Même chose le 23 au niveau de l'Avenue Matta (Santiago) et à Temuco

le 24 : les ouvriers de Geka occupent leurs usines et exigent sa nationalisation

le 25 : des habitants de la Villa Olimpica bloquent Avenue Grecia pour protester contre les problémes de ravitaillement

Juin :

le 2 : des pobladores occupent le bureau JAP de la DIRINCO (ministère de l'économie) afin de protester contre le mauvais ravitaillement

le 7 : le Cordon industriel de Talcahuano organise une manifestation dans le centre ville

le 7 : des pobladores de Temuco lèvent des barricades afin de protester contre le mauvais ravitaillement

le 8 : 1500 ouvriers de INSA se mettent en grève pour motif de non accomplissement des accords économiques pris avec la direction

le 10 : les salariés de VINEX occupent l'industrie et exigent une participation réelle ainsi que l'expulsion de « l'Interventor »

le 12 : plusieurs milliers de salariés de la Compañía de Teléfonos se mettent en grève afin d'exiger une amélioration de salaires / Marche des mineurs sur Santiago avec l'appui de la droite

le 29 : *tancazo* et extension du mouvement d'occupation d'usines

le 6 juillet : la SOFOFA fait connaître une liste de 49 industries occupées « illégalement » / fin de la grève de El Teniente

Source : Chronologie effectuée sur la base d'une revue de presse de la période (particulièrement sur les chronologies mensuelles du journal *El Pueblo*)

Annexe N° 24 : Appel national de la CUT en vue la grève générale du 21 juin 1973

La CUT llama a los trabajadores a impulsar la lucha por la siguiente plataforma:

I.- Afianzar el Mando y la Autoridad del Gobierno.

- Exigir que se coloque fuera de la Ley a Patria y Libertad y a todas las organizaciones fascistas, aplicando drásticamente la Ley de Seguridad Interior del estado.

- Sancionar las radios, diarios y televisión que inciten a la violencia, el terrorismo y a la guerra civil.

- Exigir al Gobierno que haga uso de todas sus prerrogativas frente a los desbordes de la reacción y de los Poderes Legislativo y Judicial que invaden y cercenan las atribuciones del Poder Ejecutivo.

- Remover drásticamente los malos funcionarios de las empresas esenciales y funcionarios de confianza que no cumplen con sus funciones.

II.- Programar y Controlar el Abastecimiento.

- Controlar toda la producción de artículos esenciales, especialmente la alimentación.

- Implantar el Plan Nacional de Abastecimiento elaborado por la Secretaría General de Distribución de manera que permita centralizar de inmediato la distribución y venta de los productos esenciales.

- Aplicar todas las sanciones legales con todo su rigor a los delincuentes económicos y especuladores.

III.- Fortalecer el Área de Propiedad Social y la Reforma Agraria.

- Conformar ahora, el área de propiedad social de acuerdo con el proyecto de ley presentado al Congreso por el Gobierno y estructurarla orgánica y administrativamente.

- Completar la Reforma Agraria, expropiando el latifundio entre 40 y 80 hectáreas mal explotadas o abandonadas.

IV.- Asegurar el Desarrollo Económico.

-Exigir una lucha sin cuartel contra la inflación y el mercado negro, por el aumento de la producción en todos los frentes, por la implantación de planes rigurosos en todas las esferas de la economía; por la defensa del poder adquisitivo de las remuneraciones en relación directa con la producción y la productividad.

- Asegurar desde ya el "Plan de la Economía Nacional para 1974" y la "Organización del Trabajo y el Salario".

V.- Efectiva Participación de los Trabajadores.

- Establecer la participación real y con poder de decisión de los trabajadores en todos los niveles de la planificación y distribución económica y con todas las esferas de la vida administrativa y social del país.

- Establecimiento del control popular de los trabajadores sobre la producción y la economía en su conjunto.

VI.- Dirección Centralizada y Operante.

- Establecer un organismo superior de coordinación de estas tareas, integrado por el Gobierno, los partidos populares, la CUT y aquellos otros sectores patrióticos, destinados a aplicar de una manera operativa e inapelable las tareas enunciadas.

Unidad y Organización para Combatir.

Como es posible que a pesar de todo el esfuerzo de los patriotas la reacción desencadene su ofensiva final e intente arrastrar el país a la guerra civil, la CUT resuelve reafirmar las siguientes medidas:

- Paralizar de inmediato el país con tomas de empresas, fundos y servicios, en caso que la intentona sediciosa ponga en peligro la estabilidad del Gobierno.

- Impulsar el trabajo centralizado de las Comisiones de Protección en el área social y los comités de vigilancia en el área privada.

- Convocar a un amplio movimiento de todas las organizaciones de masas, en torno a la organización sindical, en defensa del Gobierno, de la Patria y contra la guerra civil.

- Desarrollar un gran plan de difusión en las bases que culmine con un paro total y la más grande concentración de masas de la historia de Chile, a realizarse el jueves 21 de junio a las 10 horas en Santiago.

CUT, Consejo Directivo Nacional
Santiago 13 de junio de 1973

Source : *Ultima Hora*, Santiago, 14 de junio de 1973

Annexe N° 25 : Communiqué du Cordon Vicuña Mackenna à propos du conflit social aux laboratoires GEKA (juin 1973)

El Cordón Vicuña Mackenna ante el Conflicto en Laboratorio GEKA declara:

1.- Los patrones de Laboratorio GEKA no cumplen compromisos. En repetidas oportunidades han violado las Actas de Avenimiento en forma absolutamente desvergonzada. Nuevos arreglos con los patrones servirían sólo para que se burlaran una vez más. En Laboratorios GEKA el único remedio es su paso al Área Social.

2.- Los patrones de GEKA son los capos del mercado negro. Hace meses que los obreros no vemos ni de lejos al Odontine. Para justificar y desviar la atención acusaron en forma criminal a dos compañeros de GEKA de "hurtar" Odontine. Los únicos que hurtan en GEKA, son ellos, los patrones; hurtan con el Mercado Negro, hurtan con la explotación brutal de los obreros, hurtan al atrasarse en el pago de las imposiciones al Sistema de salud; hurtan en el pago de los impuestos, etc. Para que GEKA pueda cumplir la función social que le corresponde, GEKA tiene que pasar al Área de Propiedad Social.

3.- Los patrones de GEKA han pretendido dividir a la clase y a los trabajadores en general fijando los sueldos en forma discriminada; mucho a los chupamedias y poco para los derechos. Para que en GEKA se terminen las preferencias, GEKA tiene que pasar al Área de Propiedad Social.

4.- No es por casualidad que en este momento político que se está viviendo en Chile, los patrones de GEKA se hayan puesto aún más intolerables, como muchos otros patrones que al igual que durante el paro de octubre, pretenden crear nuevamente un clima de caos en combinación con el fascismo.

Los trabajadores no tememos los conflictos y desde ya estamos seguros que al igual que en octubre los trabajadores saldremos fortalecidos.

Laboratorios GEKA tiene que pasar al Área Social.
¡¡¡ Por Una Distribución para el Pueblo !!!
Comando Cordón Industrial Vicuña Mackenna

Source : *Tarea Urgente*, Santiago, N° 5, 15 de junio de 1973

Annexe N° 26 : Thèmes soumis à la discussion par la direction du Cordon Cerrillos aux délégués du secteur (réunion du 11 juin 1973)

En la última sesión del Cordón Cerrillos se trató en primer lugar la organización del encuentro del respectivo cordón, a efectuarse próximamente. El compañero Ortega, Dirigente del Cordón, manifestó que la Directiva había confeccionado las bases de esta reunión en la que planteó la necesidad de que se formara una comisión para elaborar documentos que sirvieran de base para la discusión.

Con respecto al Temario, sería el siguiente a proponer:

I.-Área Social y Participación.

a) Planificación de la Economía.
b) Control de materias primas.
c) Distribución.
d) Educación y Salud.

II.-Cordón Industrial.

a) Representatividad.
b) Organización.
c) Relación Cordón - CUT.
d) Papel conductor de la clase obrera ante sectores aliados de la Comuna, comando Comunal.
e) Plataforma de la lucha del Cordón.

III.-Trabajadores - Gobierno.

a) Institucionalidad Política.
b) Reforma Constitucional.
c) política de :
    a) Abastecimiento
    b) Control de la economía por la clase.
    c) Incorporación de la clase a través de la acción de masas y la discusión de las políticas de Gobierno.

IV.- Análisis, Estrategia y Táctica del Proceso.

a) Análisis de los dos años de Gobierno.
b) Acción del imperialismo y la burguesía.
c) Papel de los trabajadores.
d) Estrategia y táctica de ahora en adelante a proponer por los trabajadores para el desarrollo del proceso.

V.- Papel de los Medios de Comunicación.

Representatividad.- Cada empresa estará representada por un delegado y los que serán elegidos por votación universal en la base. Las Empresas además serán representadas por un delegado por cada 100 trabajadores.

Campesinos, pobladores y estudiantes asistirán como invitados.

Los Cerrillos 11 de Junio de 1973.

Source : Cordón Cerrillos, « Convocatoria del encuentro del Cordón Cerrillos », Maipú, 11 junio 1973 (in *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 4, 24 marzo 1973, p. 4)

Annexe N° 27 : Déclaration du Cordon industriel Cerrillos suite aux mobilisations collectives de la mi-juin 1973

(bilan de la réunion du dimanche 17 juin 1973)

Hemos creído oportuno entregar esta declaración que es el resultado de los análisis hechos por nuestras Asambleas del día Domingo 17 del pte, y que tenía por objeto analizar los acontecimientos y movilización de los días viernes y sábado, recién pasados, y de las tareas que es necesario implementar a partir de este momento.

Consideramos que si bien con la movilización de la clase trabajadora se logró el objetivo que se había planteado y que era el mantener la calle en manos de la izquierda, y aparte de manifestar nuestro acuerdo con quienes califican esta movilización como exitosa, creemos que tenemos la obligación revolucionaria de plantear también nuestra autocrítica y la crítica a nuestras organizaciones tanto CUT, como organizaciones políticas por la carencia absoluta que hubo de conducción en el cumplimiento del objetivo que se logró más que nada por acumulación de masas, que por una acción coordinada de ellas.

Creemos que es extremadamente urgente y necesario que estas organizaciones consideren la importancia de controlar en un momento determinado las masas y mantener la organización y la conducción que sea necesario encomendarle, si no, en más de alguna ocasión tendremos que lamentar el haber utilizado nuestras propias organizaciones para juntar a los trabajadores en un lugar determinado, y que el fascismo y la burguesía se aprovechen de esta situación para producir allí mismo una masacre de obreros.

Creemos que también es oportuno hacer claridad en el seno de la clase trabajadora, que lo que está en juego, por encima de la persona del Presidente de la República, por sobre el Gobierno, está la defensa de un proceso revolucionario, está la lucha anti-imperialista, está la lucha por la conquista del poder, y fríamente sin caer en desviaciones, creemos que podemos plantear claramente, con responsabilidad, que no debemos olvidar que ese poder del estado lo ha conquistado la clase obrera para que le fuera útil en el camino hacia el socialismo, por lo tanto, el día que ya no nos sea útil, también tendremos que tomar la determinación de transformarlo o abandonarlo.

Manifestamos también nuestro respaldo a la declaración en conjunto PC-PS, que como organismos de los trabajadores, la hacemos nuestra, porque creemos que la vía del diálogo utilizado durante los 2 primeros años de gobierno, ha sido en parte la que ha ocasionado las deficiencias en las movilizaciones, y es más, en parte las desmovilizaciones de la clase, y es solamente con lo segundo, con que lograremos definitivamente romper el cerco institucional, al cual ya no podemos seguir estrujando, a costa de hacer las cosas a medias, o en un momento determinado, transar.

Creemos, que en lo que se refiere a lo que se ha venido calificando como la necesidad de aplicar "mano dura", es necesario especificar algunas cuestiones para no recibir como respuestas, meras explicaciones.

a) Exigimos que el gobierno emplee a fondo el poder que le confiere la ley y la constitución, en la destrucción del grupo fascista "Patria y Libertad", y donde la ley no quiera ser aplicada por el poder judicial, será la mano de la clase obrera que complemente esta tarea.

b) Le ponemos precio desde hoy a la acusación constitucional y las leyes contra el pueblo, y por cada ministro, y por cada intendente, y por cada ley, recibirán la respuesta del Cordón Cerrillos, el cual, en cada una de estas situaciones, les arrebatará una parte de su poderío; llamamos al resto de los organismos y al gobierno a recoger esta conclusión y a hacerla una gran tarea de masas. Ésta, indudablemente les va a doler mucho más que una concentración de trabajadores en la Plaza de la Constitución.

En lo que se refiere a la política internacional, hoy es más necesario que nunca, crearle al pueblo la mentalidad anti-imperialista que es lo que defiende y apoya la acción del fascismo y la burguesía criolla, y creemos que ya no podemos ir a sentarnos al "Club de París", a renegociar la deuda externa con el imperialismo, después de saber de qué manera el "enemigo yanqui" ha estado interviniendo en contra del avance del pueblo. Recordemos que las revoluciones han triunfado por la gran conciencia anti-imperialista del pueblo, no basta decir que los yanquis son malos, sino, demostrarlo, y ha llegado el momento que demostremos que los yanquis son muy superiores a la burguesía y el fascismo nacional, en lo que se refiere a sus cochinos métodos de sostener sus intereses capitalistas.

A la Comuna de Maipú: Campesinos, Estudiantes, Pobladores y Obreros

Hoy se hace necesario más que nunca, coordinar nuestras tareas y acciones, y es por esto, que estamos actuando coordinados todos los organismos de masa de la comuna y nuestros objetivos son la defensa del gobierno popular, las tareas hacia la conquista del poder, el dominio territorial y político de la comuna, cuestión que nos permitirá en algún tiempo más, y quizás en muy poco, declarar esta comuna como una comuna libre de la acción del fascismo.

El jueves participaremos todos unidos y organizados bajo nuestros organismos de masa en la gran movilización llamada por la CUT.

A los Organismos tradicionales de la Clase Obrera: Direcciones políticas, CUT, Federaciones obreras, campesinas. Organismos de Pobladores y Estudiantes, etc.

El papel de hoy, la tarea urgente es, a nuestro entender, darse una estructura orgánica que permita actuar con la agilidad que el proceso requiere y que facilite y haga más rica y rápida la discusión en el seno de la clase trabajadora y que a la vez permita superar la deficiencia de conducción y organización que en estos momentos existen. La tarea es volcarse en el seno de la clase, fortalecer y desarrollar cada día más a lo largo del país los gérmenes de poder popular que se manifiestan hoy en organizaciones que se ha dado la clase tales como: Cordones Industriales, Comandos comunales, Consejos comunales campesinos, JAP y organismos de participación y que tendrá por tarea conquistar cada día más poder, ser capaces de la defensa del proceso y a la vez nos permitirá ir destruyendo las añejas estructuras de la institucionalidad burguesa para ir construyendo con la seguridad que da la acción y movilización del proletariado y los logros de la clase obrera, y nuestra decisión de la conquista del poder, las bases del nuevo estado popular socialista.

Consideramos que el poder popular naciente está demostrando la nueva mentalidad y conciencia de la clase y por lo tanto tenemos la absoluta seguridad que tenemos un papel importante, y quizás el más importante que pueda tener cualquier organismo, en la lucha por la conquista del poder, y el fortalecimiento y el cambio de las estructuras necesarios en las organizaciones tradicionales de la clase obrera, incluso en los partidos políticos y proletarios, que indudablemente deben adecuarse, de acuerdo a la realidad actual, para continuar jugando el rol tan necesario en un proceso revolucionario que es el de conducir y dirigir políticamente a las masas.

Tareas de Hoy

a) Expropiación de 39 predios agrícolas para que sean puestos inmediatamente en manos de sus trabajadores.

b) Exigir el cambio de algunos funcionarios burócratas que han impedido el avance en la conquista del poder.

c) Exigir que se discuta en el seno de la clase, las leyes de Ref. Agraria, de Área Social, de distribución y remuneraciones.

d) En el Cordón Cerrillos exigimos la expropiación de Industrias Pizarreño, Phillips Chilena, Distribuidora de Combustible (COPEC), Isesa, Pinturas Blundell, Luís Prieto Vial, Cobre Cerrillos, y llamamos a los trabajadores del resto de las industrias, a constituir organizaciones que permitan al control obrero de la producción como una responsabilidad y tarea de hoy.

e) Exigimos que con el aporte de las empresas del Area Social y los organismos de masas, se inicie la construcción de la Posta de Urgencia, Maternidad y Consultorio para la Comuna de Maipú, tarea planteada por el Consejo Local de salud.

f) Exigimos más movilización colectiva para las comunas proletarias, quitando si es necesario la que en estos momentos se utiliza en sectores donde en estos momentos no existe la presencia del proletariado.

Es más, creemos que la empresa de Transportes Colectivos debería servir exclusivamente a las comunas proletarias.

En lo que se refiere a distribución de medios de transporte, deberían tener prioridad los MOPARE de transportistas y las empresas del Area Social y los sectores reformados de campesinos.

Estas tareas deben ser exigidas y realizadas por el conjunto de las clase, junto con la tarea principal que es la destrucción del fascismo, a partir de este momento y deberán ser cumplidas una a una sin vacilar, y en estos momentos así lo ha planteado el Cordón Cerrillos, el Comando Comunal Campesino de Maipú, y la FEMET que suscriben esta declaración.

Destacamos por último algo que hemos observado y creemos importante y que ha sido la acción desplegada por las fuerzas de carabineros, respaldados por la clase obrera en el cumplimiento de sus obligaciones en el mantenimiento del orden y respeto al gobierno, por lo

tanto creemos que ha quedado demostrado que la clase obrera junto al pueblo con uniforme está consciente que el fascismo, el golpismo no pueden ni entrarán en nuestro país y llamamos al gobierno a solucionar los problemas que estos compañeros de clase puedan tener en sus instituciones, y que se refiera a problemas orgánicos o reivindicativos, ya que también sufren las consecuencias del desabastecimiento y el mercado negro propiciado por la burguesía.

A crear el poder popular.

A aplicar la mano dura, ahora.

A destruir el fascismo, hoy.

A manifestar unidad de izquierda.

A conquistar más y más poder para la clase.

A formar hoy, las brigadas de trabajadores por industria, de tal manera de lograr una organización en cada fábrica que nos sirva en cualquier terreno, para defender el gobierno y el proceso revolucionario.

A luchar y a vencer.

Cordón Cerrillos.
Consejos Comunales Campesinos.
FEMET."

Source : Cordón Cerrillos, Consejos comunales campesinos, FEMET, « El Cordón Cerrillos: los trabajadores, sus organizaciones y el gobierno », Balance de la asamblea del 17 de junio de 1973 (in *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 6, 23 junio de 1973, p. 4)

Annexe N° 28 : Discours prononcé par C. Altamirano, secrétaire général du PS, devant les salariés des Cordons industriels de Santiago (syndicat ELECMETAL – 13 juillet 1973)

La fase subversiva iniciada el viernes 29, con el artero ataque al Palacio de La Moneda, constituye un episodio penoso y lamentable en esta escalada ofensiva que tiene como objetivo final el derrocamiento del Gobierno Popular y el término del proceso revolucionario. Hasta el momento ha fracasado. Es deber de todo Gobierno, particularmente del actual, expresión de un proceso de afirmación nacional, inigualado en toda nuestra historia, defender su estabilidad utilizando todos los recursos a su alcance y aplastar —sin contemplaciones— cualquier tipo de insurgencia. Una vez más, los socialistas declaramos que en el logro de este objetivo nacional y patriótico no caben, bajo ningún pretexto, vacilaciones ni intimidaciones ante pronunciamientos ilegítimos emanados de la oposición. El PS no aceptará jamás conciliar con los enemigos de Chile, del Gobierno Popular, de los trabajadores. En este momento cualquier fórmula de transacción con la derecha sólo sirve para alentar a los grupos facciosos que operan en su seno. Hay quienes pretenden insinuar "diálogos democráticos" con la Democracia Cristiana. Los socialistas planteamos que es posible el diálogo con todas las fuerzas políticas que se definan claramente en contra de los explotadores, en contra del imperialismo. Impulsamos y desarrollaremos el diálogo a nivel de la masa, con los trabajadores, militen o no militen, pero rechazamos categóricamente todo diálogo con partidos y directivas reaccionarias, contrarrevolucionarias...

El Gobierno tiene la obligación de atenerse a la nueva legalidad surgida como producto genuino de las profundas transformaciones sociales y económicas del país, y como fruto forzado de la conducta ilegítima y sediciosa de los grupos reaccionarios, y de una fracción minoritaria refugiada en la unidad militar... Nadie puede negarle al pueblo de Chile el derecho a su propia defensa, principio —por lo demás— consagrado universalmente... En uso pleno de ese derecho y de ese deber, los trabajadores de todo el país se han organizado en los cordones industriales, comandos comunales, consejos campesinos, comités de defensa y vigilancia y otros organismos, que constituyen los gérmenes de un incipiente pero ya poderoso poder popular, y configuran una barricada inexpugnable ante cualquier tentativa insurreccional de la burguesía... Obreros, campesinos, pobladores, jóvenes, están amasando su propio poder para rechazar el poder burgués amotinado. Y tienen la obligación de hacerlo como clase y como revolucionarios. En una palabra, el PS no sólo reclama el derecho a la legítima defensa del pueblo chileno frente a los traficantes de la guerra civil, sino que además lo llama a ampliar y fortalecer sus organizaciones de masas, consolidar sus posiciones estratégicas en industrias y fundos ocupados, y prepararse para iniciar una gran ofensiva de masas... Nunca la convergencia y homogeneidad de la Unidad Popular ha sido tan sólida. Nunca la unidad socialista-comunista ha sido más férrea, ni ha existido entre ambos partidos —vanguardias de la clase obrera— una mayor identidad de objetivos. Nunca en esta defensa de la patria amenazada ha sido más vigorosa y decisiva la unidad de todas las fuerzas revolucionarias sin excepción. Nunca como hoy se había producido una identidad más grande de pueblo, Fuerzas Armadas y Carabineros, identidad que se irá fortaleciendo aún más en cada nuevo combate de esta guerra histórica...

El pueblo de overol y el pueblo de uniforme constituyen uno solo. Por ello es estéril el ominoso intento de la reacción para hacer aparecer como adversarios antagónicos al Gobierno, la Unidad Popular y los trabajadores con el conjunto de las Fuerzas Armadas y Carabineros. La intención es obvia: levantar un muro artificial para así lanzar a un enfrentamiento fratricida a padres, hijos y hermanos, nacidos del mismo pueblo...

La reacción parece olvidar que el pueblo está en condiciones de incendiar y detonar el país desde Arica a Magallanes, en una heroica ofensiva libertaria y patriótica... Olvidan que durante el Gobierno reaccionario de Arturo Alessandri Palma se crearon las llamadas "milicias republicanas", organización paramilitar que llegó a contar con 100 mil hombres bajo las armas, destinada precisamente a aplastar las aspiraciones de una oficialidad joven y progresista... Hoy, en cambio, rasgan hipócritamente sus vestiduras cuando se habla de constituir milicias populares, no para oponerlas a las Fuerzas Armadas, sino para enfrentar a los fascistas y sediciosos que como el señor Pablo H. Rodríguez o el ex mayor Marshall confiesan descaradamente que están decididos a derrocar al Gobierno legítimo de Salvador Allende... Es hora de que recapaciten, señores reaccionarios. Piensen muy bien —quizás por última vez— si la defensa de vuestros pequeños y miserables intereses merece siquiera el derramamiento de una sola gota de sangre de un niño, de una mujer o de un hombre. Tenemos la certidumbre de que los dementes de la guerra civil son los menos en Chile. Los soldados, marinos, aviadores y carabineros no pueden prestarse, en ningún momento y bajo ninguna circunstancia, para asesinar trabajadores. Y llegado el caso, en que nuevamente algunos oficiales se alzaran, los oficiales, suboficiales, clases y soldados no tienen la obligación de la obediencia. Aún más claro: no sólo tienen el deber de negarse a acatar órdenes que signifiquen disparar contra el pueblo o participar en aventuras golpistas contra el Gobierno de los Trabajadores —sus hermanos de clase—, sino de oponerse activamente. Estamos seguros que este criterio patriótico, nacional y revolucionario, prevalecerá por encima de las maniobras desesperadas de la burguesía...

El Partido Nacional y el sector reaccionario de la Democracia Cristiana han arrastrado al país a una crisis de tal gravedad que no es imposible que ella desemboque en una guerra civil. Hemos afirmado, una y mil veces, que no la deseamos, pero que tampoco por temor dejaremos de cumplir con nuestro imperativo histórico... La reacción está empujando a Chile hacia ese abismo sin fondo. Y en su insania se niega a recapacitar sobre el hecho de que un régimen levantado sobre los cadáveres de miles de chilenos sólo sería posible a través de la más brutal de las represiones y de una implacable dictadura.

Source : C. Altamirano, « Nadie puede negarle al pueblo el derecho a su propia defensa », Discurso pronunciado el 13 de julio de 1973 en el sindicato Elecmetal in *La Nación*, Santiago, 14 de julio de 1973

Annexe N° 29 : Déclaration des Cordons industriels de Santiago officialisant l'existence de leur Coordination provinciale (juillet 1973)

Los Cordones de la Provincia de Santiago han decidido y acordado oficializar la constitución de la Coordinadora Provincial de Cordones Industriales, como resultado del avance y empuje de la clase obrera, que responde a la ofensiva de la burguesía expresada en el "tanquetazo" del 29 de junio, tomándose fábricas, fundos y empresas, fortaleciendo sus organizaciones en la lucha por la defensa y el avance del Gobierno popular y el inicio de la construcción de la sociedad socialista. Los Cordones industriales surgen como producto del gran empuje y de la iniciativa de la clase obrera de dar una respuesta más efectiva y combativa de los trabajadores ante la ofensiva de la burguesía y las debilidades del Gobierno para enfrentarla.

En ningún caso se plantean paralelos a la CUT, sino que la reconocen como la máxima organización de los trabajadores chilenos a nivel nacional.

Es por eso que la C.P. de C. no nace como organismo provincial paralelo a la CUT ni pretende asumir la dirección de la clase obrera en la provincia, sino que surge como producto de la necesidad de coordinar la lucha de los diferentes Cordones Industriales, aprovechar la experiencia de los más antiguos en la creación, formación y desarrollo de los nuevos cordones.

Los cordones se plantean el problema del Poder y la constitución de las organizaciones gérmenes del Poder Popular (Comandos Comunales de Trabajadores) por lo que requieren de la autonomía necesaria para cumplir el papel de conductor de los diferentes sectores sociales aliados del proletariado en la lucha por el socialismo.

Es necesario aclarar que las instrucciones de la CUT para el 29, los cordones las cumplieron de acuerdo a las características de cada sector geográfico.

Los Cordones Industriales son organismos amplios de la clase que agrupan y organizan a los trabajadores por encima de sus colores políticos. La conducción política estará dada por los partidos proletarios que asumen el papel de vanguardia en la lucha misma y en el seno de la clase obrera.

Algunas Generalidades

1.- En las zonas urbanas los cordones industriales son las fuentes principales en donde se nutren los comandos comunales. Son al mismo tiempo, una de las bases fundamentales sobre las cuales se construye el Poder Popular y son las columnas vertebrales en donde se asienta la unidad de la clase obrera como clase dirigente del proceso revolucionario chileno.

2.- Los Cordones Industriales, en la medida que son organizaciones del proletariado, deben ser los impulsores y pilares de las organizaciones gérmenes del poder popular (Comandos Comunales de Trabajadores). En estos comandos participan todos los sectores aliados del proletariado, donde se debe garantizar la hegemonía de la conducción de los cordones, como clase obrera organizada. Esto nos permitirá garantizar la conducción proletaria del proceso y el carácter socialista de la revolución.

3.- Mientras en los otros sectores urbanos y suburbanos los cordones industriales juegan el papel primordial en cuanto a la aglutinación y dirección del proceso, en los sectores rurales son los proletarios agrícolas y algunos sectores del campesinado pobre quienes tienen la tarea mancomunada de hacer cabeza en los Consejos Comunales de Campesinos, en donde también se deben integrar aquellos sectores de masa que no pertenecen a la clase propiamente.

4.- En aquellos sectores de excepción en donde se carece de proletariado y campesinado, son los sectores poblacionales, artesanales, etc., quienes juegan el primer rol.

5.- Las diferencias que se van planteando entre trabajadores y gobierno en el camino de acceso a la toma del poder, hacen que subsistan las contradicciones entre trabajadores y gobierno.

6.- Estas diferencias, lejos de minar el desarrollo del proceso, lo enriquecen, constituyendo una fuente inagotable de creación y clarificación del desarrollo político.

7.- La lucha de clases en el actual momento político hace que el carácter de los Cordones Industriales es ser organismos complementarios del Gobierno popular, y vitalizadores de las organizaciones de la clase obrera, pero en ningún caso deben ser organismos dependientes.

8.- Los objetivos generales de los Cordones Industriales son:

a) Defensa y ampliación de las conquistas del Gobierno y de la clase.

b) Representar en forma directa y democrática a los trabajadores del Cordón.

c) Constituirse en organismos de defensa del actual gobierno en la misma medida que éste represente los intereses de los trabajadores.

d) Organismos encargados de la profundización del proceso y de la agudización de las contradicciones de clase.

e) Luchar en forma enérgica por una mayor participación de la clase en las decisiones inherentes a sus intereses e incrementar el poder de los sindicatos y de las organizaciones de la clase.

f) Cooperar en forma decisiva en la organización y preparación de los organismos de defensa del sector de tal manera que garanticen el control territorial y político por parte de la clase.

9.- Todas las industrias del sector, incluso los talleres, podrán enviar sus delegados al Cordón Industrial en representación de sus compañeros con derecho a voz y voto garantizando la democracia obrera.

10.- En los Cordones industriales debe predominar el sentido de la más amplia participación de los trabajadores, de dar libre curso a la creatividad de la clase, a sus iniciativas revolucionarias. Deberá lucharse contra el sectarismo y contra el burocratismo, empecinado en tomar acuerdos superestructurales y a espaldas a las masas; en una palabra, en los Cordones Industriales debe instaurarse una democracia proletaria.

11.- En resumen, los Cordones Industriales, por su conceptuación, por su carácter y sus objetivos, preparan a la clase y la proyectan hacia la toma del poder y en esta lucha combaten simultáneamente contra las desviaciones reformistas y burocráticas que se perfilan peligrosamente en el seno del movimiento obrero, por una parte, y por otra, combaten la resistencia que opone la burguesía y sus instituciones para la conquista del Poder.

Cordón Cerrillos	Hernán Ortega
Cordón O'Higgins	Sergio Chávez
Cordón Vicuña Mackenna	Armando Cruces
Cordón San Joaquín	Víctor Muñoz
Cordón Recoleta	Hipólito Pizarro
Cordón Mapocho-Cordillera	Manuel Saavedra
Cordón Santiago Centro	Luís Inostroza

Source : *Tarea Urgente*, Santiago, Nº 10, 27 de julio de 1973

Annexe N° 30 : Lettre de Héctor Vega, président du Cordon industriel Centre Osorno au Commandant en chef de l'armée, le Général Augusto Pinochet, Osorno, 24 août 1973

Señor Augusto Pinochet
Comandante en Jefe del Ejército
Señor Comandante en Jefe:

En mi calidad de presidente del Centro Osorno me dirijo a usted para poner en su conocimiento hechos que ocurren en estos instantes en Osorno y que envuelven la responsabilidad de altos oficiales del Regimiento N° 4 Arauco de esa ciudad.

Estos hechos se refieren a la intervención en el caso del paro de transportistas y a la aplicación de la Ley de Control de Armas y Explosivos.
[...]
[...]

Empieza la requisición
A las 14.30 horas, en lugar de aparecer carabineros, entró en escena un camión con efectivos militares, quienes procedieron a allanar al grupo de trabajadores, que se encontraban frente a un local de la CUT con sus instrumentos de trabajo. Siendo en su mayoría obreros carpinteros, fueron detenidos por portar martillos, los que se estimaron revestían la calidad de armas. Transcurrida una hora, el intendente reconoció que carecía de respuesta plausible para explicar la demora de la fuerza pública. Finalmente, cuando éstos llegaron, el intendente, los funcionarios de DIRINCO y tres trabajadores se dirigieron a la intersección de las calles Mackenna y Bulnes, para proceder a la apertura del almacén Burnier. Junto con el intendente y acompañantes, llegó el comandante, quien procedió a allanar el vehículo de la intendencia y a retirar la fuerza pública. Esa orden se originó después de haber circunscrito el decreto de DIRINCO a un solo negocio de los cuatro primitivamente contemplados. La cancelación del operativo se produjo cuando según el comandante el orden público se encontraba seriamente alterado.

La represión
Mientras se llevaban a cabo estas conversaciones frente al negocio Burnier, los trabajadores que esperaban organizadamente en la plaza las instrucciones de sus dirigentes y a la espera de las gestiones de DIRINCO y el intendente fueron rodeados por una compañía del regimiento. Se instalaron frente a la Intendencia ametralladoras punto 30, apuntando a cerca de 500 trabajadores y pobladores. Sin mediar provocación alguna y mientras se parlamentaba con el oficial a cargo de la operación en el sector norte de la plaza, algunos conscriptos procedieron a culatazos en contra de los trabajadores. Ya anteriormente se habían disparado, desde el Edificio Consistorial, tres balazos por elementos no identificados. Este hecho no fue investigado.

Finalmente, deseo señalar al señor Comandante en Jefe el significado que los trabajadores concedemos a estos hechos. Estimamos que se atacó la organización de los trabajadores mediante el arbitrio de aplicación de una ley, en los precisos instantes en que la organización ejerce su derecho de protesta y de apoyo al Gobierno en la medida de apertura del comercio, ilegalmente cerrado. El ataque ha sido físico y moral. Está claro que los acontecimientos relatados muestran una autoridad civil sobrepasada, infiriéndose con ello un grave daño a la autoridad del intendente en la provincia. Al margen de los derechos que el intendente tiene como representante directo del Presidente de la República en la provincia, los trabajadores fuimos representados por el intendente y el jefe de DIRINCO en la acción del día martes 21, de manera que el vejamen inferido a estos funcionarios es un vejamen a los trabajadores. Los hechos se han agudizado a partir de ese día, pues desde la Fiscalía Militar se han dictado numerosas órdenes de detención en contra de dirigentes sindicales y de partidos políticos. Actualmente se encuentran con órdenes de detención las dirigencias regionales de los partidos Socialista, MAPU, Izquierda Cristiana, MIR, Juventud Radical Revolucionaria; partidos éstos integrantes del llamado Comando Operativo Revolucionario. También existe orden de detención en contra del secretario provincial de la CUT y de numerosos trabajadores de la construcción. Sin embargo, el hecho de mayor gravedad lo encierra la orden de detención e incomunicación dictada en contra del jefe de DIRINCO, Armando Liemlaf. Hasta hoy viernes lo único que se sabe es que Liamlaf se encuentra detenido e incomunicado en la Penitenciaría de Osorno.

Que se investiguen los hechos

[...] Creo, señor Comandante en Jefe, que estos hechos merecen una investigación de parte de las autoridades militares, pues ellos lesionan fundamentalmente el ejercicio de los derechos políticos y sindicales de los trabajadores y, además, comprometen gravemente el prestigio del Ejército.

Saluda atentamente al señor Comandante en Jefe del Ejército,

Héctor Vega
Presidente Cordón Centro Osorno

Source : H. Vega, “Carta abierta del Cordón Centro Osorno al Comandante en Jefe del Ejercito, General A. Pinochet”, Osorno, 24 de agosto de 1973 (in *De Frente*, Santiago, Nº 22, 7 de septiembre de 1973)

Annexe N° 31 : Plan de défense du Cordon industriel Cerrillos selon un document édité par la junte militaire suite au coup d'Etat, Santiago, (sans date)

(4. 2)

AN GENERAL , I.r. PROYECTO

CARACTERIZACION DE LA ZONA.

1.1. En lo geografico la zona esta dividida naturalmente en tres zonas; el cordon, ~~por camino a melipilla~~ desde el paso a nivel hasta pajárites camino a melipilla, zona industrial fundamentalmente, algunas poblaciones. La segunda zona es Maipú propiamente dicho, desde pajaritos-camino a melipilla hasta pajaritos con el zanjon de la Aguada, y como tercera zona desd alameda con 5 5 de Abril ~~xxxxx~~ comprendiendo todo Pajaritos, zona con concentracion poblacional , industrias y fundos. ~~[illegible] 14,5%~~

La zona asume una forma de rombo n donde sus dos lados hacia el este serian constituido por el cordon su lado sur oeste seria maipú poblacion y su lado noreeste pajaritos las rejas.

Como caracteristica importante de la zona es el vacio al interior del rombo cuya linea diviseria ~~xxxx~~ esta dada por la linea del t tren que recorre el rombo de extremo a extremo.

1.2. En lo politico la zona es faborable a la izquierda por su gran concentracion obrera y el nivel de actividad del Cordon C rrillos. Asi mismo en el campo el Consejo Campesino es dominado por la izquierda y la fuerza de la democracia cristiana en lo electoral supera el 50 por ciento esta concentrada fundamentalmente en Maipu y poblaciones de las rejas, y en menor medida en zonas campesinas.

Asi el poder en la zona obligatoriamente debe descansar en la ~~mancomunidad~~ union del Cordon, el Consejo Campesino y las poblaciones, organismo que dado el grado de legitimacion que los dos organismos an logrado ~~seria~~ aceptado.

1.3. Desde el punto de vista militar ~~xx~~ son el mantos a favor la ~~existencia de germenes de poder popular legitimizados, organismos de poder local en el enfrentamiento~~, y la caracteristica geografica de la zona que hace que el rombo este unido a Stgo por uno solo de sus extremos lo que dificulta la penetracion a la zona de fuerzas enemigas ~~que ten dificultades mas vias de acceso~~ y ello nos permite la concentracion de nuestras fuerzas en las vias de acceso obligadas del enemigo.

Como elementos desfavorables podemos señalar la existencia del grupo 10 y 7 de Fach al interior de la zona y las fuerzas de Carabineros en menor medida por cuante se cuenta con ~~xxxxxx~~ elementos favorables a su interior.

lo geografico tiene como caracteristica desfavorable para nos. el corcter llano del acceso a la zona y las multiples carreteras y caminos ~~xxxxx~~ de acceso que para defenderlos desde ~~fuera~~ las afuera ~~dentro~~ de la zona requiere de armas de largo alcance a las cuales son las mas escasas.

1.4. En lo economico la zona por su caracter industrial-campesina ofrece posibilidades de autoabastecerse en terminos de la alimentacion de emergencia de la poblacion.
La capacidad industrial instalada y el estok de materias primas existente permite desde el punto de vista militar la rapida transformacion de su produccion a produccion de guerra dentro de nuestro alcanse. Esto nos obliga a empesar a estudiar la posibilidad que ofrecen las distintas industrias y preparar los estudios necesarios.

1.5. Consideraciones Generales de la caracterizacion.
Las caracteristicas politicas y geograficas de la zona hacen imposible que consideremos la defensa de [illegible] parte de ella, de hacerlo estariamos gobligados a entregar sectores industriales perdiendo nosotros fuerzas tanto en la utilizacion de la industria como de los sectores obreros que a ellas convergerian. Desde el punto de vista militar significaria darle mejores posiciones de ataque ya que estarian ya en el interior de la zona y esto nos obligaria a multiplicar los foces de enfrentamiento con perjuicio de nuetras fuerzas que se verian obligadas a dispersarse. En lo politico sería imposible crear " un pedazo" de poder local, y a que siendo la zona una unidad la tranendencia del poder local se veria menoscabada,
Son estas consideraciones que se desprenden de las caracteristicas de la zona misma lo que orienta nuestro plan como un plan que contempla toda la zona, ideal para ser aplicado por el germen de poder popular existente si logramos imponer nuestras concepciones e en caso de no ser esto posible previamente, el partido debera tratar de ganarse a la masa en la calle para nuestro plan.

2. OBJETIVOS DEL PLAN DE DEFENSA Y CONTRAOFENSIVA

El objetivo principal del plan es garantizar en lo militar a traves de la defensa de la zona, el establecimiento de una zona liberada con un organo de poder local, en lo politico y militar, lograr su consolidacion, y su mantenimiento.
Para ello el plan contemple la necesidad del cumplimiento de varios puntos como requisito para el exito del plan.

2.1. Garantizar el control y seguridad al interior de la zona (concepto de seguridad interior). Se trata de garantizar el control de los movimiento de vehiculos y personas al interior de la zona, al igual que hacer imposible desbordes internos de sectores de la burguesia o lumpen.

2.2. Utilizar la capacidad industrial instalada en la zona para la fabricacion de elementos bélicos con el fin de desarrollar en lo material nuestras fuerzas.

2.3. Tener definidas las vias de repliegue para garantizar la continuidad de la lucha.

2.4. Garantizar y tener el equipo preparado que posibilite la incorporacion de nuevos combatientes con minimo de instruccion durante el enfrejtamiento

2.5. Definir vias de ofensiva ya sea porque las condiciones sean favorables a nivel nacional y así agrandar nuestra zona, ya sea para colaborar en la defensa de zonas vecina.

3. ESTRUCTURA GENERAL DE LA DEFENSA

3.1 La estructura defensiva se basa en fortificar las vias de acceso a nuestra zona [illegible] impedir la penetracion [illegible]. En [illegible] 7 y 10 d. la PAGH trataremos de neutralizarlo creando por el frente y flancos una linea defensiva que en caso de no ser neutralizado politicamente, cediendo en nuestro frente creemos un bolson que impida su avanze por los flancos.

3.2. El objetivo basico de nuestra defensa es ganar tiempo y desgastar al enemigo), con este proposito nuestros puestos de defensa tenderan a tener la mayor profundidad posible en el exterior de nuestra zona, en otras palabras, trataremos " de salir a buscar al enemigo"con nuestro dispositivo, así ganaremos el máximo de tiempo por la entrega de un espacio que no es nuestra zona y le causaremos el mayor desgaste posible, hasta que entren a pelear a los limites de nuestra zona. (profundidad de la defensa).

3.3. Desd el punto de vista de táctica a emplear en la zona, esta cambia respecto a la tactica a emplear en zona puramente urbanas; asi el adelantar las defensas para nosotros no tiene como consecuencia el tener que aumentar el numero de puestos de resistencia, lo que pasaria en un area urbana, al tener que cerrar mayor numero de esquinas, Así en lo tactico la disposicion de nuestras fuerzas [illegible] abierto por lo que para no estar en desventaja debemos hacer buena utilizacion del terreno y usar intensivamnete el minado.
En lo que es ingenieria de defensa tambien las barricadas pierden valor en nuestras zonas, utilizandose fundamentalmente como control y utilizando intensamente las trincheras que ofreciendo las mismas ventajas no ofrecen tanto blanco.

3.4. La defensa descansara fundamentalmente en tres tipo de fuerzas tacticas
3.4.1. Los capatientes de las lineas de defensa e foco.
3.4.2. La utilizacion intensiva de PAC y francotiradores.
3.4.3. La utilizacion constante de mini guerrillas tras las lines enemigas.

3.5. Fuera de los recursos naturales utilizables en toda dispositivo d defensa utilizaremos en nuestros dispositivos intensamente los explo de circunstancia (existenetes en la zona) y la perfeccion y intensidad de las estructuras defensivas ;lineas de trincheras con comunicacion. La utilizacion intensiva de estos dos elementos nos permitiran modificar el terreno de nuestras lineas defensivas de tal forma que el terreno sea favorable a nosotros.

3.6. La aplicacion del plan requiere como condicion la destruccion o por lo menos neutralizacion de fuerzas enemigas (Burguesia y posible Carabineros al interior de nuestras lineas. (esto se vera en la 2da parte del documento y en Seguridad en particular)

3.7 La debilidad fundamental de nuestro plan radica en la escases de armas de largo alcanse (fusiles automaticos, ametralladoras, etc.) [illegible] dado el caracter del terreno tienen facilidades para [illegible] inferioridad de condiciones con el enemigo, y nos obliga a tener que utilizar mas hombres para cuidar los flancos de los puntos de defensa, y en lo tactico a tener que establecer el combate a corta distancia. lo que nos obliga a multiplicar nuestras lineas de defensa. escalones en la defensa. —

3.2. División por zonas y puntos de conflicto por zonas

3.2.1. La división zonal establecida esta echa fundamentalmente bajo criterios operativos es decir tomando en cuenta la division geografica y tratando de compartir el peso militar que tendria cada zona . Entendemos que encaso de por acuerdos politicos se llegara a una division de zonas por partidos tendrian que contemplarse mas factores y estas podrían variar .

3.2.2. Cada zona se concibe con un mando propio y un grado de autonomia para dirigir su defensa, de esta forma toda la estructuración del plan , tanto en logística como otros factores se trabajara por zonas.

3.2.3. Nuestro territorio quedaria dividido en seis zonas numeradas denominandose los puntos de conflictos por orden de importancia al interior de la zona acompañando una letra al numero de la zona que corresponda el punto de conflicto

3.2.4. ZONA 1

3.2.4.1. Su objetivo es establecer la defensa en el angulo Sur Oeste del rombo , impidiendo la penetracion por camino a Melipilla y por camino a Lonquen y el desborde de estos puntos.

3.2.4.2. El foco principal de la zona seria el punto 1A, C.M./ Pajaritos. Profundidad aprox. 3000m.

Foco1B. Estaria situado en Sta. Ana de Chena , situado a 4000m aprox de foco principal. Es un puesto de defensa avansado y tiene como objetivo acumular fuerzas trasladables al foco principal y neutralizar fuerzas de la Burguesia de la zona.

Foco 1C Situado en el cruce del camino Sta. Ana/camino a Lonquen. Su objetivo es impedir desborde por el flanco al punto 1A y impedir el uso del camino.

Foco 1D Situada en Pajaritos con Fensa. Barricada de control fundamentalmente.

~~Foco 1E situada en C.M./Pizarreño. Barricada de control f~~

3.2.4.

3.2.5. ZONA 2 . PLANO 2.

3.2.5.1. El objetivo de esta zona es imedir l avanza del enemigo desde San Bernardo-Panamericana, por el camino a Lo Espejo y servir de profundidad al dispositivo que neutraliza al grupo 7 y 10. Al mismo tiempo controlar el sector de C.M. correspondiente a su zona,(Pizarreño a entronque camino a Lonquen-C.M..)

3.2.5.2. Foco 2A , Esta situado en el cruce de Camino a Lo Espejo y Foco de choque. Profundidae aprox.1500m.

3.2.5.3. Foco 2B, su objetivo es ser punto de control y darle profundidad a dispositivo de neytralizacion del grupo 7 y 10 . Foco de control y choque.

Camino a Lonquen

3.2.5.3. 2C , su objetivo es fundamentalmente de control, tanto para C.M. como esquina Blanca. Esta situado en Esquina Blanca/ C.M.

3.2.5.4. Foco 2D. Situado en C.M. frente a Pizarreño. Su objetivo es de control fundamentalmente, y de profundidad al foco 2A

3.2.6. ZONA 3 PLANO 3.

3.2.6.1. El objetivo de la zona es controlar y impedir el acceso a Maipu Centro. Zona fundamentalmente de control por cuanto esta protegida por las posibles vias de entrada del enemigo por

los dispositivos de defensa de otras zonas. Le corresponde el control de todo Maipu Centro.
3.2.6.2. Foco 3A. Situado en Pajarito- con Esquina Balnca. Su objetivo es ser un puesto agitativo y de control de la zona centro.
3.2.6.3. Foco 3B. Situado en la salida de Maipu para camino a Rinconada. Objetivo de Control fundamentalmente.
3.2.6.3. Foco 3C. Pajaritos con Canjon de la Aguada, en la salida de Maipu. Su objetivo es de control al mismo tiempo que defender la entrada a Maipu cuenta con dos puntos uno en el punto señalado y el segundo en camino cura hacia el sur-oeste.

3.2.7. ZONA 4 Plano 4

3.2.7.1. Su objetivo es formar un bolson de resistencia y neutralizavion para el grupo 7 y 10 de Fach. Mas que nada esta zona se establece con amplio margen de seguridad ya que estimamos que de no ser neutralizados politicamente , no tendrian todas sus fuerzas para emplear a nuestro sector por su contacto con CARO.
3.2.7.2. Foco 4A. Situado en callejon Lo Errazuriz/C.M. Objetivo impedir penetracion al callejon y penetracion por C.M. hacia Sureste. Cubre el flanco derecho de nuestro bolson.
3.2.7.3. Foco 4B. Situado en Antonio Escobar Williams/C.M. su objetivo es cubrir el flanco izquierdo . Profundidad hasta L.n .

3.2.7.4. Foco dispositivo 4C. Objetvo constituir una linea de defensa por el frente al aeropuerto. Escalonada con el fin de meterlos en el bolson . Cierra todos los acceso por el frente del aeropuerto. Se compone de 9 a 10 barricadas. Profundidad de cuadra a cuadra.

3.2.8. ZONA 5 Plano 5

3.2.8.1. Su objetibo es impedir el ingreso a la zona por San Juaquin , Exposicion, Pedro Aguirre Cerda, Gral. Velzaquez. Extremo Norte del Rombo.
3.2.8.2. Foco 5A. Situado en Gral. Velazquez con Pedro Aguirre Cerda su profundidad por Gral. Velzauqez alcansara hasta la linea del tren .
3.2.8.3. Foco 5 B. Buzeta SanJoaquin. Con profundidad por exposicion hasta el puente y San Joaquin hasta Matadero.

3.2.9. ZONA 6 Plano 6

3.2.9.1. El objetivo es impedir la penetracion por alameda y al mismo tiempo ser un foco de agitacion que canalize a los sectores poblacionales del conjunto de poblaciones existentes. Al mismo tiempo controla la la carretera a Pudahuel Valparaiso.
3.2.9.2. Foco 6A. Alameda / las Rejas. Impedir penetracion desde Alameda.
3.2.9.2. Foco 6B. Las Rejas /Ecuador. Su objetivo es impedir desborde por Ecuador.
3.2.9.3. Foco 6C. 5 de Abril con las Rejas. Objetivo impedir penetracion desde Gral . Velazquez.
Profundidad aprox. de los puntos principales 200m.

Source : *Libro blanco del cambio de gobierno en Chile*, Santiago, Ed. Lord Cochrane, 1973, pp. 166-170

Annexe N° 32 : Lettre envoyée à Salvador Allende par la Coordination des Cordons industriels de Santiago, le Commando provincial de ravitaillement direct et le Front unique des travailleurs en lutte, le 5 septembre 1973

A su Excelencia el Presidente de la República 5 de septiembre de 1973

Compañero Salvador Allende:

Ha llegado el momento en que la clase obrera organizada en la Coordinadora Provincial de Cordones Industriales, el Comando Provincial de Abastecimiento Directo y el Frente Único de Trabajadores en conflicto ha considerado de urgencia dirigirse a usted, alarmados por el desencadenamiento de una serie de acontecimientos que creemos nos llevará no sólo a la liquidación del proceso revolucionario chileno, sino, a corto plazo, a un régimen fascista del corte más implacable y criminal.

Antes, teníamos el temor de que el proceso hacia el Socialismo se estaba transando para llegar a un Gobierno de centro, reformista, democrático-burgués que tendía a desmovilizar a las masas o a llevarlas a acciones insurreccionales de tipo anárquico por instinto de preservación.

Pero ahora, analizando los últimos acontecimientos, nuestro temor ya no es ése, ahora tenemos la certeza de que vamos en una pendiente que nos llevará inevitablemente al fascismo.

Por eso procedemos a enumerarle las medidas que, como representantes de la clase trabajadora, consideramos imprescindibles tomar.

En primer término, compañero, exigimos que se cumpla con el programa de la Unidad Popular, nosotros en 1970, no votamos por un hombre, votamos por un Programa.

Curiosamente, el Capítulo primero del Programa de la Unidad Popular se titula “El Poder Popular”,

Citamos: Página 14 del programa:

“...Las fuerzas populares y revolucionarias no se han unido para luchar por la simple sustitución de un Presidente de la República por otro, ni para reemplazar a un partido por otros en el Gobierno, sino para llevar a cabo los cambios de fondo que la situación nacional exige, sobre la base del traspaso del poder de los antiguos grupos dominantes a los trabajadores, al campesinado y sectores progresistas de las capas medias...” “Transformar las actuales instituciones del Estado donde los trabajadores y el pueblo tengan el real ejercicio del poder...”.

“...El Gobierno popular asentará esencialmente su fuerza y autoridad en el apoyo que le brinde el pueblo organizado...”

Página 15:

“...A través de una movilización de masas se constituirá desde las bases la nueva estructura del poder...”

Se habla de un programa de una nueva Constitución Política, de una Cámara Única, de la Asamblea del Pueblo, de un Tribunal Supremo con miembros asignados por la Asamblea del Pueblo. En el programa se indica que se rechazará el empleo de las Fuerzas Armadas para oprimir el pueblo... (Página 24).

Compañero Allende, si no lo indicáramos que estas frases son citas del programa de la Unidad Popular, que era un programa mínimo para la clase, en este momento se nos diría que este es el lenguaje “ultra” de los cordones industriales.

Pero nosotros preguntamos, ¿dónde está el nuevo estado? ¿La nueva Constitución Política, la Cámara Única, la Asamblea Popular, los Tribunales Supremos?

Han pasado tres años, compañero Allende y usted no se ha apoyado en las masas y ahora nosotros los trabajadores tenemos desconfianza.

Los trabajadores sentimos una honda frustración y desaliento cuando su Presidente, su Gobierno, sus partidos, sus organizaciones, les dan una y otra vez la orden de replegarse en vez de la voz de avanzar. Nosotros exigimos que no sólo se nos informe, sino que también se nos consulte sobre las decisiones, que al fin y al cabo son definitorias para nuestro destino.

Sabemos que en la historia de las revoluciones siempre han habido momentos para replegarse y momentos para avanzar, pero sabemos, tenemos la certeza absoluta, que en los últimos tres años podríamos haber ganado no sólo batallas parciales, sino la lucha total. Haber tomado en esas ocasiones medidas que hicieran irrevocables el proceso, después del triunfo de la elección de Regidores del 71, el pueblo clamaba por un plebiscito y la disolución de un Congreso antagónico.

En octubre, cuando fue la voluntad y organización de la clase obrera que mantuvo al país caminando frente al paro patronal, donde nacieron los cordones industriales en el calor de esa lucha y se mantuvo la producción, el abastecimiento, el transporte, gracias al sacrificio de los trabajadores y se pudo dar el golpe mortal a al burguesía, usted no nos tuvo confianza, a pesar de que nadie puede negar la tremenda potencialidad revolucionaria demostrada por el proletariado, y le dio una salida que fue una bofetada a la clase obrera, instaurando un Gabinete cívico-militar, con el agravante de incluir en él a dos dirigentes de la Central Única de Trabajadores, que al aceptar integrar estos ministerios, hicieron perder la confianza de la clase trabajadora en su organismo máximo.

Organismo, que cualquiera fuese el carácter del Gobierno, debía mantenerse al margen para defender cualquier debilidad de este frente a los problemas de los trabajadores.

A pesar del reflujo y desmovilización que esto produjo, de la inflación, las colas y las mil dificultades que los hombres y mujeres del proletariado vivían a diario, en las elecciones de marzo de 1973, mostraron una vez más su claridad y conciencia al darle un 43% de votos militantes a los candidatos de la Unidad Popular.

Allí también, compañero, se deberían haber tomado las medidas que el pueblo merecía y exigía para protegerlo del desastre que ahora presentimos.

Y ya el 29 de junio, cuando los generales y oficiales sediciosos aliados al Partido Nacional, Freí y Patria y Libertad se pusieron francamente en una posición de ilegalidad, se podría haber descabezado a los sediciosos, y, apoyándose en el pueblo y dándole responsabilidad a los generales leales y a las fuerzas que entonces le obedecían, haber llevado el proceso hacia el triunfo, haber pasado a la ofensiva.

Lo que faltó en todas estas ocasiones fue decisión, decisión revolucionaria, lo que faltó fue confianza en las masas, lo que faltó fue conocimiento de su organización y fuerza, lo que faltó fue una vanguardia decidida y hegemónica.

Ahora los trabajadores no solamente tenemos desconfianza, estamos alarmados.

La derecha ha montado un aparato terrorista tan poderoso y bien organizado, que no cabe duda que está financiado y dirigido por la CIA. Matan obreros, hacen volar oleoductos, micros, ferrocarriles.

Producen apagones en dos o tres provincias, atentan contra nuestros dirigentes, nuestros locales partidarios y sindicales.

- ¿Se les castiga o apresa?

- ¡No compañero!

Se castiga y apresa a los dirigentes de izquierda.

Los Pablos Rodríguez, los Benjamines Matte, confiesan abiertamente haber participado en el “Tanquetazo”.

- ¿Se les allana y humilla?

- ¡No compañero!

Se allana Lanera Austral de Magallanes, donde se asesina a un obrero y se tiene a los trabajadores de boca en la nieve durante horas y horas.

Los transportistas paralizan el país, dejando hogares humildes sin parafina, sin alimentos, sin medicamentos.

- ¿Se los veja, se los reprime?

- ¡No compañero!

Se veja a los obreros de Cobre Cerrillos, de Indugas, de Cemento Melón, de Cervecerías Unidas.

Freí, Jarpa y sus comparsas financiadas por la ITT, llaman abiertamente a la sedición.

- ¿Se les desafuera, se les querella?

- ¡No compañero!

Se querella, se pide el desafuero de Palestro, de Altamirano, de Garretón, de los que defienden los derechos de la clase obrera.

El 29 de junio se levantan generales y oficiales contra el Gobierno, ametrallando horas y horas el Palacio de la Moneda, produciendo 22 muertos.

- ¿Se les fusila, se los tortura?

- ¡No compañero!

Se tortura en forma inhumana a los marineros y suboficiales que defienden la Constitución, la voluntad del pueblo, y a usted, compañero Allende. Patria y Libertad incita al golpe.

- ¿Se les apresa, se les castiga?

¡No compañero!, siguen dando conferencias de prensa, se les da salvoconductos para que conspiren en el extranjero.

Mientras se allana Sumar, donde mueren obreros y pobladores, y a los campesinos de Cautín, que defienden al Gobierno, se les somete a los castigos más implacables, paseándolos colgados de los pies, en helicópteros sobre las cabezas de sus familias hasta darles muerte.

Se le ataca a Ud. compañero, nuestros dirigentes, y a través de ellos a los trabajadores en su conjunto en la forma más insolente y libertina por los medios de comunicaciones millonarios de la derecha.

- ¿Se les destruye, se les silencia?

- ¡No compañero!

Se silencia y se destruye a los medios de comunicación de izquierda, el canal 9 de T.V., última posibilidad de voz de los trabajadores.

Y el 4 de septiembre, en el tercer aniversario del Gobierno de los trabajadores, mientras el pueblo, un millón cuatrocientos mil, salíamos a saludarlo, a mostrar nuestra decisión y conciencia revolucionaria, la FACH allanaba Mademsa, Madeco, Rittig, en una de las provocaciones más insolentes e inaceptables, sin que exista respuesta visible alguna.

Por todo lo planteado, compañero, nosotros los trabajadores, estamos de acuerdo en un punto con el señor Freí, que aquí hay sólo dos alternativas: la dictadura del proletariado o la dictadura militar.

Claro que el señor Freí también es ingenuo, porque cree que tal dictadura militar sería sólo de transición, para llevarlo a la postre a él a la Presidencia.

Estamos absolutamente convencidos de que históricamente el reformismo que se busca a través del diálogo con los que han traicionado una y otra vez, es el camino más rápido hacia el fascismo.

Y los trabajadores ya sabemos lo que es el fascismo.

Hasta hace poco era solamente una palabra que no todos los compañeros comprendíamos. Teníamos que recurrir a lejanos o cercanos ejemplos: Brasil, España, Uruguay, etc.

Pero ya lo hemos vivido en carne propia, en los allanamientos, en lo que está sucediendo a marinos y suboficiales, en lo que están sufriendo los compañeros de Asmar, Famae, los campesinos de Cautín.

Ya sabemos que el fascismo significa terminar con todas las conquistas logradas por la clase obrera, las organizaciones obreras, los sindicatos, el derecho a la huelga, los pliegos de peticiones.

Al trabajador que reclama sus más mínimos derechos humanos se lo despide, se lo aprisiona, tortura o asesina.

Consideramos no sólo que se nos está llevando por el camino que nos conducirá al fascismo en un plazo vertiginoso, sino que se nos ha estado privando de los medios para defendernos.

Por lo tanto le exigimos a usted, compañero Presidente, que se ponga a la cabeza de este verdadero Ejército sin armas, pero poderoso en cuanto a conciencia, decisión, que los partidos proletarios pongan de lado sus divergencias y se conviertan en verdadera vanguardia de esta masa organizada, pero sin dirección.

Exigimos:

1) Frente al paro de los transportistas, la requisición inmediata de los camiones sin devolución por los organismos de masas y la creación de una Empresa Estatal de Transportes, para que nunca más esté en las manos de estos bandidos la posibilidad de paralizar el país.

2) Frente al paro criminal del Colegio Médico, exigimos que se les aplique la Ley de Seguridad Interior del Estado, para que nunca más esté en las manos de estos mercenarios de la salud, la vida de nuestras mujeres e hijos. Todo el apoyo a los médicos patriotas.

3) Frente al paro de los comerciantes, que no se repita el error de octubre en que dejamos en claro que no los necesitábamos como gremio. Que se ponga fin a la posibilidad de que estos traficantes confabulados con los transportistas, pretendan sitiar al pueblo por hambre. Que se establezca de una vez por toda la distribución directa, los almacenes populares, la canasta popular.

Que se pase al área social las industrias alimenticias que aún están en las manos del pueblo.

4) Frente al área social: Que no sólo no se devuelva ninguna empresa donde exista la voluntad mayoritaria de los trabajadores de que sean intervenidas, sino que ésta pase a ser el área predominante de la economía.

Que se fije una nueva política de precios.

Que la producción y distribución de las industrias del área social sea discriminada. No más producción de lujo para la burguesía. Que se ejerza verdadera control obrero dentro de ellas.

5) Exigimos que se derogue la Ley de Control de Armas. Nueva “Ley Maldita” que sólo ha servida para vejar a los trabajadores, con los allanamientos practicados a las industrias y poblaciones, que está sirviendo como un ensayo general para los sectores sediciosos de las

Fuerzas Armadas, que así estudian la organización y capacidad de respuesta de la clase obrera en un intento para intimidarlos e identificar a sus dirigentes.

6) Frente a la inhumana represión a los marineros de Valparaíso y Talcahuano, exigimos la inmediata libertad de estos hermanos de clase heroicos, cuyos nombres ya están grabados en las páginas de la historia de Chile. Que se identifique y se castigue a los culpables.

7) Frente a las torturas y muerte de nuestros hermanos campesinos de Cautín, exigimos un juicio público y el castigo correspondiente de los responsables.

8) Para todos los implicados en intentos de derrocar el Gobierno legítimo, la pena máxima.

9) Frente al conflicto del Canal 9 de T.V., que este medio de comunicación de los trabajadores no se entregue ni se transe por ningún motivo.

10) Protestamos por la destitución del compañero Jaime Faivovic, Subsecretario de Transportes.

11) Pedimos que a través suyo se le manifieste todo nuestro apoyo al Embajador de Cuba, compañero Mario García Incháustegui, y, a todos los compañeros cubanos perseguidos por lo más granado de la reacción y que le ofrezca nuestros barrios proletarios para que allí establezcan su embajada y su residencia, como forma de agradecerle a ese pueblo, lo que hasta ha llegado a privarse de su propia ración de pan para ayudarnos en nuestra lucha.

Que se expulse al Embajador norteamericano, que a través de sus personeros, el Pentágono, la CIA, la ITT, proporciona probadamente instructores y financiamiento a los sediciosos.

12) Exigimos la defensa y protección de Carlos Altamirano, Mario Palestro, Miguel Enríquez, Oscar Garretón, perseguidos por la derecha y la Fiscalía naval por defender valientemente los derechos del pueblo, con o sin uniforme.

Le advertimos compañero, que con el respeto y la confianza que aun le tenemos, si no se cumple con el programa de la Unidad Popular, si no confía en las masas, perderá el único apoyo real que tiene como persona y gobernante y que será responsable de llevar el país, no a una guerra civil, que ya está en pleno desarrollo, sino que a la masacre fría, planificada, de la clase obrera más conciente y organizada de Latino América. Y que será responsabilidad histórica de este Gobierno, llevado al poder y mantenido con tanto sacrificio por los trabajadores, pobladores, campesinos, estudiantes, intelectuales, profesionales, a la destrucción y descabezamiento, quizás a qué plazo, y a qué costa sangriento, de no sólo el proceso revolucionario chileno, sino también el de todos los pueblos latino-americanos que están luchando por el Socialismo.

Le hacemos este llamado urgente, compañero Presidente, porque creemos que ésta es la última posibilidad de tener éxito en conjunto, la pérdida de las vidas de miles y miles de lo mejor de la clase obrera chilena y Latinoamérica.

1) COORDINADORA PROVINCIAL DE CORDONES INDUSTRIALES.
2) COMANDO PROVINCIAL DE ABASTECIMIENTO DIRECTO.
3) FRENTE UNICO DE TRABAJADORES EN CONFLICTO.

Source : Coordinadora provincial de Cordones Industriales, Comando Provincial de abastecimiento directo y Frente único de trabajadores en conflicto, “Carta al presidente Salvador Allende”, Santiago, 5 de septiembre 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 6, pp. 5018-5022)

Annexe N° 33 : Dernier discours de Salvador Allende

Santiago, Palais présidentiel, 11 septembre 1973

Compañeros:

Esta será seguramente la última oportunidad en que me pueda dirigir a ustedes. La Fuerza Aérea ha bombardeado las torres de Radio Portales y Radio Corporación. Mis palabras no tienen amargura sino decepción; y serán ellas el castigo moral para los que han traicionado el juramento que hicieron.

Soldados de Chile, comandantes y jefes titulares, el almirante Merino, que se ha autodesignado, más el señor Mendoza, general rastrero, que sólo ayer manifestara su fidelidad y lealtad al Gobierno, también se ha denominado Director General de Carabineros. Ante estos hechos sólo me cabe decir a los trabajadores: yo no voy a renunciar. Colocado en un tránsito histórico, pagaré con mi vida la lealtad del pueblo y les digo que tengo la certeza que la semilla que entregáramos a la conciencia digna de miles y miles de chilenos no podrá ser segada definitivamente. Tienen la fuerza, podrán avasallarnos, pero no se detienen los procesos sociales ni con el crimen ni con la fuerza. La historia es nuestra y la hacen los pueblos.

Trabajadores de mi patria, quiero agradecerles la lealtad que siempre tuvieron, la confianza que depositaron en un hombre que sólo fue intérprete de grandes anhelos de justicia, que empeñó su palabra de que respetaría la Constitución y la ley; y así lo hizo. En este momento definitivo, el último en que yo pueda dirigirme a ustedes, quiero que aprovechen la lección. El capital foráneo, el imperialismo, unido a la reacción, creó el clima para que las Fuerzas Armadas rompieran su tradición, la que les enseñara Schneider y que reafirmara el Comandante Araya. Víctimas del mismo sector social que hoy estará en su casa esperando con mano ajena reconquistar el poder para seguir defendiendo sus granjerías y sus privilegios. Me dirijo sobre todo a la modesta mujer de nuestra tierra, a la campesina que creyó en nosotros, a la obrera que trabajó más, a la madre que supo de nuestra preocupación por los niños.

Me dirijo a los profesionales de la patria, a los profesionales patriotas, a los que hace días estuvieron trabajando junto a la sedición auspiciada por los colegios profesionales, colegios de clase, para defender también las ventajas que la sociedad capitalista les da a unos pocos.

Me dirijo a la juventud, a aquellos que cantaron, entregaron su alegría y su espíritu de lucha. Me dirijo al hombre de Chile, al obrero, al campesino, al intelectual, a aquellos que serán perseguidos porque en nuestro suelo el fascismo ya estuvo hace muchas horas presente en los atentados terroristas, volando los puentes, cortando las líneas férreas, destruyendo los oleoductos, frente al silencio de los que tenían la obligación de proceder. La historia los juzgará.

Seguramente Radio Magallanes será acallada y el metal tranquilo de mi voz no llegará a ustedes. No importa. La seguirán oyendo. Siempre estaré junto a ustedes. Por lo menos mi recuerdo les dará el hombre digno que fue leal a la virtud de los trabajadores.

El pueblo debe defenderse, pero no sacrificarse. El pueblo no debe dejarse arrasar ni acribillar, pero tampoco puede humillarse.

Trabajadores de mi patria, tengo fe en Chile y su destino. Superarán otros hombres este momento gris y amargo donde la traición pretende el poder. Sigan ustedes sabiendo que mucho más temprano que tarde de nuevo abrirán las grandes alamedas por donde pase el hombre libre para construir una sociedad mejor.

¡Viva Chile, viva el pueblo, vivan los trabajadores!

Estas son mis últimas palabras y tengo la certeza de que mi sacrificio no será en vano. Tengo la certeza de que por lo menos será una lección moral que castigará la felonía, la cobardía y la traición.

Source : S. Allende, *Ultimo discurso político desde el palacio de gobierno*, Santiago, 11 de septiembre de 1973 (in V. Farias, *Op. Cit.*, Tomo 6, pp. 5036-5039)

Table des Tableaux

Tableau N° 1 : Répartition de la main d'œuvre chilienne selon le type d'occupation socioprofessionnelle (1970) ----------86

Tableau N° 2 : Taux de syndicalisation des travailleurs chiliens (1968) ----------96

Tableau N° 3 : La participation des travailleurs dans le secteur nationalisé ----------155

Tableau N° 4 : L'accélération des mobilisations collectives ouvrières entre 1967 et 1972 ---213

Tableau N° 5 : Nombre de grévistes entre 1910 et 1973 (en milliers) ----------214

Tableau N° 6 : Organisation schématique du *campamento* Nueva La Habana ----------257

Tableau N° 7 : Organisation syndicale dans la commune de Maipú en 1972 ----------287

Tableau N° 8 : Statistiques des grèves dans la commune de Maipú – Santiago – 1972 -------290

Tableau N° 9 : Composition théorique des coordinations de pouvoir populaire urbain -------331

Tableau N° 10 : Organigramme d'un commando communal idéal selon le MIR ----------450

Tableau N° 11 : Structuration théorique d'un Cordon industriel ----------454

Tableau N° 12 : Structuration concrète des Cordons industriels ----------458

Tableau N° 13 : Bilan des mobilisations collectives du campement *Nueva La Habana* -------525

Tableau N° 14 : Structuration du pouvoir populaire proposée par la Gauche chrétienne ------558

Tableau N° 15 : Récapitulatif des Cordons industriels et diverses coordinations de pouvoir populaire urbain à Santiago (août 1973) ----------583

Tableau N° 16 : Répertoires d'action collective du pouvoir populaire ----------596

Table des Cartes

- Carte du Chili ----------5
- Carte N° 1 : Nombre de JAP constituées par provinces en mai 1972 ----------180
- Carte N° 2 : La localisation industrielle à Santiago en 1973 ----------276
- Carte N° 3 : Répartition entre l'aire urbaine et rurale (Maipú – 1973) ----------281
- Carte N° 4 : Géographie du Cordon industriel Cerrillos-Maipu – 1973 ----------283
- Carte N° 5 : Les *poblaciones* à Santiago – 1972 ----------605
- Carte N° 6 : Campements et espace industriel à Santiago ----------606
- Carte N° 7 : "bastions" des classes populaires dans la capitale – 1973 ----------607
- Carte N° 8 : Géographie approximative du pouvoir populaire à Santiago – 1973 -----610
- Carte N° 9 : La répartition du pouvoir populaire à l'échelle nationale ----------611

Table des photos et illustrations

- Photo N° 1 : Discours de Salvador Allende devant les mineurs ----------135
- Photo N° 2 : Défilé du CUP de l'entreprise ex-YARUR, le 4 septembre 1973 --------143
- Photo N° 3 : Les entreprises textiles, fer de lance de l'Aire de propriété sociale ------148
- Photo N° 4 : Affiche du gouvernement en faveur de la « bataille de la production » -162
- Photo N° 5 : Le journal *El Mercurio* dénonce le manque de ravitaillement des commerces ----------172
- Photo N° 6 : Devanture de l'usine YARUR suite à sa nationalisation ----------195
- Photo N° 7 : Publicité des manufactures SUMAR (nationalisées) en l'honneur de l'anniversaire de l'élection d'Allende ----------206
- Photo N° 8 : Un journal syndical de la DC caricature les « privilèges » des administrateurs de l'APS ----------210
- Photo N° 9 : Devanture de l'usine FENSA après sa nationalisation ----------222
- Photo N° 10 : Occupation collective du chantier naval LAS HABAS ----------223
- Photo N° 11: Présence du FTR de l'usine Muebles Easton lors d'une assemblée ouvrière ----------226
- Photo N° 12 : Affiche sur le sixième congrès national de la CUT (1972) ----------233
- Photo N° 13 : Mineur votant aux élections nationales de la CUT (mai 1972) ---------237
- Photo N° 14 : Naissance du Cordon Cerrillos, le 30 juin 1972 (Maipú) ----------298
- Photos N° 15 : Portraits de trois présidents socialistes des Cordons industriels de Santiago ----------344
- Photo N° 16 : La nouvelle administration de l'usine ELECMETAL----------349
- Photo N° 17 : Transports « alternatifs » durant la grève patronale d'octobre 1972 ---356
- Photo N° 18 : Devanture de l'usine ELECMETAL (1972) ----------357
- Photo N° 19 : Les « magasins du peuple », filmés par Patricio Guzmán ----------365

- Photo N° 20 : Le « Manifeste du peuple » du MIR, repris par le Cordon Vicuña Mackenna ----------382
- Photos N° 21 : le Cordon Cerrillos se mobilise contre le plan Prats-Millas (janvier 1973) ----------392
- Photos N° 22 : Discours d'Hernán Ortega, contre le plan Prats-Millas (1973) --------393
- Photo N° 23 : Première page de *La Aurora de Chile* (PS) ----------395
- Photo N° 24 : Propagande des Agences Graham ----------401
- Photos N° 25 : Un supermarché Almac transformé en centre de ravitaillement populaire, sous contrôle des *pobladores* ----------408
- Photo N° 26 : Forum sur le « pouvoir populaire » rapporté par *Punto Final* ----------425
- Photo N° 27 : Intervention de S. Allende au plenum de la CUT (juillet 1973) --------443
- Photo N° 28 : Brochure du MIR sur l'organisation des Commandos communaux (juillet 1973) ----------449
- Photo N° 29 : Grand acte public du Cordon Cerrillos (Santiago, février 1973 --------461
- Photo N° 30 : Travail d'Armand Mattelart sur la presse et le pouvoir populaire ------474
- Photo N° 31 : Fac-similé du journal des Cordons *El Cordonazo* ----------478
- Photo N° 32 : Fac-similé du journal *La Picana* ----------480
- Photo N° 33 : Première page du journal *Fenatex* ----------481
- Photo N° 34 : Placards publicitaires en faveur des CI et de l'APS ----------483
- Photo N° 35 : Instructions pour les correspondants ouvriers des journaux ----------484
- Photo Nº 36 : Première page du *Grito del pueblo* (avril 1972) ----------485
- Photos N° 37 : Mobilisations du Cordon O'Higgins à Santiago (1973) ----------496
- Photo N° 38 : Mobilisation du Cordon Cerrillos (Santiago – 1973) ----------498
- Photo N° 39 : Mobilisation du Cordon Mapocho-Cordillera (1973) ----------503
- Photo N° 40 : L'usine SALFA occupée par ses salariés (juin 1973) ----------504
- Photo N° 41 : Conflit social à l'usine GEKA appuyé par le CI V. Mackenna ---------506
- Photos N° 42 : L'occupation de terrains agricole de Maipú ----------511
- Photo N° 43 : Occupation de Constitución (avril 1973) ----------521
- Photo N° 44 : Première page de la revue *Punto Final* sur la distribution ----------529
- Photo N° 45 : Mobilisation des *pobladores* du Commando provincial de ravitaillement direct (1973) ----------530
- Photo N° 46 : Ravitaillement direct dans une *población* de Santiago (juin 1973) -----533
- Photo N° 47 : Déclaration du psdt du Sénat (DC) contre le pouvoir populaire --------539
- Photo N° 48 : C. Altamirano s'adresse aux Cordons industriels (1973) ----------542
- Photo N° 49 : Surveillance dans les CI au moment du *tancazo* ----------545
- Photo N° 50 : Réunion du Cordon Cerrillos, le 29 juin 1973 ----------548
- Photo N° 51 : Première page de *Tarea Urgente* (juillet 1973) ----------567
- Photo N° 52 : *El Cordonazo.* Barricades du CI V. Mackenna (juillet 1973) ----------572

- Photo N° 53 : Mobilisation du CI Cerrillos dans le centre de Santiago (août 1973) –577
- Photo N° 54 : Piquet de surveillance du CI V. Mackenna (août 1973) ----------619
- Photo N° 55 : *El Mercurio* et le « mythe » du pouvoir populaire ----------627
- Photo N° 56 : Première page du journal *Futuro* sur les CI (juillet 1973) ----------629
- Photo N° 57 : Attentat contre l'administrateur de PAÑOS CONTINENTAL --------635
- Photo N° 58 : Répression militaire à Osorno (août 1973) ----------640
- Photo N° 59 : Défilés pour le « Non à la guerre civile ! » (juillet 1973) ----------642
- Photo N° 60 : Affiche du MIR en faveur de la démocratisation des forces armées (août 1973) ----------645
- Photo N° 61 : Défilés « para-militaire » de la gauche à Santiago ----------654
- Photo N° 62 : La revue *De Frente* annonce la guerre civile (juillet 1973) ----------655
- Photo N° 63 : Propagande du Parti national invitant Allende au suicide ----------657
- Photo N° 64 : Le palais de la Moneda bombardé (11 septembre 1973) ----------660
- Photo N° 65 : Déploiement militaire à Santiago (11 septembre 1973) ----------664
- Photo N° 66 : Morts dans les rues et les cours d'eau suite au coup d'Etat ----------669

Glossaire et Acronymes

- **Glossaire :**

Callampa : parfois nommé en français « bidonville ». Camp d'habitation, érigé de manière non contrôlée, sur des terrains périphériques, souvent dans la nuit et occupé par les populations pauvres sans logis, qui s'y installent illégalement. La *callampa* est la plupart du temps le fruit de l'agglomération de « sin casa » qui peu à peu essaient d'améliorer leur conditions et d'installer un minimum de matériel, indispensable à la vie quotidienne. Ces *callampas* sont parfois l'objet de prise de terrain collective sous la direction de partis politiques, qui demandent que soit reconnu leur droit à occuper ces espaces périurbains.

Campamento : zone urbaine issue d'une prise de terrain collective sous la direction d'une organisation politique, telle que le MIR ou le PC, qui à la différence des *callampas* reste la référence stable et organisée du campement pour l'ensemble des habitants. La vie interne y est réglée de manière très structurée et collective au travers d'élection de délégués et de répartition des tâches. Le *campamento Nueva La Havana* à Santiago, dirigé par le MIR fut l'un des plus connus et représente pour la gauche radicale un modèle de démocratie à la base. Ces campements se sont essentiellement développés durant la fin des années soixante et le début des années soixante-dix. Le *campamento* est parfois appelé *callampa*.

Conventillo : Conséquence de la subdivision d'anciens immeubles de centre historique, qui ont été subdivisés en espaces surpeuplés, au fur et à mesure de l'arrivée des familles paysannes en ville. On y trouve une grande variété de type d'habitats, souvent en très mauvais état. Progressivement par le biais d'une politique de rénovation des centres urbains, ils sont éliminés, leurs habitants rejoignant alors les *Poblaciones* ou les *Callampas*.

Cordon en soi : Concentration d'industries et de lieux de travail d'un secteur déterminé et continu de la ville, en général situé en périphérie urbaine et le long d'une grande avenue.

Cordon pour soi : Coordination des salariés et des représentants syndicaux d'un secteur déterminé de la ville (en général située en périphérie urbaine et le long d'une grande avenue), organisée avec des visées sociales et politiques autour de la notion de pouvoir populaire et de contrôle ouvrier.

Caudillisme : phénomène faisant référence à la figure historique du *caudillo*, l'homme fort latino-américain et à la relation verticaliste et autoritaire qui peut s'établir entre un leader politique et sa base sociale

Cuoteo : Parachutage de militants de gauche à des postes clefs (administratifs, au sein du mouvement social, etc) et répartition de ceux-ci suivant un arrangement politique préalable, correspondant plus ou moins au poids respectifs des partis et d'ailleurs sans toujours prendre compte leur qualification réelle pour occuper de tels postes.

Golpista : Désigne en espagnol les hommes favorables au putsch, au coup d'Etat (le "*Golpe de Estado*").

Gremios : Corporations et syndicats professionnels qui auront une grande importance par leur utilisation par l'opposition de droite, notamment lors de la grande grève d'octobre 1972 (à l'exemple du *gremio* des camionneurs dirigé par León Villarin).

Interventor : Administrateur représentant du gouvernement, qui est mis à la tête de la direction des entreprises nationalisées ou « intervenues » par l'Etat en raison d'une paralysie de la production.

Manzana : Ensemble de maisons, au campement *Nueva La Habana*, chaque *manzana* regroupe 63 familles et il existe 24 *manzanas* dans le campement.

Población : Quartier populaire permanent, situé la plupart du temps en périphérie urbaine (essentiellement à Santiago et Concepción). Ils sont en général le fruit d'un programme de logement planifié en urgence par les gouvernements successifs (telles les *poblaciones* « José Maria Caro » sous la présidence de J. Alessandri). On y trouve aussi bien des habitations définitives que provisoires, et l'ensemble est marqué par l'absence d'organisation planifiée des constructions et des infrastructures.

Tancazo : tentative de coup d'Etat du 29 juin 1973, menée par une division de tanks dirigée par le Colonel Souper

La Toma : Littéralement "la prise", c'est-à-dire - en général - l'occupation collective d'une usine ou d'une terre privée

- **Acronymes :**

CC : *Comandos Comunales*. Commandos communaux

CEPAL : Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine (dirigée par R. Prebisch)

CERA : Centre de la réforme agraire

CI : *Cordones Industriales*. Cordons industriels

CORA : Corporation pour la réforme agraire
CPS : *Cristianos por el socialismo*. Chrétiens pour le Socialisme

CUP : *Comités de la Unidad Popular*. Comités de l'Unité populaire

CUT : *Central Única de los trabajadores*. La Centrale unique des travailleurs est une confédération syndicale, créée en 1953. La CUT est dirigée en 1973 par L. Figueroa (communiste) qui en est président et L. Caldéron (socialiste) au secrétariat général. Au niveau de la direction de la délégation provinciale de Santiago, se trouve un démocrate-chrétien

CENADI : Entreprise de distribution privée (Ex-CODINA) dont les militants du « pouvoir populaire » réclament la nationalisation pour son rôle actif dans le développement du marché noir. Son indépendance avait été garantie par le gouvernement avant 1972

CORFO : Corporation pour le développement de la production, grande agence d'état qui gère le secteur nationalisé. Elle a été notamment dirigée par l'économiste Pedro Vuskovic pendant l'UP

CORVI : *Corporacion de la Vivienda*. Organisme public dépendant du ministère du logement et chargé d'élaborer tous les plans sociaux et de la coordination des constructions prises en charge par l'Etat

DC : *Democracia Cristiana.* Démocratie chrétienne (abréviation utilisée ici au sens de «Parti de la DC »). Né en 1957 et issu de la jeunesse du parti conservateur (phalange nationale), inspirée par les idées du philosophe J. Maritain. Parti s'appuyant sur les couches moyennes, la jeunesse universitaire et les secteurs populaires non organisés par la gauche. Troisième force électorale du Chili, ce parti offre la présidence à E. Frei, en 1964, pour son programme de « révolution en liberté ». Ce dernier représente la fraction conservatrice de ce parti.
DINAC : Direction nationale de distribution des biens de consommation. Elle est destinée essentiellement au contrôle du commerce au niveau des grands distributeurs de produits primaires et manufacturés

DIRINCO : Direction nationale de l'industrie et du commerce, appartenant au ministère de l'économie. Patricio Palma (PC) en fut l'un des responsables durant l'UP. La DIRINCO coordonne notamment la travail des JAP

ENAMI : Entreprise nationale de la mine

FTR : Front des travailleurs révolutionnaires, dernier « Front Intermédiaire » du MIR crée en 1971 et se développant en direction de la classe ouvrière, parallèlement aux autres organisations miristes, de ce type : Front Etudiant Révolutionnaire (FER), Mouvement Paysan Révolutionnaire (MCR), Mouvement des pobladores Révolutionnaires et FRETAC, front organisant clandestinement les soldats favorables au MIR

FRAP : *Frente de Acción Popular* : alliance électorale de la gauche, crée en 1957, avant les élections législatives, dont Allende avait été le représentant, aux élections présidentielle de 1958

FRENAP : Front national de l'Aire privée regroupant le patronat des petites et moyennes entreprises

GPM : Groupes politico-militaires du MIR (*grupos político militares*)

IC : *Izquierda Cristiana*. La Gauche chrétienne est issue d'une scission de la DC, en août 71. Constituée en grande partie par des membres des jeunesses chrétiennes et du groupe le plus progressiste de la DC (alors dirigée par R. Tomic). Certains membres du MAPU viennent s'y agglomérer tel J. Chonchol. La base de cette coalition évolue rapidement vers des positions radicales, proches du MIR

JAP : *Junta de abastecimiento y de control de precios*. Rassemblement pour l'approvisionnement populaire et le contrôle des prix (système de distribution de produits conduit par l'Etat sur l'initiative de P. Vuskovic. Il est destiné à contrôler le petit et moyen commerce afin d'éviter l'explosion du marché noir.

MAPU : *Movimiento de Acción Popular Unitaria*. Parti issu de la DC et se réclamant du marxisme, sans pour autant renier ses attachements au catholicisme. Après la mort de son fondateur Rodrigo Ambrosio et suite aux élections de mars 1973, il se fractionne en deux tendances. L'une, majoritaire, est proche de la gauche de l'UP et elle est dirigée par M. Garretón. L'autre aile, dite « MAPU *obrero-campesino* », se situe dans le sillage du PC

MIR : *Movimiento de Izquierda Revolucionaria.* Mouvement de la gauche révolutionnaire fondé en août 1965 par des intellectuels radicaux et des learders syndicaux. Issu de la fusion de tendances diverses, notamment de noyaux trotskystes du POR (Parti Ouvrier Révolutionnaire) avec des tendances castristes. C'est cette dernière orientation qui devient hégémonique à partir de 1967 (III° congrès) et qui est incarnée par les frères Enríquez durant toute l'UP

MPR : *Movimiento de los pobladores revolucionarios*. Il s'agit de l'un des "fronts de masse" du MIR, dans ce cas en direction du mouvement pobladores

PAO : Population active occupée

PC : *Partido Comunista de Chile*. Premier parti ouvrier du Chili et « poids lourd » du gouvernement Allende. Son secrétaire général est alors, Luis Corvalán. Créé en janvier 1922, lorsque le POS (Parti ouvrier socialiste) décide lors de son quatrième congrès d'adhérer à la Troisième internationale. Son action s'appuie depuis sa création sur une puissante force syndicale organisée (la CUT durant le gouvernement Allende) et sur un discours suivant de prés les orientations de Moscou. Ceci explique la conception de la révolution pacifique et par étapes, adoptée par le PC lors de son X° congrès (en 1956). Cette théorie constitue la trame politique et idéologique du projet de l'UP

PN : *Partido Nacional*. Le Parti National est issu de la fusion des conservateurs et des libéraux en 1966. Représente essentiellement les intérêts de la grande bourgeoisie chilienne

PCR : *Partido Comunista Revolucionario*. Créé en 1965 par des scissionnistes du PC. Il se distingue du MIR par la virulence de ces attaques contre l'UP. Cette organisation se réclame du maoïsme et elle adhère à une stratégie - à long terme - de « guerre populaire prolongée »

PS (ou PSCh): *Partido Socialista de Chile*. L'autre grand parti ouvrier du Chili, se réclamant également du marxisme et de la lutte anti-impérialiste. Le PS est né en 1933, d'une fusion de plusieurs tendances, variées tant du point de vue idéologique que social. A son origine, on trouve divers groupements dirigés par des intellectuels anarchistes, trotskystes, sociaux-démocrates, radicaux réformistes. Il se distingue des autres partis socialistes mondiaux par le fait qu'il a toujours refusé de s'affilier à une quelconque internationale. Durant l'UP, ce parti a pour secrétaire général Carlos Altamirano (qui représente la gauche du parti)

SINDELEN : Syndicat de l'industrie nationale de l'électricité

SOFOFA : *Sociedad de Fomento Fabril*. Syndicat d'industriels représentant l'une des associations patronales les plus puissantes du pays

UP : *Unidad Popular*. L'Unité populaire (1970-1973). Alliance de gauche, formée en vue des élections présidentielles de 1970, sur la base du programme commun signé en décembre 1969. Cette alliance politique est constituée pour l'essentiel par le PC, le PS, le Parti radical et le MAPU. Une partie des radicaux la quitte pendant le gouvernement de S. Allende, alors que la *Izquierda Cristiana*, venue de la DC, rejoint le gouvernement durant la même période

USOPO : *Union Socialista Popular*. Scission groupusculaire issue du PS, dirigée par Raúl Ampuero (ancien secrétaire général de ce parti). Cette organisation est restée en dehors de l'UP se proclamant comme force alternative de gauche. Son influence est notable dans les secteurs des mineurs du cuivre.

Index des noms cités

Cet index correspond à une sélection des principaux noms de personnes et noms d'organisations (sociales et politiques) cités au cours de ce travail. Nous n'y avons pas inclus les noms « Salvador Allende » et « Unité populaire », cités plusieurs centaines de fois tout au long de ce doctorat. De même pour certaines organisations, nous avons seulement indiqué les paragraphes les plus significatifs. Les noms suivis d'une étoile correspondent à des personnes que nous avons interrogé au cours de notre enquête orale.

Principaux noms de personnes cités

Sergio Aguilar* ----------113-194-209-338-647
Hernán Aguiló ----------337-459-460-586-615
Luís Ahumada* ---------- 324-358-359-440-484-494-544-570
Clodomiro Almeyda----------612
Pierre Ansart ----------45-465
Alejandro Alarcón----------342-586
Juan Alarcón* ----------205-210-211-212-217-237-280-321-355-367-429-443-469
Jorge Alessandri ----------135-348
Robert Jackson Alexander ----------468-575
Pascal Andrés Allende----------549-644-647
Carlos Altamirano* ----------38-59-110-111-124-191-192-224-246-247-318-319-378-417-418-427-429-490-493-494-541-542-579-580-612-622-630-643-646-692
Rodrigo Ambrosio ----------112-113
Patricio Aylwin ----------492-539-617-657
Hannah Arendt ----------25-29-679-704
Gonzalo Arroyo ----------405
José Arroyo ----------573
Luís Astete ----------353-514-588
Oscar Azocar ----------429-444

Boris B.* ----------431-482-643
Général Bachelet ----------399-403-410-528-529
Mireya Baltra* ----------59-197-211-216-294-296-316-317-426-552-664
Víctor Barbiéris ----------417
Tobar Bascuñan ----------345-584
Miguel Bascur ----------351
Julio Benítez ----------299-422-431
Javier Bertín* ----------118-170-224-228-231-232-288-292-302-362-364-386-456-507-512-552-651
Sergio Bitar ----------36-191
Clotario Blest ----------81-82-96-97-115-447-622
Ingrid Seguel-Boccara ----------45-59
Pierre Bourdieu ----------18-23-37-54-57-62-464-467-565-576-601
Manuel González Bustamente ----------637
Juan Bustos ----------482

Luís Cáceres ----------530-531-585
José Cadémartori ----------398-534-535-566-572-573
Manuel Cabieses ----------51-644
Arnoldo Camú ----------646
Hugo Cancino ---3-34-35-53-66-67-130-269-414-419-425-454-455-457-519-522-560-585-612-625-688
Eugenio Cantillana* ----------120-336-346-461-584
Hernán Del Canto ----------236-239-300-431-586-612
Rolando Calderón ----------236-299-373-545-576-618-656
Armando Carrera ----------325-584
Manuel Castells ----------36-101-102-152-163-217-244-598
Ibador Castro ----------337-586
Raúl Castro ----------558-583
Christine Castelain ----------254-257-258-260-406-463-472-475-486-526-594-630-666
Jaime Cataldo ----------532
Osvaldo Chandia ----------483
Sergio Chávez ----------344-345-385-479-544-548-566-584
Jacques Chonchol ----------3-15-379-701
Luís Corvalán ----------106-107-109-139-140-176-242-267-318-319-325-381-427-551-552-553-560-647-648-664
Luís Corvalán Márquez ----------44-67-124-169-170-269-377-489-622-644-701
Pierre Cours-Salies ----------4-19-699
Armando Cruces ----------344-350-385-388-394-432-461-542-556-567-573-576-584-599-622

Avelino Díaz ----------584
Gladys Díaz ----------236
Víctor Díaz ----------236
Manuel Dinamarca ----------445-569
Théotonio Dos Santos ----------419-484-658

« Tito » Drago ----------482-484
Pierre Dupuy ----------518-545-549-665

Edgardo Enríquez ----------115-382
Miguel Enríquez ----------114-115-116-141-169-242-252-253-268-310-376-416-426-429-433-436-444-490-493-497-580-616-617-644-647-663-690
Friedrich Engels ----------22-32-54-76-128-696
Galvarino Escorza ----------429-443-553-557-615

Guillermo Farias ----------336-586
Víctor Farias ----------50-135-157-593
Olivier Filieule ----------592
Eduardo Freí ---------83-88-90-101-104-116-120-133-153-165-166-184-539-570-623-631-633-636-657
Fernando Flores ----------399-401-402-404-405-528
Luís Figueroa ----------162-234-238-373-389-443-545-573-576-618-656

Mario Garcés ----------3-53-55-68-100-103-643
Juan Garcés ----------36-124-128-495
Cristian Gazmuri ----------42
Jaime Gazmuri ----------113-491-578
Manuel Garretón ----------44-80-84-310
Oscar Guillermo Garretón ----------491-549-578-580
Julio Godoy ----------500-538-551
Octavio González ----------295
Víctor González ----------584
Antonio Gramsci ----------33-105-301-326-370-414-420-441-442-695
Sergio Grez ----------76
Luís Gutiérrez ----------585
Nelson Gutiérrez ----------170-616
Patricio Guzmán ----------52-134-365-511

Martha Harnecker ----------51-105-372-433-438-441-467-617

Maria Angélica Illanes ----------34-63-67-69-625-643-691
Tomás Inostroza* ----------198-278-303-346-358-359-409-461-584-615-634-654
Luís Inostroza ----------400-410-411-562-584
Jorge Insunza ----------138
Sixto Iturra ----------353
Francisco Iturraspe ----------27

Sergio Onofre Jarpa ----------492
Edmundo Jiles* ----------285-301-3005-457-477-556-583-634-677
Alain Joxe ----------40-63-441-536-661-697

Lénine ----------29-31-32-413-415-421-423-457-467-476
Henri Lefebvre ----------45-163-705
Michael Löwy ----------3-23
Patricia Santa Lucia ----------327-372-424-453-517-583
Luciano* ----------187-220-254-314
Rosa Luxemburg ----------706

Jorge Magasich ----------3-65-335-345-499-530-574-582-583
Herbert Marcuse ----------105-414
Arturo Martínez ----------225-584
Gonzalo Martínez ----------542
Kart Marx ----------20-21-31-54-128-474-694-695
Lilian Mathieu ----------22-412
Armand Mattelart ----------167-467-474-480-486
Albert Meister ----------29-30
René Zavaleta Mercado ----------31-80-422-423-695
Renato Moreau ----------646
Luís Moulian ----------34-41-43-44-47
Tomás Moulian ----------3-41-44-205-310-424-488-489-672-701-703
Pierre Mouterde ----------63-702
José Moya* ----------156-256-258-322-336-348-350-406-441-455-584-600-665
Robert Moss ----------35-365-631
Carlos Mújica* ----------208-225-227-350-367-455-600-668
Pablo Muñoz* ----------200-235-245-302-324-440-484-494-570-653
Víctor Muñoz ----------385-430-445-577-584
Orlando Millas ----------244-245-247-309-380-403-554-578
Fernando Mires ----------128-132-418-422-696

Maurice Najman ----------64-247-347-372-446-515-576-602-616-673

Toni Negri ----------26
Máximo Neira ----------514

Mario Olivares* ----------139-143-225-335-336-342-350-359-363-417-456-463-467-584-600
Juan Olivares ----------337-586
Hernán Ortega* ----------245-295-296-303-304-324-344-360-368-385-386-393-394-430-439-445-455-460-461-497-498-507-509-510-511-513-518-552-554-556-558-570-583-614-621-666-668-676

Mario Palestra ----------150
Eugenia Palieraki ----------278-475-594
Patricio Palma* ----------59-150-174-175-176-179-182-185-187-188-223-245-299-304-677
Ernesto Pastrana ----------103-1034-249-339-343-499
James Petras ----------27-44-46-80-672-702
Abraham Pérez* ----------236-255-256-259-261-336-342-406-472-524-667
Général Pinochet ----------236-255-256-259-261-336-342-406-472-524-667
Julio Pinto ----------80-127-601-696
José Del Pozo ----------45-54-57-59-60-675
Général Prats ----------320-373-374-389-402-403-492-536-537-575-581-631-633-636

Carlos Quezada ----------583
Rigoberto Quezada ----------346-548-657
Fernando Quiroga* ----------244-287-303-304-361-416-630
Patricio Quiroga ----------3-635-641-663
Teresa Quiroz* ----------206-207-366

Miguel R.* ----------55-209-324-327-397-415-440-442-549-676
Enrique Ramírez ----------386-394-418-435-583
Sergio Ramos ----------36-89-420-421
Michel Raptis ----------24-31-201-340-534
Joaquín Reyes ----------585
Paul Ricœur ----------676
Facundo Ríos ----------341-342-586
Jean-Louis Robert ----------25
Guy Rocher ----------47-412
Rodrigo* ----------653-665
Guillermo Rodríguez* ----------118-228-302-364-366-386-434-456-460-512-513-552-646-651-654-663-665-666-667
Pablo Rodríguez ----------633
Jorge Rojas ----------69-203-603
Sergio Rojas ----------547
Santos Romeo ----------295-296-299-511-583-599
Patricio Romo ----------586
Alain Rouquié ----------17

Manuel Saavedra ----------585
Eder Sader ----------218-251-280-300-360-388
Augusto Samaniego ----------3-68-231-232-599
Luis Cruz Salas ----------93-599
Fernando Salazar ----------590
Gabriel Salazar ----------34-35-36-43-67-80-127-167-592-601-684-696
Marie-Noëlle Sarget ----------12-45-86-111-187-370-464-694
Général Schneider ----------38-260-536
Adonis Sepúlveda* ----------644
Gustavo Severa ----------584
Edward Shorter ----------598
Víctor Soto ----------236
Carmen Silva* ----------354-432-456-460-484-556-622-653-665-670
Miguel Silva ----------3-66-67-285
Gabriel Smirnow ----------128-372-702
Colonel Souper ----------537-538-543-547-551
Joël Stillerman ----------55-207-209-211

César Tapia ----------585
Sidney Tarrow ----------20-85-93-473-489-693
Volodia Teitelboim ----------141-380-428-493
Maria Tejas ----------520
Roberto Thieme ----------633
Paul Thomson ----------53-5
Edwards P. Thompson ----------22-43-54-273-301-302-463-565-603
Mónica Threlfall ----------343-499
Charles Tilly ----------17-18-32-591-598-693-694
Francisco Tobar ----------584
Luís Torres ----------311-585

Víctor Toro ----------253-586
Alain Touraine ----------18-19-35-79-552-564-576-600-607-624-701
Léon Trotsky ----------29-32-110-117-119-121-374-421

Olga Ulianova ----------45-415

Arturo Valenzuela ----------43-45-211
Carlos Valle ----------585
Michel Vakaloulis ----------20-412-693
Pierre Vayssière ----------24-463-464-472
Pablo Vásquez ----------585
Héctor Vega* ----------37-45-126-133-516-588-620-639
Michel Verret ----------21-593-601
Gonzalo Vial ----------41-641-645
Arturo Villabela ----------647
Alejandro Villalobos ----------257-260-472-532-604
León Vilarin ----------313
Luís Vitale ----------3-28-42-78-115-121-697-702
Pedro Vuskovic ----------36-147-151-176-185-197-221-243-244-246-294-703

Peter Winn ----------3-59-66-67-143-154-155-201-301-350-358-372-376-463-652-702

Francisco Zapata ----------80-97
Faride Zerán ----------513-557
Andrew Zimbalist ----------199-202-289
Neftali Zuñiga* ----------200-209-212-355-361-429

Principales organisations citées

Agencia Graham ----------400-401-405-407-409-410-411-529
Assemblée populaire de Concepción----------[paragaphe VI – 3]

Campement Elmo Catalán ----------254-255
Campement El Despertar ----------284-291-293
Campement Nueva La Habana----------116-[paragraphe VI – 2 – 2]-336-342-384-405-406-407-411-437-463-471-475-522-523-524-525-526-527-529-532-586-594-602-604-667-685
Campament Ho-Chi-Minh ----------666
Campement Lénine ----------514
Campement Lo Hermida ----------254-310-405-406-407-532-571-610
Campement Ranquil ----------254-255
Campament Yolanda Schwartz ----------527-632-667

CC de Barrancas ----------332-338-437-586-610-618
CC de Constitución ----------[paragraphe XI – 2 – 3]-523-588-689
CC Estación Central ----------332-337-364-459-504-586-610-618
CC de La Florida ----------260-336-523-546-586-610
CC Reñaca Alto ----------342-517-587-620
CC Segunda Comuna ----------586
CC Quinta Comuna ----------586

CI d'Arica ----------353-389-390-514-587
CI Conchali – Área Norte ----------329-332-333-340-345-348-389-585-610
CI Lo Espejo ----------479-562-585-619
CI Maipú-Cerrillos ----------272-309-[Chapitre VII]-311-325-327-329-332-339-344-351-354-360-368-385-391-410-418-429-435-439-446-455-460-477-497-503-508-515-532-543-550-564-568-577-583-593-598-599-604-610-614-621-630-634-637-650-662-665-676-687
CI Lanera Austral ----------332-353-514-588-637
CI Vicuña Mackenna ----------276-279-306-329-336-344-348-354-356-358-362-366-381-385-388-391-394-410-429-432-455-460-468-473-476-478-497-505-523-544-546-556-564-571-584-599-604-610-612-614-619-639-649-652-662-668-670
CI Macul ----------119-198-207-228-276-278-332-336-344-351-359-364-393-409-456-461-464-485-561-570-582-584-610-615-654
CI Mapocho-cordillera ----------503-557-569-585-614
CI Matucana-Mapocho ----------570-582-585-610
CI 15 Norte ----------587
CI O'Higgins ----------344-350-356-357-385-479-495-496-504-508-545-548-564-566-569-582-584-610-614-619
CI Osorno Centro ----------516-563-588-620-639-640
CI Puerto (Valparaíso) ----------587
CI Puerto (Coquimbo) ----------589
CI San Joaquín ----------462-502-515-545-577-582-584-610-614-619-622-665
CI El Salto ----------354-517

CI Talcahuano ----------332-342-353-354-446-499-514-514-532-563-580-588-620-639-654
CI Santa Rosa – Gran Avenida ----------228-238-345-562-585-603-610-619-662
CI Santiago Centro ----------333-462-504-561-569-584-610

Centrale unique des travailleurs (CUT)---------- voir paragraphes [II -3] – [V – 3] – [X – 2 – 2]
Centrale nationale de distribution (CENADI) ----------374-400-410-532-571-594
Centre de mères ----------329-331-337-339-341-520-586-588

Confédération démocratique (CODE) ----------313-314-492
Commando coordinateur de Macul (COCOMA) ----------345
Commando provincial de ravitaillement direct de Santiago ----------530-531-585
Coordination provinciale des Cordons industriels de Santiago (CPCI) ----------11-614-690
Corporation pour le développement de la production (CORFO) ----------149-218-288
Corporation pour l'habitat (CORVI) ----------255-259-524

Chrétiens pour le socialisme (CPS) ----------114-166-268-425-432

Comités de l'Unité populaire (CUP) ----------[paragraphe IV – 1 – 1]
Comités de production de l'Aire de propriété sociale ----------paragraphes [IV – 1 – 2]-[4 – 1 – 3]
Comités de quartier ----------133-178-234-248-265-328-331-346-363-384-398-440-450-532-554-586
Comités de ravitaillement et de contrôle des prix (JAP) ----------paragraphes [IV – 3]-[IX – 2 – 2]-[IX – 2 – 3]-[X – 3 – 2]
Comités de surveillance ----------157-158-218-229-230-306-400-508-566-596-631-683-704

Direction nationale de distribution des biens de consommation (DINAC) ----------174-179-186-317-352-383-398-502-533-534-584-589-596
Direction nationale de l'industrie et du commerce (DIRINCO) ----------150-152-174-178-299-317-363-366-399-403-520-639

Fédération textile ----------147-205
Fédération de la métallurgie ----------509
Front national de l'Aire privée (FRENAP) ----------167
Front des travailleurs révolutionnaires (FTR) ----------paragraphes [III – 1 – 4]-[V – 3 – 1]-[IX – 1 – 3]

Gauche chrétienne (IC) ----------114-165-202-246-262-267-438-461-520-541-578
Groupe des amis d'Allende (GAP) ----------117-646-647-659

Mouvement d'action populaire unitaire (MAPU) ----------[paragraphe III – 1 – 3]-122-140-142-145-158-171-185-192-202-208-209-239-244-250-262-267-288-338-367-379-398-404-424-430-439-452-483-491-516-532-576-593-614-620-644-648-650-655-668-684
Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) ------paragraphes [III – 1 – 4]-[V – 3 – 1]-[VI – 2 – 2]-[VI – 3]-[IX – 1 – 3]-[X – 3 – 1]-[XVI – 2 – 1]-[XVI – 3 – 1]

Parti communiste *Bandera roja* ----------119-292-307-352
Parti communiste du Chili (PC) ----------paragraphes [III – 1 – 1]-[III – 2]-[V – 3 – 3]-[VI – 1]-[IX – 1 – 2]-[X – 1]-[XII – 2]-[XVI – 2 – 1]-[XVI – 3 – 1]
Parti communiste révolutionnaire (PCR) ----------119-120-241-292-336-346-352-461-514-654
Parti communiste de l'union des Républiques socialistes soviétiques (PCUS) ----------108-123
Parti démocrate-chrétien (DC) ----------59-83-100-112-125-128-135-149-153-164-184-192-199-210-215-220-230-238-240-242-324-426-459-468-500-538-570-688
Parti national (PN) ----------166-263-285-312-313-409-492-501-626-633-657
Patria y Libertad ----------122-167-225-358-501-538-633-634-635-641
Parti socialiste du Chili (PS) ----------paragraphes [III – 1 – 2]-[III – 2]-[V – 3 – 3]-[VI – 1]-[IX – 1 – 2]-[X – 1]-[X – 2]-[X – 3]-[XI – 1 – 1]-[XIII – 3 – 1]-[XVI – 2 – 1]-[XVI – 3 – 1]
Parti socialiste révolutionnaire (PSR) ----------121-187-220-241-620

Société de développement industriel (SOFOFA) ----------166-167-191-314-352-628

Tables des matières des trois volumes

VOLUME I

Remerciements **3**

Carte du Chili **5**

Sommaire **6**

PREAMBULE **10**

INTRODUCTION GENERALE **16**

Pour une étude socio-historique de la dynamique politique du « pouvoir populaire » chilien **16**

Intro. – I) Mouvement social et pouvoirs populaires : une brève mise en perspective **18**

Intro. – I – 1) Rappel théorique 18

Intro. – I – 2) A la recherche d'un des « *trésors perdus de la tradition révolutionnaire* » : pouvoirs populaires constituants et auto-organisation 23

Intro. – I – 3) Retour sur les pouvoirs populaires latino-américains 29

Intro. – II) L'Unité populaire et le mouvement révolutionnaire chilien. Etat de la question épistémologique **34**

Intro. – II – 1) Un océan bibliographique 34

Intro. – II – 2) La fausse dichotomie entre facteurs externes et internes 37

Intro. – II – 3) Aperçu des différentes écoles d'analyse sur l'UP 41

Intro. – III) Sources pour une étude du « pouvoir populaire » **48**

Intro. – III – 1) Difficultés de la recherche des sources dans le Chili actuel 48

Intro. – III – 2) La mémoire et l'oubli. L'importance de l'enquête orale 54

- Intérêts et motivation de l'enquête orale 54
- Objectivité de l'enquête orale ? 56
- Méthode d'enquête utilisée : représentativité et questionnaire 59

Intro. – IV) Mouvement social urbain et pouvoir populaire au Chili (1970-1973) : synthèse d'une problématique **64**

Intro. – IV – 1) La « *Révolution par en bas* » ? 64

Intro. – IV – 2) Une dynamique à reconstruire… 71

PREMIERE PARTIE 76

Le Chili de l'Unité populaire 76

Chapitre I) Un important héritage historique 77

I – 1) Un Etat de compromis ? Les fondements des relations entre mouvement ouvrier, partis et Etat 77

I – 2) La décomposition du projet populiste de la « Révolution en liberté » 84

Chapitre II) Quelques éléments du mouvement social urbain en 1970 88

II – 1) La réalité socio-économique en 1970 : pauvreté, dépendance et contradictions de classes 88

II – 2) Une classe ouvrière importante, mais fortement fragmentée 94

II – 3) Organisation, forces et limites de la structuration syndicale chilienne 97

II – 4) Les mobilisations collectives des « pauvres de la ville » : le mouvement *pobladores* 103

Chapitre III) Voie pacifique et « pouvoir populaire » ? Stratégies de transition au socialisme selon la gauche chilienne 109

III – 1) Les principaux partis de gauche, leur discours et leur stratégie 109

III – 1 – 1) Le Parti communiste chilien 110

III – 1 – 2) Le Parti socialiste chilien 113

III - 1 – 3) Les chrétiens révolutionnaires et le MAPU (*Movimiento de Acción Popular Unitaria*) 116

III – 1 – 4) Le MIR (*Movimiento de la Izquierda Revolucionaria*) 118

III – 1 – 5) Autres mouvements de la gauche extraparlementaire 124

III – 2) « La voie chilienne au socialisme ». Formation et programme de l'Unité populaire 127

III – 3) La participation des travailleurs : « pouvoir populaire institutionnalisé » contre « pouvoir populaire constituant » ? 134

DEUXIEME PARTIE 142

Vers le débordement ? 142

De l'échec des comités de l'Unité populaire à l'Assemblée de Concepción 142

Chapitre IV) Pouvoir populaire et mesures en faveur de la participation sociale selon le gouvernement Allende 144

IV – 1) Les comités de l'Unité populaire et la mise en place de la participation des travailleurs 144

IV – 1 – 1) Les comités de l'Unité populaire (CUP) : échec d'un embryon de pouvoir populaire constituant 144

IV – 1 – 2) La formation de l'Aire de propriété sociale (APS) 151

IV – 1 – 3) Quelle participation des salariés ? Capitalisme d'Etat, autogestion et contrôle des salariés . 159

IV – 2) « Bataille de la production » et redistribution des richesses. Un âge d'or de courte durée 166

IV – 2 – 1) Premiers succès, premiers obstacles 166

IV – 2 – 2) La réaction des classes dominantes et la revendication d'un « pouvoir populaire » alternatif 171
IV – 2 – 3) Le début du marché noir et de la spéculation 179
IV – 3) Les JAP : entre « pouvoir populaire » et « dictature de la faim »? 183
IV – 3 - 1) Le lancement des "comités de ravitaillement et de contrôle des prix" (JAP) 183
IV – 3 - 2) La JAP : *« Le premier élément du pouvoir populaire* » ? 186

Chapitre V) Crise de l'économie politique et radicalisation du mouvement ouvrier 197
V – 1) Tensions au sein de l'Aire de propriété sociale (APS) 197
V – 1 – 1) Crise économique et débats au sein de la gauche 197
V – 1 – 2) La difficile mise en place de la participation des salariés 201
V – 1 – 3) La participation envisagée depuis le champ politique 208
V – 1 – 4) La participation vue par ses propres acteurs : « *No estábamos preparados* » ? 212
V – 2) L'accélération des mobilisations collectives des salariés 222
V – 2 – 1) Radicalisation du mouvement ouvrier et conscience de classe 222
V – 2 – 2) Les premières vagues d'occupations d'usines et la geste de la « Toma » 228
V – 3) La CUT dans la tourmente du débat politique et de la lutte des classes 236
V – 3 – 1) L'action du Front des travailleurs révolutionnaires 237
V – 3 – 2) Les tensions au sein de l'appareil syndical 242
V – 3 – 3) Signification des élections de la direction de la CUT 246

Chapitre VI) Les premiers signes de débordement 252
VI – 1) Deux pôles au sein de l'Unité populaire ? « *Avanzar sin transar* » versus « *Consolidar para avanzar* » 252
VI – 2) *Pobladores* et pouvoir populaire local : un véritable laboratoire d'expériences 258
VI – 2 – 1) La dynamique participative des « pauvres de la ville » 258
VI – 2 – 2) L'expérience de *Nueva La Habana* 265
VI – 3) L'Assemblée de Concepción : révolte dans la révolution 272
VI – 3 – 1) Le manifeste de mai et « l'Assemblée populaire » 272
VI – 3 – 2) La condamnation du « double pouvoir » par Allende 276

TROISIEME PARTIE 281

Genèse et développement des Cordons industriels 281

Chapitre VII) Du « Cordon en soi » vers le « Cordon pour soi » à Maipú-Cerrillos : esquisse des conditions d'une expérience de classe 282
VII – 1) « Les Cordons en soi » ou la colonne vertébrale du Chili 284
VII – 2) Maipú : la commune pionnière du pouvoir populaire 290
VII – 2 – 1) Etude des conditions favorables au développement d'un *Cordon pour soi* 290
VII – 2 – 2) Une force latente. Les bases de l'expérience du pouvoir populaire dans la commune de Maipú 297

VII – 3) Le Cordon de la révolte 305
VII – 3 – 1) La naissance du Cordon Cerrillos-Maipú 305
VII – 3 – 2) Caractéristiques du premier embryon de « Cordon pour soi » 311

Chapitre VIII) L'octobre rouge chilien 320

VIII – 1) La Crise au sommet. La « révolution par en haut » dans l'impasse 320
VIII – 1 – 1) Vers l'offensive d'octobre 1972… 320
VIII – 1 – 2) Le gouvernement dans la tourmente d'octobre : l'appel à l'aide aux militaires 326
VIII – 1 – 3) La « *crise de non retour* » du mouvement syndical et de la CUT 333
VIII – 2) Les réponses de la base : les tentatives de coordination de classe… 338
VIII – 2 – 1) Les comités coordinateurs du pouvoir populaire urbain : quelles définitions ? 338
VIII – 2 – 3) Les Commandos communaux et la coordination des classes populaires : entre mythe et réalités 345
VIII - 3) Les réponses de la base : l'auto-organisation ouvrière 356
VIII – 3 –1) La formation de nouveaux « Cordons pour soi » ? 356
VIII – 3 – 2) La riposte ouvrière, les Cordons et la production 368
VIII – 3 – 3) Les Cordons industriels, l'Aire sociale et la bataille pour la distribution 375

Chapitre IX) La normalisation civilo-militaire 384

IX – 1) Normalisation civilo-militaire et démobilisation des Cordons industriels 384
IX – 1 – 1) Bilan de la grève d'octobre : décentralisation politique et bonapartisme *sui generis* 384
IX – 1 – 2) La gauche face au cabinet civilo-militaire et au plan Prats-Millas 390
IX – 1 – 3) Du « manifeste du peuple » au reflux : l'échec de la perspective de pouvoir populaire du MIR ? 396
IX – 2) Vers l'affrontement entre le « pouvoir populaire » et le gouvernement ? 405
IX – 2 – 1) Le rejet du plan Prats-Millas : « *Les Cordons sur le pied de guerre* » ? 406
IX – 2 – 2) Le « panier populaire » et la reprise en main des JAP par le cabinet civilo-militaire 412
IX – 2 – 3) Panier populaire, autogestion et ravitaillement direct 421

Chapitre X) Débats politiques, organisation et construction subjective du pouvoir populaire 429

X – 1) Quelles relations entre « pouvoir populaire », gouvernement et partis de gauche ? 430
X – 1 - 1) Le spectre du *soviet* et du double pouvoir 430
IX – 1 – 2) Divergences tactiques au sein de la gauche 441
X – 2) La polémique sur la place des Cordons industriels au sein de la « voie chilienne » 452
X – 2 – 1) Commandos communaux contre Cordons industriels ? 453
X – 2 – 2) Les Cordons industriels, la CUT et le mouvement syndical 458
X – 3) Les organismes de « pouvoir populaire » : organisation interne, verticalisme et dynamique participative 466
X – 3 – 1) La structuration rêvée des Commandos communaux de travailleurs 466
X – 3 – 2) Architecture organique des Cordons industriels 471
X – 3 – 3) Démocratie interne, caudillismes militants et faible représentativité du pouvoir populaire ... 477

X – 4) Champ culturel et pouvoir populaire 483
X – 4 – 1) Une « mini révolution culturelle » 483
X – 4 – 2) La presse du pouvoir populaire et l'idéologie dominante 491

QUATRIEME PARTIE 506

Le pouvoir populaire entre recherche d'alternatives et menaces de coup d'Etat 506

Chapitre XI) Des mobilisations collectives sans alternative politique ? 507
XI – 1) L'accélération de la crise de l'Unité populaire 507
X - 1 – 1) La question du « pôle révolutionnaire » et les élections législatives 507
X – 1 – 2) Le maintien des mobilisations ouvrières et la « stratégie d'hiver » de l'opposition 514
XI – 2) Le pouvoir populaire, un mouvement d'ampleur nationale 522
X – 2 – 1) Santiago : « *la force du peuple* »…. 522
X – 2 – 2) Le développement des Cordons industriels en province 535
X – 2 – 3) L'occupation de Constitución : un double pouvoir local ? 540
XI – 3) Les *pobladores* et le mouvement social urbain en 1973 544
X – 3 – 1) L'exception des mobilisations collectives de *Nueva La Habana* ? 544
X – 3 – 2) « *Ravitaillement pour les pauvres et rationnement pour les riches* ! » 550

Chapitre XII) Le « tancazo » et ses suites 559
XII – 1) Le "Tancazo" : répétition générale ou test des résistances ? 559
XII – 1 – 1) Le soulèvement militaire et la reprise du dialogue avec la Démocratie chrétienne 559
XII – 1 - 2) La réaction du pouvoir populaire 567
XII – 2) Le Parti communiste et les Cordons industriels en 1973 574
XII – 2 - 1) Le changement de tactique du PC 574
XII – 2 – 2) Des luttes pour le contrôle des Cordons industriels 579
XII – 3) Dernières mobilisations des Cordons industriels et gouvernement civilo-militaire 585
XII – 3 – 1) L'essai de création de nouveaux *Cordons pour soi* 585
X – 3 – 1) Le « *Cordonazo* » de juillet 1973 590
X – 3 – 2) Gouvernement civilo-militaire et paralysie de la gauche 600

Chapitre XIII) Panorama et derniers débats du pouvoir populaire en 1973 582

XIII – 1) Panorama du « pouvoir populaire » urbain à la mi-1973..... 582

XIII – 1 – 1) Récapitulatif des principales coordinations de pouvoir populaire 582

XIII – 1 – 2) Stratégies de rue et répertoire d'actions collectives 591

XIII – 2) Esquisses d'une géographie politique du pouvoir populaire urbain 598

VII – 2 – 1) Espaces ouvriers, agents mobilisés et Cordons en soi 598

XIII – 2 – 2) Cartes du pouvoir populaire..... 603

XIII – 3) Vers le coup d'Etat 612

XIII – 3 - 1) L'échec de la Coordination des Cordons de Santiago et les derniers débats 612

XIII – 3 – 2) Le baroud d'honneur du pouvoir populaire 618

Chapitre XIV) La révolution désarmée..... 625

XIV – 1) La contre-révolution en marche..... 626

XIV – 1 – 1) « *Que celui qui a une main libre ligote Allende avec les Cordons !* »..... 626

XIV – 1 – 2) Le pouvoir populaire face à l'armée et aux paramilitaires..... 632

XIV – 2) La question de la défense armée..... 641

XIV – 2 – 1) « *Non à la guerre civile* » : la stratégie politico-militaire de la gauche chilienne..... 641

XIV – 2 – 2) Les Cordons industriels : une armée révolutionnaire ?..... 649

XIV – 3) Le coup d'Etat : « *Demain, quand commencera le combat…* » 656

XIV – 3 – 1) Le 11 septembre 1973..... 656

XIV – 3 – 2) La répression et le début du terrorisme d'Etat..... 667

XIV – 3 – 3) En guise d'épilogue : les mémoires emblématiques du pouvoir populaire..... 673

CONCLUSION GENERALE .....

Le « pouvoir populaire » urbain, une clef pour comprendre la dynamique du mouvement social chilien..... 678

Chronologie du gouvernement Allende et du pouvoir populaire (1970-1973) 708

Sources et bibliographie 717

Annexes 737

Annexe N° 1 : Questionnaire semi directif utilisé pour l'enquête orale 738

Annexe N° 2 : Données démographiques et statistiques sur le Chili en 1970 740

Annexe N° 3 : La représentativité syndicale au Chili 742

Annexe N° 4 : Le programme de l'Unité populaire et le problème de « l'exclusion participative » 744

Annexe N° 5 : Les entreprises de l'Aire de propriété sociale en août 1972..... 745

Annexe N° 6 : Organigramme de la participation des travailleurs dans l'APS 751

Annexe N° 7 : Les premiers succès économiques de l'Unité populaire..... 752
Annexe N° 8 : Interventions et réquisitions d'entreprises par le gouvernement 753
Annexe N° 9 : La généralisation du conflit social : l'usage de la grève 754
Annexe N° 10 : La multiplication du revendications salariales (fin 1971 – début 1972)..... 756
Annexe N° 11 : Rapport d'organisation du Front des travailleurs révolutionnaires..... 757
Annexe N° 12 : Résultats des élections des conseillers de la direction nationale de la CUT 1972..... 761
Annexe N° 13 : Plate-forme de lutte du Commando des Travailleurs de Cerrillos-Maipu..... 762
Annexe N° 14 : Chronologie de la crise d'octobre 1972 763
Annexe N° 15 : Déclaration de la CUT provinciale de Valparaíso à l'occasion de la grève d'octobre 1972 765
Annexe N° 16 : Syndicats industriels de plus de 100 adhérents dans la commune de Maipú (1972)..... 768
Annexe N° 17 : Proposition d'offensive politique du PS et du PC (octobre 1972)..... 769
Annexe N° 18 : *EL Pliego del Pueblo* proposé par le MIR durant la grève d'octobre..... 771
Annexe N° 19 : Déclaration de la présidence de la République aux Cordons industriels de Santiago (janvier 1973)..... 775
Annexe N° 20 : Contrôle étatique sur la production nationale en août 1973..... 776
Annexe N° 21 : Schémas théoriques de la structuration des Commandos communaux..... 777
Annexe N° 22 : Proposition de structuration organique du Cordon Santiago Centro (Juillet 1973) 779
Annexe N° 23 : Chronologie des conflits du travail et mobilisations collectives (mars / juin 1973)..... 780
Annexe N° 24 : Appel national de la CUT en vue la grève générale du 21 juin 1973..... 782
Annexe N° 25 : Communiqué du Cordon Vicuña Mackenna (juin 1973)..... 784
Annexe N° 26 : Thèmes soumis à la discussion aux délégués du Cordon Cerrillos (11 juin 1973)..... 785
Annexe N° 27 : Déclaration du Cordon industriel Cerrillos suite aux mobilisations collectives de la mi-juin 1973..... 786
Annexe N° 28 : Discours de C. Altamirano aux Cordons industriels de Santiago (13 juillet 1973)..... 789
Annexe N° 29 : Déclaration de la Coordination provinciale des Cordons industriels de Santiago (juillet 1973) 791
Annexe N° 30 : Lettre du président du Cordon industriel Osorno au Général Augusto Pinochet (août 1973)..... 793
Annexe N° 31 : Plan de défense du Cordon industriel Cerrillos selon la junte militaire 795
Annexe N° 32 : Lettre envoyée à Salvador Allende par la Coordination des Cordons industriels..... 800
Annexe N° 33 : Dernier discours de Salvador Allende (le 11 septembre 1973) 804

Table des Tableaux 805

Table des Cartes 806

Table des photos et illustrations 806

Glossaire et Acronymes 810

Index des noms cités..... 814

Tables des matières des deux volumes 821